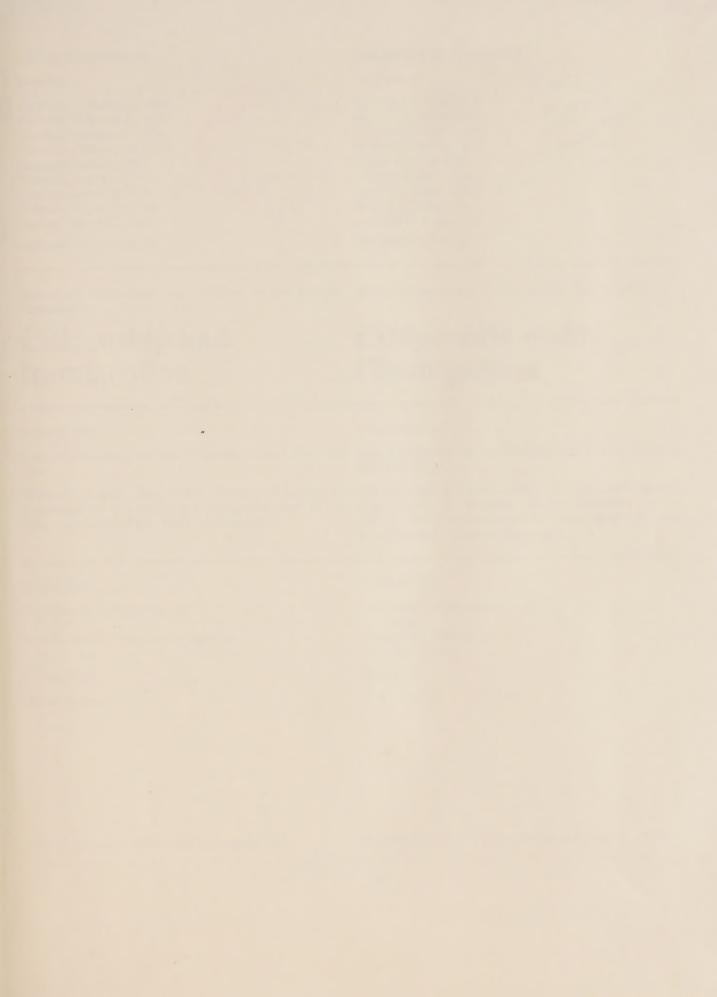
Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto

https://archive.org/details/31761116498239





HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Thursday, February 10, 1994 Thursday, February 17, 1994 Tuesday, February 22, 1994 Thursday, February 24, 1994 Tuesday, March 8, 1994 Thursday, March 10, 1994 Tuesday, March 15, 1994 Thursday, March 17, 1994 Tuesday, March 22, 1994

Chairperson: Judy Bethel

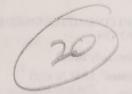


CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 1

Le jeudi 10 février 1994 Le jeudi 17 février 1994 Le mardi 22 février 1994 Le jeudi 24 février 1994 Le mardi 8 mars 1994 Le jeudi 10 mars 1994 Le mardi 15 mars 1994 Le jeudi 17 mars 1994 Le mardi 22 mars 1994

Président: Judy Bethel



Committee on

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

Organization meeting pursuant to Standing Orders 106(1) and 106(2)

Pursuant to Standing Order 108(2), briefing sessions from the Department of Citizenship and Immigration and of the Immigration and Refugee Board on refugee issues

CONCERNANT:

Séance d'organisation conformément aux articles 106(1) et 106(2) du Règlement

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, séances d'information du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et la Commission de l'immigration et du statut du réfugié sur les questions des réfugiés

APPEARING:

The Honourable Sergio Marchi, P.C., M.P., Minister of Citizenship and Immigration

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Sergio Marchi, c.p., député, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Louise Paradis

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Président: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Louise Paradis

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 10 FÉVRIER 1994

[Texte]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à 11 h 15, dans la pièce 209 de l'édifice de l'Ouest, pour élire un président, en application des paragraphes (1) et (2) de l'article 106 du Règlement.

Membres présents: Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Aussi présent: De la Direction des comités: Richard Dupuis, greffier à la procédure.

Conformément à l'article 106 du Règlement, le greffier préside à l'élection du président.

Sur motion de Sarkis Assadourian, appuyé par Osvaldo Nunez, il est convenu, — Que Judy Bethel soit élue présidente du Comité.

Judy Bethel prend place au fauteuil.

Sur motion de John Bryden, il est convenu,—Que Ovid Jackson soit élu premier vice-président de ce Comité.

Sharon Hayes propose, — Que l'élection du vice—président soit faite par vote secret en inscrivant le nom du candidat sur le bulletin de vote.

Après débat, la motion mise aux voix, est rejetée par vote à main levée: Pour: 2, Contre: 7.

Sur motion de Gar Knutson, il est convenu, — Que Osvaldo Nunez soit élu second vice-président de ce Comité.

Gar Knutson propose, — Que la présidente, le 1er vice-président, et un représentant de chaque parti, après les consultations habituelles avec les Whips des différents partis, constituent le Sous-comité du programme et de la procédure.

Il s'élève un débat;

Christiane Gagnon propose, — Que la motion soit amendée en substituant aux mots «le premier vice-président» par les mots «les deux vice-présidents».

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par vote à main levée: Pour: 2; Contre: 7.

La motion, mise aux voix, est adoptée par vote à main levée: Pour: 7; Contre: 2.

À 12 h 05, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

LE JEUDI 17 FÉVRIER 1994

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 36, dans la pièce 209 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente)

Membres du comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 10, 1994

(1)

[Translation]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:15 o'clock a.m. this day, in Room 209, West Block, for the purpose of electing a Chair and two Vice-Chairs, pursuant to sections (1) and (2) of Standing Order 106.

Members of the Committee present: Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Committees Directorate: Richard Dupuis, Procedural Clerk.

Pursuant to Standing Order 106, the Clerk of the Committee presided over the election of a Chair.

On motion of Sarkis Assadourian, seconded by Osvaldo Nunez, it was agreed,—That Judy Bethel be elected Chair of the Committee.

Judy Bethel took the Chair.

On motion of John Bryden, it was agreed, — That Ovid Jackson be elected First Vice-Chair of the Committee.

Sharon Hayes moved, — That the election of the Vice-Chair be made by secret ballot by writing the name of the candidate on the ballots.

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, negatived: Yeas: 2, Nays, 7.

On motion of Gar Knutson, it was agreed,—That Osvaldo Nunez be elected Second Vice-Chair of the Committee.

Gar Knutson moved, — That the Chair, the First Vice-Chair and one representatiave from each party appointed after the usual consultations with the Whips of the different parties, do compose the Sub-committee on Agenda and Procedure.

And debate arising thereon:

Christiane Gagnon moved, — That the motion be amended by striking out the words "First Vice-Chair" and substituing therefore "the two Vice-Chairs".

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: Yeas, 2; Nays, 7.

The question being put on the motion, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas, 7; Nays, 2.

At 12:05 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, FEBRUARY 17, 1994

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met *in camera* at 11:36 o'clock a.m. this day, in room 209 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'immigration: Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Service national; Richard Nolan, greffier, Citoyenneté; Normand Sabourin, chef, Gestion du Programme; Don Slack, directeur, Gestion opérationnelle; Naheed Israeli, agente principale de la politique, Politique de l'établissement et de développement des programmes.

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité commence des séances d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

(Traduction)

Sur motion de Gar Knutson, il est convenu, — Que les réunions à huis clos du Comité soient transcrites et que les transcriptions soient gardées au bureau du greffier du Comité pour consultation par les membres du Comité.

La présidente a présenté le Premier rapport du Sous-comité du programme et de la procédure libellé en ces termes:

Le Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration a l'honneur de présenter son PREMIER RAPPORT.

Votre Comité s'est réuni le mardi 15 février 1994 et s'est entendu pour faire les recommandations suivantes:

- 1. Que chaque membre du Comité puisse se faire accompagner d'un collaborateur aux réunions tenues à huis clos, à moins que le Comité n'en décide autrement.
- 2. Que, en vertu de l'article 120 du Règlement, le Comité retienne les services d'un ou, s'il le juge utile, plusieurs attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement pour l'aider dans ses travaux.
- 3. Que, en vertu de l'article 108(1)a) du Règlement, le Comité fasse imprimer les *Procès-verbaux et témoignages* suivant le nombre prescrit par le Bureau de régie interne.
- 4. Que, en vertu de l'article 118(2) du Règlement, la présidente soit autorisée à tenir des séances pour entendre des témoignages et à en autoriser l'impression, en l'absence de quorum à la condition qu'au moins un membre de chaque parti soient présents.
- 5. Que le greffier du Comité soit autorisé à distribuer, dans la langue originale, les documents reçus du public et que le greffier du Comité en assure la traduction et la distribution de la traduction dans les meilleurs délais.
- 6. Que, en vertu de l'article 122(2) du Règlement, à la discrétion de la présidente du Comité et conformément à la politique du Bureau de régie interne, les témoins invités à comparaître devant le Comité soient remboursés de leurs frais de déplacement et de séjour jugés raisonnables et ce, à raison de tout au plus deux (2) délégués par organisme.
- 7. Que, en vertu de l'article 111(4) du Règlement, chaque fois que le Comité est saisi d'un décret de nomination ou d'un certificat annonçant une nomination, le greffier se procure le curriculum vitae de chaque nouveau titulaire et en remette une copie à tous les membres du Comité.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service;, Richard Nolan, Registrar, Citizenship; Normand Sabourin, Chief, Program Management; Don Slack, Director, Operational Management; Naheed Israeli, Senior Policy Advisor, Settlement Policy and Program Development.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2) the Committee commenced a briefing session on the Department of Citizenship and Immigration.

(Text)

On motion of Gar Knutson, it was agreed,—That in camera meetings be transcribed and that the transcription be kept with the Clerk of the Committee for consultation by the members of the Committee.

The Chair presented the First Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, which reads as follows:

The Sub-Committee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Citizenship and Immigration has the honour to present its FIRST REPORT.

Your Committee met on Tuesday, February 15, 1994, and has agreed to make the following recommendations:

- 1. That, each Committee member be allowed to have one staff person present during *in camera* meetings unless the Committee decide otherwise.
- 2. That, pursuant to Standing Order 120, the Committee retain the services of one or more Research Officers from the Library of Parliament, as needed, to assist the Committee in its work.
- 3. That, pursuant to Standing Order 108 (1)(a), the Committee print the number of copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence* as established by the Board of Internal Economy.
- 4. That, pursuant to Standing Order 118(2), the Chair be authorized to hold meetings in order to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present provided that at least one member of each party be present.
- 5. That the Clerk of the Committee be authorized to distribute, in their original language, the documents received from the public and that the Clerk of the Committee ensure that such documents are translated and the translation distributed as promptly as possible.
- 6. That, pursuant to Standing Order 122(2), at the discretion of the Chair, reasonable travelling expenses, as per the regulation established by the Board of Internal Economy, be paid to witnesses invited to appear before the Committee, and that for such payment of expenses a limit of two (2) representatives per organization be established.
- 7. That, pursuant to Standing Order 111(4), whenever an Order in Council for approintment or a certificate of nomination for appointment is referred to the Committee, the Clerk shall obtain and circulate to each member of the Committee a copy of the Resume of each appointee.

- 8. Que le Comité invite les hauts fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à comparaître devant le Comité le jeudi 17 février 1994, pour une réunion d'information sur les questions touchant la citoyenneté.
- 9. Que le Comité invite les hauts fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à comparaître devant le Comité le mardi 22 février 1994, pour une réunion d'information sur les opérations concernant l'immigration.
- 10. Que le Comité invite les hauts fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à comparaîre devant le Comité le jeudi 24 février 1994, pour une réunion d'information sur la gestion des cas d'immigration.
- 11. Que le Comité invite les hauts fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et de la Commission de l'immigration et du statut du réfugié à comparaître devant le Comité le mardi 8 mars 1994, pour une réunion d'information sur les questions des réfugiés.
- 12. Que le Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration soit invité à comparaître devant le Comité le jeudi 10 mars 1994, pour une réunion d'information sur la consultation publique et la révision de la politique.

Respectueusement soumis,

La présidente JUDY BETHEL

(Traduction)

Mary Clancy propose, — Que le Premier rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit amendé en reportant l'article 12 pour étude future par le Comité.

(Texte)

Après débat, la motion, mise aux voix est adoptée par vote à main levée: Pour: 8; Contre: 2.

(Traduction)

Ovid Jackson propose,—Que le Premier rapport du Sous-Comité du programme et de la procédure, tel que modifié, soit adopté.

(Texte)

Après débat, le rapport mis aux voix, est adopté sous sa forme modifiée.

Les membres du Comité reçoivent de l'information des hauts fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Georges Tsaï et Richard Nolan font une déclaration, puis eux-mêmes, ainsi que Normand Sabourin, répondent aux questions

À 12 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de le présidence.

LE MARDI 22 FÉVRIER 1994

(3)

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 12 h 05, dans la pièce 308 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

- 8. That the Committee invite the Officials of the Department of Citizenship and Immigration to appear before the Committee on Thursday, February 17, 1994 for a briefing session to the members of the Committee on Citizenship issues.
- 9. That the Committee invite the Officials of the Department of Citizenship and Immigration to appear before the Committee on Tuesday, February 22, 1994 for a briefing session to the members of the Committee on the overall operations of Immigration.
- 10. That the Committee invite the Officials of the Department of Citizenship and Immigration to appear before the Committee on Thursday, February 24, 1994 for a briefing session to the members of the Committee on immigration case management.
- 11. That the Committee invite the Officials of the Department of Citizenship and Immigration and the Immigration and Refugee Board to appear before the Committee on Tuesday, March 8, 1994 for a briefing session to the members of the Committee on refugee matters
- 12. That the Minister of Citizenship and Immigration be invited to appear before the Committee on Thursday, March 10, 1994 for a briefing session concerning the public consultation and policy review

Respectfully submitted,

JUDY BETHEL,

Chair

(Text)

Mary Clancy moved, — That the First Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be amended by tabling item #12 for consideration at a later date.

(Translation)

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 8; Nays: 2.

(Text)

Ovid Jackson moved, — That the First Report as amended be adopted.

(Translation)

And the question being put on the report, as amended, it was concurred in.

The Committee members were briefed by the Department of Citizenship and Immigration Officials.

Georges Tsaï and Richard Nolan made an opening statement, and along with Normand Sabourin, answered questions.

At 12:45 o'clock p.m., the Committee ajourned to the call of the Chair.

TUESDAY, FEBRUARY 22, 1994

(3)

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met in camera at 12:05 o'clock p.m. this day, in room 308 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Membres présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et Coordination de programmes; Bob Blackburn, sous—ministre adjoint des Politiques; Meyer Burstein, directeur général, Recherche stratégique, Analyse & Information; Jean-François David, directeur, Contrôle aux points d'entrée; Raphael Girard, sous—ministre adjoint, Service international; Ian Glen, sous—ministre associé; Ann Midgley, directrice générale, Établissement; Mildred J. Morton, directrice, Politique des immigrants et visiteurs; Chris Taylor, directeur, Programmes pour les immigrants et les visiteurs; et Daniel Therrien, avocat-conseil, Contentieux.

Le Comité reprend ses séances d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (Voir procès-verbal du 17 février 1994, fascicule nº 1).

Bob Blackburn et Mildred Morton font une déclaration liminaire, Meyer Burstein et Raphael Girard font une déclaration, puis eux-mêmes, ainsi que Chris Taylor, répondent aux questions.

À 14 heures, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 24 FÉVRIER 1994 (4)

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 35, dans la pièce 209 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: Benoît Sauvageau pour Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Service national; Brian Davis, directeur général, Règlement des cas; Robert Vineberg, directeur, Analyse de cas et coordination; Jean-François David, directeur, Contrôle aux points d'entrée; Jeff Lebane, directeur, Service International, Asie et Pacifique; Luke Morton, avocat, Contentieux.

Le Comité reprend ses séances d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (Voir procès-verbal du 17 février 1994, fascicule nº 1).

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination; Bob Blackburn, Assistant Deputy Minister, Policy; Meyer Burstein, Director General, Strategic Research, Analysis and Information; Jean-François David, Director, Port of Entry Control; Raphael Girard, Assistant Deputy Minister, International Service; Ian Glen, Associate Deputy Minister; Ann Midgley, Director General, Settlement; Mildred J. Morton, Director, Immigrant and Visitor Policy; Chris Taylor, Director, Immigrant and Visitor Programs; Daniel Therrien, Senior Counsel, Legal Services.

The Committee resumed its briefing sessions on the Department of Citizenship and Immigration (See Minutes of Proceedings, Thursday, February 17, 1994, Issue No. 1).

Bob Blackburn and Mildred Morton made an opening statement, Meyer Burstein and Raphael Girard made a statement and, along with Chris Taylor, answered questions.

At 2:00 o'clock p.m., the Committee ajourned to the call of the Chair.

THURSDAY, FEBRUARY 24, 1994

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met *in camera* at 11:35 o'clock a.m. this day, in room 209 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Acting Member present: Benoît Sauvageau for Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service; Brian Davis, Director, Case Management; Robert Vineberg, Director, Case Analysis and Coordination; Jean–François David, Director, Port of Entry Control; Jeff Lebane, Director, International Service, Asia and Pacific; Luke Morton, Counsel, Legal Services.

The Committee resumed its briefing sessions on the Department of Citizenship and Immigration (See Minutes of Proceedings, Thursday, February 17, 1994, Issue No. 1).

Georges Tsaï et Jean-François David font une déclaration liminaire, Brian Davis et Robert Vineberg font une déclaration puis eux-mêmes, ainsi que Jeff Lebane et Luke Morton répondent aux questions.

À 13 h 44, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

LE MARDI 8 MARS 1994

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 38, dans la pièce 308 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (prési-

Membres du comité présents: Mark Assad, Judy Bethel, John Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: John Cannis pour Sarkis Assadourian.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Bob Blackburn, sous-ministre adjoint, Secteur de la politique; Bill van Staalduinen, directeur général, La politique concernant les réfugiés et les migrations internationales; Craig A. Goodes, directeur, Division de la politique humanitaire internationale et de réétablissement; John R. Butt, directeur, Division de la politique de protection des réfugiés; Jim May, chef intérimaire des opérations concernant les immigrants et les visiteurs, et groupe de travail chargé de la mise en oeuvre de la législation; Mike Molloy, directeur général, Migration internationale et Coordination du programme; Yaron Butovsky, avocat, Contentieux; Robert Vineberg, directeur, Analyse de cas et coordination. De la Commission de l'immigration et du statut du réfugié: Nurjehan Mawani, présidente; Greg Fyffe, directeur exécutif; Michael Schelew, vice-président, Section du statut de réfugié; Gerry Stobo, avocat principal; Don Gerlitz, directeur, Planification et Analyse.

Le Comité reprend ses séances d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (Voir procès-verbal du 17 février 1994, fascicule nº 1), et sur la Commission de l'immigration et du statut du réfugié.

Sur motion de John Bryden, il est convenu, - Que le Comité permanent se réunisse le 10 mars, 1994, pour terminer la session d'information avec le Ministère concernant les Services d'immigration au Canada et sur les questions en suspens.

Sur motion d'Osvaldo Nunez, il est convenu, — Que le Ministre soit invité à comparaître devant le Comité pour discuter du processus de consultation publique.

Bob Blackburn, Craig Goodes, John Butt font une déclaration puis eux-mêmes, ainsi que Robert Vineberg, Mike Molloy et Bill van Staalduinen Morton répondent aux questions.

Nurjehan Mawani fait une déclaration liminaire, puis ellemême et les autres témoins répondent aux questions.

À 13 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Georges Tsaï and Jean-François David made an opening statement. Brian Davis and Robert Vineberg made a statement and, along with Jeff Lebane and Luke Morton, answered questions.

At 1:44 o'clock p.m., the Committee ajourned to the call of the Chair.

TUESDAY, MARCH 8, 1994

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met in camera at 11:38 o'clock a.m. this day, in Room 308 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Judy Bethel, Bryden, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson et John Bryden, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Acting Member present: John Cannis for Sarkis Assadourian

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Bob Blackburn, Assistant Deputy Minister, Policy; Bill van Staalduinen, Director General, International Refugee & Migration Policy Branch; Craig A. Goodes, Director, International Humanitarian and Resettlement Policy Division; John R. Butt, Director, Refugee Protection Policy Division; Jim May, Acting Chief, Immigrant and Visitor Operations and Working Group on Implementation of Legislation; Mike Molloy, Director General, International Migration and Program Coordination; Yaron Butovsky, Counsel, Legal Services; Robert Vineberg, Director, Case Analysis and Coordination. From the Immigration and Refugee Board: Nurjehan Mawani, Chairperson; Greg Fyffe, Executive Director; Michael Schelew, Deputy Chairperson, Convention; Gerry Stobo, General Counsel; Don Gerlitz, Director, Planning and Analysis.

The Committee resumed its briefing sessions on the Department of Citizenship and Immigration (See Minutes of Proceedings, Thursday, February 17, 1994, Issue No. 1) and on Immigration and Refugee Board.

On motion of John Bryden, it was agreed, - That the Standing Committee meet on March 10, 1994 to conclude the Department briefing session on Immigration Processing Services in Canada and outstanding questions.

On motion of Osvaldo Nunez, it was agreed, - That the Minister be invited to appear before the Committee to discuss the public consultation Process.

Bob Blackburn, Craig Goodes and John Butt made an opening statement and along with Robert Vineberg, Mike Molloy, Bill van Staalduinen, answered questions.

Nurjehan Mawani made an opening statement and along with the other witnesses, answered questions.

At 1:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

LE JEUDI 10 MARS 1994

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 45, dans la pièce 209 de in camera at 11:45 o'clock a.m., this day, in Room 209 West l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Service national; Raphael Girard, sous-ministre adjoint, Service international; Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination de programmes; Chris Taylor, directeur, Programmes pour les immigrants et les visiteurs; Richard Tate, chef, Section des appels; Luke Morton, avocat, Contentieux.

Le Comité reprend ses séances d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (Voir procès-verbal du 17 février 1994, fascicule nº 1).

Georges Tsaï, Raphael Girard et Chris Taylor font une présentation et avec les autres témoins répondent aux questions.

(Traduction)

Sur motion de Ovid Jackson, il est convenu, — Que le Comité siège le mardi 15 mars 1994: a) pour entendre les hauts fonctionnaires du ministère sur l'exécution de la loi; et b) pour revoir le matériel reçu du ministère.

Sur motion de Ovid Jackson, il est convenu, - Que le Comité invite des représentants du Conseil canadien pour les réfugiés à comparaître devant le Comité.

Sur motion de Ovid Jackson, il est convenu, - Que le Comité invite Milly Morton et Meyer Burstein du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à commparaître à 12 h 30 le jeudi 17 mars 1994, après la comparution du ministre, afin de terminer la session sur la politique générale d'immigration.

(Texte)

À 13 h 30, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

LE MARDI 15 MARS 1994

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 37, dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson et Gar Knutson.

THURSDAY, MARCH 10, 1994

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service; Raphael Girard, Assistant Deputy Minister, International Service; Joan Atkinson, Director, International Services & Program Coordination; Chris Taylor, Director, Immigrant and Visitor Programs; Richard Tate, Chief, Appeal Section; Luke Morton, Counsel, Legal Services.

The Committee resumed its briefing sessions on the Department of Citizenship and Immigration (See Minutes of Proceedings, Thursday, February 17, 1994, Issue No. 1).

Georges Tsaï, Raphael Girard and Chris Taylor each made a statement and, along with the other witnesses, answered questions.

(Text)

On motion of Ovid Jackson, it was agreed, - That the Committee sit on Tuesday, March 15, 1994: (a) to hear department officials on enforcement and on any issue that remains outstanding; (b) to review follow-up material received from the Department.

On motion of Ovid Jackson, it was agreed,—That the Committee arrange further meetings to hear representatives from the Canadian Council for Refugees to speak about refugee programs from their perspective.

On motion of Ovid Jackson, it was agreed, - That the Committee invite for Thursday, March 17, 1994 at 12:30 p.m., following the appearance of the Minister, Milly Morton and Meyer Burstein of the Department to provide a wrap-up session on general immigration policy.

(Translation)

At 1:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, MARCH 15, 1994

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met in camera at 11:37 o'clock a.m. this day, in room 307 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson.

Membre suppléant présent: Gary Pillitteri pour Mary Clancy.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Jim May, chef intérimaire des opérations concernant les immigrants et les visiteurs et groupe de travail chargé de la mise en oeuvre de la législation; Sheila Gariepy, gestionnaire, Promotion et éducation, Enregistrement et promotion de la citoyenneté.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(2) du Règlement, le Comité reprend sa séance d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (Voir procès-verbal du 17 février 1994, fascicule n° 1).

(Traduction)

Il est convenu, — Que le Comité tienne une réunion le 22 mars 1994 pour une session d'information avec le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Direction générale de l'exécution de la loi.

Il est convenu, — Que le Comité invite le Vérificateur général pour comparaître le 24 mars 1994 pour parler sur la vérification du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Il est convenu, — Que le Comité invite le Ministre et ses hauts fonctionnaires à comparaître immédiatement après le congé de Pâques pour étudier le Budget des dépenses principal.

Il est convenu, — Que le Comité invite le Conseil canadien pour les réfugiés à comparaître à une date ultérieure.

Sarkis Assadourian propose, — Que la Chambre des communes donne aux députés la possibilité de réaffirmer leur citoyenneté au début de la Semaine de la citoyenneté.

Après débat, Ovid Jackson propose,—Que la motion soit modifiée en ajoutant après les mots «Semaine de la citoyenneté», les mots «et que le mécanisme soit élaboré et considéré à la prochaine réunion du Comité».

Jim May et Sheila Gariepy répondent aux questions.

À 12 h 02, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

LE JEUDI 17 MARS 1994

(8)

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 35, dans la pièce 269 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson.

Membres suppléants présents: Gilles Duceppe pour Osvaldo Nunez, John Williams pour Sharon Hayes.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Comparaît: L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Acting Member present: Gary Pillitteri for Mary Clancy.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Jim May, Acting Chief, Immigrant and Visitor Operations and Working Group on Implementation of Legislation; Sheila Gariepy, Manager, Promotion and Education, Citizenship Registration and Promotion Branch.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its briefing session on the Department of Citizenship and Immigration (See Minutes of Proceedings, Thursday, February 17, 1994, Issue No. 1).

(Text)

It was agreed, —That the Committee meet on March 22, 1994 for a briefing session with the Enforcement Branch of the Department of Citizenship and Immigration.

It was agreed,—That the Committee invite the Auditor General, on March 24, 1994, to speak on the audit for the Department of Citizenship and Immigration.

It was agreed,—That the Committee invite the Minister of Citizenship and Immigration and his officials immediately after the Easter break for consideration of the Main Estimates.

It was agreed,—That the Canadian Council for Refugees be invited to appear at a later date.

Sarkis Assadourian moved,—That the House of Commons provide the Members of Parliament opportunity to reaffirm their citizenship at the start of Citizenship Week.

After debate, Ovid Jackson moved,—That the motion be amended by adding after the words "Citizenship week", the words "and that the mechanism be worked out and brought back at the Committee's next meeting".

Jim May and Sheila Gariepy answered questions.

At 12:02 o'clock p.m., the Committee ajourned to the call of the Chair.

THURSDAY, MARCH 17, 1994

(8)

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met *in camera* at 11:35 o'clock a.m. this day, in Room 269 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson.

Acting Members present: Gilles Duceppe for Osvaldo Nunez; John Williams for Sharon Hayes.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Appearing: The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Peter Harder, sous-ministre; Mildred Morton, directeur, Division de la politique concernant les immigrants et les visiteurs; Chris Taylor, directeur, Programmes pour les immigrants, visiteurs et les réfugiés; Dereck Thomas, directeur intérimaire, Division de la recherche et de l'information sociales et culturelles; Doug Palmer, agent de recherches, Division de la recherche et de l'information sociales et culturelles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(2) du Règlement, le Comité reprend sa séance d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (Voir procès-verbal du 17 février 1994, fascicule nº 1).

Le ministre fait une déclaration et répond aux questions.

Doug Palmer fait une déclaration puis lui-même, Mildred Morton et Dereck Thomas, répondent aux questions.

(Traduction)

Sur motion de Sarkis Assadourian, il est convenu, — Que cette portion de la réunion ne soit plus à huis clos.

À 13 h 41, le Comité met fin au huis clos.

(Traduction)

Sarkis Assadourian propose, - Que la présidente écrive au Président de la Chambre des communes demandant que les députés aient l'opportunité de réaffirmer leur citoyenneté au début de la Semaine de la citoyenneté, le 18 avril 1994, en prononçant l'affirmation solennelle à la Chambre et que copies de cettte lettre soient envoyées à tous les Leaders en Chambre et au président du Comité de la procédure et de la gestion de la Management Committee. Chambre.

(Texte)

Il s'élève un débat;

Gilles Duceppe propose que la motion soit amendée en ajoutant après les mots «affirmation solennelle à la Chambre» les mots suivants: «de même qu'en reconnaissant le droit à l'autodétermination pour chacune des provinces conformément aux engagements pris par le Canada dans le cadre de son adhésion à la Charte des Nations-Unies.»

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par vote à main levée: Pour: 2; Contre: 6.

Après plus ample débat, la motion, mise aux voix, est adoptée par vote à main levée: Pour: 6; Contre: 2.

(Traduction)

Sur motion de Sarkis Assadourian, il est convenu, — Que, après la réunion d'information sur l'exécution de la Loi du 22 mars 1994, les réunions du Comité soient désormais publiques à moins que le Comité n'en décide autrement.

À 14 h 15, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE MARDI 22 MARS 1994

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Peter Harder, Deputy Minister; Mildred Morton, Director, Immigrant and Visitor Policy; Chris Taylor, Director, Immigrant, Visitor and Refugee Programs; Dereck Thomas, Acting Director, Social and Cultural Research and Information; Doug Palmer, Research Officer, Social and Cultural Research and Information.

In accordance with its Order of Reference under Standing Order 108(2), the Committee resumed a briefing session on the Department of Citizenship and Immigration. (See Minutes of Proceedings, February 17, 1994, Issue No. 1).

The minister made a statement and answered questions.

Doug Palmer made a statement and with Mildred Morton and Derek Thomas, answered questions.

On motion of Sarkis Assadourian, it was agreed, - That the Committee proceed to sit in public.

(Translation)

At 1:41 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit in public. (Text)

Sarkis Assadourian moved, - That the Chair write to the Speaker of the House of Commons requesting the opportunity for Members of Parliament to reaffirm their Citizenship at the start of Citizenship Week on April 18, 1994, by taking the Affirmation of Citizenship in the House, and that copies of that letter be sent to all House leaders and to the Chair of the Procedure and House

(Translation)

And debate arising thereon;

Gilles Duceppe moved, — That the motion be amended by adding after the words «Affirmation of Citizenship in the House», the following words: « as well as by recognizing the right of self-determination for all provinces of Canada, according to the provisions of the Charter of United Nations signed by Canada ».

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: Yeas, 2; Nays, 6.

After further debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas, 6; Nays, 2.

On motion of Sarkis Assadourian, it was agreed, - That the Committee's meetings be held in public from now, unless otherwise decided by the Committee.

At 2:15 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, MARCH 22, 1994

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met réunit aujourd'hui, à huis clos, à 11 h 38, dans la pièce 307 de in camera at 11:38 o'clock a.m. this day, in Room 307, West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson.

Autre membre présent: Roger Pomerleau

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Hallam Johnston, directeur général, Exécution de la Loi; Brian Grant, directeur, Division de la politique de contrôle et d'application de la Loi; Richard Tate, chef, Section des appels; Luke Morton, avocat, Contentieux.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(2) du Règlement, le Comité reprend sa séance d'information sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. (Voir procèsverbal du 17 février 1994, fascicule no l).

Hallam Johnston fait une déclaration et, ensuite, avec les autres témoins, répond aux questions.

À 13 h 32, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

La greffière du Comité

Marie Louise Paradis

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson.

Other member present: Roger Pomerleau.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Hallam Johnston, Director General, Enforcement; Brian Grant, Director, Control and Enforcement Policy Division; Richard Tate, Chief, Appeals Section; Luke Morton, Counsel, Legal Services.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its briefing sessions on the Department of Citizenship and Immigration. (See Minutes of Proceedings, Thursday, February 17, 1994, Issue No. 1)

Hallam Johnston made an opening statement and, along with the other witnesses, answered questions.

At 1:32 o'clock p.m., the Committee ajourned to the call of the Chair.

Marie Louise Paradis

Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, February 10, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 10 février 1994

• 1109

The Clerk of the Committee: Honourable members, I see a quorum. In conformity with Standing Orders 106(1) and (2), our first item of business is to elect a chair. I am ready to receive motions to that effect.

Mr. Assadourian (Don Valley North): I nominate Judy Bethel for election as chair.

Mr. Nunez (Bourassa): I second that nomination.

Motion agreed to

• 1110

The Clerk: I declare Judy Bethel elected.

The Chairman: Thank you very much.

I understand that our next order of business is the election of the vice-chairs. Pursuant to Standing Order 106(2), the committee has to elect two vice-chairs. I am ready to receive a motion to elect the first vice-chair.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): I nominate Art Hanger for election as vice-chairman.

Ms Clancy (Halifax): You have to be recognized by the chair.

The Chairman: Mr. Bryden.

Mr. Bryden (Hamilton-Wentworth): I nominate Ovid Jackson.

Motion agreed to

The Chairman: I declare the motion carried and Ovid Jackson duly elected vice-chair of the committee.

Ms Clancy: May I help here for a second?

The Chairman: No, Mary, I think the clerk can help me here. Thank you.

Mrs. Hayes: I nominate Art Hanger as vice-chairman.

The Chairman: Are there any other nominations?

Ms Clancy: I nominate Osvaldo Nunez.

The Chairman: Are there any other nominations?

Mr. Assadourian: I move that nominations be closed.

The Chairman: The first motion we are dealing with is Mrs. committee.

Mrs. Hayes: I would like to make a point of order. Last Friday, February 4, in an organization meeting for the environment and sustainable development committee, two motions to elect were on the table and the chair, Mr. Caccia, instructed the members of the committee to write down the name of the member they wanted as vice-chair on a secret ballot.

La greffière du Comité: Honorables députés, il y a quorum. Conformément aux articles 106(1) et 106(2) du Règlement, nous devons tout d'abord élire un président. Je suis prête à recevoir les motions à cet effet.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Je propose que Judy Bethel soit élue présidente.

M. Nunez (Bourassa): J'appuie cette candidature.

La motion est adoptée

La greffière: Je déclare Judy Bethel élue présidente du comité.

La présidente: Merci beaucoup.

Si je ne m'abuse, il nous faut maintenant procéder à l'élection des vice-présidents. Conformément à l'article 106(2) du Règlement, le comité doit élire deux vice-présidents. Je suis prête à recevoir une proposition de candidature au poste de premier vice-président.

Mme Hayes (Port Moody -- Coquitlam): Je propose la candidature de Art Hanger au poste de vice-président.

Mme Clancy (Halifax): Vous devez attendre que la présidente vous donne la parole.

La présidente: Monsieur Bryden.

M. Bryden (Hamilton - Wentworth): Je propose la candidature d'Ovid Jackson.

La motion est adoptée

La présidente: Je déclare la motion adoptée et Ovid Jackson dûment élu vice-président du comité.

Mme Clancy: Me permettez-vous de vous aider un peu?

La présidente: Non, Mary, je pense que la greffière peut m'aider dans ce cas-ci. Je vous remercie.

Mme Hayes: Je propose la candidature de Art Hanger au poste de vice-président.

La présidente: Y a-t-il d'autres candidatures?

Mme Clancy: Je propose la candidature d'Osvaldo Nunez.

La présidente: Y a-t-il d'autres candidatures?

M. Assadourian: Je propose la clôture des mises en candidature.

La présidente: Nous devons tout d'abord nous occuper de la Hayes' motion that Mr. Bryden be elected vice-chair of this motion de Mme Hayes portant que M. Bryden soit élu vice-président du comité.

> Mme Hayes: J'invoque le Règlement. Vendredi dernier, le 4 février, lors d'une réunion d'organisation du Comité de l'environnement et du développement durable, le président a été saisi de deux propositions de candidature. M. Caccia a demandé aux membres du comité d'inscrire sur un bulletin secret le nom de la personne qu'ils souhaitaient élire au poste de vice-président.

Madam Chair, I move that we elect by secret ballot, by distributing the ballots and writing the name of the person we want as vice—chair on our ballots.

Ms Clancy: Are we prepared for discussion on this?

The Chairman: The motion is accepted. The chair recognizes—

Ms Clancy: I speak very strongly against secret ballots, because the tradition in committees has been open discussion among all parties and I think that to create the precedent of a secret ballot would be unfortunate. I would like to speak very strongly on the record against a secret ballot.

Mrs. Hayes: Speaking of precedents, at an organizing meeting for the consumer and corporate affairs committee in the last Parliament, Mr. Boudria raised the following point of order on May 30, 1991:

I have a point of order. Someone will have to brief me here. I have never yet heard of an electoral process where the candidates were voted on one at a time.

Later in the same meeting the clerk said:

We will be distributing ballots and we will ask you to write the name of the member you want as chair. As you know, there is Alan Redway, and Felix Holtmann.

• 1115

Mr. Jackson (Bruce—Grey): It is up to this committee to decide the way they want it to go. As I understand it, we have two candidates and the discussion of the author of the motion is that it will be by secret ballot. I'm going to vote against that. I think this committee should be open except for personnel and property. We should be transparent and be frank and open with each person. After we've had some discussion on this, we should vote on the motion as to whether or not there should be a secret ballot. If that carries, then there will be one. If it doesn't carry, then there will be an open process.

Mme Gagnon (Québec): Pour les mêmes raisons que madame la députée, je dis qu'on devrait tenir un vote à main levée. Cela fait partie de la tradition afin d'assurer une transparence, et l'on devrait aussi voter sur la proposition concernant le vote secret.

M. Nunez: Je suis également contre le vote secret. Il n'existe aucun motif pour déroger à la tradition de tenir des votes à main levée dans les comités. Il y a des précédents dans ce sens et il faut surtout assurer la transparence des votes afin que l'on puisse travailler ensemble. Il ne doit pas y avoir de secret ici.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): In my experience, when we talk about a secret ballot and we talk about openness, probably the secret ballot is the most open way of expressing your viewpoint without feeling undue pressure from anyone else, whether it be your own caucus, a philosophical point of view, or whatever. So I would speak against the motion on that basis, that the secret ballot is probably the most open way of expressing one's opinion.

[Traduction]

Madame la présidente, je propose que nous procédions par scrutin secret; chacun pourra inscrire sur un bulletin le nom de la personne qu'il souhaite voir assumer le poste de vice-président.

Mme Clancy: Pouvons-nous discuter de cette motion?

La présidente: La motion est recevable. La présidence donne. . .

Mme Clancy: Je m'oppose fermement au scrutin secret parce que la coutume en comité veut que les représentants de tous les partis tiennent des discussions ouvertes. Le scrutin secret créerait à mon avis un précédent malheureux. Je tiens à ce que l'on sache que je suis vigoureusement contre le scrutin secret.

Mme Hayes: S'agissant de précédents, lors d'une réunion d'organisation du Comité des consommateurs, des sociétés et de l'administration gouvernementale, pendant la dernière législature, M. Boudria a fait un rappel au Règlement le 30 mai 1991:

J'en appelle au Règlement. Il faudrait que quelqu'un m'explique ce qui se passe. C'est la première fois que j'entends parler d'une élection au cours de laquelle on vote pour chacun des candidats à tour de rôle.

Plus tard, au cours de la même réunion, la greffière a dit :

Nous allons distribuer les bulletins de vote et demander à chacun d'entre vous d'inscrire le nom de celui à qui vous voudriez voir confier la présidence. Les deux candidats en lice sont Alan Redway et Felix Holtmann.

M. Jackson (Bruce—Grey): Il appartient au comité de décider de la façon dont il souhaite procéder. Si je ne m'abuse, nous sommes en présence de deux candidatures, et l'auteur de cette motion souhaite que nous procédions par scrutin secret. Je vais voter contre cette motion. Je pense que les délibérations du comité devraient être publiques, sauf quand il s'agit de questions de personnel et de matériel. Nous devons faire preuve de transparence, être francs et ouverts avec chacun. Après en avoir discuté, il faudrait que nous mettions aux voix la motion portant sur l'opportunité d'un scrutin secret. Si la motion est adoptée, soit. Dans le cas contraire, nous procéderons autrement.

Mrs. Gagnon (Québec): For the same reasons as those given by my colleague, I think that we should vote by a show of hands. This tradition exists to guarantee transparency, and I think we should also go on the motion concerning the secret ballot.

Mr. Nunez: I am also against a secret ballot. Nothing justifies that we should go against the tradition the committees have to vote through a show of hands. Precedents have been set and above all we should protect the transparency of votes so that we can work together. Secrets have no place here.

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): D'après mon expérience, s'agissant de scrutin secret et de transparence, le scrutin secret est probablement la façon la plus ouverte d'exprimer un point de vue, car ainsi on est libre de toute influence, le caucus, une idéologie, ou autre chose. J'exprime donc ici mon désaccord, car j'estime que le scrutin secret est sans doute le moyen le plus ouvert quand il s'agit d'exprimer une opinion.

Motion negatived

The Chairman: The motion now before us is that Mr. Jackson be elected vice—chair of this committee.

Motion agreed to

The Chairman: There are no motions on the floor. Do we have a motion for our second vice—chair?

Mr. Knutson (Elgin-Norfolk): I nominate Mr. Nunez.

Mrs. Hayes: I would like to say a few words. The government whip was asked in the House if all votes in standing committees could be free, including votes for the positions of chair and vice—chair. Mr. Gagliano pointed out that there are already free votes in committees, and I hope that this vote will likewise be free, instead of how it used to be when the whip would tell members who to vote for.

• 1120

Western Canadians are concerned about responsibilities of this committee. I hope that a westerner will be given serious consideration for vice—chair in order to uphold the tradition of regional representation.

The Chairman: Mrs. Hayes, I must ask one question. You're to speak to the motion on the floor. Are you speaking for or against?

Mrs. Hayes: I'm sorry. This is a point of order, just to outline a voting procedure.

The Chairman: The voting procedure has been determined. There's a motion on the floor and you're certainly welcome to speak for or against that motion.

Mrs. Hayes: With the end of this comment, I'm voting against the motion to vote for a Bloc member.

Mr. Jackson: Regarding the comments by Mrs. Hayes, the composition of this committee has representation from the west, notwithstanding the fact that they may not be chair or vice—chair. The west is represented.

Mr. Knutson: The chair's from the west. Edmonton's in the west, isn't it?

The Chairman: The last time I was there it was. It hasn't moved.

Are we ready to vote?

Mrs. Hayes: Could I make a couple of comments?

The Chairman: You've already spoken to this motion once, Mrs. Hayes. It's unusual to speak again.

Ms Clancy: I move that nominations cease.

Motion agreed to

[Translation]

La motion est rejetée

La présidente: La motion dont nous sommes saisis maintenant porte que M. Jackson soit élu vice-président du comité.

La motion est adoptée

La présidente: Nous ne sommes saisis d'aucune motion maintenant. Quelqu'un peut-il faire une proposition pour le poste de deuxième vice-président?

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Je propose la candidature de M. Nunez.

Mme Hayes: Je voudrais dire quelque chose. À la Chambre, on a demandé au whip du gouvernement si tous les votes en comité permanent pouvaient être libres, y compris les votes lors de l'élection du président et du vice-président du comité. M. Gagliano a rappelé que les votes en comité étaient d'ores et déjà libres, et j'espère que dans ce cas-ci nous en aurons un exemple et qu'on ne reviendra pas à ce qui se faisait auparavant quand le whip disait aux membres du comité pour qui voter.

Les Canadiens de l'Ouest s'intéressent beaucoup aux questions qui relèvent de notre comité. J'espère qu'on songera sérieusement à élire un député de l'Ouest comme vice-président du comité pour maintenir la tradition de la représentation régionale.

La présidente: Madame Hayes, je dois vous poser une question. Vous devez vous en tenir à la motion débattue. Êtes—vous en faveur ou contre?

Mme Hayes: Je regrette. J'invoque le Règlement, car j'aimerais qu'on nous précise quelle sera la procédure de vote.

La présidente: La procédure de vote a été choisie. On a proposé une motion sur laquelle vous êtes libre de vous prononcer.

Mme Hayes: Je m'oppose à la motion qui propose d'élire comme vice-président un député du Bloc.

M. Jackson: J'aimerais souligner à M^{me} Hayes que notre comité compte des représentants de l'Ouest, bien qu'ils n'aient pas été élus à la présidence ou à la vice-présidence. L'Ouest est tout de même représenté.

M. Knutson: La présidente vient de l'Ouest. Edmonton est dans l'Ouest, n'est-ce pas?

La présidente: C'était le cas la dernière fois que j'y suis allée. La ville n'a pas bougé.

Sommes-nous prêts à passer au vote?

Mme Hayes: Pourrais-je faire quelques observations?

La présidente: Vous avez déjà pris la parole au sujet de cette motion, madame Hayes. Il est inhabituel de prendre la parole de nouveau.

Mme Clancy: Je propose qu'on mette fin à l'appel des candidature.

La motion est adoptée

The Chairman: It has been moved that Mr. Nunez be elected vice-chair of this committee. Is it the pleasure of this committee to dent du comité. Plaît-il au comité d'adopter la motion? adopt that motion?

Motion agreed to

The Chairman: First I would like to welcome you to this committee. I look forward to working with you on some real challenges. We all recognize that this committee is going to be an important one and that there will be some real challenges facing us.

One of our challenges is to review and rebuild the policies with consultation. That is the key for sure. I consider it good fortune to be able to work with each of you. We have some experienced members and some new parliamentarians, and there is value in both. Mary Clancy of course has had experience, as has Mark Assad, who is not with us today. We have some good committee experience here, and of course the new people who are on this committee, the new parliamentarians, bring a real enthusiasm and keenness for the work. I know that we will work well together and we will develop consensus and a real understanding around the issues facing citizenship and immigration. I really do believe that we will add value to Parliament's work of nation-building.

One of the exciting things about this committee and all committees in this 35th Parliament is the fact that there are new responsibilities and there are new powers of committees. That will be of value to us.

Today perhaps we will have just a quick round of introductions in the hope that we will get to know each other a little bit better. All of us would like to know a little bit about you, a little bit about your riding, and perhaps some of your interest in citizenship and immigration. Perhaps we can start with experience. Mary.

Ms Clancy: Well, goodness, I sit here and get labelled with experience.

The Chairman: That's good.

Ms Clancy: I've never been on the immigration committee before, but as parliamentary secretary to the minister I've spent the last two months in fairly intensive briefings. I'm looking forward very much to working with other members of Parliament and other parties on the citizenship and immigration portfolio. It's very exciting.

I look forward to working with you, Madam Chair-and I congratulate you on your appointment-and with the vice-chairs and with all members.

I would just like to say, from my five years in the House prior to this, that some of the best work that gets done in this place gets done in committees. The two standing committees I worked on in the last House, communications and health, both had an extremely high standard of collegiality and cooperation. We wrote some reports of which we were all very proud, and I have a very strong feeling that this committee will be the same way.

[Traduction]

La présidente: Il est proposé que M. Nunez soit élu vice-prési-

La motion est adoptée

La présidente: J'aimerais d'abord vous souhaiter la bienvenue au comité. Je me réjouis de pouvoir compter sur votre aide pour relever les défis qui se présenteront à nous. Nous savons tous que notre comité sera appelé à jouer un rôle important et que les enjeux sur lesquels il se penchera sont de taille.

Nous aurons d'abord à revoir et à rebâtir les politiques après avoir tenu des consultations. Ce sera un point capital de notre mandat. J'estime avoir beaucoup de chance de travailler avec chacun de vous. Le comité compte des membres expérimentés ainsi que certains nouveaux venus, ce qui l'enrichira. Mary Clancy compte évidemment beaucoup d'expérience ainsi que Mark Assad, qui n'est pas ici aujourd'hui. Nous saurons tirer parti de l'expérience des anciens membres du comité ainsi que de l'enthousiasme et de l'ardeur au travail des nouveaux parlementaires. Je sais que nous ferons du bon travail et que nous favoriserons une meilleure compréhension des enjeux en matière de citoyenneté et d'immigration. Je crois vraiment que nous participerons à l'édification de la nation.

Ce qui est très stimulant pour notre comité et tous les autres comités de cette 35e législature, c'est qu'on leur a confié de nouvelles responsabilités et de nouveaux pouvoirs. Nous en tirerons parti.

Aujourd'hui, je vous invite à vous présenter brièvement, pour que nous apprenions à mieux nous connaître. Je vous prie de nous dire quelques mots au sujet de vous-même, de votre circonscription ainsi que de la raison pour laquelle vous vous intéressez à la citoyenneté et à l'immigration. Je vais d'abord donner la parole à une députée d'expérience, Mary.

Mme Clancy: Voilà qu'on dit de moi que je suis une députée d'expérience.

La présidente: C'est juste.

Mme Clancy: Je n'ai jamais encore siégé au Comité de l'immigration, mais à titre de secrétaire parlementaire du ministre, j'ai assisté au cours des deux derniers mois à des séances d'information assez intensives. Je me réjouis de travailler avec d'autres députés, et notamment des députés d'autres partis, dans le domaine de la citoyenneté et de l'immigration. C'est un sujet très stimulant.

Je me réjouis aussi de travailler avec vous, madame la présidente-et je vous félicite de votre nomination-ainsi qu'avec les vice-présidents et tous les membres du comité.

Je siège à la Chambre depuis cinq ans, et l'expérience m'enseigne que ce sont les comités qui font le meilleur travail ici. La collaboration et l'esprit d'équipe étaient exemplaires au sein des deux comités permanents où j'ai siégé lors de la dernière législature, soit les comités des communications et de la santé. Nous avons publié des rapports dont nous avons tiré grande fierté, et je suis tout à fait convaincue que notre comité pourra aussi se féliciter de son travail.

[Translation]

• 1125

Mr. Knutson: My name is Gar Knutson, and I am from is about 100 miles east to west.

The main issue in the riding is certainly jobs and unemployment. We have had numerous factories close. The unemployment rate has probably gone from 5% five years ago to between 15% and 20% currently. Like everywhere else in the country, people are concerned about our immigration and citizenship policies. I am looking forward to a productive year of working with the group and am optimistic that we will be able to accomplish something.

Mr. Jackson: Madam Chair, congratulations on your appointment to chair this committee. I, as one member, look forward to working with you.

I am the member from Bruce — Grey. This is an English-Scottish area, as you can tell from the names. There are lots of farms. The riding is probably two-thirds rural and about one-third urban. I am a former high school teacher and a former mayor of the City of Owen Sound. I have been on the municipal council of the City of Owen Sound since 1974 and the mayor since 1982.

I am not sure that immigration is one of my region's top priorities; however, I think my role in any committee of this House has to be directed towards the betterment of Canada. My experience with immigration probably only had to do with the fact that I immigrated to this country in 1965. Immigrants bring a wealth of knowledge to this country. They are a very significant and important part of this country, because of its birth rates and because of skills and other things the country needs.

Having to teach history in the high school, I did some government and law. That was the first I had to do with whether or not we need immigrants. My grade 10 students did quite a job in expressing their ideas about this country, recognizing that most of us are immigrants, whether we be first, second, or third generation.

Because of our birth rates and our population, immigration is extremely important to this country. I know that each of us around this table has different ideas about who should come to this country and what constitutes a refugee and so on.

It is important that the process be open, that we discuss this among ourselves and in general with the Canadian people, since they should have some kind of input. From my brief checking into the background of this topic, basically what has happened over time is that the Canadian people feel that they have not been consulted and they are not too sure about who is coming in. I have always worked in an open process-that is how I survived as a municipal politician—and if we get input from everybody around this table things will work out quite fine.

Mr. Assadourian: Madam Chairman, first I want to congratulate you and the two vice-chairmen of this committee.

M. Knutson: Je m'appelle Gar Knutson et je représente la Elgin—Norfolk. This riding is on the north shore of Lake Erie and circonscription d'Elgin—Norfolk. Cette circonscription se trouve sur la rive nord de lac Érié et s'étend sur une distance de 100 milles d'est en ouest.

> Ce sont surtout la création d'emplois et le chômage qui préoccupent le plus les électeurs de ma circonscription. Beaucoup d'usines ont fermé chez nous. Le taux de chômage, qui était d'environ 5 p. 100 il y a cinq ans, oscille maintenant entre 15 et 20 p. 100. Comme leurs concitoyens du reste du pays, les électeurs de ma circonscription s'intéressent aux politiques en matière d'immigration et de citoyenneté. Je m'attends à ce que l'année de travail du comité soit fructueuse et j'escompte que nous pourrons abattre du travail.

> M. Jackson: Madame la présidente, je tiens d'abord à vous féliciter de votre nomination. Je me réjouis de travailler avec vous.

> Je représente la circonscription de Bruce—Grey. Les gens de la région sont d'origine anglaise-écossaise, comme l'indiquent leurs noms. La circonscription compte beaucoup d'agriculteurs. Elle est probablement au deux tiers rurale, et au tiers urbaine. Je suis ancien enseignant d'école secondaire et ancien maire de la ville d'Owen Sound. J'ai siégé au conseil municipal de la ville d'Owen Sound à partir de 1974 et j'en suis devenu maire en 1982.

> Je doute que l'immigration soit la question de l'heure dans ma région. Je crois cependant que tout comité de cette Chambre doit oeuvrer à améliorer le sort du pays. J'ai moi-même immigré au pays en 1965. Les immigrants enrichissent beaucoup le pays. Ils ont un rôle très important à jouer parce qu'ils ont des compétences à offrir au pays et parce que le pays a besoin d'immigrants, compte tenu de la diminution de la natalité.

> Comme j'ai enseigné l'histoire à l'école secondaire, je me suis intéressé à l'organisation du gouvernement et au droit. C'est à ce moment que je me suis intéressé pour la première fois à l'immigration. Mes élèves de dixième année ont très bien su exprimer leurs idées au sujet de notre pays et de la place qui y est réservée aux immigrants, qu'ils soient de première, de deuxième ou de troisième génération.

> J'insiste sur le fait que l'immigration est très importante pour notre pays en raison du problème de la dénatalité. Je sais que nous n'avons pas tous le même avis au sujet de la provenance de l'immigration ainsi que de la définition de réfugié.

> Il importe cependant que le processus soit ouvert, que nous discutions du sujet entre nous ainsi qu'avec la population canadienne. Les Canadiens n'ont pas eu jusqu'ici l'impression d'avoir été consultés sur ces questions et ne savent pas trop quel type d'immigrants sont admis au pays. J'ai toujours favorisé la transparence—c'est d'ailleurs pourquoi j'ai survécu à l'échelon municipal—et je suis convaincu qu'avec la collaboration de tous, notre comité se tirera très bien d'affaire.

> M. Assadourian: Madame la présidente, je tiens d'abord à vous féliciter, ainsi que les deux vice-présidents, de votre élection.

I will speak a little bit about the riding I represent, which is Don Valley North. It is located in the north section of Metro Toronto. I was a candidate there in 1988, when I lost by a small margin. This time, as the candidate again, obviously I won.

We have two tasks in this committee: one is citizenship and the other is immigration. Let us not lose the focus of citizenship, because that is the outcome of immigration. I became an immigrant here 24 years ago. Oh, I gave away my age. Citizenship is a very important factor in our life. It is what makes one a real Canadian. Being an immigrant doesn't make one a Canadian, but citizenship does and it should be celebrated. We should also focus on the fact that citizenship is a very important factor of our Canadian nationhood.

• 1130

The other point I want to make is that I am here to work with every committee member. We represent the regions. At least 50% of the population of my riding are immigrants from probably 40 or 50 different countries. I think we have 14 different ethnic groups represented on the executive of Don Valley North. I'm very happy with the riding I represent.

I hope that during the next four years we will be working together we will improve the situation for both newcomers and those who live here. Together we can do so. I'm sure we will bring our own points of view to help us formulate new policies that will make each and every one of us happy and proud to be a member of this committee. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Assadourian, very well put.

Mr. Bryden: I also would like to congratulate you, Madam Chair, and the two vice-chairs.

My riding is Hamilton—Wentworth, which is quite a complex riding in that it has a very large urban sector and suburban and rural sectors. The urban sector, which is called Hamilton Mountain, has a very substantial immigrant population and also quite a population of ethnic Canadians of several generations in this country. When I was campaigning, particularly in this area, I was very touched by the response of these ethnic Canadians, because they perhaps have a sense of Canada that other Canadians sometimes forget.

I'm a journalist by profession. I worked for *The Globe and Mail*, *The Toronto Star*, and *The Hamilton Spectator*, so I've also had, shall we say, a lot of street experience with the people, which is another important thing.

I put my name in for this committee because I genuinely believe it's probably one of the most important committees of the House because immigration and immigrants have built this country and indeed are the very fabric of this country.

I also feel that the nation is facing some very, very difficult issues in the years to come, and I think we all know what those issues are. I think there will be and has to be a tremendous spirit of cooperation among us here, regardless of our parties, as we tackle these very, very difficult issues. Thank you.

[Traduction]

Je vais d'abord vous dire quelques mots au sujet de la circonscription que je représente, celle de Don Valley-Nord. Elle se trouve au nord du grand Toronto. Je me suis porté candidat aux élections de 1988, mais j'ai été battu par peu de voix. J'ai cette fois-ci remporté les élections.

Le mandat du comité comporte deux volets: la citoyenneté et l'immigration. N'oublions pas le volet citoyenneté, qui est l'aboutissement de l'immigration. J'ai immigré au pays il y a 24 ans. Oh, je viens de révéler mon âge. La citoyenneté est un aspect très important de notre vie. C'est ce qui fait de nous de véritables Canadiens. Être un immigrant ne fait pas de nous un Canadien, mais c'est le cas de la citoyenneté, et nous devons le souligner. Nous devons aussi insister sur le fait que la citoyenneté constitue un aspect très important de l'édification de la nation canadienne.

Je tiens à souligner que je collaborerai avec tous les membres du comité. Nous représentons toutes les régions du pays. Au moins la moitié de la population de ma circonscription est composée d'immigrants qui sont venus d'une quarantaine ou d'une cinquantaine de pays. Je crois que le comité exécutif de la circonscription de Don Valley–Nord compte des représentants de 14 groupes ethniques. Je suis très fier de la circonscription que je représente.

J'espère qu'au cours des quatre prochaines années, nous travaillerons ensemble à améliorer la situation tant des nouveaux venus que de ceux qui sont déjà installés au pays. Ensemble, nous y parviendrons. Je suis sûr que nous exprimerons tous nos vues au sujet de la formulation de nouvelles politiques dont nous pourrons être fiers. Je vous remercie.

La présidente: Je vous remercie, monsieur Assadourian. Vous avez été très éloquent.

M. Bryden: J'aimerais également vous féliciter, madame la présidente, ainsi que les deux vice-présidents, de votre nomination.

Je représente la circonscription d'Hamilton—Wentworth, une circonscription complexe, qui compte un important secteur urbain, des banlieues importantes ainsi que des secteurs ruraux. Le secteur urbain, Hamilton Mountain, compte un grand nombre d'immigrants ainsi que des Canadiens d'ascendance ethnique qui sont au pays depuis plusieurs générations. Lorsque j'ai fait campagne, en particulier dans cette partie—là de la circonscription, j'ai été très touché par la réaction de certains Canadiens d'ascendance ethnique parce qu'ils ont une perception du pays que d'autres Canadiens n'ont pas.

Je suis journaliste de profession. J'ai travaillé pour le *Globe and Mail*, le *Toronto Star* ainsi que le *Hamilton Spectator*. Je connais donc très bien les gens, ce qui me servira beaucoup.

Je me suis porté volontaire pour siéger à ce comité parce que je crois vraiment que ce sera l'un des plus importants comités de cette Chambre, étant donné que les immigrants ont un rôle si important à jouer dans l'édification même du pays.

J'estime que notre pays sera aussi confronté à des problèmes très difficiles dans les années qui viennent, et je suis sûr que nous savons tous lesquels. Il importe que règne un grand esprit de collaboration entre tous les membres du comité et que nous renoncions au parti-pris. Je vous remercie.

The Chairman: Thank you very much.

Mrs. Hayes: I'm from the riding of Port Moody—Coquitlam, which is just outside of Vancouver. I would like to congratulate those elected this morning, Judy and the vice-chairs.

First of all, I consider it a great privilege to be on this committee. nation's agenda right now. It's time it was addressed in light of what people are feeling, saying, and doing in our country. The members here have a responsibility to bring that to this table, and I look forward to doing that in the next while.

I've been very involved in the community. I've worked with different people from various backgrounds. My background is computer science, and I've taught at Simon Fraser University, where there is, of course, a large immigrant population. Our next-door neighbours are from the Pacific Rim, and so on.

I certainly have lots of contact with immigrant groups and would like to reflect in this committee their views as well as the views of all Canadians on this very important issue. I consider it a privilege to be here and will work with all of you.

The Chairman: Thanks very much.

Mr. Hanger: Congratulations to yourself, Madam Chair, as well as to the two vice-chairs.

I have various reasons why I wanted to become involved with immigration. I come from a riding that is between 20% and 25% new Canadians. I've had very close friendships with many of the new Canadians who have arrived over the last five to ten years. When I say close relationships, I consider them close friends. I've become fairly involved in some of their communities, and I've enjoyed the fact that I was able to raise my children in a multicultural community.

• 1135

I've come to recognize certain things that have been passed on to me from people in my riding. Many of the immigrant communities are tired of the political process as they know it. They're tired of having to march to someone else's tune, and feel that they have their own ideas that they would clearly like to express. I think that is probably one of the reasons why they are taking a different viewpoint. Many of them took a different viewpoint in the last election. I wanted to be part of that process. As a result, I ended up entering the election.

I think we have a lot of issues to address in reference to our new Canadian friends and people who have applied to come here. That's one of the reasons why I want to be actively involved here. I know that we're going to have a lot of different opinions. I'm certainly going to be expressing mine. I'm not going to hold back. I agree with Mr. Ovid Jackson that there should be open expression. If we cannot have open debate we will get absolutely nowhere. I'm looking forward to that kind of debate because I feel that this is the only way we're going to get down to the bottom of many of these issues.

[Translation]

La présidente: Je vous remercie.

Mme Hayes: Je représente la circonscription de Port Moody-Coquitlam, qui est juste à l'extérieur de Vancouver. J'aimerais féliciter ceux qui ont été élus ce matin, soit vous-même, madame la présidente, et les vice-présidents.

J'aimerais d'abord dire que je me sens honorée de siéger à ce Like you, I consider this to be a very, very important topic in our comité. Comme vous, je crois que l'immigration constitue un sujet d'étude très important à ce moment-ci de notre histoire. Le moment est venu d'entendre ce que les Canadiens ont à nous dire à ce sujet. Les membres du comité ont la responsabilité de refléter les préoccupations de leurs électeurs à cet égard, et c'est ce que je compte faire moi-même.

> Je suis très active dans mon milieu. J'ai travaillé avec des gens de différents milieux. Je suis spécialiste de l'informatique, et j'ai enseigné cette matière à l'université Simon Fraser, qui compte évidemment beaucoup d'étudiants immigrants. Mon voisin vient d'un pays de la région du Pacifique, etc.

> J'ai beaucoup travaillé avec des groupes d'immigrants et je voudrais refléter leurs vues au sein de notre comité ainsi que les vues de tous les Canadiens sur ce sujet important. Je considère comme un privilège le fait d'être ici et de travailler avec vous.

La présidente: Je vous remercie.

M. Hanger: Je vous félicite, madame la présidente, ainsi que les vice-présidents, de votre élection.

J'avais de bonnes raisons de vouloir siéger au Comité de l'immigration. Je représente une région qui compte entre 20 et 25 p. 100 de nouveaux Canadiens. Je me suis lié d'amitié avec de nombreux nouveaux Canadiens qui sont arrivés au pays au cours des cinq ou dix dernières années. Certains d'entre eux sont même des amis intimes. Je joue un rôle assez actif dans les milieux immigrants, et je suis heureux d'avoir pu élever mes enfants dans un milieu multiculturel.

J'ai appris certaines choses des gens de ma circonscription. Un bon nombre des communautés d'immigrants en ont assez du processus politique tel qu'elles le connaissent. Elles ne veulent plus simplement hocher la tête bêtement. Elles ont leurs propres idées, qu'elles tiennent à exprimer clairement. D'ailleurs, il me semble que c'est sans doute pour cette raison qu'elles ont décidé de changer leur point de vue. Un bon nombre de ces personnes ont adopté un point de vue différent lors des dernières élections. J'ai voulu faire partie de ce processus, ce qui explique ma décision de me porter candidat.

Je crois qu'il y a bien des questions qu'il faut aborder en ce qui concerne nos nouveaux amis canadiens ainsi que ceux qui ont fait une demande d'immigration. Voilà l'une des raisons qui expliquent mon désir de participer à ce comité. Je sais que nous allons avoir toutes sortes d'avis différents et je tiens absolument à exprimer les miens. Je ne vais pas me taire. Je suis d'accord avec M. Ovid Jackson pour dire que nous devrions tous être libres de nous exprimer. Si nous ne pouvons pas débattre ces questions de façon ouverte, nous ne réaliserons aucun progrès. J'ai bien hâte de participer à ce genre de débat, parce que, d'après moi, c'est la seule façon de vraiment entrer dans le vif du sujet.

Other than that, I'm pleased to be here and I certainly will be willing to work alongside everyone else. Thank you.

Mme Gagnon: Je suis Christiane Gagnon, députée de Québec. La circonscription de Québec compte environ 3 p. 100 d'immigrants. À mon bureau de circonscription, les immigrants me font part surtout de problèmes de visas et d'intégration.

Dans la région de Québec, c'est surtout dans ma circonscription que l'on retrouve la majorité des immigrants. Il y en a 94 p. 100 à Montréal, donc M. Nunez va pouvoir me donner un bon aperçu de la problématique de la région de Montréal.

Je suis très heureuse d'être membre du Comité parce que, lorsque j'étais étudiante en sociologie à l'Université Laval, j'ai fait une étude sur la perception des Québécois face à l'immigration. Donc, je suis très sensibilisée. La population a intégré nos immigrants à notre culture et l'on sait qu'au Québec, le choix des immigrants, c'est très particulier.

Pour la circonscription de Québec il n'y a aucun problème car nous sommes majoritairement francophones. Je pense, par contre, qu'à Montréal il faudra travailler pour que nos immigrants se sentent acceptés. Nous aussi, Québécois, avons une responsabilité lorsque l'on accepte des immigrants et les invitons à venir partager notre culture. Personnellement, je veux sensibiliser la population à cette ouverture d'esprit envers les immigrants.

Le défi est important. Je pense que l'on devrait amener des immigrants dans des régions où il est beaucoup plus facile de s'adapter à la culture du Québec plutôt que dans des régions comme Montréal où il y a un haut taux de pauvreté.

En région, les immigrants se sentent beaucoup plus appuyés et acceptés. C'est cette vision que j'aimerais apporter au sein du Comité. Je suis très fière d'être parmi vous. C'est ma première expérience; et c'est une question qui me tient à coeur, ayant déjà fait un travail sur la perception des Québécois face à l'immigration. Merci.

Mr. Nunez: Congratulations, Madam Chair. I will be happy to work with you. And congratulations to my colleague, the vice-chair. I am happy. We both come from minorities.

Je suis venu du Chili, en 1974, à la suite du coup d'État qui a eu lieu en 1973. J'ai été reçu ici comme réfugié et j'ai vécu le problème des nouveaux arrivants: des immigrants, des réfugiés.

Je suis très sensible aux problèmes que vivent les immigrants et les réfugiés. J'ai toujours été impliqué dans les communautés ethno-culturelles de Montréal et du Québec, surtout au niveau de ma communauté latino-américaine, mais aussi au sein des communautés venant des pays sous-développés qui sont de plus en plus présents aujourd'hui au Canada et au Québec.

• 1140

J'ai également oeuvré 19 ans à la FTQ, la Fédération des travailleurs du Québec, où je m'occupais surtout de questions d'immigration, de solidarité et d'aide internationales.

Je suis une personne pro-immigration, comme vous l'avez certainement noté dans mes interventions. Je trouve que les immigrants jouent un rôle très important au Canada et au Québec. J'aimerais mettre en relief leur contribution au développement économique, culturel et social au Canada et au Québec.

[Traduction]

À part cela, je suis heureux d'être ici et je suis tout à fait prêt à travailler avec tout le monde. Merci.

Mrs. Gagnon: My name is Christiane Gagnon, and I am the member for Québec. Approximately 3% of the immigrant population lives in the riding of Québec. When I am in my riding office, the immigrants talked to me primarily about their visa and integration problems.

Most of the immigrants in the Québec Region can be found primarily in my riding. Ninety-four percent of the immigrants are in Montreal, and so Mr. Nunez will be able to provide me with a very clear idea of the problems experienced in the Montreal Region.

I am very pleased to be a member of this committee because, when I was a sociology student at Laval University, I did a project on Quebeckers and their views on immigration. I am therefore very aware of this whole issue. We have integrated our immigrants into our culture and everyone knows that Québec has special immigration selection requirements.

As far as the Québec riding is concerned, there are no problems because most of us are francophone. However, I feel that work needs to be done in Montreal to ensure that our immigrants feel accepted. Furthermore, we Quebeckers have responsibilities which must be met when we accept immigrants and invite them to share our culture. Personally, I would like to work towards making our citizens more open–minded towards immigrants.

The challenge is daunting. I feel that we should be bringing immigrants to regions where it is much easier to adapt to Québec culture rather than in regions such as Montreal where there is a high poverty rate.

In the regions, immigrants feel that they receive better support and they are more accepted. This is the vision that I would like to bring to this committee. I am very proud to be working with you. This is a first for me and this is an issue which is dear to my heart as I have already done some research on Quebeckers views on immigration. Thank you.

M. Nunez: Félicitations, madame la présidente. Je serai très heureux de travailler avec vous. J'aimerais également féliciter mon collègue la vice—présidente. Je suis heureux. Nous venons tous les deux de minorités.

I came from Chile, in 1974, after the 1973 *coup d'État*. I came here as a refugee and I have therefore experienced the problems of newcomers; namely, immigrants and refugees.

I am very sensitive to the problems experienced by immigrants and refugees. I have always been involved in the ethno–cultural communities of Montreal and Québec. I have been particularly active in my Latin American community but I have also worked with the communities from underdeveloped countries that are becoming more and more visible today in both Canada and Québec.

I have also spent 19 years at the Quebec Federation of Labour, where I dealt primarily with issues pertaining to immigration, solidarity and international assistance.

As you have probably noted from my interventions, I am in favour of immigration. I feel that immigrants play a very important role in both Canada and Québec. I would like to underscore the contributions they have made to the economic, cultural and social development of Canada and Québec.

Mon chef m'a nommé critique en matière d'immigration pour l'Opposition officielle; bien qu'ayant toujours vécu à Montréal, j'ai cependant beaucoup voyagé à travers le Canada. J'ai des amis dans des communautés ethno-culturelles un peu partout, et dans le mouvement syndical également; j'ai l'intention, comme critique de l'Opposition officielle, de me promener à travers le Canada pour rencontrer des groupes d'immigrants, des groupes concernés par l'immigration, des groupes sensibles aux questions des réfugiés et de travailler principalement à l'intégration des immigrants ici.

Nous allons participer aux consultations annoncées par le ministre et nous allons suivre ce dossier de très près.

Je viens d'une circonscription, Bourassa, de Montréal-Nord, où 30 p. 100 de la population est d'une autre origine ethnique que Latino-Américains et d'Arabes, qui viennent d'un peu partout dans le monde.

Je suis très heureux de travailler avec vous tous au sein de ce Comité. J'ai constaté, aujourd'hui, que plusieurs sont d'origines ethniques différentes, que plusieurs ont été impliqués dans les questions d'immigration et que plusieurs aussi portent un grand intérêt à cette question.

The Chairman: We've got some housekeeping things to consider, meeting times and days. Any suggestions?

Mr. Knutson: It has been suggested to me that committee meetings take precedence over duty days. Is that true?

Ms Clancy: I promise you, even if your whip tells you differently, because all whips are to be, you know, held at arm's length and considered to be people you can't utterly trust. I was told for five years that if you were on duty you could go to your standing committee. That is the absolute truth. I have checked that with everybody and that's the truth. If you're at your standing committee, whether it's in the West Block or over in Sparks Street, it doesn't matter, wherever they put us that constitutes duty and you have enough time to get back for a vote. Subcommittees may not be the same thing-you would have to check—but this committee, yes.

The Chairman: Perhaps we could check that for our next meeting.

Mr. Knutson: Consequently, you are here whenever you're wanted, except on a Monday or a Friday.

Mr. Jackson: Madam Chair, it seems that whoever organized this today did a good job of organizing. We're not on House duty or what have you, and the time seems appropriate. I am just wondering if there isn't somebody who has a central calendar that maybe could get us all in sync. This seems to be a good time. Eleven o'clock seems to be not a bad time.

The Chairman: Is that generally agreable?

Mr. Assadourian: Same time, same place.

Mr. Jackson: You know what your calendar is, right?

[Translation]

My leader has appointed me immigration critic for the Official Opposition. Although I have always lived in Montréal, I have travelled across Canada a great deal. I have friends in the ethnocultural communities just about everywhere, particularly in the union movement. As the critic for the Official Opposition, I intend to travel across Canada to meet with immigrant groups, groups concerned about immigration and groups that are aware of refugee issues. I intend to focus primarily on the integration of immigrants here.

We are going to participate in the consultation process announced by the minister and we will be following this matter very closely.

I come from a riding, Bourassa riding, in Montreal North, where 30% of the people are from an ethnic background that is neither française ou anglaise. Il y a beaucoup d'Italiens, d'Haïtiens, de French or English. There are a lot of Italians, Haitians, Latin Americans and Arabs. They therefrom come from various places around the world.

> I am very happy to be working with you as a member of this committee. Today I observed that some of us have different ethnic backgrounds, some of us have been involved in the field of immigration and some of us are extremely interested in this issue.

> La présidente: Nous devons régler quelques questions administratives, c'est-à-dire l'heure et le jour des réunions. Y a-t-il des suggestions?

> M. Knutson: On m'a dit que les réunions de comité ont préséance sur les jours où il faut être présent à la Chambre. Est-ce que cela est vrai?

> Mme Clancy: Je vous le promets, même si votre whip vous raconte autre chose, parce que, comme vous le savez, il faut tenir tous les whips à distance et ne jamais leur faire confiance à 100 p. 100. Depuis cinq ans on me dit qu'on peut assister aux séances du comité permanent même si on est de permanence C'est la vérité absolue. J'ai vérifié auprès de tout le monde, et c'est la vérité. Si vous assistez à une séance de votre comité permanent, que ce soit à l'Édifice de l'ouest ou rue Sparks, peu importe, on considère que cette séance fait partie de vos fonctions de service, et vous avez le temps requis pour retourner à la Chambre pour voter. Je ne sais pas si on voit les séances de sous-comité de la même façon—il va falloir vérifier—mais la réponse est oui en ce qui concerne les séances de notre comité.

> La présidente: On pourrait peut-être trouver la réponse avant la prochaine réunion.

> M. Knutson: Par conséquent vous êtes ici lorsqu'on a besoin de vous, à l'exception du lundi ou du vendredi.

> M. Jackson: Madame la présidente, il me semble que la personne qui a organisé la séance d'aujourd'hui a bien fait son travail. Aucun membre ne doit être à la Chambre, et il me semble que l'heure nous convient. Je me demande si quelqu'un n'aurait pas un calendrier qui nous permettrait de nous organiser. Il me semble que cette heure-ci nous convient. Onze heures n'est pas mal.

La présidente: Est-ce que cela vous va de façon générale?

M. Assadourian: Même heure, même endroit.

M. Jackson: Vous avez déjà votre programme, n'est-ce pas?

Mr. Bryden: Eleven to one I think is perfect.

The Chairman: It is generally agreed then between eleven and one Thursday is best if it can be arranged, and this room, if that can be arranged?

Mr. Hanger: Eleven to one on Thursday would be satisfactory except that is my duty day, and being as that we are in opposition the numbers in the House are not that great. You may have a conflict there.

Ms Clancy: Everybody is going to have a duty day. It doesn't matter.

Mr. Hanger: Our duty day is going to change.

The Chairman: They will rotate then, Mr. Hanger. We'll try. We will take a look to see duty days and see how it works.

There has been a suggestion, and I just throw this out for your consideration, that we might consider evenings.

• 1145

Some hon, members: No.

Mr. Jackson: No.

Mr. Knutson: No.

Ms Clancy: No.

The Chairman: That's one way that we can avoid all the concern for duty days. I guess it's my hope that we will always be the same people around the table, that everyone makes a commitment to be part of this. If we start dealing with half of us in alternates, I feel that the quality of our work might slip.

Mr. Jackson: How often are we going to meet, once a month, or what?

The Chairman: That's the next question. All of us being rookies, perhaps, Madam Clerk, you might want to give us a little history in terms of the workload.

The Clerk: You're not obliged to follow what was done in the past, but if you feel like having a very important schedule you could meet even two times a day if you want, except on Wednesday, when there's a caucus, usually in the morning. You could sit in the morning or the afternoon. There are two slots in the morning, from nine to eleven, and from eleven to one. In the afternoon it starts after Question Period. Usually you can start here at 3:30.

The Chairman: A lot would depend on our workload. Can we agree that we'll have our next meeting from 11 a.m. to 1 p.m. here, if possible?

Mrs. Hayes: Was it decided that, to start with, the assumption will be once a week until we find that there's a different requirement?

The Chairman: I think it would be good to have a weekly meeting. Is that generally accepted?

Ms Clancy: I wouldn't make a resolution if I were you, Madam Chair. I'd leave it flexible.

[Traduction]

M. Bryden: De 11 heures à 13 heures me va parfaitement.

La présidente: Tout le monde est alors d'accord généralement pour dire que les séances entre 11 heures et 13 heures les jeudis nous conviennent, si cela est possible, et que les séances devraient avoir lieu dans cette salle, encore une fois si cela est possible?

M. Hanger: Le jeudi entre 11 heures et 13 heures me conviendrait parfaitement, sauf que je dois être présent à la Chambre, et comme je fais partie de l'opposition, où nous ne sommes pas si nombreux, il y aurait peut—être un conflit.

Mme Clancy: Tout le monde va être tenu d'assurer une permanence à la Chambre. C'est la même chose pour tout le monde.

M. Hanger: Et nos jours de permanence vont changer.

La présidente: Monsieur Hanger, ils vont les alterner. Nous allons essayer. Nous examinerons le calendrier des jours de permanence et nous verrons comment ça marche.

On nous a suggéré, et je vous demande simplement de considérer cette possibilité, de nous réunir le soir.

Des voix: Non.

M. Jackson: Non.

M. Knutson: Non.

Mme Clancy: Non.

La présidente: C'est une façon d'éviter les problèmes causés par les jours où nous sommes de permanence. J'espère que nous retrouverons toujours les mêmes personnes autour de la table et que tout le monde s'y engage. Si la moitié d'entre nous se fait remplacer par des suppléants, je crains que la qualité de nos travaux ne se dégrade.

M. Jackson: À quelle fréquence allons-nous nous réunir: une fois par mois?

La présidente: C'est la question suivante. Comme nous sommes tous des néophytes, peut-être M^{me} la greffière pourrait-elle nous donner une idée de ce qu'était la charge de travail.

La greffière: Vous n'êtes pas tenus de faire comme par le passé, mais si vous voulez vous donner un emploi du temps chargé, vous pourriez vous réunir jusqu'à deux fois par jour, si vous le voulez, sauf le mercredi, habituellement le matin, où le caucus se réunit. Vous pouvez siéger la matin ou l'après—midi. Deux plages sont prévues le matin, de 9 heures à 11 heures et de 11 heures à 13 heures. Dans l'après—midi, la plage débute après la période de questions; normalement, vous pouvez commencer ici à 15h30.

La présidente: Tout dépendra de notre charge de travail. Acceptez-vous de tenir la prochaine réunion de 11 heures à 13 heures, ici, si possible?

Mme Hayes: N'a-t-on pas décidé que pour commencer nous allions nous réunir une fois par semaine jusqu'à nouvel ordre?

La présidente: Il serait bon d'avoir une réunion par semaine. Êtes-vous d'accord?

Mme Clancy: J'éviterais d'en faire une résolution, à votre place, madame la présidente. Restons souples.

The Chairman: It's probably too early for a resolution, but let's try that and see how it works.

M. Nunez: Va-t-on faire examiner l'ordre du jour de jeudi prochain? Que doit-on faire comme travail lors des séances du Comité? J'aimerais également savoir si la greffière peut nous informer sur le travail du précédent Comité. Que faisait-il?

The Chairman: This is absolutely great, because you always ask the question before we get to it. That was the next question, what do we do with our agenda for next week.

Madam Clerk, I think he directed his question to you.

The Clerk: It's always up to the committee to decide what they want to do. One thing I would suggest though is to start slowly, because there are all kinds of routine motions that are not adopted yet. For example, do we print our *Minutes of Proceedings* and stuff like that. One thing we could do is to meet and have a briefing session. It could be a meeting in camera, a full session for that, and you may decide then if you want to adopt those motions. We could discuss this and also talk about the activity last year in the previous Parliament.

We have a researcher with us. She was the expert for the committee last year and she could brief you on what happened concerning the subject—matter itself. She's working with the Library of Parliament. That's another motion we will have to deal with and consider if we want to have this researcher with us. It's always an open possibility.

The Chairman: Any other comments?

Ms Clancy: First of all, we didn't do the subcommittee on agenda.

The Chairman: That's what we're working on right now, kind of how do we build our agendas. It's been suggested—

Ms Clancy: No, no, there's a motion—

The Chairman: No, I see that motion. There was some general discussion on the agenda.

Mr. Jackson: I know that we did have an agenda here and it might be a good idea if we decide, today or down the road, with regard to a quorum. I'm sure that from time to time we're going to get tied up for all kinds of reasons, an icy day or a snow day or what have you, and I know from time to time if you don't have a quorum, at the next meeting you could ratify what was done previously. It might be a good idea to come to some kind of understanding among the group. Would we want one Bloc person and at least one Reform person here, or could we carry on with just six members, or what have you?

The Chairman: Mr. Jackson, there are going to be routine motions on the way we do business. I think all of you have received the briefing package and I think you'll see the routine motions are suggested in section 6. Perhaps for our next meeting we could all review section 6, come to the next meeting, and we'll have Madam Clerk and our researcher discuss those routine motions and hold a bit of an organizational meeting where we would all have the opportunity to look at those to form some ideas.

[Translation]

La présidente: Il est probablement trop tôt pour voter une résolution, mais essayons cette formule et voyons si ça marche.

Mr. Nunez: Will we have a review of the agenda for next Thursday? What sort of work are we supposed to do during committee meetings? I would also like to know if the clerk could give us information on the work of the previous committee. What did it do?

La présidente: C'est extraordinaire, car vous posez toujours la question avant que nous y passions. C'était la prochaine question. Que faisons—nous de l'ordre du jour pour la semaine prochaine?

Madame la greffière, je pense que la question s'adressait à vous.

La greffière: Le comité a toute liberté pour décider ce qu'il veut faire. Néanmoins, je vous conseillerais de commencer en douceur, car il reste toutes sortes de motions courantes à adopter, par exemple à propos de l'impression des *Procès-verbaux et témoignages*. Nous pourrions commencer par une séance d'information. La séance se déroulerait à huis clos, puis vous pourriez décider à ce moment—là si vous voulez adopter ces motions. Nous pourrions discuter de cette question ainsi que de l'activité de l'année dernière pendant la législature précédente.

Nous avons aussi une recherchiste. C'est elle la spécialiste qui a travaillé pour le comité l'année dernière, et elle pourrait vous donner une séance d'information sur les dossiers proprement dits. Elle travaille à la Bibliothèque du Parlement. C'est d'ailleurs le sujet d'une autre motion sur laquelle vous devrez vous prononcer: voulez-vous que cette recherchiste travaille pour vous? Libre à vous d'en décider.

La présidente: D'autres interventions?

Mme Clancy: Pour commencer, on ne s'est pas occupé du Sous-comité du programme et de la procédure.

La présidente: C'est ce qu'on fait maintenant, l'élaboration du programme, en quelque sorte. Il a été proposé. . .

Mme Clancy: Non, non, il y a une motion. . .

La présidente: Non, je vois la motion. On a discuté du programme en termes généraux.

M. Jackson: On nous a donné un ordre du jour, et il serait bon que nous prenions une décision, aujourd'hui ou plus tard, à propos du quorum. Je suis certain qu'à l'occasion nous aurons toutes sortes d'empêchements—que ce soit le verglas ou la neige—et je sais qu'en l'absence de quorum il est possible de ratifier à la séance suivante les décisions de la séance précédente. Ce serait bien d'arriver à nous entendre dans le groupe. Est—ce que nous voulons un représentant du Bloc et au moins un représentant du Parti réformiste, ou tenons—nous la séance avec seulement six députés ou un autre nombre à déterminer?

La présidente: Monsieur Jackson, nous allons passer à un certain nombre de motions courantes sur la façon de procéder. Tous, je pense, vous avez reçu la trousse d'information, et vous trouverez les motions courantes au point 6. Avant la prochaine séance, peut-être pourrions-nous tous prendre connaissance du point 6. La greffière et la recherchiste pourront en discuter, après quoi nous réglerons les questions d'organisation en connaissance de cause.

[Traduction]

[Texte]

• 1150

Mr. Assadourian: Do we have to put the subcommittee on agenda in place so we can prepare an agenda for the next meeting?

The Chairman: It was my hope that we would build the agenda for our next meeting right here right now, with all of us present. At the next meeting we can deal with that as a routine motion and give you an opportunity to do some thinking, but it is certainly up to the committee what you would prefer to do.

Mr. Assadourian: Do we have to follow these items on the agenda, or can we change this?

The Chairman: No one has moved that particular motion. We're just talking about general housekeeping, best meeting times and so on, and what we might do at our next meeting.

There is a motion there. It needs to be moved. Does somebody feel strongly that we decide that today? Someone certainly could move it

Mr. Jackson: Madam Chair, these are just some guidelines that the clerk prepared. It wasn't agreed by all of us around this table, but I think you don't form a subcommittee unless you have a role for them to play. I think that comes later on, as far as I know.

Mr. Assadourian: It says "subcommittee on agenda and procedure".

Ms Clancy: That's what they do when they put the agenda together.

The Chairman: My sense was that one of the things that we could do today would be to build our next meeting's agenda, all of us, here together, and that this could be the topic of discussion as a routine motion at our next meeting. Is that all right, Mr. Jackson?

Mr. Jackson: Yes.

Mr. Knutson: I'd rather go with a subcommittee, on reflection, because I'm finding this a little awkward.

The Chairman: If you feel strongly about it then make the motion and it will be debated.

Mr. Knutson: I move that a subcommittee on agenda and procedure, consisting of the chair, the vice—chairs, one member of the Bloc, one member of the Reform, one member of the government, be appointed by the chair after the usual consultations with the whips of different parties.

The Chairman: The motion is accepted. Do you wish to speak to the motion, Mr. Knutson?

Mr. Knutson: As a point of order, do we get seconders to this?

The Chairman: No, we don't need seconders in committee.

Mr. Knutson: There, I've learned something today.

I'm just finding this a little awkward. I think we've done enough. If you folks are happy with your vice—chair and one rep, let's go to a less formal setting and maybe sit around. I think we're going to be more productive if we finish today and move out of this room and get a less formal setting. I don't even know who some of these people are.

M. Assadourian: Faut-il créer le sous-comité du programme pour établir le programme de la prochaine séance?

La présidente: J'espérais que nous allions établir le programme de la prochaine réunion ici même, en compagnie de tous les députés. Lors de la prochaine séance, nous pourrions régler l'affaire au moyen d'une motion courante, ce qui vous donnerait l'occasion d'y réfléchir un peu, mais c'est aux membres du comité de procéder comme ils l'entendent.

M. Assadourian: Faut–il suivre les points de cet ordre du jour, ou pouvons–nous les changer?

La présidente: Personne n'a proposé de motion à cet effet. Nous discutons uniquement de questions générales d'administration interne, comme l'heure de séance idéale, les travaux de la prochaine réunion, etc.

Il y a ici une motion. Il faut la proposer. Quelqu'un tient—il à ce que nous prenions une décision là—dessus aujourd'hui? Quelqu'un peut la proposer, c'est certain.

M. Jackson: Madame la présidente, ce ne sont là que des indications préparées par la greffière. Cela n'a pas reçu l'approbation de tous les députés qui sont ici. En tout cas, on ne crée pas un sous—comité à moins d'avoir des fonctions à lui donner. Il me semble que cela doit venir après.

M. Assadourian: Le texte parle de «Sous-comité du programme et de la procédure».

Mme Clancy: C'est ce qu'on fait lorsque l'on élabore un programme.

La présidente: J'imaginais qu'aujourd'hui nous pourrions établir le programme de la prochaine réunion, tous ensemble, ici, et que cela ferait l'objet d'une motion courante lors de la prochaine séance. J'ai bien compris, monsieur Jackson?

M. Jackson: Oui.

M. Knutson: À la réflexion, je préférerais que l'on crée un sous-comité, parce que je trouve ceci un peu bancal.

La présidente: Si vous y tenez, faites—en la proposition sous forme de motion, et l'on en discutera.

M. Knutson: Je propose qu'un Sous-comité du programme et de la procédure, composé du président, des vice-présidents, d'un député du Bloc québécois, d'un député du Parti réformiste et d'un député ministériel nommés par le président, après les consultations habituelles avec les whips des différents partis, constitue le sous-comité.

La présidente: La motion est reçue. Voulez-vous intervenir sur la motion, monsieur Knutson?

M. Knutson: J'invoque le Règlement. Quelqu'un doit-il appuyer la motion?

La présidente: Non, pas en comité.

M. Knutson: Tiens, j'aurai appris quelque chose aujourd'hui.

Je trouve ceci un peu bizarre. Je pense qu'on en a fait assez. Si vous êtes satisfaits du vice—président et de votre représentant, allons nous retrouver dans un cadre plus officieux. Nous allons être plus productifs si nous en restons là pour aujourd'hui et allons nous réunir dans un cadre moins officiel. Je ne sais même pas qui sont certains de ces gens.

The Chairman: Thank you.

Is there anyone else who wishes to speak to the motion before us?

Mr. Assadourian: I agree with the motion. Let's keep in mind, nine of us are brand-new members. Only Mary has experience. I would suggest let's form the committee and the committee meet with other people beforehand to get suggestions about the next agenda, rather than us doing it now. I would much prefer that way for the next time around so you won't be flying all over the map, and see what we are going to discuss for the next meeting.

If they lose out next time around it will save us time and we will be much more focused about what we want to do.

The Chairman: Does anyone else wish to speak?

M. Nunez: Personnellement, j'aurais préféré avoir cette discussion jeudi prochain, et cela, pour nous permettre d'avoir des consultations; mais comme la motion est devant nous, je suis pour.

Si je comprends bien, il y aurait un sous-comité de six personnes, chacun des partis reconnus.

The Chairman: Are you moving an amendment, Mr. Nunez?

Mr. Nunez: First of all, I am asking a question. What is the motion before us?

The Chairman: Madam Clerk, would you read the motion, please? The clerk will read the motion.

• 1155

Mr. Knutson: I would like to remake the motion, and it's going to be different. I move that it be one from each party-

The Chairman: I think you will need to identify them, because we won't know who to meet with to build this agenda.

Ms Clancy: No, you take nominations. Each party would pick its own.

The Chairman: All right, make the motion.

Mr. Knutson: I move that it be the chair, the first vice-chair, and one from each party.

The Chairman: I will read the motion as I understand it. It has been moved that a subcommittee on agenda and procedure consisting of the chair, the vice-chairs, and one member-

Mr. Knutson: All I am trying to do is what traditionally has been done in the past.

The Chairman: Just give us your motion.

Mr. Knutson: I move that it be the chair, one vice-chair, and one representative from each party, for a total of five people.

The Chairman: Which vice-chair?

Mr. Knutson: The first vice-chair.

[Translation]

La présidente: Merci.

Quelqu'un d'autre veut-il intervenir sur la motion?

M. Assadourian: J'approuve la motion. N'oublions pas que neuf d'entre nous sont des néophytes. Seule Mary a de l'expérience. Créons le comité, et que les membres de ce comité rencontrent d'autres personnes pour obtenir des suggestions à propos du programme au lieu de nous en charger maintenant. J'aimerais beaucoup mieux procéder de cette façon en vue de la prochaine réunion, de manière à ne pas nous éparpiller et à avoir une bonne idée des points de discussion pour la prochaine fois.

S'ils ne gagnent pas, cela nous fera gagner du temps pour la prochaine fois, et nous aurons une bien meilleure idée de ce que nous voulons faire.

La présidente: Quelqu'un d'autre veut-il intervenir?

Mr. Nunez: Personally I would rather have this discussion next Thursday in order to have consultations. Given, however, that the motion is before us, I am in favour.

If I got this right, there would be a six person subcommittee, with avec un président, deux vice-présidents et trois députés venant de the chair, two vice-chairs and three members from each recognized

La présidente: Proposez-vous un amendement, monsieur Nu-

M. Nunez: Pour commencer, je pose une question. De quelle motion sommes-nous saisis?

La présidente: Madame la greffière, auriez-vous l'obligeance de lire la motion? La greffière va lire la motion.

M. Knutson: J'aimerais reformuler ma motion. Je propose qu'il y ait un député de chaque parti...

La présidente: Il faudra que vous les nommiez, sinon nous ne saurons pas qui rencontrer pour élaborer le programme.

Mme Clancy: Non, vous recevez les mises en candidature. Chaque parti propose un nom.

La présidente: Entendu, proposez la motion.

M. Knutson: Je propose qu'il s'agisse de la présidente, du premier vice-président et d'un député de chaque parti.

La présidente: Je vais lire la motion telle que je l'ai entendue. Il est proposé qu'un Sous-comité du programme et de la procédure, composé de la présidente, des vice-présidents et d'un député. . .

M. Knutson: J'essaie seulement de refaire ce qui a été fait dans le passé.

La présidente: Contentez-vous de nous donner votre motion.

M. Knutson: Je propose qu'il s'agisse de la présidente, d'un vice-président et d'un représentant de chaque parti, donc cinq personnes en tout.

La présidente: Quel vice-président?

M. Knutson: Le premier vice-président.

The Chairman: The motion has been moved, and the clerk will read it.

The Clerk: It has been moved that the chair, the first vice—chair, and one representative of each party compose the subcommittee on agenda and procedure.

Mr. Hanger: Referring to the agenda and the motion as it is recorded here, a point of clarification more than anything else. The agenda states "other members be appointed by the Chair after the usual consultations with the whips of the different parties". Now is that—

The Chairman: Mr. Hanger, what's before us is the motion that's moved. It's the only motion that's moved.

Mr. Hanger: I know. I want clarification on this particular motion to see if there is an amendment necessary. That's all I wanted to know.

The Chairman: If you have an amendment you would like to make, you're certainly welcome to—

Mr. Hanger: I want clarification on the additional comments here, and I think—

The Chairman: Madam Clerk, would you like to respond to Mr. Hanger?

Mr. Hanger: It points out in this particular motion—and I don't know whether it's necessary to include it here—that "other members be appointed by the Chair after the usual consultation with the whips of the different parties".

The Clerk: Would you like to have that as an amendment?

Mr. Hanger: No, I don't necessarily want it as an amendment. I'm just wondering why it's included here.

The Chairman: I guess mainly because it's historical. That's how it is usually done. No committee is bound to follow that.

Mrs. Hayes: Pursuant to what Mr. Hanger just said, if we carry on with the motion, how would these representatives be chosen? Would we vote on it?

The Chairman: Each party would put forward its representative. It would be up to—

Mrs. Hayes: Just between us as representatives.

The Chairman: You just let us know.

Mme Gagnon: J'aimerais proposer un amendement à la motion pour que les deux vice-présidents siègent au sein de ce Sous-comité du programme et de la procédure.

Ms Clancy: I have a point of order. These have been around since Moses was a tot. These routine motions have been around forever. They don't have to be and frequently are not followed in either form or content. The committee can do what it wants with regard to the motions.

Mr. Jackson: Madam Chair, would it make it cumbersome if we added an amendment to the motion? I think we're looking for agreement. The author of the motion could probably change his mind.

[Traduction]

La présidente: La motion a été déposée, et la greffière va en faire la lecture.

La greffière: Il est proposé que la présidente, le premier vice-président et un représentant de chaque parti composent le Sous-comité du programme et de la procédure.

M. Hanger: J'aimerais avoir une précision à propos de l'ordre du jour et de la motion qui vient d'être notée. Dans l'ordre du jour on lit: «autres députés nommés par le président, après les consultations habituelles avec les whips des différents partis». Est—ce que. . .

La présidente: Monsieur Hanger, nous sommes saisis de la motion qui vient d'être déposée. C'est la seule qui soit à l'étude.

M. Hanger: Je sais. Je veux avoir un éclaircissement sur cette motion pour voir s'il y a lieu de proposer un amendement. C'est tout ce que je voulais savoir.

La présidente: Si vous voulez proposer un amendement, vous avez toute liberté. . .

M. Hanger: Je veux avoir des précisions sur ce qui a été dit, et je crois...

La présidente: Madame la greffière, auriez-vous l'obligeance de répondre à M. Hanger?

M. Hanger: Dans cette motion-ci—et j'ignore s'il est nécessaire d'inclure ce libellé-là—on dit: «autres députés nommés par le président, après les consultations habituelles avec les whips des différents partis».

La greffière: Voulez-vous proposer ce passage comme amendement?

M. Hanger: Non, pas nécessairement. Je me demande seulement pourquoi ça se trouve ici.

La présidente: Pour des raisons historiques, j'imagine. C'est habituellement ainsi qu'on procède. Aucun comité n'est tenu d'observer cet usage.

Mme Hayes: Pour faire suite à ce que M. Hanger vient de dire, si nous adoptons cette motion, comment les représentants seront—ils choisis? Tenons—nous un vote?

La présidente: Chaque parti propose un représentant. C'est à eux...

Mme Hayes: C'est entre nous que se choisit le représentant.

La présidente: Vous n'avez qu'à nous dire qui vous choisissez.

Mrs. Gagnon: I would like to move an amendment to the motion so that both vice-chairs sit on the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Mme Clancy: J'invoque le Règlement. Ces motions existent depuis l'époque de Moïse petit enfant. Cela remonte à avant le déluge. Il n'est pas nécessaire de s'y tenir, que ce soit sur le fond ou sur la forme, et souvent on ne le fait pas. Le comité peut faire ce qu'il veut des motions.

M. Jackson: Madame la présidente, est—ce que ce serait trop lourd d'ajouter un amendement à la motion? Nous cherchons en fait à nous entendre. L'auteur de la motion pourrait peut—être se raviser.

I think basically what it could say, which would keep it neat, is the Party. I think that's pretty well it, isn't it?

The Chairman: We have a motion before us. Mrs. Gagnon moved an amendment.

Mrs. Hayes: What was the amendment again?

The Clerk: It was moved that the motion be amended by vice-chairs".

Mrs. Hayes: I would like to speak to that motion. I think in order to keep representation as fair as possible and to keep it as neat as possible in terms of numbers, I would reject having two vice-chairs. I would say one is sufficient.

M. Nunez: J'appuie la motion de ma collègue de Québec. Il s'agit en réalité d'un comité directeur qui va planifier, organiser les travaux du Comité. Il est normal que la présidente fasse partie de ce Sous-comité de même que les deux vices-présidents. Je suis d'accord pour que l'on ajoute un membre du Parti réformiste. Je ne vois pas pourquoi c'est tellement compliqué.

Mr. Bryden: I would just point out that by adding another person through the amendment, we're getting a steering committee that's just a little bit too large. I think a steering committee should be as small as possible, so I do not support the amendment.

Amendment negatived

Motion agreed to

The Chairman: We no longer need to deal with building an agenda for next week.

I will talk to each of you this week, I hope, after the steering committee gets in place, to get some of your ideas on the routine motions we'll be dealing with at the next committee meeting.

The meeting is adjourned.

Thursday, March 17, 1994

1339

The Chairman: Order. We're dealing with Citizenship Week.

We had asked Mr. Assadourian and Mr. Bryden to report back to us on the mechanics of fulfilling the motion that was passed at the last meeting. Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian (Don Valley North): Madam Chair, after the discussion we had, the motion was presented at the last meeting. Mr. Bryden and I had discussions with the House leader, Parliamentary Secretary Milliken, and his advice was that the clerk of this committee will have to write a letter to all House leaders and the chair of the procedures and house management committee informing them of a decision that was passed in this committee. Since then the clerk has presented us with a revised version of the motion, which I will read:

[Translation]

Ce qui simplifierait les choses, c'est que le texte parle essentiellechair, the two vice-chairs, and probably a member from the Reform ment de la présidente, des deux vice-présidents, et probablement d'un député du Parti réformiste. C'est à peu près cela, n'est-ce pas?

1200

La présidente: Nous sommes déjà saisis d'une motion. M^{me} Gagnon, elle, a proposé un amendement.

Mme Hayes: Quel est-il encore, cet amendement?

La greffière: Il a été proposé de modifier la motion en remplaçant substituting the words "one vice-chair" for the words "two les mots «un vice-président» par les mots «les deux vice-présidents».

> Mme Hayes: J'aimerais commenter cette motion. Pour que la représentation soit aussi juste que possible et pour que la question du nombre soit la plus claire possible, je suis contre l'idée d'avoir deux vice-présidents. Je trouve qu'un seul suffit.

> Mr. Nunez: I support the motion from my colleague from Quebec. In fact, this is a steering committee responsible for planning and organizing committee work. It is normal for the chair to sit on that subcommittee together with both vice-chairs. I am for including a member from the Reform Party. I can't see why it's so complicated.

> M. Bryden: Je voudrais seulement signaler qu'en ajoutant une autre personne comme le fait l'amendement, nous allons aboutir à un comité directeur un peu encombrant. Pour moi, un comité comme celui-là doit être le plus restreint possible, et c'est pourquoi je n'appuierai pas l'amendement.

L'amendement est rejeté

La motion est adoptée

La présidente: Il n'est plus nécessaire de s'occuper de l'élaboration du programme pour la semaine prochaine.

Je parlerai à chacun d'entre vous cette semaine, je l'espère, après la mise en place du comité directeur, pour vous sonder à propos des motions courantes sur lesquelles nous allons nous prononcer lors de la prochaine séance.

La séance est levée.

Le jeudi 17 mars 1994

La présidente: La séance est ouverte. Nous allons parler de la Semaine du civisme.

Nous avions demandé à M. Assadourian et à M. Bryden de nous faire rapport au sujet du mécanisme d'application de la motion qui a été adoptée lors de la dernière séance. Monsieur Assadourian.

Assadourian Madame (Don Valley-Nord): la présidente, après la discussion que nous avons eue, la motion a été présentée lors de la dernière séance. M. Bryden et moimême avons évoqué la question avec le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, M. Milliken, selon qui la greffière du comité devra écrire à tous les leaders parlementaires et au président du comité de la procédure et des affaires de la Chambre pour les informer de la décision qui a été prise par le comité. Depuis, la greffière nous a présenté une version révisée de la motion. Je la lis:

Moved by Sarkis Assadourian that the Chair write to the Speaker of the House requesting the opportunity for Members of Parliament to reaffirm their citizenship on Monday, April 18, 1994, at the start of Citizenship Week in the House of Commons and that the copies of this letter be sent to all House Leaders and to the Chair of the Procedures and House Management Committee.

An hon. member: Hear, hear!

• 1340

The Chairman: Do you have a copy of that motion for all members?

Mr. Assadourian: She has a copy, but on the original copy a word was changed, the oath, because those who have taken the oath are citizens. They have to reaffirm; they don't have to take the oath again.

The Chairman: All right. Members of the committee, would you like the clerk to read the motion—

Mr. Assadourian: With the revisions I have.

The Chairman: With the revisions. Madam Clerk.

The Clerk of the Committee: That the Chair write to the Speaker of the House of Commons to request the opportunity for Members of Parliament to reaffirm their citizenship at the start of Citizenship Week on April 17, 1994, by taking the affirmation of citizenship in the House and that copies of that letter be sent to all House Leaders and to the Chair of the Procedure and House Management Committee.

The Chairman: Members of the committee, the motion has been accepted by the chair. Is there any discussion?

Mr. Assadourian: I changed April 17, 1994, to April 18, 1994, because April 17, 1994, is Sunday. That's the reason I made the change.

The Chairman: All right. That's acceptable to the chair. Is there any discussion? Members of the committee, would you like to speak for or against the motion? Mr. Duceppe.

M. Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): J'aimerais savoir ce que tout cela veut dire et s'il est vraiment opportun de réaffirmer sa citoyenneté.

The Chairman: Mr. Assadourian, yours is the report, so you can answer the question.

Mr. Assadourian: The procedure is that if we agree unanimously on this motion, and I think we're going to, the Speaker will read, in French and in English, one paragraph, what the oath is about, and then that will be the end. It's only a one-minute ceremony. It's going to send the signal to Canadians that we live by our examples. It has never been done before in the House of Commons. It's going to be the first time that we'll do this in the House. I had the opportunity to do that in 1975, October 30, and I'm prepared to reaffirm that. Most of the members here are not as lucky as I am, I guess, in this way. They haven't done it—

[Traduction]

Il est proposé par Sarkis Assadourian que la présidente écrive au Président de la Chambre des communes demandant que les députés aient l'opportunité de réaffirmer leur citoyenneté au début de la Semaine de la citoyenneté le 18 avril 1994 en prononçant l'affirmation solennelle à la Chambre et que copies de cette lettre soient envoyées à tous les leaders en Chambre et au président du comité de la procédure et de la gestion de la Chambre.

Une voix: Bravo!

La présidente: Avez-vous une copie de cette motion pour tous les membres?

M. Assadourian: Elle en a une copie, mais un mot a été supprimé dans la version originale, le serment, parce que ceux qui ont prêté le serment sont des citoyens. Ils doivent réaffirmer leur citoyenneté; ils n'ont pas à prêter à nouveau serment.

La présidente: C'est parfait. Vous aimeriez donc que la greffière lise la motion. . .

M. Assadourian: Avec les modifications que j'ai apportées.

La présidente: Avec les modifications. Madame la greffière.

La greffière du Comité: Que la présidente écrive au Président de la Chambre des communes demandant que les députés aient l'opportunité de réaffirmer leur citoyenneté au début de la Semaine de la citoyenneté le 17 avril 1994 en prononçant l'affirmation solennelle à la Chambre et que copies de cette lettre soient envoyées tous les Leaders en Chambre et au président du Comité de la procédure et de la gestion de la Chambre.

La présidente: La motion a été acceptée par la présidente. Avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Assadourian: J'ai remplacé le 17 avril 1994 par le 18 avril 1994 parce que le 17 tombe un dimanche. C'est la raison pour laquelle j'ai apporté une modification.

La présidente: La présidente est d'accord. Y a-t-il des commentaires? Auriez-vous quelque chose à dire pour ou contre la motion? Monsieur Duceppe.

Mr. Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): I would like to know what all that mean and if it is appropriate to reaffirm one's citizenship.

La présidente: Monsieur Assadourian, c'est à vous que j'avais demandé de faire rapport de la question. Vous pouvez donc répondre à M. Duceppe.

M. Assadourian: Si nous approuvons cette motion à l'unanimité, et je pense que nous le ferons, le président lira, dans sa version française et anglaise, un paragraphe disant en quoi consiste le serment, et ce sera tout. La cérémonie ne durera qu'une minute. Nous montrerons ainsi aux Canadiens que nous préchons par l'exemple. Cela ne s'est jamais fait auparavant à la Chambre des communes. Ce sera la première fois qu'une telle chose se passera à la Chambre. J'ai eu l'occasion de prononcer le serment le 30 octobre 1975, et je suis prêt à réaffirmer ma citoyenneté. J'imagine que la plupart des députés ici présents n'ont pas eu cette chance. Ils n'ont pas...

An hon. member: It hasn't been done before.

Mr. Assadourian: —so it's an opportunity for them to reaffirm their citizenship.

The Chairman: Does that answer your question, Mr. Duceppe?

M. Duceppe: Est-ce que je peux intervenir?

The Chairman: Now, would you like to speak to the motion?

M. Duceppe: Oui. Je trouve que c'est un drôle de pays où les gens doivent réaffirmer leur citoyenneté dès lors qu'ils ont été élus députés. Il me semble évident qu'ils sont citoyens de ce pays. On sait que cela est en fait un piège pour les députés du Bloc québécois qui auront prêté serment et que l'on critiquera plus tard. Il ne faut pas nous prendre pour des canards sauvages. Je vous dis qu'on n'accordera pas notre appui à ce Comité, qu'on ne l'accordera pas au *House committee* non plus, ni en Chambre.

The Chairman: Mr. Bryden.

Mr. Bryden (Hamilton-Wentworth): Yes, I feel very passionately about this issue. It is not a trap for the Bloc. What it is is an opportunity that arises from Mr. Assadourian's background as an immigrant. What we are seeing in the House today is an opportunity to show to the people of the world what a unique democracy we are. In fact, the very phenomenon that the Bloc is in the House and that we are having this debate about the future of Canada is a fine example to countries like Russia and like Yugoslavia that we have a Parliament that springs from a shared tradition, French and English tradition, and that we are able to do this kind of thing and to actually have a debate with tolerance and civility. It's that kind of thing that makes Canada one of the most attractive countries in the world for immigration-or Canada and Quebec, if you will-our shared heritage. We wanted to take this opportunity to make this gesture for the world.

• 1345

I do point two things out to you. There's not an oath here in the sense of an oath of citizenship because we are all citizens already, and it's because we're all citizens already that we are MPs in the House of Commons doing what we are doing in democratic terms. Secondly, the way this motion is presented will give ample opportunity for the whips of all parties to discuss the nature of the final motion that goes before the House or to come back and make changes.

This thing does not work unless we have unanimous consent. If we have less than unanimous consent, then we have division when we don't want to show division. We don't want to show division because it would reflect on our dual heritage. I'm expressing an opinion here, but I do not think it puts the Bloc into a trap because they've already stepped into that trap—if it was a trap—by becoming MPs. You are, as you point out, already citizens. Now, the future is another matter, but what we are doing here is celebrating the past.

[Translation]

Une voix: Cela ne s'est jamais fait.

M. Assadourian: ...de sorte qu'ils auront l'occasion de réaffirmer leur citoyenneté.

La présidente: Est-ce que cela répond à votre question, monsieur Duceppe?

Mr. Duceppe: May I say something?

La présidente: Avez-vous quelque chose à dire au sujet de la motion?

Mr. Duceppe: Yes. It is a strange country where people have to reaffirm their citizenship as soon as they have been elected members of Parliament. It seems obvious to me that they are citizens. We know that this is a trap for the Block members who will have taken the oath and who will be criticized later. Don't take us for fools. I am telling you: we won't support this committee, neither the House committee, neither the House.

La présidente: Monsieur Bryden.

M. Bryden (Hamilton-Wentworth): Cette question me tient particulièrement à coeur. Ce n'est pas pour piéger le Bloc. C'est une possibilité à laquelle a songé M. Assadourian qui est lui-même un immigrant. Ce serait l'occasion pour la Chambre de montrer à la population du monde entier à quel point notre démocratie est unique. En fait, le phénomème qu'est la présence du Bloc à la Chambre, et le débat que nous tenons à propos de l'avenir du Canada, pourraient servir à montrer à des pays comme la Russie et la Yougoslavie que nous avons un parlement inspiré par une tradition commune, celle des Français et des Anglais, et que nous pouvons faire ce genre de choses et discuter de ces questions dans la tolérance et le civisme. C'est ce qui fait entre autres que le Canada est l'un des pays les plus attrayants au monde pour les immigrants—ou le Canada et le Québec, si vous aimez mieux -- notre patrimoine commun. Nous voulions profiter de l'occasion pour poser un geste significatif.

J'attire votre attention sur deux choses. Il ne s'agit pas ici de prêter le serment de citoyenneté parce que nous sommes déjà tous citoyens, et c'est bien parce que nous sommes déjà tous citoyens que nous avons été élus députés et que nous procédons de manière démocratique. Je tiens aussi à vous signaler que, de la façon dont elle est présentée, cette motion donnera amplement l'occasion aux whips de tous les partis de discuter du libellé de la motion définitive qui sera soumise à la Chambre ou de nous la renvoyer pour que nous y apportions des modifications,

Nous ne pourrons pas aller de l'avant tant que nous n'aurons pas le consentement unanime. Si le consentement n'est pas unanime, c'est que nous serons divisés alors même que nous ne voulons pas montrer de signes de division. Nous ne voulons pas paraître divisés parce que cela ternirait notre patrimoine commun. C'est une idée personnelle que j'émets, et je ne pense pas que ce soit un piège pour les bloquistes parce qu'ils sont déjà tombés dans le piège—si c'en était un—en devenant députés. Vous êtes déjà, comme vous—même l'avez dit, des citoyens. Nous ne connaissons pas encore l'avenir, mais c'est le passé que nous célébrons dans ce cas—ci.

The Chairman: Members of the committee, I must apologize to Mr. Assadourian. When a member makes a motion, usually they're entitled to speak to the motion and close on debate. Mr. Assadourian, my apologies.

Ms Clancy (Halifax): I don't get to make a comment?

The Chairman: Of course, and there's everybody in between. I'm sorry, Ms Clancy, what I was trying to express is that I didn't give Mr. Assadourian the opportunity to speak first, and I should have.

Ms Clancy: I want to say, first of all, that I support everything Sarkis and John said. I want to say to Mr. Duceppe, to Mrs. Gagnon, and through you to any other members of the Bloc that there is an old expression in English, "You take the King's coin, you are the King's man"—or in my role as a feminist perhaps I should say the King's person. I'm being deadly serious with regard to this. As John said, you became MPs in this House, which represents this entire country—all ten provinces, all three territories, all of the people from every background.

It's interesting and somewhat ironic that I sit here on St. Patrick's Day as someone very proud of my Irish heritage. That is not by any means attached to the Crown of Great Britain but, as a Canadian of Irish descent and as a proud Nova Scotian, because Queen Elizabeth II is the Queen in right of Canada, in spite of my very strong feelings of historical injustice and cultural memory it is to me something I cannot even begin to grade—a level of passion in my belief in this country.

When Mr. Bouchard took his well-known trip to Washington and declared his separatism, he said that the fact he was both a separatist and the leader of Her Majesty's loyal opposition was a testimony to the spirit of democracy in Canada. I don't know whether the Bloc will vote for or against it—I imagine you'll vote against and this will not happen because we will not get unanimous consent. But let it be said that those of us on this side of the House stand not just for our own ridings, not just for our own provinces, not just for the people of those ridings and provinces but for all the people of Canada, including the people of Quebec—francophone, anglophone, or allophone. We support them, and we swear allegience to this country. I would hope you would join us. If you can't, c'est dommage.

The Chairman: Mr. Assadourian, I denied you the opportunity in the beginning.

Mr. Assadourian: Madam Chairman, when I brought this motion to the floor last Tuesday, it was not my intention to antagonize any group or to enforce my will on anybody in this committee. My pure and only intention was that we should unite. Let's make this the beginning of unity, not the end of disunity.

[Traduction]

La présidente: Je m'excuse auprès de M. Assadourian. Lorsqu'un membre présente une motion, il peut habituellement prendre la parole et clore la discussion. Je vous fais mes excuses, monsieur Assadourian.

Mme Clancy (Halifax): Je n'ai pas le droit de parler?

La présidente: Bien sûr, tout le monde peut prendre la parole. Ce que je voulais dire, madame Clancy, c'est que je n'ai pas donné la parole en premier à M. Assadourian, ce que j'aurais dû faire.

Mme Clancy: Je tiens tout d'abord à préciser que je souscris à tout ce que Sarkis et John ont dit. Je serai aussi tentée de rappeler à M. Duceppe, à M^{me} Gagnon et, par leur entremise, à tous les autres membres du Bloc, le vieux proverbe qui dit: «Celui qui mange dans la main du roi devient son obligé.» En tant que féministe, je dirai que c'est la même chose lorsqu'il s'agit d'une reine. Je suis très sérieuse. Comme John l'a indiqué, vous avez été élus à la Chambre des Communes et celle—ci représente tout le pays—les dix provinces, les trois territoires et tous ceux qui y vivent, peu importe d'où ils viennent.

Je trouve intéressant et un peu paradoxal de siéger ici en ce jour de la St-Patrick, moi qui me sens si fière de mes origines irlandaises. Cela n'a rien à voir avec la Couronne de Grande-Bretagne. C'est plutôt que je me sens fière comme canadienne d'origine irlandaise et comme canadienne de la Nouvelle-Écosse, parce que la Reine Elizabeth II est la Reine du Chef du Canada et que, malgré un fort sentiment d'injustice historique et d'appartenance culturelle, je ne peux m'empêcher de croire avec passion dans ce pays.

Lors de son retentissant voyage à Washington où il s'est déclaré séparatiste, M. Bouchard a dit que le fait d'être à la fois un séparatiste et le chef de l'Opposition royale de Sa Majesté témoignait de l'esprit de la démocratie au Canada. Je ne sais pas si le Bloc va voter en faveur de cette motion ou contre—et j'imagine que vous allez voter contre et qu'il n'y aura donc pas consentement unanime—mais laissez—moi vous dire que ceux d'entre—nous qui sont de ce côté—ci de la Chambre représentent non seulement leur propre circonscription, non seulement leur propre province, non seulement la population de ces circonscriptions et de ces provinces, mais toute la population du Canada, y compris les Québécois, francophones, anglophones ou allophones. Nous les appuyons, et nous prêtons le serment d'allégeance à notre pays. J'aimerais que vous vous joignez à nous. Si vous ne le pouvez pas, c'est dommage.

La présidente: Monsieur Assadourian, je ne vous ai pas laissé la possibilité de vous exprimer au début.

M. Assadourian: Madame la présidente, lorsque j'ai présenté cette motion mardi dernier, ce n'était pas dans l'intention de contrarier un groupe quelconque ou d'imposer ma volonté aux membres du comité. Mon intention était pure et bien simple: notre unité. Faisons en sorte que ce soit un prélude à l'unité et non l'aboutissement de la désunion.

[Translation]

• 1350

I really hope that Bloc members will take this into their hearts and think twice—maybe more than twice—before they say no to us flat—out. Even their own member in the House, this week and last week also—I don't remember the name of the person—said that as long as Quebec is in Canada, they have to defend the interests of Canada. I want to remind you that Quebec is still part of Canada.

I want also to tell you...

The Chairman: Do you want a minute, Mr. Assadourian?

Mr. Jackson (Bruce—Grey): Just one clarification. As I understand it, this motion goes to the House and if there is not unanimous agreement then it will not hit the floor of the House. I don't see it written in here, but...

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Why would it have to be unanimous?

Ms Clancy: Just because it's in the rules.

Mr. Jackson: That's in the House — not from the committee. The committee could be at odds. It goes to the House. If all the House leaders do not agree. . . I'm asking just for clarification.

The Chairman: If they don't agree, it doesn't proceed. The show's over.

Mr. Jackson: If the House leaders do not all agree, then we'll not be doing anything. That's all I wanted to know.

The Chairman: Mr. Hanger.

Mr. Hanger: I too feel that my citizenship in Canada certainly includes Quebec, as has historically been the case. I urge the Bloc to view it from that same point of view, that it is Canada that we are citizens of, not a particular province. I believe that if it is looked upon otherwise, then it is the choice of the Bloc and members of the Bloc itself that might not be representing totally the people in their own ridings on this particular issue. Are they citizens of Canada? Or are they citizens of Quebec?

I can only urge them to re–evaluate their earlier position, Mr. Duceppe, and vote in favour of this particular motion.

I would like also to say that I appreciate very much Mr. Assadourian's view of this particular point. He brought it up. It is something that has not been done before in the House. It took courage even to bring it up here. I support him 100%.

The Chairman: Does anyone else wish to speak?

Mr. Bryden has asked for a second turn, if that's acceptable. Mr. Bryden.

Mr. Bryden: I would just like to re—emphasize how I feel about it. The whole world is watching Canada right now and Canada's current situation. We can be a model for the world no matter what the future, however the Bloc sees its future, whatever events unfold. The important thing is to deliver to the world the message that we have a sense of democracy, all of us, that is superior to that of almost anywhere else in the world.

J'espère sincèrement que les bloquistes y repenseront à deux fois—et peut-être plus que çà encore—avant de nous dire non. Un de leurs propres représentants à la Chambre—je ne me souviens plus au juste de son nom—a dit, cette semaine et la semaine dernière, que tant que le Québec ferait partie du Canada, il leur faudrait défendre les intérêts du Canada. Je tiens à vous rappeler que le Québec fait toujours partie du Canada.

Je tiens également à vous dire...

La présidente: Avez-vous une minute, monsieur Assadourian?

M. Jackson (Bruce—Grey): J'aurais besoin d'une précision. Si je comprends bien, cette motion sera présentée à la Chambre, mais cette dernière n'en sera pas saisie s'il n'y a pas consentement unanime. Ce n'est pas écrit ici, mais...

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Pourquoi est-ce qu'il faudrait que ce soit unanime?

Mme Clancy: Parce que c'est ce que précise le Règlement.

M. Jackson: Celui de la Chambre—pas celui du comité. Les membres du comité pourraient ne pas être d'accord. Donc, la motion sera présentée à la Chambre. Si tous les leaders à la Chambre ne sont pas d'accord—c'est ce que je veux savoir.

La présidente: S'ils ne sont pas d'accord, la motion sera rejetée, un point c'est tout.

M. Jackson: Si les leaders à la Chambre ne sont pas tous d'accord, alors tout aura été dit. C'est ce que je voulais savoir.

La présidente: Monsieur Hanger.

M. Hanger: Je suis moi aussi le citoyen d'un Canada qui englobe le Québec, comme cela a toujours été le cas. J'exhorte le Bloc à adopter le même point de vue, à admettre que nous sommes des citoyens du Canada, pas d'une province en particulier. S'il en décide autrement, alors ce sera le choix du Bloc et le choix de ses membres de ne pas représenter éventuellement tous les commettants de leurs circonscriptions sur ce point précis. Sont—ils des citoyens du Canada ou sont—ils des citoyens du Québec?

Je ne peux que les inviter à réexaminer leur position, monsieur Duceppe, et à voter en faveur de cette motion.

Je tiens également à dire que j'apprécie beaucoup les vues de M. Assadourian sur cette question. C'est lui qui l'a soulevée. C'est quelque chose qui n'a jamais été fait auparavant à la Chambre. Il lui a fallu du courage pour en parler. Je suis entièrement d'accord avec lui

La présidente: Est-ce que quelqu'un d'autre a quelque chose à dire?

M. Bryden a demandé à poser une deuxième série de questions si vous êtes d'accord. Monsieur Bryden.

M. Bryden: Je voulais essayer de mieux vous expliquer comment je me sens. Le monde entier a le regard tourné vers le Canada à l'heure actuelle et attend de voir ce qui s'y passera. Nous pouvons lui servir de modèle peu importe ce que nous réserve l'avenir et peu importe comment le Bloc l'entrevoit. L'important, c'est de bien faire comprendre au monde entier que nous avons un esprit beaucoup plus démocratique que n'importe quel autre pays.

This is a unique opportunity. I implore the Bloc members to set us on this course now with a yes vote, because it will be further considered in the House. I would like to see us begin with unanimity. Different things can occur later.

The Chairman: Mr. Duceppe, a second round?

M. Duceppe: Je pense que la présence du Bloc québécois démontre effectivement la qualité de la démocratie canadienne et on l'a dit publiquement. M. Bouchard l'a même dit à Washington.

D'autre part, je réalise et je constate également que le NPD et le Parti progressiste-conservateur, au cours de leurs congrès, ont pris officiellement position pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec. M. Chrétien a maintes fois affirmé, sans que cela apparaisse dans les statuts du Parti libéral, que sa participation au référendum de 1980, était de facto un aveu de reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec.

• 1355

En ce sens-là, je vous soumettrais un amendement et dans la mesure où cet amendement est accepté à l'unanimité, je me rallie et nous acceptons. Cet amendement serait le suivant: à la suite de «l'affirmation solennelle à la Chambre», on ajouterait:

de même qu'en reconnaissant le droit à l'autodétermination du Ouébec conformément aux engagements pris par le Canada dans le cadre de son adhésion à la Charte des Nations unies.

Je pense que cela reflète l'opinion du Parti libéral, du NPD, des Progressistes-conservateurs et que cela démontre le grand sens de la démocratie du Parlement canadien, à travers le monde.

The Chairman: Excuse me, members of the committee, there's been an amendment made. I will ask the clerk to read the amendment again.

Ms Clancy, your point of order, please. Not to debate, just a point of order.

Ms Clancy: No, it is a point of order.

La même chose pour toutes les provinces, madame la présidente; pour la province de la Nouvelle-Écosse, par exemple, pour la province de l'Alberta, pour la province de la Colombie-Britannique, c'est la même chose.

Si vous faites cet amendement, je suggère de faire la même chose pour toutes les provinces.

The Chairman: Order, please. The point of order is not taken. If you would like a further amendment. . . Excuse me, Mr. Duceppe. Give me a minute.

The amendment has been made. It is, in my view, a legitimate amendment. I would ask the clerk to read the amendment again, and then I will give Mr. Duceppe an opportunity to speak to the amendment.

Ms Clancy: It is not a legitimate amendment because you have an oath. You can't change the oath.

The Chairman: Would you read the amendment please?

[Traduction]

C'est une occasion unique qui s'offre. Je supplie les bloquistes de nous frayer un chemin en votant oui, parce que la question pourra être examinée à la Chambre. J'aimerais que nous soyons unanimes. On verra ensuite ce qui se passera.

La présidente: Monsieur Duceppe, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mr. Duceppe: I think that the mere presence of the Bloc Ouébécois shows in fact the quality of the canadian democracy as was said in public. Mr. Bouchard himself said that in Washington.

On the other hand, I realize that the NDP and the Progressive-Conservative party, during the convention, officially agreed to recognize Québec's right to self-determination. Mr. Chrétien said many times, but this has never been publicized by the Liberal Party, that it's participation to the 1980 referendum amounted to a de facto recognition of Québec's right to self-determination.

Then, I will move an amendment and if this amendment is agreed to unanimously, I will side with you and we will approve the motion. This amendment would be as follows: after "affirmation of citizenship in the House", we would add:

and by recognizing Quebec's right to self-determination according to the obligations entered to by Canada when signing the United Nations Charter.

I think that reflects the views of the Liberal Party, of the NDP and of the Progressive Conservatives and demonstrates the greatest spirit of democracy of the Parliament of Canada everywhere in the world.

La présidente: Nous avons donc ici un amendement. Je vais demander la greffière de le lire à nouveau.

Madame Clancy, vous vouliez faire un rappel au Réglement. Il ne faut pas que ce soit une question.

Mme Clancy: Non, c'est un rappel au Réglement.

It is the same thing for all provinces, Mrs. Chairman; for the province of Nova Scotia, for example, for the province of Alberta, for the province of British Columbia, that is the same thing.

If you make this amendment, it has to be the same for all provinces.

La présidente: Votre rappel au Réglement est rejeté. Si vous voulez apporter un autre amendement... Excusez-moi, monsieur Duceppe. Donnez-moi une minute.

L'amendement a été proposé. C'est à mon avis un amendement légitime. Je demanderai à la greffière de le lire à nouveau et je vais ensuite donner la parole M. Duceppe pour qu'il puisse le commen-

Mme Clancy: Ce n'est pas un amendement légitime parce qu'il s'agit ici d'un serment. Il est impossible d'en modifier le libellé.

La présidente: Pourriez-vous lire l'amendement, s'il vous plaît?

La greffière: On ajouterait à la suite des mots «l'affirmation solennelle à la Chambre» les mots suivants:

de même qu'en reconnaissant le droit à l'autodétermination du Québec conformément aux engagements pris par le Canada dans le cadre de son adhésion à la Charte des Nations unies.

The Chairman: Mr. Duceppe.

M. Duceppe: Conformément au souhait de M^{me} Clancy on peut inscrire le nom de toutes les provinces à l'intérieur de mon amendement et si cela fait l'unanimité, je ne serais pas obligé d'amender mon amendement. Il n'y aura donc pas de sous—amendement. Je peux inscrire dans ma proposition, le droit à l'autodétermination pour chacune des provinces.

The Chairman: Is there anyone who has an offer of another amendment? Speaking to the amendment, Ms Clancy, followed by Mr. Bryden.

Mme Clancy: Je pense, madame la présidente, qu'il faut que vous preniez l'avis de notre Conseil. L'amendement n'est pas dans l'*oath*. Je ne sais pas, mais j'ai les mots corrigés et nous avons ici des termes particuliers.

This is an oath. We can't change the oath.

The Chairman: Do you have a further amendment?

Ms Clancy: No, no, I'm speaking to his amendment, and what I am suggesting, with the greatest of respect—this isn't a political trick—I am saying that there is an oath. You can't amend the oath in this committee. This committee doesn't have the power to amend the oath.

The Chairman: Ms Clancy, Mr. Bryden, followed by Mr. Hanger.

Mr. Bryden: I'm afraid that if we go along with this amendment, we're taking this in a direction that Sarkis and I hoped we wouldn't take. I appreciate your reaction, but we are taking it to a political dimension. I have to emphasize that we don't have to do that here. If there is going to be further discussion, it can be between our House leaders and the whips. It doesn't have to occur in this forum.

• 1400

We are simply trying to take a first step. I think the amendment will put us in a situation where. . . Perhaps it puts us in a situation similar to how you feel right now, I don't know. I do find it awkward.

The Chairman: Speaking to the amendment, Mr. Hanger, followed by Mr. Assadourian.

Mr. Hanger: I will not agree with the amendment, because it opens up another can of worms. Number one, what is self-determination? Number two, I do believe the oath is cast as is, and is not changeable. I will not agree with the amendment for that reason.

The Chairman: Mr. Assadourian, followed by Mr. Assad.

Mr. Assadourian: Madam Chair, during the Second World War an American general was surrounded by the Germans. He was given an ultimatum to surrender. He answered automatically with one word: "Nuts."

[Translation]

The Clerk: We would add after the words "Affirmation of Citizenship in the House" the words:

and by recognizing Quebec's right to self-determination according to the obligations entered to by Canada when signing the United Nations Charter.

La présidente: Monsieur Duceppe.

Mr. Duceppe: We could do what Ms Clancy asked, that is write the name of all provinces in my amendment if everybody agrees, then I would not have to change it. There won't be any sub–amendment. I can talk about the right to self–determination for each of the provinces.

La présidente: Est-ce que quelqu'un a un autre amendement à proposer? Sinon, je vais laisser la parole à M^{me} Clancy, puis ce sera au tour de M. Bryden.

Ms Clancy: I think, Mrs. Chairman, that you will have to find that what the views of our counsel are. The amendment is not in the oath. I don't know, but I have here the new version and we have here particular words.

C'est un serment. Nous ne pouvons pas en changer le texte.

La présidente: Avez-vous un autre amendement?

Mme Clancy: Non, je parlais de son amendement et je disais, sans vouloir froisser personne—ce n'est pas un piège politique—je disais donc qu'il s'agit là d'un serment. Le comité ne peut pas le modifier. Il n'a pas le pouvoir de le faire.

La présidente: Madame Clancy, monsieur Bryden, puis monsieur Hanger.

M. Bryden: J'ai bien peur que si nous adoptons cet amendement, nous nous engagions dans une voie que Sarkis et moi-même avons essayé d'éviter. Je comprends votre réaction, mais la discussion commence à prendre une allure politique. Je dois vous signaler que nous n'avons pas à régler cette question. S'il faut continuer à en discuter, ce serait à nos leaders à la Chambre et aux whips à le faire. Nous n'avons pas à en discuter ici.

Ce n'est seulement que la première étape. Je pense que l'amendement nous mettrait dans une situation où... Il nous met peut-être dans une situation semblable à celle où vous vous trouvez en ce moment, je ne sais pas. Mais je trouve ça embêtant.

La présidente: M. Hanger voudrait commenter l'amendement, suivi de M. Assadourian.

M. Hanger: Je ne voterai pas pour l'amendement parce qu'il ne fait qu'envenimer le débat. Premièrement, qu'est—ce que l'autodétermination? Deuxièmement, j'ai bien l'impression que le serment est coulé dans le béton et qu'on ne peut pas le modifier. C'est pour cette raison que je ne voterai pas pour l'amendement.

La présidente: M. Assadourian, suivi de M. Assad.

M. Assadourian: Madame la présidente, pendant la Seconde Guerre mondiale, un général américain, cerné par les Allemands, avait été sommé de se rendre. Il a répondu en ces termes «ils sont fous».

I am not here to surrender Canada to anybody. I'm here to unite, to defend Canada as much as anybody else. When it comes to Quebec, I want to inform this committee that my parents still live in Quebec. They're as much Canadian as anybody else, maybe more than some members of this House. They are entitled to their own rights and obligations under the law of the land. There is one country, there is one oath. There can be only one kind of citizen.

The Chairman: Mr. Assad.

M. Assad (Gatineau — La Lièvre): La question que je pose, M^{me} la présidente, est la suivante: Est-ce que l'amendement est recevable?

The Chairman: Mr. Duceppe, does it in fact change the oath?

Mr. Duceppe: I'm not talking about amending the oath. We're voting on a motion, not on the oath. It is possible that the motion can include both the oath and also that sentence. What we're voting on here is a motion, including the affirmation of the oath and the affirmation of the right to self-determination for Quebec and, if you want, each province, as it was recognized by the NDP, the Tories and the Liberal Party, as it was signed in the United Nations by Canada.

Mr. Assadourian: It was not signed by Quebec.

Mr. Duceppe: It was signed by Canada, the right to self-determination.

The Chairman: Members of the committee, Mr. Duceppe has answered the question. I have taken this amendment as valid. It's actually been spoken to by two, four, five. . . We have Mr. Assad and Mr. Jackson.

Mr. Assad: No. I just asked a question.

The Chairman: Mr. Jackson, on the amendment.

Mr. Jackson: It's up to you whether you accept it. The argument made here was that it alters the original intent. As such, the procedure probably should be that it not be altered. However, a subsequent motion can be made by Mr. Duceppe, in case this is turned down. That's all I wanted to say with regard to it.

Amendment negatived

The Chairman: The motion is now before us. Is there anyone who wishes to speak to the motion, as it stands? Mr. Assadourian has not yet had his opportunity to close.

Members of the committee, I would like the right to speak to this issue. I ask that the chair be taken by the vice—chair.

Members of the committee, I'm really concerned with what has happened here. What I see to be a very valid, real, and reasonable approach to a kick-off for citizenship has fallen, despite the very best efforts of Mr. Assadourian and Mr. Bryden. I guess it has fallen on hard times.

I did not see any intent other than to celebrate citizenship. I of course do not have a vote here, but I would like to clearly express my support for this motion. I think it was brought with the best of intentions, very strongly felt. I will ask now that Mr. Assadourian close, and then there will be the question.

[Traduction]

Je ne suis pas ici pour céder le Canada à qui que ce soit. Je suis ici pour unir le Canada, pour le défendre autant que n'importe qui d'autre. Quant au Québec, je tiens à vous dire que mes parents habitent encore au Québec. Ils sont aussi Canadiens que n'importe qui d'autre, peut-être même plus que certains de nos députés. Ils ont leurs propres droits et leurs propres obligations, en vertu des lois de notre pays. Il n'y a qu'un seul pays, et un seul serment. Il ne peut y avoir qu'une seule sorte de citoyens.

La présidente: Monsieur Assad.

Mr. Assad (Gatineau—La Lièvre): Madam Chairman, I would like to know if the amendment is in order?

La présidente: Monsieur Duceppe, est—ce que votre amendement modifie effectivement le serment?

M. Duceppe: Je ne propose pas de modifier le serment. C'est une motion qui va être mise aux voix, pas le serment. Il est possible que la motion inclue à la fois le serment et cette phrase. C'est sur une motion que nous devons nous prononcer, une motion qui prévoit un serment et qui affirme le droit du Québec—et, si vous voulez, de chacune des provinces—à l'autodétermination, comme l'ont reconnu le NPD, les Conservateurs et les Libéraux, et comme l'a reconnu également le Canada quand il a signé la Charte des Nations—Unies.

M. Assadourian: Ce n'est pas le Québec qui l'a signée.

M. Duceppe: C'est le Canada, qui reconnaissait le droit à l'autodétermination.

La présidente: Chers collègues, M. Duceppe a répondu à la question. J'ai déclaré l'amendement recevable. Il y a déjà en fait trois, quatre, cinq personnes qui l'ont commenté. . . Il y a maintenant M. Assad et M. Jackson.

M. Assad: Non, j'ai simplement posé une question.

La présidente: Monsieur Jackson, au sujet de l'amendement.

M. Jackson: C'est à vous de l'accepter ou non. Ce qu'on a dit, c'est que cela modifie l'intention originale. Par conséquent, il ne faudrait probablement pas apporter de modification. Mais M. Duceppe peut présenter une nouvelle motion si celle—ci est rejetée. C'est tout ce que j'avais à dire à ce sujet.

L'amendement est rejeté

La présidente: Nous passons donc maintenant à la motion elle-même. Y a-t-il quelqu'un qui souhaite faire des commentaires sur la motion qui nous a été présentée? M. Assadourian n'a pas encore eu la chance de conclure.

Chers collègues, j'aimerais avoir l'autorisation de commenter cette motion. Je demanderais donc au vice-président de prendre la présidence.

Chers collègues, ce qui s'est passé ici est vraiment déplorable à mon avis. Je constate qu'une proposition tout à fait valable, réaliste et raisonnable pour inaugurer la Semaine du civisme a été rejetée malgré tous les efforts de M. Assadourian et de M. Bryden. Je suppose que le moment était peut-être mal choisi.

Je ne vois dans cette motion aucune autre intention que de célébrer la citoyenneté. Bien sûr, je n'ai pas le droit de vote ici, mais je tiens à exprimer clairement mon appui à cette motion. Je pense qu'elle a été proposée dans les meilleures intention du monde, avec beaucoup de conviction. Je vais maintenant demander à M. Assadourian de conclure, après quoi nous allons passer au vote.

Mr. Assadourian: When I made my opening comments earlier, I wanted to say a few things that I will say now.

[Translation]

M. Assadourian: Quand j'ai fait mes premiers commentaires tout à l'heure, je n'ai pas eu le temps de dire certaines choses que je vais dire maintenant.

• 1405

In 1960, when I met a German tourist in Syria, where I was born, I asked him, "Which part of Germany are you from?" He was about 45 years old. He said "Young man, when I was born, Germany was one." He was born before World War II.

I want to say to this committee that when I came to Canada in 1970, Canada was one. Today, after 24 years, I am a member of Parliament and Canada is one. When I leave this House—hopefully a couple of decades from now—Canada will be one, and when I leave this world, I want to make sure Canada stays one. This motion speaks to that feeling. That's the way I see it.

Of course, Canada still has a Charter of Rights. We are free to express our own opinions, but opposing this motion will take Canada on a new course where you may not have the luxury of speaking your mind. You may not have the luxury of being what you want to be.

This motion allows us, the representatives of the people, to set an example for the rest of Canadians.

I will be going to different citizenship ceremonies. I was invited to one on Sunday. The minister is going to be there, I believe, and the Prime Minister is invited too. I will speak up for Canada. I will not surrender. I never did in my life, and I never will.

Regarding the opposition here, too bad, I'm going to try again. We have to make sure we go forward with this motion despite the opposition by the Bloc. In politics, when there is one door closed, I'm sure there is one door opened.

We all know this is a good motion, and I hope the government will pick this motion and bring it to the House as a priority so that those of us who believe in Canada and want to reaffirm our citizenship in Canada will have a chance to do so in the House of Commons and to set an example for the rest of Canadians.

For a final time I ask the Bloc representatives to go along with us. If they want to make an amendment by mentioning the wording of the oath without mentioning the self-determination of Québec or any other province, I will go along with it. For the oath itself to be incorporated in this motion just to reaffirm our loyalty to Canada and the Queen, I have no problem with that. If that portion of his amendment can be incorporated through this, I'll agree to it. But other than that, I can't agree to it and of course the motion is gone.

To the Bloc members, I hope before you vote you consider supporting this motion, because it's a very, very important motion for you and for Canada.

J'ai rencontré en 1960 un touriste allemand en Syrie, le pays où je suis né. Je lui ai demandé de quelle partie de l'Allemagne il venait. Il avait environ 45 ans. Il m'a répondu: «Jeune homme, quand je suis né, il n'y avait qu'une seule Allemagne.» Il était né avant la Seconde Guerre mondiale.

Ce que je veux dire au comité, c'est que quand je suis venu au Canada, en 1970, il n'y avait qu'un seul Canada. Aujourd'hui, 24 ans plus tard, je suis député, et il n'y a toujours qu'un seul Canada. Quand je quitterai cette Chambre—dans quelques dizaines d'années, j'espère—le Canada sera toujours uni, et quand je partirai pour un monde meilleur, je veux être certain qu'il n'y aura toujours qu'un seul et même Canada. C'est là le sens de cette motion. C'est ainsi que je vois les choses.

Bien sûr, le Canada a encore une Charte des droits. Nous sommes libres d'exprimer nos propres opinions, mais ceux qui s'opposent à cette motion vont entraîner le Canada dans une nouvelle voie, et ils ne pourront peut-être plus se payer le luxe alors de dire ce qu'ils pensent. Nous n'aurons peut-être plus la possibilité d'être ce que nous voulons être.

Cette motion nous permet, en tant que représentants du peuple, de donner l'exemple au reste des Canadiens et des Canadiennes.

Je vais assister à diverses cérémonies de citoyenneté. J'ai été invité à une de ces cérémonies dimanche. Le ministre va y être, je pense, et le premier ministre est invité lui aussi. Il va prendre la défense du Canada. Pour ma part, je n'abandonnerai pas. Je ne l'ai jamais fait de ma vie, et je ne le ferai pas.

Pour ce qui est de l'opposition ici, c'est dommage, mais je vais essayer encore. Nous devons nous assurer que cette motion est adoptée malgré l'opposition du Bloc. En politique, quand une porte est fermée, je suis sûr qu'il s'en ouvre une autre ailleurs.

Nous savons tous que c'est une bonne motion et j'espère que le gouvernement va la prendre et la soumettre à la Chambre en priorité, pour que tous ceux d'entre nous qui croient au Canada et qui veulent réaffirmer leur citoyenneté canadienne aient la chance de le faire à la Chambre des communes et de donner l'exemple au reste de la population canadienne.

Une dernière fois, je demande aux représentants du Bloc de voter avec nous. S'ils veulent proposer un amendement qui porte sur la formulation du serment, sans mentionner l'autodétermination du Québec ou des autres provinces, je suis prêt à l'accepter. Je n'ai pas d'objection à ce que nous incorporions dans cette motion le texte du serment lui-même, pour réaffirmer simplement notre loyauté envers le Canada et la Reine. Si cette partie de l'amendement peut être incorporée de cette façon-là, je suis d'accord. Mais autrement, je ne peux pas donner mon accord, et la motion sera bien sûr rejetée.

J'espère qu'avant de voter, les membres du Bloc vont envisager la possibilité d'appuyer cette motion, parce qu'elle est extrêmement importante pour vous et pour le Canada.

The Chairman: Mr. Assadourian, can I pursue this with Mr. Duceppe? I understood you asked if he would include all provinces as an amendment.

Mr. Assadourian: No, the wording of the old section, which is there.

The Chairman: All those in favour of the main motion.

Motion agreed to

The Chairman: Mr. Assadourian and Mr. Bryden, I would like to thank you for your work on this and your report to the committee.

Members of the committee, we are not adjourned.

We have one more briefing session on enforcement. If I understand correctly, that's Tuesday. We will also have the Auditor General meeting with us on Thursday.

Members of the committee, we really have to get this resolved. I need some direction from you. We have agreed that the enforcement section is part of our briefing session, and we agreed unanimously that it be held in camera. If you no longer agree with that, perhaps at the next meeting you could introduce a motion to change that.

The meeting with the Auditor General-

Mr. Bryden: Can we make the motion now?

The Chairman: Can I just finish so you have all of it at once?

On Thursday the meeting with the Auditor General will not be in camera. That was agreed to. It's part of our estimates that will not be in camera.

1410

If anyone wishes now to make a motion that the enforcement briefing session be out of camera, do so now, so that we can alert the departments.

Mr. Assadourian, do you want to make a motion on-

Mr. Assadourian: In camera?

The Chairman: Keeping in mind that this is informal.

Mr. Assadourian: I believe in openness of Parliament and openness of the system. Let's make a rule not to be in camera, make the exception in camera. If you need to make an exception, we can pass the motion here to make it in camera.

The Chairman: Well, that's what we did. We made an exception that our briefing sessions be in camera so that we would get—

Mr. Assadourian: It's understood then, clearly, that after these briefing sessions are over, everything is open, except when we ask to be in camera.

The Chairman: Right.

[Traduction]

La présidente: Monsieur Assadourian, est-ce que je peux poursuivre la discussion avec M. Duceppe? Si je comprends bien, vous avez demandé s'il pouvait inclure toutes les provinces dans un éventuel amendement.

M. Assadourian: Non, je voulais parler de l'ancien texte, qui est ici.

La présidente: Tous ceux qui sont pour la motion principale.

La motion est adoptée

La présidente: Monsieur Assadourian et monsieur Bryden, je tiens à vous remercier pour votre travail dans ce dossier et pour votre rapport au comité.

Chers collègues, la séance n'est pas encore levée.

Nous avons encore une séance d'information sur l'application de la loi. Si j'ai bien compris, c'est mardi. Nous rencontrerons aussi le vérificateur général jeudi.

Chers collègues, nous devons vraiment régler cette question. J'ai besoin de vos directives. Nous avions convenu que la séance sur l'application de la loi faisait partie de notre série de séances d'information et nous avions décidé à l'unanimité qu'elle aurait lieu à huis clos. Si vous n'êtes plus d'accord, vous pourrez peut-être présenter une motion pour changer ça à notre prochaine réunion.

Ouant à la rencontre avec le vérificateur général. . .

M. Bryden: Pouvons-nous présenter une motion maintenant.?

La présidente: Je voudrais seulement finir pour que vous ayez tout en même temps.

Jeudi, la rencontre avec le vérificateur général ne se tiendra pas à huis clos. C'était entendu. Cette rencontre fait partie de nos séances d'examen des prévisions budgétaires et sera donc publique.

Si quelqu'un veut maintenant présenter une motion pour que la séance d'information sur l'application de la loi soit ouverte au public, faites—le maintenant pour que nous puissions en avertir les ministères.

Monsieur Assadourian, voulez-vous déposer une motion sur. . .

M. Assadourian: A huis clos?

La présidente: En tenant compte du fait qu'il s'agit d'une rencontre sans caractère officiel.

M. Assadourian: Je crois à la transparence du Parlement et à la transparence du système. Il faudrait que les séances à huis clos soient l'exception à la règle. Si vous avez besoin de faire une exception, nous pouvons adopter une motion pour tenir une séance à huis clos.

La présidente: Eh bien, c'est ce que nous avons fait. Nous avions décidé que, par exception, nos séances d'information se tiendraient à huis clos pour que nous puissions obtenir. . .

M. Assadourian: Il est donc entendu qu'après ces séances d'information, tout sera ouvert au public, sauf si nous demandons expressément de siéger à huis clos.

La présidente: C'est exact.

Mr. Assadourian: Is that fair?

The Chairman: Yes.

Excuse me, we have to be clear now. The last briefing session group is on Tuesday and that is to be enforcement. We determined that would be in camera, because we wanted to ask the good, hard questions. We felt the departments would be more open with us if it was in camera. That was our rationale. That's in camera.

If you want-

Mr. Jackson: Madam Chair, there already is an agreement—

Mr. Assadourian: That's what I'm saying.

Mr. Jackson: We're open except for these occasions.

The Chairman: We're all agreed then. In camera for enforcements and in public for estimates, including the Auditor General. Thank you. I just wanted clarification.

Mr. Assadourian: Except otherwise specified.

The Chairman: Perfect. Okay. Thank you for that clarification.

We're adjourned.

[Translation]

M. Assadourian: Est-ce que c'est acceptable?

La présidente: Oui.

Excusez-moi, mais je veux que les choses soient bien claires. La dernière séance d'information aura lieu mardi et portera sur l'application de la loi. Nous avons décidé qu'elle se tiendra à huis clos parce que nous voulons poser des questions parfois délicates. Nous pensons que les ministères seront peut-être plus ouverts avec nous si c'est à huis clos. C'était notre raison. C'est donc à huis clos.

Si vous voulez...

M. Jackson: Madame la présidente, il y a déjà une entente. . .

M. Assadourian: C'est ce que je disais.

M. Jackson: Nos séances sont publiques sauf dans les occasions de ce genre.

La présidente: Donc, nous sommes tous d'accord. Nous siégeons à huis clos pour la séance sur l'application de la loi et en public pour l'examen des prévisions budgétaires, y compris pour notre rencontre avec le vérificateur général. Merci. Je voulais simplement que ce soit clair.

M. Assadourian: Sauf avis contraire.

La présidente: Parfait. D'accord. Merci de cet éclaircissement.

La séance est levée.



Tuesday, March 15, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Jim May, Acting Chief, Immigrant and Visitor Operations and Working Group on Implementation of Legislation;

Sheila Gariepy, Manager, Promotion and Education, Citizenship Registration and Promotion Branch.

Thursday, March 17, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Peter Harder, Deputy Minister;

Mildred Morton, Director, Immigrant and Visitor Policy Division;

Chris Taylor, Director, Immigrant, Visitor and Refugee Programs;

Dereck Thomas, Acting Director, Social and Cultural Research and Information Division;

Doug Palmer, Research Officer, Social and Cultural Research and Information Division.

Tuesday, March 22, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Hallam Johnston, Director General, Enforcement;

Brian Grant, Director, Control and Enforcement Policy Division;

Richard Tate, Chief, Appeals Section;

Luke Morton, Counsel, Legal Services.

Le mardi 15 mars 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Jim May, chef intérimaire, Opérations concernant les immigrants et les visiteurs et Groupe de travail chargé de la mise en œuvre de la législation;

Sheila Gariepy, gestionnaire, Promotion et éducation, Enregistrement et promotion de la citoyenneté.

Le jeudi 17 mars 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Peter Harder, sous-ministre;

Mildred Morton, directrice, Division de la politique concernant les immigrants et les visiteurs;

Chris Taylor, directeur, Programmes pour les immigrants, les visiteurs et les réfugiés;

Dereck Thomas, directeur intérimaire, Division de la recherche et de l'information sociale et culturelle;

Doug Palmer, agent de recherche, Division de la recherche et de l'information sociale et culturelle.

Le mardi 22 mars 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Hallam Johnston, directeur général, Exécution de la Loi;

Brian Grant, directeur, Division de la politique de contrôle et d'appication de la Loi;

Richard Tate, chef, Section des appels;

Luke Morton, avocat, Contentieux.

Mildred J. Morton, Director, Immigrant and Visitor Policy; Chris Taylor, Director, Immigrant and Visitor Programs;

Daniel Therrien, Senior Counsel, Legal Services.

Thursday, February 24, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service;

Brian Davis, Director General, Case Management;

Robert Vineberg, Director, Case Analysis and Coordination;

Jean-François David, Director, Port of Entry Control;

Jeff Lebane, Director, International Service, Asia and Pacific;

Luke Morton, Counsel, Legal Services.

Tuesday, March 8, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Bob Blackburn, Assistant Deputy Minister, Policy;

Bill van Staalduinen, Director General, International Refugee & Migration Policy Branch;

Craig A. Goodes, Director, International Humanitarian and Resettlement Policy Division;

John R. Butt, Director, Refugee Protection Policy Division;

Jim May, Acting Chief, Immigrant and Visitor Operations and Working Group on Implementation of Legislation;

Mike Molloy, Director General, International Migration and Program Coordination;

Yaron Butovsky, Counsel, Legal Services;

Robert Vineberg, Director, Case Analysis and Coordination.

From the Immigration and Refugee Board:

Nurjehan Mawani, Chairperson;

Greg Fyffe, Executive Director;

Michael Schelew, Deputy Chairperson, Convention Refugee Determination Division;

Gerry Stobo, General Counsel;

Don Gerlitz, Director, Planning and Analysis.

Thursday, March 10, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister;

Raphael Girard, Assistant Deputy Minister, International Service;

Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination;

Chris Taylor, Director, Immigrant and Visitor Programs;

Richard Tate, Chief, Appeal Section;

Luke Morton, Counsel, Legal Services.

(Continued on previous page)

Mildred J. Morton, directrice, Politique des immigrants et visiteurs;

Chris Taylor, directeur, Programmes pour les immigrants et les visiteurs:

Daniel Therrien, avocat-conseil, Contentieux.

Le jeudi 24 février 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Service national;

Brian Davis, directeur général, Règlement des cas;

Robert Vineberg, directeur, Analyse de cas et coordination;

Jean-François David, directeur, Contrôle aux points d'entrée;

Jeff Lebane, directeur, Service international, Asie et Pacifique;

Luke Morton, avocat, Contentieux.

Le mardi 8 mars 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Bob Blackburn, sous-ministre adjoint, Secteur de la politique;

Bill van Staalduinen, directeur général, Politique concernant les réfugiés et les migrations internationales;

Craig A. Goodes, directeur, Division de la politique humanitaire internationale et de réétablissement;

John R. Butt, directeur, Division de la politique de protection des réfugiés;

Jim May, chef intérimaire, Opérations concernant les immigrants et les visiteurs et Groupe de travail chargé de la mise en oeuvre de la législation;

Mike Molloy, directeur général, Migration internationale et coordination du programme;

Yaron Butovsky, avocat, Contentieux;

Robert Vineberg, directeur, Analyse de cas et coordination.

De la Commission de l'immigration et du statut du réfugié:

Nuriehan Mawani, présidente;

Greg Fyffe, directeur exécutif;

Michael Schelew, vice-président, Section du statut de réfugié;

Gerry Stobo, avocat principal;

Don Gerlitz, directeur, Planification et analyse.

Le jeudi 10 mars 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Service national;

Raphael Girard, sous-ministre adjoint, Service international;

Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination de programmes;

Chris Taylor, directeur, Programmes pour les immigrants et les visiteurs:

Richard Tate, chef, Section des appels;

Luke Morton, avocat, Contentieux.

(Suite à la page précédente)

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non—livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

Thursday, February 17, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service;

Richard Nolan, Registrar, Citizenship;

Normand Sabourin, Chief, Program Management;

Don Slack, Director, Operational Management;

Naheed Israeli, Senior Policy Advisor, Settlement Policy and Program Development.

Tuesday, February 22, 1994:

From the Department of Citizenship and Immigration:

Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination:

Bob Blackburn, Assistant Deputy Minister, Policy;

Meyer Burstein, Director General, Strategic Research, Analysis and Information;

Jean-François David, Director, Port of Entry Control:

Raphael Girard, Assistant Deputy Minister, International Service;

Ian Glen, Associate Deputy Minister;

Ann Midgley, Director General, Settlement;

(Continued on previous page)

TÉMOINS

Le jeudi 17 février 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Service national;

Richard Nolan, greffier, Citoyenneté;

Normand Sabourin, chef, Gestion du programme;

Don Slack, directeur, Gestion opérationnelle;

Naheed Israeli, agente principale de la politique, Politique de l'établissement et de développement des programmes.

Le mardi 22 février 1994:

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination de programmes;

Bob Blackburn, sous-ministre adjoint, Politiques;

Meyer Burstein, directeur général, Recherche stratégique, analyse et information;

Jean-François David, directeur, Contrôle aux points d'entrée;

Raphael Girard, sous-ministre adjoint, Service international;

Ian Glen, sous-ministre associé;

Ann Midgley, directrice générale, Établissement;

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 CAI XC57 - m 72

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Thursday, March 24, 1994

Chairperson: Judy Bethel



CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 2

Le jeudi 24 mars 1994

Présidente: Judy Bethel

Committee on

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), study of the 1992 annual report concerning the Department of Citizenship and **Immigration**

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, étude du rapport annuel de 1992 concernant le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Louise Paradis

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Louise Paradis

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 24 MARS 1994 (10)

[Texte]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à 11 h 38, dans la pièce 208 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du Bureau du Vérificateur général du Canada: Robert Lalonde, Vérificateur général adjoint, Direction générale des opérations de vérification; Richard Flageole, Directeur principal, Direction générale des opérations de vérification.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(2) du Règlement, le Comité entreprend l'étude du rapport de 1992 du the Committee commenced consideration of the Auditor Vérificateur général du Canada en ce qui a trait aux opérations de la citoyenneté et de l'Immigration.

(Traduction)

Sur motion de Gar Knutson, il est convenu, - Que les deux premiers articles à l'ordre du jour soient reportés à la fin de la réunion.

(Texte)

Robert Lalonde fait une déclaration et répond aux questions.

Richard Flageole fait une déclaration, et avec l'autre témoin, répond aux questions.

La présidente présente le Deuxième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure libellé en ces termes:

Le Sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration a l'honneur de présenter son DEUXIÈME RAPPORT. Votre Sous-comité s'est réuni le mardi 21 mars 1994 et a identifié des questions que le Comité pourrait vouloir étudier. Les questions prioritaires proposées sont:

- 1. Révision de la Loi sur la citoyenneté.
- 2. Révision des questions d'immigration, et en particulier:
 - -les questions concernant la lenteur du processus de traitement et de renvoi des gens;
 - -1'accueil et l'établissement des immigrants;
 - —les questions multiculturelles (information).
- 3. Le Sous-comité désire aussi que le Comité soit au courant des questions sur l'immigration qui seront identifiées dans le prochain rapport du Forum des politiques publiques.

Il s'élève un débat;

(Traduction)

Sur motion de Gar Knutson, il est convenu, — Que le Deuxième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit renvoyé de nouveau au Sous-comité du programme et de la referred back to the Sub-Committee. procédure.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 24, 1994

[Translation]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:38 o'clock a.m. this day, in Room 208 West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

2:3

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Christiane Gagnon, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Office of the Auditor General of Canada: Robert Lalonde, Assistant Auditor General, Audit Operations Branch; Richard Flageole, Principal, Audit Operations Branch.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2) General's Annual Report for 1992 on operations relating to citizenship and immigration.

On motion of Gar Knutson, it was agreed, — That the two first items on today's agenda be postponed until the end of today's meeting.

(Translation)

Robert Lalonde made an opening statement and answered questions.

Richard Flageole made a statement, and with the other witness, answered questions.

The Chair presented the Second Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, which reads as follows:

The Sub-Committee on Agenda and Procedure of the Standing Committee on Citizenship and Immigration has the honour to present its SECOND REPORT. Your Sub-Committee met on Tuesday, March 21, 1994, and has identified issues the Committee may wish to address. The proposed issues to be given priority are:

- 1. Review of the Citizenship Act.
- 2. Review of immigration issues, in particular:
 - —issues related to delays in processing and removing people;
 - -reception and settlement of immigrants;
 - —multicultural issues (briefing).
- 3. The Sub-Committee also wishes the Committee to be aware of the issues in immigration that will be identified in the forthcoming report of the Public Policy Forum.

Debate arising thereon;

On motion of Gar Knutson, it was agreed, - That the Second Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be (Texte)

La présidente présente une ébauche du budget du Comité pour la période du 1er avril 1994 au 31 mars 1995.

(Traduction)

Il est convenu, - Que l'ébauche du budget du Comité soit adopté.

À 13 h 33, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

La greffière du Comité

Marie Louise Paradis

(Translation)

The Chair presented a draft committee budget for the period of April 1st, 1994 to March 31, 1995.

(Text)

It was agreed,—That the draft committee budget be referred renvoyé de nouveau au Sous-comité du programme et de la back to the Sub-Committee on Agenda and Procedure and that the procédure et que la présidente présente l'ébauche du budget au Chair present the draft budget to the Liaison Committee as a Comité de liaison comme étant le budget proposé mais non encore tentative budget that has not received approval from our Committee.

> At 1:33 o'clock p.m., the Committee ajourned to the call of the Chair.

> > Marie Louise Paradis

Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, March 24, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 24 mars 1994

• 1134

The Chairman: Committee, we have a very ambitious agenda today, but it is a good day because we have the Auditor General's office with us and they're prepared to answer questions relating to the transition document we have all been provided with, and I do hope you have that here with you.

I'd like to suggest one thing, members of the committee, if it's acceptable to you. We have our committee work plan and our committee's budget on this agenda as well. We're under some time constraints getting that to the committee of committees, the liaison committee, so I'm hoping that we can deal with those in the last 15 minutes.

If there is no objection, I would appreciate it if somebody would move that, and we'll table it to the end of the meeting. We'll try to provide 15 minutes for them, and that way we can best use our time. Is that agreed?

Mr. Nunez (Bourassa): That is not enough.

The Chairman: Do you think we will need more time?

Mr. Nunez: Surely.

The Chairman: Can everyone spare another 15 minutes?

Mr. Nunez: Or at the next meeting, probably.

The Chairman: Our difficulty, Mr. Nunez, is that we'll be away for two weeks. We won't meet again for three weeks, so we really do need to deal with that today. If that's not enough time perhaps we can provide more time at the end of the meeting. I hope nobody has meetings right away. I have duty at 2 p.m. So we hope that will work and that all your questions will be answered in that timeframe.

La présidente: Chers collègues, nous avons un programme très ambitieux aujourd'hui, mais c'est quand même une bonne journée, car nous accueillons des représentants du Bureau du vérificateur général, qui sont prêts à répondre aux questions sur le document de transition que nous avons tous reçu. Effectivement, j'espère que vous l'avez ici sous les yeux.

J'aimerais proposer quelque chose, mesdames et messieurs, si cela vous convient. Notre plan de travail et notre budget figurent aussi à l'ordre du jour. Nous n'avons pas beaucoup de temps pour soumettre le budget au comité de liaison, qui est en quelque sorte le comité des comités; j'espère donc pouvoir traiter de ces deux choses durant les 15 dernières minutes.

À moins que vous n'ayez des objections, je voudrais que quelqu'un propose une motion pour reporter ces questions à la fin de la réunion. Nous allons essayer de réserver 15 minutes à la fin pour ces questions, et ainsi nous pourrons utiliser le maximum de temps qui est à notre disposition. C'est convenu?

M. Nunez (Bourassa): Quinze minutes, ce n'est pas assez.

La présidente: Croyez-vous qu'il nous faudra plus de temps?

M. Nunez: Certainement.

La présidente: Est-ce que tout le monde peut prévoir 15 minutes de plus?

M. Nunez: Ou bien on pourrait probablement en parler à la prochaine réunion.

La présidente: Le problème, monsieur Nunez, c'est que nous ne serons pas ici pendant deux semaines. Nous n'allons pas nous réunir avant trois semaines; alors, il nous faut vraiment traiter de ces questions aujourd'hui. Si 15 minutes n'est pas assez, nous pourrions prévoir plus de temps à la fin de la réunion. J'espère que personne n'a d'autre réunion tout de suite après. Moi, je suis de garde à la Chambre à 14 heures. J'espère que tout ira bien comme ça, et que les témoins pourront répondre à toutes vos questions entre—temps.

• 1135

Members of the committee, I'd like to introduce our witnesses. We have with us today Mr. Robert Lalonde, the Assistant Auditor General of the Audit Operations Branch, and Mr. Richard Flageole, Principal of the Audit Operations Branch.

Today we are looking forward to a brief presentation on the role of the Auditor General's office and how they can help us in our work as a committee, especially ensuring that the immigration and citizenship programs are effective and efficient. We also look forward to some definitions and some help in program evaluation and performance measures, and also any outstanding issues that you see from your report of 1990.

Chers collègues, je voudrais vous présenter nos témoins. Aujourd'hui nous accueillons M. Robert Lalonde, vérificateur général adjoint, Direction générale des opérations de vérification, ainsi que M. Richard Flageole, directeur principal, Direction générale des opérations de vérification.

Aujourd'hui nous allons attendre un bref exposé sur le rôle du Bureau du vérificateur général. Ses représentants vont nous expliquer comment ils peuvent nous aider dans notre travail en tant que comité, surtout quand nous devons nous assurer que les programmes d'immigration et de citoyenneté sont efficaces. Nous nous attendons également à quelques définitions et à une certaine aide au chapitre de l'évaluation des programmes et des mesures de performance, ainsi que pour toute autre question soulevée dans votre rapport de 1990, mais non encore résolue.

Members of the committee and our auditors who are here, I ask for your cooperation today. We would really like it if questions could be short, succinct, and related to the material presented or provided to you. And to the Auditor General, we do hope that your answers are clear and to the point. We'd like to get a lot done. We have a lot of ground to cover.

Members of the committee, we'll follow our usual procedure unless there are objections. We'll try to limit our first rounds of questions to five minutes. Of course, we hope to have second and third rounds, as many as we can get in, so that all your questions are answered by our meeting's end. So with that, the presentation.

Mr. Robert Lalonde (Assistant Auditor General, Audit Operations Branch, Office of the Auditor General of Canada): Thank you, Madam Chair, for the interest your committee has shown in the transition paper sent to your committee.

As you know, our office serves Parliament through its various committees. As described in our mission statement, we conduct independent audits and examinations that provide objective information, advice, and assurance to Parliament. Pursuant to the standing orders of the House, our annual report is referred to the Standing Committee on Public Accounts, but we are very pleased to respond to requests for information from other parliamentary committees, as is the case today.

La citoyenneté et l'immigration sont deux programmes de nature délicate et d'une grande importance pour le Canada.

Je suis accompagné de M. Richard Flageole, le directeur principal responsable de la vérification du programme d'immigration. Je répondrai aux questions portant sur la citoyenneté et les questions de nature générale, et M. Flageole répondra aux questions sur l'immigration.

Nos vérifications de l'optimisation des ressources de ces deux programmes sont présentées dans notre rapport de 1990. Ces deux vérifications avaient pour objectif de déterminer si les opérations et les activités des deux programmes étaient gérées de façon économique, efficiente et conformément à la législation, aux politiques et aux directives qui s'appliquent.

Notre objectif, aujourd'hui, est de vous donner un aperçu des principales questions traitées au chapitre 28 sur la citoyenneté et aux chapitres 12 à 15 de notre rapport de 1990.

Nous aborderons des sujets qui sont d'intérêt continu pour votre Comité.

As Parliament's auditors, there are three points I would like to raise about our discussion today. First, we focus our audits on results, thus on the implementation and operation of policies and programs. We do not express opinions on political issues associated with them. This is the responsibility of government and Parliament.

[Translation]

Aujourd'hui je voudrais demander la collaboration des membres du comité et de nos vérificateurs. Nous voudrions que les questions soient brèves et qu'elles portent sur les informations qui vous ont été présentées. Nous espérons également que les représentants du vérificateur général fourniront des questions claires et succinctes. Nous voudrions accomplir beaucoup. Nous avons beaucoup de pain sur la planche.

Nous allons suivre notre procédure habituelle, à moins que vous n'ayez des objections. Nous allons essayer de limiter la première ronde de questions à cinq minutes pour chaque député. Bien sûr, nous espérons pouvoir avoir une deuxième et une troisième rondes, autant que possible, pour que les témoins puissent répondre à toutes vos questions d'ici à la fin de la réunion. Sur ce, messieurs, je vous donne la parole.

M. Robert Lalonde (vérificateur général adjoint, Direction générale des opérations de vérification, Bureau du vérificateur général du Canada): Je vous remercie, madame la présidente, de l'intérêt que votre comité a porté au document de transition envoyé à votre comité.

Comme vous le savez, notre bureau est au service du Parlement, notamment ses comités. Comme le dit notre énoncé de mission, nous effectuons, en toute indépendance, des missions de vérification et des examens qui fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement. Conformément au Règlement de la Chambre, notre rapport annuel est transmis au Comité permanent des comptes publics. Toutefois nous sommes très heureux de répondre aux demandes d'information des autres comités parlementaires, comme c'est le cas aujourd'hui.

Citizenship and immigration are two programs that are sensitive and very important for Canada.

I am accompanied by Mr. Richard Flageole, the Audit Principal responsible for the audit of immigration. I will be responding to matters relating to citizenship as well as to general concerns, while Mr. Flageole will be dealing with immigration.

Our value—for—money audits of the citizenship and immigration programs date back to our 1990 report. The objectives in both of these audits were to determine whether the operations and activities of the two programs had been managed economically, efficiently and in accordance with applicable legislation, policy and directives.

Our objective today is to provide you with an overview of main issues reported in 1990; in chapter 28, which deals with citizenship, and in chapters 12 to 15.

We will cover matters which we believe are of continuing interest to your committee.

En tant que vérificateur au service du Parlement, je voudrais préciser trois points au sujet de la discussion d'aujourd'hui. Premièrement, nos vérifications sont axées sur les résultats, donc sur la mise en oeuvre et l'application des politiques et des programmes. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des questions politiques qui y sont reliées. Cela incombe au gouvernement et au Parlement.

Our audits are carried out against the application of existing policies. Although from time to time our reports may raise operational issues that impact on policy and related political debate, they should not be construed as questioning policy per se. This is the prerogative of Parliament and we respect it.

Second, we do not wish to raise additional material not contained in our public reports. We would be pleased to elaborate on the matters we have raised, but we cannot provide, for example, additional cases or evidence to support a point or discuss subjects that are not contained in our reports.

• 1140

Third, these chapters refer to audits performed in 1989–90 and a follow-up in 1992. Since then we have not examined in depth any of the observations raised or corrective measures being undertaken. However, we have been informed by departmental officials that they are continuously working to improve the efficiency and effectiveness of the operations. Where the committee may be interested in pursuing any matters raised or in obtaining up—to—date information, we suggest that the information be obtained from the departments.

As to the citizenship audits, the main issue resided in the fact that there were no prescribed performance standards of turnaround times for citizenship registration services. This resulted in a lack of efficient and effective operations. A 1990 departmental task force on citizenship registration established standards for turnaround time based on 1986 achievement. These standards were not established in the light of user expectations or quality of service to the client, nor in the light of the computerization of the citizenship registration process.

Due to the lack of adequate standards for productivity and turnaround times, person—years were not allocated on the basis of the forecasted volume of applications among the various offices, thus creating problems with level of service. For example, the average turnaround time increased from 30 to 40 weeks for the processing of citizenship applications.

Notre vérification a également révélé que, bien que 91 p. 100 des demandes de preuve de citoyenneté présentées en 1986 aient été traitées en moins de 9 semaines, en 1989, on n'en a traité que 30 p. 100 pendant une période de même durée.

Au cours de notre suivi de 1992, nous nous sommes aperçus que le ministère avait lancé un projet d'informatisation du système d'enregistrement de la citoyenneté. Ce système ne deviendra opérationnel qu'en 1994–1995. De plus, on a entrepris, au centre d'enregistrement de Sydney, des projets–pilotes qui devraient améliorer la productivité de 5 p. 100.

Notre vérification a soulevé une deuxième question d'importance et d'intérêt pour le gouvernement. L'information portant sur le rendement en matière d'enregistrement de la citoyenneté est inadéquate. Dans l'information donnée dans la Partie III du Budget, les dépenses étaient fragmentées et incomplètes et les coûts n'étaient pas indiqués par programme. De plus, on n'avait aucune donnée sur la promptitude, la productivité et la qualité des services d'enregistrement de la citoyenneté.

[Traduction]

Nos vérifications sont effectuées en regard de la mise en oeuvre des politiques existantes. Bien que de temps à autre nos rapports puissent soulever des questions ayant une influence sur la politique et sur le débat politique qui s'y rattache, on ne devrait pas considérer ceci comme une remise en question de la politique elle—même. Cette responsabilité est la prérogative du Parlement, et nous la respectons.

Deuxièmement, nous souhaitons nous limiter aux questions signalées dans les rapports que nous avons rendus publics. Nous nous ferons un plaisir d'approfondir les questions que nous avons soulevées, mais nous ne pouvons fournir, par exemple, de cas ou de preuves supplémentaires pour étayer un point ou discuter de sujets dont il n'est pas question dans nos rapports.

Troisièmement, les chapitres en question portent sur des vérifications effectuées en 1989–1990 et sur un suivi effectué en 1992. Depuis lors, nous n'avons pas examiné en profondeur les observations présentées et les mesures correctrices prises. Cependant, les cadres du ministère nous informent qu'ils travaillent de façon continue à améliorer l'efficience et l'efficacité des opérations. Si vous souhaitez approfondir certaines des questions soulevées ou obtenir une information à jour, nous vous suggérons de communiquer directement avec le ministère.

Pour ce qui est de la vérification de la citoyenneté, la principale question avait trait au fait qu'il n'existait pas de normes de rendement en matière de rapidité du service pour l'enregistrement de la citoyenneté. Cela a entraîné un manque d'efficience et d'efficacité dans les opérations. En 1990, un groupe de travail ministériel sur l'enregistrement a établi des normes pour la rapidité du service, d'après les réalisations de 1986. Ces normes n'ont pas été établies d'après les attentes des usagers ou la qualité du service au client, ni même en tenant compte d'une informatisation du processus d'enregistrement de la citoyenneté.

En raison du manque de normes adéquates de productivité et de rapidité du service, les années-personnes n'ont pas été attribuées en fonction du volume prévu de demandes à traiter par les divers bureaux, ce qui a entraîné un problème au niveau du service. Comme exemple: le temps moyen de traitement est passé de 30 à 40 semaines pour ce qui a trait aux demandes d'attribution de la citoyenneté.

Our audit has also revealed that although 91% of applications for proof of citizenship in 1986 were processed in less than nine weeks, in 1989 only 30% were processed in that length of time.

During our follow-up audit of 1992, we noted that the department had launched a project to computerize the citizenship registration system. The system will not become operational until 1994–95. In addition pilot projects had been undertaken at the Sydney Registration Centre to improve productivity by 5%.

Our audit raised a second issue of concern and of importance to Parliament: information on citizenship registration performance was inadequate. The information provided in Part IIIs of the Estimates was fragmented and incomplete, and costs were not identified by programs. In addition, no results were given on promptness, productivity and quality of citizenship registration services.

Although the 1993–94 part III of the estimates distinguishes costs by different programs, it does not provide information on promptness, productivity and quality of service. In our view these are basic to adequate accountability.

In conclusion, Madam Chair, we note that the department has made progress. However, important sectors such as performance measurement, productivity improvement, registration system, monitoring, and reporting on the citizenship program need further improvement. These are crucial to the efficient and effective overall management of the program. I'm sure you will continue to pursue these matters with interest.

My colleague, Richard Flageole, will now address the immigration program. Thank you.

The Chairman: Members of the committee, do you want to do a round of questions on the citizenship presentation? If it's all right with you, that might be an easier way to keep the issues separate.

M. Nunez: Vous dites que le système d'enregistrement de la citoyenneté n'était pas efficace. Pouvez-vous nous expliquer cela? Avez-vous fait des recommandations à cet effet?

M. Lalonde: Madame la présidente, la question est très pertinente et implique des détails. Si nous avons parlé de l'inefficacité du système, c'est que nous avons vu que la façon de traiter les demandes était très répétitive. On ne procédait pas de façon logique, et il y avait une duplication des tâches dans l'application du processus. Également, le processus n'était pas aussi informatisé qu'il aurait dû l'être.

• 1145

On a remarqué qu'il y avait encore beaucoup de travail qui se faisait manuellement, alors que les systèmes informatiques d'aujourd'hui permettraient d'améliorer la productivité et d'accélérer le traitement des demandes.

On s'est rendu compte de problèmes au niveau de la duplication, de la répétition des tâches et de la façon dont on abordait le travail.

M. Nunez: Savez-vous si on a apporté des améliorations depuis ce temps?

M. Lalonde: Non. Comme je l'ai dit, le ministère s'était fixé comme objectif une amélioration de 5 p. 100 de la productivité. Nous ne savons pas s'il a atteint cet objectif car nous n'avons pas fait de travail après notre suivi de 1992.

M. Nunez: Pourquoi votre rapport porte—t—il seulement sur la période allant jusqu'au 31 mars 1990?

M. Lalonde: Madame la présidente, le Bureau du vérificateur général établit une planification au sujet des vérifications qui doivent avoir lieu. La vérification de la citoyenneté de de l'immigration avait été planifiée pour les années 1989–1990.

Étant donné l'ampleur et la complexité des problèmes, vous reconnaîtrez qu'il est à peu près impossible pour nous de faire des vérifications continues de tous les programmes dans ces ministères. Nous prévoyons de faire une vérification à peu près tous les cinq ans pour chacun des programmes importants. La dernière vérification a eu lieu en 1990 et la prochaine est prévue pour 1995–1996.

[Translation]

Bien que la Partie III du Budget des dépenses de 1993–1994 indique les coûts selon les différents programmes, elle ne donne pas d'information sur la promptitude, la productivité et la qualité des services. À notre avis, ces éléments sont essentiels à la reddition des comptes.

Pour conclure, madame la présidente, je reconnais que le ministère a fait des progrès. Cependant, il y aurait encore lieu d'améliorer des secteurs importants comme la mesure du rendement, la productivité, le système d'enregistrement, la surveillance et la communication de l'information au Parlement sur le programme de citoyenneté. Ces secteurs sont d'une importance cruciale pour une gestion efficiente et efficace du programme dans son ensemble. Je suis persuadé que vous allez continuer à vous pencher sur ces questions avec beaucoup d'intérêt.

Mon collègue, Richard Flageole, va vous parler du programme d'immigration. Merci.

La présidente: Chers collègues, voulez-vous passer maintenant à une ronde de questions sur la citoyenneté? Ainsi, il sera plus facile de distinguer entre les deux questions, si cela vous convient.

Mr. Nunez: You say that the citizenship registration system was not efficient. Could you explain this statement to us? Do you have any recommendations concerning the system?

Mr. Lalonde: Madam Chair, the question is very relevant and involves details. We mentioned the inefficiency of the system because we saw that the applications were being processed in a very repetitive way. The processing was not being done logically, and some tasks within the application process were being duplicated. As well, the process was not computerized as much as it could have been.

We noted that a lot of the work is still done manually even though today's computer systems would allow better productivity and faster processing of applications.

We have also found problems with overlap, task duplication, as well as in the method of work.

Mr. Nunez: Do you know if any improvements have been made since?

Mr. Lalonde: No. As I said, the department had set a target of a 5% enhancement in productivity. We don't know whether that objective was reached because we have not looked at it again after the follow—up in 1992.

Mr. Nunez: Why does your report cover only the period ending March 31st 1990?

Mr. Lalonde: Madam Chair, the Auditor General's Office draws up a schedule of the audits it will do. The audit for immigration and citizenship had been planned for 1989–90.

Given the diversity and the complexity of the issues involved, you will understand that it would be impossible for us to have ongoing audits of all programs in those departments. The plan is to audit every major program about every five years. The last audit was done in 1990 and the next one is scheduled for 1995–96.

M. Nunez: C'est seulement mon opinion, mais je trouve que cinq ans, c'est trop long.

The Chairman: Mrs. Gagnon and then Mr. Assadourian.

Mme Gagnon (Québec): Je ne sais pas si vous allez pouvoir répondre à ma question, mais à Québec, il n'y a pas de juge depuis le mois d'octobre. Je reçois beaucoup de demandes à mon bureau. On a essayé d'obtenir une réponse de certains fonctionnaires qui s'occupent de ces cas—là, et...

The Chairman: Mrs. Gagnon, that question can be addressed by the department. These are the auditors.

Mme Gagnon: Oui, mais on a parlé du projet–pilote à Windsor. Est–ce un projet d'informatisation?

Mr. Lalonde: Madam Chair, I can answer the question specifically.

Le projet-pilote auquel j'ai fait allusion est celui de Sydney, en Nouvelle-Écosse, et non pas celui de Windsor, qui est dans un autre domaine. Le ministère pourrait répondre à cette question.

The Chairman: That's immigration?

Mr. Lalonde: Citizenship.

The Chairman: Citizenship. That question should be saved for the department. Perhaps our researcher could be sure that it's followed up.

Any other material?

Mme Gagnon: Non, merci.

The Chairman: Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian (Don Valley North): On page 4, second paragraph—you may have answered this question—it says that in 1986, 91% of applications were processed in nine weeks. In 1989, three years after—I would assume that people would advance more—there were only 30% of them processed in a nine—week period. That's my first question.

Second, I notice that in the last ten years this immigration department or citizenship department has shifted from one minister to another minister. It used to be Minister of Employment and Immigration, and then it was Minister of Public Works, and now the Minister of... How do you juggle this thing when you do the audit?

Mr. Lalonde: Madame Chair, in answer to the first question, with respect to the decrease in the percentage of proof of citizenship from 1986 to 1989, I think here again there are two causes. The first cause of this decrease is that there were more applications for proof of citizenship, and the second cause is that the department had not upgraded their system of response, of dealing with the demand on applications. Consequently, there were still some problems happening within the day—to—day operation, and this where we refer to the inefficiency of the operation of the department.

1150

I agree with you that there should have been a progression to the contrary, but things have happened. . . Rather than processing more adequately and quicker, there was less promptitude in handling the application.

[Traduction]

Mr. Nunez: It's only my opinion, but I feel that five years is too long.

La présidente: Mme Gagnon, puis M. Assadourian.

Mrs. Gagnon (Québec): I don't know if you can answer my question, but in Quebec City, since October, there are no judges. My office gets a lot of inquiries. We have tried to obtain an answer from the bureaucrats who are looking after those matters, and—

La présidente: Madame Gagnon, c'est une question qu'il faudrait adresser au ministère. Nous parlons aujourd'hui aux vérificateurs.

Mrs. Gagnon: Yes. But someone mentioned a pilot project in Windsor. Is it a computerization project?

M. Lalonde: Madame la présidente, je peux répondre à la question.

The pilot project I referred to is the one in Sydney, Nova Scotia, not in Windsor. This last one is in another area. The department could answer that question.

La présidente: Le ministère de l'Immigration?

M. Lalonde: De la Citoyenneté.

La présidente: De la Citoyenneté. Il faudrait poser cette question aux porte-parole du ministère. L'attaché de recherche pourrait peut-être s'en occuper.

Y a-t-il autre chose?

Mrs. Gagnon: No, thank you.

La présidente: Monsieur Assadourian.

M. Assadourian (Don Valley–Nord): À la page 4, au deuxième paragraphe—vous avez peut–être déjà répondu à cette question—on peut lire qu'en 1986, 91 p. 100 des demandes étaient traitées dans un délai de neuf semaines. En 1989, trois ans plus tard—je me serais attendu à davantage de progrès—30 p. 100 seulement sont traitées dans ce même délai. Voilà pour ma première question.

Deuxièmement, je constate qu'au cours des 10 dernières années, le ministère de l'Immigration, ou de la Citoyenneté, a changé sans cesse de portefeuille. C'était autrefois le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, puis le ministère des Travaux publics, et c'est maintenant le ministère de. . . Comment vous en sortez-vous dans vos vérifications?

M. Lalonde: Madame la présidente, pour répondre à la première question, concernant le ralentissement du traitement des preuves de citoyenneté entre 1986 et 1989, je mentionnerais deux raisons. La première, c'est que le nombre des demandes a augmenté; la deuxième, c'est que le ministère n'a pas amélioré son système de réponse, de traitement des demandes. Par conséquent, il y avait encore des difficultés dans les opérations quotidiennes, et c'est pour cela que nous avons parlé de l'inefficacité des opérations au ministère.

Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il aurait dû y avoir une progression dans le sens contraire, mais il s'est produit des choses... Au lieu de fonctionner plus efficacement et rapidement, le traitement de la demande a tardé.

Mr. Assadourian: Is that to do with the morale of the workers or the...?

Mr. Lalonde: Our examination, Madam Chair, did not go into that detail, morale of the workers. I believe this could have been a possibility, but our review did not totally evaluate that aspect. I think I'd like to refer to the reason: the additional number of applications being processed and the fact that they had not upgraded the ways and means, the mechanism in place to deal with these applications.

Mr. Assadourian: The second question.

Mr. Lalonde: Could you refresh my memory, please.

Mr. Assadourian: The citizenship department goes from one minister to the other minister. How do you. . .?

Mr. Lalonde: Madam Chair, in dealing with these shifts happening in government departments, there's a sort of *modus operandi* in the office. We try to maintain a continuity of the persons who are responsible for the audit.

Previously I was responsible for the Secretary of State, to which the citizenship department responded. When they became Citizenship and Immigration, I sort of moved with responsibility in that sense. So there's a certain continuity. There's a knowledge of the client that remains with the audit team.

The Chairman: Mr. Bryden.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): With respect to the estimates, is it a general problem throughout government departments that the estimates are inadequate in reflecting quality of service and that kind of thing?

Mr. Lalonde: Madam Chair, I would say the point raised by the member about the problem on estimates in part III, more specifically, is a general malaise within the government operation. The office has been pushing forward more into identifying performance measurement, performance indicators, reporting on the results they have achieved. I believe this falls within the office's main objective of more accountability, more transparency in that context. Many of the recommendations you will find in our report deal with this problem.

The Chairman: Mr. Jackson.

Mr. Jackson (Bruce—Grey): Mr. Lalonde, I notice that the Auditor General's department takes in excess of \$60 million; and notwithstanding the fact that you guys are not experts and you don't tell us about a department, I have two questions for you.

First, does any department deal with your criticisms or your observations on a regular basis? Second, do you rank the priorities of the most serious ones or is that not your job?

Mr. Lalonde: Madam Chair, the answer to the first question—whether the department activates or takes positive action or regular action in respect of the observations raised by the Auditor General—this is the process that the Auditor General has followed, and it's part of our policies.

[Translation]

M. Assadourian: Cela a-t-il quelque chose à voir avec le moral des travailleurs ou. . .?

M. Lalonde: Madame la présidente, notre examen ne portait pas sur cet aspect, le moral des travailleurs. Je pense que c'est une explication possible, mais notre examen n'a pas permis de vraiment évaluer cet aspect. J'aimerais rappeler la raison: le nombre accru de demandes traitées et le fait qu'on n'a pas amélioré les moyens, les mécanismes en place pour traiter ces demandes.

M. Assadourian: La deuxième question.

M. Lalonde: Pouvez-vous me la rappeler, s'il vous plaît?

M. Assadourian: Le service de la citoyenneté passe d'un ministère à un autre. Comment pouvez-vous...?

M. Lalonde: Madame la présidente, pour faire face à ces changements qui se produisent dans les ministères, le bureau trouve un genre de *modus operandi*. Nous essayons d'assurer une certaine continuité dans le choix des personnes qui assument la responsabilité de la vérification.

Auparavant, j'étais responsable du Secrétariat d'État, dont relevait le service de la citoyenneté. Quand on a créé Citoyenneté et Immigration, j'ai en quelque sorte été réaffecté tout en conservant cette responsabilité. Il y a donc une certaine continuité. La connaissance du client demeure au sein de l'équipe de vérification.

La présidente: Monsieur Bryden.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): En ce qui a trait au Budget des dépenses, à l'échelle des ministères considère-t-on comme un problème généralisé le fait que le Budget ne reflète pas adéquatement la qualité des services et ce genre de choses?

M. Lalonde: Madame la présidente, je dirais que le point soulevé par le député au sujet, plus précisément, de la Partie III du Budget révèle un malaise général dans l'administration gouvernementale. Le bureau s'est efforcé de plus en plus d'établir des mesures de rendement, des indices de rendement, de faire état des résultats obtenus. Je pense que cette optique est conforme au grand objectif du bureau, qui vise une responsabilité accrue, une transparence accrue, dans ce contexte. Un bon nombre des recommandations que contient notre rapport ont trait à ce problème.

La présidente: Monsieur Jackson.

M. Jackson (Bruce—Grey): Monsieur Lalonde, je constate que le Bureau du vérificateur général reçoit plus de 60 millions de dollars; et bien que vous ne soyez pas des experts et ne soyez pas là pour discuter d'un ministère en particulier, j'aimerais vous poser deux questions.

D'abord, est-ce que les ministères se penchent régulièrement sur vos critiques et vos observations? Deuxièmement, classez-vous les priorités des cas les plus sérieux, ou est-ce que cette fonction ne vous incombe pas?

M. Lalonde: Madame la présidente, pour répondre à la première question—à savoir si le ministère prend de façon positive ou régulière des mesures au sujet des observations faites par le vérificateur général—c'est le procédé auquel s'en tient le vérificateur général, et cela fait partie de notre politique.

Two years after a comprehensive audit of a department there is a follow-up on the recommendation. In other words, what action has the department taken? I think this has served in the past as a mechanism to activate positive reaction, positive action on the part of the department. I think in this case, as we see in our follow-up, the department had acted on some, because we recognize the progress that has been made on some of the observations, on some of the recommendations that had been made.

However, one must realize that when you're talking about a system of registration for citizenship, you cannot change the complete philosophy overnight, the objective in that area. So there's a certain time-lag, but there is a follow-up.

We are in front of your committee again today to emphasize that point, that there's a monitoring responsibility. The office continues to follow up on these outstanding matters, which we consider important.

• 1155

As to the ranking of priorities, your second question, the office does follow a ranking of priorities in regard to problems or issues identified.

If I might just give you a brief overview of our approach, there are three phases to a comprehensive audit: the preliminary phase, the examination phase, and the reporting phase.

At the preliminary phase there is a complete understanding of what is happening within the department, and there's an identification of the issues. The issues are based on certain criteria the office has established, such as the implication of the dollars in regard to the systems or the activity in question and the importance of that activity to the department in achieving its objective—the results aspect I mentioned. We also take into consideration the comments and sensitivity of the government regarding matters of importance in that area.

I believe that citizenship is a concern of your committee and Parliament because I think we are all working towards improving service to the client. In that sense, we looked at the priorities and found that in improving the service to the client we needed better performance measurement and greater productivity, and we have addressed these issues in our audit.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): Some of my concerns have been addressed. I was particularly interested in the level of service to the client and the performance indicators and, as you say, that there seems to be a general malaise.

Is progress being made in other departments in that area, which would maybe reflect a lack of progress here, or is it that in general people are moving in that direction but haven't made too much progress yet?

Mr. Lalonde: I believe that it's a general malaise, but there are some departments. . . I would refer to the passport office, which has established a standard measurement of performance and acted more promptly in dealing with applications.

[Traduction]

Deux ans après la vérification intégrée d'un ministère, on vérifie si la recommandation a été suivie. Autrement dit, quelles mesures réelles le ministère a-t-il prises? Je pense que jusqu'à maintenant cette façon de faire a suscité des réactions positives, des réactions positives de la part du ministère. En l'occurrence, comme nous le constatons en assurant un suivi, le ministère a pris des mesures relativement à certains points; nous constatons en effet les progrès réalisés par suite de certaines observations, de certaines recommandations qu'on a faites.

Toutefois, il faut bien se rendre compte que quand il est question d'un système d'enregistrement de la citoyenneté, on ne peut pas changer complètement d'approche du jour au lendemain, changer d'objectif. Il y a donc un certain retard, mais on assure un suivi.

Nous comparaissons aujourd'hui devant le comité pour mettre en lumière cet aspect, la responsabilité en matière de surveillance. Le bureau continue d'assurer un suivi relativement à ces questions en suspens, ce que nous jugeons important.

Pour ce qui est du classement des priorités, le sujet de votre deuxième question, le bureau accorde effectivement un rang prioritaire aux problèmes ou aux questions qui se posent.

Pour vous expliquer brièvement l'ensemble de notre approche, je disais qu'une vérification intégrée comprend trois étapes: l'étape préliminaire, l'examen et le rapport.

À l'étape préliminaire, il s'agit de comprendre à fond ce qui se passe au sein du ministère et de cerner les questions. Cellesci sont définies en fonction de certains critères établis par le bureau, comme l'incidence financière eu égard aux systèmes ou à l'activité en question et l'importance que revêt cette activité pour le ministère dans la réalisation de son objectif—soit les résultats dont j'ai parlé. Nous tenons compte aussi des observations du gouvernement et de sa position au sujet d'importantes questions dans ce domaine.

Je pense que si la citoyenneté intéresse le comité et le Parlement, c'est que nous travaillons tous à l'amélioration du service aux clients. En ce sens, nous avons examiné les priorités et avons constaté que pour améliorer le service aux clients il nous fallait disposer de meilleurs outils pour mesurer le rendement et améliorer la productivité. Nous nous sommes penchés sur ces questions dans notre vérification.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): On a déjà répondu à certaines des questions que je me posais. Je trouve particulièrement intéressant le niveau de service offert aux clients et les indicateurs de rendement et, comme vous le dites, le fait qu'il semble y avoir un malaise généralisé.

Dans d'autres services a-t-on progressé sur ce plan, ce qui peut peut-être faire ressortir l'absence de progrès dans ce cas-ci, ou est-ce dû au fait que de façon générale on s'oriente dans cette voie sans avoir encore beaucoup progressé?

M. Lalonde: Je pense qu'il y a effectivement un malaise généralisé, mais dans certains services... Je pense ici au Bureau des passeports, qui a établi des normes pour mesurer le rendement et qui traite maintenant plus rapidement les demandes qu'il reçoit.

We mentioned in our report that one of the larger problems facing the citizenship program at that point was the lack of performance measurement and performance indicators upon which you could gauge your process and see exactly if you were responding to the requirements of the client. This is fundamental to good management of the citizenship program.

Mrs. Hayes: I want to thank you for the hard copy of what you said. It certainly makes our reference easier later on.

Besides the service to the client, does your department look to making the programs themselves cost efficient? We have a program here that has fee-for-service and the salaries that are applied and stuff. Do you actually take a look at that and assess it as far as the program is concerned?

Mr. Lalonde: Madam Chairman, hon. members, in audits of program systems and practices the cost efficiency is always of concern to the office of the Auditor General. When addressing an issue, although we do not have all the details in that area regarding priorities and important issues, we know there are better ways of doing things. There are improved mechanisms that could be put in place. I believe it is the responsibility of the department to determine if it's cost efficient.

The recommendation of the office is not that you should put into application such-and-such a system. Our recommendations are not specific. We identify a problem and recommend that there should be improvement, that a new system of registration should be put in place. Now, what the best system is or what hardware or computer program is necessary to render this activity better is up to the department. It is a departmental responsibility to determine the cost efficiency. But when we address our recommendation, the office is concerned that it is viable and realizable within the present cost.

• 1200

M. Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur Lalonde, vous avez fait allusion à des permis ministériels. Trouvez-vous qu'il y a de l'abus dans ce domaine, ou si vous trouvez que c'est une façon de régler les problèmes plus rapidement?

M. Lalonde: Madame la présidente, la question que M. Assad pose a trait à l'immigration. Monsieur Assad, pouvez-vous garder votre question pour un peu plus tard, parce qu'on répond maintenant aux questions sur la citoyenneté? Je prends votre question en note et on pourra y revenir lorsque M. Flageole aura fait le survol du programme d'immigration.

M. Assad: De quoi parlons-nous en ce moment?

M. Lalonde: De la citoyenneté.

The Chairman: Mr. Assad, we broke our presentation from the Auditor General today into two sessions. Mr. Lalonde is dealing with citizenship issues. His presentation was on citizenship and he will answer questions on citizenship. When we finish our round of questions on citizenship, we'll then have the presentation on immigration and your question would be appropriate to the other presenter.

[Translation]

Nous avons mentionné dans notre rapport que l'un des grands problèmes que posait alors le programme de citoyenneté tenait à l'absence de mesures et d'indicateurs du rendement qui auraient permis d'évaluer le processus et de voir vraiment si l'on répondait aux attentes des clients. C'est là un élément essentiel à la bonne gestion du programme de citoyenneté.

Mme Hayes: Je tiens à vous remercier pour la version écrite de votre déclaration. Il nous sera certainement plus facile ainsi de nous y reporter.

Mis à part le service aux clients, envisagez-vous de faire en sorte que les programmes en tant que tels deviennent rentables? Nous avons ici un programme de rémunération des services. Est-ce quelque chose que vous examinez et évaluez au regard du programme?

M. Lalonde: Madame la présidente, mesdames et messieurs, dans les vérifications des systèmes et des pratiques des programmes, le rapport coût—efficience intéresse toujours le Bureau du vérificateur général. Quand nous examinons une question, bien que nous n'ayons pas tous les détails concernant les priorités et les grandes questions, nous savons qu'il y a de meilleures façons de procéder. On pourra mettre en place des mécanismes améliorés. Je crois qu'il revient au service de définir ce qui est économique.

Le bureau ne recommande pas de mettre en application tel ou tel système. Nos recommandations n'entrent pas dans les détails. Nous cernons un problème et recommandons d'y remédier, de mettre en place un nouveau système d'enregistrement. Quant à savoir quel est le meilleur système, le meilleur équipement informatique ou le meilleur logiciel pour le faire, la décision revient au ministère. C'est à lui d'établir lequel permettra les plus grandes économies. Mais quand le bureau formule ses recommandations, il veille à ce que celles—ci soient viables et réalisables dans le cadre du budget en vigueur.

Mr. Assad (Gatineau—La Lièvre): Mr. Lalonde, you alluded to Minister's permits. In that regard, do you think they are used in an excessive way or do you see those as a way to solve problems more quickly?

Mr. Lalonde: Madam Chairman, Mr. Assad's question deals with immigration. Mr. Assad, could you hold your question for later on, because we are now answering questions on citizenship? I take note of your question and we could come back to it when Mr. Flageole will have given an overview of the immigration program.

Mr. Assad: What are we discussing now?

Mr. Lalonde: Citizenship.

La présidente: Monsieur Assad, aujourd'hui, nous avons divisé l'exposé du Bureau du vérificateur général en deux parties. M. Lalonde traite de questions de citoyenneté. Son exposé portait sur ce sujet, et il répondra aux questions touchant la citoyenneté. Quand nous aurons terminé la ronde de questions sur la citoyenneté, nous entendrons l'exposé sur l'immigration, et à ce moment–là vous pourrez poser votre question à l'autre témoin.

Is there anything that you had in the way of a question on the citizenship presentation?

M. Assad: J'ai manqué une partie de la séance. Quand on parle du programme de citoyenneté, on parle strictement de ceux qui sont ici et qui attendent trois ans avant de devenir citoyens, n'est—ce pas?

Mr. Lalonde: Madam Chair,

le programme de citoyenneté comporte deux composantes. Il y a d'abord le formulaire de demande rempli par les immigrés qui sont présentement au Canada, mais il y a également la demande d'un permis de citoyenneté par les citoyens canadiens qui veulent obtenir une preuve de citoyenneté canadienne. Ces gens font leur demande au ministère de la Citoyenneté.

Notre vérification a également identifié un manque d'efficience dans le processus pour répondre aux demandes de preuve de citoyenneté des citoyens canadiens. Le problème tenait au fait que les demandes présentées par des nouveaux venus au Canada et celles présentées par des citoyens canadiens afin d'obtenir une preuve de citoyenneté étaient traitées de la même façon. Ceci posait des problèmes majeurs car il faut suivre des procédures différentes dans les deux cas. C'est ce qui retardait le système. Je crois que le ministère est en train de remédier à la situation en traitant les deux composantes du programme de façons différentes afin d'accélérer le processus.

M. Assad: Est—ce que le personnel est suffisamment nombreux pour traiter toutes ces demandes?

M. Lalonde: Dans notre vérification, nous n'avons pas fait une revue du personnel. On regarde les systèmes et les pratiques qui sont en place. Nous nous sommes aperçus que des lacunes majeures existaient au sein des systèmes, des pratiques et des procédures en place. Le personnel est suffisant pour répondre à la demande, mais les moyens dont on se servait pour traiter les formulaires étaient inadéquats.

M. Assad: Je reviendrai plus tard aux autres éléments.

M. Lalonde: J'ai pris note de votre question, monsieur Assad.

The Chairman: I have a question, members of the committee, if everyone has finished the first round. It relates to the end of the follow-up recommendations from the previous reports.

You talk about the Citizenship Act, and you recommended in 1990 that it be improved. It appears that there was a proposal for a new act prepared and submitted in 1992. It's my understanding that the Auditor General felt that the proposal would in essence take care of any deficiencies.

• 1205

Could you maybe outline for us what improvements you see as necessary, how that will improve performance, and how it incorporates the cost-effective delivery of service?

Mr. Lalonde: As you say, our report and follow-up made reference to the Citizenship Act of 1977 and said it needed to be more defined and integrated with the evolution of the system. We were not specific in that because legislative changes are the prerogative of government and Parliament.

[Traduction]

Aviez-vous une question à poser au sujet de la citoyenneté?

Mr. Assad: I missed part of the hearing. When we talk about the citizenship program, we only deal with those applicants who are here and who wait for three years before being allowed citizenship, don't we?

M. Lalonde: Madame la présidente,

the citizenship program comprises two components. First, immigrants who are in Canada fill an application, but Canadian citizens who want a proof of their Canadian citizenship also fill an application for a citizenship permit. Those people submit their application to the Citizenship Department.

Our audit also identified a lack of efficiency in the processing of citizenship proof applications submitted by Canadian citizens. The problem was due to the fact that the applications submitted by newcomers to Canada and those submitted by Canadian citizens in order to update proof of their citizenship were processed in the same fashion. That created major problems because you had to apply different procedures in both cases. It slowed down the system. I believe that the department is in the process of correcting the problem by approaching those two components of the program in different ways in order to speed up the process.

Mr. Assad: Do they have enough employees to process all those applications?

Mr. Lalonde: In our audit, we did not review the staffing. We reviewed the systems and practices that are in place. We realized that there were major lacks in the systems, the practices and the procedures in place. They have enough employees to process the applications, but the means they were using for that purpose were inadequate.

Mr. Assad: I'll come back later to other parts.

Mr. Lalonde: I took note of your question, Mr. Assad.

La présidente: J'ai une question à poser, mesdames et messieurs, si on a terminé la première ronde. Elle a trait à la fin des recommandations de suivi contenues dans les rapports précédents.

Vous parlez de la Loi sur la citoyenneté, et vous avez recommandé en 1990 qu'on l'améliore. Il ressort qu'on avait rédigé un nouveau projet de loi et que celui—ci avait été soumis en 1992. Je crois savoir que le vérificateur général estimait que ce projet de loi allait pouvoir corriger toute lacune.

Pourriez-vous nous expliquer quelles sont les améliorations qui vous semblent nécessaires, comment elles amélioreraient le rendement, et comment elles assureraient une prestation économique des services?

M. Lalonde: Comme vous le dites, dans notre rapport et au cours du suivi nous avons mentionné la Loi de 1977 sur la citoyenneté et dit qu'il fallait mieux la définir et l'adapter pour tenir compte de l'évolution du système. Nous n'avons pas proposé de changements précis parce que les modifications législatives sont une prérogative du gouvernement et du Parlement.

The Chairman: Let me back up, then. I take back all those comments I made about the legislation. What improvements do you believe should be made to improve efficiency and performance?

Mr. Lalonde: The greatest concern, and where improvements can be made, is with the system of registration itself. Again, I think the system in place at that time was not sufficient to respond to the demand. Consequently, there were problems in the day—to—day operation of the system.

Also, as we mentioned, performance—measurement indicators should be in place to measure the department's efficiency and make it work toward certain objectives that must be established in that area.

We also talked about the monitoring process. Once a system is in place, it should be followed by management to see exactly those areas that are not fulfilling or meeting the established indicators.

The Chairman: It's your observation that the Citizenship Act needs to be improved. Are those you have just mentioned able to be legislated?

Mr. Lalonde: No, these are more or less operational. I want to refer to the comment we made with respect to the legislation of immigration in that context. From memory, we talked about a better definition of what is a citizen in Canada. What are we looking for and how do we define the expected outcome of individuals? What values are prescribed, transmitted, and required under the Citizenship Act?

This is where the 1977 regulation, as we discovered it here, needed improvement. I think the department itself considered the need to streamline and be more specific in that context.

When we look at legislation, we do not get involved with the details of it. However, once this is defined, the other areas will fall into place.

Mme Gagnon: Je pense que nous sommes convoqués pour aller voter.

That's a vote.

The Chairman: We are being called for a vote. We were just getting into this. Madam Clerk, could you check on that for us? Members of the committee, our clerk will check to see if there is a vote.

 $Mr.\,Assad$ and $Mr.\,Knutson,$ could you wait until our clerk checks? We may have a quorum problem.

I do have two further questions. I ask your indulgence. The clerk will report as soon as she has some information.

Mr. Lalonde, I understand you may want some time on this one. I'm wondering if you could provide a very simple one—page outline for us to say exactly what you were suggesting in terms of improvements to the Citizenship Act. That's going to be some of our work coming up, so it would be very important to us to know that.

[Translation]

La présidente: Permettez-moi donc de faire marche arrière. Je retire tout ce que j'ai dit au sujet de la loi. Quels changements, à votre avis, faudrait-il apporter pour améliorer l'efficience et le rendement?

M. Lalonde: Le plus grand sujet de préoccupation, et c'est là qu'on peut apporter des améliorations, c'est le système d'enregistrement en tant que tel. Encore là, je pense que le système qui était alors en place ne permettait pas de répondre à la demande. Par conséquent, le fonctionnement quotidien du système posait des problèmes.

En outre, comme nous l'avons mentionné, il faudrait des indicateurs qui permettent de mesurer le rendement, et donc l'efficacité du service, et de l'amener ainsi à réaliser certains objectifs qu'il faut fixer dans ce domaine.

Nous avons aussi parlé de surveillance. Une fois un système en place, la gestion devrait le suivre de près pour voir exactement quels sont les secteurs qui ne respectent pas les indicateurs établis.

La présidente: Vous avez mentionné qu'il fallait améliorer la Loi sur la citoyenneté. Ces recommandations que vous venez de mentionner pourraient—elles être intégrées dans la loi?

M. Lalonde: Non, ce sont des changements qui concernent plus ou moins le fonctionnement. À cet égard, j'aimerais revenir à ce que nous avons dit au sujet de la loi en matière d'immigration. Si je me souviens bien, il a été question de mieux définir ce qu'est un citoyen canadien. Que visons—nous et comment définir ce qu'on attend des intéressés? Quelles valeurs sont recommandées, transmises et prescrites en vertu de la Loi sur la citoyenneté?

C'est à ces égards que la réglementation de 1977, comme nous l'avons constaté, devait être améliorée. Je pense que le ministère même a reconnu qu'il fallait la rationaliser et la préciser.

Pour ce qui est de la loi, nous ne nous occupons pas de ses détails. Cependant, une fois que cela aura été défini, les autres éléments tomberont en place.

Mrs. Gagnon: I think we are being called for a vote.

C'est un vote.

La présidente: Nous sommes convoqués pour aller voter. Nous ne faisons que commencer. Madame la greffière, pouvez-vous vérifier pour nous? Mesdames et messieurs, la greffière va vérifier s'il s'agit d'un vote.

Messieurs Assad et Knutson, pouvez-vous attendre que la greffière ait vérifié? Nous aurons peut-être un problème de quorum.

J'aimerais poser deux autres questions. Soyez indulgents. La greffière nous informera dès qu'elle le saura.

Monsieur Lalonde, je crois savoir que vous aimeriez peut-être disposer d'un peu de temps pour traiter de ce point. Je me demande si vous pourriez nous remettre un exposé très simple d'une page montrant exactement quelles sont les améliorations que vous proposez à la Loi sur la citoyenneté. Comme une partie de nos travaux futurs porteront sur cette question, il serait très important pour nous que nous le sachions.

• 1210

Mr. Lalonde: Yes, Madam Chair, we'll review our working papers and try to be more specific in that context because I think it's quite—

M. Lalonde: Oui, madame la présidente, nous reverrons nos documents de travail et nous tâcherons d'être plus précis à cet égard, car j'estime que c'est assez...

The Chairman: It's important to us and our work plan.

Mr. Lalonde: Yes, very important. I agree.

The Chairman: The other question I have relates to your comment about problems identifying persons with criminal records. In connection with the problems raised by the RCMP, existing provisions didn't positively identify these persons. The routine I guess—recommended General—vou. savs the Minister and vour note fingerprinting, Multiculturalism and Citizenship decided not to adopt this policy. Can you give us the rationale for your recommendation? I would also like a rationale for his response to you, but if you prefer that I ask that question of the minister, I can certainly wait.

I guess I wouldn't mind knowing what the process is when you make a recommendation to the department and the department in essence says no. Is there anyone who adjudicates that?

Mr. Lalonde: Mrs. Chair, again I would like to refer to chapter 28—I think we dealt with the matter in paragraphs 28.71 to 28.76. In a review I think it was disclosed that many applications for citizenship were made. There was a request made at that point by the RCMP to follow up and check on individuals who applied for a citizenship permit in that area. When they tried to investigate they could not find the individual as such. I think it was a matter of knowing that the individual, under the Immigration Act, had resided in Canada but could not be located any more

After discussion with the Royal Canadian Mounted Police and the department, we felt fingerprinting was a measure that would increase the monitoring and control of these persons applying for citizenship in that area.

Consequently, I think it would be conforming to the legislation in that sense. This is where the office related back to the legislation that there was a need to have proper control of individuals and to determine that individuals who apply for citizenship are followed up and properly screened.

The Chairman: So that was your rationale; it was not acted on by the department and to your knowledge it's still outstanding?

Mr. Lalonde: It is still a matter that is outstanding in that sense. But you could follow it up with the department to see what in fact they're thinking in that area.

The Chairman: Okay, thank you.

Members of the committee, we have another hour. Do you want a second round?

Mr. Assadourian: I have one quick question.

The Chairman: Shall we indulge Mr. Assadourian?

Some hon, members: Yes.

The Chairman: All right. Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian: What happens in a situation when a family claims refugee status here—husband, wife and one child, say—and then by the time they get their hearing they have a child born in Canada? He or she is a Canadian citizen. What kinds of rights does this newborn person have vis—à—vis citizenship of parents or other family members?

[Traduction]

La présidente: C'est important pour nous et notre plan de travail. M. Lalonde: Oui, très important. J'en conviens.

La présidente: J'aimerais aussi vous poser une question au sujet des problèmes que pose l'identification des personnes ayant un casier judiciaire. Selon des représentants de la GRC il est impossible, en vertu de la loi actuelle, d'identifier formellement ces personnes. Le Bureau du vérificateur général—en votre personne, je suppose—a recommandé de prendre les empreintes digitales de tous les immigrants, mais vous faites valoir que le ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté s'est opposé à cette pratique. Pourriez—vous nous justifier votre recommandation? J'aimerais aussi connaître les raisons qui ont incité le ministre à rejeter votre avis, mais si vous préférez que je lui pose cette question directement, je le ferai.

Ce que j'aimerais vraiment connaître, c'est ce qui se passe lorsqu'un ministère rejette une recommandation du vérificateur général. L'affaire est—elle soumise à une tierce partie?

M. Lalonde: Madame la présidente, je renvoie de nouveau le comité au chapitre 28. Je crois que la question est abordée aux paragraphes 28.71 à 28.76. Un examen a révélé que de nombreuses demandes d'immigration avaient été faites. On a chargé la GRC de faire enquête et de vérifier l'identité des demandeurs. Or, la GRC n'a pas pu les retrouver. Il s'agissait de savoir si, en vertu de la Loi sur l'immigration, ces personnes avaient bien résidé au Canada. Or, on n'a pas pu les retrouver.

Après avoir discuté de la question avec la Gendarmerie royale du Canada et le ministère, nous avons estimé que c'est en prenant les empreintes des demandeurs du statut d'immigrant qu'on pourrait le plus facilement les retrouver.

Par conséquent, je ne pense pas que cette pratique soit contraire à la loi. De l'avis de notre bureau, ce serait la meilleure façon de vérifier l'identité des demandeurs du statut d'immigrant.

La présidente: Ce sont donc les raisons que vous avez données à l'appui de votre recommandation, à laquelle le ministère n'a pas encore donné suite, n'est—ce pas?

M. Lalonde: Le ministère n'y a effectivement pas encore donné suite. Vous pourriez lui demander ce qu'il compte faire à ce sujet.

La présidente: Très bien. Je vous remercie.

Mesdames et messieurs, nous disposons d'une autre heure. Voulez-vous un deuxième tour de questions?

M. Assadourian: J'ai une brève question à poser.

La présidente: Allons—nous permettre à M. Assadourian de la poser?

Des voix: Oui.

La présidente: Très bien. Allez-y, monsieur Assadourian.

M. Assadourian: Qu'arrive—t—il à une famille qui compte un enfant si, entre le moment où elle présente une demande de statut de réfugié et le moment où elle obtient son audience, un enfant lui naît au Canada? Cet enfant est automatiquement citoyen canadien. Quels sont les droits de cet enfant par comparaison à ceux de ses parents et de ses frères et soeurs?

Mr. Lalonde: If I understand your question properly, it's about a child born in Canada to parents who are refugees and are not yet fully Canadian citizens.

Mr. Assadourian: What kinds of rights does that person have?

The Chairman: Is that an immigration issue, Mr. Lalonde?

Mr. Lalonde: I think I'll respond to it as a citizenship issue. It's more or less an immigration issue to a certain extent, but if the child is born in Canada, under the Citizenship Act the child is a Canadian citizen. What are his rights in that area? I think he has all rights that pertain to Canadian citizenship in that context.

• 1215

The second part I would to defer to Immigration if we dealt with department.

Mr. Assadourian: I will try one more step. The newborn child has the right to eat, has the right to be fed and taken care of. If you deport that person for some reason, who is going to protect his rights?

Mr. Lalonde: This is an immigration issue and I think it relates back to the policy of the department. What do they do with respect to that area? There are humanitarian reasons being applied by the department, and I believe a question of that nature would be more fully answered within the procedures in place in the Department of Immigration.

Mr. Assadourian: I am talking about individual rights in the Charter of Rights.

The Chairman: We have to move on. It is a policy issue, Mr. Assadourian.

Mr. Lalonde: It is a policy issue for the Department of Immigration.

The Chairman: Members of the committee, I do think we should move on to immigration. About half our time is spent.

I would ask for the second presenter, Mr. Flageole.

Mr. Richard Flageole (Principal, Audit Operations Branch, Office of the Auditor General of Canada): Thank you, Madam Chair, members of the committee.

In the next four to five minutes I would like to provide you with an overview of our 1990 sectoral audit of the immigration program and of matters that could be of significance or of interest to this

Our 1990 report covered four important aspects of the immigration program: the overall management of the program, the delivery of immigration activities abroad, the processing of refugee claims in Canada, and control and enforcement activities.

For example, we looked at such things as the management of immigration levels and the overall coordination of the program by Employment and Immigration Canada. We also reviewed the way medical and security examinations were carried [Translation]

M. Lalonde: Si je comprends bien votre question, il s'agit d'un enfant né au Canada de parents qui sont réfugiés, mais qui n'ont pas encore le statut de citoyen canadien.

M. Assadourian: J'aimerais savoir quels sont les droits de cet enfant.

La présidente: S'agit-il d'une question d'immigration, monsieur Lalonde?

M. Lalonde: Je vais plutôt la traiter sous l'angle de la citoyenneté. Il s'agit plus ou moins d'une question d'immigration, mais si l'enfant est né au Canada, il est automatiquement citoyen canadien en vertu de la Loi sur la citoyenneté. Quels sont ses droits? Je crois qu'il jouit de tous les droits que confère la citoyenneté canadienne.

La deuxième partie de votre question se rapporte davantage à it a little bit further, but this is the detailed procedure within the l'immigration, et le ministère a d'ailleurs une politique détaillée sur le sujet.

> M. Assadourian: J'aimerais pousser un peu les choses. Le nouveau-né a droit à ce qu'on le nourrisse et à ce qu'on s'occupe de lui. Si l'on déporte ceux qui sont censés lui fournir ces soins, qui va protéger ses droits?

> M. Lalonde: Il s'agit d'une question d'immigration qui est liée à la politique du ministère. Comment traite-t-il un cas de ce genre? Des motifs humanitaires seraient invoqués par le ministère, si je ne m'abuse, dans le cadre de sa politique en la matière, pour protéger les droits de cet enfant.

> M. Assadourian: Je songeais aux droits que confère la Charte des droits et des libertés.

> La présidente: Nous devons passer à autre chose. Il s'agit d'une question de politique, monsieur Assadourian.

> M. Lalonde: C'est une question de politique qui relève du ministère de l'Immigration.

> La présidente: Mesdames et messieurs, je crois que nous devrions consacrer le temps qui nous reste à l'étude des questions qui se rapportent à l'immigration.

Je vais donc maintenant donner la parole à M. Flageole.

M. Richard Flageole (directeur principal, Direction générale des opérations de vérification, Bureau du vérificateur général du Canada): Je vous remercie, madame la présidente, et mesdames et messieurs les membres du comité.

Dans les quatre ou cinq prochaines minutes, j'aimerais tracer un aperçu de notre vérification sectorielle de 1990 du Programme d'immigration et des questions susceptibles de présenter un intérêt particulier pour votre comité.

Notre rapport de 1990 englobait quatre aspects importants du Programme d'immigration: la gestion globale du programme, l'exécution du programme à l'étranger, le traitement des revendications du statut de réfugié au Canada ainsi que le contrôle et l'exécution de la Loi sur l'immigration.

Nous avons examiné, par exemple, des questions comme la gestion des niveaux d'immigration et la coordination globale du programme par Emploi et Immigration Canada. Nous avons également passé en revue la façon dont les examens médicaux

out respectively by National Health and Welfare, the Royal Canadian Mounted Police, and Canadian Security Intelligence Service. We also examined how Customs and Excise conducted immigration operations at the primary inspection line at major airports and at land border crossings, and how External Affairs performed their immigration duties at foreign missions. Finally, we conducted an in–depth review of how the Immigration and Refugee Board processed refugee claims in Canada.

We made over fifty recommendations to these seven departments and agencies. We also conducted the follow-up audit two years later to assess their progress towards implementing our recommendations.

In our 1992 report to Parliament we concluded that good progress had been made towards correcting some of the deficiencies noted in 1990. However, more needed to be done in many areas. Since our follow—up audit, amendments to the Immigration Act were made that addressed many of the observations and recommendations we made in our 1990 report. We believe our 1990 chapters and 1992 follow—up report will constitute valuable services of information for members of this committee.

Without getting into the details of all activities reviewed and deficiencies noted, I would like to draw your attention to some matters that we believe are key to the sound management of the immigration program and that consequently deserve continuing attention.

Let me first address the efficiency of immigration operations. Many of the matters examined in our audit dealt with that question. More important, many of these matters also have direct impact on the quality of service provided to clients and on the overall effectiveness of the program.

The allocation and utilization of resources at foreign missions was a first area of concern. We noted an imbalance between the workload at specific missions and the allocation of resources by External Affairs among various regions of the world. We also questioned the consistency and quality of service to applicants. We concluded the department should become more efficient in processing applications and we recommended various ways to accomplish this.

In 1992, responsibility for the foreign delivery of the immigration program was transferred to Employment and Immigration Canada. At the time of our follow—up, that department was in the process of redeploying resources, based on needs, and looking for ways to streamline operations at Canadian missions abroad.

We believe parliamentarians should know whether the level of resources devoted to immigration processing at posts abroad is commensurate with appropriate standards for quality of service and for processing efficiency.

[Traduction]

et les examens de sécurité étaient respectivement effectués par Santé et Bien-être social Canada, la Gendarmerie royale du Canada et le Service canadien du renseignement de sécurité. Nous avons aussi examiné le fonctionnement de Douanes et Accise à la ligne d'inspection primaire dans les principaux aéroports ainsi qu'aux postes frontières en sol canadien et la façon dont les Affaires extérieures s'acquittaient de leurs fonctions d'immigration dans les missions à l'étranger. Enfin, nous avons fait un examen approfondi de la façon dont la Commission de l'immigration et du statut de réfugié traitait les revendications du statut de réfugié.

Nous avons formulé plus de 50 recommandations à l'intention de ces sept ministères et organismes. Nous avons aussi fait un suivi deux ans plus tard afin de déterminer les progrès que ces organisations avaient accomplis dans la mise en oeuvre de nos recommandations.

Dans notre rapport de 1992 au Parlement, nous avions conclu que des progrès importants avaient été accomplis pour combler certaines des lacunes que nous avions relevées en 1990. Cependant, il restait beaucoup à faire dans plusieurs domaines. Depuis ce temps, des modifications ont été apportées à la Loi sur l'immigration qui tiennent compte de plusieurs des observations et des recommandations faites dans notre rapport de 1990. À notre avis, nos chapitres de 1990 et notre rapport de suivi de 1992 constitueront des sources d'information valables pour les membres de votre comité.

Sans entrer dans le détail de toutes les activités examinées et des lacunes relevées, j'aimerais vous signaler particulièrement certaines questions que nous croyons essentielles à la saine gestion du Programme d'immigration, questions qui méritent donc une attention continue.

Parlons d'abord de l'efficience des opérations d'immigration. De nombreuses questions examinées lors de notre vérification portaient sur cet aspect. Fait plus important encore, bon nombre de ces questions ont aussi une incidence directe sur la qualité du service aux clients et sur l'efficacité globale du programme.

La répartition et l'utilisation des ressources dans les missions à l'étranger constituaient un premier sujet d'inquiétude. Nous avons noté un déséquilibre entre la charge de travail de certaines missions à l'étranger et la répartition, par les Affaires extérieures, des ressources entre les diverses régions du monde. Nous nous sommes également demandé si les aspirants immigrants recevaient tous un service d'égale qualité. Nous avons conclu que le ministère devait s'organiser pour que le traitement des demandes devienne plus efficient et avons recommandé divers moyens d'y arriver.

En 1992, la responsabilité de l'exécution du Programme d'immigration à l'étranger a été confiée à Emploi et Immigration Canada, et, au moment de notre suivi, le ministère redéployait les ressources en fonction des besoins et cherchait des façons de rationaliser les opérations dans les missions canadiennes à l'étranger.

Nous croyons que les parlementaires doivent savoir si le niveau des ressources affectées au traitement des demandes d'immigration dans les missions à l'étranger est compatible avec les normes de qualité du service et d'efficience.

[Translation]

• 1220

Nous avons aussi signalé certains problèmes au sujet de l'efficience du processus de reconnaissance du statut de réfugié. Nous nous sommes demandé si le système était bien protégé contre les abus et s'il permettrait de traiter le nombre de demandes soumises.

Nous avons constaté que des examens médicaux et des examens de sécurité n'étaient pas toujours effectués en temps opportun et que les ordonnances de renvoi contre les demandeurs du statut de réfugié étaient, dans la plupart des cas, soit reportées, soit annulées, ce qui remet en cause l'efficience du système.

Nous avons noté en 1992 que des améliorations avaient été apportées dans quelques-uns de ces domaines. Des propositions de modification de la Loi sur l'immigration, projet de loi C-86, comprenaient des dispositions pour protéger le système contre les demandes de personnes qui n'ont pas besoin de la protection du Canada.

Emploi et Immigration négociait également, avec d'autres pays, des ententes bilattérales en vue de traiter les revendications dans le premier pays où le demandeur a trouver asile. Cependant, le nombre d'ajournements demeurait élevé, et la situation concernant les examens médicaux et les examens de sécurité, ainsi que les ordonnances de renvoi n'avait pratiquement pas changée. Ce sont là des éléments clés du contrôle qui vise à garantir l'intégrité du système, et il faudrait surveiller les résultats obtenus jusqu'à maintenant.

Nous avons aussi relevé des lacunes dans les activités de contrôle et d'exécution de la Loi sur l'immigration. Nous avions constaté que les avis de signalement, c'est-à-dire, l'information qui est mise à la disposition des agents de douanes pour leur permettre d'identifier les personnes qui ne devraient pas être admises au Canada, étaient inadéquats.

Nous avons noté, en 1992, une amélioration de l'information disponible dans les principaux aéroports, mais il fallait en faire davantage pour améliorer l'information disponible au point d'entrée en sol canadien.

Nous avions également fait des observations sur le caractère adéquat des procédures d'examen médical des immigrants. Celles-ci avaient été révisées au moment de notre suivi, mais Emploi et Immigration et Santé nationale et Bien-être social devaient toujours définir clairement l'un des critères importants pour déterminer l'admissibilité, soit celui du fardeau excessif pour les services sociaux et de santé au Canada.

Enfin, madame la présidente, j'aimerais faire des commentaires sur certaines de nos observations concernant la gestion globale du programme d'immigration.

Un aspect important que nous avions examiné en 1990 c'était la formation du personnel affecté aux activités d'immigration. Nous avions conclu que la direction n'avait pas l'assurance que tout le personnel affecté aux activités d'immigration possédait toutes les connaissances et les compétences nécessaires pour remplir ces fonctions. Deux ans plus tard, nous avons constaté que, malgré les progrès accomplis, il n'y avait recording training received or validating the quality of training. toujours pas de système pour recenser les besoins de formation, enregistrer la formation reçue ou valider cette formation.

We also raised concerns about the efficiency of our refugee determination process. We questioned whether that system was adequately protected against abuse and also whether it would be able to cope with the number of claims being submitted.

We found that medical and security examinations were not always carried out in a timely manner and that removal orders involving refugee claimants were either delayed or cancelled in a majority of cases, which raised questions regarding the efficiency of the system.

We noted in our 1992 follow-up report that improvements had been made in some of these areas. Proposed modifications to the Immigration Act (Bill C-86) included provisions to protect the system against refugee claims from persons who do not need Canada's protection.

Employment and Immigration Canada was also negotiating bileteral agreements with other countries that would make it possible to process claims in the first country where the claimant found asylum. The number of hearing adjournments was still high, however, and in the situation regarding medical and security examinations and removal orders there had been practically no change. These are key control elements aimed at ensuring the integrity of the system. We believe that the results achieved to date should be monitored.

We also raised issues regarding control and enforcement activities. We found initially that the quality of the lookout information—that is, the information made available to customs officers to identify persons who should not be admitted to Canada—was inadequate.

Although we had noted progress in 1992 in the information available at major airports, more needed to be done to improve the information available at land border points.

We had also commented on the adequacy of medical screening procedures for immigrants. These had been reviewed at the time of our follow-up, but Employment and Immigration Canada and National Health and Welfare had yet to define clearly the meaning of one important criteria to assess admissibility, that is "excessive demand on health and social services".

Finally, Madam Chair, I would like to comment on some of our observations about the overall management of the Immigration Program.

An important aspect we reviewed in 1990 was the training of immigration personnel. We concluded that management had no assurance that all personnel with immigration responsibilities possessed the knowledge and skills necessary to discharge their duties. Two years later we found that, although progress had been made, there were still no systems for identifying training needs,

Nous avons également constaté que des éléments importants du programme comme les activités d'examen de sécurité n'avait jamais fait l'objet d'évaluation de programme en bonne et due forme. Au moment de notre suivi, Emploi et Immigration avait préparé un plan d'évaluation du programme en entier sur une période de sept ans. Il faudrait surveiller les progrès accomplis par le ministère dans l'évaluation des principaux éléments du programme.

L'information communiquée au Parlement était également un sujet préoccupant. Nous avons noté certaines améliorations lors de notre suivi, mais la Partie III du budget des dépenses d'Emploi et Immigration Canada, pour 1993–1994, ne contenait toujours pas de normes qui permettent d'évaluer le rendement de certaines opérations.

Madam Chair, in closing I would like to stress that Canada is in the forefront of nations whose economic, social and cultural development has been and continues to be influenced by immigration. Given the continuing importance of immigration to this country's development, and the expenditures and benefits involved, successful management of immigration is of profound significance. This committee can play an important role to ensure it is managed successfully.

Our next audit of the immigration program is scheduled for 1996. We welcome your comments on the work of our office.

Mr. Lalonde and I would be pleased to respond to questions. Thank you.

The Chairman: Thank you for that presentation.

Mr. Assad, we will start with you.

M. Assad: Il y a tellement de questions qui pourraient être soulevées dans le domaine de l'immigration.

Sommes-nous vraiment équipés au point de vue personnel, procédures, etc., pour recevoir 270 000 immigrants au Canada chaque année?

M. Flageole: Je pense qu'il y a plusieurs volets à votre question. C'est un programme qui est quand même assez complexe. Il y a plusieurs étapes dans le processus. Je pense que dans notre rapport, on a fait de nombreuses d'observations sur différents aspects qui traitent de la suffisance des ressources et de l'allocation des ressources.

• 1225

Dans notre chapitre, par exemple, sur les Affaires extérieures, dans les chapitres 13 à 92, on a beaucoup remis en question la façon dont les ressources étaient allouées et je pense qu'on en est venu à la conclusion que, dans certains cas, on avait trop de ressources et, dans d'autres, on n'en avait pas assez.

On parle d'un programme de près d'un demi-milliard de dollars. Il y a des ressources importantes et c'est primordial, je pense, qu'on s'assure que les ressources vont être allouées au meilleur endroit possible.

M. Assad: Le budget de l'immigration se chiffre à un demi-milliard de dollars?

[Traduction]

We also found that major program components, such as security screening activities, had never been subject to formal program evaluation. At the time of our follow-up, Employment and Immigration Canada had prepared a plan for evaluating the entire program over a period of seven years. The department's progress in evaluating key program components should be monitored.

Information for Parliament was also an area of concern. Although in our follow—up audit we noted some progress, EIC's Part III's for 1993—94 still dit not set out standards for assessing the performance of specific operations.

Madame la présidente, laissez—moi conclure en disant que le Canada est l'un des principaux pays où l'immigration a marqué, et marque toujours, le développement économique, social et culturel. Compte tenu de l'importance que revêt toujours l'immigration pour le développement de notre pays, et des dépenses et des avantages en jeu, il est capital d'en assurer une gestion réussie. Le comité peut jouer un rôle important en veillant à ce qu'il soit bien géré.

Notre prochaine vérification du Programme d'immigration est prévue pour 1996. Nous vous invitons à nous transmettre vos idées sur le travail de notre bureau.

M. Lalonde et moi serons maintenant heureux de répondre à vos questions. Je vous remercie.

La présidente: Je vous remercie de votre exposé.

Monsieur Assad, vous avez la parole.

Mr. Assad: There are so many questions one could ask concerning immigration.

Do we really have the personnel and the procedures to deal with 270,000 immigrants each year?

Mr. Flageole: Your question raises several issues. The Immigration Program is rather complex and is made up of different stages. In our report, we mention our concerns regarding the adequacy of resources as well as their use.

For example, in our chapter on External Affairs, paragraphs 13 to 92, in particular, we question the way resources were distributed, and I think we came to the conclusion that in some places there were too many resources and in others not enough.

The program costs around half a billion dollars a year to administer. Consequently, it is essential that the resources be as well distributed as possible.

Mr. Assad: The immigration budget represents half a billion dollars a year?

- M. Flageole: Environ un demi-milliard de dollars. On est près.
- **M.** Assad: D'après votre analyse, y a-t-il un personnel adéquat pour traiter le nombre d'immigrants?
- M. Flageole: Ça dépend à quelle étape du processus vous faites référence. Je crois que si on regarde le processus des réfugiés, c'est un processus en tant que tel. Si l'on parle d'applications des immigrants, si l'on parle des contrôles au point d'entrée, je ne pense pas que je puisse donner une réponse globale.
- Il faudrait le regarder pour des éléments du programme, en particulier.
- M. Assad: J'ai beaucoup de cas d'immigration. Donc, je peux vous dire que ça devient très frustrant par bout car nous devons faire tellement d'appels et d'interventions afin d'obtenir de simples réponses. Je me demande, à l'occasion, si la procédure est vraiment archaïque, ou bien, s'il y a un manque de personnel. C'est l'un des deux.

Nous avons beaucoup de plaintes concernant le bureau de Damas. Ce bureau soulève-t-il des problèmes particuliers?

M. Flageole: Je ne pourrais commenter précisément sur un bureau en particulier.

Si je fais référence à la vérification qu'on avait effectuée, un des problèmes majeurs aux Affaires extérieures était qu'il n'y avait pas de normes pour établir quelle devrait être la qualité du service. À ce moment—là, on avait demandé ce qu'ils faisaient pour déterminer combien de ressources on devrait mettre à différents endroits? On avait noté des différences très importantes dans le temps qui était requis entre différentes missions pour traiter des applications. Dans certains cas, on parlait de deux mois et, dans d'autres, de douze mois. On avait noté, également, des différences importantes dans le volume de cas qui étaient traités par chaque employé dans différentes missions. Dans le cas de visas de visiteurs, il y avait des endroits où l'on traitait quelques centaines de cas par employé et, dans d'autres régions, on parlait de milliers.

Cela remettait en question toute l'allocation des ressources. C'est difficile de faire cela si le ministère n'établit pas de normes sur ce qu'on considérerait comme étant un service de qualité satisfaisante. On avait poussé beaucoup l'importance d'établir des attentes vis-à-vis ce qui devrait se faire dans différents bureaux. Pour rajouter une petite chose, lorsque les services extérieurs d'immigration ont été transférés à Emploi et Immigration Canada, à l'été 1992, EIC a commencé un processus d'examen de l'allocation des ressources à l'étranger. Il y a certains bureaux, par exemple, aux États-Unis, qui ont été fermés, etc., et je pense que le Ministère est en train de regarder toute cette question-là.

Vous soulevez-là un point qui est très important. Je crois, que la façon d'allouer les ressources à travers le monde, en fonction de la demande dans ces pays-là, est primordiale et aura un impact, justement, sur le genre de point que vous amenez.

The Chairman: That's a very important point, Mr. Assad, and I really do hope you'll pursue it with the department. There needs to be a level of service that people in all of the offices can rely on. It's a very important point.

[Translation]

Mr. Flageole: Around half a billion dollars a year.

Mr. Assad: According to you, do we have enough personnel to deal with all the immigrants that we accept?

Mr. Flageole: All depends on the stage of the process you are referring to. The refugee process is a process in itself. I don't think we can give a comprehensive answer to this question if you are referring to the immigration requests or to the point of entry controls.

Each element of the program would have to be considered separately.

Mr. Assad: I deal with a lot of immigration requests. It is very frustrating because we have to make so many calls in order to get an answer to very simple questions. At times I wonder if the problem is due to an ancient procedure or to a lack of personnel or to both.

We receive a lot of complaints about our office in Damascus. Are there particular problems with that office?

Mr. Flageole: I could not specifically comment on that particular office.

One of the main problems that our audit outlined was that External Affairs did not have any criterias to evaluate the quality of the service offered in its offices abroad. We asked them at the time how they calculated the required resources in each office? We had noted very important differences in the time required by different missions to study applications. In certain cases, the lead time was two months and in other, 12 months. We also noted very important differences in the number of cases which were dealt with by employees in different missions. In certain offices, the number of visitor visas granted by employees amounted to several hundreds while in others, to several thousands.

That brought us to question the whole resource allotment process. It's hard to allocate resources if the department doesn't have criterias on the quality of the service it offers. We stressed a lot on the importance to establish targets for each office. When immigration offices abroad were transferred to Employment and Immigration Canada in the summer of 1992, the department launched a process of review of the resources given to each office abroad. Certain offices in the United States, for example, were closed, and I believe the department is looking into this whole matter.

You are raising a very important question. I think the distribution of resources in our offices abroad according to the demand in each country is a crucial question.

La présidente: Il s'agit d'un point très important, monsieur Assad, sur lequel j'espère que vous attirerez l'attention du ministère. Il importe que chaque bureau offre la même qualité de service. Il s'agit d'une question très importante.

Mr. Assad: May I have a final question?

The Chairman: Yes.

M. Assad: Vous avez mentionné, dans votre rapport, qu'il y avait des mesures beaucoup plus efficaces qui pourraient être utilisées be dealt with in a much more efficient manner. dans la façon dont les applications sont traitées.

Avez-vous un exemple concret? Il y en a peut-être plusieurs, mais vous avez dit qu'il semble y avoir des retards.

M. Flageole: Faites-vous référence aux applications d'immigration dans les bureaux à l'étranger?

M. Assad: Non. Dans l'ensemble. Vous dites, dans votre rapport:

We concluded that the department should become more efficient in processing applications and recommended various ways to accomplish this.

Donnez-moi un exemple en particulier.

M. Flageole: On avait beaucoup d'exemples de cela, et ce qu'on avait trouvé, en ce qui a trait au degré d'automation dans différentes missions, c'est qu'il y avait des différences incroyables. Il y avait des missions qui fonctionnaient avec des systèmes des années quatrevingt-dix et d'autres qui fonctionnaient, je pense, avec des systèmes des années soixante-dix.

[Traduction]

M. Assad: Puis-je poser une dernière question?

La présidente: Oui.

Mr. Assad: You mentioned in your report that applications could

Do you have concrete examples to give us? There might be several, but I am particularly concerned in the processing delays.

Mr. Flageole: Are you referring to immigration requests received in our offices abroad?

Mr. Assad: No. In general. You say this in your report:

Nous avons conclu que le ministère devait s'organiser pour que le traitement des demandes devienne plus efficient et avons recommandé divers moyens d'y arriver.

Could you give us an example?

Mr. Flageole: We found a lot of examples, and in particular we found there were very big differences in the degree of computerization in different missions. Some missions had systems from the 1990s and others from the 1970s.

• 1230

Il y avait des missions à l'étranger où l'on traitait un très haut volume d'applications, où l'on faisait toutes les choses complètement manuellement, alors que dans d'autres cas, on avait fortement informatisé les opérations. Cela a un impact très important sur la capacité d'une mission à l'étranger de traiter des demandes.

Encore là, le ministère avait un plan de mise en place d'un système informatique sur une certaine période de temps. Nous leur avions recommandé d'accélérer ce processus et peut-être de prendre des mesures transitoires. On a répondu à cela dans une certaine manière. On a installé, par exemple, des systèmes de micro-ordinateurs, dans certaines missions à l'étranger. Je pense que toute la question «possède-t-on les outils nécessaires pour traiter des applications à haut volume?» est une question vraiment importante. Nous tentons de voir de quelle façon on progresse dans l'automation des missions à l'étranger.

The Chairman: As we work through our estimates, Mr Assad, it's going to be very important to be asking the department for good solid standards and for explanations on these questions you have raised.

Mr. Lalonde: Madam Chair, if I might add to Mr. Flageole's comment, we identified, and again Mr. Flageole mentioned it, the utilization of resources. I think the department was not functioning appropriately in that sense.

I think one area that has helped the department to focus more on service to the client has been the integration of officers who were previously under External Affairs and now have been grouped under Immigration, which permits them to respond more quickly to the demand that Mr. Assad refers to when there are problems.

In some missions abroad, a very huge number of applications were processed without any kind of automation, while in other missions, the operations were highly computerized. This has a very important impact on the ability of a mission abroad to study the applications.

Even then, the department had a plan to put in place a computerized system over a certain period of time. We had recommended to accelerate the process and possibly to take transitory measures. Our concerns were relatively taken into account. For example, personal computers were installed in some foreign missions. I think the whole question of knowing whether we have the necessary tools to process our high volume of applications is really an important one. We are trying to see to what extent progress is made in the automation of missions abroad.

La présidente: Quand nous examinerons le budget, monsieur Assad, il sera très important d'exiger que le ministère établisse des normes rigides et de lui demander des explications sur les questions que vous avez soulevées.

M. Lalonde: Madame la présidente, au sujet des propos tenus par M. Flageole, j'aimerais ajouter, si vous me le permettez, que nous avons nous aussi repéré le problème de l'utilisation des ressources. Je crois que le ministère n'avait pas un mode de fonctionnement approprié à cet égard.

Ce qui a aidé le ministère à accorder plus d'importance au service à la clientèle a été l'intégration des agents, qui relevaient autrefois des Affaires extérieures, sous la responsabilité des services d'immigration, ce qui leur permet de répondre plus rapidement à la demande, à laquelle M. Assad a fait référence, quand il y a des problèmes.

The Chairman: So improvements have been made.

Mr. Lalonde: There have been improvements, but I think you should pursue that because there are more areas for improvement.

Again, if I might add a specific case that comes to mind, it is with respect to a worker's permit. If my individual worker's permit terminates today and I report to the immigration officer or the Canada employment centre tomorrow, I am in violation of the Immigration Act. If my working permit terminated today, on March 24, and I'm in on March 25, the immigration officer has no alternative other than to act in accordance with the Immigration Act, which says at that point I have violated the act. He must provide a number of forms and a deportation order, and afterwards he has to provide other forms to react, to cancel this and extend to me a new worker's permit—or a student permit, in that case—for another month.

I think this is where we want the department to review its procedures,

leur réglementation afin qu'ils puissent réagir de façon beaucoup plus active et avec promptitude sur la situation.

Mrs. Hayes: My first question is on something I read on page 4 which I wasn't even aware happened, and that was to do with removal orders being cancelled. Is that the case? In particular cases like that are the removal orders cancelled? I'm aware that there is a problem of keeping up with monitoring the removal orders and doing that in a timely fashion.

Mr. Flageole: Madam Chair, we made quite a comprehensive analysis of that in 1990, and we reported on it again in 1992. We didn't put into question whether somebody should be removed or not. I think the act provides for that type of mechanism, and it's the decision of the department in relation to each specific case.

What we noted was that the exception had become the rule. It's supposed to be an exception mechanism. If you look at the information we had in our chapters, we found in the case of refugee claimants—and we were mainly talking about refugee claimants—that a vast majority of the removal orders had not been carried out. These people went through a fairly comprehensive process of having two hearings at the time. They make an appeal, they go to the Federal Court, and we come at the end and the order is not carried out. We explained in the chapters various reasons to do that. The follow—up we did in 1992 indicated the situation had improved a bit, but I think it's certainly an area you can explore with the department as to the type of situation we have in 1994.

[Translation]

La présidente: Il y a donc eu des améliorations.

M. Lalonde: Il y a eu des améliorations, mais je crois qu'il faudrait poursuivre les efforts, car il y a d'autres points à améliorer.

J'aimerais, si vous me le permettez, ajouter un exemple bien précis de problème qui me vient à l'esprit; il s'agit du permis de travail. Si mon permis de travail expire aujourd'hui et que je me présente chez l'agent d'immigration ou au centre d'emploi du Canada demain, je contreviens à la Loi sur l'immigration. Si mon permis de travail expire aujourd'hui, le 24 mars, et si je me présente le 25 pour le faire renouveler, l'agent d'immigration n'aura d'autre choix que d'intervenir conformément à la Loi sur l'immigration, qui dit qu'à ce moment—là j'ai enfreint la loi. Il doit me fournir divers formulaires et une ordonnance d'expulsion, après quoi il doit me fournir d'autres formulaires pour annuler celle—ci et m'accorder un nouveau permis de travail—ou un permis d'étude, en l'occurrence—pour un autre mois.

C'est à ce chapitre que nous aimerions que le ministère revoie sa procédure,

its regulations to be able to react much more actively and promptly to the situation.

Mme Hayes: Ma première question se rapporte à une mention qui est faite à la page 4 au sujet d'une mesure dont j'ignorais l'existence jusqu'à maintenant. Je veux parler des annulations d'ordonnances de renvoi. Est—ce bien le cas? En pareil cas, l'ordonnance de renvoi est—elle vraiment annulée? Je sais qu'il n'est pas toujours facile d'assurer le suivi des ordonnances de renvoi et de le faire sans délai.

M. Flageole: Madame la présidente, nous avons fait une analyse exhaustive de ce problème en 1990 et avons fait rapport de nouveau à ce sujet en 1992. Nous ne nous sommes pas demandé si telle ou telle catégorie de réfugiés devaient être renvoyés ou non. La loi prévoit déjà ce genre de mécanisme, et c'est au ministère qu'il incombe de prendre les décisions appropriées qui s'appliquent à chaque cas.

Ce que nous avons noté, toutefois, c'est que l'exception était devenue la règle. L'annulation est censée être un mécanisme d'exception. Si vous vous reportez aux données qui figurent dans les chapitres pertinents, vous constaterez que nous avons trouvé que dans le cas des demandeurs du statut de réfugié-et c'est principalement de cette catégorie qu'il était question-la grande majorité des ordonnances de renvoi n'ont pas été exécutées. Ces personnes ont été soumises au processus relativement complexe de la double audience à cette époque. Elles interjetaient appel, se présentaient devant la Cour fédérale, et, en bout de ligne, on constatait que l'ordonnance n'était pas exécutée. Nous avons expliqué dans les chapitres pertinents les diverses raisons de cette situation. Le suivi que nous avons fait en 1992 nous a permis de constater que la situation s'était améliorée un peu, mais je pense que c'est certainement un domaine que vous pourriez explorer avec le ministère pour savoir quelle est la situation en 1994.

• 1235

Mrs. Hayes: I have a question as well on the statement at the bottom of page 5 that at the time of your follow—up Canada prepare "a plan for evaluating the entire program over a period of seven years". Right now I believe our immigration

Mme Hayes: J'aurais une autre question à poser au sujet de l'énoncé qui se trouve au bas de la page 6, où vous dites qu'au moment de votre suivi Emploi et Immigration Canada avait préparé «un plan d'évaluation du programme en entier sur

department is preparing a ten—year plan that they're proceeding with. Do you know if the evaluation has proceeded to any point where that could be input to this ten—year plan, or should they go on concurrently? In your opinion what's the wisdom of that move?

Mr. Flageole: Some evaluation work has been carried out, if we look at the 1992 follow—up chapters. There have been a lot of changes in the last three or four years. I made reference to the fact that foreign activities were amalgamated with the department. There are also the medical services of Health and Welfare, which were transferred to the department.

I think they had to have a good look at how they wanted to do it. In terms of the period it's a fairly comprehensive program, and I think the department will have to establish priorities in terms of what they want to evaluate first and how much time it's going to take.

One of the concerns we expressed in 1990 and 1992 was the importance of doing an evaluation of security examinations, and we made a fair number of comments in the chapter on that. So I guess it's up to the department, and you might want to pursue that with them, in terms of the type of priorities they've set for the different components of the program.

Mrs. Hayes: I would be very curious as to where that evaluation is at this point, what their plans are in the next ten years, yes.

Another question, Madam Chair, would relate to section 3.60 of the report: "Information on immigration activities and costs of other stakeholders...are either disclosed separately...or are buried among their other activities." It's an area of concern to me that maybe we don't have the total cost picture before us. Is that being corrected or addressed by the department?

Mr. Flageole: Madam Chair, they've made some improvements on that. Again, in 1990 we were playing with more players than in 1992. In 1990 the cost of foreign operations was reported in External Affairs estimates. The cost of health examinations was reported in National Health and Welfare estimates. At least now these two have come back to Employment and Immigration, so you have these costs in EIC's estimates, but some costs are missing.

If you look at the cost of Customs and Excise in terms of the resources spent at the primary inspection line, you don't have these costs. These are not easy to estimate because the people at Customs work for a fair number of departments. They also apply the act for Agriculture and Immigration, and others. There might be some ways to make some estimations.

The other big portion is related to security; you have a portion of the cost that is buried in the RCMP estimates and another portion is with the Canadian Security Intelligence Service.

[Traduction]

une période de sept ans». En ce moment, je crois que notre ministère responsable de l'immigration est en train de se doter d'un plan de dix ans à cette fin. À votre avis, l'évaluation est-elle suffisamment avancée pour qu'on puisse tenir compte de ces résultats dans le plan de dix ans, ou bien ces deux évaluations devraient-elles se poursuivre concurremment? À votre avis, cette décision est-elle sage?

M. Flageole: Un certain travail d'évaluation a été accompli, comme on peut le constater en se référant aux chapitres portant sur le suivi de 1992. De nombreux changements ont été apportés au cours des trois ou quatre dernières années. J'ai déjà mentionné que les activités à l'étranger ont été intégrées au ministère. Il y a aussi eu les services médicaux de Santé et Bien-être Canada qui ont été transférés au ministère.

Je pense qu'il fallait réfléchir à la façon dont on voulait que les changements s'effectuent. Par rapport à la période impartie, il s'agit d'un programme d'une envergure passablement grande. À mon avis, le ministère devra établir des priorités et déterminer ce qu'il voudra évaluer en premier et sur quelle période cette évaluation devra s'effectuer.

Un des aspects au sujet desquels nous nous étions montrés préoccupés en 1990 et 1992, c'était l'importance d'évaluer les examens de sécurité, et nous avons formulé un certain nombre de commentaires à ce sujet dans le chapitre pertinent. Cette responsabilité incombe, je pense, au ministère. Il serait peut-être normal que vous interrogiez les représentants du ministère à ce sujet pour connaître quelles priorités ont été établies pour les différents éléments du programme.

Mme Hayes: Je serais très curieuse de savoir où en est cette évaluation à ce moment-ci et quels sont les plans pour les dix prochaines années.

J'aurais une autre question, madame la présidente, concernant l'article 3.60 du rapport: «L'information sur les activités liées à l'immigration ainsi que les coûts des autres intervenants dont les programmes sont soit divulgués séparément..., soit noyés dans leurs autres activités.» Ce qui me préoccupe, c'est que le coût total ne nous soit pas divulgué. Le ministère apporte—t—il des correctifs ou se préoccupe—t—il de cette question?

M. Flageole: Madame la présidente, il y a eu des améliorations à ce chapitre. Je le répète, en 1990, les intervenants étaient plus nombreux qu'en 1992. En 1990, le coût des activités à l'étranger figurait dans le budget du ministère des Affaires extérieures. Et le coût des examens médicaux figurait dans le budget de Santé et Bien-être Canada. Maintenant, au moins, ces deux postes de dépenses figurent au budget d'Emploi et Immigration, mais d'autres coûts n'y figurent pas.

Si vous examinez le budget de Douanes et Accise au chapitre des ressources affectées à l'examen primaire global, vous n'aurez pas ces coûts. Ils ne sont pas faciles à évaluer parce que les employés des Douanes travaillent pour bien d'autres ministères. Ils appliquent également les lois du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Immigration, et bien d'autres. Il y aurait peut-être des moyens de faire ces évaluations.

L'autre volet important concerne la sécurité; une partie des coûts sont noyés dans le budget de la GRC et une autre partie dans celui du Service canadien du renseignement de sécurité.

Mrs. Hayes: One more quick question. Much of the resettlement immigration integration program is taken care of by other agencies—shall we say public agencies, not—for—profit agencies, whatever. As that's part of the immigration system, is it audited by anyone outside those particular areas? Do you take responsibility for that or does someone else?

Mr. Flageole: It's the last step of the process, Madam Chair. In 1990 we didn't look at settlement activities. We considered in 1991 doing an audit of this type of activities, so yes, it's subject to audit by our office. At the time there were a fair number of changes coming in—there have been negotiations with provinces and all that—so we decided it was probably not timely to start an audit on that, but it is something we'll consider as an office. There is also the role of the internal audit functions of some of the departments involved that might be taken into consideration.

• 1240

Mr. Lalonde: If I might add, in these agreements between the department and the outside agency there's usually a clause for audit by the internal audit department or by a private auditing firm. I think in most instances the funding made by the government is in fact appropriately audited at one point in time during the course of the agreement, in that sense.

Mrs. Hayes: Would that be the case in all grants?

Mr. Lalonde: In most instances there is a clause of agreement. I would say you should pursue your question with the department to see if it's a normal procedure for them, but I would say possibly it is.

The Chairman: Mr. Nunez, followed by Mr. Bryden.

M. Nunez: J'aimerais d'abord vous féliciter pour vous document.

Vous dites à la page 7 de la version française que l'information communiquée au Parlement était également un sujet préoccupant.

Pouvez-vous élaborer là-dessus? Nous sommes, pour la plupart, de nouveaux députés, et je trouve qu'on n'a pas assez d'information aujourd'hui. Il n'est pas facile d'obtenir de l'information. Est-ce que vous pouvez élaborer sur cela?

M. Flageole: Madame la présidente, il y avait deux aspects à la question de l'information au Parlement. On y a fait allusion un peu tout à l'heure.

Il y a le fait que les coûts étaient incomplets. Le programme d'immigration était réparti entre sept intervenants différents et chaque ministère, que ce soit Santé et Bien-être social ou Douanes et Accises, avait ses propres budgets. On a dû calculer nous-mêmes, pour les fins du chapitre, combien coûtait le programme d'immigration. L'information n'était pas là. À ce moment-là, on est allés ramasser des morceaux à gauche et à droite, on les a mis ensemble et on a fait une certaine estimation des coûts.

[Translation]

Mme Hayes: J'aurais une autre brève question à poser. Une bonne part du programme d'établissement et d'intégration des immigrants est assumée par d'autres organismes—organismes publics, organismes sans but lucratif, etc. Comme ces activités font partie du système d'immigration, sont—elles vérifiées par quelqu'un d'autre que ces organismes? Êtes—vous responsables de cette évaluation, ou quelqu'un d'autre s'en occupe—t—il?

M. Flageole: C'est la dernière étape du processus, madame la présidente. En 1990, nous n'avons pas examiné les activités d'établissement. Nous avons songé en 1991 à vérifier cette catégorie d'activités. Je vous répondrai donc oui, elles doivent être soumises à des vérifications faites par notre bureau. À l'époque, divers changements étaient à l'horizon—il y a eu des négociations avec les provinces, etc.—de sorte que nous avons décidé qu'il n'était probablement pas opportun de commencer à aller vérifier ce genre d'activités, mais c'est un volet que nous considérons faire partie de notre mandat. Il y aurait peut-être également lieu d'examiner le rôle de vérification interne de certains des ministères intéressés de près à la question.

M. Lalonde: Ajoutons que, dans ces ententes entre le ministère et l'organisme externe, l'on prévoit habituellement l'intervention du service de vérification interne ou d'une firme privée. Je pense que dans la plupart des cas, l'utilisation des fonds alloués par le gouvernement fait l'objet d'une vérification adéquate à un moment donné pendant l'exécution de l'entente.

Mme Hayes: En est-il ainsi pour toutes les subventions?

M. Lalonde: La plupart du temps, il y a une entente. Je vous propose de poser la question aux responsables du ministère pour savoir s'il s'agit d'une procédure normale pour eux, mais je dirais que cela est possible.

La présidente: M. Nunez, suivi de M. Bryden.

Mr. Nunez: First of all, I would like to congratulate you for your brief.

On page 7 of the French version, you said that information for Parliament was also an area of concern.

Could you elaborate on that? Most of us are new members, and I think that we don't have enough information today. It is not easy to obtain information. What is your view on that?

Mr. Flageole: Madam Chairman, there were two aspects in the question about information for Parliament. We alluded to that earlier.

The first aspect is that the costs were incomplete. The immigration program was divided up between seven different stakeholders, and each department, be it Health and Welfare or Customs and Excise, had its own budget. In order to draft the chapter, we had to figure out ourselves the cost of the Immigration Program. The information was not there. At that time, we had to gather bits of information here and there and put them together to have a certain cost estimate.

L'autre élément est relié à la qualité de l'information. On était assez préoccupés par le manque d'information sur le rendement du programme. On donne beaucoup d'information sur le volume. On dit qu'on traite tant d'applications, qu'on fait ceci et cela. Nous estimons qu'on a besoin de plus d'information sur la qualité du travail qui est effectué. Est—ce qu'on respecte les délais? Est—ce qu'on a des normes de rendement, etc.?

C'est un sujet important qui devrait être poursuivi. De quelle façon mesure-t-on la performance des différents intervenants dans le programme? Est-ce qu'on utilise les ressources de la meilleure façon possible? Il y a peu d'information disponible à ce sujet-là.

M. Nunez: Est-ce le seul ministère dont le budget de dépenses 1993-1994 ne contient pas encore de normes d'évaluation du rendement?

M. Flageole: Madame la présidente, on a discuté un peu de ce sujet tout à l'heure.

C'est un problème qui est généralisé, et on en a traité abondamment dans notre rapport annuel de l'année dernière, notamment en ce qui concerne l'évaluation de programmes, l'information au Parlement, etc.

S'il y a un secteur à améliorer au point de vue de l'information au Parlement, c'est celui de la qualité de l'information qui est fournie sur le rendement des différentes activités des ministères.

Il y a certains ministères qui fournissent une information de meilleure qualité que d'autres. Dans certains cas, il est plus facile de mesurer l'efficacité et l'efficience de ce qu'on fait. C'est un sujet de préoccupation générale pour l'ensemble du gouvernement.

M. Nunez: Vous dites que vous avez fait une cinquantaine de recommandations et qu'il reste encore beaucoup à faire dans plusieurs domaines. Pouvez-vous élaborer sur cela?

M. Flageole: Madame la présidente, on avait fait un suivi de la gestion globale du programme, qui touchait principalement Emploi et Immigration, les Affaires extérieures, le processus des réfugiés et les activités de contrôle de la loi. Dans chacun de ces domaines—là, il restait un bon nombre de choses à faire.

M. Nunez: C'est ce que je voulais dire. Vous dites qu'il reste beaucoup à faire. Est—ce qu'on a mis en oeuvre au moins un certain pourcentage de vos recommandations? C'est très vague quand vous dites qu'il reste beaucoup à faire.

M. Flageole: Dans le rapport de suvi de 1992, on a classé chacune des recommandations dans l'une des deux catégories suivantes: progrès satisfaisants et progrès lents. On pourrait prendre chacune de nos 50 recommandations et dire que dans un secteur, c'était satisfaisant et que dans un autre, ce l'était moins.

Il y a aussi une question de temps. Quand il y a 50 recommandations, c'est un programme qui est extrêmement complexe. On ne doit pas s'attendre à ce qu'un ministère comme Emploi et Immigration puisse corriger tout cela dans une période de 15, 18 ou 24 mois. Ce sont des questions qui sont un peu plus complexes que cela.

[Traduction]

The second aspect is related to the quality of information. We were quite concerned by the lack of data on the performance of the program. Much information is given on the volume. We have the number of applications that are processed, the type of work that is done, and so on. We feel that more information is needed on the quality of the work that is done. Are deadlines being met? Are there any performance standards, and so on?

It is an important issue that needs to be pursued. How do we measure the performance of the various stakeholders who are involved in the program? Are resources being used in the best possible way? Little information is available in that area.

Mr. Nunez: Is it the only department whose 1993–94 Estimates do not contain any performance standards yet?

Mr. Flageole: Madam Chairman, we touched on that a moment ago.

The problem is widespread, and we dealt with it extensively in our report last year, especially as regards program evaluation, Parliament information, etc.

If there is one area that needs to be improved in terms of Parliament information, it is the quality of the information that is given on the performance of the various departmental activities.

Some departments give better information than others. In some cases, it is easier to measure the efficiency and effectiveness of the activities. It is a concern that applies throughout the government.

Mr. Nunez: You said that you made about 50 recommendations, and that a lot remains to be done in several areas. Could you elaborate on that?

Mr. Flageole: Madam Chairman, we followed up the overall management of the program, which dealt mainly with Employment and Immigration, External Affairs, refugee determination and law enforcement. In each of those areas, a lot remained to be done.

Mr. Nunez: That is what I meant. You say there are a lot of things that still need to be done. Have at least some of recommendations been implemented? It is very vague when you say that a lot remains to be done.

Mr. Flageole: In the 1992 follow-up report, each of the recommendations was included in one of the two following categories: satisfactory progress and slow progress. We could take each of the 50 recommendations and say that in a given area, the progress was satisfactory, and that in another area, it was less so.

Time is another factor. When there are 50 recommendations, the program is extremely complex. We cannot expect a department like Employment and Immigration to carry out all the necessary corrections within 15, 18 or 24 months. Those issues are a little more complex than that.

[Translation]

1245

Le progrès le plus important qui a été fait à la suite de nos sur l'immigration en 1992. C'est un programme qui fonctionne dans un contexte très juridique. Il y a des étapes à suivre. Je pense que les modifications qu'on a apportées à la loi vont permettre de mettre en place d'autres mesures pour corriger les faiblesses qu'on avait identifiées en 1990.

M. Nunez: Concernant l'entente Ouébec-Ottawa sur l'immigration, avez-vous vérifié l'argent que le Québec reçoit? Est-ce que vous avez la possibilité d'aller faire une vérification là-bas pour voir comment cet argent est dépensé?

M. Flageole: On n'avait pas vérifié l'entente Canada-Québec en 1990. Au point de vue de la juridiction, il y a un bon nombre de contrôles qui sont de juridiction fédérale. Selon l'entente, les responsabilités sont partagées entre le Québec et le gouvernement fédéral. En gros, l'entente donne au Ouébec un droit de regard sur la sélection des immigrants et les activités d'établissement dans la province, au point de vue linguistique, etc. L'entente prévoit aussi des paiements à la province de Québec en compensation de certains services qui ne sont pas offerts par le fédéral.

On n'a pas vérifié de quelle façon le gouvernement du Québec utilisait cet argent. Ce n'est pas un sujet qui avait été retenu.

M. Nunez: Auriez-vous le pouvoir de faire cela si vous vouliez le faire?

M. Flageole: Oui. Il y a une entente entre le Canada et le Québec qui établit de façon très précise les responsabilités de chacun des intervenants. En gros, on parle surtout de la sélection des immigrants indépendants, où le Québec a juridiction, et des processus d'établissement et de formation linguistique. On a aussi un mot à dire sur certaines admissions de visiteurs, comme des étudiants, etc. Il y a des choses qui sont clairement de juridiction fédérale et d'autres de juridiction provinciale. Tout ce qui touche le contrôle des admissions, par exemple la sécurité, les examens médicaux et l'établissement de normes globales, relève du fédéral. Quant au provincial, il s'occupe surtout des activités de sélection des immigrants indépendants.

M. Nunez: Vous dites que certaines missions à l'étranger sont plus performantes que d'autres. Il y a beaucoup d'avocats et beaucoup d'immigrants venant d'Amérique latine qui disent que le traitement d'une demande en Amérique latine prend beaucoup plus de temps qu'en France ou en Grande-Bretagne. Êtes-vous d'accord sur cela? Avez-vous examiné la situation?

M. Flageole: Oui, madame la présidente, on l'avait examinée en détail. Je peux vous référer à notre chapitre 13 du rapport de 1990. On donne de nombreux exemples de pays précis. À la page 328 de notre rapport, on donne les variations dans les temps d'attente. C'est le paragraphe 13.43.

I have an English version, so the page number might be a bit different.

M. Lalonde: En français, c'est à la page 360.

The Chairman: This is the 1990 report. You reviewed it again in 1992. I guess Mr. Nunez is wondering if there has been improvement in the level of service that people using those services can expect.

The most important changes implemented as a result of our recommandations, ce sont les changements qu'on a apportés à la Loi recommendations were those that were introduced in the Immigration Act in 1992. It is a program that functions in a very legal context. There are steps to follow. I think the changes that we

brought into the act will allow us to put in place other measures to

correct the weaknesses that were identified in 1990.

Mr. Nunez: Concerning the Quebec-Canada agreement on immigration, have you audited the funds received by the province? Is it possible for you to go to Quebec and audit the use of that money?

Mr. Flageole: In 1990, we did not audit the Canada-Quebec agreement. There are many controls that fall within federal jurisdiction. Under the agreement, the responsibilities are shared between the province and Ottawa. In a nutshell, it gives Quebec a say in the selection of immigrants and in the activities related to their settlement in the province, especially in language training. It also requires Ottawa to pay Quebec in compensation for certain services that are not offered by the federal government.

We have not audited the use of that money by the provincial government. That issue was not retained.

Mr. Nunez: Would you have the power to audit if you wanted to do it?

Mr. Flageole: Yes. There is an agreement between Canada and Quebec that establishes in very precise terms the responsibilities of each party. It is mainly about the selection of independent immigrants, in an area where Quebec has some jurisdiction, and about settlement and language training. We also have a say in the admission of certain types of visitors, such as students. Certain things are clearly within federal jurisdiction, and others are within provincial jurisdiction. Everything that deals with the control of admissions, that is security, medical exams and general standards, is within federal jurisdiction. On the other hand, the province deals essentially with activities regarding the selection of independent immigrants.

Mr. Nunez: You said that some of our missions abroad are more efficient than others. According to many lawyers and many immigrants from Latin America, the processing of an application in that part of the world takes much more time than in France or in Great Britain. Do you agree? Have you looked into the situation?

Mr. Flageole: Yes, Madam Chairman. We looked into it extensively. I can refer you to chapter 13 of our 1990 report, where we give many examples of specific countries. On page 328, paragraph 13.43, we point to variations in processing times.

J'ai la version anglaise, qui a peut-être une pagination différente.

Mr. Lalonde: It is on page 360 of the French version.

La présidente: Il s'agit du rapport de 1990. Vous avez réexaminé la situation en 1992. Je pense que M. Nunez veut savoir si le service a subi les améliorations que les usagers peuvent en attendre.

M. Flageole: À ce moment-là, Emploi et Immigration était en train de revoir toute la question de l'allocation des ressources. Regardez le genre de différences qu'on a notées pendant certaines périodes de temps. Dans certains cas, on parlait de trois mois, et dans d'autres, de 10 ou 12 mois. Au tableau 13.5, on parle de variations dans les temps et le nombre de cas de visiteurs traités. Le ministère n'était pas en mesure de nous expliquer pourquoi on avait des variations aussi importantes. C'est la raison pour laquelle nous avons remis en question l'allocation des ressources. On a indiqué assez clairement qu'à certains endroits, il y avait trop de ressources et qu'à d'autres, il n'y en avait pas assez. On avait demandé au ministère de revoir l'allocation des ressources en fonction de normes de service.

The Chairman: But perhaps what Mr. Nunez is trying to get at is that this was in 1990 and you've been back once. Has it changed? Has there been improvement?

M. Flageole: On n'a pas examiné la situation de façon aussi précise, parce qu'on venait tout juste de transférer des Affaires extérieures à Emploi et Immigration la responsabilité des missions à l'étranger. Donc, c'était relativement nouveau pour Emploi et Immigration. On commençait, à ce moment—là, à revoir toute la question de l'allocation des ressources. On sait, par exemple, que des bureaux ont été fermés aux États—Unis.

Je pense que c'est un sujet que vous devriez poursuivre avec le ministère.

• 1250

The Chairman: Maybe you can follow that up with the department to ask them specifically for the updated information on that particular chart.

Mr. Lalonde: Or again, if I may suggest this, you could ask the department what its response time is per mission with respect to dealing with the applications, and then you could compare in that sense.

The Chairman: It would be great if they could provide us with a chart as it is today.

Mr. Lalonde: I think the question is a very good one.

Mr. Bryden: You mentioned in your remarks there were quite a few abuses in the refugee determination process. Could you comment on what these abuses are and whether there's any perceived progress with them?

Mr. Flageole: Madam Chair, I'll try to give a short response to something that might take some time to explain.

At the end of 1988 the refugee system was near collapse. We are talking about 85,000 cases in arrears in the system. It was felt at the time the system had to be changed, so we made a significant modification to the Immigration Act that came into effect on January 1, 1989, which put in place a new system to deal with the refugee claimants.

In 1990 we looked at that new system, so we were looking at a system that had been operating for about 12 or 15 months. We came to the conclusion that we were concerned about the capacity of the system to treat the number of cases coming in. We also raised questions about whether the system was adequately protected against abusers.

[Traduction]

Mr. Flageole: At that time, Employment and Immigration was re–examing the whole question of resource allocation. Look at the differences that we noted over certain periods of time. In some cases, it was three months, and in others, 10 or 12 months. Table 13.5 is about variations in times and the number of visitor applications processed. The department could not tell us why there were such important variations. That is why we questioned the allocation of resources. We indicated quite clearly that in certain places, there were too many and in others, there were not enough. We asked the department to review resource allocation in the light of service standards.

La présidente: Mais je crois que la question de M. Nunez est la suivante: vous parlez là du rapport de 1990; depuis lors vous avez réexaminé la situation. A-t-elle évolué? Y a-t-il eu des améliorations?

Mr. Flageole: We did not examine the situation in such a precise way, because the responsibility for missions abroad had just been transferred from External Affairs to Employment and Immigration. So it was relatively new for the latter. At that time, we were beginning to review the whole question of resource allocation. For instance, we know that offices were closed in the United States.

I think you should look further into this with the department.

La présidente: Vous pourriez peut—être chercher à en savoir plus en posant au ministère des questions précises sur la mise à jour des données figurant sur ce tableau.

M. Lalonde: Si vous le permettez, vous pourriez aussi demander au ministère quel est le temps de traitement des dossiers dans chaque mission, et ainsi vous pourrez faire la comparaison.

La présidente: L'idéal serait qu'il nous communique un tableau comportant des renseignements sur la situation actuelle.

M. Lalonde: Excellente idée.

M. Bryden: Dans votre exposé, vous avez dit qu'il y avait un certain nombre d'abus dans le processus de détermination du statut de réfugié. Quels sont ces abus, et que fait—on pour y remédier?

M. Flageole: Madame la présidente, je vais tâcher de répondre brièvement à une question qui mérite qu'on y consacre un certain temps.

À la fin de 1988, le système de détermination du statut de réfugié était sur le point de s'effondrer. Il y avait environ 85 000 cas d'arriérés. On a alors estimé qu'il fallait changer le système, ce qui nous a amenés à apporter une modification importante à la Loi sur l'immigration qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1989 et qui a mis en place un nouveau système.

En 1990, nous avons examiné le nouveau système, qui n'était en place que depuis 12 ou 15 mois. Nous nous sommes interrogés sur la capacité du système de traiter le nombre de dossiers que l'on recevait. Nous nous sommes aussi demandé si le système était judicieusement protégé contre les abus.

If you refer to 1990, chapter 12, there was a very significant mechanism in the act that was called a safe third country provision, which would have allowed the department to return claimants to their countries of origin. We reported that the mechanism has never been put in place and the department will probably have to find something else to do that.

The modification made in 1992 provides for some of these mechanisms and I think the department recognized that control over immigrants has an international dimension. There is no single control that's going to be fully effective. The department is, for example, currently negotiating agreements with other countries that might allow them to return people, so they claim refugee status in the first country in which they arrived after leaving their own country. The department is looking at that.

Mr. Bryden: I have another question, if I may. Did you look at the success of sponsorship at any time? How successful is the process of sponsorship whereby families undertake to guarantee that they will look after their relatives when they bring them over? Is that a successful program?

Mr. Flageole: We haven't looked at that one in the course of the audit. That was a bit closer to settlement activities, so we didn't retain that section of the program for the audit we did at the time.

Mr. Bryden: That brings up another question, then. Who and what determines what you look at? I note, for example, you said you have not looked at the Canada–Quebec agreement, and there are a great many reasons why we should be very interested in the efficiencies or lack of efficiencies of that agreement. How is this determined?

Mr. Flageole: In any of the audits we do we have to be selective.

The Chairman: First I think we need to clarify whether you have the authority to audit.

Mr. Flageole: Yes.

The Chairman: Okay, thank you.

Mr. Flageole: I think it's a decision we make as an office as to what we're going to look at in specific programs. It's going to be extremely difficult to look at everything, and I think immigration has such a wide range of programs that we have to be selective.

The choice is based on a number of factors including consultations with different stakeholders in the program. We also do some risk assessment and say, okay, we have to establish priorities; what should we look at first?

[Translation]

Au chapitre 12 de notre rapport de 1990, nous avons parlé d'une importante disposition, dite de tiers pays sûr, qui a été prévue dans la loi et qui aurait permis au ministère de renvoyer les demandeurs dans leur pays d'origine. Ce mécanisme n'a jamais été mis en place, et le ministère devra probablement recourir à une autre solution.

La modification de 1992 prévoit certains mécanismes semblables, et je pense que le ministère a reconnu que le contrôle des immigrants comporte une dimension internationale. Aucune mesure unilatérale ne sera vraiment efficace. C'est ainsi que le ministère est en train de négocier avec d'autres pays des ententes permettant de renvoyer des gens pour qu'ils puissent réclamer le statut de réfugié dans le premier pays où ils arrivent après avoir quitté le leur. Voilà donc une solution que le ministère envisage.

M. Bryden: Si vous le permettez, je vais poser une autre question. Avez-vous évalué le programme de parrainage à un moment donné? Dans quelle mesure peut-on dire que le programme qui permet à un immigrant de s'engager à subvenir aux besoins d'un membre de sa famille qu'il fait venir au Canada est couronné de succès? Est-ce un bon programme?

M. Flageole: Nous n'avons pas examiné ce programme dans le cadre de la vérification. Il s'agit là d'une activité qui se rapproche de l'établissement, et nous ne nous y sommes pas penchés pendant notre étude.

M. Bryden: Cela soulève une autre question: qui détermine la portée de votre travail, et selon quels critères? Par exemple, vous avez dit que vous n'avez pas examiné l'entente Canada—Québec, et que nous avons de très nombreuses raisons de nous intéresser étroitement à ses avantages et à ses inconvénients. Qu'est—ce qui justifie ces choix?

M. Flageole: Dans toutes les vérifications que nous faisons, nous devons être sélectifs.

La présidente: Tout d'abord, il faut savoir clairement si vous avez le pouvoir de vérifier.

M. Flageole: Nous l'avons.

La présidente: Très bien. Merci.

M. Flageole: C'est notre bureau qui décide des éléments que nous allons examiner dans le cadre de certains programmes. Il est extrêmement difficile de tout examiner, et je pense que le ministère de l'Immigration a tellement de programmes que nous devons être sélectifs.

Nos choix sont fondés sur un certain nombre de facteurs, notamment la consultation avec les différents intervenants du programme. Nous évaluons aussi les risques, et nous devons établir les priorités, c'est-à-dire les domaines par lesquels il faut commencer.

• 1255

If you look at what we looked at in 1990, for example, the refugee system was the object of very serious concerns at that time. We had to look at that. The types of choices we might make in 1994 if we're looking at immigration might be different

Par exemple, en 1990, le système de détermination du statut de réfugié faisait l'objet de très graves préoccupations. Nous avons dû l'examiner. Les choix que nous pourrions faire en 1994 pourraient être différents de ceux que nous avons faits en 1990.

from when we looked at it in 1990. It's really focused on risk and where we believe, as an office, we can make a difference in important aspects of the program. But these are going to evolve, and in the next audit of immigration we'll certainly give consideration to all of these other factors.

Mr. Bryden: One last question-

The Chairman: Excuse me. I want to follow up on this. You talked about consulting stakeholders. Would you consider consulting this committee, or have you?

Mr. Bryden: That's what I was going to ask.

The Chairman: I'm sorry. I thought you were changing the line of questioning.

Mr. Bryden: Does this committee significantly influence your decisions with respect to what you should be auditing? If this committee were to recommend unanimously that you look into sponsorship, or unanimously recommend—or even not unanimously recommend—that you look into the Canada—Quebec agreement, would this have a significant impact on your actions?

Mr. Flageole: Madam Chair, we would certainly welcome your views on that. I think this committee is a very important user of the chapter, and we would certainly welcome your comments on any future work the office might want to conduct on immigration.

Mr. Lalonde: I think this follows Richard's comments at the end that we would invite your participation, your comments, your concern with respect to the immigration program so that we can take these into consideration. We will certainly dialogue closely with you in that sense, and your input would be very much appreciated. We serve Parliament, so we are here to respond to part of your concern.

Mr. Bryden: May I just make a request on the part of the committee? Can you give us some examples of areas that you've not looked at that might be of interest to this committee? I think that would be very helpful.

The Chairman: Perhaps an ongoing dialogue as we work through the estimates, we can prepare in cooperation—

Mr. Lalonde: I think we can work with you in the sense of responding to the question of exactly what areas were not passed on as part of our audit concern for the 1990 audit. Certainly I think it will be possible to deal with your research.

The Chairman: Mrs. Hayes, on a point of information. She's not jumping queue.

Mrs. Hayes: I'm curious about how the department is organized. Are you specialists in citizenship and immigration and will you carry on in that capacity for the next four years? How is it structured?

Mr. Flageole: Madam Chair, I think you're asking a question about my assignment for the next four years.

Mrs. Hayes: I'm impressed with your expertise to this point, not only in numbers but in the flavour of the policies and such. As I say, it's a point of information.

[Traduction]

Nous nous penchons essentiellement sur les risques et sur les domaines où, à notre avis, nous pouvons apporter des améliorations importantes. Mais les choses évoluent, et lors de la prochaine vérification de l'immigration, nous allons certainement étudier tous les autres facteurs.

M. Bryden: Une dernière question...

La présidente: Excusez-moi, mais je voudrais continuer dans la même veine. Vous avez dit que vous consultiez les intervenants. Envisagez-vous de consulter notre comité? L'avez-vous déjà fait?

M. Bryden: C'est ce que je voulais demander.

La présidente: Pardon. J'ai pensé que vous changiez de sujet.

M. Bryden: Notre comité influe-t-il sensiblement sur les décisions relatives à l'objet de vos vérifications? Si le comité devait recommander—unanimement ou non—que vous examiniez le programme de parrainage ou l'entente Canada—Québec, donneriez—vous suite à cette recommandation?

M. Flageole: Madame la présidente, vos opinions seraient certainement les bienvenues. Votre comité est un usager très important du chapitre, et nous accepterions volontiers vos observations sur les travaux futurs que le bureau pourrait effectuer en matière d'immigration.

M. Lalonde: Je pense que Richard a dit à la fin de son intervention que votre participation, vos observations et vos préoccupations relatives au Programme d'immigration seraient les bienvenues et que nous en tiendrions compte. À cet égard, nous allons certainement communiquer étroitement avec vous, et votre apport serait très apprécié. Nous sommes au service du Parlement, et nous sommes ici pour répondre à vos préoccupations.

M. Bryden: Si vous le permettez, je vais faire une demande de la part du comité. Pourriez-vous nous donner des exemple de domaines que vous n'avez pas examinés et qui pourraient nous intéresser? Cela serait très utile.

La présidente: Peut-être un dialogue permanent pendant l'étude du budget, que nous pouvons préparer en collaboration. . .

M. Lalonde: Nous pouvons collaborer avec vous en répondant à la question de savoir quels sont les domaines qui n'ont pas été abordés dans le cadre de la vérification de 1990. C'est certainement une question à laquelle nous pouvons répondre.

La présidente: M^{me} Hayes veut obtenir une information. Elle ne passe pas avant son tour.

Mme Hayes: Je voudrais savoir comment le ministère est organisé. Êtes—vous des spécialistes en matière de citoyenneté et d'immigration, et continuerez—vous de travailler à ce titre au cours des quatre prochaines années? Comment le ministère est—il structuré?

M. Flageole: Madame la présidente, si j'ai bien compris, vous me demandez quelle sera mon affectation pendant les quatre prochaines années.

Mme Hayes: Jusqu'ici, je suis impressionnée par votre compétence en ce qui concerne non seulement les chiffres, mais aussi la teneur des politiques et des choses semblables. Comme je l'ai dit, c'est à titre d'information.

The Chairman: You jumped queue, so a quick question and a quick answer.

Mr. Flageole: I think it's very important that we maintain that knowledge, and we'll certainly make sure as an office that we maintain the level of expertise we have on the immigration program.

Mr. Jackson: Mr. Flageole, I think Mrs. Hayes and the rest of us are impressed. With this particular assignment it sounded to me like you went overseas as well and examined some of these missions. Did you? I thought I picked that up.

Mr. Flageole: Madam Chair, unfortunately I didn't go overseas myself.

Mr. Jackson: Oh, you didn't.

Mr. Flageole: But yes, we did. We conducted on-site examinations in a certain number of foreign missions abroad, mainly for the External Affairs operations.

Mr. Jackson: My question has to do with that. Is it realistic to have set parameters in Canada as opposed to in Bombay or something like that? Should there be a range or should there be categories? It seems to me there are cultural differences. There are problems with technology transfer and various kinds of things like that.

When we go for this efficiency I know personally what happens once you get over those borders. It's a whole different can of worms. It's one thing to recommend something in the Auditor General's report; it's another thing to perform it. I don't think we should ask for unrealistic goals for the department. However, we need to look at those parameters. Is this a fair proposition I'm putting to you?

Mr. Flageole: Madam Chair, yes, and I think your point is very important. When we looked at the allocations of resources and efficiency and all that, we made it clear that we should take into account the specificities of each country. A quick example would be security examinations. It's probably easier to get some security information in the United States than in some countries in the Third World.

• 1300

So the number of resources you have has an impact on the speed of service. In the case of establishing a norm of service in different countries, they should take local conditions into account. We fully agree with that statement.

Mr. Jackson: I have one quick question that has to do with the transfer to Quebec. You said you didn't examine that, but it would appear we have the authority to ask. If we want to find out what happened to the funds that were directly transferred, we could ask about that. There may be some way of finding out how it was deployed.

Mr. Flageole: As I mentioned, we haven't looked at the agreement, but it is quite clear on how the funds are transferred to provinces. There's a specific formula.

Mr. Jackson: They are transferred but we don't know how they're spent. We know how the rest is spent but we don't know how that is spent.

[Translation]

La présidente: Vous êtes passée avant votre tour; à brève question, réponse brève.

M. Flageole: Je pense qu'il est important que nous soyons à la page, et nous veillons certainement à ce que notre bureau maintienne son expertise en ce qui concerne le Programme d'immigration.

M. Jackson: Monsieur Flageole, je pense que Mme Hayes et tous les membres du comité sont impressionnés. Il me semble que, dans le cadre de vos fonctions, vous êtes aussi allé à l'étranger pour examiner certaines missions. Est-ce exact? Je voulais vous le demander.

M. Flageole: Madame la présidente, malheureusement, je ne suis pas allé moi-même à l'étranger.

M. Jackson: Vous n'y êtes pas allé?

M. Flageole: Si, nous y sommes allés. Nous avons effectué des vérifications sur place dans un certain nombre de missions à l'étranger, surtout en ce qui concerne les activités des Affaires extérieures.

M. Jackson: Tel est l'objet de ma question. Est-il réaliste d'avoir au Canada des paramètres qui sont différents de ceux de Bombay ou d'ailleurs? Devrait-il y avoir une gamme ou des catégories? Il me semble qu'il existe des différences culturelles. Il y a des problèmes en ce qui concerne le transfert de technologies et des domaines semblables.

À propos d'efficacité, je sais personnellement ce qui se passe une fois que l'on est à l'étranger. C'est un véritable guêpier. C'est une chose de faire des recommandations dans le rapport du vérificateur général; c'en est une autre de les mettre en oeuvre. Je pense qu'il ne faut pas imposer des objectifs irréalistes au ministère. Toutefois, nous devons examiner ces paramètres. Ma proposition vous semble-t-elle judicieuse?

M. Flageole: Oui, madame la présidente. Vous soulevez là un point très important. Quand nous avons examiné l'affectation des ressources, l'efficacité, etc., nous avons dit clairement qu'il faut tenir compte des particularités de chaque pays. L'exemple qui vient rapidement à l'esprit est celui des examens sécuritaires. Il est sans doute plus facile d'obtenir des renseignements sur la sécurité aux États-Unis que dans certains pays du Tiers Monde.

Les ressources disponibles ont certainement un impact sur la rapidité du service. Pour établir une norme de service dans divers pays, il faudrait tenir compte des conditions locales. Nous sommes bien d'accord sur ce point.

M. Jackson: J'ai une brève question à poser au sujet du transfert au Québec. Vous n'avez pas examiné cette entente, avez-vous dit, mais elle entre dans notre mandat. Si nous voulons savoir ce qu'il est advenu de ces fonds transférés directement, nous pouvons poser des questions. Il doit y avoir une façon de voir comment ces fonds ont été répartis.

M. Flageole: Comme je l'ai indiqué, nous n'avons pas examiné l'entente, mais les fonds sont transférés aux provinces selon une formule bien précise.

M. Jackson: Les fonds ont été transférés, mais nous ne savons pas comment ils ont été dépensés. Nous savons ce qu'il est advenu du reste, mais non pas de cette partie.

Mr. Assadourian: Madam Chair, my question was asked by my colleagues on two occasions, but I still have further questions regarding the agreement between Quebec and Canada. Approximately when was that agreement signed?

Mr. Flageole: The Cullen-Couture agreement, the first one, was signed in 1978. I think it was changed around 1990–91. There was an amendment to it.

Mr. Assadourian: It was the very first one.

Mr. Flageole: Yes.

Mr. Assadourian: On average how much money has been transferred yearly since 1978?

Mr. Flageole: Madam Chairman, I don't have the figures since 1978. I'm just looking at the summaries I have here.

Mr. Assadourian: The latest ones.

Mr. Flageole: For 1993–94, in terms of compensation for programs and services from which Canada is withdrawing, the information I have here refers to \$85 million, and in 1994–95 it is \$90 million. The formula is that 32% of federal funds is for settlement activities and integration of immigrants.

I only have some information. I'm sure the department can provide you with a lot of information on that.

Mr. Assadourian: The reason I am asking is that I find it odd that since 1978, when the agreement was first introduced, you haven't gone over the agreement. Oddly enough, it's the only province in the country that has an agreement. As far as I know, if it works well you could recommend it with improvements, if any, to other provinces.

I want to emphasize that I think it's very, very important you do the audit for this agreement so that we can see how it's working and whether we can make any improvements so that we can work with the other provinces.

The Chairman: Thank you, Mr. Assadourian, for those comments. They didn't come in the form of a question.

Mr. Lalonde: I would just like to add that we don't have an answer to the hon. member's question here, but I don't want to leave you with the impression that no audit is being made. What we are talking about here is a comprehensive audit. There is an annual audit made on the activity and expenditures of the department, which is what we call our public accounts audit. In that sense there is a certain verification of the money that is being transferred to other parties and how it is accounted for.

So I don't have the answer here, but as I mentioned a while ago, I'm positive there are certain clauses in the agreement that request the recipient province to account for the funds being given to it. You could ask the department the extent of verification being made by the department on these transfer payments.

The Chairman: Mr. Lalonde, what you are saying is that on an annual basis there is a financial audit done.

Mr. Lalonde: Correct.

[Traduction]

M. Assadourian: Madame la présidente, ma question a été posée par mes collègues à deux reprises, mais je continue de m'interroger au sujet de cette entente conclue entre le Québec et le Canada. À quelle époque à peu près cette entente a-t-elle été signée?

M. Flageole: L'entente Cullen-Couture, la première, a été signée en 1978. Je pense qu'elle a été modifiée par la suite en 1990–1991. Une modification y a été apportée.

M. Assadourian: C'était la toute première.

M. Flageole: Oui.

M. Assadourian: Combien d'argent a été transféré annuellement en moyenne depuis 1978?

M. Flageole: Madame la présidente, je n'ai pas les chiffres depuis 1978. J'ai seulement des résumés ici.

M. Assadourian: Dites-moi seulement quels sont les derniers.

M. Flageole: En 1993–1994, en guise de compensation pour les programmes et les services dont le Canada s'est retiré, le chiffre a été de 85 millions de dollars, selon les indications que j'ai ici; en 1994–1995, il doit atteindre 90 millions de dollars. Selon la formule, 32 p. 100 des fonds fédéraux doivent être consacrés à l'établissement et à l'intégration des immigrants.

Je n'ai que des renseignements fragmentaires, Je suis sûr que le ministère peut vous en fournir de plus complets.

M. Assadourian: Je trouve étrange que vous n'ayez pas examiné l'entente depuis sa conclusion, soit depuis 1978. Il convient de noter que c'est la seule province du pays pour laquelle une entente existe. Il me semble que si elle fonctionne bien elle pourrait être recommandée pour les autres provinces, sous une forme améliorée.

J'insiste sur ce point. Il est extrêmement important que vous procédiez à une vérification de cette entente de façon à ce que nous puissions voir si elle fonctionne bien et si elle pourrait être appliquée à d'autres provinces sous une forme améliorée.

La présidente: Merci de ces observations, monsieur Assadourian. Il ne s'agissait pas d'une question comme telle.

M. Lalonde: Je voudrais préciser à ce sujet que si nous n'avons pas de réponse à la question de l'honorable député pour l'instant, nous ne voulons pas donner pour autant l'impression que nous n'avons pas procédé à une vérification. Ce dont nous parlons maintenant, c'est d'une vérification intégrée. Cependant, il y a une vérification annuelle de l'activité et des dépenses du ministère. C'est ce que nous appelons la vérification des comptes publics. Il y a une vérification portant sur les fonds transférés aux autres parties ainsi que sur la justification de ces fonds.

Je n'ai donc pas de réponse prête maintenant, mais, comme je l'ai indiqué, je suis sûr que certaines dispositions de l'entente prévoient que la province qui reçoit les fonds doit rendre des comptes. Vous pouvez demander au ministère jusqu'où va sa vérification de ces paiements de transfert.

La présidente: Ce que vous dites, monsieur Lalonde, c'est qu'il y a une vérification annuelle des comptes.

M. Lalonde: Oui.

The Chairman: There are controls in place to ensure the agreement is being followed to the letter. But what is missing is an operational audit as opposed to a financial audit. Do we have the authority to do an operational audit, and has it been done?

Mr. Lalonde: My first reaction—and I will have to double—check—is that I don't believe we would have the authority to go to the recipient province and do an audit in that context.

The Chairman: An operational audit.

• 1305

Mr. Lalonde: Again, if there is a specific, it depends. I think we have to review the clause in the agreement. It all depends on the agreement and what clause stipulates the authority of the department to satisfy themselves about the expenditures of each one.

We could check on that, Madam Chairman, and come back to you. This is a question of concern to your members and we could check on it. It's exactly what is happening in that context.

The Chairman: I want to follow up on Mr. Assadourian's questions. It's my understanding that there are agreements with seven provinces in terms of immigration. Did I miss something here?

Mr. Flageole: I agree, Madam Chair. Ontario has shown quite an interest in getting into an agreement. I think—

The Chairman: I assume that other provinces will be coming along.

Have you done any audit work in terms of consistency between provinces so that a Salvadorean who lives in Montreal can expect the very same benefits and resettlement programs as a Salvadorean who resides in Vancouver?

Mr. Flageole: Madam Chair, this is related mainly to settlement activities. We haven't examined that in the last audit we have done.

The Chairman: In terms of the provincial agreements, now that these are being negotiated with different provinces, are we getting a patchwork or does the department have a framework of responsibilities that might be federal and provincial so that they're negotiated on the same basis?

Mr. Flageole: Madam Chair, we haven't looked at the way the agreements are negotiated or the basis or the framework of negotiations. The question would probably be better addressed to the department.

The Chairman: Could you do one if asked?

Mr. Flageole: If we could?

The Chairman: Could you put it in your work program if it were suggested?

Mr. Flageole: As Mr. Lalonde mentioned, you're raising a very interesting question in terms of the audit framework that applies to transfers to provinces. Again, there are questions of jurisdiction and all that for our office.

One thing we've tried to do in the past was to work with the provincial Auditor General. Again, we have money flowing from the federal to the provinces that is used to deliver specific services. We had one of these projects, for example, dealing [Translation]

La présidente: Il y a des contrôles en vue d'assurer que l'entente est suivie à la lettre. Ce qui manque, c'est une vérification de la gestion, par rapport à une vérification des comptes. Avons—nous le pouvoir de procéder à une vérification de la gestion, et l'avons—nous fait?

M. Lalonde: Je serais enclin à dire—je devrai le vérifier—que nous n'avons pas le pouvoir de procéder à une vérification chez la province qui reçoit les fonds.

La présidente: Une vérification de la gestion.

M. Lalonde: À moins qu'il n'y ait une disposition précise dans ce sens. Nous devrons examiner l'entente afin de voir si c'est le cas. Tout dépend de l'entente et du pouvoir qui est accordé au ministère de vérifier chaque dépense.

Nous allons vérifier, madame la présidente, et vous donner une réponse. Vos membres veulent savoir exactement ce qui se passe. Nous obtiendrons l'information.

La présidente: J'aimerais pousser plus loin les questions de M. Assadourian. Il y a bien sept provinces qui ont des ententes en matière d'immigration, n'est-ce pas?

M. Flageole: Oui, madame la présidente. L'Ontario s'est montré très désireux de conclure une entente. Je pense. . .

La présidente: Je suppose que les autres provinces emboîteront le pas.

Avez-vous effectué une vérification afin de voir si les services sont constants dans les diverses provinces, si un Salvadorien qui vient à Montréal a droit aux mêmes prestations et aux mêmes programmes d'établissement que s'il habitait Vancouver?

M. Flageole: Madame la présidente, c'est une question qui a trait essentiellement à l'activité d'établissement. Elle n'a pas fait partie de notre dernière vérification.

La présidente: En ce qui concerne les ententes provinciales, maintenant qu'elles sont négociées avec plusieurs provinces, la situation est—elle disparate, ou le ministère a-t—il un cadre à l'intérieur duquel certaines responsabilités sont fédérales et certaines responsabilités sont provinciales, de façon à pouvoir négocier sur le même pied partout?

M. Flageole: Madame la présidente, nous n'avons examiné ni la façon dont les ententes sont négociées ni la base ou le cadre des négociations. La question s'adresserait davantage au ministère.

La présidente: Pourriez-vous le faire?

M. Flageole: Faire quoi?

La présidente: Inclure un tel examen dans votre programme s'il vous était proposé.

M. Flageole: Comme M. Lalonde l'a noté, vous posez une question très intéressante au sujet d'un cadre de vérification qui pourrait s'appliquer aux transferts faits aux provinces. Elle met en cause la compétence respective des parties et tout ce qui s'y rattache.

Par le passé, nous avons essayé de collaborer avec le vérificateur général provincial. Il s'agit de fonds fédéraux accordés aux provinces pour qu'elles offrent certains services bien précis. Nous avons procédé de cette façon pour les prêts

with student loans. We worked with the auditor general of Alberta, for example, and we did a joint audit. That might be something we want to pursue in the future, but again it's something we have to look at on a case—by—case basis.

The Chairman: To this point in time.

Mr. Flageole: Yes.

The Chairman: I appreciate that.

Mr. Lalonde: This is something, Madam Chair, that we could look into possibly in the context of the question from the member about expenditures by provinces. We could review the agreement as to exactly what mechanism is in place, and possibly deal with your research and come back to you.

The Chairman: I appreciate that.

Mr. Lalonde: We haven't got the answer on that one.

The Chairman: Members of the committee, it's now almost ten after the hour. Do you want some time to discuss the other items on our agenda, or do you want to go to another round of questions?

M. Nunez: J'ai une seule question.

Mme Gagnon: J'avais demandé la parole.

The Chairman: Members of the committee, is that acceptable? Mrs. Hayes, did you have other questions?

All right. We'll hear from Mr. Nunez and then Mrs. Gagnon.

M. Nunez: Madame Gagnon n'a pas posé de questions hier.

The Chairman: One of you.

Mme Gagnon: À la page 4 de votre exposé, vous signalez certains problèmes au sujet de l'efficience du processus de reconnaissance du statut de réfugié.

Pourrait—on lier cela à un certain comportement de demandes de réfugiés qui demandent des visas de séjour ou qui arrivent illégalement dans notre pays? Peut—on dire que le fait que ce ne soit pas assez efficace dans certains pays est une conséquence de cette condition?

M. Flageole: On fait surtout référence ici, à la façon dont on procède au traitement d'une demande de réfugié.

On avait fait un bon nombre d'observations en 1990, par exemple, sur le nombre très élevé d'ajournements dans les audiences qui causaient des délais, etc. Il y avait certains problèmes avec la façon dont on mettait les audiences à l'horaire.

• 1310

C'était surtout relié, encore une fois, à la façon de procéder pour essayer de compléter une audience de la façon la plus efficiente possible, à l'intérieur de délais prévus.

Mme Gagnon: Si on n'arrive pas à livrer la marchandise, les gens vont se débrouiller autrement, donc, ils vont demander un visa de séjour et on sait très bien que lorsqu'ils sont ici, soit au Québec ou dans d'autres provinces du Canada, il y a de sérieux problèmes parce que déjà, ces gens—là se sont adaptés et il faut les renvoyer dans leur pays pour la simple raison que ce n'est pas ici qu'on demande le permis de séjour.

[Traduction]

aux étudiants, par exemple. Dans un cas bien précis, nous nous sommes joints au vérificateur général de l'Alberta pour mener une vérification commune. Nous pourrions peut-être adopter cette ligne de conduite à l'avenir, mais nous procéderions cas par cas.

La présidente: C'est la situation pour l'instant.

M. Flageole: Oui.

La présidente: Je comprends.

M. Lalonde: Nous pourrions examiner cela, madame la présidente, peut-être dans le contexte de la question du député concernant les dépenses effectuées par les provinces. Nous pourrions réexaminer l'entente afin de voir s'il y a un mécanisme quelconque et vous donner une réponse plus tard.

La présidente: Je vous en remercie.

M. Lalonde: Nous ne pouvons vous répondre de façon précise à ce moment—ci.

La présidente: Mesdames et messieurs, il est maintenant presque 13h10. Voulez-vous vous garder un peu de temps pour discuter des autres points à l'ordre du jour ou poser d'autres questions?

Mr. Nunez: I only have one.

Mrs. Gagnon: I had asked the floor.

La présidente: Êtes-vous d'accord? Aviez-vous d'autres questions à poser, madame Hayes?

Très bien. Nous allons entendre M. Nunez et M^{me} Gagnon.

Mr. Nunez: Mrs. Gagnon didn't ask any questions yesterday.

La présidente: L'un ou l'autre.

Mrs. Gagnon: On page 4 of your presentation, you allude to efficiency problems regarding the refugee determination process.

Could this have something to do with the attitude of some refugees who ask for visitor visas or enter our country illegally? Could we say that the problem is caused by inefficiencies in some countries?

Mr. Flageole: We mainly refer here to the way we process refugee claims.

In 1990, we had stressed, for example, the large number of hearing adjournments and the delays that followed. There were problems with scheduling the hearings.

It mainly had to do with the procedure to try and complete hearings in the most efficient way possible, within the time frames allowed.

Mrs. Gagnon: If we cannot deliver the goods, people will find other ways. They will ask for visitors' visas, for example. And we all know that once they have entered the country, whether in Quebec or in other provinces, the situation becomes complex. Once these people have adjusted themselves, they have to be sent back to their country because they cannot ask a resident's permit from within.

M. Flageole: Je pense que je suis d'accord avec votre point, et c'est pour ça qu'il est très important dans ce processus—là, que l'on soit capable de traiter une demande à l'intérieur d'une période de temps raisonnable, et si on regarde ce qu'on avait avant et qu'on a des gens qui sont ici depuis quatre ans, et qu'on arrive avec une décision non favorable, je pense que ça cause un paquet d'implications qu'on a constatées dans le passé.

Mme Gagnon: J'ai une autre question qui m'intéresse. On a vécu deux cas de ce genre à Québec.

Comment se fait—il qu'on permette à ces gens—là de faire une demande de permis de séjour alors qu'ils ont un visa de séjour? On sait très bien qu'en bout de ligne, ça va être refusé, donc c'est les mettre dans une situation d'attente. Voulez—vous m'expliquer cette dynamique—là?

M. Flageole: Je ne suis pas au courant du cas particulier que. . .

Mme Gagnon: C'est un cas particulier, mais il y en a plusieurs; ces gens ont mis en lumière toute la problématique qu'ils vivaient.

M. Flageole: Je pense que ce sont des situations particulières qui peuvent être assez complexes.

Je ne pense pas que je suis la meilleure personne pour vous expliquer toutes les ramifications du système en question et je pense que, probablement, le Ministère pourrait vous expliquer en détail ce cas—là, en particulier.

Mme Gagnon: Merci.

The Chairman: Members of the committee, I think we've had a good session today.

Thank you, Mr. Lalonde and Mr. Flageole, for your very informative brief and good notes. We appreciate that. We look forward to working with you to ensure we do a really good and fair review of the estimates.

We may perhaps take advantage of the new powers committees have and give a report on next year's budget to Parliament in June.

Thank you very much. We look forward to working with you.

Members of the committee, I think terrific information has been provided. I know it has been coming to you in bits and pieces, and it makes it very difficult to prepare for meetings. I just want you to know that I'm going to take it on myself, as the chairman—this is the level of service we are talking about here—to make sure all information reaches you prior to meetings, at least the night before, so that each and every one of you will have an opportunity to review it and we will get really good benefit from these meetings. It's my goal to provide you with the information and your agenda the night before. That's our new goal.

I think the questions asked today were very significant, and we will look for answers.

We now move to the committee work plan. There is a report from the agenda and procedure subcommittee of the Standing Committee on Citizenship and Immigration. Our report is before you. I'll just speak to it briefly. If there are questions, those of us who are on the subcommittee will be happy to answer them for you.

[Translation]

Mr. Flageole: I fully agree. This is why it's so important that within the system we be able to process the claims within a reasonable period of time. What happened in the past was that we had people who had been in the country for years and were denied, with all the repercussions that such a decision implied.

Mrs. Gagnon: I have another question on the same subject. We have seen two such cases in Quebec.

How can these people be allowed to ask for a resident's permit when they already have a visitor's visa? We all know that in the end they will be turned down, so we end up making them wait for nothing. What is the rationale behind that?

Mr. Flageole: I am not familiar with the particulars. . .

Mrs. Gagnon: There were many such cases, and the people involved were exposing the problems they were experiencing.

Mr. Flageole: Some of these situations can be very complicated.

Unfortunately, I am not the best person to explain all the implications of the system. I think that the department would probably be in a better position to give you the details on the cases you have in mind.

Mrs. Gagnon: Thank you.

La présidente: Chers collègues, nous avons bien travaillé aujourd'hui.

Merci, monsieur Lalonde et vous monsieur Flageole, de votre exposé et de vos notes très utiles. Nous vous sommes reconnaissants. Nous espérons pouvoir continuer de travailler avec vous en vue de mener un examen complet et impartial des prévisions budgétaires.

Nous pourrions profiter des nouveaux pouvoirs dont nous sommes investis en tant que membres d'un comité et présenter un rapport au Parlement en juin, en vue du budget de l'an prochain.

Merci beaucoup. Nous espérons avoir l'occasion de travailler de nouveau avec vous.

Membres du comité, nous avons reçu une information très utile. Je sais que, jusqu'à présent, l'information vous est parvenue par bribes, de sorte que vous avez eu beaucoup de mal à vous préparer en vue des réunions. Je veux que vous sachiez que je m'assurerai personnellement, en ma qualité de présidente—c'est une question de qualité de service—que vous ayez toute l'information nécessaire avant les réunions, au moins la veille, de façon que vous puissiez étudier la matière au préalable et tirer le meilleur parti des réunions. Donc, j'ai l'intention de vous fournir toute l'information voulue ainsi que l'ordre du jour des réunions au plus tard la veille au soir. Ce sera ma nouvelle politique.

Les questions posées aujourd'hui étaient intéressantes. Nous attendrons les réponses.

Nous passons maintenant au plan de travail du comité. Vous avez devant vous le rapport du sous-comité du programme et de la procédure du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration. Je le passerai brièvement en revue en même temps que vous. Si vous avez des questions, les membres du sous-comité se feront un plaisir d'y répondre.

It was agreed unanimously, after quite a bit of discussion, that we would take the minister up on his offer for us to review the Citizenship Act prior to formal legislation. He has agreed to provide us with a discussion paper that can frame our work. You can see from today that the Auditor General will certainly work with us as well.

They also had concerns about the Immigration Act. That came out of the subcommittee as the first priority. The review of immigration issues was a little bit tougher to be definitive about.

Mr. Bryden: I don't understand what's happening. Has a decision of some kind been taken on the future work of the committee?

The Chairman: This is the decision. That's why we're doing a bit of background.

Mr. Bryden: It's a recommendation, surely.

The Chairman: This is a report of the recommendation.

Mr. Bryden: It is something we are going to vote on.

The Chairman: Yes.

• 1315

The review of immigration issues was a bit more difficult to define because we haven't yet had the benefit of the consultation. The specific issues were difficult for us to identify, but in our visits with all three parties we developed a list, and what was agreed to by all was that these were the ones we felt had priority. So these ones have priority, although it is not sure yet, because we want to get the results of the consultation process, the public policy forum.

If there are no questions, members of the committee, I'd appreciate your support.

Mr. Assadourian: In the fourth one you put one word—"refugees". What is...?

The Chairman: If you remember, Mr. Assadourian, our researcher worked with each of the three parties and we developed a report. It was provided to each of you. Based on this report, we are making these recommendations that this be our work plan for the year.

Mrs. Hayes: When you say "for the year", what timeframe do you mean?

The Chairman: It was believed that the Citizenship Act would be review in April–May. Again, we have priorized immigration issues as per our agreement, but it was believed that to be more definitive, we needed to wait until the public consultation.

We will be reviewing the report by the policy forum, and it identifies ten issues. It is not available for us yet. It will be delivered to you in your riding within the next two weeks. We thought that then we would get together again, review those issues, and see if there is something identified there that we might want to review.

This is a framework. That's not to say that there can't be changes, additions. This is basically our framework and it's what we've prepared our budget on.

[Traduction]

Il a été convenu à l'unanimité, après une discussion assez longue, d'accepter l'offre du ministre de revoir la Loi sur la citoyenneté avant la présentation de mesures officielles. Il a accepté de nous fournir un document de discussion destiné à nous situer. Après la réunion d'aujourd'hui, vous pourrez voir que le Vérificateur sera disposé à nous aider.

Il a également été question de la Loi sur l'immigration. Le sous-comité a estimé que c'était la priorité. Cependant, la révision des questions d'immigration restait encore incertaine.

M. Bryden: Je ne comprends pas très bien ce qui se passe. A-t-on pris une décision au sujet des travaux futurs du comité?

La présidente: Je vous explique qu'elle a été la décision.

M. Bryden: C'est sûrement une recommandation, sans plus.

La présidente: Le rapport indique quelle est la recommandation.

M. Bryden: Nous allons voter sur cette recommandation.

La présidente: Oui.

La révision des questions d'immigration n'est pas encore définitive parce que nous n'avons pas encore eu l'occasion de procéder à des consultations. Nous avons eu du mal à dégager des questions précises, mais après en avoir parlé aux trois partis, nous avons pu dresser une liste. Nous étions tous d'accord pour dire que telles étaient les priorités. Ce sont les priorités pour l'instant, mais elles ne sont pas encore définitives, parce que nous n'avons pas procédé à notre consultation, nous n'avons pas encore tenu notre tribune publique sur les grandes politiques.

Si vous n'avez pas de questions, je vous demanderais de bien vouloir appuyer le rapport.

M. Assadourian: Au quatrième point, il n'y a qu'un mot—«réfugiés». Que faut—il. . .?

La présidente: Comme vous le savez, monsieur Assadourian, notre attaché de recherche a parlé aux trois partis en vue de la préparation du rapport. Celui-ci a été communiqué à tout le monde. À partir de là, nous avons formulé un certain nombre de recommandations qui constituent notre plan de travail pour l'année.

Mme Hayes: Qu'entendez-vous par «pour l'année»?

La présidente: La révision de la Loi sur la citoyenneté se fera probablement en avril et en mai. Pour ce qui est des questions d'immigration, nous avons établi des priorités comme convenu, mais nous avons cru bon d'attendre la consultation publique avant d'arrêter nos plans définitifs.

La tribune publique examinera le rapport et les dix questions qui y sont mentionnées. Le tout n'est pas encore prêt. Le rapport vous sera envoyé dans vos circonscriptions d'ici deux semaines. Nous aurons l'occasion d'y revenir à notre prochaine réunion. Nous verrons si nous devons revoir certaines choses.

Voilà le cadre qui vous est proposé. Vous pourrez toujours y apporter des modifications. Il s'agit de notre plan préliminaire et c'est à partir de celui-ci que nous avons calculé notre budget.

Mr. Bryden: I'm just not sure, Madam Chairman, what is occurring here. I take it that in the second report you are proposing that we should go immediately to reviewing the Citizenship Act as a number one priority of business. Are we going to have discussion on that? I would like to have discussion on that.

The Chairman: You are welcome to discuss it right now. Have you read the report that was prepared by our research director?

Mr. Bryden: On the future work of the committee?

The Chairman: Yes.

Mr. Bryden: Yes, I have.

The Chairman: We reviewed that in our procedures committee, and this is its recommendation.

Mr. Bryden: I feel very strongly that at this time it is premature to settle a course of action that will take us through the entire year. We need to have a very open discussion on this.

The Chairman: Perhaps I haven't expressed it very well. Basically what we have done is this: the Citizenship Act is to be reviewed May–June; that will ensure that we as a committee have an opportunity.

The second issue here is that we believe we can probably do within a year three studies that relate to immigration and the questions Canadians have been asking. That is incorporated here. What we haven't done yet is determine exactly what those are, because we too felt it was premature.

Mr. Bryden: I don't understand, Madam Chairman. Is there not to be some sort of vote or consensus of this committee with respect to—

The Chairman: That's what we're doing now. What I'm doing now is presenting the report. If you have questions, by all means ask them, and then we will vote. You are welcome to make amendments.

Mr. Bryden: Am I to understand that we are going to be voting on the suggestion of the subcommittee about the review of the Citizenship Act?

• 1320

An hon, member: Yes.

Mr. Bryden: If I may comment on that, I don't feel it is an issue that should be first priority at this time. I would speak against it as something that should go forward at this time. In view of the testimony we had today, I can detect there are other areas we might wish to bring into discussion that might have a higher priority—just from this discussion now with the witnesses we had today.

The Chairman: Mr. Bryden is speaking against the adoption of the second report.

Mr. Assadourian: May I ask some questions about the budget, please?

The Chairman: No, we're dealing with the budget next. We're on the work plan right now.

Mr. Jackson: Madam Chair, I would like to speak to Mr. Bryden's concern. In order for this committee to achieve anything—and I'm not taking sides or trying to tell us anything about how our work plan should work—the way I think it goes with legislation is that it's something rather mechanical that is not going to preoccupy all our time.

[Translation]

M. Bryden: Je ne comprends pas très bien ce qui se passe ici, madame la présidente. Je crois comprendre que ce deuxième rapport du sous-comité propose que le Comité amorce immédiatement la révision de la Loi sur la citoyenneté, que c'est la priorité. Allons-nous discuter de cette recommandation? J'aimerais intervenir.

La présidente: Libre à vous. Avez-vous lu le rapport préparé par notre directeur de la recherche?

M. Bryden: Sur les travaux futurs du Comité?

La présidente: Oui.

M. Bryden: Je l'ai lu.

La présidente: Après en avoir discuté à notre Comité de la procédure, nous avons fait cette recommandation.

M. Bryden: J'insiste pour dire que selon moi il est beaucoup trop tôt pour arrêter de façon définitive notre plan de travail pour l'année. Auparavant, nous devons en discuter ouvertement.

La présidente: Je me suis peut-être mal exprimée. Essentiellement, nous avons dis ceci: la Loi sur la citoyenneté sera examinée en mai et en juin; le Comité aura ainsi l'occasion de participer au processus.

Deuxièmement, nous pensons avoir l'occasion au cours de l'année de mener trois études sur l'immigration et les questions qui intéressent les Canadiens. Tout cela est prévu. Cependant, il est trop tôt à l'heure actuelle pour définir ces questions avec exactitude.

M. Bryden: Je ne comprends pas, madame la présidente. Ne doit-il pas y avoir un vote quelconque de la part du Comité ou un consensus en ce qui concerne. . .

La présidente: Nous y sommes justement. Je présente le rapport. Si vous avez des questions vous pouvez les poser, après quoi il y aura vote. Les modifications sont acceptées.

M. Bryden: Nous allons donc pouvoir voter sur la suggestion du sous—comité concernant la révision de la Loi sur la citoyenneté?

Une voix: Oui.

M. Bryden: Je voudrais simplement dire que, selon moi, telle ne devrait pas être la priorité à ce moment—ci. Je suis contre. À la suite des témoignages que nous avons entendus aujourd'hui, il me semble que d'autres sujets sont prioritaires... il n'y a qu'à voir ce que viennent de dire les témoins.

La présidente: M. Bryden se prononce conte l'adoption du deuxième rapport.

M. Assadourian: Puis—je poser quelques questions au sujet du budget?

La présidente: Non, nous traiterons du budget après. nous en sommes à notre plan de travail pour l'instant.

M. Jackson: Madame la présidente, j'aimerais dire quelques mots au sujet de la position de M. Bryden. Si le comité veut avancer—je ne prends pas parti, je n'essaie pas non plus de dicter son plan de travail au Comité—il doit considérer la question de la loi comme quelque chose de mécanique, quelque chose qui ne requiert pas tout son temps.

I personally feel we can do it in tandem. If this committee feels it is one very serious item, that doesn't mean we couldn't use half the committee time during a meeting and then half the committee time on something else. The legislation will happen and it does have a time

From that perspective, it's important that if we really want to do something about it, we act on it. If not, we can end up doing other things, but we're not going to make that substantive change. That legislation will not change, because this committee may change next year within our timeframe. That's something we should consider as we go into it.

The Chairman: Would anyone else like to speak for or against the adoption of the report?

Mrs. Hayes: I'd like to speak for it, in the sense that I was part of the discussion. I feel the timeframe is important, Actually, that's why I asked for clarification of the year from Madam Chairman earlier.

They were looking at the Citizenship Act in April-May, is what you originally said, to prepare a report or a legislative document of some kind in June, I believe. It's a specific thing we can do in a short period of time as opposed to some of these other bigger issues that, as we become involved in the working groups and in the other things, will then become part of our agenda in the fall when we really have a good grasp of those things. I see it as being a workable plan for a short period of time, and doing something that needs to be done.

The Chairman: Does anyone else wish to speak for or against?

M. Nunez: Ouand vous dites que votre sous-comité s'est réunit le mardi 21 mars, je n'étais pas ici, j'étais au Salvador. Est-ce le Comité ou le Comité de direction?

The Chairman: Mrs. Gagnon took your place. She was representing you, Mr. Nunez, who are the permanent member on the procedures review. So you were part of that.

Mr. Nunez: May I, encore une fois, ask about the subcommittee. The same committee we have here or-

The Chairman: This is the committee. The subcommittee is you, me, Mrs. Hayes, Mr. Knutson, and Mr. Jackson. We met and discussed the work plan for the year and this is our recommendation, which we're bringing here to the committee.

M. Nunez: J'aimerais avoir plus de temps pour examiner votre rapport. Je ne suis pas d'accord pour donner la priorité à la révision de la Loi sur la citoyenneté. Je ne pense pas que c'est une priorité. Je n'ai pas entendu de gens de ma circonscription, ou d'ailleurs au Canada, dire que c'était une exigence aujourd'hui, mais j'ai entendu beaucoup de gens qui me disent qu'il existe des problèmes au niveau du processus de traitement et de renvoi des réfugiés. Ceci est une véritable priorité, c'est un problème.

Lorsqu'on s'est rencontrés informellement, nous avons fait demande à des gens de l'extérieur de faire des études or the appeal process. Why aren't those subjects studied here if

[Traduction]

Personnellement, i'estime que nous pouvons faire deux choses en parallèle. Si le comité pense que la chose est importante, il peut consacrer la moitié de son temps à en discuter et l'autre moitié à examiner une autre question. La loi sera présentée et elle devra être adoptée dans un certain délai.

Si le comité veut avoir son mot à dire à ce sujet, il doit agir. Sinon, il a d'autres chats à fouetter. Il ne pourra de toute façon pas y apporter de changements importants. La loi ne changera pas tellement, tandis que le Comité, lui, pourra changer d'ici un an ou deux. Nous devrions tenir compte de ce facteur.

La présidente: Quelqu'un d'autre désire-t-il se prononcer pour ou contre l'adoption du rapport?

Mme Hayes: J'aimerais défendre le rapport, parce que j'ai eu quelque chose à y voir. Je pense que la question du délai est importante. C'est la raison pour laquelle, plus tôt, j'ai voulu savoir de la présidente ce qu'elle entendait par «année».

Si j'ai bien compris, la Loi sur la citoyenneté devait être examinée en avril et mai en vue de la préparation d'un rapport ou d'une document législatif en juin. Il faudra relativement peu de temps pour régler cette question, par rapport aux sujets plus larges sur lesquels nous serons appelés à nous pencher en groupes de travail ou autrement, et qui seront inscrits à l'ordre du jour à l'automne, lorsque nous serons mieux préparés. Le plan de travail proposé est réaliste pour la courte période qui s'annonce et répond à des besoins bien précis.

La présidente: Quelqu'un désire-t-il se prononcer pour ou contre le rapport?

Mr. Nunez: You say that the subcommittee has met Tuesday March 21st, but I wasn't here, I was in El Salvador. Was it the Committee or the Steering committee?

La présidente: Mme Gagnon vous a remplacé. Vous êtes le membre permanent pour ce qui est de la procédure, monsieur Nunez, mais Mme Gagnon parlait en votre nom pour l'occasion. Vous étiez donc inclus.

M. Nunez: Je pose ma question encore une fois. S'agissait-il de ce Comité ou...

La présidente: Ceci est le Comité. Le sous-comité est composé de vous, de moi, de M^{me} Hayes, de M. Knutson et de M. Jackson. Nous nous sommes réunis pour discuter de notre plan de travail pour l'année et telle est la recommandation que nous faisons au comité.

Mr. Nunez: I need more time to study your report. I do not agree to the review of the Citizenship Act as the first priority. It is not the first priority. Not too many people in my riding or elsewhere in Canada have said that it was an urgent issue, but a great number have mentioned the problems associated with the processing and the returning of refugees. This is where the first priority lies.

When we met informally, we made a number of suggestions. plusieurs propositions. Par exemple, je vous ai demandeé, et je For example, I remember asking why the minister gives m'en souviens, pourquoi le ministre donne des contrats ou contracts or asks outside experts to study the immigration levels

concernant le niveau d'immigration, concernant le processus there is a need? I notice that this point that was raised in our informal d'appel? Pourquoi on n'a pas examiné cela ici, si c'est une exigence? Je constate que la demande que nous avions faite lors de nos rencontres informelles n'est pas incluse ici.

[Translation]

meetings is not included here.

• 1325

Donc, je ne suis pas prêt à voter aujourd'hui. Je pense que ça mérite plus de réflexion et qu'il faut voir où sont nos véritables some more so that we can determine our true priorities. priorités.

Mr. Knutson (Elgin-Norfolk): Given how long the meeting has run, I would recommend that we postpone this to the next meeting and perhaps have another meeting of the steering committee, which Mr. Nunez can attend.

The Chairman: Members of the committee, I accept that as a motion for this to be referred back to the steering committee.

We now have before us a motion for deferral. We can debate this in terms of time limits only. Mr. Jackson is first and Mr. Assadourian is second.

Mr. Jackson: The chairman said we really didn't set our priorities. She said we would do the Citizenship Act, since it had some kind of deadline. However, as a committee we were going to choose maybe three things. Your choice might be one of them. We really didn't say what we were going to choose with regard to those immigration matters and the refugee matters as well.

It's something that probably could be accommodated by us. Could we agree today on that work plan? That's the way we are going to proceed. I think we can agree later on to firm that up, without having a separate motion, since you sit on that committee. I don't think we need to be too bureaucratic. We'll end up being big and bureaucratic like the government we're trying to clean up. Let's not get that way.

The Chairman: Does anyone wish to speak to the motion to refer? Keep in mind, members of the committee, that this is a motion to refer. Do you think it is a good idea or not? Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian: I understand the member from the Bloc Québécois was not here when we had the meeting. He had a substitute, and substitutes speak for the person. It's going to go back and forth. The next time someone is not here, I'll come in to replace him and I'll oppose it. It'll be a never ending process.

The Chairman: To answer your question, we don't need to determine this today. I would like to have given reassurances to the minister about taking him up on his offer to review citizenship in May and June. However, I don't really see a difficulty in referring this in order to give Mr. Nunez the time to view it for himself.

Mr. Bryden: I think referring it is a good idea, having heard what Mr. Jackson had to say, which fully covered my concerns. Nevertheless, our work plan of the future is something very close to all of our hearts. If a discussion in the steering committee is required and Mr. Nunez and I can attend, then I think that will probably clarify everything.

You may find out—I suspect you will—that we'll go ahead with this. Referring it is probably the better way to proceed, as Mr. Knutson suggests.

So, I am not ready to vote on it today. We need to think about it

M. Knutson (Elgin-Norfolk): Compte tenu de l'heure, je recommande de reporter ce point à la prochaine réunion et, entre-temps de tenir une autre rencontre du comité de direction à laquelle M. Nunez pourrait participer.

La présidente: Membres du comité, j'accepte la motion visant à renvoyer de nouveau la question au comité directeur.

Nous sommes saisis de cette motion de renvoi. Nous pouvons discuter pour ce qui est des limites de temps seulement. M. Jackson, suivi de M. Assadourian.

M. Jackson: La présidente a bien dit que nous n'avions pas fixé de priorités. Elle a mentionné la Loi sur la citoyenneté, parce qu'une limite de temps s'applique dans ce cas. Cependant, en tant que comité, nous allions pouvoir choisir trois choses. L'un des trois sujets allait peut-être être le vôtre. Nous n'avons pas indiqué ce que nous allions choisir parmi les questions se rapportant à l'immigration ou aux réfugiés.

Nous pourrions peut-être inclure ce sujet. Entre-temps, pouvons-nous nous entendre sur ce plan de travail? Nous allons procéder de cette façon. Nous préciserons plus tard sans demander d'autres motions. De toute façon, vous siégez au comité directeur. Ne créons pas de bureaucratie inutile. Nous risquons de devenir aussi technocratiques que la fonction publique que nous essayons de changer. Ne nous engageons pas dans cette voie.

La présidente: Quelqu'un d'autre désire-t-il se prononcer sur la motion de renvoi? Il s'agit simplement de renvoyer la question à plus tard. Est-ce une bonne idée ou non? Monsieur Assadourian.

M. Assadourian: Je comprends que le député du Bloc québécois était absent pour la réunion. Il avait cependant un substitut qui parlait en son nom. C'est un processus qui n'a pas de fin. La prochaine fois que quelqu'un sera absent, je le remplacerai et je m'opposerai à ce qui sera proposé.

La présidente: Nous n'avons pas à décider de cette question aujourd'hui. J'aurais voulu pouvoir redire au ministre que nous acceptions son offre de revoir la question de la citoyenneté en mai et en juin. Cependant, je ne vois pas quel mal il peut y avoir à reporter la décision de façon à donner plus de temps à M. Nunez.

M. Bryden: Je pense que le report de la décision est une bonne idée, compte tenu de ce que vient de dire M. Jackson. Il a très bien expliqué la situation en ce qui me concerne. Il reste que notre plan de travail nous tient tous à coeur. Je pense que si nous tenons une réunion du comité directeur, à laquelle M. Nunez et moi-même assisterons, nous pourrons probablement régler tous les points en suspens.

Il se peut-et, c'est même fort probable-que nous décidions d'aller de l'avant. Pour l'instant, le report de la question, comme l'a proposé M. Knutson, est peut-être sage.

The Chairman: All in favour of the referral?

Motion agreed to

The Chairman: Members of the committee, we also have the budget on our agenda. This has not been reviewed. If there is a desire for questions, given the late hour, perhaps it too could be reviewed.

I would just ask one accommodation: that I could present it at the liaison committee of committees today as a tentative budget that has not yet received approval from the group. I have a sense that you will also want to take a good look at it to know and understand it.

Mr. Bryden: Let's defer it.

The Chairman: Mr. Bryden has moved for referral of the budget to the steering committee, and that the tentative budget be presented to the liaison committee, the committee of committees, as it is a budget. Is there any discussion?

Motion agreed to

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Traduction]

La présidente: Quels sont ceux qui sont en faveur de la motion portant renvoi?

La motion est adoptée

La présidente: Chers collègues, nous avions également notre budget à l'ordre du jour. Nous ne l'avons pas examiné. S'il y a des questions, compte tenu de l'heure, elles pourraient également être remises à plus tard.

Je demande seulement une chose: la possibilité de le présenter au comité de liaison aujourd'hui en tant que budget préliminaire n'ayant pas encore reçu l'approbation du comité. J'ai l'impression que vous voudrez également le scruter afin de bien le comprendre.

M. Bryden: Reportons-le également.

La présidente: M. Bryden propose que le budget soit renvoyé au comité directeur et qu'un budget préliminaire soit présenté au comité de liaison, le comité des comités. Y a-t-il des observations?

La motion est adoptée

La présidente: La séance est levée.

MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Office of the Auditor General of Canada:

Robert Lalonde, Assistant Auditor General, Audit Operations Branch;

Richard Flageole, Principal, Audit Operations Branch.

TÉMOINS

Du Bureau du vérificateur général du Canada:

Robert Lalonde, vérificateur général adjoint, Direction générale des opérations de vérification;

Richard Flageole, directeur principal, Direction générale des opérations de vérification.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Tuesday, April 12, 1994

Chairperson: Judy Bethel



CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 3

Le mardi 12 avril 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and Immigration

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995

Votes 1 and 5 under CITIZENSHIP & IMMIGRATION

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995

Crédits 1 et 5 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

APPEARING:

The Honourable Sergio Marchi Minister of Citizenship & Immigration

WITNESS:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Sergio Marchi ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 12, 1994 (11)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:34 o'clock a.m. this day, in Room 237-C, Centre Block, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Appearing: The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration.

Witness: From the Department of Citizenship and Immigra-Immigration.

The Order of Reference dated Thursday, February 24, 1994, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995, being read as follows:

Ordered,—That Votes 1, 5, 10, 15 and 20 under CITIZENSHIP AND IMMIGRATION be referred to the Standing Committee on Citizenship and Immigration.

By unanimous consent, the Chair called Votes 1 and 5.

The Minister made a statement and with the witness answered questions.

At 1:33 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 12 AVRII, 1994 (11)

[Texte]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, se réunit aujourd'hui à 11 h 34, dans la pièce 237-C de l'édifice du Centre, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Comparaît: L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Témoin: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: V. tion: V. Peter Harder, Deputy Minister of Citizenship and Peter Harder, sous-ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

> Lecture de l'ordre de renvoi du jeudi 24 février 1994 relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995 est donnée en ces termes:

Il est ordonné,—Oue les crédits 1, 5, 10, 15 et 20 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, soient déférés au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

Du consentement unanime, la présidente met en délibération les crédits 1 et 5.

Le Ministre fait une déclaration, puis lui-même et l'autre témoin répondent aux questions.

À 13 h 33, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, April 12, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 12 avril 1994

• 1133

The Chairman: I will call our meeting to order.

You'll have to excuse me; I have a terrible cold today. That's good, because I won't do much talking, so everyone else is going to get a great opportunity today.

As you note from our agenda, we will be considering votes 1 and 5 under Citizenship and Immigration. We have the good fortune today to have the minister with us. I'd now like to introduce the Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship.

Hon. Sergio Marchi (Minister of Citizenship and Immigration): And Immigration—

The Chairman: And Immigration, of course.

Mr. Marchi: —that other little easy word that gets tagged onto Citizenship.

Madame Chair, members of the committee, it's a pleasure for me to be with you this morning as we pursue the discussion of main estimates. I too, Madame Chair, am suffering from a bit of the flu and cold, so we hope the next two hours come off without a problem.

First, let me thank you for the invite. Secondly, permit me a few opening remarks to set the context of our government's immigration and citizenship program since November of last year.

La présidente: La séance est ouverte.

Vous devrez m'excuser; j'ai un rhume terrible aujourd'hui. Ce qui m'empêchera de parler et vous donnera la possibilité de parler davantage.

Comme vous le voyez à l'ordre du jour, nous étudions les crédits 1 et 5 sous la rubrique Citoyenneté et Immigration. Nous avons la chance d'avoir avec nous le ministre, l'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté.

L'honorable Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Et de l'Immigration. . .

La présidente: . . . et de l'Immigration, évidemment.

M. Marchi: . . . qui va de pair avec la Citoyenneté.

Madame la présidente, membres du comité, je suis heureux d'être ici avec vous ce matin pour parler du budget principal. Moi aussi, madame la présidente, j'ai la grippe et le rhume, et j'espère que tout se passera sans problème au cours des deux prochaines heures.

J'aimerais tout d'abord vous remercier de m'avoir invité à comparaître. Deuxièmement, j'aimerais, dans mes remarques liminaires, vous parler du programme de l'immigration et de la citoyenneté et de son évolution depuis novembre de l'année passée.

• 1135

Nous avons un nouveau ministère. Son principal objectif est de favoriser le développement économique et social du Canada par la sélection d'immigrants qualifiés et par des mesures visant à aider ces derniers à devenir des citoyens à part entière de la société canadienne. C'est un lien logique: l'obtention de la citoyenneté complète est le processus débuté par l'immigration.

Essentially the main task for this new department is to foster Canada's economic and social development. The red book that has been utilized by this government is being followed as we administer the immigration and citizenship department. Firstly, the creation of this new department itself is a commitment the Prime Minister made with the country, and when he announced his cabinet ministers as well as his structures that was a commitment that was obviously kept as the first order of business.

Secondly, in announcing our levels we also maintain the promise of the red book of trying to approach an approximate 1% figure for our annual immigration targets for 1994.

We also gave special priority to family class, to seeking a greater number of independent skilled migrants as well as business and entrepreneur immigrants, and encouraging more privately sponsored refugees, in addition to increasing modestly the number of government-sponsored refugees over last year. Our department is new. It's main task is to foster Canada's economic and social development through selection of qualified immigrants and through implementation of measures helping those to become full-fledged citizens of Canada. There is a logical link between being awarded a citizenship and the process which started by immigration.

De façon générale, l'objectif principal de notre nouveau ministère est de favoriser le développement économique et social du Canada. Nous mettons en oeuvre le Livre rouge. En effet, la création de ce nouveau ministère découle de l'engagement qu'a pris le premier ministre envers le pays; lorsqu'il a annoncé quels seraient les ministres de son Cabinet et la structure de son gouvernement, il a respecté les engagements qu'il avait pris au début de son mandat.

Deuxièmement, en annonçant les niveaux d'immigration nous respectons également la promesse du Livre rouge qui parle d'essayer d'atteindre le chiffre approximatif de 1 p. 100 de la population comme cible annuelle d'immigration pour 1994.

Nous avons également accordé une priorité spéciale à la catégorie de la famille, nous voulons recruter un plus grand nombre de travailleurs qualifiés indépendants, d'immigrants gens d'affaires et entrepreneurs, et nous voulons encourager d'avantage le parrainage privé de réfugiés tout en augmentant modestement par rapport à l'année passée le nombre de réfugiés parrainés par le gouvernement.

Those three separate commitments were again commitments we made to the Canadian population as a whole.

We've also tried to take an approach to the appointments to the Immigration Refugee Board that would value and basically reward competence and experience and some rooting in the whole world of refugeeism and world migration as the first order of qualification for those board members. I've been personally gratified, as has the government, that to date the two separate announcements with respect to those appointments have been generally well received by the Canadian constituency, and I hope to be in a position to continue that record.

We have also given refugee claimants the right to work. That too was a commitment we made with Canadians. It's also a commitment that I think is common sense. It's also a commitment that I believe Canadians share. That commitment is, while these claimants await their determination, to provide them with the opportunity to go out and seek employment, to feel good about participating in the workforce, in the meantime trying to come to grips with and hopefully lower the kind of social welfare system that is there in our country. But given the opportunity to work versus forced systematic dependence on that welfare state, I think the route was clear, and we chose that. Again we feel heartened because Canadians in responding to that have generally responded favourably.

Enforcement of our border controls and considering anti-fraud measures and introducing tamper-proof permanent residence cards are also important features.

We also have to balance between being fair and progressive, which I want to do, and which our government has started to do in earnest, and to say we have to guard our border points and try to come to grips as best we can with the whole case of individuals who wish to perpetrate abuse and play with our system. I don't find it contradictory to say that to be fair and progressive also means to be stern, as you administer the force of the law with those individuals who want to give the program and other legitimate migrants a bad name. So we have been very sensitive to that.

Je veux intégrer les cérémonies de la citoyenneté en milieu communautaire, améliorer les procédures et rendre un service plus rapide et efficace.

With respect to citizenship, that is a component I don't want immigration to overwhelm or overburden, because immigration being the emotional subject it is and having the attention of the media, sometimes we forget about the citizenship part. Yet I would suggest to you that in any reading of public opinion surveys there is a great appetite among Canadians to try to define who we are as Canadians and to always define those symbols that represent that Canadianism in living colour. Citizenship, in my estimation, is such a symbol. I believe the Department of Citizenship and Immigration is a natural fit.

[Traduction]

Ces trois engagements différents avaient d'ailleurs été pris envers la population canadienne tout entière.

Nous avons également adopté une nouvelle approche en ce qui concerne les nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié qui tiendrait compte de la compétence et de l'expérience dans le domaines de l'aide aux réfugiés. Je suis personnellement satisfait, comme le gouvernement d'ailleurs, de remarquer que l'annonce de deux nominations faites séparément a été, de façon générale, bien accueillie au Canada, et j'espère que l'on pourra continuer sur cette lancée.

Nous avons également accordé aux personnes réclamant le statut de réfugié le droit de travailler. Il s'agissait là également d'un engagement que nous avions pris envers les Canadiens, engagement qui est à mon avis tout à fait raisonnable. Je pense que les Canadiens sont d'accord là—dessus. Ainsi, les demandeurs du statut de réfugié auront la possibilité, tout le temps que dure le processus de détermination de leur statut, auront donc la possibilité de chercher de l'emploi, de participer à la population active, ce qui sera à la fois bon pour leur moral et permettra, espérons—le, de diminuer les ponctions qui sont faites sur le système de sécurité sociale dans notre pays. Le choix était de donner à ces personnes la possibilité de travailler ou de continuer à dépendre de façon systématique du bien—être, et nous avons pensé que le choix était évident. Nous sommes heureux de voir que les Canadiens semblent généralement favorables à cette initiative.

L'application de contrôles à la frontière et la possibilité d'adopter des mesures contre la fraude et d'adopter des cartes de résidence permanente impossibles à falsifier sont également des mesures importantes.

Nous voulons être à la fois équitables et progressistes, et le gouvernement et moi-même nous sommes déjà attelés à cette tâche, tout en préservant nos frontières et en réglant le cas, autant que possible, des individus qui veulent abuser de notre système. Personnellement, je ne vois aucune contradiction entre le fait d'être équitable et progressiste tout en étant strict et en appliquant la loi de façon draconienne dans le cas des personnes qui veulent donner une mauvaise réputation au programme d'immigration et aux immigrants légitimes. Il faut par conséquent être très sensibles à cette question.

As far as citizenship ceremonies are concerned I want to integrate them in the community, have better procedures and a speedier and more efficient service.

En ce qui concerne la citoyenneté, il s'agit là d'une composante qu'il ne faudrait pas oublier, la composante immigration ayant un aspect qui fait appel aux émotions et qui jouit de l'attention des médias. Si l'on se fie aux sondages, les Canadiens et Canadiennes sont très désireux de définir en quoi consiste vraiment leur citoyenneté et à mieux comprendre les symboles de cette réalité. La citoyenneté, à mon avis, recouvre tout cela, et le nouveau ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration englobe toutes ces notions.

[Translation]

• 1140

As you facilitate immigrants coming to this country, you are also facilitating new citizens. As you have new citizens, you have individuals who are going to promote and defend this country. Therefore, citizenship and how we do citizenship will be an important facet of this government's concern with respect to this department.

Last year citizenship staff handled about 250,000 applications for citizenship and some 57,000 proofs of citizenship and answered about 2 million inquiries. Of the 39 million visitors to Canada last year, immigration officers examined over 3 million in detail and staff admitted some 245,800 immigrations, dealt with more than 100,000 immigration applications, conducted approximately 30,000 investigations and removed 9,000 people from Canada.

I think you are well aware of the immigration plan for 1994, which is set at 250,000, divided into approximately 44% economic migrants, including business entrepreneur applicants, 45% family class and 11% refugees.

You are also aware, when we announced the levels, that we want to do immigration differently. We want to push it firstly into a ten-year framework because we believe sometimes the annual setting of levels avoids long-term thinking. Therefore, we need to have a framework that allows us to interconnect the important disciplines that should be part of the immigration equation. So, for instance, in a ten-year framework, as a country, we can entertain the problems and the challenges and opportunities.

For instance, on the age front, where are we moving as an aging society in the next decade? Will there be alarm bells going in terms of the progressively aging structure of Canadian society? If so, will there be a consensus or a desire to seek out younger immigrants? If that is a consensus of our consultations, then how do we ensure our point system and program deliver on that consensus in terms of younger immigrants?

On the jobs front, where is the Department of Human Resources Development moving in terms of its plan for the next several years? Where are the jobs going to be coming from in the new economy? Accordingly, how does immigration factor that reality into its planning and how do we ensure our point system and programs produce the kind of skilled workers our new economy would require?

So in a ten—year framework you permit yourself as a country to entertain those larger issues that sometimes in a narrow approach get squeezed out of the play and you have a more ad hoc approach.

If you accept the long-term scenario, which I and my government do because I think it makes it broader and elevates the debate and in elevating the debate you make it more positive, you also have to consult differently. If you're going to broaden the kind of ramifications of the debate, you also have to broaden the consultations. Therefore, we're doing just that.

En aidant les immigrants, on aide aussi les nouveaux citoyens, qui se font par la suite les défenseurs de leur nouveau pays. Par conséquent, la façon dont nous gérons la citoyenneté est extrêmement importante.

L'année passée, le personnel de la citoyenneté a traité 250 000 demandes de citoyenneté et quelque 57 000 preuves de citoyenneté et répondu à deux millions de demandes. Sur les 39 millions de visiteurs que le Canada a reçus l'année passée, les agents d'immigration ont examiné en détail le cas de plus de trois millions d'entre eux, le personnel a admis quelque 245 800 immigrants, et a traité plus de 100 000 demandes d'immigration, a procédé à 30 000 investigations et renvoyé 9 000 personnes du Canada.

Vous connaissez sans doute notre plan d'immigration pour 1994: nous prévoyons accepter 250 000 immigrants, dont environ 44 p. 100 de migrants économiques, ce qui comprend des immigrants gens d'affaires et entrepreneurs, 45 p. 100 de la catégorie de la famille ainsi que 11 p. 100 de réfugiés.

Lorsque nous avons annoncé les niveaux d'immigration, nous avons bien précisé que nous voulions procéder de façon différente en matière d'immigration. Tout d'abord, nous voulons établir un cadre décennal, car nous estimons que parfois l'établissement de niveaux annuels est un handicap pour la planification à long terme. Nous voulons par conséquent un cadre qui nous permet de tenir compte des domaines importants qui doivent faire partie de l'équation en matière d'immigration. Cela nous permettra donc de tenir compte des problèmes, des défis et des possibilités au cours de cette période de dix ans.

Nous pourrons tenir compte notamment du vieillissement de la population au cours de la prochaine décennie. Cela va-t-il poser des problèmes pour la structure de la société canadienne? Si tel est le cas, voudrait—on ou souhaiterait—on avoir des immigrants plus jeunes? Si telle est la conclusion de nos consultations, comment pourrons—nous alors faire pour que notre système de points en tienne compte?

Dans le domaine des emplois, nous voudrons savoir ce que le ministère du Développement des ressources humaines entend faire au cours des prochaines années. Dans quels secteurs seront les emplois? Dans ce contexte, comment allons–nous, au ministère de l'Immigration, tenir compte de cette réalité, comment allons–nous nous assurer que notre système de points et nos programmes nous permettront de produire le genre de travailleurs qualifiés dont notre nouvelle économie aura besoin?

Avec un cadre décennal, il est possible de tenir compte de ces grandes questions dont on ne peut tenir compte lorsqu'on doit avoir une vue plus étroite des choses et réagir plutôt au cas par cas.

Avec un scénario à long terme, qui est celui de mon gouvernement et de mon ministère, il est possible d'avoir une perspective beaucoup plus vaste, donc plus positive, et les consultations doivent être menées de façon différente. Si l'on élargit le débat il faut également élargir les consultations. C'est précisément ce que nous faisons.

As you know, we started the consultations back in March with a two-day meeting of a variety of people, and for the first time we reached out to school boards. A lot of times school boards would tell us they have never been involved in consultations in any meaningful way. Yet they, among others, will tell us and tell the world publicly about the difficulties they have amalgamating immigrant and refugee children in their system.

Likewise, municipalities tell us they never knew of the kinds of immigration levels the country was setting for itself and therefore they had to plan as a rear-guard action. So we've brought those municipalities in and certainly will be touching base with the Canadian Federation of Municipalities.

It's the same thing with the labour movement. So we're obviously there to protect their workers. Sometimes they are concerned about the number of immigrants who come into this country. So we want to reach out to those individuals and broaden the base of those who are consulted as a way of formalizing a broadly based consensus and to reassure Canadians it's an open system and there is a plan that is going to guide the immigration levels for any one year.

• 1145

Le regroupement du nouveau ministère est préoccupé des besoins et des soucis de la population, bien formé et ouvert aux préoccupations humanitaires engagées à l'égard d'un objectif et d'une mission bien définis.

Departmental officials will also be appearing in the next few days, I understand, before your committee to explore some of the specific areas. In essence, in the first full year of departmental operations the estimate expenditures that you are aware of come to just over \$581 million, with a staff complement of 4,500 full-time equivalents. Citizenship services represent about 6.4% of that cost and roughly 12% of that staff. Of course immigration makes up the balance.

I also had the opportunity of visiting on behalf of the Government of Canada for three days in Geneva and another two days in Great Britain, which represents the biggest immigration operation in Europe. The reason for my trip to Geneva also emanated from a red book commitment that this government made with Canadians, which was to try to strengthen the resolve internationally of its commitment toward those who are seeking refuge and generally speaking those migrants on the move.

I can tell you and through you to Canadians that the leading organizations at Geneva—whether you define those organizations as the United Nations High Commission, the International Organization for Migration, the international organization covering all NGO groups, the League of the Red Cross, the International Committee of the Red Cross, the special group in charge of taking the lead in the former Republic of Yugoslavia—are very much thankful and appreciative of this country's role irrespective of its governments, the role that Canada and Canadians have played on the whole question of supporting migration efforts, on supporting the UNHCR and the relief measures in the former

[Traduction]

Comme vous le savez, en mars, nous avons consulté pendant deux jours différentes personnes, et pour la première fois nous avons consulté les conseils scolaires. Très souvent, ces conseils nous disent qu'ils ne participent jamais aux consultations de façon importante. Pourtant, ces conseils nous disent et disent à la population en général à quel point il est difficile d'intégrer les enfants d'immigrants et de réfugiés dans le système scolaire.

Les municipalités, elles aussi, nous ont dit qu'elles n'étaient jamais mises au courant du nombre d'immigrants que le pays allait recevoir et que par conséquent elles devaient toujours prévoir des mesures d'arrière-garde. Nous avons donc consulté les municipalités, et nous consulterons également la Fédération canadienne des municipalités.

Il en va de même pour le mouvement syndical. Notre but est évidemment de protéger les travailleurs. Les syndicats se préoccupent parfois du nombre d'immigrants qui sont accueillis au Canada. Nous voulons par conséquent élargir la base des consultations afin que le consensus repose sur une base beaucoup plus large; nous voulons rassurer les Canadiens, leur faire comprendre qu'il s'agit d'un système ouvert, leur montrer qu'il existe un plan et une méthode en matière de niveaux d'immigration, et ce, pour toutes les années.

The new department wants to take into account needs and concerns of the Canadian population, it has been well thought out and is open to humanitarian concerns expressed in the framework of a well-defined mission.

Les fonctionnaires du ministère comparaîtront également au cours des quelques prochains jours devant le comité afin de discuter de certains domaines précis. De façon générale, les dépenses d'exploitation prévues dans le budget s'élèvent à un peu plus de 581 millions de dollars, avec une composante personnel représentant 4 500 équivalents à temps plein. Les services de la citoyenneté représentent environ 6,4 p. 100 de ces dépenses et environ 12 p. 100 du personnel total. L'immigration représente le reste de ce pourcentage.

J'ai visité au nom du gouvernement canadien nos bureaux à Genève pendant trois jours et en Grande-Bretagne pendant deux jours; il s'agit là des bureaux d'immigration les plus importants d'Europe. Mon voyage à Genève donnait suite à un engagement du Livre rouge, engagement pris par le gouvernement envers les Canadiens et visant à renforcer l'engagement du Canada face aux réfugiés et aux immigrants en général.

Je vous signale, ainsi qu'aux Canadiens, que les grandes organisations de Genève, qu'il s'agisse du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Organisation internationale pour les migrations, de l'organisation internationale regroupant toutes les ONG, de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, du Comité international de la Croix-Rouge, du groupe spécial qui s'occupe des initiatives dans l'exrépublique de Yougoslavie... je peux donc vous dire que toutes ces organisations apprécient beaucoup le rôle que le Canada, quel que soit le gouvernement au pouvoir, et les Canadiens ont joué afin d'appuver les efforts en matière de migration, d'appuyer le Haut-commissariat des Nations Unies

Yugoslavia, especially when it comes to peacekeeping roles. They wanted me to convey to you their very great appreciation and respect for the kind of work we've been doing.

I was also concerned to strengthen that resolve in a world that I think has begun to narrowly interpret the whole refugee protocol. I think it's fair to say that the individuals I met with are equally concerned that a lot of countries are narrowly applying the definition of the statute for a refugee. Rather than trying to preach or lecture, I believe Canada, like a number of other countries, has a significant role to play in trying to strengthen those international regimes and to recognize and admit to ourselves that this is an international phenomenon, which requires international cooperation. If we don't get the international cooperation, then it's going to be a plague on the domestic pressures that manifest themselves differently in different countries.

One of the strongest areas of consensus, both in Geneva as in Great Britain with the people that I met—and we can go into more detail if you wish through your question period, because I don't want to be seen to be dominating—is that there needs to be a linkage between the industry of groups and organizations like the UNHCR and the IOM and the other conferences that focus on migration pressures of the hundred million people who are on the move across this globe and the senior political international fora of our globe. Without those linkages we will not be able to take the ideas and the recommendations and the work of these groups and apply solutions and direction for the world in how to deal with migration. It is felt that migration issues in general need to get the attention, whether it is of a G-7 forum, the Commonwealth, la Francophonie, the Organization of American States, or the OECD.

• 1150

It is time to try to deal comprehensively with the 100,000,000 people who are on the move. Obviously they have economic repercussions, because people move either because they don't have economic opportunities in their own backyard or because of a lack of respect shown for basic fundamental human rights.

Dealing with the source problems is obviously the ultimate solution, but as long as the senior political fora are not seen to be making the linkages we will be further away from trying to come to grips with this problem. It really becomes a problem or an opportunity of management. We in the developed world either manage the movement, the concern, or we are managed by it.

It is not only an international phenomenon, it also translates domestically. When a boat arrives on a country's shore, regardless of the country, if the country or government is not seen to be on top of the issue and dealing with it, the reaction of the citizens of that state suggests the government is not managing the issues. This opens up a whole Pandora's box and results in the pressures we see in the modern day.

[Translation]

pour les réfugiés, et particulièrement l'aide offerte en matière de maintien de la paix dans l'ex-république de Yougoslavie. Ces organismes veulent que je vous fasse part de toute la reconnaissance et de tout le respect qu'ils ont pour notre pays et pour le travail que nous avons réalisé.

Il faut être encore plus fermes sur toutes ces questions, puisque nous sommes aux prises avec un monde qui a commencé à interpréter de façon étroite le protocole sur les réfugiés. Les personnes que j'ai rencontrées se préoccupent en effet du fait que beaucoup de pays appliquent de façon étroite la définition du statut de réfugié. Plutôt que de faire la morale, j'estime que le Canada, comme un certain nombre d'autres pays, a un rôle important à jouer dans l'application de ces protocoles internationaux qu'il faut renforcer, parce qu'il s'agit là d'une question internationale qui nécessite une collaboration internationale. Si nous ne pouvons collaborer au niveau international, ce problème ne fera qu'envenimer les pressions internes qui se manifesteront de façon différente dans différents pays.

Une des idées qui rallient le plus les suffrages des personnes avec lesquelles je me suis entretenu à la fois à Genève et en Grande-Bretagne—et nous pourrons y revenir lors des questions, car je ne voudrais certainement pas donner l'impression de dominer la discussion—c'est qu'il faudrait établir un lien entre les différents groupes et organisations, comme le HCR, l'OIM et les autres organismes qui se concentrent sur les pressions migratoires de la centaine de millions de migrants dans le monde, et les tribunes politiques internationales les plus importantes. Sans de tels liens, nous ne pourrons utiliser les idées, les recommandations et le travail de ces groupes et en arriver à des solutions. On pense en effet que les questions de migration humaine doivent faire l'objet de l'attention de tribunes comme le G-7, le Commonwealth, la Francophonie, l'Organisation des États américains ou l'OCDE.

Le moment est venu d'adopter une stratégie globale à l'égard des 100 millions de personnes actuellement en migration. Leur nombre a de toute évidence certaines répercussions d'ordre économique, car lorsque les gens se déplacent, c'est soit parce qu'ils n'ont pas chez eux des possibilités économiques suffisantes, soit parce que dans leur pays on viole continuellement les droits fondamentaux de la personne.

La seule solution consiste évidemment à s'attaquer aux causes du problème, mais tant que les instances politiques supérieures ne donneront pas l'impression de prendre les mesures qui s'imposent, la solution du problème sera un objectif de plus en plus difficile à atteindre. Il s'agit en réalité d'une question ou d'une possibilité de gestion. Dans le monde industrialisé, ou nous prenons les choses en main, ou nous sommes le jouet des événements.

Il ne s'agit pas uniquement d'un phénomène international, mais celui-ci se fait sentir également au niveau national. Lorsqu'un bateau touche les côtes d'un pays, quel qu'il soit, si le pays ou son gouvernement ne donne pas l'impression d'avoir parfaitement les choses en main, les ressortissants de l'État en question réagissent en disant que leur gouvernement n'a aucune emprise sur ce problème. Cela ouvre une véritable boîte de Pandore, ce qui aboutit aux tensions que nous connaissons à l'heure actuelle.

It is an international problem as well as very much a domestic concern. I think there is still time to come to grips with it, but there is also a consensus in the people I have talked to that while there is time, it is moving very quickly. Just like the commercial used to say, you either pay me now or later you pay me much more. I think that is the way groups and people are coming to view the whole question of international migration.

There were a number of other meetings that I can report on if you wish. My meetings in Great Britain were partly on migration. I met with my counterparts in Great Britain as well as the directors of their asylum division within the department, which is analogous to our IRB situation in Canada. I also went to Great Britain because it has the largest immigration operation in Europe.

I wanted to send the message as a government and as a minister that we are still open for business in Europe. There is a very deeply held perception by Europeans that our doors are closed. It may be because we have had our economic difficulties in the past or because we lowered the numbers in the mid–1980s, for example, or it may be because there was a shift after the Second World War to a different source country, but they believe we have closed our doors.

I would submit to this committee that those doors are not open. We need to continue to promote immigration in Europe, but with a narrower and more targeted perspective directed toward the independent skilled and business classes. It is my experience that we can take tremendous advantage of skilled labour from Europe. Many who cannot find their place in the European context would very much fit the niche here in Canada.

One classic example in Great Britain is the aerospace industry. It is really big in Great Britain and yet the need for jobs far outstrips the demand. We can make use of those talented skills here in Canada.

We must also sell our features as a country in the proper context. We must sell not only access to a country that still has incredible values in space and environment but a country, from an economic sense, that is also close to the United States. Through NAFTA we now have access to Mexico, and beyond NAFTA access to other countries in South America.

We must also not lose sight of the fact that our country is a Pacific nation. Our west coast can also be the window into the Asian market. Asians from Vancouver, for instance, are pushing the whole horticulture industry very aggressively. They want to set up that industry in Vancouver to service the horticulture demand in Asia. So there's tremendous potential if we market and sell and promote.

[Traduction]

Il s'agit d'un problème de portée autant internationale que nationale. Il nous reste du temps pour essayer d'y trouver une solution, mais parmi les gens que j'ai consultés, on s'entend aussi à dire que le temps presse. Comme le disait l'annonce publicitaire: ou vous me payez maintenant ou vous me payerez plus tard, mais beaucoup plus cher. C'est ainsi, à mon avis, que les groupes et les gens considèrent toute la question des migrations internationales.

Je pourrais vous faire un compte rendu d'autres réunions auxquelles j'ai assisté. Mes rencontres en Grande-Bretagne ont porté entre autres sur la migration. J'ai rencontré mes homologues britanniques ainsi que les directeurs de leur service d'asile politique au sein du ministère, ce qui équivaut à notre Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada. Je suis également allé en Grande-Bretagne parce que c'est le pays d'Europe qui a le plus important service d'immigration.

Je voulais faire savoir à nos interlocuteurs, en ma qualité de ministre et au nom du gouvernement, que notre pays a toujours ses portes ouvertes à l'Europe. Les Européens sont intimement convaincus que l'immigration est impossible au Canada. C'est peut-être parce que nous avons eu certains problèmes économiques par le passé ou parce que nous avons réduit nos niveaux d'immigration vers le milieu des années quatre-vingt, par exemple, ou encore parce qu'après la Seconde Guerre mondiale il y a eu un changement de pays d'origine des immigrants; toujours est-il que les Européens pensent que nos portes sont fermées.

Je tiens à dire au comité que ce n'est pas le cas. Nous devons continuer d'inciter les Européens à immigrer dans notre pays, mais en adoptant une stratégie plus restreinte et plus ciblée visant directement les gens d'affaires et les travailleurs indépendants spécialisés. D'après mon expérience, nous aurions tout intérêt à faire appel aux travailleurs spécialisés provenant d'Europe. Bon nombre d'entre eux qui ne réussissent pas à se faire une place sur le marché européen pourraient très bien occuper un créneau dans notre pays.

Prenons l'exemple classique, en Grande-Bretagne, de l'industrie aérospatiale. C'est un secteur énorme en Grande-Bretagne, et, pourtant, l'offre d'emplois est nettement inférieure à la demande. Nous pouvons dans notre pays utiliser ces compétences.

Nous devons aussi présenter les avantages qu'offre notre pays dans un juste contexte. Nous devons non seulement faire la promotion de l'accès à un pays qui continue d'offrir des avantages extraordinaires en matière d'espace vital et d'environnement, mais aussi à un pays qui, du point de vue économique, est proche des États-Unis. Par le biais de l'ALÉNA, nous avons désormais accès au marché du Mexique et, indirectement, à d'autres pays de l'Amérique du Sud.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que notre pays a une ouverture sur le Pacifique. Notre côte ouest nous donne également accès au marché asiatique. Les Asiatiques de Vancouver, par exemple, prennent des mesures très dynamiques dans le secteur de l'horticulture. Ils veulent créer cette industrie à Vancouver pour répondre à la demande en matière de produits horticoles en Asie. D'énormes possibilités nous sont donc offertes si nous menons les activités de promotion et de commercialisation qui s'imposent.

[Translation]

• 1155

I think there has been a shift. In the 1960s there used to be officers working for Canada in Great Britain who did nothing else but promotion. Then, of course, because of resources and because of various other shifts that has ceased. We have to find creative means and ways to communicate that message.

One officer told me he came back from a conference of Canadian immigration officials in Rome, Italy. He said the view or the perception in Italy is still that we're searching for labourers. While we may be seeking trades, it has also gone beyond that. It is no longer simply the same demand of the 1950s and 1960s. We are also entering the new economies; therefore I think we have to refine the way we approach Europe as a way of trying to maximize the economic needs of our country. That's not to say we're moving away from the other elements of the program—family, class and our humanitarian efforts. It simply speaks to a balance that needs to be part of any well—managed and well—run immigration program.

Madam Chair, those are just some of the ideas I bring to the table as an opening. I look forward to the questions and comments that no doubt will flow from this debate and amplify on areas that I can answer. In areas, Madam Chair, where I believe the committee will be better served by a more specific answer, I will not hesitate to ask my deputy.

I'd like to introduce at this time Mr. Peter Harder, the deputy minister of the immigration department. We also have other staff here. I don't want you to read that as me delegating or sloughing off to anybody. It's simply a desire to make sure that the specifics and the accuracy is always maintained at the highest level.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister.

Members, of course you've all had a chance to review the estimates and to go over the information report from our researcher. We'll entertain questions now. Our usual procedure is to try to keep your questions within five minutes. We'll do a second round if there is time. As well, please try to follow the estimates. The fact is, this is a meeting on the estimates. Your questions should relate to that. We'll start with Mr. Jackson.

Mr. Jackson (Bruce—Grey): Mr. Minister, although I know we have a lot of questions on estimates, I have two questions for you.

The first one has to do with the actual realities of the world. Canada has been a country, as I'm learning on this committee, where we get pressures. Whether it was Bonnie Prince Charlie or the potato famine or what have you, it has created pressures that send immigrants in our direction. It has been said that whenever we select immigrants we do a good job. When there's pressure on us through the family class or what have you, then there seems to be some complications. Of course

Les choses ont changé, à mon avis. Dans les années soixante, des agents postés en Grande-Bretagne étaient chargés uniquement de faire de la promotion pour le Canada. Puis, cela va de soi, cette activité a dû cesser faute de ressources et en raison d'autres facteurs. Nous devons trouver des moyens novateurs de faire passer le message.

Un agent m'a dit avoir participé à une conférence des agents d'immigration canadiens tenue à Rome, en Italie. À son avis, les Italiens sont convaincus que nous sommes à la recherche de manoeuvres. Même si nous recherchons effectivement des gens de métier, nous n'en sommes plus là. La demande n'est plus la même que dans les années cinquante et soixante. Les grands principes économiques évoluent également; c'est pourquoi je pense que nous devons revoir la façon dont nous abordons l'Europe comme source d'immigration pour répondre le mieux possible aux besoins économiques de notre pays. Cela ne veut pas dire qu'il nous faille renoncer aux autres aspects du programme: les catégories de la famille, sans oublier nos efforts humanitaires. Il faut tout simplement faire la part des choses en appliquant un programme d'immigration bien conçu et bien géré.

Madame la présidente, voilà certaines idées dont je voulais vous faire part ce matin. Je répondrai volontiers aux questions et observations qui me seront posées et donnerai au besoin plus de détails sur certains aspects du problème. Je n'hésiterai pas à demander à mon sous-ministre de répondre et à intervenir si j'estime utile de fournir des renseignements au comité.

Je voudrais vous présenter M. Peter Harder, sous-ministre de l'Immigration. Il y a d'autres fonctionnaires qui nous accompagnent. N'allez pas croire toutefois que je délègue tous mes pouvoirs ou me départis de toutes mes responsabilités. Je tiens simplement à m'assurer que toutes nos réponses seront aussi précises et détaillées que possible.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Chers collègues, vous avez tous eu l'occasion de jeter un coup d'oeil sur le budget des dépenses et sur les notes d'information préparées par notre attaché de recherche. Nous allons maintenant passer aux questions. Comme à l'habitude, essayons de nous en tenir à des questions de cinq minutes. Nous procéderons à un deuxième tour de questions si le temps le permet. En outre, je vous demanderais de traiter précisément du budget des dépenses, car c'est l'objet de la réunion d'aujourd'hui. Vos questions devraient porter sur ce point. Nous commencerons par M. Jackson.

M. Jackson (Bruce—Grey): Monsieur le ministre, je sais qu'il y a bon nombre de questions à poser sur le budget des dépenses, mais j'ai toutefois deux questions personnelles à vous poser.

La première porte sur la situation qui prévaut actuellement dans le monde. Depuis que je siège au comité, j'entends dire que le Canada est assujetti à diverses tensions. Qu'il s'agisse de Bonnie Prince Charlie, de la pénurie de pommes de terre, etc., tout cela a créé des pressions qui ont incité des immigrants à se tourner vers notre pays. On a dit que chaque fois que nous choisissons des immigrants, nous faisons du bon travail. Les choses semblent se compliquer lorsque nous sommes obligés

we have obligations to the world and so on. Every once in awhile we get one rotten potato, which you probably know of.

d'admettre certaines personnes en vertu du principe de réunification des familles ou autre. Bien sûr, nous avons des obligations envers le

With regard to setting your numbers, you have a consultation process, but I suspect there's going to be a lag between how people respond in communities based on what was happening over time and what Canada must do as we try to improve our lot by expanding our economic base. I think to some degree those new technocrats and the people who are going to help the economy and help make this country better should be a class you're looking at. How are you going to reconcile those two?

Do you want both of my questions now, or do you want to answer them one at a time?

The Chairman: Your five minutes is up. No, I'm only kidding.

Mr. Jackson: I think I'll give you both questions.

You've charged us with the responsibility to review the Citizenship Act. How important is that in the framework of everything else?

Mr. Marchi: On the first question, I think it's a balance. When I introduced my levels, we said as a government we place a great amount of stock on family reunification and on independent. Family reunification—why? Because we believe there is a right for Canadians to have the opportunity to have their family unified. Secondly, we believe as well in the family unit in this country. We believe in it because it can offer a tremendous settlement vehicle by which the state, hopefully, will not have to spend any of its resources.

• 1200

I look at only my example—and I don't say my example is the textbook example, but I can tell you quite openly that if my parents had not had the support of their families, who sponsored them, and were not able to live with them without paying rent, were not able to have access to my uncle's car, and all the other ramifications... We have to stop to think of the kind of role that family can play. When we look at economic migration as a way of creating economic wealth, it's clear. But who factors into the economy the role of an aunt or a grandmother who looks after the kids of her son or daughter, which permits the son and daughter or the son—in—law and the daughter—in—law to not pay any child care costs and permits them to go to work in the first place? We have to stop to think about the role family can play in immigration and not undervalue or underestimate it.

There are also problems with respect to family sponsorship breakdown, and we've got a task force in the department working with the provinces to try to come to grips with those challenges. [Traduction]

d'admettre certaines personnes en vertu du principe de réunification des familles ou autre. Bien sûr, nous avons des obligations envers le reste du monde. De temps à autre, nous admettons chez nous un fruit pourri, comme vous le savez sans doute.

En ce qui concerne l'établissement des niveaux, vous avez un processus de consultation, mais je suppose qu'il y a un écart entre la façon dont les gens réagissent au niveau local en fonction des événements qui se sont produits par le passé et ce que doit faire le Canada pour améliorer son sort grâce à l'élargissement de sa base économique. Dans une certaine mesure, ces nouveaux technocrates et les personnes qui pourront contribuer à l'épanouissement de notre pays et à sa croissance économique devraient constituer une catégorie à part entière. Comment allezvous concilier les deux?

Voulez-vous que je pose mes deux questions directement, ou preférez-vous y répondre l'une après l'autre?

La présidente: Vos cinq minutes sont écoulées. Non, je plaisantais.

M. Jackson: Je vais vous poser les deux questions.

Vous nous avez confié la tâche d'examiner la Loi sur la citoyenneté. Quelle place celle-ci occupe-t-elle dans votre mandat général?

M. Marchi: Pour répondre à votre première question, c'est une question d'équilibre. Lorsque j'ai établi mes niveaux d'immigration, nous avons dit que le gouvernement accordait beaucoup d'importance à la réunification des familles et à l'immigration de travailleurs indépendants. Pourquoi la réunification des familles? Parce que nous sommes convaincus que les Canadiens ont le droit de vivre au sein d'une famille unie. En second lieu, nous croyons également à la cellule familiale dans notre pays. Nous y croyons parce qu'elle peut offrir un moyen d'établissement extraordinaire, tout en évitant à l'État de puiser dans ses ressources.

Je prends mon exemple personnel—et je ne dis pas cela au sens littéral du terme, mais je dois vous dire franchement que si mes parents n'avaient pas pu compter sur l'appui de leur famille, qui les a parrainés, qui leur a permis de partager leur logement sans payer de loyer, s'ils n'avaient pas pu utiliser la voiture de mon oncle, et profiter de tous les autres avantages accessoires... Il faut prendre le temps de réfléchir au rôle que peut jouer la cellule familiale. Lorsqu'on envisage la migration économique comme une source de création de richesses, la question est claire. Mais qui va tenir compte du rôle que joue une tante, une grand—mère qui s'occupe de ses petits—enfants, ce qui permet à sa fille ou à son fils, à sa belle—fille ou à son gendre de travailler sans avoir à payer des frais de garde d'enfants? Il faut prendre le temps de réfléchir au rôle que peut jouer la famille dans le contexte de l'immigration, et surtout ne pas le sous—estimer.

Il y a aussi des problèmes liés à l'interruption du parrainage de la famille, et un groupe de travail du ministère essaie, de concert avec les provinces, de trouver une solution à ces problèmes.

Then we've got to balance the family class with our obligations to humanitarian obligations and agreements we have been not only been a party to but have been a leader in. I think we should take a certain amount of pride in being recognized and seen by the international community as taking a leadership role.

We've been the only country and people that have been awarded the Nansen Medal. No other country can lay claim to that. I think that's a source of pride and strength, not a source of weakness. Then we complement that with economics.

So for me our immigration policy has to be basically a two-pronged approach: trying to serve our country's needs through both family and economics, as well as an outgrowth of your foreign policy to try to see how it can make life for humanity a little easier, keeping in mind that we can't do it alone and that's why we have to have an international corridor of open doors rather than locked doors.

I think it's fair to say we shouldn't be ashamed of being aggressive on an international front in trying to obtain people with skills we can use and skills we haven't paid for, or businesses or entrepreneurs that can come here and create jobs and create economic wealth. I don't suggest that we go into a region like eastern Europe and we act as a brain drain. I think you have to be careful, because some societies are just beginning to find their legs and they need those talents and skills. But clearly there are bridges we can build, and we can build as a way of also being positive with immigration and to try to communicate that net immigration really creates jobs rather than takes jobs away.

There is a balance, and I think we can have that happy balance under the levels we've introduced, but the consultations will yield more statements on that.

On citizenship, I'm absolutely convinced that it can offer a very positive and powerful complement to immigration. There is no question in my mind. I see a Citizenship Act that has not seriously been amended in 20 years. I see questions in modemday Canada that are not answerable by that Citizenship Act. It's not only a question of bringing it up to speed, but it's also talking about the principles and values that bond us as Canadians. Canadians have a great appetite for symbols that communicate that, and for me and my government a reinvigorated Citizenship Act is exactly that, a renewed effort to define who we are as Canadians.

It also complements the rights that are inferred, for instance, by an immigration refugee board—the right of making your claim. To balance that with a citizenship effort that also talks about responsibilities, that also defines the values inherent in Canadian citizenship—this is what it means to hold a Canadian passport, to almost have a charter, if you will, of Canadian citizenship that I think will breed a more impassioned and exciting citizenship.

[Translation]

Il faut ensuite établir un juste équilibre entre la catégorie de la famille et nos obligations tant du point de vue humanitaire que dans le cadre d'accords dont nous sommes non seulement les signataires, mais aussi les artisans. Nous avons tout lieu d'être fiers d'être considérés par le reste du monde comme un chef de file dans ce domaine.

Nous sommes le seul pays, la seule population, à avoir reçu la médaille Nansen. Aucun autre pays ne peut y prétendre. C'est pour nous une source de fierté et de force, et non de faiblesse. À cela s'ajoutent les questions économiques.

À mon avis, donc, notre politique d'immigration doit être en deux volets: d'une part, viser à répondre à nos besoins, du point de vue familial et économique, tout en étant une extension de notre politique étrangère pour essayer d'offrir une vie un peu meilleure à l'humanité, sans oublier que nous ne pouvons rien faire tout seul et que c'est pourquoi il faut mettre en place un couloir international de portes ouvertes, et non pas fermées.

Nous sommes en droit de dire que nous ne devrions pas avoir honte de notre agressivité, sur la scène internationale, pour faire venir chez nous des gens dont les compétences pourront nous être utiles et qui ne nous ont rien coûté, ou des entreprises et des entrepreneurs qui seront en mesure de créer des emplois et des richesses économiques dans notre pays. Loin de moi l'idée de favoriser un exode des cerveaux dans des pays comme ceux de l'Europe de l'Est. Il faut agir avec circonspection, car certaines sociétés commencent à peine à retomber sur leurs pieds et elles ont besoin de ces compétences. Toutefois, nous pouvons jeter des ponts et nous pouvons essayer d'adopter une attitude constructive face à l'immigration et de bien faire comprendre aux gens que l'immigration nette est source de création d'emplois plutôt que de disparition d'emplois.

Il y a un équilibre à atteindre, et, à mon avis, les niveaux que nous avons adoptés nous permettront de l'atteindre, mais les consultations nous en apprendront plus à ce sujet.

Quant à la citoyenneté, je suis totalement convaincu qu'elle peut être un complément concret et utile à l'immigration. Cela ne fait aucun doute à mes yeux. La Loi sur la citoyenneté n'a pas été modifiée en profondeur depuis 20 ans. Elle ne permet pas de répondre à certaines questions qui se posent dans la société contemporaine de notre pays. Il ne s'agit pas seulement de mettre cette loi à jour, mais il faut également parler des principes et des valeurs qui unissent les Canadiens. Les Canadiens sont avides de symboles qui en témoignent, et, à mes yeux comme à ceux du gouvernement, c'est exactement l'objectif que pourra atteindre une Loi sur la citoyenneté modernisée, dans le but de mieux nous définir, nous les Canadiens.

Cette loi complète également les droits conférés, par exemple, par une commission de l'immigration et du statut de réfugié: le droit de présenter sa revendication. Dans la Loi sur la citoyenneté, on parle aussi des responsabilités, on définit les valeurs inhérentes à la citoyenneté canadienne — c'est-à-dire ce que cela signifie de détenir un passeport canadien, d'adopter pratiquement une charte de la citoyenneté canadienne qui donne un peu plus de panache à toute cette question.

[Traduction]

• 1205

Lastly, we need to do citizenship differently with respect to the ength of time it takes for citizenship processing. Those are priorities of our government that we hope this committee, as we've discussed in the first meeting, will play a significant role in.

The Chairman: Thank you. Mr. Hanger.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Mr. Minister, it is estimated hat the deficit for 1994–95 will be somewhere in the vicinity of \$40 billion to \$45 billion. What are you doing to reduce expenditures within your department and by what percentage?

Mr. Marchi: Obviously the whole position of the national deficit nd debt is a going concern for Canadians. It's also very much on the riority list of this government.

The Minister of Finance, through his budget and through his tatements and the declarations of the Prime Minister, has set a goal or our government and country with respect to the whole deficit and ebt. Each minister, in each department, has to be mindful of this.

In our department, for instance, we pride ourselves that the orporate side of the department is considerably lower in percentage that the most departments in government. It is approximately .7%, 5.8% of the overall, which is lower than other departments.

We have also moved to try to centralize the way we process nmigration. For instance, in your province of Alberta, the whole uestion of Vegreville will be soon starting up. Vegreville was an ttempt to try to come to grips with problems without adding a great eal of additional people and therefore additional resources.

Mr. Hanger, I think we have to balance the whole question of cost avings, which this department and everyone else must be very ensitive to. We have to balance that with the whole situation of what he government should be into. What are the product lines that overnments need to do?

In that debate, immigration is highly emotional, high touch, igh feel. I think we should strive to try to make amends where the can and cost savings where we can, but we must recognize that there is also a point of no return. Because of the high buch, high feel nature of immigration, you also have to be careful then to analyse that you're close to the bone with respect to assources. Once you overstep that line, then I think other problems ill manifest themselves. So I think it's a balance.

Mr. Hanger: I really didn't get an answer as far as reducing the spenditures. There are obviously areas in every department that quire analysis, and I don't believe the minister really answered my sestion. He certainly didn't indicate to me by what percentage—

The Chairman: Mr. Hanger, did you have another question?

Enfin, en matière de citoyenneté, nous devons apporter certaines modifications, notamment aux délais requis dans le traitement des demandes de citoyenneté. Ce sont là les priorités de notre gouvernement, et nous espérons que le comité, comme nous l'avons dit au cours de la première réunion, jouera un rôle concret à cet égard.

La présidente: Merci. Monsieur Hanger.

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Monsieur le ministre, selon les estimations, le déficit sera de l'ordre de 40 à 45 milliards de dollars en 1994 et en 1995. Que faites-vous pour réduire les dépenses de votre ministère et à combien ces coupures se montent-elles en pourcentage?

M. Marchi: De toute évidence, la question du déficit et de la dette publique préoccupe continuellement les Canadiens. Elle est également en haut de la liste des priorités du gouvernement actuel.

Dans son budget et ses déclarations, outre les annonces du premier ministre, le ministre des Finances a fixé un objectif pour notre gouvernement et notre pays quant à la réduction du déficit et de la dette publique. Chaque ministre, dans chaque ministère, doit en être conscient.

Dans notre ministère, par exemple, nous sommes fiers de dire que les dépenses liées aux services ministériels sont maintenant inférieures en pourcentage à celles de la plupart des autres ministères. Elles s'élèvent à environ 5,7 p. 100 ou 5,8 p. 100 de l'ensemble des dépenses, ce qui est nettement moins que dans les autres ministères.

Nous avons également essayé de centraliser les services de traitement des demandes d'immigration. Dans votre province d'Alberta, la question du centre de Vegreville va bientôt revenir sur le tapis. La création de ce centre visait à résoudre les problèmes de l'heure sans augmenter considérablement nos effectifs et autres ressources.

Monsieur Hanger, il faut faire la part des choses entre les économies, auxquelles notre ministère, comme les autres, doit être sensible. Il faut toutefois tenir compte également du rôle que doit jouer le gouvernement. Quels services celui-ci doit-il offrir?

Dans le cadre de ce débat, l'immigration est une question délicate, qui touche les sensibilités. Nous devons nous efforcer d'apporter des changements et de réaliser des économies chaque fois que c'est possible, mais tout en étant conscients du fait qu'il existe un point de non-retour. Étant donné que l'immigration est une question très délicate, directement liée aux sentiments, il faut également être très conscient des limites que posent nos ressources. Si l'on dépasse cette limite, d'autres problèmes risquent de se poser. Il y a là aussi un juste équilibre à atteindre.

M. Hanger: Je n'ai pas vraiment obtenu de réponse à ma question concernant les compressions de dépenses. Il y a de toute évidence dans tous les ministères des secteurs qui méritent examen, et je pense que le ministre n'a pas vraiment répondu à ma question. Il ne m'a pas dit dans quelle proportion. . .

La présidente: Monsieur Hanger, avez-vous une autre question?

Mr. Hanger: Yes, I did. I wanted to make that comment in reference to the expenditure question.

There is an expected increase in personnel in the 1994–95 budget, an estimated 3,978 total personnel to deliver the immigration program. You also stated in your initial submission that enforcement of border patrols is going to be a priority. A balance between a fair and progressive policy and a stern approach to enforcement I believe is what you indicated.

Why did you increase the personnel and decrease the enforcement officers in some of the most sensitive regions? I don't understand the logic here.

Mr. Marchi: In respect of your first statement, my deputy points out that over a four-year period, in terms of cost reductions, the Government of Canada has averaged approximately 4.2% overall. Immigration is at about 7%. So in terms of government direction, immigration is certainly not running behind.

Second, when you talk about increased resources, you also have to keep in mind that a big part of the increased estimates before us is also a reflection of the new amalgamation of the departments. We are now housing citizenship, we are now housing settlement, which was not there before, which is an important and large component. So I think you have to also keep that particular aspect in mind and set the right context.

• 1210

You mentioned the enforcement operation, and I am very sensitive to that. I know that you've raised today the whole issue about enforcement officers in some of our major cities. I know that during your recent visit to Toronto, you mentioned that you were concerned about eleven fewer investigators.

Mr. Hanger: Six.

Mr. Marchi: Six investigators. In fact we have had to let go approximately eleven term employees, yet we have nine additional officers in comparison to a couple of years ago. So while you may not be satisfied as to the numbers, we are certainly progressing in terms of the numbers of a couple of years ago and yielding a greater service, which can't only be measured by the number of people. For instance, there is also a renewed interest in putting more energies and resources in intelligence, as opposed to just enforcement.

In my discussion with the head of the Great Britain enforcement division, I learned that they have also found that they are placing additional resources on the whole question of intelligence. This may not be measured in simply the number of people you add, but also in the kind of work and technology that are created that yield certainly far more than our officers used to in years gone by.

The Chairman: Mr. Nunez.

[Translation]

M. Hanger: Oui. Je voulais faire cette remarque au sujet de la question des dépenses.

Dans le budget de 1994 et 1995, on prévoit une augmentation de l'effectif, soit un effectif total de 3 978 personnes pour appliquer le programme d'immigration. Vous avez dit également dans votre allocution liminaire que les services de patrouille aux frontières constituent pour vous une priorité. Si j'ai bien compris le sens de votre message, vous avez dit qu'il fallait trouver un juste milieu entre une politique progressiste et équitable et une application stricte de la loi.

Pourquoi avez-vous augmenté les ressources humaines et réduit le nombre d'agents en poste dans certaines régions les plus difficiles? Je ne comprends pas votre logique.

M. Marchi: Pour répondre à votre première remarque, mon sous-ministre signale qu'au cours d'une période de quatre ans, le gouvernement du Canada a réduit en moyenne ses dépenses de 4,2 p. 100 environ. Pour l'immigration, ce chiffre atteint 7 p. 100. Pour ce qui est de suivre l'orientation générale du gouvernement, on peut donc difficilement dire que l'immigration soit à la traîne.

En second lieu, lorsque vous parlez de l'augmentation des ressources humaines, il ne faut pas oublier que les nouvelles prévisions que nous avons sous les yeux tiennent compte également de la nouvelle fusion des ministères. Notre ministère regroupe désormais les services de citoyenneté, ainsi que les services d'établissement, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici, et cela représente une composante importante de notre ministère. Il faut donc tenir compte de cet état de choses avant d'en arriver à des conclusions.

Vous avez parlé de l'application de la loi, à laquelle j'attache beaucoup d'importance. Je sais que vous avez soulevé aujourd'hui toute la question des agents postés dans certaines de nos grandes villes. Au cours de votre récente visite à Toronto, vous avez dit que la décision de réduire de 11 l'effectif d'enquêteurs vous préoccupait.

M. Hanger: De six.

M. Marchi: Six enquêteurs. En fait, il nous a été impossible de renouveler le contrat de 11 employés nommés pour une période déterminée, et pourtant il y a neuf agents de plus qu'il y a deux ans. Si leur nombre ne vous convient pas, il n'en demeure pas moins que les effectifs ont augmenté par rapport à il y a deux ans et qu'ils assurent de meilleurs services, ce que l'on ne peut pas mesurer en fonction du nombre d'employés. Par exemple, nous accordons de plus en plus d'intérêt et de ressources au service de renseignements plutôt qu'au simple service d'application de la loi.

Lors des discussions que j'ai eues avec le directeur des Services policiers de la Grande-Bretagne, j'ai appris que dans ce pays également on consacre des ressources supplémentaires à toute la question des services de renseignements. Cela ne peut pas se mesurer simplement par le nombre de personnes que l'on recrute, mais également par le genre de travail accompli et de technologie utilisée, qui ont un bien meilleur rendement que ceux de nos agents il y a quelques années.

La présidente: Monsieur Nunez.

M. Nunez (Bourassa): Monsieur le ministre, vous avez parlé du processus de consultation sur les niveaux d'immigration pour les dix prochaines années. C'est très important.

Il me semble que vous n'accordez pas un rôle important au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration. Pourquoi ne demandez-vous pas à ce Comité de tenir ces consultations? Il peut convoquer des témoins et visiter différentes villes au Canada. Vous êtes en train d'exclure l'Opposition officielle. Vous avez nommé des équipes de travail qui se sont rencontrées le 8 et le 10 décembre derniers. Il n'y avait personne de l'Opposition officielle. Je pense qu'il n'y avait personne du Parti réformiste non plus. C'est vous qui les nommez. Ce n'est pas très démocratique. On devrait avoir des discussions ici, au sein du Parlement, surtout au niveau du Comité de la citoyenneté et de l'immigration.

Combien va vous coûter ce processus de consultation, monsieur le ministre?

The Chairman: Mr. Nunez, I think Mr. Marchi is probably not aware of this particular incident, and I think that we as a committee were going to deal with that. I would appreciate it if we use the minister's time here relating to questions on the estimates, please.

M. Nunez: J'ai deux questions à poser. Est-ce que vous avez prévu un budget, et de combien est-il?

Deuxièmement, on dit que vous songez à privatiser certains services essentiels du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Qu'est-ce que vous allez faire en ce qui concerne les cours de langue et l'exécution de la loi? Comment allez-vous privatiser certains services essentiels du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, et pourquoi?

Mr. Marchi: Thank you, Mr. Nunez. Starting from your last question first, there is no privatization effort, so I don't know where those reports emanated from. When I returned to Canada and read some of those clippings, one of the first calls I made was to the fellow to my left. I asked, what privatization? There is no privatization.

Secondly, I'm not trying to ignore or try to keep this committee away from anybody or anything. In fact, even if I had wanted to, which I clearly don't, I wouldn't have the power to do so anyway.

The committee asked me some time back to come before it to share my view with how perhaps the committee can work. One of my concerns was that this department is about citizenship and about immigration. I think it would be a sad tale if we were to simply view immigration and not citizenship. That is point number one, but not as a reaction to immigration but as an initiator, because of the things I said before on citizenship with respect to the act, with respect to how we handle citizenship.

[Traduction]

Mr. Nunez (Bourassa): Mr. Minister, you referred to the consultation process on immigration levels for the next ten years. This is a very important issue.

It seems that you are not giving an important responsibility to the Standing Committee on Citizenship and Immigration. Why don't you ask this committee to hold these consultations? The committee could hear witnesses and visit various Canadian cities. You are now excluding the Official Opposition. You have appointed working groups that met on December 8th and 10th of last year. There was no representative for the Official Opposition. I believe there was no member from the Reform Party either. You are the one who appoints these working groups. This is not a very democratic process. We should be discussing the issue here, within Parliament, in the Standing Committee on Citizenship and Immigration.

How much will this consultation process cost you, Mr. Minister?

La présidente: Monsieur Nunez, M. Marchi n'est sans doute pas au courant de l'incident dont vous parlez, et je pense que c'est au comité de se pencher sur cette question. Je vous saurais gré de vous en tenir aux questions portant sur le budget des dépenses, pendant que le ministre est parmi nous.

Mr. Nunez: I have two questions. Have you made some estimates, and what are they?

Second, some people said that you are considering privatizing some essential services of the Department of Citizenship and Immigration. What do you intend to do with language training and enforcement operation? How will you privatize some essential services of the Department of Citizenship and Immigration, and

M. Marchi: Merci de votre question, monsieur Nunez. Pour répondre en premier à votre dernière question, il n'y a aucune mesure de privatisation en cours, et je ne sais pas d'où viennent ces rumeurs. Lorsque je suis revenu au Canada et que j'ai lu certains articles à cet effet, j'ai téléphoné sans tarder au monsieur qui se trouve à ma gauche. Je lui ai demandé de quelle privatisation on parlait. Il n'y a aucune initiative de privatisation en cours.

Deuxièmement, loin de moi l'idée d'exclure le comité ou quiconque de quelque processus que ce soit. En fait, même si je voulais le faire, ce qui n'est absolument pas le cas, je n'en aurais pas le pouvoir.

Le comité m'a demandé il y a quelque temps de venir témoigner pour discuter du fonctionnement du comité. Ce qui me préoccupe entre autres, c'est que notre ministère regroupe la citoyenneté et l'immigration. Il serait regrettable de se pencher uniquement sur les questions d'immigration au détriment de la citoyenneté. Celle-ci est une question importante, non pas simplement parce qu'elle découle de l'immigration, mais aussi parce que c'est une question à part entière, compte tenu de ce que j'ai dit plus tôt au sujet de la Loi sur la citoyenneté et de la façon dont nous traitons cette question.

• 1215

Secondly, no one has told this committee it can't participate. In fact, at the last meeting—and I believe Mr. pouvait pas participer aux consultations. En fait, lors de la Duceppe was attending in your place—I mentioned to the dernière réunion—et si je ne m'abuse, M. Duceppe vous committee that I wanted it involved in the consultation process. remplaçait—j'ai dit au comité que je tenais à ce qu'il y prenne

Deuxièmement, personne n'a jamais dit au comité qu'il ne

The first meeting was only an attempt for two days to bring together a number of individuals and different disciplines to try to discuss how we approach differently the art of consulting on immigration and the issues we need to consult on.

I mentioned that as a result of that two—day meeting we have identified ten areas of primary concern. Therefore, there will be ten working groups doing their work on that area for the next two months or so. I invited the chair and the members to have an individual member be a formal part of each of those working groups.

Secondly, there will be a stage between May and June during which we will be having a number of public meetings, community round tables and so on to permit a greater diffusion of involvement. Those meetings will be open to every member of this committee and to every member of Parliament. No one is going to stop any member of Parliament from going beyond that and having their own way of consulting organizations and Canadians in their own backyard.

The Chairman: Minister Marchi, can I jump in, because we're really—

Mr. Marchi: Finally, I was just going to say that the last part would be the conference in the fall, which would try to tie the ribbons of consensus together.

The members of this committee will be invited to participate in that conference, but the role that hopefully the committee can play on citizenship will clearly overlap into the whole question of immigration.

So I think, Mr. Nunez, that I am trying to not only encourage but foster a role for the committee, although not one where the government is over here re-creating the wheel with regard to immigration and the committee is over there re-creating the waterfront, but rather a more—

The Chairman: Minister Marchi, I will take the prerogative of the chair and jump in here. This is addressing areas we have covered, and you are right, you have made us most welcome to take part in the consultations and we certainly will do that. We are pleased, as a matter of fact, to be part of them. So Mr. Nunez and I will work through this.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): I have a couple of questions, Mr. Minister. We have gathered from earlier meetings that the sponsorship program does have a lot of problems. There appears to be a lot of people who are not carrying through with the sponsorship. As a result, I would presume that situation is creating a very significant financial problem, with people going on the welfare rolls. Could you comment on the dimensions of that problem and what plans your department has to counter it?

Mr. Marchi: Thank you very much, Mr. Bryden. That reference to sponsorship reminds me that I forgot to mention that the last point was that I was hoping this committee can, in the early going, have individual references on certain items that need looking into. For instance, the one you've mentioned is probably as good a case in point, i.e., that if the committee wanted to take a serious look at the area of sponsorship or at the industry of phony consultants and how we come to grips with it, that's very much in line with the committee's role.

[Translation]

part. La première réunion visait simplement à réunir pendant deux jours certaines personnes représentant divers secteurs pour discuter de la façon dont nous concevons la consultation sur les questions d'immigration et autres questions qui nous intéressent.

J'ai dit que, à la suite de cette rencontre de deux jours, nous avions cerné dix questions d'intérêt. En conséquence, il y aura dix groupes de travail qui se pencheront sur ces questions pendant les deux mois à venir environ. J'ai invité le président et le comité à désigner l'un des membres pour faire partie des différents groupes de travail.

Deuxièmement, entre les mois de mai et juin, il y aura une période où nous tiendrons certaines réunions publiques, des tables rondes communautaires et autres, pour permettre une plus grande participation du public. Ces réunions seront ouvertes à tous les membres du comité et à tous les députés qui souhaitent y participer. Personne n'empêchera un député d'aller plus loin et de consulter comme il l'entend les divers organismes et les Canadiens de sa région.

La présidente: Monsieur le ministre, permettez-moi de vous interrompre, car nous devons vraiment, . .

M. Marchi: Enfin, je voulais simplement ajouter que le processus se terminera par la conférence prévue à l'automne, au cours de laquelle on essaiera de faire une récapitulation générale et de dégager un consensus.

Les membres du comité seront invités à participer à cette conférence, mais le rôle que le comité peut jouer dans le domaine de la citoyenneté empiétera manifestement sur toute la question de l'immigration.

C'est pourquoi, à mon avis, monsieur Nunez, j'essaie non seulement d'encourager, mais aussi de promouvoir la participation du comité, sans toutefois prétendre que le gouvernement va réinventer la roue en ce qui a trait à l'immigration, pas plus qu'il ne considérera le comité comme la cinquième roue du carrosse, mais nous envisageons plutôt...

La présidente: Monsieur le ministre, je vais user de la prérogative de la présidence pour vous interrompre. Nous avons déjà discuté de tout cela, et vous avez raison de dire que vous nous avez invités chaleureusement à participer à toutes les consultations, ce que nous ne manquerons pas de faire. En fait, nous sommes heureux d'en faire partie. M. Nunez et moi essaierons de régler ce problème.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): J'ai deux questions à poser, monsieur le ministre. Il ressort des réunions précédentes que le programme de parrainage pose toutes sortes de problèmes. Apparemment, bien des gens ne donnent pas suite à leur promesse de parrainage. En conséquence, cela pose de sérieux problèmes d'ordre financier, car les nouveaux venus sont obligés de se prévaloir de l'aide sociale. Pourriez—vous nous parler un peu de l'ampleur de ce problème et nous dire ce que compte faire votre ministère pour y remédier?

M. Marchi: Merci beaucoup de votre question, monsieur Bryden. Cette allusion au parrainage me rappelle que j'ai oublié de signaler, pour conclure, que j'espère que votre comité va sans plus tarder entreprendre des études ponctuelles sur des questions qui méritent un examen. Par exemple, celle dont vous avez parlé est un bon exemple: si le comité voulait examiner sérieusement la question du parrainage ou tout le secteur des conseillers bidon en vue d'y trouver une solution, cela serait tout à fait compatible avec son mandat.

The sponsorship is an issue that is of concern and it's a concern on which we have to distinguish between a couple of aspects. Firstly, soon after becoming minister we had an internal departmental task force just to look at the whole question of family sponsorship and the breakdown thereof that happens. Secondly, in any conversation I've had with my provincial counterparts that issue has been put on the table to solicit their kind of support.

Thirdly, we've increased the emphasis on accords with municipalities and memorandums of understanding because that permits us to share information on those individuals who may be abusing the welfare system, but where municipalities don't have access to our data because they're also covered by the privacy laws.

So we have been able to craft these agreements that respect the privacy law in the nature of protecting the citizens and at the same time having a role to play with respect to the integrity of programs. So the MOUs—and the most recent one we signed was with the city of Windsor-have allowed the city and the federal government to work closer together in trying to come to grips with those who want to play with our system.

• 1220

Lastly, on the sponsorship, it's difficult to say where the abuse is and where the legitimate breakdown occurs because you also have the situation, Mr. Bryden, where someone has entered into an agreement with the country and said he will take care of the sponsorship of his brother and then legitimately falls on hard times—the manufacturing plant closes or there's a downsizing and the individual loses his or her job. So are we to say then the agreement is off, or do we make amends for the fact that economic realities have been pretty tough in this country?

You have to compare that to the situation where the sponsorship agreement has been completely undermined. In those cases the attitude of this minister is I don't look too kindly on those cases because it really is a breaking of your word. One party has fallen short on their side of the bargain and I don't think you make bargains on a one-way street. It's a two-way street and there needs to be mutual respect.

So we're very cognizant of that in trying to work with our provincial brethren to see how we can maximize the efforts to have these sponsors respect their agreement, but in keeping with the economic realities as they come.

The Chairman: Thank you, Mr. Bryden. Mr. Knutson.

Mr. Bryden: Madam Chairman, I have one more question.

The Chairman: Oh, I'm sorry. All right, Mr. Bryden, you have a few more minutes.

Mr. Bryden: Okay. Thank you.

Mr. Minister, just in the last few weeks we've seen stories in the media suggesting that some kinds of violence may have ethnic or cultural links. That has implications to the immigration policy and to the costs of running that policy, Cela pourrait avoir des répercussions sur la politique en matière

[Traduction]

Le parrainage est une question préoccupante, et, à cet égard, il nous faut faire une distinction entre deux choses. Tout d'abord, peu après ma nomination, nous avons chargé un groupe de travail ministériel d'examiner toute la question du parrainage des membres de la famille et des ruptures de processus qui se produisent en cours de route. Deuxièmement, au cours de mes discussions avec mes homologues provinciaux, j'ai soulevé la question en leur demandant de nous aider dans ce domaine.

En troisième lieu, nous accordons une importance accrue aux accords conclus avec les municipalités et aux protocoles d'entente, car cela nous permet d'échanger de l'information sur les personnes qui profitent de l'aide sociale, dans les cas où les municipalités n'ont pas accès à nos données parce qu'elles sont assujetties aux lois sur la protection des renseignements personnels.

Nous avons donc réussi à élaborer des ententes qui tiennent compte des critères de la Loi sur la protection des renseignements personnels tout en permettant de garantir l'intégrité des programmes. Par conséquent, ces protocoles—le plus récent est celui que nous avons signé avec la ville de Windsor-nous ont permis de travailler en plus étroite collaboration avec les différentes villes afin de résoudre le problème des personnes qui veulent se moquer de notre système.

Finalement, au sujet du parrainage, il est difficile de dire s'il y a abus ou si le problème se pose à cause d'une situation vraiment difficile, monsieur Bryden. Ainsi, quelqu'un peut fort bien être d'accord pour parrainer son frère, puis se retrouver dans une situation difficile parce qu'il perd son emploi: l'usine où il travaillait ferme. Doit-on par conséquent, dans un cas comme cela, dire que l'entente ne tient plus ou tenir compte du fait que la situation économique est assez difficile dans notre pays?

Il faut comparer une telle situation avec celle d'un parrain qui ne respecte pas du tout ses engagements. Dans ce cas, le ministre ne sera pas enclin à accepter ce genre de situation, parce qu'il s'agit en fait de quelqu'un qui ne tient pas sa promesse; l'une des deux parties se désiste. Or, il ne s'agit pas là d'une voie à sens unique; il faut faire preuve de respect mutuel.

Nous tenons donc compte de ces questions lorsque nous travaillons avec nos homologues provinciaux afin de faire tout ce qu'il est possible de faire pour obliger les parrains à respecter leurs engagements. Il ne faut pas cependant oublier la réalité économique, qui peut parfois être un obstacle.

La présidente: Merci, monsieur Bryden. Monsieur Knutson.

M. Bryden: Madame la présidente, j'aurais une autre question à poser.

La présidente: Je m'excuse, vous disposez de quelques minutes supplémentaires, monsieur Bryden.

M. Bryden: Merci.

Monsieur le ministre, au cours des quelques dernières semaines, les médias ont fait état de certains problèmes de violence qui pourraient avoir des liens ethniques ou culturels.

because of course you could have—if that thesis holds—some indirect costs in terms of enforcement at the provincial, municipal and federal levels. Can you comment on that? Is that something your department is exploring or is concerned about at this time?

Mr. Marchi: Concerned with. . .?

Mr. Bryden: Well, with the perception that there may be ethnic or cultural links to specific types of crimes of violence and whether or not that is something that has implications to immigration policy?

Mr. Marchi: I think we should be very careful in categorizing crime with ethnicity or trying to use cultural backgrounds as a way of analyzing criminality. I suppose I among the number here am very sensitive to that given my Italian heritage, because there used to be a time when it was very easy to make the bridge between Italianism and membership in the so-called famous mob. I remember once they did a documentary on the CBC on the connections of the Italian Mafia with Canada. There was a poll conducted soon after and it was incredible the connection that was made by Canadians between the whole activity of the mob and Canadians of Italian extraction.

We also have gone through some moments of pain—for instance, the Japanese—Canadian movement to redress what happened to them in the Second World War, and there are outstanding grievances made by other communities. We have to learn from that pain and not try to put people in compartments based on ethnicity and culture.

Every community has its problems. There is no community that can preach a monopoly on virtue, my community included. So we have, as someone mentioned, our dilemma with the various apples. My job as Minister of Immigration is not to look beyond the face of the criminality or the whole question of inadmissibility; my task is to say, if this person is criminally inadmissible, if this person has committed crimes against humanity somewhere else, then this person, on the strength of that crime and not on the strength of his colour or his religion or his creed. ..that for me becomes the be-all and end-all. So I have to uphold the force of the law in keeping out people we as a country believe to be undeserving of our protection or undeserving of an opportunity to call themselves a Canadian. That drives me, as opposed to having it driven by the race or the religion. I think that is not the way to go.

• 1225

Mr. Bryden: I wasn't talking about race or religion, I was talking about ethnicity. I think there's a very, very important distinction to be made between those two things.

The Chairman: Mr. Bryden, I've got you right after Mr. Nunez on the second round of questions. Mr. Knutson.

Mr. Knutson (Elgin-Norfolk): Thank you, Madame Chair.

[Translation]

d'immigration et sur les coûts de son application, étant donné, si ces histoires sont exactes, que cela pourrait provoquer certains coûts indirects en matière d'application de la loi, que ce soit au niveau provincial, municipal ou fédéral. Votre ministère se penche-t-il sur cette question, se préoccupe-t-il de celle-ci pour le moment?

M. Marchi: Se préoccupe-t-il de. . .?

M. Bryden: Des liens ethniques ou culturels qui pourraient exister dans le cas de certains crimes violents, et si cela pourrait avoir des répercussions sur la politique d'immigration.

M. Marchi: Je crois qu'il faut être très prudent lorsque l'on établit un rapport entre la criminalité et l'appartenance ethnique ou culturelle. Personnellement, je suis très sensible à ce genre de questions, étant donné mes antécédents italiens. À une certaine époque, il était très facile de franchir le pas et d'établir un rapport entre le fait d'être Italien et l'appartenance à la fameuse mafia. Je me rappelle un documentaire de Radio-Canada portant sur les rapports entre la mafia italienne et le Canada. Un sondage a été réalisé peu de temps après, et il était absolument incroyable de se rendre compte du lien que les Canadiens établissaient entre les activités de la mafia et les Canadiens d'origine italienne.

Notre pays a connu des moments pénibles; ainsi, les Canadiens d'origine japonaise ont essayé de faire redresser les torts qui leur ont été causés au cours de la Seconde Guerre mondiale, et il y a d'autres collectivités dont on n'a pas encore réglé les griefs. Il faut tirer une leçon de ces situations difficiles et ne pas essayer de classer les gens dans des catégories différentes selon leur race ou leur culture.

Chaque collectivité possède ses propres problèmes. Personne ne détient le monopole de la vertu, et cela comprend mon propre peuple. Nous avons donc, comme on l'a dit, à régler le problème de certaines personnes qui nous causent des ennuis. En tant que ministre de l'Immigration, je dois me concentrer sur toute la question de la non-admissibilité ou de la criminalité. Ma tâche consiste à dire que si telle ou telle personne est non admissible parce qu'elle a commis un ou des crimes contre l'humanité dans un autre pays, cette personne, à cause de ce crime, et non pas à cause de la couleur de sa peau, de sa religion, etc... Par conséquent, ma tâche consiste à appliquer la loi et à interdire l'accès de notre pays à ceux et celles que le Canada estime être indignes de notre protection et du privilège de s'appeler Canadien. C'est cela qui me motive, et non pas le fait que quelqu'un soit de telle ou telle race ou religion.

M. Bryden: Je ne parlais pas de race ou de religion, je parlais d'ethnicité. Je crois qu'il y a une distinction extrêmement importante à faire entre les deux.

La présidente: Monsieur Bryden, vous pourrez prendre la parole immédiatement après M. Nunez au cours du deuxième tour de questions. Monsieur Knutson.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Merci, madame la présidente.

Mr. Minister, Premier Rae has indicated a certain concern about the level of money that is being spent for settlement in Ontario compared with the number of immigrants we're receiving. I think his figures are that Ontario receives roughly 60% of the immigrants, yet only 39% of the settlement funding. Is that a valid complaint? Is there any design or policy to make the numbers at least appear a little fairer?

Mr. Marchi: I think his numbers of 60%...sometimes they're closer to 55%, but the argument that Ontario has made is the argument of, I suppose, fair share. While I suppose that between governments you can obviously have a two-way street in terms of fair share, what is not lost to me is the whole concern that has been voiced, not only in Ontario but also in British Columbia, about trying to come to grips with how we deliver settlement services. I think Ontario looks at the numbers and says that if x number of immigrants are coming into the province, we need x amount of the settlement dollars. I think it goes beyond just that. I think there are areas, for instance, which I identified in my first meeting with my provincial counterparts in Ontario, in which we can cooperate jointly. There are many areas of duplication, for instance.

As a result of that meeting they officially asked for the start of negotiations on an agreement between Ontario and the federal government. I've always found it passing strange that Ontario, being the province with the largest number of immigrants and refugees, is one of only three provinces that doesn't have an agreement with the federal government. I think that works counter to trying to come to grips with the migration moving to Ontario, so I'm happy to see that finally these negotiations have been kick-started.

I'm sensitive that provinces come and say that the numbers aren't level, and I think a national government has to pay attention to that. I've also pointed out or will point out that we have an additional \$7 million in language training in this year's estimates, most of which is spent in the province of Ontario. Also, when we talk settlement vehicles, language for me is sacrosanct. I believe that language as a settlement vehicle is probably your most powerful vehicle with which to integrate the new arrival, the immigrant, into Canada. Once one acquires one of the two official languages, there is greater proficiency and a greater success rate in not only integrating... Language will dictate the vertical mobility you have once you've come into Canada, what your lot in life is. I think sometimes language becomes the passport that allows you to leave one job and enter into a whole new world, so when we talk settlement I'm very defensive, I suppose, about language.

Lastly, one of the areas we've identified for our consultations, Mr. Knutson, is the settlement area. One of the ten working groups, one of the more important ten working groups, I would submit...we're working with provincial entities as well, so that at the end of the day we can see how we do settlement. I would like, as a minister of the national government, to take that consensus and try to go to bat for the right mix in terms of settlement dollars.

[Traduction]

Monsieur le ministre, le premier ministre Rae s'est préoccupé des sommes d'argent dépensées pour l'établissement en Ontario, étant donné le nombre d'immigrants que nous recevons dans cette province. Selon ses chiffres, l'Ontario reçoit environ 60 p. 100 des immigrants, mais seulement 39 p. 100 des fonds d'établissement. Sa plainte est-elle valide? A-t-on prévu de faire en sorte que ces chiffres soient un peu plus justes?

M. Marchi: Je crois que son chiffre de 60 p. 100... se rapproche parfois plutôt de 55 p. 100. Cependant, l'Ontario se plaint du fait qu'il ne reçoit pas sa juste part des fonds. Si, entre gouvernements, la question de l'équité n'est pas à sens unique, il ne faut pas oublier les arguments qui ont été exprimés en Ontario et en Colombie-Britannique sur toute cette question de la prestation des services d'établissement. L'Ontario regarde les chiffres et se dit que, puisqu'un certain nombre d'immigrants arrivent dans la province, celle-ci a besoin de fonds d'établissement correspondants. Cependant, il n'y a pas que cela dont il faut tenir compte. Il y a des domaines, par exemple, que j'ai identifiés au cours de ma première réunion avec mes homologues de l'Ontario, où l'on peut collaborer. Il y a beaucoup de double emploi également.

À la suite de la réunion que j'ai eue avec les représentants provinciaux, on a demandé de façon officielle d'amorcer des négociations sur une entente qui pourrait être conclue entre l'Ontario et le gouvernement fédéral. J'ai toujours trouvé assez étrange que l'Ontario, la province comptant le plus grand nombre d'immigrants et de réfugiés, soit une des trois provinces qui n'ont pas signé d'entente avec le gouvernement fédéral, ce qui empêche de régler la question de l'immigration en Ontario. Je suis heureux de voir que ces négociations viennent donc de commencer.

Je me rends compte que les provinces se plaignent d'un manque d'équité dans le financement, et je crois qu'un gouvernement national doit s'occuper de cette question. Je vous fais remarquer que nous avons prévu sept millions de dollars supplémentaires pour la formation linguistique dans le budget de cette année, dont la majorité sera dépensée en Ontario. Ouand on parle de mesures d'établissement, il est certain que la question de la langue vient au tout premier plan. C'est sans doute la façon la plus efficace d'intégrer les nouveaux venus, les immigrants, dans la vie canadienne. Dès qu'une des deux langues officielles est maîtrisée, il est plus facile de s'intégrer; cela permet une plus grande mobilité verticale. Parfois même cela devient le passeport qui vous permet de quitter un emploi pour en choisir un autre qui vous offre des perspectives tout à fait exceptionnelles. Par conséquent, en matière d'établissement, j'insiste sur la question de l'apprentissage linguistique.

Finalement, monsieur Knutson, une des questions qui feront partie de notre consultation, c'est la question de l'établissement. Un des 10 groupes de travail les plus importants, à mon avis... Nous travaillons avec des groupes provinciaux également, ce qui nous donnera de meilleurs moyens d'action. En tant que ministre du gouvernement national, j'aimerais que l'on puisse en arriver à un consensus, et je vais essayer d'intervenir pour que les fonds nécessaires en matière d'établissement soient bien répartis.

[Translation]

• 1230

Mr. Knutson: I'll go from the general to a much narrower question.

In regard to the link program, it's been expressed to me by the local community colleges that historically, perhaps four or five years ago, they were heavily involved in ESL training. They felt they did an excellent job putting together programs quickly when we had refugees come in say from Vietnam or Cambodia or someplace. Yet over the last few years the money has gone to community-based organizations and the program has been designed so that they've been excluded. Then there is reference here in terms of they have, perhaps, through their collective bargaining costs that the federal government isn't recognizing and won't fund—I'm just wondering if you can comment on that.

Mr. Marchi: I'm not sure I know the specifics. I'll ask Mr. Harder to talk about that. The whole nature of it is intriguing to me because I was also in Halifax just before the Easter break and people had come to it with similar concerns—not expressed entirely the way you have—on the whole role of English as a second language and the importance they have attached to it. I brought that back to my department. I'm going to ask Mr. Harder to deal with the specifics.

Mr. Peter Harder (Deputy Minister of Citizenship and Immigration): Thank you.

When we designed the language training program, the objective was to ensure we were maximizing the teaching dollars so we could extend the benefits of the program to as many participants as possible.

The organizations who provide services for us cannot use their settlement funds to cover non-mandatory benefits for their employees. As a result, you've undoubtedly had some pressure.

In light of this, our view is that a full range of direct services can be provided to newcomers who require settlement assistance through the service providers we've engaged. Given the limited dollars, using limited dollars for fringe benefits or for wage increases that are part of the agreements of some of the service providers wouldn't be appropriate, given commitments to the service providers we have in place.

Mr. Knutson: What if it's provincial pay equity legislation that might impact on a community college with the idea that women might be making more money, and the federal government then comes and says they won't fund that, and therefore you're almost forcing the community college to get out of the business?

The Chairman: Is this a new regulation? My understanding is this has been a change in regulations in the last six to nine months.

Mr. Knutson: The links themselves aren't new.

M. Knutson: Je vais passer des questions générales à une question beaucoup plus précise.

En ce qui concerne le programme de liaison, des représentants des collèges communautaires m'ont dit que dans le passé, il y a quatre ou cinq ans peut-être, ils s'occupaient beaucoup de formation à l'anglais langue seconde. Ils estimaient qu'ils faisaient un excellent travail quand ils organisaient rapidement des programmes pour accueillir des réfugiés du Vietnam ou du Cambodge par exemple. Pourtant, ces dernières années, l'argent est versé à des organisations à vocation communautaire, et les programmes sont conçus de telle sorte qu'ils en sont exclus. Ensuite, on laisse entendre ici qu'ils ont peut-être, du fait de leur négociation collective, des frais que le gouvernement fédéral ne veut pas reconnaître ni financer. . . Je me demande ce que vous en pensez.

M. Marchi: Je ne suis pas certain de connaître tous les détails. Je vais demander à M. Harder de vous répondre. Tout cela m'intrigue, car je suis aussi allé à Halifax juste avant l'ajournement de Pâques, et j'ai entendu des gens me parler d'une manière un peu différente du même genre de préoccupations au sujet de tout le rôle de l'anglais langue seconde et de l'importance qu'ils y attachaient. J'en ai fait part à mon ministère. Je vais demander à M. Harder de vous donner plus de précisions.

M. Peter Harder (sous-ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Merci.

Quand nous avons élaboré le programme de formation linguistique, l'objectif était de tirer le maximum des crédits consacrés à cet enseignement afin que le plus grand nombre de participants possible puissent profiter de ce programme.

Les organisations qui assurent ces services pour nous ne peuvent pas se servir de leurs fonds d'établissement pour couvrir des prestations non obligatoires pour leurs employés. Il y a donc eu en conséquence des pressions indéniables.

Dans ces conditions, nous estimons qu'on peut offrir toute une gamme de services directs aux nouveaux venus qui ont besoin d'une aide à l'établissement par le biais des fournisseurs de services que nous avons engagés. Sachant que les crédits disponibles sont limités, ce serait une erreur de se servir de ces fonds restreints pour financer des avantages sociaux ou des augmentations salariales prévues par les conventions de certains fournisseurs de services, étant donné les engagements que nous avons.

M. Knutson: Que se passe-t-il dans le cas où l'on veut permettre aux enseignantes des collèges communautaires de gagner plus en vertu d'une loi provinciale sur la parité salariale, si le gouvernement fédéral déclare qu'il refuse de financer cette augmentation, et ferme pratiquement cette activité aux collèges communautaires?

La présidente: S'agit-il d'un nouveau règlement? Il me semble que c'est un changement apporté aux règlements au cours des six ou neuf derniers mois.

M. Knutson: Les liens eux-mêmes ne sont pas nouveaux.

Mr. Harder: The links aren't new. This is about year two of the program. We were intending on getting into this when the vote on grants and contributions, which covers settlement, is up. I believe it's Thursday. I'd be happy to get into it in more detail then if you'd like.

Mr. Knutson: Okay. That's fine.

The Chairman: Thank you. Ms Gagnon.

Mme Gagnon (Québec): Récemment, la presse faisait état du fait que les fonctionnaires de l'immigration disaient qu'il y a de plus en plus d'immigrants qui obtenaient des permis de séjour validés pour venir au Canada, et une fois au Canada, ils demandaient le statut de réfugié. Est—ce que vous avez l'intention de restreindre l'accès au Canada à ce type de touristes?

Mr. Marchi: People who were given what kinds of permits to come to Canada?

Mme Gagnon: Ils demandent à venir au Canada comme visiteurs, et arrivés au pays ils demandent le statut de réfugié. Vous avez le cas des Maraloï, par exemple, avec tout ce que cela a comporté comme histoire.

Mr. Marchi: There have been a number of people who have come in on a visitor's visa and once in Canada have attempted to change the status of that visa by asking for refugee status. There have been those individuals. According to the provisions of the protocol, those individuals are entitled to a hearing before the IRB. That is one of the reasons why the visitor visa screening occurs.

Overseas, our officers try to be careful. We also have the other side of the ledger whereby a lot of members of Parliament like ourselves get complaints from individuals who are not permitted a visitor visa because the officer has used discretion in saying no because of the evidence he has before him. There is always a balance.

• 1235

Roughly 87% of all visa applications get approved. So that's an answer to the question that people think we're being too restrictive. It's always an attempt and a value judgment by the visa officer to make an appropriate call.

There are also visitors who come and who say now they're here they wish to stay and make a landed application for permanent resident status. As you know, the general law applied is that they can't. They have to do it from outside Canada.

So oftentimes people have to leave the country if they wish to make another kind of status request. A visitor visa implies they're here for a specified period of time for a visit, a holiday, recreation, and then they must leave the country.

My deputy has given me a note that says in 1993 missions abroad issued 546,457 visitor visas. In the same period, some 2,800 people with visitor visas have made refugee claims.

Mme Gagnon: Les visiteurs immigrants n'ont pas le droit de faire une demande. Souvent ils s'y reprennent à deux ou trois fois. Ils reconduisent leur demande sur une période de trois ans. Si on n'a pas l'intention de leur donner un visa de séjour, comment se fait—il qu'ils pensent avoir une chance de l'obtenir?

[Traduction]

M. Harder: Les liens ne sont pas nouveaux. Le programme en est à peu près dans sa deuxième année. Nous avons l'intention d'en parler lors de l'étude des crédits pour les subventions et contributions, qui englobent l'établissement. Je crois que ce sera jeudi. Je me ferai un plaisir de vous donner plus de précisions à ce moment—là si vous le souhaitez.

M. Knutson: Bon. Très bien.

La présidente: Merci. Madame Gagnon.

Mrs. Gagnon (Québec): Recently, it was reported in the media that immigration officials have been saying that more and more immigrants obtain valid visitor authorizations to come to Canada and claim refugee status once they are in Canada. Do you intend to restrict that type of access to Canada?

M. Marchi: Vous parlez de gens à qui on a donné quel genre de permis pour entrer au Canada?

Mrs. Gagnon: Those people ask for a visitor's authorization and once they are in the country, they claim refugee status. You have the Maraloï case, for instance, with all the developments that took place.

M. Marchi: Il y a des gens qui entrent au Canada avec un visa de visiteur et qui, une fois arrivés ici, demandent le statut de réfugié. C'est vrai. D'après les dispositions du protocole, ils ont le droit d'être entendus par la CISR. C'est une des raisons pour lesquelles on filtre les visas de visiteur.

Nos agents à l'étranger essaient de faire très attention. Mais il y a aussi l'autre côté de la médaille, à savoir qu'un certain nombre de députés, comme nous-mêmes, reçoivent des plaintes de personnes auxquelles un agent d'immigration refuse d'accorder un visa de visiteur, compte tenu des données dont il dispose. Il y a toujours un équilibre entre les deux.

Environ 87 p. 100 des demandes de visa sont approuvées. Voilà la réponse aux gens qui pensent que nous sommes trop restrictifs. L'agent des visas doit toujours essayer de prendre la meilleure décision possible.

Il y a aussi des visiteurs qui décident, une fois au Canada, de demander le statut de résident permanent. Comme vous le savez, la loi le leur interdit. Ils doivent présenter cette demande à l'étranger.

Il arrive donc souvent que des gens soient obligés de sortir du Canada s'ils veulent demander un autre statut. Par définition, le visa de visiteur signifie qu'ils sont là pour une durée déterminée, pour passer des vacances, faire un voyage, et qu'ensuite ils doivent quitter le pays.

Mon sous-ministre me passe une note sur laquelle il me précise que nos missions à l'étranger ont octroyé 546 457 visas de visiteur en 1993. Au cours de la même période, environ 2 800 personnes détenant des visas de ce type ont demandé le statut de réfugié.

Mrs. Gagnon: Immigrant visitors are not allowed to make a claim. They often make two or three attempts. They drag their claim on for three years. If we have no intention of giving them a visitor visa, how come they believe they might get one?

Je regarde le cas des Maraloï. Il semble qu'il y ait beaucoup d'autres cas comme celui-là. Ces gens-là sont en attente. On leur fait miroiter une possibilité de rester au Canada. Il y a peut-être un vice dans la loi. Je sais que vous avez un certain pouvoir discrétionnaire. Je me demande comment ces gens peuvent percevoir qu'ils vont pouvoir rester au Canada.

Mr. Marchi: If some 546,000 came and about 2,800 for their own reasons applied for refugee status, that still is a small proportion. So I don't want to give the message that somehow you obtain refugee status through the visitor visa.

Secondly, visitors who come sometimes extend their visas for very legitimate purposes. If they're here for six to nine months and then there's a wedding or a baptism, or unfortunately a bad or negative event, people are extended sometimes for the first go—around. If the person continues to ask for an extension, he's normally turned down because then it becomes a situation where he's beginning to buy time in which to stay here. So they're asked to be removed.

Every country tries to come to grips with how to enforce those laws. Generally speaking, Canada has done a good job. There are big problems even in Europe. I was talking to my counterparts in the U.K. They have a monster on their hands. If you can imagine our dilemma, you should double, triple and quadruple it because of the European Community and the movement. Germany has hundreds and thousands of individuals who are seeking refugee status. So the world is trying to come to grips with how to manage the problem.

The problem in our system is that sometimes we cover cases like the media cover airplanes. Usually the media cover airplanes by the ones that don't land. The 98% of airplanes that land in this country 24 hours a day, 7 days a week, is the story of the majority of visitors or immigrants who come here, play it by the book, work hard and sacrifice like everyone else and give something back. That doesn't get portrayed.

So once one of those cases hits the airwaves, like CTV did last night legitimately, maybe that's a concern or a problem for us. But I don't want Canadians to conclude that all of a sudden the system is out of whack and that is the majority of the cases that paint the entire immigration.

That's what we fight in immigration, that perceptional thing based on a few cases that get the high profile. Part of my job, and I would suggest part of your job, is to deal with those negative cases. How do we deal with them better and take the attitude that one is too many? How do we put our right foot forward and be courageous enough to say that these are the statistics, these are the numbers?

[Translation]

I am thinking of the Maraloï case. There seems to be many other similar cases. Those people are kept waiting. They are left hoping that they might be allowed to stay in Canada. The legislation may be flawed. I know that you have a discretionary power. I wonder how those people may get the impression that they will be allowed to stay in Canada.

M. Marchi: Si 2 800 personnes seulement, sur les 546 000 qui sont venues au Canada, ont décidé de demander le statut de réfugié, c'est un pourcentage qui demeure faible. Mais je ne voudrais certainement pas que les gens s'imaginent qu'ils peuvent obtenir le statut de réfugié avec un simple visa de visiteur.

Deuxièmement, les visiteurs qui viennent au Canada font parfois prolonger leur visa pour des raisons parfaitement légitimes. S'ils sont là pour six ou neuf mois et qu'ils doivent assister à un mariage ou à un baptême, ou qu'il se produit un événement malheureux, on leur accorde parfois une prolongation du visa. Si ces personnes continuent ensuite à demander d'autres prolongations, on refuse normalement de les leur octroyer, car elles sont en général simplement en train d'essayer de gagner du temps. On leur dit donc qu'elles doivent repartir.

Tous les pays essaient de trouver des moyens de faire respecter ces lois. Dans l'ensemble, le Canada s'en tire pas mal. Il y a des problèmes considérables, même en Europe. J'ai parlé à mes homologues du Royaume-Uni, qui me disent qu'ils ont un problème monstrueux sur le dos. Si vous pouvez imaginer notre dilemme, dites-vous que le leur est deux, trois ou quatre fois plus complexe du fait de la Communauté européenne et des mouvements qui s'y produisent. Il y a en Allemagne des centaines et des milliers de personnes qui demandent le statut de réfugié. C'est donc partout que les pays essayent de trouver une solution au problème.

Le problème chez nous, c'est que nous avons tendance à accorder à ces affaires la même attention que les médias aux avions. En général, les médias ne parlent que des avions qui n'atterrissent pas. Les 98 p. 100 d'avions qui atterrissent au Canada 24 heures par jour, sept jours par semaine, c'est la même chose que la majorité des visiteurs ou immigrants qui viennent ici en toute légalité, travaillent dur et font les mêmes sacrifices que tout le monde. Ces gens-là, on n'en parle pas.

Quand une affaire de ce genre fait la une des informations, comme cela était le cas de façon tout à fait légitime hier soir sur CTV, cela nous pose peut-être un problème, mais je ne voudrais pas que les Canadiens en concluent que c'est tout le système qui dérape d'un seul coup et que ce type de cas est représentatif de l'ensemble de la situation de l'immigration.

C'est contre cela que nous essayons de lutter à l'Immigration, cette perception des choses en fonction de quelques affaires montées en épingle. Une partie de mon travail, et du vôtre d'ailleurs, je crois, consiste à réagir à ces affaires négatives. Comment peut—on mieux les gérer en dénonçant les excès? Comment avoir le courage de présenter les véritables statistiques, les chiffres réels?

[Traduction]

• 1240

So you can read statistics in two ways. You can say that 2,800 applied for refugee status - many of those may not be approved - as opposed to being visitors, or you can say that out of the 546,000 who were visitors, 544,000 played by the book.

The Chairman: What might be of interest, Mr. Marchi, would be the number who were successful.

Mme Gagnon: On disait dans Le Soleil qu'il y avait 15 000 cas comme celui des Maraloï au pays. Je ne sais pas si vous avez. . .

Mr. Marchi: I'm sorry, I haven't read that article.

Mme Gagnon: Il y avait un dossier important sur les immigrants qui demandent des permis de séjour. Il y aurait 15 000 de ces cas au pays selon un article du Soleil.

Mr. Marchi: And that's why the Maraloi case was a difficult one.

The Chairman: Members of the committee, this meeting is to deal with the estimates. I promised the minister we would be dealing with estimates today, so we should-

Mr. Marchi: Madam Chair, I don't mind at all.

The Chairman: It's just that I think there's valuable time here that -

Mr. Marchi: I would like to clarify something that my deputy pointed out is very important.

When I said that 2,800 people applied for refugee status, we also have to factor in that a number of those individuals were permitted to apply on the basis of relaxed criteria. For instance, people from the former Yugoslavia who were visiting relatives when the crisis started—our relaxed criteria permitted them to make a refugee application or an application to remain in Canada, even though they were here on a visitor visa. The government of the day-and we've extended that program, by the way—felt that under the circumstances it was entirely appropriate that we extend that. So you have to subtract from that 2,800, cases that were entirely legitimate because the government extended that policy apparatus to them.

The Chairman: Mr. Minister, perhaps you could provide Mrs. Gagnon with an answer to her questions at a later date. Perhaps Mr. Harder could bring it next time, the article in Le Soleil.

Mr. Marchi: Okay.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): I was interested in the minister's discussion on the importance of family and that structure to immigrants, the importance not only of bringing families in, but of supporting Canadian immigrant families that are already here. I'm extending that to all government departments. I wish that some of your concern for families extended to other departments in terms of making sure those families are together in an economic and social framework that works for them.

In addition to families, in our society there is also private enterprise. What is the government role in immigration or in any department when we have these other things like private enterprise and family in our society? I was surprised at your d'autres chose comme l'entreprise privée et la famille dans

On peut donc voir les statistiques de deux manières différentes. On peut dire que 2 800 personnes ont demandé le statut de réfugié — qui pourra d'ailleurs être refusé dans bien des cas — alors qu'elles étaient entrées comme simples visiteurs, ou l'on peut dire que sur 546 000 personnes entrées au Canada comme visiteurs. 544 000 ont respecté les règles.

La présidente: Ce qui serait intéressant, monsieur Marchi, ce serait de savoir combien réussissent.

Mrs. Gagnon: I read in Le Soleil that there were 15,000 other cases like the Maraloï one in the country. I do not know if you have-

M. Marchi: Je suis désolé, je n'ai pas lu cet article.

Mrs. Gagnon: There was a major report on immigrants asking for a visitor permit. According to a report in Le Soleil, there are some 15,000 such cases in the country.

M. Marchi: C'est pour cela que l'affaire Maraloï a été si délicate.

La présidente: Je rappelle aux membres du comité que nous sommes là pour parler du budget. J'ai promis au ministre de l'étudier aujourd'hui, et nous devrions donc...

M. Marchi: Je n'ai aucune objection, madame la présidente.

La présidente: C'est simplement que nous perdons un temps précieux...

M. Marchi: Je voudrais simplement préciser un point très important que m'a signalé mon sous-ministre.

J'ai dit que 2 800 personnes avaient demandé le statut de réfugié, mais il faut bien comprendre aussi qu'un certain nombre de ces personnes ont pu le demander en vertu de critères assouplis. Il y a par exemple des gens de l'ex-Yougoslavie qui étaient en visite au Canada quand la crise a éclaté, et qui ont été autorisés, grâce à un relâchement du règlement, à faire une demande de statut de réfugié alors qu'ils étaient entrés au Canada avec un simple visa de visiteur. Le gouvernement de l'époque-et nous avons d'ailleurs prolongé ce programme—a estimé que c'était parfaitement justifié en l'occurrence. Il faut donc retirer de ce chiffre de 2 800 les cas parfaitement légitimes des personnes auxquelles le gouvernement a tendu la

La présidente: Monsieur le ministre, peut-être pourriez-vous répondre plus tard aux questions de Mme Gagnon. M. Harder pourrait peut-être apporter la prochaine fois cet article du Soleil.

M. Marchi: D'accord.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le ministre parler de l'importance de la structure familiale pour les immigrants, de l'importance qu'il y a non seulement à réunir les familles, mais à aider les familles d'immigrants qui sont déjà au Canada. Je voudrais élargir cela à tous les ministères. J'aimerais que les autres ministères aient le même souci d'intégrer ces familles dans un contexte économique et social favorable.

Outre les familles, nous avons aussi l'entreprise privée dans notre société. Quel est le rôle du gouvernement au ministère de l'Immigration ou dans les autres ministères quand nous avons

response to privatization. The reaction seemed to indicate that it notre société? J'ai été étonnée par votre réponse au sujet de la would not touch any part of government operation in this area. Is that your attitude? Are you open to looking at privatization if it is economically viable?

Mr. Marchi: The way those articles were framed led me to believe that we were going to have certain functions of our department leased out to some group or agency, and that's not where I'm at. But if you talk about private enterprise, that's a little different.

For instance, apply the concept of private enterprise to what this government has done with the sponsorship of refugees. We increased the number of privately sponsored refugees from 4,500 to 6,000. Why? Because we wanted to send out a signal that we want to get back in the business, if I can call it that, of helping privately sponsored groups come to the fore and sponsor refugees. I think it makes eminent sense financially for private groups to come forward and largely finance those refugees, as opposed to simply having government sponsor them.

• 1245

Secondly, when a private group comes forward in the case of the refugees and says it wants to sponsor 10 or 20 or 30 or 100, that is such a powerful statement that no moneys expended by the immigration public affairs department can buy in communicating the message of coming together to try to help those who legitimately need aid.

When I came to the ministry, I signalled very early on that I wanted to work out a stronger partnership between not only our national NGOs but international. I met with them in Geneva. The Red Cross, for instance, is prepared to facilitate people to our programs. The NGOs internationally are prepared to try to bring down the processing times. One of the major complaints was that groups in Canada were saying it was taking too much time to process their applications. I recognize that is a problem, and I'm working on that.

It doesn't mean bringing down the time simply by increasing your resources. I believe if you work closer with organizations, they will enable officials to bring down those times, so we can have more groups coming forward and being processed successfully and quicker. That is a concept of private enterprise that I certainly want to make applicable to the whole question of sponsoring refugees.

The biggest tale of that, I think, was with the Vietnamese boat crisis, where Canada was called upon to play its role. To think back, 1979 and 1980, between a Conservative government of Joe Clark and a Liberal government of Mr. Trudeau, showed what can be done in this country if there is a will-regardless of political stripe—a will to mobilize public opinion. We had 50,000 Vietnamese boat people sponsored privately by private enterprise, and then the government matching that private enterprise by sponsoring another 50,000. So we had 100,000 individuals. I'm sure that contributed to the Nansen Medal. It was a classic example of what countries can do. Contrast that with a few summers ago, when the government of the day called a national emergency for 150 boat people, which I found to be a black mark and a shameful act, in contrast to what has been done and what can be done.

[Translation]

privatisation. J'ai cru comprendre qu'il n'était pas question de toucher aux activités du gouvernement dans ce domaine. Est-ce bien votre attitude? Êtes-vous disposé à accepter une forme de privatisation si elle est économiquement viable?

M. Marchi: D'après la façon dont ces articles ont été rédigés, j'ai eu l'impression que certaines fonctions de notre ministère allaient devoir être octroyées à un groupe ou à un organisme quelconque, et ce n'est pas du tout mon intention. Par contre, si vous parlez d'entreprise privée, ce n'est pas la même chose.

Appliquons par exemple l'idée d'entreprise privée à ce que notre gouvernement a fait en matière de parrainage des réfugiés. Nous avons fait passer le nombre de réfugiés parrainés par le secteur privé de 4500 à 6000. Pourquoi? Parce que nous voulions faire comprendre aux gens que nous voulions faire repartir, si je puis dire, le parrainage de réfugiés par le secteur privé. Je pense qu'il est éminemment logique sur le plan financier que des groupes privés assurent le financement de ces réfugiés, au lieu que ce soit simplement le gouvernement qui doive s'en charger.

Deuxièmement, quand un groupe du secteur privé annonce qu'il souhaite parrainer 10, 20, 30 ou 100 réfugiés, il a beaucoup plus de poids que ne peut en avoir le ministère de l'Immigration s'il essaie de faire comprendre qu'il y a des gens qui méritent légitimement d'être aidés.

Quand je suis arrivé au ministère, j'ai dit dès le début que je voulais resserrer le partenariat au niveau de nos ONG, non seulement nationales, mais aussi internationales. J'ai rencontré leurs représentants à Genève. La Croix-Rouge, par exemple, est prête à faciliter l'accès des gens à nos programmes. Les ONG internationales sont prêtes à réduire le temps de traitement des demandes. L'une des principales plaintes des groupes au Canada, c'est que le traitement des demandes prend beaucoup trop de temps. J'en suis conscient, et je travaille là-dessus.

Cela ne signifie pas qu'il suffit d'augmenter les ressources. Je crois que si l'on travaille en collaboration plus étroite avec les organisations, on pourra réduire les délais, ce qui permettra d'accroître le nombre de groupes qui se présenteront et de leur donner satisfaction plus rapidement. C'est une vision de l'entreprise privée que je souhaite incontestablement étendre à toute cette question du parrainage des réfugiés.

Le cas le plus flagrant à cet égard, c'est, je crois, celui de la crise des réfugiés du Vietnam, où le Canada a dû intervenir. À l'époque, en 1979 et 1980, le gouvernement conservateur de Joe Clark et le gouvernement libéral de M. Trudeau ont montré ce qu'un pays pouvait faire s'il avait la volonté, toute orientation politique mise à part, de mobiliser son opinion publique. Les entreprises privées ont parrainé 50 000 boat people vietnamiens, et le gouvernement, en contrepartie, en a parrainé 50 000 autres. Nous avons donc accueilli 100 000 personnes. Je suis sûr que cela a contribué à l'obtention de la médaille Nansen. C'est un exemple classique de ce que peuvent faire des pays. À l'opposé de cela, il y a ce que le gouvernement de l'époque a appelé il y a quelques étés une intervention d'urgence nationale, et qui ne portait que sur 150 boat people. Comparativement à ce qui avait été fait auparavant, j'ai trouvé que c'était lamentable et scandaleux.

Mrs. Hayes: Would you consider privatizing any part of the bureaucracy or any part of the operations of the immigration department? Say it was a border check. You were saying you'd work alongside. If it could be demonstrated that economically some agency could do it cost—efficiently, would you consider it?

Mr. Marchi: Again, I said in response to the article about efforts to privatize that there were no efforts in our department that I'm aware of and the deputies have assured me of this. If it can be proven—You're talking about on the enforcement side—

Mrs. Hayes: Sure.

Mr. Marchi: — if there could be collaboration. I don't know. I can tell you openly that I haven't thought about it and it has never been recommended. I suppose in the spirit of consultations I think I should allow members of this committee or others to put things on the table for discussion.

I would not be opposed to the process of discussing it, but I think we have to keep in mind that immigration is very much a sensitive, emotional area that requires governments to really analyse the products lines we're in. Rather than always compressing another 5% savings and 2% savings and then make everything compacted and everything difficult, we have to identify those areas of government that government needs to do.

If there are areas in the enforcement, for instance, where we can collaborate with private enforcement agencies for a better working relationship with customs, passports, RCMP, CSIS, I'm all for that. In fact, the head of the U.K. enforcement division said that one of their frustrations is that their immigration enforcement sometimes works too much in isolation of all the other security apparatus that can be brought into play.

So if that's what you're talking about, I suppose we should be open to it. I was just worried that those articles were seeming to go down a direction that clearly is not there.

• 1250

Mrs. Hayes: Do I have any time left?

The Chairman: No, but I'll put you on the second round. Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian (Don Valley North): Thank you, Madam Chair.

Mr. Marchi: Just one point. The deputy also suggested that another way we're doing private enterprise is that the NGOs deliver in large measure the settlement program, but I'm not sure that's seen as privatization. I think it's more private enterprise.

Mr. Assadourian: Mr. Marchi, I want to go back to your visit to the U.K. I'd like to ask you to make a comparison among the U.K., Australia, and Canada, all of them being Commonwealth countries, about level of immigration, family, sponsors and refugees, crime and services, and overall budget per capita—Canada versus those three countries.

[Traduction]

Mme Hayes: Seriez-vous prêt à privatiser une partie de la bureaucratie ou des activités du ministère de l'Immigration? Supposons qu'il y ait un contrôle à la frontière. Vous dites que vous seriez d'accord pour collaborer. Si l'on pouvait montrer qu'un organisme quelconque peut s'en occuper dans des conditions rentables, seriez-vous prêt à envisager cela?

M. Marchi: Je vous répète que j'ai dit en réponse à cet article au sujet des efforts de privatisation qu'il n'en était pas question à ma connaissance dans notre ministère, et mes sous-ministres me l'ont confirmé. Si l'on peut prouver... Vous parlez de l'application...

Mme Hayes: Oui.

M. Marchi: . . . s'il pouvait y avoir une collaboration. Je ne sais pas. Je peux vous dire très franchement que je n'y ai pas réfléchi et que cela n'a jamais été recommandé. J'imagine que, dans un esprit de consultation, je devrais laisser les membres de ce comité ou d'autres proposer le débat sur ce genre de choses.

Je n'aurais pas d'objection à en discuter, mais je crois qu'il ne faut pas oublier que l'immigration est un domaine extrêmement délicat et explosif et que les gouvernements doivent soigneusement en analyser les tenants et les aboutissants. Au lieu de toujours vouloir réaliser 5 p. 100 d'économies supplémentaires ou 2 p. 100 d'économies en comprimant et en compliquant tout, il faut trouver ces nouveaux domaines vers lesquels doit s'orienter le gouvernement.

Si nous pouvons par exemple collaborer avec des organismes privés au niveau de l'application des lois, pour faciliter les rapports avec les douanes, les bureaux des passeports, la GRC, le SCRS, je suis tout à fait d'accord. En fait, le chef de la division de l'application de la loi au Royaume–Uni m'a dit qu'une des choses qui les énervaient le plus était que les services de l'immigration s'isolaient souvent beaucoup trop de tous les autres dispositifs de sécurité qui auraient pu intervenir.

Si c'est de cela que vous parlez, je pense que nous devons y être ouverts. J'avais simplement l'impression que ces articles parlaient de quelque chose dont il n'est manifestement pas question.

Mme Hayes: Est-ce qu'il me reste du temps?

La présidente: Non, mais je vous inscris pour le second tour. Monsieur Assadourian.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Merci, madame la présidente.

M. Marchi: Juste une chose. Le sous-ministre me signale aussi qu'il y a une autre forme d'intervention du secteur privé dans la mesure où les ONG se chargent d'une bonne partie du programme d'établissement, mais je ne suis pas sûr que cela soit considéré comme de la privatisation. Il s'agit plutôt d'activités de l'entreprise privée.

M. Assadourian: Monsieur Marchi, j'aimerais revenir sur votre séjour au Royaume-Uni. Pourriez-vous nous dire comment se compare la situation au Royaume-Uni, en Australie et au Canada, ces trois pays étant membres du Commonwealth, pour ce qui est des niveaux d'immigration, de la famille, des parrains, des réfugiés, de la criminalité et des services, et du budget global par habitant consacré à tout cela? Comment se situe le Canada par rapport à ces autres pays?

The second question I want to ask, which actually relates to the first question, is this. You mentioned we have in the world about 100 million immigrants floating around, and I assume most of them are from the south trying to get north, if you can put it into a north and south context. Would it be possible for Canada to organize a conference to deal with this 100 million population? After all, we're going global on everything, why can't we go global on this immigration policy, because it affects our economy, it affects the whole economy of the north.

Mr. Marchi: To answer the last question first, I think, Mr. Assadourian, you've put your finger on the nail. I don't think we can divorce ourselves from what is happening elsewhere. We seem to have come to grips with that economically. The global village that McLuhan talked about is here. I think countries have realized the global economic marketplace is going to impact your domestic economic marketplace whether you like it or not. I think you have to compensate for it. So I think people have made the transition, economically speaking, that the world economy and that the freer trade is the way to move.

I think we have to come to grips similarly on migration. We can't divorce ourselves from the 100 million people on the move. In Africa this year there are a million more refugees produced than there were last year. What does the world do about it? Do we pretend it doesn't exist? Do we pretend it's going to go somewhere else? Do we get into agreements that shield us completely?

What is going to be the situation when you have an international corridor of locked doors? Does the problem go away, or does the problem come through your back door or do they break you side windows? I would suggest the pressure would be the latter. What do our citizens think of governments in general when people are coming in through the back door, through the side windows—that you couldn't manage the policy right through the front doors?

So my philosophy is along the lines of yours. How do we maximize international cooperation without telling country B, you do more than me, because if one country closes the door, the door that is a little open, that doorstep is going to be a pretty crowded place. I don't think that's the way to move, because it won't be long until that country, because of domestic pressure, is directed to lessen the load on its front doorstep. So I think the way to go is to do it comprehensively.

For instance, the Cairo conference in September on population I think is an important milestone on the road to discovering that kind of linkage. That provides us, as a country, with an opportunity to make a statement at that Cairo conference.

At some point this committee may wish to also liaise and touch base with both External Affairs and our own department, which are coordinating our approach to the Cairo conference. I'm a firm believer that it's time to provide the linkage to the organizations, the multiplicity, and the senior political bodies, however you define that.

[Translation]

Ma deuxième question, qui est liée à la première, est la suivante. Vous dites qu'il y a actuellement dans le monde quelque 100 millions d'immigrants à la dérive, et j'imagine que ce sont pour la plupart des gens de l'hémisphère sud qui essaient d'entrer dans les pays du Nord, si l'on peut utiliser ce raccourci Nord–Sud. Le Canada pourrait–il organiser une conférence sur ces 100 millions de personnes? Après tout, il y a une tendance à la mondialisation partout; alors pourquoi ne pas aborder à l'échelle mondiale cette politique en matière d'immigration, puisqu'elle a des répercussions sur notre économie, sur toutes les économies des pays de l'hémisphère nord?

M. Marchi: Pour répondre d'abord à la dernière question, je crois que vous mettez vraiment le doigt sur quelque chose d'essentiel, monsieur Assadourian. Nous ne pouvons pas nous dissocier de ce qui se passe ailleurs. Il faut trouver une solution économique à ce problème. Nous vivons maintenant dans le village global dont parlait McLuhan. Je pense que les pays se rendent compte que le marché économique mondial a une influence sur les marchés économiques intérieurs, qu'on le veuille ou non. Je crois qu'il faut prendre des mesures en conséquence. Je pense donc que les gens ont fait la transition sur le plan économique, et que c'est vers cette économie mondiale et cette libéralisation accrue des échanges que nous nous dirigeons.

Je pense qu'il faut envisager l'immigration dans la même optique. Il n'est pas question de nous dissocier de ces 100 millions d'individus à la recherche d'un pays. L'Afrique produit cette année un million de réfugiés de plus que l'an demier. Le monde est-il au courant? Allons-nous faire comme si ces gens-là n'existaient pas, comme s'ils allaient partir ailleurs? Allons-nous conclure des ententes qui nous protégeront complètement?

Que va-t-il se passer quand vous aurez un couloir international de portes fermées? Le problème va-t-il disparaître, ou va-t-il réapparaître en défonçant la porte de derrière ou les fenêtres? Je crois que c'est cela qui risque de se passer. Et que penseront alors les citoyens de leur gouvernement lorsqu'ils verront tous ces gens-là déferler par les portes de derrière et les fenêtres? Que le gouvernement n'a pas été capable d'aborder ouvertement le problème?

Mon cheminement de pensée est donc semblable au vôtre. Comment pouvons—nous pousser le plus possible la coopération internationale sans dire au pays B d'en faire plus que nous, car si un pays ferme la porte, il va y avoir un déferlement dans celui qui laissera la sienne légèrement entrouverte. Je pense que ce n'est pas la bonne solution, car ce pays ne mettra pas longtemps, sous l'effet des pressions intérieures, à refermer lui aussi sa porte. Je pense donc que seule une démarche généralisée peut nous permettre de régler le problème.

Je crois que la conférence du Caire sur la population en septembre constitue une importante étape sur ce chemin. Cette conférence du Caire va nous permettre de faire valoir notre point de vue.

Votre comité voudra peut-être aussi communiquer avec les Affaires étrangères et notre propre ministère, qui coordonnent nos démarches en vue de cette conférence du Caire. Je suis personnellement profondément convaincu qu'il est temps d'établir ce lien entre les organisations, les multiples intervenants et toutes les autorités politiques.

[Traduction]

• 1255

Secondly, the difference between us and the U.K. and Great Britain and Australia in less than two minutes is a difficult one to make. I would suggest to you two things. I believe that our refugee determination system is of a higher grade, and our system has the right checks and balances so that our system is equipped to deal fairly and competently.

For instance, our procedures of IRB determination between five to eight months is a heck of a lot quicker than the three years it took Great Britain's system only two years ago. Now they've made considerable movement on that, but it still is high.

Secondly, their big problem is that there are lots of refusals, but they have a difficult time in moving the refusals out, so a lot of them end up staying.

Thirdly, their movement is different from ours. For instance, my counterparts were telling me that last year I believe there was a movement of roughly 250,000 people into Great Britain, but equally so there was a very high number of 210,000 to 220,000 out. That has something to do with the European community, where mobility now has been greatly enhanced.

So I think you can't also compare sometimes apples and oranges.

The other factors... We have several doors where people can apply. You can come in as a business immigrant, a family, an independent, or refugee. I think some of those countries have fewer doors, so sometimes there is greater abuse because the economic migrant is trying to get in as a refugee because the economic migrant doesn't have other doors available. I think that's a comparison.

Lastly, the mobility enhancement makes us focus on your second point. I pointed this out to Europe. I said we have to deal together on migration because how do you then deal with the Berlin Wall having fallen and you've got the former Soviet empire, which didn't even permit a person to go from one city to the next, never mind emigrate? Some people couldn't move from their own city. Now you've gone from that to a situation where mobility is encouraged. So how does Europe deal with that, because it's a whole new universe out there.

The Russians are also coming to grips with that. In fact, we have Canadians in Russia. The director of the International Organization on Migration in Russia happens to be a former director of Canada Immigration. There is a lot of cooperation the Russians are asking of us, and we're exporting, if you will, information and technologies on instructing the Russians on how we deal with and how they can possibly confront that whole new world, which has been turned upside down.

Mr. Assadourian: I gather from your answer, Mr. Minister, that we're going to have a conference soon.

Mr. Marchi: I'm not sure there is. I mentioned, for instance, to the chair of the United Nations High Commission, the high commissioner, Ms Mawani...

Deuxièmement, il est difficile de dégager en moins de deux minutes les différences qui existent entre notre situation et celle du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et de l'Australie. Je vous dirais deux choses. Je crois que nous avons un dispositif de détermination du statut de réfugié de qualité exceptionnelle et que notre régime comporte tous les bons dispositifs de contrôle et de vérification pour assurer un traitement équitable et compétent des demandes.

À titre d'exemple, les cinq à huit mois que représentent les procédures de détermination du statut de réfugié à la CISR sont de loin supérieurs aux trois ans que prenaient ces procédures il y a deux ans encore en Grande–Bretagne. Les Anglais ont considérablement accéléré ces procédures, mais elles prennent encore beaucoup de temps.

Deuxièmement, leur gros problème, c'est qu'ils rejettent beaucoup de gens, mais qu'ils ont du mal à les expulser et qu'un grand nombre de ces personnes restent sur le territoire.

Troisièmement, les déplacements sont différents de ceux que nous constatons ici. Mes homologues me disent par exemple que l'an dernier, environ 250 000 personnes sont entrées en Grande-Bretagne, mais qu'il y a eu en parallèle un nombre de sorties très important, de l'ordre de 210 à 220 000 personnes. Cela tient au contexte de la Communauté européenne, où la liberté de circulation a été considérablement accrue.

Ce sont donc des situations difficilement comparables.

Les autres facteurs... Les gens peuvent frapper à plusieurs portes. Ils peuvent se présenter à titre d'homme d'affaires, de famille, de personne indépendante ou de réfugié. Dans certains pays, les choix sont plus restreints, de sorte qu'il y a parfois plus d'abus parce que le migrant économique essaie de se faire admettre en tant que réfugié s'il n'a pas d'autres choix possibles. Je pense que c'est un élément de comparaison.

Enfin, l'accroissement de la mobilité m'amène à me pencher plus particulièrement sur votre deuxième remarque. Je l'ai signalé aux Européens. Je leur ai dit qu'il fallait agir ensemble sur le problème de la migration, sinon comment pourra-t-on faire face, maintenant que le mur de Berlin a disparu, aux populations de l'ex-empire soviétique, qui n'avaient même pas le droit d'aller d'une ville à l'autre, sans parler d'émigrer? Il y avait des gens qui n'avaient pas le droit de quitter leur ville. Maintenant, au contraire, on encourage la mobilité. L'Europe est donc confrontée à tout un univers entièrement nouveau.

Les Russes ont le même genre de problèmes. En fait, nous avons des Canadiens en Russie. Le directeur de l'Organisation internationale pour les migrations en Russie est en fait un ancien directeur d'Immigration Canada. Les Russes font beaucoup appel à notre collaboration, et nous exportons, si je puis dire, des informations et des technologies pour permettre aux Russes de faire face à cette nouvelle situation complètement inversée par rapport à la précédente.

M. Assadourian: D'après votre réponse, monsieur le ministre, cette conférence va bientôt avoir lieu.

M. Marchi: Je n'en suis pas sûr. J'ai dit, par exemple, à la présidente du Haut-commissariat des Nations Unies, M^{me} Mawani...

Mr. Harder: Mrs. Ogata.

Mr. Marchi: Mrs. Ogata. Ms Mawani is the chair of the Immigration Refugee Board. I mentioned that I would very much welcome a visit by her, and she was warm to the idea. She came in 1993, and there may be a chance that we may have her in our midst.

We can possibly contemplate utilizing the September conference to deal with that. But the other answer may also lie in the fact that Canada is hosting the G–7 summit next year, and what are the chances of that summit or conference being seized with the whole issue of migration? That's something for our government and our Parliament to deal with.

I'm not simply saying G-7 is the answer; it may be the other international fora. But that is one opportunity that we should evaluate, whether the world's leaders can come to grips with the whole issue of migration, which is also routed into world economies, which clubs like the G-7 traditionally address.

Mr. Assadourian: Okay.

The Chairman: Thank you. Members of the committee, I do have some questions on performance indicators before we go into our second round, if that's okay.

In terms of performance measures, Mr. Minister, you know the Auditor General in 1990 I think was fairly critical on the lack of proper performance standards on which the public could rely. I notice as I look through the estimates that the processing time for citizenship services has been actually lengthening. I'm wondering what the department intends to do about not just these performance indicators, but citizenship applications, proof of citizenship, a period of time for appointments. What kind of progress have you made since 1990 in dealing with performance indicators?

[Translation]

M. Harder: Mme Ogata.

M. Marchi: M^{me} Ogata. M^{me} Mawani est présidente de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Je lui ai dit que je serais très heureux qu'elle vienne nous rendre visite, et l'idée lui a plu. Elle est venue en 1993, et elle pourrait bien se joindre à nous.

Nous pourrions envisager de nous servir de la conférence de septembre pour examiner ce problème. L'autre réponse, c'est peut-être que le Canada va accueillir l'an prochain le sommet du G-7, et que toute cette question des migrations pourrait peut-être être abordée à l'occasion de ce sommet. C'est au gouvernement et au Parlement de voir.

Je ne dis pas que le sommet du G-7 apportera la réponse; on la trouvera peut-être auprès d'autres tribunes internationales. Mais c'est une possibilité à envisager. Les grands dirigeants du monde pourraient peut-être aborder toute cette question des migrations, qui est liée à toutes les économies du monde, sur lesquelles se penchent des clubs comme le G-7.

M. Assadourian: Bien.

La présidente: Merci. Avant de passer au second tour, j'aimerais, si les membres du comité me le permettent, poser quelques questions sur les indicateurs de rendement.

Vous savez à cet égard, monsieur le ministre, que le vérificateur général s'est déclaré en 1990 assez déçu de l'absence de normes de rendement satisfaisantes sur lesquelles le public pourrait s'appuyer. En examinant le budget, je constate que la durée du traitement aux services de citoyenneté s'est en fait allongée. Je me demande ce que le ministère a l'intention de faire non seulement en ce qui concerne ces indicateurs de rendement, mais aussi pour ce qui est des demandes de citoyenneté, des preuves de citoyenneté, de la durée des délais. Quels progrès avez-vous faits depuis 1990 au chapitre de ces indicateurs de rendement?

• 1300

Mr. Marchi: I suppose I'm going to have my deputy answer that in part. I was an opposition critic in the earlier years you talk about, so I don't want to pretend that I'm an expert on what happened before I became minister. I can tell you that we're very sensitive to trying to make our programs better. There was also a trilateral study done by Canada, Australia, Europe, Japan, and Great Britain, and we were deemed to be number one in terms of how we ran our immigration programs. That's not to say that you rest on your laurels.

On the citizenship question, I do have very definite ideas of how to improve citizenship. I think, Madam Chair, we have spent too much and have spent too long a time to approve almost 95% of applicants who want to become citizens anyway. I think there is a better way, and I hope to be in a position soon with this committee to discuss those ways.

M. Marchi: Je vais probablement laisser à mon sousministre le soin de répondre en partie à cette question. J'ai été porte-parole de l'opposition au cours de la période que vous évoquez, et je ne prétends donc pas avoir un avis autorisé sur ce qui s'est passé avant que je devienne ministre. Je peux vous dire que l'amélioration de nos programmes est une chose qui nous importe au plus haut point. D'après une étude trilatérale effectuée par le Canada, l'Australie, l'Europe, le Japon et le Royaume-Uni, nous étions jugés les meilleurs pour ce qui est de la façon dont nous mettons en oeuvre nos programmes d'immigration. Cela ne veut pas dire que nous pouvons nous endormir sur nos lauriers.

En ce qui a trait à la question de la citoyenneté, j'ai des idées très arrêtées sur les améliorations qui pourraient être apportées en ce domaine. Je pense, madame la présidente, que nous avons, de toute façon, consacré trop d'argent et trop de temps à l'approbation de presque 95 p. 100 des demandes qui nous sont transmises par des gens qui désirent devenir citoyens. Je pense qu'il existe une meilleure façon de procéder, et j'espère être bientôt en mesure d'explorer avec votre comité ces nouvelles méthodes.

I'm also interested in how people have abused the whole question of citizenship. For instance, a question I hope this committee can entertain is increased penalties and fines on the production of citizenship certificates, because there have been increases in fraudulent activity. The Criminal Code is quite negligent on that activity, so I'd like to make some amendments in that area.

Also, should individuals who are the subject of an immigration inquiry be allowed to obtain citizenship? We might want to link the two, if there is an inquiry on immigration. If there is legitimate proof, then it can stop and nullify procedures of citizenship. It prevents a person from obtaining citizenship while he or she is under an immigration inquiry. There are ways we can deal with these anomalies, as well as the cases where people come here and give birth. Should those individuals automatically be citizens, or should they only be citizens if one of the two parents was a landed resident or one of the two parents is a citizen?

You asked questions on the citizenship front. The Citizenship Act is silent on that. Overseas, when a child is born to a Canadian couple visiting the U.K., that child is automatically a Canadian. However, if a Canadian couple went to the U.K. to have an international adoption and they were successful, their adopted child is not Canadian until that child has been put through the system here. This is the question you have to ask as a committee: is that fair? Why are we discriminating based on the natural child versus the adopted child?

There are things I think we can take into account to streamline and make our overall service more productive. I'll ask Mr. Harder to bring us up to speed with some of the earlier years.

The Chairman: Mr. Harder, you can't determine value for money or equitable levels of service without performance indicators.

Mr. Harder: You can't, and that's why we're working to establish performance indicators. You have to do it through a number of changes that have been very much a part of the immigration program, and soon the citizenship program. What you must do is ensure that your information technology supports a well-designed processing organizational structure. What that means at the end is that you have very clear performance standards by product lines, if I can call them that, which are understood by members of Parliament and the Canadian public, the clients. What are they in the immigration area? Well, family applications are an example, and certainly spouses and dependent children.

We now have a performance standard of six months, and I believe we are meeting it in some 90% of the cases. And where we don't, there are very good reasons why we're not.

The Chairman: These figures are available then. You could provide this information to us.

[Traduction]

Je m'intéresse également aux abus que l'on peut constater en matière de citoyenneté. Par exemple, j'espère que ce comité pourra étudier la possibilité d'imposer des sanctions et des amendes plus sévères pour la production de certificats de citoyenneté, car les activités frauduleuses en ce domaine se sont multipliées. Le Code criminel n'accorde guère d'importance à ces agissements, et je voudrais donc apporter des modifications à ce propos.

Par ailleurs, devrait—on permettre aux gens qui font l'objet d'une enquête de l'Immigration d'obtenir la citoyenneté? Il se peut fort bien que nous voulions lier les deux s'il y a une enquête de l'Immigration en cours. S'il y a un motif valable, on peut arrêter et annuler les procédures engagées pour obtenir la citoyenneté. Ainsi, quelqu'un qui fait l'objet d'une enquête de l'Immigration ne peut obtenir en même temps la citoyenneté. Il existe des moyens de régler ce genre d'anomalie, ainsi que le cas des personnes qui viennent au Canada et y donnent naissance à une enfant. Est—ce que ces enfants devraient être automatiquement citoyens canadiens, ou bien devraient—ils être citoyens uniquement si l'un de leurs parents a obtenu le droit d'établissement ou est, lui—même ou elle—même, citoyen?

Vous avez posé des questions sur cet aspect de la citoyenneté. La Loi sur la citoyenneté n'apporte aucune précision à ce propos. Si un couple de Canadiens se rend en Grande-Bretagne et que la femme met au monde un enfant dans ce pays, cet enfant est automatiquement canadien. Toutefois, si un couple de Canadiens se rend en Grande-Bretagne pour adopter un enfant et que leur demande aboutisse, l'enfant qu'ils ont adopté n'est pas canadien tant que le système en place ici n'a pas disposé de son cas. Le comité doit donc se poser la question suivante: est-ce juste? Pourquoi ne traitons-nous pas de la même manière l'enfant naturel et l'enfant adopté?

Nous pouvons prendre certaines mesures pour rationaliser nos services et les rendre en général plus productifs. Je demanderais à M. Harder de bien vouloir nous donner des informations sur les activités entreprises au cours des années passées.

La présidente: Monsieur Harder, vous ne pouvez déterminer si le service que vous offrez vaut bien l'argent que l'on y investit ou s'il est fourni de façon équitable sans indicateurs de rendement.

M. Harder: Non, en effet. C'est la raison pour laquelle nous nous occupons d'établir des indicateurs de rendement. Il faut que cela soit fait par le biais d'un certain nombre de changements qui ont été apportés au programme l'immigration et qui seront bientôt intégrés au programme de la citoyenneté. Il faut en effet s'assurer que la technologie de mise au service d'une 1'information est organisationnelle de traitement bien conçue. Cela aboutit à l'instauration de normes de rendement très clairement établies pour chaque gamme de produits, si je puis m'exprimer ainsi, que les députés et le public canadien, c'est-à-dire les clients, connaîtront. De quoi s'agit-il dans le secteur de l'immigration? Eh bien, par exemple, des demandes formulées par les familles et, certainement, celles qui sont transmises par les époux et les enfants à charge.

La norme de rendement qui existe actuellement est de six mois, et je crois que nous la respectons dans 90 p. 100 des cas. Sinon, il y a de très bonnes raisons pour expliquer cela.

La présidente: Ces chiffres sont donc disponibles. Vous pourriez nous transmettre ces renseignements.

Mr. Harder: Yes. We are also publishing the by-post time periods for various applications. We're not there yet in terms of the total redesign. Vegreville is very much a part of it for the in-Canada system, and the redesign of the overseas network reconfiguration will allow us to establish performance measures. But we're well down the road and we have a game plan as to how to get to where we must be.

• 1305

On the citizenship side, as the committee may be aware, the citizenship registration redesign, the computer-based one, has been delayed because of some problems in the system's architecture. But it's very much designed to support a simplified processing of the citizenship application, which will allow us then to have transparent performance standards.

My ideal is for every mission abroad, by category of applicant, we have posted in the waiting room how many working days the average application will take. That will grant some level of comfort to those who apply, some standard against which to measure and perhaps also to encourage management to better those objectives.

The Chairman: From what I understand you say, Mr. Harder, then one relies on the other. In other words, unless. . .the computer system's a year late, is that right?

Mr. Harder: For citizenship, yes.

What has happened on the immigration side is a result of the effort of the last two years. There has been a significant investment in information technology that will allow us, through Vegreville and Mississauga in Canada, and through applications abroad through our enhanced computer system abroad, the CAIPS system, to render these performance measures in a standardized way.

The Chairman: That will be up and running this year, or 1995–96.

Mr. Harder: Is that for citizenship?

The Chairman: The computerization, CRS.

Mr. Harder: Later this year, we hope. But I can't predict whether the bugs will come out of the work that's being done.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Nunez, it's the second round.

M. Nunez: C'est à propos de Vegreville. Vous en avez parlé dans votre discours, et le sous-ministre vient également d'en parler. C'est un centre centralisé de traitement de certains dossiers. C'était une décision du Parti progressiste-conservateur et vous l'avez respectée. Pourquoi?

Vous avez contenté l'Ontario en ouvrant le bureau de Mississauga, mais au Québec, il y a eu plusieurs fermetures de bureaux et de nombreuses mises à pied, et nous avons un grave problème de chômage. Ce n'est pas le cas de l'Alberta. De plus, il va y avoir un problème au niveau du français. C'est plutôt anglais là-bas.

[Translation]

M. Harder: Oui. Nous allons également rendre publics les délais requis dans le cas de diverses demandes qui nous sont transmises par la poste. Nous n'avons pas encore terminé complètement la restructuration du système. Vegreville en fait partie intégrante pour ce qui est des activités nationales, et la nouvelle configuration des réseaux à l'étranger nous permettra d'établir des moyens de mesurer le rendement. Mais nous sommes bien avancés et nous avons un plan d'action qui nous permettra d'atteindre notre objectif.

,05

En ce qui concerne la citoyenneté, le comité sait sans doute que la mise en place d'un système informatisé d'enregistrement de la citoyenneté a accusé un certain retard parce que son architecture nous a posé certains problèmes. Toutefois, la façon dont ce système est conçu vise avant tout à simplifier le traitement de la demande de citoyenneté, et cela nous permettra d'appliquer des normes de rendement transparentes.

Idéalement, j'ai pour objectif de pouvoir faire afficher dans la salle d'attente de chacune de nos missions à l'étranger, par catégorie de demandes, le nombre de jours ouvrables que prendra le traitement d'une demande ordinaire. Cela permettra de rassurer quelque peu ceux qui nous transmettent une demande, d'établir une certaine norme pour mesurer les résultats et, peut-être, d'encourager les gestionnaires à se fixer des objectifs plus ambitieux.

La présidente: Monsieur Harder, si je comprends bien, il y a donc un lien de cause à effet. En d'autres termes, à moins que... la mise en place du système informatisé a été retardée d'un an, n'est—ce pas?

M. Harder: En ce qui concerne la citoyenneté, c'est exact.

Les résultats que nous avons obtenus dans le secteur de l'immigration sont l'aboutissement des efforts que nous avons déployés au cours des deux dernières années. Nous avons investi des sommes importantes dans une technologie de l'information qui nous permettra, dans le cas de Vegreville et de Mississauga, au Canada, et pour ce qui est des demandes formulées à l'étranger et traitées par notre système informatisé amélioré, le SITCI, de normaliser la mesure de notre rendement.

La présidente: Ce système sera fonctionnel cette année, ou en 1995-1996.

M. Harder: Faites-vous allusion à la citoyenneté?

La présidente: Je parle de l'informatisation, du SEC.

M. Harder: Nous espérons que tout sera en place un peu plus tard cette année. Je ne peux cependant prédire si des problèmes vont surgir au cours des travaux.

La présidente: Merci beaucoup.

Monsieur Nunez, c'est le second tour.

Mr. Nunez: I would like to raise the matter of Vegreville. You talked about that in your presentation and the deputy minister also mentioned it just now. It's a centralized processing office for certain files which was established by the Progressive Conservative Party. You have endorsed this decision. Why?

By establishing the Mississauga office, you pleased Ontario, but in Quebec, many offices have been closed and many people have been dismissed and we have a serious problem with unemployment. This is not the case in Alberta. Furthermore, there will be a problem as far as French is concerned. This is a part of the country where English is the predominant language.

Les agents d'immigration n'auront plus de contact personnel avec les clients, le syndicat n'est pas content et il y a de l'insatisfaction chez les avocats. En quoi cette décision est—elle rationnelle? Pourquoi avez—vous respecté une décision irrationnelle des Conservateurs?

Mr. Marchi: At the time when I assumed the office of this portfolio, citizenship and immigration, one of the first areas I did look into was the whole case of the Vegreville processing centre. I think it's fair to say that we in the opposition had raised a number of legitimate concerns about how the Vegreville processing centre would fit into the whole delivery mechanism of immigration.

When I became a minister and when our government assumed office, however, Vegreville was already a reality. We had already expended somewhere in the area of \$12 million. There was a lease for a long-term stay already arranged. There were decisions made in immigration to move a number of people already. There is obviously an anticipation in the town of Vegreville through its mayor and citizens that this was there.

I didn't want to create, Mr. Nunez, despite how passionately you feel of any issue, a white elephant in Vegreville or to give the impression that somehow the government didn't value Vegreville, Alberta, or western Canada, which is not the case. We were concerned in opposition about how Vegreville would work, and not the town of Vegreville itself.

• 1310

I recommended to my cabinet colleagues that we not walk away from something Canadian taxpayers had invested so much money in already, so we did two things to make it better. First, we re-engineered the Vegreville processing centre to permit all negative cases to flow back to the immigration and citizenship offices in our local communities. The difficult cases that need a lot of contact are going to be pulled and dealt with at the street level in our street operations across the country. We addressed one of our major concerns and the concern of lawyers and advocates who wouldn't be able to access the system on a negative case.

Second, we moved the whole area of family sponsorship overseas from Vegreville to Mississauga, because currently the Mississauga office deals with just Ontario cases, but that happens to be 60% of all Canadian cases. I decided to take the remaining 40% and attach it to the Mississauga office, which made absolute logical sense. We are reaping the economies of scale.

Now we have a system that hopefully, in theory, will permit the argely routine cases to go through Vegreville. The approval of the majority of cases such as visitor visa extensions will now go through Vegreville, freeing up time at the local offices to iron out the problems and provide that human touch.

[Traduction]

Immigration officers will not have personal contacts with their clients anymore, the union is not pleased and the lawyers are dissatisfied. What is the logic behind this decision? Why did you endorse an illogical decision made by the Conservatives?

M. Marchi: Lorsque j'ai assumé la responsabilité du portefeuille de la Citoyenneté et de l'Immigration, une des premières questions que j'ai examinées a été le cas du centre de traitement de Vegreville. Je pense qu'il est juste de dire que, lorsque nous faisions partie de l'opposition, nous avons fait état d'un certain nombre de préoccupations fondées sur l'intégration du centre de traitement de Vegreville dans la structure d'ensemble des services d'immigration.

Toutefois, lorsque je suis devenu ministre et que notre gouvernement a pris le pouvoir, Vegreville était déjà une réalité. Nous avions déjà dépensé des sommes de l'ordre de 12 millions dans la région. Un bail à long terme avait déjà été négocié. Il avait déjà été décidé de déménager certains employés du secteur de l'immigration. Il est évident qu'à Vegreville, le maire ainsi que la population s'attendent à ce que ce projet aboutisse.

Monsieur Nunez, en dépit de mes opinions très arrêtées, je ne voulais pas faire de Vegreville un éléphant blanc ni donner l'impression que, d'une certaine façon, le gouvernement n'accordait pas d'importance à Vegreville, à l'Alberta, ou aux provinces de l'Ouest, ce qui n'est pas le cas. Lorsque nous étions dans l'opposition, nous avions des réserves sur la façon dont le centre de Vegreville pourrait fonctionner, et non pas à propos de la ville elle—même.

J'ai recommandé à mes collègues du Cabinet de ne pas abandonner un projet dans lequel les contribuables canadiens avaient déjà tant investi, et nous avons donc pris des mesures pour y apporter des améliorations. Tout d'abord, nous avons réorienté les activités du centre de traitement de Vegreville afin que tous les cas qui font l'objet d'une décision négative puissent être renvoyés aux bureaux locaux de l'immigration et de la citoyenneté. Les cas difficiles qui requièrent de nombreux contacts avec les intéressés seront mis de côté et traités sur place par les employés du ministère à l'échelon local, partout au pays. Cela nous a permis de répondre à l'une de nos principales préoccupations majeures ainsi qu'à celle des avocats et autres intervenants qui, sans cela, ne pourraient avoir accès au dossier dans le cas de décision négative.

Deuxièmement, tous les dossiers concernant le parrainage des familles à l'étranger qui devaient être traités à Vegreville le seront désormais à Mississauga; actuellement, ce bureau s'occupe uniquement du cas concernant l'Ontario, mais qui représentent tout de même 60 p. 100 des cas pour l'ensemble du Canada. J'ai décidé de confier au bureau de Mississauga la totalité de ces dossiers, car c'est parfaitement logique. Nous bénéficierons d'économies d'échelle.

Nous avons donc maintenant un système qui, nous l'espérons, permettra théoriquement de faire traiter à Vegreville les dossiers qui relèvent essentiellement de la routine. C'est le bureau de Vegreville qui sera maintenant chargé de l'approbation de la majorité des demandes, par exemple de la prolongation des visas des visiteurs, ce qui donnera aux employés des bureaux locaux plus de temps pour s'occuper de régler les problèmes et pour le faire d'une façon humaine.

I hope the world of theory will meet the world of practice because that's what we tried to do. We still have 51 offices across the country serving the public. We have tried to streamline the operation so those offices will deal with the more difficult cases. Hopefully it will permit those offices to do some community outreach as an initiative rather than always seen to be reacting.

We tried to deal with the case we inherited. Quite frankly, Mr. Nunez, given our deficit and debt, it would have been a mistake for government to walk away from such a huge financial investment made by the Canadian taxpayers.

Mr. Bryden: Mr. Minister, you commented in your opening remarks that you can see a time when Canada might want to encourage young immigrants rather than older ones. How does the charter play into that type of policy?

Mr. Marchi: That's an interesting question. I got myself into trouble once with *The Toronto Star* when I ventured into a similar argument. I said if Canadians want younger immigrants, how does that mesh with the older immigrants, or the grandparents? I wasn't trying to say I would prefer younger immigrants to grandparents. I was trying to stand back from the program and ask what the areas of consensus were. It will be up to Canadians in this process to develop a consensus with us and for us.

On the whole question of the charter, I can't pass myself off as a legal scholar. I am sure the legal aspect will have to be brought into the equation. I am not sure if my deputy would like to comment. I am not sure about that, so I am not going to venture into that field.

Mr. Bryden: All right, that's fine.

Mr. Harder: I too am not a lawyer, but obviously the immigration program would have to withstand any kind of charter test. If you designed the program to accomplish the policy objective of let's say an average younger immigrant, it would have to be done in a way that conformed to the charter. There would be ways of constraining parents or grandparents or providing bonus points in the system as long as it was not seen as being discriminatory in terms of the charter test or would meet a section 1 or a section 7 defence. We certainly are subject to the charter.

[Translation]

J'espère que la réalité correspondra à la théorie, car c'est ce que nous avons essayé de faire. Nous avons encore 51 bureaux partout au pays pour servir le public. Nous avons essayé de rationaliser nos opérations afin que ces bureaux puissent s'occuper des cas plus difficiles. Avec un peu de chance, ils pourront prendre l'initiative d'aller dans le sens de l'extension de leurs services à la communauté et de ne plus ainsi donner l'impression qu'ils ne font que réagir.

Nous avons essayé de composer avec la situation dont nous avons héritée. En toute franchise, monsieur Nunez, étant donné notre déficit et la dette publique, le gouvernement aurait fait une erreur s'il avait abandonné un projet qui représente un investissement financier aussi énorme de la part des contribuables canadiens.

M. Bryden: Monsieur le ministre, vous avez mentionné dans vos remarques liminaires que vous envisagez le temps où le Canada voudra favoriser la venue de jeunes immigrants. Comment peut—on concilier ce genre de politique avec la Charte des droits et libertés?

M. Marchi: C'est une question intéressante. J'ai déjà eu des ennuis avec le *Toronto Star* lorsque je me suis aventuré à évoquer une telle possibilité. Je me suis demandé, si les Canadiens voulaient attirer des immigrants plus jeunes, ce qu'on allait faire des demandes reçues de la part d'immigrants plus âgés ou, en l'occurrence, des grands-parents? Je ne voulais pas dire que je préférerais que l'on attire des immigrants plus jeunes plutôt que des grands-parents. J'essayais de prendre mes distances par rapport au programme et je me demandais à propos de quels aspects on s'entendait en général. C'est aux Canadiens qu'il appartiendra, au cours de ce processus de déterminer, avec nous et pour nous, sur quels points il y a entente.

En ce qui concerne la charte, je ne suis pas juriste. Je suis sûr que l'aspect légal devra être pris en considération. Peut-être que mon sous-ministre voudra intervenir à ce sujet. En ce qui me concerne, je ne peux me prononcer et je ne vais donc pas m'aventurer dans cette voie.

M. Bryden: Très bien, parfait.

M. Harder: Moi non plus, je ne suis pas avocat, mais il est évident que le programme de l'immigration devra passer le test de la compatibilité avec la charte. Si l'on concevait un programme dans le but d'atteindre les objectifs d'une politique qui s'appliquerait à un immigrant moyen, plus jeune, il faudrait que cela soit conforme aux dispositions de la charte. Il serait possible de prendre des mesures pour restreindre l'immigration des parents ou des grands-parents ou pour accorder à quelqu'un des points supplémentaires en sa faveur, à condition que ces mesures ne puissent pas être considérées comme discriminatoires selon les dispositions de la charte ou qu'on puisse les défendre en invoquant l'article 1 ou l'article 7. Il est certain que nous devons respecter les dispositions de la charte.

• 1315

Mr. Hanger: Why does Employment and Immigration Canada not include the additional costs of the use of such departments as Foreign Affairs, Revenue Canada, the RCMP, CSIS, the Department of Justice, the Federal Court of Canada, and the Immigration and Refugee Board in their main estimates?

M. Hanger: Pourquoi est—ce qu'Emploi et Immigration Canada n'inclue pas dans son budget principal de dépenses les coûts additionnels correspondant à l'utilisation des services de certains ministères et organismes comme les Affaires étrangères, le Revenu national, la GRC, le SCRS, la Justice, la Cour fédérale du Canada et la Commission de l'immigration et du statut de réfugié?

Mr. Marchi: These are the estimates for our department, but you're right that there is an immigration envelope where we have over half a dozen different departments like the RCMP, the Federal Court of Canada, and other departments that work with us.

We have been asked to provide estimates of our department, which we're doing. Even though Employment and Immigration Canada is the banker for the envelope, those others don't fall under our department per se. But, Madam Chair, it would not be a problem to get you the numbers for the other relevant departments that figure into this immigration envelope.

Mr. Hanger: I have one other quick question on the financial performance dealing mostly with the 1992-1993 main estimates regarding revenues, the immigration user fees in particular. These were estimated at \$165 million and resulted in \$105,988,000. Why was there such a difference between the estimates and the actual recovery?

Mr. Marchi: We discussed that. I'll ask our deputy to respond.

Mr. Harder: The difference, Mr. Hanger, has to do with the number of visas issued. We didn't meet what we thought would be our targets, which had everything to do with the global recession. There wasn't as much of an uptake on visitor visas and indeed on immigration visas. So we didn't meet the \$165 million.

You will notice in the estimates that in the subsequent year a lower level of I believe \$131 million was established and we reached \$130 million. So the targets were adjusted to account for the experience we've had, and we've made those commitments.

Cost recovery is an important component of providing a funding base to the program and also contribute to the Consolidated Revenue Fund for the government's overall fiscal objectives. Every year we try to achieve those objectives through user fees and our best estimates of utilization.

Mr. Jackson: Madam Chair and Mr. Minister, I don't know, maybe I ought to ask this question in the House.

The Chairman: Does it relate to the estimates?

Mr. Jackson: There's a Mr. William Johnson, who writes a lot about immigration matters. One of the things he points out is that 33% of the budget goes to Ouebec and they only process 17% of immigrants. Is there a better of accounting this? Is there a better way of guestimating what the proceeds will be-because people do cross-migrate and create problems - and then topping it up after you know what the numbers are?

Mr. Marchi: It's difficult to predict the migration flows. You're right. One of the problems Quebec has faced in recent years, which I think they're probably coming to grips with a lot better now, was the number of people coming into Quebec récemment, est qu'elle maîtrise d'ailleurs

[Traduction]

M. Marchi: Le budget de dépenses que nous vous présentons est celui de notre ministère, mais vous avez raison, il y a une enveloppe de l'immigration qui vise les activités d'une demi-douzaine de ministères et organismes comme la GRC, la Cour fédérale du Canada et autres avec qui nous travaillons en collaboration.

On nous a demandé de fournir le budget de dépenses de notre ministère, et c'est ce que nous avons fait. Même si Emploi et Immigration Canada est le ministère qui finance l'enveloppe, tous ces autres ministères ne dépendent pas directement de nous. Toutefois, madame la présidente, il nous serait facile de vous fournir les chiffres correspondant aux activités des autres ministères concernés qui entrent dans le cadre de cette enveloppe de l'immigration.

M. Hanger: Je voudrais vous poser une autre question brève. Elle porte sur les résultats financiers, principalement sur les recettes inclues dans le budget des dépenses principal de 1992-1993, notamment les droits d'utilisation de l'immigration. On prévoyait que ces droits rapporteraient 165 millions de dollars, mais les rentrées réelles n'ont été que à de 105 998 000\$. Pourquoi une telle différence entre les prévisions et les recettes réelles?

M. Marchi: C'est une question dont nous avons discuté et je demanderais au sous-ministre de vous répondre.

M. Harder: Cette différence, monsieur Hanger, tient au fait que nous avons émis moins de visas. Nous n'avons pas atteint les objectifs qui nous avaient paru réalistes, principalement à cause de la récession économique mondiale. Les étrangers ne se sont pas battu pour obtenir des visas de visiteurs ni même des visas d'immigration. Voilà pourquoi nous n'avons pas atteint l'objectif de 165 millions de

Vous remarquerez que, dans le budget des dépenses de l'année suivante, nous avions un objectif plus modeste de l'ordre, je crois, de 131 millions de dollars, et nous avons recueilli 130 millions de dollars. Par conséquent, les objectifs ont été ajustées afin de tenir compte de l'expérience passée et nous avons respecté nos engagements.

Le recouvrement des frais est un élément important qui nous permet de constituer une base pour le financement du programme et pour contribuer au Trésor en fonction des objectifs fiscaux établis par le gouvernement. Tous les ans, nous essayons d'atteindre ces objectifs en imposant des droits d'utilisation et en établissant, à cet égard, des prévisions aussi justes que possible.

M. Jackson: Madame la présidente et monsieur le ministre, je me demande si je ne devrais pas plutôt poser ma question en Chambre.

La présidente: Est-ce qu'elle concerne le budget des dépenses?

M. Jackson: D'après un certain William Johnson, qui se spécialise dans les questions d'immigration, 33 p. 100 du budget est réservé à la province du Québec alors que celle-ci n'accueille que 17 p. 100 des immigrants. Y a-t-il une meilleure façon de chiffrer cela? Existe-t-il un meilleur moyen de prédire les résultats—car les gens se déplacent à l'intérieur du Canada et cela rend les calculs difficiles-et de peaufiner cette information une fois que les chiffres sont connus?

M. Marchi: Il est difficile de faire des prédictions concernant les courants migratoires. Vous avez raison. L'un des problèmes auquel la province de Québec a dû faire face

through the front door and then going to Ontario or elsewhere through beaucoup mieux maintenant, était dû au fait que certains immigrants the back door. That was a very high concern for the Province of Quebec, which, as you know, has a unique agreement with the federal government that has been nurtured for almost 25 years.

We also have to say, regardless of the dollars, that Quebec has done a relatively good job at the whole process of integration. I think one has to recognize that and put that on the table. Part of the reason is the agreement, over the span of those years, has really brought the machinery of integration and immigration per se into certainly a well-run program. There is close collaboration between their officials and ours. There's a committee of federal and provincial officials who meet regularly. The next meeting is coming up at the end of this month to try to see how things are working.

That's why I was keen for the Province of Ontario, admittedly the recipient of most of the immigrants and refugees, to get into an agreement that may not be along the lines of the Quebec-Canada accord, but would simply be an agreement that would allow the two machineries to perform better. That gets to the performance, which gets to the one taxpayer who wants the biggest bang for the dollar.

[Translation]

arrivaient directement au Québec, mais disparaissaient ensuite en Ontario ou ailleurs. Cet état de fait nous préoccupait beaucoup car. comme vous le savez, la province du Ouébec a conclu avec le gouvernement fédéral un accord unique que l'on s'attache à étoffer depuis presque 25 ans.

Il faut ajouter que, en dehors de toute considération financière, le Québec a mis en place un processus d'intégration qui ne fonctionne pas mal. Je pense qu'on doit le reconnaître et le dire. Une raison de cette réussite est que l'accord, au fil des ans, a permis d'utiliser le mécanisme d'intégration et d'immigration pour mettre en place un programme qui est certainement fort bien structuré. Nos fonctionnaires et ceux de la province du Québec travaillent en étroite collaboration. Un comité regroupant des fonctionnaires provinciaux et des fonctionnaires fédéraux se réunit régulièrement. La prochaine réunion où l'on doit examiner le fonctionnement du programme aura lieu à la fin du mois.

C'est pourquoi j'étais tout à fait en faveur que l'Ontario qui, comme chacun sait, reçoit la plupart des immigrants et des réfugiés passe un accord qui peut fort bien ne pas suivre exactement celui qui lie le Québec et le Canada, mais qui permettrait simplement aux deux systèmes de mieux fonctionner. Il est ici question de rendement et de répondre aux préoccupations du contribuable qui veut retirer le maximum de chaque dollar investi.

• 1320

Mrs. Hayes: As we sit here, I get the feeling we're sort of a board representing shareholders, the Canadian people. As a member of Parliament I certainly represent a group of those Canadians, and I must say that my feeling right now from the Canadian people is that they feel there is a problem with the immigration policies.

We hope to take a look at that. I'm concerned. You're developing a ten-year plan and looking at future trends and long-range programs, and I think that's good. I think the Canadian people are concerned, though, and the immigration department is perceived as having shareholders, who are the Canadian people, not as sort of operating a laboratory according to theory. They want to know what government immigration policy is, how it impacts on Canadians.

I go back to a question I've actually asked before and probably will ask again. Does the government have or will they propose to do a study that shows the net economic benefit of immigration according to the policies they are going to propose in this ten-year program? Will there be some time when measures are taken to see whether those things are in fact happening?

Mme Hayes: J'ai le sentiment que notre position fait de nous, en quelque sorte, les membres d'un conseil qui représenterait les actionnaires que sont les Canadiens. En tant que député, il est évident que j'en représente certains et je dois dire qu'actuellement, il me semble que les Canadiens estiment que les politiques relatives à l'immigration soulèvent certains problèmes.

Nous espérons pouvoir nous pencher sur cette question qui me préoccupe. Vous êtes en train d'élaborer un plan d'action sur dix ans et d'examiner les tendances ainsi que des programmes à long terme, ce qui m'apparaît tout à fait opportun. Je pense toutefois que les Canadiens entretiennent certaines inquiétudes et qu'à leurs yeux, le ministère de l'Immigration est un organisme dont ils sont les actionnaires, et non une sorte de laboratoire fonctionnant dans l'abstrait. Ils veulent savoir quelle est la politique du gouvernement sur l'immigration et quelles retombées elle risque d'avoir sur les Canadiens.

J'ai déjà posé cette question et il est probable que je la poserai encore. Est-ce que le gouvernement a fait faire - ou se propose-t-il de faire faire - une étude qui démontrerait les avantages économiques nets d'une immigration conforme aux politiques qui seront proposées dans le cadre de ce programme de dix ans? Verra-t-on le jour où l'on prendra des mesures pour s'assurer que l'on entreprend ce genre de choses?

Mr. Marchi: First, yes. We're beholden to the 28 million shareholders of the public company called Canada. That is why I believe you shouldn't conduct business, as some businesses do, with only the annual meeting. That's the only time the shareholders see it. That's the only time the shareholders read the annual report. That's the only time the shareholders have a chance to put the president on the spot and zing him or her.

I think immigration levels will be done differently by this government. We believe you can't run a public company on the day of its annual meeting. You need to sell your shareholders on the idea that the board of directors is making decisions and bringing that public company forward in the right way, which will make more sense when they attend the annual meeting.

If we have a plan rooted in the long term, which brings the various components together, and if we've consulted more widely, creatively, broadly, it will give more credibility to that plan, to the annual report for our public company. The things this government has done on orientation for tenure and consultation are very mindful of the individual lot of the shareholder. We believe that shareholder will benefit from the plan if the shareholder has contributed and if the shareholder is in the know.

Second, on the economic impact of immigration, I'm personally very interested in trying to see how much more information we can get on that subject. Although we have a number of studies—and this has been raised in the House in Question Period—I think it's fair to say that people think there have not been enough. That's certainly an area of research I would like to pay more attention to.

It doesn't mean, Madam Chair, it's only our department that does it. For instance, I had a meeting with the president of the University of Toronto, as well as with York University. The whole reason for meeting with them was to try to tap into the academic institutions across this country that have done research and have academic specialists in the area of citizenship and immigration, to try to not reinvent the wheel and spend money studying something that some professor has done.

We struck a receptive chord with those two particular institutions, in working better with them so that they could provide us with the numbers and the ammunition we need to build a solid case. We're hoping that kind of effort will produce more information and clearly have numbers that speak to the economic impact.

[Traduction]

M. Marchi: Tout d'abord, permettez—moi de vous dire que je suis d'accord avec vous. Nous sommes responsables auprès de 28 millions d'actionnaires, d'une entreprise publique qui s'appelle le Canada. C'est pourquoi je ne crois pas que nous devrions mener nos affaires comme le font certaines entreprises, c'est-à-dire par le biais d'une seule assemblée générale. C'est la seule fois où les actionnaires peuvent voir comment l'entreprise fonctionne. C'est la seule fois où les actionnaires lisent le rapport annuel. C'est la seule fois où les actionnaires ont la possibilité de poser des questions au président ou à la présidente et de le ou de la pousser dans ses derniers retranchements.

Je pense que les niveaux d'immigration seront fixés de façon différente par le gouvernement en place. Nous croyons que la gestion d'une entreprise publique ne peut être réglée le jour de l'assemblée annuelle. Il faut que les actionnaires soient persuadés que le conseil d'administration prend des décisions qui feront progresser cette entreprise publique, et il faut que cela leur semble évident lors de l'assemblée annuelle.

Si nous avons établi un plan fondé sur le long terme et qui permet de faire la synthèse des divers éléments, et si nous avons consulté le plus de gens possible, de la manière la plus créative qui soit, cela rendra notre plan—c'est-à-dire le rapport annuel de notre entreprise publique—plus crédible. Ce que ce gouvernement a accompli, grâce à sa conception du droit et de la consultation, démontre qu'il se soucie du sort de chacun de ses actionnaires. Nous croyons que l'actionnaire tirera profit du plan s'il y contribue et si on le tient au courant.

Deuxièmement, en ce qui concerne les retombées économiques de l'immigration, je suis personnellement très désireux de voir quelles données supplémentaires nous pouvons recueillir à ce sujet. Même s'il existe déjà un certain nombre d'études—et ce sujet a été soulevé en Chambre lors de la période des questions—je pense qu'on admet justement que leur nombre est insuffisant. Il y a certainement un secteur de recherche que j'aimerais voir approfondir.

Cela ne signifie pas, madame la présidente, que notre ministère est le seul organisme à pouvoir se charger de ces travaux. Par exemple, j'ai rencontré le président de l'Université de Toronto et celui de l'Université York. Le but de cette réunion était d'établir des contacts avec les établissements d'enseignement du Canada qui ont fait des recherches et qui comptent parmi leur personnel des spécialistes du domaine de la citoyenneté et de l'immigration, afin d'éviter de réinventer la roue et de consacrer des fonds à une étude qui aurait déià été faite par tel ou tel professeur.

Ces deux universités ont bien accueilli notre demande et sont disposées à collaborer avec nous et à nous fournir les chiffres et les autres munitions dont nous avons besoin pour monter un dossier solide. Nous espérons que ce genre d'initiative nous permettra de recueillir plus de renseignements et de disposer de chiffres qui nous indiqueront quelles sont les retombées économiques.

• 1325

I know there was one professor from your part of the country...Don Goretz?

Mr. Harder: Don DeVoretz.

Je sais que, dans notre région, il y a un professeur qui s'intéresse... Il s'appelle Don Goretz?

M. Harder: Don DeVoretz.

Mr. Marchi: He is very keen on this subject—matter. He has an upcoming conference I believe in June of this year in which he'll be using the latest StatsCan numbers to try to strengthen the knowledge about the correlation between the economy and immigration. I support those efforts 110%.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Knutson, this is your last question.

Mr. Knutson: It arises from the point of signing an agreement with Ontario. My understanding is the agreement with Quebec is also an agreement about numbers. Is that accurate?

Mr. Marchi: About. . .?

Mr. Knutson: Numbers.

Mr. Marchi: What numbers?

Mr. Knutson: It includes numbers of immigrants to Quebec annually.

Mr. Marchi: No, because I think Quebec, for instance on the independent basis, is master of its own destiny. I think in terms of family and refugee, that's the federal government's, but in terms of independent and business class Quebec also takes the lead on that.

Mr. Harder: It speaks to a range, not a specific number?

Mr. Knutson: A range.

Mr. Harder: The desire of the Government of Quebec is to achieve, I think, 25% of Canada's immigration.

Mr. Marchi: But that's not a number.

Mr. Harder: That's not a number that is in the agreement as a hard and fast commitment.

Mr. Knutson: Okay, fine.

Mr. Harder: Best intentions.

Mr. Knutson: Thanks.

The Chairman: Ms Clancy, did you. . .?

Mr. Marchi: One thing I failed to mention in answer to Ms Hayes is one of the study groups of the ten is going to discuss how we can develop a data base on immigration, including economics. So it's been identified as a working group because there is a recognition that we need to do more in that area.

The Chairman: Mr. Minister, I'm glad you brought up the consultations, because you're going to find this committee wants to be part of the working groups—I understand they're meeting now. We would really appreciate a list of the ten working groups because there are members of this committee who would like to join those working groups.

There is also a real interest in this committee in being part of the regional conferences that will come up in September. So we would really appreciate—because the report isn't in final draft yet—a list of the committees in which you so kindly offered us the ability to participate. There is a real interest.

[Translation]

M. Marchi: C'est un sujet qui l'intéresse beaucoup. Il va participer, en juin, je crois, à une conférence au cours de laquelle il se fondera sur les données les plus récentes publiées par Statistique Canada pour nous éclairer à propos de la corrélation entre l'économie et l'immigration. J'appuie sans réserve aucune ce genre d'initiative.

La présidente: Merci beaucoup.

Monsieur Knutson, c'est votre dernière question.

M. Knutson: Ma question a trait à la signature de l'accord avec l'Ontario. Je crois comprendre que l'accord passé avec le Québec fixe aussi le nombre d'immigrants. Est—ce exact?

M. Marchi: Vous parlez de. . .?

M. Knutson: Du nombre.

M. Marchi: Quel nombre?

M. Knutson: L'accord fixe le nombre d'immigrants que doit recevoir le Québec annuellement.

M. Marchi: Non, car à mon avis, le Québec — par exemple en ce qui concerne les immigrants indépendants — est maître de sa destinée. Je pense qu'en ce qui concerne les familles des immigrants ainsi que les réfugiés, cela entre dans le champ des compétences du gouvernement fédéral, mais qu'en ce qui a trait aux immigrants indépendants et à ceux qui font partie de la catégorie des gens d'affaires, le Québec peut également prendre des initiatives.

M. Harder: Il n'y a donc dans l'accord qu'un certain ordre de grandeur et non un nombre spécifique?

M. Knutson: Il s'agit donc d'un ordre de grandeur.

M. Harder: Je pense que le gouvernement du Québec souhaite accueillir 25 p. 100 des immigrants au Canada.

M. Marchi: Mais cela ne fixe aucun nombre précis.

M. Harder: Il ne s'agit pas d'un nombre qui a été inclus dans l'accord en tant qu'engagement ferme.

M. Knutson: Je vois. Très bien.

M. Harder: Cela représente les meilleures intentions du Québec.

M. Knutson: Merci.

La présidente: Madame Clancy, est-ce que vous. . .?

M. Marchi: Dans ma réponse à M^{me} Hayes, j'ai oublié de mentionner que l'un des dix groupes d'étude va examiner les moyens d'élaborer une base de données sur l'immigration, qui renfermerait des données économiques. Cette tâche a été confiée à un groupe de travail parce que l'on a reconnu qu'il faut approfondir cette question.

La présidente: Monsieur le ministre, je suis heureuse que vous ayez soulevé la question des consultations, car notre comité souhaite faire partie des groupes de travail qui, si je ne m'abuse, se réunissent en ce moment-même. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous donner la liste de ces dix groupes, car certains de mes collègues veulent participer à leurs trayaux.

Notre comité s'intéresse également beaucoup aux conférences régionales qui auront lieu en septembre et souhaite y participer. Nous vous serions donc reconnaissants—étant donné que le rapport n'en est pas encore au stade de la version finale—de bien vouloir nous fournir la liste des comités auxquels vous nous avez si aimablement proposé de participer. Cela nous intéresse vraiment beaucoup.

The resettlement issues, the database—they're all of interest to us, and while we don't have any immigration issues on our plate now, perhaps in September if there's anything that needs further—

Mr. Marchi: Madam Chair, I'll have my officials bring that during their visits this week with your committee.

Secondly, there is clearly the intention of an open invitation to the fall conference, but we will formalize that arrangement.

Thirdly, with respect to individual references, Mr. Bryden talked about family sponsorships. The other one I ask you to debate—if you can agree, a subcommittee might do a lot of work on it—is the whole issue of phony consultants. I raise that more as a member of Parliament than as a minister, because we all have cases we're absolutely sick and tired of where so-called consultants have just basically ripped off the immigrant or the would—be immigrant of their last pennies.

The Chairman: We'll consider that in our work plan.

Mr. Marchi: Attempts have been made in the past and they've bogged down between what is provincial regulation and what is federal regulation. The word "consultants" I don't want to denote as being negative, but how do you regulate a growing industry that doesn't have any recourse to regulation? If you're a lawyer and you step out of line there is some recall for the disadvantanged client—the bar, the Law Society. In immigration, there isn't.

I'm very keen on mobilizing a unanimous report on that and mobilizing some momentum to work with our provinces. I think that would be a heck of a task for a committee to get their heads around.

• 1330

The Chairman: Okay, I appreciate that, Mr. Minister. Thank you so much for your participation today, and that of Mr. Harder.

Mr. Marchi: Thank you.

The Chairman: Members of the committee, I'll just bring to your attention that we meet again on Thursday to discuss the estimates. I would appreciate your taking time to go over Citizenship and Immigration in the estimates as well as the reports provided by our parliamentary secretary, so that we can really get some good hard questions and some good firm answers.

With your indulgence, Mr. Nunez had one further question. If there is no objection perhaps we'll give him an opportunity to ask his final question.

M. Nunez: Monsieur le ministre, j'aimerais vous poser une question à propos de la carte d'identité pour les immigrants, carte que vous allez instaurer. Cela suscite beaucoup de préoccupations. Le commissaire à la protection de la vie privée

[Traduction]

Qu'il s'agisse de l'établissement des immigrants, de la base de données, toutes ces questions nous intéressent et même si nous n'avons pas à traiter actuellement de sujets qui ont trait à l'immigration, peut-être qu'en septembre, si l'on a besoin d'approfondir. . .

M. Marchi: Madame la présidente, je demanderai aux fonctionnaires de mon ministère qui doivent comparaître devant le Comité cette semaine de vous apporter ces informations.

Deuxièmement, c'est bien notre intention de vous inviter à participer à la conférence de cet automne et nous le ferons de façon plus officielle.

Troisièmement, en ce qui concerne certains sujets précis, M. Bryden a parlé du parrainage des familles. L'autre sujet que je vous demanderai d'étudier—et si vous êtes d'accord, un souscomité pourrait se charger de la plupart des travaux nécessaires—est la question des consultants «bidons». Je soulève cette question plus à titre de député qu'à titre de ministre, car nous en avons tous par dessus la tête d'entendre parler de cas d'immigrants ou d'aspirants immigrants à qui de soi-disant consultants ont pratiquemment volé jusqu'au dernier sous.

La présidente: Nous en tiendrons compte dans l'établissement de notre plan de travail.

M. Marchi: On a déjà essayé, aux paliers fédéral et provincial de réglementer cette activité, mais sans succès. Comment réglementer tous ceux qui se baptisent «consultants», et je ne dis pas cela d'une manière négative? Cette industrie est en pleine expansion, et il n'existe aucun règlement sur lequel se fier? Dans le cas d'un avocat commettant une faute professionnelle, le client peut faire appel à des instances comme le barreau. Dans le secteur de l'immigration, ce n'est pas possible.

Je suis vivement en faveur d'un rapport unanime sur la question et d'initiative qui favoriserait la collaboration avec les provinces. Je pense que ce serait une tâche importante à laquelle pourrait s'attaquer un comité.

La présidente: Très bien, c'est une bonne idée, monsieur le ministre. Je vous remercie, ainsi que M. Harder, d'avoir participé à notre réunion d'aujourd'hui.

M. Marchi: Merci.

La présidente: Chers collègues, je tiens simplement à vous signaler que nous nous réunissons à nouveau jeudi afin d'examiner le budget des dépenses principal. Je vous serais reconnaissante de bien vouloir prendre le temps de passer en revue le budget des dépenses du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, ainsi que les rapports que vous ont fournis notre secrétaire parlementaire, afin que nous puissions poser des questions de fond et obtenir des réponses valables.

Je vous demande votre indulgence, car M. Nunez a une autre question à poser. Si vous n'avez pas d'objection, je propose de lui laisser poser cette dernière question.

Mr. Nunez: Mr. Minister, I would like to ask you a question regarding the identification card which you are going to require immigrants to carry. This raises a lots of concerns. The Privacy Commission has rejected the idea. It is obviously a

s'est prononcé contre cette carte. Il y a certainement une violation des droits de la personne. Pourquoi poursuivre les immigrants? Demain, on aura une carte pour les assistés sociaux et les chômeurs. S'il y a des fraudes, il y a d'autres façons de les combattre.

Pourquoi ne permettez-vous pas qu'il y ait une discussion publique avant d'implanter une telle carte d'identité pour les immigrants?

The Chairman: Mr. Nunez, that question has been dealt with by this committee in your absence. Perhaps we can provide that answer.

Mr. Marchi: I just want to make clear though—and I'll check this out again—that my information is that this was checked out with the Privacy Commissioner of Canada and that the Privacy Commissioner has supported this initiative. I will make doubly sure that what Mr. Nunez has just said can be proven to not be true, because I'm concerned about that. My information is that the system was checked out as per the natural course with the Privacy Commissioner.

Second, it should also be said that immigrants themselves, to a certain degree, have also asked for this card, because what we're doing is taking the landed residence paper, which is a floppy piece of paper that gets manipulated and is the subject of fraud extremely easily and you can't put it in your back pocket and use as a source of identification if you're not a citizen. So some of the impetus has not only been from a viewpoint of stopping fraud and making it more difficult, because now the cards are colour—coded and machine—readable, but also because there's been a desire by landed residents who are not citizens yet and don't have the little citizenship card to have the document that could be easily accessible for proof of identification to wherever they're going. So it's a two—way street.

There's nothing devious about the effort because the number on your floppy landed resident sheet gives access to the officials to information the number on that plastic laminated card will give access to. So the information base is the same; it's just a heck of a lot more convenient for an official to read the card and a lot more efficient for a landed resident to carry it.

The Chairman: And I might add, Mr. Nunez, that the form was also a recommendation by the Auditor General. You'll find that recommendation in the information that's been provided in the Auditor General's 1990 report on the department.

Members of the committee, thank you. See you Thursday. This meeting is adjourned.

[Translation]

violation of human rights. Why do you want to hunt down immigrants? Tomorrow, there will be a card for welfare recipients and the unemployed. If there are fraudulent activities, there are other ways to discourage them.

Why don't you allow for a public discussion to take place before foreseeing immigrants to carry such an identification card?

La présidente: Monsieur Nunez, cette question a déjà été examinée par le comité en votre absence. Il se peut que nous soyons en mesure de vous fournir la réponse.

M. Marchi: Je veux toutefois apporter la précision suivante, et c'est quelque chose que je vérifierai à nouveau: d'après l'information que l'on m'a transmise, nous avons vérifié avec le Commissaire à la protection de la vie privée et il s'est déclaré en faveur de cette initiative. Je chercherai à obtenir toutes les assurances nécessaires qui prouveront que M.Nunez se trompe, car c'est un sujet qui me préoccupe. D'après l'information qui m'a été donnée, les vérifications d'usage ont été faites auprès du Commissaire à la protection de la vie privée.

Deuxièmement, il faut noter que les immigrants eux-mêmes, dans une certaine mesure, ont demandé de pouvoir disposer de cette carte. Tout ce que nous faisons, c'est prendre le document établissant qu'une personne a obtenu le droit d'établissement, une feuille de papier qui passe dans bien des mains et qui peut très facilement être falsifiée et que d'ailleurs vous ne pouvez pas mettre dans votre poche et produire comme papier d'identité si vous n'êtes pas citoyen. Par conséquent, l'objectif n'est pas seulement de mettre fin aux activités frauduleuses ni de les rendre plus difficiles, parce que, maintenant, les cartes sont chromocodées et lisibles par machine, mais nous voulons aussi répondre au souhait des immigrants reçus qui ne sont pas encore citoyens et qui n'ont pas la petite carte de citoyenneté qui peut facilement servir de papier d'identité où que l'on se trouve. C'est donc une mesure qui répond à deux objectifs.

Cette mesure n'a rien de sournois, car le numéro que l'on peut trouver sur le document attestant du droit d'établissement donne aux fonctionnaires accès à des informations, tout comme le permet le numéro inscrit sur la carte plastifiée. Par conséquent, les informations sont les mêmes; cependant, la carte est beaucoup plus facile à lire pour un fonctionnaire et beaucoup plus pratique à transporter pour un immigrant reçu.

La présidente: Et j'ajouterai, monsieur Nunez, que c'était également une recommandation du vérificateur général. Vous trouverez cette recommandation dans l'information qui accompagne le Rapport du vérificateur général de 1990 sur les activités de ce ministère.

Chers collègues, je vous remercie. À jeudi. La séance est levée.



MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Department of Citizenship & Immigration:

TÉMOIN

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

V. Peter Harder, Deputy Minister of Citizenship and Immigration.

V. Peter Harder, sous-ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Government Publications

XC57 -M72

CAI

IOUSE OF COMMONS

ssue No. 4

hursday, April 14, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 4

Le jeudi 14 avril 1994

Présidente: Judy Bethel

sinutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

ESPECTING:

Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995

Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995

Votes 5, 10, and 15 under CITIZENSHIP & IMMIGRATION Immigration Program)

Crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique CITOYENNETE ET IMMIGRATION (Programme d'immigration)

VITNESSES:

See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

CONCERNANT:



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 14, 1994 (12)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:34 o'clock a.m. this day, in Room 371, West Block, the Vice-Chairman, Ovid Jackson, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Member present: Janko Peric for Judy Bethel.

Other Member present: Jag Bhaduria.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship & Immigration: V. Peter Harder, Deputy Minister of Citizenship and Immigration; Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service Sector; Brent Dibartolo, Director General, Financial Management; Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination; and Ann Midgley, Director General, Settlement.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Thursday, February 24, 1994, relating to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995. (See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, April 12, 1994, Issue No.3)

By unanimous consent, the Vice-Chairman called Votes 5, 10 and 15 under CITIZENSHIP AND IMMIGRATION – Immigration Program.

The witnesses answered questions.

By unanimous consent, Osvaldo Nunez, seconded by Christiane Gagnon, moved,—That the Committee invite before April 29th the Minister of Citizenship and Immigration and summon civil servants in order to undertake a thorough evaluation, position by position, of the expenditures of the Department and those agencies coming under the minister's responsibility, with the help of all documents and files necessary to successfully carry out this evaluation, including those documents relating to the Government's planned expenditure cuts, the whole as proposed by the Prime Minister during the Question Period of April 13th, 1994.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived on the following division:

YEAS: Christiane Gagnon; Art Hanger; Osvaldo Nunez - 3;

NAYS: Mark Assad; Sarkis Assadourian; John Bryden; Sharon Hayes; Gar Knutson; Janko Peric – 6.

At 1:36 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 14 AVRIL 1994 (12)

[Traduction]

Le Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, se réunit aujourd'hui, à 11 h 34, dans la pièce 371 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Ovid Jackson (vice-président).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: Janko Peric pour Judy Bethel.

Autre député présent: Jag Bhaduria.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: V. Peter Harder, Sous-ministre; Georges Tsaï, Sous-ministre adjoint, Secteur du Service national; Brent Dibartolo, Directeur général, Gestion financière; Joan Atkinson, Directrice, Services internationaux et coordination de programmes; et Ann Midgley, Directrice générale, Établissement.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 24 février 1994 relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995. (Voir procèsverbaux et témoignages du mardi 12 avril 1994, fascicule nº 3)

Du consentement unanime, le vice-président met en délibération les crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION – programme d'immigration.

Les témoins répondent aux questions.

Du consentement unanime, Osvaldo Nunez, appuyé par Christiane Gagnon, propose, — Que le comité invite avant le 29 avril, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et convoque les fonctionnaires, afin d'entreprendre, poste par poste, l'analyse complète des dépenses de son ministère et des organismes relevant de son autorité, avec l'aide de tous les documents et dossiers nécessaires à la bonne conduite de cette opération, de même que les documents traitant des coupures de dépenses projetées par le Gouvernement, le tout tel que proposé par le premier ministre à la période des questions du 13 avril 1994.

Après débat, la motion mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR: Christiane Gagnon; Osvaldo Nunez; Art Hanger – 3;

CONTRE: Mark Assad; Sarkis Assadourian; John Bryden; Sharon Hayes; Gar Knutson; Janko Peric – 6.

À 13 h 36, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, April 14, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 14 avril 1994

• 1135

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Good morning, gentlemen, I'd like to call the meeting to order.

We'll start by introducing Mr. Harder.

I'd like to make one brief comment, since I'm vice—chair and this is the first time I've chaired a meeting.

Just to let you know how I operate, the question should come through the chair to the individual you're questioning. If it's done in any other way—for instance, if I were talking to Mr. Bryden and asking him the question instead of through the chair—it becomes a two—way conversation and it's kind of like a tennis match; everybody else would sit and watch what's going on. So we try to keep it that way.

We're talking this morning about the estimates as outlined here in votes, 5, 10 and 15. We have witnesses here to answer questions in that regard.

I'll ask Mr. Harder to introduce his people and tell us how he would like to conduct his personnel.

Mr. Peter Harder (Deputy Minister of Citizenship and Immigration): Thank you very much, Mr. Jackson. With me are a number of officials who are prepared to answer questions. Let me introduce them.

First, there is Brent Dibartolo, our director general of finance. He keeps the numbers straight. Next is Theresa McKeown, who does executive services, which provides support to me as well as to the minister and deals with parliamentary relations. So it's through Theresa that the committee gets responses to questions it asks. Also with me is Georges Tsaï, who is the assistant deputy minister for the in Canada immigration and citizenship program, and with him is Hallam Johnston, the director general of enforcement.

There are other officials in the room who I might call on from time to time should the questioning benefit from their expertise. What I will try to do is field the questions or direct the questions to the appropriate official so that the response can be as full as possible.

I'm ready.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Questions on the estimates. Madam Gagnon.

Mme Gagnon (Québec): Je n'ai pas de question, mais je voulais présenter une motion dont nous avons donné avis ce matin.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): If you don't mind, the procedure we agreed to, the work plan, is outlined here and we'll deal with that at the end of the session.

Mme Gagnon: Vous allez l'inscrire à l'ordre du jour?

Le vice-président (M. Jackson): Bonjour messieurs, la séance est ouverte.

Je vais d'abord présenter M. Harder.

J'aimerais faire une brève observation, étant donné que c'est la toute première fois qu'à titre de vice-président j'ai l'occasion de présider une séance.

Afin que ce soit bien clair, je dirais que les questions que vous voulez poser aux témoins doivent être adressées à la présidence. Autrement—par exemple, si je m'adressais à M. Bryden et lui posais une question sans passer par l'intermédiaire de la présidence—on aurait alors une conversation à deux, un peu comme un match de tennis; tout le monde serait assis là à regarder ce qui se passe. Nous allons donc tâcher de nous en tenir à cette règle.

Nous discutons ce matin des prévisions budgétaires telles qu'elles figurent aux crédits n^{os} 5, 10 et 15. Il y a des témoins pour répondre à nos questions à ce sujet.

J'invite maintenant M. Harder à nous présenter ses collègues et à nous dire comment il aimerait procéder.

M. Peter Harder (sous-ministre à la Citoyenneté et à l'Immigration): Merci beaucoup, monsieur Jackson. Je suis accompagné de hauts fonctionnaires qui sont disposés à répondre à vos questions. Je vais vous les présenter.

D'abord, M. Brent Dibartolo, directeur général des finances. Il supervise la tenue de livres. Ensuite, M^{me} Theresa McKeown, services exécutifs, qui m'apporte son soutien ainsi qu'au ministre et qui s'occupe des relations parlementaires. C'est par son intermédiaire que le Comité obtient les réponses aux questions qu'il pose. Ensuite, M. Georges Tsaï, sous-ministre adjoint au programme de la citoyenneté et de l'immigration au Canada, et M. Hallam Johnston, directeur général, exécution de la Loi.

D'autres hauts fonctionnaires sont dans la salle et je pourrais à l'occasion les appeler à répondre aux questions qu'ils seraient les plus aptes à traiter. Je répondrai donc aux questions ou les adresserai aux hauts fonctionnaires concernés afin que la réponse soit aussi satisfaisante que possible.

Je suis tout à vous.

Le vice-président (M. Jackson): Questions sur les prévisions budgétaires. Madame Gagnon.

Mrs. Gagnon (Québec): I do not have any questions, but I would like to put a motion for which we gave notice this morning.

Le vice-président (M. Jackson): Si vous le permettez, nous nous sommes entendus sur un ordre du jour, qui est exposé ici et nous traiterons donc de ce point à la fin de la séance.

Mrs. Gagnon: Are you going to add it to the order of the day?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): I see Mrs. Gagnon has an additional motion. If this motion is to be put, Mrs. Gagnon, I think each member should know of it, so you should have a copy for them or-

Mrs. Gagnon: Yes, we have a copy.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): She wants to know if it could be put on the work plan for today.

Mr. Assadourian (Don Valley North): We accepted this agenda as is, right?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Yes, we did.

Mr. Assadourian: If you're going to make any additions to the agenda, then we have to vote for it. Is that the idea?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): I would say so, yes.

Ms Clancy.

Ms Clancy (Halifax): If I might just say, Mr. Chair, since we have officials from the department who are here on a limited time basis, perhaps we could deal with the deputy minister and the officials from the department, and at the end of the presentation and those questions we would then deal with Madam Gagnon's motion—perhaps in camera.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): We will proceed with this, and at the end we will air this, whether we deal with it or not, whether we postpone it or not - whatever. We'll deal with that question later on.

We're on the estimates. To this committee these estimates and the way they're outlined is very new, so when we're referring to any particular section, could you tell them where they could find it in the book and maybe give a brief outline of it; it will be helpful. I think it would be really great for the committee if they know exactly where we're at.

Mr. Harder: Mr. Chair, would it be helpful if I ask our finance director general to perhaps just do an outline of how the votes are structured? That might give you a bit of a program guide to the estimates.

Brent, could you do that?

General. **Financial** Mr. Brent Dibartolo (Director Management, Department of Citizenship and Immigration): Yes, certainly. As members are aware, estimates appropriations are approved on the basis of programs, not departmental level. In the case of the citizenship department, we have divided appropriations between two programs. One is the citizenship program, in which we're seeking approval of one-vote program expenditures, which include salaries, operating, minor capital, the total expenditures for that program.

[Traduction]

Le vice-président (M. Jackson): Je vois que Mme Gagnon a une autre motion. Si cette motion doit être présentée, M^{me} Gagnon, je pense que tous les membres devraient en être informés, et il faudrait donc que vous leur en remettiez une copie ou...

Mme Gagnon: Oui, nous en avons une copie.

Le vice-président (M. Jackson): Elle aimerait savoir si l'on peut l'ajouter à notre programme de travail d'aujourd'hui.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Nous avons accepté l'ordre du jour tel quel, n'est-ce pas?

Le vice-président (M. Jackson): Oui, c'est juste.

M. Assadourian: Si nous devons y apporter une modification, nous devons voter. N'est-ce pas?

Le vice-président (M. Jackson): Je dirais que oui.

Madame Clancy.

Mme Clancy (Halifax): Si vous le permettez, monsieur le président, puisque nous accueillons des hauts fonctionnaires du ministère qui n'ont pas tout leur temps à nous consacrer, peut-être pourrions-nous d'abord accueillir le sous-ministre et les hauts fonctionnaires du ministère, quitte, à la fin de l'exposé et des questions, à traiter de la motion de Mme Gagnon-peut-être à huis clos.

Le vice-président (M. Jackson): C'est ce que nous allons faire, et à la fin nous reviendrons sur ce point, pour voir si nous traiterons de cette motion ou non, si nous en retarderons l'étude ou non-nous verrons. Nous reviendrons sur cette question plus tard.

Nous examinons les prévisions budgétaires. La façon dont ces prévisions budgétaires sont présentées sont une nouveauté pour notre comité. Voilà pourquoi, quand vous vous reportez à un crédit en particulier, auriez-vous l'obligeance de nous dire où il se trouve et peut-être aussi de nous en donner une brève description; cela nous serait utile. Je pense qu'il serait très intéressant pour le Comité de savoir exactement où nous en sommes.

M. Harder: Monsieur le président, serait-il bon que je demande au directeur général des finances d'exposer brièvement la structure des crédits? Cela pourrait vous servir d'introduction aux prévisions budgétaires.

Brent, si vous voulez bien le faire.

M. Brent Dibartolo (directeur général, Gestion financière, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Oui, certainement. Comme vous le savez, les prévisions budgétaires et les affectations de crédits sont autorisées en fonction des programmes et non pas à l'échelle ministérielle. Dans le cas du ministère de la Citovenneté et de l'Immigration, la totalité de nos affectations de crédit sont divisées en deux programmes. D'abord, le programme de la citoyenneté, où nous demandons l'approbation de dépenses de programme correspondant à un crédit, ce qui inclut la rémunération, les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital secondaire, l'ensemble des dépenses pour ce programme.

• 1140

The second program is the immigration program, which includes not only immigration directly but all of the corporate and departmental support for the entire program. In this case, we have three separate votes for which we're seeking l'occurrence, nous avons trois crédits distincts pour lesquels

Le second programme est celui de l'immigration, qui inclut non seulement l'immigration en tant que telle mais tout le soutien ministériel pour l'ensemble du programme. En

appropriations. First there are the operating expenditures for nous demandons des autorisations. D'abord, les dépenses the program, which are salaries, other personnel costs and nonsalary operating costs. There's a separate capital expenditures vote, given that the capital in this case exceeds \$5 million. which is the threshold for which the public accounts committee established the requirement for a separate vote.

Finally, for grants and contributions, again, given that they're significantly over the \$5 million threshold, there is a separate vote being requested for them.

I gather from the agenda today that the three votes in the immigration program are those for which deliberations are planned this morning. The description and the estimates for that program are covered under section three, with details of the spending plans, the information on the program itself and the activities conducted within the program.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): At our last meeting, I raised the issue of the LINC program, the problems the community colleges are having, and the federal government's unwillingness to pay the salary obligations that might be part and parcel of collective bargaining. You said bring it up later. Is now the time?

Mr. Harder: Yes. I'll have Mr. Tsaï respond in detail, and I'll just position our department's perspective on this. The limited dollars we have for language training, we seek to apply to the maximum number of immigrants to meet the need. We do this through service providers, under contract, who must meet a certain standard of instruction and performance so that we can reach as many with the identified need as possible.

The issue you raise is one where community colleges have had some difficulty in some locations being competitive with other service providers because of salary arrangements they have entered into for their teachers in general.

Mr. Knutson: Right.

Mr. Harder: I'm going to ask Mr. Tsaï to detail the view we have with respect to those service providers.

Mr. Georges Tsaï (Assistant Deputy Minister, National Service Sector, Department of Citizenship and Immigration): Thank you, Mr. Chair. The service provider organizations, which provide the service on our behalf, cannot use settlement funds to cover non-mandatory benefits for their employees. This is done under an operational guideline that was provided to all regional officials in order to provide the pertinent and consistent interpretation of the wage and salary freeze and the non-coverage of fringe benefits.

Now it is true, Mr. Chair, that this operational guideline created some concerns for the community colleges, and there was a meeting that took place last week between representatives of the ACCC and the departmental officials. We are examining very carefully their representations and will be in touch with them early next week.

[Translation]

d'exploitation pour le programme, ce qui inclut la rémunération. d'autres dépenses liées au personnel ainsi que des coûts de fonctionnement autres que la rémunération. Il existe un crédit distinct de dépenses en capital, étant donné que dans ce cas-ci le capital dépasse 5 millions de dollars, seuil au-delà duquel le comité des comptes publics exige un crédit distinct.

Enfin, pour ce qui est des subventions et contributions, encore là. étant donné qu'elles dépassent largement le seuil de 5 millions de dollars, on exige un crédit distinct.

J'en déduis, étant donné l'ordre du jour d'aujourd'hui, que les trois crédits du programme d'immigration sont ceux sur lesquels les délibérations vont porter ce matin. La description et les prévisions budgétaires correspondant à ce programme se trouvent à la section 3, ainsi que les détails concernant les plans de dépenses, de l'information sur le programme même et les activités réalisées dans le cadre de celui-ci.

M. Knutson (Elgin-Norfolk): À la dernière séance, i'ai soulevé la question du Programme d'enseignement individuel canadien, le PEIC, les problèmes des collèges communautaires ainsi que le refus du gouvernement fédéral de verser des fonds pour le versement d'une rémunération qui pourrait être visé par une entente de négociation collective. Vous aviez dit de reposer la question. Est-ce le moment?

M. Harder: Oui. Je vais demander à M. Tsaï d'y répondre en détail, mais je vais auparavant exposer la position du ministère sur ce point. Compte tenu du budget limité que nous avons pour la formation linguistique, nous essayons d'en faire bénéficier le plus grand nombre d'immigrants admissibles. Nous le faisons en ayant recours à des prestataires de service, embauchés à contrat, qui doivent respecter certaines normes en matière d'enseignement et de rendement afin que nous puissions en faire bénéficier le plus grand nombre possible d'immigrants qui en ont besoin.

La question que vous posez concerne des collèges communautaires qui ont eu du mal dans certains endroits à concurrencer d'autres prestataires de service en raison d'ententes salariales qu'ils avaient conclues avec leur corps professoral.

M. Knutson: C'est vrai.

M. Harder: Je vais demander à M. Tsaï d'exposer notre point de vue sur ces prestataires de service.

M. Georges Tsaï (sous-ministre adjoint, Secteur du service national, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Merci, monsieur le président. Les organisations qui en notre nom fournissent des services ne peuvent pas utiliser des fonds d'établissement pour offrir à leurs employés des avantages sociaux facultatifs. Il en est ainsi en vertu d'une directive de fonctionnement qui a été transmise à tous les responsables régionaux afin que soit uniformément et correctement interprété le concept de gel des salaires et le non-paiement des avantages sociaux.

Il est bien vrai, monsieur le président, que cette directive de fonctionnement a inquiété les collèges communautaires. Une réunion a du reste eu lieu la semaine dernière entre des représentants de l'ACCC et des hauts fonctionnaires du ministère. Nous examinons très attentivement leurs doléances et communiquerons avec eux au début de la semaine prochaine.

Mr. Knutson: Can I just make a comment. Around the whole issue of training, whether it's industrial training or language training, it seems to me it would be in our interests that we have established institutions we trust, both on the level of competency and on the level of service, and that the community colleges would be part of that partnership—these types of things, where they can't count on year-over-year funding or we change the rules on them without reference to their obligations. A break in that relationship, I don't think, is in our long-term interest.

• 1145

Mr. Harder: Your point is well taken. We have, I believe, a good working relationship with our service providers. Community colleges are not our only service providers. The standard that all providers must perform at is uniform.

Mr. Knutson: The community colleges might debate that.

Mr. Harder: Yes, and the other service providers would debate it as well.

I guess the approach we take as a department is, how do we maximize the dollars we have for language training to have as many immigrants as possible benefit from the program at the quality we establish as the benchmark for delivering the program?

Mr. Knutson: I'll leave that point and move to the other point I raised last week, the Ontario question of money being spent on settlement funds disproportionate to the amount of immigrants we receive. I haven't heard anyone debate the factwe debate whether it's 60% or 55% — but the general inequity hasn't been denied. Maybe you can explain how that's developed. Is it a concern? If it's not a concern, why is it not a concern? If it is a concern...

Mr. Harder: What are we doing about it?

Mr. Knutson: Yes.

Mr. Harder: First of all, I think the facts are more or less understood. The integration dollars that are provided through the Canada-Quebec accord to Quebec for delivery of the program are part and parcel of that agreement. The negotiations that concluded that agreement ensured that the level of funding would meet certain benchmarks as the accord progressed from year to year. The increments were provided for.

In the rest of Canada, the language training and other integration dollars have been subject to a series of budget reductions or other increased limiting. We have more money, but not at the same level. The estimates you have before you today, for example, have a \$7 million increase for language training outside Quebec. But that still doesn't match the per immigrant spending that is provided for in the Canada-Quebec accord to Quebec. The important question is, what are we doing about it?

[Traduction]

M. Knutson: Puis-je ajouter quelque chose. Au sujet de toute la question de la formation, qu'il s'agisse de formation professionnelle ou linguistique, il me semble que nous aurions intérêt à faire appel à des institutions bien établies en qui nous avons confiance, tant en ce qui a trait à leur compétence qu'au niveau des services qu'elles offrent, et il faudrait que les collèges communautaires adhèrent à ce partenariat—dans le cas d'ententes où l'on ne peut pas compter sur un financement d'année en année ou encore lorsque nous changeons les règles qu'on leur applique sans tenir compte de leurs obligations. La rupture de ce lien ne me semble pas servir nos intérêts à long terme.

M. Harder: Nous comprenons bien votre point de vue. J'estime que nous avons de bonnes relations avec nos prestataires de service. Les collèges communautaires ne sont pas nos seuls prestataires de service. La norme que tous doivent respecter est uniforme.

M. Knutson: Les collèges communautaires pourraient le contes-

M. Harder: Oui, et les autres prestataires de service également.

En tant que ministère, ce que nous nous demandons, c'est comment tirer le maximum des fonds dont nous disposons pour la formation linguistique de manière que le plus grand nombre possible d'immigrants bénéficient, dans le cadre de ce programme, du niveau de qualité que nous recherchons en le réalisant?

M. Knutson: J'aimerais maintenant aborder l'autre point que j'avais soulevé la semaine dernière, soit la question qui se pose en Ontario au sujet des fonds dépensés pour l'établissement qui sont sans rapport avec le nombre d'immigrants que nous accueillons. Je n'ai entendu personne en débattre—nous nous demandons s'il s'agit d'un taux de 60 p. 100 ou de 55 p. 100-mais personne n'a nié que dans l'ensemble il y avait iniquité. Peut-être pouvez-vous expliquer comment on en est arrivé là. La situation est-elle préoccupante? Dans le cas contraire, pourquoi ne l'est-elle pas? Si elle l'est. . .

M. Harder: Que faisons-nous à ce sujet?

M. Knutson: Oui.

M. Harder: D'abord, je pense que la situation est plus ou moins bien comprise. Les fonds d'intégration fournis au Québec grâce à l'accord Canada-Québec pour la réalisation de programmes font partie de cette entente. Les négociations qui en ont permis la conclusion garantissaient que le niveau de financement atteindrait certains niveaux au fil des ans. Les augmentations ont été accordées.

Pour le reste du Canada, les fonds affectés à la formation linguistique et à d'autres mesures d'intégration ont subi des compressions budgétaires ou n'ont pas augmenté autant que prévu. Nous disposons de plus d'argent, mais pas au même niveau. Selon les prévisions budgétaires que vous avez en main, par exemple, la formation linguistique hors Québec enregistre une augmentation de 7 millions de dollars. Toutefois, on n'atteint toujours pas ainsi le niveau de dépenses par immigrant dont bénéficie le Québec aux termes de l'accord Canada-Québec. Ce qu'il faut se demander, c'est ce que nous faisons à ce sujet?

The Government of Canada doesn't have a magic wand to equalize or to top up spending on a per immigrant basis. But we are working with the provinces, through the negotiations that are now under way, with Ontario in particular because that's really where the issue is, to see how we can coordinate our programs better to maximize the effort. In addition to that, the previous government did top up language training dollars outside Quebec to some amount, but there's still a disparity.

One of the issues we are examining in the consultations process is the whole issue of integration—what is the appropriate level and what is the appropriate intervention. From our research we know that language training is the single most effective intervention you can provide to an immigrant to ensure integration and an ability to move up the economic scale.

As a department, our core value in terms of integration is language training dollars. We are doing everything we can to protect that funding and to work with others to lever our programs to benefit the immigrants more appropriately. At the end of a day, this is a funding issue, which I'm sure the Government of Canada will want to look at in the context of the consultations that are under way.

Mr. Knutson: Do I understand that you're saying the Canada—Quebec accord might have been struck in a more generous time and we were therefore locked into...?

Mr. Harder: Yes.

Mr. Knutson: We're not in such a generous time. Ontario, for example, doesn't have that accord; it wasn't protected and it's funding is cut.

Mr. Harder: That's correct.
Mr. Knutson: Is that the core?

• 1150

Mr. Harder: Yes. The funding for the Canada-Quebec accord is under the grants and contributions and it is guaranteed in the nature of the accord. Other language training dollars, other integration dollars, have been subject to the series of reductions the Government of Canada has experienced. I should say that in the last budget language training and adjustment assistance were not subject to the 5% reduction in grants and contributions. To that extent language dollars have been at least not reduced.

Mr. Knutson: Do I still have more time?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): I think we'll move to Mrs. Hayes. We'll get you on the next round if you want to make a list of those questions.

Mr. Harder: But you've put your finger on a very important part of the program—language training dollars.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mrs. Hayes.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): Could you just clarify what is the term of the Canada—Quebec accord, or is there a term, where this funding is guaranteed?

[Translation]

Le gouvernement du Canada n'a pas de baguette magique pour égaliser ou compléter les dépenses par immigrant qu'on engage. Cependant, nous travaillons de concert avec les provinces, et des négociations sont en cours avec l'Ontario en particulier parce que c'est vraiment là que la question se pose, afin de voir comment nous pouvons coordonner nos programmes pour en tirer le meilleur parti. De plus, le gouvernement précédent avait versé des fonds supplémentaires à la formation linguistique hors Québec, mais un écart subsiste.

Une des questions que nous examinons durant les consultations, c'est toute la question de l'intégration—quel est le niveau approprié et quelle est l'intervention appropriée. D'après nos recherches, nous savons que la formation linguistique demeure la mesure d'intervention la plus efficace dont on puisse faire bénéficier un immigrant pour en assurer l'intégration et le rendre plus apte à améliorer sa situation financière.

En tant que ministère, l'élément clé de l'intégration demeure le financement de la formation linguistique. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour protéger ce financement et travailler avec d'autres pour mettre en place nos programmes de manière à mieux servir les immigrants. Au bout du compte, c'est une question de financement, ce que, j'en suis certain, le gouvernement du Canada voudra examiner à la faveur des consultations en cours.

M. Knutson: Dois-je comprendre que vous dîtes que l'accord Canada-Québec a peut-être été conclu à une époque plus faste et que vous avez donc été pris dans. . .?

M. Harder: Oui.

M. Knutson: Nous ne vivons plus à une époque aussi faste. L'Ontario, par exemple, n'a pas d'accord de ce genre; il n'a pas été protégé et son financement a été réduit.

M. Harder: C'est juste.

M. Knutson: Est-ce là l'élément clé?

M. Harder: Oui. Le financement de l'accord Canada-Québec relève des subventions et contributions et il est garanti par l'accord lui-même. D'autres fonds destinés à la formation linguistique dans le cadre de l'intégration, ont été assujettis à diverses compressions budgétaires qu'a imposé le gouvernement du Canada. Je dois dire que dans le dernier budget, la formation linguistique et l'aide à l'adaptation ont échappé à la réduction de 5 p. 100 imposé aux subventions et contributions. Dans cette mesure au moins les fonds destinés à la formation linguistique n'ont pas été réduits.

M. Knutson: Ai-je encore un peu de temps?

Le vice-président (M. Jackson): Je pense que nous allons céder la parole à M^{me} Hayes. Nous allons vous inscrire pour la prochaine ronde si vous voulez établir une liste de ces questions.

M. Harder: Vous avez mis le doigt sur un aspect très important du programme—le financement de la formation linguistique.

Le vice-président (M. Jackson): Madame Hayes.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Pourriez-vous nous dire quelle est la durée de l'accord Canada-Québec, ou est-il d'une durée déterminée, dans lequel ce financement est-il garanti?

Mr. Harder: The compensation package is 1991–1995, with a ormula guaranteeing a future minimum of \$90 million annually.

Mrs. Hayes: In perpetuity?

Mr. Harder: Yes.

Mrs. Hayes: Really?

Mr. Harder: Yes. So the negotiations were an escalating up and topping off at a certain level.

Mrs. Hayes: Are accords generally struck in perpetuity like that?

Mr. Harder: This is the only agreement of this kind in the mmigration program. That shouldn't be a surprise in the sense that Quebec has had 25 years of experience in the immigration program and has had, over the course of that period, a number of agreements between the federal government and the Quebec government on the lelivery of the program and services.

What the Canada–Quebec accord did is transfer to the Province of Quebec integration and language training programs, and it recognized the existence of Quebec's efforts on independent immigration, which is a component of the overall program. It also, by the way, recognized Canada's role in family class, in refugee, and in overall mmigration levels.

Mrs. Hayes: My main question is this. I know language raining is important, and you've said it's such an integral and mportant part of trying to get an integration of new arrivals nto the Canadian scene. Something that concerns my own constituents, I know, who have looked at the LINC program and various programs that are available, is that there seems to be a plethora of language training programs out there, delivered not only by Immigration but also by other departments as well perhaps.

Mr. Harder: In terms of newcomer programs, there are two. One is the LINC program, which is the major initiative for newcomers by the Government of Canada; the other is the labour market language training program, which is designed for newcomers to advance within the labour market. That is a smaller percentage of the overall federal dollars.

LINC money was designed to try to reach the maximum number of immigrants to give them the benefit of integrating into the economy and in that sense pulling themselves up the economic ladder

The LMLT, the labour market program, is 20% of the overall language dollars and is administered by Human Resources through the Canada Employment Centres.

Mrs. Hayes: That was one area where I noticed there was language training available.

Mr. Harder: That's the only newcomer program other than LINC.

Mrs. Hayes: Is there anything in Heritage Canada? There are volunteer programs within communities—

[Traduction]

M. Harder: L'accord porte sur les années 1991 à 1995, et une formule garantit que par la suite on versera au moins 90 millions chaque année.

Mme Hayes: À perpétuité?

M. Harder: Oui.

Mme Hayes: Vraiment?

M. Harder: Oui. Les négociations prévoyaient une certaine progression puis l'imposition d'un plafond à un certain niveau.

Mme Hayes: Est-ce une pratique courante que de conclure des accords à perpétuité comme celui-là?

M. Harder: C'est la seule entente de ce genre dans le programme d'immigration. Cela ne devrait pas vous étonner étant donné que le Québec a une expérience de 25 ans dans le domaine des programmes d'immigration et qu'au cours de cette période il a conclu de nombreuses ententes avec le gouvernement fédéral relativement à l'exécution du programme et à la prestation de services.

En fait l'accord Canada-Québec a transféré au Québec les programmes d'intégration et de formation linguistique, et il reconnaît les efforts que fait cette province dans le domaine de l'accueil des immigrants indépendants, qui est une composante du programme global. Il reconnaît aussi, soit dit en passant, le rôle que joue le Canada pour ce qui est de la catégorie de la famille, des réfugiés et de l'ensemble des niveaux d'immigration.

Mme Hayes: Voici ma principale question. Je sais que la formation linguistique est importante, et vous avez vous-mêmes dit qu'elle constitue un élément intégral et capital pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivants. Mes électeurs qui ont examiné le programme d'enseignement individuel canadien, le PEIC, et divers autres programmes sont préoccupés, je le sais par, semble-t-il, la pléthore de programmes de formation linguistique, qui sont offerts non seulement par le ministère de l'Immigration mais par d'autres ministères également.

M. Harder: Pour ce qui est des programmes offerts aux nouveaux arrivants, il y en a deux. D'abord le PEIC, qui est un important programme que le gouvernement du Canada offre aux nouveaux venus; l'autre, c'est le programme de formation linguistique relié au marché du travail, le FLMT, qui vise à permettre aux nouveaux immigrants de se faire une place sur le marché du travail. Il accapare une moindre part des fonds fédéraux.

Le FLMT est financé dans le but de donner au plus grand nombre possible d'immigrants la chance de s'intégrer à la vie économique et partant de là de gravir les échelons.

Le FLMT, le programme de formation linguistique relié au marché du travail, représente 20 p. 100 de l'ensemble des fonds affectés à la formation linguistique et est géré par les Ressources humaines par l'intermédiaire des Centres d'emploi du Canada.

Mme Hayes: C'est un secteur où j'avais constaté qu'on offrait une formation linguistique.

M. Harder: C'est le seul autre programme offert aux nouveaux arrivants, outre le PEIC.

Mme Hayes: Y a-t-il quelque chose à Héritage Canada? Il y a des programmes de bénévoles dans les collectivités. . .

Mr. Harder: No, the only thing that Heritage has is funding for heritage languages, but that has nothing to do with English or French training.

Mrs. Hayes: Okay.

• 1155

Mr. Harder: And, as my colleague reminds me, there is, within Heritage Canada, support for French minority language training outside Quebec. That's at Heritage.

Mrs. Hayes: So there's a French training program outside Quebec within the Heritage Canada program.

Mr. Harder: Yes, but that's for Canadians, not newcomers.

Mrs. Hayes: Language training for Canadians as opposed to newcomers is an area of contention.

Mr. Harder: Yes, the program sometimes is criticized for not providing language training for Canadian citizens.

As a department, we are mandated to provide language training for newcomers. Canadian citizens are expected to have a level of language knowledge in the first place, to gain citizenship. They ought to have the resources, in greater proportion than the immigrant or newcomer, to benefit from other language training programs in community colleges or whatever.

Mrs. Hayes: The LINC program does more than language training in some facets, does it not?

Mr. Harder: Yes, LINC tries to utilize language training to teach the skills you need to integrate into society. Language isn't a sterile conveyance. LINC tries to use the opportunity of language instruction to teach the newcomer some of the appropriate ways to survive in the community: going to a grocery store; doing a transaction; how to make a doctor's appointment, and those sorts of activities. The language training dollars are for language training, not income support while you are on language training. We're entirely focused on language training.

Mrs. Hayes: Is there a facility for specific skills training as well, such as computer training, within the LINC program? Is there a bridge there?

Mr. Harder: There is not a specific program as such, but some of the service providers do give some elementary skills awareness as part of the instruction. I visited a class in Vancouver, for example, where they were providing some very basic computer or keyboard information. It was not for use in labour market but for language instruction.

Mrs. Hayes: Would LINC funds be used for training in that situation?

Mr. Harder: They could be, but in that example they were linking language training with some skills that are useful.

[Translation]

M. Harder: Non, la seule chose qu'offre Heritage Canada c'est le financement de l'enseignement des langues patrimoniales, mais cela n'a rien à voir avec l'enseignement du français ou de l'anglais.

Mme Hayes: Très bien.

M. Harder: Comme mon collègue me le rappelle, il y a, à Héritage Canada, un appui à l'enseignement du français aux francophones hors Québec. C'est à Héritage Canada.

Mme Hayes: Héritage Canada offre donc un programme de formation du français à l'extérieur du Québec.

M. Harder: Oui, mais ce programme est destiné aux Canadiens et non pas aux nouveaux immigrants.

Mme Hayes: Le fait d'offrir une formation linguistique aux Canadiens plutôt qu'aux nouveaux arrivants suscite du mécontentement.

M. Harder: Oui, on reproche parfois au programme de ne pas offrir de formation linguistique aux citoyens canadiens.

En tant que ministère, nous sommes mandatés pour offrir une formation linguistique aux nouveaux arrivants. Les citoyens canadiens sont censés avoir dans un premier temps acquis un niveau de connaissances linguistiques suffisantes pour obtenir la citoyenneté. Ils sont sensé être mieux en mesure que les nouveaux immigrants de s'inscrire à d'autres programmes de formation linguistique offerts dans des collègues communautaires ou ailleurs.

Mme Hayes: Le PEIC offre plus que de la formation linguistique, à certains égards, n'est-ce pas?

M. Harder: Oui, le PEIC passe par la formation linguistique pour enseigner les connaissances nécessaires d'intégration à la société. On ne s'en tient pas strictement à la formation linguistique. Le PEIC part de la formation linguistique pour enseigner aux nouveaux arrivants comment s'y prendre pour se tirer d'affaire: comment faire son marché; conclure un marché; comment prendre un rendez-vous chez le médecin, ce genre de choses. Les fonds destinés à la formation linguistique servent à la formation linguistique. Il ne s'agit pas d'une mesure de soutien du revenu qu'on vous verse pendant que vous suivez un cours de langue. Nous nous concentrons entièrement sur la formation linguistique.

Mme Hayes: Y a-t-il une installation pour l'enseignement de connaissances particulières, comme l'informatique, dans le programme PEIC? Y a-t-il un lien?

M. Harder: Il n'y a pas de programme particulier, mais certains des prestataires de services offrent également une sensibilisation à certaines connaissances de base. J'ai visité une classe à Vancouver, par exemple, où l'on offre des cours d'initiation à l'informatique ou à la clavigraphie. Cet enseignement n'est pas axé sur l'intégration au marché du travail mais sur la formation linguistique.

Mme Hayes: Dans ces cas-là, utiliserait-on des fonds du programme PEIC?

M. Harder: C'est possible, mais dans le cas dont je viens de parler on liait la formation linguistique à certaines connaissances qu'il est bon d'avoir.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): Can you explain a little about quality control in the LINC program? I am also quite concerned about the program. What kind of mechanism do you have to make sure the instruction is of a high quality?

Mr. Harder: I'm going to ask Mr. Tsaï to respond, but I just want to put it in context. The LINC program is a couple of years old and it is going through a program evaluation phase.

We work very closely with educators to determine what the appropriate benchmarks ought to be. I learned very quickly that how to benchmark language progress is a fairly controversial issue in the academic community.

Georges, perhaps you could comment.

Mr. Tsaï: There is not very much to add to the information provided by the deputy minister. There is a national working group on language benchmarks in place. A draft set of benchmarks will be available for testing by this spring and should be finalized in 1995.

Would you like to know more about the benchmarks?

• 1200

Mr. Bryden: You don't have to do it here, but yes—a description of the program targets if you have them fully formulated.

Mr. Harder: What we could do, Mr. Bryden, is convey to you in writing some of the benchmark stuff. If you would like we could follow up by having one of our officials discuss with you the nature of the relationship we have with our academic advisers.

Mr. Bryden: As you are very aware, it is a controversial area.

Mr. Harder: Yes.

Mr. Bryden: The second question is on another area. Do you have available a detailed list of transfer payments?

I had occasion to look at the public accounts. I don't know whether the estimates are where one can obtain this, but I certainly had occasion to look at the public accounts. I found it very interesting to go through—firm by firm and group by group—the actual transfers. Is that kind of information available at this stage?

Mr. Harder: It's not in here, but we do have literally hundreds of service providers with whom we engage. What I could do is provide you with a list of those.

Mr. Bryden: Yes. I guess what I'm aiming at here is when I look at something like this and it says "Adjustment assistance, \$51 million", where's that \$51 million going? I'd like to see that so I'd be better informed.

Mr. Harder: We engage service providers to deliver the programs for us. We have found that more cost effective in the sense that we don't have to have a departmental infrastructure to deliver the program by officials. We've also found it a good way of creating linkages with immigrant and refugee support groups in sort of the non-purchased portion of integration.

[Traduction]

M. Bryden (Hamilton — Wentworth): Pouvez-vous nous parler un peu du contrôle de la qualité au programme PEIC? Je suis aussi assez préoccupé par ce programme. De quels mécanismes disposezvous pour vous assurer que l'enseignement est de grande qualité?

M. Harder: Je vais demander à M. Tsaï de répondre, mais je vais d'abord mettre les choses en perspective. Le programme PEIC ne date que de un ou deux ans et on est entrain de l'évaluer.

Nous travaillons en très étroite collaboration avec des éducateurs pour définir quels devraient être les instruments de mesure. Je me suis très vite rendu compte que dans le monde de l'enseignement la façon d'évaluer les progrès linguistiques suscite toute une controverse.

Georges, vous avez peut-être quelque chose à ajouter.

M. Tsaï: Il n'y a pas vraiment grand chose à ajouter à ce que vient de dire le sous-ministre. On a mis en place un groupe de travail national qui s'occupe d'évaluer la performance. Un ensemble de mesures d'évaluation de la performance pourra être mis à l'essai dès le printemps et devrait être prêt en 1995.

Voulez-vous en savoir plus au sujet des mesures d'évaluation de la performance?

M. Bryden: Inutile de le faire maintenant, mais oui. . . j'aimerais avoir une description des objectifs du programme si vous pouvez en fournir une description complète.

M. Harder: Ce que nous pouvons faire, monsieur Bryden, c'est de vous transmettre par écrit certaines des mesures d'évaluation de la performance. Si vous le désirez, nous pouvons même faire en sorte qu'un des hauts fonctionnaires discute avec vous du genre de relation que nous avons avec nos conseillers pédagogiques.

M. Bryden: Comme vous le savez, la question est controversée.

M. Harder: Oui.

M. Bryden: La deuxième question traite d'un autre sujet. Avez-vous une liste détaillée des paiements de transfert?

J'ai eu l'occasion d'examiner les comptes publics. Je ne sais pas si on peut trouver ce renseignement dans les prévisions budgétaires, mais j'ai eu l'occasion d'examiner les comptes publics. J'ai trouvé très intéressant de regarder les transferts. . . entreprise par entreprise et groupe par groupe. Est-ce le genre d'information dont on dispose à cette étape?

M. Harder: Ça ne se trouve pas ici, mais nous faisons effectivement affaire avec des centaines de prestataires de services. Ce que je peux faire, c'est de vous en remettre la liste.

M. Bryden: Oui. Ce que j'aimerais savoir, quand je vois «aide à l'adaptation, 51 millions de dollars», c'est où vont ces 51 millions de dollars? J'aimerais avoir ces renseignements pour être mieux informé.

M. Harder: Nous embauchons des prestataires de services pour réaliser les programmes en notre nom. Nous avons constaté que c'était moins coûteux parce que nous n'avons pas à fournir une infrastructure ministérielle pour que les fonctionnaires exécutent le programme. Nous y avons aussi vu une bonne façon d'établir des liens avec les groupes d'appui aux réfugiés et aux immigrants ce qui constitue en quelque sorte une activité d'intégration non rémunérée.

Mr. Bryden: I would say adjustment assistance and immigrant settlement and adaptation are probably the two areas I would be most interested in seeing the breakdown of.

Mr. Harder: I can provide that, and we could also do a description of ISAP and Host, which are two relatively small but we think quite effective programs for linking—in the case of Host, for example—volunteers who, on their own time, help newcomers and welcome them into the community. All we provide is the public relations outreach to bring the volunteers in and match them with newcomers.

The adjustment assistance program was principally designed to provide the dollars for the federal government to fund overseas selected refugees. It's the mechanism by which overseas selected refugees are sustained for their first twelve months in Canada. That's the principal core aspect of the program.

Mr. Bryden: Thank you.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mr. Harder, I just want to remind you that any information asked for by one member of this committee should be shared. We don't hide information from the rest of the people. They should all have a copy.

We go to Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian: Thank you.

The fee for immigration application started at, I think, \$98 a few years ago and went up to \$450. Is that because you want to maintain cost recovery? Or do you still have a deficit in the operation of the immigration application process?

Mr. Harder: Both.

Mr. Assadourian: How much deficit is there on average?

Mr. Harder: Let me put it this way, because it's difficult to describe as a deficit. The immigration program contributes to the Government of Canada's overall cost recovery approach in that a certain percentage of the fees we charge is sent to the consolidated revenue fund and is in the statements by the Minister of Finance on the fiscal plan.

A significant proportion—about 50%—is returned to the program as part of how we fund the immigration program. As you point out, the cost recovery fees have become fairly significant and are a significant component of our funding base and will continue to be important as we work through tough budgetary times.

• 1205

The program as a whole will balance out in the course of this year on the basis of both the funding that is provided here in the estimates and the cost recovery portion of our fee for service.

[Translation]

M. Bryden: Je dirais que l'aide à l'adaptation ainsi que l'établissement des immigrants et leur adaptation sont sans doute les deux volets dont j'aimerais le plus avoir une ventilation.

M. Harder: Je peux vous la fournir, et nous pourrions aussi vous donner une description du Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants, le PEAI, et du Programme d'accueil pour les réfugiés, qui sont deux petits programmes de liaison mais qui nous semblent assez efficaces—dans le cas du Programme d'accueil pour les réfugiés, par exemple—des bénévoles donnent de leur temps pour aider de nouveaux arrivants et les accueillir dans la collectivité. Tout ce que nous fournissons c'est un service de relations publiques pour réunir les bénévoles et leur faire rencontrer de nouveaux arrivants.

Le Programme d'aide à l'adaptation visait d'abord et avant tout à fournir des fonds pour que le gouvernement fédéral finance les réfugiés sélectionnés à l'étranger. C'est un mécanisme qui permet d'offrir aux réfugiés sélectionnés à l'étranger un soutien pendant les douze premiers mois qu'ils passent au Canada. C'est le but principal du programme.

M. Bryden: Merci.

Le vice-président (M. Jackson): Monsieur Harder, je veux simplement vous rappeler que toute information que réclame un membre du comité doit être partagée avec les autres. Nous ne soustrayons aucune information à l'attention des autres. Ils devraient donc en recevoir une copie.

Nous passons maintenant à monsieur Assadourian.

M. Assadourian: Merci.

Je crois savoir que les frais de demande d'immigration étaient de 98\$ il y a quelques années et qu'ils sont maintenant de 450\$. Est-ce parce que vous voulez continuer à adhérer au principe du recouvrement des frais? Ou le fonctionnement des services de traitement des demandes d'immigration accuse-t-il toujours un déficit?

M. Harder: Les deux.

M. Assadourian: À combien se situe le déficit en moyenne?

M. Harder: Il est difficile de parler vraiment de déficit; disons que le programme d'immigration fait partie de la démarche en vue du recouvrement des frais du gouvernement du Canada dans la mesure où un certain pourcentage des frais que nous exigeons est versé au Trésor et figure dans les relevés du ministre des Finances sur le plan financier.

Une part importante—environ 50 p. 100—est remise au programme pour le financement du programme d'immigration. Comme vous le dîtes, les droits exigibles sont maintenant assez élevés et représentent une part appréciable de notre financement et le demeureront tant que nous serons soumis à des contraintes budgétaires.

Le programme, dans son ensemble, s'équilibrera au cours de l'année grâce tant au financement assuré ici dans les prévisions budgétaires qu'à la politique de rémunération des services.

Mr. Assadourian: How much do tourist visas cost?

Mr. Harder: It's in my book here. A visitor's visa is currently \$50 for an individual; a collective certificate is \$40 per person; and multiple entry is \$75, subject to change.

Mr. Assadourian: Would you know how much the average tourist spends in the country? Do you have any idea? It's not in your department?

Mr. Harder: No. That's Industry.

Mr. Assadourian: Okay. You get the money for the visas, though?

Mr. Harder: Overall, the cost recovery dollars are split between the consolidated revenue fund and being provided as part of the way in which the department funds its program.

I am going to let the accountant describe how this process works.

Mr. Dibartolo: We don't get direct credit for any of the revenues that are received. They're all credited directly to the consolidated revenue fund. Obviously, when we are making our submissions to Treasury Board for our overall level of funding, in establishing our appropriation levels they take into consideration the amount of cost recovery we are anticipating.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): That is one part of the budget. If it goes up, it helps the budget out. Right?

Mr. Assadourian: That's what I was trying to get at.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): In dealing with the health programs, I am particularly interested in a statement made by the department regarding testing of immigrants, especially the lack of total testing of every immigrant who comes into the country and the threat that poses to Canadian society. I was informed that an AIDS test is not done very consistently, and even if HIV is indicated, that doesn't necessarily prevent the individual from being accepted here as a permanent resident.

On the overseas health programs, it states something quite clear here. The act establishes basic medical inadmissibility criteria to ensure that immigrants or visitors do not pose a risk to the public health of Canadians and do not place undue burdens on the Canadian health or social services system.

The act talks about excessive demand, determination regulation, but then it qualifies it further. A system has been developed that will result in a medical assessment being based on the defined costs of anticipated health and social services following the applicant's admission.

Does that mean that when the costs reach a certain point the testing stops, or does it mean only an intermittent type of testing? What does it mean?

Mr. Harder: Let me try to describe it, and I am going to signal to my colleague, who has spent a fair amount of time on this issue, to supplement my comments and, if needed, even to correct them.

[Traduction]

M. Assadourian: Combien coûte un visa pour touriste?

M. Harder: J'ai cela ici. Un visa pour touriste coûte 50\$; un certificat collectif coûte 40\$ par personne et un visa pour six jours multiples coûte 75\$, mais ces tarifs peuvent changer.

M. Assadourian: Savez-vous combien un touriste dépense en moyenne au Canada? En avez-vous une idée? Cela ne relève pas de votre ministère?

M. Harder: Non. C'est du domaine du ministère de l'Industrie.

M. Assadourian: Très bien. Vous percevez les frais versés pour les visas, donc?

M. Harder: Généralement, les frais exigibles sont partagés entre le Trésor et servent en partie au financement du programme par le ministère

Je vais laisser le comptable vous décrire comment la chose fonctionne.

M. Dibartolo: Nous n'obtenons pas de crédit direct pour les recettes que nous percevons. Tout est crédité directement au Trésor. Évidemment, quand nous présentons nos demandes au Conseil du Trésor pour obtenir un niveau global de financement, dans l'établissement de nos niveaux de crédit, il est tenu compte des frais exigibles que nous prévoyons percevoir.

Le vice-président (M. Jackson): C'est une partie du budget. S'il y a une hausse, cela améliore votre position budgétaire. N'est-ce pas?

M. Assadourian: C'est ce à quoi je voulais en venir.

M. Hanger (Calgary Nord-Est): Au sujet des programmes de santé, j'ai été particulièrement frappé par une déclaration du ministère au sujet de l'examen des immigrants, et surtout de l'absence d'examen complet de tous les immigrants qui entrent au Canada et je pense à la menace que cela pose à la société canadienne. J'ai appris qu'on ne procède pas de façon très systématique à un examen de dépistage du SIDA et que même si l'on décèle la présence du VIH, cela ne veut pas nécessaire dire que le candidat à l'immigration ne sera pas accepté et ne deviendra pas un résident permanent.

Pour ce qui des programmes de santé à l'étranger, on établit quelque chose bien clairement ici. La loi définit des critères pour juger qu'un candidat est non admissible pour des raisons d'ordre médical et cela afin de s'assurer que des immigrants ou des visiteurs ne présentent pas de risque pour la santé publique et n'imposent pas un fardeau indu au régime canadien des services de santé et de services sociaux.

Dans la loi il est question de fardeau excessif, de la détermination du statut, mais ensuite on établit certaines conditions. On a conçu un système où l'on procèdera à une évaluation médicale et où il sera tenu compte des coûts précis des services sociaux et des services de santé dont le demandeur pourrait avoir besoin une fois admis.

Cela veut-il dire que quand les frais atteignent un certain niveau l'examen cesse, ou cela veut-il simplement dire qu'on procèderait à des examens intermittents? Qu'est-ce que cela veut dire?

M. Harder: Je vais essayer de vous en donner une description et je vais demander à mon collègue, qui a consacré beaucoup de temps à cette question, de compléter mes observations et même au besoin de les corriger.

The responsibility of the immigration program is to ensure that people who would put an excessive demand on Canada's health care system are not provided with immigrant status. However, excessive demand must be defined in a way that meets the standard of the charter. In doing so, what we have established. . .

The draft regulations were published in the *Gazette* last summer for public comment, of which we have received a fair amount. The draft regulations describe a regime whereby we would take diseases by specific cases and determine over a period of five years what the demand on the Canadian health care system would be.

• 1210

efficace.

Five years was felt to be the outside range of an average cost that could be justifiable for charter reasons. What we need to do is work with our doctors within the department to assess a cost per disease, which we can then apply as a grid to would-be immigrants. That's pretty easy in cases where the excessive demand would be quite obvious. It's certainly easy in some cases to say that's not an excessive demand. The difficulty is the grey area, and that is one where our doctors are working together with private doctors to determine the costing, and also with the provinces who are key partners in this to determine what excessive demand is. It would be our hope in the coming months, on the basis of the comments that we've received from the draft regs that were gazetted last summer, to put in place a health screen that protects Canada, meets the charter, and can be administered efficiently and effectively.

Ms Atkinson is the brains behind all of this in the department, and she can add to what I've said.

Ms Joan Atkinson (Director, International Services and Program Coordination, Department of Citizenship and Immigration): I think I would only add that the purpose of the excessive demand regulations was to create a medical inadmissibility screening system that would be much more transparent and objective than the current one.

The current system involves the opinions of two medical officers. The new system will involve much more objective criteria involving a cost cut-off. As the deputy minister has indicated, the cost cut-off and the analysis that goes into determining what the cost is of a particular condition or treatment is being done in consultation with a wide variety of experts in each of the specific fields. Our expectation is that the new system, when it is in place, will be a much more transparent system for all concerned: applicants, their representatives in the provinces, and health care providers across the country.

Mr. Hanger: I'm curious. Out of 250,000 immigrants that would come into the country in a year, how many would be screened?

Ms Atkinson: All immigrants are screened.

[Translation]

Les responsables du programme d'immigration doivent veiller à ce que les gens qui soumettraient à un fardeau excessif le système canadien de soins de santé n'obtiennent pas le statut d'immigrants. Cependant, la notion de fardeau excessif doit être définie d'une manière compatible avec la Charte. Pour se faire, ce que nous avons établi. . .

Le projet de règlements a été publié dans la *Gazette* du Canada l'été dernier afin de donner au public l'occasion de se prononcer, et nous avons reçu pas mal de réponses. Le projet de réglements prévoit une nomenclature des différentes maladies et du fardeau que celles—ci représenteront sur le système de santé au cours d'une période de cinq ans.

L'établissement du coût moyen sur une période de cinq ans peut être justifié aux termes de la Charte. Nous devrons, de concert avec les médecins du ministère, établir un tableau des coûts pour chaque maladie que nous pourrons appliquer aux immigrants éventuels. Les choses seront faciles dans le cas où le fardeau excessif est évident et il en ira de même dans le cas contraire. La difficulté résidera dans les cas de zones grises. Nos médecins veilleront à déterminer les coûts dans de telles situations et à préciser en quoi consiste ce fardeau excessif, de concert avec leurs collègues de médecine privée et les provinces qui sont des partenaires—clés en la matière. Au cours des prochains mois, nous espérons, sur la base des commentaires que nous avons reçus en réaction aux règlements qui ont été publiés dans la Gazette du Canada l'été dernier, nous espérons donc adopter

M^{me} Atkinson, sous l'impulsion de laquelle ce projet sera mis au point pourrait vous en parler plus en détail.

un programme de dépistage qui nous permettra de nous protéger, qui sera conforme aux dispositions de la Charte et dont l'application sera

Mme Joan Atkinson (directrice, Services internationaux et coordination des programmes, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Je pourrais simplement ajouter que la réglementation concernant le fardeau excessif avait pour but de mettre sur pied un système de dépistage médical des personnes qui ne pourraient être admises au Canada, système beaucoup plus transparent et objectif que le système actuel.

Dans le système actuel, le dépistage se fait en tenant compte du point de vue de deux médecins. Le nouveau système aura recours à des critères beaucoup plus objectifs ainsi que d'une ligne de démarcation relative aux coûts. Comme le sousministre l'a dit, cette ligne de démarcation et l'analyse des coûts pour différentes maladies et traitements se feront en consultation avec toutes sortes d'experts dans les différents domaines. Nous nous attendons à ce que le nouveau système, une fois en place, soit beaucoup plus transparent pour tous les intéressés: les demandeurs, leurs représentants dans les provinces et les prestataires de soins du pays.

M. Hanger: J'aimerais savoir combien d'immigrants sur les 250 000 qui arrivent au Canada chaque année font l'objet de dépistage.

Mme Atkinson: Tous les immigrants doivent se prêter à ces tests de dépistage.

Mr. Hanger: When you talk about testing, what kind of a test are you referring to?

Mr. Harder: They must all meet medical requirements. Nobody s not tested, for medical reasons. We have doctors around the world on our staff and we hire or engage local doctors to perform those ests.

Mr. Hanger: Maybe I'm asking the wrong question. What diseases would be acceptable? Would TB be an acceptable disease to bring...?

Mr. Harder: It depends on what the state of the disease is. I'm sorry if I'm intruding on you, Joan.

An advanced tuberculosis condition would be screened out. If you were in remission or the disease was under control, you would not becessarily be screened out. The current medical examination includes a complete medical history, a physical exam, and a series of routine tests, which include urinallysis, chest x-rays for tuberculosis, syphilis, and the like.

Mr. Hanger: And AIDS?

Mr. Harder: It is not a mandatory test. When the medical services berson interviews or medically examines the applicant, and in their pinion the individual is part of a risk group, a test is performed. A person who is thereby identified as having AIDS could, on grounds of excessive demand, be screened out.

• 1215

Mr. Hanger: Your projections then take into account individuals such as that. You regulate your bottom line, if you want to call it that, on how many people you could bring in that may have a certain type of disease.

Mr. Harder: No, it is the excessive demand on health care systems by disease. We haven't negotiated with the provinces, look, we have x dollars to spend on health care for immigrants. It's by lisease and person.

You come in. You make an application. You're medically examined. If you have a disease that requires treatment and that will require an excessive demand on the Canadian health care system, you're screened out. We work closely, as I say, with the doctors now in establishing the grid, and with the provinces. This is an area of increased concern in the provinces because of health care costs.

Mr. Hanger: Absolutely. It's been downloaded onto the provnces. Mr. Chairman, I do—

Mr. Harder: Well, not really, Mr. Hanger.

Mr. Hanger: —have other questions, but I can hold off on those.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): I'll put you down for the next round.

[Traduction]

M. Hanger: De quel dépistage parlez-vous?

M. Harder: Il s'agit de dépistage médical. Personne n'échappe à celui-ci. Il s'agit d'un dépistage fait pour des raisons médicales. Nous avons des médecins dans le monde entier à notre emploi et nous engageons des médecins locaux pour exécuter ces tests.

M. Hanger: Je pose peut-être la mauvaise question. Quelles maladies permettraient quand même à un immigrant d'être reçu au pays? Ces immigrants pourraient-ils avoir la tuberculose par exemple?

M. Harder: Tout dépend de l'évolution de la maladie. Je m'excuse si je réponds à votre place, Joan.

Une personne atteinte de tuberculose avancée ne pourrait être admise au pays. Si par contre elle était en rémission ou si la maladie était inactive, on ne l'empêcherait pas nécessairement d'immigrer. La visite médicale actuelle comprend toute une série de questions sur la santé de la personne en question, un examen physique, des tests de routine ce qui comprend une analyse d'urine, une radiographie des poumons pour déceler les possibilités de tuberculose, des tests pour voir si la personne est atteinte de syphilis etc.

M. Hanger: Et le SIDA?

M. Harder: Le test n'est pas obligatoire dans ce cas. Quand l'agent des services médicaux pose des questions à la personne qui présente une demande d'immigration ou l'examine, il se rend compte si cette personne fait partie d'un groupe à risques. Il lui fait alors passer un test. Une personne atteinte de SIDA pourrait, pour des raisons de fardeau excessif au système de santé se voir refuser l'accès au pays.

M. Hanger: Alors, dans vos prévisions vous tenez compte de ces personnes. Vous fixez une limite, pour ainsi dire, au nombre de personnes admises qui seraient atteintes d'une certaine maladie.

M. Harder: Non. Le critère en question, c'est le fardeau excessif pour le régime de soins de santé, causé par la maladie. Nous n'avons pas négocié avec les provinces en disant, par exemple, «écoutez, nous avons tant de dollars pour les soins de santé destinés aux immigrants». Tout dépend de la maladie et de la personne.

La personne vient au Canada. Elle fait une demande. Elle subit un examen médical. Si elle a une maladie et doit subir un traitement qui constituerait un fardeau excessif pour le système canadien de santé, la personne est refusée. Comme je dis, nous travaillons actuellement en étroite collaboration avec les médecins, ainsi qu'avec les provinces, pour établir les critères de sélection. De plus en plus, les provinces s'inquiètent de ce problème, en raison de son impact sur les coûts de soins de santé.

M. Hanger: Absolument. On a refilé ce problème aux provinces. Monsieur le président, j'ai. . .

M. Harder: Eh bien, pas vraiment, monsieur Hanger.

M. Hanger: . . . d'autres questions, mais je peux attendre.

Le vice-président (M. Jackson): Je vous inscris pour la prochaine ronde.

Mr. Harder: It has not been downloaded, in the sense that it's their responsibility for health care. The federal government has provided emergency health care for indigent immigrants.

Mr. Hanger: So you're saying that those evaluations are examined five years in advance.

Mr. Harder: No, I'm sorry. The medical test is done concurrently with your application. You have to pass your estimates.

Mr. Hanger: Your estimates of cost.

Mr. Harder: The estimates of costs per treatment required is an average cost over five years, and that design work is now taking place, which flows from the regs that were prepublished last summer. This will lead to detailed regulations in the coming months, which will have a cost by treatment required that would trigger excessive demand.

The Vice—Chairman (Mr. Jackson): I know when you get in that line of questioning you want to give a full explanation. I try to allow that to happen, but I think we need to move on.

We'll go to Mrs. Gagnon.

Mme Gagnon: Bonjour. Comme critique de la condition féminine, je m'intéresse à la situation de la femme et je remarque que dans les programmes—clé de formation linguistique, les femmes n'ont pas accès à la formation linguistique parce qu'elles sont soit à la charge du mari ou soit à la charge d'un demandeur. Donc, les femmes immigrantes déplorent ce contexte. La Commission des droits de la personne dénonce aussi cette façon de faire. Avez—vous l'intention d'enlever ce critère—là, parce que les femmes sont pénalisées quand elles veulent aller sur le marché du travail et elles sont également marginalisées?

M. Harder: Je vais demander à mon collègue de terminer ma réponse, mais le programme de langues a été changé parce que, lorsqu'il était lié seulement à l'emploi, c'était adverse envers les femmes qui restent à la maison. Donc, le programme LINC est basé non pas sur l'emploi mais sur les besoins et, la plupart, plus que 50 p. 100 des personnes qui bénéficient de ce programme sont des femmes. Donc, le programme a été redésigné pour répondre à l'inquiétude que vous avez soulevée.

M. Tsaï: Donc, en d'autres termes, il n'y a pas de critères qui restreignent l'application du programme aux femmes. Elles peuvent y participer et le programme a été conçu de cette façon pour favoriser la participation des femmes au programme.

Mme Gagnon: Cela avait été soulevé lors des audiences du Comité permanent des ressources humaines. Ce sont des groupes de femmes immigrantes qui se sont questionnées face à cette pratique.

M. Tsaï: Nous serions très heureux de fournir l'information nécessaire à ces groupes pour qu'ils comprennent bien quels sont les critères utilisé pour l'accès au programme LINC.

Mme Gagnon: Merci.

[Translation]

M. Harder: On ne s'est déchargé du problème sur les dos des provinces car ce sont elles qui sont responsables des soins de santé. Le gouvernement fédéral a fourni des soins de santé d'urgence aux immigrants indigents.

M. Hanger: Alors, vous dites que ces évaluations sont examinées cinq ans à l'avance.

M. Harder: Non, excusez-moi. L'examen médical a lieu lorsque la demande est présentée. Il faut respecter les critères reliés aux coûts.

M. Hanger: Vos estimations de coûts.

M. Harder: Les estimations de coûts pour les traitements requis représentent un coût moyen sur cinq ans, et nous sommes actuellement en train de préparer des chiffres, un travail qui découle des règlements qui ont été publiés à l'avance l'été dernier. Grâce à ce travail, des règlements détaillés seront préparés dans les mois à venir, ce qui précisera une limite pour le coût du traitement requis ce qui permettrait de juger si le fardeau est excessif.

Le vice-président (M. Jackson): Je me rends compte que quand vous répondez à ces questions, vous voulez donner une explication complète. J'essaie de vous en donner l'occasion, mais il nous faut passer à quelqu'un d'autre.

Madame Gagnon.

Mrs. Gagnon: Good afternoon. As my party's critic for the status of women, I am very interested in this issue, and I've noticed that women do not have access to the key language training programs if they are supported by their husband or by a claimant. Immigrant women deplore this situation. The Human Rights Commission has also spoken out against this practice. Given that women are penalized when they want to go out into the workplace and are also marginalized, do you intend to do away with this criteria?

Mr. Harder: I'll ask my colleague to say a few words after I've answered the question, but I would point out that the language program has been changed. When the program was linked only to employment, this was prejudicial toward women who stayed at home. So the LINC program is no longer based on employment but on needs, and most, more than 50% of the people who take advantage of this program are women. So the program has been redesigned to respond to the concern that you have raised.

Mr. Tsaï: So in other words, there are no criteria that would keep the program from applying to women. They can take part in the program, and it has been designed in this fashion so as to encourage the participation of women.

Mrs. Gagnon: This issue was raised during hearings of the Standing Committee on Human Resources. Groups representing immigrant women had questions about this practice.

Mr. Tsaï: We would be very pleased to provide the necessary information to these groups in order to explain the criteria used for the LINC program.

Mrs. Gagnon: Thank you.

[Traduction]

• 1220

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Is that it? Have you finished, Madam Gagnon? We will go then to Mr. Nunez.

M. Nunez (Bourassa): J'ai plusieurs questions, monsieur le président.

Hier, le premier ministre, en Chambre, a mentionné qu'il était prêt à procéder à d'autres coupures, même en dehors du budget. De quel pourcentage les budgets du programme d'immigration et du programme de citoyenneté ont-ils été augmentés par rapport à l'année dernière?

Mr. Dibartolo: If you look strictly at the estimates, there is a year-over-year increase in terms of appropriations. Most of that reflects the restructuring of government, whereby parts of estimates of former departments are now the responsibility of Citizenship and Immigration.

In terms of real program increases, the major two areas where there are increases in expenditures are the Canada-Quebec accord, which provides a \$5 million increase over last year's expenditures, and, as the deputy and the minister referred to earlier, the LINC funding, where there is an increase of slightly over \$7 million. In all other areas there are, if you look at the details—

Mr. Nunez: But in terms of percentage. . .

Mr. Dibartolo: In percentage terms, we're projecting \$581 million in expenditures this year compared to \$574 million last year. That's a \$7 million increase on \$500 million—slightly over 1%. As I say, they were mainly for those two areas. There are significant reductions in other components of the program.

M. Nunez: Peut-on aller plus loin dans les coupures, dans le gras, sans affecter les services essentiels?

M. Harder: C'est toujours la question. Nous avons restructuré notre programme de services par l'établissement d'un

centralized processing centre in Vegreville and Mississauga.

Nous sommes en train de faire la même chose en dehors du Canada pour réduire le coût de livraison du programme. Cependant, nous sommes toujours sensibles à la question de la capacité de livrer le programme dans tout le Canada. Comme le Ministre l'a indiqué lorsqu'il était ici, nous avons au Canada plus de 50 centres d'immigration pour dispenser le service direct à nos clients mais, il faut l'admettre, le programme est maintenant plus petit.

Dans le domaine de M. Tsaï, nous avons réduit de 40 p. 100 les fonctionnaires dans le système de notre service intérieur et c'est basé sur un renouvellement de la structure de notre service. Cela contribue beaucoup à la réduction de nos dépenses.

M. Nunez: Aux États-Unis, par exemple, combien de services d'immigration, combien de bureaux y a-t-il pour une immigration qui n'est pas très importante? Il n'y a pas beaucoup d'Américains qui viennent ici et vous avez plusieurs bureaux. Peut-on en couper davantage?

Le vice-président (M. Jackson): C'est tout? Avez-vous terminé, madame Gagnon? Alors, nous passons maintenant à M. Nunez.

Mr. Nunez (Bourassa): I have several questions, Mr. Chairman.

Yesterday, the Prime Minister said in the House that he was ready to proceed with other cuts, even in addition to those mentioned in the budget. By what percentage have the budgets of the immigration program and the citizenship program been increased in comparison with last year?

M. Dibartolo: D'après le budget des dépenses, les crédits augmentent d'une année à l'autre. Pour la plupart, cette augmentation s'explique par la restructuration de la Fonction publique, en vertu de laquelle certains crédits affectés à d'anciens ministères sont maintenant la responsabilité du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Pour ce qui est de véritables augmentations au niveau des programmes, les dépenses augmentent dans deux domaines principaux: l'entente Canada—Québec, qui prévoit une augmentation de 5 millions de dollars par rapport aux dépenses de l'année dernière, et, comme disait le ministre et le sous—ministre plus tôt, le programme CLIC, qui a bénéficié d'une augmentation légèrement supérieure à 7 millions de dollars. Dans tous les autres domaines, si vous examinez les détails...

M. Nunez: Mais en pourcentages. . .

M. Dibartolo: En pourcentages, nous prévoyons des dépenses de 581 millions de dollars cette année, par rapport à 574 millions de dollars l'année dernière. C'est une augmentation de 7 millions de dollars sur un total de 500 millions de dollars—une hausse légèrement supérieure à 1 p. 100. Comme je disais, ce sont ces deux domaines qui ont surtout enregistré des augmentations. D'autres volets du programme ont subi des réductions importantes.

Mr. Nunez: Can we cut out any more fat, without affecting essential services?

Mr. Harder: That's always the question. We have restructured our program of services by establishing a

centre de traitement centralisé à Vegreville et à Mississauga.

We are currently doing the same thing outside of Canada to reduce the cost of delivering the program. However, we are still very much aware of the issue of our capacity to delivery of the program throughout all of Canada. As the minister indicated when he was here, we have more than 50 immigration centres here in Canada to provide services directly to our clients, but I must admit that the program is smaller now.

In Mr. Tsaï's area, we reduced the staff in our inland service system by 40%, by redesigning the structure of this particular service. This helped us reduce our expenditures a great deal.

Mr. Nunez: How many immigration offices do we have in the United States, for instance, a country from where we do not receive a great many immigrants? Not many Americans come here, yet we have many immigration offices there. Could we close more of these offices?

M. Harder: Monsieur Nunez, la plupart du travail fait à New York, par exemple, concerne des gens qui ne sont pas des Américains. Ce sont des personnes qui viennent de par tout le monde. Donc, cela n'a rien à voir avec la grandeur de notre bureau aux États-Unis, ce n'est pas là seulement pour les Américains.

What's the percentage in New York of non-American case-loads?

[Translation]

Mr. Harder: Mr. Nunez, most of the work done at our New York office, for instance, deals with people who are not Americans. They come from all over the world. So it has nothing to do with the size of our office in the United States, because that office is not just for American immigrants to Canada.

Quel est le pourcentage des demandeurs à notre centre à New York qui ne sont pas des Américains?

• 1225

Les Américains consacrent beaucoup plus d'argent que nous dans leur système. Selon moi et certains experts, nous avons un programme plus efficace que le système américain, et à ce propos, je vous réfère à une étude de la *Trilateral Commission*. Cette étude décrit les systèmes canadien, américain, européen et japonais, et la conclusion est que le système canadien est le meilleur.

Cela avait été écrit par la personne qui est maintenant le *nominee* de M. Clinton pour le service américain d'immigration.

M. Nunez: N'est-il pas vrai que quelqu'un qui arrive ici, des États-Unis, à titre d'immigrant, coûte plus cher qu'un autre qui vient d'un autre continent, par exemple, d'Amérique du Sud ou d'Afrique, par rapport aux dépenses que vous faites aux États-Unis?

M. Harder: Non.

M. Nunez: Avez-vous une idée?

Ms Atkinson: We don't have precise figures on what it costs us to deliver the program in each geographic area of the world. It's a rather complex issue because we are looking at resources that are not within the Department of Citizenship and Immigration.

In the delivery of the program abroad, we share common services with the Department of Foreign Affairs and International Trade, because we are normally housed in the missions overseas that are administered by that department.

With the Department of Foreign Affairs and International Trade we have what we call fenced resources, that is, employees who are recruited overseas, locally engaged staff, who are actually employees of the Department of Foreign Affairs and International Trade as opposed to the Department of Citizenship and Immigration.

The salary costs of those employees will vary tremendously from region to region because we pay our local employees according to the local salary range. So it's a very difficult figure for us to arrive at.

However, we realize that as we enter into the process of reorganizing and rationalizing our overseas network of points of service, it's a figure that is very critical for us to have so that we can measure our progress in terms of resource savings.

So we are working with the Department of Foreign Affairs and International Trade in order to arrive at a model or some way of determining what our real costs are so that as we progress through our reorganization process, we will have a better yardstick, if you will, with which to measure our resource savings.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Before we move to the second round, I would like to refer to one question that, as I said, Mr. Nunez asked.

The Americans devote a great deal more money than we do to their system. In my view, and in the view of some experts, we have a more effective program than the Americans. In this regard, I would refer you to a study carried out by the Trilateral Commission. This study describes the Canadian, American, European and Japanese systems, and it concludes that Canada's system is the best.

The study was written by the person who is now Mr. Clinton's nominee for the American immigration service.

Mr. Nunez: Isn't it true that an immigrant who comes here from the United States costs us more than an immigrant from another continent, someone from South America or Africa, for example, in relationship to your expenditures in the United States?

Mr. Harder: No.

Mr. Nunez: Do you have any idea?

Mme Atkinson: Nous n'avons pas de chiffres précis pour les coûts d'exécution du programme dans chaque région du monde. C'est une question assez complexe, car certaines ressources utilisées à cette fin ne proviennent pas du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Pour exécuter le programme à l'étranger, nous partageons certains services avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, car d'habitude nos bureaux se trouvent dans les missions étrangères administrées par ce dernier.

Nous partageons certaines ressources avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international; c'est-à-dire celles concernant les employés recrutés à l'étranger, embauchés sur place, qui sont en effet des employés du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, plutôt que des employés du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Les salaires de ces employés varient énormément d'une région à l'autre, car les salaires que nous payons à nos employés locaux correspondent aux salaires locaux habituels. Alors, il nous est très difficile de calculer ce montant.

Cependant, nous nous rendons compte qu'au fur et à mesure que nous réorganisons et rationalisons notre réseau de bureaux à l'étranger, il est très important pour nous de connaître ce montant afin de pouvoir mesurer les économies réalisées.

Alors, nous travaillons avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international dans le but de créer un modèle ou une méthode pour déterminer nos vrais coûts. De cette façon, nous pourrons mieux mesurer les économies réalisées pendant notre réorganisation.

Le vice-président (M. Jackson): Avant de commencer la deuxième ronde, je voudrais faire allusion à une question posée par M. Nunez.

I think what has happened to this program is that it has changed and merged, so it's hard for us to make some line-to-line comparisons between what happened last year and this year. My understanding is that you get your work plan, and you need an allotment of funds to carry out that plan.

My old style of cutting budgets was line by line. We'd look at it and take some stuff off, or you'd take it right off the top and then tell the officials to spread it around.

• 1230

The real question I had for you is, can this committee make any cuts on that budget, or has it gone too far that it will trigger in a further year?

Mr. Harder: I would be the last one to decide what your committee could and couldn't do. Let me say that you have the estimates for the department in front of you and it is the job of the committee to pass the estimates or not. Far be it from an official to say what you can do.

Let me describe, though, how we arrive at these numbers and how we deal with measures that take place. For example, the numbers that you have before you do not include the 5% reduction that was in the budget for grants and contributions, but as I said earlier, the language training and adjustment assistance portion of our grants and contributions was exempted, so there is a 5% reduction on—I've got it somewhere, too—ISAP and Host, which amounts to about \$800,000, so that's a reduction.

So sometimes budgets are reduced on us by the Department of Finance. There are from time to time other reductions that take place.

Essentially, what this program has sought to do is to reduce our operating costs, so that we could invest in technology to improve our service delivery, so that we could invest in enforcement of the immigration program. When I say we took 40% of our inland staff out on the basis of re-engineering our workload, we took a portion of that 40% and invested it in enforcement. We took another portion of that 40% and put it on the table to deal with other reductions for the Government of Canada and for the immigration program.

The immigration program, after all, is delivered not just by our department but 10 other departments have a role in the immigration program. We're the vast majority and we are, in the technical term, "the banker", the policy and resource coordinator. But we have reduced our overhead as a department. As the minister said yesterday, our corporate services is 5.8% of our budget. Not that I want to cast any comparisons with other departments—I will anyway—but it's 10% for the Department of the Environment, 7.5% for Justice and 8.2% for Transport.

[Traduction]

Je pense que ce programme a évolué, et certains éléments ont été fusionnés. Donc, il nous est difficile de faire des comparaisons poste par poste entre l'année précédente et cette année. Je crois comprendre que vous recevez votre plan de travail et vous avez besoin d'un crédit pour la mettre en oeuvre.

Par le passé, quand j'ai dû comprimer les dépenses, je procédais poste par poste. Nous examinions le budget et nous supprimions certains postes, où nous effectuions une réduction globale et nous demandions aux fonctionnaires de répartir les compressions.

Ce que je voulais vraiment vous demander c'est si notre Comité peut procéder à des coupures dans ce budget ou les choses sont-elles bloquées parce qu'on est allé trop loin?

M. Harder: Je serais le dernier à dire au Comité quoi faire ou ne pas faire. Vous êtes saisi du budget du ministère et c'est à vous de l'adopter ou non. Loin de moi l'idée qu'un fonctionnaire puisse dire quoi faire en la matière.

J'aimerais cependant vous dire comment nous en sommes arrivés à ces chiffres et comment nous nous accommodons des mesures qui sont prises. Les chiffres que vous avez sous les yeux ne comprennent pas la réduction de 5 p. 100 appliquée au budget pour les subventions et contributions; cependant, comme je l'ai dit précédemment, la formation linguistique et l'aide à l'adaptation qui font partie de ces subventions et contributions, ont été exemptée. La réduction de 5 p. 100 qui s'applique donc au PÉAI et au Programme d'accueil s'élève à environ 800 000\$, ce qui n'est pas peu dire.

Ainsi, nous voyons parfois notre budget réduit par le ministère des Finances. Il subit aussi d'autres réductions de temps à autre.

Ce que nous avons essayé de faire, c'est de réduire nos frais d'exploitation, afin de pouvoir procéder à des investissements en matière technologique qui nous permettront d'améliorer la prestation de nos services; nous voulons en effet investir dans le volet application du programme d'immigration. Dans le cadre de la réorganisation de nos opérations, nous avons retiré 40 p. 100 du personnel du service intérieur pour le réaffecter en partir à l'exécution de notre programme; une autre tranche de ces 40 p. 100 a servi à compenser d'autres réductions qui serviront au gouvernement du Canada et au programme d'immigration.

En effet, ce programme d'immigration n'incombe pas simplement à notre ministère, dix autres ministères ont également un rôle à jouer. Nous sommes le ministère «banquier» c'est-à-dire le ministère qui s'occupe de coordonner la politique et les ressources. Cependant, nous avons réduit les frais généraux de notre ministère. Comme le ministre l'a dit hier, les services administratifs de notre ministère représentent 5,8 p. 100 du budget. Je ne voudrais pas faire de comparaison avec d'autres ministères, mais je vais le faire néanmoins, pour vous dire qu'au ministère de l'Environnement le pourcentage est de 10 p. 100, au ministère de la Justice, 7,5 p. 100 et au ministère des Transports 8,2 p. 100.

So we're a relatively lean department. We've had the opportunity, because we are coming together and building a new department, to design it that way. Our goal is to have client service that is efficient, that we say yes, at the lowest possible cost, and we focus our limited resources on the grey areas or when we must say no. That's the redesign of the program.

If you can indulge me for a moment, I just want to give you an historical evolution of the program. In September 1991 we asked the question, as a program, how much would it cost to deliver the program on the basis of the existing system, with the existing legislative framework, but not have the line-ups that we had in Toronto? For those of you who are in Ontario in particular you'll remember that in 1990 there were line-ups around the buildings for processing and the like. We worked with Treasury Board to determine that the existing shortfall deficit in program was about \$1.2 billion over five years.

Our solution to meet that challenge wasn't to say, write us a cheque for \$1.2 billion. It was to say, we have to legislatively change some of the things that we have to do, because the present legislation requires us to.

Let me give you an example from student visas at the time. If you changed your course of study, you had to apply to us for another student visa and we had to process it. It had to be renewed every six months; in other words not as long as the school year. Stupid. That was redundant activity but it was required, and that kind of activity occupied about a third of the work being done in our inland system.

• 1235

So we re-engineered the work and we re-engineered how we process our cases. In doing so we were able to significantly reduce our immigration department's operating costs so that we could, as a program, fund the Federal Court, fund Justice lawyers for enforcement activity, and invest in our own investigators.

So this is a program that has gone through a significant re-engineering—it's still under way both in Canada and abroad—to reduce our costs and to render a service that is more client-oriented, that is more cost-effective, and that meets the total needs of the immigration program.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): So you're saying, Mr. Harder, you are a good manager, and this process is well on the way, notwithstanding that we're looking at it, and maybe we should—

Mr. Harder: I'm proud of my colleagues who have been part of this redesign of the program. It's a significant achievement.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): I appreciate that.

We'll move to the second round, and we'll go to Mrs. Hayes.

Mrs. Hayes: Thank you, Mr. Chairman.

I'd like to revisit the LINC program. What percentage of immigrants are reached by the program right now?

[Translation]

Notre ministère exerce pas mal de retenue dans ses dépenses Étant donné la réorganisation de notre nouveau ministère, nous avons eu la possibilité de procéder de la sorte. Nous visons à donner aux clients un service efficace au coût le plus bas possible et nous sommes conscients des ressources limitées qui sont à notre disposition et dans certains cas nous savons dire non à certaines dépenses. C'est dans ce sens que nous avons réorganisé le programme.

Si vous voulez bien, j'aimerais vous donner un aperçu historique de l'évolution de ce programme. En septembre 1991, nous nous sommes demandé combien il en coûterait pour offrir ce programme sur la base des systèmes existants, c'est-à-dire en se conformant au cadre législatif actuel; nous voulions cependant éliminer les longues files d'attente que l'on voyait à Toronto devant nos bureaux. Les députés de l'Ontario se rappellent sans doute qu'en 1990 les files devant nos bureaux étaient assez impressionnantes. Nous avons travaillé de concert avec le Conseil du Trésor et nous nous sommes rendu compte que le déficit du programme s'élevait à 1,2 milliard de dollars sur cinq ans.

Notre solution n'a pas été de demander qu'on nous signe un chèque à ce montant, mais plutôt de demander certaines modifications à la loi qui nous forçait à faire les choses d'une certaine façon.

J'aimerais vous donner l'exemple des visas d'étudiants et de la façon dont la loi s'appliquait à l'époque. Les étudiants qui changeaient de cours devaient présenter une nouvelle demande de visa que nous devions traiter. Cette demande devait être renouvelée tous les six mois, c'est-à-dire en plein milieu de l'année scolaire, c'est qui était tout à fait stupide. Il s'agissait donc d'une exigence tout à fait superflue mais à laquelle il fallait se conformer. Cela représentait environ un tiers des ressources du service intérieur.

Nous avons donc réorganisé le travail de notre service en matière d'étude des cas. Ce faisant, nous avons pu réduire, de façon importante les coûts d'exploitation du ministère d'Immigration, ce qui servi à financer le travail qui incombe à la cour fédérale en ce domaine, les avocats du ministère de la Justice qui s'occupent de l'application de loi de même que nos propres enquêteurs.

Le programme a donc été réorganisé à une grande échelle, et la réorganisation se poursuit tant au Canada qu'à l'étranger. Nous voulons réduire nos coûts, avoir un service qui est davantage adapté aux besoins des clients, plus rentable et qui tienne compte de tous les besoins du programme d'immigration.

Le vice-président (M. Jackson): D'après ce que vous dites, monsieur Harder, vous êtes un bon gestionnaire, le processus est en bonne voie même si d'après ce que nous voyons...

M. Harder: Je suis fier de mes collègues qui ont participé à la réorganisation du programme. C'est une réalisation considérable.

Le vice-président (M. Jackson): Je le comprends.

Je passerai au deuxième tour et je donnerai la parole à Mme Hayes.

Mme Hayes: Merci, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur la question du programme CLIC. Combien d'immigrants bénéficient de ce programme à l'heure actuelle?

Mr. Harder: My recollection is that it's about 40%.

I'm going to ask Ann Midgley, who's the director general of settlement, to answer that question.

Ms Ann Midgley (Director General, Settlement, Department of Citizenship and Immigration): I don't think at this point we have the precise percentage, because we have just introduced an automated management information system, which will be able to give us that data with more precision. However, our target is that by this year, which was the target year we originally had the change in the language training policy, we were hoping to reach about 45% of all those newcomers who need language training.

Mrs. Hayes: Some get in and some don't. What criterion is used? First come, first served?

Ms Midgley: Pretty much, yes. We also try to encourage them as soon as they arrive—we have outreach mechanisms to tell them about the availability of language training—and we urge them to take up language training as soon as possible. We do try to inform newcomers that the LINC language training program is available.

Mrs. Hayes: We're talking about being lean and costeffective. We do have immigrants, for instance, coming in on the
business class who have hundreds of thousands of dollars in
their pocket, presumably, or at least are investing it. Is there
any means test given to participants in this program? I see you put
the budget up by \$7 million in this program. A simple means test or
asking people to contribute to it would also help in that area.

Mr. Harder: You're putting your finger again on some very important questions, which we are asking in the context of our consultations, but also asking ourselves in the context of how we can ensure that we maximize the dollars we have for the interventions that are best.

We've done some work with business immigration, which is showing that most of them are going to privately funded language training activities.

Are we looking at other ways of maximizing our dollar? Yes. We're doing that in the context of the consultations to which I earlier referred, and also our own work as we get the data back from our study.

Ms Midgley: I'd just like to build on that point. You did raise a very good point. We do have as a priority that we ask our regions to try to get groups to access language training. Certainly government—assisted refugees and the people who are on adjustment assistance—all of that group we try to get on language training as soon as possible. We do realize that language is a very important key to integration and certainly to economic independence.

Mr. Knutson: Just briefly, could I revisit the AIDS issue. I don't want to beat this thing to death.

[Traduction]

M. Harder: Si je me souviens bien, il s'agit d'environ 40 p. 100 des immigrants.

Je demanderais à M^{me} Ann Midgley, directrice générale, Établissement, de répondre à cette question.

Mme Ann Midgley (directrice générale, Établissement, ministère de la Citoyenneté de l'Immigration): Je ne pense pas que nous ayons un pourcentage précis pour le moment, parce que nous venons à peine d'adopter un système d'information automatisé de la gestion qui pourra précisément nous donner ce genre de données avec beaucoup plus de précision. Cependant, nous avions prévu que cette année, l'année où le changement dans le programme de formation linguistique devait se produire, nous atteindrions environ 45 p. 100 de tous les nouveaux venus au pays qui ont besoin de formation linguistique.

Mme Hayes: Certains nouveaux venus peuvent bénéficier de ce programme et d'autres pas. Quel critère emploie-t-on? Est-ce premier venu premier servi?

Mme Midgley: Pas mal. Nous essayons aussi d'encourager les immigrants, dès leur arrivée, à suivre ces cours dès que possible; nous pouvons atteindre ces personnes pour leur signaler que ces cours de langue sont offerts; bref, nous les informons des possibilités offertes par le programme de formation linguistique pour immigrants au Canada.

Mme Hayes: On parle de contrôle des coûts et d'efficacité. Certains immigrants qui sont des gens d'affaires et viennent au Canada avec des centaines de milliers de dollars en poche qu'ils peuvent investir. Évalue-t-on les ressources des immigrants lorsqu'ils s'inscrivent à ce programme? Je vois une augmentation de 7 millions à ce poste. On pourrait procéder à une évaluation des ressources ou tout simplement demander aux immigrants de contribuer financièrement.

M. Harder: Vous mettez une fois de plus le doigt sur une question importante. C'est ce genre de question que nous nous posons dans le contexte de nos consultations; nous nous posons ces questions également pour savoir comment rentabiliser le plus possible le programme.

Dans les cas des immigrants pour affaires, il semblerait que la plupart d'entre eux ont recours à une formation linguistique des écoles privées.

Essayons-nous de rentabiliser davantage nos opérations? La réponse est oui. Nous le faisons dans le contexte des consultations dont j'ai parlé précédemment et nous procédons également à des études.

Mme Midgley: J'aimerais ajouter quelque chose. Vous avez soulevé une très bonne question. Nous demandons prioritairement aux régions de faire un effort pour que les différents groupes cherchent à obtenir la formation linguistique. Les réfugiés parrainés par le gouvernement et les personnes qui bénéficient du programme d'aide d'adaptation sont acheminés vers les cours de langue dès que possible. Nous nous rendons compte qu'il s'agit là d'un élément très important de l'intégration et de l'indépendance économique.

M. Knutson: Très brièvement, pourrais-je revenir sur la question du SIDA, même si je ne tiens pas à ne parler que de cela.

From the criteria you've outlined, in terms of the economics and the excessive demand on the health care system, it would appear to me that if someone had leukemia, which is genetically based, and they were going to be very expensive for the health care system but there was no risk of them infecting anyone else, they would be disallowed.

• 1240

However, consider someone with HIV, where there is a risk of infection and very serious consequences if they did infect someone else. This person with HIV might get AIDS very quickly and die quickly and not put a money demand on the health care system. They would be let in.

Mr. Harder: Well, it's a little more complex. AIDS is not contagious.

Mr. Knutson: It is contagious through the transmission of certain bodily fluids.

Ms Atkinson: I think we need to make a distinction between HIV and full-blown AIDS as well. In terms of the excessive-demand regulations we've been talking about, when we look at persons who are HIV-seropositive, there is a progression of that toward full-blown AIDS.

I'm not a medical doctor so I can't speak from an expert's point of view on that, but as the deputy minister indicated about excessive demand, we look at a five-year window. We look at the first five years. We had to make a determination at some point. We couldn't look at lifetime costs.

Mr. Knutson: I understand that.

Ms Atkinson: We had to make a determination at some point. With the research and consultation being done at this point, as we develop the model for the first five years of a person who is HIV-seropositive, we are looking at the element of excessive demand. It's not a demand that's in excess of normal costs.

Mr. Knutson: Here's my point. I haven't heard anything in your definition of excessive demand that includes contagiousness. Maybe I misunderstand, but my understanding is, if you're HIV-seropositive, you can transmit it through blood or semen.

Ms Atkinson: I think it's important to draw the distinction between the two elements of the medical and admissibility provisions of the act. We've been talking about excess demand on health and social services.

The other provision of the medical and admissibility provisions of the act relates to the impact on public health and protecting the safety of Canadians vis-à-vis public health. We are generally looking at HIV and the AIDS question in the terms of excessive demand at this point.

Mr. Knutson: Okay. I'll follow up later.

I have just a general question. One of my colleagues on the other side is raising the issue of further cuts to the department over the upcoming year.

[Translation]

D'après les critères que vous avez définis et qui tiennent compte de l'aspect économique de la question et du fardeau excessif sur le système de santé, il me semble que dans le cas de quelqu'un atteint de leucémie, maladie génétique, où les soins à prodiguer sont exorbitants pour le système de santé, mais où les risques d'épidémie sont nuls, il est certain qu'une telle personne ne pourrait entrer au pays comme immigrant.

Cependant, dans le cas de quelqu'un atteint du VIH, où les risques d'infection sont grands et les conséquences en cas d'infection sont sérieuses... Cette personne reconnue comme séropositive peut être atteinte très rapidement du SIDA et mourir peu de temps après sans imposer un lourd fardeau au système de santé. Une telle personne sera admise au pays.

M. Harder: C'est un peu plus compliqué que cela. Le SIDA n'est pas contagieux.

M. Knutson: Il est contagieux par transmission de certains liquides organiques.

Mme Atkinson: Il faut faire une distinction entre le VIH et le SIDA. Si l'on tient compte de la réglementation en matière de fardeau excessif sur le système de santé dont on a parlé, les personnes qui sont séropositives finissent par avoir le SIDA.

Je ne suis pas médecin et je ne pourrai pas parler en tant que spécialiste de la question, mais comme le sous-ministre l'a dit lorsqu'il a parlé du fardeau excessif, nous envisageons les coûts sur une période de cinq ans. Il fallait établir un certain échéancier, car on ne pouvait pas étudier les coûts pendant toute une vie.

M. Knutson: Je comprends.

Mme Atkinson: Il fallait établir une ligne de démarcation. A la suite de la recherche et de la consultation qui se fait à l'heure actuelle, nous avons établi un modèle pour les cinq premières années d'une personne séropositive. Nous étudions cela dans le contexte du fardeau excessif pour le système de santé. Il ne s'agit pas d'un fardeau excessif par rapport aux coûts normaux.

M. Knutson: Voici où je veux en venir: dans votre définition du fardeau excessif, je ne vous ai pas entendu parler de la question de la contagion. J'ai peut-être mal compris, mais il me semble qu'une personne séropositive peut transmettre cette maladie par le sang ou la semence.

Mme Atkinson: Il est important d'établir la distinction entre les deux éléments des dispositions de la loi en matière médicale et d'admissibilité. Nous avons parlé du fardeau excessif sur les services de santé et les services sociaux.

L'autre disposition de la loi en matière médicale et d'admissibilité se rapporte aux répercussions sur la santé publique et à la protection de la sécurité des Canadiens dans le contexte de l'hygiène publique. A l'heure actuelle, nous envisageons le VIH et le SIDA dans le cadre des dispositions concernant le fardeau excessif que cela pourrait représenter pour notre pays.

M. Knutson: Très bien. Je poursuivrai plus tard.

J'ai simplement une question de nature générale. Un de mes collègues d'en face a soulevé la question de coupures supplémentaires dans le budget du ministère au cours de la prochaine année.

Correct me if I'm wrong, but my understanding is that when you present the budget, it is the budget for the year. Other than maybe some minor tinkering, like getting rid of citizen court judges, this is the budget. You're not expecting any significant or substantial cuts from these estimates.

Mr. Harder: That's a tough one to say. Governments have, from time to time, introduced measures to reduce costs, which we then implement. I can't speak for the government in terms of what reductions might take place in the course of this year.

Mr. Knutson: Think in terms of the role of this committee. We pass these estimates, or whatever. Do you then come back to us if there's some change?

Mr. Harder: If we require additional funding, we come back for supplementary estimates. If there are reductions, we don't need to come back for the authority to not spend money. We need authority to spend money.

Mr. Assadourian: You already have that authority to spend money.

Mr. Harder: There are announcements made, in the course of a year, that do adjust cost recovery, or the eligibility for various programs as we monitor the programs to ensure eligibility is defined in a way that we won't overspend the resources we have.

Mr. Knutson: However, as of today, this is your plan for the year.

Mr. Harder: As of today, yes, with the one announced caveat I spoke of on the ISAP and Host. However, that does not necessarily mean there won't be other cuts announced as we go through the year.

Mr. Knutson: Okay.

• 1245

Mr. Harder: As they occur, I will be happy to come back to the committee and describe what the impact of them might be.

Mr. Knutson: You would be?

Mr. Harder: Of course.

Mr. Knutson: Would we have to twig that, or would you. . .?

Mr. Harder: Well, we are in the hands of the chair.

Mr. Assadourian: Mr. Chairman, when do we vote on the estimates?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): We have three more meetings.

Mr. Assadourian: Do we have to have three more meetings?

The Clerk of the Committee: They are already scheduled.

Mr. Harder: We can take yes for an answer.

[Traduction]

Reprenez-moi si je me trompe, mais si je comprends bien, quand vous présentez votre budget, il s'agit bien du budget de l'année. À l'exception de certaines petites modifications, comme la suppression des juges de la cour de la citoyenneté, le budget ne changera pas. Vous ne vous attendez pas à des coupures importantes à ce budget n'est-ce pas?

M. Harder: C'est difficile à dire. Les gouvernements ont, de temps en temps, présenté des mesures de réduction des coûts que nous devons par la suite appliquer. Je ne pourrais parler au nom du gouvernement et dire quelles coupures pourraient avoir lieu au cours de cette année.

M. Knutson: Pensez au rôle du comité. Nous adoptons le budget. Allez-vous revenir ici s'il y a des changements?

M. Harder: Si nous avons besoin de financement supplémentaire, nous présentons un budget supplémentaire et nous revenons devant le comité. S'il y a des réductions, nous n'avons pas besoin d'obtenir l'autorisation de ne pas dépenser d'argent. Nous avons simplement besoin d'autorisation pour dépenser les fonds publics.

M. Assadourian: Vous avez déjà cette autorisation.

M. Harder: Au cours de l'année, nous procédons à certains rajustements en matière de recouvrement des coûts ou de possibilité pour certains programmes; nous ne voulons pas dépasser notre budget.

M. Knutson: Mais en tout cas, à l'heure actuelle, tel est votre plan pour l'année.

M. Harder: À l'heure actuelle, oui, mais il faut tenir compte de la mise en garde dont j'ai parlé concernant les programmes PEAI et d'accueil. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que d'autres coupures ne seront pas annoncées au cours de l'année.

M. Knutson: Très bien.

M. Harder: Je reviendrai volontiers expliquer au comité les conséquences des compressions budgétaires qui pourraient être apportées en cours d'année.

M. Knutson: Vraiment?

M. Harder: Certainement.

M. Knutson: Pouvons-nous compter là-dessus, ou devrons-nous...?

M. Harder: Nous sommes à la disposition de la présidence.

M. Assadourian: Monsieur le président, quand allons—nous voter les crédits?

Le vice-président (M. Jackson): Il nous reste encore trois autres réunions.

M. Assadourian: Sont-elles vraiment nécessaires?

La greffière du Comité: Elles sont déjà prévues.

M. Harder: Une réponse affirmative nous satisferait.

Mr. Assadourian: I'm trying to say that I don't think we should have three more meetings.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): He has his mind made up. He doesn't want to be confused by the facts. But we will talk about that later.

Mr. Hanger.

Mr. Hanger: I have a couple of more questions on health care programs. You say that the—

Mr. Harder: Excessive demand.

Mr. Hanger: —excessive demand regulations can be inhibited, if you want to call it that, by the charter. Give me an example.

Mr. Harder: If the criteria are not transparent and do not clearly define "excessive demand", then somebody could make a case, as they are doing, that the existing regime is not in conformity with the charter, that they're being singled out or discriminated against on the basis of an ailment that they have and that we haven't established transparent criteria that can be measured against which excessive demand can be defined. That has been the challenge.

Mr. Hanger: Who pays for the challenge?

Mr. Harder: Individuals.

Mr. Hanger: Not the legal aid system?

Mr. Harder: Well, it depends on whether the person is availing himself of that.

Mr. Hanger: So the government turns around and even supports any challenge that might come against it.

Mr. Harder: Frankly, I don't know, but I would find it difficult to imagine that a would-be immigrant can challenge on the basis of—

Mr. Hanger: I don't find it difficult to do that at all, because it is happening on a regular basis.

Mr. Harder: I should mention that legal aid is in the jurisdiction of the provinces.

Mr. Hanger: I know, but I am talking about who pays the price. The taxpayer. That's all I'm saying.

Mr. Harder: Yes. I am just trying to say that access to legal aid is defined by regulations in the provinces.

Mr. Hanger: Fair enough.

Mr. Harder: With the exception of refugee claimants in the old system—you might still be remembering it—where the feds paid 100% of legal aid for the initial hearing. That is no longer the case, saving \$13 million.

Mr. Hanger: At the March 10, 1994 meeting of the standing committee, Mr. Girard supplied information regarding AIDS testing to all of us. Under the current guidelines, an immigrant applicant found to be HIV-positive is deemed to be medically inadmissible under subparagraph 19(1)(a)(ii) of the Immigration Act, which describes those who are likely to place excessive demands on health and social services.

[Translation]

M. Assadourian: A mon avis, ces trois réunions ne sont pas nécessaires.

Le vice-président (M. Jackson): Son opinion est faite. Il ne veut pas s'embarasser des faits. Nous en discuterons plus tard.

Monsieur Hanger.

M. Hanger: J'ai quelques questions à poser au sujet des programmes de santé. Vous avez dit que...

M. Harder: Le fardeau excessif.

M. Hanger: ...les règlements relatifs au fardeau excessif risquent de faire l'objet d'une contestation en vertu de la Charte. Pourriez-vous me donner un exemple.

M. Harder: Si le règlement ne définit pas clairement les critères relatifs au «fardeau excessif», un demandeur du statut d'immigrant pourrait—et quelqu'un l'a déjà fait—soutenir qu'il est contraire à la Charte. Cette personne pourrait alléguer qu'elle fait l'objet de discrimination en raison de son état de santé. Voilà pourquoi il importe d'établir des critères transparents au sujet du fardeau excessif. C'est là-dessus que portent les contestations judiciaires.

M. Hanger: Qui assume les coûts de ces contestations?

M. Harder: Les demandeurs du statut d'immigrant eux-mêmes.

M. Hanger: Ce ne sont pas les services d'assistance juridique?

M. Harder: Tout dépend si le demandeur s'adresse à ces services.

M. Hanger: Dans ce cas, on peut dire que le gouvernement assume même les frais de ces contestations.

M. Harder: Je dois admettre que je l'ignore, mais j'ai du mal à imaginer qu'un candidat à l'immigration pourrait contester la validité d'un règlement en alléguant...

M. Hanger: Je n'ai aucun mal à l'imaginer, car c'est très fréquent.

M. Harder: Je vous signale que l'assistance juridique est du ressort des provinces.

M. Hanger: Je le sais, mais je me préoccupe tout simplement du fait que ce sont les contribuables qui paient la note en dernier ressort.

M. Harder: C'est vrai. Je faisais simplement remarquer que les critères d'admissibilité à l'assistance juridique sont établis par les provinces.

M. Hanger: C'est juste.

M. Harder: Il est cependant vrai que dans le cas des demandeurs du statut de réfugié, le gouvernement fédéral assumait, par le passé, la totalité des frais juridiques liés à l'audience initiale. Comme ce n'est plus le cas et le gouvernement économise 13 millions de dollars.

M. Hanger: Lors de la réunion du 10 mars dernier, M. Girard a fourni certaines précisions aux membres du comité touchant les tests de dépistage du SIDA qu'on fait subir au demandeur du statut d'immigrant. En vertu du sous—alinéa 19(1)a)(ii) de la Loi sur l'immigration, tout demandeur du statut d'immigrant qui est séropositif est réputé être médicalement inadmissible à l'immigration au Canada parce que son admission au pays constituerait un fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé.

Mr. Harder: Correct.

Mr. Hanger: That's not what you're saying.

Mr. Harder: No, that's exactly what we are saying.

Mr. Hanger: They would be found to be inadmissible?

Mr. Harder: Inadmissible.

Mr. Hanger: So anyone testing with HIV would not be accepted?

Mr. Harder: Joan, take it, because this gets highly technical.

Ms Atkinson: Not necessarily. I know that's not a satisfactory answer, but it is not a complete answer because we don't have the complete information.

As the deputy minister has indicated, we are still working on developing the methodology that will be used to put the excessive demand regulations in place. With HIV being one of the conditions, obviously—it is right at the top of the list of things we are looking at in terms of how the excessive demand regulations will react and how persons with that condition will fit into them—we are again using the five—year window, the first five years of impact a person with that condition will make on the health and social services of Canada, as our benchmark.

• 1250

From the information we are collecting it is still not entirely clear that a person at the beginning stages of HIV in the first five years would necessarily make an excessive demand, as it's currently defined in the draft regulations.

Mr. Hanger: In other words, the testing will become compulsory or mandatory.

Ms Atkinson: Well, again, the routine testing is an issue I would like to separate from the excessive demand regulations. As we develop the methodology and the process for implementing the excessive demand, we are looking at routine testing. HIV is one of those areas. We are looking at other areas, such as routine testing for hepatitis—B, which is another public health issue and another area people are concerned about.

We are looking at different types of urinalysis testing and so on that will give us more information that we will require in order to implement the new excessive demand regulations. So routine testing is on the table; it's not a matter that is closed, by any means.

We don't have all the information yet to be able to tell the committee at this point whether a person who's HIV-positive will or will not be definitely inadmissible to Canada. It's possible for a person at a different stage of the HIV AIDS-related complex. In full-blown AIDS, at different stages of the disease, there will obviously be different demands and different costs involved in the treatment of that individual.

Mr. Harder: The issue is that we're in a period of transition. The regulations that were gazetted last summer were draft regulations, and we're going through a period of consultation before we implement the precise regulations.

[Traduction]

M. Harder: C'est juste.

M. Hanger: Ce n'est pas ce que vous dîtes.

M. Harder: C'est exactement ce que nous disons.

M. Hanger: Cette personne serait jugée inadmissible à l'immigration au Canada?

M. Harder: En effet.

M. Hanger: Donc tous les séropositifs verront leur demande d'immigration rejetée?

M. Harder: Joan, pourriez-vous répondre à cette question hautement technique.

Mme Atkinson: Pas nécessairement. Je sais que ce n'est pas une réponse satisfaisante parce qu'elle n'est pas complète, mais je n'ai pas de meilleure réponse à vous donner.

Comme le sous-ministre l'a dit, nous n'avons pas encore fini de mettre au point les mécanismes d'application du Règlement portant sur le fardeau excessif. Nous nous préoccupons évidemment en tout premier lieu de l'impact que le Règlement est susceptible d'avoir sur les demandes d'immigration provenant de séropositifs. Mais dans leur cas également, on évalue quel sera le fardeau imposé aux services sociaux ou de santé au cours des cinq premières suivant leur admission au pays.

Les renseignements dont nous disposons ne permettent pas d'établir clairement si une personne dont la séropositivité est très récente constituera vraiment un fardeau excessif pour les services sociaux ou de santé, au sens où on l'entend dans le projet de règlements, au cours des cinq années suivant son admission au pays.

M. Hanger: Autrement dit, les tests de dépistage deviendront obligatoires.

Mme Atkinson: Il faut faire une distinction entre les tests de routine et les règlements sur le fardeau excessif. Pour nous aider à établir ce que constitue un fardeau excessif, nous songeons évidemment à ce genre de tests de routine pour dépister les cas de SIDA. Nous y songeons dans le cas d'une autre maladie qui suscite des préoccupations, soit l'hépatite B dont les porteurs posent des risques à la santé publique.

Nous étudions différents types de test d'urine sur lesquels nous pourrions nous fonder dans la mise en oeuvre de nouveaux règlements sur le fardeau excessif. Nous n'avons donc pas rejeté l'idée des tests de routine.

Nous ne disposons cependant pas encore de toute l'information voulue pour dire avec certitude au comité si un séropositif sera nécessairement jugé inadmissible à l'immigration au Canada. Le fardeau que constituera un séropositif dépendra évidemment de la phase de développement du complexe HIV-SIDA, le cas extrême étant celui d'une personne qui se dirige vers la phase terminale.

M. Harder: Le fait est que nous sommes dans une période de transition. On a fait paraître dans la Gazette du Canada l'été dernier un projet de règlements qui fait maintenant l'objet de consultations.

Mr. Hanger: I appreciate that.

Mr. Harder: So what we're describing, in some part, is what is with our medical doctors to determine precise costs.

Mr. Hanger: I appreciate that, but the message I'm getting back is that this is going to become very complicated, whereas in the section we just quoted, anybody who is found to be HIV positive is deemed to be medically inadmissible. That is much clearer than having some convoluted court action to determine whether or not they have an argument and it's decided by a court.

Ms Atkinson: Perhaps I can respond to that. First of all, because we don't routinely test for HIV, we don't seek that information. As the deputy has indicated, it comes to our attention during the course of a routine medical examination because an applicant displays symptoms or falls within a high-risk group and a decision is taken to proceed with an HIV test. But it is not part of the routine testing at the present time.

In terms of the current regime and the current medical inadmissibility divisions of the act and the regulations, as I stated at the beginning, the way it's currently worded is that it's in the opinion of two medical officers, which is not a transparent enough and objective enough system that allows us to withstand charter challenges and other legal challenges.

So what we expect the convoluted system will be is a much more transparent and objective system. We hope it will not be convoluted. In fact, the medical officers who must make the decision will have a very concrete and clear set of decision criteria that they will be able to use in terms of arriving at the decision of whether a person will cause excessive demands or not. So at the end of the process, when all the research is done, all the information is collected, all the consultations are done, we will have a very definite and concrete set of decision criteria that will guide medical officers in making their determination.

Mr. Hanger: And every one of them can be challenged, is that right?

Ms Atkinson: Anything can be challenged.

Mr. Harder: Anything can be challenged, but the goal is to have a grid that is plain, clear, transparent, and justifiable and can withstand the challenge.

Mr. Hanger: But if the act were to be precise and stated that, no, if you test HIV-positive you will not be admitted, end of story-

Mr. Harder: Then your act would be challenged, sir.

Mr. Hanger: And maybe it should be.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): I get the point. I think the officials are trying to tell you that they want to make sure. If you're a police officer and you arrest somebody and the law doesn't hold, the person can go through a revolving door.

Mr. Hanger: Yes, I appreciate that. Thank you.

[Translation]

M. Hanger: Je sais.

M. Harder: Le sens exact à donner à l'expression «fardeau still now under consultation with the provinces and under discussion excessif» fait donc toujours l'objet de consultations avec les provinces et les médecins.

> M. Hanger: Je comprends tout cela, mais l'impression qui se dégage de vos propos c'est que le processus sera très complexe alors qu'en vertu du sous-alinéa que vous venez de citer, tous les séropositifs seraient jugés médicalement inadmissibles à l'immigration au Canada. C'est beaucoup plus clair que de devoir s'en remettre à l'interprétation d'un tribunal.

> Mme Atkinson: Permettez-moi d'intervenir. Comme nous ne faisons pas subir pour l'instant de test de routine pour établir la séropositivité des demandeurs de statut d'immigrant, nous ne sommes pas en mesure d'invoquer cette disposition. Comme le sous-ministre l'a dit, à l'heure actuelle, on ne fait subir ce test que si l'examen médical de routine révèle que le demandeur présente des symptômes de cette maladie ou appartient à un groupe à risques. Ce test n'est pas administré pour l'instant à tous les demandeurs de statut d'immigrant.

> Comme je l'ai dit au début, à l'heure actuelle, pour invoquer les dispositions de la loi et des règlements portant sur l'inadmissibilité à l'immigration pour raison médicale, il faut se reporter à l'avis de deux médecins, ce qu'on ne considère pas comme un critère suffisamment transparent et objectif pour qu'un tribunal juge qu'il n'est pas contraire à la Charte ou à d'autres lois.

> Nous croyons donc que le nouveau système sera beaucoup plus transparent et objectif. Nous espérons qu'il ne sera pas trop complexe. En fait, les médecins qui devront prendre une décision quant au fardeau que constituera un demandeur du statut de réfugié pour les services sociaux ou de santé pourront se reporter à des critères très concrets et clairs. Nous sommes convaincus que les consultations et les recherches qui sont menées à l'heure actuelle permettront d'obtenir renseignements sur lesquels se fonderont les critères bien précis et bien concrets auxquels les médecins se reporteront pour prendre une décision.

> M. Hanger: Et chacun de ces critères pourrait faire l'objet d'une contestation, n'est-ce pas?

Mme Atkinson: Tout peut être contesté.

M. Harder: En effet, mais l'objectif est d'établir une liste de critères simples, clairs, transparents et justifiables que les tribunaux ne pourront que confirmer.

M. Hanger: Pour régler le problème, il suffirait que la loi précise que tous les séropositifs seront inadmissibles à l'immigration.

M. Harder: Cette loi serait constestée devant les tribunaux, monsieur.

M. Hanger: Et elle mériterait peut-être de l'être.

Le vice-président (M. Jackson): J'ai compris. Je crois que les fonctionnaires essaient de vous dire qu'ils ne veulent prendre aucun risque. Si un policier arrête quelqu'un sans motif valable, celle-ci intentera immédiatement des poursuites.

M. Hanger: Je comprends bien. Merci.

Mr. Nunez: Contrary to what has been said by my colleague, Mr. Assadourian, we are interested as members of the opposition in further discussion about the budget. I am happy that we will have three more meetings on that subject before the vote.

[Traduction]

M. Nunez: Contrairement à mon collègue M. Assadourian, les députés de l'opposition veulent discuter davantage du budget. Je suis heureux que trois autres réunions soient consacrées à l'étude du budget avant que celui-ci ne soit mis aux voix.

• 1255

J'ai une question concernant l'immigration des gens d'affaires. Il y a eu beaucoup de critiques à propos de ces programmes. Vous annoncez, à la page 324, qu'il y aura un groupe de travail sur cette question. Je vous demande donc quelles sont les améliorations que vous prévoyez dans ces programmes? Imposez-vous des amendes aux immigrants, gens d'affaires qu'ils soient investisseurs, travailleurs autonomes ou entrepreneurs s'ils ne respectent pas leurs engagements?

M. Tsaï: Une étude a été entreprise de façon interne pour déterminer si le programme satisfaisait aux exigences et était susceptible de nous aider à atteindre les objectifs visés par le programme.

L'un des points que nous avons examiné de très près, c'est la question de savoir comment on peut faire respecter les conditions qui sont incluses dans les ententes que nous passons avec les entrepreneurs ou les investisseurs.

- M. Nunez: Comment avez-vous fait jusqu'à présent pour faire respecter les conditions? Avez-vous pris certaines mesures?
- M. Tsaï: Diverses mesures sont en place pour le contrôle du respect des conditions. Des vérifications peuvent également être menées, mais on a voulu réexaminer l'efficacité de ces mesures et voir s'il n'y a pas des choses que nous pourrions faire de façon plus efficace. Le rapport qui a été produit de façon interne fait l'objet d'un examen à l'heure actuelle.
- M. Nunez: Normalement, vous êtes sévères envers le réfugié ou envers les immigrants des autres catégories. Y a-t-il eu un seul renvoi d'hommes d'affaires parce qu'ils n'avaient pas respectés leurs engagements? Y a-t-il eu des renvois?
- M. Tsaï: Je n'ai pas les statistiques avec moi, mais certains cas ont fait l'objet d'enquêtes sérieuses.

La nouvelle loi sur l'immigration prévoit des pénalités très précises pour les participants à ce programme qui ne respectent pas les règles du jeu. C'est ce qui nous permettra de mettre en place des mesures plus efficaces à l'avenir.

- M. Nunez: J'aurais aimé une réponse plus précise. Quelqu'un a-t-il été renvoyé parce qu'il n'a pas respecté les engagements? C'était cela ma question.
- M. Tsaï: Je peux m'engager à obtenir cette information qui sera partagée avec tout le Comité, mais je ne voudrais pas induire le Comité en erreur en disant qu'il y en a eu quelques-uns. Je pense qu'il y en a eu, mais j'aimerais vérifier cela.
- Mr. Harder: I would just like to underscore a point that Mr. Tsaï made. The difficulty in enforcing the business program until February of last year was that we did not have a strong legislative basis on which to prosecute people. That is now in

I have a question about business immigrants. There was a lot of criticism about business immigration programs. On page 3–24, you say that a task force will study the matter. I would like to know how you intend to improve these programs? Are you going to impose fines on business immigrants, be they investors, independent workers or entrepreneurs, if they don't meet their commitments?

Mr. Tsaï: An internal study was done to determine whether the program met the requirements and was able to help us reach our objectives.

One of the issues we examined closely was how to get immigrants to respect conditions which are included in agreements between entrepreneurs or investors and the government.

Mr. Nunez: How did you ensure that conditions were met until now? Did you take certain measures?

Mr. Tsaï: We already have several measures in place to ensure that immigrants respect the conditions. We could have done audits, but we wanted to study the effectiveness of the measures to see if there was any way to improve their effectiveness. The internal report is currently being studied.

Mr. Nunez: You are normally tough with refugees or immigrants from other classes. Was an immigrant businessman ever removed from Canada because he did not respect his commitments? Has it happen?

Mr. Tsaï: I don't have any statistics with me, but some people were under serious investigations.

In the new Immigration Act, there are very specific penalties for participants in the program who did not respect the rules of the game. This will allow us to implement more effective measures in the future.

Mr. Nunez: I would like a more specific answer. Has anyone ever been sent back because he did not play by the rules of the game? That is my question.

Mr. Tsaï: I can get you that information which you can share with the rest of the committee, but I would not want to mislead the committee by saying that some people were sent back. I think there were some, but I would like to confirm it.

M. Harder: J'aimerais simplement revenir à quelque chose que M. Tsaï a dit. Jusqu'en février 1993, il était difficile de faire respecter le programme des immigrants d'affaires parce que la loi ne prévoyait aucune disposition permettant de poursuivre les

place. Before that, the program was based entirely on the provision in the act, which allowed the minister to create classes, which wasn't a particularly strong legal basis on which to remove somebody from Canada. We now have that in place and look forward to using it in the appropriate circumstances.

M. Nunez: J'ai compris que vous n'aviez poursuivi personne jusqu'à présent. Ai-je bien compris?

M. Harder: Je pense que non.

M. Tsaï: Il n'y a pas eu encore de poursuites qui ont été entamées en vertu de la nouvelle loi.

M. Nunez: Ce groupe de travail est composé de qui? Quand va-t-il déposer son rapport? Pourra-t-on obtenir une copie de ce report? Will we be able to get a copy of it? rapport?

M. Tsai: C'est un rapport qui a été produit de façon interne par le personnel du secteur du Service national ou domestique et cela fait actuellement l'objet d'un examen interne.

M. Nunez: Le Comité peut-il obtenir une copie de ce rapport? C'était cela ma question.

M. Tsaï: Monsieur le président, je pense qu'il n'y a rien qui pourrait empêcher que ce rapport soit distribué aux membres de ce Comité.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): The answer would be-Mr. Nunez: Yes.

• 1300

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): All right. We'll move to Mr. Bryden then.

Mr. Bryden: A quick question, and I have several others besides. Has anyone with HIV, who has tested positive for HIV or has AIDS, been refused? Are there any numbers with respect to that?

Ms Atkinson: I don't have the precise numbers. Yes is the answer to the question, but I don't know the precise numbers. We could get that information for you and distribute it to committee members.

Mr. Bryden: That would be fine for those who have been following that line of questioning.

On page 331 we were talking about the adjustment assistance program. There are about 2,000 independents who are forecast to be in that program, and that works out to a potential cost in your estimates of about \$10 million. Why do we have to support these independent people who really ought to be able to support themselves?

Mr. Harder: You're asking a very good question, and let me say that the adjustment assistance program was designed in its origin to deal with government-assisted refugees. It has over time evolved to provide support to various indigent immigrants, and at a time of budget restraint, the question you pose could well inform eligibility requirements.

Mr. Bryden: As I understand it, you have the full power to not spend. So can I look forward to your not spending that money should you deem it appropriate?

[Translation]

immigrants délinquents. Mais nous avons maintenant une nouvelle loi. Auparavant, le programme se basait entièrement sur une disposition de la loi qui permettait au ministre de créer des catégories, ce qui ne représentait pas un fondement juridique assez solide pour renvoyer quelqu'un du Canada. Mais nous avons maintenant une telle disposition et je l'invoquerais certainement le cas échéant.

Mr. Nunez: I gather you haven't prosecuted anyone until now. Am I right?

Mr. Harder: I don't think so.

Mr. Tsaï: No one has been prosecuted yet under the new Act.

Mr. Nunez: Who sits on this task force? When will it table its

Mr. Tsaï: It's an internal report produced by the personnel from the National or Domestic Service. It is currently being studied by the department.

Mr. Nunez: Can the committee get a copy of the report? That was my question.

Mr. Tsaï: Mr. Chairman, I don't think there's any reason why the report couldn't be distributed to members of the committee.

Le vice-président (M. Jackson): La réponse serait. . .

M. Nunez: Oui.

Le vice-président (M. Jackson): Très bien. Dans ce cas, vous avez la parole, monsieur Bryden.

M. Bryden: J'ai plusieurs questions à poser, mais celle-ci sera brève. A-t-on déjà refusé l'admission au Canada à un séropositif ou à un sidéen? Auriez-vous des statistiques à ce sujet?

Mme Atkinson: Je n'ai pas de statistiques précises à ce sujet. La réponse à votre question est oui, mais je ne sais pas exactement combien de demandes ont été rejetées pour cette raison. Nous pourrions vous fournir ces renseignements.

M. Bryden: Je pense que ceux qui vous ont posé des questions à ce sujet l'apprécieraient.

À la page 3-33, il est question du programme d'aide à l'adaptation. On compte que 2 000 requérants indépendants bénéficieront de ce programme au coût prévu dans le budget de 10 millions de dollars. Pourquoi devons-nous subvenir aux besoins de ces requérants indépendants qui devraient le faire eux-mêmes?

M. Harder: Vous posez une très bonne question. Le programme d'aide à l'adaptation a été conçue à l'origine pour aider les réfugiés parrainés par le gouvernement. Depuis lors, les immigrants indigents en bénéficient et il est vrai qu'en période de compressions budgétaires, il est normal de s'interroger au sujet des critères d'admissibilité.

M. Bryden: Si j'ai bien compris, c'est à vous de décider s'il convient ou non de dépenser ces crédits. Puis-je compter sur vous pour ne pas les dépenser si vous jugez que ce n'est pas nécessaire?

Mr. Harder: I can't predict, but I'm certain that not only will we give consideration to that, should any decisions be made, but we'll also be pleased to describe them here. I would welcome your support for any activity that would narrow eligibility requirement to those who are government-assisted refugees.

Mr. Bryden: This question is still on the estimates, because it ultimately involves money, and I have to preface this just slightly. There has been in the past a perceived problem among public school teachers in my constituency with respect to children who have arrived in Canada from areas of extreme civil strife. These children have very clearly violent tendencies as a result of the environment that they've been in. There appears to be—at least appears to be—no support for them when they arrive in the school system. Does the Department of Citizenship and Immigration have a program that looks at this problem as a problem, particularly with respect to young people? Does it track them through the system, and does it have any way of measuring the cost to the system? Is there money set aside, budgeted, for this specific type of problem, which could apply in the former Yugoslavia now or in the Middle East or elsewhere?

Mr. Harder: Not to the extent that you would wish to deal with the intervention that you described. We do have some targeted programs, and you mentioned Yugoslavia. We have brought to Canada some of the Bosnian detainees, for example. Counselling was provided for them in our program.

What you're describing is a more generalized, if I could put it that way, community outreach and sensitivity awareness. We do not have funds to do that kind of activity, although our community outreach is seeking to provide, in the hands of teachers, country-specific information. This will at least let them know the kinds of circumstances that the person in their classroom has dealt with.

What kind of information? The Immigration and Refugee Board has country assessments that are first class—they're used by other determination systems around the world—which very well describe the human rights or other kinds of abuse that refugees could have encountered. We have sought to facilitate these getting into the hands of teachers, so at least they're aware of what the situation was in Somalia or...

Mr. Bryden: Is it fair for me to say, then, that the Department of Citizenship and Immigration has devolved the cost and the responsibility of this problem, of these children, onto the provinces and the educational authorities in the provinces?

• 1305

Mr. Harder: I would argue no. Let me put it this way: immigration is like velcro; everything sticks to it. The program isn't designed or funded to deal with every consequence of the immigration experience. Immigration is an area of concurrent jurisdiction. Immigrants are free to participate in other programs for which there are entitlements to permanent residents or Canadians. I could turn it around and say that we devolve the benefits of immigration to the provinces as well.

[Traduction]

M. Harder: Je ne peux pas prédire ce qu'il en sera à ce sujet, mais nous examinerons certainement l'utilité de cette dépense, et je serai heureux de vous communiquer la décision qui sera éventuellement prise à ce sujet. J'apprécierais que vous donniez votre appui à tout effort en vue de restreindre l'admissibilité à ce programme aux réfugiés parrainés par le gouvernement.

M. Bryden: La question que je vais maintenant vous poser porte toujours sur le budget parce qu'elle a en définitive une incidence financière, mais avant de la poser, je dois l'expliquer un peu. Certains enseignants de ma circonscription m'ont parlé du problème que posent les enfants qui immigrent au Canada en provenance de pays qui connaissent de graves troubles civils. Ces enfants sont clairement portés à la violence parce qu'ils l'ont cotoyée toute leur vie. Il semblerait que rien ne soit prévu pour leur venir en aide dans les écoles. Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration considère-t-il qu'il s'agit d'un problème et exécute-t-il un programme destiné aux jeunes? Peut-on évaluer le coût que représentent les services qui leur sont destinés? A-t-on prévu des fonds pour venir en aide aux enfants qui immigreraient de régions mouvements comme l'ancienne Yougoslavie ou le Moyen-Orient?

M. Harder: Pas autant que vous le souhaitez. Nous avons ciblé certains groupes. Vous avez mentionné le cas de la Yougoslavie. Le Canada a admis certains réfugiés bosniens, par exemple et leur a offert des services d'aide socio-psychologique.

Vous faites plutôt allusion à des programmes généraux de sensibilisation à la réalité canadienne et d'intégration à la collectivité. Nous n'avons pas les fonds voulus pour offrir ce genre de services, mais ce que nous faisons, c'est de donner aux enseignants de l'information sur les pays dont proviennent leurs élèves. Cela leur permettra au moins de comprendre le genre de situation dans lesquelles se sont peut-être retrouvés leurs élèves.

De quelle type d'information s'agit-il? La Commission de l'immigration et du statut de réfugié publie d'excellents profils de pays dont on sert même dans d'autres pays. Ils décrivent très bien la situation en matière de violation des droits de la personne ou autres dans les pays visés. Nous avons cherché à mettre ces études à la disposition des enseignants pour qu'ils connaissent au moins la situation qui existe en Somalie ou. . .

M. Bryden: Dans ce cas, peut—on dire que ce sont plutôt les établissements scolaires provinciaux, et par ricochet les provinces elles—mêmes, qui assument le coût des services d'aide destiné à ces enfants plutôt que le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration?

M. Harder: Je ne crois pas. L'immigration c'est comme du velcro pour ainsi dire, tout y adhère. Le programme n'est ni conçu ni financé pour régler tous les problèmes que connaissent les immigrants. En outre, l'immigration est un domaine de compétence partagée. Les immigrants sont libres de participer aux programmes auxquels sont admissibles les résidents permanents ou les citoyens canadiens. On pourrait ainsi dire que les provinces profitent de l'action du gouvernement fédéral dans le domaine de l'immigration.

Mr. Bryden: Yes, I appreciate that-

Mr. Harder: There is a certain element here where jurisdictions tend, in times of restrained resources... You're identifying a great need and those guys should pay. I think we need to work with provinces and municipalities and school boards and say, look, let's not send each other bills for activities that we think are not being performed and you're downloading or uploading. Let's try to structure our program delivery, which recognizes one taxpayer and one person in need.

That's what we are trying to do as we negotiate agreements with provinces and as we deal with the consultations that are under way. But it's tough in the economic circumstances we are in not to have some sense of being put on by various levels of government.

Mr. Bryden: So this problem has been devolved on the provinces and the municipalities. I believe that is what you have said.

Mr. Harder: But devolved is understood as that it once was ours and we are now sending it there. For example, language training for kids, ESL—school boards often raise that the immigration department is not doing enough for ESL. Well, under the Constitution the provinces have responsibility for education for children. Our language training program is targeted for adults. I think that's not a bad distribution of the effort for language training.

As I say to my provincial colleagues when they raise this, the benefits of immigration aren't distributed so that the feds get all the benefits. The provinces get the benefits as well. If you want to say that the province of Ontario or various school boards have x increased demand for ESL, that probably means the location is benefiting from immigration as well. I think it's a more complex issue than simply saying, oh, the feds are devolving the costs onto us.

Mr. Bryden: I have one quick question that relates to this but is very specific and very narrow. We have heard a number of questions in the House of Commons lately on the issue of female genital mutilation. They have all been directed at the Minister of Justice. Does the immigration department have an education policy in place for immigrants coming from countries in which this is a practice?

Mr. Harder: It's part of the settlement, so I'll ask Ann.

While Ann is getting to the table, let me say that the Department of Citizenship and Immigration is actively involved at the international level on this issue as well, through our work with the United Nations High Commissioner for Refugees executive committee, where female genital mutilation is part and parcel of the gender guidelines that Canada was the first, and so far the only, country to adopt. It has been endorsed by the executive committee of the UNHCR. Some of the Bosnian detainees were brought to Canada because of that very situation.

In terms of the aspects to do with settlement in Canada, I will ask Ann to comment.

[Translation]

M. Bryden: Je comprends cela. . .

M. Harder: En période de compressions budgétaires, toute cette question de partage des compétences... Il existe un besoin et combler ce besoin comporte des coûts que quelqu'un doit bien assumer. Le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités et les conseils scolaires devraient concerter leurs efforts plutôt que de se renvoyer la balle. Il faut venir en aide à ceux qui sont dans le besoin, mais nous devons tenir compte du fait que c'est toujours le même contribuable qui paie la note en dernier ressort.

Les négociations et les consultations avec les provinces doivent se dérouler dans cet esprit là. Compte tenu de la situation économique actuelle, le contribuable à cependant l'impression que les divers paliers de gouvernement se moquent de lui.

M. Bryden: On a donc refilé ce problème aux provinces et aux municipalités. C'est du moins ce que je déduis de vos propos.

M. Harder: Dans le sens où le gouvernement ne peut pas être le seul à intervenir, et que les provinces doivent faire leur part dans ce domaine. Prenons le cas de l'enseignement de l'anglais comme langue seconde. Les conseils scolaires se plaignent souvent du fait que le ministère de l'Immigration n'offre pas suffisamment de cours de langue seconde. Or, l'enseignement aux enfants relèvent des provinces aux termes de la Constitution. Notre programme de cours de langues s'adresse aux adultes. A mon avis, ce n'est pas une mauvaise répartition des responsabilités dans ce domaine.

Comme je le dis à mes collègues provinciaux lorsqu'ils abordent cette question, le gouvernement fédéral n'est pas le seul à tirer parti de l'immigration. Les provinces aussi. S'il existe une demande accrue dans certains conseils scolaires de l'Ontario pour des cours d'enseignement de l'anglais comme langue seconde, il ne faudrait pas oublier les avantages que tirent les localités visées de l'immigration. On simplifie les choses en disant que le gouvernement fédéral refile le coût de l'immigration aux provinces.

M. Bryden: J'ai une question brève et précise qui a trait à l'immigration. Dernièrement, plusieurs questions ont été posées à la Chambre des communes qui se rapportaient à la mutilation des organes génitaux féminins. Ces questions s'adressaient toutes au ministre de la Justice. Quelle est la politique du ministère de l'Immigration en ce qui touche les immigrants provenant de pays où cette pratique a cours?

M. Harder: Je vais demander à Ann de répondre à cette question qui se rapporte à l'adaptation.

Pendant que Ann vient prendre place à la table, je dirai que le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration participe activement, au sein du comité exécutif du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, aux efforts déployés à l'échelle internationale pour mettre fin à cette pratique. En fait, le Canada a été le premier pays, et le seul jusqu'ici, à adopter des lignes directrices sur l'égalité des sexes, qui interdisent cette pratique. Le comité exécutif du HCR a donné son aval à ses lignes directrices. Certaines réfugiées de Bosnie ont d'ailleurs été admises au Canada pour les soustraire à cette mutilation.

Ann vous donnera des précisions quant au processus d'adaptation.

Ms Midgley: If I could put it in a broader general context rather than specifically on genital mutilation, as part of our settlement service we also produce a series of orientation material that we provide to new immigrants, immigrant–serving agencies, and counselling visa officers overseas for use to talk about the values and the system in Canada when they come to Canada. I think that includes the Canadian value, the equality, the respect for law and gender equality. There are various aspects of all of that. Genital mutilation may or may not be specifically part of that, but it's certainly within that context.

Mr. Bryden: Please check and give me an answer on whether it is specifically involved in that program. I'd be most interested to know. Because of the highly emotive nature of it, I think it's necessary for us to know that program is in place in this department. If not then it should be.

Ms Midgley: We'll certainly come back to you to indicate whether that specific issue is addressed in the whole series of orientation material. I should say we do not have a specific program as such to deal with it, although we are very much aware of that particular issue. It's also a part of how we counsel and provide service to immigrants through the NGOs and service providers. It's an issue we do want to address.

As you realize, it's not an issue to be addressed simply by immigration. It's a broader issue.

Mr. Bryden: Thank you.

The Vice—Chairman (Mr. Jackson): Does anybody else have any further questions?

Go ahead, Art. We still have some time.

Mr. Hanger: On page 350, entitled "Immigration Program", in the supplementary information dealing with goods and services there is an outline on detainees' and deportees' travel, other transportation and communication, and finally professional and special services. Could you define that for me?

Mr. Harder: Which part—the professional and special services?

Mr. Hanger: The expenditures—how they come about or what they are specifically. Then define the professional and special services.

Mr. Harder: I'll just do a rough cut at this and then Hallam Johnston, who is our enforcement director general, can, if you want, follow up on those aspects of the expenditures that are enforcement—related. Mr. Dibartolo can speak, too.

Detainees' and deportees' travel is the travel costs of deporting somebody. It could include escort travel for people who require escorts. As to other travel, we are a department with offices around the world. We have 51 inland offices, 68 overseas offices and 70 points of entry. So the travel costs of our organization are substantial.

[Traduction]

Mme Midgley: J'aimerais vous dire ce que nous faisons de façon générale pour favoriser l'adaptation des immigrants plutôt que de vous parler précisément de la mutilation des organes génétaux féminins. Notre service publie des documents destinés aux nouveaux immigrants, aux organismes qui leur viennent en aide ainsi qu'aux agents chargés d'émettre des visas à l'étranger qui expliquent les valeurs auxquelles sont attachées les Canadiens. Je crois qu'on y traite notamment de l'égalité des sexes et du respect de la loi. J'ignore cependant si ces brochures abordent directement la question de la mutilation des organes génitaux féminins.

• 1310

M. Bryden: Je vous prie de vous renseigner à ce sujet. J'aimerais le savoir. Parce que cette question suscite un débat chargé d'émotivité, je crois qu'il importe que nous sachions si le ministère exécute un programme dont l'objet est de mettre fin à cette pratique. Si ce n'est pas le cas, il devrait le faire.

Mme Midgley: Nous vous ferons certainement savoir si la série de brochures dont je vous ai parlé traitent du sujet. Le ministère n'exécute cependant pas de programmes visant à mettre fin à cette pratique précise, mais il est bien conscient du problème qu'elle pose. Le ministère offre aussi des services aux immigrants par l'intermédiaire des ONG et de diverses autres agences de service. Il s'agit d'un problème auquel nous voulons nous attaquer.

Vous comprendrez qu'il s'agit cependant d'une question qui n'est pas exclusivement liée à l'immigration.

M. Bryden: Je vous remercie.

Le vice-président (M. Jackson): Y a-t-il d'autres questions?

Allez-y, Art. Nous avons encore du temps.

M. Hanger: À la page 3-54 intitulée «Programme d'immigration», la rubrique renseignements supplémentaires portant sur les biens et les services donnent la ventilation des frais de voyage des personnes détenues ou expulsées, des autres frais de voyage, des autres frais de transport et de communications et enfin, des services professionnels et spéciaux. Pourriez-vous me préciser de quoi il s'agit dans chaque cas?

M. Harder: De quelle partie les services professionnels et spéciaux?

M. Hanger: J'aimerais que vous me définissiez chaque poste de dépenses, et notamment les services professionnels et spéciaux.

M. Harder: Je vais vous donner une idée générale, et je vais ensuite demander à Hallam Johnston, directeur général des services d'exécution, de vous donner des précisions au sujet des dépenses liées à l'exécution. M. Dibartolo pourra l'aider à le faire.

Les frais de voyage des personnes détenues ou expulsées sont les frais qui sont encourus lorsqu'on expulse quelqu'un du pays. Cela peut comprendre les frais des personnes qui doivent les accompagner. Quant aux autres frais de voyage, il ne faut pas oublier que le ministère compte des bureaux dans le monde entier. Le ministère compte en effet 51 bureaux au pays, 68 bureaux à l'étranger et 70 points d'entrée. Par conséquent, les frais de voyage sont très élevés.

Communications would be telephone, fax, interactive communications of data transmission and the like. Information would be data information. Professional and special services would be contracts. For example, we have engaged a company to assist us in the redesigning of our computer program for both our inland and overseas computer systems. Those are substantial investments of professional services. Those are the kinds of contracts that fall under there.

Rentals would be for properties we do not own but rent—purchase, repair and upkeep on those properties. Utilities is obvious. As to other expenditures, I don't have a clue. It would be miscellaneous.

Mr. Hanger: I was more interested in the travel and the professional services.

Mr. Harder: Yes. Professional service is a significant number because of the kinds of contract requirements on the technology side. There really have been substantial investments in the last number of years in technology.

Brent, do you want to add to that?

Mr. Dibartolo: Yes. A large portion of the professional and special services—roughly two—thirds in the 1993—94 expenditure information I just looked at—relates to professional and special services for our detention program, such as food services for our detention centre and guard services associated with it. The majority of the balance would be infomatics—related.

• 1315

Mr. Hanger: Are you talking about detention services in the country?

Mr. Dibartolo: Yes.

Mr. Hanger: It includes anybody who is held for one reason or another.

Mr. Dibartolo: Our expenditures in 1993–94 were roughly \$200 million in those areas.

Mr. Hanger: I know the enforcement is broken down into outside agencies.

Mr. Hallam Johnston (Director General, Enforcement Branch, Department of Citizenship and Immigration): I think the responses to date have covered pretty well all the enforcement-related part of the figures cited.

About 10% of the removal cases require an escort, either for reasons of security or to ensure the person actually arrives in the country of destination. Those costs would also be included in this figure, but the bulk of the cost relates to the cost of deportation.

Mr. Harder: With regard to deportation in the immigration program, three years ago we had about 4,400 removals, last year we had 9,000, and this year we're projecting 11,000. We are increasing the enforcement activity while reducing the cost per enforcement. We have more people dealing with enforcement.

[Translation]

Les communications comprennent notamment les appels téléphoniques, les télécopies et la transmission interractive de données. L'information, c'est l'information touchant les données. Les services professionnels et spéciaux se sont les contrats. À titre d'exemple, nous avons retenu les services d'une société qui nous aidera à concevoir de nouveaux programmes informatiques à l'intention de nos bureaux situés au pays et à l'étranger. Les services professionnels sont coûteux. Voilà un exemple du type de contrats que nous accordons.

Les frais de location, ce sont les frais que nous devons encourir pour l'achat, la location et l'entretien de certains immeubles. Ça comporte aussi les charges. Pour ce qui est des autres dépenses, je n'en ai pas la moindre idée. Ce sont sûrement des frais divers.

M. Hanger: Ce sont surtout les frais de voyage et les services professionnels qui m'intéressaient.

M. Harder: Oui. Les dépenses liées aux services professionnels sont élevées en raison des contrats que nous devons accorder dans le domaine technologique. Ces dernières années, nos dépenses dans ce domaine ont été élevées.

Brent, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Dibartolo: Oui. Une bonne partie des dépenses prévues pour ce qui est des services professionnels et spéciaux, c'est-à-dire environ les deux-tiers d'après la ventilation que je viens de consulter pour 1993-1994, se rapportent aux programmes de détention. Il s'agit notamment des repas qui sont offerts dans nos centres de détention et des gardes qu'il faut affectés à la surveillance des détenus. Le reste des dépenses se rapportent à nos besoins en informatique.

M. Hanger: Parlez-vous des services de détention au pays?

M. Dibartolo: Oui.

M. Hanger: Ces dépenses comprennent les frais encourus dans tous les cas de détention.

M. Dibartolo: Nos dépenses à ce titre en 1993–1994 se sont élevés à environ 200 millions de dollars.

M. Hanger: Pour ce qui est de l'activité «exécution de la loi», les dépenses sont ventilés par organismes visés.

M. Hallam Johnston (directeur général, Direction de l'exécution de la loi, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Je crois que les réponses qui vous ont été données jusqu'ici couvrent assez bien les activités liées à l'exécution de la loi.

Dans environ 10 p. 100 des cas, il faut escorter les personnes qui sont expulsées du pays soit pour des raisons de sécurité soit pour s'assurer qu'elles arrivent bien à destination. Ces frais sont donc inclus dans ce chiffre, mais il s'agit surtout des frais liés à l'expulsion du pays de certaines personnes.

M. Harder: Pour ce qui est des dépenses liées à l'expulsion du pays, il y a trois ans, le nombre des expulsions s'élevait à 4 400. L'an dernier, il y en a eu 9 000 et cette année nous prévoyons qu'il y en aura 11 000. Nous augmentons nos activités d'exécution de la loi, mais le coût de chaque intervention diminue. Par ailleurs, un plus grand nombre de personnes sont affectées aux activités d'exécution.

Mr. Hanger: When you talk about increasing the deportation numbers, there are approximately 24,000 deportation warrants in existence right now. Are you talking about deporting those people?

Mr. Harder: We have increased the number of removals from Canada by not just doubling the resources in enforcement, but by strategically targeting certain removal activities to ensure a better performance in our enforcement area.

Allan, do you want to add to that?

Mr. Johnston: It can be as mundane as really making an effort to try to get the best fares on an aircraft.

The overall number has been increasing, and I have some figures related to the average cost per removal, as the deputy minister said. In 1989–90 we estimated that the average cost of a removal was in the range of \$1,500. That's been steadily going down to \$1,200 in 1990–91; \$1,100 in 1991–92; and our estimate for 1992–93 is \$850. So we have been making some progress in containing the cost in that area, while increasing numbers.

Mr. Hanger: Unfortunately, we don't collect the frequent flyer points.

Mr. Knutson: If I had a concern about a particular embassy processing family reunification applications slowly, who would I see about that?

Mr. Harder: It depends on the case.

Mr. Knutson: Let's say it's not a case.

Mr. Harder: Sometimes members of Parliament deal with the embassy directly, but let me just put that in context. Last year Delhi had 5,000 inquiries from members of Parliament on cases. I asked how many cases they could have processed if they had processed cases rather than answered members' correspondence. They told me 2,500 to 3,000.

The point I want to make is not to stop sending letters, but often we get inquiries on cases the very week the application has been made. We desperately need a time standard, and we're not there yet. Quite frankly, we won't answer a case question if it's before the standard time so that we can actually spend our money on processing the case.

• 1320

That's a long-winded digression.

The inquiry unit in the minister's office is the most efficient way of having a case-specific question answered, and they will access either the in-Canada or overseas network.

Mr. Knutson: More specifically, then, if you tell me that the standard is six months and an embassy writes back and says they do it in twelve, who would I see about that?

Mr. Harder: See me.

Mr. Knutson: Thanks.

[Traduction]

M. Hanger: Vous dites que le nombre d'expulsions augmentera. Or, 24 000 mandats d'expulsion ont déjà été émis. S'agit-il d'expulser ces personnes-là?

M. Harder: Nous avons augmenté le nombre d'expulsions pas seulement en doublant les ressources affectées à l'exécution de la loi, mais en améliorant la façon dont nous menons certaines activités liées à l'expulsion.

Allan, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Johnston: Il peut tout simplement s'agir d'obtenir les meilleurs tarifs aériens possible.

Le nombre total des expulsions a augmenté, et je peux vous fournir des chiffres quant au coût moyen de chaque expulsion. En 1989–1990, le coût moyen des expulsions se situait à 1 500\$. Ce coût a diminué constamment depuis lors, il était de 1 200\$ en 1990–1991, de 1 100\$ en 1991–1992 et de 850\$ en 1992–1993. Malgré le fait que le nombre d'expulsions a augmenté, nous avons réussi à faire diminuer les coûts dans ce domaine.

M. Hanger: C'est dommage que le gouvernement ne réclame pas des points de grand voyageur pour ces déplacements.

M. Knutson: À qui dois—je me plaindre si une ambassade donnée prend trop de temps à traiter les demandes en vue de la réunification des familles?

M. Harder: Tout dépend du cas.

M. Knutson: De façon générale.

M. Harder: Les députés s'adressent parfois directement à l'ambassade visée. J'aimerais cependant vous situer le problème. L'an dernier, l'ambassade de Nouvelle Delhi a reçu 5 000 demandes de renseignements provenant de députés. J'ai demandé combien de demandes l'ambassade aurait pu traiter au lieu de répondre aux lettres des députés. On m'a répondu de 2 500 à 3 000.

Je n'essaie pas de vous décourager d'écrire aux ambassades, mais parfois la demande de renseignements nous est adressée au cours de la même semaine que la demande d'immigration. Il faut évidemment que nous nous fixions des délais types pour le traitement des demandes, ce que nous n'avons pas encore fait. Mais pour être honnête, je dois reconnaître que nous ne répondons pas à une demande de renseignements portant sur une demande avant l'expiration du délai normal pour le traitement de celle—ci pour ne pas retarder indûment le processus de traitement des demandes.

C'était une longue digression.

Il est beaucoup plus efficace d'adresser ses demandes de renseignements au service des demandes du bureau du ministre qui les transmettra soit à un bureau situé au Canada, soit à un bureau à l'étranger.

M. Knutson: Si le délai habituel de traitement des demandes est de six mois et qu'une ambassade réponde qu'elle ne pourra pas traiter une demande avant douze mois, à qui devrait—on s'adresser?

M. Harder: À moi.

M. Knutson: Je vous remercie.

Mr. Peric (Cambridge): I just want to echo the deputy minister's statement. In my riding we receive so many calls two weeks after they submit their application. They want that person here overnight, which is impossible.

I would like to thank the department because they help my constituents very quickly. For instance, in Lebanon there was an Armenian person trying to get here on a visitor's visa. They had been trying for I don't know how many months. I made a phone call to the department and the person was here within a couple of days. That's excellent service.

Thank you for your help, and I hope that I will have the same service in the future.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mr. Harder, I think that concludes our session. I want to say it was a pleasure doing business with you. We really appreciate the frankness and openness. You did have most of the answers and in the cases where you didn't have them, you will be providing them to us. Thank you very much for your input.

Mr. Harder: Thank you.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): We have finished the business of the day, but any member is allowed to ask questions and discuss matters that may be on their mind. That is an open type of thing.

Mrs. Gagnon has made a proposal. I've examined it, and I found a couple of things that I want to draw to your attention. Then, I'll tell you how we'll deal with it.

Basically, this committee has had the minister. We've had the deputy minister here today. We are proceeding in the line that Mrs. Gagnon is asking, so to some degree it is a little bit redundant.

But there is a significant part here in that we don't like the minister interfering in our business. We are a committee, and we are trying to do our job.

We will hear the question of Mrs. Gagnon. She has proposed a motion and so she will be the author of the motion. I will allow her to speak and tell us why she is doing it. We will have a round of questions. When I go back to her, we are through. Then we'll vote on it.

Mr. Assadourian: May I ask a question about the motion?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): It's not put yet, so maybe we should get it on the floor. Let's have the motion on the floor first.

Mme Gagnon: Monsieur Jackson, j'ai déposé la motion et demandé qu'on la mette à l'ordre du jour. Elle est présentée par M. Nunez et appuyée par moi-même. D'accord?

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mr. Nunez, the way I'm going to deal with it is to allow you to speak, since you're the author of the motion. Then we'll have a general discussion. We'll come to you one last time and then vote on it.

[Translation]

M. Peric (Cambridge): Je veux confirmer ce que vient de dire le sous-ministre. À mon bureau de circonscription, nous recevons beaucoup d'appels de gens qui ont fait une demande deux semaines auparavant seulement. Ils voudraient que la personne qu'ils parrainent vienne immédiatement les retrouver, ce qui n'est pas possible.

Je tiens à remercier le ministère qui vient très rapidement en aide à mes électeurs. Permettez-moi de donner un exemple. Une personne d'origine arménienne qui se trouvait au Liban cherchait à obtenir un visa de visiteur pour venir au Canada. Cette personne attendait son visa depuis je ne sais combien de mois. J'ai téléphoné au ministère, et la personne en question est arrivée au Canada quelques jours plus tard. Voilà de l'excellent service.

Je vous remercie de votre aide, et j'espère toujours pouvoir compter sur un service aussi efficace.

Le vice-président (M. Jackson): Monsieur Harder, je crois que nous n'avons plus de questions à vous poser. Nous avons eu grand plaisir à discuter avec vous. Nous avons beaucoup apprécié votre franchise et votre ouverture d'esprit. Vous avez répondu à la plupart de nos questions, et vous vous êtes engagé à nous fournir les réponses aux questions auxquelles vous n'avez pu répondre sur-le-champ. Merci beaucoup de votre collaboration.

M. Harder: C'est moi qui vous remercie.

Le vice-président (M. Jackson): Nous avons épuisé notre ordre du jour d'aujourd'hui, mais tous les membres du comité sont maintenant libres de poser les questions qu'ils souhaitent poser ou de faire les observations qu'ils jugent pertinentes. Je n'appliquerai pas rigoureusement le Règlement.

M^{me} Gagnon a fait une proposition. Je l'ai étudiée, et j'aimerais vous dire d'abord quelques mots à ce sujet. Je vous dirai ensuite comment nous allons procéder.

Le comité a déjà entendu le ministre. Aujourd'hui, nous avons entendu le sous-ministre. La proposition de M^{me} Gagnon n'est peut-être plus pertinente puisqu'elle recommandait que nous entendions ces deux témoins.

Nous ne voulons simplement pas que le ministre s'immisce dans nos travaux. Le comité s'efforce de remplir son mandat.

Je vais demander à M^{me} Gagnon de nous présenter sa motion. Je lui permettrai de nous l'expliquer. Vous pourrez ensuite lui poser les questions qui vous viennent à l'esprit, après quoi je lui redonnerai la parole. Je mettrai ensuite la motion aux voix.

M. Assadourian: Puis-je poser une question au sujet de la motion?

Le vice-président (M. Jackson): Il faudrait d'abord permettre à M^{me} Gagnon de la présenter.

Mrs. Gagnon: Mr. Jackson, I've tabled the motion and I've asked that it be put on tody's agenda. The motion is made by Mr. Nunez and I am seconding it.

Le vice-président (M. Jackson): Puisque vous êtes le parrain de la motion, je vais donc vous donner la parole à vous, monsieur Nunez. Il y aura ensuite débat sur la motion. Vous aurez le mot de la fin, et nous procéderons ensuite au vote.

M. Nunez: Monsieur le président, nous étions tous présents hier à la période des questions.

Mon collègue, Yvan Loubier, a posé la question à propos de certaines déclarations du ministre de vouloir procéder à de nouvelles coupures. Le Premier ministre nous a répondu qui y aurait de nouvelles coupures, probablement en dehors du budget, d'une façon quotidienne et hebdomadaire. Ce sera fait par les ministres et quelques ministres auront l'occasion d'annoncer ces coupures dans les semaines et mois qui viennent.

• 1325

C'est donc l'idée politique du Bloc québécois de déposer cette motion dans tous les comités. Nous voulons que le Comité examine, avec le ministre et les fonctionnaires, tous les postes du budget où l'on peut procéder à des coupures sans affecter les services essentiels. Cela vient du Premier ministre et nous voulons donc qu'il y ait une discussion et qu'il y ait un vote.

Vous allez décider ce que l'on fait, mais c'est notre politique de voir à ce que le Comité examine cette question et que le ministre vienne s'asseoir ici, pas pour nous parler de politique, d'immigration et de la citoyenneté, mais spécifiquement de la question des crédits.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): All right. Mr. Assad and then Mr. Assadourian.

M. Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le président, la motion présentée par notre collègue est non recevable, pour la simple raison que nous sommes en train d'examiner les prévisions budgétaires et non pas les dépenses.

Selon mon humble expérience, ici et à l'Assemblée nationale, lorsque nous examinions en comité les prévisions budgétaires, nous ne pouvions pas soulever l'aspect des dépenses car seul le ministre, lequel fait partie de l'exécutif, peut déposer les dépenses comme telles.

Donc, sur ce plan-là, c'est non recevable et, dans le cas où il y aurait des coupures d'une ampleur telle qu'elles auraient pour effet d'invalider les réponses données à ce Comité pour la prochaine année financière, votre motion pourrait alors être discutée. Le Comité possèderait alors des informations ne correspondant pas avec celles du ministre.

Actuellement nous ne savons pas jusqu'où iront les coupures, loin de là. Ce n'est pas sur ce point qu'elle est non recevable, mais plutôt, parce que l'on ne peut assujettir le ministre en ce qui a trait à ses dépenses.

C'est la prérogative d'un membre de l'exécutif.

Mr. Assadourian: I find it surprising that the member says he is not here to discuss immigration and citizenship, that he is here to discuss the financial aspect of it. If he doesn't want to discuss immigration and citizenship, I suppose he's not supposed to be here to start with. I think this is out of order, as my colleague said.

The minister was here two days ago. If every time a statement is made in the House we're going to call the minister, then we have a problem in this committee. Keep in mind, I've seen this similar motion in other committees. This is a campaign by Bloc Québécois central executive or central committee. They all have the same wording. They write in the space the minister's name and then present the motion. It's a standard trick, more or less, if I can use the term, to block activities of

[Traduction]

Mr. Nunez: Mr. Chairman, we were all in the House yesterday during "The question period".

My colleague, Yvan Loubier, asked a question to the minister about statements he had made concerning the possibility of making new budgetary cuts. The Prime Minister answered we could expect daily or weekly cuts that do not appear in the budget. Some ministers will be announcing further budgetary cuts in the weeks and months ahead.

The Bloc Québécois' policy is to make this motion in every committee. We want the committee to consider, along with the minister and his officials, every item contained in the budget where possible cuts can be made without affecting essential services. This was the Prime Minister's idea and we want a discussion and a vote on the matter.

You will ultimately decide what the committee will do, but it is our policy to ensure that the committee study this issue and that the minister testify before the committee, not to talk about policy, immigration and citizenship, but specifically about appropriation.

Le vice-président (M. Jackson): Très bien. M. Assad, suivi de M. Assadourian.

Mr. Assad (Gatineau—La Lièvre): Mr. Chairman, our colleague's motion is not in order for the simple reason that we are considering the estimates and not expenditures.

Based on my humble experience here and in the National Assembly, when members of a committee consider the estimates, they can't discuss expenditures, because only the minister, who is part of the executive, can table expenditures.

Seen from that angle, his motion is not in order. But if cuts were made that were so huge as to contradict answers given to this committee regarding the next fiscal year, your motion might warrant further discussion. In such a case, the committee would have information which did not correspond to that provided by the minister.

At this point, we don't know how deep the cuts will be—far from it. But that's not why the motion is out of order. Rather, it's because we can't question the minister about expenditures.

That's the prerogative of a member of the executive.

M. Assadourian: Je trouve surprenant que le député dise qu'il n'est pas ici pour discuter d'immigration ou de citoyenneté, mais plutôt de finances. S'il ne veut pas parler d'immigration ou de citoyenneté, je ne crois pas qu'il ait sa place ici. À l'instar de mon collègue, je trouve que la motion est irrecevable.

Le ministre a comparu devant le comité il y a deux jours. Si, après chaque déclaration à la Chambre des communes, nous demandons que le ministre comparaisse devant le comité, nous aurons des problèmes. N'oubliez pas que ce genre de motion a été fait à d'autres comités. C'est une campagne organisée par l'exécutif central, ou le comité central du Bloc québécois. Les motions sont toutes pareilles. On y inscrit tout simplement le nom du ministre, puis on présente la motion. C'est plus ou

each and every standing committee of the House. I don't think it's proper to accept this the way it is, plus it is out of order, I think.

Mr. Hanger: I would have to say that I speak in favour of this particular motion. The question that was specifically asked of the minister on Tuesday was where he was planning on making expenditure cuts and by what percentage. There was never a precise answer from him. I think it is incumbent upon this committee to look into that matter in its total form. I see nothing wrong with this motion. I actually must support my colleague in the Bloc for bringing it forward, because I think that is precisely what this committee should be all about—to examine, line by line, the estimates that have been presented here and question whether they are valid or not.

Mr. Assadourian: We are doing this.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Just a minute, gentlemen, Mr. Hanger has the floor.

Mr. Hanger: We are not doing that. We are doing it in a piecemeal deal. As it comes to mind, somebody may bring an item up on the estimates. We're not doing it one line at a time and it should be examined in its fullest. We're not doing it. We're doing it in a very piecemeal, haphazard manner. I support my colleague.

Mr. Bryden: I understood from the deputy minister that he has discretionary power to make further cuts at any time. This was a point that we made with respect to the independent immigrants class. I actually don't see the point of this motion.

Mr. Hanger: What is the purpose of our committee?

• 1330

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mr. Hanger, if you don't mind, I'll give you another shot today. Let's not have a debate here.

Mr. Assadourian: We are not complaining about bringing in staff to explain the budget to us. He says he'll bring in the minister. What I'm saying is if every two days we're going to bring in the minister, then we have a problem. We can vote on this and if it passes, okay. If it doesn't pass, maybe he can bring another motion. We can't bring the minister in every two days.

M. Assad: Monsieur le président, je demande le vote car, en vertu du Règlement, la motion est non recevable. Je demande le vote même si, en bout de compte, on ne devrait pas voter.

M. Nunez: Où est la démocratie, monsieur Assad? C'est incroyable que vous ne vouliez pas voter...

M. Assad: Vous êtes au Parlement; ce n'est pas un pool room ici. C'est le Parlement.

M. Nunez: Il doit y avoir un vote et ce n'est pas vous qui allez nous en empêcher. On suit l'invitation du ministre. Vous devriez suivre les propos de votre ministre et aider le Premier ministre, mais vous vous opposez. C'est incroyable, l'attitude des Libéraux ici!

[Translation]

moins une astuce connue, si je puis m'exprimer ainsi, pour obstruer les activités de tous les comités permanents de la Chambre. Je ne crois pas que nous puissions accepter la motion sous sa forme libellée; de plus, je crois qu'elle est irrecevable.

M. Hanger: J'appuie la motion. La question précise qui a été posée au ministre mardi était de savoir s'il envisageait de réduire les dépenses et de combien. Il ne nous a pas donné de réponse claire. À mon avis, le comité doit examiner cette question dans son ensemble. La motion est donc recevable. Je vais donc appuyer mon collègue du Bloc, car sa motion rejoint exactement le but du comité, soit d'étudier, poste par poste, les prévisions budgétaires et de s'assurer qu'elles sont valables.

M. Assadourian: C'est ce que nous faisons déjà.

Le vice-président (M. Jackson): Un instant, messieurs, M. Hanger n'a pas fini.

M. Hanger: Justement, non. Nous avançons de façon décousue. Quelqu'un pose une question, lorsqu'elle lui vient à l'esprit, sur les prévisions budgétaires. Nous n'examinons pas les prévisions poste par poste, même si nous devrions étudier chacun à fond. Ce n'est pas ce que nous faisons. Nous procédons de façon décousue et aléatoire. J'appuie donc mon collègue.

M. Bryden: D'après ce que j'ai compris des propos du sous-ministre, il a le pouvoir discrétionnaire de faire de nouvelles compressions à n'importe quel moment. Ce point a été soulevé lorsqu'on a parlé de la catégorie des immigrants indépendants. Je ne vois pas l'utilité de cette motion.

M. Hanger: Quelle est l'utilité du comité?

Le vice-président (M. Jackson): Monsieur Hanger, si vous voulez bien, vous aurez l'occasion d'en parler plus tard aujourd'hui. Je ne veux pas avoir de débat maintenant.

M. Assadourian: Nous ne nous plaignons pas du fait qu'il y aura des fonctionnaires pour nous expliquer le budget. Il dit qu'il veut faire comparaître le ministre. Si nous voulons faire comparaître le ministre tous les deux jours, nous aurons des problèmes. Nous pouvons mettre la motion aux voix, et si elle est adoptée, tant mieux. Mais si elle est rejetée, il pourrait peut-être proposer une autre motion. Mais nous ne pouvons pas faire témoigner le ministre a tous les deux jours.

Mr. Assad: Mr. Chairman, I would like the motion to be put to a vote since, under the Standing Orders, it cannot be entertained. I will also call for a vote even if we should ultimately not vote on the matter.

Mr. Nunez: Where is your sense of democracy, Mr. Assad? It's unbelievable that you would not want to vote. . .

Mr. Assad: You're in Parliament; this is not a pool room. This is Parliament.

Mr. Nunez: There has to be a vote and you're not going to prevent us from having one. We are following the minister's suggestion. You should listen to your minister and help the Prime Minister, but you're doing just the opposite. I can't believe the attitude of these Liberals!

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Gentlemen, I don't want to throw you out of here. What we have is a motion that the vote be put. If that is carried, then we'll go to the motion. If that is defeated, then we'll have more discussion.

I'll call the question. All those in favour of putting the vote?

Mr. Nunez: Mr. Chairman-

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): There is no more discussion, because Mr. Assad said it was out of order. The procedure is—

Mr. Nunez: I proposed this motion; I have the right to speak at the end.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Yes, but. . . Just a second.

A point of order is being made here that the committee is ready to vote. If the committee is ready to vote, then I'll allow Mr. Nunez to speak and then we'll vote on the main motion, because they said that it's out of order and there shouldn't be any debate. If they allow you to debate through to the next phase, that's fine.

So the motion is that the vote be put. All those in favour?

M. Nunez: La greffière du Comité pourrait-elle nous éclairer? Je demande que la greffière nous éclaire sur la procédure à suivre.

The Clerk: The previous question cannot be moved in committee.

La question préalable ne peut être proposée en comité. Monsieur Assad, vous avez proposé un vote. Ma question est, est-ce un vote sur la motion, telle que proposée?

M. Assad: Monsieur le président, je suis d'accord d'accorder au député un temps de parole avant le vote. Je concède cela.

La greffière: Donc, on retourne au débat?

Are we going back to debate?

M. Assad: On s'est entendu qu'il aurait le dernier mot avant qu'on prenne le vote. Je suis d'accord avec cela.

The Vice—Chairman (Mr. Jackson): If we are going to use that procedure, then I'll give Mrs. Hayes one shot, then Mr. Nunez, and then we'll vote on it. That's it.

Mrs. Hayes: Actually, this is a point of clarification.

By the way, this does look like a document that's mass-produced.

On the April 29 date... What I see here is virtually what our committee is prepared to do: to look at the expenditures of the department and the agencies coming out of the minister's responsibility with that, etc. That is what we are here to do and what I hope we will be doing.

I would support a motion that says that we should see the minister, but not until the end of that. If we have specific proposals to make, then it would be appropriate to present them to the minister and get feedback. So in that sense I support what's here, but there's no knee–jerk need to do that on April 29 or whenever.

[Traduction]

Le vice-président (M. Jackson): Messieurs, je ne veux pas devoir vous évincer de la salle. Nous sommes saisis d'une motion demandant qu'une autre motion soit mise aux voix. Si la première motion est adoptée, nous allons passer à la seconde. Mais si la première motion est rejetée, nous pourrons reprendre nos délibérations.

Je mets la question aux voix. Qui est en faveur du vote?

M. Nunez: Monsieur le président. . .

Le vice-président (M. Jackson): Il n'y aura pas d'autres interventions parce que M. Assad a dit que la motion était irrecevable. La procédure est. . .

M. Nunez: J'ai proposé cette motion; j'ai donc le droit de clore le débat.

Le vice-président (M. Jackson): Oui, mais. . . un instant.

Quelqu'un a fait un rappel au Règlement, m'informant que le comité est prêt à passer au vote. Si le comité est prêt à passer au vote, je permettrai à M. Nunez de parler, puis nous mettrons la motion principale aux voix, parce qu'ils ont dit qu'elle est irrecevable et qu'elle ne devrait pas faire l'objet d'un débat. S'ils vous permettent d'en discuter jusqu'à la prochaine étape, ça va.

La motion demande donc que nous passions au vote. Qui appuie la motion?

Mr. Nunez: Can the clerk of the committee explain the situation to us? I would like the clerk to explain the procedure.

La greffière: La question préalable ne peut être proposée en comité.

The previous question cannot be moved in committee. Mr. Assad, you proposed a vote. My question is: Are you voting on the motion as moved?

Mr. Assad: Mr. Chairman, I agree that we should let the members speak before the vote. I'm willing to let them speak.

The Clerk: Are we going back to debate?

On retourne au débat?

Mr. Assad: We agreed that he should have the last word before we put the motion. I agree with that.

Le vice-président (M. Jackson): Si nous suivons cette procédure, je donnerai l'occasion de parler à M^{me} Hayes une fois, suivie de M. Nunez, et nous passerons ensuite au vote. C'est tout.

Mme Hayes: En fait, j'aimerais avoir une explication.

En passant, ce document n'a pas l'air d'avoir été produit en série.

Pour ce qui est de la date du 29 avril... D'après moi, la motion rejoint ce que notre comité est censé faire: étudier les dépenses du ministère et des agences qui relèvent du ministre, etc. Voilà pourquoi nous sommes ici, et j'espère que c'est ce que nous allons faire.

J'appuierais une motion nous demandant de rencontrer le ministre, mais pas avant la fin de nos travaux. Si nous avons des suggestions précises, nous devrions les présenter au ministre pour obtenir sa réaction. Par conséquent, j'appuie cette motion, mais il n'est pas nécessaire que le ministre comparaisse avant le 29 avril.

Could I ask for clarification as to when our committee is looking at finishing our consideration of these figures and then perhaps suggest that this be brought into consideration, whether we support this motion or not.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): It depends on how we interpret it. I think that what you've said is basically correct. This committee is pursuing exactly what's on this document. Unfortunately, they've sort of made a suggestion that every other committee does that. But we're already on track with it, and you want to know whether or not we'll have another intervention. As far as I know, we're working with the estimates. We are following the exact procedures on here, so he's asking us to do that again.

The Clerk: I guess there was another aspect to your question, as to when the committee has to consider the main estimates. According to Standing Order 81(4), it's until May 31.

• 1335

Mrs. Hayes: Then I would suggest we don't support this but instead support a motion asking the minister to look at what we come up with.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): That could come to the steering committee, which is the stage we discuss that at.

Mr. Assadourian: That's another motion.

Mrs. Hayes: That is another motion, but it would explain why I don't support this motion.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mr. Nunez, you have the last shot at it.

M. Nunez: Le Comité ne peut pas augmenter le crédit, mais il peut doit faire l'objet d'un vote.

Je ne comprends pas du tout la réaction de mes collègues du Parti libéral. C'est votre Premier ministre qui, hier, je ne sais pas si vous étiez absents, a dit...

Mr. Assadourian: Canada's Prime Minister.

M. Nunez: . . .qu'il allait procéder à des coupures additionnelles; alors nous voulons que ce Comité y soit associé, que le ministre vienne nous dire ce qu'il entend faire pour couper dans le gras et dans le dédoublement de d'autres domaines.

Aujourd'hui, et par le passé, nous n'avons entendu que des réponses très vagues de la part de fonctionnaires qui n'ont pas le mandat de modifier le budget. C'est seulement le ministre qui peut le faire. Donc, monsieur le président, je demande qu'il y ait un vote par appel nominal. Merci.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): Mr. Nunez, your motion is in order and we're voting on it.

If you agree with him, you vote for it; if you disagree with him, you vote against it.

Is everybody sure what we're voting on?

[Translation]

J'aimerais savoir quand le Comité pense terminer son étude des prévisions; ensuite, nous pourrons décider si nous appuyons la motion ou non.

Le vice-président (M. Jackson): Cela dépend de la façon dont nous l'interprétons. Je crois que vous avez essentiellement raison. Ce comité cherche à faire exactement ce qui est décrit dans la motion. Malheureusement, ils ont fait la même motion dans chaque autre comité. Mais nous sommes saisis de l'affaire, et vous voulez savoir s'il y aura une autre intervention. Pour autant que je sache, nous étudierons les prévisions budgétaires. Nous suivons les mêmes procédures que celles qui sont décrites ici; ils nous demandent donc de faire la même chose.

La greffière: Il y avait un autre aspect à votre question, à savoir quand le Comité doit étudier les prévisions budgétaires principales. Selon le réglement 81(4), cela doit être fait avant le 31 mai.

Mme Hayes: Je suggère donc qu'on n'appuie pas la motion mais plutôt une autre demandant au ministre d'examiner nos recommandations.

Le vice-président (M. Jackson): Nous pourrions en discuter au comité directeur, comme cela se doit.

M. Assadourian: C'est une autre motion.

Mme Hayes: C'est une autre motion, mais elle expliquerait pourquoi je n'appuie pas cette motion-ci.

Le vice-président (M. Jackson): Monsieur Nunez, vous avez le dernier mot.

Mr. Nunez: The committee cannot increase appropriations, it can le diminuer. Deuxièmement, la motion est totalement recevable et only decrease them. Secondly, the motion is perfectly admissible and must be put to a vote.

> I have no idea why my colleagues from the Liberal Party are reacting like that. Yesterday, your Prime Minister, I don't know if you were there, said. . .

M. Assadourian: Le premier ministre du Canada.

Mr. Nunez: ...he would make additional cuts; therefore, we want the committee to be involved, and we want the minister to tell us how he intends to get rid of the fat and of the overlap in other

Today, and in the past, we've heard nothing but very vague answers from officials who don't have the mandate to amend the budget. Only the minister can do so. Therefore, Mr. Chairman, I would like to have a recorded vote. Thank you.

Le vice-président (M. Jackson): Monsieur Nunez, votre motion est recevable et nous la mettons aux voix.

Si vous êtes d'accord avec lui, vous appuyez la motion; si vous êtes en désaccord avec lui, vous n'appuyez pas la motion.

Est-ce que tout le monde comprend la motion?

A voice: Yes.

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): It's as clear as mud.

Motion agreed to: yeas 6; nays 3

The Vice-Chairman (Mr. Jackson): We're adjourned.

[Traduction]

Une voix: Oui.

Le vice-président (M. Jackson): C'est clair comme de l'encre.

La motion est adoptée à six voix contre trois.

Le vice-président (M. Jackson): La séance est levée.

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Citizenship & Immigration:

V. Peter Harder, Deputy Minister,

Georges Tsaï, Assistant Deputy Minister, National Service Sector,

Brent Dibartolo, Director General, Financial Management;

Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination;

Ann Midgley, Director General, Settlement.

TÉMOINS

Du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

V. Peter Harder, sous-ministre;

Georges Tsaï, sous-ministre adjoint, Secteur du Service national;

Brent Dibartolo, directeur général, Gestion financière;

Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination de programmes;

Ann Midgley, directrice générale, Établissement.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 CAI XC57 -M71

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 5

Thuesday, April 19, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 5

Le mardi 19 avril 1994

Présidente: Judy Bethel

Committee on

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

Order of Reference from the House of Commons dated Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995

Votes 5, 10 and 15 under CITIZENSHIP & IMMIGRATION (Immigration Program)

CONCERNANT:

Ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du jeudi 24 février 1994, relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995

Crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION (Programme d'immigration)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian Judy Bethel John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Ovid Jackson Gar Knutson Osvaldo Nunez—(14)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian Judy Bethel John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Ovid Jackson Gar Knutson Osvaldo Nunez—(14)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 19, 1994 (13)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:38 o'clock a.m. this day, in Room 371, West Block, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Members present: Murray Calder for Ovid Jackson; Fred Mifflin for Sarkis Assadourian.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship & Immigration: V. Peter Harder, Deputy Minister; Ann Midgley, Director, Settlement Branch; Len Jodoin, Director, Control and Intelligence; Laura Chapman, Director General, Policy and Program Development; Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination; Brent Dibartolo, Director General, Financial Management; Brian Davis, Acting Assistant Deputy Minister, National Service; and Gerry Vankessel, Director, Immigrant, Visitor and Refugee Program.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House of Commons dated Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995. (See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, April 12, 1994, Issue No.3)

By unanimous consent, the Committee resumed consideration of Votes 5, 10 and 15 under CITIZENSHIP & IMMIGRATION (Immigration Program).

V. Peter Harder made a statement and with the other witnesses, answered questions.

At 1:33 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 19 AVRIL 1994 (13)

[Traduction]

Le Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, se réunit aujourd'hui, à 11 h 38, dans la pièce 371 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Membres suppléants présents: Murray Calder pour Ovid Jackson; Fred Mifflin pour Sarkis Assadourian.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: V. Peter Harder, sous-ministre; Ann Midgley, directrice, Direction de l'établissement; Len Jodoin, directeur, Contrôle et renseignements; Laura Chapman, directrice générale, Développement des politiques et des programmes; Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination des programmes; Brent Dibartolo, directeur général, Gestion financière; Brian Davis, sous-ministre adjoint intérimaire, Service national; et Gerry Vankessel, directeur, Programmes pour les immigrants, les visiteurs et les réfugiés.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 24 février 1994 relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995. (voir les procès-verbaux et témoignages du mardi 12 avril 1994, fascicule no. 3).

Du consentement unanime, le Comité reprend l'étude des crédits 5, 10 et 15 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION—(programme d'immigration).

V. Peter Harder fait une déclaration, puis lui-même et les autres témoins répondent aux questions.

À 13 h 33, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, April 19, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement Électronique]

Le mardi 19 avril 1994

• 1138

The Chairman: Ladies and gentlemen of the committee, we do have a quorum, so I will call the meeting to order.

Today, members of the committee, we are still dealing with the main estimates. We will be spending most of our time on international service, policy management, and corporate services.

If you recall, those are found in part III. In the English version, page 3–34, it is "International Service" in the blue book. "Policy and Management" is on page 3–41 in the estimates book. Of course, you have copies of the main estimates notes on immigration programs prepared by our researcher, Margaret Young. I think that is basically what we will need for today.

Mr. Harder is here today, with Laura Chapman, director general, policy and program development; Brent DiBartolo, director general of financial management; Dave Allison, director of resource planning and control; Gerry Van Kessel, director of the immigrant, visitor and refugee program; Joan Atkinson, director of international services and program coordination; Ann Midgley, director of the settlement branch; and Len Jodoin, director of control and intelligence.

Mr. V. Peter Harder (Deputy Minister of Citizenship and Immigration): And two others. Also with me are Brian Davis, the acting assistant deputy minister for the inland service, and Michael Calcott, who is replacing Theresa McKeown and is here as part of the facilitating of our responses.

The Chairman: Welcome. Members of the committee, Mr. Harder offered today to make a few comments on the adjustment assistance program—the AAP—if that's the wish of the committee. Would you like to hear some comments? You had questions the other day and we've had the announcement by the minister in the meantime. Would you like a few comments from Mr. Harder and the opportunity to ask short, pointed questions?

Thank you, Mr. Harder.

Mr. Harder: If you recall, Mr. Bryden and others asked questions on Thursday about the adjustment assistance program within the grants and contributions division. On Friday, in direct response to the suggestions of Mr. Bryden, the minister announced changes to the adjustment assistance program and to the fees charged for various immigration services, which have a bearing on the estimates and relate to issues that were raised on Thursday.

La présidente: Mesdames et messieurs, nous avons le quorum et je puis donc ouvrir la séance.

Nous étudions à nouveau le budget des dépenses. Nous consacrerons la majorité de notre temps au service international, à la politique et à la gestion ainsi qu'aux services ministériels.

Vous vous souviendrez qu'on trouve cela à la Partie III. Dans la version française, le «Service international» se trouve à la page 3-37. «Politique et gestion» à la page 3-44. Vous avez évidemment reçu les notes de notre recherchiste Margaret Young sur les programmes d'immigration. C'est essentiellement tout ce dont vous aurez besoin aujourd'hui.

Nous recevons M. Harder ainsi que Laura Chapman, directrice générale, Développement des politiques et des programmes; Brent DiBartolo, directeur général, Gestion financière; Dave Allison, directeur, Planification et contrôle des ressources; Gerry Van Kessel, directeur, Programme pour les immigrants, les visiteurs et les réfugiés; Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination des programmes; Ann Midgley, directrice, Direction de l'établissement; et Len Jodoin, directeur, Contrôle et renseignements.

M. V. Peter Harder (sous-ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Et les deux autres. Je suis également accompagné de Brian Davis, sous-ministre adjoint intérimaire, Service national, et de Michael Calcott, qui remplace Theresa McKeown et qui est venu nous aider à vous fournir des réponses.

La présidente: Bienvenue à tous. Chers collègues, M. Harder a proposé de faire quelques commentaires sur le programme d'aide à l'adaptation si le comité le souhaite. Qu'en pensez-vous? Vous aviez des questions à poser l'autre jour et, entre-temps, le ministre a fait son annonce. Aimeriez-vous que M. Harder nous en dise quelques mots après quoi vous pourriez lui poser brièvement quelques questions très précises?

Merci, monsieur Harder.

M. Harder: Vous vous souviendrez que M. Bryden et d'autres ont posé quelques questions jeudi à propos du programme d'aide à l'adaptation au titre des subventions et contributions. Vendredi, répondant directement aux suggestions de M. Bryden, le ministre a annoncé que seraient modifiés le programme d'aide à l'adaptation et les droits perçus pour les divers services d'immigration, ce qui a des conséquences pour les prévisions budgétaires et pour ce dont on parlait jeudi.

• 1140

The Chairman: Ask a pointed question and you get a \$52 million response the very next day. Not bad, Mr. Bryden.

La présidente: Posez une question acérée et vous aurez le lendemain une réponse qui vaut 52 millions de dollars. Pas mal, monsieur Bryden.

Mr. Harder: The changes are necessary to address resource shortfall in the immigration envelope. The estimates before you were prepared in February. At that time it was known significant resource pressures were being faced by the organizations within the immigration envelope. Decisions have since been taken to address those pressures.

Those decisions are the following: (1) the decision announced by the minister on Friday amounts to \$48 million in savings and increased revenue, a combination of both; (2) a reduction of \$3 million in the resource requirements for the Immigration and Refugee Board—I believe they will be here on Thursday and you can ask them in any detail, if you would like, on that; and (3) approval by cabinet to provide for up to \$19 million in additional funding, subject of course to detailed review and approval by the Treasury Board and Parliament. Those moneys would show in supplementary estimates, which would come before the committee later in the year.

With respect to the adjustment assistance program, the original purpose, as the minister's press release made clear, was to provide support to government-sponsored refugees. Currently, over half of the AAP recipients are in-Canada refugees and indigent independent immigrants.

Forecasts for 1994–95 indicated that without changes to the eligibility requirements, which were announced on Friday, the funding through these estimates would fall short by an estimated \$9 million. In other words, we were on a track to overspend by \$9 million.

These changes will limit access to AAP to government—sponsored refugees effective May 15, 1994. Two factors will ease this impact. People already receiving AAP on May 15 will have their benefits continue. The January 1994 decision allows refugee claimants to work. Since that decision was made, between 65% and 70% of all refugee claimants have sought and got a work permit. So that will significantly reduce the welfare or social service burden. These changes will result in approximately a \$14 million reduction in forecast demands on AAP for 1994–95.

On the cost recovery side of the minister's announcement, you will note the general increase in fees charged for services averages about 10%. The elimination of four fee exemptions that are presently in the structure were announced.

With regard to successful refugee claimants applying for permanent residence, it's important to distinguish between this cost recovery and the recently announced United States government imposition of a cost recoverable charge to have a

[Traduction]

M. Harder: Les changements sont nécessaires pour faire face au manque à gagner dans l'enveloppe de l'immigration. Le budget que vous avez devant vous a été préparé en février. On savait à ce moment-là que les organismes au sein de l'enveloppe de l'immigration subissaient des pressions importantes au niveau de leurs ressources. Depuis, des décisions ont été prises pour faire face à cette pression.

Ces décisions sont les suivantes: 1) la décision annoncée par le ministre vendredi totalise 48 millions de dollars en économies et en recettes accrues, une combinaison des deux; 2) une réduction de 3 millions de dollars au niveau des besoins en ressources pour la Commission de l'immigration et du statut de réfugié—je crois que des représentants de la Commission seront ici jeudi et vous pourrez leur demander des détails à ce sujet, si vous le voulez; et 3) l'approbation par le Cabinet de fonds additionnels de 19 millions de dollars, sous réserve naturellement d'un examen détaillé et de l'approbation par le Conseil du Trésor et le Parlement. Ces sommes apparaîtront dans le budget des dépenses supplémentaire dont vous devriez être saisis plus tard au cours de l'année.

En ce qui concerne le Programme d'aide à l'adaptation, comme on le dit clairement dans le communiqué de presse du ministre, son objectif initial était d'accorder une aide aux réfugiés parrainés par le gouvernement. En ce moment, plus de la moitié des récipiendaires d'aide à l'adaptation sont des réfugiés qui se trouvent au Canada et des immigrants indépendants démunis.

Selon les prévisions pour 1994–1995, sans les changements aux critères d'acceptabilité qui ont été annoncés vendredi, il y aurait eu un manque à gagner d'environ 9 millions de dollars dans le budget principal des dépenses, pour ce programme. En d'autres termes, nous aurions dépensé 9 millions de dollars de plus que ce qui avait été prévu.

À compter du 15 mai 1994, seuls les réfugiés parrainés par le gouvernement auront accès au Programme d'aide à l'adaptation. Deux facteurs atténueront cet impact. Ceux qui reçoivent déjà une aide en vertu de ce programme le 15 mai continueront de recevoir leurs prestations. La décision de janvier 1994 permet aux revendicateurs du statut de réfugié de travailler. Depuis que cette décision a été prise, entre 65 et 70 p. 100 de tous les revendicateurs du statut de réfugié ont demandé et obtenu un permis de travail. Cela réduira donc considérablement le fardeau de l'aide sociale. Ces changements permettront de réduire d'environ 14 millions de dollars les prestations prévues en vertu du Programme d'aide à l'adaptation pour 1994–1995.

En ce qui concerne l'annonce faite par le ministre relativement au recouvrement des coûts, il faut souligner que l'augmentation générale des droits de service s'élève à environ 10 p. 100 en moyenne. On a annoncé l'élimination de quatre dispenses de droits qui existent à l'heure actuelle.

Pour ce qui est des revendicateurs du statut de réfugié dont la demande a été retenue et qui demandent le statut de résident permanent, il est important de faire la distinction entre le recouvrement de ces coûts et l'annonce récente du

claim determined. This is a cost after a claim to be a permanent gouvernement américain d'imposer des frais de recouvrement des permanent residence status.

The others are: fees for sponsorship by persons who have been granted permanent residence after being deemed to be a convention refugee; visitor extension fees for applicants for permanent residence; student authorization fees for application; applicants for permanent residence. Visitor visas will also be applied upon application rather than issuance. It's a processing charge.

There are a few other features in the minister's announcement. The new fee structure will result in revenues from fees of \$155.6 million in 1994-95. This is a projected increase of about \$30.6 million over the estimates before you. Of this amount, however, \$25.5 million has already been forecast in the fiscal framework in the immigration envelope levels. Maintenance of the status quo would have resulted in a shortfall of that amount. So we've increased the fees to cover both the anticipated shortfall and to contribute to the envelope-wide shortfall in revenues.

On page 3-56 the forecast revenue figure of \$125 million will be revised to \$155.6 million. AAP requirements will be \$5 million less than forecast in the estimates. These funds will be required for reallocation to meet shortfalls elsewhere in the program, and these allocations will be reflected in supplementary estimates, which are normally tabled in the fall.

• 1145

I hope that clarifies some of the details your question prompted and the justification as announced in the minister's press release.

The Chairman: Members of the committee, we'll have a round of questions if so desired.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): I understand that not included in these costs is the intention of the federal government to take over health care costs in the province of Ontario in relation to immigrants and refugees.

Mr. Harder: Yes, Mr. Hanger, the Government of Ontario announced recently that it was discontinuing paying medical coverage under OHIP for refugees and indigent immigrants. It should be noted that the federal government pays for those services in other provinces, but the provincial government in Ontario has historically paid that. We are currently negotiating with the Ontario government the changeover of that burden. It will cost the federal government a significant number of dollars to assume this responsibility.

[Translation]

resident has been determined. It puts a successful refugee claimant coûts pour la détermination d'une demande. Ces frais s'appliquent on the same footing as anybody else coming into Canada for à la détermination du statut de réfugié permanent. Ainsi, le demandeur dont le statut de réfugié a été reconnu se retrouve sur le même pied que n'importe qui d'autre qui demande le statut de résident permanent au Canada.

> Les autres droits sont les suivants: droits de parrainage par des personnes qui ont obtenu le statut de résident permanent après avoir été réputées être des réfugiés au sens de la Convention; droits de prolongement du permis de séjour pour visiteur pour ceux qui demandent le statut de résident permanent; droits liés à la demande de séjour pour étudiant; droits liés à la demande de statut de résident permanent. Des droits liés aux visas de visiteur s'appliqueront également dès que la personne en fera la demande plutôt que lors de la délivrance du visa. Ce sont des frais de traitement.

> Il y a quelques autres éléments dans l'annonce du ministre. Ces changements relatifs aux droits de service se traduiront par des recettes de 155,6 millions de dollars en 1994-1995. Il s'agit d'une augmentation prévue d'environ 30,6 millions de dollars par rapport au budget des dépenses principal que vous avez devant vous. Cependant, la somme de 25,5 millions de dollars avait déjà été prévue dans le cadre budgétaire pour ce qui est des niveaux de l'enveloppe de l'immigration. Le maintien du statu quo se serait traduit par un manque à gagner. Nous avons donc augmenté les droits de service à la fois pour combler le manque à gagner prévu et pour compenser le manque à gagner à l'échelle de l'enveloppe pour ce qui est des recettes.

> À la page 3-60, les recettes prévues de 125 millions de dollars seront révisées à 155,6 millions de dollars. Les besoins du Programme d'aide à l'adaptation seront de 5 millions de dollars de moins que prévu dans le budget des dépenses principal. Ces fonds seront réaffectés afin de combler les manques à gagner ailleurs dans le programme. On trouvera ces réaffectations dans le budget supplémentaire des dépenses qui est habituellement déposé à l'automne.

> J'espère que cela clarifie certains points sur lesquels vous nous avez demandé des détails dans votre question et la justification annoncée dans le communiqué de presse du ministre.

> La présidente: Chers membres du comité, nous ferons un tour de table pour poser des questions, si vous le voulez.

> M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Je crois comprendre que dans ces coûts, on ne tient pas compte de l'intention du gouvernement fédéral de prendre en charge des coûts de soins de santé en Ontario pour les immigrants et les réfugiés.

> M. Harder: Oui, monsieur Hanger, le gouvernement de l'Ontario a annoncé récemment qu'il allait discontinuer le paiement de la couverture médicale en vertu du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario pour les réfugiés et les immigrants démunis. Il faut souligner que le gouvernement fédéral paie ces services dans d'autres provinces, mais qu'en Ontario, c'était le gouvernement provincial qui assumait le coût de ces services par le passé. Nous sommes en train de négocier avec le gouvernement de l'Ontario la façon dont cette responsabilité sera transférée. Cette nouvelle responsabilité coûtera un montant considérable au gouvernement fédéral.

Mr. Hanger: How much?

Mr. Harder: That's difficult to say. The Ontario government's announcement said it was, I believe, \$32.6 million. Frankly, the number they ascribe was based on what they felt was 26,000 refugee claimants in the system. I find that difficult to believe because last year in the whole of Canada we had fewer than 24,000 refugee claimants.

Those are the kinds of discussions we're having with Ontario now as to the precise cost. We anticipate taking over the program in the coming months and will be pleased to come before the committee to describe how we'll deal with that.

What the difference in numbers indicates, though, is a real need between the provinces, particularly Ontario and the federal government, to share information in the context of agreements either between the Government of Canada and various departments of the Ontario government, or—we hope—within the context of a federal—provincial agreement. I'm happy to report to the committee that discussions are being held as we speak with officials of the Government of Ontario to try to reach an overall agreement on immigration.

Mr. Hanger: I have a second part to the same question. Will the costs be included in the total immigration costs here, or will they fall under Health Canada?

Mr. Harder: No, they would come here. As you might remember, I said the other day that the overseas health program was transferred from the Department of Health and Welfare, as it was then, to Immigration last April. The last bit of the transfer is the transfer of responsibility for this particular program in the rest of Canada as of September 1 this year. Any additional cost that the federal government will bear will be reflected in supplementary estimates later in the year.

Mr. Hanger: So it's not in these present-

Mr. Harder: It's not at present in this structure for that particular aspect of the program.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): My question relates to an element of surprise. It is a question as to what the responsibilities of the committee are and what the information flow is to the committee.

I do have the record of the conversation of the committee last week on Thursday. I could quote Mr. Harder as saying, in answer to a question by my colleague Mr. Bryden on what was happening with the adjustment system program, "I can't predict, but I'm certain that not only will we give consideration to that, should any decisions be made, but we'll also be pleased to describe them here" and he would welcome our support, etc. And the next day we have a minister's announcement relating to these things in quite a major way.

As a committee, do we have access to information only through the newspaper? What is the —

[Traduction]

M. Hanger: Combien?

M. Harder: C'est difficile à dire. Dans l'annonce du gouvernement de l'Ontario, je crois qu'on parlait de 32,6 millions de dollars. Ce montant a été calculé en supposant qu'il y avait 26 000 demandeurs du statut de réfugié dans le système. Je trouve cela difficile à croire, car l'an dernier dans tout le Canada, nous avons eu moins de 24 000 demandeurs du statut de réfugié.

Voilà le genre de discussions qui se poursuivent à l'heure actuelle entre le gouvernement fédéral et l'Ontario pour ce qui est du coût précis. Nous devrions prendre en charge le programme au cours des mois à venir, et c'est avec plaisir que nous reviendrons devant le comité pour vous dire comment les choses se déroulent.

Cependant, cette différence entre leurs chiffres et les nôtres montre bien le besoin réel d'échanger l'information entre les provinces et plus particulièrement entre l'Ontario et le gouvernement fédéral, dans le contexte des accords soit entre le gouvernement du Canada et divers ministres du gouvernement ontarien, soit—nous l'espérons—dans le contexte d'un accord fédéral—provincial. Je suis heureux de signaler au comité qu'au moment où nous nous parlons, des discussions se poursuivent avec les représentants du gouvernement de l'Ontario pour essayer d'en arriver à un accord global sur l'immigration.

M. Hanger: Ma question comporte une deuxième partie. Les coûts seront—ils compris dans les coûts totaux de l'immigration, ou est—ce qu'ils seront inclus dans le budget de Santé Canada?

M. Harder: Non, ils seront inclus dans notre budget. Si vous vous rappelez bien, l'autre jour, j'ai dit qu'en avril dernier le Programme d'assurance-santé à l'étranger a été transféré du ministère de la Santé et du Bien-être social au ministère de l'Immigration. La dernière étape consiste à transférer la responsabilité de ce programme particulier au reste du Canada à compter du 1 er septembre prochain. Tout coût additionnel que cela représentera pour le gouvernement fédéral sera reflété dans le budget des dépenses supplémentaire plus tard au cours de l'année.

M. Hanger: Ce n'est donc pas dans le budget actuel. . .

M. Harder: Les coûts liés à cet aspect du programme ne sont pas compris actuellement dans le budget du ministère de l'Immigration.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Ma question se rapporte à un élément de surprise. C'est une question qui porte sur les responsabilités du comité et la façon dont l'information parvient au comité.

J'ai le compte rendu de la conversation du comité jeudi dernier. En réponse à une question posée par mon collègue M. Bryden sur ce qui arrivait au Programme d'aide à l'adaptation, M. Harder a répondu, et je cite: «Je ne peux faire de prédiction, mais je suis certain que nous allons non seulemant en tenir compte, si des décisions doivent être prises, mais que nous serons en outre heureux de vous les décrire ici» et il a ajouté qu'il se réjouissait de notre appui, etc. Le lendemain, le ministre faisait une annonce importante au sujet de toutes ces choses.

Notre comité n'a-t-il accès à l'information que par les journaux? Ouel est...

[Translation]

• 1150

Mr. Harder: I'll be direct on that. As I was sitting here the item was on its way to cabinet, and I could not predict how cabinet would deal with it. The minister wanted to make the announcement as soon as cabinet had decided, so that the information would be available as soon as possible. We would have full advantage of the May 15 date from the moment the cabinet decision was made. Obviously I was privy to the recommendation the minister was taking to cabinet, but I wasn't in a position to share it with the committee. However, I am certainly prepared, as I've tried today, to explain what the implications are.

Mrs. Hayes: The discussions of this committee—how open are they in terms of what the minister's office is doing or intends to do?

The Chairman: I wasn't at the last meeting, but it's my hope... I think some of this relates to the motion Mr. Nunez made the other day when he wanted information on the kinds of cuts and fee changes being looked at. I think Mr. Harder has outlined how it has been.

Mr. Harder, do you have any. . .?

Mr. Harder: It's difficult when the documents the committee gets—for example, the estimates are prepared in February. Government decision—making is a moving target. We have to deal with either budget reductions or managing resources, recognizing that there was overspending in some areas. We have to make adjustments.

We try to be as frank as we can with the committee in terms of the state of play on the policy side and what the state of play is on cost pressures, but I'm not in a position to share with the committee what cabinet is dealing with.

The Chairman: Is it not possible to say whether that's under consideration by cabinet? You're not saying one way or the other. Is that not possible?

Mr. Harder: Yes.

The Chairman: Members of the committee, I understand the concerns around this particular issue but I think we need to remember that for the first time parliamentary committees can make recommendations in Parliament on the following year's estimates. That's why our estimates work this year is so important. We can actually make recommendations on considerations for future budgets. We can make recommendations for next year in terms of what we think could and should be done. That's why our estimates work is so important.

Perhaps with that we can go to Mr. Nunez.

M. Nunez (Bourassa): Je me dois de faire un commentaire avant de poser ma question. J'avais justement posé la question jeudi passé. Il n'y a eu aucune indication qu'il pouvait y avoir une nouvelle politique et de nouvelles coupures; et cela je l'ai

M. Harder: Je serai direct à cet égard. Pendant que j'étais assis ici, le tout était soumis au Cabinet, et je ne pouvais prévoir quelle serait la décision du Cabinet. Le ministre a voulu faire l'annonce aussitôt la décision prise par le Cabinet, de sorte que l'information soit disponible le plus tôt possible. Il voulait qu'à partir du moment où la décision était prise par le Cabinet nous ayons tout le temps possible d'ici le 15 mai. De toute évidence, j'étais au courant de la recommandation du ministre au Cabinet, mais je n'étais pas en mesure de vous en faire part. Cependant, je peux certainement essayer de vous expliquer quelles sont les conséquences de cette décision, comme j'ai essayé de le faire aujourd'hui.

Mme Hayes: Notre comité est-il libre de discuter ouvertement de ce que le bureau du ministre fait ou a l'intention de faire?

La présidente: Je n'étais pas à la dernière séance, mais j'espère... Je pense que cela a quelque chose à voir avec la motion présentée par M. Nunez l'autre jour lorsqu'il a demandé de l'information sur le genre de coupures et de changements envisagés en ce qui concerne les droits de service. Je pense que M. Harder nous en a donné un aperçu.

Monsieur Harder, avez-vous. . .?

M. Harder: C'est difficile lorsque les documents que le comité reçoit—par exemple, le budget des dépenses principal est préparé en février. Au gouvernement, l'élaboration des décisions est une cible mouvante. Nous devons composer avec des coupures budgétaires ou les ressources de gestion, tout en reconnaissant qu'il y a eu des dépassements budgétaires dans certaines domaines. Nous devons rajuster le tir.

Nous essayons d'être aussi francs que possible avec le comité pour ce qui est de la situation en ce qui concerne la politique et en ce qui concerne les coûts, mais je ne suis pas en mesure de faire part au comité des questions dont le Cabinet est saisi.

La présidente: N'est-il pas possible de dire que le Cabinet est en train d'examiner une question, sans laisser entendre quelle pourrait être sa décision?

M. Harder: Oui.

La présidente: Chers membres du comité, je comprends vos préoccupations au sujet de cette question, mais je pense qu'il ne faut pas oublier que pour la première fois les comités parlementaires peuvent faire des recommandations au Parlement au sujet du budget des dépenses principal de l'année suivante. C'est pourquoi notre examen du budget des dépenses principal cette année est si important. Nous pouvons vraiment faire des recommandations pour les budgets futurs. Nous pouvons faire des recommandations pour l'année prochaine, c'est-à-dire sur ce qui pourrait et devrait être fait, à notre avis. C'est pourquoi notre examen du budget des dépenses principal est si important.

Nous pouvons peut-être passer maintenant à M. Nunez.

Mr. Nunez (Bourassa): I must make a comment before asking my question. This is a question I had asked last Thursday. There was no indication that there could be a new policy and new cuts; as I've said, and I repeat, the role of this

qu'il y a quelqu'un qui veut lui accorder un rôle très minime, voire affaibli; mais nous devrions tous nous élever contre cela.

The Chairman: Mr. Nunez, I'll jump in here. This was for questions on what's transpired. Your comments were addressed in the previous answer to Mrs. Hayes.

M. Nunez: Est-ce que vous avez consulté les provinces? J'étais en Ontario en fin de semaine et semble-t-il le gouvernement de l'Ontario était très mécontent de la décision du ministre.

• 1155

- M. Harder: Nous avons eu des discussions avec l'Ontario et la Colombie-Britannique, et le ministre a aussi écrit à ses collègues concernant cette annonce. Nous avons des relations importantes avec les provinces.
- M. Nunez: Mais pourquoi le gouvernement de l'Ontario a-t-il réagi si fort contre la décision?
- M. Harder: Je ne peux pas faire des commentaires sur l'aspect politique des réponses du gouvernement de l'Ontario, mais je dois souligner le fait que ce gouvernement a pris une décision concernant l'OHIP qui se situe presque dans le même contexte que l'annonce de notre Ministère concernant les programmes AAP.
- M. Nunez: Mais est-ce que vous saviez avant de prendre cette décision que cela allait coûter plusieurs millions de dollars au gouvernement de l'Ontario?
- M. Harder: Je pense que le taux que l'annonce du gouvernement de l'Ontario a avancé est plus grand que le taux qui existera en réalité. En effet, l'année passée le chiffre pour les dépenses en Ontario était environ de 10 à 14 millions de dollars; et depuis janvier, nous avons fait trois choses pour réduire cette dépense. Premièrement, le gouvernement a décidé de donner des permis de travail aux demandeurs de statut de réfugié et comme je l'ai déjà dit, environ de 66 à 70 p. 100 des demandeurs ont réussi à avoir une carte d'emploi.
- M. Nunez: Oui, mais seulement un peu plus de 3 000 ont obtenu des permis de travail. Il y aurait plusieurs milliers qui pourraient l'obtenir.
- M. Harder: Pas vraiment. Soixante-six pour cent des demandeurs ont déjà des cartes.
- M. Nunez: Trois mille quatre cent. Il y a plus de 8 000 personnes qui pourraient l'avoir?
- Mr. Harder: Mr. Nunez, of roughly 5,200 eligible persons to take up the work permit, 3,300 have.
- M. Nunez: Madame la présidente m'a mentionné le chiffre de 8 000 vendredi passé.

The Chairman: I don't mean for us to get into an argument about statistics. If it's getting to that, perhaps we need to have a report.

M. Nunez: J'aurais une question. Selon vous, cela va coûter combien de millions de dollars à l'Ontario? Vous dites que selon vos calculs c'est moins que ce que le gouvernement dit. C'est combien?

[Traduction]

dit et je le répète, ce Comité n'a pas un rôle très important. Je pense committee is not very important. I think there is someone who wants to give it a very minor role, indeed even a weakened role; but we should all rise up against that.

> La présidente: Monsieur Nunez, permettez-moi de vous interrompre ici. Cela concerne les questions au sujet de ce qu'on a appris par la suite. On a déjà répondu à ces questions en réponse à Mme Hayes.

> Mr. Nunez: Did you consult with the provinces? I was in Ontario last weekend and it would seem that the government of Ontario was very unhappy about the minister's decision.

Mr. Harder: We've had discussions with Ontario and British Columbia, and the minister also wrote to his colleagues concerning the announcement. We have important relations with provinces.

Mr. Nunez: But why has the government of Ontario reacted so strongly against the decision?

Mr. Harder: I can't make any comment on the political aspect of the Ontario government's reaction, but I must emphasize the fact that this government has made a decision concerning OHIP which is putting it almost in the same position as our Department and its announcement concerning the AAP.

Mr. Nunez: But before making that decision, did you know it was going to cost the government of Ontario several million dollars?

Mr. Harder: I think that the percentage quoted by the government of Ontario is higher than what it will in fact be. Actually, last year the cost was between \$10 and \$14 million in Ontario; since January, we have done three things to reduce these costs. Firstly, the government decided to grant work permits to refugee claimants and as I said, about 66 to 70% of claimants were successful in obtaining work permits.

Mr. Nunez: Yes, but only slightly over 3,000 claimants have obtained a work permit. Several thousand claimants could obtain it.

Mr. Harder: Not really. Sixty-six percent of claimants already have a work permit.

Mr. Nunez: Three thousand four hundred. More than 8,000 people could get it.

M. Harder: Monsieur Nunez, sur les 5 200 personnes admissibles au permis de travail, 3 300 l'ont obtenu.

Mr. Nunez: Last Friday, the Chairman told me that it was 8,000.

La présidente: Je ne voudrais pas que nous nous lancions dans un débat au sujet des statistiques. Si c'est le cas, nous devrions peut-être avoir un rapport.

Mr. Nunez: I would have a question. In your opinion, how many million dollars is this going to cost Ontario? You said that according to your numbers, it would be less than what the government claims. How much is it?

Mr. Harder: I can't say precisely, Mr. Nunez, because there have been three policy decisions to reduce that amount. One is the work permit, which again, between 66% and 70% of refugee claimants have taken up. Number two, together with the Province of Ontario we are initiating a sponsorship breakdown review, which will hopefully allow the province, with respect to its responsibilities on sponsorship breakdown, and the federal government with respect to ours, to better coordinate sponsorship breakdowns, which often lead to dependency on social assistance. Thirdly, we have put in place counselling and other measures in our missions abroad—particularly eastern Europe, where we saw an increase in AAP uptake in the last number of months-to ensure that there will not be that draw on AAP or social assistance in the coming months.

So while you can take a historic figure, you have to take into account these three very significant policy initiatives.

The Chairman: Mr. Harder, I guess you're working with Ontario to define what the real answers are, given a new circumstance.

Mr. Harder: That's correct. There's a meeting taking place at this time.

The Chairman: Could we expect further information when these numbers are almost agreed to by you and the province?

Mr. Harder: Certainly.

• 1200

Mr. Bryden (Hamilton-Wentworth): All I know is that I don't prescience.

The Chairman: Gee, we were giving you credit for it, Mr. Bryden. It is something to consider in following years. If, in our estimates review this year, we see things that need to be addressed in future years, we should report that to Parliament so we can have the kind of input that Mrs. Hayes, Mr. Hanger and others have.

Mr. Bryden: Actually, I take up a point, though, you were probing before, and that is just what information we are entitled to. I take it that you're not allowed to divulge anything to us that pertains to cabinet secrecy. Exactly what are our rights to information from witnesses like you, if you could tell us?

Mr. Harder: I am not at liberty to discuss advice or options given to a minister or what a minister is taking to cabinet in terms of options. I am responsible, though, to describe to you decisions that have been made by a minister or by cabinet, and I am answerable to you for expenditures that are part of either the estimates or other policy initiatives.

[Translation]

M. Harder: Je ne peux le dire exactement, monsieur Nunez, car il y a eu trois décisions de politique pour réduire ce montant. La première est le permis de travail et, comme je l'ai déjà dit, entre 66 et 70 p. 100 des demandeurs du statut de réfugié ont réussi à en obtenir un. La deuxième est qu'avec la province de l'Ontario, nous entreprenons un examen de la rupture de l'engagement de parrainage qui, nous l'espérons, permettra à la province et au gouvernement fédéral, selon leurs responsabilités, de mieux coordonner les ruptures l'engagement de parrainage qui se traduisent souvent par la dépendance envers l'aide sociale. Troisièmement, nous avons mis en place des services de counselling et pris d'autres mesures dans nos missions à l'étranger-particulièrement en Europe de l'Est, où les demandes en vertu du programme d'aide à l'adaptation avaient augmenté au cours des derniers mois - afin de nous assurer qu'au cours des prochains mois les demandes aux termes du programme d'aide à l'adaptation ou les demandes d'aide sociale n'augmenteront pas de cette façon.

Donc, même si on sait combien cela a coûté par le passé, on doit tenir compte de ces trois initiatives très importantes en matière de politiques.

La présidente: Monsieur Harder, je suppose que vous travaillez avec l'Ontario pour déterminer quelles sont les vraies réponses, dans les nouvelles circonstances.

M. Harder: C'est exact. Des discussions ont lieu en ce moment même

La présidente: Lorsque le ministère et la province se seront mis d'accord sur ces chiffres, pourrez-vous alors nous en faire part?

M. Harder: Certainement.

M. Bryden (Hamilton-Wentworth): Tout ce que je sais, c'est think I actually caused anything to happen, but I had a little bit of que je ne pense pas avoir vraiment fait en sorte que quoi que ce soit se produise, j'ai tout simplement eu une sorte de prescience.

> La présidente: Et dire que nous vous en avions attribué le crédit. monsieur Bryden. C'est quelque chose à envisager pour les années à venir. Si, dans notre examen du budget des dépenses principal cette année, nous considérons que certaines choses doivent être changées pour les années à venir, nous devrions faire rapport au Parlement et nous aurons ainsi apporté notre contribution comme M^{me} Hayes, M. Hanger et d'autres.

> M. Bryden: En fait, j'aimerais revenir à une question que vous vouliez approfondir tout à l'heure, c'est-à-dire l'information à laquelle nous avons droit. Je crois comprendre que vous n'avez pas le droit de nous divulguer quoi que ce soit au sujet de ce qui se passe au Cabinet, puisque c'est secret. Pouvez-vous nous dire quels sont exactement nos droits pour ce qui est d'exiger de l'information de témoins comme vous?

> M. Harder: Je n'ai pas le droit de parler des conseils donnés à un ministre ou des options qu'on lui propose, ni de ce qu'un ministre présente au Cabinet. Je dois cependant vous informer des décisions qui ont été prises par un ministre ou par le Cabinet et justifier auprès de votre comité les dépenses liées au budget des dépenses principal ou à d'autres initiatives de politique.

Where we get a little more freedom, if I can put it that way, is in dealing with legislation that anticipates changes in the law or with issues of interest to the committee. We're quite happy to work with the committee to give a perspective on various options or policy ideas you might have to allow you to benefit from the department as a resource. It becomes narrower, though, as we get to the precise kind of advice going to a minister.

The Chairman: Okay. Members of the committee, if we could now take a look at "International Service", "Policy and Management", and "Corporate Services" in our estimates book.

Mr. Harder, did you want to make a comment or are you just answering questions?

Mr. Harder: No, thank you.

Mr. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Madam Chair, if I could be forgiven as a new member of the committee, could I ask a more general question? I'd like to ask the deputy minister if he has an evaluation department in his organization.

Mr. Harder: Yes. As I was describing what bringing together the department has meant since the November 4 announcement of the creation of the department, unlike some of the other restructured departments that were coming together—larger organizations—such as the departments of consumer and corporate affairs and of industry, where the task was, in a sense, sorting out the corporate structure between two existing organizations, Citizenship and Immigration was the coming together of two important programs with no core as such. So we've had the opportunity to put together our corporate services in what I think is a little more innovative and a less costly way.

As I indicated last week, the corporate services resources account for 5.8% of departmental resources compares with—and I don't want to get into trouble with colleagues at Environment or Transport—10% at Environment and 2.8% at Transport.

We have put internal audit within the corporate service component and have recruited, I think, some first-class people to help us work up a work plan for internal audit. I myself met with the group as they were putting together the work plan. I'm anxious that internal audit be helpful to operational and policy design, that they not come at the end to give you a lot of good suggestions on what you could have done, but work with us as we actually contemplate some changes based on their expertise and background. That plan will go to the departmental executive this June. I've given them a couple of months to come up with a comprehensive cycle for internal audit.

[Traduction]

Là où nous avons une plus grande marge de manoeuvre, si je peux m'exprimer ainsi, c'est lorsqu'il s'agit de mesures législatives prévoyant une modification de la loi ou de questions qui intéressent le comité. Nous sommes très heureux de travailler avec le comité pour vous donner une perspective sur les diverses options ou politiques. Cependant, nous n'avons pas la même latitude lorsqu'il s'agit de parler des conseils donnés à un ministre.

La présidente: Très bien. Chers membres du comité, nous pourrions peut-être examiner maintenant les rubriques «Service international», «Politique et gestion» et «Services ministériels» du budget principal des dépenses.

Monsieur Harder, vouliez-vous faire une observation ou aviezvous tout simplement l'intention de répondre aux questions?

M. Harder: Non, je n'ai pas d'observations à faire.

M. Mifflin (Bonavista—Trinity—Conception): Madame la présidente, si vous voulez bien excuser mon ignorance en tant que nouveau membre du comité, j'aimerais poser une question. J'aimerais demander au sous—ministre s'il y a un service d'évaluation au sein de son ministère.

M. Harder: Oui. Comme je vous l'ai décrit lorsque j'ai parlé de ce que l'annonce de la création du ministère le 4 novembre dernier signifiait pour nous, contrairement à certains autres ministères qui ont subi une restructuration et qui ont été fusionnés—de plus gros ministères—comme le ministère de la Consommation et des Affaires commerciales et celui de l'Industrie, où la tâche consistait, en un sens, à déterminer la structure ministérielle entre les deux ministères existants, la création du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a réuni deux programmes importants sans noyau comme tel. Nous avons donc eu l'occasion de fusionner nos services ministériels d'une façon qui est, à mon avis, un peu plus innovatrice et moins coûteuse.

Comme je l'ai dit la semaine dernière, les ressources des services ministériels représentent 5,8 p. 100 des ressources totales du ministère alors qu'en comparaison—et je ne voudrais pas m'attirer des ennuis avec mes collègues de l'Environnement ou des Transports—ces ressources représentent 10 p. 100 à l'environnement et 2,8 p. 100 au ministère des Transports.

Nous avons inclus la vérification interne dans l'élément «Services ministériels» et nous sommes allés chercher des gens qui sont à mon avis extrêmement compétents pour nous aider à élaborer un plan de travail pour la vérification interne. J'ai personnellement rencontré le groupe quand il était en train d'élaborer le plan de travail. J'espère que le groupe de vérification interne aidera à la conception des politiques et des activités, que ce groupe n'arrivera pas à la toute fin avec des suggestions au sujet de ce que nous aurions dû faire, mais qu'il nous aidera plutôt à examiner les changements envisagés en nous faisant profiter de son expérience et de ses compétences. Ce plan sera présenté à l'exécutif du ministère en juin prochain. J'ai donné au groupe quelques mois pour nous proposer un cycle global de vérification interne.

[Translation]

• 1205

Mr. Mifflin: I think that was the year for the Auditor General to have a look at the department. Would his organization be given the many and somewhat pointed observations of the Auditor General and asked to really look at those and see how he could incorporate them in the evaluation?

I notice, for example, regarding the immigration settlement and adaptation program, that he levelled criticism or certainly suggested that the measure of effectiveness didn't seem to be there and didn't seem to be really thought about at all. Would you expect your evaluation organization to look into those kinds of measures?

Mr. Harder: Those are priority areas. I should say that the Auditor General's report is two years old. There have been a number of steps taken to take into account the comments of the Auditor General.

In addition, I met with the Deputy Auditor General, who is in charge of this program—actually just before the Auditor General appeared before the committee—to review with them how the Auditor General could also be helpful to us as we build a new department and find priority areas where the Auditor General's insights would be helpful to us. We're working with the Auditor General to develop that. Basically it's a rolling 7-year plan on priority areas.

Mr. Mifflin: Thank you, Madam Chair.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): I'd like to take this back to the point we raised the other day. We talked about expenditures in Ontario. You explained why there are more expenditures in Quebec based on the accord.

In Saturday's *Globe* provincial minister Ziemba was quoted as saying that we spend \$760 in Ontario, \$1,900 in Quebec but \$1,500 elsewhere in Canada. Last week you explained the discrepancy between Ontario and Quebec, which was fine. I'm just wondering if you can explain if it has to do with health costs.

Mr. Harder: That's part of it. Also, quite frankly, outside of British Columbia there isn't a lot. The numbers are so overwhelming in Ontario—once you take Quebec out of the equation—that the per immigrant costs are lower in Ontario by sheer force of that number. I don't know if I'm helping you there but—

Mr. Knutson: Less than half?

Mr. Harder: The number in Ontario is so large that when you divide it among the... Ontario gets—outside of Quebec—58% of the resources. So if you take Quebec aside, 58% of the money goes to Ontario. British Columbia would be next and then Alberta. After that it's pretty much a sprinkling. In Nova Scotia...

Ms Clancy (Halifax): A dewdrop.

Mr. Harder: The point is, though, that there are different levels of expenditure between Quebec and the rest of Canada, between Ontario and Quebec and Ontario and the rest of Canada.

M. Mifflin: Je pense que c'était l'année où le vérificateur général devait examiner les activités du ministère. Est—ce qu'on demande au ministère d'examiner les observations, nombreuses et quelque peu pertinentes, du vérificateur général et de voir comment ces dernières pourraient être incorporées à l'évaluation?

J'ai remarqué, par exemple, dans le Programme d'établissement et d'adaptation des immigrants, qu'il avait formulé certaines critiques au sujet de l'efficacité ou tout au moins qu'il avait laissé entendre qu'il ne semblait pas y avoir de mesure d'efficacité et qu'on n'y avait même pas songé. Est—ce que votre groupe d'évaluation devrait à votre avis examiner ce genre de mesures d'évaluation de l'efficacité?

M. Harder: Ce sont des questions prioritaires. Je dois dire que le rapport du vérificateur général a été déposé il y a deux ans. Certaines mesures ont été prises depuis pour donner suite aux observations du vérificateur général.

En outre, j'ai rencontré le sous-vérificateur général qui est responsable de ce programme—en fait, c'était juste avant que le vérificateur général comparaisse devant le comité—afin d'examiner avec lui comment le vérificateur général pourrait également nous aider à mettre sur pied un nouveau ministère et déterminer les secteurs prioritaires où il serait utile pour nous d'avoir l'avis du vérificateur général. C'est ce que nous faisons avec le vérificateur général. Il s'agit essentiellement d'élaborer un plan étalé sur sept ans concernant les priorités.

M. Mifflin: Merci, madame la présidente.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): J'aimerais revenir à une question que nous avons soulevée l'autre jour. Nous avons parlé des dépenses en Ontario. Vous avez expliqué que les dépenses pour le Québec ont augmenté en raison de l'Accord Canada—Québec.

Selon le journal *The Globe and Mail* de samedi dernier, le ministre Ziemba aurait dit que nous dépensons 760\$ en Ontario, 1 900\$ au Québec mais 1 500\$ pour le reste du Canada. La semaine dernière, vous avez expliqué l'écart entre l'Ontario et le Québec, et c'était bien. Je me demande seulement si vous pouvez maintenant nous expliquer si cela a quelque chose à voir avec le coût des services de santé.

M. Harder: En partie. En outre, franchement, en dehors de la Colombie-Britannique, ces dépenses ne sont pas très élevées. Pour l'Ontario—si on ne tient pas compte du Québec—les coûts pour chaque immigrant sont moins élevés étant donné le grand nombre d'immigrants. Je ne sais pas si cela répond à votre question mais. . .

M. Knutson: Moins que la moitié?

M. Harder: Le nombre d'immigrants en Ontario est si élevé que si on divise... L'Ontario reçoit—si on ne tient pas compte du Québec—58 p. 100 des ressources. Donc, 58 p. 100 des fonds vont en Ontario, le Québec mis à part. Viennent ensuite la Colombie—Britannique, puis l'Alberta. Ensuite, chaque province ne reçoit qu'un très petit pourcentage. En Nouvelle-Écosse...

Mme Clancy (Halifax): Un infime pourcentage.

M. Harder: Le fait est, cependant, que les niveaux de dépenses varient, entre le Québec et le reste du Canada, entre l'Ontario et le Québec et entre l'Ontario et le reste du Canada.

Mr. Knutson: Double, according to her statistics.

Mr. Harder: I'm not sure about that one. I don't know frankly where they got that number.

The Chairman: The question that begs to be asked is, what are you doing about it?

Mr. Harder: As I tried to describe on Thursday, we have the following choices. First, the estimates you have before you show an increase of \$7 million in language instruction outside Quebec. So there's an additional bit of money.

Secondly, we are trying to protect the language training dollars, and the announcement on AAP reflects that. We don't like to necessarily reduce, but we've got to achieve our priorities. Everything we know tells us that language is the best intervention leading to successful integration in going up the economic ladder.

Thirdly, we are seeking to work with the provinces, particularly Ontario and British Columbia, which—outside Quebec—have significant numbers, to ensure that we with our programs and the provinces with theirs are respectful of the fact that there is but one taxpayer and one client.

So are there ways to maximize our contributions to a joint vision of integration? We're doing that through the negotiations to which I refer today. We're doing that in the context of the consultations that were taking place in terms of the immigration plan.

• 1210

Would I like to see more money for language training? Of course, but we're managing within the existing realities of fiscal pressures.

The Chairman: Mr. Harder, I guess the question was, how are we going to level the playing field to bring about some form of equity? I understand you when you talk about more money, but how are you bringing equity to the situation?

Mr. Harder: Well, let me, first of all, underscore the fact that the Canada—Quebec accord guarantees a level of funding, so that if you're talking about levelling the playing field with the existing Canada—Quebec accord, you're levelling it up. If you're asking me how much it would cost to level it up, I did some arithmetic, but it's not with any of my colleagues here, so you'd have to check the number. But it's a significant number, probably in the order of \$200 million to 250 million.

The Chairman: Yes, Mr. Harder, but the Canada—Quebec accord is done. Have you done any checking, not in terms of levelling the playing field, but in essence in what constitutes good, fair, quality services at a good and fair level? What level is it that does the job for the rest of Canada?

Mr. Harder: Well, that's what we are trying to deal with in the context of both our negotiations with provinces and the study team, as part of the consultations, which is looking at integration.

[Traduction]

M. Knutson: Le double selon les statistiques.

M. Harder: Je n'en suis pas certain. Je ne sais pas franchement d'où ces chiffres proviennent.

La présidente: La question qu'il faut absolument poser est la suivante: Qu'allez-vous faire pour remédier à la situation?

M. Harder: Comme j'ai essayé de vous l'expliquer jeudi, les possibilités suivantes s'offrent à nous: premièrement, le budget des dépenses principal que vous avez devant vous montre une augmentation de 7 millions de dollars pour les cours de langue à l'extérieur du Québec. Il y a donc un petit montant additionnel.

Deuxièmement, nous tentons de protéger les fonds consacrés à la formation linguistique, et c'est ce que reflète l'annonce au sujet du PAA. Nous n'aimons pas nécessairement faire des coupures, mais nous devons atteindre nos objectifs. Tout indique que la formation linguistique est le meilleur outil d'intervention pour assurer une bonne intégration des immigrants.

Troisièmement, nous cherchons à travailler avec les provinces, particulièrement avec l'Ontario et la Colombie-Britannique, qui — à part le Québec — accueillent un grand nombre d'immigrants, afin de nous assurer que nos programmes et ceux des provinces tiennent compte du fait qu'il n'y a qu'un seul contribuable et un seul client.

Donc y a-t-il moyen de maximiser nos contributions à une vision conjointe de l'intégration? Oui. Nous le faisons dans le cadre des négociations dont je vous ai parlé aujourd'hui. Nous le faisons dans le contexte des consultations qui se font à l'heure actuelle concernant le plan d'immigration.

Est-ce que je voudrais que davantage de fonds soient consacrés à la formation linguistique? Naturellement, mais nous devons composer avec la réalité des pressions financières que nous connaissons.

La présidente: Monsieur Harder, la question était la suivante: Comment allons—nous aplanir les règles du jeu afin que la situation soit plus équitable? Je vous comprends lorsque vous dites que vous aimeriez que davantage de fonds soient consacrés à la formation linguistique, mais comment allez—vous rendre la situation plus équitable?

M. Harder: Eh bien, laissez-moi tout d'abord souligner le fait que l'Accord Canada-Québec garantit un niveau de financement, de sorte que si vous voulez rendre les règles du jeu plus équitables avec l'Accord Canada-Québec, c'est ce que vous faites. Si vous me demandez combien il en coûtera pour le faire, j'ai fait certains calculs, mais je n'ai pas les chiffres ici, de sorte que je devrai vérifier. C'est un coût assez important, sans doute de l'ordre de 200 ou de 250 millions de dollars.

La présidente: Oui, monsieur Harder, mais l'Accord Canada-Québec est conclu. Sans parler de règles du jeu équitables, avez-vous déterminé ce qui constitue essentiellement de bons services équitables et de qualité à un niveau juste et équitable? Quel niveau de service est acceptable pour le reste du Canada?

M. Harder: Eh bien, c'est ce que nous tentons de faire dans le contexte de nos négociations avec les provinces et avec le groupe d'étude qui examine l'intégration, dans le cadre des consultations.

Essentially, we need to ask how you maximize scarce dollars to promote integration; how you can manipulate the immigration program to reduce the need for integration dollars; and how we can harmonize federal and provincial programs to give more effect to our joint effort. So I don't think there is a single recipe, and I'm not suggesting that the single recipe is more dollars.

The recipe has to include a number of factors, including people sitting around and asking how we can make this program more cost-effective, either through innovation of various sorts—last week Mr. Hanger, or Mrs. Hayes, I think, raised the notion of what you can do with the private sector or with loans, as opposed to programs. Those kinds of approaches are obviously policy options we have to look at. They're not reflected in the estimates because—

The Chairman: But there are some of us who have a concern that you may have a Canada—Ontario accord that's separate and distinct from B.C. or from Alberta. It'll just be tapered, given today, as was the Canada—Quebec accord. Is that accord under consideration now? Are you, in essence, drafting a Canada—Ontario accord?

Mr. Harder: Well, we have agreements with seven provinces now. We have an agreement with Prince Edward Island on immigration. We do not have an agreement with Ontario, and it seems a little strange that you don't have an agreement with the province that receives the majority of immigrants, but with Prince Edward Island you do.

The Chairman: I'm really taking licence here. These were Mr. Knutson's questions. But I, for one, would really like to pursue this matter in terms of equity. I would like to know, for instance, if all these agreements you have are fair and equitable and that no one province is getting more or less than other provinces, with the exception of Quebec. But that's for another day. I'll pursue that at another time.

Mr. Knutson, I interrupted you. Do you have any further questions?

Mr. Knutson: Well, I'll take your response that you're not sure of the numbers and perhaps I'll forward the article to you and you can get back to me.

Just following up from last week as well, Mr. Tsaï mentioned that there'd be a meeting regarding LINC. Has that been resolved?

Mr. Harder: I'll just ask the person who deals with the program whether the meeting has taken place. This was the meeting with service providers.

Mr. Knutson: There was one scheduled for this week.

Ms Ann Midgley (Director, Settlement Branch, Department of Citizenship and Immigration): Mr. Chairman, we had this meeting, as Mr. Tsaï has referred to, with the Association of Community Colleges of Canada and it was left that we were going to examine what concerns have been expressed and what could be done. This is what we're still looking at.

[Translation]

Essentiellement, nous devons demander comment on peut utiliser au maximum nos maigres ressources en vue de promouvoir l'intégration; comment pouvons—nous modifier le programme d'immigration en vue de réduire le budget nécessaire à l'intégration? Comment pouvons—nous harmoniser les programmes fédéral et provinciaux afin que notre effort conjoint soit plus efficace? Je ne sais pas s'il y a une seule solution, mais je ne dis pas que la seule solution soit d'augmenter les fonds.

La solution doit comprendre un certain nombre de facteurs, notamment un groupe de travail pour examiner comment nous pouvons améliorer la rentabilité de ce programme, soit par des innovations de toutes sortes—la semaine dernière, M. Hanger ou M^{me} Hayes, je pense, ont parlé de ce qu'il est possible de faire avec le secteur privé ou avec des prêts, par opposition aux programmes. Voilà le genre de solutions que nous devons examiner. On ne les retrouve pas dans le budget principal des dépenses car. . .

La présidente: Certains d'entre nous craignent que vous soyez en train de conclure un Accord Canada-Ontario qui serait séparé et distinct de la Colombie-Britannique ou de l'Alberta, comme l'Accord Canada-Québec. Êtes-vous en train d'envisager un tel accord? Êtes-vous essentiellement en train de rédiger un Accord Canada-Ontario?

M. Harder: Bien, nous avons conclu des accords avec sept provinces. Nous avons conclu un accord sur l'immigration avec l'Île-du-Prince-Édouard. Nous n'avons pas conclu d'accord avec l'Ontario, et il est quelque peu étrange que nous n'ayons pas signé d'accord avec la province qui reçoit la majorité des immigrants, alors qu'on en a conclu un avec l'Île-du-Prince-Édouard.

La présidente: Je me permets ici d'intervenir. M. Knutson a posé ces questions. Personnellement, j'aurais aimé approfondir cette question d'équité. J'aurais aimé savoir par exemple si tous ces accords que vous avez conclus sont justes et équitables et s'il y a une province qui obtient davantage ou moins que les autres, à l'exception du Québec. Ce sera pour un autre jour. J'aborderai cette question à un autre moment.

Monsieur Knutson, je vous ai interrompu. Avez-vous d'autres questions?

M. Knutson: Eh bien, si j'ai bien compris votre réponse, vous n'êtes pas certain des chiffres; alors, je pourrais peut-être vous envoyer cet article et vous me donnerez une réponse par la suite.

Pour revenir à ce qu'on disait la semaine dernière, M. Tsaï a mentionné qu'il y aurait une rencontre au sujet du programme CLIC. A-t-on réglé la question?

M. Harder: Je vais demander à la personne qui s'occupe du programme si la rencontre a eu lieu. Il s'agissait d'une rencontre avec les dispensateurs de services.

M. Knutson: Une rencontre était prévue pour cette semaine.

Mme Ann Midgley (directrice, Direction générale de l'établissement, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur le président, cette rencontre dont parlait M. Tsaï a eu lieu avec l'Association des collèges communautaires du Canada et nous avons décidé d'examiner les préoccupations qui ont été exprimées et de voir ce que nous pouvions faire à cet égard. Et c'est ce qui est toujours devant nous.

[Traduction]

• 1215

However, I did phone the association yesterday to provide them with an update. If there are any resolutions, they have to be fair, equitable, transparent, and applicable to all service providers and not just to community colleges simply because they have made representation to us. So the discussion and examination of the issue is ongoing. The community colleges also know this is what is happening.

The Chairman: Members of the committee, I do have one question that relates to administrative overhead. The department has almost bragged about the fact that its corporate services are only 5%—apparently lower than other departments.

Mr. Harder: That's 5.8%.

The Chairman: All right, 5.8%, almost 6%. But over 18% of the financial resources and 34% of the full-time equivalents in staff are in administration as compared to service delivery.

The percentage of resources spent on management seems to me to be high for a service department. How does this compare with other similar departments at the federal and provincial levels? Is there any potential for de-layering and streamlining management to move more resources to the front line?

Mr. Harder: The 5.8% reflects both administration and corporate services. I don't know the numbers you are speaking of. I presume they're the breakdown here.

I don't think the policy shop is too large, but we have the opportunity, at least, to have a very active policy agenda. I would not want to reduce the policy area to a point where it wasn't able to respond to the very real concerns that committee members, and Canadians, share in this significant area.

I think the decision of the government to create a stand-alone Department of Citizenship and Immigration spoke to the government's priorities of not only delivering those programs—those programs could be delivered by Agriculture—but of creating a space in public policy we could make a contribution to that is unique to Citizenship and Immigration.

The Chairman: I am not questioning the need for a policy in Citizenship and Immigration. I am questioning the amount and how it relates to other departments, like Agriculture, for instance, or like departments in the provincial. . .

Mr. Harder: I don't have the comparative figures for policy shops in other departments.

I share your view that structures should put as many resources as possible to the front line. That's the way we've tried to reorganize our program delivery within constrained resources. I am pleased to report that in the corporate services

J'ai toutefois appelé l'association hier, pour lui donner les demiers renseignements. Les solutions qui pourraient être trouvées doivent être justes, équitables, transparentes, et aussi s'appliquer à tous les dispensateurs de services et non pas uniquement aux collèges communautaires tout simplement parce qu'ils nous ont présenté un mémoire. Donc, cette question fait toujours l'objet d'un examen et de discussions. Les collèges communautaires sont au courant de la situation.

La présidente: Chers collègues, je vous signale que je voudrais poser une question au sujet des frais généraux administratifs. Le ministère s'est presque vanté de ne consacrer que 5 p. 100 seulement de son budget à ce chapitre, ce qui, apparemment, est un pourcentage inférieur à celui des autres ministères.

M. Harder: Le pourcentage est 5,8 p. 100.

La présidente: Bon, 5,8 p. 100, presque 6 p. 100. Cependant, plus de 18 p. 100 des ressources financières et 34 p. 100 des équivalents plein temps, en personnel, sont consacrés à l'administration quand on compare ces coûts à ceux de la prestation des services.

Le pourcentage des ressources consacrées à la gestion me semble élevé dans le cas d'un ministère dont la vocation est la prestation des services. Où le ministère se situe-t-il par rapport à d'autres ministères comparables au niveau fédéral et dans les provinces? Pourrait-on réduire le nombre d'échelons administratifs et moderniser la gestion de façon à consacrer plus de ressources aux services proprement dits?

M. Harder: Les 5,8 p. 100 représentent les dépenses administratives ainsi que les services ministériels. Je ne connais pas les chiffres que vous avez mentionnés, je pense qu'ils sont dérivés de la ventilation dans le document.

Je ne pense pas que l'équipe chargée des politiques soit trop importante, car elle nous donne tout au moins la possibilité de jouer un rôle très actif dans le domaine des politiques. Je ne voudrais pas réduire ce service au point où il ne pourrait pas répondre aux préoccupations très réelles des membres de ce comité ainsi que de la population canadienne concernant ce domaine très important.

Il me semble que le gouvernement, en décidant de créer un ministère dévolu exclusivement à la citoyenneté et à l'immigration a démontré ses priorités dans la mise en oeuvre de ces programmes qui auraient pu tout aussi bien être confiés au ministère de l'Agriculture—et cette décision définissait également un cadre dans lequel le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pouvait apporter une contribution spéciale.

La présidente: Je ne mets pas en cause l'utilité d'avoir un groupe chargé de l'élaboration des politiques au sein du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Ma question porte sur le montant des ressources consacrées à cette activité et je me demande comment votre situation peut se comparer à d'autres ministères, comme celui de l'Agriculture, par exemple, ou des ministères provinciaux...

M. Harder: Je n'ai pas les chiffres permettant d'établir une comparaison avec les groupes chargés des politiques dans les autres ministères.

Comme vous, j'estime que la structure du ministère devrait permettre de consacrer le plus de ressources possible au travail en première ligne. C'est le principe que nous avons essayé de respecter en réorganisant notre système de prestations dans le

area—finance, personnel, and administration—we're achieving what I think are significantly lower overheads. I make no apologies for policy. We need to have significant work done in the policy and research area.

The Chairman: Wow, a third in policy and administration.

Mr. Harder: That's not true.

The Chairman: I guess we'll need to check those figures.

Mr. Harder: I think the policy shop has 80 people, and the resource base of the department is 4,500.

The Chairman: We'll check on that one.

Mr. Hanger: I have a question for Mr. Harder, Madam Chair. I wonder if you could explain the total effectiveness of the ICO. Also, what has happened to the 22,000 improperly documented arrivals, as outlined here on page 3–37 of the estimates?

• 1220

Mr. Harder: Let me say a few things about the ICO. Then I am going to ask Joan Atkinson to speak because that is a program within her area. Brian may want to speak on undocumented arrivals.

The ICO is the immigration control officer. This is a concept that Canada has pioneered. That was done on the theory that we could, by placing people in strategic locations around the world, work with carriers and other governments to ensure that travellers to Canada were travelling with valid and bona fide documentation.

We put in place 27 ICOs around the world. Other countries are seeking to join this kind of effort. It is contributing significantly to greater attentiveness on the part of the carriers and is demonstrating as well that we are trying to work with the carriers, which is far more important, to make them partners in this effort. That is the strategy. The effectiveness speaks for the interdictions—about 5,000—that have been realized.

Will we continue to do it? Yes.

Mr. Hanger: Your statistics here indicate that there have been some 22,000 improperly documented arrivals. I assume an arrival is somebody that has landed on Canadian soil.

If this is the work of the ICO, why is it that they are on Canadian soil in the first place and why are they being allowed to stay? Just what is the outcome here?

That leads up to my final point. If the ICO is only a reporting agency, then of what value is it?

Mr. Harder: The ICO is not just a reporting agency. The ICO is a collaborator with air carriers and local governments to enhance the integrity of documentation in various locations around the world.

[Translation]

cadre de ressources limitées. Je suis heureux de vous signaler que les services ministériels—finance, personnel, administration—ont été organisés de façon à réaliser ce qui me semble être un niveau nettement plus faible de frais généraux. Je ne présente aucune excuse pour le service des politiques. L'élaboration des politiques, les travaux de recherches demandent un effort significatif.

La présidente: Tout de même, un tiers consacré au développement des politiques et à l'administration.

M. Harder: Ce n'est pas exact.

La présidente: Je pense que nous devrons vérifier ces chiffres.

M. Harder: Je crois que le groupe des politiques compte 80 personnes, et notre ministère dispose de 4 500 employés.

La présidente: Nous vérifierons cela.

M. Hanger: Je voudrais poser une question à M. Harder, madame la présidente. Je me demande si vous pourriez nous parler de l'efficacité des contrôleurs de l'immigration (CI). Par ailleurs, qu'est—il advenu des 22 000 personnes qui se sont présentées à l'arrivée sans document, comme mentionné à la page 3-40 du budget?

M. Harder: Permettez-moi de dire quelques mots au sujet des contrôleurs de l'immigration. Je demanderai ensuite à M^{me} Joan Atkinson de vous parler de ce sujet étant donné que ce programme est de son ressort. Ensuite, Brian voudra peut-être ajouter quelques mots sur les arrivants non munis de documents.

C'est le Canada qui a lancé cette notion de contrôleur de l'immigration. Le principe de ce projet était que ces contrôleurs, en poste à des points stratégiques dans l'ensemble du monde, pourraient travailler avec les transporteurs et les autres gouvernements pour s'assurer que les voyageurs se rendant au Canada possédaient des documents valides en bonne et due forme.

Nous avons donc créé 27 postes de CI dans divers pays et d'autres pays envisagent de s'associer à cet effort. Cette initiative fait que les transporteurs s'intéressent beaucoup plus à cette question et, d'autre part, ce qui est beaucoup plus important, nous démontrons que nous essayons de travailler avec ces transporteurs pour créer avec eux un partenariat. Voilà donc la stratégie. Son efficacité est exprimée par le nombre d'interceptions—environ 5 000—qui ont été effectuées.

Allons-nous continuer dans ce sens? Certainement.

M. Hanger: Vos statistiques indiquent que 22 000 individus se sont présentés sans documents acceptables. Je pense que quand vous parlez d'arrivées, il s'agit de quelqu'un qui a effectivement mis pied sur le sol canadien.

Étant donné le rôle que les CI doivent jouer, comment se fait-il que ces individus sont arrivés au Canada et pourquoi leur permettons-nous d'y rester? Quel est le résultat final?

Cela m'amène à ma dernière remarque. Si les CI ne peuvent que faire rapport, quelle est la valeur de leur travail?

M. Harder: Les CI ne se contentent pas de faire rapport. Ils collaborent avec des transporteurs aériens et les gouvernements sur place pour améliorer l'intégrité des documents présentés dans différents endroits partout dans le monde.

Mr. Hanger: But here we have 22,000 people still landing on Canadian soil, documented by the ICO.

Mr. Harder: No, there's a difference.

I'm going to ask Mr. Jodoin, who's responsible in part for the ICO on the inland side, to speak on this. The undocumented arrivals are not just the people arriving from air.

Mr. Len Jodoin (Director, Control and Intelligence, Department of Citizenship and Immigration): The page that is being referred to is 3–37 in the book. It totals up to 22,000 over a 4-year period.

Mr. Hanger, you'll notice that the number in 1990 was 8,000 and is now reduced to 2,100. That is principally because of the effectiveness of the ICO program overseas. Just a few years ago the number of intercepts—the 5,000 figure that is being quoted—was much smaller than 5,000.

In effect what it's showing is the ICO program. An explanation of that would be worthwhile in a moment. It's effectively showing that those 27 people overseas as ICOs have been quite significant in the work of dealing with people coming to Canada who are improperly documented on their way here. In that particular case the number was reduced by 6,000 over that 3—year period.

What the number 2,137 for the first 9 months of 1993 indicates is that this is what we pick up at our major international airports in Canada. People arrive there with a document, a passport, a photo substitution, an altered passport, changes to be made in the passport and so on. This is what we refer to as being improperly documented.

Some of these people may also arrive without documents. They may dispose of the documents on their way to Canada, either on board the plane or whatever the case may be, e.g. in a transit lounge.

So at the five major airports in Canada the number was reduced by 6,000 over the last three years, and that has been showing the effectiveness of our ICO program overseas.

Mr. Hanger: What has happened to those 22,000 individuals that are listed here?

Mr. Jodoin: These individuals may very well have made a refugee claim in Canada. They will be dealt with in the normal refugee determination process.

Mr. Hanger: So given this opportunity for them to still end up on Canadian soil and take advantage of our legal system by claiming refugee status, the statement at the bottom here is that "The continuing internationalization of organized crime and its implications for Canada are a concern that is a focus of ICO reporting".

• 1225

Really, it falls far short of what the intention is if individuals are still coming in. The bottom line—and I believe the last CSIS report pointed out this very fact—is that we have a problem in the country with terrorists, white supremacists and other individuals. There's a risk of instability.

The Chair: Mr. Hanger, did you have a question or do you want a specific response?

[Traduction]

M. Hanger: Mais nous voyons ici toutefois qu'il y a encore 22 000 personnes qui sont arrivées au Canada même si nous avons des CI.

M. Harder: Non, il faut faire une distinction.

Je vais demander à M. Jodoin, qui est en partie responsable des CI pour le service interne, de vous répondre. Les arrivants sans documents ne sont pas tout simplement ceux qui viennent par avion.

M. Len Jodoin (directeur, Contrôle et renseignements, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Vous vous référez à la page 3-40 du budget des dépenses qui donne un total de 22 000 personnes sur une période de 4 ans.

Monsieur Hanger, vous remarquerez qu'en 1990 il s'agissait de 8 000 cas et que ce chiffre a été ramené à 2 100. Cela tient essentiellement à l'efficacité du programme des CI à l'étranger. Il y a seulement quelques années, le nombre d'interceptions—les 5 000 cas qui sont mentionnés—était nettement inférieur à 5 000.

Ce que vous voyez, ce sont les résultats du programme des CI. Il serait peut-être utile de donner ici une explication. Ce que l'on voit, c'est que ces 27 CI à l'étranger ont apporté une contribution importante pour traiter les individus qui viennent au Canada sans avoir les documents appropriés. À ce sujet, on peut voir qu'il y a eu une réduction de 6 000 cas sur une période de trois ans.

Le chiffre de 2 137 cas pour les 9 premiers mois de 1993 reflète ce qui a été constaté aux principaux aéroports internationaux au Canada. Certaines personnes arrivent avec un document, un passeport par exemple, dont la photo a été remplacée, ou encore un passeport modifié d'une autre façon. C'est à cela que nous nous référons quand nous parlons d'une documentation inacceptable.

D'autres arrivent sans documents. Ils se sont débarrassés de leurs documents en cours de transport vers le Canada, soit à bord même de l'avion, soit par exemple dans une salle d'attente de transit.

Donc, pour les cinq aéroports du Canada, le nombre de cas a été réduit de 6 000 au cours des trois dernières années et cela démontre l'efficacité de notre programme des CI en poste à l'étranger.

M. Hanger: Qu'est-il advenu des 22 000 individus qui sont mentionnés ici?

M. Jodoin: Il est fort possible qu'ils aient revendiqué le statut de réfugié au Canada. Leur cause sera alors traitée selon le processus normal de détermination du statut de réfugié.

M. Hanger: Compte tenu de la possibilité qui leur est offerte de rester au Canada et de bénéficier de notre système juridique en revendiquant le statut de réfugié, je prends note de la phrase qui apparaît au bas d'un paragraphe: «les rapports des CI sont entre autres axés sur le fait que le crime organisé s'internationalise de plus en plus et sur les problèmes que cela comporte pour le Canada».

Le but visé est loin d'être atteint si ces gens-là entrent toujours sur le territoire. Le dernier rapport du SCRS l'a bien montré, le pays est aux prises avec des terroristes, des tenants de la suprématie blanche et d'autres individus de ce genre. Il y a un risque d'instabilité.

La présidente: Monsieur Hanger, aviez-vous une question? Voulez-vous une réponse précise?

Mr. Hanger: That is a very specific question. Really there is a discrepancy between the purpose of the ICO and what is in effect happening. I would not judge the ICO as effective.

Mr. Harder: Let me comment, Mr. Hanger.

The numbers, in terms of reduced undocumented arrivals, speak for some level of effectiveness. We've been particularly effective in increasing our vigilance with certain target groups such as triads and other organized crime.

I should also point out that sometimes when we get to talking about enforcement we forget about the fact that there is an impulse for protection in our system as well. I would not at all presume that everybody who arrives in Canada without documentation is a bogus refugee.

There are indeed people who arrive without documentation who do need our protection. They go through the refugee determination system and if they need our protection, they receive it.

So I think we've got to take both sides of this. That is to say, we should exercise vigilance on control and vigilance in terms of dealing with particular target groups or organized crime and the like. Let's also recognize nevertheless that protection is very much part of what this department is about.

Mr. Hanger: But how can you ignore a CSIS report that indicates that this country right now is in a situation where we have individuals here that could affect stability? That report is only a week or two weeks old.

The Chair: Perhaps the question, Mr. Hanger, is what are you doing to address the CSIS report?

Mr. Harder: We work very closely with CSIS. They're partners with us both in terms of some of our overseas work where there are liaison officers and the like, and in dealing with cases here in Canada. There's nothing but cooperation between the two departments.

Mr. Hanger: I appreciate that, but why not slam the door shut on matters such as this where you do have known entrants and there is an Immigration Act to refuse them entry because of their possessing false documents or no documents?

Mr. Harder: We do not have the right to slam the door shut if they make a refugee claim. That does not preclude them from making a refugee claim.

Mr. Hanger: But if they have false documents, I understand the have the right to refuse.

Mr. Harder: No, we do not have the right to refuse -

Mr. Hanger: If they have false documents.

Mr. Harder: —in the refugee process.

Mr. Hanger: Yes, but we're talking about false documents.

Mr. Harder: They're inadmissible in terms of immigration, yes.

Mr. Hanger: We're talking about false documents, though.

The Chair: Mr. Hanger, time's up.

[Translation]

M. Hanger: Ma question est très précise. Les réalisations du contrôleur de l'immigration ne sont pas à la hauteur de son mandat. Pour moi, il n'est pas efficace.

M. Harder: Laissez-moi vous répondre, monsieur Hanger.

La baisse du nombre de ceux qui arrivent sans documents dénote une certaine efficacité. Nous avons réussi à accroître notre vigilance à l'endroit de gangs de la Triade ou d'autres formes de crime organisé.

Je vous rappellerai aussi que lorsqu'on parle de contrôles de sécurité, on oublie parfois que notre système est aussi conçu pour accorder de la protection. Il ne faut surtout pas présumer que tous ceux qui arrivent au Canada sans documents sont de faux réfugiés.

Certains de ceux qui arrivent ici sans papiers ont besoin de notre protection. Ils passent par le processus de reconnaissance du statut de réfugié et s'ils ont droit à notre protection, ils la reçoivent.

Il faut donc voir les deux côtés de la médaille. D'une part, soyons vigilants au moment du contrôle et à l'endroit de certains groupes cibles, dont le crime organisé et, d'autre part, reconnaissons que le ministère a aussi pour mandat de protéger les réfugiés.

M. Hanger: Mais comment pouvez-vous fermer les yeux sur un rapport du SCRS qui affirme qu'il y a aujourd'hui au pays des individus qui pourraient compromettre notre stabilité? Ce rapport date d'il y a à peine une semaine ou deux.

La présidente: La question qu'il faut poser, monsieur Hanger, c'est peut-être: «Quelle suite allez-vous donner au rapport du SCRS?»

M. Harder: Nous travaillons de très près avec le SCRS. Ce sont nos associés à l'étranger, où ils font office d'agents de liaison, et s'occupent des dossiers ici à Ottawa. La plus grande collaboration règne entre nos deux organismes.

M. Hanger: Je veux bien, mais pourquoi ne pas mettre un terme à un cas comme celui-là, puisque la Loi sur l'immigration vous permet d'éconduire ces requérants étant donné que leurs papiers sont faux ou qu'ils n'en ont pas?

M. Harder: Nous ne pouvons pas les éconduire s'ils revendiquent le statut de réfugié.

M. Hanger: Mais si leurs documents sont faux, la Loi sur Immigration Act is very clear that they are not to be admitted. You l'immigration ne laisse aucun doute: il faut les refouler. Vous avez le droit de les éconduire.

M. Harder: Non, nous n'avons pas le droit de les éconduire. . .

M. Hanger: Si leurs papiers sont faux.

M. Harder: . . . s'ils demandent le statut de réfugié.

M. Hanger: Oui, mais on parle de faux papiers.

M. Harder: C'est vrai, ils sont inadmissibles comme immi-

M. Hanger: On parle toujours de faux papiers.

La présidente: Monsieur Hanger, votre temps est écoulé.

Mr. Bryden.

Mr. Bryden: I have just a couple of questions.

Just following the theme that I started before, I'm interested in the host program. It seems to me \$2 million is actually a very modest sum to spend on a program that could have very good returns. Can you give me some sense of how that program works, who's in it, how successful it is? Do we have anything on that?

Mr. Harder: I'm going to ask Ann Midgley, the director general of settlement to answer your question.

Ms Midgley: I absolutely agree with you that the host program is a very successful program. In dollar terms it's smaller primarily because the host program relies practically on volunteers. So the small, modest sum of dollars really goes towards the coordinator who relies on recruiting volunteers to help become hosts to immigrants.

When we ran the program as a pilot before we made it permanent—and it was originally for refugees only—the experience showed that those refugees who are matched with Canadian hosts do adapt sooner, settle faster in Canada, learn the language and are able to obtain employment. For that reason we have made the program into a permanent program. The reason that it's a modest sum is that there is the voluntary element in the program.

Mr. Bryden: Can you provide me with details on the program? How many volunteers are there? I need some sense of how you evaluate it. It's all very well to say it's doing very well, but I'd like to know how you assess that.

• 1230

Ms Midgley: We can come back to you with the number of contracts that we have for the host program. It was evaluated—not formally but we did have a consultant do an assessment report—and we can provide you with the report that talks about the success of the program.

Mr. Bryden: Thank you.

I have a related question, still following on the same theme. I wasn't clear on the responses I obtained last week.

I'm interested in the children of immigrants and particularly the children of refugees. Do you have a program in place and a specific policy that looks at the problems of these children coming in and their integration in society? How do you handle that?

Ms Laura Chapman (Director General, Policy and Program Development, Department of Citizenship and Immigration): The short answer is no, we don't have a specific program that addresses that group in particular. What we are trying to do through the course of the consultations and discussions with the provinces is to identify areas of concern. This is one that has been raised by the provinces and ourselves as being an area of concern.

One thing that we have done is a series of focus groups that we've had over the last several years. We've brought together representatives of the schools, health services, social services, and indeed the police. One of the things we're learning is that

[Traduction]

Monsieur Bryden.

M. Bryden: Je n'ai que deux questions.

Je reviens à ce dont j'ai parlé tout à l'heure, le programme d'accueil. Le budget de 2 millions de dollars me semble bien modique pour un programme qui a des chances de rapporter beaucoup. Comment fonctionne ce programme, qui y participe et quelles sont ses réalisations? Avons—nous de l'information à ce suiet?

M. Harder: Je vais demander à Ann Midgley, la directrice générale de l'établissement, de répondre à votre question.

Mme Midgley: Je suis tout à fait d'accord avec vous: le programme d'accueil a beaucoup de succès. Son budget est modique parce qu'il repose sur des bénévoles. Le peu d'argent qu'il y a est consacré au coordonnateur qui s'occupe du recrutement des bénévoles qui serviront de familles d'accueil.

Nous avons d'abord tenté l'expérience avec des réfugiés et nous avons constaté que lorsqu'ils sont jumelés à des familles d'accueil canadiennes, ils s'établissent plus rapidement au pays, apprennent la langue et trouvent un emploi. Nous avons ensuite décidé d'en faire un programme permanent. Si le budget est peu élevé, c'est grâce aux volontaires.

M. Bryden: Pouvez-vous me donner des précisions? Combien de bénévoles y a-t-il? J'aimerais savoir comment vous l'évaluez. C'est bien beau de dire que tout va très bien, mais j'aimerais savoir comment vous l'évaluez.

Mme Midgley: Je pourrais vous communiquer le nombre de contrats dans le programme d'accueil. Il n'y a pas eu d'évaluation proprement dite, mais un expert-conseil a préparé un rapport qui parle de la réussite du programme et que je pourrai vous faire parvenir.

M. Bryden: Merci.

J'ai une question connexe. Je n'ai pas très bien compris les réponses qu'on m'a données la semaine dernière.

Je m'intéresse aux enfants des immigrants et en particulier aux enfants des réfugiés. Y a-t-il une politique ou un programme à propos des problèmes que pose leur intégration dans la société? Que faites-yous dans ce domaine?

Mme Laura Chapman (directrice générale, Développement des politiques et des programmes, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): En un mot, non. Nous n'avons pas de programme particulier à l'intention de ce groupe. Grâce aux consultations avec les provinces, nous essayons de voir où sont les problèmes. Aussi bien pour le ministère que pour les provinces, cette question fait problème.

Ces dernières années, nous avons consulté un certain nombre de groupes types: représentants des écoles, des services de santé, des services sociaux et même de la police. Il en ressort que l'intégration des enfants en bas âge, quels que soient leur

the integration of young children, regardless of their cultural origin and the nature of the setting in which they find themselves, seems to be amazing. School principals have told us it's extraordinary how quickly the children adapt to new lifestyles.

They have also told us something for which we haven't figured out a response. Once children reach puberty it's more difficult to integrate them. That doesn't translate readily into a policy response and so we are looking at what kinds of intervention children of that age would require. In so doing, we're working with our colleagues in the human resources area who are looking at that problem more generally and at the problem of school leaving particularly. We are working as well with our colleagues at Heritage Canada with respect to the question of multiculturalism and whether there are cultural barriers that are particularly problematic once children reach that age.

So we're examining it but we do not have a policy or program response at this time.

Mr. Bryden: I can't resist sharing with you a comment from an immigrant in my community with respect to the problems of these children integrating in society. She said Canada doesn't love children. I would like to see us prove that is not true.

I have one last question. I asked about this last week, perhaps too obliquely. I would be very interested in seeing some of your policy papers and the instructions to your various officers on the cultural integration of immigrants and refugees. Specifically, I would like to know what kind of advice you give, what you're looking at when immigrants, or refugees especially, come in, what you tell them on how to adapt into society initially. Is that possible?

Mr. Harder: We'll put a package together and, through the chair, provide it to you and others.

Mr. Bryden: I would appreciate it very much. Thank you.

The Chair: Is that something all members of the committee would like?

Some hon. members: Yes.

Mrs. Hayes: I have a lot of questions. Are we specifically looking at those two sections right now and we can get back to other sections?

The Chair: In the first round we agreed that we would address the two on today's agenda, but if you have other questions, go ahead.

Mrs. Hayes: I have a question on sponsorship and I also have one on refugee determination. I'll address the sponsorship. It falls within private sponsorship and comes within policy management.

Regarding private sponsorship, last year's estimates said that a new sponsorship agreement would be drafted. This year there's an announcement that Canada's overseas resettlement program will be reviewed and assessed. Are these two reviews related? Have new sponsorship agreements been drafted? Could the department forward to this committee a copy of that policy paper relating to private sponsorship?

[Translation]

origine culturelle et le type de cadre dans lequel ils se trouvent, est tout à fait renversante. Les directeurs d'école nous ont dit être étonnés de la rapidité avec laquelle les enfants s'adaptent.

Ils nous ont aussi parlé d'un autre phénomène, auquel nous ne savons pas encore comment réagir. Les enfants qui ont atteint l'âge de la puberté ont plus de mal à s'intégrer. Il est difficile de voir quel type d'intervention est nécessaire, mais nous y travaillons en collaboration avec nos collègues des ressources humaines, qui se penchent sur la question et en particulier sur le problème de l'abandon scolaire. Nous travaillons aussi avec nos collègues de Patrimoine Canada à propos du multiculturalisme pour voir s'il existe des obstacles culturels chez les enfants de cet âge.

Pour conclure, nous examinons la question, mais nous n'avons actuellement ni politique ni programme.

M. Bryden: Je ne peux m'empêcher de vous faire part d'une observation qu'une immigrante m'a faite dans ma région. Elle parlait de la difficulté qu'ont les enfants à s'intégrer dans la société et elle a dit que le Canada n'aime pas les enfants. J'aimerais qu'on lui prouve que ce n'est pas vrai.

J'ai une demière question. Je l'ai posée la semaine dernière, mais peut-être pas de façon assez directe. J'aimerais bien prendre connaissance de vos documents d'orientation et des consignes que vous adressez aux divers agents au sujet de l'intégration culturelle des immigrants et des réfugiés. Plus précisément, j'aimerais savoir quels conseils vous leur donnez, qu'est-ce que vous cherchez chez les immigrants et en particulier chez les réfugiés et ce que vous leur dites pour faciliter leur adaptation. Est-ce possible?

M. Harder: Nous allons préparer une trousse d'information que je vous ferai parvenir à vous et à d'autres par l'intermédiaire de la présidente.

M. Bryden: Je vous en serais très reconnaissant. Merci.

La présidente: Cela intéresse-t-il les autres membres du comité?

Des Voix: Oui.

Mme Hayes: J'ai beaucoup de questions. Est—ce que l'on étudie uniquement ces deux activités ou peut—on revenir aux autres?

La présidente: Pour le premier tour, nous avons convenu de parler des deux activités prévues à l'ordre du jour. Mais si vous avez d'autres questions, allez-y.

Mme Hayes: J'ai une question à propos du parrainage et une autre sur la reconnaissance du statut de réfugié. Commençons par le parrainage. Cela entre dans la catégorie du parrainage privé et de la politique et gestion.

En ce qui concerne le parrainage privé, le budget de l'an demier annonçait la préparation de nouvelles ententes de parrainage. Cette année, on annonce que la politique de rétablissement des réfugiés sélectionnés à l'étranger sera revue et évaluée. Est—ce qu'il y a un lien entre ces deux études? Est—ce que les nouvelles ententes de parrainage ont été rédigées? Le ministère pourrait—il transmettre au comité une copie de l'énoncé de politique concernant le parrainage privé?

Mr. Harder: I'll ask Ms Chapman to respond.

[Traduction]

M. Harder: Je vais demander à Mme Chapman de vous répondre.

• 1235

Ms Chapman: The work on private sponsorship has been extensive and has involved a lot of the interested parties. What we have is a series of arrangements with individual groups and organizations whereby they have agree to provide certain services. We've gone through the whole process with them and we've identified a series of problems, problems on the part of the department, things that we're not fulfilling that they perceive us not to be fulfilling and, similarly, obligations that we perceive them not to have been fulfilling. There is a report on that study that can be made available to the committee.

In addition to that, we are now in the process of making recommendations to the minister on what steps to be taken. As Mr. Harder said, I'm not free at this time to share those with you, but we could give you a more complete briefing on the private sponsorship program and some of the issues that we've identified, if that would interest you in the future.

Mrs. Hayes: Yes. I do believe that's a public concern. Also the enforcement of that—

Mr. Hanger: Of sponsorship programs?

Mrs. Hayes: Yes. Are there policy statements and directions that we could see in terms of what you're looking at there?

Ms Chapman: In terms of the sponsorship breakdown, we're looking at it in respect of two aspects, one in relation to family sponsorships and the other in relation to refugee sponsorships. What we're finding is that the data, as in most areas, are very difficult to acquire, so we don't have accurate information on the numbers of breakdowns. What we are discovering is that the reporting of such breakdowns is much higher than the actual numbers as a share of total sponsorships, so we tend, as the minister says, to report on the planes that didn't land as opposed to those that did, and this is an example of that.

What we anticipate is that the work that we're doing now, with the Province of Ontario in particular, will give us the kind of information at least for that province, and since that, of course, is the largest area, we'll be in a position to come back to the committee with more information on exactly what the problems are and proposals for solutions.

One approach that we have begun is a series of negotiations of memoranda of understanding with municipalities, to share information on the client and the draw on social assistance and other supports. Once we have those memoranda of understanding in place, we'll be in a position to enforce certain of the rules. But I think this all is captured best in the discussions that we would have over the next period of time with the provinces in the context of an overall federal—provincial strategy.

Mr. Harder: Prevention is also part of the solution. I spoke earlier of what we are doing overseas on the counselling side, particularly in eastern Europe. May I, with the committee's indulgence, ask Joan Atkinson to make a comment on that, because prevention is far more effective?

Mme Chapman: Il s'est fait beaucoup de travail sur le parrainage privé en collaboration avec les partenaires en cause. Il existe des dispositions avec certains groupes et organismes qui leur permettent d'offrir certains services. Nous avons examiné tout le processus avec eux et nous avons recensé un certain nombre de problèmes au ministère, des lacunes chez nous ou ce qu'ils estiment être des lacunes et, inversement, des obligations auxquelles ils nous semblent se soustraire. Je pourrais communiquer au comité le rapport qui a été préparé sur cette question.

Nous sommes également en train de préparer des recommandations à l'intention du ministre. Comme M. Harder l'a dit, je ne peux pas vous les divulguer maintenant, mais nous pourrons peut-être vous donner une séance d'information plus complète sur le parrainage privé et sur d'autres questions que nous avons recensées, si cela vous intéresse.

Mme Hayes: Oui. Je pense que la population s'en préoccupe. Il y a aussi la question du respect des règles de ce. . .

M. Hanger: Des programmes de parrainage?

Mme Hayes: Oui. Pourrait-on consulter les énoncés de politique et les instructions pour que nous sachions sur quoi vous vous penchez?

Mme Chapman: Dans les cas de rupture de l'engagement de parrainage, nous étudions deux choses. D'abord, le parrainage d'un membre de la famille puis le parrainage des réfugiés. On a constaté que les données étaient très difficiles à trouver, si bien que nous n'avons pas de renseignements justes sur le nombre de ruptures. On constate que le nombre de cas de ruptures signalés est beaucoup plus élevé que la réalité, ce qui revient à signaler, comme le ministre l'a dit, le nombre d'avions qui n'ont pas atterri par opposition à ceux qui se sont posés.

Nous prévoyons que le travail réalisé actuellement avec l'Ontario en particulier nous donnera les renseignements pour cette province à tout le moins et comme il s'agit de la plus populeuse, nous pourrons ensuite donner au comité des renseignements plus justes sur la nature des problèmes et les solutions envisagées.

Nous avons d'ailleurs entrepris des négociations avec les municipalités en vue de signer un protocole d'entente sur la communication de renseignements sur la clientèle et le recours au programme d'assistance sociale. Dès qu'elles seront signées, nous serons en mesure de veiller au respect de certaines règles. Mais la meilleure façon d'y arriver, ce sera grâce aux discussions que nous allons tenir prochainement avec les provinces sur l'ensemble de la stratégie fédérale—provinciale.

M. Harder: La prévention est aussi un élément de solution. J'ai parlé tout à l'heure de ce que nous faisons à l'étranger en matière de counselling, surtout en Europe de l'Est. Si vous me le permettez, j'aimerais demander à Joan Atkinson d'en parler parce que la prévention est beaucoup plus efficace.

Ms Joan Atkinson (Director, International Services and Program Coordination, Department of Citizenship and Immigration): I would first of all like to point out that we had sent revised guidelines in the summer to overseas missions, to provide them with more specific decision criteria when looking at the financial obligations of independent immigrants specifically. What we have provided to our visa officers is a more detailed set of guidelines to assist them in determining whether an immigrant is likely to become successfully established.

They, of course, follow the selection criteria when they're assessing an independent applicant, but in addition to that they're looking at the finances that are available to an immigrant and his family upon arrival in Canada. The guidelines specify sort of minimum amounts of money that would be required for an independent immigrant and accompanying dependants, depending on which part of the country or the size of the city they are going to, and so on. Visa officers are much more vigilant in terms of determining the funds that will be available to immigrants upon arrival in Canada.

In addition, we provide counselling to all categories of immigrants that we select overseas. There is excellent counselling material provided by our colleagues in the settlement branch, which is provided on a routine basis to all perspective immigrants. Some of our visa posts have gone beyond that and, in innovative and creative ways, have group counselling sessions, where that is appropriate and where it is possible to do group counselling sessions with certain categories of selected immigrants, to prepare them to the extent that they can be prepared for their arrival in Canada.

Mr. Harder: Would the committee like that material to have a look at it? It really is quite interesting to see the kind of material that's provided overseas.

The Chair: Okay.

• 1240

Mr. Knutson: I just have a brief technical question. Why do we collect a fee from someone we're deporting?

Mr. Harder: I'll let the experts tell you this. There was some licence taken in the journalism that described that.

What the amended legislation allowed us to do was to automatically convert a departure notice to a deportation order if you failed to remove yourself. That's step one.

If you have not abided by the rules and wish to come back, you need the minister's permission, and we can charge you for, in a sense, having violated the rules. If you have been removed from Canada but later on apply to immigrate and happen to make the points or whatever, we're charging you for the cost of the removal, a generic cost. I think it's \$750 for the States and \$1,500 elsewhere.

The point of this is that if in other transactions with Canada you have caused the Government of Canada, the people of Canada, to pay something and have not abided by the rules, you're going to pay before you get consideration for coming back. That's the theory.

[Translation]

Mme Joan Atkinson (directrice, Services internationaux et coordination des programmes, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Je préciserai d'abord que nous avons fait parvenir l'été dernier des lignes directrices révisées à nos missions à l'étranger pour qu'elles disposent de critères plus précis lorsqu'elles examinent les obligations financières des immigrants indépendants. Nous avons donné à nos agents chargés de l'octroi des visas des directives plus détaillées pour les aider à déterminer si un immigrant est apte ou non à s'établir avec succès.

Il va sans dire qu'ils suivent les critères de sélection lorsqu'ils évaluent le requérant indépendant, mais ils doivent aussi examiner la situation financière du requérant et de sa famille au moment de leur arrivée au Canada. Les lignes directrices précisent quelle somme minimum doivent posséder un immigrant indépendant et les personnes à sa charge, en fonction de la région ou de la ville où ils se rendent. Les agents des visas cherchent beaucoup plus soigneusement à savoir de quelles sommes disposeront les immigrants à leur arrivée au pays.

Nous offrons en outre du counselling à toutes les catégories d'immigrants que nous sélectionnons à l'étranger. Nos collègues de la Direction générale de l'établissement offrent d'excellents documents de counselling qui sont systématiquement remis à tous les immigrants éventuels. Certains de nos bureaux des visas sont allés plus loin et, avec beaucoup d'innovation et de créativité, ont tenu des séances de counselling de groupes lorsque cela est justifié et lorsqu'il est possible de le faire avec certaines catégories d'immigrants sélectionnés, pour les préparer dans la mesure du possible à leur arrivée ici.

M. Harder: Les membres du comité voudraient-ils prendre connaissance de ces documents? C'est vraiment très intéressant de voir quel genre de document est envoyé à l'étranger.

La présidente: Entendu.

- M. Knutson: J'ai une question de nature technique. Pourquoi imposons—nous des frais à ceux que nous expulsons?
- M. Harder: Je vais laisser les experts vous répondre. Les journalistes ont décrit cette disposition très librement.

La loi modifiée nous permet de convertir automatiquement un avis d'interdiction de séjour en ordonnance d'expulsion si vous refusez de partir. C'est la première étape.

Si vous n'avez pas respecté les règles et que vous souhaitez revenir au Canada, il vous faut la permission du ministre. Nous pouvons vous imposer des frais pour avoir, en un sens, violé les règles. Si vous avez été renvoyé du Canada mais que, plus tard, vous présentez une demande d'immigration et vous obtenez des points d'appréciation, nous vous demanderons de payer des frais génériques pour le coût de votre renvoi, 750\$ pour les États—Unis et 1 500\$ pour les autres pays, je crois.

Si, dans le cadre de vos relations avec le Canada, vous avez occasionné des frais au gouvernement du Canada, à la population canadienne, parce que vous n'avez pas respecté les règles, vous devrez rembourser ces frais avant qu'on étudie votre demande. Voilà pour la théorie.

Now, as to the practicality of how this will be done, I will leave that to my colleagues here.

Mr. Knutson: Before we move to that part, can I just take you back for a second? My understanding is that a removal order is issued and more often than not people leave voluntarily but often they don't tell us when they leave.

Mr. Harder: That's right.

Mr. Knutson: So are you saying all those people, then. . .?

Mr. Harder: No.

Mr. Knutson: That's not right?

Mr. Harder: I'll have my colleague from enforcement describe the process.

Mr. Jodoin: The item Mr. Harder has explained has been changed, and this has been very beneficial. You're quite right, Mr. Knutson, the onus is on the people to leave voluntarily. A large number of people do leave voluntarily. We do not have exit controls as a result of that. They may or may not elect to report in as they leave Canada.

In those particular cases, then, it comes down to delivering the consequence for those who do not leave voluntarily. That's when it becomes, as Mr. Harder has pointed out, a deportation order. The net effect of that is to deliver that consequence to those who haven't left of their own accord. Then it becomes a removal order to remove those people.

Mr. Knutson: Just so I understand, for the people who leave voluntarily and don't tell us there's going to be a deportation order because they haven't...

Mr. Jodoin: Yes. There is a 30—day period for a departure order, and if in that 30—day period they haven't elected to confirm their departure, then it automatically reverts to a deportation order.

Mr. Knutson: And they'd be hit with a fee when they wanted to come back. Thanks.

Mr. Harder: They can report to a mission abroad, by the way.

The Chairman: Is there anyone who hasn't spoken a second time who would like that opportunity?

I have a question, Mr. Harder. I want to follow up on what you said about it not being so. I have corporate services as being 10.8% of the full-time equivalents on 3-46, and on 3-41, "Policy and Management", it says 23.4% of full-time equivalents. That's where I got my 34.2%.

Mr. Harder: I'm going to ask Mr. DiBartolo to talk about the numbers.

Mr. Brent DiBartolo (Director General, Financial Management, Department of Citizenship and Immigration): The activity you're referring to, I should note, is policy and management, which is broader than just the policy area that was being discussed earlier.

You're quite right, the numbers do total 34% of full-time equivalents. I should note, however, that given the change in approach to budgeting introduced by Treasury Board and the government about a year ago, the full-time equivalent number is

[Traduction]

Pour ce qui est de la mise en pratique de cette théorie, ce sont mes collègues qui vous l'expliqueront.

M. Knutson: Auparavant, pourrions—nous revenir un peu en arrière? Je crois savoir que la majorité des gens qui font l'objet d'un renvoi quitte le Canada volontairement, mais que, souvent, ils ne nous indiquent pas quand ils partent.

M. Harder: C'est exact.

M. Knutson: Vous nous dites donc que tous ces gens. . .?

M. Harder: Non.

M. Knutson: Est-ce que je me trompe?

M. Harder: Mon collègue du service de l'exécution de la loi vous décrira le processus.

M. Jodoin: La disposition dont a parlé M. Harder a été modifiée de façon très avantageuse. Vous avez raison de dire, monsieur Knutson, qu'il incombe aux personnes renvoyées de quitter le pays volontairement. C'est ce que fait la majorité d'entre elles. Nous ne contrôlons pas ces départs. Ce sont les personnes renvoyées qui choisissent de nous faire savoir ou non qu'elles quittent le pays.

Il nous incombe cependant de prévoir des conséquences pour ceux qui refusent de quitter le Canada de leur propre gré. C'est alors que, comme l'a souligné M. Harder, l'ordonnance de renvoi devient une ordonnance d'expulsion. Le refus de se soumettre à l'ordonnance de renvoi a pour conséquence le prononcé d'expulsion. L'ordonnance de renvoi se transforme alors en ordonnance d'expulsion.

M. Knutson: Si j'ai bien compris, ceux qui quittent le pays volontairement mais qui ne nous le disent pas font l'objet d'une ordonnance d'expulsion parce qu'ils n'ont pas...

M. Jodoin: C'est exact. Si la personne visée par un avis d'interdiction de séjour ne nous confirme pas son départ dans les 30 jours suivants, on ordonne l'expulsion.

M. Knutson: Et elle devra payer des frais si elle veut revenir au Canada. Merci.

M. Harder: Elle pourrait aussi signaler son départ à une de nos missions à l'étranger, soit dit en passant.

La présidente: Qui voudrait poser une question parmi ceux qui n'ont pas pris la parole une deuxième fois?

J'ai une question à vous poser, monsieur Harder. J'aimerais faire suite à ce que vous avez dit un peu plus tôt. À la page 3–49, on dit que les services ministériels représentent 10,8 p. 100 des équivalents temps plein et, à la page 3–44, que l'activité «Politique et gestion» représente 23,4 p. 100 des équivalents temps plein. Voilà d'où vient mon 34,2 p. 100.

M. Harder: C'est M. DiBartolo qui vous donnera plus de précisions sur ces chiffres.

M. Brent DiBartolo (directeur général, Gestion financière, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Vous faites allusion à l'activité de politique et gestion qui est beaucoup plus vaste que le domaine de la politique dont on a parlé un peu plus tôt.

Vous avez raison de dire que le total est de 34 p. 100 des équivalents temps plein. Je dois cependant vous faire remarquer que, étant donné que le gouvernement et le Conseil du Trésor ont modifié la méthode d'établissement du budget il y a environ

really a notional item that's not controlled by Treasury Board. The focus in terms of management of resources is on the dollars, and, as you noted, corporate management and policy and management total about 18% of resources in terms of dollars, and that includes salaries—

• 1245

The Chairman: To follow up on that-

Mr. DiBartolo: If I could just try to answer your previous question, unfortunately there's no consistency across departments in terms of the definition of policy and management, so your request for a comparison with other departments is very difficult.

The Chairman: I guess the question is, why is there no consistency?

Mr. DiBartolo: There is no standard definition imposed by Treasury Board. When you asked the question—

The Chairman: But what about—

Mr. DiBartolo: I leafed through part II of the estimates, for example, and picked Fisheries and Oceans because they have a corporate policy and program support group, which in their case is about 28% of their total expenditures. Whether that's a valid comparison with Citizenship and Immigration, I quite honestly can't say.

The Chairman: Is that the only comparison you have? Mr. DiBartolo: I just picked that as you were talking.

The Chairman: I would like to pursue this. I need to know what the relationship is between the management function in policy and management branch and the administration functions in corporate services. One says it's logistical support to delivery and the other says line direction to field operations. This gets to the consistency and overlap and duplication and—

Mr. DiBartolo: Again, there are problems with definition, but our policy and management group does include three separate sub-activities, as you noted. Policy is purely policy development. The operations management does include a management support by regional directors and directors general, so it's direct support out in the regions, and logistical support is provided by the immigration support services. There's a large portion of what's referred to as policy and management that is direct line support.

The Chairman: Mr. Harder, has the ratio of administrative to actual people in the field delivering citizenship and immigration services been looked at?

Mr. Harder: Yes. We're always looking at it, but I would caution against falling into the trap that only people in the field are delivering the program. The people in Ms Atkinson's shop, for example, are very directly managing the overseas operation, but they're in Ottawa. Their expenditures would be reflected as management, but they are very much supporting the field. The systems work to support the information systems in the field. The development work for that is done here in Ottawa—

[Translation]

un an, l'équivalent temps plein est en fait l'article théorique qui n'est pas contrôlé par le Conseil du Trésor. En ce qui concerne la gestion des ressources, on met l'accent sur les dollars et, comme vous l'avez souligné, les services ministériels et la politique et la gestion représentent au total environ 18 p. 100 des ressources financières, incluant les salaires.

La présidente: Pour faire suite. . .

M. DiBartolo: Si vous me permettez de répondre à votre question précédente, malheureusement, il n'existe pas de définition uniforme de la politique et de la gestion pour tous les ministères, de sorte que nous pouvons difficilement nous comparer aux autres ministères.

La présidente: Dans ce cas, je vous demande pourquoi il n'y a pas d'uniformité?

M. DiBartolo: Le Conseil du Trésor ne nous impose pas de définition normalisée. Lorsque vous avez posé la question. . .

La présidente: Mais qu'en est-il...

M. DiBartolo: J'ai feuilleté la Partie II du budget des dépenses et je me suis arrêté à Pêches et Océans, parce que ce ministère a un groupe des politiques intégrées et du soutien des programmes qui représente environ 28 p. 100 des dépenses totales de ce ministère. Je ne pourrais honnêtement vous dire si on peut comparer ce ministère à celui de la Citoyenneté et de l'Immigration.

La présidente: C'est votre seul point de comparaison?

M. DiBartolo: C'est ce que j'ai réussi à trouver pendant que vous parliez.

La présidente: Pour faire suite à ma première question, j'aimerais savoir quel est le lien entre la fonction de gestion de l'activité intitulée Politique et gestion et la fonction administration des Services ministériels. La première comprend le soutien logistique à l'exécution tandis que l'autre représente la direction hiérarchique des opérations des bureaux locaux. Cela soulève la question de l'uniformité, des chevauchements et du double emploi...

M. DiBartolo: Encore une fois, les définitions ne sont pas uniformes, mais notre groupe de politique et de gestion comprend trois sous-activités distinctes, comme vous l'avez fait remarquer. La sous-activité de politique s'occupe uniquement de l'élaboration de la politique. La gestion des opérations comprend les services de soutien administratif dispensés par les directeurs régionaux et généraux; il s'agit donc de soutien direct accordé aux régions. Le soutien logistique est assuré par les services de soutien de l'immigration. Une bonne partie de ce qu'on appelle la politique et la gestion est en fait du soutien hiérarchique direct.

La présidente: Monsieur Harder, avez-vous examiné la proportion d'employés administratifs par rapport à ceux qui dispensent les services de citoyenneté et d'immigration dans les bureaux locaux?

M. Harder: Oui, nous avons examiné cela. Cependant, il serait fou de croire que seuls les employés des bureaux locaux s'occupent d'exécuter le programme. Les employés de Mme Atkinson, par exemple, gèrent directement les opérations outremer même s'ils sont à Ottawa. Les dépenses de ce service sont considérées comme des dépenses de gestion, même si ces activités sont surtout des activités de soutien des opérations locales. Les systèmes visent à soutenir les systèmes d'information des bureaux locaux. Ces systèmes ont été conçus ici, à Ottawa.

The Chairman: It doesn't sound like you're looking very hard, because I guess you're, in essence, speaking for the status quo.

Mr. Harder: No, no. This program has, in the course of the last two years, undergone a significant re-engineering. Some 40% of the inland services have been taken out, and based on technology we're redesigning the program. We're doing an A-base review of headquarters in terms of its support for the in-Canada field. The overseas system is going through a similar reconfiguration that will see a redesign of the overseas system based on technology, and with support.

The Chairman: So, in essence, you are saying your needs are really great right now for management and administrative support, given the changes to the structure. Do you see that continuing, and do you have any plans to review delayering and streamlining in the future?

Mr. Harder: We're always, of course, open and looking at ways of streamlining and delayering. We have to; that's what our management philosophy is. We are looking at ways of doing this in an innovative way and hopefully with other partners in maybe even other services of the Government of Canada.

The Chairman: Is Treasury Board the one who looks at these things overall for all departments?

Mr. DiBartolo: Yes. The estimates are the responsibility of the President of the Treasury Board. What they refer to as the operational plan framework, which includes the program structure and the activity structure, and the definitions of components within those require Treasury Board approval before they're included in the estimates.

The Chairman: Has Treasury Board given any direction in terms of this may be a place to look at overall streamlining administration?

Mr. Harder: They've given us some guidance in a number of key areas, technology and organizational design. Our present structure is an interim structure as a new department from November 4. We have to go back to Treasury Board to get confirmation of our structure and our design, and we anticipate doing that.

• 1250

The Chairman: But that direction was given to Citizenship and Immigration given its. . .

Mr. Harder: All of the restructured departments are doing this. We are doubly restructured in the sense that we had both July and now November 4.

Mrs. Hayes: On the question on refugee matters that I mentioned earlier, to do with the inland service eligible refugee screening, specifically the Hathaway report was critical of the department in screening entrants into the refugee system, stating:

The necessary atmosphere for non-adversarial decision-making has been effectively poisoned by the failure by the Immigration Department to carry out its correlative duty of immigration control.

[Traduction]

La présidente: Je crois que vous n'étudiez pas la question très attentivement parce que, essentiellement, vous plaidez la cause du statu quo.

M. Harder: Non. Au cours des deux dernières années, ce programme a été restructuré de façon appréciable. Quelque 40 p. 100 des services dispensés au Canada ont été supprimés et le programme a été modifié grâce à la technologie. Nous sommes à réviser les services votés de la direction générale en ce qui concerne le soutien des services dispensés par les bureaux locaux, au Canada. De même, le système des services à l'étranger subit une reconfiguration fondée sur la technologie.

La présidente: Essentiellement, vous nous dites que, à l'heure actuelle, en raison des changements de structure que vous avez subis, vous avez surtout besoin de soutien administratif et de gestion. Croyez-vous que cette situation perdurera ou envisagez-vous la déstratification et la rationalisation de votre ministère dans un avenir rapproché?

M. Harder: Nous sommes toujours prêts à considérer la rationalisation et l'élimination de niveaux de gestion. Nous n'avons pas le choix; c'est ce sur quoi se base notre philosophie de gestion. Nous cherchons toujours des façons innovatrices de le faire et nous comptons aussi sur la collaboration de nos partenaires et des autres services du gouvernement du Canada.

La présidente: Est-ce le Conseil du Trésor qui examine ces possibilités pour tous les ministères?

M. DiBartolo: Oui. C'est au président du Conseil du Trésor qu'incombe le budget des dépenses. Le cadre du plan opérationnel, qui comprend les structures de programmes et d'activités ainsi que les définitions des éléments qui les composent, doit être approuvé par le Conseil du Trésor avant d'être inclus dans le budget des dépenses.

La présidente: Le Conseil du Trésor vous a-t-il donné des directives sur la rationalisation de votre administration?

M. Harder: On nous a orientés dans certains domaines clés, tels que la technologie et l'agencement organisationnel. Notre structure actuelle est une structure provisoire puisque notre ministère a en fait été recréé le 4 novembre dernier. Nous devons donc demander au Conseil du Trésor de confirmer notre agencement et notre structure, et c'est ce que nous comptons faire.

La présidente: On a orienté Citoyenneté et Immigration Canada sur cette voie compte tenu. . .

M. Harder: C'est ce que font tous les ministères qui ont été restructurés. Nous avons subi deux restructurations, une en juillet et une autre le 4 novembre.

Mme Hayes: Pour revenir à la question des réfugiés que j'ai posée tout à l'heure, plus spécialement les services de présélection des réfugiés admissibles dispensés au Canada. Le rapport Hathaway a critiqué le système de présélection des réfugiés de votre ministère en ces mots:

L'atmosphère nécessaire pour un processus décisionnel de nature non antagoniste a été empoisonnée par l'incapacité du ministère de l'Immigration de s'acquitter de cette tâche corrélative de contrôle de l'immigration.

Has the department made or does it contemplate making any changes in response to Hathaway's criticism; for example, changes in procedures, training, information gathering, personnel selection, assignment, and so on?

Mr. Harder: Let me just say a couple of things on that and then ask Mr. Davis to follow through, as he is managing part of this area.

The Hathaway report had as its basis the request of the chair of the Immigration and Refugee Board to look at some of the practices of the board itself. I want to put this properly: the department was not a party to any discussions with Mr. Hathaway, nor was that part of the frame of reference of his report.

I have had discussions with him, obviously, once the report came out, because I'm concerned about the observations he makes.

In addition to that—and I think this will yield a positive public policy response—the minister has asked Laurin Waldman and Susan Davis to do a study of humanitarian and compassionate organization within the immigration program, as well as a few issues such as appeal within the IRB. That report we anticipate momentarily. We've been discussing drafts of it with Waldman and Davis. I think that report will offer the kinds of policy options that will lead to changes and to improvements in how we manage this aspect of our responsibilities, and I hope that the report can become public, as the minister has indicated would be his intention. It will help the committee and other Canadians to understand the system a bit better.

Mrs. Hayes: Knowing that a study is ongoing, as a committee perhaps we could have input to the study group or some communication with that, and certainly some indication of when that might be available.

My concern is, when an immigration officer seeks to establish the eligibility of an individual, specifically what information they have. Maybe you'll look at this. Are they active, reactive? Can they be ineligible only if certain information is given to them? What is their basis of operation? Is it tilted towards being too lenient or towards being too. . .? Well, perhaps you could. . .

Mr. Brian Davis (Acting Assistant Deputy Minister, Inland Services, Department of Citizenship and Immigration): Are you referring to the determination of eligibility as a refugee in Canada?

Mrs. Hayes: Yes.

Mr. Davis: That would be done by the board as opposed to by an immigration officer. I'm not too clear on the question, because of course the board will be applying the criteria for the definition of a refugee.

• 1255

Mrs. Hayes: Maybe I need clarification here. Is there a second review that comes to a senior immigration officer? When does the senior immigration officer come to review a refugee claimant, and what information is available to him at that point in time?

[Translation]

Votre ministère a-t-il apporté des changements en réponse aux critiques de Hathaway ou envisage-t-il de le faire au chapitre, par exemple, des procédures, de la formation, de la collecte d'information, de la sélection des employés, des affectations, etc.?

M. Harder: Je ferai deux ou trois remarques, puis je demanderai à M. Davis de vous répondre plus en détail puisqu'il est responsable de ce domaine.

Le rapport Hathaway découlait d'une demande faite par le président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié qui avait souhaité qu'on examine certaines des pratiques de la Commission. Je tiens à ce qu'il soit bien clair que le ministère n'a participé à aucune discussion avec M. Hathaway et ne faisait pas non plus partie du mandat de son comité.

Bien sûr, j'ai eu des entretiens avec M. Hathaway lorsqu'il a rendu public son rapport car je m'intéressais beaucoup à ses observations.

En outre—et je crois que c'est une bonne mesure d'intérêt public—le ministre a demandé à Laurin Waldman et à Susan Davis de mener une étude sur les considérations humanitaires du programme d'immigration ainsi que sur certaines questions relatives à la CISR, telles que l'appel. Nous attendons le rapport sous peu. Nous avons eu des entretiens avec Mmes Waldman et Davis sur les premières ébauches du rapport qui offrira, je crois, des options politiques qui mèneront à des changements et à des améliorations de notre gestion de ces responsabilités. J'espère que ce rapport sera rendu public; c'est d'ailleurs ce que le ministre a l'intention de faire. Il pourrait aider le comité et les Canadiens à mieux comprendre le système.

Mme Hayes: Etant donné qu'une étude est déjà en cours, notre comité pourrait peut-être contribuer aux délibérations de ce groupe de travail. Nous aimerions à tout le moins savoir quand ce rapport sera mis à notre disposition.

Ce qui m'inquiète, c'est l'information dont dispose l'agent d'immigration qui doit établir l'admissibilité d'un nouvel arrivant. Peut-être allez-vous étudier cette question. Ces agents adoptent-ils une attitude active ou réactive? Les nouveaux arrivants deviennent-ils inadmissibles seulement si les agents d'immigration disposent de certaines informations? Comment cela fonctionne-t-il? A-t-on tendance à être trop généreux ou, au contraire...? Peut-être pourriez-vous...

M. Brian Davis (sous-ministre adjoint intérimaire, Service national, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Vous parlez de la détermination de l'admissibilité des réfugiés au Canada?

Mme Hayes: Oui.

M. Davis: C'est une commission qui s'en charge et non pas les agents d'immigration. Je ne suis pas sûr de comprendre votre question parce que, bien sûr, la Commission fondera sa décision sur la définition de «réfugié».

Mme Hayes: Une précision s'impose. Un agent d'immigration supérieur est-il chargé d'un deuxième examen? Quand l'agent d'immigration supérieur est-il appelé à examiner le dossier d'un demandeur du statut de réfugié, et de quels renseignements dispose-t-il à ce moment-là?

Mr. Davis: Normally the process is if someone makes the application for refugee status from within Canada it would go before the board and—

The Chairman: I think what I understand Mrs. Hayes to be doing is trying to establish the eligibility of individuals to make a claim.

Mrs. Hayes: Yes.

The Chairman: The eligibility to make the claim, not the claim itself

Mr. Gerry Van Kessel (Director, Immigrant, Visitor and Refugee Program, Department of Citizenship and Immigration): If I'm certain about the question, there are two stages here. The first one is when the person arrives and makes a claim, and whether that person in fact is eligible to make a claim.

The Chairman: Yes.

Mr. Van Kessel: The second one is when the eligibility has been established when making a claim, and then the consideration goes to the Immigration and Refugee Board.

In rather general terms what happens is that an individual indicates a desire to make a claim and at that time a determination is made as to whether or not the individual is eligible. That is done on several criteria, one of which is, has that person within a period of time—which I don't recall exactly—made a previous claim and been unsuccessful? That person is ineligible.

Secondly, does that person already have refugee status? That's another factor. There are a few other criteria. They actually exclude very few people. Almost all people who in fact indicate a desire to make a refugee claim are allowed to go forward and make a claim to the board, but there are those few cases that we can make the details of them available to you, if you wish.

The Chairman: I think that was the essence of Mr. Hanger's questions earlier, and I think there is a general interest here to know exactly.

Mrs. Hayes: There's no criminal check, nothing of that sort at that point in time. It's simply an internal paper check then on previous—

The Chairman: I think it's clear the department needs time to provide us with the absolute answer.

Mr. Van Kessel: In the case of individuals against whom we know, based on whatever information we have, there are problems of serious criminality or terrorism, those people can be excluded from the refugee determination process.

The Chairman: Is that while they're in or is that prior to them being in the system?

Mr. Van Kessel: That's either.

Mr. Harder: The exclusion is dealt with in the context of the hearing. The exclusion clauses are part of the convention definition in the sense of how the construct of the Geneva Convention works, and the grounds for exclusion are elicited in

[Traduction]

M. Davis: En général, lorsqu'une personne revendique le statut de réfugié à partir du Canada, sa demande est soumise à la Commission et...

La présidente: Sauf erreur, M^{me} Hayes cherche à déterminer les conditions d'admissibilité des personnes à présenter une revendication.

Mme Hayes: C'est exact.

La présidente: Il s'agit de l'admissibilité à présenter la demande et non de la revendication proprement dite.

M. Gerry Van Kessel (directeur, Programme pour les immigrants, les visiteurs et les réfugiés, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Si j'ai bien compris la question, le processus se fait en deux étapes. La première étape a lieu lorsque la personne arrive au Canada et présente une demande, et il s'agit alors de savoir si cette personne est admissible à faire une demande.

La présidente: C'est exact.

M. Van Kessel: La deuxième étape est le renvoi de la demande à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, une fois l'admissibilité du requérant établie.

En général, une personne indique son intention de présenter une revendication et à ce moment-là, l'agent décide si oui ou non cette personne est admissible. Cela se fait en fonction de plusieurs critères, parmi lesquels, si cette personne a, au cours d'une période donnée—je ne me souviens pas exactement de combien de temps—déjà présenté une demande, mais en vain. Cette personne serait alors inadmissible.

En second lieu, cette personne détient-elle déjà le statut de réfugié? C'est un autre facteur à prendre en ligne de compte. Il y a quelques autres critères en vertu desquels très peu de gens sont exclus. Presque toutes les personnes qui expriment le désir de présenter une demande de statut de réfugié sont autorisées à aller de l'avant et à présenter une revendication à la Commission, mais il existe quelques rares exceptions au sujet desquelles nous pouvons vous fournir tous les détails si vous le désirez.

La présidente: C'était, je pense, le fond des questions posées plus tôt par M. Hanger, et je pense que les membres du comité souhaitent savoir exactement ce qu'il en est.

Mme Hayes: On ne fait alors aucune vérification du casier judiciaire ou autre chose du même genre à ce moment-là. Il s'agit simplement d'une vérification interne des documents relatifs à des demandes antérieures. . .

La présidente: De toute évidence, le ministère a besoin de temps pour nous fournir une réponse catégorique.

M. Van Kessel: En ce qui concerne les personnes qui, d'après les renseignements dont nous disposons, sont accusées de s'être livrées à des actes criminels ou terroristes graves, elles sont exclues du processus de détermination du statut de réfugié.

La présidente: Cette exclusion a-t-elle lieu avant même que leur demande n'entre dans le système?

M. Van Kessel: Cela dépend.

M. Harder: L'exclusion est examinée dans le cadre de l'audience. Les dispositions relatives à l'exclusion font partie intégrante de la définition prévue dans la convention relativement à l'interprétation de la Convention de Genève et

the context of the hearing, and a person can be found to be a convention refugee but be excluded. Or a person can be found not to be a convention refugee and excluded, or a person can be simply excluded and not found either way, depending on the hearing. But exclusion is part of a hearing process where the minister is represented—the minister being a representative of the minister—to argue for exclusion.

The Chairman: Does that answer your question, Mrs. Hayes? It has probably created more for me.

Mr. Davis: If we have the information ahead of time, if we have been able to determine that someone is either a security risk or a serious criminal, we have the means, therefore, to exclude them from the refugee process. I assume that's what you're getting at.

The Chairman: But that's not what I understood Mr. Harder to say. I understood him to say that that's determined when they're in the process.

Mr. Davis: It can happen at either point. We may not have the information—

The Chairman: Prior to.

Mr. Davis: —at the first stage.

Mr. Harder: I don't like to get into cases, but this is an historical case, the person associated with the Barre regime. It was only when the case was before the panel that they became aware in the cross—questioning that there were issues that would touch upon real grounds for exclusion.

• 1300

The minister, then, was represented in the hearing, and an exclusion was successfully found in the context of that hearing so that the person was deemed ineligible or excluded from the protection of Canada. That's how it works in the refugee determination system as this—

The Chairman: But if we had known that earlier, we could have acted at that time.

Mr. Harder: Yes.

Mr. Hanger: With reference again to the international service relating to health programs, I have a question for Mr. Harder. Would you consider a person who has tested HIV positive to be a person with a communicable disorder or health impairment?

Mr. Harder: It's the opinion of the health officer that counts.

Mr. Hanger: Certainly, but somebody has to make policy.

Mr. Harder: I'm going to ask the policy people to respond. I have to be very careful in what I say in that the judgment is made by the health officer in terms of both public health and excessive demand.

[Translation]

les motifs d'exclusion sont expliqués lors de l'audience; il peut arriver qu'une personne soit déclarée comme étant un réfugié au sens de la Convention mais néanmoins exclue. Ou encore une personne peut être reconnue comme n'étant pas un réfugié au sens de la Convention et être exclue, ou simplement exclue sans qu'un jugement soit rendu sur son statut de réfugié proprement dit, selon l'issue de l'audience. L'exclusion est toutefois décidée lors d'une audience à laquelle le ministre est représenté—le ministre étant un représentant de ce dernier—pour justifier la demande d'exclusion.

La présidente: Cela répond-il à votre question, madame Hayes? Cela m'amène sans doute à en poser bien d'autres.

M. Davis: Si nous disposons des renseignements à l'avance, si nous avons pu établir qu'une personne pose un risque pour la sécurité nationale ou qu'il s'agit d'un criminel endurci, nous avons donc les moyens d'exclure cette personne du processus de détermination du statut de réfugié. Je suppose que c'est ce que vous vouliez savoir.

La présidente: Mais ce n'est pas ce qu'a dit M. Harder, si j'ai bien compris. J'ai cru l'entendre dire que la décision est prise une fois la procédure déjà entamée.

M. Davis: Cela peut se produire à l'un ou l'autre moment. Il peut arriver que nous n'ayons pas les renseignements. . .

La présidente: A l'avance.

M. Davis: . . .lors de la première étape.

M. Harder: Je n'aime pas traiter de cas personnels, mais voici un cas qui a fait couler beaucoup d'encre, je veux parler de la personne en rapport avec le gouvernement Barre. C'est uniquement lorsque le tribunal administratif a été saisi du dossier que l'on s'est aperçu, lors du contre-interrogatoire, que certaines questions étaient liées à de véritables motifs d'exclusion.

Le ministre a alors été représenté lors de l'audience, laquelle a abouti à l'exclusion de la personne qui a été jugée inadmissible ou n'ayant pas droit à la protection du Canada. C'est ainsi que fonctionne le système de détermination du statut de réfugiés dans ce...

La présidente: Mais si nous l'avions su plus tôt, nous aurions pu agir dès le départ.

M. Harder: En effet.

M. Hanger: Pour en revenir au service international relatif aux programmes de santé, j'ai une question à poser à M. Harder. Selon vous, une personne qui est séropositive est-elle considérée comme étant atteinte d'une maladie transmissible ou en mauvaise santé?

M. Harder: C'est l'avis du responsable des services de santé qui compte.

M. Hanger: Certes, mais quelqu'un doit bien adopter la politique.

M. Harder: Je vais demander aux responsables de la politique de répondre à cette question. Je dois faire preuve d'une grande prudence en répondant car c'est l'agent de santé qui prend la décision en fonction à la fois de la santé publique et de la demande excessive.

Last week we took some time to describe what excessive demand is and how we are working toward a regime that will meet the charter, be simple to administer, and protect Canadians.

The whole issue of how we proceed along the path we're on with respect to HIV and AIDS is one you've raised in the House, and the minister responded.

As we tried to indicate last week, we are looking at it, but at the present time HIV, in and of itself, is not medically inadmissible.

Mr. Hanger: Would you-

The Chairman: Mr. Hanger, you do have an answer on that. I think it's the same answer—

Mr. Hanger: No, I don't have.

The Chairman: Oh, all right. You just don't have the answer-

Mr. Hanger: Would you consider an individual who has tested positive for HIV to be a danger to public health?

Mr. Harder: Again—I'm not trying to be facetious—my opinion isn't what counts. Public health and the standards of public health are the responsibility of the Department of Health, and it is the advice from the Department of Health that we take on these matters in respect of public health.

In respect of excessive demand—

Mr. Hanger: You're saying that the health department is driving the immigration policy in reference to this specific point, HIV.

Mr. Harder: No, it's narrower than that. The health department is defining public health in respect of that component of the health issues that are germane in immigration.

The Department of Immigration, working with provinces and our own medical service, is establishing the regime that will be applicable for excessive demand. Both factors are at play in immigration—public health and excessive demand.

Mr. Hanger: Why would HIV testing not be included in the medical examination of an immigrant when all other so-called communicable diseases or disorders are?

Mr. Harder: As the minister indicated, the whole issue of mandatory testing of HIV is under review.

Mr. Hanger: That's interesting. But I'm still in a quandary when it comes to the testing because one policy already indicates that it is mandatory that any disease—and I'm looking at section 22 of the legislation—that can be communicated to other persons be included in here. Yet, HIV, for which there already is a medical indication that this is the case, is not included in the testing. Is there some fear of a lobby group? What is the reason for not including it?

Mr. Harder: I'm in a situation where I say it's under review and you're asking me to defend the status quo. I can try to explain the situation. AIDS is not contagious.

[Traduction]

La semaine dernière, nous avons pris la peine d'expliquer ce qui constitue une demande excessive et la façon dont nous essayons d'adopter un régime qui soit conforme à la charte, facile à appliquer, tout en protégeant les Canadiens.

Vous avez déjà soulevé à la Chambre la question de la procédure que nous suivons relativement aux personnes séropositives et atteintes du sida, et le ministre y a répondu.

Comme nous avons essayé de vous l'expliquer la semaine dernière, nous nous penchons sur la question, mais à l'heure actuelle, la séropositivité n'est pas en soi une cause de non-admissibilité pour des raisons d'ordre médical.

M. Hanger: Pourriez-vous: . .

La présidente: Monsieur Hanger, vous avez une réponse à cette question. Je pense que c'est la même réponse. . .

M. Hanger: Non, je n'en ai pas.

La présidente: Très bien. Vous n'avez donc pas la réponse. . .

M. Hanger: D'après vous, quelqu'un qui est séropositif présente-t-il un danger pour la santé publique?

M. Harder: Encore une fois—je ne me moque pas de vous—ce n'est pas mon avis qui compte. La santé publique et les normes relatives à celle—ci relèvent du ministère de la Santé et nous tenons compte de son avis pour les questions relatives à la santé publique.

En ce qui a trait à la demande excessive. . .

M. Hanger: Vous êtes en train de dire que c'est le ministère de la Santé qui définit la politique d'immigration en ce qui a trait à la séropositivité.

M. Harder: Non, sa responsabilité est plus limitée que cela. Le ministère de la Santé définit la santé publique relativement à cet aspect des questions de santé qui sont en rapport avec l'immigration.

De concert avec les provinces et nos propres services médicaux, le ministère de l'Immigration établit le régime qui s'appliquera à la demande excessive. Deux facteurs entrent en ligne de compte en matière d'immigration. La santé publique et la demande excessive.

M. Hanger: Pourquoi les tests de détection du sida ne font—ils pas partie de l'examen médical que subit un immigrant, puisque tous les autres prétendus troubles ou maladies transmissibles en font partie?

M. Harder: Comme l'a dit le ministre, la question des tests obligatoires de dépistage du VIH est actuellement à l'étude.

M. Hanger: Voilà qui est intéressant. Je continue toutefois de m'interroger au sujet des tests car il existe déjà une politique selon laquelle il est obligatoire d'effectuer des tests pour dépister toute maladie—et je me reporte à l'article 22 de la loi—susceptible d'être transmise à d'autres personnes. Pourtant le VIH, dont le corps médical a déjà prouvé qu'il était transmissible, n'est pas visé par les tests de dépistage. Craint—on la réaction d'un groupe de pression? Pour quelle raison ce test est—il exclu de l'examen médical?

M. Harder: Je vous dis que la question est à l'étude et vous me demandez de vous expliquer pourquoi les choses sont ce qu'elles sont. Je peux essayer de le faire. Le sida n'est pas contagieux.

Mr. Hanger: Is it infectious?

[Translation]

M. Hanger: Est-ce une maladie infectieuse?

• 1305

Mr. Harder: There's a medical debate on that.

The Chairman: Yes. I'm not sure that we're the ones who should be debating medical issues.

Mr. Harder: This is an issue that is under serious review, and it is one on which we should choose our words very carefully, because obviously it's an issue of public sensitivity but also any regime has to be put in place with care so that it can—

Mr. Hanger: We test for TB.

The Chairman: Mr. Hanger-

Mr. Hanger: We test for all other items. Why not HIV? Why should we be so careful about HIV?

The Chairman: Mr. Hanger, the deputy minister has said very clearly that this is under review. As he has said, there's no point in him defending the status quo.

It's under review, Mr. Harder, but when can we expect a decision?

Mr. Harder: Well, it's in the whole context of the medical inadmissibility and excessive demand negotiations. You could say that whether or not we test—

The Chairman: Six months? A year? Two years?

Mr. Harder: We're hoping to do the excessive demand regulations in the summer. They were prepublished last summer. The negotiations are now taking place. We've had some good feedback. Whether or not you test mandatorily for AIDS, the issue of how to deal with AIDS and HIV is before us. They are two separate issues.

The Chairman: You've answered my question, Mr. Harder. Thank you. Perhaps we won't have to ask this question again until the fall, when we expect. . .

Mr. Hanger: Don't count on it.

The Chairman: It's a terrific question, but it is being dealt with and we should look to the fall for a decision.

Mr. Mifflin.

Mr. Mifflin: I have three fairly brief questions. The first is a question of clarification and the other two are more judgmental.

Was there or is there a program whereby a potential immigrant could buy his or her way into Canada by making a contribution to industry or something of that nature?

Mr. Harder: I wouldn't state it in that way.

Mr. Mifflin: That's the way it was perceived on the output end. Perhaps you could give it to me from the input end.

M. Harder: Cette question fait l'objet d'un débat au sein du corps médical.

La présidente: En effet. Je ne pense pas que ce soit à nous de discuter de problèmes médicaux.

M. Harder: Cette question fait actuellement l'objet d'une étude approfondie et il convient de faire preuve d'une grande circonspection; en effet, c'est non seulement une question très délicate pour le public, mais en outre il faut faire preuve de prudence en adoptant une politique à cet égard de façon à. . .

M. Hanger: Nous faisons subir un test pour la tuberculose.

La présidente: Monsieur Hanger,...

M. Hanger: Nous faisons subir des tests pour toutes sortes d'autres maladies. Pourquoi pas le VIH? Pourquoi faire preuve d'une telle réticence à l'égard du VIH?

La présidente: Monsieur Hanger, le sous-ministre a dit clairement que la question est à l'étude. Comme il vient de vous le dire, il est inutile qu'il essaye de justifier le statu quo.

La question est à l'étude, monsieur Harder, mais quand peut-on s'attendre à une décision?

M. Harder: Tout cela dépendra de l'issue des négociations sur la non-admissibilité pour des raisons d'ordre médical et la demande excessive. On pourrait dire que, que l'on effectue ou non des tests de dépistage. . .

La présidente: Six mois? Un an? Deux ans?

M. Harder: Nous espérons que le règlement sur la demande excessive entrera en vigueur au cours de l'été. Il a fait l'objet d'une publication préalable l'été dernier. Les négociations sont en cours. Nous avons reçu de bonnes réactions. Que l'on impose ou non un test de dépistage du sida, la question de savoir comment traiter le sida et le VIH est actuellement à l'étude. Ce sont deux questions distinctes.

La présidente: Vous avez répondu à ma question, monsieur Harder. Merci. Il nous sera peut-être inutile de repose; la question avant l'automne, date où l'on peut s'attendre...

M. Hanger: Ne comptez pas là-dessus.

La présidente: C'est une question terrible, mais le gouvernement s'en occupe et il faut attendre l'automne qu'une décision soit prise.

Monsieur Mifflin.

M. Mifflin: J'ai trois questions assez brèves à poser. La première vise à éclaircir un point et les deux autres sont des questions de jugement.

Existait-il ou existe-t-il un programme en vertu duquel un candidat à l'immigration peut acheter son admission au Canada en faisant une contribution à l'industrie ou quelque chose du même ordre?

M. Harder: Je ne formulerais pas les choses de cette façon.

M. Mifflin: C'est l'impression qu'ont les gens en amont. Vous pourriez peut-être nous présenter la question en aval.

Mr. Harder: Let me make a general comment, and then I'm going to ask Mr. Davis to comment. Before he took this job, he ran our immigration post in Hong Kong, which was a major centre for business immigration.

Mr. Mifflin: We're certainly in the right place.

Mr. Harder: I thought it might be helpful.

Relative to the overall number of 250,000, business immigration is a small component of the program, but it is an important one in that both the entrepreneur and the investor programs have attracted significant net benefit to Canada. The amount of capital from the investor program, some \$3-point-some billion in the last number of years, has come to Canada as a result of that program. It has disproportionately advantaged the periphery, if I can call it that, outside of Ontario in terms of the distribution of those resources.

The entrepreneur program brings to Canada people with very specific skills.

Is it a program that has had some problems? Yes. We talked about some of those last week on the enforcement side of it.

We believe that the present legislative basis of the program, which came into effect a year ago, gives us a much better basis on which to enforce the performance that we require of business immigrants.

I guess the proof of the program is that it continues to attract applicants, and other countries that are immigration countries, such as Australia and the United States, are seeking to emulate various components of how we've gone about it.

Before I ask Mr. Davis to comment on how it works from the application end, I should also add that this has been an area of one of the minister's inquiries. He asked Mendel Green, a practitioner in this program, to give him some advice on its effectiveness, and that advice is now with the minister. As he indicated earlier, he would be making that report public presumably to inform the debate that your question suggests.

• 1310

Mr. Davis: Just to add to what Peter said, one of the criticisms of the business program that was levelled at it, and which we heard quite often, was that people were buying their way into Canada under the business program. There were two elements to the business program—three sections, but we'll divide it into two—those people who come into Canada and will take a direct part in the running of a business and create jobs directly, and then the investor program. It was primarily the latter that was the target of the criticisms.

An important thing to note about the investor program, though, is that it wasn't just tied to money. Somebody could have \$10 million and still be refused. It was tied to money and business ability. It is that business ability that is an important part that is often overlooked, and that other countries, in a sense in redesigning their own programs tried to build in, because in the initial stages they were focused more on the money than on the skills. It's that combination. The program

[Traduction]

M. Harder: Je vais faire une observation générale, après quoi je demanderai à M. Davis de vous répondre. Avant qu'il n'assume ses fonctions actuelles, il dirigeait notre bureau d'immigration à Hong Kong, un centre important pour l'immigration des gens d'affaires.

M. Mifflin: Nous avons frappé à la bonne porte.

M. Harder: J'ai pensé que cela pourrait être utile.

Par rapport au nombre total de 250 000 immigrants, l'immigration des gens d'affaires représente un petit élément du programme, mais qui revêt toutefois une importance du fait que les programmes d'immigration des entrepreneurs et des investisseurs ont procuré d'énormes avantages nets pour le Canada. Grâce au programme d'immigration des investisseurs, depuis quelques années, 3 milliards de dollars et quelque de capitaux sont entrés dans notre pays. Ce programme a profité de façon disproportionnée aux zones périphériques, si je puis dire, de l'Ontario si l'on tient compte de la répartition de ses ressources.

Le programme d'immigration des entrepreneurs fait venir au Canada des gens qui ont des compétences très précises.

Ce programme a-t-il posé des problèmes? Oui. Nous en avons parlé la semaine dernière en traitant des questions liées à l'application.

À notre avis, la législation sur laquelle se fonde ce programme, qui est entrée en vigueur il y a environ un an, nous fournit de bien meilleurs moyens d'obliger les gens d'affaires immigrants à se conformer aux exigences que nous attendons d'eux.

La preuve de la réussite du programme est qu'il continue d'attirer des requérants et que tous les autres pays ouverts à l'immigration, comme l'Australie et les États-Unis, cherchent à imiter divers éléments de notre programme.

Avant de demander à M. Davis de vous parler de l'application du programme, j'ajoute que c'est l'un des secteurs sur lesquels le ministre s'est penché. Il a demandé à Mendel Green, l'un des intervenants du programme, de donner son avis sur l'efficacité de celui-ci, ce qui a été fait. Comme il l'a dit plus tôt, il rendra ce rapport public dans le but sans doute d'éclairer le débat que suscite la question que vous soulevez.

M. Davis: Permettez-moi d'ajouter ceci à ce qu'a dit Peter. D'aucuns soutiennent—et ils sont nombreux—que grâce au programme d'immigration des gens d'affaires, certains ont pu acheter leur droit d'entrée au Canada. Le programme d'immigration des gens d'affaires comportait deux volets—trois parties, mais deux volets—et s'adressait aux immigrants souhaitant lancer une entreprise au Canada et créer ainsi directement des emplois. Le programme d'immigration des investisseurs est un programme distinct. C'est celui-ci qui a fait l'objet de critiques.

Or, ce qu'il importe de savoir au sujet du Programme d'immigration des investisseurs, c'est que l'avoir des requérants ne constituait pas le facteur clé. Aux termes de ce programme, il est possible de refuser l'entrée au pays à une personne prête à faire un investissement de 10 millions de dollars qui n'aurait pas les compétences en affaires voulues. Le programme insiste sur l'importance de compétences en affaires, importance qui est souvent sous-estimée. Voilà pourquoi d'autres pays dont les

has been successful, I think, in that regard, bringing in people with skills and the capital.

Mr. Mifflin: I wasn't suggesting it wasn't successful. Since you've given me essentially the thrust of what I was looking for, was there a threshold? Were there any sums involved, a minimum of x, or a maximum? Could you give me some ballpark on the sums of money?

Mr. Davis: In the investor program, in fact, there are tiers that are set out in regulations that had to be met. There were three tiers. They started off initially at \$150,000. Subsequently, tier one, the lowest tier, was moved up to, I believe, \$250,000 now. If I recall correctly—I haven't been near the program recently—it was \$250,000, \$500,000, and \$1,000,000. The third tier was the highest level of security. There was a third—party guarantee possible for the largest investment. For the lowest investment, the \$250,000, there were no third—party guarantees for that.

Mr. Mifflin: I understand. There was a balance there.

The Chairman: Mr. Mifflin, the department is doing a report now on the business immigration program and it will be distributed. My understanding is it will be distributed to the committee, and further discussions and recommendations may come from the committee if they choose to work on it.

Mr. Mifflin: That's very helpful.

Mr. Harder: The other point I should make is that all of these successful business immigrants must meet immigration criteria.

Mr. Mifflin: I appreciate that.

Mr. Harder: It just helps a little bit if you-

Mr. Knutson: They can't have AIDS.

Mr. Mifflin: There must be something I'm missing here, but I understand there's no administrative mechanism in the act to cancel a deportation order.

Mr. Harder: Correct.

Mr. Mifflin: I have trouble with that just on the logic of it. I understand that by definition a deportation is final and there can be no appeal. But let me ask you the question another way. Has anybody who has ever been deported been de—deported?

Mr. Davis: Only via Buffalo.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Mifflin: But if you have no mechanism, would it not be more efficient to have a mechanism than to do it ad hoc?

Mr. Harder: Yes. And there is a way of getting around it. It's a bit cumbersome, and we would contemplate some change in that when we next have an opportunity.

Mr. Mifflin: I gather this has been discussed in this committee before. I just found it somewhat anomalous.

[Translation]

programmes étaient surtout au début axés sur l'avoir des requérants ont pris exemple sur nous lorsque le moment est venu de revoir leur programme. À mon avis, le programme a réussi à attirer des immigrants ayant des capitaux ainsi que les compétences en affaires voulues.

M. Mifflin: Je n'ai pas dit qu'il n'avait pas connu de succès. Vous avez assez bien répondu à ma question, mais j'aimerais aussi savoir si le programme prévoit un seuil minimal pour ce qui est des investissements? Fixe-t-il un minimum ou un maximum à cet égard? Pourriez-vous me donner des chiffres approximatifs.

M. Davis: Le programme d'immigration des investisseurs comporte trois échelons fixés par règlement. Au départ, l'investissement minimal pour le premier échelon était fixé à 150 000\$. Ce minimum a été par la suite porté à 250 000\$. Si je me souviens bien,—et je n'ai pas eu grand—chose à voir dernièrement avec le programme—les échelons étaient de 250 000\$, 500 000 et un million de dollars. La garantie la plus élevée était exigée pour les investissements du troisième échelon. On pouvait exiger une garantie d'une tierce partie pour l'investissement maximal. Pour l'investissement minimal de 250 000\$, aucune garantie auprès d'une tierce partie n'était exigée.

M. Mifflin: Je vois. Il y avait un certain équilibre.

La présidente: Monsieur Mifflin, le ministère prépare un rapport qui sera rendu public sur le programme d'immigration des gens d'affaires. Le comité sera saisi du rapport et pourra formuler des recommandations au sujet du programme s'il le juge bon.

M. Mifflin: C'est très bien.

M. Harder: J'aimerais aussi faire remarquer que ceux qui bénéficient du programme d'immigration pour gens d'affaires doivent aussi respecter certains critères en matière d'immigration.

M. Mifflin: J'en suis sûr.

M. Harder: Cela ne fait pas de mal cependant si. . .

M. Knutson: Ils ne peuvent pas avoir le sida.

M. Mifflin: Il y a peut-être quelque chose que je ne saisis pas, mais je crois comprendre que la loi ne prévoit pas de mécanisme administratif permettant de révoquer une ordonnance d'expulsion.

M. Harder: C'est juste.

M. Mifflin: Je comprends mal pourquoi. Je sais bien que par définition, une expulsion est définitive et ne peut pas faire l'objet d'un appel. Mais permettez-moi de reformuler ma question. A-t-on déjà permis à quelqu'un ayant fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion de revenir au pays?

M. Davis: Seulement via Buffalo.

Des voix: Oh! Oh!

M. Mifflin: Ne vaudrait-il pas mieux que la loi prévoie un mécanisme plutôt que de procéder cas par cas?

M. Harder: Oui. Et il y a une façon de s'y prendre. Actuellement, le processus est plutôt compliqué, et nous envisagerons de le modifier à la première occasion.

M. Mifflin: Je crois que le comité a déjà discuté de la question. Je trouve simplement la situation actuelle un peu bizarre.

The Chairman: No, not the suggestion for change. I think that's a good one.

Mr. Mifflin: Turning to my third question, we spend, as taxpayers, half a billion dollars a year on immigration.

Mr. Harder: More than that, actually.

Mr. Mifflin: Is that a good ballpark?

Mr. Harder: No. It's about \$900 million. Just by the time you do the whole immigration envelope?

Mr. Mifflin: I was looking at the pure immigration part. Was it half a billion dollars?

Mr. Harder: The department itself.

Mr. Mifflin: Let's give you \$1 billion.

Mr. Harder: That would be overstating it.

Mr. Mifflin: If you are asked to cut it by 10%, is it a fair question to ask you where you would look to cut that?

The Chairman: That's really a fair question. I'm dying to hear.

Mr. Harder: Yes, that's a good question. Numbers are numbers, but Mr. DiBartolo was telling me the other day—you know that spreadsheet that you did—that this program has reduced its expenditure by 4.6% in the last four years. So we are reducing our expenditures, if I can put it that way.

• 1315

If you said 10%, that gets into the kind of money where you've got to ask what are your big-ticket expenditures? And your big-ticket expenditures are really two, adjustment assistance and language training. The rest of it is the infrastructure to deliver the visas, do the interviews, process the cases, so that the 10% would be hard to achieve without significant reductions in language training or significantly reducing, because AAP as of Friday, as of May 15, is exclusively for government-sponsored refugees. It would mean having to completely or certainly narrow the government-sponsored refugee area.

There are no easy choices. You can't just wave a magic wand and say, well, let's take 10% out of language training, and in doing so reduce the coverage, which is now at 40% of need, even further. It's a tough one. It's one that obviously interacts with what your immigration number should be, but it also is a little more subtle than that in the sense that if you said, "Let's say the number is now 250; if it's 200, you should be able to save a quarter of your cost". It doesn't work that way.

Mr. Mifflin: I think the question was fair and I'm glad you agreed, but really what I am looking at is at what point in time would you have to say, "I can't go 250 any more"? I can give you examples in Defence, but that wouldn't be that pertinent here. But there comes a point in time where you can't slice the salami any more. You've got to throw the salami out and start with something else.

[Traduction]

La présidente: Le comité n'a pas étudié la possibilité de modifier la loi. Je pense qu'il s'agit d'une bonne suggestion.

M. Mifflin: Le programme d'immigration coûte un demi-milliard de dollars par année aux contribuables.

M. Harder: Même un peu plus.

M. Mifflin: C'est une bonne approximation?

M. Harder: Non. Il s'agit de 900 millions de dollars. Parlez-vous de toute l'enveloppe de l'immigration?

M. Mifflin: Je songeais à la partie immigration seulement. Cela représente—t—il un demi-milliard de dollars?

M. Harder: Le ministère lui-même.

M. Mifflin: Disons que c'est un milliard de dollars.

M. Harder: C'est beaucoup trop.

M. Mifflin: Si l'on vous demande de réduire le budget du ministère de 10 p. 100, puis—je me permettre de vous demander dans quel secteur vous exercerez des compressions?

La présidente: C'est une bonne question. J'ai hâte d'entendre la réponse qu'on va vous donner.

M. Harder: C'est effectivement une bonne question. Les chiffres sont les chiffres, mais M. DiBartolo me disait l'autre jour—vous vous souvenez de cette ventilation que vous avez faite—que le programme a réduit ses dépenses de 4,6 p. 100 au cours des quatre dernières années. On peut donc dire que nous réduisons déjà nos dépenses.

S'il nous fallait réduire de 10 p. 100 notre budget, il faudrait que nous nous demandions où se situent nos dépenses les plus importantes? Il s'agit de l'aide à l'adaptation et de la formation linguistique. Le reste de nos dépenses sont engagées pour délivrer les visas, faire les entrevues et traiter les demandes. Il nous serait donc difficile de réduire de 10 p. 100 nos dépenses sans réduire de façon importante la formation linguistique et l'aide à l'adaptation, laquelle, à compter du 15 mai, sera exclusivement réservée aux réfugiés parrainés par le gouvernement. Il faudrait à tout le moins réduire l'aide à l'adaptation accordée aux réfugiés parrainés par le gouvernement.

Les choix à faire ne sont pas faciles. Il ne suffit pas de brandir une baguette magique et réduire de 10 p. 100, par exemple, les dépenses engagées au titre de la formation linguistique. Nous ne répondons déjà qu'à 40 p. 100 de la demande dans ce domaine. La décision ne sera pas facile. De toute évidence, cette décision aura une incidence sur le nombre d'immigrants que nous devrions accueillir. À supposer que ce nombre soit actuellement de 250, il ne suffirait pas simplement de le ramener à 200 pour réduire du quart nos dépenses. C'est un peu plus compliqué que cela.

M. Mifflin: Je suis heureux que vous ayez accepté de répondre à ma question, mais ce que j'aimerais vraiment savoir, c'est où se situe la limite au-delà de laquelle vous ne pouvez pas aller? Je pourrais vous donner des exemples dans le domaine de la Défense, mais je ne crois pas que ce serait très utile. Vient un moment cependant où il est impossible de réduire davantage ces dépenses. Il faut alors repartir à zéro.

Mr. Harder: In fact, that's what we've done, in the following sense. The 4.6% reduction came at the very same period that levels were going up, so we realized that we couldn't continue simply to have incremental reductions. We had to redesign the program.

Mr. Mifflin: You had to do major surgery?

Mr. Harder: Yes. And when you redesigned the program that meant you took out 40% of your organizational structure, centralized processing, using technology in a more innovative way, doing this in Canada and abroad, and at the same time trying to lever enough resources to add to certain other priority areas. There were two. There was enforcement so that we would have a little more strength in the enforcement side, and continue to provide an infrastructure for community development, for the host program, for the ISAP program, and the difficult cases, frankly, and that's what we're seeking to do.

At some point, when you get to the bone you've got to say, "Look, we're going to have to do things substantially different, because with incremental reduction we've reached the end of the line". I believe that the redesigning of the program is not complete, but we're on the right course in terms of investing in technology, looking at our processes to see whether the processes themselves can be rendered more efficient, and investing in training for our people to use those programs.

Mr. Knutson: Back to the issue of public health. Whom should we see in the Department of Health if we wanted to have a discussion on the issue of HIV and whether that should be a reason for excluding someone? You're saying you're just dealing with the excessive demand issue and you're taking your direction from Public Health.

Mr. Harder: I would suggest the deputy of health would be the logical person and she would bring the appropriate officials with her.

• 1320

Mr. Knutson: Back to LINC for a second, the other day I made the comment that the community colleges often make disparaging remarks about other delivery agents, and you said that the other delivery agents make similar comments about the community colleges. What mechanism is in place to assess the success rate for ESL training?

Mr. Harder: I am going to ask Ann to deal with that because there is a formal review.

Ms Midgley: At the moment, for entry into language training we have an assessment tool to determine the language competency so that we can put them into the appropriate language training.

The benchmark project we referred to last week is working on involving language training experts so that we can have a final test for assessment. Involved in that project are, hopefully, tests for the outcome of language training. At the moment we are testing for entry, but we have received a lot of requests indicating there is a need for outcome testing. So that is part of the project we will be putting into place.

[Translation]

M. Harder: Dans un certain sens, c'est ce que nous avons fait. Cette réduction de 4,6 p. 100 de nos dépenses est survenue au moment même où les nivaux d'immigration augmentaient, et nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions pas simplement réduire progressivement nos dépenses. Il nous a fallu revoir tout le programme.

M. Mifflin: Il vous a fallu recourir au bistouri?

M. Harder: Oui. Il nous a fallu supprimer 40 p. 100 de nos dépenses au titre de la structure organisationnelle et du traitement centralisé des demandes et recourir à la technologie de façon innovatrice, tant au Canada qu'à l'étranger, et tout cela en essayant de trouver les ressources voulues pour ajouter certaines activités prioritaires. Il nous a fallu notamment accroître nos ressources dans le domaine de l'application concrète de la loi et maintenir l'infrastructure pour le programme communautaire d'accueil, soit le PÉAI, et pour traiter les cas difficiles.

Vient un moment où il est impossible de procéder à d'autres réductions progressives. Nous n'avons pas encore mis la dernière main au programme, mais nous sommes sur la bonne voie dans la mesure où nous investissons dans la nouvelle technologie qui nous permettra de rendre nos opérations plus efficaces et nous formons nos gens pour qu'ils soient en mesure de se servir de la nouvelle technologie que nous mettons à leur disposition.

M. Knutson: Revenons à la question de la santé publique. Au ministère de la Santé, avec qui devrions-nous aborder la question du VIH et de la possibilité qu'on refuse l'entrée au pays à quiconque serait atteint du virus? Vous avez dit ne vous occuper que de la question du surcroît de charge et que vous suivez à cet égard les directives du ministère de la Santé.

M. Harder: Je crois que vous pourriez discuter de la question avec la sous-ministre de la Santé qui se fera accompagnée des fonctionnaires compétents.

M. Knutson: Revenons un instant à la question du CLIC. L'autre jour, je faisais remarquer que les collèges communautaires n'ont pas une très haute opinion de la façon dont les autres établissements d'enseignement dispensent ces cours, et vous m'aviez répondu que l'inverse est également vrai. Comment évalue—t—on la qualité de l'enseignement de l'anglais langue seconde?

M. Harder: Je vais demander à Ann de répondre à cette question parce que le programme fait l'objet d'un examen en ce moment.

Mme Midgley: Nous faisons actuellement passer un test pour établir le niveau de connaissances linguistiques des étudiants qui s'inscrivent à ce cours.

Comme nous le disions la semaine dernière, des spécialistes de l'enseignement des langues collaborent actuellement avec nous pour mettre au point un test d'évaluation. Nous espérons aussi créer des tests qui permettront d'évaluer la qualité de l'enseignement des langues. À l'heure actuelle, nous évaluons le niveau de connaissances des étudiants qui s'inscrivent au cours, mais on nous a aussi demandé d'évaluer les résultats qu'ils obtiennent à la fin du cours. C'est un projet que nous allons mettre en oeuvre.

Mr. Knutson: Why would you use the word "hopefully"?

Ms Midgley: I am going to let Laura Chapman talk about it.

The benchmark project is looking at putting the ALINC assessment tool into a final form. But, related to that, since the language training program has been introduced there has been an expressed demand, a need, for outcome testing, which is different from the entry assessment. So we are expecting that the benchmark project will also be looking at that.

Ms Chapman: If you don't mind, I would like to go back and give you a little bit of history, which may be useful to you. Prior to LINC, language training was directed at people who were essentially destined for the labour market, and it was part of labour market training. We concluded that while people destined for the labour market had a real need for language training, they were well suited to go to a community college.

It was the case that many, many people were not getting access to language training. They were mainly women who had not intended to enter into the labour market in the early stages and who stayed at home with their children. They were having to deal with the schools, the health care system, and so on. They were, in fact, very, very involved with day-to-day society but were incapable of dealing with it because they lacked the language skills.

So we looked at the needs of that group, the needs of the group as a whole, and at cost efficiencies. We concluded that we had two factors that were not terribly efficient. One is that this group of predominantly women felt uncomfortable entering into the formal structure of a community college and were more comfortable in a community-based program. That gave them preliminary kinds of information so that they could develop a language skill base and communicate more effectively with the society.

Simultaneously, we were spending 40% of our total costs on income support for people on language training. We concluded that was a bad use of our resources and that money was better spent on actual language training for individuals. So a lot of the interest in attending community colleges diminished because it was tied to the training in community colleges. There is a mix of things going on here that is having an effect on the community colleges.

We also looked at the cost-effectiveness of the program and who was delivering what for what dollar. We concluded that what we were getting in terms of dollar value in some community colleges was terrific for the group we were concerned about and that in others it was less effective. In some cases community groups were extremely effective; in some cases they were less effective.

Mr. Knutson: Can I just challenge you on that point?

Ms Chapman: While we were doing that, we also put in place a process to identify a technique for testing people going in because each community college had its own way of testing what people were doing and each community group had its own way, and we had no standardization. With the help of, in fact, a community college in British Columbia, we came up with a tool called ALINC. But the problem is that there are different approaches to this all over the countryside.

[Traduction]

M. Knutson: Pourquoi dites-vous «nous espérons»?

Mme Midgley: Je vais demander à Laura Chapman de vous parler de ce projet.

Le projet de point de repère, mentionné la semaine dernière, se propose de mettre la dernière main au test d'évaluation du CLIC. Depuis le début de la mise en oeuvre du programme de formation linguistique, il est devenu nécessaire d'évaluer les résultats obtenus grâce à ce programme. Nous escomptons donc que le projet de point de repère fera également ressortir des perspectives à cet égard.

Mme Chapman: Si vous me le permettez, j'aimerais vous faire l'historique du programme, car cela pourrait vous être utile. Avant le CLIC, la formation linguistique était destinée à préparer les immigrants à entrer sur le marché du travail. Nous avons estimé que ces personnes avaient un besoin réel de formation linguistique, mais qu'elles pouvaient obtenir cette formation auprès de collèges communautaires.

Beaucoup de gens n'avaient pas accès à la formation linguistique. Il s'agissait surtout de femmes qui ne comptaient pas entrer sur le marché du travail dans l'immédiat, parce qu'elles devaient s'occuper de jeunes enfants. Elles avaient pourtant à traiter avec les autorités scolaires ainsi qu'avec les services de santé. Elles devaient s'intégrer à la société, mais elles n'avaient pas les compétences linguistiques voulues pour le faire.

Nous avons donc évalué les besoins en formation linguistique de l'ensemble des immigrants ainsi que la façon de réaliser des économies. Nous avons constaté l'existence de deux facteurs d'entrave. Premièrement, les membres de ce groupe d'immigrants, surtout constitué de femmes, préféraient suivre des cours de langue dans le cadre d'un programme oeuvrant au sein de leurs communautés plutôt que dans un collège communautaire. Cela leur permettait d'acquérir des connaissances linguistiques de base qui leur permettraient de communiquer plus efficacement avec les autres.

Deuxièmement, nous consacrions 40 p. 100 de nos ressources à subvenir aux besoins des gens qui suivaient des cours de langue. Nous avons décidé qu'il valait mieux consacrer cet argent au cours de langue eux-mêmes. Voilà pourquoi moins d'immigrants fréquentent les collèges communautaires. Beaucoup de facteurs ont une influence sur ce qui se passe dans ces collèges.

Nous nous sommes aussi interrogés sur la rentabilité du programme et sur les responsabilités de chacun dans l'exécution de ce programme. Nous avons constaté que nous en avions pour notre argent dans certains collèges communautaires, mais non dans d'autres. La même chose vaut pour les groupes communautaires.

M. Knutson: J'aimerais contester ce que vous dites là.

Mme Chapman: Parallèlement, nous avons mis au point un processus afin de cerner une technique d'évaluation uniforme du niveau de connaissances linguistiques des étudiants qui s'inscrivent au cours des collèges communautaires et des groupes communautaires car ni les uns ni les autres ne s'y prennent de la même façon. En collaboration avec un collège communautaire de Colombie—Britannique, nous avons mis au point un test qu'on appelle le CLIC. Le problème, c'est que ce test est administré de façon différente à travers le pays.

[Translation]

• 1325

So we have spent the last three years bringing all of those people together and saying to them: let's get a tool that everybody can agree is a legitimate test of what the person's ability is going out and a legitimate test of the person's ability coming out of the program. We are coming very close to that. The process is a very arduous one, because when you get experts from different perspectives on an issue, it is very difficult to bring them together.

My expectation is that within the next several months we will be in a position to have that new process, and I think at that point we will be able to rely on a real measure on which everybody can agree, rather than self-assessment. At this stage we are forced to rely largely on self-assessment.

Mr. Knutson: Will it include a measure of the outcomes, how well they speak English?

Ms Chapman: Yes, it will. It is intended for both input and output. Clearly we cannot assess the value of our interventions if we don't have both the front and the back ends.

Mr. Knutson: I just suggest to you—and you have already made the point—that your measures of cost efficiencies in the past haven't been based on any—

Ms Chapman: No. As I said, they were based on self-assessment, with which there are innumerable problems. That was the best we could do in the circumstances, because there is no consistency across the country, or even within a region, on the kinds of testing procedures that are used.

The Chairman: Does that address that concern, Mr. Knutson?

I am sure we will revisit this one as soon as you will have finished your process.

Mr. Nunez.

M. Nunez: Il y a eu certaines interventions qui m'ont inquiété et que je trouve anti-immigration envers les réfugiés. Je pense qu'on ne mentionne pas souvent l'apport très positif de l'immigration.

Ma question porte sur le renvoi des demandeurs du statut de réfugié qui sont refusés. Les prévisions nous laissent entrevoir qu'il y aura environ 11 600 renvois au cours de la prochaine année. Comment arrivez-vous à ce chiffre? Est-ce que vous y incluez les 4 500 Chinois qui vont être déportés prochainement? Comment êtes-vous arrivé à ce chiffre?

Mr. Harder: The number is the estimate of the department based on our historical capacity as well as our anticipated resources and how the system is operating, in the sense that you will notice that over the last number of years there has been a significant increase in removals. That is a result of having the tools, having the persons, and—a large number of these are failed refugee claimants—having the system work relatively effectively in terms of time.

There is no adding of target groups or of nationalities to this. The 11,000 do not equal everybody who is eligible to be removed as a target group.

Voilà donc trois ans que nous réunissons tous ces gens-là et que nous leur disons: essayons de trouver un outil reconnu par tous comme test légitime des capacités d'une personne, un test légitime des chances qu'elle a de réussir au programme. Nous sommes très près d'avoir trouvé. Dans l'ensemble, c'est un processus très complexe, car lorsqu'on met en présence des experts qui ont tous des points de vue différents, il est très difficile de les mettre d'accord.

Je pense que d'ici quelques mois, nous devrions pouvoir mettre ce nouveau processus en place, et à ce moment-là, nous disposerons d'une mesure reconnue par tous, et nous n'aurons plus besoin de nous contenter de l'auto-évaluation. En effet, pour l'instant, c'est pratiquement tout ce que nous avons.

M. Knutson: Est-ce qu'on pourra mesurer les résultats, la façon dont ils parlent véritablement l'anglais?

Mme Chapman: Effectivement. On va mesurer à la fois les capacités au départ et les résultats. Évidemment, sans ces deux mesures, il est impossible d'évaluer le succès de nos interventions.

M. Knutson: Je vous rappelle, et vous l'avez dit vous-même, que par le passé, vos mesures de rentabilité et d'efficacité n'étaient fondées sur aucune...

Mme Chapman: Non. Comme je vous l'ai dit, on mesurait tout cela par des auto-évaluation, et cela posait des problèmes innombrables. Malheureusement, dans les circonstances, c'était la meilleure solution car les tests utilisés à travers le pays, ou même dans une région donnée, sont très différents les uns des autres.

La présidente: Est-ce qu'on a répondu à votre question, monsieur Knutson?

Je suis sûr que nous reviendrons sur cette question dès que vous aurez terminé cet exercice.

Monsieur Nunez.

Mr. Nunez: I'm concerned about some of the things we have heard and I detect some opposition to immigration of refugees. It would be worthwhile to mention the very positive contribution of immigration, I find that very often we do not recognize this.

My question deals with the deportation of people who have applied for the refugee status and have been reject. According to some forecasts, there could be around 11,600 people sent back over the next year. How do you get to this figure? Are the 4,500 Chinese who are to be deported in the near future included in that figure? How did you arrive at this figure?

M. Harder: Ce chiffre correspond à l'évaluation du ministère et se fonde sur des données historiques et également sur les ressources projetées et le fonctionnement du système. En effet, depuis quelques années, comme vous pouvez le constater, le nombre des expulsions a augmenté considérablement. Cela est dû au fait que nous disposons aujourd'hui de nouveaux outils, du personnel nécessaire, et au fait que le système fonctionne relativement plus vite aujourd'hui. Une proportion importante des personnes renvoyées sont des demandeurs à qui on a refusé le statut de réfugié.

Pour calculer ce chiffre, on ne tient pas compte des groupes cibles ou des nationalités. Ces 11 000 personnes ne représentent pas collectivement le groupe cible de ceux qui sont susceptibles d'être renvoyés.

Could I ask Mr. Jodoin to focus on how that figure was developed, as it was developed in his area?

Mr. Jodoin: As Mr. Harder has pointed out, the figure that was developed was based on the capacity to remove over the last four years. The number in 1993 was about 8,200.

Mr. Harder earlier mentioned refocusing some resources into the enforcement area. Those resources now have been refocused, and on the basis of refocusing them, based on the performance over the last three years, we projected a figure of about 11,600.

As Mr. Harder has pointed out, that number has come about because in the last three years we have established central removal units and have focused our removal activity in Vancouver, Montreal, and Toronto, and have specialized in those areas. The success of that specialization and focusing on three large central removal units has brought about removing 8,200 persons last year, and we are looking at about 11,600 in the current fiscal year.

M. Nunez: Mais si vous déportez 4 500 Chinois, est—ce que cela va augmenter significativement le nombre?

[Traduction]

Puis-je demander à M. Jodoin de vous expliquer comment on est parvenu à ce chiffre puisque c'est dans son service qu'on l'a calculé?

M. Jodoin: Comme M. Harder vous l'a dit, pour établir ce chiffre, on s'est fondé sur la tendance des expulsions au cours des quatre dernières années. En 1993, environ 8 200 personnes ont été déportées.

M. Harder vous a dit tout à l'heure qu'on avait réaffecté des ressources pour renforcer le secteur de l'application. En tenant compte de ces réaffectations, en tenant compte de la tendance depuis trois ans, nous sommes parvenus à un chiffre d'environ 11 600.

Comme M. Harder vous l'a expliqué, ce chiffre tient au fait que depuis trois ans nous avons mis en place des services centralisés et spécialisés à Vancouver, à Montréal et à Toronto, pour le renvoi de ces personnes. Cette spécialisation—ainsi que l'existence de trois grands services centralisés—a permis de renvoyer 8 200 personnes l'année dernière, et nous prévoyons un chiffre d'environ 11 600 pour l'année financière en cours.

Mr. Nunez: But if 4,500 Chinese people are deported, is this figure going to be markedly higher?

• 1330

Mr. Jodoin: These numbers are dealing with actual people we removed. Your question regarding the 4,500 persons, that would be in a pool of persons to be removed, if that's the case, where there are failed orders. But the persons removed are those countries to which we remove, and we have not had any large removals to the People's Republic of China. We have removed criminals on a few occasions, some serious criminality, and also there are people who have left Canada on the basis of voluntary returns.

The Chairman: Members of the committee, it's now 1:30 p.m. Do you want to pursue a fifth round?

Mr. Harder: Madam Chairman, there's a citizenship activity in the Hall of Honour. I don't want to get out of questions, but—

The Chairman: Oh, that's right. We have no time. We'll have to save our questions.

The meeting is adjourned.

M. Jodoin: Ces chiffres se fondent sur des nombres exacts de personnes expulsées. Quant aux 4 500 dont vous parlez, il s'agit probablement d'un groupe de personnes qui n'ont pas respecté des décret d'expulsion. Si l'on considère les pays d'origine des expulsés, nous n'avons pas renvoyé grand monde en République populaire de Chine. Il nous est arrivé de renvoyer des criminels à quelques reprises, je parle de crimes graves, et il y a également des gens qui sont rentrés chez eux volontairement.

La présidente: Membres du comité, il est maintenant 13h30. Est-ce que vous voulez un cinquième tour?

M. Harder: Madame la présidente, il y a une cérémonie de citoyenneté dans le Hall d'honneur. Je ne voudrais pas interrompre les questions mais. . .

La présidente: Oh, vous avez raison, nous n'avons pas le temps. Il faudra réserver nos questions pour plus tard.

La séance est levée.

MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Citizenship & Immigration:

V. Peter Harder, Deputy Minister;

Ann Midgley, Director, Settlement Branch;

Len Jodoin, Director, Control and Intelligence;

Laura Chapman, Director General, Policy and Program Development:

Joan Atkinson, Director, International Services and Program Coordination:

Brent Dibartolo, Director General, Financial Management;

Brian Davis, Acting Assistant Deputy Minister, National Service;

Gerry Vankessel, Director, Immigrant, Visitor and Refugee Program.

TÉMOINS

Du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

V. Peter Harder, sous-ministre;

Ann Midgley, directrice, Direction de l'établissement;

Len Jodoin, directeur, Contrôle et renseignements;

Laura Chapman, directrice générale, Développement des politiques et des programmes;

Joan Atkinson, directrice, Services internationaux et coordination des programmes;

Brent Dibartolo, directeur général, Gestion financière;

Brian Davis, sous-ministre adjoint intérimaire, Service national;

Gerry Vankessel, directeur, Programmes pour les immigrants, les visiteurs et les réfugiés.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 **HOUSE OF COMMONS**

Issue No. 6

Thursday, April 21, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 6

Le jeudi 21 avril 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Proces-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

Order of Reference from the House of Commons dated Ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du jeudi Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995

(Immigration and Refugee Board)

CONCERNANT:

24 février 1994, relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995

Votes 20 under CITIZENSHIP & IMMIGRATION Crédits 20 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION (Commission de l'immigration et du statut de réfugié)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 21, 1994 (14)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:35 o'clock a.m. this day, in Room 371, West Block, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Art Hanger, Sharon Hayes and Osvaldo Nunez.

Acting Members present: Derek Wells for Mary Clancy; Paul Steckle for Ovid Jackson; and Pat O'Brien for Gar Knutson.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Immigration and Refugee Board: Nurjehan Mawani, Chairperson; Gerry Stobo, General Counsel; Pierre Bourget, Director General, Operations, Policy and Planning; Greg Fyffe, Executive Director.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House of Commons dated Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995. (See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, April 12, 1994, Issue No. 3)

By unanimous consent, the Chair called Vote 20 under CITIZENSHIP & IMMIGRATION—Immigration and Refugee Board.

Nurjehan Mawani made an opening statement and with the other witnesses, answered questions.

At 1:08 o'clock p.m., John Bryden took the Chair.

At 1:13 o'clock p.m., the Chair took the Chair.

By unanimous consent, at 1:24 o'clock p.m., the Chair presented the Second Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, which is as follows:

Your Sub-Committee met on Monday, March 21, 1994, on Tuesday April 12, 1994 and on Tuesday, April 19, 1994 and considered the suggestions made by all Members and agreed to incorporate the following in a proposed workplan for the Committee:

1. That, in relation to the Public Consultation Process on a ten-year immigration framework, announced by the Minister of Citizenship & Immigration on February 2, 1994, the members of the Committee should as much as feasible, participate in the meetings of the Consultation Working Groups and the Regional Conferences; and

that, the Committee's representation at each regional meeting be of at least two Committee Members representing at least two different political parties.

- 2. That, the Committee proceed to consider the Citizenship Act.
- 3. That, in relation to the immigration portfolio, the Committee consider:

a) specific issues identified for further study during the Review of the Main Estimates and also specific issues following the receipt of additional information from the Public Policy Forum and the Consultation Process;

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 21 AVRIL 1994 (14)

[Texte]

Le Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, se réunit aujourd'hui, à 11 h 35, dans la pièce 371 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (*présidente*).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Art Hanger, Sharon Hayes et Osvaldo Nunez.

Membres suppléants présents: Derek Wells pour Mary Clancy; Paul Steckle pour Ovid Jackson; et Pat O'Brien pour Gar Knutson.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: De la Commission de l'immigration et du statut de réfugié: Nurjehan Mawani, présidente; Gerry Stobo, avocat général; Pierre Bourget, directeur général, Opérations, politiques et planification; Greg Fyffe, directeur exécutif.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 24 février 1994 relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995. (Voir procèsverbaux et témoignages du mardi 12 avril 1994, fascicule no. 3)

Du consentement unanime, la présidente met en délibération le crédit 20 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRA-TION—Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

Nurjehan Mawani fait une déclaration puis, elle-même et les autres témoins, répondent aux questions.

À 13 h 08, John Bryden occupe le fauteuil.

À 13 h 13, la présidente occupe le fauteuil.

Du consentement unanime, à 13 h 24, la présidente présente le Deuxième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure libellé en ces termes:

Votre Sous—comité s'est réuni le lundi 21 mars 1994, le mardi 12 avril 1994 et le mardi 19 avril et a étudié les propositions des membres du Comité et a convenu que les sujets d'étude suivants constitueront le plan de travail provisoire du Comité:

- 1. Que, les membres du Comité participent dans la mesure du possible, aux réunions des groupes de travail ainsi qu'aux conférences régionales du processus de consultation publique relatif à la politique d'immigration du Canada pour les dix prochaines années annoncé par le Ministre de la Citoyenneté et de l'immigration le 2 février 1994;
 - que, ladite participation aux réunions régionales soit d'au moins deux membres du Comité et que ceux-ci représentent au moins deux partis politiques différents.
- 2. Que, le Comité procède à une étude de la Loi sur la Citoyenneté.
- 3. Qu'en ce qui a trait au portefeuille de l'immigration, le Comité étudie:
 - a) les questions précises soulevées lors de l'examen du Budget des dépenses principal ainsi que celles dégagées par le Forum des politiques publiques au cours du processus de consultation publique;

- b) the following specific issues identified by the Members of the Committee:
- —delays in processing and removing people in light of fairness vs efficiency;
- —reception and settlement of immigrants: entitlements, costs and effectiveness;
- -appointments to the Immigration and Refugee Board.
- 4. That, the Minister of Canadian Heritage and/or his officials be asked to provide a briefing on multicultural issues.

And the Sub-Committee further recommends:

- 5. That the Committee meet *in camera* during the last half hour of its last scheduled meeting on the Main Estimates to discuss the specific issues raised during the course of the meetings.
- 6. That the Committee approve a budget in the amount of \$69,400.00 for the fiscal year ending March 31, 1995

Sharon Hayes moved, —That, the Second Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be concurred in.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on division.

At 1:37 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

- b) les propositions formulées par les membres du Comité relatives:
- —aux délais du processus de traitement et de renvoi des gens en ce qui a trait à l'équité par rapport à l'efficacité;
- à l'accueil et à l'établissement des immigrants: droits, coûts, efficacité;
- nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié
- 4. Que, l'on demande au Ministre du Patrimoine Canadien et/ou ses hauts fonctionnaires de donner une séance d'information relative aux questions relevant du multiculturalisme.

Et, de plus le Sous-comité propose:

- 5. Que, le Comité se réunisse à huis clos lors de la dernière demi-heure de la dernière séance convoquée pour l'étude du Budget des dépenses principal afin de discuter de questions précises soulevées lors des réunions.
- 6. Que, le Comité approuve un budget de l'ordre de 69 400,00\$ pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars 1995.

Sharon Hayes propose,—Que, le Deuxième rapport du Souscomité du programme et de la procédure soit adopté.

Après débat, la motion mise aux voix, est adoptée, avec voix dissidente.

À 13 h 37, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, April 21, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 21 avril 1994

• 1130

The Chairman: I will call our meeting to order.

I would like to start with accolades to our clerk. I think you will notice that our packages are really complete and concise, and I think all the information you need is there, and that certainly helps us be effective. Thank you, Madam Clerk. We are very happy with you.

La présidente: La séance est ouverte.

Je tiens d'abord à féliciter notre greffière. Vous aurez certainement tous remarqué que nos trousses d'information sont vraiment complètes et concises, et je pense que tous les renseignements dont vous avez besoin s'y trouvent, et cela nous aide certainement à être efficaces. Merci, madame la greffière. Nous sommes très satisfaits de vos services.

• 1135

Today, members of the committee will note that we have two orders of the day. The first is to deal with the estimates of the Immigration and Refugee Board and the second with our committee's future business as reported by the subcommittee on agenda and procedure.

We will start with the introduction of our witnesses. We are very happy to have Nurjehan Mawani, Greg Fyffe, Gerry Stobo, Pierre Bourget, and David Austin.

Welcome. Perhaps we can start with your opening remarks.

Ms Nurjehan Mawani (Chairperson, Immigration and Refugee Board): Thank you very much, Madam Chair and members of the committee, for the opportunity to appear before you today.

C'est la troisième fois que j'ai le privilège de comparaître devant le Comité en tant que présidente de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

With me today is Greg Fyffe, our executive director; Gerry Stobo, general counsel to the board; and Pierre Bourget, the director general of operations, policy and planning. We have a number of other board officials who are also with us today.

Aux termes de la loi, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié doit procéder à l'audition des revendications avec célérité, «...dans la mesure où les circonstances et l'équité le permettent». Je crois que l'équité de notre système de détermination doit être notre premier souci et qu'elle doit primer l'efficacité, même si celle—ci est essentielle.

That said, the Immigration and Refugee Board has met all government budgeting reductions, including those as a result of Bill C-86. In addition, the board has recently contributed \$3 million to the overall immigration envelope.

Through improvements in efficiency, operational efficiency and the use of innovative methods, our adjudication division will be able to manage a growing workload without an increase in resources. For example, inquiries are being held by video conference to reduce travel and operational costs.

Aujourd'hui, mesdames et messieurs les membres du comité, vous avez sans doute remarqué que notre ordre du jour se divise en deux parties. La première est l'examen du budget des dépenses de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et la deuxième est une discussion des travaux futurs du comité à partir du rapport du Sous—comité du programme et de la procédure.

Nous allons commencer par présenter nos témoins. Nous sommes très heureux d'accueillir Nurjehan Mawani, Greg Fyffe, Gerry Stobo, Pierre Bourget et David Austin.

Bienvenue. Nous pourrions peut-être commencer par vos remarques préliminaires.

Mme Nurjehan Mawani (présidente, Commission de l'immigration et du statut de réfugié): Je vous remercie beaucoup, madame la présidente et mesdames et messieurs les membres du comité, de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

This is the third occasion that I have the privilege of appearing before the committee since assuming the chair of the Immigration and Refugee Board.

Je suis accompagnée aujourd'hui de notre directeur exécutif, M. Greg Fyffe, de notre avocat général, M. Gerry Stobo, et du directeur général des Opérations, des Politiques et de la Planification, M. Pierre Bourget. D'autres hauts fonctionnaires de la commission sont également ici aujourd'hui.

The Immigration and Refugee Board has a statutory obligation to deal with proceedings as expeditiously "... as the considerations of fairness permit." I believe that fairness has to be our primary consideration and that while efficiency is vital, it can never override fairness.

Cela étant dit, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) s'est conformée à toutes les réductions budgétaires du gouvernement, y compris celles découlant du projet de loi C-86. En outre, récemment, sa contribution à la réduction du budget dans l'enveloppe de l'Immigration s'est chiffrée à 3 millions de dollars.

Grâce à une amélioration de l'efficacité opérationnelle et à la mise en application de méthodes innovatrices, la Section d'arbitrage pourra continuer de s'acquitter de sa charge de travail croissante sans augmenter ses ressources. Par exemple, des enquêtes sont tenues au moyen de conférences vidéo, afin de réduire les coûts de fonctionnement opérationnels et de déplacement.

Also, since the legislation now allows inquiries to be held in the absence of the person concerned, plans are under way to handle some inquiries through a paper process. Transferred to the board in February 1993, the division had decided on almost 18,000 inquiries and detention reviews by the end of the year.

While there has been an increase in the appeal division's workload in recent years, as a result of the changes in the Immigration Act, appeals can now be heard by a single member rather than by a three-member panel. In 1993 the appeal division finalized 1,357 cases, about 43% more than the number completed in 1992.

La Commission a étendu l'application du processus accéléré aux revendications susceptibles d'être acceptées, quel que soit le pays d'origine du demandeur. Ce fait, conjugué à l'élimination de l'étape de l'instruction préliminaire, permet maintenant à la Section du statut de réfugié de traiter plus efficacement le grand nombre de revendications dont elle est saisie.

On April 15 the Hon. Sergio Marchi tabled the board's fifth annual report. He indicated that the board's three divisions processed a total of 43,815 inquiries, detention reviews, appeals and refugee claims. I believe that the board must continually improve. Its effectiveness is linked to our ability to respond to a changing environment. We must constantly look to the future and we must constantly change if we are to meet our mandate effectively and efficiently.

Given the diversity of the personal backgrounds of our more than 200 members and the complexity of our mandate, training is of critical importance to the board.

Depuis sa création, la CISR reconnaît l'importance de la formation de base et de la formation continue. C'est pourquoi ses commissaires reçoivent une formation plus poussée que ceux de tout autre tribunal administratif fédéral.

• 1140

To share our expertise the board and the UN High Commissioner for Refugees recently signed a memorandum of understanding regarding training. The training of decision-makers is crucial to an organization whose integrity is founded largely on the public's confidence in the quality of the decisions made. The board will continue to allocate new resources to this critical component of its operations.

Savoir maintenir un équilibre entre l'indépendance des décideurs et la cohérence décisionnelle constitue un autre défi pour la Commission. Au cours des années, la Commission a mis en œuvre un certain nombre de mesures pour atteindre cet objectif.

For a year now the chairperson has had the legislated authority to issue guidelines. Guidelines recommend an approach that members should follow in deciding cases. They provide leadership and guidance to ensure consistency in decision—making, and consistency is critical to the fairness of a process that last year dealt with 45,000 cases among the three divisions from St. John's, Newfoundland, to Victoria, British Columbia.

[Translation]

De plus, comme la loi prévoit désormais la tenue d'enquêtes en l'absence de l'intéressé, l'enquête sur dossier est une formule d'enquête envisagée dans certains cas. La Section d'arbitrage, qui a été rattachée à la commission en février 1993, avait rendu près de 18 000 décisions à la fin de l'année à la suite d'enquêtes et d'examens des motifs de garde.

Le volume de travail de la Section d'appel a augmenté au cours des dernières années. Par suite des modifications apportées à la Loi sur l'immigration, les appels peuvent désormais être entendus par un seul commissaire plutôt que trois. En 1993, la Section d'appel a réglé 1 357 cas, ce qui représente une augmentation d'environ 43 p. 100 par rapport à 1992.

The board has now extended the use of the Refugee Division's expedited process to all claims likely to result in positive decisions, whatever the country of origin. This, coupled with the elimination of the initial hearing stage, has improved the division's ability to process the large number of claims it must determine.

Le 15 avril, M. Sergio Marchi a présenté le cinquième rapport annuel de la commission. Le rapport a indiqué que les trois sections de la commission avaient traité un total de 43 815 enquêtes, examen des motifs de garde, appels et revendications. Je crois que la commission doit constamment chercher à s'améliorer. Plus elle sera efficace, plus elle sera en mesure de répondre à une situation qui évolue. Nous devons continuellement nous tourner vers l'avenir et rechercher sans relâche de nouveaux moyens de remplir notre mandat efficacement et effectivement.

Étant donné la diversité des expériences de chacun de nos membres—nous en comptons plus de 200—et la complexité de notre mandat, la formation est d'une importance essentielle pour la commission.

Since its inception, the IRB has recognized the significance of initial and ongoing training. As a result, IRB members receive more intensive training than do members of any other federal administrative tribunal.

En vue de la mise en commun de ses connaissances spécialisées, la commission et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR) ont signé récemment un protocole d'entente concernant la formation. La formation des décideurs revêt une importance cruciale pour une organisation dont l'intégrité repose en grande partie sur la confiance du public dans la qualité des décisions qui sont prises. La commission continuera d'affecter de nouvelles ressources à cet élément essentiel de ses activités.

Another challenge for the IRB is to achieve a balance between the independence of decision makers and consistency in decision making. Over the years, the board has implemented a number of measures to attain this objective.

Depuis un an, la présidente de la CISR est autorisée par la loi à publier des directives en vue de recommander aux commissaires une approche décisionnelle. Ces directives servent de guide aux commissaires et doivent aider à garantir la cohérence des décisions qui sont rendues. Cette cohérence est essentielle au maintien de l'équité dans un processus qui, l'an demier, a été appliqué à 45 000 cas, de St. John's, à Terre-Neuve, jusqu'à Victoria, en Colombie-Britannique.

In March 1993 I issued the board's first set of guidelines entitled "Guidelines on Women Refugee Claimants Fearing Gender-Related Persecution". These guidelines have been the subject of extensive international praise. A *New York Times* editorial said, and I quote: "In this area of refugee protection the United States might well look to Canada, which offers a reasonable model."

I had the opportunity of being in Washington to attend a number of meetings during the course of this week, and U.S. officials are very interested in the Canadian experience as they are contemplating an introduction of guidelines, which they will develop in the very near future.

Cet accueil favorable a été encourageant, et la Commission examine actuellement la possibilité d'élaborer des directives qui porteraient sur d'autres questions, dont la possibilité de refuge intérieur et la guerre civile.

Also essential to ensuring consistency and fairness in our refugee determination process is accurate, up-to-date information. Our documentation centres across the country provide access to international data banks and to information contributed by refugee experts and international humanitarian organizations. Our facilities have become an important information resource for other international organizations. In fact, our former research director is now in Geneva assisting the UN High Commissioner for Refugees to establish a documentation centre and information system based on the Canadian model. The Americans were so impressed by our work that they, too, are establishing a similar mechanism.

La CISR demande également à ses commissaires de respecter un code de déontologie. En fait, la CISR est le premier tribunal au Canada à adopter un tel code. Il est important que le comportement de nos commissaires soit au-dessus de tout soupçon et que les mesures qui s'imposent soient prises si quelqu'un déroge à cette règle.

Three months ago the board released a report I commissioned last September following concerns expressed to us by refugee advocates. Professor James Hathaway of Osgoode Hall Law School conducted the review, and I provided the committee with copies of his report after the board's appearance here last month. In response to his review, we are currently implementing an action plan.

It is essential for the board to seek the advice and counsel of stakeholder groups within Canada and abroad. The National Consultative Committee on Practices and Procedures, established by the board in February, will meet again in June. The refugee division offices across the country are pursuing consultations with non–governmental organizations. We remain committed to ongoing consultations with interested parties both within and outside the board.

[Traduction]

En mars 1993, la commission a publié la première série de directives, intitulée: «Directives concernant les revendicatrices du statut de réfugié craignant d'être persécutées en raison de leur sexe». Ces directives ont été très bien accueillies dans les milieux internationaux. Le *New York Times* a fait remarquer que dans le secteur de la protection des réfugiés, il serait bon que les États-Unis s'inspirent du Canada, qui offre un modèle raisonnable.

J'ai eu l'occasion de me rendre à Washington assister à un certain nombre de réunions cette semaine, et les hauts fonctionnaires américains ont manifesté beaucoup d'intérêt pour l'expérience canadienne, étant donné qu'ils envisagent de publier leurs propres directives, qu'ils élaboreront dans un avenir très rapproché.

The success of our first set of guidelines has been encouraging and the board is currently looking at other issues that will be addressed through guidelines. Among the issues under consideration are internal flight alternatives and civil war.

Une information exacte et à jour est essentielle pour garantir la cohérence et l'équité de notre système de détermination du statut de réfugié. Nos centres de documentation, situés partout au Canada, permettent d'accéder à des banques de données internationales et à des renseignements fournis par des spécialistes du droit des réfugiés et des organisations humanitaires internationales. Nos centres sont devenus d'importantes sources de renseignements pour les autres organisations internationales. En fait, l'ancienne directrice de la recherche de la commission est maintenant en poste à Genève, où elle aide le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à établir un système d'information et de documentation inspiré du nôtre. Les Américains ont été tellement impressionnés par notre travail qu'ils ont entrepris d'établir un dispositif similaire.

IRB members are also required to abide by a code of conduct. The IRB is the first tribunal in Canada to adopt a code of conduct. It is important that the behaviour of our members be above reproach and, where it isn't, that appropriate action be taken.

La commission a diffusé il y a trois mois un rapport que j'ai commandé en septembre dernier suite aux préoccupations exprimées par des défenseurs de la cause des réfugiés. J'en ai confié l'examen au professeur James Hathaway, de la Osgoode Hall Law School. Copie du rapport a été remise au comité après la comparution de la commission le mois dernier. Pour faire suite aux recommandations du rapport, nous mettons actuellement en oeuvre un plan d'action.

Il est primordial que la commission demande avis et conseils aux groupes d'intervenants, tant au Canada qu'à l'étranger. Le Comité consultatif national sur les pratiques et les procédures, mis sur pied en février par la commission, se réunira à nouveau en juin. Par ailleurs, les bureaux de la Section du statut dans tout le Canada poursuivent des consultations avec des organismes non gouvernementaux. Nous sommes déterminés à tenir des consultations régulièrement auprès des intéressés, tant à l'interne qu'à l'externe.

As I concluded in our annual report, the board's goals and challenges remain constant: to identify those in need of Canada's protection, and to adjudicate fairly and efficiently all immigration appeals and inquiries. Thank you for your attention.

Nous serons heureux de répondre à vos questions.

The Chairman: Thank you. Members of the committee, do you have questions about the opening remarks, as well as the briefing notes we received from our researcher? Also, any questions you may have on the estimates are welcome.

• 1145

Mr. Assadourian (Don Valley North): You say that three months ago the board released a report that was commissioned because you had some concerns expressed by some members, and you prepared an action plan. Would you elaborate on the concerns on the action plan, please?

Ms Mawani: Yes. The main concern expressed by some of our stakeholders was with respect to some of the information—gathering mechanisms of the board. The main issue was the way in which information gets into the hearing room and how the refugee hearing officers, who are staff members of the board, whose role it is to make sure that information pertaining to the particular claim is brought before the decision—makers...

Another concern was with respect to the adversarial process. Our process, as you know, was set up by the legislation to be a non-adversarial process. There was concern expressed on the part of some stakeholders that the process had moved from being non-adversarial to adversarial.

I would say those were the key elements. It was the information-gathering mechanism, the way in which the information got to the decision-makers and the fact that it had moved from non-adversarial to adversarial.

We presented an action plan so that we could attend to some of the issues that were raised in Professor Hathaway's report straightaway, because those were very much within our own control. However, there were a number of other issues that were raised by Professor Hathaway that would affect in many ways the whole process before us. Professor Hathaway talked about the role of the department in bringing the information forward to us. He talked about the fact that it may have affected the way in which our refugee hearing officers consider their role and the way in which that affected the decision—makers in understanding their role. So a number of players were identified in the report.

We had undertaken that, as soon as the report was available, we would consult widely, both internally and externally, before we went forward to implement all or some of the recommendations. We feel it is very important for our stakeholders to have an opportunity to comment on those.

[Translation]

Comme je l'ai dit dans le rapport annuel en guise de conclusion, les objectifs de la commission ne changent pas: déterminer quelles personnes ont besoin de la protection du Canada et statuer d'une manière équitable et efficace sur tous les appels et toutes les enquêtes en matière d'immigration. Je vous remercie de votre attention.

We welcome your questions.

La présidente: Je vous remercie. Mesdames et messieurs les membres du comité, avez-vous des questions à poser au sujet des remarques préliminaires ou des notes d'information que nous avons reçues de notre recherchiste? N'hésitez pas non plus à poser des questions au sujet du budget des dépenses.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Vous avez dit que la commission a diffusé il y a trois mois un rapport commandé suite aux préoccupations exprimées par certains membres, et que vous avez préparé un plan d'action. Auriez-vous l'obligeance de nous parler des préoccupations qui ont donné lieu à ce plan d'action?

Mme Mawani: Certainement. La principale préoccupation exprimée par certains des intervenants portait sur certains des dispositifs utilisés par la commission pour recueillir des informations. On s'inquiétait principalement de la façon dont les informations parviennent à la salle d'audience et de la façon dont les agents d'audience, qui sont des employés de la commission et dont le rôle est de s'assurer que les informations pertinentes à une revendication donnée parviennent aux décideurs...

Une autre préoccupation concernait le processus contradictoire. Comme vous le savez, la loi stipule que notre processus doit être non contradictoire. Certains intervenants se sont dits inquiets du fait que le processus soit devenu contradictoire plutôt que non contradictoire.

Je dirais que ce sont là les principaux éléments. C'est le dispositif de collecte d'informations, la façon dont les informations parviennent aux décideurs et le fait que le processus soit devenu contradictoire plutôt que non contradictoire.

Nous avons présenté un plan d'action pour remédier immédiatement à certains des problèmes soulevés par le professeur Hathaway dans son rapport, parce que ces questions relèvent directement de nous. Toutefois, il y a un certain nombre d'autres questions soulevées par le professeur Hathaway qui toucheraient à bien des égards l'ensemble du processus dont nous parlons. Le professeur Hathaway parle également du rôle du ministère dans l'acheminement des informations vers nous. Il mentionne que cela peut avoir influencé la façon dont nos agents d'audience voient leur rôle et la façon dont cela a pu influencer l'idée que les décideurs ont de leur rôle. Le rapport mentionne donc précisément un certain nombre de participants dans le processus.

Nous nous étions engagés à consulter beaucoup de gens, tant à l'interne qu'à l'externe, dès la parution du rapport, avant de commencer à mettre en oeuvre toutes les recommandations ou certaines d'entre elles. Il est très important, selon nous, que nos intervenants aient l'occasion de commenter ces recommandations.

We have a meeting in June with the committee. We originally met in February to discuss the Hathaway report. We expect there will be regional consultations that the Canadian Council for Refugees is going to be involved in, and at the end of that, in the late fall, I expect we will be receiving recommendations. We will then be in a position to respond formally to the recommendations in Professor Hathaway's report.

Mr. Assadourian: Thank you.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): Could I present a supplemental to that question and then carry on with another question?

There is an immigration decision that precedes a client arriving at the refugee board. Are you satisfied that has been carried out properly or, as a refugee board, do you feel that has affected this movement to becoming an adversarial thing? Do you feel they should be more adversarial at that point?

Ms Mawani: I think if we are talking about the eligibility screening that is done by a senior immigration officer before the case comes to us, the legislation provides for screening out at that point by the senior immigration officer on four to five limited grounds. To my knowledge, there are not a lot of people who have been screened out at that process.

It's difficult for me to comment on why that is, because they are limited. As far as we are concerned, what we would be concerned with is if we were seeing cases that are coming before us that could or should have been screened out at that initial process.

Professor Hathaway alluded to that as being a fairly significant problem. I could ask my colleagues around the table, but in the hearing room that has not been our experience.

Gerry, do you have something further to add?

• 1150

Mr. Gerry Stobo (General Counsel, Immigration and Refugee Board): In fact, the anecdotal evidence we're able to find on this topic suggests that the number of instances where people could have been screened out for eligibility reasons is not many more than are really screened out. It is not as serious a problem as Professor Hathaway seems to suggest. There have been some instances, for example, where people have come up who clearly should not have been referred to the board. But, as I say, in fact there are very few cases of that.

Mrs. Hayes: I'll go on to the question I had that deals with clarification and some information. There is a chart on page 21, I believe, of the estimates that describes the process. I find it actually a little confusing in some ways. Perhaps you could clarify.

If someone were to come through a refugee determination hearing and fall down into the rejected area, it looks as though they have a right to apply for judicial review. According to the documentation, it seems that 70% of people take that option. Also, there is an automatic post—claim determination review. If they have a right to apply, are they also reviewed because it is automatic? If so, which decision applies and when do those reviews take place?

[Traduction]

Nous rencontrerons le comité en juin. Nous nous sommes déjà rencontrés en février pour discuter du rapport Hathaway. Nous prévoyons qu'il y aura des consultations régionales auxquelles participera le Conseil canadien pour les réfugiés, et vers la fin de l'automne, je m'attends à ce que nous recevions des recommandations. Nous serons alors en mesure de répondre officiellement aux recommandations contenues dans le rapport du professeur Hathaway.

M. Assadourian: Je vous remercie.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Puis-je poser une question supplémentaire à celle de mon collègue avant de poser une autre question?

Une décision est déjà prise par le ministère de l'Immigration avant qu'un client n'arrive devant la Commission du statut de réfugié. Pensez-vous que ce processus se déroule bien, ou, à titre de Commission du statut de réfugié, estimez-vous que c'est notamment pour cette raison que le processus est devenu contradictoire? Pensez-vous que cette étape doit être plus contradictoire?

Mme Mawani: Si vous parlez de l'examen de l'admissibilité fait par un agent d'immigration supérieur avant que nous soyons saisis de la cause, la loi prévoit que la sélection faite à ce moment-là par l'agent d'immigration supérieur porte sur quatre ou cinq motifs limités. Pour autant que je sache, il n'y a pas beaucoup de gens dont la demande a été rejetée à cette étape du processus.

Il m'est difficile de dire pourquoi il en est ainsi, parce que les critères sont limités. En ce qui me concerne, je serais plus préoccupée si nous étions saisis de cas qui auraient pu ou auraient dû être rejetés lors du processus initial.

Le professeur Hathaway a mentionné que c'était un problème assez considérable. Je pourrais demander l'avis de mes collègues, mais ce n'est pas ce que nous avons vu dans les salles d'audience.

Gerry, auriez-vous quelque chose d'autre à ajouter?

M. Gerry Stobo (avocat général, Commission de l'immigration et du statut de réfugié): En réalité, d'après ce que nous avons pu découvrir sur la question, le nombre de cas où des gens auraient pu voir leur demande rejetée en fonction des critères d'admissibilité n'est pas beaucoup plus nombreux que le nombre de cas réellement rejetés. Le problème n'est pas aussi grave que le professeur Hathaway semble le laisser entendre. Il y a eu des cas, par exemple, qui ont été soumis à la commission et qui n'auraient de toute évidence pas dû l'être. Je répète cependant qu'ils ne sont pas très nombreux.

Mme Hayes: Je vais maintenant demander une explication et quelques informations. Il y a un tableau à la page 21 du budget des dépenses, je crois, qui décrit le processus. Il y a certaines choses que je ne comprends pas très bien. Vous pourriez peut-être me les expliquer.

Si quelqu'un voit sa demande rejetée lors de l'audience relative à la reconnaissance du statut de réfugié, il semble qu'il a le droit de demander une révision judiciaire. D'après nos documents, il semble que 70 p. 100 des gens font ce choix. Il y a également le processus automatique de révision postérieure des revendications refusées. Si les gens ont le droit de présenter une demande de révision, profitent—ils également de la révision qui est automatique? Dans ce cas, quelle décision s'applique et quand ces révisions ont—elles lieu?

Ms Mawani: The rejected claimant has a right to apply for leave for a judicial review. It is not automatic. In fact, the leave-granting rate to my knowledge is about 15% of that. To my knowledge, you have to go through the judicial review process before you can be assessed under the post-determination review process.

Both those remedies are available. However, you are expected generally to proceed through the judicial review until you have exhausted that remedy. Assuming that the court has rejected your leave application, or having accepted your leave application has ultimately rejected your appeal, then you have an automatic post–determination review that is carried out by departmental officials.

Mrs. Hayes: This chart isn't quite right, then, in a sense, because it seems after your judicial review you go to a rehearing, or if you are rejected you are removed from Canada. Actually, a judicial review reject would go to that review, so this is not quite correct. Is that right?

Further to that, the statistics on judicial reviews in this report indicate that about 8%, I believe, would have their appeal allowed. There are no specific numbers given to this review by immigration officials. What sort of rate of success or rejection allowance is made at that level? Do you have any statistics there?

Mr. Stobo: The information that we have received from the immigration department indicates that those who are assessed under the post-determination review process are accepted in less than 3% of the cases. It is a very low acceptance rate.

Mrs. Hayes: And then there is another review on immigration on humanitarian and compassionate grounds. It includes that?

Mr. Stobo: No, it does not. That is a separate process altogether.

The humanitarian and compassionate review, which is something that the failed refugee claimant has to apply for by themselves and pay a fee for, takes into account more immigration—related criteria, whereas the post—determination review, which we've been talking about, looks more at the individual circumstances if they were to be returned to their country. Is there another risk they may face if they are returned?

Mrs. Hayes: What level of acceptance is there at the humanitarian and compassionate grounds review process?

Mr. Pierre Bourget (Director General, Operations, Policy and Planning, Immigration and Refugee Board): Surprising as it may be—and maybe immigration officials could have more detailed statistics on it—you must understand that this application for humanitarian and compassionate consideration can take place at any time. In other words, you can have a refugee claimant making an application for a review under humanitarian reasons two or three times while he is awaiting a

[Translation]

Mme Mawani: Celui qui a vu sa demande de statut de réfugié rejetée a le droit de demander une révision judiciaire. Elle n'est pas automatique. En fait, je pense que le taux d'autorisation n'est que d'environ 15 p. 100. Pour autant que je sache, il faut avoir eu recours au processus de révision judiciaire avant de pouvoir être évalué en vertu du processus de révision postérieure des revendications refusées.

Les deux recours sont disponibles. Toutefois, on s'attend généralement à ce que la personne ait d'abord eu recours au processus de révision judiciaire. Si le tribunal rejette la demande d'autorisation d'interjeter appel, ou si, une fois l'autorisation accordée, l'appel est rejeté, le processus de révision postérieure des revendications refusées est alors mis en branle par les hauts fonctionnaires du ministère.

Mme Hayes: Dans ce cas, ce tableau n'est pas tout à fait exact, dans un certain sens, car il semble qu'après la révision judiciaire, l'affaire donne lieu à une nouvelle audience, ou si la demande est rejetée, la personne est renvoyée du Canada. En réalité, quelqu'un qui échoue lors de la révision judiciaire voit s'appliquer ce processus de révision, de sorte que ce tableau n'est pas tout à fait correct, n'est—ce pas?

En outre, les statistiques sur les révisions judiciaires contenues dans ce rapport montrent qu'environ 8 p. 100 des personnes qui en font la demande, je crois, voient leur appel accepté. On ne donne pas de chiffres précis au sujet de la révision effectuée par les hauts fonctionnaires de l'Immigration. Quel est le taux de succès ou de rejet à ce niveau? Avez-vous des statistiques?

M. Stobo: D'après les informations que nous avons reçues du ministère de l'Immigration, moins de 3 p. 100 des cas évalués dans le cadre du processus de révision postérieure des revendications refusées sont acceptés. C'est un très faible taux d'acceptation.

Mme Hayes: Et il y a une autre révision des cas d'immigration pour des considérations humanitaires. Est-ce compris?

M. Stobo: Non. C'est un processus tout à fait distinct.

La révision pour des considérations humanitaires est un processus auquel doit avoir recours par lui-même le demandeur du statut de réfugié qui a vu sa demande refusée, et il doit payer des frais. Dans ce cas, on utilise davantage des critères liés à l'immigration, tandis que dans le processus de révision postérieure des revendications refusées, dont nous parlons, on tient davantage compte des circonstances particulières de la personne, dans l'éventualité où elle serait renvoyée dans son pays. Cette personne court-elle un autre risque si elle est renvoyée?

Mme Hayes: Quel est le taux d'acceptation dans le cas du processus de révision pour des considérations humanitaires?

M. Pierre Bourget (directeur général, Opérations, Politiques et Planification, Commission de l'immigration et du statut de réfugié): Fait qui peut paraître surprenant—et les hauts fonctionnaires de l'Immigration pourraient peut-être vous donner des statistiques plus détaillées à ce sujet—une demande de révision pour des considérations humanitaires peut être présentée à tout moment. Autrement dit, quelqu'un qui a demandé le statut de réfugié peut aussi demander une révision

decision or after the decision has been made, as long as he pays the necessary cost associated with that application. I think in the past it has been difficult for immigration officials to extract maybe the multiple applications that could be associated with the case.

[Traduction]

pour des considérations humanitaires deux ou trois fois pendant qu'il attend une décision, ou même après que la décision a été rendue, tant qu'il acquitte les frais associés à cette demande. Je pense que dans le passé, les fonctionnaires de l'Immigration ont eu de la difficulté à extraire les demandes multiples présentées par le même candidat.

• 1155

There are also quite a number of factors that are taken into consideration in the humanitarian and compassionate review, such as whether the person married in Canada since he arrived. Also, is the period of time he has spent in Canada long enough to allow him to obtain permanent residence? Therefore, there could evidently be a little bit more than what we mentioned about the risk assessment, but not very much.

Mrs. Hayes: That brings two quick questions to mind. What is the time delay? We looked at three reviews after special circumstances, and some may repeat themselves. What is the time delay for someone going through this process if they take all the avenues available to them? For instance, should they be married and have a family, and how old would the children be by the time they were removed from Canada?

The Chairman: That's a good question.

Ms Mawani: It would not be possible for us to be able to give you an answer to that because our responsibility, in a sense, begins when the case is referred to us. It ends, in a sense, when we make our decision on a rejection or an approval. We do not have a system of tracking them through the whole process. Therefore, this question would be better posed to the department for that information.

The Chairman: Could I just jump in here? Is there value in having that tracked? That is an issue that this committee is certainly interested in.

Are there some studies that perhaps we should be undertaking? It is incredibly cruel for people who wait five and six years to be told no.

Mr. Bourget: There has been work started by our immigration colleagues, who have accepted that basically they should be perceived as having an overall responsibility for people who seek refugee protection in Canada. I could easily talk to you about the timeframes involved in our process in which we have the responsibility, but, as our chairperson indicated, there is something taking place before and after.

The Chairman: Is there anyone sitting around this table who is addressing this?

Mr. Bourget: There have been discussions in the last months about the necessity of doing this, and the board agrees that it would be participating in this at least to make sure that immigration officials have the right timeframes for the things for which we are responsible. There have been preliminary meetings to get this going. I think it is very important for this to be done.

Il y a aussi une foule de facteurs dont on tient compte dans la révision pour des considérations humanitaires, comme par exemple le fait que l'intéressé se soit marié depuis son arrivée au Canada. On se demande en outre s'il a passé suffisamment de temps au Canada pour lui permettre d'obtenir la résidence permanente. Par conséquent, d'autres éléments que ceux que nous avons mentionnés en ce qui concerne l'évaluation du risque peuvent évidemment entrer en ligne de compte, mais pas tellement.

Mme Hayes: J'ai deux questions à poser à ce sujet. Quels sont les délais? Nous avons vu qu'il peut y avoir trois révisions dans les cas où il y a des circonstances spéciales, et certaines de ces révisions peuvent se répéter. Le processus peut prendre combien de temps, si quelqu'un a recours à toutes les avenues possibles? Par exemple, si le candidat se marie et fonde une famille, quel âge les enfants auraient—ils au moment où l'on expulserait cette famille du Canada?

La présidente: C'est une bonne question.

Mme Mawani: Il ne nous serait pas possible de vous donner de réponse parce que notre responsabilité commence lorsque l'affaire nous est soumise. Elle se termine, dans un certain sens, au moment où nous formulons notre décision de rejeter ou d'approuver une demande. Nous n'avons pas de dispositifs pour suivre un candidat tout au long du processus. Par conséquent, il serait préférable de demander ces renseignements au ministère.

La présidente: Me permettez-vous d'intervenir? Vaudrait-il la peine de le faire? C'est une question qui intéresse certainement le comité.

Est-ce qu'il y a des études que nous devrions peut-être entreprendre? Il est incroyablement cruel de dire non à quelqu'un qui attend depuis cinq ou six ans.

M. Bourget: Mes collègues de l'Immigration ont commencé à s'occuper de cette question, car ils ont convenu qu'on devrait leur attribuer la responsabilité générale en ce qui concerne les gens qui demandent protection au Canada à titre de réfugiés. Je pourrais facilement vous parler des délais qu'entraîne le processus dont nous sommes responsables, mais comme l'a dit notre présidente, il y a des choses qui se passent avant et après la présentation d'une demande.

La présidente: Quelqu'un d'autre ici peut-il répondre à cette question?

M. Bourget: Ces derniers mois, on a discuté de la nécessité d'étudier cette question et la Commission accepte de participer en s'assurant au moins que les fonctionnaires de l'Immigration ont les données pertinentes en ce qui concerne les délais des processus dont nous sommes responsables. Il y a déjà eu des réunions préliminaires à ce sujet. Je pense que c'est un travail très important.

The Chairman: Members of the committee, I don't know if you want to make any suggestions here about whether or not this should be done, but I know it is a concern certainly with Mrs. Gagnon and Mrs. Hayes, who has raised it again. Perhaps we could have a report back on the status of these discussions and any action that is intended to be taken.

Mrs. Hayes, did you have anything to add?

Mrs. Hayes: I would like to see that. I was looking at numbers. I know the percentages are difficult, especially in these different levels, but if there is a rejection, what is the percentage of total rejections and the removal from Canada? Do you know that number right now?

Mr. Stobo: I do not know that number right now.

Mrs. Hayes: That is the aggregate of the others.

Mr. Bourget: Yes. I think immigration officials have, in the past, kept statistics on the number of rejected refugee claimants. Therefore, those are people susceptible to being removed from Canada, versus the number of removals effected each year. It is hard to make a comparison between these two elements because time factors are not the same.

The Chairman: I think we need to be assured that it is recognized as an issue and you are sitting around a table to determine some kind of action plan to deal with it.

The only other question I have is whether it's just Immigration and the IRB, or is the Solicitor General included as well? I think that is a component.

Mr. Bourget: The timetable we see for a complete measurement, and to have an overall look, includes the Federal Court process in that.

The Chairman: If we ask for a report back on the status of these discussions, what would be a reasonable timeframe?

• 1200

Mr. Bourget: That request, evidently, if I may suggest, should be addressed to Immigration. They may not find it funny for me to impose this on them or suggest a timeframe.

The Chairman: Members of the committee, if it is your wish, we will ask for that. We will ask Immigration for a status report on this item. We will ask them to advise us as to when it can be ready.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): I am curious about a little bit of philosophy here. Our courts, and indeed our Parliament, is based on the adversarial system. This is perceived as a mechanism for fairness. Why do you regard fairness as something that cannot be held in an adversarial context?

[Translation]

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du comité, je ne sais pas si vous voulez que nous suggérions qu'on fasse ce travail ou non, mais je sais que cette question préoccupe certainement M^{me} Gagnon et M^{me} Hayes, qui vient de la soulever encore une fois. Nous pourrions peut-être demander qu'on nous fasse part du déroulement de ces discussions et de toute mesure que l'on compte prendre.

Madame Hayes, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Hayes: Je voudrais bien voir un tel rapport. Je regardais les chiffres qu'on nous a donnés. Je sais qu'il est difficile d'établir des pourcentages, en particulier lorsqu'il y a des processus différents, mais en ce qui concerne les rejets, quel est le pourcentage des demandes rejetées et des renvois du Canada? Connaissez—vous ce chiffre?

M. Stobo: Je ne le connais pas.

Mme Hayes: Ces chiffres sont ajoutés à ceux des autres processus, donc?

M. Bourget: En effet. Je pense que les fonctionnaires de l'Immigration ont tenu dans le passé des statistiques sur le nombre des demandes de statut de réfugié rejetées. Ces gens sont donc susceptibles d'être renvoyés du Canada, et représentent une proportion des candidats renvoyés chaque année. Il est difficile d'établir une comparaison entre ces deux éléments, parce que les délais ne sont pas les mêmes.

La présidente: Je pense que nous devrions avoir la certitude qu'on reconnaît que c'est un problème et qu'on cherche à élaborer un plan d'action pour y remédier.

Une dernière question. Cela concerne-t-il uniquement l'immigration et la CISR, ou le solliciteur général est-il également concerné? Je pense que c'est un élément.

M. Bourget: Pour mesurer les délais dans tous les cas sans exception, et voir l'ensemble de la situation, il faut inclure le processus de la Cour fédérale.

La présidente: Si nous vous demandons de nous faire rapport de l'évolution des discussions, dans combien de temps pensez-vous pouvoir le faire?

M. Bourget: Je pense que cette demande s'adresse au ministère de l'Immigration. Je ne sais pas si ce ministère apprécierait que je leur impose ce travail ou que je leur suggère un délai.

La présidente: Collègues, si vous êtes d'accord, nous allons en faire la requête. Nous demanderons au ministère de l'Immigration de nous préparer un rapport d'étape à ce sujet. Nous le prierons en même temps de nous indiquer quand il pourrait être en mesure de nous fournir ce rapport.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Je m'intéresse à la question des grandes orientations. Nos tribunaux, notre Parlement fonctionnent selon le principe du contradictoire. Il est censé permettre l'équité. Pourquoi estimez-vous, de votre côté, que ce principe ne favorise pas l'équité?

Ms Mawani: We go back to the time of the discussions and debate around setting up the Immigration and Refugee Board. It was back in 1988. There was the Plaut report at the time that made a series of recommendations. I think the philosophy behind this, if I understood it correctly, has been that refugee determination does not lend itself to an exact science, in the sense that there are two elements.

The first element is that Canada, in granting refugee status, or going through the refugee determination process, is being consistent with its international obligations to provide refuge to those who need and deserve protection. Therefore, the state, Canada in this case, does not have an interest adverse to that of the claimant. The process needs to distil the information and make sure the person who is in front of you is able to do that.

Mr. Bryden: If I may say so, if that person is misrepresenting their status or identity, then surely the only way to determine if that person is misrepresenting himself or herself is by an adversarial approach on the part of the RHO officer.

Mr. Stobo: It is a fair question. I think you are asking whether the truth is determined in these cases. Does our process lend itself to that determination? I think the answer is yes.

The fact that we call it a non-adversarial system does not mean that the RHO cannot be as probing as the circumstances of the case warrant. In some cases, that has led to very close scrutiny of the case and the evidence given by the refugee claimant.

In other cases it is better served by having a less aggressive approach. It depends on the circumstances of the case. International refugee experts have acknowledged that traditional court processes really do not lend themselves to the truth being revealed in these kinds of cases.

Look at what other systems have as a process. They have, by and large, rejected the traditional, civil type of process and have gone to more of a dialogue, or inquisitorial or investigative process.

Mr. Bryden: I looked to the Hathaway report. I always worry about reports like that when they are done by a single person. With my background, I certainly found that I could always hire an economist. I could always get an economist to present a paper on any point of view. You could control the agenda by your selection of the person writing the paper.

I just wonder whether you looked into the possibility of getting a different viewpoint from that of Hathaway. I wonder if you are giving too much credence to something that is coming from one person's judgment.

Ms Mawani: We did say earlier that we are consulting very widely on this. In fact, we set up a committee that consisted of a number of representatives of groups reviewing these with us.

Internally, we have embarked on extensive consultations. Clearly, there is a lot of expertise within the board. There are people who disagree within the board with Professor Hathaway's assessment or the scope of what he is saying. This is also true externally.

[Traduction]

Mme Mawani: Revenons au débat qui se tenait au moment de la création de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. C'était en 1988. Le rapport Plaut venait d'être publié avec une série de recommandations. La théorie à ce moment-là, telle que je la comprends, était que le processus de reconnaissance du statut de réfugié n'était pas une science exacte, en ce sens qu'il devait tenir compte de deux éléments.

Tout d'abord, le Canada, lorsqu'il accorde le statut de réfugié ou engage le processus de reconnaissance de statut de réfugié, se borne à respecter ses obligations internationales portant qu'il doit accorder asile à ceux qui ont besoin d'être protégés et qui ont le droit de l'être. Donc, l'état, dans ce cas le Canada, n'a pas à se faire l'adversaire du demandeur. Le processus doit simplement permettre à l'interlocuteur d'exposer les faits.

M. Bryden: Si la personne ment au sujet de son statut ou de son identité, ce n'est sûrement que si l'agent d'audience prend le contre-pied qu'il peut voir si la personne fait une fausse déclaration ou non.

M. Stobo: La question se pose sûrement. Vous voulez savoir si la personne dit la vérité dans ce genre de situation. Le processus permet—il de le déceler? La réponse est oui.

Même si le système est non accusatoire, rien n'empêche l'agent d'audience d'examiner à fond, s'il le juge à propos, les circonstances de la demande. Dans certains cas, les faits et les preuves soumis par le demandeur du statut de réfugié sont examinés à la loupe.

Dans d'autres cas, il est préférable d'adopter une attitude moins agressive. Tout dépend des circonstances. Les experts en matière de droit international des réfugiés estime que le processus prétorien n'est pas celui qui se prête le mieux à la divulgation des faits réels dans des cas de ce genre.

Il convient de voir ce que font les autres compétences. De façon générale, elles ont rejeté l'approche traditionnelle, l'approche du droit civil et adopté un processus qui encourage le dialogue et la recherche des faits.

M. Bryden: J'ai examiné le rapport Hathaway. Je suis toujours un peu sceptique à l'égard du rapport préparé par une seule personne. Au cours de ma carrière, lorsque j'ai voulu embaucher un certain économiste, j'ai pu le faire. J'ai toujours pu trouver un économiste prêt à préparer une étude à partir de n'importe quel point de vue. Le choix de la personne qui prépare l'étude influe évidemment sur-le résultat.

Je me demande si vous avez essayé d'obtenir un autre point de vue que celui de M. Hathaway. Je me demande si vous n'attachez pas trop d'importance au jugement d'une seule personne.

Mme Mawani: Nous avons indiqué tout à l'heure que nous procédions à une large consultation sur cette question. En fait, nous avons établi un comité formé de représentants de nombreux groupes pour nous aider.

À l'interne, nous avons procédé à de nombreuses consultations. Nous avons de précieuses compétences à ce niveau. Il y a des gens, à la commission comme à l'extérieur, qui ne partagent pas nécessairement les voeux du professeur Hathaway.

It is interesting that Professor Hathaway has recommended, for example, that we move to a more inquisitorial mode. He does not find any problem in his assessment of the board member herself or himself being much more active in the questioning process, so long as the safeguards that apply in a quasi-judicial process are met. There are a number of suggestions in there that I think could enhance the process. Yet there are some that are not necessarily likely to ultimately accomplish what we think we need to do.

[Translation]

Il est intéressant de noter que le professeur Hathaway recommande, entre autres, une approche plus inquisitoire. Il n'a rien contre le fait qu'un membre de la commission comme tel s'implique davantage dans l'interrogatoire, à condition que les garanties usuelles devant les organismes quasi-judiciaires s'appliquent. Certaines suggestions sont intéressantes. D'autres n'ont pas beaucoup de chance de nous aider dans notre travail, tel que nous le

1205

Mr. Bryden: I have one final, very quick question. On the matter of identity, which I brought up last time—I have been supplied with a reply and I thank you for that—what happens if it's found subsequent to his hearing that the refugee claimant has misrepresented his identity? Can his refugee status be revoked?

Mr. Stobo: Yes. In fact, Mr. Bryden, there have been a number of cases—I would say probably less than 50—where it was revealed that a particular person who had been found to be a refugee was in fact not who he or she claimed to be.

In such cases the minister has the authority to bring an application to vacate the finding that a person was a refugee. There are certain limited circumstances when they can come back to the board and say that because a particular person lied or suppressed important information, the board should have another look at this refugee case. That has happened. In a number of cases, refugees have had their status removed.

Mr. Bryden: Thank you.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Madam Chair, I would just like to refer to the statistics on pages 9 and 10 of the annual report of the Immigration and Refugee Board.

It indicates that 25,549 claims were concluded in 1993. Claimants had their claims denied. Are those figures accurate?

Ms Mawani: Yes.

Mr. Hanger: The minister indicated here the other day that it takes approximately \$50,000 to hear one claim. Not only has he stated that very clearly, but page 3-37 of the Citizenship and Immigration Canada main estimates refers to a cost of \$30,000 to \$50,000 associated with each refugee claim.

As I calculate it, if you put a \$50,000 tab on 25,549 refugees, it works out to \$1.277 billion to hear 25,000 claims. Looking at that kind of money, I am beginning to question the whole validity of the inland processing aspect. One could realize a much greater potential by helping true refugees in other areas of the country in the camps where they're situated.

I have to ask where we are going here.

Mr. Greg Fyffe (Executive Director, Immigration and Refugee Board): Mr. Hanger, the figures of \$50,000, etc., that were raised with the committee earlier are coming from sources who are making their own estimate of all the costs they think may be involved with a refugee. I don't say that that cost is right.

M. Bryden: Une dernière et très brève question, si vous le permettez. En ce qui concerne l'identité, dont j'ai parlé la dernière fois—j'ai reçu une réponse et je vous en remercie—que se passe-t-il s'il se révèle après l'audience que le demandeur du statut de réfugié a menti à ce sujet? Son statut peut-il être révoqué?

M. Stobo: Oui. En fait, monsieur Bryden, il y a eu quelques cas—probablement moins d'une cinquantaine—où un candidat qui avait reçu le statut de réfugié s'est révélé être quelqu'un d'autre par la suite.

Dans ces cas, le ministre a le pouvoir de demander l'annulation de la décision qui a octroyé le statut de réfugié. Dans certaines circonstances précises, lorsqu'une personne a menti ou caché des faits importants, par exemple, la commission peut se voir demander de réexaminer la demande. Le cas s'est présenté et il est arrivé que des réfugiés perdent leur statut.

M. Bryden: Merci.

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Madame la présidente, je vais parler des chiffres qui se trouvent aux pages 9 et 10 du rapport annuel de la Commission de l'Immigration et du Statut de réfugié.

Il paraît que 25 549 revendications auraient été réglées en 1993. who were granted status numbered 14,101, while 11,448, or 45%, Le statut de réfugié a été accordé dans 14 101 cas et refusé dans 11 448 autres, soit 45 p. 100 des cas. Ces chiffres sont-ils exacts?

Mme Mawani: Oui.

M. Hanger: Le ministre a indiqué l'autre jour que l'audition d'une revendication coûte environ 50 000\$. Il y a non seulement cette déclaration du ministre, mais aussi les prévisions principales de Citoyenneté et Immigration Canada, page 3-40, qui fixent le coût du traitement de chaque revendication entre 30 000\$ et 50 000\$.

Je fais le calcul, 50 000\$ multiplié par 25 549 réfugiés, et j'obtiens le montant de 1 277 milliard de dollars. C'est suffisant pour que je me pose des questions au sujet de la valeur de l'examen des revendications de l'intérieur. Il serait préférable d'aider les vrais réfugiés dans les autres pays ou dans les camps où ils se trouvent.

Je m'interroge sur le sens de notre action ici.

M. Greg Fyffe (directeur exécutif, Commission de l'immigration et du statut de réfugié): Monsieur Hanger, le chiffre de 50 000\$ et les chiffres similaires mentionnés tout à l'heure devant le comité émanent de sources qui établissent leurs propres estimations de ce que cela peut coûter pour examiner les revendications des réfugiés. Je ne voudrais pas dire que ces chiffres soient exacts.

In terms of our own processes, the average cost we calculated for last year was \$2,046 per claim. If we're talking about a claim that went through the regular hearing process—the full process—a refugee claim by our calculation cost \$2,728 and \$584 for the one month it went through the expedited process.

There are obviously costs that are outside our process, e.g., for legal aid, perhaps for welfare and other things, but certainly a figure like that, if it's applied to the determination process, is completely inaccurate.

Mr. Hanger: I keep hearing that it's inaccurate and yet the minister himself has quoted that very price. The documents that your own department put forward indicate that as being quite accurate, especially when it comes to evaluating what it is going to cost to process one bogus, illegal or questionable claim.

You quote that as a saving within your department. I therefore ask this about one refugee support system in a camp: how many dollars will it take to look after that claimant for a year?

Mr. Fyffe: We don't have that figure.

The Chairman: Mr. Hanger, perhaps what you're looking for is—

Mr. Hanger: Madam Chairman, I believe there is an agreement struck by this department with the UN to help assist overseas refugees. Is that not the case? There must be some sort of an indication of how much real support we can offer to overseas refugees.

• 1210

Mr. Bourget: This number does exist and it is part of the immigration program. It is to remind you that we, as you know, are strictly responsible for refugee determination and other aspects of it. This information, as you say, is available, for instance, to say what amounts of money immigration is spending on assisting refugees abroad.

Mr. Hanger: Has your department or your board weighed what it is costing Canadian taxpayers? Looking at it on compassionate grounds, if we are to assist true refugees overseas, would we not be much more effective in dealing with them there than processing a handful, a fraction, here?

Mr. Bourget: I think there will always be a need to deal with people who are able to flee their country of persecution and knock at Canada's doors and seek protection.

I think what you are indicating is whether it is proper to spend the moneys that are being spent on dealing with refugee claimants who have been able to reach Canada versus finding other ways of assisting refugees.

Again, I am sure that this debate is taking place at the Department of Citizenship and Immigration, which will probably have very important points of view with regard to that.

Mr. Hanger: I would appreciate getting some information on that and on whether a dollar figure is attached to supporting overseas, as opposed to inland, refugees.

[Traduction]

Pour ce qui est de notre part à nous, nous avons calculé l'année dernière que cela nous coûtait 2 046\$ par revendication en moyenne. Une revendication qui est passée par toutes les étapes du processus a coûté 2 728\$ et une revendication qui est passée par le processus accéléré en un mois a entraîné des frais de 584\$.

Il y a évidemment des coûts qui s'ajoutent aux nôtres, entre autres, au titre de l'aide juridique, de l'aide sociale, etc. Toutefois, affirmer que le chiffre cité s'applique au processus de reconnaissance est tout à fait faux.

M. Hanger: Certains ne sont pas d'accord, mais c'est le ministre lui-même qui a cité ces chiffres. D'ailleurs, les documents émanant de votre propre ministère le confirment, surtout pour ce qui est du coût entraîné par une seule revendication bidon, illégalle ou douteuse.

Vous citez ce chiffre lorsque vous parlez des économies qu'il serait possible de réaliser. Or, ce que je veux savoir, c'est le coût de l'aide dans les camps. Combien un revendicateur peut-il coûter par année dans ce contexte?

M. Fyffe: Nous n'avons pas ce chiffre.

La présidente: Monsieur Hanger, le chiffre que vous cherchez à obtenir. . .

M. Hanger: Madame la présidente, je pense qu'il y a une entente entre ce ministère et l'ONU pour aider les réfugiés à l'étranger. Il y a bien une telle entente n'est—ce—pas? Alors, Il doit y avoir un chiffre concernant l'aide réelle que nous pouvons apporter aux réfugiés à l'étranger.

M. Bourget: Ce chiffre existe et il se trouve dans le programme d'immigration. Je vous rappelle que nous sommes strictement chargés, quant à nous, de la reconnaissance du statut de réfugié et des questions qui s'y rattachent. Ce chiffre, comme vous le dites, est disponible et il indique le montant que le ministère de l'Immigration consacre à l'aide aux réfugiés à l'étranger.

M. Hanger: Votre ministère ou votre Commission a-t-il essayé de comparer les coûts pour les contribuables canadiens? Du point de vue humanitaire, si nous voulons aider les vrais réfugiés, ne risquons-nous pas d'être beaucoup plus efficaces en intervenant à l'étranger qu'en traitant ici les revendications d'une fraction d'entre eux?

M. Bourget: Nous devrions toujours examiner le cas des candidats qui réussiront à fuir le pays où ils sont persécutés et qui frapperont à nos portes pour demander aide et protection.

Je pense que ce que vous voulez savoir c'est si nous sommes justifiés de dépenser de l'argent pour régler la situation des revendicateurs du statut de réfugié qui ont pu gagner le Canada plutôt que d'utiliser d'autres formes d'aide aux réfugiés.

Je suis sûr que la question est débattue actuellement au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le ministère aura sans doute des vues très importantes à faire valoir à ce sujet.

M. Hanger: J'aimerais obtenir un supplément d'information à cet égard, de même que le chiffre de l'aide aux réfugiés à l'étranger, par rapport à ce que cela coûte ici même au pays pour les réfugiés.

I would like, too, to get an evaluation of what the Singh decision has actually cost this country and just how ineffective we have become overseas as a result of it. Is it possible to have that evaluation?

Ms Mawani: Well, Mr. Hanger, it won't be possible for us to provide that figure. I think it is a figure that would more properly be asked for from the Department of Immigration.

I think the important thing for us to remember is that we are a statutory tribunal. We were set up by Parliament to determine refugee cases, to deal with immigration appeals, and now also to adjudicate detention reviews and inquiries. We believe our mandate is to make sure that we deal fairly and efficiently with the cases that come before us, so that we provide protection quickly to those who are deserving of that protection within the mandate we have.

Mr. Hanger: Do you have a mandate for overseas refugees?

Ms Mawani: We don't. We don't have a mandate for overseas. We can only deal with those people who get to Canada's shores and who make an inland refugee claim.

Mr. Hanger: It is unfortunate, really, when you look at the balance that exists here, or the imbalance: \$29 million was sent to overseas refugee assistance and about \$1.5 billion was spent in the country looking after a mere handful of people. There is something wrong with the balance here.

Mr. Fyffe: From our point of view I should add two things. One is that the group we deal with is a subset of the refugee population. It is those who make a claim under the convention; that is, those who fear persecution by reason of social group, political opinion, and so on.

The refugees abroad come from many sources and fit the description of a refugee in general terms, but we deal with a specific group of those who flee their country and seek asylum in Canada.

The part of the number you are referring to for which we can be responsible is just over \$79 million. That is what our process is.

Mr. Hanger: Thank you.

M. Nunez (Bourassa): J'ai quelques questions concernant les commissaires.

J'étais satisfait l'autre jour, lorsqu'on a supprimé les juges à la citoyenneté, mais il y a encore des problèmes au niveau des commissaires. Il faut mettre fin au patronage. On m'a dit qu'un avocat de Montréal qui avait été rayé temporairement du Barreau avait été nommé commissaire en janvier dernier.

Êtes-vous impliquée dans les nominations faites par le ministre au niveau des commissaires? Êtes-vous consultée? Est-ce que vous y participez?

• 1215

Ms Mawani: As we know, the appointments are ultimately the prerogative of the government and cabinet. In August of last year, the then government announced that positions and vacancies on our board, including some other boards, were going

[Translation]

En outre, je voudrais avoir une évaluation de ce que la décision Singh a coûté au pays ainsi que de la mesure dans laquelle elle nous a rendu inefficaces dans nos efforts à l'étranger. Est—ce possible?

Mme Mawani: Pas pour nous, monsieur Hanger. Votre demande s'adresse plutôt au ministère de l'Immigration.

Il convient de rappeler que notre tribunal est créé par un loi. Nous sommes chargés par le Parlement d'examiner le cas des réfugiés, de régler les appels en matière d'immigration et depuis quelque temps de décider des révisions des motifs de détention et des enquêtes. Notre mandat consiste à nous assurer, croyons—nous, de régler équitablement et efficacement les cas qui nous sont présentés afin de pouvoir satisfaire rapidement les candidats qui ont droit à la protection.

M. Hanger: Avez-vous un mandat en ce qui concerne les réfugiés à l'étranger?

Mme Mawani: Non. Nous n'avons pas de mandat à cet égard. Nous pouvons seulement nous pencher sur les cas des personnes qui parviennent au Canada et revendiquent le statut de réfugié de l'intérieur.

M. Hanger: Le déséquilibre qui existe est déplorable: 29 millions de dollars pour l'aide aux réfugiés à l'étranger et environ 1,5 milliard de dollars pour une poignée d'entre eux au pays. Il y a quelque chose qui cloche, là.

M. Fyffe: Nous devons mentionner deux autres points, en ce qui nous concerne. D'abord, nous nous occupons d'une catégorie bien spéciale de réfugiés. Ce sont ceux qui présentent une demande aux termes de la Convention, ceux qui craignent la persécution à cause de leur condition sociale, de leurs opinions politiques, etc.

Les réfugiés à l'étranger viennent de plusieurs endroits et sont des réfugiés dans le sens plus large du terme. Nous nous penchons seulement sur le cas de ceux qui réussissent à fuir leur pays et qui demandent asile au Canada.

Notre part du coût auquel vous faites allusion n'est que d'un peu plus de 79 millions de dollars. C'est tout ce que coûte le processus d'examen que nous mettons en place.

M. Hanger: Merci.

Mr. Nunez (Bourassa): I have a few questions regarding the Board members.

I was happy to hear today that there would be no more citizenship judges, but in my view there are still problems with the Board members. Patronage has to end. I was told that a Montreal lawyer that had been temporarily disbarred had been named to the Board last January.

Have you anything to do with the nominations made by the Minister at the Board? Are you consulted? Did you have a say in that decision?

Mme Mawani: Comme vous le savez, les nominations relèvent ultimement du gouvernement et du Cabinet. En août de l'année dernière, le gouvernement d'alors a annoncé que les postes vacants à notre Commission, et à d'autres commissions,

to be advertised in the *Canada Gazette*. A number of Canadians applied under that process. A large number of applications came to us. We were involved in screening those applications; however, we then submitted them all to the minister. Appointments that were made in December of last year and January of this year included a significant number of people from that list. So, yes, through that process there is consultation.

The area where we have had consultation over a number of years has been on the reappointment of members—

M. Nunez: Nous voulons examiner ici les nominations faites par décret en conseil, mais nous n'avons pas encore reçu tous les curriculum vitae. Les avez-vous? Pouvez-vous nous les fournir ou si c'est le ministre qui doit le faire?

Ms Mawani: We have the CVs of the people who have made applications. We have always treated those in confidence. We have supplied them to the minister because ultimately the responsibility for appointment of members to our tribunal rests with the minister and with cabinet.

The Chairman: Members of the committee, I just learned that the minister's office will provide those CVs for us.

Mr. Nunez: When?

The Chairman: Now you are asking a hard question. Within the next few days.

Mr. Nunez: Will we have the time to examine these appointments?

The Chairman: It's too late for these appointments.

Mr. Nunez: It is too late.

The Chairman: Yes. That's not to suggest that there can't be change to the process. Your suggestion to review the process is before us. But you will have at least the information, while you may not have input this time around.

Ms Mawani: If I may add to that, I know that the minister has commented about opening up the appointments process, the way in which these appointments are made, for a much broader consultation on the appointments. We are very pleased to be an integral part of that process. That's why I was explaining how the process has already started to work.

As a result of some of the recommendations made in the Hathaway report, that will also be addressed. I know the whole issue of appointments, the process and the consultations is very much something the minister is considering. We will be happy to be, and we are expecting to be, part of that.

M. Nunez: Le Budget des dépenses prévoit 222 commissaires. En mars dernier, il y en avait 232. Qu'allez-vous faire pour vous conformer au Budget des dépenses?

M. Bourget: D'année en année, on doit faire certains ajustements quant au nombre de commissaires selon le volume des activités que l'on doit accomplir.

[Traduction]

allaient figurer dans la Gazette du Canada. Un certain nombre de Canadiens ont présenté leur candidature dans le cadre de ce processus. Nous avons reçu un grand nombre de demandes pour notre part. Nous avons participé à l'examen de ces demandes, et nous avons ensuite soumis le tout au ministre. Les nominations que nous avons effectuées en décembre de l'année dernière et en janvier de cette année comprenaient un grand nombre de candidats qui se trouvaient sur cette liste. La réponse à votre question est donc oui, il y a eu consultation dans le cadre de ce processus.

Au cours des années, nous avons également été consultés en ce qui concerne les reconductions. . .

Mr. Nunez: We would like to examine the nominations made by order in council, but we haven't received all the CVs. Do you have them? Can you provide them to us or do you have to go through the minister?

Mme Mawani: Nous avons les curriculum vitae des gens qui ont présenté des demandes. Nous les avons toujours considérés comme confidentiels. Nous les avons remis au ministre parce qu'ultimement la nomination des membres de notre tribunal relève du ministre et du Cabinet.

La présidente: Collègues, je viens d'apprendre que le bureau du ministre nous fournira les curriculum vitae en question.

M. Nunez: Quand?

La présidente: C'est difficile à dire. D'ici quelques jours.

M. Nunez: Aurons-nous le temps d'examiner ces nominations?

La présidente: Il est trop tard pour ce qui est de ces nominations-là.

M. Nunez: Il est trop tard, dites-vous.

La présidente: Oui. Nous pouvons quand même proposer des changements dans le processus. Nous sommes toujours saisis de votre suggestion en vue d'examiner le processus. Nous aurons au moins les renseignements pertinents, même si nous ne pouvons pas influer sur la décision cette fois-ci.

Mme Mawani: Si vous permettez, je sais que le ministre a indiqué son désir de rendre le processus de nomination plus ouvert, de procéder à une plus large consultation en vue des nominations. Nous sommes bien contents de pouvoir participer au processus. J'ai indiqué tout à l'heure de quelle façon nous avons commencé à le faire.

Certaines recommandations du rapport Hathaway visent également les nominations. Je sais que le ministre examine toute la question actuellement, en particulier le processus de consultation. Nous serons ravis de faire partie du processus, nous nous attendons de le faire.

Mr. Nunez: There are supposed to be 222 members this year. There were 232 last March. How are you going to manage?

Mr. Bourget: From year to year, we have to make a few adjustments in the number of members according to the activity that we forsee.

Évidemment, au cours des derniers mois, les mandats d'un certain nombre de commissaires venaient à expiration. Au cours de l'année, particulièrement en mai, en juillet et en août, les mandats d'un certain nombre de commissaires viendront également à expiration. Nous pouvons vous confirmer que nous serons en mesure de respecter le nombre de commissaires, incluant le budget rattaché à ces commissaires, qui est indiqué dans le document.

M. Nunez: Je profite de l'occasion pour vous demander toute l'information disponible concernant les commissaires, notamment la liste au complet. Je pense que le Comité devrait avoir cette information de base. Je ne sais pas si je dois demander cela à vous ou au ministre. Également, pouvez-vous nous faire parvenir une copie du code de déontologie que vous avez mentionné?

Ms Mawani: Yes, we would be happy to do that.

The Chairman: That information is available and I understand that it can be distributed to members. If you wish, we can do that with the next agenda. Is that reasonable?

• 1220

M. Nunez: Le code de déontologie?

The Chairman: Sure.

Mr. Nunez: No, I did not finish.

Si quelqu'un a une plainte contre un commissaire, où doit-il s'adresser et que doit-il faire? Je pense que, parmi les commissaires, c'est presque absent. Est-ce qu'il y a eu des plaintes? Que faites-vous de ces plaintes?

Ms Mawani: There are a number of procedures. First of all, there is the judicial review of the case itself, and it can happen that the member's conduct or demeanour in a particular case could arguably have affected the whole decision. In that case the lawyer has the perfect right to take that case to the Federal Court. That is one element of the process.

M. Nunez: Cela existe aussi dans les tribunaux ordinaires, mais qu'y a-t-il au niveau disciplinaire?

Ms Mawani: If there has been a breach of the code of conduct, then the person who is concerned about this writes to us and we review the transcript. We do a full investigation of the complaint, including having discussions with the person concerned, with other people who were in the hearing room. At the end of that we give the complainant an answer to the decision on that complaint.

M. Nunez: Avez-vous pris des mesures dans des cas de manquements de la part de commissaires?

Ms Mawani: It certainly happened with my predecessor, Mr. Fairweather. When there were certain complaints, after investigation, he decided to suspend those individuals. There were very few, Mr. Nunez. Since I have been chair, we have received complaints on the part of counsel or claimants, which we investigate. There has been an occasion certainly where I have had to suspend a member from continuing with his role.

However, in a lot of other cases what we have found is that, while the commissioner's conduct may not have been exemplary, nevertheless, the conduct hasn't constituted the type of breach [Translation]

In the last few months, the mandate of a few members came to an end, and during the coming year, particularly in May, July and August, the mandates of more members are due to expire. We can indicate that we will be able to manage with the number of members and the budget set for members indicated in the estimates.

Mr. Nunez: I take this opportunity to ask for all the information available on members and the complete list of members. I think the Committee has to have this basic information. I don't know if I should ask you directly or go through the Minister. Also, could you send us a copy of the code of conduct that you have mentionned?

Mme Mawani: Nous le ferons avec plaisir.

La présidente: Cette information est disponible et peut être donnée aux députés, si je comprends bien. Nous pourrons y revenir à la prochaine séance. D'accord?

M. Nunez: For the code of conduct also?

La présidente: Bien sûr.

M. Nunez: Je n'ai pas fini.

If there is a complaint about a Board member, where can it be filed? I think there is almost nothing for the Board members. Were there any complaints? What happened with them?

Mme Mawani: Il y a un certain nombre de possibilités. Il y a d'abord l'examen judiciaire du cas lui-même. C'est si la conduite ou comportement d'un membre de la Commission dans un cas précis peut influer sur la décision. Dans ce cas, l'avocat qui représente le revendicateur a parfaitement le droit de s'adresser à la Cour fédérale. C'est un des éléments majeurs de la procédure.

Mr. Nunez: It can be done in the case of any court decision. Are there any disciplinary measures in your case?

Mme Mawani: Si le code de déontologie a été violé, la personne concernée peut nous écrire. À ce moment-là, nous examinons la transcription. Nous procédons à une enquête en bonne et due forme, en prenant soin d'interroger l'intéressé, de même que les autres personnes qui étaient présentes à l'audience. En fin de compte, nous informons le plaignant de la décision que nous avons prise à l'égard de sa plainte.

Mr. Nunez: Have you ever taken measures following violations by members of the Board?

Mme Mawani: Le cas s'est produit lorsque M. Fairweather était président de la Commission. À la suite de plaintes et d'enquêtes, il a parfois décidé de suspendre des membres. Il y a Toutefois eu très peu de cas de ce genre, monsieur Nunez. Sous ma présidence, nous avons reçu un certain nombre de plaintes de la part d'avocats ou de revendicateurs. Nous avons fait enquête. Il est arrivé une fois que j'aie eu à suspendre un membre de ses fonctions.

Cependant, dans bien d'autres cas, nous en sommes venus à la conclusion que même si la conduite du membre avait été loin d'être exemplaire, elle ne constituait pas une violation donnant that would require disciplinary action. By that I mean there are lieu à une mesure disciplinaire. La gravité des diverses violations

levels within which there could be a breach. In our legislation, in Bill C-86, the chair now has the authority to commission an inquiry by a Federal Court judge in certain specific circumstances where the conduct has been of such a nature as to prevent the member from conducting his or her duties, or the member is unable to fulfil or discharge his or her obligations.

There is a combination of processes, first of all, to make sure that all members understand very well that there is an expectation of behavioural standards.

M. Nunez: Avez-vous un système d'évaluation des commissaires?

Ms Mawani: Yes, we do.

M. Nunez: À quelle fréquence faites-vous ces évaluations? Chaque année? Tous les deux ans?

Mme Mawani: Chaque année.

In fact, we were the first tribunal to introduce an evaluation system. There is the constant balance between independent decision—makers and having an evaluation that would not be regarded as fettering the discretion or questioning the decisions of independent decision—makers.

I think what we have developed is the balance so that we can discuss in that evaluation issues pertaining to conduct and to timeliness of reasons. We do not comment on what decisions they have made, but we can comment on timeliness of reasons, their general professionalism, their attendance at training sessions, the collegiality element, the demeanour on the bench—generally, how they conduct themselves.

The assistant deputy chairperson, who is the person in charge in the region, does the evaluation on a yearly basis, but certainly if there is conduct during the course of the year that has been brought to our attention and which we find upon investigation is not acceptable, then we are in a position to deal with that.

• 1225

M. Nunez: Combien de commissaires terminent leur mandat cette année?

Ms Mawani: During the course of this year, 134 mandates are expiring—from last December to this December.

Mr. Nunez: I will leave the other questions for the second round.

The Chairman: I have a few questions. I want to follow up on Mr. Nunez' question on board members and the reappointment process.

I think you clearly outlined the criteria you use in the evaluation. This process is relatively new. How well is it working? Some would say that we need to ask insiders out in the regions, and perhaps members of the committee. That is something that we might do over time.

Since this is relatively new, how well is it working?

Ms Mawani: I think it is working well, but I think it needs to be further fine tuned. It is a process that was introduced when my predecessor, Gordon Fairweather, was there, and we have taken the opportunity to review that to see if it meets the criteria we have set for ourselves.

[Traduction]

peut varier. Aux termes du projet de loi C-86, le président ou la présidente de la Commission peut demander une enquête à un juge de la Cour fédérale dans certaines circonstances, entre autre, lorsque la conduite du membre est de nature à nuire à ses fonctions ou lorsque le membre ne peut pas s'acquitter de ses obligations.

Il y a un certain nombre de mesures prévues qui font en sorte que les membres de la Commission savent d'avance les normes qu'ils sont censés respecter.

Mr. Nunez: Do you evaluate the members of the Commission in some way?

Mme Mawani: Certainement.

Mr. Nunez: How frequently? Yearly, every two years?

Mrs. Mawani: Yearly.

De fait, nous sommes le premier tribunal à nous doter d'un système d'évaluation. Pour des gens appelés à prendre des décisions indépendantes, les évaluations ne doivent pas être considérées comme un moyen de remettre en question leurs pouvoirs discrétionnaires ou les décisions qu'ils prennent. L'équilibre est difficile à maintenir.

Nous essayons quand même de le maintenir. Nous discutons seulement des questions qui ont à voir avec la conduite et l'opportunité des raisons. Dans le cadre des évaluations, nous ne revenons pas sur les décisions qui ont été prises. Nous nous attachons à l'opportunité des raisons, au professionnalisme, à la présence aux séances de formation, à la collégialité, à la conduite sur le banc... au comportement de façon générale.

La vice-présidente adjointe, qui est la personne responsable dans la région, procède à une évaluation annuelle. Cependant, si une certaine conduite est portée à son attention au cours de l'année et qu'elle se révèle inacceptable à la suite d'une enquête, nous sommes alors en mesure d'agir.

Mr. Nunez: How many members will see their term end this year?

Mme Mawani: Au cours de l'année qui vient—de décembre à décembre—134 mandats expirent.

M. Nunez: J'attendrai mon deuxième tour pour poser mes autres questions.

La présidente: J'ai moi-même quelques questions à poser. Je poursuis dans la même veine que M. Nunez concernant les membres de la Commission et le processus de reconduction.

Vous avez clairement indiqué, je pense, les critères que vous utilisez dans vos évaluations. C'est un processus assez nouveau. Fonctionne-t-il bien? D'aucuns préféreraient que ce soient des experts dans les régions ou même les membres du comité qui s'en chargent. Nous pourrions y songer plus tard.

Le processus donne-t-il les résultats attendus, même s'il est récent?

Mme Mawani: Je pense que oui, mais il doit être raffiné avec le temps. Il a été introduit sous l'administration de mon prédécesseur, M. Gordon Fairweather. Nous avons voulu voir s'il répondait bien à nos critères.

The important thing now is that when a new member is appointed, we make sure that person reads the code of conduct and accepts that he or she will be bound by those provisions. I think that is an important point.

With respect to input from outside, which is something you alluded to, there is an interesting discussion going on about that. For the present we have focused on our assessment of the member concerned, based on what colleagues may have said and what supervisors may have felt.

A number of the bar associations have suggested that they would like some input into the evaluation process. I think this is an interesting suggestion, and I think it could enhance the evaluation process. The balance that we have to strike, however, is that we mustn't get into a situation where the members are concerned that they are being evaluated by the very lawyers and representatives who are appearing before them in a particular case.

The Chairman: What about the applicants or the appellants, in terms of their input into an evaluation process?

Ms Mawani: There is not any provision for that. With all due respect, I think it would be very difficult for somebody to be entirely objective in that type of situation. What is important is that if there is conduct that is not appropriate, that should be brought to our attention. But we are certainly looking at ways in which to enhance the evaluation process.

The Chairman: Thank you.

When you receive CVs from those who are applying, what kind of a process do you put them through? Do you provide the minister with more CVs than there are number of vacancies? I have concerns about self-perpetuating boards.

Do you review all the CVs, determine which ones have the skills and then pass them on, and are those numbers in excess of the appointments that are required?

Ms Mawani: We have always had this, but last year the statement of qualifications was published, and the board is to receive CVs. I do not know how long it will go on, but for now we seem to be receiving CVs. We review them against the statement of qualifications and then we send them all on. We think that is part of our responsibility.

The Chairman: So there is no ranking; you just pass on all that you believe have merit.

Ms Mawani: That's right, we pass them all on, although we do some measure of screening. We do save those that in our opinion are very suitable in terms of the statement of qualifications, and we do submit those.

The Chairman: Thank you.

I would like to follow up on some questions that Mr. Assadourian asked regarding the Hathaway report. You made it very clear which actions you were going to take immediately, and you have suggested the summary of recommendations—all 40 of those recommendations are here. What now? I know you are meeting again in June to discuss further. When could we expect further action? Maybe you can give us a bit of a preview of what actions are likely to be taken next on the recommendations.

[Translation]

Ce qu'il convient de souligner, c'est que lorsqu'un nouveau membre est nommé maintenant, nous nous assurons qu'il lise le code de déontologie et accepte ses conditions. C'est un point important.

En ce qui concerne l'intervention d'experts de l'extérieur, vous y avez fait allusion, je crois, il y a une discussion intéressante à ce sujet actuellement. Jusqu'à présent, nous avons essayé d'évaluer chaque membre comme tel, en demandant l'avis de ses collègues ou de ses surveillants.

Un certain nombre d'associations du barreau nous ont dit qu'elles voudraient participer au processus d'évaluation. La suggestion est certainement intéressante et pourrait améliorer le processus. Nous devons toutefois maintenir un certain équilibre. Nous ne voulons pas que nos membres aient l'impression d'être évalués par les avocats ou les représentants mêmes qui comparaissent devant eux avec les candidats.

La présidente: Les revendicateurs ou les appelants pourraient-ils participer au processus d'évaluation?

Mme Mawani: Ce n'est pas prévu. En toute déférence, ce serait peut-être très difficile pour quelqu'un d'être parfaitement objectif dans ce genre de situation. Ce qui est important, si quelqu'un se conduit d'une façon inconvenante, c'est que la chose soit portée à notre attention. Cela dit, nous cherchons constamment à améliorer notre processus d'évaluation.

La présidente: Merci.

Comment procédez-vous pour ce qui est des curriculum vitae que vous recevez des candidats? Relayez-vous au ministre plus de curriculum vitae qu'il n'y a de postes vacants? La possibilité que les diverses commissions se perpétuent m'inquiète.

Examinez-vous tous les curriculum vitae, en les triant avant de les relayer au ministre, en envoyez-vous plus qu'il n'y a de postes vacants?

Mme Mawani: Nous nous sommes toujours intéressés à cette question. L'année dernière, nous avons publié l'énoncé des qualités requises. Nous continuons de recevoir les curriculum vitae. Je ne sais pas pendant combien de temps encore nous en recevrons. Nous les vérifions par rapport à l'énoncé des qualités et nous les acheminons tous. Nous pensons que c'est notre responsabilité.

La présidente: Vous ne les notez pas; vous les transmettez toutes si vous les jugez méritoires.

Mme Mawani: Nous les transmettons toutes, même si nous procédons à un triage. Nous départageons celles qui à notre avis répondent le mieux à l'énoncé des qualités et nous les acheminons.

La présidente: Merci.

Je reviens maintenant sur certains points abordés par M. Assadourian concernant le rapport Hathaway. Vous nous avez certifié que des mesures seraient prises dans l'immédiat et vous avez proposé un sommaire des recommandations... des 40 recommandations que nous avons ici. Que se passera-t-il ensuite? Je sais que vous aurez une autre réunion en juin pour en discuter. Quand pouvons-nous nous attendre à d'autres mesures? Vous pouvez peut-être nous donner un aperçu des prochaines mesures qui pourront être prises à l'égard des recommandations.

[Traduction]

• 1230

Ms Mawani: We have also embarked on internal consultations simultaneously, and we expect to have a statement as a result of the board's general view with respect to their recommendations. . . We will be in a position to circulate these to our external stakeholders as a framework document, without in any way trying to inhibit them. We expect to do that before June.

In June we will have this consultative meeting, at which time we will discuss some of these recommendations.

The Chairman: So the replies will be back to you and you will have further information on which to determine.

Ms Mawani: Then we have the regional consultation process—

The Chairman: Can you explain that process to us? Who is going to be involved?

Mr. Fyffe: The process we envisage, Madam Chairman, is that we will have a paper ready by the end of May that will give a general sense of how the board views the recommendations. We will circulate that widely to people who have been interested in the process right from the start. We will get a sense from our procedures and practices committee if they see that as a good expression of the board's views.

We would then be ready to receive input from anybody who wanted to send it to us. In particular, we would look to this group and our practices and procedures committee for their views. As was indicated earlier by the chairperson, we have asked the Canadian Council for Refugees—in fact, they suggested it originally—to conduct a series of regional forums in the time period of roughly September, to give a chance for community—based refugee groups in the major centres where we work to give us an expression of how they view the report.

At this point we would take all of this and would then have the final stage of formulating our response to all of the recommendations. We would anticipate that for the November period, for a finalization of our reaction to the recommendations.

The Chairman: Do you see this committee being involved? If so, how?

Mr. Fyffe: We have obviously looked at the process in terms of the people we have been dealing with. Obviously we intend to circulate the paper to the committee as well. We are open to your suggestions as to how you wish to feed ideas back to us. We would certainly be happy to appear again at your invitation as part of this process, to keep you fully informed and to reflect the views you offer.

The Chairman: Is that of interest to the members of the committee?

Round two will be Mr. Assadourian, followed by Mr. Bryden and Mrs. Hayes.

Mr. Assadourian: I want to ask a question to you, Madam Chair, for clarification of Mr. Nunez's questioning. Is he suggesting to you that we should appoint the members of the board?

Mme Mawani: Nous avons simultanément entrepris des consultations internes et nous prévoyons produire un énoncé exprimant l'opinion générale de la commission à l'égard de ses recommandations... Nous serons en mesure de les distribuer à tous les intervenants de l'extérieur, à titre de documents de travail, tout en évitant de les limiter de quelque façon que ce soit. Nous comptons pouvoir faire cela d'ici juin.

En juin, nous aurons une réunion de consultation au cours de laquelle nous discuterons certaines de ces recommandations.

La présidente: Vous recevrez donc les réponses et vous aurez ainsi davantage de renseignements sur lesquels fonder vos décisions.

Mme Mawani: Il y a aussi le processus de consultation régionale...

La présidente: Pouvez-vous nous expliquer ce processus? Qui y participera?

M. Fyffe: Madame la présidente, d'ici la fin mai, nous rédigerons un document qui exprimera l'opinion générale de la commission à l'égard des recommandations. Nous distribuerons ce document à tous les gens qui se sont montrés intéressés au processus, et ce, dès le début. Nous demanderons également à notre comité de la pratique de la procédure s'il estime que le document traduit bien l'opinion de la commission.

Nous serons ensuite en mesure de recevoir le témoignage de tous ceux qui voudront bien nous le présenter. Nous demanderons plus particulièrement l'avis de ce groupe et de notre comité de la pratique et de la procédure. Comme la présidente l'a dit tout à l'heure, nous avons demandé au Conseil canadien pour les réfugiés—en fait, l'idée venait du conseil—de diriger une série de forums régionaux d'ici septembre, à peu près, de façon à donner l'occasion aux groupes des réfugiés des principaux centres de nous donner leur avis sur le rapport.

Ensuite, nous colligerons tout ce que nous aurons recueilli et nous passerons à l'étape finale qui consistera à formuler notre réponse à toutes les recommandations. Nous prévoyons être en mesure de mettre la touche finale à notre réponse aux recommandations vers le mois de novembre.

La présidente: Notre comité aura-t-il un rôle à jouer, selon vous? Si oui, lequel?

M. Fyffe: Bien sûr, nous avons étudié le processus dans l'optique des gens avec qui nous avons traité. Nous avons certes l'intention de remettre copie du document au comité. Nous sommes prêts à recevoir vos propositions quant à la façon dont vous voulez nous faire part de vos idées. Nous accepterions avec plaisir une autre invitation à comparaître devant vous, dans le cadre de ce processus, de façon à vous tenir bien informés et à faire écho aux opinions dont vous nous faites part.

La présidente: Est-ce que cela intéresse les membres du comité?

Nous commencerons la deuxième ronde avec M. Assadourian, puis M. Bryden et M^{me} Hayes.

M. Assadourian: Madame la présidente, j'aimerais vous poser une question pour obtenir des précisions quant aux questions posées par M. Nunez. Vous a-t-il dit que nous devrions nommer les membres de la commission?

The Chairman: No.

Mr. Nunez: Only to review.

The Chairman: This will be dealt with at our next steering committee.

Mr. Assadourian: On page 2, paragraph 6, you say that in March 1993 you issued a guideline entitled "Guidelines on Women Refugee Claimants Fearing Gender–Related Persecution". Can you tell us about the guideline? How many individuals took advantage of this situation since then, since the beginning?

Ms Mawani: If I can go back a little bit, it was about in 1990 that some of our decision-makers were finding that many women refugee claimants were having difficulty testifying in the hearing room for a number of reasons: because of their experiences and also the fact that in general, persecution has tended to be defined through the experiences of men. That has tended to be the way the law has developed and the jurisprudence has developed.

We set up some working groups within the board to look at these issues and to see what we needed to do in this area. There was a lot of consultation around this and in March of last year we issued the guidelines.

• 1235

Essentially the idea is to make sure the decision-makers go through the process of evaluating the claim in a systematic way, taking into account the experiences of women refugee claimants, particularly those coming from those countries of origin.

It is therefore very important that the process is gone through. At the end of that the determination is made.

Since we issued the guidelines last year, we have been able to identify 350 cases that were gender-based persecution. The claims were based on that issue. We have completed 150 of those cases, and our acceptance rate in those cases was 70%. This does not include all the women refugee claimants who appeared before us, clearly because some of them are still qualifying or may qualify on the basis of persecution based on race or religion or political opinion.

It is a little bit hard to isolate cases that are based purely on gender-related persecution, which could include extreme sexual violence and discriminatory practices where the consequences would amount to persecution. It is the severity of those situations that is very important for us to take into consideration and the fact that for a very long time sexual violence was not regarded as being persecutory.

Mr. Stobo: Perhaps I could augment that answer by saying that not only did the guidelines cover some of the substantive issues and under what circumstances a woman could be declared to be a refugee, they also made an important contribution in that they tried to sensitize the members about some of the hearing room issues that were arising and some of the particular problems that women were having in recounting stories that were particularly problematic and difficult for them to speak about publicly.

[Translation]

La présidente: Non.

M. Nunez: Simplement étudier les candidatures, alors?

La présidente: Nous en reparlerons à la prochaine séance de notre comité de direction.

M. Assadourian: À la page 2, paragraphe 5, vous dites que la commission a publié en mars 1994 un ouvrage intitulé «Directives concernant les revendicatrices du statut de réfugié craignant d'être persécutées en raison de leur sexe». Pourriez-vous nous en dire davantage au sujet de ces directives? Par combien de personnes ces directives ont-elles été invoquées depuis?

Mme Mawani: Si vous me le permettez, je vais revenir un peu en arrière. Vers 1990, certains de nos décideurs trouvaient que les revendicatrices du statut de réfugié avaient des difficultés à témoigner aux audiences, pour diverses raisons, dont les expériences qu'elles avaient vécues et le fait que, d'une façon générale, on a toujours défini la persécution en fonction de l'expérience des hommes. C'est ainsi que les lois et la jurisprudence ont été établies.

Nous avons créé des groupes de travail au sein de la commission pour étudier ces questions et voir ce qu'il fallait faire à cet égard. De nombreuses consultations ont été menées et, en mars demier, nous avons publié les directives.

L'objectif est de garantir que les décideurs évaluent les réclamations de façon systématique, en tenant compte des expériences des revendicatrices du statut de réfugié, surtout celles qui viennent des pays dont on parle dans les directives.

Il est donc très important de respecter toutes les étapes du processus. C'est après cela que la détermination est effectuée.

Depuis la publication des directives, nous avons trouvé 350 demandes fondées sur la persécution en raison du sexe. Cent cinquante de ces demandes ont été traitées et 70 p. 100 d'entre elles ont été acceptées. Ces chiffres ne comprennent pas toutes les demandes de revendicatrices du statut de réfugié qui comparaissent devant nous, puisque certaines de ces demandes peuvent être acceptées pour cause de persécution fondée sur la race, la religion ou l'opinion politique.

Il est un peu difficile de mettre à part les cas de persécution en raison du sexe, catégorie qui pourrait comprendre la violence sexuelle extrême et les pratiques discriminatoires dont les conséquences constituerait une forme de persécution. C'est de la gravité des cas que nous devons tenir compte ainsi que du fait que, pendant très longtemps la violence sexuelle n'était pas considérée comme étant de la persécution.

M. Stobo: Je pourrais ajouter que les directives ont permis non seulement de régler des problèmes importants et de déterminer dans quel cas une femmes peut recevoir le statut de réfugié, elles ont également contribué de façon importante à sensibiliser les membres de la commission à certains des problèmes qui se produisaient au cours des audiences et aux difficultés que les femmes avaient à relater certaines de leurs expériences problématiques en public.

The guidelines went through this process as well in trying to alert people to some of the phenomena and sensitivities they should take into account when considering a gender-based claim. That, in fact, in many respects has been a very positive contribution of the guidelines.

Mr. Bryden: I have a couple of questions. I guess the big market for future refugees is going to be civil war. This seems to be a phenomenon that is spreading across the world.

In civil war there is always a losing side, and civil wars are fought often by non-military personnel. What is your policy with respect to accepting people as refugees who have been active in the brutality of the civil wars concerned, and how do you screen them?

Mr. Stobo: There are two dimensions to this question, Mr. Bryden. One is possible eligibility, a front-end screening dimension; and the other dimension is what can happen should they come before us at the refugee division.

Section 46 of the Immigration Act will screen out of the refugee determination process people who have committed crimes against humanity or who have participated in war crimes, although to the best of my recollection, that provision has not yet been used to find someone ineligible.

If someone were to be referred to the refugee division and it came to our attention that they participated in crimes against humanity or war crimes, we can invoke one of the exclusion clauses. The exclusion clauses will allow us to deny refugee protection to someone if they have participated in one of these crimes. We have in fact used that on a number of different occasions and people we have discovered to be participants in war crimes have been excluded.

Mr. Bryden: Yes, but I am not talking about war crimes. In Bosnia I am sure that many Bosnians on both sides feel they are acting in self-defence, yet they are part of the killing. Indeed, when you kill people during a war it is not a war crime. It is a war crime when you kill people under certain circumstances, but certainly a soldier is not necessarily guilty of war crimes when he kills someone.

However, there are people engaged in killing one another in various spots in the world, so does it make any difference to your refugee policy whether someone you had met had participated in the fighting?

[Traduction]

Les directives ont également permis d'attirer l'attention des gens sur certains des phénomènes et des éléments délicats dont ils doivent tenir compte lorsqu'ils étudient les revendications fondées sur la persécution en raison du sexe. Les directives ont donc eu des effets très positifs à bien des égards.

M. Bryden: J'ai deux questions à poser. J'imagine qu'une grande partie des réfugiés que nous accueillerons à l'avenir auront quitté leur pays pour cause de guerre civile. C'est un phénomène qui semble s'étendre dans le monde.

Il y a toujours un perdant, dans une guerre civile, et souvent, les combattants ne sont pas des militaires. Quelle politique appliquezvous pour déterminer si des gens qui ont participé activement aux violences d'une guerre civile peuvent recevoir le statut de réfugié? Comment faites-vous le tri?

M. Stobo: Votre question comporte deux volets, monsieur Bryden. Il y a d'abord la question de l'admissibilité, c'est-à-dire de la sélection initiale, et, deuxièmement, ce qui peut arriver s'ils se présentent devant nous, à la division des réfugiés.

Les dispositions de l'article 46 de la Loi de l'immigration permettent d'éliminer du processus de détermination du statut de réfugié les gens qui ont commis des crimes contre l'humanité ou qui ont pris part à des crimes de guerre; je ne me souviens pas que ces dispositions aient jamais été utilisées pour déclarer un candidat inadmissible.

S'il était porté à notre attention qu'un candidat renvoyé devant la Division des réfugiés a participé à des crimes contre l'humanité ou à des crimes de guerre, nous pouvons invoquer l'une des clauses d'exclusion. Ces clauses d'exclusion nous permettent de refuser la protection accordée aux réfugiées à ceux qui ont participé à des crimes de ce genre. Nous avons appliqué ces clauses dans un certain nombre de cas différents et on a ainsi exclu des gens dont nous avions découvert qu'ils avaient participé à des crimes de guerre.

M. Bryden: Oui, mais je ne parle pas des crimes de guerre. Par exemple, je suis persuadé qu'un bon nombre de Bosniaques, dans les deux camps, estiment avoir agi en état de légitime défense, et pourtant, ils ont tué. En fait, ce n'est pas un crime de guerre, que de tuer quelqu'un pendant une guerre. C'est un crime de guerre de tuer des gens dans certaines circonstances, mais on ne considère certes pas qu'un soldat est coupable d'un crime de guerre s'il tue quelqu'un.

Il y a divers endroits au monde où les gens sont en train de s'entre-tuer. Le fait que quelqu'un ait participé au combat influe-t-il sur la politique que vous appliquez aux réfugiés?

• 1240

An hon. member: That's where foreign policy comes in.

Mr. Stobo: First of all, we do not have a policy per se to deal with issues like that. It depends on the circumstances of the case and our interpreting the jurisprudence as we understand it.

Une voix: C'est là que la politique étrangère entre en jeu.

M. Stobo: Pour commencer, nous n'avons pas de politique particulière pour ces cas—là. Cela dépend de chaque cas et de notre interprétation de la jurisprudence.

With respect to the combatants, there have been cases where we have come to learn that there have been soldiers who have participated in the killing of innocent civilians, for example, in the war in El Salvador. We have excluded those people. I wouldn't say that all soldiers who kill people would necessarily in themselves be excluded, but I think you would have to look at the circumstances of their role. What role did they play?

Mr. Bryden: So somebody who was a politician in a country, who was indirectly or directly involved in the war, would be acceptable as a refugee if he were on the losing side.

Mr. Stobo: Not necessarily, no.

Mr. Bryden: But possibly.

Mr. Stobo: Well, it would depend on the facts of the case, Mr. Bryden. But certainly as the Immigration Act has defined crimes against humanity and war crimes perpetrated by senior officials, a politician would be considered a senior official and so could be characterized within that group. So it is possible.

Mr. Bryden: What about fingerprinting? Do we fingerprint refugees and under what circumstances?

Mr. Bourget: Again, this is a responsibility that belongs to Immigration. We are informed that most refugee claimants, at least the ones who are undocumented, as they are called, are fingerprinted.

Mr. Bryden: Thank you.

We were talking about gender-based persecution. I have several questions on that. I wonder how you make the distinction between cultural abuse of women. There are many cultures worldwide that use women in a way that is inconsistent with what we do in this country and which we would deem abuse. How do you walk that very narrow line?

Ms Mawani: I think we have taken the position that we are dealing with human rights in this area. The core of refugee protection is protection of human rights at the end of the day. It just happens to be in the context of race, religion, political opinion or nationality, and the plea is in that context.

In our view, human rights are indivisible. Therefore, the comment that they may be culturally or socially justified or appropriate in a particular country is not necessarily a factor that would affect us.

The issue for us is to decide whether the woman claimant in front of us—that is the person we are dealing with, we are not commenting on anybody else in the country who is still there—has been, because of her membership in that particular social group, persecuted. The persecution will have to be more than harassment or something she would rather not do. It has to be a breach of a first degree right, which would be a first degree human right. The integrity of the person would be involved.

Furthermore, she would have to demonstrate to us that the law or the policy that she complains of is either persecutory in itself or that while it may be legitimate, the manner in which it is enforced is persecutory. Or, she may have breached a rule or a policy, but the punishment is disproportionate with the crime that she is alleged to have committed. [Translation]

Pour ce qui est des combattants, nous avons déjà étudié des cas de soldats dont nous avons appris qu'ils avaient participé au meurtre de civils innocents, comme par exemple dans la guerre du Salvador. Ces gens ont été exclus. Cela ne signifie pas que tous les soldats qui ont tué des gens seraient nécessairement exclus, il faudrait voir dans quelles circonstances les choses se sont passées. Quel a été leur rôle?

M. Bryden: Par conséquent, un politicien qui a participé directement ou indirectement à la guerre, mais du côté du perdant, pourrait se voir attribuer le statut de réfugié.

M. Stobo: Non, pas nécessairement.

M. Bryden: Mais ce serait quand même possible.

M. Stobo: Eh bien, monsieur Bryden, cela dépendrait des faits. Par contre, selon la définition que l'on trouve dans la Loi de l'immigration à l'égard des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre perpétrés par des hauts fonctionnaires, on pourrait considérer un politicien comme un haut fonctionnaire. C'est donc possible.

M. Bryden: Qu'en est-il des empreintes digitales? Prend-on les empreintes digitales des réfugiés et si oui, dans quels cas?

M. Bourget: Là encore, cette tâche relève de l'immigration. On nous a dit que l'on prend les empreintes digitales de la plupart des réfugiés, du moins de ceux pour lesquels on n'a pas de documentation.

M. Bryden: Merci.

On a parlé de persécution en raison du sexe. J'ai plusieurs questions à poser à ce sujet. Comment établissez-vous la distinction entre ce type de persécution et l'agression culturelle à l'égard des femmes? Dans un bon nombre de cultures au monde, on fait des femmes un usage inacceptable pour le Canada, usage que nous considérerions comme une agression. Que faites-vous avec ces cas très délicats?

Mme Mawani: Notre position, c'est qu'il s'agit d'une question de droit de la personne. En fin de compte, dans la plupart des cas de réfugiés, ce que l'on protège, ce sont les droits de la personne. Il s'agit généralement de cas liés à la race, à la religion, à l'opinion politique ou à la nationalité, et c'est dans ce contexte que sont portées les plaintes.

À notre avis, les droits de la personne sont indivisibles. Par conséquent, le fait qu'on dise qu'une forme de violence soit justifiée sur le plan culturel ou social ou normal dans un pays particulier n'influe pas nécessairement sur notre décision.

Ce que nous devons décider, c'est si la revendicatrice qui se trouve devant nous—c'est-à-dire la personne à qui nous avons à faire, sans égard à qui que ce soit dans son pays d'origine—a été persécutée en raison de son appartenance à un groupe social particulier. Par persécution, on entend quelque chose de plus grave que du harcèlement ou le fait de devoir faire quelque chose contre sa volonté. Il doit s'agir d'une violation au premier degré d'un droit de la personne. Il doit s'agir d'une atteinte à son intégrité personnelle.

En outre, la revendicatrice devra nous démontrer que la loi ou la politique dont elle se plaint constitue en soi une forme de persécution ou que, bien que légitime, c'est son application qui constitue une forme de persécution. Dans certains cas, la revendicatrice a violé une règle ou une politique, mais le problème vient de ce que la punition est sans proportion avec le délit dont elle est accusée.

That is not special for women refugee claimants. That is something that in the context of refugee determination and providing protection we struggle with all the time. When a person is involved in a breach of the law, what is the type of punishment? The weighing of all this is done all the time.

We also consider, Mr. Bryden, whether there is an opportunity for the woman, as with anybody else, any other claimant, to find protection within the country elsewhere, in the country of origin, which is known as the internal flight alternative.

• 1245

Refugee determination or refugee protection is a remedy that, essentially, only kicks in when all domestic remedies have been exhausted.

Mr. Bryden: Madam Chairman, can I go back to my earlier question, just to clarify it?

Do I understand correctly, then, that a combatant or politician who is not guilty of a war crime could be admitted as a refugee?

Mr. Stobo: He could be. We don't have to make a finding that they have been convicted of a war crime. All we have to do to exclude them is have serious grounds to believe they have committed a crime against humanity. So, yes, they could be excluded.

Ms Mawani: We do exclude them.

Mr. Bryden: You try your level best, at any rate.

Ms Mawani: Well, yes, in those circumstances. The constant challenge for us, Mr. Bryden, is to provide protection to those who were coerced into fleeing. At the same time, the law mandates that people can be excluded in certain circumstances even if they are fleeing. That's the balance we have to struggle with all the time.

Mrs. Hayes: I have a comment. I was doing a little calculating—this is more a comment than a question. With regard to the expedited process, the calculation in the book is 1,200 of those per member in the year. Generally speaking, is that a one or one—half hour timeframe? I'm thinking in terms of total working hours. How long is that? There must have been some guess as to how long it would take per process.

Mr. Bourget: It is limited involvement in terms of time when you compare it to the full hearing. What we usually do is divide the number of net available days per member at around 200 days in a year. So that brings you to a member being able to deal with six expedited cases in the working days he or she is available.

Mrs. Hayes: That would be about one to one and a half hours.

In terms of that, and if the minister is right, if the average total cost of dealing with a refugee is \$50,000, we're looking at—if one looks at each hour of refugee process, if all 220 commissioners were working in one hour, the cost to the Canadian people would potentially be \$11 million in that hour. I was sitting here calculating. It is major stuff you're doing. That's what I am saying.

[Traduction]

Cela n'est pas particulier aux revendicatrices du statut de réfugié. C'est un problème auquel nous sommes constamment confrontés lorsqu'il nous faut déterminer le statut de réfugié et offrir une certaine protection. Lorsqu'une personne a enfreint la loi, comment est—elle punie? Il nous faut évaluer cela constamment.

En outre, monsieur Bryden, comme dans le cas de tout autre revendicateur, nous devons voir s'il est possible à la femme de trouver protection ailleurs dans son propre pays; c'est ce qu'on appelle la possibilité de refuge dans une autre partie du même pays.

La détermination du statut de réfugié ou la protection du réfugié est une solution que l'on applique seulement dans les cas où il est impossible de régler le problème dans le pays d'origine.

M. Bryden: Madame la présidente, puis-je revenir à une question précédente, pour obtenir des précisions?

Si je comprends bien, alors, un combattant ou un politicien qui ne serait pas coupable d'un crime de guerre pourrait recevoir le statut de réfugié?

M. Stobo: Ce serait possible. Nous n'avons pas à décider s'ils ont été reconnus coupables d'un crime de guerre. Il nous suffit de les exclure si nous avons des motifs suffisants de croire qu'ils ont commis un crime contre l'humanité. Il est donc également vrai qu'ils pourraient être exclus.

Mme Mawani: Nous les excluons.

M. Bryden: De toute façon, vous faites toujours de votre mieux.

Mme Mawani: Oui, dans de tels cas. Notre labeur quotidien, monsieur Bryden, consiste à offrir aide et protection à ceux qui sont obligés de quitter leur pays. Par contre, parmi ceux—là, il y a en que la loi nous oblige à exclure dans certains cas. Nous devons constamment fonctionner entre ces deux pôles.

Mme Hayes: Permettez-moi de faire une observation. J'ai fait un petit calcul—c'est donc davantage une observation qu'une question. Dans le livre, on dit à l'égard du processus accéléré que chaque membre de la commission traite 1 200 cas par année. D'une façon générale, combien de temps faut-il pour traiter chaque cas, une heure, une demi-heure? Je pense à cela dans le contexte du nombre total d'heures de travail. Il faut combien de temps? Je suppose qu'on a essayé d'établir combien de temps il faut pour traiter chaque cas.

M. Bourget: Il faut très peu de temps, comparativement au processus complet d'audiences. Généralement, on établit à 200 par année le nombre net de jours où les membres de la commission sont disponibles. Cela veut dire que chaque membre peut traiter en accéléré six cas par jour de disponibilité.

Mme Hayes: Cela représente à peu près une heure, une heure et demie.

Dans la même veine, si le ministre a raison, si cela coûte en moyenne 50 000\$ pour traiter le cas d'un réfugié, cela représente—pour chaque heure de traitement de demande de statut de réfugié, et les 220 commissaires travaillent tous en même temps pendant une heure, cette heure pourrait coûter 11 millions de dollars aux Canadiens. J'ai fait quelques calculs. Vous faites donc un travail très important.

Mr. Bourget: I do not want to start into a battle of number crunching. I think we have to be very careful. Evidently there is a cost associated with refugee determination in Canada. We have provided you with certain figures. We never indicated the total cost of dealing with refugee claimants as \$50,000.

Mrs. Hayes: Actually, this came from the minister's statement last week.

Mr. Bourget: I think it is important that as far as the Immigration and Refugee Board is concerned, the numbers we have provided, the numbers we have to deal with in terms of money—we have a responsibility to make things happen at lowest cost possible. We are quite proud, for instance, of the expedited process because it is a process that is efficient.

Mrs. Hayes: The point I am making is that the decisions your board renders create a ripple effect in other areas, and the cost is major.

The particular question I want to ask is, in terms of your inland numbers, and with regard to figure 11, where these people come from, is there some kind of quota established when something happens, or do you take people as they present themselves? How is that determined?

• 1250

Mr. Bourget: Figure 11 is probably a breakdown of the principal countries from which claimants come. Yes, as much as possible we try to respect the time that the person came—you know, on a first come, first served basis. So if a claimant files a claim today, that person will be dealt with after the people who are part of our inventory.

The expedited process addresses itself to people who—based on previous decisions—are more likely to be accepted, and these people can have their claims dealt with much more rapidly than people who go through our traditional full hearing.

Mrs. Hayes: If, for example, there are two warring factions in a country, is any consideration given to whether these same conflicts will be introduced to Canada? I was looking at the Solicitor General's report last night and he was saying that this is becoming more and more an issue within our country. Does your board take any notice of those kinds of statements?

Mr. Stobo: When board members are assessing the credibility of the claim, they have to look at the individual before them. They have to determine whether that person has good grounds for fearing persecution. Whether or not that person is going to import some of the political baggage from their home country is really not something we can give attention to, except insofar as it is relevant to their claim.

So yes, these people come with certain philosophies, ideologies and attitudes, but we can only look at that in the context of the definition.

Mrs. Hayes: Is it possible to look at this anywhere or is it just a fact of life in today's world?

The Chairman: Mrs. Hayes, I am sure that some of these kinds of conflicts that show themselves in our major cities would be dealt with by the Solicitor General and our police forces. Certainly the Edmonton police force has strategies in place to deal with some of the conflicts that are created.

[Translation]

M. Bourget: Je ne tiens pas à m'engager dans une guerre de chiffres. Nous devons être très prudents. La détermination du statut de réfugié au Canada entraîne bien sûr des coûts. Nous vous avons fourni certains chiffres. Nous n'avons jamais dit que le coût total de traitement des revendications du statut de réfugié est de 50 000\$.

Mme Hayes: En fait, ce chiffre est tiré de la déclaration que le ministre a faite la semaine dernière.

M. Bourget: Il est important pour la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, quant aux chiffres que nous avons fournis, les chiffres qui représentent des sommes d'argent...il nous incombe de faire notre travail au plus bas coût possible. Par exemple, nous sommes très fiers du processus accéléré, car il est efficace.

Mme Hayes: Ce que je veux dire, c'est que les décisions que rend la commission ont des répercussions dans d'autres domaines et que les coûts sont très importants.

J'ai une question à poser sur les chiffres relatifs à vos activités au Canada et sur le tableau 11, où l'on voit les pays d'origine des revendicateurs. Lorsqu'un événement se produit, est-ce qu'on établit un quota, ou accueillez-vous plutôt les gens à mesure qu'ils arrivent? Comment décide-t-on?

M. Bourget: Le tableau 11, c'est sans doute la répartition des revendicateurs par principaux pays d'origine. Dans toute la mesure du possible, nous traitons les cas en fonction de la date d'arrivée—premier arrivé, premier servi, si l'on veut. Donc si le revendicateur dépose une plainte aujourd'hui, son cas sera traité après celui des candidats qui font déjà partie de notre inventaire.

Le processus accéléré s'applique aux revendicateurs dont les demandes—en se fondant sur des décisions antérieures—sont les plus susceptibles d'être acceptées. Leurs demandes sont traitées beaucoup plus rapidement que celles qui doivent faire l'objet du processus ordinaire complet d'audiences.

Mme Hayes: Supposons, par exemple, qu'il y ait deux factions en guerre dans un pays. Tient—on compte du fait que le conflit pourrait être introduit au Canada? Hier soir, j'ai lu le rapport du solliciteur général, dans lequel on disait que ce problème prend de plus en plus d'importance au Canada. Votre commission tient—elle compte de telles déclarations?

Mme Stobo: Lorsque les membres de la commission évaluent la crédibilité d'une plainte, ils doivent considérer la personne qui est devant eux. Ils doivent déterminer si cette personne a de bons motifs de craindre d'être persécutée. Le fait que cette personne puisse importer ou non une partie du bagage politique de son pays d'origine ne peut être pris en compte, sauf dans la mesure où il est pertinent à la revendication.

Bien sûr, les revendicateurs arrivent ici avec leur philosophie, leur idéologie et leur attitude, mais nous ne pouvons en tenir compte que dans le contexte de la définition.

Mme Hayes: Est-il possible d'en tenir compte quelque part dans le processus ou s'agit-il seulement d'une réalité de la vie moderne?

La présidente: Je suis persuadée que les conflits qui pourraient se produire dans nos grandes villes seraient résolus par le solliciteur général et nos forces policières. En tout cas, la police d'Edmonton a déjà mis en place des stratégies pour régler certains conflits de ce genre.

Mrs. Hayes: Yes, but that is after the fact. I am wondering if there is a way to prevent it. It seems to me that the gatekeepers are where it could be prevented, but who are our gatekeepers?

The Chairman: And how would you do it? Would you just allow Croatians and not Serbs? I do not know how you would ever get a grip from a refugee—

Ms Mawani: Without in fact taking sides on an issue in an international conflict—We have to be insulated from that if we are looking at the individual in front of us and deciding whether that person merits or deserves protection in the context of the definition.

I would have two worries about that. First, we would be assessing something that could happen in the future, so it would be a speculative test, and second, how would we be able to do that without in some way showing that we have predetermined or have taken sides on the issue. That would be a very tricky area.

Mrs. Hayes: I see the difficulty, but I also see the consequence. I think it should be addressed somewhere, but I am not sure where.

Ms Mawani: Canada has traditionally provided refuge to people fleeing all sorts of situations from all sorts of regimes and all sorts of political situations. It is an issue that more and more people are talking about now, but from the protection angle I think it is important for us to be clear about what we are trying to do as a board. That's something we focus on.

• 1255

The Chairman: I think what is offered by our researchers is that if a crime is committed in Canada that person can be deported as a landed resident, as well as an applicant for refugee status.

Mrs. Hayes: One further point, just to put this on the table. If our refugee process was external rather than more inland, so that we go by the recommendation of the UNHCR, would that change any of that...?

Mr. Stobo: No. It wouldn't make any difference whatsoever. The process would be assessing the case based on the same circumstances, presumably, that we would be assessing it on.

Mr. Fyffe: Perhaps it is useful to note, though, that when we are dealing with refugees who are accepted and landed in Canada, we're dealing with a very small number. Part of this problem, too, is the immigration overall, because it's not just within the refugee group that you would have conflict.

Mr. O'Brien (London—Middlesex): I am just an alternate member for today, but it is tough for me to be quiet at any meeting. Secondly, this is a topic of great interest to all Canadians, let alone members of Parliament. So I do have a couple of questions briefly, if it's all right.

I suppose I could work this out if I had my calculator, but I know the witnesses will probably know what percentage of the total number of immigrants are refugee claimants, on average.

[Traduction]

Mme Hayes: Oui, mais cela, c'est après coup. Je me demande s'il y a une façon de prévenir le problème. Pour ma part, je pense que la prévention devrait se faire aux portes d'entrée du pays, mais qui les garde, ces portes?

La présidente: Et comment procéderait—on? On permettrait l'arrivée des Croates et pas des Serbes? Je ne sais pas comment on pourrait appliquer cela à un réfugié...

Mme Mawani: Sans en fait se prononcer en faveur de l'une des parties dans un conflit international. . . Nous devons rester à l'écart de cela, lorsque nous considérons la personne devant nous et décider si cette personne mérite la protection accordée aux réfugiés dans le contexte de la définition.

La prévention dont vous parlez me poserait deux problèmes. Premièrement, il s'agirait d'évaluer des possibilités dans l'avenir, il s'agirait donc d'un critère spéculatif, et, deuxièmement, je ne vois pas comment nous pourrions le faire sans manifester d'une façon quelconque que notre opinion est toute faite sur le problème ou que nous penchons de l'un ou l'autre côté. Ce serait très délicat.

Mme Hayes: Je vois le problème, j'en vois également les conséquences. Je pense qu'il faudrait que ce soit traité à une étape quelconque, mais je ne sais pas laquelle exactement.

Mme Mawani: Par le passé, le Canada a toujours offert un refuge aux gens qui quittaient leur pays pour toutes sortes de raisons, toutes sortes de régimes et toutes sortes de situations politiques. Les gens parlent de plus en plus de ce problème, mais du point de vue de la protection, il est important que la commission ait un mandat clairement défini. C'est là-dessus que nous nous concentrons.

La présidente: D'après nos recherchistes, si un crime est commis au Canada, le coupable peut être déporté aussi bien comme immigrant recu que comme revendicateur du statut de réfugié.

Mme Hayes: Autre chose également, de façon à ce que ce soit clair. Si notre processus de détermination était effectué davantage à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur, suivant ainsi la recommandation du HCNUR, est-ce que cela permettrait de régler ce problème?

M. Stobo: Non. Cela ne ferait aucune différence. On évaluerait le cas en fonction des mêmes circonstances.

M. Fyffe: Il faudrait peut-être remarquer cependant que le nombre de réfugiés qui sont acceptés au Canada et deviennent immigrants reçus est très faible. Ce problème vient aussi en partie de l'immigration, en général, parce que ces conflits n'éclatent pas seulement parmi les réfugiés.

M. O'Brien (London—Middlesex): Je ne suis ici que pour remplacer un collègue, mais j'ai toujours beaucoup de difficulté à demeurer silencieux à une réunion. En outre, il s'agit d'un sujet qui intéresse grandement tous les Canadiens, et encore plus les députés. Si cela vous va, j'aurais deux brèves questions à vous poser.

Je pourrais sans doute le calculer moi-même, si j'avais ma calculatrice, mais je sais que les témoins sauront sans doute quel pourcentage du nombre total des immigrants sont des revendicateurs du statut de réfugiés, en moyenne.

Mr. Bourget: Of a quarter of a million or 250,000 immigrants who are admitted to Canada every year there are 30,000 people claiming refugee status, out of which approximately 50,000 could be accepted.

Mr. O'Brien: Thank you. That's the total. Do you have it on a percentile basis?

Mr. Bourget: No, because again we are just one of the parts of the entire immigration program. But the annual report of Immigration has the perfect breakdown in terms of the category of immigrants.

Mr. Fyffe: I believe the minister referred to a figure of about 11%. I believe that would count both our process and the refugees who come through the refugee process of the Department of Immigration.

Mr. O'Brien: Okay, thank you.

Just one last question, Madam Chair. I don't want to sensationalize or anything about this particular example, but it happens that I represent London—Middlesex, and in London East, the neighbouring riding, we had an infamous local situation involving Mrs. Aidid, the wife of Somali warlord Aidid. There was tremendous national press on this situation and certainly in our local press. I want a couple of factual questions answered, if I can. On what basis was she admitted? As a refugee or in some other way? Does anybody here know that?

The Chairman: Mr. O'Brien, we try not to deal with individual cases. If you wanted to deal with it as a general question, by all means.

Mr. O'Brien: Okay. Thank you. I appreciate that. Let us deal with the question in that way then. Somebody like that would have an opportunity to apply as a refugee. Under other categories could such a person apply?

Mr. Bourget: Upon arriving in Canada the person could claim refugee status and be part of our process.

As we touched upon a little earlier, there are basically two options for us to deal with that person. If the person is a Somalian, for instance—and the acceptance rate for Somalia is historically quite high—the person could go through what is called an expedited process, which could allow for the case to be heard more rapidly and the decision to be taken by a board member. If the case does not warrant being processed through an expedited process there would be a traditional hearing.

Now, the person could also apply for consideration under humanitarian reasons, as we said earlier, and that would be Immigration's responsibility, dealing with that person.

Mr. O'Brien: My previous elected experience is in municipal government. If somebody is turned down as a refugee claimant and they run, which has happened in my own office—we had a couple on whose behalf we decided we would not intervene, as we did not think the case was legitimate; we found out it wasn't and they ran. I hope I can assume that the federal government would contact at least all provinces and territories and alert them that this person has been refused status.

[Translation]

M. Bourget: Parmi le quart de million, soit 250 000, immigrants qui sont admis au Canada chaque année, 30 000 revendiquent le statut de réfugiés. De ce nombre, 50 000 environ pourraient recevoir le statut de réfugiés.

M. O'Brien: Merci. Il s'agit du total. Avez-vous ce chiffre en percentiles?

M. Bourget: Non, car nous ne sommes qu'un des éléments de tout le programme d'immigration. Toutefois, vous trouverez dans le rapport annuel de l'immigration la ventilation parfaite des catégories d'immigrants.

M. Fyffe: Le ministre a je crois parlé de 11 p 100. Cela comprend à la fois le cas que nous traitons et les réfugiés qui arrivent par l'entremise du ministère de l'immigration.

M. O'Brien: D'accord, merci.

Une dernière question, madame la présidente. Je ne veux pas faire de sensationnalisme, en présentant cet exemple, mais je suis député de London—Middlesex, et dans la circonscription voisine de London East, on a connu un cas honteux, celui de M^{me} Aidid, l'épouse du chef de guerre Somalien Aidid. Les médias nationaux, et bien sûr notre presse locale, ont fait beaucoup de tapage à ce propos. Permettez-moi de vous poser deux questions sur les faits. Sous quel prétexte a-t-elle été admise au Canada? L'a-t-elle été à titre de réfugiée ou autrement? Quelqu'un est-il en mesure de répondre à ces questions?

La présidente: Monsieur O'Brien, nous, nous tenons pas à traiter de cas particuliers. Veuillez je vous prie reformuler vos questions afin qu'elles soient d'ordre plus général.

M. O'Brien: Merci. Je comprends. Posons la question autrement. Une personne comme celle-là aurait la possibilité de demander le statut de réfugié. En raison de quels autres critères d'admissibilité cette personne pourrait-elle demander à entrer au Canada?

M. Bourget: Dès son arrivée au Canada, cette personne pourrait réclamer le statut de réfugié, et son dossier nous serait confié.

Comme nous l'avons abordé tout à l'heure, il y a deux façons de traiter un tel cas. S'il s'agit d'un Somalien, par exemple—le taux d'acceptation des revendications de Somaliens a toujours été très élevé—l'intéressé pourrait faire l'objet d'un processus accéléré qui permettrait à un membre de la commission d'entendre le cas plus rapidement et de prendre une décision. Sinon, il faudrait procéder par processus d'audiences classiques.

Cependant, ce candidat pourrait également demander à être admis au Canada pour des raisons humanitaires, comme on l'a dit précédemment, et le dossier serait alors transmis à Immigration Canada.

M. O'Brien: J'ai occupé auparavant un autre poste élu, dans une administration municipale. Supposons qu'un revendicateur du statut de réfugié voit sa demande rejetée et qu'il prend la fuite, ce qui s'est produit dans mon propre bureau... nous avions décidé de ne pas intervenir en faveur d'un couple, puisque nous ne pensions pas que leur cas était légitime; nous avons découvert qu'il ne l'était pas et ces gens—là se sont enfuis. J'ose espérer que le gouvernement fédéral se mettra en rapport avec toutes les provinces et territoires—à tout le moins—pour les alerter et les avertir qu'on a refusé le statut de réfugié à ce fugitif.

[Traduction]

• 1300

Is it possible one of these people could be turned down as a refugee claimant and end up on the welfare rolls in some city in Canada? I hope we would be doing everything possible to make sure that wouldn't happen. I guess I'm long-winded, but can you assure me I'm correct that at least the provincial and territorial governments would be informed by the federal immigration department that Mr. X was turned down as a refugee claimant?

I know it would be a lot to contact all municipalities, but in my case the onus, I would think, would then be on the Government of Ontario in Toronto to let London, Ontario know that if such and such a person applies for welfare in your city, be alerted; they are not a legitimate refugee.

Can you give me that assurance?

Mr. Bourget: It would be tempting for me to give it to you, but unfortunately, as we indicated previously, our jurisdiction at the Immigration and Refugee Board is very limited compared to the jurisdiction of Immigration.

I am sure my colleagues from Citizenship and Immigration will be able to not only answer this but most probably reassure you in terms of the systems that exist.

Mr. O'Brien: Thank you. I'll follow it up at another time.

The Chairman: Thank you, Mr. O'Brien.

Mr. Nunez, would you allow Mr. Hanger to go first so he can get in his questions before he goes?

Mr. Nunez: Yes.

Are you leaving?

Mr. Hanger: I'm going to be leaving, but I'll quickly ask a question. Thank you very much.

In reference again to gender-related determination, I'm still not clear on how these guidelines actually work. I've been paying attention to the news over the last little while, and one Chinese gentleman facing forced sterilization was rejected. Yet almost at the same time one Chinese lady facing the same situation, forced sterilization, was accepted.

Why are we having gender-related determination when you can turn around and be so inconsistent with your application of such?

The Chairman: It sounds like it's not being applied fairly. Can you give us assurances that it is or will be?

Mr. Stobo: With respect to these two cases, it may frame the difficulty of the issue. Both of those cases, as I understand it—if I am thinking of the same ones you are, Mr. Hanger—are decisions by the Federal Court of Appeal. In one case they went one way and in the other case they went another way on the issue of forced sterilization.

Est-il possible que quelqu'un à qui on a refusé le statut de réfugié se retrouve sur le registre des assistés sociaux dans l'une des villes canadiennes? J'espère que nous faisons tout ce que nous pouvons pour éviter des choses de ce genre. Je sais que je m'attarde sans doute eu trop sur le sujet, mais pouvez-vous me dire que j'ai raison de supposer que le ministère de l'Immigration fédéral informerait au moins les gouvernements provinciaux et territoriaux qu'on a refusé le statut de réfugié à M. Un tel?

Ce serait beaucoup de travail que de vous mettre en rapport avec toutes les municipalités mais je pense que ce serait au gouvernement de l'Ontario à Toronto de se mettre en rapport avec, disons, London, en Ontario pour les avertir et leur dire que si M. Un tel demande les prestations sociales dans votre ville, prenez garde, car il n'est pas un réfugié légitime.

Pouvez-vous m'en assurer?

M. Bourget: Je suis tenté de vous dire que oui, mais malheureusement, comme nous l'avons dit auparavant, la juridiction de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié est très limitée, si on la compare à celle de l'immigration.

Je suis sûr que mes collègues du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pourront vous répondre et sans doute vous rassurer à propos des procédures qui existent.

M. O'Brien: Merci. J'y reviendrai plus tard.

La présidente: Merci, monsieur O'Brien.

Monsieur Nunez, auriez-vous l'obligence de céder la place à M. Hanger pour qu'il puisse poser ses questions avant de devoir partir?

M. Nunez: Oui.

Est-ce que vous partez?

M. Hanger: Je vais devoir partir, mais je vais poser une question très rapidement. Merci beaucoup.

En ce qui a trait encore une fois à la détermination du statut quand le sexe de la personne entre en ligne de compte, je ne comprends toujours pas très bien comment ces directives s'appliqueraient de façon pratique. J'écoute les nouvelles assez attentivement depuis un certain temps, et j'ai entendu dire qu'un citoyen chinois qu'on menaçait de stérilisation forcée s'était vu refuser le statut de réfugié au Canada. Pourtant, presque en même temps, une citoyenne chinoise qui faisait face à la même situation a été acceptée.

Pourquoi ces déterminations de statut qui tiennent compte du sexe du demandeur existent—elles si vous l'appliquez de façon si inégale?

La présidente: D'après ce que vous dites, l'application ne serait pas très juste. Pouvez-vous nous assurer que les choses vont changer, ou qu'elles sont déjà plus justes qu'on le croit?

M. Stobo: Ces deux cas permettront peut-être d'illustrer la complexité du sujet. S'il s'agit des mêmes cas que ceux auxquels vous faites allusion, monsieur Hanger, il s'agit de décisions rendues par la Cour d'appel fédérale. La cour a rendu deux décisions différentes dans ces deux cas où deux personnes étaient menacées de stérilisation forcée.

In the case involving the woman, the court did conclude forced sterilization constituted persecution. The second case involving the man wasn't qualitatively different in terms of the persecution, but the evidence was not as compelling in the mind of the court, and they concluded, considering all the circumstances, that he didn't have good grounds for fearing persecution.

The issue is now before the Supreme Court because of the inconsistency of the Federal Court jurisprudence on this issue. When the guidelines are applied in relation to this issue they ask the members to look at the nature of the persecution feared. Is the person going to be subjected to an intrusive surgical procedure, and if so, is it against their will? If it is, that may well constitute persecution.

The Chairman: What you're saying is it's before the courts now and there really is nothing the IRB can do.

Mr. Stobo: Yes.

Mr. Hanger: Looking at a broader picture, you have gender-related decisions being made. Of the few who have been heard, how many are going through this appeal process upon rejection of gender-related determination? They've been refused refugee status on gender grounds. How many are going through the appeal process right now?

Mr. Stobo: We have no specific figures on those particular cases, but, as was mentioned earlier, in about 70% of all negative decisions rendered by the refugee division the people do seek judicial review.

Mr. Hanger: So it would be at least 70%?

Mr. Bourget: There's no reason to believe the background would be different.

• 1305

Mr. Hanger: The whole process is open again through the legal aid system for assistance, just like any other refugee appeal.

Mr. Stobo: I don't believe legal aid is automatic in each and every judicial review application. In some jurisdictions, such as Ontario, a failed refugee claimant has to receive authority from legal aid to be covered. Legal aid looks at the merits of the case.

Mr. Hanger: I have one final question regarding gender determination. Why was this government not looking closely at the situation in Bosnia in reference to the rape of all the women there? This was more of a gender-related problem than any I have seen in the world.

Ms Mawani: Once again we have to say we can only decide the cases that come before us.

Mr. Hanger: Can you determine this through overseas determination? Isn't that part of the refugee process?

Ms Mawani: It is not part of our process.

[Translation]

Dans le cas de la femme, le tribunal a décidé qu'elle était effectivement persécutée par cette menace de stérilisation forcée. Sur le plan qualitatif, il n'y avait pas de différence en ce qui a trait à la persécution dans le deuxième cas, mais le tribunal a conclu que les preuves étaient moins concluantes et qu'à la lumière de toutes les circonstances exposées, la crainte de persécution du demandeur n'était pas vraiment fondée.

On a maintenant saisi la Cour suprême de ce cas, en raison du manque d'uniformité dans la jurisprudence de la Cour fédérale à cet égard. Selon les directives, quand on les applique aux cas de cette nature, on demande aux responsables d'examiner la nature de la persécution que craint le demandeur. Va-t-on soumettre le candidat à une intervention chirurgicale agressive, contre son gré? Si c'est le cas, il peut bien s'agir de persécution.

La présidente: Si je vous comprends bien, la cause est devant les tribunaux à l'heure actuelle et la CISR ne peut rien faire?

M. Stobo: Oui.

M. Hanger: Si on regarde le tableau d'ensemble, certaines décisions liées au sexe du demandeur sont rendues. Du petit nombre de cas qui ont été entendus, combien ont interjeté appel suite à un refus d'accorder le statut de réfugié en raison du sexe du candidat qui craint d'être persécuté? On leur a refusé le statut de réfugié pour des motifs liés à leur sexe. Dans combien de cas a-t-on interjeté appel?

M. Stobo: Nous n'avons pas de chiffres précis à vous donner quant à ces cas particuliers, mais comme on l'a dit auparavant, environ 70 p. 100 de toutes les personnes frappées d'un refus par la section du statut de réfugié demandent une révision judiciaire.

M. Hanger: Ce serait donc au moins 70 p. 100?

M. Bourget: Il n'y a aucune raison de croire que les choses seraient différentes dans ces cas-là.

M. Hanger: Le processus entier se trouve ouvert par le biais du système d'aide juridique, comme tout autre appel en matière de statut de réfugié.

M. Stobo: Je ne crois pas que l'aide juridique soit accordée d'office dans chaque cas de demande de contrôle judiciaire. Par exemple, en Ontario, ceux qui voient leur demande de statut de réfugié refusée doivent recevoir l'autorisation de l'aide juridique avant de recevoir leur assistance. L'aide juridique examine les mérites de chaque cas.

M. Hanger: J'ai une dernière question à propos de la détermination fondée sur le sexe. Pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas penché davantage sur la situation en Bosnie avec toutes ces femmes violées? C'est bien l'exemple le plus flagrant que je connaisse d'un problème relié directement au sexe.

Mme Mawani: Encore une fois, tout ce que je peux vous dire c'est que nous décidons des cas qui se présentent à nous.

M. Hanger: Pouvez-vous faire une telle détermination à l'étranger? Cela ne fait-il pas partie du processus de détermination du statut de réfugié?

Mme Mawani: Cela ne fait pas partie de notre processus.

The Chairman: Do you want a further report, Mr. Hanger? Those questions could be asked of Immigration.

Mr. Hanger: That is good. Thanks.

M. Nunez: Madame la présidente, je constate qu'il y a malheureusement un sentiment croissant antiréfugiés au Canada et dans d'autres pays.

Je connais la juridiction de votre Commission. Avez-vous aussi un rôle d'éducation et de sensibilisation de la population à cet égard? Est-ce que vous l'exercez et comment?

Ms Mawani: Yes, we believe it is important for a board like ours to speak to many groups and people in Canada to explain how our process works, the philosophy on which it is based, the mandate we have, and how we discharge it.

We think that's very important if we are to retain the public confidence in a system in which we certainly believe. We have embarked on a series of speaking engagements with a variety of groups as a result. We have met with service clubs, the media, lawyers' groups, non-governmental organizations, universities, academic students and schools. We have really broadened our approach.

We have developed an outreach program in order to be able to better explain to Canadians the way our process works. We believe we do have an educational role.

M. Nunez: Combien de cas ont été acceptés pour des motifs humanitaires depuis le début de l'année? Pouvez-vous nous donner des chiffres?

Ms Mawani: This question was asked before, and I think Mr. Bourget said because it is part of the Department of Citizenship and Immigration's responsibility, we don't actually have the figures. We do know they were under both the post-determination review process and the humanitarian compassion process. The numbers were very low.

This was one of the issues that prompted the minister to commission the Waldman and Davis study, to review both the post-determination and humanitarian processes.

M. Nunez: Le ministre a annoncé vendredi qu'une fois leur statut de réfugié reconnu, les gens devront payer 500\$ pour obtenir la résidence permanente. Est—ce conforme à la Convention de Genève? Il y a beaucoup de réfugiés qui auront beaucoup de difficulté à verser une telle somme.

Ms Mawani: To our knowledge, there is nothing in the convention that prevents the imposition of a fee. To my knowledge, many receiving countries do have varying fees.

M. Nunez: Est—ce que ce sera appliqué sans discrimination, quel que soit le pays d'où ils viennent, et même s'il s'agit de gens qui vivent du bien—être social?

M. Bourget: C'est une décision ministérielle qui sera appliquée par Immigration Canada. À partir des recherches qui ont été faites, nous sommes d'avis que rien de cela ne va à l'encontre de la Convention. Ce sera au ministre de décider comment cela sera appliqué dans les faits.

[Traduction]

Le président: Désirez-vous un rapport plus détaillé, monsieur Hanger? On pourrait poser ces questions au ministère de l'Immigration.

M. Hanger: Très bien. Merci.

Mr. Nunez: Madam Chairman, I have noted an unfortunate trend toward anti-refugee sentiment in Canada as well as in other countries.

I am familiar with your Board's jurisdiction. Do you also play a role in public education and awareness? How do you carry that out?

Mme Mawani: Oui, effectivement je crois que c'est important pour une commission comme la nôtre de s'adresser à la population et à divers groupes afin d'expliquer notre processus, ses principes sous-jacents, notre mandat, et la façon dont nous le remplissons.

Je crois que cela est très important afin de gagner la confiance du public pour un système qui nous tient certainement à coeur. Nous avons donc présenté une série de conférences auprès de divers groupes. Nous avons rencontré des clubs, les médias, des associations d'avocats, des ONG, des universités, des étudiants et des écoles. Nous avons beaucoup élargi notre approche.

Nous avons mis au point un programme de sensibilisation afin de mieux expliquer aux Canadiens comment ce processus fonctionne. Nous estimons que nous avons effectivement un rôle d'éducation à jouer.

Mr. Nunez: How many cases were accepted on humanitarian grounds since the beginning of the year? Can you provide us with some figures?

Mme Mawani: On nous a déjà posé la question, et je crois que M. Bourget a dit que puisque cela relevait du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, nous n'avons pas de chiffres exacts. Nous savons qu'il y en a eu dans le cadre du ré—examen des revendications refusées et aux termes du processus de motifs humanitaires. Les chiffres étaient très peu élevés.

C'est une des questions qui a amené le ministre à ordonner la création de l'étude Waldman et Davis afin de revoir le processus de ré-examen des revendications refusées ainsi que le processus de motifs humanitaires.

Mr. Nunez: Friday, the Minister announced that once refugee status is acknowledged, people will have to pay \$500 to obtain permanent residence. Is this acceptable under the Geneva Convention? There are many refugees who would have a lot of trouble coming up with that kind of money.

Mme Mawani: À notre connaissance, rien dans la Convention de Genève n'empêche l'imposition de tels droits. Je sais que plusieurs pays d'accueil imposent des droits qui peuvent varier.

Mr. Nunez: Will this be applied without discrimination, regardless of the country where people come from, even if they live on welfare?

Mr. Bourget: This is a ministerial decision that will be applied by Immigration Canada. Based on research that has been conducted, this is not against the Geneva Convention in our opinion. It will be up to the Minister to decide how this will be applied in practice.

M. Nunez: Avez-vous été consultés avant que le ministre annonce un tel changement?

[Translation]

Mr. Nunez: Were you consulted before the Minister announced this change?

• 1310

M. Bourget: Non, et cela ne nous a pas nécessairement frustrés parce qu'on n'avait pas nécessairement à l'être.

M. Nunez: Dans votre intervention, vous avez parlé d'économies de 3 millions de dollars. D'où viennent-elles?

M. Bourget: Monsieur Nunez, c'était en fonction d'une contribution que la Commission voulait faire, une contribution maximale aux problèmes reliés au financement du programme des demandeurs de statut de réfugié.

Pour l'année 1994–1995, on a décidé de prendre un certain nombre de risques qui ont entraîné cette économie de 3 millions de dollars. On a évalué ou réévalué le pourcentage des cas qui pourraient être traités dans le processus accéléré, qui est beaucoup moins coûteux que le processus traditionnel. On a augmenté un peu ce pourcentage. On a également pris le risque de s'attendre à une production de 28 000 au lieu de 30 000 demandes, en se disant que la tendance à la baisse quant au nombre de demandeurs de statut de réfugié allait peut—être se poursuivre.

Tout cela nous a permis d'annoncer à ceux qui gèrent l'enveloppe globale du processus de revendication de statut de réfugié avec le processus d'immigration qu'on pouvait faire une contribution additionnelle de 3 millions de dollars.

M. Assad (Gatineau—La Lièvre): Mon collègue a soulevé la question de votre rôle dans la sensibilisation des Canadiens aux immigrants ou aux nouveaux Canadiens. Dans des périodes de difficultés économiques, ce phénomène se produit toujours: il y a beaucoup d'animosité envers les nouveaux Canadiens ou les immigrants.

Il y a quelques mois, vous avez commandé un sondage à une firme d'Ottawa. Je ne me rappelle pas le nom de la firme. On s'est rendu compte qu'il y avait une certaine animosité envers les Libyens.

M. Nunez: Ce n'est pas la Commission qui a commandé ce sondage.

M. Assad: Ce n'est pas la Commission?

Mme Mawani: Non.

M. Assad: C'est donc le ministère de l'Immigration.

Mme Mawani: Oui, c'est cela.

M. Assad: C'est ce à quoi je fais allusion. On a découvert qu'il y avait de l'animosité au sein de la population parce que le sondage était très biaisé. Il y a énormément de propagande qui vient des États-Unis avec le conflit au Moyen-Orient, que ce soit en Libye ou dans d'autres pays. Ce sondage a donné l'impression que les Canadiens craignaient certains groupes plus que d'autres, ce qui est complètement faux.

The Chairman: Mr. Assad, is this something you want to pursue with Immigration? I'm not sure it's an issue for the Immigration and Refugee Board.

Mr. Bourget: No, and that did not particularly bother us because we did not necessarily have to be consulted.

Mr. Nunez: In your statement, you talked about savings of \$3 million. Where does this money come from?

Mr. Bourget: Mr. Nunez, this was related to a contribution the Board wanted to make, a maximum contribution to problems related to funding the refugee determination process.

In 1994–95, we decided to take a certain number of risks that led to this saving of \$3 million. We evaluated or reevaluated the percentage of cases that could be dealt with in the accelerated process, which is far less costly than the traditional process. We increased that percentage somewhat. We also took the risk of expecting a workload of 28,000 cases rather than 30,000, as we felt that the downward trend in the number of refugee claimants might continue.

All this allowed us to announce to those who managed the overall package for the refugee determination process and the immigration process that we could make an additional contribution of \$3 million.

Mr. Assad (Gatineau—La Lièvre): My colleague raised the question of your role in raising public awareness among Canadians of the reality of immigrants or new Canadians. In difficult economic times, this phenomenon always occurs. There is a great deal of animosity towards new Canadians and immigrants.

A few months ago, you sponsored a public opinion poll through an Ottawa firm. I do not remember the name of the company. It was noted that there was a certain animosity towards Libyans.

M. Nunez: It was not the Board who sponsored that poll.

M. Assad: It was not the Board?

Mrs. Mawani: No.

Mr. Assad: So it was the Department of Immigration, then?

Mrs. Mawani: Yes, that is right.

Mr. Assad: That is what I was referring to. They discovered there was animosity among the public because the poll was extremely biased. There is a lot of propaganda coming from the United States because of the conflict in the Middle East, be it in Lybia or other countries. This survey gave the impression that Canadians fear certain groups more than others, which is completely false.

Le président: Monsieur Assad, ne devriez-vous pas plutôt poser ces questions au Ministère de l'Immigration? Je crois que cela ne relève pas de la Commission de détermination du statut de réfugié et de l'immigration.

Mr. Assad: I was just following up on the question Mr. Nunez brought up about *le rôle de la Commission là-dedans*?

The Chairman: The witnesses we have in front of us are not the ones who can answer the question. If you would like a further report from Immigration on these issues, we can certainly get that information.

I'm sorry I missed your questions, Mr. Nunez.

Ms Mawani: In response to Mr. Nunez's questions, we certainly believe we have a role in explaining the process, the philosophy on which it's based, the mandate, and how we are discharging it because we think that's very important. We certainly never commissioned that survey and we were not part of it.

We find there tends to be three types of people within our system who generally come before us. There are those who need our protection quickly. Then there are those who are fleeing very difficult situations but they don't necessarily fit within the conventional definition. They are fleeing environmental degradation, poverty or a number of other situations. It's very compelling, but we are not in a position to deal with those cases because they're not conventional refugees. Then we have a small number of people who do manipulate the system to their own ends. It's very important, if I may say so, for us to be quite aware of this whole group.

• 1315

The Chairman: Thank you.

Members of the committee, we are going to need about 10 minutes for our second orders for today. We have Mr. Assadourian and Mr. Bryden for the third round of questioning. I just have two quick questions in the second round, so we'll have to have quick questions and quick answers.

You mentioned a downward trend in refugee claims and that you're budgeting for that downward trend. What are the current figures and what leads you to believe that number of new claims. . .?

M. Bourget: Pour les trois premiers mois de l'année 1994—évidemment, ce sont des chiffres que l'on obtient également de l'Immigration—, la moyenne se situe, sauf erreur, à environ 1 800. Cela laisse supposer que, si la tendance se poursuit, environ 20 000 demandeurs de statut de réfugié pourraient se présenter à nos frontières ou faire des demandes sur notre territoire au cours de l'année 1994 par rapport à une évaluation de 24 000.

The Chairman: And monthly, about. . .?

M. Bourget: Ce sera de 1 300 à 1 400 si la tendance se poursuit.

The Chairman: I wanted to follow up on questions that Mrs. Hayes and Mr. Hanger were asking. I think there is a concern about the cost of \$50,000 per refugee.

Mr. Assadourian: It says \$30,000 to \$50,000 in the book.

[Traduction]

M. Assad: Je voulais simplement faire suite à la question de M. Nunez sur le rôle de la Commission là—dedans.

Le président: Cette question ne s'adresse pas aux témoins qui comparaissent devant nous aujourd'hui. Si vous désirez recevoir un rapport détaillé du ministère à ce sujet, nous pourrions certainement obtenir ces renseignements.

Je regrette d'avoir manqué votre question, monsieur Nunez.

Mme Mawani: Pour répondre à M. Nunez, nous estimons certainement que nous avons un rôle à jouer pour ce qui est d'expliquer le processus, les principes qui le sous-tendent, le mandat et la façon dont nous nous en acquittons, parce que cela est très important. Nous n'avons pas commandé ce sondage et nous n'y sommes pour rien.

Nous avons observé qu'il y a trois types de candidats qui se présentent devant nous. Il y a ceux qui ont besoin de notre protection immédiate. Ensuite il y a ceux qui fuient des situations très pénibles, mais qui ne correspondent pas nécessairement à la définition de la convention. Ils fuient la dégradation de l'environnement, la pauvreté ou d'autres situations de toutes sortes. C'est très délicat pour nous, mais nous ne pouvons pas traiter de ces cas parce que ces gens—là ne sont pas des réfugiés au sens de la convention. Puis il y a un petit groupe de gens qui manipulent le système à leurs propres fins. Il est très important que nous soyons au courant des agissements de tout ce groupe.

La présidente: Merci.

Membres du comité, il nous faudra une dizaine de minutes pour traiter le deuxième point à notre ordre du jour d'aujourd'hui. M. Assadourian et M. Bryden voudraient prendre la parole pendant la troisième ronde de questions. Je désire insérer deux petites questions dans la deuxième ronde; mes questions seront brèves et il faudrait que les réponses le soient aussi.

En ce qui a trait au nombre de gens qui demandent le statut de réfugié, vous avez dit que vous prévoyiez une tendance à la baisse et que vous en teniez compte dans les planifications budgétaires. Quels sont les chiffres actuels et qu'est—ce qui vous laisse supposer que le nombre de demandes va baisser?

Mr. Bourget: In the first three months of 1994—these figures can also be obtained from Immigration—the average was about 1,800, if I am not mistaken. If the trend holds, that leads us to believe that in 1994, approximately 20,000 refugee claimants might come to our borders or ask for refugee status on our territory, rather than 24,000, as estimated.

La présidente: Et par mois, selon vous, approximativement?

Mr. Bourget: There should be 1,300 to 1,400, if the trend holds.

La présidente: Je voulais donner suite aux questions posées par M^{me} Hayes et M. Hanger. Ce coût de 50 000\$ par réfugié semble être une source de préoccupations.

M. Assadourian: Selon le document, cela se situe entre 30 000\$ et 50 000\$.

The Chairman: Yes, \$30,000 to \$50,000. I guess we can argue about numbers and figure out who's right, but I want to ask what you are doing. What initiatives do you have to decrease that amount, to be as effective but decrease the amount being spent per refugee? What can we do to be more cost-efficient?

Mr. Fyffe: Madam Chairperson, if I could repeat, only a small portion of that cost is actually our determination cost. We have convention obligations for the refugees who arrive in Canada.

I think the first response is that we have to study the intake patterns. Where we have the possibility that an intake pattern may in fact be down for the long run, then we will have to do a very serious and thorough review of all our expenses, with a line to bringing those expenses into line with that.

We have also looked at our overall efficiencies. We've tried a lot of experiments. In the adjudication branch, for example, we've used video hearings. We're beginning to study whether that has any application on the determination side. In the course of adjusting to previous resource cuts, we have changed the status of our Calgary office to reduce the cost. We are reviewing on a regular basis operational costs, telecommunications, communications, and so on.

Those are the things we are doing and continue to do to meet our own requirements and overall government reductions. If we had a requirement for very major reductions, it would touch on the process itself. That's the point at which we would have to enter into discussions with the minister about the nature of the process.

The Chairman: The concern I have is that when you have a figure of between \$30,000 and \$50,000 per case, that's pretty broad. It doesn't sound like you have control of the statistics there. How would you ever measure the benefit of, for instance, the video inquiries? Do you have any estimate of the resources being saved?

Mr. Fyffe: Each of the video conferences we do—and this is an adjudication inquiry, which was different from the figures I gave for the CRDD process. It is usually the case of an inquiry being held in the Maritimes, and rather than having people travel, we would be conducting it with our adjudicators in, say, Montreal, and officials in, say, New Brunswick. In each case that would save us about \$1,000, save more to the Department of Immigration. The net savings for the year for the system would be about \$55,000, and about \$10,000 would be for us.

This is what bears on our process. For a CRDD claim our cost is \$2,700 for a full hearing. The costs being brought into these other figures, I imagine, include legal costs, welfare costs, settlement costs, medical—some of which I assume would apply to people who aren't refugees as well. They are part of the costs for someone who comes to Canada, or even someone who is in Canada.

[Translation]

La présidente: Oui, entre 30 000\$ et 50 000\$. On pourrait discuter des chiffres et essayer de voir qui a raison mais je préfère vous demander ce que vous faites. Quelles initiatives avez-vous prises qui vous permettent d'être tout aussi efficaces tout en réduisant les sommes dépensées pour chaque réfugié? Que pouvons-nous faire pour être plus rentables?

M. Fyffe: Madame la présidente, si vous me permettez de le répéter, le coût de notre détermination ne représente qu'une petite partie de cette somme. Nous avons certaines obligations envers les réfugiés qui arrivent au Canada, en vertu de la convention.

Je pense que nous devrions tout d'abord examiner les tendances d'arrivée et d'accueil. Si nous acceptons effectivement moins de réfugiés à certains endroits, à long terme, nous devrons alors examiner toutes nos dépenses, d'une manière très sérieuse et très exhaustive, afin de les réduire aussi.

Nous avons aussi examiné notre rendement, dans l'ensemble. Nous avons essayé beaucoup de choses. À la direction de l'arbitrage, par exemple, nous avons eu recours aux audiences vidéophoniques. Nous essayons de voir si nous ne pourrions pas utiliser la vidéotransmission du côté de la détermination. Pour nous adapter aux compressions budgétaires précédentes, nous avons modifié le statut de notre bureau de Calgary pour réduire nos coûts. Nous examinons régulièrement nos coûts d'exploitation, de télécommunications, de communications, et ainsi de suite.

Ce sont les choses que nous avons faites et continuons de faire afin de répondre à nos propres exigences et de nous adapter aux compressions budgétaires gouvernementales. Pour ce qui est des compressions très importantes, si nous pouvions formuler une exigence, elle arrêterait au processus lui-même. C'est à cette étape qu'il nous faudrait participer aux discussions avec le ministre à propos de la nature du processus.

La présidente: Ces coûts par cas qui fluctuent entre 30 000\$ et 50 000\$ me préoccupent; la fourchette est très large. On a l'impression que vous n'avez pas le contrôle des chiffres statistiques. Comment arriveriez-vous à mesurer les avantages que vous procurent les enquêtes en vidéos, par exemple? Avez-vous une idée approximative des ressources que vous économisez de cette façon?

M. Fyffe: Chacune des conférences vidéo... Il s'agit de cas d'arbitrage, et les chiffres diffèrent de ceux que je vous ai donnés pour la SSR. Il s'agit en général d'une enquête qui se tient aux Maritimes et la vidéoconférence nous permet d'éliminer les déplacements. Nous pouvons organiser de telles vidéoconférences à partir de Montréal, disons, où seraient les arbitres, et du Nouveau-Brunswick. Cela nous permet d'économiser environ 1 000\$ par enquête et le Ministère de l'immigration économise des sommes encore plus considérables. Sur une année, les économies nettes que permettent ce système se chiffrent à environ 55 000\$, dont 10 000\$ pour nous.

Voilà pour nos processus. Une audience complète pour examiner une demande de la SSR nous coûte 2 700\$. J'imagine que ces autres chiffres comprennent certains frais juridiques, prestations sociales, frais d'établissement, frais médicaux. . . J'imagine que certains de ces coûts s'appliqueraient aussi dans le cas de gens qui ne sont pas des réfugiés. Cela fait partie des coûts pour quelqu'un qui vient au Canada, ou même pour quelqu'un qui est déjà au Canada.

[Traduction]

• 1320

The Chairman: I appreciate the answer. Members of the committee, this might be one of the issues we want to raise in a report to Parliament when we discuss that.

Mr. Assadourian: I want to make a point. Earlier it was mentioned by Mr. Hanger that this is costing us \$1.5 billion. Am I right that the figure is \$1.5 billion?

M. Bourget: Là encore, c'était en fonction d'un montant de 50 000\$ par demandeur.

Mr. Assadourian: Even if you multiply \$50,000 by \$23,000, it comes to \$1.1 billion. It doesn't come to \$1.5 billion. I will make a correction there.

On page 24, refugee cases completed, it says 23,041. That is the number of successful cases, right?

Mr. Bourget: The total of cases completed—the column is the percentage of these cases that were accepted.

Mr. Assadourian: That's from January to September 1993, is it not?

M. Bourget: C'est exact.

Mr. Assadourian: On page 13, update number two, it says the number dropped to 20,500 in 1993. Which one is correct?

Ms Mawani: I think we are talking about new intake here.

M. Bourget: Il faut faire une distinction entre les cas reçus et les cas complétés. À la page 25, on parle de 23 041 cas; ce sont des cas complétés. À la page 13, on parle de cas qui ont été reçus à la CISR et qui n'ont pas encore été complétés.

Ms Mawani: Those are new cases.

Mr. Assadourian: Okay. Thank you.

Mr. Bryden: As I understand it, your role is to deal with refugees on a case—by—case basis; that is what you actually do. Tell me, just broadly, is there any policy anywhere that you know of, in any department, that sets quotas on the number of refugees from any particular area? There is absolutely no quota system, no policy with respect to the origin of—

Mr. Fyffe: For those we receive, no.

Mr. Bryden: I'm just asking for direction; is there anywhere I can go to...? There is no determination, no decision—making that you know of that would answer my colleague's question with respect to—

M. Bourget: Encore là, nos collègues de l'Immigration pourraient vous donner une réponse.

Most probably it's within the context of what you are maybe familiar with, the levels exercise, determining the number of immigrants who will be accepted yearly. Reports are presented, which have to be tabled to Parliament. In those reports you may have what are probably not quotas, but estimated levels of refugees who could come from different continents. That exists, I think.

La présidente: Je vous sais gré de votre réponse. Membres du comité, peut-être voudrons-nous mentionner la question dans notre rapport au Parlement à cet égard.

M. Assadourian: Je veux dire quelque chose. M. Hanger a dit tout à l'heure que tout cela nous coûte 1,5 milliard de dollars. Ai-je bien compris le chiffre de 1,5 milliard?

Mr. Bourget: Once again, that figure was arrived at by using \$50,000 per claimant as a base.

M. Assadourian: Même si vous multipliez 50 000\$ par 23 000, cela ne vous donne qu'un total de 1,1 milliard. Cela ne fait pas 1,5 milliard. Je tiens à apporter cette correction.

À la page 24, où l'on parle du nombre de cas de réfugiés traités, on voit le chiffre de 23 041. Il s'agit du nombre de candidats à qui on a accordé le statut de réfugié, n'est—ce pas?

M. Bourget: Il s'agit du nombre de cas traités. . . On voit dans la colonne le pourcentage d'acceptation.

M. Assadourian: Et c'est pour la période de janvier à septembre 1993?

Mr. Bourget: That is correct.

M. Assadourian: À la page 13, deuxième mise à jour, on peut lire que le chiffre est passé à 20 500 en 1993. Quel chiffre est le bon?

Mme Mawani: Je pense que nous parlons ici des nouveaux cas reçus.

Mr. Bourget: There is a difference between the claims received and the claims completed. On page 25, 23,041 cases are mentioned; those are completed claims. On page 13, we refer to claims received by the IRB but not yet completed.

Mme Mawani: Ce sont les nouvelles demandes.

M. Assadourian: Bien. Merci.

M. Bryden: Si j'ai bien compris, votre rôle est de traiter les demandes des réfugiés au cas par cas et c'est ce que vous faites. Pouvez-vous me dire s'il existe quelque part, dans un ministère quel qu'il soit, une politique qui établit des quotas et contingente le nombre de réfugiés de telle ou telle région? Il n'y a aucun système de contingentement, aucune politique quant à l'origine des...

M. Fyffe: Pour les cas que nous recevons, non.

M. Bryden: J'essaye simplement de me renseigner... Puis-je m'adresser ailleurs? Il n'existe aucun processus de détermination, aucune prise de décision, que vous sachiez, qui puisse répondre aux préoccupations exprimées par mon collègue dans sa question en ce qui a trait...

Mr. Bourget: On this, once again, our colleagues from Immigration could provide you with an answer.

Sans doute faites—vous allusion à l'établissement des niveaux qui déterminent le nombre d'immigrants qui seront acceptés annuellement. Des rapports sont présentés et déposés au Parlement. Ce ne sont pas des quotas qu'on peut trouver dans ces rapports, mais des niveaux approximatifs qui portent sur les réfugiés qui viendront des divers continents. Cela existe, je pense.

Mr. Bryden: What we are driving at is whether there is any policy anywhere that looks at the consequences that any particular groups. say, coming from a civil war, might have. We don't know that,

M. Bourget: Il faudrait demander aux gens de l'Immigration si cela est mesuré.

Mr. Bryden: I have one last question, which is much nicer. That is, do you have any specific policies in place or planned with respect to refugee children?

Mr. Stobo: I can answer that. In fact, Mr. Bryden, this is a topic that was brought to my attention a couple of weeks ago as requiring some attention. I had a conference call just this past Monday at which this issue was discussed. As we speak now, a note is going to Mrs. Mawani with the results of that discussion. Yes, there are some issues that have to be dealt with that touch on refugee children cases.

Mr. Bryden: I will hear of that in due course.

Mr. Stobo: Yes.

Mr. Bryden: Thank you very much.

The Chairman: Thank you. Members of the committee, it looks as though those are all the questions we have. I thank you very much, Ms Mawani, Mr. Fyffe, Mr. Stobo, Mr. Bourget and David Austin. We appreciate your being here, providing us with this information. Thank you very much.

Ms Mawani: Thank you very much.

The Chairman: Members of the committee, let's address our second report. We'll now consider and concur with the second report of the subcommittee on agenda and procedure. We'll need a motion, after which we can discuss this, if there are any questions or debate. Mr. Bryden.

• 1325

Mr. Bryden: Excuse me, Madam Chair. Would you mind repeating that, please.

The Chairman: Our second order of the day, members of the committee, is to deal with the second report of our steering committee. You'll find that in your agenda package.

What we need is a motion that the second report of the subcommittee on agenda and procedure as amended be concurred in. If someone would make that motion - Mrs. Hayes.

It's open for questions or debate. Mr. Nunez.

M. Nunez: Comme je l'ai expliqué au Sous-comité, qui s'est rencontré le 21 mars 1994, je vais m'abstenir de voter sur les points 1 et 2.

Premièrement, nous sommes très en désaccord avec le ministre qui a décidé de mener des consultations sur les niveaux d'immigration à l'extérieur du Parlement, à l'extérieur du [Translation]

M. Bryden: Nous essayons de voir s'il existe une politique quelque part qui tienne compte des conséquences de l'arrivée de certains groupes qui fuient, par exemple, une guerre civile. Nous ne le savons pas.

Mr. Bourget: You would have to ask the people from Immigration whether that is measured.

M. Bryden: J'ai une dernière question, beaucoup plus agréable. Avez-vous des politiques précises, existantes ou prévues, en ce qui a trait aux enfants réfugiés?

M. Stobo: Je peux répondre. De fait, monsieur Bryden, on a signalé ce sujet à mon attention il y a une quizaine de jours en me faisant remarquer qu'il fallait que nous nous y intéressions. J'ai participé à une conférence téléphonique lundi dernier pendant laquelle nous en avons parlé. Une note de service a d'ailleurs été acheminée à Mme Mawani, note dans laquelle nous faisons état des résultats de cette discussion. Elle devrait la recevoir incessamment. Il faut effectivement que nous réglions certains problèmes en ce qui a trait aux enfants réfugiés.

M. Bryden: J'en entendrai parler en temps et lieu.

M. Stobo: Oui.

M. Bryden: Merci beaucoup.

La présidente: Merci. Membres du comité, il semble qu'il n'y ait plus de questions. Je vous remercie sincèrement, madame Mawani, monsieur Fyffe, monsieur Stobo, monsieur Bourget et monsieur David Austin. Nous vous savons gré de votre présence ici ainsi que des renseignements que vous nous avez fournis. Merci beaucoup.

Mme Mawani: Merci beaucoup.

La présidente: Membres du comité, nous allons maintenant passer à notre deuxième rapport. Nous allons maintenant étudier et adopter le deuxième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure. Il nous faut d'abord une motion, puis nous passerons aux questions ou à la discussion, si besoin est. Monsieur Bryden.

M. Bryden: Je vous prie de m'excuser, madame la présidente. Pourriez-vous répéter ce que vous venez de dire, s'il vous plaît.

La présidente: Le deuxième point à notre ordre du jour, membres du comité, est d'étudier le deuxième rapport de notre comité directeur. Vous trouverez ce rapport avec votre ordre du jour, dans la trousse.

Il faut que quelqu'un propose l'adoption du deuxième rapport du sous-comité du programme et de la procédure modifiés. Si quelqu'un voulait le proposer. . . Madame Hayes.

Nous pouvons maintenant passer aux questions ou à la discussion. Monsieur Nunez.

Mr. Nunez: As I explained to the Sub-Committee which met on March 21 1994, I will abstain from voting on points 1 and 2.

Firstly, we disagree profoundly with the minister who decided to carry out consultations on immigration levels outside Parliament, beyond the bounds of the Committee. We feel that Comité. Quant à nous, c'est le rôle du Comité que de mener de it is the Committee's role to carry out such consultations. We

telles consultations. Nous avons les pouvoirs nécessaires pour le faire et nous aurions pu faire appel à tous les témoins et à tous les experts qui sont consultés actuellement. Nous ne sommes donc pas d'accord sur cette décision du ministre.

Deuxièmement, sur le point 2, la Loi sur la citoyenneté, comme je l'ai déjà dit, n'est pas une priorité dans mon comté et au Québec. C'est un sujet qui va nous diviser profondément, parce qu'il est certain que le parti gouvernemental n'a pas du tout la même position que nous, de l'Opposition officielle, sur l'unité canadienne.

Mr. Assadourian: That's the way it's supposed to be.

The Chairman: Mr. Assadourian, I assume you would like to speak next.

Mr. Assadourian: Yes.

M. Nunez: Si le ministre avait voulu éviter un affrontement ici, il aurait au moins dû soumettre un projet de loi. C'est le rôle du Comité que d'examiner un projet de loi et de donner des suggestions. C'est un sujet qui va nous diviser profondément, et nous sommes là pour faire la bataille.

The Chairman: Thank you, Mr. Nunez. Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian: I'm really disappointed. My colleague looks at citizenship as a dividing factor. I see it as a uniting factor—Canadians from coast to coast. As has been said before, we haven't reviewed this act for a long time. I think it's about time the act is reviewed; it's about time it is updated.

I don't know why new Canadians coming into his riding won't care about citizenship. That beats me. So far, the way it stands, Quebec doesn't give away citizenship. Whether they like it or not, when they come to Quebec, Quebec is part of Canada. Canada gives citizenship.

We are a federal parliamentary committee here. We have to review the Citizenship Act. We have to update it so we can serve Canadians to the best of our abilities—all Canadians from coast to coast. That includes people in your riding and in my riding too.

M. Nunez: Il aurait dû nous soumettre un projet de loi.

The Chairman: Perhaps the best rule of order would be for each of us to have an opportunity to speak to the motion. Mr. Bryden, followed by Mr. Assad.

Mr. Bryden: I don't think, if I may say so, Madam Chairman, I'm here to do battle over citizenship. I really do think, despite the differences in ideology, all of us are coming from a common tradition. In the case of some of my colleagues here, they were also immigrants who came to this land. I think we should be able to treat this question of citizenship dispassionately. After all, the principle of citizenship, the value of citizenship, is something that is common to all nationalities, all lands. All we want to do is devise a formula that expresses our love for country. I would like to think that the formula we came up with would be applicable and admired by every country in the world.

[Traduction]

have the necessary powers to do so and we could have called on all of the witnesses and experts that are being consulted at this time. So, we do not agree with that decision taken by the minister.

Secondly, on point 2, which refers to the Citizenship Act, as I have already said, that is not a priority in my riding nor elsewhere in Quebec. This is a topic that is going to be enormously divisive, because it is certain that the government party does not share our position, the position of the official opposition, on Canadian unity.

M. Assadourian: C'est normal qu'il en soit ainsi.

La présidente: Monsieur Assadourian, je suppose que vous voudriez prendre la parole?

M. Assadourian: Oui.

Mr. Nunez: If the minister wanted to avoid confrontation here, he should at least have introduced a bill. It is the role of the Committee to study bills and provide suggestions. This topic is going to divide us deeply, and we are here to fight.

La présidente: Merci, monsieur Nunez. Monsieur Assadourian.

M. Assadourian: Je suis vraiment déçu. Mon collègue voit la citoyenneté comme un sujet qui va nous diviser. Pour moi, c'est un facteur d'unité—nous sommes des Canadiens d'un océan à l'autre. Comme on l'a dit auparavant, cette loi n'a pas fait l'objet d'un examen depuis très longtemps. Je pense que le moment est venu de revoir la loi; il est grand temps de faire une mise à jour.

Je ne vois pas pourquoi les néo—Canadiens qui s'installeraient dans la circonscription de mon collègue ne s'intéresseraient pas vivement à la citoyenneté. Cela me dépasse. A l'heure actuelle, le Québec n'accorde pas la citoyenneté québécoise. Que cela plaise ou non aux intéressés, quand on s'installe au Québec, on s'installe au Canada. Le Québace fait partie du Canada et c'est le Canada qui accorde la citoyenneté.

Nous sommes un comité parlementaire fédéral. Nous devons examiner la Loi sur la citoyenneté. Nous devons la mettre à jour afin de servir les Canadiens de la meilleure façon possible—tous les Canadiens, d'un océan à l'autre. Cela comprend les gens qui vivent dans votre circonscription et dans ma circonscription.

Mr. Nunez: The minister should have submitted a bill to us.

Le président: Pour respecter les règles de procédure, la meilleure décision serait peut-être de donner la parole à tous ceux ou celles qui la désirent pour qu'ils puissent s'exprimer quant à la motion. M. Bryden, puis M. Assad.

M. Bryden: Si je puis le dire, madame la présidente, je ne pense pas être ici pour participer à une lutte à propos de la citoyenneté. Malgré nos différences idéologiques, je pense que nous sommes tous ici les héritiers d'une tradition commune. Certains de mes collègues sont des immigrants qui sont venus dans ce pays. Je pense que nous devrions pouvoir traiter de la question de la citoyenneté d'une façon objective, avec calme. Toutes les nations, toutes les nationalités s'entendent quant au principe et à la valeur de la citoyenneté. Ce que nous voulons faire, au fond, c'est trouver une formule qui exprime notre amour de notre pays. J'aimerais que la formule que nous allons mettre au point puisse s'appliquer partout et puisse être admirée par tous les pays du monde.

[Translation]

• 1330

The Chairman: Thank you, Mr. Bryden.

Mr. Assad.

M. Assad: Monsieur Nunez, le premier point que vous avez soulevé m'a échappé. Pouvez-vous le répéter?

M. Nunez: Le rôle du Comité. . .

The Chairman: Excuse me, Mr. Assad, would you speak for or against the motion that's before us?

Mr. Assad: I wasn't sure of the first part. That's what I'm asking.

Mr. Nunez: I am ready to explain, but you have to-

The Chairman: Oh, you have a question of clarification?

Mr. Assad: Yes.

The Chairman: I'm not exactly sure if this is in order. However—

M. Assad: Si j'ai bien compris, vous dites que c'est au Comité de faire des consultations et que le ministre n'a pas à aller à l'extérieur.

M. Nunez: C'est exactement cela.

M. Assad: Il est assez difficile de l'empêcher de le faire.

M. Nunez: Il essaie de le faire, mais nous sommes ici pour donner notre opinion en tant que membres du Comité. Pourquoi suivez-vous toujours le ministre, même s'il se trompe?

Mr. Bryden: We don't have to follow the minister; we can go off on our own.

The Chairman: Do you want to speak for the motion?

Mr. Assad: No, that's it.

The Chairman: Ms Hayes, this was your motion. Did you want to speak to close the debate?

Mrs. Hayes: I'll call the question.

The Chairman: All those in favour?

Mr. Nunez: I suggest a vote item by item because I will vote in favour of item 3 or 4 but not for items 1 and 2.

The Chairman: We're trying to work out a way that this can... You see, what's before us is consideration of this whole report. I know that in committee we did divide it. Perhaps the clerk can explain how best to accommodate your desires here, Mr. Nunez.

La greffière: Il faudrait peut-être procéder comme à la Chambre et dire que cela a été adopté, mais avec dissidence.

As in the House, there are some votes, and when the votes are not unanimous the votes will be recorded as carried on division, which means there was—

La présidente: Merci, monsieur Bryden.

Monsieur Assad.

Mr. Assad: Mr. Nunez, the first point you raised escaped me. Could you repeat it?

Mr. Nunez: The role of the Committee. . .

La présidente: Veuillez m'excuser, monsieur Assad, mais pourriez-vous vous prononcer pour ou contre la motion dont nous sommes saisis?

M. Assad: J'avais mal compris la premières partie de l'intervention. Ma question porte justement là-dessus.

M. Nunez: Je peux vous fournir des explications, mais vous devez...

La présidente: Vous demandez un éclaircissement?

M. Assad: Oui.

La présidente: Je ne suis pas certaine que ce soit recevable. Toutefois. . .

Mr. Assad: If I understood you correctly, you said that it was the Committee's role to effect consultations and the minister should not be carrying out consultations elsewhere.

Mr. Nunez: Precisely.

Mr. Assad: It is rather difficult to prevent him from doing that.

Mr. Nunez: He is attempting to do so, that we are here to give our opinions as members of the Committee. Why do you always fall in behind the minister, even if he is mistaken?

M. Bryden: Nous n'avons pas à emboîter le pas au ministre; nous pouvons emprunter une autre direction si bon nous semble.

La présidente: Désirez-vous vous exprimer en faveur de la motion?

M. Assad: Non, certainement pas.

La présidente: M^{me} Hayes, c'est vous qui avez proposé la motion. Désiriez-vous prendre la parole pour clore le débat?

Mme Hayes: Je demande le vote.

La présidente: Tout ceux qui sont pour. . .?

M. Nunez: Je propose que nous votions point par point, car je voterai pour les points 3 et 4 et contre les points 1 et 2.

La présidente: Nous essayons de trouver le moyen de... Nous sommes saisis du rapport au complet, voyez-vous. Je sais que nous avons divisé les choses pendant le travail du comité. La greffière pourrait peut-être nous expliquer la meilleure façon de tenir compte de vos intentions, monsieur Nunez.

The Clerk: Perhaps we should proceed as you do in the House and say that the report has been carried on division.

Il en est ici comme à la Chambre; certains votes ne sont pas unanimes et on note que telle ou telle mesure a été adoptée avec dissidence, ce qui signifie...

The Chairman: I think Mr. Nunez's point is that he supports the report with the exception of—I don't know how—items 1 and 2.

Mr. Assadourian: You've got to vote on the whole thing.

The Chairman: I guess you're on the record, Mr. Nunez, as saying that in committee. Perhaps that's satisfactory.

All right. All those in favour?

Mr. Nunez: As is, right?

The Chairman: As is.

Motion agreed to on division

The Chairman: Members of the committee, there is some housekeeping to discuss. Did anybody see this? We're going to get some help here. This is "A Quest for Real Canadians". I'm going to keep a copy and the clerk can hand them out.

We have some housekeeping items. Next Tuesday we're going to be dealing with the estimates on citizenship, so be prepared.

On Thursday at 10:30 a.m. we're going to have a steering committee meeting to discuss one of the motions Mr. Nunez has on the agenda. We should also have some general discussion on how we want to go about consulting on the Citizenship Act. So perhaps you can do some thinking over the week on how you think we might go about it.

If there is no objection, perhaps we could invite all members of the committee to an agenda review for our general discussion on how we might want to consult with Canadians on this. We might get some general discussion there.

All members are welcome, although it's still the steering committee. If there are votes, those votes will be by steering committee.

Is that agreeable?

Okay, that's it. Thank you. We're adjourned.

[Traduction]

La présidente: Je pense que M. Nunez appuie le rapport à l'exception des points 1 et 2.

M. Assadourian: Il faut que vous votiez pour ou contre le rapport au complet.

La présidente: Eh bien M. Nunez, votre opposition au point 1 et 2 a été dûment consignée au procès-verbal. Peut-être est-ce satisfaisant?

Bien. Tous ceux qui sont pour, levez la main.

M. Nunez: Nous votons sur le rapport dans son entièreté, n'est-ce pas?

La présidente: Tel quel.

La motion est adoptée avec dissidence

La présidente: Membres du comité, nous devons discuter de certaines questions administratives. Avez-vous vu ceci? Quelqu'un va nous aider. Il s'agit de: *Quest for Real Canadians*. J'en garde un exemplaire et la greffière va distribuer les autres.

Quelques questions d'intendance. La semaine prochaine, mardi, nous allons examiner les prévisions budgétaires de la citoyenneté, alors je vous demande de vous préparer.

Jeudi à 10h30, le comité de direction se réunira pour discuter de l'une des motions placées à l'ordre du jour par M. Nunez. Nous devrions aussi convenir de façon générale des consultations que nous voulons mener en ce qui a trait à la Loi sur la citoyenneté. Peut-être pouvez-vous réfléchir, pendant la semaine, à la façon dont nous allons procéder.

Si personne ne s'y oppose, peut-être pourrions-nous inviter tous les membres du comité à revoir avec nous le programme de notre discussion générale qui portera sur la façon dont nous allons consulter les Canadiens à cet égard. Nous pourrions avoir une discussion d'ordre général.

Tous les membres du comité sont les bienvenus, bien que ce soit une réunion du comité directeur. S'il devait y avoir des votes, seuls les membres du comité directeur voteraient.

Cela vous convient-il?

Bien, c'est tout. Merci. La séance est levée.

MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

ff undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Immigration and Refugee Board of Canada:

Nurjehan Mawani, Chairperson;

Gerry Stobo, General Counsel;

Pierre Bourget, Director General, Operations, Policy and Planning;

Greg Fyffe, Executive Director.

TÉMOINS

De la Commission de l'immigration et du statut du réfugié du Canada:

Nurjehan Mawani, présidente:

Gerry Stobo, avocat général;

Pierre Bourget, directeur général, Opérations, politiques et planifica-

tion;

Greg Fyffe, directeur exécutif.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 CAL XC57

- M72

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 7

Tuesday, April 26, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 7

Le mardi 26 avril 1994

Présidente: Judy Bethel

Committee on

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

Order of Reference from the House of Commons dated Ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du jeudi Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995

Vote 1 under CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

CONCERNANT:

24 février 1994, relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995

Crédit 1 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET

IMMIGRATION

PROGRAMME D'ENREGISTREMENT DE PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ

CITIZENSHIP REGISTRATION AND PROMOTION **PROGRAM**

WITNESSES: (See back cover) **TÉMOINS:**

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 26, 1994 (15)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:36 o'clock a.m. this day, in Room 209, West Block, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Member present: John English for Ovid Jackson.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Ian Glen, Associate Deputy Minister; Richard Nolan, Registrar, Citizenship; Norman Sabourin, Chief, Program Management, Citizenship and Don Slack, Director, Operational Management, Citizenship.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House of Commons dated Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995. (See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, April 12, 1994, Issue No. 3)

By unanimous consent, the Chair called Vote 1 under CITIZEN-SHIP AND IMMIGRATION – CITIZENSHIP REGISTRATION AND PROMOTION PROGRAM.

Ian Glen made a statement and with the other witnesses, answered questions.

At 12:46 o'clock p.m., Sarkis Assadourian took the Chair.

At 12:49 o'clock p.m., the Chair took the Chair.

At 1:04 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 1:07 o'clock p.m., the Committee resumed sitting in camera.

At 1:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 26 AVRIL 1994

(15)

[Traduction]

Le Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, se réunit aujourd'hui, à 11 h 36, dans la pièce 209 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (*présidente*).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: John English pour Ovid Jackson.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Ian Glen, sous-ministre délégué; Richard Nolan, greffier, Citoyenneté; Norman Sabourin, chef, Gestion du programme, Citoyenneté et Don Slack, directeur, Gestion opérationnelle, Citoyenneté.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du jeudi 24 février 1994 relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995. (Voir Procèsverbaux et témoignages du mardi 12 avril 1994, fascicule nº 3)

Du consentement unanime, la présidente met en délibération le crédit 1 sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION – PROGRAMME D'ENREGISTREMENT ET DE PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ.

Ian Glen fait une déclaration puis, lui-même et les autres témoins répondent aux questions.

À 12 h 46, Sarkis Assadourian occupe le fauteuil.

À 12 h 49, la présidente occupe le fauteuil.

À 13 h 04, la séance est levée.

À 13 h 07, le Comité siège à huis clos.

À 13 h 40, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, April 26, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 26 avril 1994

• 1136

The Chairman: I call the meeting to order.

Members of the committee, as you know, we're dealing with citizenship estimates today. We are fortunate to have Ian Glen, Associate Deputy Minister; Richard Nolan; Brian Hudson; Don Slack; Norman Sabourin; and Naheed Israeli with us today.

We'll start with the department. Did you have any introductory remarks, Mr. Glen?

Mr. Ian Glen (Associate Deputy Minister, Department of Citizenship and Immigration): Yes, I have short remarks to start off.

I would like to begin by drawing your attention to what we modestly declare a success in last week's National Citizenship Week. It was a busy week for our citizenship people, and perhaps for some of you as well, at events across the country.

Our preliminary assessment of last week tells us that the public responded positively, and that was a good sign. We saw an estimated 18,000 people reaffirm their Canadian citizenship across the country. Additionally, we welcomed 5,000 new citizens to the country during the events of last week. The media coverage was extensive and the tone was both positive and supportive of the efforts of the department, most particularly of all the volunteers who helped in the ceremonies across the country.

So I would say to this committee that interest in Canadian citizenship appears strong. On behalf of the department I would like, if I could, to thank through this forum the thousands of people who did contribute to the success of the event.

Additionally, I am pleased to report to you that work has already begun on some of the changes that were announced preceding that week. We've begun the process for granting special grants of citizenship. First reactions to this appear understanding and supportive. To us it really appears that many people have been hoping for some time that we would get on with some of these changes.

In terms of the other key initiatives that come into play in the coming months, we're looking forward to pilot testing our new citizenship registration system this fall. When we couple the potential improvements from this change to the initiatives of extended office hours, group hearings, objective citizenship tests and increased community involvement, we believe we will soon be in a much better position to provide improved services, and more particularly, improved efficiencies in the process.

The question has been raised regarding the role of citizenship judges through this change process, with announcements that those positions will not be part of the future plans for the program. What does that mean for judges who still are, in essence, on their term?

La présidente: La séance est ouverte.

Mesdames et messieurs les membres du comité, il sera aujourd'hui question du budget des dépenses de la citoyenneté. Nous avons le plaisir de recevoir aujourd'hui le sous-ministre délégué, M. Ian Glen, ainsi que MM. Richard Nolan, Brian Hudson, Don Slack, Norman Sabourin et Naheed Israeli.

Commençons par le ministère. Avez-vous une déclaration liminaire, monsieur Glen?

M. Ian Glen (sous-ministre délégué, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Oui, j'ai une brève allocution.

J'aimerais d'abord porter à votre attention ce que j'appelle modestement le succès remporté la semaine dernière par la Semaine nationale de la citoyenneté. Ce fut une semaine très occupée pour les fonctionnaires de la citoyenneté et peut-être aussi pour vous, vu le grand nombre de manifestations qui se sont tenues à travers le pays.

Les premiers comptes rendus font état d'une réaction positive de la population, ce qui est un signe encourageant. Environ 18 000 personnes ont renouvelé leur déclaration de citoyenneté canadienne au pays. En outre, nous avons accueilli 5 000 nouveaux citoyens à l'occasion des diverses manifestations tenues la semaine dernière. Les médias ont suivi l'événement. Le ton des reportages était positif et encourageant pour le ministère, surtout pour tous les volontaires qui nous ont prêté main-forte.

C'est ce qui me fait dire que les Canadiens s'intéressent beaucoup à la question de la citoyenneté. Au nom du ministère, j'aimerais saisir l'occasion qui m'est offerte ici pour remercier les milliers de personnes qui ont contribué au succès de cette manifestation.

Par ailleurs, je suis heureux de vous dire que nous avons déjà commencé à travailler aux changements que nous avions annoncés dans la semaine qui a précédé la manifestation. En effet, nous avons commencé à décerner les octrois spéciaux de la citoyenneté. Ici aussi, la réaction semble positive. Nombreux sont ceux, semble-t-il, qui attendaient ce changement depuis longtemps.

Pour ce qui est des mois à venir, nous procéderons l'automne prochain à l'essai de notre nouveau système d'enregistrement de la citoyenneté. Les améliorations qui en découleront, conjuguées à d'autres initiatives comme des heures d'ouverture plus longues, les audiences de groupe, les tests objectifs de citoyenneté et une plus grande participation communautaire, nous permettront d'améliorer les services et surtout de réaliser des gains d'efficacité.

On nous a demandé ce qu'il adviendrait des juges de la citoyenneté pendant cette période de transformation. On sait en effet que ces postes disparaîtront du programme. Qu'arrivera-t-il aux juges actuellement en poste?

We've had good reaction from judges. They will continue to contribute to our program and to the goals of the program during their term. They will continue to hear applicants for Canadian citizenship in those situations where a personal interview is desirable and perhaps necessary. We've asked and received the commitment from judges to help us in the challenges ahead. We believe that they're with us during their terms.

Though many of our immediate efforts orient to reducing backlogs and keeping them reduced, we do have a broader collective agenda—and I say "we", including this committee. We're delighted that this committee has agreed to examine citizenship with a view to developing a new act. The minister both desires and requires the efforts and genuine support of this committee to articulate the principles, the rights and responsibilities that are fundamental to a Canadian concept of citizenship.

• 1140

Besides this important articulation, the standing committee has been asked to examine several major citizenship policy directives, and we look forward to your deliberations on those.

All in all, we have a program that is really at a point of significant change. To the extent that shortcomings or problems that existed in the past, or that we have to deal with now, represent a legacy we would prefer not to have, there is clearly a commitment to make fundamental change to the program and at the same time do it in a spirit of and with a focus on citizenship and its purpose and principles for our society.

The Chairman: Thank you, Mr. Glen.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): Can you give me any idea of what savings are going to be affected by the phasing out of the citizenship judges?

Mr. Glen: On the very narrow specifics of their salary?

Mr. Bryden: No. That if you can, sure, but what are the financial implications, both in the narrow sense and the broad sense, if there is a broad sense?

Mr. Richard Nolan (Registrar, Citizenship, Department of Citizenship and Immigration): The real answer to the question in terms of the savings is that for the first while, since we have such large backlogs, we are going to use that money to reduce the backlogs. Over time the entire salaries of the judges will be returned to the A-base of the program or to the Consolidated Revenue Fund.

In the short term we have enormous backlogs, and the savings we are going to make on the judges are going to be used to resolve the backlog issue.

Mr. Glen: On the broader initiative of changes to the program, and potentially changes through statute, we don't have, in a sense, a monetary goal or target that's driving the exercise. We do expect that what we look at will generate savings, but we're not doing it from the point of view that it's a bottom—line dollar exercise.

[Traduction]

Les juges ont bien réagi. Ils continueront de contribuer au programme et à ses objectifs pendant la durée de leur mandat. Ils continueront à entendre les demandes de citoyenneté dans les cas où une entrevue est souhaitable et peut—être nécessaire. Nous avons demandé aux juges de nous aider à relever les défis qui nous attendent et ils ont accepté. Nous pensons qu'ils resteront en poste pour la durée de leur mandat.

Même si nous cherchons avant tout à résorber l'arriéré et à abaisser le nombre de demandes en suspens, nos visées sont plus vastes et si je dis «nous» c'est parce que j'inclus le comité. Nous sommes ravis que le comité ait accepté d'examiner le programme de la citoyenneté en vue d'élaborer une nouvelle loi. Le ministre a besoin des efforts et de l'appui réel du comité et espère pouvoir compter sur son aide pour la formulation des principes, des droits et des responsabilités qui sont le fondement de la citoyenneté telle que nous la concevons au Canada.

1140

Outre cette tâche importante, on a demandé au comité permanent d'examiner plusieurs directives d'orientation importantes en matière de citoyenneté et nous avons hâte d'entendre les résultats de vos délibérations sur ces questions.

Au bout du compte, nous avons un programme qui est en train d'être transformé en profondeur. Dans la mesure où les lacunes ou les problèmes du passé ou ceux que nous devons régler aujourd'hui constituent un héritage dont nous nous serions passés, il est clair que nous nous sommes engagés à apporter des modifications fondamentales au programme et à le faire dans un esprit qui reflète l'importance que nous attachons à la citoyenneté ainsi que les objectifs et les principes de la société.

La présidente: Merci, monsieur Glen.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Pouvez-vous me donner une idée des économies qui seront réalisées par l'élimination graduelle des postes de juge de la citoyenneté?

M. Glen: Songez-vous uniquement à leur traitement?

M. Bryden: Non. Bien sûr, j'aimerais connaître le montant de leur traitement si vous pouvez me le dire, mais j'aimerais savoir quelles sont les répercussions financières, tant directes qu'indirectes.

M. Richard Nolan (greffier, Citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Pour ce qui est des économies que nous allons réaliser, nous allons, dans un premier temps, utiliser cet argent pour réduire l'immense arriéré que nous avons accumulé. Avec le temps, le montant total des traitements des juges retournera aux services votés du programme ou sera rendu au Trésor.

À court terme, nous avons un arriéré immense, et les économies que nous allons réaliser en éliminant les postes de juge seront utilisées pour éliminer cet arriéré.

M. Glen: Pour ce qui est des modifications que nous voulons apporter au programme en général, et peut-être par une modification de la loi, elles ne sont pas vraiment motivées par un objectif financier. Nous prévoyons que ces modifications permettront de réaliser des économies, mais ce n'est pas le but de l'initiative.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): I have a specific case where a woman lived in the country for years and years and wanted to apply for Canadian citizenship so she could be eligible for old age security. Unfortunately she was house—ridden and she lived in a rural part of my riding. Is there such a concept as a travelling judge?

Mr. Nolan: Yes, there is. Judges do visit people who are in such situations, on a regular basis.

Mr. Knutson: I didn't know that.

More specific to the estimates, do you have specific targets regarding the backlog?

Mr. Nolan: We have a timetable. We have goals in terms of times. In terms of the original, with the administrative and regulatory changes we are going to do at the present time, we are hoping to get the turn–around time down. At some points it is now going as high as two years, so we are trying to get that down below 18 months and heading down, so that by a time about six months from the introduction of the act we will be down to a six–month turn–around time.

Mr. Knutson: Where would you expect to be 12 months from now?

Mr. Nolan: I would hope to be close to a year.

Mr. Knutson: Sorry?

Mr. Glen: It depends on legislation.

Mr. Nolan: And regulation. I would hope it to be one year.

Mr. Glen: A marker that we're trying to set in looking at the structure of the system that we need in the future, as opposed to the dollar target that your colleague inquired about, it would be a timeframe during which it's reasonable, and our target is six months.

Mr. Knutson: In the estimates that were presented, do they include the financial plan for this?

Mr. Glen: No.

• 1145

Mr. Nolan: When we introduce the act, it will be a different budgetary association. Depending on what we have in the act and what you recommend in the act, there may be budgetary implications.

At the present time we're trying to address the backlog situation with existing resources. We are going to come forward with a plan that will have financial considerations. We are obviously going to try to be neutral in revenue terms.

Mr. Knutson: So we wouldn't see it unless it-

Mr. Glen: No. It won't show in the printed estimates here.

Mr. Knutson: I mean we wouldn't see it in the future unless you are asking for more money.

[Translation]

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Je connais une femme qui habite au Canada depuis des années et qui voulait demander la citoyenneté canadienne afin d'avoir droit aux prestations de sécurité de la vieillesse. Malheureusement, elle est confinée chez elle et habite dans une région rurale de ma circonscription. Existe-t-il des juges itinérants?

M. Nolan: Oui. Les juges se rendent régulièrement chez les gens qui se trouvent dans une situation semblable.

M. Knutson: Je l'ignorais.

Pour en revenir au budget des dépenses, avez-vous des objectifs précis en ce qui concerne l'élimination de l'arriéré?

M. Nolan: Nous avons un calendrier. Nous avons établi des échéances. Grâce aux changements administratifs et aux modifications à la réglementation que nous sommes en train d'apporter, nous espérons réduire les délais de traitement des nouvelles demandes. Dans certains cas, ce délai est maintenant de deux ans et nous essayons de le réduire à 18 mois et moins, de manière à ce que six mois après l'entrée en vigueur de la loi, notre délai de traitement aura été réduit à six mois.

M. Knutson: Comment voyez-vous la situation dans 12 mois?

M. Nolan: J'espère qu'à ce moment-là le délai sera d'environ un an.

M. Knutson: Pardon?

M. Glen: Cela dépendra de la loi.

M. Nolan: Et de la réglementation. Nous espérons que le délai sera d'un an.

M. Glen: Un indicateur que nous envisageons pour le système que nous devrons mettre en place à l'avenir ne sera pas la cible monétaire à laquelle votre collègue faisait allusion, mais plutôt un délai raisonnable et celui que nous visons est de six mois.

M. Knutson: Est-ce que vous avez inclus un plan financier à cet égard dans le budget des dépenses?

M. Glen: Non.

M. Nolan: La nouvelle loi que nous comptons présenter aura un lien différent avec le budget. Selon les dispositions de la loi et les recommandations que vous ferez, il y aura peut-être des répercussions budgétaires.

Pour le moment, nous essayons d'éliminer l'arriéré en utilisant nos ressources actuelles. Nous allons présenter un plan qui comportera des considérations financières. Nous allons évidemment essayer de proposer quelque chose qui sera neutre sur le plan des recettes.

M. Knutson: Alors, nous ne le verrons pas à moins que. . .

M. Glen: Non. Il ne figure pas dans le budget des dépenses que vous avez.

M. Knutson: Je veux dire que nous ne le verrons pas à l'avenir à moins que vous ne demandiez des fonds additionnels.

Mr. Glen: That's right. You will see the estimates to the extent that the program, through redesign, would require less funding to operate. That will be reflected in the estimates.

Mr. Knutson: Next year?

Mr. Glen: Hopefully, next year we will see the first signal of that.

M. Nunez (Bourassa): Vous avez dit que la Semaine de la citoyenneté avait été un succès. D'abord, j'étais à Montréal-Nord dans ma circonscription et je n'ai pas eu accès à la liste que j'avais demandée des nouveaux citoyens de ma circonscription. J'aimerais savoir pourquoi cette liste m'a été refusée.

Deuxièmement, un représentant du ministre de l'Immigration a distribué des prix à plusieurs organismes qui travaillent avec des immigrants. Je suis député de cette circonscription et je n'ai même pas été consulté. C'est au député qu'il revient de distribuer des prix dans sa circonscription.

Troisièmement, les nouveaux citoyens avaient présenté leur demande de citoyenneté dans la circonscription de Saint-Denis, à Montréal, et le bureau de Saint-Denis sera fermé. J'aimerais savoir quand et pourquoi vous fermez le bureau de citoyenneté de Saint-Denis?

Par la suite, j'aurai d'autres questions.

Mr. Glen: And then you'll have more.

Your first question in terms of lists is an issue our minister has taken in hand. I understand he will be corresponding with members or perhaps critics representing this interest for their respective parties.

The difficulty we have is adhering to the requirements of the Privacy Act. There has been a recent determination put to us by the privacy commissioner indicating we are not at liberty to extend the list of prospective new citizens, as was the custom in the past. We hope that particular issue will be remedied as one of the provisions in a reform to the Citizenship Act.

M. Nunez: Excusez—moi, la liste a été lue à tout le monde. Il y avait une centaine de personnes et tous les nouveaux citoyens ont été nommés et invités à se rendre à l'avant. Quant à moi, j'avais demandé la liste et on me l'a refusée. Ce n'était pas une question de vie privée.

The Chairman: Mr. Nunez, I think Mr. Glen is saying they are no longer able to provide that because of the privacy legislation, but they are going to deal with it in the new legislation so you will be able to provide it.

Mr. Glen: Exactly.

To the extent it was an aspect of the ceremony of the day, I can seek further clarification for you. The practice I was referring to, and that I think your question was partly referencing, was the previous practice of providing notice to members of Parliament of prospective new citizens in their ridings. That is a practice we've had to change, with regret. It's not an issue we promoted, but we do respect the position taken by the Privacy Commissioner, and our intention is to remedy the shortcoming.

[Traduction]

M. Glen: C'est exact. Vous verrez qu'en raison de sa restructuration, le programme coûtera moins cher à exécuter. Ce sera reflété dans le budget des dépenses.

M. Knutson: Celui du prochain exercice?

M. Glen: J'espère que l'an prochain nous en verrons les premiers signes.

Mr. Nunez (Bourassa): You said that the Citizenship Week was a success. First, I was in my riding in Montreal North and I was unable to obtain the list of new citizens in my riding that I had requested. I would like to know why I was denied access to this list.

Secondly, a representative of the Minister of Immigration distributed prizes to several organizations that work with immigrants. I am the Member of Parliament for this riding and I was not even consulted. It is up to the Member of Parliament to distribute prizes in his own riding.

Thirdly, the new citizens had applied for citizenship to the office in the riding of Saint-Denis, in Montreal, which will be closed. I would like to know when and why you will be closing the Citizenship's Office in Saint-Denis.

Then, I will have other questions for you.

M. Glen: Par la suite, vous aurez d'autres questions.

Notre ministre s'occupe personnellement de votre première question au sujet des listes. Je crois savoir qu'il communiquera avec les députés ou peut-être avec les porte-parole intéressés de chacun des partis.

Notre problème est que nous devons respecter les exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le commissaire à la protection de la vie privée nous a indiqué récemment que nous ne sommes pas libres de fournir la liste des nouveaux citoyens éventuels, comme cela se faisait dans le passé. J'espère que cette situation sera corrigée par l'une des dispositions de la nouvelle Loi sur la citoyenneté.

Mr. Nunez: Excuse me, the list was read to everyone. There were about 100 people and all the new citizens were named and invited to come to the front of the room. But when I asked for the list, my request was denied. It was not a matter of privacy.

La présidente: Monsieur Nunez, je pense que M. Glen nous dit qu'ils ne peuvent plus fournir cette liste en raison de la Loi sur la protection des renseignements personnels, mais qu'ils vont essayer de corriger cette situation dans la nouvelle loi afin de pouvoir la fournir à nouveau.

M. Glen: Exactement.

Dans la mesure où cela faisait partie de la cérémonie ce jour-là, je peux essayer de vous obtenir plus de précisions. La pratique à laquelle je faisais allusion et à laquelle vous faisiez allusion vous aussi, je pense, dans votre question, est celle selon laquelle dans le passé les députés recevaient une liste des nouveaux citoyens éventuels de leurs circonscriptions. C'est cette pratique que nous avons dû modifier à contrecoeur. L'idée ne venait pas de nous, mais nous respectons la position prise par le commissaire à la protection de la vie privée et nous avons l'intention de corriger cette lacune.

In terms of the awards, the best I can do is take your point and bring it back to our minister. Quite frankly, I am not the one who determines who gives or not on that issue, but I understand your point and I will take it in hand.

With respect to the closing of the citizenship office in Saint-Denis, Mr. Nolan, do you have—

Mr. Nolan: Essentially, no decisions have been made about closing any of the offices. In a review of all the offices and all the courts in Canada, there has been consideration of closing Saint-Denis, Hamilton, and Oshawa and closing a series of courts, but no formal final decision has been made on those closings as of this point. But there is a review of all courts. Since we have two departments that have come together, we're trying to move people together to save money, and one of the aspects that is being looked at is the possible closing of courts to provide better service.

Mr. Nunez: When will you make a decision?

Mr. Nolan: Soon. I would say that within the next month we'll have a decision on the first series of closures, if there will be one.

The Chairman: Available at that time will also be the rationale, the cost savings related, and the criteria that you have used to choose the specific sites?

Mr. Nolan: Exactly. This matter hasn't been raised with the minister yet, so I think he has views that he stated at the press conference that are at odds with some of the reviews that are being undertaken. He said that he wasn't going to close any courts.

I can tell you that there was a bureaucratic review that has not been seen by the minister. So I wouldn't want to presume what his decision will be.

M. Nunez: En tout cas, sachez que je m'oppose fermement à la fermeture de ce bureau. J'en ai parlé au syndicat et ils sont très inquiets. Ils ne trouvent aucune raison pour justifier cette fermeture.

The Chairman: This is a time for questions.

M. Nunez: Concernant le serment, j'ai dit, vendredi demier, que je suis pour changer le serment prêté par les nouveaux citoyens. C'est anachronique de devoir prêter serment à la Reine d'Angleterre. Qu'en pensez-vous?

Mr. Nolan: Yes. The oath is one of the issues the minister wants this committee to look at. It's an issue that has been debated hotly around the country and is certainly one of the issues that he would. . It's the oath that's in the act at present. It can't be changed without an amendment to the act, and we'll certainly look forward to the advice of the committee on that issue.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): I have a couple of questions to do with a question that already came up. The financial savings from the changes that were announced are of interest to me.

[Translation]

Pour ce qui est des prix, le mieux que je puisse faire c'est d'informer notre ministre de ce que vous m'avez dit. Honnêtement, ce n'est pas moi qui décide qui distribuera ces prix, mais je comprends votre point de vue et je m'occuperai de cette question.

En ce qui concerne la fermeture du bureau de citoyenneté de Saint-Denis, monsieur Nolan, avez-vous. . .

• 1150

M. Nolan: Aucune décision n'a été prise quant à la fermeture de quelque bureau que ce soit. Dans le cadre de notre examen de tous les bureaux et de tous les tribunaux au Canada, nous avons étudié la possibilité de fermer les bureaux de Saint-Denis, de Hamilton et d'Oshawa ainsi qu'un certain nombre de tribunaux, mais aucune décision finale officielle n'a encore été prise à cet égard. Nous examinons tous les tribunaux. Comme deux ministères ont été fusionnés, nous essayons de regrouper les employés afin d'économiser de l'argent, et l'une des choses que nous examinons, c'est la possibilité de fermer certains tribunaux afin d'offrir un meilleur service.

M. Nunez: Quand prendrez-vous cette décision?

M. Nolan: Bientôt. Je pense que d'ici un mois une décision aura été prise sur les premières fermetures, s'il doit y en avoir.

La présidente: Et à ce moment-là, pourrez-vous également nous expliquer la raison de cette décision, les économies qu'elle vous permettra de réaliser ainsi que les critères que vous aurez utilisés pour choisir les bureaux et les tribunaux qui fermeront?

M. Nolan: Oui. Nous n'en avons pas encore discuté avec le ministre et je pense qu'à sa conférence de presse, il a fait des déclarations qui vont à l'encontre de certains des examens qui ont été entrepris. Il a dit qu'il n'allait fermer aucun tribunal.

Je peux vous dire que le ministre n'a pas encore vu les résultats de l'examen bureaucratique. Alors, je ne voudrais pas essayer de deviner quelle sera sa décision.

Mr. Nunez: In any case, you should know that I am firmly against the closure of this office. I spoke with the union and they are very worried. They can see no reason justifying this closure.

La présidente: Nous sommes ici pour poser des questions.

Mr. Nunez: About the oath, I said, last Friday, that I was in favor of changing the oath taken by new citizens. Pledging allegiance to the Queen of England is an anachronism. What do you think?

M. Nolan: Oui. Le serment est l'une des questions que le ministre aimerait que votre comité examine. C'est une question qui a été vivement débattue dans tout le pays et c'est certainement l'une des questions qu'il voudrait. . . À l'heure actuelle, le serment fait partie de la loi. Nous ne pouvons pas le modifier sans modifier la loi et nous espérons certainement que le comité saura nous conseiller sur cette question.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Je voudrais poser quelques questions sur un point qui a déjà été soulevé. Les économies qui découleront des modifications qui ont été annoncées m'intéressent.

As a preliminary look at things, my staff went through the conclusion of the terms of some of the judges this year. In rough figures, there was about a \$300,000 saving, simply in salaries for this year's judges.

An item in *The Toronto Star* says that there will be an estimated annual saving of \$3.5 million eventually, when the 50 citizenship court judges are eliminated. I'm concerned by the fact that you said that no savings will be seen immediately as the backlog is processed. As exactly as you can, tell me how that backlog is going to be processed and what expenses will be incurred that will in fact make up the difference that should be there.

Mr. Glen: I'll start, and then I'll ask Dick to finish.

Just to ensure that we're not missing the use of money, savings from one side will in fact help to finance the measures we're taking to address the efficiencies, the backlog we're trying to deal with.

Your gross figure for judges is right if they were entirely removed from the system, if you were able to take them and move them out.

In terms of our efforts to improve against the present situation—and there's a Treasury Board representative here—we're not planning to concede that as pure saving back into the central pot of the government. In fact, as it's available to us, we will deliberately address it to dealing with the backlog in other ways.

• 1155

It is not smoke and mirrors. It's just saying that we could make better use of that money.

Mrs. Hayes: I gathered that from what you said earlier. What exactly is it going to be spent on, other than the general term "backlog"?

Mr. Nolan: We intend to do a lot more work this year than we did last year. As you increase your work, you increase your costs at all the other levels. Of course the processing centre in Sydney will have greater costs. There will be greater costs in the courts. We are going to be doing testing, and there will be costs associated with testing to replace the judges. If you increase your workload, you always increase your costs.

A lot of those increases in costs are already covered, but in any system where you increase the amount of work, you have to increase the number of people who are going to be doing that work.

Mrs. Hayes: Are you saying that the backlog will be processed with the system now in place, only more so?

Mr. Nolan: No.

Mrs. Haves: It will be an expedited process.

Mr. Nolan: Yes.

Mrs. Hayes: Can you define exactly what that process will be?

[Traduction]

Pour se faire une première idée de la question, mon personnel a déterminé combien il y a de juges dont le mandat prend fin cette année. En gros, il serait possible d'économiser 300 000\$ cette année uniquement au chapitre des traitements de ces juges.

Un article du *Toronto Star* dit qu'à terme on économisera environ 3,5 millions de dollars par année lorsque les postes des cinquante juges de la citoyenneté auront été abolis. Je trouve préoccupant que vous nous disiez qu'aucune économie ne sera réalisée immédiatement puisque ces fonds seront réaffectés à l'élimination de l'arriéré. Pouvez—vous nous dire, aussi précisément que possible, quand cet arriéré sera éliminé et ce que cela coûtera pour combler l'écart qui existe.

M. Glen: Je vais commencer et ensuite je demanderai à Dick de compléter ma réponse.

Afin de nous assurer que nous utiliserons bien cet argent, les économies réalisées d'une part aideront effectivement à financer les mesures que nous prenons pour améliorer notre efficacité et pour éliminer notre arriéré.

Votre estimation en ce qui concerne les juges serait bonne si nous pouvions éliminer entièrement ces postes du système.

Pour ce qui est des efforts que nous déployons afin d'améliorer la situation actuelle—et il y a ici un représentant du Conseil du Trésor—nous n'avons pas l'intention d'accepter que les économies soient mises dans la cagnotte du gouvernement. En fait, puisque nous disposons de cet argent, nous allons délibérément l'utiliser pour financer d'autres moyens d'éliminer l'arriéré.

Ce n'est pas de la fumisterie. Je dis simplement que nous pourrions mieux utiliser cet argent.

Mme Hayes: C'est ce que j'avais compris de ce que vous avez dit tout à l'heure. Vous avez parlé de vous en servir pour éliminer l'arriéré, mais à quelles fins précises consacrerez-vous cet argent?

M. Nolan: Nous avons l'intention de faire beaucoup plus de travail cette année que l'an dernier. Quand la charge de travail augmente, les coûts augmentent à tous les niveaux. Naturellement, le centre de traitement de Sydney aura des dépenses plus élevées. Les tribunaux auront aussi des dépenses plus élevées. Nous comptons mettre en place une procédure d'évaluation pour remplacer les juges, et il en résultera des dépenses accrues. Dès que la charge de travail augmente, les dépenses augmentent invariablement.

Beaucoup de ces dépenses supplémentaires sont déjà couvertes, mais dès que la charge de travail augmente dans un service, il faut accroître l'effectif en conséquence.

Mme Hayes: Dois-je comprendre que vous maintiendrez le système déjà en place pour traiter l'arriéré, mais que vous ne ferez que donner plus d'ampleur à ce système?

M. Nolan: Non.

Mme Hayes: Il s'agira d'une procédure accélérée.

M. Nolan: Oui.

Mme Hayes: Pouvez-vous nous dire en quoi consistera exactement cette procédure?

Mr. Nolan: There are two different approaches. There are going to be several others, but there are two major ones we are working on right now. One is referred to as—and you might hear this—the Mississauga model, in which we have group hearings and then the judges see the applicants individually after the hearing. That is required by regulation and statute at this point in time.

The minister announced an unusual measure, the use of section 5.4 of the act, to have another process—which will be a parallel process—used on the backlog of files for people who have been eligible for over one year. That process will not require a judge. We will still do all the background screening, the criminality checks, and the security check with CSIS. We will also have a written test. The people who go through that process will not have to see a judge. So we have two major processes, which we are going to use in that area.

We are also going to start using a mail—in process more. We have a pilot mail—in program in Toronto. We've discovered that some of the requirements were probably too onerous in terms of the mail—in centre so we're going to revise that and use that process.

Those are three of the major pilot projects we are going to start working on—as a matter of fact, have started to work on as we sit here.

Mrs. Hayes: So those are now in the process.

Mr. Nolan: Yes.

Mrs. Hayes: Is there any indication what the cost is per person of processing someone through the process described for people who have been waiting over one year compared to what it was before?

Mr. Nolan: We don't know yet. As I said, we have pilot projects going at the present time. We'll have those figures for you once we get a firm feeling on it. We know it is less. We don't know how much less it is. It is a process that has never been tried before. We are in our second week. It is a very hard thing to predict at this point in time. We know that it is better. If I gave you a figure now, it would be a guesstimate, and I would prefer to give you an actual figure.

The Chairman: So you'll come back with the information, then.

Mr. Nolan: Yes, I have no problem with coming back with that information.

Mrs. Hayes: There is one other point. Have you received feedback from the judges themselves as to the wisdom of expediting a process like that? I was talking to one just recently. They are concerned about the security missing in the personal interview. This was a real concern.

The Chairman: I think we'll ask Mr. Glen to answer this one.

[Translation]

M. Nolan: Il y aura en fait deux procédures différentes. Il y en aura aussi plusieurs autres, mais il y en a deux sur lesquelles nous concentrons nos efforts pour le moment. L'une est désignée sous le nom—et vous l'entendrez peut—être—de modèle de Mississauga: les requérants participent à des audiences collectives, puis à une rencontre individuelle avec un juge. Nous répondons en cela à une exigence stipulée dans la réglementation et dans la loi.

Le ministre a annoncé une mesure assez exceptionnelle, soit le recours à l'article 5.4 de la loi pour mettre en place une autre procédure—il s'agira d'une procédure parallèle—qui permettra de traiter les demandes des requérants qui sont admissibles depuis plus d'un an. Il ne sera pas nécessaire de passer par un juge. Nous continuerons à faire toutes les vérifications d'antécédents, de casiers judiciaires de même que les vérifications que nous faisons avec le SCRS. Nous continuerons à administrer un examen écrit. Les requérants qui passeront par cette procédure n'auront pas à se présenter devant un juge. Ainsi, nous avons deux grandes procédures, que nous utiliserons pour traiter l'arriéré.

Nous appliquerons aussi à plus grande échelle un projet pilote déjà en place à Toronto qui permet d'envoyer les demandes par la poste. Nous avons constaté que certaines des exigences imposées au centre postal étaient trop onéreuses, de sorte qu'il faudra apporter quelques rajustements à la procédure avant de l'appliquer à plus grande échelle.

Voilà trois des principaux projets pilotes que nous mettrons en place—en fait, nous avons déjà commencé à les mettre en place.

Mme Hayes: Ces projets sont donc déjà en marche.

M. Nolan: Oui.

Mme Hayes: Avez-vous une idée de ce qu'il en coûtera par personne pour la procédure qui s'applique à ceux qui attendent depuis plus d'un an comparativement à ce qu'il en coûtait auparavant?

M. Nolan: Nous ne saurions vous le dire pour l'instant. Comme je l'ai indiqué, ces projets sont encore au stade expérimental. Nous pourrons vous fournir des chiffres quand la procédure aura été bien rodée. Nous savons que le coût sera inférieur à ce qu'il était, mais nous ne savons pas de combien. Il s'agit d'une toute nouvelle procédure, et nous n'en sommes qu'à la deuxième semaine d'application. Il est très difficile de prévoir pour l'instant combien il en coûtera. Nous savons qu'il en coûtera moins. Pour le moment, je ne pourrais que vous donner un chiffre approximatif, et je préférerais vous donner un chiffre exact.

La présidente: Alors, vous nous communiquerez cette information.

M. Nolan: Oui, je vous communiquerai volontiers cette information.

Mme Hayes: Il y a une autre question dont je veux discuter avec vous. Les juges vous ont—ils dit ce qu'ils pensaient de l'opportunité de mettre en place une procédure accélérée comme celle—là? J'ai eu l'occasion de m'entretenir récemment avec un juge, qui s'inquiétait de l'élimination de l'entrevue personnelle qui assurait une certaine sécurité. Cette personne y voyait une préoccupation réelle.

La présidente: Je crois que nous demanderons à M. Glen de répondre à cette question.

I also have concerns. I don't know how many of you have had an opportunity over this past week to talk to citizenship court judges and new Canadians about what is happening. There is a real concern. Mr. Nunez, I think you brought it up. I think it is really clear that there is not a good understanding out there about what is happening and why.

So, Mr. Glen, could you offer us some information?

Mr. Glen: Personally, yes, I have heard from judges. I had the-

The Chairman: You've heard, and what are you going to do about it?

Mr. Glen: In fact, I was in Vancouver the day of the announcement and was visiting a citizenship court within an hour of the announcement. I thought the announcement was going to be made later in the day.

The judges were mixed, quite frankly, and it surprised me. Clearly, one was very upset personally but more fundamentally over the principle and the need for it.

• 1200

The action is not without debate and controversy. I found other judges who were quite realistic in understanding the need to find a better way of going at this. One was quite heartened to know that this committee was seized of the broader issues and the principles that should be part of the program. All were concerned—and this included staff in the offices I visited—that the measures we take not destroy, in essence, the dignity and the proper ceremony that comes with becoming a new citizen. And that is shared by us.

So, yes, there was debate. I would say in the early goings—on, some of it was probably personal reaction as opposed to being more focused on the substantive move. It's a fair issue for people to be concerned about.

To the goal of an improved system in the future, we are satisfied that we can come forward with proposals to ensure the integrity of the program—not just the dignity, but the integrity—the concern around security, around possible criminality, things like that, to bring the confidence to the granting of citizenship.

The Chairman: Could you add to that, Mr. Glen, the consultation process? Certainly the new Canadian and multicultural communities are the ones that feel they haven't been consulted. How are you going to come up with these, and how is the public out there going to be part of it?

Mr. Glen: I hope part of that is what you people will smartly address as well, in looking at the matters from the perspective of what citizenship is and how it fits into our society.

The Chairman: As I read the terms of reference in that letter, my sense was that this was an administrative matter. The decision had been made and—

[Traduction]

C'est une question qui me préoccupe, moi aussi. Je ne sais pas combien d'entre vous ont eu l'occasion cette semaine de discuter avec des juges de la Cour de la citoyenneté et des nouveaux Canadiens au sujet de ce qui se passe. On est vraiment préoccupé. Je crois que vous avez soulevé cette question, monsieur Nunez. On ne semble manifestement pas comprendre ce qui se passe ni ce que l'on cherche à accomplir.

Alors, monsieur Glen, pourriez-vous éclairer notre lanterne?

M. Glen: Oui, j'ai moi-même eu l'occasion d'entendre la réaction des juges. J'ai eu...

La présidente: Vous avez entendu leur réaction, et qu'entendezvous faire à cet égard?

M. Glen: Il se trouve que j'étais à Vancouver le jour où l'annonce a été faite et je me suis rendu à une cour de la citoyenneté une heure à peine après l'annonce. Je croyais que l'annonce serait faite plus tard dans la journée.

Parmi les juges, les avis étaient partagés et, à vrai dire, j'en ai été surpris. Manifestement, l'un d'eux était très bouleversé sur le plan personnel, mais il l'était encore plus relativement au principe et à la nécessité de ces nouvelles mesures.

Ces mesures ne sont pas sans susciter débat et controverse. D'autres juges étaient assez réalistes; ils comprenaient qu'il fallait trouver une meilleure façon de faire les choses. L'un d'entre eux trouvait beaucoup de satisfaction dans le fait que votre comité avait été saisi des grandes questions et des principes sur lesquels se fonde le programme. Tous craignaient—et c'est un sentiment qui était partagé par les employés dans les bureaux que j'ai visités—que les nouvelles mesures ne mettent en péril, au bout du compte, la dignité et l'aspect cérémonial de l'accession à la citoyenneté. C'est là quelque chose qui nous tient tous à coeur.

Ainsi, la réaction a été vive. Je dirais qu'au début, les intéressés ont sans doute réagi, non pas tant aux mesures comme telles, qu'aux conséquences qui en découlaient pour eux sur le plan personnel. Leurs inquiétudes sont parfaitement légitimes.

Pour ce qui est de remplacer les juges par un nouveau système amélioré, nous avons confiance que nous pourrons présenter des propositions qui permettront d'assurer l'intégrité—pas seulement la dignité, mais l'intégrité—du programme et qui répondront aux préoccupations concernant la sécurité, les antécédents criminels et autres choses semblables, afin de redonner confiance dans le processus d'octroi de la citoyenneté.

La présidente: Monsieur Glen, pourriez-vous aussi nous parler du processus de consultation? Chose certaine, les nouveaux Canadiens et les membres des communautés multiculturelles ont l'impression de ne pas avoir été consultés. Comment vous y prendrez-vous pour élaborer ces propositions et comment ferez-vous en sorte d'assurer la participation du public?

M. Glen: J'ose espérer que votre comité jouera un rôle utile à cet égard et qu'il examinera les questions qui se posent quand il essaiera de déterminer en quoi consiste la citoyenneté et quel est son rôle dans notre société.

La présidente: D'après ce que j'ai compris du mandat tel qu'il était annoncé dans cette lettre, j'ai eu l'impression qu'il s'agissait d'une question administrative. La décision avait été prise et. . .

Mr. Glen: Are we talking judges?

The Chairman: We are talking about judges and what replaces them, the system.

Mr. Glen: I think it's fair to say that the government has declared itself on judges. I don't have to be a cheerleader for the government, but I do feel that the early response was quite positive.

The Chairman: I guess what's going to replace the judges...

Mr. Glen: Yes, so the design of the system and the extent to which organizations can be brought in—

The Chairman: How is the community that's being served by the Citizenship Act going to be involved in that?

Mr. Glen: I don't have a strong answer because our intention is not to exclude them. I am just not certain of the mechanics of it.

The Chairman: I want to know how you are going to include them.

Mr. Nolan: The other thing is to realize that a process has gone on in terms of citizenship. We've had three major national consultations on the Citizenship Act on previous occasions, so there has been substantial consultation on the act itself.

We also intend, on this occasion, to follow up on your committee. Actually, we thought the committee would be doing a bit of that for us in terms of the groups. We will also be doing our normal meeting with all the groups we have lined up—the Bar Association, the groups that have made presentations to the standing committee or to the Senate committee. I think you've received the Senate committee report, which we had just last year. As well there are other groups in the multi—community. We've already talked to a few people who have contacts—

The Chairman: So you are already in discussions—sorry, I don't mean to grab this—but you are already in discussions with the communities served by the judge?

Mr. Nolan: We will be. We are not at this point because we didn't have the approval of cabinet. The approval of cabinet was just. . .

Mr. Glen: Several weeks ago.

Mr. Nolan: Yes, so we are in the process-

The Chairman: I didn't mean to muscle in.

Mr. Glen: I can offer one point of added clarification. I was surprised to hear a rumour put to me on the west coast that we already have a bill, that the government has drafted a bill and it's ready to go. That is not true.

The Chairman: I understand you don't even have a discussion paper for us yet. We are counting on that discussion paper—and I will leave it with you, Mr. Glen—by Thursday. We have a very short time line and this committee desires to do a good job. So we need that discussion paper Thursday.

[Translation]

M. Glen: Voulez-vous parler des juges?

La présidente: Je veux parler des juges et du système qui les remplacera.

M. Glen: On peut dire, sans trop d'hésitation, que le gouvernement s'est effectivement prononcé sur la question des juges. Je n'ai pas à jouer les meneurs de claque pour le gouvernement, mais j'estime que la réaction initiale a été très positive.

La présidente: Ce qui remplacera les juges...

M. Glen: Oui, alors, la conception du système et le degré de participation des organismes. . .

La présidente: Comment la clientèle visée par la Loi sur la citoyenneté pourra-t-elle être assurée de participer au processus?

M. Glen: Je ne peux pas vous donner de réponse définitive. Notre intention n'est pas d'exclure les intéressés, mais je ne peux pas vous dire exactement comment ils pourront participer.

La présidente: Je veux savoir comment vous allez faire pour les inclure.

M. Nolan: Il ne faut pas oublier par ailleurs que la question de la citoyenneté a déjà fait l'objet d'un processus de consultation important. Nous avons déjà mené trois grandes consultations sur la Loi sur la citoyenneté, de sorte que la participation a été importante.

Nous avons également l'intention de suivre les travaux de votre comité en l'occurrence. Nous avions même pensé que le comité pourrait nous aider considérablement pour ce qui est de consulter les groupes. Nous rencontrerons aussi, comme c'est notre habitude, tous les groupes qui font normalement partie du processus—l'Association du Barreau, les groupes qui ont présenté des mémoires ou des exposés au comité permanent ou au comité sénatorial. Je crois que vous avez reçu le rapport du comité sénatorial, qui a tenu ses audiences l'an dernier. Il y a aussi d'autres groupes parmi les communautés multiculturelles. Nous avons déjà communiqué avec quelques personnes qui ont des contacts...

La présidente: Ainsi, vous avez déjà commencé à discuter—excusez—moi d'insister là—dessus—mais vous avez déjà commencé à discuter avec les communautés desservies par les juges?

M. Nolan: Nous commencerons à discuter avec elles. Nous ne l'avons pas encore fait parce que nous n'avions pas encore obtenu l'approbation du Cabinet. Cette approbation n'est venue que...

M. Glen: Il y a plusieurs semaines.

M. Nolan: Alors, oui, nous sommes en train. . .

La présidente: Excusez-moi de vous avoir enlevé la parole.

M. Glen: Je peux apporter une précision à ce sujet. J'ai été surpris d'entendre parler d'une rumeur qui circule sur la côte Ouest, selon laquelle nous avons déjà un projet de loi qui est prêt à être présenté, que le gouvernement aurait déjà rédigé un projet de loi. Il n'en est rien.

La présidente: Si je comprends bien, vous n'avez même pas encore de document de consultation à nous présenter. Nous comptons bien recevoir ce document de consultation—et je m'en remets à vous, monsieur Glen—d'ici à jeudi. Nous avons un délai très court et nous voulons faire du bon travail. Nous avons besoin de ce document de consultation dès jeudi.

Mr. Glen: Could I answer? I have just had eye contact with a colleague. . . Monday? I think I know who is working on it, so I would say Monday.

The Chairman: So you say not Thursday but Monday?

Mr. Glen: Please.

• 1205

The Chairman: You mentioned three major consultations. I'm assuming they're around the broader Citizenship Act and not the judge issue and the ceremony?

Mr. Nolan: The broader concept of citizenship.

The Chairman: I'd kind of like to know when, how, and the reports and conclusions.

Mr. Nolan: We'll send those-

The Chairman: I think collectively we would like a copy.

Mr. Nolan: We'll send those over to you so you can see them.

The Chairman: Is that agreeable to the committee?

Some hon. members: Agreed.

Mr. Assadourian (Don Valley North): First of all, how often do you send the list of new Canadians to members of Parliament?

Mr. Glen: Now we don't send it at all. That was the point I was making earlier.

Mr. Assadourian: I received one a month and a half ago. Was that the final one?

Mr. Glen: My understanding is that we had agreed to stop the lists by the end of December.

A voice: That's right.

Mr. Glen: If you got one after that, I wouldn't brag about it.

The Chairman: It was a mistake.

Mr. Nolan: The various members applied at different times, but we agreed with the Privacy Commissioner that we'd give everybody their lists up to December. It depends when you applied. Various members applied at different times, but nobody should have got an advantage. We said we wanted to create a level field. That was the agreement, and those are the instructions to the people. If you got anything after that, I'd like to know how.

Mr. Assadourian: Is a fee attached to a citizenship certificate, and how much is it?

Mr. Nolan: For a grant? \$80.

[Traduction]

M. Glen: Puis-je répondre? Je viens de consulter des yeux un de mes collègues. ..lundi? Je crois savoir qui s'occupe de rédiger ce document, alors je dirais que vous l'aurez lundi.

La présidente: Alors, vous dites que ce ne sera pas jeudi, mais lundi?

M. Glen: Oui, s'il vous plaît.

La présidente: Vous avez parlé de trois grandes consultations. Je suppose que ces consultations ont porté, non pas sur la question des juges et de la cérémonie, mais sur les dispositions générales de la Loi sur la citoyenneté?

M. Nolan: Sur la citoyenneté en général.

La présidente: J'aimerais bien savoir quand elles ont eu lieu, comment elles se sont déroulées et quelles sont les conclusions que l'on retrouve dans les rapports.

M. Nolan: Nous vous ferons parvenir. . .

La présidente: Je crois que notre comité voudrait en recevoir un exemplaire.

M. Nolan: Nous vous enverrons un exemplaire de chacun de ces rapports pour que vous puissiez en prendre connaissance.

La présidente: Les membres du comité sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Tout d'abord, à quelle fréquence envoyez-vous aux députés la liste des nouveaux Canadiens?

M. Glen: Nous n'envoyons plus cette liste. C'est ce que je disais tout à l'heure.

M. Assadourian: J'en ai reçu une il y a un mois et demi. C'était la dernière?

M. Glen: Ce qui était convenu, je crois, c'est que les listes ne seraient plus envoyées après la fin de décembre.

Une voix: C'est juste.

M. Glen: Si vous en avez reçu une après cela, je ne m'en vanterais pas à votre place.

La présidente: C'était une erreur.

M. Nolan: Les députés ont présenté leurs demandes à des moments différents, mais nous avions convenu avec le commissaire à la protection de la vie privée que les listes seraient envoyées jusqu'à la fin de décembre seulement. Tout dépend du moment où la demande a été soumise. Les députés ont présenté leurs demandes à des moments différents, mais personne n'aurait dû être avantagé par rapport aux autres. Nous avions décidé que les règles du jeu seraient les mêmes pour tous. C'est la consigne qui avait été donnée aux employés. Si vous avez reçu une liste après la date convenue, je voudrais bien savoir comment.

M. Assadourian: Faut-il payer un droit pour obtenir le certificat de citoyenneté? À combien s'élève ce droit?

M. Nolan: Pour obtenir la citoyenneté? Quatre-vingts dollars.

Mr. Assadourian: Is that payable because of the cost recovery?

Mr. Nolan: No.

Mr. Assadourian: What would be the break-even point?

Mr. Nolan: If you look at the estimates, there are some costs that aren't in there because of the RCMP-CSIS costs, I think, but most of the costs are now included in the estimates. If you take that, I think it's about—

A voice: Half.

Mr. Nolan: We're at about a half right now, plus whatever it is for the RCMP services and CSIS services. It depends. You see, if you up your fees, some services go down and other services go up.

Mr. Glen: The short answer is yes, it is cost recovery, but it is not full cost recovery.

The Chairman: I'd like to go back, Mr. Glen, to the judges and consultation. I'm not really clear on what's going to replace the existing ceremony and how you're going to go about consulting. If it's something that's difficult to answer now, perhaps it can come back in a one-pager. I need to be able to say something to the Edmonton Multicultural Society or the Sikh Federation of Edmonton on how they're going to be involved and what takes the place of the existing ceremony. Do you want to try that now, or provide us with a one-pager?

Mr. Glen: I won't try to answer it completely now because we don't have a complete answer. It's part of what we're looking at.

The Chairman: Then maybe we can wait for it.

Mr. Glen: Sure. If it would help you, we could come back with a one or two-pager on precisely how we're planning to engage more broadly on consultations, and that would assist you.

The Chairman: You talked about some pilot projects, the special cases in the Citizenship Act where it talks about special, unusual hardship, or to reward services of an exceptional value to Canada the Governor in Council may grant direct citizenship. Is that being contemplated now?

Mr. Nolan: That's being done as we speak. We've done the first review of files for qualification under that program. We've reviewed the Ottawa court, the Windsor court, and the North York court. I think we're are in the middle of doing North York right now. We're developing a process, as we speak, in those particular courts under the special provision.

The Chairman: In these particular ones there is no ceremony. There is no court, in other words.

[Translation]

M. Assadourian: Ce droit est-il exigé suivant le principe du recouvrement des frais?

M. Nolan: Non.

M. Assadourian: Ouel serait le seuil de rentabilité?

M. Nolan: Certaines dépenses ne figurent pas au budget des dépenses parce qu'elles sont assumées par la GRC et le SCRS, je crois, mais la plupart des dépenses y figurent dorénavant. Si vous prenez ce total, je crois que nous recouvrons environ. . .

Une voix: La moitié.

M. Nolan: Nous recouvrons environ la moitié des dépenses à l'heure actuelle, mais il faut ajouter à cela les services de la GRC et du SCRS. Tout dépend. Quand on majore les droits exigés, le coût diminue pour certains services et augmente pour d'autres.

M. Glen: Si vous voulez une réponse courte, je dirais que l'objectif est effectivement de recouvrer les frais, mais nous ne recouvrons pas tous les frais.

La présidente: Je voudrais revenir, monsieur Glen, aux juges et à la consultation. Je ne comprends pas vraiment ce qui remplacera la cérémonie existante ni comment vous allez faire la consultation. S'il vous est difficile de répondre immédiatement, vous pourriez peut-être nous l'expliquer dans un document d'une page. Je dois pouvoir répondre quelque chose à la Société multiculturelle d'Edmonton ou à la Fédération sikh d'Edmonton sur la forme que prendra leur participation et sur ce qui remplacera la cérémonie existante. Voulez-vous essayer de répondre maintenant ou préférez-vous nous revenir avec un document d'une page?

M. Glen: Je n'essaierai pas de vous donner de réponse complète maintenant, parce que nous n'avons pas de réponse complète à vous donner. Cela fait partie de ce que nous examinons actuellement.

La présidente: Nous pouvons peut-être attendre donc que vous nous donniez la réponse.

M. Glen: Bien sûr. Si cela peut vous être utile, nous pourrions vous faire parvenir un document d'une ou deux pages pour vous expliquer exactement ce que nous prévoyons faire pour élargir le processus de consultation.

La présidente: Vous avez parlé de certains projets pilotes, de cas particuliers qui sont prévus dans la Loi sur la citoyenneté, où, en raison de circonstances particulièrement éprouvantes ou pour récompenser des services de valeur exceptionnelle rendus au Canada, le gouverneur en conseil peut décider d'accorder directement la citoyenneté à quelqu'un. Est—ce là une possibilité que vous envisagez?

M. Nolan: Cela se fait déjà. Nous avons déjà entrepris d'étudier le premier lot de dossiers qui pourraient être admissibles à ce programme. Nous avons étudié la situation à la cour d'Ottawa, ainsi qu'à celle de Windsor et de North York. Je crois que l'étude se poursuit toujours à la cour de North York. Nous élaborons actuellement une procédure qui serait mise en place dans ces trois cours en vertu de la disposition spéciale.

La présidente: Dans ces cas-là, il n'y aurait pas de cérémonie pour attribuer la citoyenneté. Autrement dit, il n'y aurait pas de cour comme telle.

Mr. Nolan: The only difference is that there will be no judge. There will be a person who does see every applicant. Every person sees an officer. They won't see an officer and a judge. They'll still see an officer. There still will be a criminality check. We are also going to, at each testing thing, repeat the questions in terms of criminality and get a signed statement from each person.

[Traduction]

M. Nolan: La seule différence, c'est qu'il n'y aura pas de juge. Il y aura toutefois quelqu'un qui rencontrera chaque requérant. Chaque requérant se présentera devant un agent. Les requérants ne rencontreront pas un agent et un juge, comme cela se faisait auparavant, mais ils continueront à rencontrer un agent. Nous continuerons aussi à vérifier les antécédents criminels. Nous allons également, à chaque étape, répéter les questions en ce qui concerne la criminalité et essayer d'obtenir une déclaration signée de chaque personne.

• 1210

Right now we have a system with the RCMP. This is what we'll do. For everybody who applied, we'll recheck them for criminality a second time after the pilot project. We're going to repeat our checks; this has never been done before. In effect, this will be probably a more secure approach than we've had before.

We're very concerned about that issue, but it's not that they're not going to see anybody. They're not going to see a judge, but they are going to see an officer.

Mr. Glen: Madam Chairperson, I would like to add to that, because I caught a bit of confusion, perhaps, in your question as well.

We're talking about the streamlining and the efficiencies to the determination in granting of citizenship. We would still be committed to the ceremonies. In fact, as I said earlier, one of the concerns is how to ensure the ceremony and dignity of that part of it.

However, the functions that now attend to a judge will be replaced by other measures. We share very much the concerns of the community around ceremony.

The Chairman: For the second round, members of the committee, you'll remember our main estimate on citizenship registration and promotion that was prepared by our researcher, as well as the estimates.

M. Nunez: Il y a une chose qui m'a choqué. Mon collègue Assadourian a reçu la liste et pas moi. Pourquoi? Je crois qu'il y a lieu de faire enquête car cette liste m'a été refusée.

The Chairman: I heard him say it was a mistake.

M. Nunez: Je pense que cela nécessite une enquête.

M. Nolan: Il s'agit, je crois, de la même liste pour la même date. C'est seulement la date de l'expédition. Il n'y a pas de différence. On donnait à tous les députés la liste pour jusqu'à la fin de décembre.

M. Nunez: Pourrais—je savoir quand vous avez envoyé la liste à M. Assadourian?

Mr. Nolan: I don't know. I think that's probably covered by privacy. We certainly will look into it.

The Chairman: Mr. Assadourian, when did you receive your list?

Mr. Assadourian: Remember that there was only one list, and that was at the beginning of January, close to December. I was wondering why I haven't received the lists since then. There was only one list.

À l'heure actuelle, nous avons un système avec la GRC. Voilà ce que nous allons faire. Pour tous ceux qui font une demande, nous ferons une deuxième vérification de criminalité après le projet pilote. Nous répéterons nos vérifications; cela n'a jamais été fait jusqu'ici. En fait, ce sera probablement un système plus sûr qu'auparavant.

C'est une question qui nous préoccupe beaucoup, mais ce n'est pas qu'ils ne verront personne. Ils ne verront pas de juge mais ils verront un agent.

M. Glen: Madame la présidente, j'aimerais ajouter quelque chose parce que je crois qu'il règne une certaine confusion.

Nous parlons de simplifier et de rendre plus efficace le processus d'octroi de la citoyenneté. Nous conserverions les cérémonies. En fait, comme je l'ai déjà dit, une de nos préoccupations est de maintenir la cérémonie et de conserver à cet événement toute sa dignité.

Toutefois, les fonctions qui reviennent actuellement à un juge seront remplacées par d'autres mesures. Nous sommes tout à fait d'accord avec tout le monde pour ce qui est de la cérémonie.

La présidente: Pour le deuxième tour, chers collègues, vous vous rappellerez le document qui a été préparé par notre attachée de recherche sur la citoyenneté et sur le budget principal.

Mr. Nunez: There's one thing that shocked me. My colleague Assadourian received the list and I didn't. Why? I think we should have an investigation because this list was refused to me.

La présidente: J'ai entendu dire que c'était une erreur.

Mr. Nunez: I do think an investigation is required.

Mr. Nolan: I think it is the same list for the same date. It is only the date it was sent. There's no difference. All members received the list up to the end of December.

Mr. Nunez: Could I know when you sent the list to Mr. Assadourian?

M. Nolan: Je ne sais pas. Je pense que c'est probablement couvert par la Loi sur la protection des renseignements personnels. Nous examinerons certainement la question.

La présidente: Monsieur Assadourian, quand avez-vous reçu votre liste?

M. Assadourian: Rappelez-vous qu'il n'y avait qu'une liste et c'était au début de janvier, pas loin de décembre. Je me demandais pourquoi je n'avais pas reçu les listes depuis. Il n'y en avait qu'une.

The Chairman: I would assume it came the week of the decision, so everybody else had the same list.

Mr. Assadourian: Everybody else had the same list.

Mr. Nolan: There are some members who are just writing right now.

The Chairman: I don't think, Mr. Nunez, there was any intent to provide different levels. It was just something that happened.

Mr. Nunez: I hope so.

The Chairman: I can understand, prior to the ceremony, that they might be concerned about providing the list, but what about after the ceremony? I know a lot of new Canadians really do appreciate a letter from their member of Parliament welcoming them to our family, so to speak. Has that been looked at?

Mr. Glen: That was the point Mr. Nunez inquired about in his earlier questions. I said I'd have to actually find out why it wasn't available at the ceremony. I don't have an answer today, and I don't anticipate that the Privacy Act plays in the same fashion, but I'm not going to jump—

The Chairman: You can get back to us. We can take a list, including addresses, after the ceremony, and then you'll report back to us.

Mr. Glen: I'll have to be cautious. I suspect we won't be able to do it. There are limitations on us from the Privacy Commissioner's ruling.

The Chairman: You'll advise us on how—

Mr. Glen: I'm trying to say that if there's a list in court, then I want to find out what it is.

A voice: It's not considered public.

Mr. Glen: Oh, it's not considered public. We'll give you some clarification on the issue.

The Chairman: I received a list with my program this week.

Mr. Bryden: Is this a debate, Madam Chairman? I'd love to take part in it. Otherwise, I'll wait until my time of questioning comes.

The Chairman: It's not a debate. What we're trying to do is to get information to be absolutely clear what the department can bring back. They are going to come back to us and advise us if MPs can receive after the fact. It's not really a debate.

Mr. Bryden: I'll wait until my time, but you're having a great time there, and I'd like to join in.

The Chairman: I'm just trying to clarify things. I'm not speaking for or against any motion.

Mr. Bryden: I'd like to clarify things too.

The Chairman: I'm just making sure this committee gets information.

M. Nunez: Il va de soi, de par les questions et les réponses, qu'il y a un grand désordre au sein de la citoyenneté au Canada. Vous ne savez pas encore comment remplacer les juges et qui va faire quoi. Je ne pense pas, qu'au sein du Comité, nous aurons les réponses à toutes les questions que nous allons vous soumettre.

[Translation]

La présidente: Je suppose qu'elle est arrivée la semaine où la décision a été prise si bien que tout le monde a reçu la même liste.

M. Assadourian: Tous les autres avaient la même liste.

M. Nolan: Il y a des députés qui n'écrivent que maintenant.

La présidente: Je ne crois vraiment pas, monsieur, que l'on ait essayé de fournir des choses différentes. C'est simplement un hasard.

M. Nunez: Je l'espère.

La présidente: Je puis comprendre qu'avant la cérémonie, on ait pu hésiter à fournir la liste mais, après la cérémonie, je ne comprends pas. Je sais que beaucoup de néo—Canadiens sont très heureux de recevoir une lettre de leur député qui leur souhaite la bienvenue dans notre famille canadienne. A-t-on examiné la question?

M. Glen: C'est la question que posait tout à l'heure M. Nunez. J'ai dit qu'il faudrait que je me renseigne car je ne sais pas pourquoi cette liste n'était pas disponible lors de la cérémonie. Je ne puis répondre aujourd'hui et je ne pense pas que la Loi sur la protection des renseignements personnels s'applique à cela, mais je ne voudrais pas...

La présidente: Vous pourrez nous répondre ultérieurement. Nous pouvons prendre une liste, avec les adresses, après la cérémonie et vous nous ferez ensuite un rapport.

M. Glen: Je dois être prudent. Je ne serais pas étonné que nous puissions le faire. La décision du commissaire à la protection de la vie privée nous impose certaines restrictions.

La présidente: Vous nous indiquerez comment. . .

M. Glen: J'essaie de vous dire que s'il y a une liste, j'aimerais savoir de quoi il s'agit.

Une voix: Ce n'est pas considéré comme public.

M. Glen: Oh, ce n'est pas public. Nous vous donnerons des précisions à ce sujet.

La présidente: J'ai reçu une liste avec mon programme cette semaine.

M. Bryden: Est-ce un débat, madame la présidente? Je serais ravi d'y prendre part. Sinon, j'attendrai que ce soit à mon tour de poser des questions.

La présidente: Ce n'est pas un débat. Nous essayons simplement de nous renseigner afin de savoir exactement ce que le ministère pourra nous fournir. On va nous dire si les députés peuvent recevoir cette liste après la cérémonie. Ce n'est pas vraiment un débat.

M. Bryden: J'attendrai mon heure, mais vous vous amusez bien et j'aurais aimé le faire avec vous.

La présidente: J'essaie simplement de faire préciser les choses. Il ne s'agit pas de se déclarer pour ou contre une motion.

M. Bryden: J'aimerais également préciser les choses.

La présidente: Je veux simplement m'assurer que le comité recevra les renseignements demandés,

Mr. Nunez: It is obvious, from questions and answers, that there is a lot of confusion in Citizenship Canada. You still do not know how to replace the judges and who's going to do what. I do not think that the committee will get answers to all the questions we are going to ask you.

[Traduction]

• 1215

On n'a même pas le document pour la discussion. Comme je l'ai toujours dit, pourquoi le ministre n'a-t-il pas déposé un projet au lieu de demander des avis, des suggestions, etc?

Pouvez-vous nous faire parvenir la liste des juges, y compris la date à laquelle ils ont été nommés, les lieux où ils travaillent et la date de fin de mandat?

The Chairman: That material has already been provided, I understand, Mr. Nunez. It's in the information you've been provided with.

M. Nunez: J'espère que oui.

Mr. Glen: If it hasn't, we can provide it.

M. Nunez: Le ministre dans son discours au Parlement a dit qu'il voulait que les démarches pour obtenir la citoyenneté soient terminées dans un délai de six mois. Quand allez—vous atteindre cet objectif? J'ai demandé à plusieurs personnes, à Montréal, combien de temps elles avaient dû attendre pour obtenir la citoyenneté et la plupart ont dit deux ans.

Mr. Glen: We would say some are more than two years. The goal is six months, and we would hope to see definite advances towards it within the next 12 months, but I won't declare that victory will be 12 months away.

We're hoping the reforms we bring both to the law and to the processes supported by the law will get us to a system that is, start to finish, six months. We're now in the process of doing certain things administratively. We know that to be successful we're going to have to amend the act as well.

M. Nunez: Pour accorder un visa de visiteur, un de mes collègues a demandé qu'il y ait un dépistage du SIDA. Êtes—vous d'accord avec cela?

Mr. Glen: I don't have a view on that per se. I'm trying to factor out the citizenship. You're jumping to a different issue. I don't have a point of view at the moment on it. I know it's a matter we're looking at, and we'll be advising the minister.

M. Nunez: Dites-vous que vous n'avez rien à voir avec cela?

Mr. Glen: I personally, as part of the department, will be part of a group advising the minister with respect to that issue. We're not in a position to complete the task and give our final advice to the minister. My personal views on it are irrelevant.

Mr. Bryden: Mr. Nunez, you might be interested in this comment. You were saying that the list was being withdrawn from circulation. Is this because of the Privacy Act? Is this your interpretation of the Privacy Act or is it an actual ruling of the commissioner?

Mr. Glen: This is a ruling by the commissioner, and one we accept.

Mr. Bryden: Okay. Well, you may accept it. Can we get a copy of the ruling before this committee, his written explanation?

We don't even have the discussion paper. As I have always said, why has the minister not tabled a bill instead of asking for advice, suggestions and the like?

Could you have us sent the list of judges, including date of appointment, place of work and duration of mandate?

La présidente: Je crois que ces renseignements vous ont déjà été fournis, monsieur Nunez. C'est dans le document que vous avez recu.

Mr. Nunez: I hope so.

M. Glen: Si ce n'est pas le cas, nous pouvons vous les fournir.

Mr. Nunez: In his speech before Parliament, the minister stated that he would like to see people obtain their citizenship within a six-month period. When will this objective be reached? I have asked a number of people in Montreal how long they have had to wait to obtain their citizenship and most answered that it took two years.

M. Glen: La durée est supérieure à deux ans dans certains cas en effet. L'objectif est de six mois et nous espérons constater des progrès au cours des 12 prochains mois à cet égard. Cependant, je n'irais pas jusqu'à dire que nous pourrons crier victoire dans 12 mois.

Nous espérons que les modifications apportées aussi bien à la loi qu'au processus qui en découle aboutiront à un régime d'une durée de six mois, du début à la fin. Nous effectuons certains réaménagements administratifs à l'heure actuelle. Nous savons que, pour réussir, nous devons également modifier la loi.

Mr. Nunez: One of my colleagues has asked that anyone seeking a visitor's visa submit to an AIDS test. Do you agree with that?

M. Glen: Je n'ai pas d'opinion sur cette question en particulier. Je m'efforce de m'en tenir à l'aspect de la citoyenneté. Vous passez à une autre question. Je n'ai pas d'opinion à ce sujet pour le moment. Je sais que nous nous penchons sur la question et que nous aurons des conseils à donner au ministre.

Mr. Nunez: Are you saying that you have nothing to do with this?

M. Glen: À titre de fonctionnaire du ministère, je ferai partie d'un groupe qui donnera des conseils au ministre sur cette question. Notre travail n'est pas terminé et nous ne sommes pas en mesure de présenter notre position définitive au ministre. Mes opinions sur la question ne sont pas pertinentes.

M. Bryden: Monsieur Nunez, il se peut que ce commentaire vous intéresse. On est en train de retirer la liste de la circulation, disiez-vous. Est-ce à cause de la Loi sur la protection des renseignements personnels? S'agit-il de votre interprétation de la Loi sur la protection des renseignements personnels ou s'agit-il plutôt d'une décision du commissaire?

M. Glen: Il s'agit d'une décision du commissaire et nous l'acceptons.

M. Bryden: D'accord. Vous pouvez bien l'accepter, je suppose. Le comité peut-il obtenir copie de la décision, des arguments avancés pour l'appuyer?

Mr. Glen: I understand the minister will be corresponding—as I said earlier—either with all MPs or with representatives of the particular parties. I understand it is his present wish to include the correspondence from the Privacy Commissioner as part of that. Yes, you will get it.

Mr. Bryden: In due course? What's the timetable on it?

Mr. Glen: Soon. The only thing at the moment that will slow it down is our offer to the Privacy Commissioner's office, that they would have an opportunity to be aware of the drafting of the correspondence we would send out before it goes. That letter is being prepared now.

Mr. Bryden: Whose initiative was it to take this to the Privacy Commissioner? It does seem to be very strange that we can't send a nice letter to new Canadians. Where did the initiative come from? The Privacy Commissioner doesn't act on these things on his own initiative.

Mr. Nolan: It arose as a result of a senator requesting the list. To change a databank, you have to get the opinion of the Privacy Commissioner. As a result of that, the Privacy Commissioner—I won't say which senator—looked at the whole practice.

• 1220

We also were on the verge of receiving complaints. A lawyer in private practice had approached us because his client had suffered as a result of the information on the list getting public. There are business clients as well as some people from some countries in which the secret services were trying to get hold of the list, and it was his feeling that they had got that through an MP's office or something to that effect. I forget the exact statement he made.

So it was all culminating at the same time. We started to get this at the same time, but the culminating incident was a letter from a senator requesting access to the lists.

Mr. Glen: In terms of both the department—and on this one I can speak for our minister... No, we didn't seek to bring this upon ourselves, and our minister would be, like yourselves, wishing to resume the practice with lawful authority. So it would be his intention to ensure that in a package of amendments to the Citizenship Act there will be a provision to permit this practice.

Mr. Bryden: I point out to the committee that as a committee we can challenge this decision of the Privacy Commissioner before the Federal Court. We can take that route; we don't have to go through the citizenship legislation at a later time.

Going on to other questions, has the department already done its own analysis of possible changes to the Citizenship Act?

Mr. Glen: In part. In the past there has been a history of reviews of the program, but the Citizenship Act itself has essentially been as is for 20 years. So the proposal would be to come in with a wholesale review and proposals for change to the act. But we have looked at provisions in the past, yes.

[Translation]

M. Glen: Comme je l'ai déjà dit, je crois savoir que le ministre va correspondre avec l'ensemble des députés ou avec les représentants des divers partis. D'après ce que je sais, il souhaite inclure la correspondance du commissaire à la protection de la vie privée dans son envoi. Donc, en effet, vous allez l'obtenir.

M. Bryden: En temps opportun? Pour quand cet envoi est-il prévu?

M. Glen: Bientôt. Le seul retard possible serait attribuable au fait que nous avons proposé au bureau du commissaire à la protection de la vie privée de prendre connaissance de l'ébauche avant l'envoi. La lettre est déjà en voie de rédaction.

M. Bryden: Qui donc a pris l'initiative de porter l'affaire devant le commissaire à la protection de la vie privée? Il semble très étrange en effet qu'on ne puisse pas tout simplement envoyer une belle lettre aux nouveaux Canadiens. D'où provient l'initiative? Le commissaire à la protection de la vie privée n'agit pas de sa propre initiative en ces matières.

M. Nolan: Un sénateur a demandé la liste. Or, pour modifier la banque de données, il faut obtenir l'opinion du commissaire à la protection la vie privée. C'est pour cette raison—je ne nommerai pas le sénateur—que le commissaire s'est intéressé à l'ensemble de la question.

Nous étions par ailleurs sur le point de recevoir des plaintes. Un avocat en pratique privée nous avait déjà approchés parce que la publication de la liste avait causé des préjudices à son client. Il comptait également dans sa clientèle des gens d'affaires et des personnes originaires de pays dont les services secrets cherchaient à obtenir cette liste. Il croyait que ces personnes avaient obtenu la liste du bureau d'un député ou quelque chose de ce genre. Je ne me souviens pas exactement de ce qu'avait déclaré l'avocat.

Divers éléments convergeaient donc, mais le point culminant a été atteint lorsqu'un sénateur a demandé par lettre d'avoir accès aux listes.

M. Glen: Ni le ministère, ni le ministre, je puis vous l'assurer, n'ont cherché à obtenir ce résultat et notre ministre, tout comme vous, souhaite que la pratique se poursuive en toute légalité. Il souhaite donc que tout projet de modification de la Loi sur la citoyenneté contienne une disposition qui l'autorise.

M. Bryden: Je signale aux membres du comité que ce dernier peut contester la décision du commissaire à la protection de la vie privée devant la Cour fédérale. Nous pouvons choisir cette voie et ainsi éviter d'avoir à modifier la Loi sur la citoyenneté.

Je vais maintenant passer à d'autres questions vous demandant si le ministère a déjà fait sa propre analyse des changements éventuels à la Loi sur la citoyenneté.

M. Glen: En partie. Le programme a été revu à diverses reprises au fil des années, mais la Loi sur la citoyenneté n'a à peu près pas changé depuis 20 ans. Il s'agirait donc de proposer une révision en profondeur et des modifications à la loi. Mais nous avons effectivement étudié certaines dispositions.

Mr. Bryden: Would it be constructive for us to see the type of changes that you view as a good idea, the weaknesses you see in the current act? Is that something we can obtain?

Mr. Glen: I would take that under advisement with our minister.

The Chairman: It's my understanding that the discussion paper is supposed to, in essence, outline that, and the three studies we have just asked for.

Mr. Glen: I take it your question is a little bit more detailed than

Mr. Bryden: I'm after something more specific than that, Madam Chairman, if you don't mind.

Mr. Glen: Yes. Unfortunately, the traditional practice would be for the government first to go to its cabinet and determine the scope to reach its decision.

Mr. Bryden: Yes, I suppose. Anyway, if I may go on record, I would like to see that after it has passed the eyes of cabinet. I'm surprised that it hasn't already.

You were talking about the mail-in centre. Would you mind going back over that ground a little bit? I've lost track of just how that's going to work.

Mr. Nolan: In essence, it has been the practice of every person to come in and see an officer and fill out a form. That has led to an incredible "frontlog". At one point in North York people had to wait 14 months, which is part of the problem Mr. Nunez is also facing in Montreal. because there is no mail—in there.

So we've told people that they can either come and fill the form out in the office or they can mail it in to a mail—in centre. We then review all the aspects of the application to ensure that they're in accordance with the statute. So you save the time of waiting for an appointment. Then down the road you see an officer and there's a test. We don't know if we're going to do a test on the mail—in. We're just starting these pilot projects, so it's—

Mr. Bryden: So the personal touch does come in later?

Mr. Nolan: Oh yes.

Mr. Bryden: If I wanted to get in the line-

Mr. Nolan: We want everybody to see a person. We have the same concern as the judges do. It's our belief that the quality might not change between an officer and a judge.

Mr. Bryden: So it's not mail-order citizenship?

Mr. Nolan: It is not. Exactly.

Mr. Bryden: I just had to say that.

[Traduction]

M. Bryden: Nous serait—il utile de connaître les changements que vous jugez opportuns et de savoir quels sont, selon vous, les points faibles de la loi actuelle? Pouvons—nous obtenir ces renseignements?

M. Glen: Je devrais demander l'avis de notre ministre à ce sujet.

La présidente: C'est ce qui doit, il me semble, ressortir du document de travail et des trois études que nous venons de commander.

M. Glen: Je crois que votre question exige une réponse plus détaillée.

M. Bryden: Je cherche en effet une réponse un peu plus précise, madame la présidente.

M. Glen: En effet. Malheureusement, le gouvernement a normalement l'habitude de saisir le Cabinet d'une question pour circonscrire la portée d'une décision.

M. Bryden: En effet, c'est sans doute vrai. De toute manière, je tiens à dire que j'aimerais bien en voir la couleur une fois que le Cabinet aura eu son mot à dire. Je suis par ailleurs étonné que ce ne soit pas déjà chose faite.

Vous parliez d'un centre de traitement des demandes faites par la poste. Pourriez-vous revenir là-dessus un tout petit peu? Je n'ai pas saisi tout à fait le fonctionnement du processus.

M. Nolan: Jusqu'à maintenant, chaque personne doit normalement rencontrer un agent et remplir un formulaire. D'où le très grave problème d'engorgement que nous connaissons. A un moment donné, l'attente était de 14 mois à North York, ce qui n'est pas sans rapport avec le problème que constate M. Nunez à Montréal, où il n'y a pas non plus d'accès postal.

Nous avons donc avisé les intéressés qu'ils pouvaient soit venir en personne remplir le formulaire au bureau, soit le poster. Au centre de traitement des envois postaux, nous revoyons tous les aspects d'une demande et nous nous assurons qu'elle est conforme à la loi. Il n'est donc plus nécessaire d'attendre un rendez-vous. Par la suite, le demandeur rencontre un agent et subit un examen. Nous ne savons pas si nous allons faire subir l'examen dans les cas d'envois postaux. Le traitement d'envois postaux n'en est qu'à ses débuts. Il s'agit d'un projet pilote, de sorte que...

M. Bryden: Donc, la dimension humaine est quand même là par la suite?

M. Nolan: En effet.

M. Bryden: Si je voulais faire la queue. . .

M. Nolan: Nous tenons à ce que tous les demandeurs rencontrent quelqu'un. Nous nous soucions des mêmes choses que les juges. D'après nous, la qualité des rapports peut être tout aussi bonne dans le cas d'un agent que dans celui d'un juge.

M. Bryden: Il ne s'agit donc pas de citoyenneté par commande postale?

M. Nolan: Non. Vous avez tout à fait raison.

M. Bryden: Je n'ai pas pu m'empêcher de le dire.

Mr. Nolan: Obviously, some people will still come in because they can't fill out the forms and we'll have to do it face to face, but we're trying to eliminate a lot of the preliminaries by using more clerical stuff and getting everything together before they see the officer.

The Chairman: I just want to check. Mr. Bryden, your concern was that the discussion here might be too vague and that you want a specific—

Mr. Bryden: Yes. The discussion paper is not on the scale of things that I'm after. I'm after the departmental analysis in this decision of the Citizenship Act. So it's more than a discussion paper.

The Chairman: Will we get those in the three studies that have been done?

Mr. Nolan: There are similar things in all of those. We can't give you the ones we prepared for the minister, because they're—

Mr. Glen: They're cabinet documents.

• 1225

Mr. Nolan: —cabinet documents. We can't give you the cabinet document prior to going to cabinet.

The Chairman: Okay.

Mr. Nolan: We can give you the documents-

Mr. Glen: You would see then what the government is bringing forward as a proposed bill to this committee.

Mr. Bryden: I'm interested because we're being asked to review the Citizenship Act before the actual government consideration, so we're sort of on the same plain as the cabinet on this, I think.

Mr. Glen: Mr. Bryden, I would be prepared to take back, to the extent I can—and I think this is really the playing field with more purpose—the provisions we are looking at.

The Chairman: That would be very helpful. Is that part of the discussion paper we're getting on Thursday?

Mr. Glen: I think it's Monday.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Bryden. That was great.

Mrs. Hayes: There seem to be many sources of opinion, whether it's the bureaucrats, cabinet or discussion papers.

I wanted to bring to the attention of the committee this quote:

As a just-retired judge of the Court of Canadian Citizenship, I can tell you it is impossible to determine whether applicants from some Third World countries are telling the truth or blithely telling the most egregious lies.

[Translation]

M. Nolan: Évidemment, certaines personnes continueront de se présenter parce qu'elles ne sont pas en mesure de remplir les formulaires et nous devrons donc les rencontrer. Cependant, nous tentons de supprimer une bonne partie des démarches préliminaires en faisant davantage appel au personnel de bureau et en réunissant tous les éléments pertinents du dossier avant la rencontre avec l'agent.

La présidente: Permettez-moi une vérification: monsieur Bryden, vous vous inquiétez du fait que nos discussions risquent d'être trop vagues et vous souhaitiez plus de précision. . .

M. Bryden: En effet. Ce n'est pas le document de travail qui m'intéresse. C'est l'analyse ministérielle qui vise cette décision relative à la Loi sur la citoyenneté. Je souhaite donc davantage qu'un document de travail.

La présidente: Les trois études effectuées vont-elles nous fournir ce genre de renseignements?

M. Nolan: Elles contiennent toutes de tels renseignements. Nous ne sommes pas en mesure de vous livrer les études préparées pour le ministre, étant donné qu'il s'agit, . .

M. Glen: De documents du Cabinet.

M. Nolan: . . .de documents du Cabinet. Nous ne pouvons pas vous les remettre avant que le Cabinet en ait été saisi.

La présidente: D'accord.

M. Nolan: Nous pouvons vous remettre les documents qui. . .

M. Glen: Vous allez donc pouvoir prendre connaissance de ce que le gouvernement se prépare à déposer comme projet de loi.

M. Bryden: La question m'intéresse étant donné qu'on nous demande de revoir la Loi sur la citoyenneté avant que le gouvernement n'en fasse l'étude, de sorte que nous sommes, pour ainsi dire, dans la même situation que le Cabinet à cet égard, il me semble.

M. Glen: Monsieur Bryden, je serais disposé à revenir, dans la mesure où cela m'est possible—et j'estime qu'il s'agit là des aspects les plus essentiels—avec les dispositions sur lesquelles nous nous penchons.

La présidente: Cela serait très utile. Est-ce compris dans le document de travail que nous allons recevoir jeudi?

M. Glen: Je crois que c'est lundi.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Bryden. Voilà qui est excellent.

Mme Hayes: Il semble exister un grand nombre de sources d'opinion, qu'il s'agisse des bureaucrates, du Cabinet ou de documents de travail.

Je tenais à porter à l'attention du comité la citation suivante:

À titre de juge sortant de la Cour canadienne de la citoyenneté, je suis en mesure de vous dire qu'il est impossible de déterminer si les demandeurs de certains pays du Tiers-monde disent la vérité ou s'ils nous proposent les mensonges les plus éhontés.

Under Canadian law, these people automatically become Canadian citizens after three years and after answering some simple questions on Canada's history and geography.

Many are also smart enough to stay out of trouble—or not get caught engaging in criminal activity—until they are sworn in as Canadian citizens.

Is Canadian citizenship an alienable human right or is it a privilege that can be withheld or even withdrawn in some cases? And then he asks a question:

Why shouldn't an immigrant, even one who is a naturalized citizen, face the possibility of deportation if convicted of a serious crime?

Has that been brought to the attention of the department, and if so, what decisions have been made?

Mr. Glen: Would you repeat the last part for me again. I'd appreciate it. I assume you're focusing on the last part.

Mrs. Hayes: I guess it goes back to the security issue. There are some problems there, or can be. The question is:

Why shouldn't an immigrant, even one who is a naturalized citizen, face the possibility of deportation if convicted of a serious crime?

Mr. Glen: I guess we have to position it. Once you become a naturalized citizen you take on the rights and privileges of a citizen of this country. It can be revoked, but with respect to criminal conduct as I understand it, once you're a citizen you're measured by the laws of the land as they apply to Canadian citizens and not as they would apply to permanent residents in the immigration stream.

If you have a criminal background that does not come to light in your being granted citizenship, and you have misled or in some fashion misrepresented your situation, that can lead to action to revoke your citizenship.

The correspondent is saying you are now a Canadian but you should carry the added burden that if you ever breach the laws you will suffer the consequences of someone who did not become a Canadian citizen. Our law doesn't work that way. You gain some protections and privileges by becoming a Canadian citizen.

Mrs. Hayes: Citizenship right now, if you can clarify, is a right to someone who is a landed immigrant.

Mr. Glen: You have a right to apply and be considered. Once citizenship is granted you have a right to maintain that status, and very limited circumstances would lead to revocation.

Norman, do you want to speak to the revocation issue? Do you want to speak to the qualified rate?

[Traduction]

Aux termes de la loi canadienne, ces personnes deviennent automatiquement citoyens canadiens après trois ans et après avoir répondu à certaines questions simples sur l'histoire et la géographie du Canada.

Bon nombre d'entre elles ont également assez d'intelligence pour éviter les problèmes—ou éviter de se faire prendre à exercer une activité criminelle—jusqu'à leur assermentation comme citoyen canadien.

La citoyenneté canadienne est-elle un droit inaliénable ou un privilège qui peut être suspendu ou même retiré dans certains cas?

Et l'auteur de la citation poursuit avec la question suivante:

Pourquoi l'immigrant, même naturalisé, ne pourrait-il pas être exclu s'il est condamné pour avoir commis un crime grave?

Ces observations ont-elles été portées à l'attention du ministère et, le cas échéant, quelles décisions ont été prises?

M. Glen: Auriez-vous l'amabilité de me répéter la dernière partie? Je vous en serais reconnaissant. Je suppose que c'est plus particulièrement sur cette dernière partie que porte votre question.

Mme Hayes: C'est lié à toute la question de la sécurité, je suppose. Il y a, à cet égard, certains problèmes actuels ou éventuels. Ma question est la suivante:

Pourquoi l'immigrant, même naturalisé, ne pourrait—il pas être exclu s'il est condamné pour avoir commis un crime grave?

M. Glen: Il faut la situer dans son contexte, je suppose. Lorsqu'une personne est naturalisée, elle bénéficie des mêmes droits et privilèges que tout citoyen du pays. La citoyenneté peut être retirée, mais pour ce qui est de la conduite criminelle, à ma connaissance, toute personne qui a acquis la citoyenneté est jugée selon les lois du Canada, celles qui s'appliquent aux citoyens du Canada, et non pas selon celles qui s'appliquent à la catégorie des résidents permanents.

Dans le cas d'une personne dont les antécédents criminels passent inaperçus avant l'octroi du statut de citoyen et qui aurait induit les autorités en erreur ou donné une fausse idée de sa situation d'une manière ou d'une autre, la possibilité de retrait de la citoyenneté existe

Selon l'auteur de la citation, le nouveau citoyen du Canada doit assumer un fardeau additionnel: si jamais il contrevient aux lois, il en subira la conséquence de la même manière que s'il n'était pas devenu citoyen canadien. Or, ce n'est pas comme ça que notre loi opère. Le fait de devenir citoyen canadien confère certaines protections et certains privilèges.

Mme Hayes: À l'heure actuelle, la citoyenneté est un droit pour ceux qui sont des immigrants reçus. Pouvez-vous donner des précisions là-dessus?

M. Glen: L'immigrant reçu a le droit de faire une demande et de la faire considérer. Une fois qu'on lui a accordé la citoyenneté, il a droit au maintien de ce statut et très peu de raisons pourraient en entraîner le retrait.

Norman, voulez-vous aborder la question du retrait? Voulez-vous nous parler du taux d'admissibilité?

Mr. Norman Sabourin (Chief, Program Management, Citizenship, Department of Citizenship and Immigration): Citizenship is a right, subject to those requirements of the act, including that the person has to be free from criminal or security prohibitions. If a person misrepresents his or her circumstances in order to obtain citizenship, then citizenship can be revoked.

Mr. Glen: You're talking about conduct prior to the granting and not after. The correspondent suggested someone kept themselves clean or something for three years—

Mrs. Hayes: Kept out of trouble, right.

• 1230

Mr. Glen: Kept out of trouble with the law, or something, for three years and therefore become citizens. That's proper. They have done nothing to cause us to question their acceptability as citizens. They have a good criminal record. They, in turn, will be asked to meet language requirements and general knowledge questions. If the measures to test whether one should become a citizen or not are lacking, that's one of the challenges we have to look at, and we're encouraging the committee to look at it as well.

Mrs. Hayes: They take it a point further. Maybe you could comment on the applicability of this example. For instance, they say in serious cases we take away people's licences to drive or to practise their profession if they prove that they are abusing that privilege—this is naturalized Canadian citizens—if they are abusing their Canadian citizenship.

Mr. Glen: In what way? I take the example that if they abuse it by driving while impaired, they will suffer the consequences under Canadian law that any other Canadian citizen would suffer. They are now equal to a native-born Canadian. We don't have first-and second-class citizens. Once you're a citizen, you're a citizen.

Mr. Assadourian: May I ask a quick question? It is really directed to Mrs. Hayes. It goes to the premises of the question she put.

The Chairman: I think, Mr. Assadourian, if you want to have a discussion with Mrs Hayes afterwards that would be fine, but we're new to do the estimates.

Mr. Assadourian: Am I to take it that the questioner agrees with the premises of the statement that we could—

The Chairman: I think the question, Mr. Assadourian, has been adequately answered. It's accepted by Mrs. Hayes. If you have further questions that you would like clarified, even on the same issue, by all means you can ask them.

Mr. Nunez: All sides of the question. You are right.

The Chairman: There is no motion before us on which to debate.

[Translation]

M. Norman Sabourin (chef, Gestion du programme, Citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): La citoyenneté est un droit, assujetti aux exigences de la loi, y compris au fait que la personne ne soit pas interdite à cause de ses antécédents criminels ou pour des raisons de sécurité. Si la personne se présente sous un faux jour pour obtenir la citoyenneté, alors la citoyenneté peut être retirée.

M. Glen: Vous parlez de la conduite avant que la citoyenneté ne soit accordée et non pas après. Dans la citation, il était question de personnes qui veillaient à se comporter de façon irréprochable durant trois ans ou quelque chose du genre. . .

Mme Hayes: À éviter les problèmes, en effet.

M. Glen: Elles n'ont pas commis la moindre infraction pendant trois ans et deviennent donc citoyens canadiens. C'est normal. Rien dans leur comportement ne nous incite à remettre en question leur aptitude à obtenir la citoyenneté. Elles n'ont pas de casier judiciaire. En revanche, on leur demandera de satisfaire aux exigences linguistiques et de répondre à des questions de connaissances générales. Si les critères d'évaluation de l'aptitude d'une personne à obtenir la citoyenneté sont insuffisants, nous devrons nous pencher sur la question et nous incitons le comité à faire de même.

Mme Hayes: L'argument est poussé un peu plus loin. Vous pourriez peut-être nous dire dans quelle mesure cet exemple est valable. Par exemple, on dit que dans certains cas graves, nous retirons le permis de conduire des gens ou leur licence professionnelle s'il est prouvé que ces gens-là abusent de ce privilège—je veux parler de citoyens canadiens naturalisés—s'ils abusent de leur citoyenneté canadienne.

M. Glen: De quelle façon? Si, par exemple, ils conduisent avec facultés affaiblies, ils devront subir les conséquences prévues par la législation canadienne au même titre que tous les autres citoyens canadiens. Ces gens—là deviennent alors les égaux des Canadiens de naissance. Nous ne faisons pas de distinction entre les citoyens canadiens. Lorsqu'on obtient la citoyenneté, on est citoyen.

M. Assadourian: Puis-je poser une brève question? En fait, elle s'adresse à M^{me} Hayes et porte sur les prémisses de la question qu'elle a posée.

La présidente: Monsieur Assadourian, si vous voulez en discuter plus tard avec M^{me} Hayes, je n'y vois pas d'inconvénient, mais nous sommes ici pour examiner le budget des dépenses.

M. Assadourian: Dois-je en déduire que l'auteur des questions accepte les prémisses de la déclaration selon laquelle nous pourrions...

La présidente: Je crois que l'on a déjà répondu à cette question, monsieur Assadourian. M^{me} Hayes a accepté la réponse. Si vous avez d'autres questions que vous souhaitez tirer au clair, même si elles portent sur le même point, n'hésitez pas à les poser.

M. Nunez: Tous les aspects de la question. Vous avez raison.

La présidente: Le comité n'est saisi d'aucune motion dont il faille débattre.

Mrs. Hayes: Can I clarify? My question was that this issue had been addressed as stated in this article. I think I got a good answer sur le fait que cet article présentait les choses sous un certain jour. Je in the sense of why the position that's taken is taken.

Mr. Nunez: The public want and I want an answer.

The Chairman: Mr. Nunez, order, please.

Mr. Assadourian, your questions, please.

Mr. Assadourian: I have no questions. I just want to say I don't believe this.

The Chairman: We're not debating an issue or a motion or anything else. We're getting clarification evidence.

Mr. Nunez, did you want a third round?

I have some questions on the estimates. I would like to ask some questions on computerization.

I'm a little bit concerned. I've seen this in the difficulty Edmonton police services had with a large computerized project. I think they even have names for them. They call them runaway computer programs, where the goals, objectives, everything just go on and on and on in designing the program, and you never get a grip on it. I need some assurances that this isn't happening. The delays in the computerization really concern me. It was to be ready in 1994-95. Now there's another delay, and I need some real good solid reasons for the delay.

Mr. Glen: I'll start, so that you understand I share your concern as someone who has just very recently engaged with the citizenship program in our organization coming together.

You're quite right. Any initiative that's been in essence focused around the advantages of computerizing your processes generally has a longevity to the initiative as long as the reasons consultants have to push computer products, so I'm a skeptic about them being runaways and carrying on.

Regarding this program, the one admonition that I put to people as we came together on it was not to let it get ahead of ourselves. If we feel that the process is in fact driving us as opposed to conscious decisions step by step, slow it down. Otherwise we're wasting money.

• 1235

The Chairman: Have you had independent assessment? Independent assessment is absolutely essential if you're working with a company and you're not getting the straight goods, you're not getting a straight assessment.

Mr. Glen: The answer is yes. I'll ask Dick to speak to the CRS initiative. There were and are delays against earlier projected timetables.

[Traduction]

Mme Hayes: Puis-je apporter une précision? Ma question portait pense avoir obtenu une réponse acceptable quant à ce qui explique cette prise de position.

M. Nunez: La population canadienne et moi souhaitons avoir une réponse.

La présidente: À l'ordre, monsieur Nunez.

Monsieur Assadourian, veuillez poser vos questions.

M. Assadourian: Je n'ai pas de questions. Je voulais simplement dire que je ne crois pas ce qui nous est dit.

La présidente: Nous ne sommes pas en train de discuter d'une question ou d'une motion. Nous obtenons des éclaircissements sur certains points.

Monsieur Nunez, souhaitez-vous que nous fassions un troisième tour de questions?

J'ai des questions à poser sur le budget des dépenses. J'aimerais poser des questions concernant l'informatisation.

Quelque chose m'inquiète. C'est en rapport avec les problèmes auxquels les forces de police d'Edmonton ont été en butte dans le cadre d'un important projet d'informatisation. Je pense qu'il y a même un terme qui s'applique à ce genre de chose. On parle de programme d'ordinateur hors de contrôle, où la conception du programme va de l'avant, avec l'établissement des buts, des objectifs et de tout le reste, sans que l'on n'ait vraiment jamais les choses en main. Je veux obtenir l'assurance que ce n'est pas le cas. Les retards dans l'informatisation m'inquiètent vivement. Ce programme devait être prêt en 1994-1995. On nous annonce maintenant un autre retard et je veux qu'on m'indique les raisons valables de ce retard.

M. Glen: Je répondrai en premier pour que vous sachiez que je partage votre préoccupation, moi qui ne m'occupe que depuis peu du programme de citoyenneté depuis le fusionnement des services.

Vous avez tout à fait raison. Toute initiative qui repose essentiellement sur les avantages de l'informatisation des systèmes ne dure généralement que tant que les experts-conseils ont des raisons d'essayer de vendre les produits informatiques, et je suis donc assez sceptique quant à la poursuite de ces programmes s'ils échappent à tout contrôle.

Quant à ce programme en particulier, lors du fusionnement des services, j'ai averti les autres qu'il ne fallait pas nous laisser dépasser par les événements. Si nous avons l'impression que c'est le système qui nous mène au lieu que nous prenions des décisions réfléchies et graduelles, il faut y mettre un frein. Autrement, nous gaspillons de l'argent.

La présidente: Avez-vous fait faire une évaluation indépendante du système? Après tout, si vous travaillez avec une entreprise et que vous n'obteniez pas ce pourquoi vous avez payé, il faudrait le savoir. Il faut faire évaluer la situation telle qu'elle est.

M. Glen: Nous l'avons fait, et je demanderai à mon collègue de vous parler du Système d'enregistrement de la citoyenneté qui fait l'objet de quelques retards par rapport au calendrier prévu.

Mr. Nolan: We've had it assessed on three different occasions to get the type of independent—

The Chairman: By an independent?

Mr. Nolan: By an independent.

The Chairman: To advise you and recommend to you your next course of action?

Mr. Nolan: Yes, and recommended that we continue with the project. We've had that on three separate occasions.

It's always difficult when you're the program person who really wants the system to work. We've put an awful lot of effort into it. It was also reviewed by Treasury Board. They asked those questions of us as well on a regular basis: do we really think it's happening? We have used these independent assessments to assure ourselves that it is on track.

Just joined the department, we have a new director general of infomatics who had the same questions that Ian has, and he feels it is on track at this point. They are the assurances that we have, and we have been checking on a regular basis.

The Chairman: These are millions and millions and millions of dollars if you have a runaway system.

Mr. Nolan: The frustration of those of us who try to plan around systems that don't come in—I can tell you, it is very frustrating for staff. For example, in Sydney, Nova Scotia, 10% of the clerical staff have actually worked on the implementation of this system, so we've had substantial involvement. We have a feeling that the input is there for a very good system. I can't answer the technical questions. I can just tell you the professional.

Mr. Glen: We also have to take some care—and we are—to ensure that we are not pushing this system quickly to solve old problems at a time when the program is going through fundamental change. That aspect of the project is being addressed now.

The Chairman: It seems to me a good computer system will give you all your answers in terms of performance indicators and can identify for you very early where your program is costing.

Mr. Glen: It will go a long way to helping. I would like to believe it will have all, but it certainly will help, no doubt.

The Chairman: I have one final question. In the 1992–93 main estimates your required expenditures were \$12.8 million, although actual expenditures as restated in that year totalled \$32.7 million, 2.5 of the current estimates. Why the significant difference in those numbers? They're pretty substantial.

Mr. Glen: I'm being coached on an answer because I don't know the answer myself.

Mr. Don Slack (Director, Operational Management, Citizenship, Department of Citizenship and Immigration): It resulted from a change in accounting procedure. The \$12.8 million estimate is for the citizenship program—the Sydney operations and national headquarters. There was a change in accounting, and the expenditures include citizenship expenditures in the regions, which were not included in the \$12.8 million.

[Translation]

M. Nolan: Nous l'avons fait évaluer à trois reprises pour obtenir une information indépendante. . .

La présidente: L'avez-vous fait faire par quelqu'un d'indépendant?

M. Nolan: Oui.

La présidente: Qui peut vous conseiller et vous faire des recommandations quant à ce que vous devez faire?

M. Nolan: En effet, et on nous a recommandé de poursuivre le projet. On nous l'a recommandé trois fois de suite.

Il est toujours difficile pour celui qui est dans le bain de se détacher et de regarder le programme objectivement. Nous avons déployé beaucoup d'efforts pour qu'il donne de bons résultats. Le Conseil du Trésor s'en est aussi mêlé et nous a demandé régulièrement si nous pensions vraiment aboutir à quelque chose. Donc, grâce à ces évaluations indépendantes, nous nous sommes assurés que nous étions toujours sur la bonne voie.

Notre directeur général de l'informatique, qui vient de se joindre au ministère, s'est posé les mêmes questions que M. Glen, et il en a conclu que nous étions toujours sur la bonne voie. Mais en dépit de ces assurances, nous vérifions régulièrement.

La présidente: Si votre système ne répond plus aux commandes, cela pourrait vous coûter des millions de dollars.

M. Nolan: C'est en effet très frustrant pour ceux d'entre nous qui veulent intégrer à leurs plans des systèmes qui ne donnent pas toujours les bons résultats. À Sydney, en Nouvelle-Écosse, 10 p. 100 de notre personnel de soutien a pris part à la mise en oeuvre du système, ce qui montre le grand intérêt que l'on y porte. Tous les ingrédients sont réunis pour que le résultat final soit excellent. Je vous ai répondu du point de vue professionnel, et je ne peux malheureusement pas vous donner de détails techniques.

M. Glen: Nous prenons garde également de ne pas exiger une application trop hâtive du système pour résoudre nos vieux problèmes, à un moment où le programme subit des modifications de fond en comble. Nous tenons compte de cet aspect.

La présidente: Il me semble qu'avec un bon programme informatisé, vous pourrez tout savoir sur les indices de rendement et pourrez identifier dès le départ combien cela vous coûte.

M. Glen: Cela sera des plus utiles. Il ne faut pas se leurrer et croire que ce sera la panacée, mais ce sera à tout le moins très utile.

La présidente: J'ai une dernière question. Dans le budget de 1992–1993, vous aviez prévu des dépenses de 12,8 millions de dollars, mais vous avez ensuite établi que vos dépenses réelles avaient atteint 32,7 millions de dollars, soit deux fois et demie ce que vous aviez prévu. D'où vient cette énorme différence?

M. Glen: On est en train de m'informer, car je ne sais trop quoi vous répondre.

M. Don Slack (directeur, Gestion opérationnelle, Citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): La différence résulte d'un changement de méthode comptable. Le chiffre de 12,8 millions de dollars représente le programme de la citoyenneté, soit les opérations de Sydney et les opérations nationales. Lorsqu'on a changé de méthode comptable, on a décidé d'inclure les dépenses de citoyenneté dans les régions, qui sont donc venues s'ajouter au premier chiffre de 12,8 millions de dollars.

As well, they were included in regional operations. If you look at the main estimates, you'll see there was a figure for regional operations, a separate figure for regional operations, and the citizenship process was rolled up in the regional operations. That was extracted and reported as citizenship registration program. So that change the next year resulted in the expenditures being shown as part of the citizenship registration program. Then you'll notice that the estimates follow from that at the correct program levels. So you have the entire picture.

The Chairman: Now that we have the entire picture, what is the real increase?

Mr. Glen: That is what I was just asking Dick. If we were able to roll across, how much of a variance is there from 1992–93 to 1993–94? The understanding was about 4% difference?

Mr. Slack: Yes, something around a 4% increase.

• 1240

The Chairman: What are you attributing the 4% increase to?

Mr. Slack: It's a workload factor. It was built into the immigration levels plan. Citizenship falls behind three years, and this is the final year of the increases for workload from the immigration levels announcement in 1990.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): How many permanent residents are there presently in Canada? Out of this number, how many would you expect to apply for citizenship, and at what cost?

Mr. Nolan: I think in the previous briefing book we did give some information on that. I'm recalling this off the top of my head, so I'd rather get back to you on that. We did provide that information to the committee on one occasion but I just can't recall it right now. I think in Ontario it was 986,000.

Mr. Glen: We will provide it.

The other part is a question I've asked as well, and there isn't a certain answer to it. We don't necessarily assume that people who became permanent residents some years ago don't want to become citizens because they have not yet applied to be a citizen.

We do know that the trend of recent years is generally that someone who comes as an immigrant very much wishes to proceed to the next step as quickly as possible. So you have a variety of reasons that might explain why someone who's been a permanent resident for many years now chooses to become a citizen. It might have everything to do with eligibility under certain government programs or whatever, but there is a recent trend showing more of that type of profile case coming forward.

Mr. Hanger: So there's an increase in citizenship applications.

[Traduction]

Toutefois, les dépenses de citoyenneté étaient comprises au départ dans les dépenses des opérations régionales. Si vous regardez les prévisions budgétaires, vous verrez un chiffre distinct qui représente les opérations régionales, qui inclut toute la citoyenneté. Or, cette fonction a été extraite et s'est retrouvée sous la rubrique «Programme d'enregistrement de la citoyenneté». L'année suivante, les dépenses à ce chapitre se sont donc retrouvées sous la rubrique «Enregistrement de la citoyenneté». Mais comme vous avez ensuite les prévisions budgétaires qui correspondent aux niveaux de programme exact, vous avez l'ensemble du tableau.

La présidente: Maintenant que nous savons tout, pouvez-vous nous expliquer à quoi l'on doit cette augmentation énorme?

M. Glen: C'est justement ce que je demandais à mon collègue. Si nous pouvions retrouver les mêmes programmes d'une année à l'autre, quelle différence y aurait-il entre 1992–1993 et 1993–1994? Ne s'agit-il pas d'environ 4 p. 100?

M. Slack: Oui, cela représente une augmentation d'environ 4 p. 100.

La présidente: Et à quoi attribuez-vous cette augmentation de 4 p. 100?

M. Slack: Au facteur charge de travail qui a été inclus dans le plan des niveaux d'immigration. Il y a toujours un décalage de trois ans dans le programme de la citoyenneté, et nous en sommes maintenant à la dernière année des augmentations de charge de travail depuis la dernière annonce des niveaux d'immigration en 1990.

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Combien de résidents permanents y a-t-il actuellement au Canada? D'après vous, combien d'entre eux demanderont la citoyenneté, et combien cela vous coûtera-t-il?

M. Nolan: Je pense que nous vous avions donné tous les chiffres dans l'ancien document d'information. Comme je ne m'en souviens pas à brûle-pour-point, je préférerais pouvoir vous répondre plus tard. Mais je suis sûr que nous avons fourni au comité tous les renseignements. De but en blanc, je crois me rappeler qu'en Ontario il y en a 986 000.

M. Glen: Nous vous enverrons l'information.

Pour ce qui est de l'autre partie, je me suis posé la même question que vous et je n'ai aucune certitude. Il ne faut pas nécessairement conclure que si certains résidents permanents n'ont pas encore présenté leur demande de citoyenneté, c'est qu'ils ne souhaitent carrément pas le devenir.

Nous avons pu constater au cours des dernières années que les immigrants souhaitent la plupart du temps passer à l'étape suivante le plus rapidement possible. Toutefois, nombreuses sont les raisons qui peuvent expliquer pourquoi celui qui est résident permanent depuis déjà plusieurs années décide tout d'un coup de devenir citoyen canadien. Cela dépend parfois des critères d'admissibilité de certains programmes gouvernementaux, par exemple, mais nous avons de plus en plus de clients de ce genre.

M. Hanger: Vous constatez donc une augmentation des demandes de citoyenneté?

Mr. Glen: Yes. It's not quite as clean as a lock step between immigration levels of one year becoming citizenship application levels three years down the road.

There is a pool of permanent residents who have been here for a number of years. People who came shortly after the war, during the 1950s, weren't necessarily quick to become citizens. They were quite comfortable to be permanent residents of this country. I can speak personally. My father was such a case for 20–some years before he decided he wanted to become a citizen. There are many of those people still living in our communities.

Mr. Nolan: We're trying to get a hold of what is out there in the front lines. I told you that at one point it was up to 14 months. Some of that was a false backlog because people would make appointments in several different courts. When we have the new computer system, that'll be an impossibility.

So we had a "frontlog" that we're not sure of. We've introduced a new system. Hopefully by the end of May we'll know that in Toronto at least, because we've introduced a little bit of computerization while waiting for the computers, which is the point you were making.

Mr. Hanger: I assume, though, that with that there's some evaluation as far as your estimates are concerned, taking into account this increase.

Mr. Nolan: The other thing that occurs is that we get an increase in revenue. Over the years we've actually brought in more revenue than was predicted, because the predicted level, based on the model used for immigration, was off by anywhere from 22% to 44%. We got a 4% increase in our budget but a 22% to 44% increase in the number of people we've dealt with.

Some of the reasons for the backlog are exactly that. There's the greater pick—up rate that's occurred. There's probably just a greater number of people across the spectrum. A lot of it is a guesstimate, but we have done some work to try to figure out what that is and what additional revenue we'll get from the process. If more people apply, we actually bring in more revenue.

Mr. Glen: Mr. Hanger, without belabouring the point-

The Chairman: Does that answer your questions, Mr. Hanger? Did you want further—

Mr. Glen: Very briefly, the other matters that drive people who have been here as permanent residents for some years to finally decide to become citizens may not be situations here but rather in the countries of which they are nationals. Laws in their home countries have changed and will no longer create an impediment to them if they were to become a Canadian citizen. So people are now more comfortable with saying, now I will declare to where I now reside.

[Translation]

M. Glen: Oui. Mais ce n'est pas aussi simple que cela: vous ne retrouvez pas nécessairement un nombre équivalent de demandes de citoyenneté, trois ans après l'arrivée des immigrants.

Il existe un noyau de résidents permanents de longue date qui n'ont pas changé leur statut. Prenez le cas de ceux qui sont arrivés au Canada peu après la guerre, dans les années cinquante, et qui n'étaient pas nécessairement pressés de devenir citoyen canadien. Il leur suffisait d'être des résidents permanents du Canada. Je peux moi-même vous en parler, car mon père s'est contenté de son statut de résident permanent pendant une vingtaine d'années avant de se décider à demander la citoyenneté. Il y a encore beaucoup de gens comme cela qui vivent parmi nous.

M. Nolan: Nous essayons de bien comprendre ce qui se passe sur la ligne de front. À un moment donné, l'arriéré des demandes atteignait 14 mois. Mais cet arriéré était en partie factice étant donné que certains demandeurs prenaient rendez—vous dans plusieurs cours, ce qui sera impossible lorsque le nouveau système informatisé sera en vigueur.

Nous ne pouvons pas être sûrs de notre nouvel arriéré. Avec l'arrivée du nouveau système, nous espérons savoir à quoi nous en tenir à Toronto, du moins, d'ici la fin de mai; nous nous sommes quand même automatisés quelque peu, en attendant l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau système.

M. Hanger: J'imagine que vous allez changer vos prévisions et tenir compte de cette augmentation?

M. Nolan: Il se trouve aussi que nos revenus augmentent. Au fil des ans, nos revenus ont été plus élevés que ce que nous avions prévu, puisque le modèle utilisé dans les calculs d'immigration était erroné, à raison de 22 à 44 p. 100. Par conséquent, notre budget augmentait de 4 p. 100, tandis que notre clientèle subissait quant à elle une augmentation de 22 à 44 p. 100.

C'est ce qui explique entre autres notre arriéré. Nos services sont plus sollicités, parce qu'il y a sans doute un plus grand nombre de gens qui ont un dossier chez nous, à l'une ou l'autre des étapes. Je ne fais que deviner, mais nous avons tout de même tenté d'évaluer ce que cela représentait comme revenu supplémentaire. Après tout, plus il y a de gens qui présentent une demande et plus cela nous rapporte de l'argent.

M. Glen: Monsieur Hanger, sans pour autant s'attarder indûment sur la question. . .

La présidente: Monsieur Hanger, êtes-vous satisfait de la réponse? Vouliez-vous avoir d'autres...

M. Glen: Brièvement, il peut y avoir d'autres raisons qui poussent les résidents permanents de longue date à demander finalement leur citoyenneté, raisons qui ont tout à voir avec le pays dont ils sont les ressortissants. Ainsi, les lois peuvent avoir changé dans leur pays d'origine et ne plus faire obstacle à leur nouvelle citoyenneté. Certains se sentent alors plus à l'aise de déclarer une nouvelle citoyenneté.

1245

Mr. Hanger: Overall, though, you look at it more as a source of increased revenue rather than an additional cost.

M. Hanger: Mais dans l'ensemble, vous considérez cela comme une source accrue de revenu plutôt que comme un coût supplémentaire, n'est-ce pas?

Mr. Glen: We do. And we remind the committee and ourselves that we're still dealing with cost recovery that isn't full cost.

The Chairman: Mr. Assadourian, would you take the chair for a moment, please. It's Mr. Bryden, Mrs. Hayes, and Mr. Nunez.

The Acting Chairman (Mr. Assadourian): Now I have to give the answers, never mind the questions.

Mr. Bryden: I don't like to take you gentlemen over old ground, but I wonder if you could comment for a moment on dual citizenship and dual nationality. How many countries have dual national provisions and what does it mean in terms of protection of the citizens here and the protection of citizens of other countries?

Mr. Glen: I'll seek my expertise here.

Mr. Sabourin: I think we had prepared a chart showing which countries allowed dual citizenship.

Mr. Bryden: That's right, you did.

Mr. Sabourin: As a general discussion, most countries now are moving to recognize dual citizenship simply because they recognize that it's very difficult to enforce restrictions on allowing dual citizenship. A few countries have recently modified their legislation to allow dual citizenship. So there are a lot more dual citizens.

It's one of the reasons, as Mr. Glen mentioned, that the pool of potential citizens has increased somewhat. For example, people who are Italian nationals historically were not trying to obtain citizenship as quickly as others because they would automatically lose Italian citizenship or other privileges in Italy, whereas now that is not the case. They are coming out and saying, okay, now I want to become a citizen.

Mr. Bryden: I take it that they retain the passport of their original country. Theoretically a person could have three or four passports, be a citizen of three or four countries.

Mr. Sabourin: Certainly that happens.

Mr. Nolan: And for now, in the EEC, for example, you get a passport that goes to many countries.

Mr. Bryden: Yes, that's a little different.

Mr. Nolan: I'm just saying that the concept of citizenship is changing quite drastically in the modern context.

Mr. Glen: In the immigration program we worry about people with three or four passports for other reasons.

Mr. Bryden: I'm sure. Thank you.

Mrs. Hayes: I was interested in the reaction to my last question. Security and value of citizenship are very important to me, the value of Canadian citizenship, and I want to make that clear. The reason I quoted that article is that this was a citizenship court judge or an ex-citizenship court judge. Obviously he was so concerned with the integrity of the system that...the thing he suggested was extreme. The fact that he was that concerned with the integrity is of some note to this committee, I believe, and we have seen there are some problems with the integrity.

[Traduction]

M. Glen: En effet. Nous rappelons d'ailleurs au comité que nous n'avons pas encore atteint le plein recouvrement des coûts.

La présidente: Monsieur Assadourian, voudriez-vous me remplacer à la présidence, je vous prie? M. Bryden, M^{me} Hayes puis M. Nunez ont la parole.

Le président suppléant (M. Assadourian): Maintenant, je dois donner les réponses, finies les questions.

M. Bryden: Je n'aime pas revenir sur du déjà vu, mais je me demande si vous ne pourriez pas nous parler un instant de la double citoyenneté et de la double nationalité. Combien de pays permettent la double nationalité et qu'est—ce que cela suppose en termes de protection des citoyens à double citoyenneté ici et là—bas?

M. Glen: Je demande à mon expert de répondre.

M. Sabourin: Nous avions préparé, je crois, un tableau énumérant tous les pays qui acceptent la double citoyenneté.

M. Bryden: En effet.

M. Sabourin: En gros, la plupart des pays s'apprêtent à reconnaître la double citoyenneté, tout simplement parce qu'il leur est très difficile de l'empêcher. Quelques pays ont d'ailleurs adopté des mesures législatives en ce sens tout récemment. On compte donc désormais beaucoup plus de citoyens à double nationalité.

C'est ce qui explique notamment, comme l'a dit M. Glen, pourquoi le nombre de nos citoyens potentiels a augmenté autant. Ainsi, les ressortissants italiens n'ont jamais cherché à obtenir leur citoyenneté canadienne autant que les autres, tout simplement parce que ce faisant, ils perdaient d'office leur citoyenneté italienne et leurs privilèges en Italie, alors que ce n'est plus le cas aujourd'hui. Aujourd'hui, ils nous demandent la citoyenneté canadienne.

M. Bryden: Si je comprends bien, ils peuvent toujours conserver le passeport de leur pays d'origine. En théorie, on pourrait avoir trois ou quatre passeports et être citoyen de trois ou quatre pays, n'est-ce pas?

M. Sabourin: Cela peut arriver.

M. Nolan: Actuellement, quand on habite la communauté européenne, le passeport sert de carte d'entrée dans de nombreux pays.

M. Bryden: Oui, mais c'est un peu différent.

M. Nolan: D'accord, mais c'est pour vous expliquer que la notion de citoyenneté a changé du tout au tout dans un contexte moderne.

M. Glen: À l'immigration, nous nous inquiétons pour d'autres raisons de ceux qui détiennent trois ou quatre passeports.

M. Bryden: Bien sûr. Je vous remercie.

Mme Hayes: J'ai été intéressée par la façon dont vous avez réagi à ma dernière question. Je tiens à vous assurer que la sécurité et la citoyenneté canadienne ont une très grande valeur pour moi. Si je vous ai cité l'article en question, c'est qu'il s'agissait d'un juge ou d'un ex-juge d'une Cour de citoyenneté. C'est parce qu'il était à ce point inquiet de l'intégrité du système qu'il a proposé une solution à ce point extrême. Le comité devrait prendre note du fait que cette personne s'inquiétait tant des problèmes d'intégrité, puisque nous savons qu'il en existe.

I certainly do not promote two classes of citizens, nor would I ever do that. In fact, I believe all citizens should be equal. But for the integrity of that system, I think we have to make sure that the people becoming citizens value that citizenship, that both the present citizens welcome new citizens and people becoming citizens in the future look forward to that as a privilege, as something to be honoured and respected. I think the process we're looking at has to incorporate that.

As I say, the concern is that a judge would say, okay, we have to do something at the back end. We have to make sure that the front end of the system is as good as it can be, to make sure that value is maintained at the end.

In that regard, I have two questions. The Auditor General's report mentioned citizenship cards. Have measures been taken to make sure there is sufficient security features within those cards?

• 1250

Mr. Nolan: Yes. We've changed the cards, together with the RCMP. We've increased the security. One of the real advantages under the new computer system is that this would be enhanced even more. However, we have enhanced it, as was requested by the Auditor General. The RCMP has helped us in that regard, as well as CSIS. We consulted both of them to increase security in the card.

Mr. Glen: In terms of our future endeavours, we are also working closely with the immigration program and the citizenship program, as well as with our colleagues who run the passport program, to ensure we have common approaches and security features that maintain the integrity of the documents.

The Chairman: Does that address your question?

Mrs. Hayes: Okay. Maybe this was answered; it's a question in our notes. Is data now being exchanged with the RCMP, passport office, and Customs and Excise, regarding cards that are lost or stolen? Is that available between all those centres?

Mr. Glen: It's not at Customs and Excise.

Mr. Nolan: We've offered it to them; they haven't accepted the offer. However, the other agencies have accepted the offer, and we do exchange data with them.

Mrs. Hayes: Is there any indication as to whether this has been a major problem? Do you see that it will improve with time?

Mr. Nolan: It's a problem. Is it a major problem? We have ongoing investigations. We think we should increase the integrity of the act in terms of one of the provisions of the act. Trafficking in cards has a very, very light sentence.

One of the issues, in terms of integrity, is increasing sentencing. I think that's the type of issue we think will help increase the integrity.

Certainly, we don't have a report that says there's any greater amount now than there was a few years ago. There's no great increase. [Translation]

Je ne cherche certainement pas à faire ici la promotion de deux classes de citoyens, car je n'y songerais jamais. Pour moi, tous les citoyens doivent être égaux. Mais pour revenir à l'intégrité de ce système, il faut s'assurer que tous ceux qui deviennent des citoyens canadiens ont à coeur leur citoyenneté et que les citoyens actuels sont prêts à tendre les bras aux nouveaux citoyens tandis que ceux—ci considèrent leur nouvelle citoyenneté comme un privilège à honorer et à respecter. Votre démarche doit en tenir compte.

Ce qui me préoccupe, c'est qu'un juge estime important de dire qu'il faut assurer notre démarche en aval, après nous être assurés qu'en amont le système d'enregistrement de la citoyenneté est aussi bon que possible, de sorte qu'il n'y a aucun doute sur la valeur de la démarche.

J'ai deux questions à poser à cet égard. Dans son rapport, le vérificateur général parle des cartes de citoyenneté. Vous êtes-vous assurés que ces cartes présentent suffisamment de garanties sur le plan de la sécurité?

M. Nolan: Oui. Nous avons changé les cartes en collaboration avec la GRC. Nous avons amélioré la sécurité. Le nouveau système informatique permettra d'apporter d'autres améliorations. Quoi qu'il en soit, nous avons accru la sécurité comme l'avait demandé le vérificateur général. Nous avons reçu l'aide de la GRC et du SCRS. Les deux organismes ont été consultés.

M. Glen: Pour ce qui est de l'avenir, nous collaborons aussi étroitement avec le programme de l'immigration et celui de la citoyenneté, ainsi que celui des passeports, pour coordonner notre action et nous entendre sur des caractéristiques qui protégeront l'intégrité des documents.

La présidente: Cela répond-il à votre question?

Mme Hayes: D'accord. Peut-être avez-vous déjà répondu; il s'agit d'une question qui se trouve dans nos notes. Y a-t-il actuellement échange de renseignements entre la GRC, le Bureau des passeports et Douanes et Accise au sujet des cartes perdues ou volées? Ces renseignements sont-ils disponibles dans tous ces organismes?

M. Glen: Pas à Douanes et Accise.

M. Nolan: Nous le leur avons offert; ils n'ont pas accepté l'offre. Les autres organismes l'ont acceptée et nous leur communiquons les renseignements.

Mme Hayes: Sait—on s'il s'agit d'un gros problème? Les choses vont-elles s'améliorer avec le temps?

M. Nolan: C'est un problème. Est-ce un gros problème? Des enquêtes sont en cours. Selon nous, il faudrait améliorer une des dispositions de la loi. Le trafic de cartes est passible d'une très petite peine.

Ce qu'il faudrait, c'est alourdir la peine. C'est une mesure qui permettrait d'améliorer l'intégrité des documents.

En tout cas, nous n'avons pas de rapport qui fasse état d'une croissance du trafic par rapport à il y a quelques années. Ce n'est pas le cas.

Mrs. Hayes: Is it part of recommendations coming from your department to talk of increased sentencing for this kind of activity?

Mr. Nolan: It's one of the issues being discussed.

Mr. Glen: Also, I'm reminded by Mr. Slack that the observations of the Auditor General with respect to the security qualities of the documents was something agreed to by the program. That's one of the reasons it pushed to improve the security qualities of the documents.

The Chairman: Mr. Nunez, followed by Mr. Assadourian.

Members of the committee, we have about seven or eight minutes left. We did want to address some housekeeping items as to how we're going to go about the vote.

Mr. English, did you have a question to ask? We could put your name on, as well.

Mr. English (Kitchener): No. That's okay.

The Chairman: Is there anyone else? Mr. Nunez.

M. Nunez: À la page 214, au tableau 7, du budget des dépenses, vous parlez des besoins en personnel et également des salaires. Pour quelques personnes le salaire se chiffre à 82 000\$, et pour les personnes nommées par décret en conseil, 64 000\$. Y aura-t-il moins de personnel demain qu'aujourd'hui? Que prévoyez-vous comme besoin en personnel?

In French, it's on page 214.

The Chairman: In English, it's figure 7 on page 213.

Mr. Nunez: Yes. You English-speaking people are always ahead.

The Chairman: We have it. Now comes the question, the bullet.

Mr. Glen: I apologize, Mr. Nunez. We've located the charts. That's not a problem. Can you just ask the question again?

M. Nunez: Depuis trois ans, assiste—t—on à une diminution en personnel et dans quelle proportion? Pour les années à venir, cette diminution se poursuivra—t—elle? Quels sont vos besoins en personnel pour les prochaines années?

• 1255

Mr. Glen: The chart would show that the staff basis is going up, and I believe that to be accurate.

In terms of what our staffing needs will be during the next year, there is an expectation that we'll be hiring more staff, and essentially that will be funded through savings elsewhere. We don't have a precise figure—

Mr. Nunez: Can you give us a figure?

Mr. Glen: No.

M. Nunez: Combien de scientifiques, professionnels et employés de l'administration ont été nommés par décret en conseil? Pouvez-vous me donner un nombre? De combien de personnes avez-vous besoin? Combien en avez-vous aujourd'hui?

Mr. Glen: In terms of the year we're going into? No, I can't give you that with finality, partly because we'll soon be engaged in employing more at the clerical level on a number of the administrative measures. What I can undertake to do is give a report, perhaps in six months' time, of where we are in our hiring, based on the provisions we're taking.

[Traduction]

Mme Hayes: Le ministère recommande-t-il d'aggraver la peine pour ce genre d'infractions?

M. Nolan: La question est à l'étude.

M. Glen: M. Slack me rappelle que les observations du vérificateur général concernant la sécurité des documents ont été acceptées par le programme. C'est la raison pour laquelle nous avons réclamé une amélioration des mesures de sécurité.

La présidente: M. Nunez, puis M. Assadourian.

Mesdames et messieurs, il nous reste environ 7 ou 8 minutes. Nous voulions aussi régler quelques questions d'organisation à propos du vote.

Monsieur English, vouliez-vous poser une question? Je peux ajouter votre nom.

M. English (Kitchener): Non. Ça va.

La présidente: Y a-t-il quelqu'un d'autre? Monsieur Nunez.

Mr. Nunez: On page 2–13, figure 7, in the estimates, there are details of personnel requirements and salaries. For some categories, the salary is some \$82,000 and for order–in–council appointments, \$64,000. Are personnel requirements expected to go down? What is your forecast?

En français, cela se trouve à la page 2-14.

La présidente: En anglais, il s'agit du tableau 7 à la page 2-13.

M. Nunez: Oui. Les anglophones sont toujours en avance.

La présidente: Nous l'avons trouvé. Voici maintenant la question, le boulet.

M. Glen: Excusez-moi, monsieur Nunez. Nous avons trouvé le tableau, ça va. Pourriez-vous nous répéter la question?

Mr. Nunez: In the past three years, has there been a reduction of staff and to what extent? In the coming years, will this reduction go on? What are your personnel requirements for the coming years?

M. Glen: Le tableau montre que l'effectif augmente et je pense que c'est exact.

Pour ce qui est de nos besoins en ressources humaines l'année prochaine, nous comptons recruter davantage de personnel, le coût salarial étant couvert par des économies réalisées ailleurs. Nous n'avons pas de chiffres précis.

M. Nunez: Pouvez-vous nous donner un chiffre?

M. Glen: Non.

Mr. Nunez: How many scientific, professional and administrative staff have been appointed by order in council? Can you give me a figure? How many people do you need? How many do you have today?

M. Glen: L'année prochaine? Non, je ne peux pas vous donner de chiffre précis, en partie parce que nous allons en employer davantage au niveau du soutien administratif, pour certaines mesures administratives. Je peux m'engager, en revanche, à vous remettre un rapport, peut-être dans six mois, montrant le nombre d'employés que nous embauchons, sur la base des dispositions que nous prenons.

Mr. Nolan: The other thing is that nowadays when you do accounting in the federal government, you give a manager a notional allotment of full-time equivalents, as they're referred to. He or she might or might not be able to hire to that level, depending on the salary dollars they have. If they hire somebody at a higher level, then they can acquire fewer of them.

So the figures that are there are notional, and it's up to each manager. So, say in the Quebec region, the Quebec regional director gets an amount of money, and they have to make up their mind, within that amount of money, what they're going to do. We use a notional allotment based on previous estimates, but that changes.

Mr. Glen: I'll speak to the Order in Council numbers that are identified in there. Obviously that figure will go down, and it will go down based on the termination date of the present appointment of judges. Those figures relate to the citizenship judges now in the system.

So we will go out of this year with a decrease on that side. As the terms come up in the following year, the numbers again will decrease, with the expectation that eventually, by Order in Council, it will be zero.

Mr. Nolan: The other figure is there's a repayment on. . . When we have the computer system, when it works, there will be a reduction in the number of personnel required, and that is estimated at 30 full-time equivalents over three years. So it would be reduced by 30 over a period of three years.

M. Nunez: Actuellement, il y a combien de personnes, incluant les juges, qui ont été nommées par décret en conseil?

Mr. Glen: I wouldn't say I'll have to fudge it, but I'm not certain on one aspect, the judges and beyond the judges by Order in Council. These figures probably don't represent, for example, myself and Peter Harder, but we're the only two Order in Council ones as the deputy ministers beyond the judges who affect the program. I suspect that our number isn't reflected in here, that it is reflected in the estimates as they would apply to the immigration program. So to my knowledge this would not-

Mr. Nunez: That is not very much and not very clear. Are we going to review the new appointments of these people appointed by Order in Council?

Mr. Glen: There won't be any. These numbers represent the citizenship judges, and there won't be new appointments.

The Chairman: This would be the IRB.

Mr. Glen: This isn't the Immigration and Refugee Board. Those would show in different estimates.

M. Nunez: Plus tôt vous avez répondu à une question d'un collègue. Combien de personnes actuellement y a-t-il au Canada qui sont ici depuis 10 ans et qui n'ont pas demandé la citoyenneté, qui sont des immigrants reçus ou résidents permanents et qui n'ont pas demandé encore la citoyenneté?

Mr. Nolan: Again, we've already provided those statistics to the chair, I believe, and I don't recall right off the top. . . I wouldn't want la présidente, et je ne les ai pas en tête. Je préfère ne pas répondre. to speak to it.

[Translation]

M. Nolan: L'autre élément est que, aujourd'hui, lorsqu'on fait la comptabilité au gouvernement fédéral, on attribue à un gestionnaire un quota théorique d'équivalents temps plein, comme on les appelle. Le gestionnaire pourra ou ne pourra pas embaucher jusqu'à ce niveau, selon la masse salariale dont il dispose. S'il embauche des employés à un niveau supérieur, il pourra en recruter moins.

Les chiffres qui sont là sont donc théoriques, et le reste relève de chaque gestionnaire. Disons que, dans la région de Québec, le directeur régional pour le Québec reçoive un montant donné, et c'est à lui alors de décider comment le dépenser. Nous utilisons une affectation théorique, basée sur le budget précédent, mais cela peut changer.

M. Glen: Je parlerai des nominations par décret indiquées ici. A l'évidence, ce chiffre va diminuer au fur et à mesure que les juges actuels parviendront en fin de mandat. Ces chiffres concernent les juges de la citoyenneté actuellement en poste.

Nous verrons donc une diminution de ce côté, cette année. Au fur et à mesure que les mandats viennent à expiration l'année suivante, les chiffres vont diminuer encore, jusqu'à parvenir à zéro.

M. Nolan: L'autre chiffre vient du fait qu'il y aura un gain provenant de... Lorsque nous aurons le système informatique, lorsqu'il marchera, il y aura une diminution de l'effectif requis que l'on peut estimer à 30 équivalents temps plein sur trois ans. On verra donc une réduction de 30 sur une période de trois ans.

Mr. Nunez: How many order-in-council appointments do you have presently including the judges?

M. Glen: Je ne cherche pas à éviter de répondre, mais je ne suis pas trop sûr pour ce qui est des nominations par décret au-dessus du niveau des juges. Ces chiffres n'englobent probablement pas moi-même et Peter Harder, mais nous sommes les deux seuls nommés par décret, en tant que sous-ministres au-dessus des juges à relever du programme. Mais j'ai l'impression que nos postes ne figurent pas ici, qu'ils se retrouvent dans le budget des dépenses du programme de l'immigration. Donc, à ma connaissance, ceci ne...

M. Nunez: Tout cela n'est pas très clair. Aurons-nous à étudier les nouvelles nominations par décret qui seront faites?

M. Glen: Il n'y en aura pas. Ces chiffres représentent les juges de la citoyenneté et l'on n'en nommera plus.

La présidente: Ce sera dans la CISR.

M. Glen: Ceci n'est pas la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Ces chiffres figurent dans un budget différent.

Mr. Nunez: You have answered earlier a question from a colleague. How many people are there presently in Canada who have been residents for 10 years without applying for citizenship, who are landed immigrants or permanent residents and have not applied for citizenship?

M. Nolan: Encore une fois, nous avons déjà donné ces chiffres à

1300

[Texte]

[Traduction]

The Chairman: Perhaps the researcher can provide Mr. Nunez with those sometime before the next meeting.

Mr. Nolan: If we haven't, we'll certainly help the researcher do them. I think we have provided them.

M. Nunez: Vous avez augmenté les barêmes pour les gens qui demandent un visa. Même les personnes qui demandent un visa, qui seront refusées par l'agent, doivent payer selon un barême. Est-ce juste pour les pays pauvres? La plupart des personnes qui demandent un visa et qui sont refusées viennent du Tiers monde. Ce ne sont pas des gens qui viennent des États-Unis, de la France, de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Pourquoi obliger ces gens-là à payer quand le visa est refusé?

Mr. Glen: The decision that the government took was to impose a cost recovery fee on the consideration of the processing of the applications, which is a practice that isn't unique to Canada. Other countries have this practice as well. It was to be applied universally.

Mr. Nunez: Where's an example of that?

Mr. Glen: It would be a universal expectation in considering visitor visa applications. The fee is the processing fee, yes or no being the outcome of the application. There will most likely be circumstances in which certain individuals will feel aggrieved.

The Chairman: Does that answer your question?

M. Nunez: Vous n'allez pas augmenter le tourisme au Canada avec de telles mesures.

Lorsque vous recevez une application pour la citoyenneté, comment faites-vous pour référer le dossier à la GRC? Que faites-vous? Envoyez-vous le dossier à la Gendarmerie? Le problème est que cela prend énormément de temps, et ces enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada sont un des problèmes pour la solidité du traitement des demandes de citoyenneté.

M. Sabourin: Je pense que par le passé les enquêtes étaient un problème car il y avait un processus un peu archaïque. Récemment, on a instauré un processus d'échange de données informatisées avec la Gendarmerie, de sorte, que dans la vaste majorité des cas, peut-être 95 ou 98 p. 100 des cas, les vérifications criminelles sont faites par la Gendarmerie dans un espace de trois à six semaines, de façon informatisée. Donc, il y a un échange de données informatisées pour ces vérifications. Maintenant, il n'y a pas de retards.

M. Nunez: Est-ce que cela prend beaucoup plus qu'un ou deux ans pour certaines personnes?

M. Sabourin: Il peut se produire, dans le cas où la Gendarmerie désire entamer une enquête à l'égard d'une personne, qu'il y aura des délais importants.

Mr. Sabourin: Il peut se produire, dans le cas où la Gendarmerie desire desire entamer une enquête à l'égard d'une personne, qu'il y aura des a person.

M. Nunez: Cela peut prendre des années.

M. Sabourin: Dans des cas particuliers, il s'agirait de cas où la personne pourrait être visée par une interdiction en vertu de la loi, et, par conséquent, ne serait pas éligible à recevoir la citoyenneté; il ne se qualifierait pas. Donc, dans ces cas-là, c'est la responsabilité du Ministre d'entreprendre toutes les enquêtes nécessaires pour s'assurer que le demandant satisfait aux exigences de la loi. Si la Gendarmerie désire interviewer la personne, ou encore poursuivre des enquêtes pour s'assurer de cette qualification-là en vertu de la loi, cela prendra du temps dans certains cas.

La présidente: Peut-être notre attaché de recherche pourra-t-il donner ces chiffres à M. Nunez avant la prochaine réunion.

M. Nolan: Si nous ne les avons pas fournis, nous pourrons aider cette personne à les trouver. Je pense que nous les avons fournis.

Mr. Nunez: You have increased the fees for visa applicants. Even those people who are turned down by the agent have to pay a fee. Is this just for poor countries? Most visa applicants who are turned down live in the Third World. These are not people from the United States, France, the U.K. or Germany. Why make these people pay when the visa is refused?

M. Glen: La décision que le gouvernement a prise est d'imposer un recouvrement des frais de traitement des dossiers de demande, et le Canada n'est pas seul à le faire. D'autres pays en font autant. Ce devrait être appliqué universellement.

M. Nunez: Pouvez-vous donner des exemples?

M. Glen: C'est la pratique suivie universellement pour ce qui est des demandes de visas de touristes. Le droit à payer couvre les frais d'ouverture de dossiers, quel que soit le résultat de la demande. Il ne fait aucun doute que certaines personnes s'estiment lésées de ce fait.

La présidente: Cela répond-il à votre question?

Mr. Nunez: You are not going to contribute to tourism in Canada with such measures.

When you receive an application for citizenship, how do you go about referring the file to the RCMP? What do you do? Do you send the file to the RCMP? The problem is that it takes a lot of time and these investigations by the RCMP are one of the problems in speeding up these citizenship applications.

Mr. Sabourin: I think the investigations were a problem in the past because the process was a bit archaic. Recently we have put into place a computer data exchange with the RCMP so that in the great majority of cases, maybe 95% or 98% of all applications, security checks are done by the RCMP within three to six weeks, through computer. So we now have computerized exchange of information for these security checks and there are no more delays.

Mr. Nunez: Does it still take over one or two years in some cases?

Mr. Sabourin: It may happen if the RCMP wants to investigate a person.

Mr. Nunez: It can take years.

Mr. Sabourin: In specific cases, a person might be legally barred from citizenship and would not qualify. In such cases, it is the Minister's responsibility to undertake all necessary investigations to ensure that the applicant is in compliance with all legal requirements. If the RCMP wants to interview the person or undertake an investigation to ensure eligibility, this might take some time.

M. Nunez: Énormément de temps.

The Chairman: Members of the committee, it's after 1 p.m. We've have had four full rounds. Mr. Bryden would like leave to ask one further question. Is that agreeable to the committee? Quickly, then.

Mr. Bryden: Is it appropriate with these gentlemen here to bring up the ECOS survey? I have a response on the ECOS survey on attitudes to immigration. I'm not sure whether you are the right team, though, to respond to my question.

The Chairman: I think that's immigration. This is citizenship.

Mr. Glen: I can take it away. I'm not ready today answer to that.

• 1305

The Chairman: It's not appropriate here. We're dealing with estimates here. . .citizenship. So perhaps you can save that for—

An hon. member: It's immigration.

The Chairman: Yes.

Mr. Bryden: It is immigration. That is my question, thank you. You're off the hook.

The Chairman: We'll take a few minutes for the room to clear. Members of the committee, we will come back in camera to determine where we go from here in terms of the estimates.

[Proceedings continue in camera]

[Translation]

Mr. Nunez: A lot of time.

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du comité, il est plus de 13 heures. Nous avons eu quatre tours de questions complets. M. Bryden aimerait en poser une dernière. Puis-je lui autoriser? Rapidement, dans ce cas.

M. Bryden: Puis—je aborder ici la question du sondage ECOS? J'ai une question sur le sondage ECOS qui portait sur les attitudes vis—à—vis de l'immigration. Cependant, je ne suis pas sûr si c'est à vous qu'il convient de la poser.

La présidente: Je pense que cela relève de l'immigration. Nous traitons ici de la citoyenneté.

M. Glen: J'en prendrai note. Je ne suis pas prêt à répondre aujourd'hui.

La présidente: Ce n'est pas ici qu'il convient d'en parler. Nous parlons ici du Budget des dépenses de la citoyenneté. Vous pourriez peut-être garder votre question pour...

Une voix: L'Immigration.

La présidente: Oui.

M. Bryden: L'Immigration. C'était ma question, je vous remercie. Vous êtes sauvés.

La présidente: Nous allons attendre quelques minutes que les gens quittent la salle. Nous siégerons ensuite à huis clos pour déterminer la suite de nos travaux sur le budget des dépenses.

[La séance se poursuit à huis clos]



MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermall

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

Il undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Citizenship and Immigration:

Ian Glen, Associate Deputy Minister;

Richard Nolan, Registrar, Citizenship;

Norman Sabourin, Chief, Program Management, Citizenship; Don Slack, Director, Operational Management, Citizenship.

TÉMOINS

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Ian Glen, sous-ministre délégué;

Richard Nolan, greffier, Citoyenneté;

Norman Sabourin, chef, Gestion du programme, Citoyenneté;

Don Slack, directeur, Gestion opérationnelle, Citoyenneté.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 , ; 1557 - M72

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 8

Thursday, April 28, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 8

Le jeudi 28 avril 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Publicatio

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

- 1. Order of Reference from the House of Commons dated Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995
- 2. Consideration of future expenditure plans and priorities 2. Étude des plans et priorités pour les années financières pursuant to paragraphs 7 and 8 of Standing Order 81
- 3. In accordance with Standing Order 108(2) and the 3. En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Committee's decision of Thursday April 21st, 1994, a study of Règlement et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, the Citizenship Act

CONCERNANT:

- 1. Ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du jeudi 24 février 1994, relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995
- futures en conformité des paragraphes 7 et 8 de l'article 81 du Règlement
- étude de la Loi sur la citoyenneté



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 28, 1994 (16)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:41 o'clock a.m. this day, in Room 209, West Block, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Member present: Karen Kraft Sloan for Ovid Jackson.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the House of Commons dated Thursday, February 24, 1994, in relation to the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995. (See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, April 12, 1994, Issue No.3)

On Vote 1

By unanimous consent, Sharon Hayes moved,—That Vote 1 (Citizenship Registration and Promotion Program) under CIT-IZENSHIP AND IMMIGRATION in the amount of \$34,140,000. be reduced By \$300,000. (less \$8,535,000. voted in interim supply) to \$25,305,000.

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: Yeas: 4; Nays: 5.

And the question being put on Vote 1, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 5; Nays: 2.

On Vote 5

And the question being put on Vote 5, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 6; Nays: Nil.

On Vote 10

And the question being put on Vote 10, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 6; Nays: Nil.

On Vote 15

And the question being put on Vote 15, it was, by a show of hands agreed to: Yeas: 6; Nays: Nil.

On Vote 20

And the question being put on Vote 20, it was, by a show of hands agreed to: Yeas: 6; Nays: Nil.

ORDERED, — That the Chair report Votes 1, 5, 10, 15 and 20, under CITIZENSHIP AND IMMIGRATION in the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1995, to the House.

In accordance with Standing Orders 81(7) and 81(8), the Committee proceeded to the consideration of recommendations for a report to the House on expenditure plans and priorities in future fiscal years.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 28 AVRIL 1994 (16)

[Traduction]

Le Comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration, se réunit aujourd'hui, à 11 h 41, dans la pièce 209 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (*présidente*).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Gar Knutson et Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: Karen Kraft Sloan for Ovid Jackson.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre des communes du jeudi 24 février 1994, relatif au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995. (voir procès-verbaux et témoignages du mardi 12 avril 1994, fascicule no.3)

Crédit 1

Du consentement unanime, Sharon Hayes propose, — Que le crédit 1 (Programme d'enregistrement et de promotion de la Citoyenneté) sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION au montant de 34 140 000\$ soit réduit de 300 000\$ (moins 8 535 000\$ adoptés à titre de crédits provisoires) à 25 305 000\$.

Après débat, l'amendement mis aux voix, est rejeté par vote à main levée: Pour: 4; Contre: 5.

Le crédit 1, mis aux voix, est adopté par vote à main levée: Pour: 5; Contre: 2.

Crédit 5

Le crédit 5, mis aux voix, est adopté par vote à main levée: Pour: 6; Contre: Nil.

Crédit 10

Le crédit 10, mis aux voix, est adopté par vote à main levée: Pour: 6; Contre: Nil.

Crédit 15

Le crédit 15, mis aux voix, est adopté par vote à main levée: Pour: 6; Contre: Nil.

Crédit 20

Le crédit 20, mis aux voix, est adopté par vote à main levée: Pour: 6; Contre: Nil.

IL EST ORDONNÉ, — Que la présidente fasse rapport à la Chambre des crédits 1, 5, 10, 15 et 20, inscrits sous la rubrique CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION au Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995.

En vertu des paragraphes (7) et (8) de l'article 81 du Règlement, le Comité étudie des propositions de recommandations en vue d'un rapport à la Chambre.

By unanimous consent, Art Hanger moved,—That, this Committee undertake an immediate study of the medical guidelines and procedures required for immigrants before they are eligible to come to Canada, including the issue of HIV testing; and

—that the Committee report its findings no later that June 1, 1994.

After debate, the motion was, by unanimous consent, with-drawn.

After debate, it was agreed,—That, the members of the Committee provide a copy of their suggestions for inclusion in a proposed report to the House to the Clerk, for translation purposes, no later that Friday, April 29, 1994.

In accordance with Standing Order 108(2) and with the Committee's decision of Thursday, April 21st, 1994, the Committee proceeded to the study of the *Citizenship Act*.

At 12:34 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 12:38 o'clock p.m., the sitting resumed.

The Committee considered a proposed workplan presented by the Chair.

By unanimous consent, Art Hanger moved, — That, the workplan be amended in order to allow this Committee to undertake a review of the stage at which a third safe country treaty with the United States currently sits in order to facilitate the immediate finalization of that treaty by the Government; and

— that, the Committee report its recommendations and report to the House no later that 1994.

After debate, the question being put on the amendment, it was negatived.

Mark Assad moved, — That, the workplan be adopted.

The question being put on the motion, it was agreed to.

At 12:51 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

Du consentement unanime, Art Hanger propose,—Que le Comité entreprenne immédiatement une étude sur les lignes directrices et les formalités médicales, y compris la question du dépistage du VIH, auxquelles doivent satisfaire les candidats à l'immigration avant d'être admis au Canada; et

— que le Comité fasse rapport de ses conclusions à la Chambre au plus tard le 1^{er} juin 1994.

Après débat, par consentement unanime, la motion est retirée.

Après débat, il est convenu, — Que les propositions de recommandations des membres du Comité soient remises au greffier du Comité, pour fins de traduction au plus tard, le vendredi 29 avril 1994.

En conformité à l'article 108(2) du Règlement et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la Loi sur la citoyenneté.

À 12 h 34, la séance est levée.

À 12 h 38, la séance reprend.

Le Comité étudie un projet de plan de travail proposé par la présidente.

Du consentement unanime, Art Hanger propose, — Que le plan de travail soit modifié pour permettre au Comité de voir où en sont les négociations du traité de tiers pays sûr avec les États-Unis, afin de favoriser la finalisation immédiate de ce traité par le gouvernement; et

— que le Comité fasse rapport de ses recommandations et de ses conclusions à la Chambre au plus tard en 1994.

Après débat, l'amendement mis aux voix, est rejeté.

Sur motion de Mark Assad, il est convenu, — Que le plan de travail, tel que modifié, soit adopté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 12 h 51, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, April 28, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 28 avril 1994

• 1141

The Chairman: Members of the committee, I call this meeting to order.

As you can see, our orders of the day are to adopt the votes of the main estimates. We need to discuss future years and the estimates and identify issues for possible inclusion in the report. Hopefully, we'll have time for recommendations on the work plan.

I want you to know that your steering committee worked very hard in the hour before and I think we've pretty well got something good and solid for you. So we will start with the estimates. We are adopting the votes, starting with vote 1, on citizenship registration and promotion program. Shall vote 1 carry?

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): I have a motion to present to the committee.

The Chairman: Is it an amendment to vote 1?

Mrs. Hayes: It's a motion to reduce the estimates for citizenship, so it would be a motion to amend vote 1.

The Chairman: That is vote 1. I will accept an amendment.

Mrs. Hayes: I can distribute these copies. This motion is fairly lengthy. Should I read the entire motion?

The Chairman: Order, please. Members of the committee, please listen so that we will hear the amendment.

Mrs. Hayes: I'll read the amendment. On April 14, 1994, the Minister of Citizenship and Immigration stated in the House of Commons:

Let us be perfectly clear. The political and partisan appointments of citizenship judges will become a thing of the past. As vacancies arise, new citizenship judges will not be appointed.

On April 26, 1994, the Prime Minister stated in the House of Commons:

When we look at the budget, we indicated we are working to reduce substantially the deficit and we are confident that the deficit in relation to the GDP will be 3% at the end of three years. We are doing it on a constant basis. For example, the minister of immigration cancelled all citizenship judges, thus saving millions of dollars.

As a result, during the next fiscal year of 1994–1995 the terms of six full-time and two part-time judges will expire and should not be replaced. A savings then will occur for the Department of Citizenship as a result of the salaries they will not have to pay, in the range of \$300,000.

La présidente: La séance est ouverte.

Comme vous pouvez le voir, notre ordre du jour prévoit l'adoption des crédits du budget des dépenses principal. Nous devons discuter des années à venir, du budget des dépenses et des questions à soulever dans un éventuel rapport à la Chambre. J'espère qu'il nous restera du temps pour les recommandations relatives au plan de travail.

Je tiens à préciser que votre comité directeur a travaillé très fort pendant l'heure qui a précédé le début de cette réunion et je pense que nous avons réussi à préparer quelque chose de solide à votre intention. Nous allons donc commencer par le budget des dépenses. Nous adoptons les crédits à commencer par le crédit 1 sur le Programme d'enregistrement et de promotion de la citoyenneté. Le crédit 1 est—il adopté?

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): J'ai une motion à proposer au Comité.

La présidente: Est-ce un amendement relatif au crédit 1?

Mme Hayes: C'est une motion visant à réduire le budget de la citoyenneté si bien qu'elle modifie le crédit 1.

La présidente: Il s'agit du crédit 1. J'accepte un amendement.

Mme Hayes: Je peux distribuer le texte de la motion. Elle est assez longue. Dois-je la lire en entier?

La présidente: À l'ordre. Je demande aux membres du Comité de bien vouloir écouter l'amendement.

Mme Hayes: Je vais lire l'amendement. Le 14 avril 1994, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a déclaré ce qui suit à la Chambre des communes :

Mais que les choses soient bien claires. Les nominations de juges de la citoyenneté fondées sur des considérations politiques ou partisanes sont désormais révolues. Dorénavant, il n'y aura plus de nouvelles nominations pour combler les postes vacants.

Le 26 avril 1994, le Premier ministre faisait la déclaration suivante à la Chambre des communes:

Il suffit de lire le budget. Nous y disons que nous allons prendre des mesures pour réduire radicalement le déficit et nous sommes convaincus que nous aurons réussi à le ramener à 3 p. 100 du PIB dans trois ans. Nous travaillons constamment pour atteindre cet objectif. Par exemple, le ministre de l'Immigration a annulé tous les postes de juges de la citoyenneté, ce qui se traduira par des millions de dollars d'économie.

Au cours de l'exercice 1994–1995, le mandat de six juges à plein temps et de deux juges à temps partiel arrivera à expiration et ne devrait donc pas être renouvelé. Cela se traduira par une économie pour le ministère de la Citoyenneté qui n'aura pas à payer ces salaires, qui représentent 300 000\$.

Since the department was not privy to the minister's announcement when the estimates were drawn up, I move that the vote for this budgetary item be examined by the committee with the intent of reducing this item by \$300,000, in accordance with the measures implemented on April 14, 1994, by the Hon. Sergio Marchi and confirmed by the Rt. Hon. Jean Chrétien on April 26, 1994.

• 1145

The Chairman: As I understand the amendment, vote 1, under Citizenship and Immigration, in the amount of... Is this the right amount?

The Clerk of the Committee: Yes, that was referred.

The Chairman: The amount of \$34.1 million be reduced by \$300,000.

The Clerk: Yes, but we have to say less the amount owed in interim supply.

The Chairman: All right. Less \$8,535,000 voted in interim supply, to \$25,305,000. The amendment has been accepted. Is there any debate?

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Do you need a seconder?

The Chairman: No, not in committee.

Is there anyone else who wishes to speak?

Mr. Assad (Gatineau-La Lièvre): Yes.

I would like to ask our colleague and our friend here about what you have proposed in your amendment. On this particular item of citizenship judges, in accordance with what the minister has announced, you want to take the precaution of reducing that particular item by \$300,000 to confirm concretely that these new judges cannot be replaced by full-time judges, right?

The Chairman: Mr. Assad, will you speak to the chair and speak for or against the motion.

Mr. Assad: No, I just want a clarification.

The Chairman: You want clarification from the chair?

Mr. Assad: Yes.

The Chairman: Mrs. Hayes.

Mrs. Hayes: Perhaps I need to supply some more clarification.

The purpose of this motion is to put a concrete base to the minister's declaration that he will be reducing the amount spent by dismissing citizenship court judges. What I want is a tangible demonstration of the statements of the Minister of Citizenship and the Prime Minister that they are actually now saving some of those millions of dollars they have stated they will save by this procedure.

Mr. Assad: I will answer the chair on this.

I find that this motion is totally irrelevant for the simple reason that the minister made a press communiqué. He was very clear and there was nothing vague about his intentions of eliminating the citizenship judges. I don't see the necessity for this at all. What he claimed is clear. I couldn't imagine the minister going back on his word after he made this public from one end of the country to the other.

[Translation]

Comme le Ministère n'était pas au courant de la déclaration du ministre quand il a préparé son budget, je propose que le Comité examine ce crédit dans le but de le réduire de 300 000\$, conformément aux mesures annoncées le 14 avril 1994 par l'honorable Sergio Marchi et confirmées par le très honorable Jean Chrétien, le 26 avril 1994.

La présidente: Si j'ai bien compris l'amendement, il porte sur le crédit 1 du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, d'un montant de. . . Est-ce que c'est le montant?

La greffière du comité: Oui, c'est le bon.

La présidente: La motion propose que le montant de 34,1 millions de dollars soit réduit de 300 000\$.

La greffière: Oui, mais nous devons préciser qu'il faut déduire le montant affecté dans le budget supplémentaire.

La présidente: Très bien. Moins 8 535 000\$ affectés dans le budget supplémentaire, ce qui donne 25 305 000\$. L'amendement est accepté. Voulez-vous en débattre?

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Avez-vous besoin de quelqu'un pour appuyer la motion?

La présidente: Non, pas en comité.

Quelqu'un d'autre désire la parole?

M. Assad (Gatineau-La Lièvre): Oui.

Je voudrais demander à notre collègue et amie ce qu'elle a proposé dans son amendement. En ce qui concerne les juges de la citoyenneté, conformément à la déclaration ministérielle, vous voulez réduire ce poste budgétaire de 300 000\$ de façon à confirmer concrètement que ces nouveaux juges ne pourront pas être remplacés par des juges à plein temps, n'est—ce pas?

La présidente: Monsieur Assad, pouvez-vous vous adresser à la présidence et parler pour ou contre la motion.

M. Assad: Non, je veux seulement un éclaircissement.

La présidente: Vous désirez obtenir un éclaircissement de la présidence?

M. Assad: Oui.

La présidente: Madame Hayes.

Mme Hayes: Peut-être devrais-je donner quelques précisions supplémentaires.

Cette motion a pour but de concrétiser la déclaration du ministre qui a annoncé son intention de réduire les dépenses en limogeant les juges de la cour de citoyenneté. Je veux ainsi obtenir la preuve tangible que ces millions de dollars seront économisés, comme le ministre de la Citoyenneté et le Premier ministre l'ont déclaré.

M. Assad: Je vais répondre par l'entremise de la présidence.

Cette motion me paraît tout à fait inutile pour la simple raison que le ministre a publié un communiqué. Il a été parfaitement clair quant à son intention d'éliminer les postes de juges de la citoyenneté. Je ne vois pas la nécessité de cette motion. Ses intentions sont très claires. Le ministre ne pourrait pas revenir sur sa parole après avoir fait publiquement cette annonce aux quatre coins du pays.

The Chairman: Thank you, Mr. Assad. Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian (Don Valley North): I will vote against this motion if we are going to be voting on it, for the simple reason that is stated in this motion. It says here, the minister said so, the Prime Minister said so and if they don't comply with what they said then we have an excuse. Let us give them the benefit of the doubt. They said they will and I'm sure they will so what is the point being negative about it before we start.

The Chairman: Okay. Thank you, Mr. Assadourian. Anyone else wish to speak for or against? Mr. Hanger.

Mr. Hanger: Yes, I'll speak for the motion.

I believe that both the minister and the Prime Minister made it very clear that they were going to save millions of dollars. In fact, I think the amount of \$3 million was kicked around. This is only a portion of the amount that is claimed to be saved. I believe that it should be in writing and let us reduce the total budget figure.

The Chairman: Mr. Bryden, do you wish to speak to this amendment? I'm sorry, Ms Clancy.

Ms Clancy (Halifax): Thank you.

Madam Chair, with regard to the minister's statement on the reduction, the reduction was in salaries over the full extent of all of the retirements of citizenship court judges. The actual figure is somewhere in the actual vicinity of \$3.4 million although it varies depending on times, etc.

I want to say that I support exactly what Mr. Assad said. I also want to say that I am not perfectly certain that in the unlikely event that this should pass that it is even within the purview of the committee to do this. However, it is neither here nor there at the moment.

The Chairman: Well perhaps we could get clarification from the clerk. Is this in order?

Ms Clancy: I'm not asking for a clarification, Madam Chair, I am just making a point.

• 1150

The second thing is that insofar as the opposition is concerned, the third party has a perfect right to question the veracity of the minister, but I can assure you, with the positive results that came from the announcements, we would be very unlikely to see a change in this policy.

The Chairman: Thank you. Mrs. Hayes, I have you to close. We'll have Mr. Bryden, Mr. Nunez, and Mrs. Hayes to close.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): I think I see the motive in this. You want some guarantee that this money is actually going to be deducted. I suggest to you that you can easily track this at the end of the year. Rather than try to fix something in place now that's eminently verifiable at the end of the year, I think a more shall we say correct way to go is to give the minister the benefit of the doubt that this will be an overall deduction in estimates, and check it at year end.

The other point I'd like to make—I'm always uncomfortable with numbers like this—is that before I could ever accept an amendment like this, I would have to be sure that your arithmetic was correct and it was \$300,000 that you're talking

[Traduction]

La présidente: Merci, monsieur Assad. Monsieur Assadourian.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Si nous votons sur cette motion, je voterai contre, pour la raison énoncée dans la motion. Il y est dit que le ministre et le Premier ministre se sont engagés à faire certaines choses. Accordons-leur le bénéfice du doute. Ils ont promis de le faire et je suis sûr qu'ils le feront. Alors pourquoi se montrer négatifs avant même de commencer?

La présidente: D'accord. Merci, monsieur Assadourian. Quelqu'un d'autre souhaite parler pour ou contre? Monsieur Hanger.

M. Hanger: Oui, je vais parler en faveur de la motion.

Selon moi, le ministre et le Premier ministre ont dit très clairement qu'ils allaient économiser des millions de dollars. En fait, je crois qu'il a été question de trois millions. Ce montant—ci n'est qu'un fraction des économies annoncées. Je crois qu'il faudrait l'inscrire noir sur blanc et réduire le budget total.

La présidente: Monsieur Bryden, voulez-vous parler de ces amendements? Excusez-moi, madame Clancy.

Mme Clancy (Halifax): Merci.

Madame la présidente, en ce qui concerne la réduction des dépenses annoncée par le ministre, elle représentait le montant total des salaires qui seraient économisés une fois que tous les juges de la cour de citoyenneté auraient quitté leur poste. Le chiffre exact se situe au voisinage de 3,4 millions de dollars, mais il peut varier en fonction du moment du départ des juges, etc.

Je suis parfaitement d'accord avec M. Assad. J'ajoute qu'au cas peu probable où cette motion serait adoptée, je ne suis pas vraiment certaine que cela entre dans les prérogatives de notre comité. Cependant, nous n'en sommes pas encore là.

La présidente: La greffière pourrait peut-être nous éclairer. Cette motion est-elle recevable?

Mme Clancy: Je ne demande pas un éclaircissement, madame la présidente, j'avance seulement un argument.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'opposition, le troisième parti a parfaitement le droit de douter de la véracité des déclarations du ministre. Je peux toutefois vous assurer qu'étant donné les résultats positifs de ces annonces, il est peu probable qu'il change de politique.

Le président: Merci. Madame Hayes, je vous laisserai le mot de la fin. Nous allons entendre M. Bryden, M. Nunez et M^{me} Hayes pour conclure.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Je crois deviner le but de cette motion. Vous voulez la garantie que cet argent serait effectivement déduit du budget. Vous pourrez facilement vous en assurer à la fin de l'année. Au lieu d'essayer d'obtenir une garantie alors qu'il sera très facile de vérifier à la fin de l'année, il me paraît préférable d'accorder au ministre le bénéfice du doute et de vérifier à la fin de l'année s'il y aura effectivement une réduction globale du budget.

D'autre part, ce genre de chiffre m'inquiète toujours, et avant de pouvoir accepter cet amendement, je devrais vérifier que vos calculs sont exacts et qu'il s'agit bien de 300 000\$. Il faudrait que je fasse des vérifications et que j'aie des preuves.

about. I would need some actual verification, some proof of that. But De toutes facon, your aurez amplement l'occasion de vérifier à la fin quite apart from that, I think you're going to have excellent opportunity to check this out at the end of the year. I think we should take the minister's word for it.

The Chairman: Mr. Nunez.

M. Nunez (Bourassa): J'aimerais clarifier une question. J'aimerais demander à la greffière si l'amendement est recevable, est-il to ask the clerk if this amendment is in order. conforme au Règlement.

La greffière: Une motion pour réduire les crédits peut être proposée lors d'une réunion.

M. Nunez: Je vais appuyer l'amendement. J'espère que les calculs sont corrects. Je pense que mon geste, mon vote est un appui au ministre. J'ai dit, à la Chambre, que j'étais d'accord pour la suppression des juges de la citoyenneté. Cette motion vient confirmer cette décision du ministre et la greffière vient de confirmer que cela était recevable. Je voterai en faveur de cette motion.

The Chairman: Thank you, Mr. Nunez. Is there anyone else who wishes to speak? I'll allow Mrs. Hayes to close debate.

Mrs. Hayes: I'll try to be brief. To the point of the verification of the numbers, that's why we list at the bottom of this page the actual expiry date, and take into account the number of months, the pay for that month and added it up. I believe the number given there is probably conservative, if anything.

The purpose of our committee was to review the estimates and to make recommendation for changes. I feel this motion is perfectly in line with that charge that was given to the committee.

The original estimates were given before the announcement was made, so the announcement saving this amount of money should actually reduce the total cost of those estimates in a very obvious way. I'm simply saying, because the original estimates did not have this savings in it, the minister has announced it, can he not make good on his announcement? I'm not doubting the... In fact, by making this motion, I'm saying that indeed he will be cancelling the terms of those judges. I'm not doubting his word there. What I'm doing is saying this should save us this amount of money. Given the facts we were given, let's make a motion to in fact make that recommendation to him.

Amendment negatived

[Translation]

de l'année. Je pense que nous devons croire le ministre sur parole.

La présidente: Monsieur Nunez.

Mr. Nunez (Bourassa): I should like some clarifications. I wish

The Clerk: A motion to reduce a vote can be moved during a meeting.

Mr. Nunez: I shall support the amendment. I hope that the arithmetic is correct. I suppose that this is a vote in support of the minister. I said in the House that I was for the elimination of citizenship judges. This motion is to confirm this decision by the minister and the clerk has just confirmed that it was in order. I shall vote for the motion.

La présidente: Merci, monsieur Nunez: quelqu'un d'autre désire-t-il la parole? Je vais laisser Mme Hayes clore le débat.

Mme Hayes: J'essaierai d'être brève. Pour ce qui est de l'exactitude des chiffres, nous indiquons au bas de cette page la date d'expiration réelle et nous tenons compte du nombre de mois, de la rémunération pour le mois en question et le montant total. Le chiffre indiqué ici est sans doute inférieur à la réalité.

Notre comité a pour mission d'examiner le budget et de recommander des changements. Cette motion me paraît parfaitement conforme au mandat du Comité.

Le budget initial a été annoncé avant cette déclaration si bien que cette réduction de dépenses devrait diminuer nettement le montant des prévisions budgétaires. Étant donné que ces économies n'étaient pas incluses dans le budget de départ, que le ministre a annoncé cette décision, ne peut-il pas joindre le geste à la parole? Je ne doute pas... En fait, en proposant cette motion, j'affirme qu'il annulera effectivement le mandat de ces juges. Je ne doute aucunement de sa parole. Je dis simplement que sa décision devrait nous permettre d'économiser ce montant. Étant donné ce qui a été annoncé, proposons une motion pour lui faire cette recommandation.

L'amendement est rejeté

The Chairman: I will now call votes 1, 5, 10, 15, and 20.

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Secretary of State

Citizenship Registration and Promotion

Vote 1—Program Expenditures \$36,619,000

Immigration Program

Vote 5—Operating expenditures \$245,731,000

Vote 10—Capital expenditures \$11,286,000

11 286 000\$

• 1155

La présidente: Je vais maintenant mettre aux voix les crédits 1, 5, 10, 15 et 20. CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION Secrétariat d'État Enregistrement et promotion de la citoyenneté Crédit 1 — Dépenses du Programme 36 619 000\$ Programme d'immigration Crédit 5—Dépenses de fonctionnement 245 731 000\$ Crédit 10—Dépenses en capital

Immigration and Refugee Board of Canada

Votes 1, 5, 10, 15, and 20 agreed to

The Chairman: Shall I report to the House the main estimates for the fiscal year ending March 31, 1995?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Members of the committee, it looks like we have finished the first order of the day, the adoption of the main estimates.

There was discussion at our last meeting of whether we wished to report on future estimates. Are there any suggestions for motions or recommendations for next year's estimates?

Mr. Bryden, I see that you've done a lot of work. The committee appreciates your providing each of us with your thoughts on future years' estimates for immigration and refugees. Perhaps you'd like to start the discussion.

Mr. Bryden: Indeed, Madam Chairman, those are my thoughts on it, and I submit it, with due respect, to the committee. If other committee members would like to make some comments on those suggestions, I would certainly welcome them.

Nothing is fixed in stone here. These are some of the things I derived from the sessions we had in the past.

The Chairman: Many haven't had the opportunity to read it, so perhaps you could outline for us briefly which areas you felt we needed to...

Mr. Bryden: All of them, Madam Chairman.

The Chairman: Sponsorship default, I see.

Ms Clancy: I think there are some very interesting suggestions for work for the committee made by Mr. Bryden in this report, and he's obviously given it a great deal of thought.

I would hope that in our future deliberations we would look at either one report that might encompass all of that, although we might be looking at more than one report to cover a number of the topics that Mr. Bryden has raised. . .

• 1200

I would think that a tremendous amount of feedback and consultation within the department's consultations will answer a number of these questions when the minister tables his 10-year plan in the fall. I think also that these things can supplement and dovetail. I would just like to say that I think it is a very interesting thing, but I will put my own personal prejudice first, which is that we can first deal with the question of the policy behind the new Citizenship Act.

[Traduction]

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Les crédits 1, 5, 10, 15 et 20 sont adoptés

La présidente: Dois-je faire rapport à la Chambre du budget des dépenses principal pour l'année financière se terminant le 31 mars 1995?

Des voix: D'accord.

La présidente: Il semble que nous en ayons terminé avec la première question à l'ordre du jour, soit l'adoption du budget des dépenses principal.

Lors de notre dernière réunion, nous nous sommes demandés si nous allions présenter un rapport au sujet du budget des dépenses des années à venir. Avez-vous des suggestions ou des recommandations à formuler pour le budget des dépenses de l'année prochaine?

Monsieur Bryden, je vois que vous avez beaucoup travaillé. Le Comité vous remercie d'avoir fourni à chaque membre le fruit de vos réflexions au sujet des questions touchant l'immigration et les réfugiés dans les prochaines années. Peut-être voudriez-vous entamer la discussion.

M. Bryden: Madame la présidente, il s'agit de mes suggestions que je soumets au Comité. Si d'autres membres du Comité souhaitent faire des observations à propos de ces réflexions, je les invite à le faire.

Il n'y a là rien de définitif. Ce sont quelques-unes des conclusions que j'ai tirées à la suite de nos réunions antérieures.

La présidente: Bon nombre de vos collègues n'ont pas eu l'occasion de lire ce document. Peut-être pourriez-vous nous exposer brièvement quels sont les domaines que nous devrions. . .

M. Bryden: Tous, madame la présidente.

La présidente: Je vois que vous mentionnez la rupture du contrat de parrainage.

Mme Clancy: Je pense que M. Bryden a fait, dans son rapport, des suggestions très intéressantes pour orienter les travaux du Comité et qu'il a, de toute évidence, beaucoup réfléchi à la question.

J'espère que, lors de nos futures délibérations, nous pourrons envisager de préparer un rapport englobant tout ces sujets ou encore plusieurs rapports portant sur certains des sujets abordés par M. Bryden...

Je suppose que les consultations intensives auxquelles procède le Ministère fourniront la réponse à un certain nombre de ces questions lorsque le ministre déposera son plan décennal, cet automne. Je pense également que ces réflexions peuvent se compléter—Je dirais simplement que c'est très intéressant, mais que je vais suivre mes préférences personnelles en proposant que nous examinions d'abord la politique qui sous—tend la nouvelle Loi sur la citoyenneté.

Mr. Bryden: Madam Chairman, I don't think my colleague understands what we are doing here. This is not a work plan. These are suggestions for our report for future estimates. They are only suggestions. It does not represent a work plan and it is I think fully understood—

Ms Clancy: I understand fully. I was saying it was a good idea.

Mr. Bryden: —it is not meant to be.

Ms Clancy: No, what I am saying is I think it would be a good idea to expand it and get into that in the future.

Mr. Bryden: Oh, later. You are not speaking against putting it into the report.

Ms Clancy: No.

Mr. Bryden: Thank you. Forgive me.

The Chairman: Committee members, perhaps we should clarify this. The way I understand this, it has been provided to us by Mr. Bryden to be included in a report to Parliament on future estimates. Is that. . .?

Mr. Bryden: Yes, that's it.

M. Nunez: J'aimerais d'abord faire une suggestion à mes collègues anglophones. Il serait possible d'avoir le document en anglais et en français en même temps. Il y a un service de traduction ici.

Mr. Bryden: Absolutely.

M. Nunez: Il y a des bons points avec lesquels je suis d'accord dans ce document. Cependant, il y en a d'autres qui méritent une étude plus approfondie. Il faudrait probablement modifier la loi pour pouvoir accepter quelques points.

Je ne suis pas prêt à voter aujourd'hui, à l'accepter tel quel. Je pense que cela pourrait faire l'objet de d'autres discussions plus tard. On n'a pas eu beaucoup de temps non plus pour discuter aujourd'hui. Toutefois, il y a de très bons points. Naturellement, il y a beaucoup de publicité parce que le ministre est ici. Je ne pense pas que ce soit la place pour cette sorte d'affaires.

Mr. Hanger: I have a motion to put before the committee. I move that this committee undertake an immediate study of the medical guidelines and procedures required for immigrants before they are eligible to come to Canada, including the issue of HIV testing, and that the committee report its findings to the House no later than June 1, 1994.

The Chairman: That motion is accepted. Mr. Hanger, would you like to speak to it, please?

Mr. Nunez: Do you have copies?

Ms Clancy: Copies would be nice.

Mr. Hanger: I apologize to the committee for not having copies available.

The Chairman: Mr. Hanger, would you like to speak to your motion and then we'll have general discussion.

[Translation]

M. Bryden: Madame la présidente, ma collègue ne semble pas avoir compris ce que nous cherchons à faire. Il ne s'agit pas d'un plan de travail. Il s'agit de suggestions pour notre rapport concernant les budgets des dépenses des années à venir. Ce sont de simples suggestions. Ce n'est pas un plan de travail et il est bien entendu, je pense. . .

Mme Clancy: Je comprends très bien. Je disais que c'était une bonne idée.

M. Bryden: . . . que tel n'est pas le but recherché.

Mme Clancy: Non, je dis simplement qu'il serait souhaitable d'élargir cette initiative et de se pencher, plus tard, sur ces questions.

M. Bryden: Plus tard! Vous ne vous opposez pas à ce que ce soit inclus dans le rapport.

Mme Clancy: Non.

M. Bryden: Merci. Excusez moi.

La présidente: Peut-être pourrions-nous préciser une chose. D'après ce que j'ai compris, M. Bryden nous a fourni ce document pour qu'il soit inclus dans un rapport que nous pourrions adresser au Parlement sur le budget des dépenses des années à venir. Est-ce bien cela?

M. Bryden: Oui, c'est exact.

Mr. Nunez: I shall first make a suggestion to my English speaking colleagues. It would be possible to get those documents in English and in French at the same time. We have a translation service at our disposal.

M. Bryden: Certainement.

Mr. Nunez: There are in this document some good points on which I agree. However, there are others that should be studied more carefully. It might probably be necessary to change the law in order to implement some of those proposals.

I am not ready today to vote for it as it is. I think that we might discuss it again later. We didn't have much time to debate it today. However, there are a number of good points in there. Of course, the minister gets a lot of publicity here. I do not think this is the place for that kind of business.

M. Hanger: J'ai une motion à proposer au Comité. Je propose que le Comité entreprenne une étude immédiate des exigences médicales auxquelles les immigrants doivent répondre avant d'être autorisés à venir au Canada, notamment la question du dépistage du VIH et que le Comité fasse rapport de ses conclusions à la Chambre au plus tard le 1^{er} juin 1994.

La présidente: La motion est acceptée. Monsieur Hanger, voudriez-vous parler de la motion?

M. Nunez: En avez-vous des copies?

Mme Clancy: Il serait bon d'en avoir le texte.

M. Hanger: Je demande au Comité de m'excuser de ne pas avoir d'autres copies.

La présidente: Monsieur Hanger, voudriez-vous parler de votre motion, après quoi nous aurons une discussion générale.

Mr. Hanger: Yes. For some time now, over the last two or three weeks, of course, there has been discussion about HIV testing or lack thereof in the medical examination of immigrants coming into the country. It certainly is a concern to a lot of Canadians and to a lot of members here, I might point out, on both sides of the House.

I believe there is a need for an immediate response, and I believe this committee has a role to play with regard to moving that type of legislation along. I think it is our responsibility to deal with the matter and put it before the House.

1205

The Chairman: There are several ways, members of the committee, we might approach this. One is to receive these motions and refer them to the steering committee. I have about four in regard to a report and I think Mrs. Hayes may have one. Mr. Bryden certainly brought forward three in his proposal. There are several ways we can do it. We can accept these motions and fully debate them, or we can refer them to the steering committee and give everybody time to review to see if they're of merit or not.

Mr. Hanger: It was the intention, I believe, of this meeting to deal with these issues. That has nothing to do with the steering committee.

The Chairman: Right. Members of the committee, can I just poll you on this? Given that there will be three to five motions regarding the report on future estimates, is it valid to make the motions here and refer them to the steering committee for review so the steering committee can come back for a recommendation? Or would you like to deal with them here and now? I'll just to do a quick poll.

Mr. Assadourian: Before we go, can I ask a question? It's my understanding that we are going to present these motions now, to be studied a a future date. Am I right? That was what I was led to believe.

The Chairman: That wasn't my understanding, but I think whatever your understanding was before, we can determine right now how we want to deal with it. So would you like to deal with these now or—

Mr. Assadourian: Excuse me, I don't think we should change our policy. Last Tuesday we had an agreement here, if you go over the minutes, that we were going to present this to be considered at a future date and not here and now because I have motions I want to bring in too. It's not fair to shut out other members, you see.

Mr. Bryden: I haven't. May I speak, Madame Chairman?

The Chairman: I would just like to clarify this for Mr. Assadourian. The motions we're talking about presenting today relate to the future estimates only. That's what we discussed at our last meeting. We all wanted time to think about them so we could bring these motions for future estimates here to this committee.

Mr. Bryden: Madam Chairman, I'm a little confused here. I thought we were to debate recommendations we might have for a report on future estimates. That seems to be quite a separate issue from putting forward motions with respect to the

[Traduction]

M. Hanger: Oui. Depuis un certain temps, au cours des deux ou trois dernières semaines, il a été question du dépistage du VIH ou du fait qu'il n'a pas lieu lors de l'examen médical auquel les immigrants qui entrent au Canada doivent se soumettre. Cela inquiète beaucoup de Canadiens et beaucoup de députés, des deux côtés de la Chambre, dois—je préciser.

Je crois qu'une réponse immédiate s'impose et que le Comité a un rôle à jouer pour qu'on légifère à cet égard. Nous avons le devoir d'aborder cette question et de la soumettre à la Chambre.

La présidente: Mesdames et messieurs du Comité, il y a plusieurs façons de procéder. On peut d'abord recevoir ces motions et les transmettre au comité de direction. Nous en avons quatre environ au sujet d'un rapport et M^{me} Hayes en a peut-être une autre. En tout cas, M. Bryden nous en a présenté trois dans sa proposition. Il y a plusieurs façons de procéder. Nous pouvons accepter ces motions et les discuter ou les renvoyer devant le comité de direction pour que tout le monde ait le temps de voir si elles sont valables ou pas.

M. Hanger: Le but de cette séance était, je crois, de traiter ces questions. Cela n'a rien à voir avec le comité de direction.

La présidente: D'accord. Mesdames et messieurs du Comité, puis-je vous demander votre avis à ce sujet? Puisqu'il y aura de trois à cinq motions au sujet du rapport sur les futurs budgets des dépenses, serait-il acceptable de présenter les options ici et de les transmettre au comité de direction pour qu'il en fasse l'examen et formule une recommandation? Ou préféreriez-vous plutôt les traiter tout de suite? J'aimerais faire un petit sondage rapide à ce sujet.

M. Assadourian: Puis-je poser une question auparavant? Si je comprends bien, nous allons présenter ces motions maintenant pour qu'elles soient étudiées à une date ultérieure, n'est-ce pas? C'est du moins ce qu'on m'avait laissé entendre.

La présidente: Je n'avais pas compris les choses ainsi, mais quoi que vous ayez compris auparavant, nous pouvons décider dès maintenant comment nous souhaitons procéder. Préféreriez-vous en traiter maintenant ou. . .

M. Assadourian: Excusez-moi, je ne crois pas que nous devrions changer notre politique. Mardi dernier, si vous lisez bien le compte rendu, nous avions convenu de présenter ces motions maintenant pour étude ultérieure. Je préférerais qu'on ne les traite pas maintenant, car j'ai moi aussi des motions à présenter. Ce n'est pas juste de tenir les autres députés à l'écart.

M. Bryden: Ce n'est pas ce que j'ai fait. Puis-je prendre la parole, madame la présidente?

La présidente: Permettez-moi d'apporter une précision à l'intention de M. Assadourian. Les motions que l'on envisage de présenter aujourd'hui ne portent que sur les budgets des dépenses des années à venir. C'est de cela que nous avions discuté à notre dernière réunion. Nous voulions tous avoir le temps d'y réfléchir de façon à pouvoir présenter au Comité ces motions à l'égard des futurs budgets des dépenses.

M. Bryden: Madame la présidente, je ne comprends pas très bien. Je croyais que nous allions discuter des recommandations que nous pourrions faire à l'égard d'un rapport sur les budgets des dépenses des années à venir. Cela

actions of this committee. I would prefer to deal with the one issue, receive the motions from my colleagues—and there might be quite a number of motions—have time to consider them and then come back. There are two things happening here, that's all.

Mr. Hanger: That is exactly what the intent of this particular meeting was: to deal specifically with future estimates. These are dealing with that issue. I understand there is going to be a report submitted in June, is there not?

The Chairman: Members of the committee, what we're having here is a bit of a procedural wrangle. There's an absolute desire, I think, by everybody around this table to put forward, be it by way of motion or suggestion as you have said Mr. Bryden, the areas we would like to include in our report for future estimates.

Mr. Hanger has placed a motion before us. Do you want to do it by motion and have it referred, or do you want to deal with the motions right now?

Ms Clancy: I want to deal with them now.

The Chairman: Perhaps we can work our way around motion by motion and deal with them here today.

Ms Clancy: If I may, Madam Chair, Mr. Bryden and Mr. Assadourian are not precluded from bringing—

Mr. Hanger: — motions forward—

The Chairman: —regarding the estimates.

Ms Clancy: You can bring a motion at any time on anything at this committee. The fact that you're not ready to bring a motion for what you particularly want to do, doesn't preclude you from doing it later. At the risk of entering the Ron Irwin hall of fame, I'd like to get into this one and deal with it right now.

The Chairman: Mr. Knutson, do we do this now or later?

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): I think we should vote on it now, but since I have the floor I would like to make some general comments.

• 1210

An hour ago, at 10:30, a committee of all three parties met and we unanimously agreed on a work plan, and I think we should stick to the plan. That's why I'll vote against the motion. I have many concerns about HIV testing and AIDS, and I'm more than happy to look at it. But we reached an agreement on our work plan until at least the end of June, and we should stick with the plan. I don't think this is, in pith and substance, an estimates issue.

Mr. Hanger: What is it?

Mr. Knutson: Well, it's a public health issue.

Ms Clancy: It's a policy issue.

[Translation]

n'a rien à voir avec le fait de présenter des motions sur les mesures que pourrait adopter notre comité. Je préférerais que nous nous en tenions à un seul sujet, que nous recevions les motions de mes collègues—et elles pourraient être nombreuses—que nous ayons le temps de les étudier et que nous y revenions par la suite. Ce sont deux choses différentes.

M. Hanger: C'est précisément l'objet de cette séance, que de traiter de la question des budgets des dépenses des années à venir. Ces motions portent sur ce sujet. N'y aura-t-il pas un rapport présenté en juin?

La présidente: Mesdames et messieurs du Comité, nous nous disputons sur des questions de procédure. À mon avis, tout le monde s'entend sur le fait que nous voulons présenter, que ce soit au moyen de motions ou de propositions, comme vous l'avez dit M. Bryden, les sujets que nous souhaitons inclure dans notre rapport sur les budgets des dépenses des années à venir.

M. Hanger nous a présenté une motion. Voulez-vous que l'on procède par voie de motion et que celle-ci soit renvoyée, ou voulez-vous que les motions soient traitées maintenant?

Mme Clancy: Je veux qu'elles soient traitées maintenant.

La présidente: Nous pouvons peut-être étudier chaque motion et les traiter maintenant.

Mme Clancy: Si vous me le permettez, madame la présidente, cela n'empêche pas M. Bryden et M. Assadourian de présenter...

M. Hanger: . . .des motions. . .

La présidente: au sujet des budgets des dépenses.

Mme Clancy: Il est possible de présenter des motions n'importe quand, sur n'importe quoi, au cours d'une séance de ce comité. Si quelqu'un n'est pas prêt à présenter tout de suite une motion sur un sujet particulier, il peut toujours le faire plus tard. Au risque de passer pour une émule de Ron Irwin, j'aimerais que nous étudions celle-ci et que nous en décidions maintenant.

La présidente: Monsieur Knutson, allons-nous en parler maintenant ou plus tard?

M. Knutson (Elgin—Norfolk): À mon avis, il faudrait mettre cette motion aux voix maintenant, mais puisque vous m'avez donné la parole, j'aimerais faire quelques observations d'ordre général.

Il y a une heure, à 10h30, notre comité, composé de représentants des trois partis, s'est réuni et à convenu unanimement d'un plan de travail. Je crois que nous devrions nous en tenir à ce plan. C'est pourquoi je voterai contre la motion. Les tests de détection du VIH et du SIDA me posent de nombreux problèmes et je suis plus que prêt à étudier cette question. Mais nous nous sommes entendus sur un plan de travail d'ici la fin juin et nous devrions nous en tenir à ce plan. Cette motion ne porte, ni dans son esprit ni dans sa lettre, sur le budget des dépenses.

M. Hanger: Sur quoi porte-t-elle, alors?

M. Knutson: Eh bien, il s'agit d'une question de santé publique.

Mme Clancy: C'est une question de politique.

Mr. Knutson: It's a policy issue, thank you. That's why I'll vote against it, but that does not indicate that I don't share your concerns.

The Chairman: Members of the committee, now I really do need clarification, because what I understood this committee to say very clearly is that they wanted to report to Parliament on future estimates. What this time was set aside for was to determine what issues we wanted to report on. Now, have I missed something here? Do we or don't we want to report to Parliament on future estimates? Yes? No?

Mr. Bryden: Yes, Madam Chairman, that's what this meeting is all about.

The Chairman: That's what we're here to determine, exactly what issues we want to report on.

Mr. Bryden: I would like to follow Mr. Knutson's comments by saying that I share the concerns on this issue. We came to this meeting to discuss a report on future estimates, not to determine what our work plan is. This is a work plan item. We have to establish our priorities in the work plan at a later date. I hope this is a high-priority issue, but I have to vote against this motion now with considerable regret simply because I can't consider it in isolation. It's a work plan item.

The Chairman: All right, the motion has been accepted. We will debate it. Mr. Hanger, you will close. Ms Clancy, speak for or against the motion before us, please.

Ms Clancy: I choose to speak against this motion for the reasons articulated by both Mr. Knutson and Mr. Bryden. I think the policy question—and this is ultimately a policy question, a work plan question—is clearly not within the purview of a report on future estimates, and I would urge all colleagues to vote against it.

Mrs. Hayes: Can I make a suggestion? I think what has been put forward by my colleague is something that does need to be considered. I'll be very honest: having just come through the steering committee meeting, I do think this relates directly to our work plan, and we will be reviewing that work plan later in this meeting today, if we get to that point.

The Chairman: No, but the work plan is not before us now.

Mrs. Hayes: No, I'm wondering if there is some procedural mechanism through which we can table this until we discuss the work plan. We could then look at it very seriously when we look at the work plan part of this meeting.

Mr. Bryden: Yes, that would be okay.

Mrs. Hayes: I think it fits in perfectly there and it will apply to our work plan.

The Chairman: Well, members of the committee, there seems to be some misunderstanding. Is this a work plan issue? Mr. Hanger, I ask you. It was my understanding that you wanted this to be dealt with in terms of future estimates. Is this a work plan? You want this committee to do a study on. . .

[Traduction]

M. Knutson: C'est une question de politique, merci. C'est pourquoi je voterai contre la motion. Cela ne signifie pas cependant que je ne partage pas vos préoccupations.

La présidente: Mesdames et messieurs du Comité, j'y vois encore moins clair maintenant, puisque d'après ce que j'avais compris, le Comité voulait présenter un rapport au Parlement sur les budgets des dépenses des années à venir. Nous avions réservé cette période de temps pour déterminer les questions que nous voulions traiter dans ce rapport. Suis—je passée à côté de quelque chose? Souhaitons—nous ou non présenter un rapport au Parlement sur les budgets des dépenses des années à venir? Oui? Non?

M. Bryden: Oui, madame la présidente, c'est l'objet de cette séance.

La présidente: C'est ce que nous sommes venus faire, déterminer exactement sur quelles questions portera ce rapport.

M. Bryden: Pour faire suite aux observations de M. Knutson, je dirai que je partage moi aussi ces préoccupations à ce sujet. Nous sommes venus à cette séance pour discuter d'un rapport sur les budgets des dépenses des années à venir et non pour décider de notre plan de travail. Ce sujet fait partie d'un plan de travail. C'est plus tard qu'il nous faudra décider de l'ordre de priorité dans ce plan de travail. J'espère qu'on accordera une priorité élevée à cette question, mais je dois cependant voter contre cette motion, à mon grand regret, puisque je ne saurais l'étudier de façon isolée. Cette question appartient au plan de travail.

La présidente: D'accord, la motion a été reçue. Nous allons en discuter. Monsieur Hanger, vous conclurez la discussion. Madame Clancy, veuillez nous dire si vous êtes pour ou contre la motion.

Mme Clancy: Je m'opposerai à cette motion pour les raisons exprimées tant par M. Knutson que par M. Bryden. Cette question de politique—et il s'agit en fin de compte d'une question de politique, d'un élément du plan de travail—n'est pas pertinente à un rapport sur les budgets des dépenses des années à venir. Je demanderais à tous mes collègues de voter contre la motion.

Mme Hayes: Puis—je faire une proposition? À mon avis la motion présentée par mon collègue doit être étudiée. Je serai très franche: je viens de sortir d'une réunion du comité de direction et je pense que cette question a directement trait à notre plan de travail. Nous examinerons ce plan de travail plus tard, au cours de cette séance, si on y arrive.

La présidente: D'accord, mais ce n'est pas du plan de travail que nous traitons maintenant.

Mme Hayes: Non, mais je me demande si les procédures permettraient, par un moyen quelconque, de laisser cette motion en suspens jusqu'à ce que nous discutions du plan de travail. Nous serions alors en mesure de l'étudier sérieusement, dans le cadre de l'examen du plan de travail que nous ferons au cours de cette séance.

M. Bryden: Oui, ce serait acceptable.

Mme Hayes: Cela s'intègre parfaitement à notre plan de travail.

La présidente: Mesdames et messieurs du Comité, il semble y avoir malentendu. S'agit-il d'un élément du plan de travail? Monsieur Hanger, je vous pose la question. Je croyais comprendre que vous vouliez voir cette motion traitée dans le cadre des budgets des dépenses des années à venir. Est-ce que cela relève du plan de travail? Voulez-vous que le Comité fasse une étude sur...

Mr. Hanger: It's part of the international service within the main estimates here. In fact, the main estimates speak of health programs, and a review of the medical guidelines of such is on pages 334 and 337. If it can't be included here, I don't know where else it should go.

The Chairman: Mrs. Hayes, what I've heard Mr. Hanger say is it does relate to estimates and that it should be dealt with while we're discussing issues for future estimates. So I'm not going to accept a postponement.

Members of the committee, is there anyone who wishes to speak for or against this motion before I allow Mr. Hanger to close?

• 1215

Mr. Bryden: There is one other point that I would like to stress. In this list of suggestions that I've submitted to the committee, I do cover the very issue that's spoken to by this motion. It is there. If we were in agreement, it would go into this report on future estimates. It would in no way detract from the validity of a motion addressing the work plan. To me, it's contradictory to bring this motion in at this time. So I would have to vote against it, and I'm sorry to vote against it, because there's nothing wrong with it. But it doesn't belong here.

Mr. Hanger: Okay, what do you say? Where's your vote?

The Chairman: Mr. Hanger, order please. You won't be allowed to close on your motion.

Members of the committee, I would ask that Mr. Bryden take the chair. I would like to speak to this motion before us.

Members of the committee, I took great pride in the fact that this committee determined that they were going to be one of the first to actually do a study, a report on future estimates, and all of the work we have done these past five or six weeks on estimates has related clearly to the issues of estimates.

I have difficulty with this motion, Mr. Hanger. While I can't vote on it unless there's a tie, I will say that I would not support it. I agree wholeheartedly with Mr. Bryden that it is an issue for inclusion in the future estimates, in my humble opinion. I guess my sense is that we could have done it better in the way of a motion.

I would have much preferred that the department review its definition of what constitutes excessive demands on the health care system. If we had asked through our parliamentary secretary for a good, clear definition that would accommodate whether HIV is excessive, then it would have been much easier.

I also would have preferred to review the types of diseases for which immigrants and visitors should have been routinely tested. That would have given the department an opportunity to respond to these very valid concerns. I feel that we need to pursue this. I do hope we will have motions this committee can come together on when it comes time for doing a report on the estimates.

[Translation]

M. Hanger: Cela fait partie du service international dont on trouve les dépenses dans ce budget des dépenses principal. En fait, on y parle de programmes de santé et on trouve un examen des lignes directrices dans ce domaine aux pages 337 et 341. Si ce n'est pas pertinent à ce domaine je ne sais pas à quoi ce peut l'être.

La présidente: Madame Hayes, d'après ce qu'a dit M. Hanger, cette question a trait au Budget des dépenses et devrait être traitée dans le cadre de nos discussions sur les budgets des dépenses des années à venir. Par conséquent, je n'accepterai pas que la motion soit remise à plus tard.

Mesdames et messieurs du Comité, est-ce que quelqu'un veut se prononcer pour ou contre cette motion avant que je permette à M. Hanger de conclure la discussion?

M. Bryden: Permettez-moi de souligner un autre point. Le sujet de cette motion se trouve inclus dans la liste des propositions que j'ai présentée au Comité. Il s'y trouve. Cela pourrait être intégré à ce rapport sur les budgets des dépenses des années à venir, si nous nous entendions là-dessus. Cela n'empêcherait en rien cette motion d'être valable à l'égard du plan de travail. À mon avis, il est contradictoire de présenter cette motion maintenant. Par conséquent, je devrai m'y opposer, même si je le regrette, puisqu'elle est tout à fait valable. Mais elle n'est tout simplement pas pertinente au sujet.

M. Hanger: D'accord, votez-vous pour ou contre?

La présidente: Monsieur Hanger, à l'ordre, s'il vous plaît. Vous n'aurez pas la permission de conclure la discussion sur votre motion.

Mesdames et messieurs du Comité, permettez-moi de demander à M. Bryden d'occuper le fauteuil. J'aimerais également discuter de cette motion.

Mesdames et messieurs, j'étais très fière de ce que notre Comité avait décidé d'être le premier à réaliser une étude et à produire un rapport sur les budgets des dépenses des années à venir. J'étais également fière de tout le travail que nous avons fait au cours des cinq ou six dernières semaines sur cette question des budgets des dépenses.

Votre motion me pose un problème, monsieur Hanger. Bien que je ne puisse pas me prononcer à moins qu'il y ait égalité des voix, je ne saurais de toute façon l'appuyer. Je suis entièrement d'accord avec M. Bryden sur le fait que cette question devrait être incluse, à mon humble opinion, dans les futurs budgets des dépenses. À mon avis, il eut mieux valu procéder par voie de motion.

J'aurais de loin préféré que le Ministère redéfinisse ce qu'est un fardeau excessif pour le régime de soins de santé. Nous aurions eu la tâche beaucoup plus facile si nous avions demandé, par le truchement de notre secrétaire parlementaire, une définition claire et complète qui aurait permis de savoir si le VIH occasionne un fardeau excessif.

J'aurais préféré également examiner les types de maladies pour lesquelles ont fait généralement passer des tests aux immigrants et aux visiteurs. De cette façon, le Ministère aurait eu l'occasion de répondre à ces préoccupations, fort valables par ailleurs. À mon avis, c'est une question à suivre. Lorsque viendra le temps de produire un rapport sur les budgets des dépenses, j'espère que le Comité recevra des motions sur lesquelles il pourra s'entendre.

Mr. Nunez would like to speak before Mr. Hanger closes the debate.

M. Nunez: Je vais voter contre cette motion car elle n'a pas sa place à ce moment-ci.

Tout ce qu'on nous demande, c'est d'entreprendre une étude sur la pratique médicale, les procédures requises pour les immigrants. Il n'y a rien concernant les coûts. Si on nous avait demandé d'examiner les coûts, j'aurais été en faveur. Toutefois, ce n'est pas le cas.

Donc, cette motion devrait faire partie du plan futur de travail.

The Chairman: All right. Mr. Hanger.

Mr. Hanger: I'm still getting mixed messages from this committee as to where it should be sitting. I'm addressing what the chair has said here. She has already mentioned the main estimates is where this item should be and also the fact that it is a financial consideration, if you're going to review the medical guidelines and procedures required. I fail to understand the logic that's being kicked back to me from this committee and the comments made. It's included in the main estimates. I don't know where else it should fall.

However, given that, I will withdraw the motion and bring it up at the appropriate time, as others here indicate.

The Chairman: Members of the committee, is there unanimous agreement that the motion be withdrawn, as Mr. Hanger has requested?

Some hon. members: Agreed.

Motion withdrawn

The Chairman: Are there any other motions that relate to our study on the estimates?

Mrs. Hayes: Maybe I should pass this out, if that's convenient. I have a total of six suggestions of things that can be addressed.

The Chairman: Perhaps we could take them one at a time.

• 1220

Mrs. Hayes: The first one, in light of the minister's statement, is to do away with political patronage appointments. His recent actions with citizenship court judges and the committee recommend that political appointments no longer be made to the Immigration and Refugee Board, but that the process be opened up in a free and competitive manner.

The second one expressed concern—

The Chairman: Mrs. Hayes, if it's the desire of the committee, perhaps we need to deal with these one at a time. There has been a motion moved.

Mrs. Hayes: Okay. Just as a point of clarification, the suggestions brought forward before were accepted one at a time. I'm just not sure what our procedure is here. There were three suggestions.

[Traduction]

Monsieur Nunez, vous voulez prendre la parole avant que M. Hanger ne conclue la discussion.

Mr. Nunez: I intend to vote against this motion because it is not appropriate at this time.

All we are asked, is to begin a review on medical practices and procedures that apply to immigrants. There is nothing there about costs. If we had been asked to review costs. I would have voted for the motion. But such is not the case.

So, that motion should be part of the future work plan.

La présidente: Très bien. Monsieur Hanger.

M. Hanger: Je continue de recevoir un message ambigü du Comité quant au sujet auquel se rattache cette motion. Prenons par exemple ce qu'a dit la présidente. Elle a déjà mentionné que cette motion devrait être traitée dans le cadre du budget des dépenses principal qu'il constitue une considération financière si l'on va ezaminer les lignes directrices et les procédures médicales nécessaires. J'avoue ne pas comprendre la logique des observations qui me sont faites. La motion a trait au budget des dépenses principal. Je ne vois pas à quoi d'autre on pourrait la rattacher.

Cependant, dans ces conditions, je vais retirer ma motion et je la représenterai au moment opportun, comme d'autres membres du Comité l'ont indiqué.

La présidente: Y a-t-il consentement unanime pour que la motion soit retirée, comme l'a demandé M. Hanger?

Des voix: Oui.

La motion est retirée

La présidente: Y a-t-il d'autres motions au sujet de notre étude du budget des dépenses?

Mme Hayes: Si cela vous convient, je vous présenterai peut-être la liste des six propositions de sujets à traiter.

La présidente: Vous pouvez peut-être nous les présenter une à la fois.

Mme Hayes: La première proposition fait suite à la déclaration du ministre. Elle vise à éliminer les nominations fondées sur le favoritisme politique. Les mesures qu'il a récemment prises à l'égard des juges de citoyenneté et du comité montrent qu'il faudrait désormais éviter les nominations politiques à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et appliquer un processus ouvert, libre et compétitif.

La deuxième proposition porte...

Le président: Madame Hayes, si le Comité le désire, nous pourrions traiter ces propositions une à la fois. Une motion a été présentée.

Mme Hayes: D'accord. Une précision, cependant. Les propositions qui nous ont été présentées auparavant ont été acceptées une à la fois. Je ne suis pas sûre de notre façon de procéder. Il y avait trois propositions.

Ms Clancy: Could we hold a discussion? I'd really like to have a copy before we start.

The Chairman: Members of the committee, it's probably best and most efficient to accept these as motions, and debate and deal with them. So I'll accept the first as a motion. That's a specific action.

Ms Clancy: What does this have to do with us?

The Chairman: Members of the committee, perhaps the best way to go about this is for me to accept the motion, and you can simply speak for or against it. We'll deal with it. Mrs. Hayes.

Mrs. Hayes: I sense some confusion.

Ms Clancy: There's no confusion.

Mrs. Hayes: As we look toward future estimates, and as we put recommendations to the department for things to consider in future estimates, these are six things that could be considered as they look at estimates. One of these is the doing away with patronage appointments.

These are all within the purview of the systems within the estimates, and within the process that affects the money spent. I'm simply saying these different procedures, or things, are part of what I think the committee should forward to the department looking at future estimates.

In my mind, this is what we were asked to do: look at what makes up the estimates and make suggestions as to how things can change in the procedures set out in those estimates. I have six suggestions. Does that clarify where these things are coming from?

The Chairman: Members of the committee, our researcher has a suggestion for us. She is suggesting these items that have been handed in, by Mr. Bryden as well as by Mrs. Hayes, could be received as information turned over to our clerk who could frame the report to include what is presented.

Mr. Assadourian: That was not the intention of this meeting.

Mr. Bryden: That was not the intention of the meeting.

Ms Clancy: I'm looking at this and trying to see exactly where we are going.

The Chairman: Could you comment on the suggestions, Ms Clancy?

Ms Clancy: That's what I'm doing, Madam Chair. Rule 7 is apparently the rule we are working under. It reads:

When main estimates are referred to the standing committee, the committee shall also be empowered to consider and report upon the expenditure plans and priorities in future fiscal years of the department and agencies whose main estimates are before it.

Fine, terrific, but it would seem to me that any such recommendations that would go forward would have to have a fiscal side.

With the greatest of respect to the members on the other side, certainly number one—the only one I've read so far—has to do with what is a straight policy decision. I might also add that some of these policy decisions are totally within the purview of the minister, not within the purview of either the committee or even the House of Commons, but that's another point.

[Translation]

Mme Clancy: Devrions—nous avoir une discussion? J'aimerais en avoir une copie avant que nous commencions.

La présidente: Mesdames et messieurs du Comité, il serait sans doute plus efficace de considérer ces propositions comme des motions, d'en discuter et de les traiter. Je reçois donc la première proposition comme une motion. Elle vise une mesure précise.

Mme Clancy: En quoi est-ce que cela nous regarde?

La présidente: La meilleure façon de procéder consiste peut-être à ce que j'accepte la motion et que vous vous prononciez tout simplement pour ou contre.

Mme Hayes: Il semble y avoir une certaine confusion.

Mme Clancy: Il n'y a pas de confusion.

Mme Hayes: Puisque nous étudions la question des futurs budgets des dépenses et puisque nous présenterons des recommandations au Ministère sur les éléments dont il devra tenir compte pour ses budgets, voici six éléments que l'on pourrait étudier dans le cadre des budgets des dépenses. L'un de ces éléments est l'élimination des nominations fondées sur le favoritisme politique.

Tout cela est conforme aux systèmes compris dans le budget des dépenses et au processus qui régit la dépense des fonds. Il s'agit simplement de méthodes différentes, d'éléments, qui, d'après moi, font partie de ce que devrait recommander le Comité au Ministère à l'égard des futurs budgets des dépenses.

C'est ce que nous sommes censés faire, je crois, c'est-à-dire étudier la teneur des budgets des dépenses et faire des propositions quant à la façon dont on peut modifier les méthodes énoncées dans ces budgets. J'ai six propositions. Cela vous explique-t-il leur raison d'être?

La présidente: Mesdames et messieurs, notre recherchiste a une proposition à nous faire. Elle propose que ce qui nous a été présenté, tant par M. Bryden que par M^{me} Hayes, soit accepté à titre de renseignements et confié à notre greffière pour que celle-ci prépare un cadre de rapport incluant ces éléments.

M. Assadourian: Ce n'était pas l'objet de cette séance.

M. Bryden: Ce n'était pas l'objet de cette séance.

Mme Clancy: J'essaie de comprendre exactement où cela nous mène.

La présidente: Avez-vous des observations à faire sur les propositions, madame Clancy?

Mme Clancy: C'est ce que je fais, madame la présidente. Il semble que notre travail soit régi par le paragraphe 7:

Lorsque le budget des dépenses principal est renvoyé à un comité permanent, celui-ci est habilité à examiner les plans et priorités des ministères et organismes dont il examine le budget, pour les années financières futures, et à faire rapport à ce sujet.

Bon, très bien. Il me semble cependant que les recommandations présentées au terme de cette disposition devraient comporter un aspect financier.

Malgré tout le respect que je dois au député de l'autre côté, la première proposition—la seule que j'ai lue jusqu'à présent—ne porte que sur une décision de politique. J'ajouterai également que de telles décisions relèvent entièrement de la compétence du ministre et non de celle du Comité ni même de la Chambre des communes. Mais c'est un autre sujet.

I would suggest to the member that she might want to go back and talk to her researchers to frame this in such a way that it would fit, because it would have a fiscal, financial hook to it. As it stands right now, it doesn't. Consequently—

The Chairman: You're in support perhaps of referring these to our researchers—

Ms Clancy: I think they need that, but if they're going to get into estimates, they have to be framed, I suggest to you, by the mover. If it is in the mind of the mover, I think there is a duty on the mover to abide by rule 7, which calls for a fiscal and financial hook to the motion. If we are all just going to throw in any policy theory there is, I don't know what rule we are under. But if we are under this rule, it has to have a financial hook that should be specified.

• 1225

Mr. Bryden: I would just like to make a couple of observations here. We are all a little new to this.

Ms Clancy: No, we are not.

Mr. Bryden: I'm new to it, at any rate. You may not be new to this, but many of us are.

The Chairman: In fairness to Mr. Bryden, it is true that this is the first time committees have had a power to report.

Mr. Bryden: Yes, and also we are new to this procedure.

Mr. Nunez's earlier point was that he would like to look at the suggestions and consider them and then come back to debate. One of the problems of having both the suggestions I presented and the suggestions presented by my Reform colleague is that they suddenly appear before us in, shall we say, a raw form, as mine did. Perhaps some do not fit, as my other colleague says, but we need time to consider them.

There are some other considerations. I acknowledge there has been an oversight here with respect to our Bloc colleagues. We should have prepared these in a form that was entirely acceptable to them as well.

Ms Clancy: En français.

Mr. Bryden: I would like time to do that.

Ms Clancy: It is not just our Bloc colleagues.

Mr. Bryden: Well, it's for all of us. Yes, that's quite right.

May I make a suggestion? We should continue to receive the suggestions as we have them here. We will bring them all together in written form. At our next meeting we will be better prepared to debate them at some length.

I think it is important that we do it first, because I don't think it should fall on the shoulders of the researcher to interpret what we decide to do here before we decide to do it.

[Traduction]

Je proposerais à la députée de discuter la chose de nouveau avec ses recherchistes et de reformuler sa proposition de façon à ce qu'elle soit conforme aux dispositions qui s'appliquent, à savoir que la proposition doit comporter un aspect financier. À l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Par conséquent. . .

La présidente: Vous seriez donc d'accord avec l'idée de confier ces propositions à nos recherchistes. . .

Mme Clancy: Je crois que c'est nécessaire, mais si l'on veut les intégrer au budget des dépenses, elles devraient peutêtre être formulées par la personne qui les propose. Si c'est ce que veut le proposeur, j'estime qu'il a le devoir de respecter les dispositions du paragraphe 7, selon lequel la motion doit comporter un élément financier. Si nous allons simplement présenter n'importe quelle théorie politique, je ne sais pas par quelle règle nous sommes régis. Mais, si c'est le paragraphe 7, il faut en préciser l'aspect financier.

M. Bryden: Permettez-moi de faire deux observations. Nous sommes tous un peu des néophytes.

Mme Clancy: Non, pas du tout.

M. Bryden: Moi, en tout cas, j'en suis un. Vous n'êtes peut-être pas une néophyte, mais un certain nombre d'entre nous le sommes.

La présidente: M. Bryden a raison. C'est effectivement la première fois que les comités sont habilités à présenter un rapport.

M. Bryden: Oui, et cette procédure est nouvelle pour nous également.

M. Nunez a fait remarquer précédemment qu'il aimerait pouvoir lire les propositions, les étudier, puis en discuter. L'un des problèmes que posent ces propositions, tant les miennes que celles présentées par ma collègue du parti de la Réforme, c'est qu'elles nous sont présentées un peu sous forme d'ébauche. Certaines d'entre elles ne sont peut-être pas pertinentes, comme l'a dit mon autre collègue, mais nous avons besoin de temps pour les étudier.

Il y a également d'autres considérations. Je reconnais que nous avons été négligents à l'égard de nos collègues du Bloc. Nous aurions dû préparer ces propositions sous une forme qu'ils puissent accepter également.

Mme Clancy: In French.

M. Bryden: J'aimerais avoir le temps nécessaire.

Mme Clancy: Ce n'est pas seulement pour nos collègues du Bloc.

M. Bryden: Oui, vous avez raison, c'est pour nous tous.

Puis—je faire une proposition? Nous pourrions peut—être recevoir les propositions dans leur état actuel. Nous les colligerons toutes par écrit et, à notre prochaine réunion, nous serons mieux préparés pour en discuter.

Il est important de commencer ainsi, car il ne faudrait pas confier à notre recherchiste la tâche d'interpréter ce que nous décidons de faire avant que nous ne l'ayons décidé.

The Chairman: Members of the committee, is there a general agreement for Mr. Bryden's suggestion that we receive all of these as information today and we'll give everyone a chance to review them in French and English? Perhaps we'll pick this up at our next meeting. Is there a motion to postpone consideration until the next meeting so we all will have a chance to review the material being presented?

Mr. Bryden: I'll so move.

Mr. Hanger: Are you referring to the postponement of future estimates discussions?

The Chairman: Yes. The issue is before us so everyone has an opportunity to read what the others have presented—

Mr. Hanger: That is fair enough.

The Chairman: —in both official languages. You are speaking for it? I'm sorry, Mr. Assadourian and Mrs. Hayes.

Mr. Assadourian: My question is on item number six of these motions. How does it differ from this motion here?

The Chairman: At first glance, it would seem to me, Mr. Assadourian, that you are right. It is the same motion that has been defeated.

Mr. Assadourian: Yes. Am I right? There are two motions, item number six and this one. I see them as quite similar, or identical.

Mr. Bryden: No, you could do it.

The Chairman: Mr. Assadourian, I think there has been a motion to postpone the consideration of our report for future years on the main estimates. Is that agreed? All those in favour of postponing this to give everybody an opportunity?

Mrs. Hayes: I wish to speak. I'm sorry, I had my hand up to speak.

The Chairman: Are you for or against postponement?

Mrs. Hayes: I was supposed to speak right after Mr. Assadourian.

The Chairman: Mrs. Hayes, that's fine, but you are talking about postponement, because we are going to postpone it. There is no sense discussing it if we are postponing it.

Mrs. Hayes: Okay, I would like to clarify a couple of things. Your question was about the motions being the same as number one. My motion was to present estimates that we were asked to vote on. Vote number one was for present estimates, so that first thing was toward that. The second thing was suggestions for the changes in consideration of future estimates.

Mr. Assadourian: Thank you.

Mrs. Hayes: That clarifies that. So they are both in place. I have a question though—

The Chairman: On the postponement.

Mrs. Hayes: —on the postponement, as it relates to procedure. A couple of us have given suggestions on that. There are two things. Are we to be advised as to how best to present those suggestions so they will be acceptable to everyone here? Can the researcher advise us?

[Translation]

La présidente: Êtes-vous tous d'accord avec la proposition de M. Bryden pour que nous recevions toutes ces propositions à titre d'information aujourd'hui et que nous donnions à tous l'occasion de les examiner en français et en anglais? Nous pourrons peut-être y revenir à notre prochaine réunion. Est-ce que quelqu'un veut proposer que l'on reporte à la prochaine séance l'étude de ces propositions de façon à ce que nous ayons l'occasion de les examiner?

M. Bryden: Je le propose.

M. Hanger: Vous proposez que l'on remette à plus tard les discussions sur les futurs budgets des dépenses?

La présidente: Oui. De cette façon, tout le monde aura l'occasion de lire ce que les autres ont présenté. . .

M. Hanger: Je suis d'accord.

La présidente: . . .dans les deux langues officielles. Vous seriez d'accord? Je suis désolée, monsieur Assadourian et madame Hayes.

M. Assadourian: Ma question porte sur la sixième de ces motions. Quelle est la différence avec cette motion-ci?

La présidente: À première vue, il me semble que vous avez raison, monsieur Assadourian. Il s'agit de la même motion que celle que nous avons rejetée.

M. Assadourian: Oui. Est-ce exact? Il y a deux motions, la sixième et celle-ci. À mon avis, elles sont soit semblables, soit identiques.

M. Bryden: Non, cela pourrait se faire.

La présidente: Monsieur Assadourian, nous avons reçu une motion pour remettre à plus tard l'étude de notre rapport sur le budget des dépenses principal des prochaines années. Êtes-vous d'accord? Qui est en faveur de reporter l'étude pour donner à tout le monde l'occasion d'examiner les propositions?

Mme Hayes: Excusez-moi, j'ai levé la main pour parler.

La présidente: Êtes-vous pour ou contre la motion?

Mme Hayes: Je devais prendre la parole après M. Assadourian.

La présidente: Madame Hayes, d'accord, mais il s'agit de reporter la discussion à plus tard. Cela ne vaut pas la peine d'en discuter, si nous reportons la discussion à plus tard.

Mme Hayes: D'accord, mais j'aimerais apporter quelques précisions. Vous avez demandé si cette motion était la même que la première. Ma motion visait à présenter le budget des dépenses principal sur lequel on nous a demandé de voter. La première motion visait le budget des dépenses actuel, ce qui était la première étape. Deuxièmement, il y avait des propositions visant à apporter des changements en vue des futurs budgets des dépenses.

M. Assadourian: Merci.

Mme Hayes: Il s'agit d'une précision. Elles sont toutes deux là. J'aimerais cependant poser une question. . .

La présidente: Sur le report.

Mme Hayes: . . . sur le report, quant à la procédure à appliquer. Deux d'entre nous avons fait des propositions à cet égard. Deux choses: va-t-on nous conseiller sur la meilleure façon de présenter ces propositions pour que tout le monde puisse les accepter? La recherchiste peut-elle nous conseiller?

[Traduction]

• 1230

The Chairman: It seems to me the steering committee should deal with the process of how we go about completing this part of our agenda.

Mrs. Hayes: Are other submissions allowed to be made? If so, when, if this is going to be postponed and there's more input to be made?

The Chairman: Members of the committee, can we have a general understanding that anyone who has an issue to bring up under the future report of the future estimates provide a copy to every member of the committee prior to the next meeting? Is that generally understood?

Mr. Bryden: Can I just make a comment, though, about the question of translation? I have to defend myself slightly here. There was a very short timetable in which these suggestions were prepared. So, Madam Chairman, who does the translation? Is the committee responsible for the translation or do we get it done elsewhere? My problem is it has to be done quickly—almost overnight.

The Chairman: Madam Clerk, is that something you can provide?

The Clerk: Usually committee documents are translated through my office. If members want to send the documents to my office we could easily send it to the translation bureau.

Mr. Bryden: How fast is it? What's your turn-around time?

The Clerk: It depends on the length. This could be done in about 24 hours, I'd say.

The Chairman: So could we have what we want translated to the clerk by tomorrow? Then she could have it back to us prior to the next meeting.

Mr. Bryden: Okay.

The Chairman: Members of the committee, are we ready for the vote on postponement? All those in favour?

Motion agreed to

The Chairman: We'll move now to our third order of the day, which is our work plan.

Those of you who are on this committee will recall we met this morning and had a really good, solid discussion on exactly how we would go about reviewing the Citizenship Act. I'll wait until each of you has a copy. This is what was agreed to in our steering committee.

Perhaps we could take a few minutes for a break to go ahead and read that information.

La présidente: D'après moi, c'est le comité de direction qui devrait décider de la façon d'achever cette partie de notre programme.

Mme Hayes: Nous sera-t-il possible de présenter d'autres arguments? Si oui, quand, si cette étude est remise à plus tard et si nous avons d'autres opinions à faire valoir?

La présidente: Mesdames et messieurs du Comité, pouvonsnous nous entendre pour que toute personne qui désire soulever une question au sujet de notre futur rapport sur les futurs budgets des dépenses en donne copie à tous les membres du Comité avant la prochaine réunion? Êtes—vous tous d'accord?

M. Bryden: Permettez-moi cependant de faire une observation au sujet de la traduction. Il faut bien que je me défende un peu. Ces propositions ont été préparées très rapidement. Madame la présidente, qui fait la traduction? Cette tâche incombe-t-elle au Comité ou est-elle confiée à quelqu'un d'autre? Le problème, c'est que les documents doivent être traduits rapidement—du jour au lendemain.

La présidente: Madame la greffière, pouvez-vous vous en occuper?

La greffière: D'une façon générale, les documents des comités sont traduits par l'entremise de mon bureau. Si les députés veulent bien envoyer leurs documents à mon bureau, il nous sera facile de les envoyer au bureau de traduction.

M. Bryden: Combien de temps faut-il? Combien de temps faut-il prévoir à l'avance?

La greffière: Cela dépend de la longueur du document. La traduction peut généralement être obtenue dans les 24 heures.

La présidente: Nous pouvons donc envoyer à la greffière les documents à traduire d'ici demain? Elle pourrait ensuite nous les remettre avant la prochaine séance.

M. Bryden: D'accord.

La présidente: Sommes—nous prêts à passer aux voix au sujet du report? Qui est pour?

Motion adoptée

La présidente: Passons maintenant au troisième point de notre ordre du jour, c'est-à-dire notre plan de travail.

Les membres du Comité se rappelleront que nous nous sommes réunis ce matin et que nous avons eu une bonne discussion sur la façon d'étudier la Loi sur la citoyenneté. J'attendrai que vous en ayez tous copie. C'est ce dont nous avons convenu au comité de direction.

Nous pourrions peut-être faire une pose de quelques minutes pour lire cette information.

• 1234

• 1238

The Chairman: Members of the committee, I'd like to introduce this just briefly. When the steering committee met this morning it came up with this proposal for approaching the review of the Citizenship Act. It was suggested that there be two

La présidente: Chers collègues, j'aimerais faire une brève intervention. Lors de la réunion du sous-comité de direction ce matin, on a fait une proposition sur la façon de revoir la Loi sur la citoyenneté. On a proposé de procéder en deux étapes. La

phases. The first is to be from May to June, with the objective of première, de mai à juin, consisterait à examiner les principes focusing on the fundamental principles underlying Canadian citizenship, making recommendations on specific provisions to be included in the act, and, as a result of the public discussions, drafting a preamble.

There are four areas we would look at in terms of the preamble. We would answer the question of what distinguishes citizenship from other categories of residency, and we would consider the more detailed issues and technical aspects of legislation. That's to be phase one, May to June.

Mr. Knutson: I have a point of clarification. I thought our intent was to report to the minister by June 17, as indicated in his letter. I don't see that written in phase one. I think it should be.

• 1240

The Chairman: If you will notice in the time. . . You are right, we missed by a week. On page two there is the timeframe for the spring phase of the review which is basically phase one.

Mr. Knutson: I'm sorry.

The Chairman: That's okay. But we did miss it by a week and I haven't had an opportunity, although I certainly tried, to talk with Minister Marchi yesterday.

Ms Clancy: I think that's okay.

The Chairman: But I'm sure we-

Ms Clancy: If you have a report to us by the end of June, that will be terrific. We are delighted. I congratulate the steering committee. I think it is a wonderful plan. My only worry, and I defer to the clerk, I'm wondering if we are going to have enough time. It seems a little pushed at the end. Might it not be moved up a little bit just for the committee's own need to hear the number of witnesses that you are probably going to want to hear?

Mr. Knutson: You are saying get started sooner.

Ms Clancy: Get started sooner.

The Chairman: You can make recommendations for change; that would be in order. Are there any specific changes you want us to hear?

Ms Clancy: Yes. I understand the department has a discussion paper that should be ready this week.

Mr. Knutson: Monday. They promised it by Monday.

Ms Clancy: I was thinking that you might want to have one session next week with those officials, to be briefed on that. Would there be any reason why the announcement of the committee and the solicitation of witnesses couldn't go out even today to give people the time to get organized for it? Perhaps that would mean that you could have some of those witnesses as soon as May 9, because there would be a number right here in Ottawa who would be available.

The Chairman: Are there any other suggestions, members of the committee? Is this generally accepted, with the changes suggested by Ms Clancy? Certainly it will be discussed with the department and Mr. Marchi.

[Translation]

fondamentaux de la citoyenneté canadienne, à recommander l'adjonction de dispositions précises à la loi et, en conséquence des discussions publiques, à rédiger un préambule.

Nous nous pencherions sur quatre domaines dans la rédaction du préambule. Nous dirions ce qui distingue la citoyenneté des autres catégories de résidence et nous considérerions les autres aspects plus techniques de la loi. Ce serait la phase un, de mai à juin.

M. Knutson: J'ai une question. Je croyais que nous voulions adresser notre rapport au ministre d'ici le 17 juin, comme il l'indique dans sa lettre. Je ne vois rien de tel dans les phase un. Je crois que cela devrait être indiqué.

La présidente: Si vous regardez le calendrier... Vous avez raison, il nous manquera une semaine. À la page 2, vous trouverez le calendrier de la phase printanière de l'examen qui constitue en fait la phase un.

M. Knutson: Je vous demande pardon.

La présidente: Ce n'est rien. Mais il nous manquera une semaine et je n'ai pas eu l'occasion, même si j'ai bien essayé, de parler au ministre Marchi hier.

Mme Clancy: Je pense qu'il n'y a pas de problème.

La présidente: Mais j'ai la conviction que nous. . .

Mme Clancy: Si vous nous adressez un rapport d'ici la fin juin ce sera formidable. Nous serons ravis. Je félicite le comité de direction. Je pense que c'est un plan merveilleux. Ma seule inquiétude, et je m'adresse à la greffière, c'est que je me demande si nous aurons assez de temps. Il me semble que nous serons un peu pressés vers la fin. Ne pourrait-on pas resserrer un peu le délai pour que le Comité puisse entendre tous les témoins qu'il voudra probablement entendre?

M. Knutson: Vous voulez que nous commencions plus tôt.

Mme Clancy: Oui, commençons plus tôt.

La présidente: Vous pouvez recommander des modifications; c'est tout à fait acceptable. Avez-vous des modifications précises à nous proposer?

Mme Clancy: Oui. Je crois savoir que le Ministère publiera cette semaine un document de discussion.

M. Knutson: Lundi. On l'a promis pour lundi.

Mme Clancy: J'ai pensé que vous vouliez peut-être tenir une séance la semaine prochaine avec les fonctionnaires pour vous faire expliquer ce document. Le Comité ne pourrait-il pas même aujourd'hui annoncer ses intentions et solliciter des témoins afin de donner aux gens le temps de s'organiser? Ce qui signifie que vous auriez peut-être des témoins dès le 9 mai car il y a déjà un certain nombre de gens ici à Ottawa qui pourraient témoigner.

La présidente: Y a-t-il d'autres suggestions, chers collègues? Accepte-t-on les modifications proposées par Mme Clancy? Chose certaine, nous rencontrerons les fonctionnaires et M. Marchi.

Mr. Nunez: Bring it to the attention of the steering committee.

The Chairman: Will someone want to move approval of the review as outlined by the steering committee?

Ms Clancy: As amended.

The Chairman: We have to move it and then I will ask for amendments.

Mr. Knutson: Okay, I will move it.

The Chairman: I will go first to Mr. Hanger.

Mr. Hanger: I had a motion I wanted to put forward in reference to this first section, too. Can I do that now?

The Chairman: I'm hoping, Mr. Hanger, that you will amend what is before us.

Mr. Hanger: Okay. I have an amendment I would like to make. I move that this committee undertake an immediate study of the medical guidelines and procedures required for immigrants before they are eligible to come to Canada, including the issue of HIV testing, and that the committee report its findings to the House no later than June 1, 1994.

The Chairman: I would hope there is not a lot of discussion on this. Is there any discussion—

Ms Clancy: Isn't that out of order because it has to do with timetable—

Mr. Hanger: Well, the timetable is May to June. . .

The Chairman: Let's just deal with it. Is there any debate? All those in favour? All those opposed? All right. Now, are there any amendments for the work plan? All right. Please be specific, Ms Clancy.

Ms Clancy: Okay. I would make the following amendment: that the work plan having been accepted, public notice go out to interested parties in the usual manner with regard to the hearing dates and the solicitation of witnesses; that the specific members from the Department of Citizenship and Immigration be contacted and perhaps be our first witnesses with regard to both their own discussion papers and their own areas of expertise; that all due consideration be given to hearing the departmental witnesses as soon as next week and the hearing of other witnesses commencing the week of May 9, insofar as that is possible through the good offices of the committee and the committee staff.

The Chairman: All right. All in favour?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Members of the committee, one of the things that was suggested by the minister is that the three ministers be included and perhaps they could be our very first presenters. According to the letter in your packages today, the three ministers are Finestone, Dupuy, and. . .

Mr. Bryden: Which?

[Traduction]

M. Nunez: Parlez-en au sous-comité de direction.

La présidente: Quelqu'un veut-il proposer l'approbation de l'examen proposée par le sous-comité de direction?

Mme Clancy: Avec les modifications que j'ai proposées.

La présidente: Il nous faut une motion et je demanderai ensuite s'il y a des modifications.

M. Knutson: D'accord, je propose la motion.

La présidente: M. Hanger a la parole.

M. Hanger: J'avais une motion à proposer au sujet de ce premier article aussi. Puis—je le faire maintenant?

La présidente: J'espère, monsieur Hanger, que vous voulez modifier la motion dont nous sommes saisis.

M. Hanger: D'accord. J'ai un amendement à proposer. Je propose que le Comité entreprenne immédiatement l'étude des directives et procédures médicales applicables aux immigrants avant qu'on ne leur permette d'entrer au Canada, dont le dépistage du VIH, et que le Comité transmette ses conclusions à la Chambre au plus tard le 1^{er} juin 1994.

La présidente: J'espère que cette motion ne fera pas l'objet d'une longue discussion. Y a-t-il des observations. . .

Mme Clancy: Cette motion n'est-elle pas inadmissible en raison du calendrier. . .

M. Hanger: Eh bien, le calendrier dit de mai à juin. . .

La présidente: Réglons cette question. Y a-t-il débat? Tous ceux qui sont en faveur? Ceux qui sont contre? Très bien. Maintenant, y a-t-il des modifications au plan de travail? Très bien. Soyez précise, s'il vous plaît, madame Clancy.

Mme Clancy: D'accord. Je propose la modification suivante: que, le plan de travail ayant été accepté, des avis publics soient adressés aux parties intéressées de la manière habituelle pour ce qui concerne les dates d'audiences et la sollicitation des témoins; que des fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration soient pressentis et soient peut-être nos premiers témoins pour que nous puissions prendre connaissance de leurs documents de discussion et pour que nous puissions nous servir de leur expertise; que l'on fasse tout en notre pouvoir pour entendre les témoins du Ministère dès la semaine prochaine et que les autres témoins soient entendus à compter de la semaine du 9 mai, dans la mesure où le Comité et le personnel du Comité pourront le faire.

La présidente: Très bien. Tous ceux qui sont en faveur?

Des voix: D'accord.

La présidente: Chers collègues, le ministre a proposé notamment que nous entendions trois ministres et qu'ils soient peut-être nos tout premiers témoins. Selon la lettre que vous trouverez dans votre trousse aujourd'hui, les trois ministres sont Finestone, Dupuy et...

M. Bryden: Qui?

1245

Ms Clancy: We might have a tiny problem on this. Mrs. Finestone is ill.

Mme Clancy: Nous pourrions avoir un petit problème. Madame Finestone est malade.

The Chairman: We'll give it our best effort to comply with the minister.

Ms Clancy: That's great.

Mr. Hanger: I gather that amendment was passed.

The Chairman: Yes, that's what I understood.

Mr. Hanger: I didn't see a show of hands right across the board. I'm just curious.

The Chairman: I'm sorry, I will ask-

Mr. Hanger: I have an amendment I would like to make to the motion: that this committee undertake a review of the stage at which a safe third country treaty with the United States currently sits in order to facilitate the immediate finalization of that treaty by the government, and that the committee report its recommendations and report to the House no later than June 1994.

The Chairman: Mr. Hanger, I have difficulty seeing where that fits in terms of our work plan for citizenship.

Ms Clancy: Just vote it down.

The Chairman: I will accept it-

Mr. Hanger: Madam Chair, where should it be included in this work plan?

The Chairman: Mr. Hanger, another difficulty is that when our steering committee meets with representatives from all parties, I assume that what we consensually come up with will be acceptable.

However, I will accept the motion. Is there anyone who wishes to speak to it?

Mr. Bryden: We have a problem. We're talking at cross purposes here. We're discussing a citizenship work plan. An immigration work plan is a legitimate topic of discussion that I would like to participate in, and where the motions suggested belong. I presume we won't be spending all of our time over the next many months discussing citizenship only. That may cause some complications for some of my colleagues. They may not have much to do. So let us deal with the citizenship work plan, and then deal with the immigration work plan later.

The Chairman: Thank you, Mr. Bryden.

I'll ask the clerk to repeat the amendment.

Mr. Bryden: Is there a motion or an amendment? I don't know what the heck's going on.

The Chairman: Would you read it again, Mr. Hanger?

Mr. Hanger: I move that this committee undertake a review of the stage at which a safe third country treaty with the U.S. currently sits in order to facilitate the immediate finalization of that treaty by the government, and that the committee report its recommendation and report to the House no later than June 1, 1994.

Madam Chair, this schedule is outlined from May of this year to the end of October, I assume, or later. At what point will the immigration plan be included when some of these matters should be dealt with for future estimates? [Translation]

La présidente: Nous ferons tout en notre pouvoir pour donner satisfaction au ministre.

Mme Clancy: C'est formidable.

M. Hanger: Je crois comprendre que la modification a été adoptée.

La présidente: Oui, c'est ce que j'ai compris.

M. Hanger: Je n'ai pas vu de mains levées. C'est juste pour savoir.

La présidente: Désolée, je vais demander. . .

M. Hanger: J'ai un amendement à proposer à cette motion: que le Comité entreprenne l'étude du moment où un pays tiers sûr ayant conclu un traité avec les États-Unis peut faciliter l'adoption finale de ce traité par le gouvernement, et que le Comité soumette son rapport et ses recommandations à la Chambre au plus tard en juin 1994.

La présidente: Monsieur Hanger, j'ai du mal à voir où cela se situe dans notre plan de travail sur la citoyenneté.

Mme Clancy: Il n'y a qu'a rejeter l'amendement.

La présidente: Je le déclare recevable...

M. Hanger: Madame la présidente, où pourrait-on l'inclure dans ce plan de travail?

La présidente: Monsieur Hanger, il y a une autre difficulté dans la mesure où notre sous-comité de direction compte des représentants de tous les partis, et j'imagine que ce sur quoi nous nous entendrons sera acceptable.

Toutefois, je déclare la motion recevable. Quelqu'un veut se prononcer sur cette motion?

M. Bryden: Il y a un problème. Nous ne parlons pas des mêmes choses ici. Nous discutons d'un plan de travail sur la citoyenneté. Un plan de travail sur l'immigration est un sujet de discussion légitime sur lequel j'aimerais me prononcer, et la motion qu'il propose s'y rapporte. J'imagine que nous ne passerons pas tout notre temps au cours des nombreux mois à venir à ne discuter que de citoyenneté. Cela pourrait causer des complications pour certains de mes collègues qui n'auraient peut-être pas grand-chose à faire. Donc commençons par ce plan de travail sur la citoyenneté et nous parlerons plus tard du plan de travail sur l'immigration.

La présidente: Merci, monsieur Bryden.

Je vais demander à la greffière de répéter l'amendement.

M. Bryden: Y a-t-il une motion ou un amendement? J'aimerais savoir ce qui se passe.

La présidente: Voulez-vous relire votre motion, monsieur Hanger?

M. Hanger: Je propose que le Comité entreprenne l'étude du moment où un pays tiers sûr ayant conclu un traité avec les États-Unis peut faciliter l'adoption immédiate de ce traité par le gouvernement, et que le Comité soumette son rapport et ses recommandations à la Chambre au plus tard le 1^{er} juin 1994.

Madame la présidente, j'imagine que ce plan de travail s'étend de mai de cette année jusqu'à la fin octobre ou plus tard. Quand pourrons—nous inclure le plan de travail sur l'immigration et quand pourrons—nous examiner certaines de ces questions à la lumière des futurs budgets?

The Chairman: Mr. Hanger, I wish you had time to speak with your member on the steering committee. We did discuss this. There is a concern, and Mr. Nunez and Mr. Knutson expressed it. We determined that we would move these in parallel. Immigration issues will be discussed and we will choose the immigration issues to be discussed. This in no way slows up.

If you will remember, this committee also passed a motion—and you supported it—stating that we deal with citizenship. It in no way conflicts.

Motion negatived

Mr. Knutson: The other part of our report was to kick citizenship issues down to a subcommittee in September, so that we wouldn't be dealing with citizenship issues for the next—

The Chairman: That's right. The issue's there from September to October.

Mr. Bryden: We're running on the rocks here. Somehow the steering committee's key decisions—the parallelism of the immigration and citizenship discussions—did not get down in a written form that would have prevented Mr. Hanger from wandering onto the shoal that he did.

Mr. Hanger: I have a copy of the citizenship outline. I'd like to see a copy of the immigration outline.

Mr. Bryden: I don't think there is one yet. I believe that's what the problem is.

• 1250

The Chairman: Members of the committee, is there general agreement for Mr. Assad to move this? All in favour?

Mr. Bryden: All in favour of the. . .?

The Chairman: The work plan, as presented by the steering committee and amended by this committee.

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Members of the committee, you will see a list of the working... We've done part 3(b) of our agenda; 3(a) is the report on public consultations on the immigration policy. Mr. Knutson kindly brought in the reports from the public policy forum on immigration, and they're available right here for you to pick up on your way out.

Members of the committee, what I will ask... If you remember, we all agreed that there would be an opportunity for each of us to serve on the working groups that had been formulated under the review of immigration issues. The public policy forum did the report that's there for you. As part of your agenda, there are the ten issues. What I would appreciate each of you doing is reviewing them, reviewing the report, and providing to me in writing, perhaps, any that you might be interested in participating in.

Do you understand, Mr. Hanger?

[Traduction]

La présidente: Monsieur Hanger, il aurait été bon que vous parliez avec votre collègue qui siège au sous—comité de direction. Nous en avons discuté. Il y a un problème, et MM. Nunez et Knutson l'ont exprimé. Nous avons décidé que nous procéderions en parallèle. Les questions d'immigration seront débattues et nous choisirons les problèmes d'immigration dont nous discuterons. Il n'y aura aucun ralentissement.

Vous vous souviendrez que notre comité a également adopté une motion—et vous y étiez favorable—où il était dit que nous étudierions la question de la citoyenneté. Il n'y a aucun conflit ici.

La motion est rejetée

M. Knutson: Dans l'autre partie de notre rapport, il était dit que l'on confierait les questions de citoyenneté à un sous-comité en septembre, si bien que nous ne reparlerions pas des questions de citoyenneté pendant les prochains...

La présidente: C'est exact. La question sera étudiée de septembre à octobre.

M. Bryden: Nous allons vers des difficultés ici. Les décisions importantes du sous-comité de direction—à savoir le parallélisme entre les études sur l'immigration et la citoyenneté—n'ont apparemment pas été mises sous un forme écrite, qui aurait épargné à M. Hanger de s'égarer comme il l'a fait.

M. Hanger: J'ai une copie du plan de travail sur la citoyenneté. J'aimerais voir une copie du plan de travail sur l'immigration.

M. Bryden: Je ne pense pas que nous l'ayons encore. Je crois que c'est là le problème.

La présidente: Chers collègues, est-ce que nous nous entendrons pour que M. Assad propose cette motion? Ceux qui sont en faveur?

M. Bryden: Ceux qui sont en faveur de. . .?

La présidente: Du plan de travail présenté par le sous-comité de direction et modifié par le Comité.

Des voix: D'accord.

La présidente: Chers collègues, vous verrez la liste du plan de travail et... Nous en avons terminé avec la partie 3(b) de notre programme; la partie 3(a) est le rapport sur les consultations publiques sur la politique d'immigration. Monsieur Knutson a eu la gentillesse de nous apporter les rapports du Forum des politiques publiques sur l'immigration, et vous pourrez en prendre des exemplaires en sortant.

Chers collègues, ce que je vais vous demander... Si vous vous souvenez, nous nous sommes tous entendus pour que chacun ait la possibilité de siéger au sein de groupes de travail qui ont été créés pour étudier les questions d'immigration. Le Forum des politiques publiques a produit le rapport qui vous attend. Dans le cadre de notre programme, il y a dix questions. Ce que j'aimerais, c'est que chacun d'entre vous prenne connaissance de ces questions, lise le rapport et me fasse savoir par écrit, peut-être à quel groupe de travail il aimerait siéger.

Est-ce que vous comprenez, monsieur Hanger?

Mr. Nunez: Which documents?

The Chairman: The ten issues. So if you could just let me know which ones you would be interested in being part of. . .

Mr. Nunez, you had a question?

Mr. Nunez: Where are the ten issues mentioned? In that document?

The Chairman: Yes. That's available for us now.

Members of the committee, we have covered 3(a) and 3(b). I'll entertain a motion to adjourn. Mr. Bryden.

Mr. Bryden: I just wanted to ask if there's going to be a steering committee debate or something that addresses Mr. Hanger's concerns about an immigration working plan. Where does that sit now in our discussions?

The Chairman: What we agreed to do was to wait for this report right here, which outlined the ten issues on immigration that were identified by the public policy forum at their conference in the fall at Montebello. That report is now available, and you can join those working groups.

We can come together after we work in those working groups. We decided to wait until after we had access to that report and worked with the working groups to decide which ones we would study in the fall. But we did budget for three issues.

Mr. Bryden: What I don't understand, Madam Chairman, is does this preclude us from studying immigration issues between now and the summer break? Are we not going to look at the immigration issues?

The Chairman: In the work plan we passed—I can't remember the date—I said that we'd wait until the fall to identify the issues. There was one exception. That was in our work plan, Mr. Bryden.

Mrs. Hayes: This is a procedural question. Would it be possible to open up a work plan, a contingency plan, given that certain needs have become apparent to the committee, and then perhaps strike a subcommittee for that for a given period of time? Even though the work plan of the committee would go ahead in the prescribed course, could we not introduce other issues by means of subcommittees?

The Chairman: Yes. If it was generally agreed in our work plan that we would wait, if there are issues that are pressing...

Mr. Knutson: Motion to adjourn.

The Chairman: Motion to adjourn. All in favour? Agreed.

We're now adjourned.

[Translation]

M. Nunez: Quels documents?

La présidente: Les dix questions. Donc si vous voulez bien me faire savoir à quel groupe de travail vous aimeriez siéger. . .

Monsieur Nunez, vous avez une question?

M. Nunez: Où sont les dix questions mentionnées? Dans ce document-ci?

La présidente: Oui. Nous l'avons maintenant.

Chers collègues, nous en avons terminé avec la partie 3(a) et la partie 3(b). Je suis disposée à accueillir une motion d'ajournement. Monsieur Bryden.

M. Bryden: Je voulais seulement savoir s'il va y avoir un débat au sous-comité de direction ou si l'on prendra des mesures quelconques pour donner satisfaction à M. Hanger concernant le plan de travail sur l'immigration. Où ce plan de travail figure-t-il dans nos discussions maintenant?

La présidente: Nous nous étions entendus pour attendre le rapport que voici, qui définit les 10 questions d'immigration qui ont été identifiées au Forum des politiques publiques qui a eu lieu l'automne demier à Montebello. Nous avons maintenant ce rapport, et vous pouvez vous joindre à l'un de ces groupes de travail.

Nous pourrons nous réunir après que nous aurons siégé à ces groupes de travail. Nous avons décidé d'attendre que ce rapport paraisse et que nous ayons travaillé avec les groupes de travail pour décider des problèmes que nous étudierons à l'automne. Mais nous avons prévu le budget qu'il fallait pour trois questions.

M. Bryden: Ce que je ne comprends pas, madame la présidente, c'est pourquoi cela nous empêche d'étudier les questions d'immigration d'ici le congé d'été? N'allons-nous pas discuter des questions d'immigration?

La présidente: Dans le plan de travail que nous avons adopté—je ne me souviens pas quand—j'ai dit que nous attendrions jusqu'à l'automne pour identifier les questions. Il y avait une exception. Cela figurait dans notre plan de travail, monsieur Bryden.

Mme Hayes: Il s'agit d'une question de procédure. Est-il possible d'ouvrir un plan de travail, de prévoir un plan de rechange, si le Comité prend conscience de certains besoins, et de créer peut-être un sous-comité pour une période précise? Même si nous allons de l'avant avec le plan de travail du Comité, ne pourrions-nous pas étudier d'autres questions en créant des sous-comités?

La présidente: Oui. Si nous avions admis dans notre plan de travail que nous attendrions, s'il y avait des questions brûlantes. . .

M. Knutson: Je propose l'ajournement.

La présidente: Motion d'ajournement. Tous en faveur? D'ac-

La séance est levée.



MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

ff undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

TÉMOINS

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 **HOUSE OF COMMONS**

Issue No. 9

Tuesday, May 3, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 9

Le mardi 3 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

In accordance with Standing Orders 81(7) and 81(8), consideration of proposals for future fiscal years expenditure plans and priorities

CONCERNANT:

Conformément aux paragraphes 7 et 8 de l'article 81 du Règlement, étude de propositions relatives aux plans et priorités pour les années financières futures



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 3, 1994 (17)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 10:40 o'clock a.m. this day, in Room 308, West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Members present: Ian McClelland for Sharon Hayes; John Loney for Ovid Jackson.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

In accordance with Standing Orders 81(7) and 81(8), the Committee resumed consideration of proposals for inclusion in a possible report to the House on future fiscal years expenditure plans and priorities. (See Minutes of Proceedings and Evidence, Thursday, April 28, 1994, Issue No. 8.)

At 12:08 o'clock p.m., John Bryden took the Chair.

At 12:14 o'clock p.m., the Chair took the Chair.

At 12:31 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 12:37 o'clock p.m., the sitting resumed.

By unanimous consent, the Chair presented the Third Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

- 1. That, notwithstanding the Committee's decision of February 17, 1994, members of the Committee be allowed to consult in their respective office, the transcripts of the Committee's in camera meetings for a period not exceeding 24 hours;
- 2. That, pursuant to Standing Order 108(1), a Sub-Committee of three(3) members of the Committee, more specifically one(1) representative from the Liberal Party, the Bloc Québécois and the Reform Party, be struck to examine the matter of the appointment of members to the Immigration and Refugee Board by the Governor in Council, and, in particular:
- —the criteria that should guide the Governor in Council in appointing members;
- —the process by which members should be appointed, including the advisability of instituting an advisory committee to assist the Governor in Council;
- —the advisibility of instituting a probationary period for new appointees to the Board;
- —to examine, in a timely fashion, any outstanding Order-in-Council Appointments referred to the Committee; and
- —that, recommendations be made to the full Committee concerning this matter.

Gar Knutson moved, — That, the Third Report be concurred in.

John Bryden moved, — That, the Committee postpone consideration of paragraph 2 of the Sub-Committee's Third Report.

After debate, the question being put on the motion, it was, by a show of hands agreed to: YEAS: 5; NAYS: 3.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 3 MAI 1994 (17)

[Traduction]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 10 h 40, dans la salle 308 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (*présidente*).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Membres suppléants présents: Ian McClelland pour Sharon Hayes; John Loney pour Ovid Jackson.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Conformément aux paragraphes 81(7) et 81(8) du Règlement, le Comité reprend l'étude de propositions visant à inclure dans un rapport à la Chambre les plans et priorités de dépenses pour les prochaines exercices (voir les Procès-verbaux et témoignages du 28 avril 1994, fascicule nº 8).

À 12 h 08, John Bryden remplace la présidente.

À 12 h 14, la présidente reprend le fauteuil.

À 12 h 31, la séance est suspendue.

À 12 h 37, la séance reprend.

Avec le consentement unanime, la présidente présente le Troisième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure dont le texte suit:

- 1. Que, nonobstant la décision du Comité du jeudi 17 février 1994, il soit permis aux membres du Comité de consulter, à leur bureau, pendant une période maximale de 24 heures, les transcriptions des réunions du Comité tenues à huis clos.
- 2. Que, conformément au paragraphe (1) de l'article 108 du Règlement, un sous-comité constitué de trois(3) membres du Comité soit un(1) représentant du Parti libéral, du Bloc québécois et du Parti réformiste, soit créé et chargé d'examiner la question de la nomination des membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et, en particulier:
- —les critères dont le gouverneur en conseil devrait tenir compte dans la nomination des membres de la Commission;
- —le processus de nomination des membres de la Commission, notamment l'opportunité de créer un comité consultatif qui aiderait le gouverneur en conseil;
- l'opportunité d'instituer une période probatoire à l'égard des personnes nouvellement nommées à la Commission;
- d'examiner, en temps opportun, les nominations par décret qui ont été déférées au Comité; et
 - -qu'il présente ses recommandations au Comité.

Gar Knutson propose, — Que le Troisième rapport soit adopté.

John Bryden propose,—Que le Comité reporte l'examen du paragraphe 2 du Troisième rapport du Sous-comité.

Après débat, la motion, mise aux voix à main levée, est adoptée par 5 voix contre 3.

And the question being put on the Report, as amended, it was agreed to.

By unanimous consent, in accordance with Standing Order 1994, the Committee resumed consideration of the Citizenship 1994, le Comité reprend l'étude de la Loi de la citoyenneté.

Mary Clancy, moved, - That, the Committee meet on Tuesdays from 9:30 o'clock a.m. to 12 (noon) and from 3:30 o'clock p.m. to 6:00 o'clock p.m.; on Wednesday, from 3:30 o'clock p.m. to 6:00 o'clock p.m. and on Thursday, from 9:30 o'clock a.m. to 12 (noon).

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to: YEAS: 5; NAYS: 1.

It was agreed, — That an invitation to appear be extended to the Canadian Association of Social Studies and the Canadian Ethnocultural Association.

At 12:57 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Marie Carrière

Clerk of the Committee

Le rapport modifié est mis aux voix et adopté.

Avec le consentement unanime, en application du paragraphe 108(2) and with the Committee's decision of Thursday, April 21, 108(2) du Règlement et selon la décision prise le jeudi 21 avril

> Mary Clancy propose, - Que le Comité siège le mardi de 9 h 30 à midi, et de 15 h 30 à 18 heures; le mercredi, de 15 h 30 à 18 heures, et le jeudi, de 9 h 30 à midi.

> Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée par 5 voix

Il est convenu, — Qu'une invitation à comparaître soit envoyée à l'Association canadienne d'études sociales et à l'Association ethnoculturelle canadienne.

À 12 h 57, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Marie Carrière

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 3, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 3 mai 1994

• 1139

The Chairman: I call this meeting to order. We have a quorum of six. Mr. Knutson's not here.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): I'm here. I'm just trying to get a copy of the agenda.

The Chairman: I will ask for a motion to adopt the agenda.

Mr. Knutson: Can I make some comments?

The Chairman: Do you have an amendment?

Mr. Knutson: I am concerned that we're not dealing with the citizenship plan as quickly as possible. I would ask that the steering committee meet later today—and anybody else on the committee who's interested—to firm up the schedule for the citizenship review. The goal will be to send out notices, at least the initial notices. We could get started on the witnesses we would like to hear, and send out notices to them by them end of the day.

The Chairman: Members of the committee, there is a concern that we move quickly. Time is of the essence. Mr. Knutson has suggested that the steering committee meet later today. It's my understanding, Mr. Knutson, you intend that anyone who wishes could attend.

Mr. Knutson: Right.

• 1140

The Chairman: But it's a steering committee meeting.

Mr. Nunez (Bourassa): At what time?

The Chairman: Maybe we should all look at our books and see what time is available. Would you have time later today, Mr. Knutson? Sorry, Mr. Nunez? Mr. Hanger, is Ms Hayes available?

Mr. Hanger (Calgary Northeast): No, she's not.

The Chairman: Welcome, Mr. McClelland.

Mr. McClelland (Edmonton Southwest): Thank you.

The Chairman: Edmonton is well represented.

Is there agreement we can meet later today?

Mr. Hanger: Mrs. Hayes is not here. I'm tied up from 2 o'clock until at least 4:30.

Mr. Nunez: I have to leave at three, myself.

Mr. Knutson: I'm just wondering as an alternative, then, if we could try to maybe extend this meeting by fifteen minutes but start the citizenship stuff, say, at one o'clock.

La présidente: La séance est ouverte. Il y a un quorum de six membres. M. Knutson n'est pas ici.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Je suis ici. J'essaie simplement d'obtenir l'ordre du jour.

La présidente: Je vais demander qu'on propose d'adopter l'ordre du jour.

M. Knutson: Puis-je avoir la parole?

La présidente: Avez-vous un amendement à proposer?

M. Knutson: Je m'inquiète de ce qu'on ne traite pas du plan de citoyenneté le plus rapidement possible. Je demande que le comité directeur se réunisse plus tard aujourd'hui—tout autre membre du comité que la question intéresse pourrait s'y rendre—pour établir le calendrier d'examen de la citoyenneté. Le but serait d'envoyer des avis, au moins les avis préliminaires. Nous pourrions commencer par les témoins que nous aimerions faire comparaître, puis leur envoyer des avis aujourd'hui même.

La présidente: Chers collègues, il faut que nous agissions rapidement. Il y a péril en la demeure. M. Knutson a proposé que le comité directeur se réunisse aujourd'hui. Je crois savoir, monsieur Knutson, que vous proposez que quiconque le souhaite puisse assister à cette rencontre.

M. Knutson: C'est juste.

La présidente: Mais c'est une réunion du comité directeur.

M. Nunez (Bourassa): À quelle heure?

La présidente: Peut-être devrions-nous tous regarder nos agendas et voir quel serait le meilleur moment. Auriez-vous le temps dans la journée, monsieur Knutson? Pardon, monsieur Nunez? Monsieur Hanger, est-ce que M^{me} Hayes est libre?

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Non, elle n'est pas libre.

La présidente: Bienvenue, monsieur McClelland.

M. McClelland (Edmonton-Sud-Ouest): Merci.

La présidente: Edmonton est bien représentée.

Sommes-nous d'accord pour nous réunir plus tard dans la journée?

M. Hanger: M^{me} Hayes n'est pas ici. Je suis pris de 14 heures jusqu'à au moins 16h30.

M. Nunez: Pour ma part je devrai partir à 15 heures.

M. Knutson: Dans ce cas, je me demande si nous ne pourrions pas prolonger la présente séance de 15 minutes et commencer à traiter de la citoyenneté à 13 heures, par exemple.

Mr. Nunez: That is okay for me.

The Chairman: I guess the one difficulty here is there has been a package put together that's now in transit to your offices. It is in essence the basis of our discussion on citizenship. It's a briefing book from the department.

Ms Clancy (Halifax): But you don't need that for a work plan.

Mr. Knutson: I just want to talk about the mechanics. Let's get the notices out.

Ms Clancy: We're not going to talk about policy.

The Chairman: Can we address what's in the briefing book?

Ms Margaret Young (Committee Researcher): The briefing book contains the background documents you will need: the Immigration Act, the Senate committee study, an overview of the act prepared by myself, an issues paper prepared by myself and hopefully the government discussion paper will be inserted if and when it's ready. It doesn't contain any material on witnesses or anything.

Mr. Knutson: I want to deal with issues like do we meet three or four days a week, when do we have our first hearing date, do we travel?

Notwithstanding the excellent report I'm sure is put together, it's not relevant to what I think we need to do first.

The Chairman: Mr. Nunez, could Ms Gagnon be available?

Mr. Nunez: I don't know. She's not here. I have to wait for her. She's coming.

The Chairman: Could we perhaps leave this motion until later? We won't have a quorum if the Bloc is not represented at a steering committee meeting.

Mr. Knutson, can we wait until Ms Gagnon gets here?

Mr. Knutson: Yes. Or alternatively can we try to deal with it at one?

The Chairman: If we're finished, sure.

Members of the committee, our first order of business today is to consider the proposals for future fiscal years, expenditure plans and priorities. I've asked our researcher to outline for us the form she feels this report will take and what she needs of us in order to do her report.

Madam Researcher.

Ms Young: In a package I'm not sure you've received you will find a very short document called "Committee Reports", prepared by myself and dated April 29, which was last Friday. With the understanding some of you may not have received it or if you've received it you may not have had a chance to read it, I'll just briefly tell you the stages we need to go through in this particular case for this kind of report.

Mr. Nunez: Do you have a copy?

[Translation]

M. Nunez: Ça me va.

La présidente: Le problème qui se pose, c'est qu'on a préparé une liasse de documents qui est en voie d'être acheminée à vos bureaux. Elle servira essentiellement de point de départ à nos discussions sur la citoyenneté. Il s'agit d'une trousse d'information du ministère.

Mme Clancy (Halifax): Mais on n'en a pas besoin pour discuter d'un plan de travail.

M. Knutson: Je ne veux parler que de logistique. Envoyons les avis.

Mme Clancy: Nous n'allons pas parler de la politique.

La présidente: Pouvons-nous discuter de ce que contient la trousse d'information?

Mme Margaret Young (attachée de recherche du comité): La trousse d'information contient les principaux documents dont vous aurez besoin: la Loi sur l'immigration, l'étude du comité sénatorial, un aperçu de la loi et une liste de questions que je vous ai préparés; et le document d'étude du gouvernement y aura été inséré s'il est déjà prêt. Cette trousse ne contient aucun document sur les témoins.

M. Knutson: J'aimerais que nous décidions, par exemple, si nous nous rencontrerons trois ou quatre fois par semaine, quand aura lieu la première comparution, et si nous nous déplacerons.

Bien que je sois convaincu de l'excellence de ce rapport, il n'a rien à voir à mon avis avec ce que nous devrions d'abord faire.

La présidente: Monsieur Nunez, M^{me} Gagnon pourrait-elle se libérer?

M. Nunez: Je ne sais pas. Elle n'est pas ici. Je dois l'attendre. Elle est en route.

La présidente: Peut-être pourrions-nous mettre cette motion de côté pour l'instant. Il n'y a pas quorum si le Bloc n'est pas représenté à la réunion du comité directeur.

M. Knutson: Pouvons-nous attendre que Mme Gagnon arrive?

M. Knutson: Oui. Ou peut-être que nous pourrions essayer d'en discuter à 13 heures?

La présidente: Si nous avons terminé, certainement.

Chers collègues, le premier point à l'ordre du jour est l'étude des propositions relatives aux plans et priorités de dépenses pour les années financières à venir. J'ai demandé à l'attachée de recherche de nous exposer la forme qu'à son avis ce rapport pourra prendre et ce que nous devrions lui fournir pour qu'elle puisse le rédiger.

Madame l'attachée de recherche.

Mme Young: Dans une trousse que vous avez peut-être reçue vous trouverez un très bref document intitulé «Rapports du comité», que j'ai préparé et qui porte la date du 29 avril, soit de vendredi demier. Étant donné que certains d'entre vous ne l'ont peut-être pas reçu ou n'ont pas encore eu l'occasion d'en prendre connaissance, je vais brièvement vous décrire les étapes que nous devons franchir en vue de la rédaction du rapport.

M. Nunez: En avez-vous un exemplaire?

The Chairman: Just let the researcher make her presentation and I'll see that you get them.

• 1145

Ms Young: First of all, we need to identify the issues, and a good start has been made by the written suggestions. As I point out, in getting to a report suggestions can come from members themselves or from the researcher or a combination. The next step is to discuss the issues to the extent necessary in order for me to go away and draft something that I think you can discuss further, something that you can agree on, identifying areas of concern, that kind of thing. This discussion on small issues can be brief. It needn't go on forever, and you needn't, as I point out, feel that you have to settle every last detail, dot every i at that point, because the draft will come back to you.

The next thing is after the issues in the documents that you've all submitted have been discussed, I go away and I prepare a draft for you reflecting to the best of my ability what I think you may have agreed on and what your concerns are. That draft then is translated and distributed to you, hopefully in time for you to consider it before our meeting if time permits. The draft comes back to the meeting, and, as I state in the paper, the draft belongs to the committee.

Did you have a question, Ms Clancy?

Ms Clancy: When you're finished I'll ask you something.

Ms Young: It is yours to collectively change in whatever way you want: amend, delete, strengthen, weaken, add whole sections, take whole sections away. It is your draft. It does not belong to the researcher.

The second thing is after you have made your feelings known I go away and I redraft it. That process then continues—it comes back to you if necessary—until everybody's happy with it. I do make the point that at the very end, if we're talking commas and typos, that doesn't go back to you. But all of the substantive issues go back to you until somebody is content to move that the committee adopt the report.

Occasionally you will find that there is a lack of consensus on certain points. Members at that point may decide, if they can't live with the report or even small bits of the report, they may want to table a dissenting report. But that's for later down the line.

Then, once the report has been adopted by the committee, the chair will present it in the House and make a short statement. In this paper I give an example of how the committee can get from an idea or a concern presented to something that is in draft language for your consideration. What I took was on Mrs. Hayes's original submission—although I see she's changed it—where there was an example of the question of the total picture of the immigration envelope, how you can't look at the immigration program estimates that were referred to our committee and figure out how much this country spends on immigration federally, let alone provincially.

[Traduction]

La présidente: Laissons l'attachée de recherche faire son exposé, et je veillerai à ce que vous en obteniez un.

Mme Young: D'abord, il faut préciser les questions, et les suggestions écrites sont un bon point de départ. Comme je l'ai dit, en vue de la production d'un rapport, des propositions peuvent venir des membres du comité ou de l'attachée de recherche, ou des deux. Ensuite, il s'agit de discuter des questions de manière à me permettre de me retirer et de rédiger une ébauche qu'à mon avis vous pourrez ensuite discuter. quelque chose sur lequel vous pourrez vous entendre, cerner les sujets de préoccupation, ce genre de choses. La discussion des questions mineures peut être assez brève. Elle n'a pas à se poursuivre indéfiniment, et vous ne devez pas penser, comme je le souligne, que vous devez tout régler dans les moindres détails. mettre les points sur les i, étant donné que l'ébauche vous reviendra.

Ensuite, une fois qu'on a discuté des questions soulevées dans les documents que vous avez tous soumis, je rédige à votre intention une ébauche qui correspond au mieux de ma connaissance à ce sur quoi vous pourriez vous entendre et à ce qui vous préoccupe. L'ébauche est ensuite traduite et vous est distribuée, assez à l'avance, j'espère, pour que vous puissiez l'examiner avant la séance. L'ébauche est étudiée à la réunion et. comme je le dis dans le document, elle appartient au comité.

Aviez-vous une question à poser, madame Clancy?

Mme Clancy: Quand vous aurez terminé, je vous demanderai quelque chose.

Mme Young: Vous avez le loisir en tant que comité de modifier tout ce que vous voulez: apporter des changements, supprimer, renforcer, affaiblir certains passages, en ajouter d'autres, en retirer certains. Vous en faites ce que vous voulez. L'ébauche n'appartient pas à l'attachée de recherche.

Par la suite, c'est-à-dire quand vous avez exprimé vos opinions, je retravaille l'ébauche, et cela continue-elle vous revient au besoin—jusqu'à ce que tout le monde soit satisfait. J'insiste pour dire qu'à la toute fin, quand il n'est plus question que de ponctuation et de typographie, l'ébauche ne vous revient pas. Cependant on vous resoumet toutes les questions de fond jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord pour proposer que le comité adopte le rapport.

À l'occasion, vous verrez que certains points ne suscitent pas de véritable consensus. Des membres du comité peuvent alors décider, s'ils ne peuvent pas accepter le rapport ou en rejettent certains passages, de déposer un rapport minoritaire. Mais cela ne se fait que plus tard.

Puis, une fois le rapport adopté par le comité, la présidence le présente à la Chambre et fait une brève déclaration. Dans le présent document, je donne un exemple de la façon dont le comité peut partir d'une idée ou d'une préoccupation pour arriver à une ébauche de formulation que vous pourriez étudier. Ce que j'ai pris se trouvait dans le mémoire initial de Mme Hayes—bien que je constate qu'elle l'a modifié—où il y avait un exemple de la question de l'allure globale de l'enveloppe de l'immigration, à savoir qu'on ne peut pas, en considérant les prévisions budgétaires du programme de l'immigration qui ont été renvoyées au comité, comprendre combien le pays dépense au titre de l'immigration à l'échelle fédérale et encore moins à l'échelle provinciale.

So I drafted something. I said the committee realizes that because, etc., and then we recommended that there be some cross-references and that there be some figures given. I didn't go as far as some members apparently might think, that they should all be consolidated, because no one would be able to carry that book, it would be too heavy. Again, the draft would belong to the members. It would come back, you would read it and you would say yea, nay, don't like this word, don't like that, not happy with it, etc. It is yours completely to do what you want with it.

Perhaps that helps in terms of the process. This kind of report prepared on estimates, where you're dealing with a number of different items, is a slightly different kind of report. You're not dealing with a subject after having heard 25 witnesses on one area, where you're going to have background and you're going to have this. For that reason, the draft that I just did up is fairly superficial; it's only two paragraphs and it would be two paragraphs of a somewhat disparate report which talks about say ten things, but that's the nature of the report you are undertaking. It's not a cohesive whole because that's just not the way it is. But this is certainly one kind of report.

Now, Ms Clancy had a question and then perhaps others have questions.

Ms Clancy: I wonder if you could tell the committee in your experience how long that drafting and redrafting process takes on average.

• 1150

Ms Young: It depends. A long report can go several weeks, and a short report sometimes two meetings.

The Chairman: By two meetings, do you mean two two-hour meetings?

Ms Young: It depends. If you're happy with the draft and it's just a question of strengthening this and weakening that, and if you're fairly clear, there should be no problem with the committee ratifying the redraft. Sometimes reports are adopted in 15 minutes. If you're talking—

Ms Clancy: What happens if you have fairly strong ideological divisions?

Ms Young: You thrash it out. At the end of the day, if the majority wants the report in a certain way, the majority can prevail. But the minority can decide to write a dissenting report, and it's up to the committee to decide whether that report will be incorporated into the report. If the committee decides not to, for whatever reason, the dissenting member or members can always issue a press release and do it separately, but it won't be tabled in Parliament and it won't be attached to the report.

The Chairman: Does anyone else have a question for the researcher on the process?

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): From what I see of the type of material you're going to be offered here, I take it we're looking at a very short report. My concept of this report is that it may not extend over more than two or three pages.

[Translation]

J'ai donc rédigé quelque chose. J'ai dit que le comité comprend que, parce que, etc., et puis nous avons recommandé qu'on y ajoute des renvois et qu'on mentionne certains chiffres. Je ne suis pas allée aussi loin que certains membres auraient pu s'y attendre, soit demander que tout soit refondu parce qu'il deviendrait impossible de transporter cet ouvrage, qui serait trop lourd. L'ébauche serait celle des membres du comité. Elle vous reviendrait, vous la liriez et vous diriez: oui, non, je n'aime pas ce mot, je n'aime pas ceci, je n'aime pas cela. C'est votre ébauche, et vous en faites ce que vous voulez.

Cela facilite peut-être les choses. Ce rapport rédigé au sujet du budget, où il est question de différents postes de dépense, diffère légèrement des autres types de rapports. Il n'y est pas question d'un sujet sur lequel vous avez déjà entendu vingt-cinq témoins se prononcer, sur lequel vous avez de l'information et disposez de ceci. Pour cette raison, l'ébauche que je viens de rédiger est assez sommaire; elle ne comporte que deux paragraphes, et ce sont du reste deux paragraphes d'un rapport assez disparate qui parle d'une dizaine de choses, mais cela tient à la nature du rapport qu'on s'apprête à produire. Il ne s'agit pas d'un tout cohérent, puisque la nature du sujet ne s'y prête pas. Mais c'est certainement un type de rapport qu'il faut produire.

 M^{me} Clancy avait une question, et peut-être que d'autres en ont aussi.

Mme Clancy: Je me demande si vous pourriez dire au comité combien de temps il faut en moyenne pour l'ébauche et les étapes successives de correction de l'ébauche.

Mme Young: Tout dépendra. Un long rapport peut prendre des semaines, et un petit rapport demande parfois deux séances.

La présidente: Quand vous dites deux séances, voulez-vous dire deux séances de deux heures?

Mme Young: Ça dépend. Si vous êtes satisfaits de l'ébauche et qu'il ne s'agit que de renforcer ou d'atténuer un passage, et si les choses sont assez claires, le comité ne devrait avoir aucun mal à approuver l'ébauche corrigée. Parfois on adopte des rapports en 15 minutes. S'il est question de. . .

Mme Clancy: Que se produit-il s'il y a de fortes divergences d'opinions?

Mme Young: On reprend tout. Au bout du compte, si la majorité veut que le rapport prenne une certaine orientation, la majorité peut l'emporter. Cependant, la minorité peut décider de rédiger un rapport minoritaire, et il appartient au comité de décider si ce rapport sera annexé à l'autre. Si le comité décide que non, pour quel que raison que ce soit, le membre ou les membres dissidents peuvent toujours émettre un communiqué et le faire séparément, mais ce communiqué ne sera pas déposé au Parlement ni annexé au rapport.

La présidente: Quelqu'un a-t-il une question à poser à l'attachée de recherche au sujet de la marche à suivre?

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Compte tenu du type de documents qu'on étudiera ici, je suppose qu'il s'agira d'un rapport très bref. Je dirais qu'il ne devrait pas comporter plus de deux ou trois pages.

Ms Young: I took one of the issues and turned it into two relatively short paragraphs.

Mr. Bryden: So you're looking at about 20 paragraphs.

Ms Young: Depending on the number of issues you finally focus on. You could say that some of the issues aren't worth the candle at this point. They might be less valid concerns. You might decide to limit it to eight.

I'm not saying they could all be done in two paragraphs, but because we're not talking about an in-depth study where we're referring to witnesses and to testimony, I think it could be fairly short.

Mr. Bryden: Basically, it's just our recommendations put into nice language.

The Chairman: Are there any other questions on the report process?

Mr. Hanger: I assume the statements that have been presented already are going to be up for discussion today. Is that correct?

The Chairman: The researcher has -

Mr. Hanger: Are you saying the process is still open for other submissions?

The Chairman: I think we all agreed that we would provide in writing by Friday—

Mr. Hanger: I'm just going by what you're-

The Chairman: It is open for discussion today. We will discuss the issues because our researcher has told us we need some discussion to assist her.

Mr. Hanger: I'm just going by what the researcher says. So we identify the issues, discuss the issues, a draft is prepared, it's redrafted after it's sent back to the particular member or members, it is brought before the committee again, we finalize the report and it is presented in the House if all agree.

Is that the outline?

Ms Young: Yes, except the draft doesn't go back to an individual member. The draft is the committee's, no matter where the issue comes from. It could come from me. It could come from any member.

So once it's an idea that is up for first discussion, consideration and then drafting, it's the committee's.

Mr. Hanger: So the stage we're at right now is past identifying the issues?

The Chairman: Yes, I think that's what we agreed to as a group—that we would provide them in writing by Friday.

Mr. Hanger: I think our committee would be much further ahead if this had been presented two weeks ago. I don't think it was clear what this process really—

The Chairman: Mr. Hanger, we can use this time to discuss them. After we get clarification on the process, we'll move to the first issue. Is that your interest?

[Traduction]

Mme Young: J'ai pris une des questions et, partant de là, j'ai rédigé deux paragraphes assez courts.

M. Bryden: Il devrait y avoir alors une vingtaine de paragraphes.

Mme Young: Selon le nombre de questions sur lesquelles on s'arrêtera. On pourrait dire que certaines ne méritent pas d'être examinées pour l'instant. Il pourrait s'agir de questions qui sont moins pertinentes. Vous pourriez décider de vous en tenir à huit.

Je ne dis pas que l'on pourrait s'en tenir à deux paragraphes dans tous les cas, mais comme il n'est pas question d'une étude approfondie qui fait appel à des témoins et à des comparutions, je pense que ce pourrait être assez court.

M. Bryden: Au fond, il s'agit tout simplement de présenter joliment nos recommandations.

La présidente: Avez-vous d'autres questions au sujet de la rédaction du rapport?

M. Hanger: Je suppose que les déclarations qui ont déjà été faites seront débattues aujourd'hui, n'est-ce pas?

La présidente: L'attachée de recherche a...

M. Hanger: Êtes—vous en train de dire qu'il est encore temps de présenter d'autres mémoires?

La présidente: Je pense que nous nous étions tous entendus pour dire que nous remettrions par écrit d'ici à vendredi. . .

M. Hanger: Je ne fais que ce que vous. . .

La présidente: On peut en discuter aujourd'hui. Nous allons discuter de ces questions parce que l'attachée de recherche a dit que nous devions en discuter pour l'aider à faire son travail.

M. Hanger: Je ne fais que ce que l'attachée de recherche dit. Donc, nous cernons les questions, nous en discutons, une ébauche est rédigée, elle est corrigée après avoir été renvoyée aux différents membres du comité, elle est à nouveau soumise à l'attention du comité, nous mettons la dernière main au rapport, et il est déposé à la Chambre si nous sommes tous d'accord.

Est-ce la marche à suivre?

Mme Young: Oui, sauf que l'ébauche n'est pas renvoyée à chacun des membres. L'ébauche appartient au comité, peu importe qui a soulevé la question. Elle pourrait être soulevée par moi. Elle pourrait être soulevée par un membre du comité.

Ainsi donc, une fois qu'une idée est soulevée pour être discutée la première fois, pour qu'on l'examine puis pour qu'on rédige une ébauche, cette ébauche est celle du comité.

M. Hanger: Nous en sommes donc maintenant à l'étape qui suit la définition des questions?

La présidente: Oui, je pense que c'est ce que nous avons convenu en tant que groupe—que nous les fournirions par écrit d'ici à vendredi.

M. Hanger: Je pense qu'il aurait valu beaucoup mieux pour le comité que cela soit présenté il y a deux semaines. Je pense qu'on ne comprenait pas très bien en quoi consistait vraiment cette marche à suivre. . .

La présidente: Monsieur Hanger, nous pouvons en profiter pour en discuter. Une fois que la marche à suivre sera bien claire, nous aborderons l'examen de la première question. Cela vous convientil?

Mr. Hanger: I understand where we're at now.

Mr. Bryden: I have a suggestion. If Mr. Hanger has some suggestions that haven't been detailed, he can present them in this discussion. Then they'll be on the record.

The Chairman: Are there any other questions for the researcher in terms of the process of reporting on this issue?

Ms Young, would you suggest that we proceed by introducing one of the issues, and have a general discussion around the issue? Will you let us know when you feel you have enough direction?

Ms Young: Sure, or you may find other points. I would suggest that you try to identify and take each of these submissions in turn, go through them and try to look for things that you can agree on. Try to express it in terms of concerns. A lot of concerns are shared by members. I think you already are halfway there.

• 1155

The Chairman: Having heard that, everyone, you are ready to choose. I'll go to Mr. Bryden first.

Mr. Bryden, the researcher has suggested to us that we are best to choose one upon which there is relative agreement in terms of an issue. Would you identify one for us? We'll do a general discussion around that.

Mr. Bryden: I'm so terribly biased.

The Chairman: That's okay. We can start with yours first.

An hon member: Was that a joke or is it reality?

Mr. Bryden: Let me try it this way. In my propositions I made the proposal that "The Department should pursue opportunities to implement the 'safe third country' provisions of the 1988 refugee reform legislation." I believe this proposal was of some interest to Mr. Hanger. If that's the case, perhaps it's a proposal that might have general interest or general consensus.

The Chairman: Members, do you all see this?

Mr. Bryden: It's the fifth item in my proposals.

The Chairman: Mr. Bryden, perhaps you could explain for us its relationship to the estimates.

Mr. Bryden: Simply, we have a loophole here allowing refugee claimants to come in particularly from the United States. This is a loophole where there appears to be a policy pending that can plug it. If this policy is implemented, it could have very substantial impact upon costs.

Mr. Hanger: I certainly support Mr. Bryden's presentation to have a thorough examination of that agreement between Canada and the United States, which is halfway through its process. It requires signatures on the part of both countries. If we're looking at even 1,000 refugees who have come through or across the border, and an estimated \$30,000 to \$50,000 per refugee in processing costs, I think it's a substantial saving we should really pay close attention to.

[Translation]

M. Hanger: Je sais où nous en sommes maintenant.

M. Bryden: J'ai une suggestion à faire. Si M. Hanger a des suggestions à faire qui n'ont pas été précisées, il peut les soumettre au cours de cette discussion. Elles seront ainsi inscrites au compte rendu.

La présidente: Voulez-vous poser d'autres questions à l'attachée de recherche au sujet de la marche à suivre pour rédiger un rapport sur cette question?

Madame Young, proposeriez-vous que nous soumettions une des questions, et que nous ayons là-dessus une discussion d'ordre général? Voulez-vous nous faire signe quand vous estimerez avoir une bonne idée de l'orientation à prendre?

Mme Young: Certainement, ou vous pouvez aborder d'autres points. Je vous suggérerais d'essayer de reprendre chacun de ces textes pour voir s'il y a certains éléments que vous jugez acceptables. Essayez d'exprimer cela comme des préoccupations. Il y en a beaucoup que partagent les députés. J'ai l'impression que vous êtes déjà à mi-chemin.

La présidente: Cela dit, tout le monde est prêt à choisir. Je commence par M. Bryden.

Monsieur Bryden, notre attachée de recherche nous suggère de choisir un sujet sur lequel il n'y a pas réellement de désaccord. Pourriez-vous nous en citer un? Nous pourrons alors ensuite en discuter.

M. Bryden: Je manque tellement d'impartialité.

La présidente: Ce n'est pas grave. Nous pouvons commencer par vous.

Une voix: Est-ce une plaisanterie, ou est-ce vrai?

M. Bryden: J'essaie. J'ai notamment proposé que «le ministère devrait saisir toutes les occasions d'appliquer les dispositions relatives au «tiers pays sûr» de la loi de 1988 sur la réforme en matière de statut de réfugié.» Je crois que cette proposition intéressait M. Hanger. Si tel est le cas, peut-être pourrait-elle en intéresser d'autres et pourrait-on se mettre d'accord.

La présidente: Chers collègues, vous voyez tous où cela se trouve?

M. Bryden: C'est le cinquième point dans mes propositions.

La présidente: Monsieur Bryden, peut-être pourriez-vous nous expliquer le rapport que cela a avec les prévisions budgétaires.

M. Bryden: C'est simplement qu'il y a là une échappatoire qui permet aux demandeurs d'asile d'entrer au Canada en passant par les États-Unis. Il semble qu'il y ait là une possibilité de remédier à la situation. Si une telle politique était mise en oeuvre, cela pourrait avoir des répercussions très importantes sur les coûts.

M. Hanger: Je suis tout à fait favorable à la proposition de M. Bryden visant un examen approfondi de cette entente entre le Canada et les États-Unis qui est arrivée à mi-chemin. Il reste aux deux pays à la signer. Si cela représente ne serait-ce que 1 000 réfugiés qui traversent ainsi la frontière et que l'on considère que les frais administratifs liés à chaque réfugié s'élèvent à 30 000\$ ou 50 000\$, j'estime que cela peut représenter une économie importante qui mérite d'être examinée.

Mr. McClelland: I think Mr. Bryden's fifth comment has some connection to Mrs. Hayes' second comment, on behalf of which I am Bryden se rapproche du deuxième commentaire de Mme Hayes, que here. So I would certainly concur with that.

Mr. Assadourian (Don Valley North): I want to ask my question to John.

What would happen if a person came through the United States to Canada? What would happen to that person? Would they be sent back to the States or to the original country? What would be the procedure?

Mr. Bryden: As I understand it, what they are looking at is to require the third party country to take some responsibility for this claimant. Remember, all we're proposing here is that this be examined and acted upon and try to fulfil what they are trying to do.

If I understand it-Mr. Hanger can correct me if I'm wrong—what you have is a problem where people are coming into the United States and using their presence in the United States as an opportunity to enter Canada as a final destination.

Mr. Assadourian: If you deny them entry, what will happen to that person?

Mr. Bryden: They would go back to the United States.

Mr. Assadourian: Not where they came from.

Mr. Bryden: No. Is that not correct, Mr. Hanger?

Mr. Hanger: That's correct. It would be declared what they call a safe third country. Last year 7,350 individuals came up through the United States into Canada to claim refugee status here.

The agreement would be such that those who would come into Canada and want to go down to the States would have restriction placed against them also. In other words, we would agree as two countries to prevent this flow going both ways.

Mr. Assadourian: The United States is not receiving them as refugees. Why do we have to receive them?

Mr. Hanger: They do. It would work the same way on the other side of the border.

Mr. Assadourian: After being a refugee in the States, why do they want to come here?

The Chairman: They're coming right through. They use the U.S. as a stopping-off point.

• 1200

Mr. Knutson: On Mr. Assadourian's point as to why they come here, I'll just explain an historical example. Approximately ten years ago, when there were death squads in El Salvador, Canada had a fairly generous position and we said we would not deport anyone to El Salvador. The Americans did not take that position and they summarily punted people back to El Salvador, where they were then killed.

To say to an El Salvadoran who arrives at our border that, based on the fact that he came through Buffalo, Detroit, or some other place, or went underground, and thus spent some time in the United States, we're going to send him back to the United States knowing the Americans will kick him back to El Salvador. . . That would be the implications of what this would do.

[Traduction]

M. McClelland: Je dirais que le cinquième commentaire de M. je suis censé représenter ici. Je serais donc tout à fait d'accord.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): J'aimerais poser ma question à John.

Qu'arriverait-il si quelqu'un passait par les États-Unis pour arriver au Canada? Qu'arriverait-il à cette personne? Serait-elle renvoyée aux États-Unis ou dans son pays d'origine? Comment cela marcherait-il?

M. Bryden: Si je comprends bien, ce que l'on envisage, c'est de demander au pays tiers d'assumer une part de la responsabilité de ce demandeur. Rappelez-vous que tout ce que nous proposons ici, c'est que la question soit examinée et que l'on fasse quelque chose pour essayer de parvenir à l'objectif poursuivi.

Si je comprends bien, et M. Hanger pourra me corriger si je me, trompe, le problème, c'est que des gens viennent aux États-Unis et, une fois aux États-Unis, en profitent pour entrer au Canada et considérer que c'est leur destination finale.

M. Assadourian: Si vous leur refusez d'entrer, que leur arrivera-t-il?

M. Bryden: Ils retourneraient aux États-Unis.

M. Assadourian: Et non pas dans leur pays d'origine.

M. Bryden: Non. Est-ce bien cela, monsieur Hanger?

M. Hanger: C'est exact. C'est ce que l'on appelle un tiers pays sûr. L'année dernière, 7 350 personnes sont entrées au Canada en passant par les États-Unis pour nous demander ici le statut de

En vertu d'une telle entente, ceux qui viendraient au Canada et voudraient aller aux États-Unis ne pourraient pas le faire non plus. Autrement dit, les deux pays conviendraient d'empêcher ce mouvement dans les deux sens.

M. Assadourian: Les États-Unis ne les reçoivent pas en tant que réfugiés. Pourquoi devrions-nous le faire?

M. Hanger: Si. Cela marcherait dans les deux sens.

M. Assadourian: Lorsqu'ils sont réfugiés aux États-Unis, pourquoi voudraient-ils venir ici?

La présidente: Ils viennent directement. Les États-Unis ne sont pour eux qu'une escale.

M. Knutson: M. Assadourian demande pourquoi ils viennent ici. Je vous donne un exemple historique. Il y a environ 10 ans, tandis qu'il y avait au Salvador des escadrons de la mort, le Canada se montrait assez généreux et avait déclaré que nous ne renverrions personne au Salvador. Les Américains n'en ont pas fait autant et renvoyaient tout simplement les gens au Salvador, où ils se faisaient

Aller dire à un Salvadorien qui arrive à notre frontière que, étant donné qu'il est passé par Buffalo, Detroit ou ailleurs ou qu'il s'est caché et qu'il a ainsi passé quelque temps aux États-Unis, nous allons le renvoyer aux États-Unis, sachant que les Américains le renverront au Salvador... C'est un peu le résultat que cela donnerait.

The point I'm coming to is—and this is a highly contentious issue—that I can't see us working through a report while we're trying to deal with citizenship. If we're going to pick something, let's pick something that's a little less contentious and easier to deal with.

Ms Clancy: I have a point of order, Madam Chair, on this discussion. My understanding is that a report on future estimates would be done line by line. In other words, we would say that the government should spend in one area and shouldn't spend in another, that it should cut one thing, cut another, add one thing, and add another. That's the kind of thing a report on future estimates is supposed to be, not what is ostensibly a full–fledged policy discussion, which is not within the purview of this committee under this particular section.

The Chairman: I certainly agree, Miss Clancy, that we do have and can have the authority to make recommendations in terms of cuts. But what I see here is an issue with which costs are associated. There needs to be some understanding of what those costs are because the costs will also assist with policy.

Ms Clancy: There is possibly, Madam Chairman, another avenue within this committee by which to do this, at a later date. But under the rule for a report on future estimates, this is neither the appropriate manner nor the accurate manner in which to do so.

Mr. Hanger: When is?

Ms Clancy: Well, later on. You've got four years, Art. They're not going to defeat you for four years.

The Chairman: Order, please.

Mr. Hanger: We're not talking about defeat, we're talking about dealing with the issues.

The Chairman: Members of the committee, this is a direction that was agreed to by this committee. If there's a desire to change this direction then there will need to be a motion.

Mr. Bryden: I am content to carry on as we're doing because I think it is important to make recommendations for future estimates. I just wanted to address Mr. Knutson's point.

With regard to this proposal that I've put, it is a proposal to go ahead or fulfil an action that is already in the process. I'm sure that when the United States and Canada come to an agreement, were they to do so, they will provide for the type of thing you're concerned about. This proposal is just to recommend that they carry on with the process. If you don't agree, then we would—

The Chairman: Those who wish to speak specifically to the issue that's been brought to the committee by Mr. Bryden and who haven't spoken yet...

Mr. Assad (Gatineau—La Lièvre): I just wanted to respond to what Mr. Knutson had brought up and the response Mr. Bryden gave.

I find it very hard to accept, if there was this kind of modification, how we could justify cutting expenses or making a recommendation whereby we put people's lives in danger.

[Translation]

Ce que je veux dire, et la question est très contestée, c'est que je ne vois pas comment nous pourrions préparer un rapport tout en essayant de nous occuper de la question de la citoyeneté. Si nous devons choisir un sujet, essayons de trouver quelque chose qui est moins contesté et plus facile à traiter.

Mme Clancy: Madame la présidente, j'aimerais faire un rappel au Règlement. Je crois qu'un rapport sur les prévisions budgétaires futures devrait se faire poste par poste. Autrement dit, nous dirions que le gouvernement devrait dépenser dans un secteur et non pas dans l'autre, qu'il devrait supprimer ceci ou cela et ajouter ceci ou cela. C'est le genre de choses que l'on peut faire dans un rapport sur des prévisions budgétaires futures qui ne doit pas évidemment être une discussion approfondie sur un sujet quelconque, car ce n'est pas ce qui est demandé au comité.

La présidente: Je conviens certainement, madame, que nous pouvons faire certaines recommandations visant à diminuer tel ou tel poste budgétaire. Mais il y a là une question qui peut avoir des répercussions sur les coûts du ministère. Il faut comprendre ce que sont ces coûts parce que c'est également important dans la définition de la politique.

Mme Clancy: Madame la présidente, il est possible que le comité envisage cette question ultérieurement d'une autre façon. Mais pour ce qui est du rapport sur les prévisions budgétaires futures, ce n'est pas du tout la façon de procéder.

M. Hanger: Alors quand le fait-on?

Mme Clancy: Ma foi, plus tard. Vous avez quatre ans, Art. Vous avez quatre ans avant les prochaines élections.

La présidente: Silence, s'il vous plaît.

M. Hanger: Il ne s'agit pas là d'élections, mais de traiter de ces questions.

La présidente: Chers collègues, c'est une voie qu'a choisie le comité. Si l'on désire la changer, il faudra que quelqu'un propose une motion.

M. Bryden: Je serais tout à fait disposé à poursuivre comme nous avons commencé, car j'estime qu'il est important de faire des recommandations en vue de budgets futurs. Je voulais simplement répondre à ce que disait M. Knutson.

Quant à la proposition que j'ai faite, c'est simplement de poursuivre ou de mener à bien quelque chose qui est déjà commencé. Je suis sûr que lorsque les États-Unis et le Canada signeront une entente, s'ils doivent le faire, le genre de chose qui vous préoccupe sera prise en considération. Ma proposition consiste simplement à recommander que les deux pays concluent cette entente. Si vous n'êtes pas d'accord,...

La présidente: J'inviterais ceux qui souhaitent faire des commentaires sur la question précise soulevée par M. Bryden et qui ne l'ont pas encore fait à. . .

M. Assad (Gatineau—La Lièvre): Je voulais simplement répondre à ce que M. Knutson a dit et à ce que M. Bryden lui a répondu.

J'ai beaucoup de mal à voir comment, si l'on apporte une telle modification, nous pourrions justifier de réduire les dépenses ou recommander de mettre la vie de ces gens-là en danger.

M. Nunez: J'ai lu la proposition de M. Bryden. Je la trouve intéressante pour discuter de la politique de l'immigration, mais je ne trouve pas qu'elle est très pertinente ici, où on doit faire des recommandations concernant le Budget des dépenses pour les années à venir. Je pense que ce document n'a pas tellement sa place ici, mais que ce serait un document utile pour discuter des politiques d'immigration.

Par exemple, il se questionne sur la définition de «réfugié». Ce n'est pas dans un rapport sur les dépenses que l'on va clarifier cette question. La Convention internationale à Genève définit le terme «réfugié», et il y a beaucoup de jurisprudence ici et au niveau international. On ne peut pas entrer dans des définitions qui sont surtout d'ordre juridique.

• 1205

Ensuite, expulser tout de suite un réfugié pourrait aller à l'encontre de la Convention de Genève. La Convention de Genève assure à tout réfugié au moins une audition pour qu'on entende son cas, pour qu'il explique sa situation et pour que quelqu'un prenne une décision. On ne peut pas expulser quelqu'un tout de suite sans l'avoir entendu. Il y a ici plusieurs affirmations, mais je ne pense pas qu'il y ait de recommandations dans un rapport de dépenses concernant l'immigration.

On pourrait garder ce document pour plus tard. Je ne pourrai pas voter en faveur de ce document aujourd'hui.

The Chairman: Mr. Bryden, are you ready to wrap it up?

Mr. Bryden: Yes, I would like to. Clearly from the very good comments made here there are serious concerns about this and there is not consensus, so I withdraw my suggestion.

The Chairman: Thank you.

Mr. Bryden: I think that is the process we should be going through here. I presented it and I thought it was a great idea. Obviously there are serious reservations and I don't think we need to prolong the debate

The Chairman: Mr. Bryden, I appreciate it because I think that's in essence what we're doing here.

Mr. Bryden: No consensus, no go.

The Chairman: You were free to bring it forward but there is no consensus. You're also free to withdraw.

Are there any others there seem to be consensus around, as our researcher has said?

Mr. Assadourian: I think you will find more consensus to my proposal.

The Chairman: This relates of course to the future estimates.

Mr. Assadourian: Okay, I pass.

Mr. Bryden: How about the link program?

The Chairman: Members of the committee, if you will allow me, I'd like to present one as well.

[Traduction]

Mr. Nunez: I have read Mr. Bryden's proposal. I think it is interesting in the context of the immigration policy, but I do not think that it is really relevant here when we are to make recommendations on future estimates. I do not think this proposal is appropriate here, but it would be useful when we discuss immigration policy.

For instance, he questions the definition of "refugee". It is not in a report on estimates that we can clarify the matter. The Geneva International Convention has a definition for "refugee", and there's a lot of precedents here and at the international level. We cannot start looking at legal definitions.

Then, if we were to deport a refugee right away, we could be violating the Geneva Convention. This convention provides that a refugee can at least have one hearing to explain his or her situation before somebody makes a decision. We cannot deport someone without any hearing. Several statements have been made, but I do not think that there is any recommendation to this effect in a report on estimates dealing with immigration.

We could keep these proposals for a later date. I could not vote for such a proposal today.

La présidente: Monsieur Bryden, êtes-vous prêt à conclure?

M. Bryden: Certainement. Il est évident d'après ce que l'on vient d'entendre que c'est une question qui est assez préoccupante et que nous ne sommes pas d'accord, si bien que je suis prêt à retirer ma suggestion.

La présidente: Merci.

M. Bryden: Je pense que c'est la façon dont il nous faut procéder. J'ai présenté cette idée en pensant qu'elle était très bonne. Il est évident que certains ont de sérieuses réserves à ce sujet, et je ne pense pas qu'il faille prolonger le débat.

La présidente: Monsieur Bryden, je vous remercie, car je crois que c'est essentiellement la façon dont nous avions convenu d'agir.

M. Bryden: Pas de consensus, on laisse tomber.

La présidente: Vous étiez libre de proposer cela, mais le comité ne s'est pas mis d'accord. Vous êtes également libre de retirer votre suggestion.

Y aurait-il d'autres suggestions sur lesquelles on pourrait se mettre d'accord, comme l'a demandé notre attachée de recherche?

M. Assadourian: Je pense que vous constaterez que ma proposition a plus de chances de réunir un consensus.

La présidente: Il s'agit évidemment des prévisions budgétaires futures.

M. Assadourian: C'est vrai; je passe.

M. Bryden: Et le programme CLIC?

La présidente: Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, chers collègues, j'aimerais également faire une suggestion.

Mr. Bryden, would you take the chair? I always say it is appropriate.

Mr. Bryden: Oh, yes, okay.

The Chairman: You can stay where you are.

Mr. Bryden: Are you sure I won't mess it up?

The Chairman: It's just while I speak there should be somebody else in the chair.

Mr. Assadourian: It's only temporary, John.

The Acting Chairman (Mr. Bryden): I'm just lucky for the opportunity.

Yes, Madam Bethel, would you like to speak at this time?

Some hon, members: Oh, oh.

Ms Bethel (Edmonton East): Thank you.

Members of the committee, as we worked through our estimates I think one thing became quite clear to us, and that was the one on medical inadmissibility. I've listed it here as number three. In terms of its relationship to the estimates it's really clear. If we do not have a very clear picture, good, clear criteria and a definition of what excessive costs to the medical system are then it makes it very difficult to determine, I think, which diseases to include. It's been raised publicly. There is a concern among Canadians about the costs to health care when we admit those who are not well, either with communicable diseases or fatal diseases in the final analysis.

What I would like to see us do and what I'm offering for your consideration is to ask the department for a report on the use of the new criteria to measure excessive demand. This is so we can have a good, clear picture that there are criteria in place and they are being applied to protect the Canadian public.

It's my suggestion we ask this be done in conjunction with perhaps the health department and they review the types of diseases to be included in routine testing. That might be of interest to this committee as it relates to the estimates. I think it would be of real interest to Canadians, who are clearly concerned about excessive costs to medical through immigrants. The department is working on some of these exact things, and I think for us to ask for a report for future estimates would be of value.

• 1210

Ms Clancy: With the greatest of respect, I have the same question.

I think it is a worthy idea that should be dealt with, but I don't see the connection with the report on future estimates. As I understand the rules, it is line by line, spend money on this, don't spend money on that. If that is what it is, perhaps it is not drafted in the right way.

The Acting Chairman (Mr. Bryden): As I understand it from a discussion at the last meeting, we did set the parameters of what we are doing here.

[Translation]

Monsieur Bryden, voulez-vous prendre la présidence? Je pense que c'est mieux.

M. Bryden: Certainement.

La présidente: Vous pouvez rester où vous êtes.

M. Bryden: Êtes-vous sûre que je ne vais pas faire des bêtises?

La présidente: C'est simplement que je préfère qu'il y ait quelqu'un d'autre pour présider lorsque je prends ainsi la parole.

M. Assadourian: Ce n'est que temporaire, John.

Le président suppléant (M. Bryden): C'est la chance qui passe.

Oui, madame Bethel, voulez-vous prendre la parole?

Des voix: Oh, oh.

Mme Bethel (Edmonton-Est): Merci.

Chers collègues, pendant que nous étudiions les prévisions budgétaires, il y a une chose qui nous est, je crois, apparue très clairement, à savoir la question de la non-admissibilité pour des motifs médicaux. Je l'ai inscrite ici au numéro trois. Il est évident qu'il y a là une relation avec les prévisions budgétaires. Si nous n'avons pas des critères précis et une définition de ce que représentent des coûts excessifs pour notre régime médical, il me semble qu'il est très difficile de savoir quelles maladies doivent ou non être incluses dans les examens de routine. On en a déjà parlé publiquement. Les Canadiens s'inquiètent du fardeau financier que représente l'admission de personnes qui ne sont pas bien, qui souffrent soit de maladies contagieuses, soit de maladies mortelles.

Ce que j'aimerais que nous fassions et ce que je vous suggérerais, c'est que nous demandions au ministère de nous présenter un rapport sur l'utilisation des nouveaux critères servant à évaluer les frais excessifs, de façon que nous ayons une idée claire et nette des critères existants et que nous soyons assurés que ceux—ci sont bien appliqués pour protéger la population canadienne.

Je suggère donc que nous demandions que cela se fasse peut-être en collaboration avec le ministère de la Santé et que l'on examine les types de maladies à inclure dans les examens de routine. Cela pourrait en effet intéresser le comité, car il y a un rapport évident avec les prévisions budgétaires. Cela intéresserait beaucoup les Canadiens, qui se préoccupent évidemment des frais médicaux excessifs dus à l'immigration. Le ministère se penche justement sur certaines de ces choses, et je crois qu'il serait utile de demander un rapport sur les prévisions budgétaires futures.

Mme Clancy: En fait, je veux poser la même question.

Je crois que c'est une idée valable, sur laquelle il faudrait se pencher, mais je ne vois aucun lien entre cela et le rapport sur les budgets à venir. Si j'ai bien compris la façon dont on fonctionne, il s'agit d'un examen poste par poste: dépensons de l'argent pour ceci, n'en dépensons pas pour cela. Si c'est la façon dont on procède, ce n'est peut-être pas la meilleure façon.

Le président suppléant (M. Bryden): Si j'ai bien compris ce qu'on a dit lors d'une discussion que nous avons eue à la dernière réunion, nous avons établi les paramètres de nos travaux.

Ms Clancy: There is a rule too—the rule on future estimates.

Mr. Hanger: I would like to see the rule.

Ms Clancy: You have it in your Standing Orders.

The Acting Chairman (Mr. Bryden): I thought we covered this, but I do take your point. Would anyone else like to speak to this item?

Mr. Knutson: My understanding of the AIDS-HIV testing issue is that for us to declare people inadmissible because they have HIV—the Department of Health will have to direct the Department of Immigration that there is a public health concern. The immigration formula of excessive demand is just based on objective criteria, and the fact that they are not looking at the contagious issue—they are saying it is because they don't have directions from the Department of Health.

I think this opens up a lengthy, detailed and complex can of worms will prevent us from achieving our main workplan, which was to work on citizenship.

The Acting Chairman (Mr. Bryden): May I make a point here?

Mr. Assadourian: Who is chairing now? You?

The Acting Chairman (Mr. Bryden): Yes, me.

Ms Bethel: I will take the chair back, as I am not speaking for or against. That is usually how it is done.

The Acting Chairman (Mr. Bryden): Thank you.

The Chairman: Mr. Assadourian and then Mr. Nunez.

Mr. Assadourian: In item three you mentioned medical inadmissibility. I assume you are talking only about immigrants, right?

The Chairman: Yes.

Mr. Assadourian: How about visitors? Are you going to deny them visitors visas?

The Chairman: What we need is some information and facts provided by the department and our researcher.

Mr. Assadourian: For example, I understand there will be an AIDS conference in Vancouver in 1995. Some of the participants will be AIDS victims, because they are speaking about their own experience. Are you going to deny them visas to come here?

Ms Young: I don't want to pre-empt the debate, but maybe I could help focus it a little bit. I thought this was one of the areas where there might be some consensus, and let me tell you why.

Mr. Knutson, we are not talking about danger to public health in the terms of infectious or dangerous diseases. You may disagree with that characterization as individuals, but the debate turns on the excessive demand part of the medical inadmissibility, so we are talking about excessive demand. [Traduction]

Mme Clancy: Il y a également un règlement—un règlement qui porte sur les prévisions budgétaires futures.

M. Hanger: J'aimerais voir ce règlement.

Mme Clancy: Il figure dans le Règlement de la Chambre.

Le président suppléant (M. Bryden): Je pensais que nous avions déjà réglé la question, mais je comprends ce que vous voulez dire. Quelqu'un veut-il ajouter quelque chose?

M. Knutson: J'ai cru comprendre qu'en ce qui a trait à la question du dépistage du SIDA-VIH, c'est que déclarer non admissibles ceux qui sont séropositifs... le ministère de la Santé devra signifier au ministère de l'Immigration qu'il s'agit là d'une question de sécurité publique. La formule en matière d'immigration à l'égard de la demande excessive est simplement fondée sur des critères objectifs, et le fait qu'ils n'étudient pas la question de la contagion...ils disent que c'est parce qu'ils n'ont pas reçu de directives du ministère de la Santé.

Je crois qu'il s'agit là d'un beau guêpier, qui nous empêchera de réaliser notre plan de travail principal, qui était d'étudier la question de la citoyenneté.

Le président suppléant (M. Bryden): Puis-je dire quelques mots?

M. Assadourian: Qui est le président? Vous?

Le président suppléant (M. Bryden): Oui, c'est moi.

Mme Bethel: Je reprendrai le fauteuil, puisque je n'ai pas de commentaires à faire pour ou contre la question. C'est habituellement ainsi que l'on procède.

Le président suppléant (M. Bryden): Merci.

La présidente: M. Assadourian, puis M. Nunez.

M. Assadourian: À la question numéro 3 vous avez mentionné la non-admissibilité pour des motifs médicaux. Je suppose que l'on parle exclusivement des immigrants, non?

La présidente: Oui.

M. Assadourian: Et les visiteurs? Refuserez-vous de leur accorder des visas?

La présidente: Nous devons obtenir des renseignements et des données du ministère et de notre recherchiste.

M. Assadourian: Par exemple, j'ai cru comprendre qu'il y aura à Vancouver en 1995 une conférence sur le sida. Certains des participants auront le sida, et viendront parler de leur propre expérience. Refuserez-vous de leur accorder des visas?

Mme Young: Je ne veux pas anticiper le débat, mais peut-être pourrais-je vous aider à mieux cerner la question. Je croyais qu'il s'agissait d'un des secteurs où il pourrait y avoir un consensus, et je vais vous dire pourquoi.

Monsieur Knutson, nous ne parlons pas du danger pour la santé publique que représentent les maladies dangereuses ou infectieuses. Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec cette interprétation, mais le débat porte sur une demande excessive à l'égard de la non-admissibilité pour des raisons médicales; nous parlons donc d'une demande excessive.

The reason we are talking about it now is that there are draft regulations in development. They were prepublished last August, and they are being finalized or developed or whatever as we speak.

It is the interpretation of the department that the excessive demand being defined in those regulations would not exclude "early HIV carriers". When I try to think how you could deal with that, the most basic question is whether you agree that whatever definition is put into the law, it should exclude early HIV-positive individuals or not.

Maybe I've misread the feelings, and I can see Ms Clancy has a question-

Ms Clancy: Perhaps the researcher can enlighten us as to how this relates to estimates. How does it relate to estimates under the rules?

[Translation]

La raison pour laquelle nous en parlons maintenant, c'est que l'on procède actuellement à la rédaction d'un règlement. Il a été prépublié en août dernier, et il est actuellement à l'étape de la rédaction définitive.

Le ministère pense-t-il que la définition de demande excessive donnée dans ce règlement n'exclurait pas les personnes «séropositives»? Quand j'essaie de voir comment vous pourriez envisager le problème, la question la plus fondamentale qui se pose, c'est de savoir si vous êtes d'accord pour dire que, quelle que soit la définition incluse dans la loi, celle-ci devrait ou non exclure les personnes séropositives.

J'ai peut-être mal interprété les sentiments du groupe, et je vois que Mme Clancy a une question. . .

Mme Clancy: Peut-être l'attachée de recherche pourrait-elle nous dire dans quelle mesure il existe un lien entre cette question et les prévisions budgétaires. Dans quelle mesure y a-t-il un lien entre cela et les dispositions du règlement qui portent sur les prévisions budgétaires?

• 1215

Ms Young: Committees can throw out that rule if they want to. Committees can report on anything under their mandate at any time they want.

Ms Clancy: Yes, but the point is-

Ms Young: They can aver to the rule, or not.

Ms Clancy: Excuse me, Madam Researcher, but we are discussing a report on future estimates, are we not?

The Chairman: Ms Clancy, would you please allow the researcher to answer your question?

Ms Young: The estimates do contain a reference to medical inadmissibility rules. It came up at least three times in the course of our estimates discussion.

My quotation of early HIV comes from one of those meetings. It doesn't deal with a line in the estimates.

Ms Clancy: Exactly.

Ms Young: So you're absolutely right. But everything under the They do mention it in the estimates.

That's not to take the place. . . The committee can decide whatever approach it wants. I'm saying the estimates do mention it. It's under policy.

Ms Clancy: Madam Chair, I appeal to you.

The Chairman: Is it a point of order, Ms Clancy?

Ms Clancy: I'm appealing to you to tell me. I came here under the impression that we were talking about a report on future estimates. Now the researcher brings up a point and says it doesn't have to do with future estimates. We can throw it out. I thought we were talking about a report on future estimates.

I would ask for a clarification from you, Madam Chair. Are we talking about a report on future estimates or are we throwing out the rule and doing a report on something else?

Mme Young: Les comités peuvent ne pas tenir compte de ce règlement s'ils le désirent. Ils peuvent faire rapport sur toute question entrant dans le cadre de leur mandat à tout moment.

Mme Clancy: Oui, mais. . .

Mme Young: Ils peuvent appliquer le règlement ou pas.

Mme Clancy: Excusez-moi, madame l'attachée de recherche, mais nous discutons d'un rapport sur les budgets futurs, non?

La présidente: Madame Clancy, pouvez-vous laisser l'attachée de recherche répondre à votre question?

Mme Young: Le budget fait allusion aux règles de la non-admissibilité pour des raisons médicales. C'est sorti au moins à trois reprises au cours de nos discussions sur le budget.

Ma citation sur le VIH précoce vient de l'une de ces réunions. Il ne s'agit pas d'un poste du budget.

Mme Clancy: Exactement.

Mme Young: Donc, vous avez tout à fait raison. Mais tout ce qui immigration department is under the purview of this committee. touche le ministère de l'Immigration peut être examiné par ce comité. C'est indiqué dans le budget.

> Cela ne vise pas à remplacer... Le comité peut décider de l'approche qu'il veut adopter. Je dis que c'est mentionné dans le budget, sous la rubrique «politique».

Mme Clancy: Madame la présidente, j'en appelle à vous.

La présidente: Est-ce un rappel au Règlement, madame Clancy?

Mme Clancy: J'en appelle à vous pour avoir une réponse. Je suis venue en pensant que nous discutions d'un rapport sur les budgets futurs. Maintenant, l'attachée de recherche soulève une question en disant que c'est sans rapport avec les budgets futurs. Nous pouvons l'oublier. Je croyais que nous discutions d'un rapport sur les budgets

Je voudrais que vous me donniez des éclaircissements, madame la présidente. Parlons-nous d'un rapport sur les budgets futurs, ou étudions-nous un rapport sur autre chose en ne tenant pas compte du règlement?

The Chairman: Ms Clancy, I guess my understanding is much like that of the researchers, that anything that affects the costs and that we can recommend on future savings... Certainly in experiences I've had in the past, working, for instance, on the City of Edmonton's budget, a committee will try to identify areas where we can be helpful in terms of cost savings—

Ms Clancy: The cost savings the clerk is referring to here—

The Chairman: —to the department—

Ms Clancy: —are provincial costs.

The Chairman: —and to Canadians in general.

Ms Clancy: Maybe we can deal with the Constitution while we're at it.

The Chairman: It was my understanding that as we were dealing with these estimates, this is what we were going to attempt to do for the department. We would review the estimates, find areas where we felt there could be cost savings, and provide them with a report they could use and that would be of benefit.

Ms Clancy: Then I have one more question.

The Chairman: I have to add one other thing to this.

Ms Clancy: Since these are provincial costs, how does this affect the budget?

An hon. member: [Inaudible—Editor].

The Chairman: I guess I have one other—

Ms Clancy: Excuse me, am I talking or is he talking?

The Chairman: Actually, it was me.

Ms Clancy: Good.

The Chairman: The other point I wanted to make was that this committee decided as a committee that it would review the estimates.

Ms Clancy: But how does it affect the budget if it's a provincial expense? Health care costs are provincial expenses.

Ms Young: Could I say something?

Ms Clancy: I'm sure you will.

Ms Young: The policy is federal. Second, unless the government throws out established programs financing, federal costs go to the provinces for, among other things, medical costs. Third, there's only one taxpayer. That's perhaps irrelevant. But I think the policy and the established programs financing is the answer.

Mr. Hanger: I think we've been led down the garden path here by Mrs. Clancy—

Ms Clancy: That's Ms, single.

Mr. Hanger: —okay, Ms Clancy—regarding this particular rule.

[Traduction]

La présidente: Je crois, madame Clancy, comme les attachés de recherche, que tout ce qui touche les coûts et toutes les recommandations que nous pouvons présenter pour permettre de faire des économies dans l'avenir... D'après l'expérience que j'ai pu avoir autrefois, par exemple en travaillant au budget de la ville d'Edmonton, un comité essaye de déterminer dans quels secteurs il peut intervenir pour permettre de faire faire des économies...

Mme Clancy: Les économies dont parle la greffière. . .

La présidente: . . . au ministère. . .

Mme Clancy: . . . sont des coûts provinciaux.

La présidente: . . . et aux Canadiens en général.

Mme Clancy: Nous pourrions peut-être aussi parler de la Constitution tant que nous y sommes.

La présidente: J'avais cru comprendre que c'est ce que nous allions essayer de faire pour le ministère dans le cadre de notre étude du budget. Nous devions examiner le budget, voir dans quels domaines il nous paraissait possible de faire des économies, et présenter aux responsables un rapport utile qui leur servirait.

Mme Clancy: Alors, j'ai encore une question.

La présidente: Je dois ajouter autre chose à cela.

Mme Clancy: Puisque ce sont des coûts provinciaux, comment peuvent-ils influer sur le budget?

Une voix: [Inaudible—Éditeur]

La présidente: Je crois que j'ai une autre...

Mme Clancy: Excusez-moi, est-ce moi ou lui qui parle?

La présidente: En fait, c'était moi.

Mme Clancy: Bien.

La présidente: Je voulais ajouter que le comité a décidé d'étudier le budget.

Mme Clancy: Mais comment une dépense provinciale peut-elle influer sur le budget? Les coûts des soins de santé sont des dépenses provinciales.

Mme Young: Pourrais-je dire quelque chose?

Mme Clancy: Je suis sûre que vous allez le faire.

Mme Young: La politique est du ressort fédéral. Deuxièmement, à moins que le gouvernement ne supprime le financement des programmes établis, les crédits fédéraux vont aux provinces, entre autres choses, pour les dépenses médicales. Troisièmement, il n'y a qu'un contribuable. C'est peut-être sans rapport, mais d'après moi la réponse réside dans la politique et le financement des programmes établis.

M. Hanger: Je crois que M^{me} Clancy nous a amenés sur une fausse piste. . .

Mme Clancy: Ce n'est pas madame en anglais, c'est «Ms»; je suis célibataire.

M. Hanger: . . .d'accord, «Ms» Clancy—en ce qui concerne ce règlement.

Ms Clancy: Just call me Mary.

Mr. Hanger: We can throw out this rule. Let's do it. There is not a consensus here in joining forces with Ms Clancy. I believe if this is something that can be debatable, and I appreciate—

The Chairman: Mr. Hanger, I'm going to ask-

Mr. Hanger: —the researcher stating this very clearly, then our committee should look at it.

The Chairman: —that you deal with the issue before us.

Mr. Hanger: I am.

The Chairman: We are discussing estimates. If there is no desire to discuss them, then that has to be brought forward.

On the estimates we have next Mr. Knutson, followed by Mr. Assadourian.

Mr. Knutson: My comments—

M. Nunez: J'ai demandé la parole il y a longtemps, madame. Vous regardez toujours de ce côté-là. Regardez aussi du côté de l'Opposition.

The Chairman: My apologies, Mr. Nunez.

Mr. Knutson: If you like, you can let him speak first.

The Chairman: Thank you very much.

Mr. Nunez is next, followed by Mr. Knutson and Mr. Assadourian.

M. Nunez: Je suis d'accord avec vous, madame la présidente, concernant le point 3. Je pense qu'il y a là une question de coût qui est reliée aux dépenses du gouvernement dans ce domaine. Cependant, cela va probablement augmenter les dépenses. Si, comme certains députés le veulent, on doit tester tous ceux qui entrent au Canada, cela va augmenter énormément le budget. Je ne suis pas d'accord. Jamais je n'accepterai que le visiteur ou le touriste qui vient au Canada soit testé pour le sida, parce que ce serait une règle discriminatoire.

• 1220

Au Canada, il y a beaucoup de sidatiques et il faut avoir beaucoup de compassion envers eux. À Montréal, c'est plein de gens qui vont mourir dans quelques années. On est en train de créer ici toute une paranoïa contre les sidatiques. Je pense qu'on devrait être plus humains dans ce domaine.

Ensuite, je suis d'accord qu'il y ait une discussion, mais le Comité doit participer à cette discussion. Je vois que le ministre prend des décisions et ne nous consulte pas. Il a augmenté les barèmes pour les visas et ainsi de suite, mais nous n'avons eu aucune discussion. Il ne l'a même pas annoncé au Parlement. Il l'a fait par un communiqué de presse. S'il y avait une discussion concernant l'inadmissibilité pour des motifs médicaux sur la base de rapports du ministère de la Santé ou d'autres ministères, j'aimerais qu'elle ait lieu ici afin que nous puissions donner notre avis.

Mr. Knutson: Just to try to bring this into context, the committee can do what it wants, but the committee adopted a work plan. Some people made the argument that we had to deal with issues regarding estimates under the rules, that there was a certain amount of urgency and they had to be reported on by such a date.

[Translation]

Mme Clancy: Vous pouvez m'appeler Mary.

M. Hanger: Nous pouvons ne pas tenir compte de ce règlement. Faisons-le. Il n'y a pas de consensus en faveur de la position de M^{me} Clancy. Si cela peut être débattu, et je remercie. . .

La présidente: Monsieur Hanger, je vais demander. . .

M. Hanger: ... l'attachée de recherche d'avoir dit cela très clairement, et notre comité devrait se pencher sur la question.

La présidente: . . . que vous vous en teniez à la question qui nous occupe.

M. Hanger: C'est ce que je fais.

La présidente: Nous parlons du budget. Si le comité ne souhaite pas en discuter, il faut en faire la proposition.

À propos du budget, nous avons ensuite M. Knutson, suivi de M. Assadourian.

M. Knutson: Mes commentaires. . .

Mr. Nunez: I asked for the floor a long time ago, Madam Chairperson. You are always looking towards that side. You should also look at the opposition side.

La présidente: Excusez-moi, monsieur Nunez.

M. Knutson: Si vous le désirez, vous pouvez lui donner la parole en premier.

La présidente: Merci beaucoup.

M. Nunez, suivi de M. Knutson et de M. Assadourian.

Mr. Nunez: I agree with you, Madam Chairperson, with respect to item 3. I think there is a question of costs related to the government expenses in that field. This will probably increase the expenses, however. If, as certain members would like to, we have to test all the people entering Canada, this will increase the budget tremendously. I don't agree with that. I will never accept that the visitors or tourists coming to Canada be tested for HIV, because it would be a discriminatory rule.

In Canada, there are a lot of people living with AIDS, and we must show them a lot on compassion. In Montreal, there are a lot of people who will die in a few years. We are creating quite a state of paranoia against people living with AIDS. I think we should be more human in this area.

Then, I agree that there should be some discussion, but the committee must take part in it. I see that the minister is taking decisions without consulting us. He's raised the criteria for visas and so on, but there was no discussion. He didn't even announce it to Parliament. He did it through a press release. If there is some discussion about inadmissibility for medical reasons based on reports from the Department of Health or other departments, I would like it to take place here so that we can express our views.

M. Knutson: J'aimerais placer les choses dans leur contexte. Le comité peut faire tout ce qu'il souhaite, mais il a déjà adopté un plan de travail. Certains ont fait valoir qu'en vertu d'un règlement il était relativement urgent que nous examinions le budget des dépenses, puisqu'il fallait en faire rapport avant une certaine date.

If you want to throw out an issue that isn't connected to the estimates, and we've already agreed on what our priorities are—i.e., citizenship—then I'm all in favour of dealing with it, whether it's HIV or AIDS, but it should get in line with the other issues, and at the top of that list of other issues is citizenship. That's what we agreed on as a group.

When the researcher said a committee can do what it wants, that's true, but we seem to be having, once again—

The Chairman: We seem to be having second thoughts about whether we want to do this. I agree.

Mr. Knutson: We seem to be having, once again, a discussion of what's our priority and what do we want to work on first. We're revisiting that, and it concerns me.

The Chairman: Yes, it concerns me as well, Mr. Knutson. It's well-founded. It's my belief that our work plan includes both of these, and it's still my belief they can both be done if—and I guess it was—it was generally agreed to that this is how we would proceed. But if you desire changes, by all means...

Committee, I'm going to ask each of you to address the issue before us, which is really should we be including this in a report on the main estimates? In fairness, what I'm hearing from most of you is no. I have only heard two of you say yes, and the rest have said basically they don't feel this is an issue. We haven't reached any kind of consensus or agreement. We have yet to hear from Mr. Assadourian and from Mr. Hanger and Mr. Nunez for a second time.

I ask that you address the issue outlined in number three. Do you believe it should be part of the main estimates? Can we reach any kind of consensus around that?

Mr. Assadourian: I asked you two questions earlier, Madam Chair, and I didn't receive an answer. Does this also cover refugees and visitors, or is it specifically for immigrants?

The Chairman: When I drafted this, it was for the purpose of landed immigrant status.

Mr. Assadourian: In other words, if someone has HIV and is a visitor, he's okay to come.

The Chairman: These policies, keep in mind, we only recommend to the government. We don't direct the government.

Mr. Assadourian: If I'm going to agree or disagree with this I have to know if it also covers visitors as well.

The Chairman: My intent was landed immigrants only.

We have Mr. Assadourian, Mr. Hanger, Mr. Nunez and Mr. Bryden. Please try to wrap it up, group. Should we or should we not be including this as part of the major estimate?

Mr. Assadourian: Then my answer is no.

[Traduction]

Si vous voulez soulever une question qui n'a rien à voir avec le budget des dépenses, et nous nous sommes déjà entendus sur nos priorités—à savoir, la citoyenneté—alors je veux bien que nous en discutions, qu'il s'agisse du VIH ou du sida, mais il faudra l'ajouter à la liste, et en haut de cette liste il y a la citoyenneté. C'est la décision que nous avons prise en groupe.

Lorsque l'attachée de recherche dit qu'un comité peut faire ce qu'il veut, c'est vrai, mais nous semblons, encore une fois. . .

La présidente: On ne semble plus être sûr de vouloir examiner cette question. Je suis d'accord.

M. Knutson: Nous semblons encore une fois discuter de notre priorité et de ce que nous voulons faire en premier. Cela m'inquiète de voir que nous reprenons cette discussion.

La présidente: Oui, cela m'inquiète moi aussi, monsieur Knutson. Vous avez tout à fait raison. Je crois que ces deux questions figurent dans notre plan de travail, et je reste convaincue que nous pouvons examiner les deux, et je pense que nous étions tous d'accord pour procéder de cette façon. Si vous souhaitez modifier notre plan de travail, je veux bien. . .

Je vais demander à chacun des membres du comité de me dire si il ou elle pense que nous devons inclure cette question dans un rapport sur le budget des dépenses principal? En toute justice, je pense que la plupart d'entre vous ont dit non. Je n'ai entendu que deux oui, et les autres ont dit qu'ils ne voulaient pas l'inclure. Nous n'avons pas encore de consensus ou d'entente. Il nous reste à entendre M. Assadourian, M. Hanger et M. Nunez pour la deuxième fois.

Je voudrais savoir ce que vous pensez de la question décrite au numéro trois. Croyez-vous que nous devons l'inclure dans notre étude de budget des dépenses principal? Pouvons-nous en arriver à un consensus sur ce point?

M. Assadourian: Madame la présidente, tout à l'heure je vous ai posé deux questions, et je n'ai pas encore reçu de réponse. Est-ce que cela inclut également les réfugiés et les visiteurs, ou uniquement les immigrants?

La présidente: Lorsque j'ai rédigé ce document, je songeais uniquement au statut d'immigrants ayant obtenu le droit d'établissement.

M. Assadourian: En d'autres mots, une personne porteuse du VIH peut venir en visiteur sans problème.

La présidente: N'oubliez pas que nous ne pouvons que faire des recommandations au gouvernement à l'égard de ces politiques. Ce n'est pas nous qui dirigeons le gouvernement.

M. Assadourian: Si je dois appuyer cela ou exprimer mon désaccord je dois savoir si cela s'applique également aux visiteurs.

La présidente: Mon intention était que cela s'applique seulement aux immigrants ayant obtenu le droit d'établissement.

J'ai les noms de M. Assadourian, M. Hanger, M. Nunez et M. Bryden sur ma liste. Tâchons d'en arriver à une conclusion. Devons-nous ou non inclure cela dans notre étude du budget des dépenses principal?

M. Assadourian: Non.

The Chairman: That was quick.

Mr. Hanger: I think that if our committee is going to look at priorities that exist outside the minds of a certain small group of government members then we're going to be looking at medical inadmissibility or admissibility, enforcement, and the refugee board and its shortcomings. If these are not included on our list here, they're going to be brought up at another point and will become the main source of this committee's attention in the future.

[Translation]

La présidente: Ça n'a pas été long.

M. Hanger: Je pense que si notre comité doit examiner d'autres questions que les priorités d'un petit groupe de députés du gouvernement, nous allons examiner l'admissibilité ou la non-admissibilité pour des raisons médicales, l'application, ainsi que la Commission du statut de réfugié et ses lacunes. Si nous n'ajoutons pas ces questions à la liste maintenant, elles seront soulevées à un autre moment, et un jour elles monopoliseront l'attention de notre comité.

• 1225

The Chairman: Mr. Hanger, the issue before us is estimates.

Mr. Hanger: I'm talking about estimates.

The Chairman: Right.

Mr. Hanger: I agree with your presentation on medical inadmissability, which includes HIV testing for AIDS. I think it should be discussed: it should be debated.

The Chairman: Mr. Bryden, followed by Mr. McClelland.

Mr. Bryden: I just wanted to make a point about this. First of all, the medical examination of immigrants is a line item in the budget. It's the real thing; it's a real cost.

Secondly, if you look at the way I handled my proposal—with due respect, Madam Chairman—I think we only need to seek a decision about something that is an ongoing study that affects the estimates. We are not directing how that decision is going to be made, though of course we might have input later in the fall when we discuss these issues in detail. All we are saying is this is an issue being examined by the department now and we would like to see that examination pursued because it affects the estimates. That's all. It's a very simple thing. That's all I have to say.

The Chairman: Mr. McClelland.

Mr. McClelland: Thank you, Madam Chairman.

I'd speak for the position. In your discussions I think you need to draw a very clear line between immigrants, visitors and refugees. There are three distinct categories there and they don't overlap. It would be unthinkable and impossible to prevent visitors from coming to Canada. How do you know? You have to make that distinction.

Mr. Assadourian: If they come here and have sex they communicate the disease, right?

Mr. McClelland: You cannot tell.

Madam Chairman, the fact is if we're going to draft something it has to be enforceable, and we aren't going to have HIV testing at every airport.

The Chairman: Mr. McClelland, I must bring it to your attention we were talking about direction on the estimates.

La présidente: Monsieur Hanger, je vous rappelle que nous discutons du budget.

M. Hanger: Je parle du budget.

La présidente: Très bien.

M. Hanger: Je suis d'accord avec ce que vous dites au sujet de la non-admissibilité pour des motifs médicaux, et notamment au sujet du dépistage de la séropositivité et du sida. À mon avis, cette question devrait faire l'objet d'un débat.

La présidente: M. Bryden, suivi de M. McClelland.

M. Bryden: J'aimerais faire une observation à ce sujet. Je signale tout d'abord que les examens médicaux des immigrants constituent un poste budgétaire. Il s'agit d'une dépense réelle.

Deuxièmement, en ce qui touche la façon dont j'ai présenté ma proposition—avec votre permission, madame la présidente—je me permets de faire remarquer qu'il s'agit simplement de prendre une décision au sujet d'une question qui a une incidence sur le budget. Il ne s'agit pas pour nous d'imposer une décision quelconque, même si nous pourrions peut-être formuler des suggestions à cet égard à l'automne lorsque nous étudierons la question plus à fond. Nous disons simplement au ministère de poursuivre son examen de la question, puisqu'elle a une incidence sur le budget. Rien de plus. C'est très simple. C'est tout ce que j'avais à dire à ce sujet.

La présidente: Monsieur McClelland.

M. McClelland: Je vous remercie, madame la présidente.

J'aimerais intervenir. À mon avis, il faut faire une distinction claire entre les immigrants, les visiteurs et les réfugiés. Il s'agit de trois catégories de gens bien distinctes entre lesquelles il n'y a pas de chevauchement. Il serait impensable et même impossible d'empêcher les visiteurs de venir au Canada. Comment savoir s'ils sont séropositifs? Il faut faire une distinction.

M. Assadourian: Si ces visiteurs ont des relations sexuelles lorsqu'ils sont au Canada, ils peuvent transmettre la maladie, n'est-ce pas?

M. McClelland: C'est impossible à dire.

Madame la présidente, nous devons proposer des mesures qui peuvent être mises en oeuvre, le cas échéant. On ne va pas procéder à des tests de dépistage du VIH dans tous les aéroports.

La présidente: Monsieur McClelland, je vous rappelle qu'il est question du budget.

Mr. McClelland: Fine, okay.

The Chairman: We were going to review the costs. We're not deciding how HIV is going to proceed.

Mr. McClelland: I agree.

The Chairman: Perhaps we should wrap this one up, Mr. Nunez.

Does anybody have anything else to say about this issue? Is it fair for me to say after listening carefully with you that there is not a majority of support to include this? Or would you like to vote on it?

M. Nunez: Je ne sais pas s'il y a majorité ou pas, mais je suis d'accord pour inclure le point numéro 3 dans notre rapport. Cependant, j'aimerais dire qu'on ne devra jamais appliquer les tests de séropositivité aux réfugiés. Dans la Convention de Genève, il n'est pas précisé qu'en plus d'être réfugiés, ils doivent être acceptés au point de vue médical. Autrement, la notion de refuge perd presque tout son sens. Je ne pense pas, non plus, que cela devrait s'appliquer aux visiteurs. Autrement, le tourisme va se terminer bientôt au Canada.

Il y a eu beaucoup de mauvaise publicité contre les immigrants dernièrement. Il y en a qui disent que les immigrants dépensent moins en santé au Canada et au Québec, qu'ils vont moins souvent chez le médecin, qu'ils ont moins souvent recours aux services sociaux. Les coûts de santé pour les immigrants sont inférieurs aux coûts de santé pour les citoyens canadiens et québécois nés ici.

Mme Clancy: Êtes-vous pour ou contre?

M. Nunez: Pour.

M. Assad: Mais vous avez parlé contre ce point.

M. Nunez: Non, j'ai parlé en faveur de ce point. Il y a deux questions ici. Il y a une question financière et une question de to this question. A financial one and a political one. politique.

Mme Clancy: De quoi est-il question ici?

M. Nunez: Pour ce qui est de l'aspect financier, je suis. . .

Mme Clancy: Quelle est votre décision sur la question politique?

M. Nunez: Pour ce qui est de la question politique, j'ai beaucoup de mal à accepter qu'un test de séropositivité soit appliqué à tout le monde, y compris les réfugiés et les visiteurs. Pour les immigrants, je pourrais l'accepter, mais pas pour les autres catégories.

Mme Clancy: C'est très intéressant.

The Chairman: Members of the committee, I'm going to call us to order.

Thank you, Mr. Nunez.

This is not placed, Mr. Hanger, in the way of a motion. It was offered only for discussion.

Mr. Hanger: You wanted consensus, though.

The Chairman: I'd love to have consensus, but it would appear to me we're not going to reach consensus.

[Traduction]

M. McClelland: Très bien.

La présidente: Il s'agit d'étudier les dépenses engagées, et non pas la façon dont on doit procéder aux tests de dépistage du VIH.

M. McClelland: J'en conviens.

La présidente: Nous devrions peut-être passer à un autre sujet, monsieur Nunez.

Quelqu'un a-t-il quelque chose à ajouter à ce sujet? Après vous avoir écoutés soigneusement, j'ai l'impression que la majorité d'entre vous ne sont pas favorables à cette recommandation, n'est-ce pas? Préféreriez-vous qu'on la mette aux voix?

Mr. Nunez: I don't know if there's a majority in support of recommendation, but I think we could include recommendation number 3 in our report. I do however believe that we should never conduct HIV testing on refugees. The Geneva Convention does not specify that refugees must meet certain medical criterias. Otherwise, the concept of refuge loses all meaning. I don't believe visitors should be tested either. Otherwise, that will put an end to tourism in Canada.

Immigrants have been the subject lately of a lot of bad publicity. It is however been said that compared to the general population, health costs are lower for immigrants in Canada and in Quebec, that immigrants don't go as often to see the doctor and that they less frequently need social services. Health costs incured for immigrants are lower than for citizens born in Canada or in Ouebec.

Ms Clancy: Are you for or against?

Mr. Nunez: For.

Mr. Assad: But you have spoken against this recommendation.

Mr. Nunez: No, I have spoken in favor of it. There's two aspects

Ms Clancy: What aspect is involved here?

Mr. Nunez: As concerns the financial aspect, I am. . .

Ms Clancy: What is your decision on the policy aspect?

Mr. Nunez: As far as the policy aspect is concerned, I would have a hard time accepting that HIV testing should apply to everyone, including refugees and visitors. I could however accept it in the case of immigrants.

Ms Clancy: That's very interesting.

La présidente: Mesdames et messieurs, je vais devoir appliquer le Règlement.

Je vous remercie, monsieur Nunez.

Monsieur Hanger, votre proposition ne fait pas l'objet d'une motion. Vous vouliez simplement qu'on en discute.

M. Hanger: Vous vouliez cependant que nous en arrivions à un consensus.

La présidente: J'aimerais beaucoup que nous en arrivions à un consensus, mais je n'ai pas l'impression que cela va être possible.

Mr. Hanger: Vote on it and we'll find out.

The Chairman: It's not placed in the way of a motion, but if you want to vote. . . I don't know, do we do straw votes here?

[Translation]

M. Hanger: Mettez la proposition aux voix, et vous verrez bien.

La présidente: Vous n'avez pas présenté une motion, mais si vous voulez que je mette la proposition aux voix... Allons-nous procéder à un vote d'essai?

• 1230

Mr. Hanger: From what I can tell, there are five for discussion on this matter and four against.

The Chairman: There is no general agreement that this be included in a report.

Mr. Hanger: So much for democracy.

The Chairman: Members of the committee, is there anyone else who would like to bring forward an issue for our report on future estimates?

Shall we take a ten—minute break, come back and finish our agenda with the subcommittee agenda? We will go to Mr. Knutson to arrange a meeting for this afternoon about citizenship.

Mr. Knutson: We can have our meeting at 12:45.

The Chairman: Exactly. So we'll take a ten-minute break at most.

M. Hanger: D'après ce que je peux voir, cinq personnes sont pour qu'on discute de la question et quatre sont contre.

La présidente: Il n'y a pas de consensus pour que la recommandation fasse partie du rapport.

M. Hanger: Tant pis pour la démocratie.

La présidente: Mesdames et messieurs, quelqu'un d'autre veut-il proposer qu'une question soit incluse dans notre rapport sur le budget futur?

Je propose que nous prenions une pause de 10 minutes et que nous passions ensuite à l'ordre du jour du sous-comité. Nous demanderons à M. Knutson d'organiser une réunion cet après-midi qui portera sur la citoyenneté.

M. Knutson: La réunion peut avoir lieu à 12h45.

La présidente: Très bien. Prenons une pause d'au plus 10 minutes.

1232

• 1237

The Chairman: Members of the committee, we'll call the meeting back to order. We will try to finish our existing agenda, involving the third report of the subcommittee on agenda and procedure. Do we need a motion?

Mr. Bryden, did you wish to move the motion? I understand there's an amendment.

Mr. Bryden: Yes, I would like to move an amendment to the motion. That is, I'd like to table item two on the third report of the subcommittee.

The Chairman: All right. Members of the committee, could we have someone else make the motion? We'll come back to Mr. Bryden for the amendment,

Ms Clancy: I so move.

The Chairman: The motion has been moved.

Mr. Bryden: Then I would like to move an amendment that item two on the third report be tabled. I can give an explanation for that amendment if you want, now or later.

The Chairman: There's been a motion to amend item two by tabling.

Mr. Bryden, do you want to speak to the motion?

La présidente: Mesdames et messieurs, nous reprenons la séance. Nous allons essayer de terminer l'étude de notre ordre du jour, qui comporte le troisième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure. Faut-il adopter une motion?

Monsieur Bryden, voulez-vous proposer la motion? On m'informe qu'il y a un amendement.

M. Bryden: Oui, j'aimerais proposer un amendement à la motion, amendement qui porte sur le deuxième point du troisième rapport du sous—comité.

La présidente: Très bien. Quelqu'un d'autre veut-il proposer la motion? M. Bryden proposera ensuite son amendement.

Mme Clancy: Je propose la motion.

La présidente: La motion a été proposée.

M. Bryden: Dans ce cas, je propose un amendement, soit qu'on dépose le texte se rapportant au point 2 du troisième rapport. Je peux vous expliquer immédiatement la raison d'être de cet amendement, ou le faire plus tard.

La présidente: On propose de modifier la motion en déposant le texte se rapportant au point 2.

Monsieur Bryden, voulez-vous nous expliquer la raison d'être de cette motion?

Ms Clancy: By tabling, the motion's not debatable.

The Chairman: Actually, a motion to table is debatable, in terms of time and place.

Mr. Bryden: Madam Chairman, in light of the difficulties we have in moving forward on the future estimates discussion and of the fact that we have a work plan that involves citizenship, I would like to postpone this particular action to a later date, particularly as it would take out of circulation Liberal, Reform, and Bloc members.

This is something we'll have to address at a later time, considering our current workload and the very great difficulty to do something that's relatively simple with respect to future estimates.

M. Nunez: Je suis en désaccord avec mon cher collègue, parce que le Comité, jusqu'à présent, n'a pas rempli son mandat qui consiste à examiner les nominations faites par le gouverneur en conseil. On devrait l'avoir fait, mais on ne l'a pas fait jusqu'à présent. Je pense qu'on devrait le faire et je suis prêt à travailler pour exécuter ce mandat prévu dans la loi et le règlement.

• 1240

Je n'aimerais pas que l'on remette à plus tard cette décision très importante. Je voudrais qu'on vote là-dessus aujourd'hui.

The Chairman: Is there anyone else who wishes to speak?

Mr. Hangar: Are you referring to number two on the third report? Is that what you're talking about?

The Chairman: It is the motion to table, in terms of time and place.

Mr. Hangar: I really don't understand why we would want to do that. Are we not going to initiate a subcommittee?

The Chairman: Mr. Hangar, the motion is to postpone—

Mr. Hangar: Yes, but for what reason?

The Chairman: -so if you would speak for or against it.

The rationale offered by Mr. Bryden was that time is of the essence. We need to get on with the Citizenship Act. You're welcome to speak to the motion to table.

Mr. Hangar: I have nothing to say.

Amendment agreed to

Motion as amended agreed to

The Chairman: Members of the committee, that concludes our agenda for the day. However, because I think we all care about getting on with citizenship, it's been suggested that we could best use this time to get some ideas about how we'll proceed with the Citizenship Act.

Mr. Bryden: Madam Chair, because the debate became very intense about future estimates, is there some way in which this committee can meet as a committee of the whole, or informally, to pre-digest some of these points?

[Traduction]

Mme Clancy: Si on propose le dépôt du texte, la motion ne peut plus faire l'objet d'un débat.

La présidente: En fait, on peut débattre du moment et du lieu où le texte sera déposé.

M. Bryden: Madame la présidente, puisque nous ne progressons pas très vite dans l'étude du budget futur et compte tenu du fait que le plan de travail comporte des questions liées à la citoyenneté, j'aimerais que nous reportions à plus tard une décision sur le sujet, étant donné en particulier qu'il faudrait se priver de certains membres du Parti libéral, du Parti réformiste et du Bloc québécois.

Compte tenu de notre charge de travail actuelle et de la complexité des questions budgétaires, je propose que nous reportions à plus tard l'étude de cette question.

Mr. Nunez: I disagree with my dear colleague since the committee has not up to now fulfilled its mandate, which is to study appointments made by the Governor in Council. It should have been done, but it has not been done yet. I think it should be done, and I'm willing to work to carry out that mandate as provided for in the Act and the regulations.

I think this very important decision should not be delayed. I would like us to vote on it today.

La présidente: Quelqu'un d'autre veut-il intervenir?

M. Hangar: Vous parlez du point deux du troisième rapport? C'est bien cela?

La présidente: Il s'agit de la motion portant sur le dépôt du texte; on parle du moment et du lieu.

M. Hangar: Je ne comprends pas pourquoi nous ferions cela, puisque nous allons mettre sur pied un sous-comité.

La présidente: Monsieur Hangar, la motion vise à reporter. . .

M. Hangar: Oui, mais pour quelle raison?

La présidente: . . . nous vous demandons donc si vous êtes pour ou contre.

M. Bryden a expliqué que nous n'avions pas de temps à perdre. Nous devons nous occuper de la Loi sur la citoyenneté. Vous pouvez intervenir sur la motion elle-même.

M. Hangar: Je n'ai rien à dire.

L'amendement est adopté

La motion amendée est adoptée

La présidente: Nous en avons maintenant terminé avec notre ordre du jour. Toutefois, comme nous souhaitons tous aller de l'avant sur la question de la citoyenneté, il a été suggéré que nous profitions du temps dont nous disposons pour discuter un peu de la façon dont nous allons procéder au sujet de la Loi sur la citoyenneté.

M. Bryden: Madame la présidente, étant donné que le débat est devenu très intense sur les budgets futurs, pourrions—nous nous constituer en comité plénier ou avoir une petite réunion décontractée pour digérer un peu à l'avance certains de ces points?

The problem with doing it in the full committee like this is that it takes a lot of time out of the committee, and we do have other pressing concerns. Is that a possibility?

The Chairman: We've finished our agenda for the day.

Mr. Bryden: I don't know how to present this to my colleagues other than at the open meeting ask whether it is something they might be interested in.

The Chairman: Mr. Bryden, did you want to continue with citizenship to take advantage of this time, or do you want to meet. . .?

An hon. member: Let's go.

An hon. member: Now.

The Chairman: Do you want this in camera or in public?

Ms Clancy: In public. There is nothing wrong with being public.

Mr. Knutson: I'd like to instruct the clerk to issue the notices, in whatever fashion is required. Maybe she can tell us what she needs to set that process in play.

The Clerk of the Committee: If the committee wants to meet this afternoon, we have a room reserved.

Mr. Knutson: We can't meet this afternoon, because we're meeting now.

The Clerk: We can stay here. We have the room until 1:30 p.m.

Mr. Knutson: But let's issue notices for these hearings or whatever. My suggestion to the clerk is that she issue notices that we want to start hearings on citizenship.

The Chairman: First we have to decide who.

Mr. Knutson: But I asked her what she needed from us to issue those notices.

The Chairman: Okay. What do you need from us?

Mr. Knutson: If she says the first priority is to decide when, then let's deal with the "when" issue.

1245

The Clerk: A notice will be issued for next Thursday. Officials from the department will appear with regard to their document, which was delivered to my office this morning. It's part of your briefing book, as was delivered to each of your offices this morning. The officials are ready. It's been confirmed. They will appear at 11:30 a.m. this Thursday to start a briefing session for members as per the suggestion made, and passed, last

Mr. Knutson: What about notices in the newspaper or in the Canada Gazette?

The Clerk: We need the committee's decision on that. For newspapers there are some costs involved. If the committee wants to advertise in major dailies it could be between \$50,00 to \$60,000 in advertising. It could be done through the parliamentary channel. They have a scroll that's of no cost to the committee.

[Translation]

Le problème, c'est que quand c'est le comité tout entier, comme maintenant, qui en discute, cela prend beaucoup de temps, et nous avons d'autres préoccupations urgentes. Serait-ce possible?

La présidente: Nous en avons terminé avec notre ordre du jour.

M. Bryden: Je ne sais pas comment présenter la question à mes collègues, à part leur demander à la réunion publique si c'est quelque chose qui les intéresserait.

La présidente: Monsieur Bryden, vous souhaitez poursuivre sur la question de la citoyenneté pour profiter du temps dont nous disposons, ou vous préférez que nous nous réunissions. . .?

Une voix: Allons-v.

Une voix: Maintenant.

La présidente: À huis clos ou en public?

Mme Clancy: En public. Il n'y a rien de mal à en discuter en public.

M. Knutson: Je vais demander à la greffière d'envoyer les avis de la façon appropriée. Elle va peut-être pouvoir nous dire de quoi elle a besoin pour lancer cette procédure.

La greffière du comité: Si le comité veut se réunir cet après-midi, nous avons réservé une salle.

M. Knutson: Nous ne pouvons pas nous réunir cet après-midi, puisque nous sommes réunis maintenant.

La greffière: Nous pouvons rester là. Nous disposons de cette salle jusqu'à une heure et demie.

M. Knutson: Envoyons de toute façon les avis pour ces audiences. Je vais demander à la greffière d'émettre des avis informant les gens que nous allons tenir des audiences sur la citoyenneté.

La présidente: Il faut d'abord décider qui.

M. Knutson: Mais je lui ai demandé ce que nous devions lui donner pour qu'elle puisse émettre ces avis.

La présidente: Bon. De quoi avez-vous besoin?

M. Knutson: Si elle dit que la première chose à faire, c'est de décider de la date, commençons par la question des dates.

La greffière: L'avis sera émis pour jeudi prochain. Les hauts fonctionnaires du ministère comparaîtront pour parler de leur document, que j'ai reçu à mon bureau ce matin. Il fait partie de la trousse d'information que vous avez reçue à votre bureau ce matin. Les hauts fonctionnaires sont prêts, c'est confirmé. Ils comparaîtront à 11h30 jeudi pour une séance d'information des membres du comité, conformément à la suggestion faite et adoptée la semaine dernière.

M. Knutson: Et les avis dans les journaux ou dans la Gazette du Canada?

La greffière: Il nous faut pour cela une décision du comité. Pour certains journaux, il y a des frais. Si le comité veut faire de la publicité dans les grands quotidiens, le coût des annonces pourrait être de 50 000\$ à 60 000\$. Les annonces pourraient aussi être faites sur le canal parlementaire. Cela ne coûte rien au comité.

Other suggestions may come from members to that effect, but we can't issue notices without the committee agreeing to a set of witnesses and also to a schedule.

Right now the schedule of the committee stands at two meetings a week, Tuesdays and Thursdays. It's up to the committee to decide whether or not they want to add some.

The Chairman: That was the meeting that was scheduled for Thursday. We'd have the briefing book. We'd start with the officials from the department, who would outline—

Mr. Knutson: Why don't we work on the schedule issue right now?

The Chairman: We did the schedule last time.

Mr. Knutson: No. Have we decided whether or not we're going three or four days a week? Did we do that last time?

The Chairman: We had an outline by week as to what we were going to do.

Madam Clark, how much time do you think it would take us?

Ms Clancy, go ahead.

Ms Clancy: I have two things I'd like to say. First, in my experience with reports of this nature—and I realize that Thursday afternoon is the time most members like; I know I like to catch the 5 p.m. on Thursday if I can—we could go Tuesday morning, both sessions; Tuesday afternoon after Question Period; Wednesday afternoon after Question Period; and Thursday morning.

I would just put that out. It's merely my suggestion.

Second, I would like it to go on the record right now that I am very keen about the Canadian Association for the Social Studies as a witness. This is junior high and high school teachers who have a program on materials. I would like to see them as witnesses. I'm not certain if I have the name right, but I know the chair has a letter with regard to a gentlemen from Windsor, Ontario. I believe his name is Jamie Henderson. He is also involved with the Canadian Association for the Social Studies. I know there's a letter from Ms Shaughnessy Cohen, the member from Windsor—St. Clair, and a letter from me asking that this man be called as a witness as well.

Those would be my two suggestions.

The Chairman: Are there any other suggestions? I think it may be of value to take the suggestions today.

Mr. Bryden: Madam Chair, if we get the opportunity I would like to take our committee on the road. I would like to select possibly high schools, if you will, and community interest groups, particularly youngsters. I think we have an opportunity with this committee to involve the young people of this country in the citizenship debate. I think it would be a very good thing to do.

If we have a budget that would permit us to do that at one point or another, even if it's only symbolic, I would like to do it. [Traduction]

Les membres du comité ont peut-être d'autres suggestions à ce sujet, mais nous ne pouvons pas émettre d'avis tant que le comité n'a pas choisi un ensemble de témoins et un calendrier.

Pour l'instant, le programme du comité prévoit deux réunions par semaine, le mardi et le jeudi. Les membres du comité peuvent, s'ils le veulent, ajouter d'autres séances.

La présidente: C'était la réunion qui était prévue pour jeudi. Nous aurions la trousse d'information. Nous commencerions par les hauts fonctionnaires du ministère, qui nous donneraient les grandes lignes. . .

M. Knutson: Pourquoi ne commençons—nous pas tout de suite par la question du calendrier?

La présidente: Nous l'avons fait la dernière fois.

M. Knutson: Non. Avons—nous décidé si nous allions siéger trois ou quatre fois par semaine? Nous l'avons fait la dernière fois?

La présidente: Nous avons esquissé les grandes lignes de notre travail semaine par semaine.

Madame la greffière, combien de temps pensez-vous que cela nous prendrait?

Madame Clancy, allez-y.

Mme Clancy: Je voudrais dire deux choses. Premièrement, d'après mon expérience de ce genre de rapports—et je sais bien que le jeudi après—midi est le créneau que préfèrent la plupart des députés; je sais que personnellement j'aime bien prendre l'avion de 17 heures le jeudi quand je le peux—nous pourrions avoir les deux périodes du mardi matin, le mardi après—midi après la période des questions, le mercredi après—midi après la période des questions, et le jeudi matin.

C'est une simple suggestion que je fais.

Deuxièmement, je tiens à dire clairement dès maintenant que je tiens beaucoup à entendre les représentants de l'Association canadienne des sciences humaines. Ce sont des enseignants du premier et du second cycles du secondaire qui ont tout un programme. Je voudrais qu'ils soient invités à témoigner. Je ne suis pas sûre que ce soit leur nom exact, mais je sais que la présidence a reçu une lettre de quelqu'un de Windsor, en Ontario. Je crois qu'il s'agit de Jamie Henderson. Ce monsieur fait aussi partie de l'Association canadienne des sciences humaines. Je sais que M^{me} Shaughnessy Cohen, la députée de Windsor—Sainte—Claire, et moi—même avons écrit pour demander que ce monsieur comparaisse aussi.

Voilà donc ce que je propose.

La présidente: Y a-t-il d'autres suggestions? Je pense qu'il serait bon de les noter aujourd'hui.

M. Bryden: Madame la présidente, si nous en avons la possibilité, j'aimerais que notre comité voyage. Je choisirais éventuellement des écoles secondaires et des groupes d'intérêts communautaires, surtout des jeunes. Ce comité nous donne une occasion de faire participer les jeunes au débat sur la citoyenneté. Je crois que ce serait une bonne chose.

Si notre budget nous permet de le faire, même si c'est seulement symbolique, j'aimerais que nous le fassions.

The Chairman: Mr. Knutson, please go ahead.

Mr. Knutson: Can we agree -

The Chairman: Do you want a decision on the times?

Mr. Knutson: Yes.

The Chairman: Would you read Ms Clancy's times again? We'll take a vote.

Mr. Knutson: You read my mind.

The Clerk: It's next Thursday morning and next Tuesday in the morning and in the afternoon.

Ms Clancy: Both sessions are in the morning, the post-Question Period session in the afternoon, and the post-Question Period session on Wednesday. Both sessions are on Thursday morning.

The Chairman: I'll take that as a motion.

Ms Clancy: I so move.

Mr. Knutson: Just so I understand, that's from 9:30 a.m. to 1:30 p.m. I'm sorry to be an idiot on this.

Ms Clancy: Isn't it usually from 9:30 a.m. to 1 p.m.?

The Clerk: It could be 9:30 a.m. to 12 p.m. and then after Question Period from 3:30 p.m. to 6 p.m.

An hon. member: How long is this briefing for?

Ms Clancy: It's until we finish.

Mme Gagnon (Québec): De 9h30 à 12 heures le mardi et le jeudi?

Ms Clancy: No, Wednesday morning we're in caucus.

The Chairman: Madam Clerk, for clarity would you read the motion before us.

• 1250

The Clerk: Yes. The meetings would be on Tuesday morning and afternoon, in the morning from 9:30 to 12,

de 9h30 à 12 heures le mardi; le mardi après-midi de 15h30 à 18 heures,

Tuesday afternoon from 3:30 to 6 p.m.; Wednesday afternoon from 3:30 to 6 p.m.,

le mercredi après—midi de 15h30 à 18 heures; le jeudi matin de 9h30 à 12 heures,

9:30 until 12 p.m.; and Thursday afternoon from 3:30 until 6 p.m.

Ms Clancy: Not Thursday afternoon because most of us need to catch a flight Thursday afternoon.

Mr. Assadourian: Five meetings every week?

Some hon, members: Yes.

[Translation]

La présidente: Monsieur Knutson, allez-y.

M. Knutson: Pourrions-nous nous entendre.

La présidente: Vous voulez une décision sur les heures de séance?

M. Knutson: Oui.

La présidente: Pourriez-vous nous relire la grille horaire de M^{me} Clancy? Nous allons voter.

M. Knutson: Vous lisez dans mes pensées.

La greffière: Il s'agit de jeudi matin et de mardi matin et après-midi la semaine prochaine.

Mme Clancy: Il y a les deux séances du matin, la séance de l'après-midi après la période des questions et la séance du mercredi après la période des questions. La séance double a lieu le jeudi matin.

La présidente: Je considère que c'est une motion.

Mme Clancy: Je la propose.

M. Knutson: Pour être sûr de bien comprendre, il s'agit bien de siéger de 9h30 à 13h30. Excusez mon ignorance.

Mme Clancy: Est-ce que ce n'est pas généralement de 9h30 à 13 heures?

La greffière: Cela pourrait être de 9h30 à midi, puis après la période des questions, de 13h30 à 18 heures.

Une voix: Cette séance d'information va durer combien de temps?

Mme Clancy: Jusqu'à ce que nous ayons terminé.

Ms Gagnon (Quebec): From 9:30 a.m. to 12 noon on Tuesday and Thursday?

Mme Clancy: Non, le mercredi matin nous avons une réunion de caucus.

La présidente: Madame la greffière, pour que les choses soient bien claires, pourriez-vous nous lire le texte de la motion?

La greffière: Oui. Les réunions se tiendraient le mardi matin et après-midi, le matin de 9h30 à midi,

from 9:30 to 12 on Tuesdays; on Tuesday afternoon from 3:30 p.m. to 6 p.m.,

Le mardi après-midi de 15h30 à 18 heures, le mercredi après-midi de 15h30 à 18 heures,

Wednesday afternoon from 3:30 to 6 p.m., Thursday morning from 9:30 to 12,

de 9h30 à midi, et le jeudi après-midi de 15h30 à 18 heures.

Mme Clancy: Pas le jeudi après-midi, parce que nous avons à peu près tous un avion à prendre le jeudi après-midi.

M. Assadourian: Cinq réunions par semaine?

Des voix: Oui.

A voice: Every week?

Mr. Assadourian: Yes.

The Chairman: Okay, members of the committee, that is the motion. Is there anyone who wishes to speak for or against, or shall we vote?

Mr. Assadourian: Five meetings every week?

Mr. Bryden: I can't make it, Madam Chairman. That's a hopeless task. I'm willing to help out as much as I can, but five committee meetings a week?

The Chairman: I had hoped we could determine what needed to be done, what we wanted to do, and then perhaps leave some flexibility for the clerk in terms of calling meetings. But I think certainly we have to get after it.

Mr. Knutson: I'm in favour of the motion.

The Chairman: All those in favour?

Mr. Assadourian: Let's finish and get it over with.

The Chairman: All those opposed? Abstentions?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Is there anything else, Madam Clancy?

For the last few moments perhaps we could look at—I'm following up on what Mr. Bryden said—ways we can maximize opportunities for public input. I know in the past there have been witnesses called to report and they provide evidence, but is there a desire to reach a broader range of Canadians, as suggested by Mr. Bryden? Would you like to have some type of exhibit as opposed to evidence—gathering in the regions?

Remember what we're looking for is a definition of the rights and responsibilities of Canadians. Mr. Bryden has offered one suggestion. Are there any others?

Mr. Assadourian.

Mr. Assadourian: Because tremendous expenses will result from travelling across the country, can we not do that in Ottawa and Hull?

The Chairman: Yes.

Mr. Assadourian: Rather than travelling across the country, we can do it here.

The Chairman: Most of us are home in our ridings anyway. This group is quite diverse regionally and perhaps there could be some formatting for some open—line shows, where we ask Canadians what they think about roles and responsibilities. We may create some interest across the country in helping us define what is a Canadian.

Mr. Bryden: I have a very quick point. There may be an opportunity to get entertainers involved in this and people who speak to Canadian culture. It doesn't have to be just professors, businessmen and sociologists. I would like to see Canada's artists speak to this whole question of citizenship—in both languages.

[Traduction]

Une voix: Toutes les semaines?

M. Assadourian: Oui.

La présidente: Voilà donc la motion. Quelqu'un veut-il intervenir pour ou contre cette motion, ou passons-nous directement au vote?

M. Assadourian: Cinq réunions par semaine?

M. Bryden: Je ne peux pas, madame la présidente. C'est trop. Je veux bien faire tout mon possible, mais cinq réunions de comité par semaine?

La présidente: J'espérais que nous pourrions déterminer ce que nous voulons faire et laisser ensuite une certaine souplesse à la greffière pour convoquer les réunions. Mais je pense qu'il faut absolument nous y attaquer.

M. Knutson: Je suis pour la motion.

La présidente: Qui est pour?

M. Assadourian: Finissons-en.

La présidente: Qui est contre? Y a-t-il des abstentions?

Des voix: D'accord.

La présidente: Y a-t-il autre chose, madame Clancy?

Dans les quelques instants qui nous restent, nous pourrions peut-être—sur la lancée de ce que disait M. Bryden—voir comment nous pourrions exploiter le mieux possible l'apport du public. Je sais que dans le passé on a invité des témoins à venir donner leur avis, mais les membres du comité souhaitent—ils élargir la consultation, comme le propose M. Bryden? Souhaiteriez—vous avoir une sorte d'exposition plutôt qu'une simple accumulation de témoignages dans les régions?

N'oubliez pas que nous cherchons à préciser une définition des droits et responsabilités des Canadiens. M. Bryden a fait une suggestion. Y en a-t-il d'autres?

Monsieur Assadourian.

M. Assadourian: Étant donné que cela nous coûterait très cher de voyager, ne pourrions-nous pas avoir ces séances à Ottawa et à Hull?

La présidente: Si.

M. Assadourian: Au lieu de parcourir le pays, nous pourrions le faire ici.

La présidente: De toute façon, la plupart d'entre nous rentrent régulièrement chez eux dans leur circonscription. Nous représentons une grande variété de régions et nous pourrions peut-être organiser des émissions de ligne ouverte où nous demanderions aux Canadiens ce qu'ils pensent de ces rôles et responsabilités. Nous pourrions susciter un intérêt dans le pays pour cette recherche d'une définition de ce qu'est un Canadien.

M. Bryden: Je voudrais faire une très brève remarque. Nous pourrions peut-être faire participer à cet exercice des gens du spectacle et des personnes représentatives de la culture canadienne. Nous ne sommes pas obligés de nous cantonner aux professeurs, aux hommes d'affaires et aux sociologues. J'aimerais bien que les artistes canadiens parlent de toute cette question de la citoyenneté, dans les deux langues.

The Chairman: Poets.

Mr. Bryden: That would be fun.

The Chairman: Any other ideas? Mr. Assad.

Mr. Assad: I think that's very good.

Mr. Bryden: You guys would agree with that, wouldn't you? Wouldn't that be fun?

Mr. Assad: My colleague suggested our committee could participate here in Ottawa and I suggest we could cross the river and go to the city of Gatineau—the bigger city.

Ms Clancy: Hear, hear!

Mr. Assad: I think it would be a good idea.

The Chairman: I don't see it as an either/or. I think we can gather evidence and have exhibits in many ways. It's a really good suggestion. Are there any others?

Mr. Knutson: About who to invite?

The Chairman: Who to invite and how we might go about gathering this input.

Mr. Knutson: I think we should invite Pierre Trudeau.

Ms Clancy: Hear, hear!

Some hon. members: Oh, oh!

The Chairman: There's one.

Ms Gagnon.

Mme Gagnon: Il y avait de la consultation qui se faisait par téléconférence.

• 1255

On pourrait aussi le faire par téléconférence. Je sais qu'ils ont minimisé les déplacements en faisant cela en circuit télévisé.

The Chairman: Good. Are there any other suggestions?

Mr. Knutson: I think we should invite Farley Mowat.

The Chairman: Farley Mowat is suggested.

Are there any suggestions for francophone Canadians who would like to contribute in arts and literature?

Mr. Nunez: Can I make a suggestion?

Premièrement, s'il y a une consultation, elle devrait inclure le Québec. Si vous invitez M. Trudeau, j'aimerais inviter M. Parizeau.

M. Bryden: Qui a parlé de M. Trudeau?

Des voix: Ah, ah!

The Chairman: We can saw that off maybe later.

Mr. Bryden: They're not artists. Ils ne sont pas artistes.

Mr. Assadourian: I think we should invite also the Canadian Ethnocultural Council.

[Translation]

La présidente: Des poètes.

M. Bryden: Ce serait amusant.

La présidente: Y a-t-il d'autres idées? Monsieur Assad.

M. Assad: Je pense que c'est excellent.

M. Bryden: Vous seriez d'accord, non? Ce serait bien?

M. Assad: Mon collègue a proposé Ottawa, et je suggérerais personnellement que nous franchissions la rivière pour aller dans la grande ville de Gatineau.

Mme Clancy: Bravo!

M. Assad: Je pense que ce serait une bonne idée.

La présidente: Je pense que l'un n'exclut pas l'autre. Je pense qu'il y a toutes sortes de formules pour recueillir des témoignages et organiser des expositions. C'est une excellente suggestion. Y en a-t-il d'autres?

M. Knutson: Au sujet des personnes à inviter?

La présidente: Les personnes à inviter et la façon de recueillir tous ces apports.

M. Knutson: Je pense qu'il faudrait inviter Pierre Trudeau.

Mme Clancy: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

La présidente: En voilà un.

Madame Gagnon.

Mrs. Gagnon: Some consultations have been held in the form of teleconferences.

We could also have teleconferences. I know those televised meetings have helped minimize travel costs.

La présidente: Bon. Y a-t-il d'autres suggestions?

M. Knutson: Je pense qu'il faudrait inviter Farley Mowat.

La présidente: On propose Farley Mowat.

Y aurait-il des Canadiens francophones qui pourraient intervenir dans le domaine des arts et de la littérature?

M. Nunez: Puis-je faire une suggestion?

First, if we have a consultation process, it should involve Quebec. If you invite Mr. Trudeau, I would like to invite Mr. Parizeau.

Mr. Bryden: Who mentioned Mr. Trudeau?

Some hon. members: Oh, oh!

La présidente: Nous pourrions peut-être régler cela plus tard.

M. Bryden: Ce ne sont pas des artistes. They're not artists.

M. Assadourian: Je crois qu'il faudrait aussi inviter le Conseil ethnoculturel du Canada.

The Chairman: Are there any other suggestions?

Mr. Bryden: Stomping Tom Connors.

The Chairman: Thank you! That's who I wanted from the west.

Are there any other suggestions?

We will meet at 11:30 on Thursday. You'll have a briefing book. I ask you please to be prepared and we'll try to really nail it down Thursday for sure.

Mr. Assadourian: Madam Chair, I'd like to present this motion.

The Chairman: I will accept it as a notice of motion.

Mr. Assadourian: It's a notice of a motion to be discussed at a future date when we discuss citizenship. Members here will have a copy of the motion so when we discuss it they'll have some background information on it. She is passing out the motion. Thank you.

The Chairman: It's a notice of motion. My understanding—Madam Clerk, you may have to help me here—is notices of motion are dealt with at the following meeting.

The Clerk: The committee decides when they want to deal with it.

The Chairman: Members of the committee, when do you want to consider this?

The Clerk: It has to be dealt with while considering the study or the report, because it deals with the citizenship aspect.

The Chairman: Mr. Assadourian, is it all right with you, then, if we deal with it at the end of our consultation process on the Citizenship Act?

Mr. Assadourian: Sure, thank you.

The Chairman: Fine.

Members of the committee, if there is no other business we stand adjourned. Thank you.

[Traduction]

La présidente: Y a-t-il d'autres suggestions?

M. Bryden: Une petite dose de Tom Connors.

La présidente: Merci! C'est lui que je voulais pour l'Ouest.

Y a-t-il d'autres suggestions?

Nous nous retrouverons à 11h30 jeudi. Vous aurez une trousse d'information. Je vous demanderais d'être prêts, car il faudrait que nous essayions de fixer les choses jeudi.

M. Assadourian: Madame la présidente, j'aimerais proposer cette motion.

La présidente: Je prends note de cet avis de motion.

M. Assadourian: C'est un avis de motion à discuter à une date ultérieure, lorsque nous parlerons de citoyenneté. Les membres du comité en auront une copie et sauront donc de quoi il s'agit quand nous en parlerons. Elle est en train de distribuer le texte. Merci.

La présidente: C'est un avis de motion. Si je ne me trompe—et vous allez peut-être m'aider à ce sujet, madame la greffière—on examine ces avis à la séance suivante.

La greffière: Le comité choisit le moment où il veut les examiner.

La présidente: Quand voulez-vous étudier cette motion?

La greffière: Il faudra l'examiner à l'occasion de l'étude du rapport, puisqu'il s'agit de la question de la citoyenneté.

La présidente: Monsieur Assadourian, êtes-vous d'accord pour que nous y revenions à la fin de notre processus de consultation sur la Loi sur la citoyenneté?

M. Assadourian: Bien sûr, merci.

La présidente: Parfait.

Mesdames et messieurs, s'il n'y a rien d'autre au programme, la séance est levée. Merci.



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retoumer cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



Governm Publicati

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 10

Thursday, May 5, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 10

Le jeudi 5 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

In accordance with Standing Order 108(2) and the Committee's decision of Thursday April 21st, 1994, a study of the Citizenship Act

Briefing Session

CONCERNANT:

En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Règlement et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la Loi sur la citoyenneté

Séance d'information

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 5 MAI 1994 (18)

[Texte]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit aujourd'hui, à 11 h 38, dans la pièce 308 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (*présidente*).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Art Hanger et Gar Knutson.

Membre suppléant présent: Madeleine Dalphond-Guiral pour Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Richard Nolan, Greffier, Citoyenneté; Norman Sabourin, Chef, Gestion du programme, Citoyenneté; Laura Chapman, Directrice générale, Élaboration de la politique et des programmes; Naheed Israeli, Agente principale de la politique, Politique de l'établissement et de développement des programmes.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(2) du Règlement, le Comité entreprend l'étude de la Loi sur la citoyenneté.

Laura Chapman fait une déclaration et ensuite, avec les autres témoins répond aux questions.

À 12 h 10, le Comité commence à discuter de ses travaux futurs.

Il est convenu, — Que le Comité lors de son étude de la Loi sur la citoyenneté invite les témoins suivant:

- L'honorable Sergio Marchi, Ministre de la Citoyenneté et de l'immigration;
- L'honorable Lloyd Axworthy, Ministre du Perfectionnement et des ressources humaines;
- L'honorable Michel Dupuy, Ministre du Patrimoine canadien;
- L'honorable Sheila Finestone, Secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme);
- L'honorable Lucien Bouchard, chef de l'opposition;
- Preston Manning, chef du Parti de la réforme;
- L'Association du Barreau canadien, Division du droit: Citoyenneté et immigration; et
- La Fédération canadienne du civisme.

Il est convenu, — Que les fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration préparent un plan d'action en vue de tenir des audiences par le moyen des vidéoconférences qu'ils soumetteront au Comité dans les meilleurs délais.

John Bryden propose, — Qu'un Sous—comité formé d'un représentant de chaque parti soit crée afin d'établir une liste révisée de témoins que le Comité voudra convoquer lors de l'étude de son mandat.

Il s'élève alors un débat.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 5, 1994 (18)

[Translation]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 11:38 o'clock a.m. this day, in Room 308, West Block, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Art Hanger, Gar Knutson.

Acting Member present: Madeleine Dalphond-Guiral for Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Citizenship and Immigration: Richard Nolan, Registrar, Citizenship; Norman Sabourin, Chief, Program Management, Citizenship; Laura Chapman, Director General, Policy and Program Development; Naheed Israeli, Senior Policy Officer, Settlement and Program Development Policy.

In accordance with Standing Orders 108(2), the Committee commenced its study on the Citizenship Act.

Laura Chapman made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

At 12:10 o'clock p.m., the Committee discussed its future business.

It was agreed,—That the Committee, for the purpose of its study on Citizenship Act, invited the following witnesses:

- Hon. Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration;
- Hon. Lloyd Axworthy, Minister of Human Resources Development;
- Hon. Michel Dupuy, Minister of Canadian Heritage;
- Hon. Sheila Finestone, Secretary of State (Multiculturalism) (Status of Women);
- Hon. Lucien Bouchard, Opposition Leader;
- Preston Manning, Chief of the Reform Party;
- Canadian Bar Association, Law Section: Citizenship and Immigration; and
- Canadian Citizenship Federation.

It was agreed,—That Citizenship and Immigration Department Officials prepare an action plan in order to hold public hearings by mean of videoconferences, to be submitted to the Committee as soon as possible.

John Bryden moved, — That a Sub-Committee composed of a Member of each Party be set up in order to established a revised list of potential witnesses the Committee could invite when considering its mandate.

And debate arising thereon;

Sarkis Assadourian propose, –Que la motion soit modifiée en remplaçant les mots «un(1) représentant de chaque parti» par ce qui suit: «La Présidente, deux(2) membres du Parti libéral, un(1) membre du Bloc québécois, et un(1) membre du Parti de la réforme.»

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

John Bryden, annonce son intention de proposer, — Qu'un Sous-comité soit formé afin d'examiner des recommandations possibles que pourrait faire ce Comité à la fin de son étude des crédits du ministère.

À 13 h 00, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

Greffier de Comité

Jacques Lahaie

Sarkis Assadourian moved, — That the motion be amended by striking words "a Member of each Party" and substituting "the Chair, two members form the Liberal Party, one member from the Bloc Québécois, and one member from the Reform Party."

The question being put on the amendment, it was agreed to.

John Bryden proposed to move, — That a Sub-Committee be established to consider future recommendations this Committee could make at the conclusion of its study on the Estimates of the Department.

At 1:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Committee Clerk

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Thursday, May 5, 1994 [Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]
Le jeudi 5 mai 1994

• 1137

order. Welcome, Madeleine.

Before we start, I'd like to review our purpose for the day, our orders of the day. You've now all received your briefing books, so comprehensively before us is our kick-off for the review of the Citizenship Act.

The Chairman: Members of the committee, I call our meeting to

Members of the committee, for the benefit of Madeleine and to help the rest of us review our purpose today, as you know we're going to review the Citizenship Act, phase one. We will do so from May to June. This is our work plan, which was passed by the committee on Thursday, April 28. We're going to focus from May to June on fundamental principles underlying Canadian citizenship and make recommendations on specific provisions to be included in the act.

We will draft a preamble as a result of public discussions. We will answer the question of what distinguishes citizenship from other categories of residency. We will consider more detailed issues and technical aspects of the legislation, such as acquisition of Canadian citizenship for children of Canadians born abroad and children of non—Canadians born in Canada. We will also take a look at questions of amending the oath to reflect the values of Canadian society and other specific provisions to be included in the act.

Phase two of our study on the Citizenship Act will take place in September and October. Our objective there will be to review the draft Citizenship Act, which will be before us. It will be drafted by the department over the summer. We will also do a clause-by-clause examination of that Citizenship Act and look at some regulatory changes to streamline the processing of applications, such as standards for citizenship tests and process testing.

• 1140

We will also look at ways in the fall to enhance the value and visibility of Canadian citizenship. The work will be done by a subcommittee. We will look at citizenship education and program ideas for the promotion of responsible citizenship.

So that is our work plan, for the benefit of the members of the department, who may be a bit confused.

We've also included a timeframe. The timeframe is for the spring phase of the review, which is now. During the week of May 2 to 5, this week, we are going to define key questions, agree on a public discussion paper, that's in your briefing papers today, and decide on a method for public consultation.

La présidente: Mesdames et messieurs, la séance est ouverte. Bienvenue. Madeleine.

D'abord, il faudrait que nous traitions de l'ordre du jour. Vous avez tous reçu vos manuels d'information, ce qui nous permettra de donner le coup d'envoi à notre examen de la Loi sur la citoyenneté.

Mesdames et messieurs, pour la gouverne de Madeleine et pour aider le reste d'entre nous à cerner l'objectif d'aujourd'hui, je rappelle qu'à la première étape nous allons examiner la Loi sur la citoyenneté. C'est ce que nous ferons de mai à juin. Voici notre plan de travail, que le comité a adopté le jeudi 28 avril. De mai à juin, nous allons nous pencher sur les grands principes qui sous—tendent la citoyenneté canadienne et présenter des recommandations sur des dispositions précises qu'on pourrait faire figurer dans la loi.

Nous rédigerons un préambule à la suite de discussions publiques. Nous nous demanderons ce qui distingue la citoyenneté des autres titres de résidence. Nous étudierons des questions plus détaillées de même que des aspects administratifs de la loi, comme l'acquisition de la citoyenneté canadienne par les enfants de Canadiens nés à l'étranger et par les enfants de non-Canadiens nés au Canada. Nous examinerons aussi des questions qui ont trait à la modification du serment de citoyenneté afin de tenir compte des valeurs de la société canadienne, de même que d'autres dispositions qu'on pourrait inclure à la loi.

En septembre et en octobre, nous en serons à la deuxième étape de notre étude de la Loi sur la citoyenneté. Notre objectif sera alors de revoir l'avant-projet de loi sur la citoyenneté qui nous sera soumis et sera rédigé par le ministère pendant l'été. Nous procéderons ensuite à l'étude article par article de cette mesure législative et examinerons quels changements on pourrait apporter à la réglementation pour rationaliser le traitement des demandes, notamment les normes applicables pour l'établissement des critères de citoyenneté et l'évaluation du processus.

À l'automne, nous chercherons aussi des moyens d'améliorer la valeur qu'on accorde à la citoyenneté canadienne de même que sa visibilité. Ce travail sera confié à un sous-comité. Nous examinerons des suggestions de programmes et des formules de sensibilisation à la question de la citoyenneté en vue de la promotion d'une citoyenneté responsable.

Voilà donc notre plan de travail, que je tenais à exposer aux représentants du ministère, qui ne s'y retrouvaient peut-être pas autrement.

Nous avons aussi inclus un calendrier. Il concerne la première étape de l'étude, celle du printemps. Dans la semaine du 2 au 5 mai, cette semaine, nous allons poser les questions clés et nous entendre sur un document d'étude public; cela se trouve dans le manuel d'information que vous avez reçu aujourd'hui, et nous allons décider d'une méthode de consultation publique.

I really appreciate the department and our researcher for the very comprehensive briefing document that we have. It will provide us with a really good basis on which to study the Citizenship Act.

So for the week of May 2 to 5 we're right on time. The background materials are here for us and we will work through our plan today.

During the week of May 9 to 13 we will send public messages and solicit input. We'll begin the briefings with the department and selected key experts.

During the week of May 16 to 20, of course, we're all in our ridings for the parliamentary break.

During the week of May 23 to 27 we'll continue briefings and will begin calling witnesses on the public hearings. So our public hearings, other than those with department officials and perhaps the ministers, will take place after the parliamentary break.

The week of May 30 to June 3 is when we hope to conduct public input across this country. During the week of June 6 to 10 we will continue receiving testimony and begin work on the report.

During the week of June 13 to 17 we will have our report in hand and will discuss that report, prepared by our researcher.

During the week of June 20 to 24 we'll finalize and present the report.

It's a very ambitious plan. The minister has kindly given us an extra week. But you can all see there is lots of work ahead of us and it's important that we work hard and effectively together.

So that's the work plan that was passed by this committee on a motion by Mr. Assad on Thursday, April 28. Are there any questions on the work plan?

Mr. Assadourian (Don Valley North): June 24 is a Friday and the last day of Parliament is June 23, if you take into consideration... So are we staying here over—

The Chairman: No, I would imagine our reviews will perhaps just need that one 24—hour period, Mr. Assadourian. I am sure it will be the final—

Mr. Assadourian: I don't mind staying, but perhaps you can clarify that the parliamentary session ends on June 23.

The Chairman: Yes. I don't imagine it's going to be a problem. Thanks for bringing that to our attention.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): Madam Chair, I don't want to lose track of our report on future estimates. I just came from the justice committee and the members are preparing a report, as I think all committees are.

I would like to make a motion. I don't want to detract from the time we need to discuss the citizenship issue, because that has a timetable. But I would like to make a motion to the effect that a subcommittee be struck, consisting of possibly myself, Mr. Hanger, and Mr. Nunez—

[Translation]

Je remercie sincèrement le ministère et notre attachée de recherche pour le document d'information très complet qu'ils ont produit. Nous y trouverons un excellent point de départ pour entamer notre étude de la Loi sur la citoyenneté.

Pour la semaine du 2 au 5, nous sommes à temps. Les documents d'information nous ont été fournis et aujourd'hui nous allons pouvoir nous occuper de notre plan.

Dans la semaine du 9 au 13 mai, nous allons publier des messages demandant aux intéressés de se manifester. Nous allons entreprendre le séances d'information avec le ministère et certains experts clés.

Dans la semaine du 16 au 20 mai, bien sûr, nous retournons tous dans nos circonscriptions pour le congé parlementaire.

Du 23 au 27 mai, nous allons poursuivre les séances d'information et ferons comparaître des témoins au cours des audiences publiques. Nos audiences publiques, mises à part celles auxquelles participeront des hauts fonctionnaires du ministère et peut—être le ministre, auront lieu après le congé parlementaire.

Du 30 mai au 3 juin, nous espérons pouvoir procéder à une consultation publique dans tout le pays. Du 6 au 10 juin, nous continuerons de recueillir des témoignages et entamerons la rédaction du rapport.

Du 13 au 17 juin, nous aurons le rapport en mains et en discuterons; le rapport aura été rédigé par notre attachée de recherche.

Du 20 au 24 juin, nous le mettrons au point et le présenterons.

C'est un plan très ambitieux. Le ministre a bien voulu nous accorder une semaine de plus, mais comme vous pouvez voir, nous avons beaucoup de pain sur la planche et il est important que tous ensemble nous travaillons fort et efficacement.

C'est donc là le plan de travail qu'a adopté le Comité suite à la motion présentée par M. Assad le jeudi 28 avril. Avez-vous des questions à poser au sujet du plan de travail?

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Le 24 juin tombe un vendredi et le 23 juin c'est le dernier jour de séance du Parlement, si vous tenez compte de... Donc nous resterons ici pendant...

La présidente: Non, je suppose que notre révision ne devrait pas demander plus que cette journée-là, monsieur Assadourian. Je suis sure que ce sera la dernière. . .

M. Assadourian: Peu m'importe de rester, mais peut-être pourriez-vous préciser que la session parlementaire se termine le 23 iuin.

La présidente: Oui. Je ne crois pas que cela puisse causer de problème. Merci quand même de l'avoir mentionné.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Madame la présidente, je ne voudrais pas qu'on oublie notre rapport sur le budget. J'arrive tout juste du comité de la Justice, dont les membres sont en train de préparer un rapport, et je pense que tous les comités sont aussi en train d'y travailler.

Je voudrais présenter une motion. Je ne veux pas priver le Comité du temps dont il a besoin pour discuter de la citoyenneté, étant donné qu'on a établi un calendrier. Toutefois, je tiens à présenter une motion portant création d'un sous—comité, qui pourrait être composé de moi—même, de M. Hanger et de M. Nunez. . . .

The Chairman: Mr. Assadourian, could I ask you—

Mr. Bryden: Could I finish?

The Chairman: Well, what I was hoping you would agree to is that at the end of the agenda—

Mr. Bryden: Could I finish my-

The Chairman: What we are dealing with at this moment is the citizenship review.

Mr. Bryden: We are dealing with the work plan.

The Chairman: No, we are dealing with the work plan on the Citizenship Act, which was passed on April 28. By all means, you'll be allowed to bring that motion—

Mr. Bryden: Can I finish what I was saying, then, so it could be recorded?

The Chairman: Under other business, which falls at the end of the day. I don't think there is any objection to bringing that motion forward at that time.

Mr. Bryden: Is this not the work plan? I am sorry, Madam Chairman, you yourself said this was a discussion of our work plan.

The Chairman: No, this is a discussion of the work plan on the Citizenship Act.

Mr. Bryden: As you wish, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you. We'll certainly accommodate that motion in time.

Mr. Bryden: Thank you.

Mme Dalphond-Guiral (Laval-Centre): Je veux simplement rappeler que le 24 juin est la fête nationale du Québec, alors je suis convaincue que ce Comité ne siègera pas le 24 juin.

The Chairman: Oh, I am sure this committee will not be sitting on May 24. I would think the final touches will be put on our report within the administration.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): What meetings do we have scheduled for next week, then, just the two?

• 1145

The Chairman: There's nothing yet. The way we will approach this is to ask the department now to present the information. If you take a look at the binder, you will find the Citizenship Act there for your review. Tab 2 contains "A Citizenship Strategy". This was prepared by the department at our request. I'd like to ask them now to present the information to us.

We will come to selecting the detailed meeting times and witnesses. It seems to me it's important first to hear from the department on the issues we might be addressing so that when it comes time to picking our witnesses we'll pick witnesses with expertise in the specific areas.

[Traduction]

La présidente: Monsieur Assadourian, pourrais—je vous demander de...

M. Bryden: Puis-je terminer?

La présidente: Eh bien, j'espérais que vous accepteriez qu'à la fin de l'étude des points à l'ordre du jour...

M. Bryden: Puis-je terminer ma. . .

La présidente: Nous traitons maintenant de l'examen de la citoyenneté.

M. Bryden: Nous parlons du plan de travail.

La présidente: Non, nous parlons du plan de travail relatif à l'examen de la Loi sur la citoyenneté, plan adopté le 28 avril. Bien sûr, vous pourrez présenter cette motion. . .

M. Bryden: Puis-je terminer ce que j'étais en train de dire, alors, afin que cela soit consigné?

La présidente: Quand nous en arriverons à traiter des autres questions, soit à la fin de la séance. Je ne pense qu'on aie la moindre objection à ce que vous présentiez cette motion à ce moment—là.

M. Bryden: Est-ce qu'on ne traite pas du plan de travail? Je regrette, madame la présidente, vous avez dit vous-même que nous discutions de notre plan de travail.

La présidente: Non, nous discutons du plan de travail relatif à l'examen de la Loi sur la Citoyenneté.

M. Bryden: Comme bon vous semble, madame la présidente.

La présidente: Merci. Vous pourrez certainement présenter cette motion en temps opportun.

M. Bryden: Merci.

Mrs. Dalphond-Guiral (Laval Centre): I simply want to remind the Committee that the 24th of June is Quebec's National Holiday, and I'm convinced that the Committee will not be sitting on the 24th of June.

La présidente: Je suis sûre que le Comité ne siègera pas le 24 mai. Je pense que l'administration se chargera d'apporter la touche finale à notre rapport.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Quelles réunions avons—nous prévues pour la semaine prochaine, seulement deux?

La présidente: Il n'y a rien encore. Ce que nous allons faire, c'est demander maintenant aux représentants du ministère de présenter l'information. Si vous regardez le manuel,vous verrez qu'il contient la Loi sur la citoyenneté que nous devons examiner. À l'onglet 2, il y a «Une stratégie pour la citoyenneté». Ce document a été rédigé par le ministère, à notre demande. Je vais maintenant demander aux représentants du ministère de nous présenter l'information.

Nous fixerons la date et l'heure des séances et choisirons les témoins. Je pense toutefois qu'il faudrait d'abord connaître la position du ministère sur les questions que nous pourrons étudier afin que quand viendra l'heure de choisir les témoins, nous puissions retenir ceux qui ont une certaine expertise dans des domaines donnés.

Mr. Knutson: Okay. So as of now-

The Chairman: We will get to it, I assure you.

Mr. Knutson: Do you mean today?

The Chairman: We should get through today's agenda with ease.

Mr. Knutson: But as of now, we don't have a meeting scheduled until Tuesday. I just want to write it down.

The Chairman: Ms Chapman.

Ms Laura Chapman (Director General, Policy and Program Development, Department of Citizenship and Immigration): Madam Chair, thank you very much.

On behalf of the department, I'd like to thank the committee for agreeing to proceed with this item so quickly. We very much appreciate the effort that will be involved on the part of the committee. We're looking forward to your report and incorporating the results of it into the drafting of the legislation.

You have before you a draft of material. We could take you through the overall structure of the existing act, but perhaps from the minister's standpoint he looks upon this as an opportunity for a new Citizenship Act. With that in mind, the material has been drafted to identify key issues.

What we have is a number of issues at the beginning of the paper that relate to the value and visibility of citizenship, and then there are a number of technical issues.

I'll ask Naheed Israeli, the officer who has been responsible for this file on the policy side, to take you through the first three items. Then Norman Sabourin, who has been responsible for the file on the operational side, will take you through the specific items relating to the structure of the act and the decisions that need to be taken in relation to specific issues.

If there are any questions at any point, we would be pleased to take those questions, or if any committee member would like us to go back or bring additional materials, we would be pleased to do that.

In closing my remarks, I wish to say that the department would like to support the committee in any way we can. If there are additional materials you identify and require—international comparisons or statistics—we can't guarantee we can produce them overnight but we'll make every effort to do so. We've worked with your researcher before; we have a very good working relationship and we can support her in any way you consider appropriate.

Thank you.

The Chairman: Thank you.

Members of the committee, the key questions are outlined in tab 2. Are there any questions on the questions?

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Can we ask questions about the existing act?

The Chairman: I guess if it is to clarify in your mind one of the issues we'll be discussing, Mr. Hanger, that would be fine.

[Translation]

M. Knutson: Très bien. Alors désormais. . .

La présidente: Nous y viendrons, soyez-en certains.

M. Knutson: Aujourd'hui?

La présidente: Nous devrions passer aujourd'hui d'un bout à l'autre de l'ordre du jour sans difficulté.

M. Knutson: Mais pour l'instant, nous n'avons pas prévu de séance avant mardi. Je veux simplement en prendre note par écrit.

La présidente: M^{me} Chapman.

Mme Laura Chapman (directrice générale, Élaboration de la politique et des programmes, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Madame la présidente, merci beaucoup.

Au nom du ministère, je tiens à remercier le comité d'avoir accepté de traiter aussi rapidement de cette question. Nous sommes parfaitement conscients des efforts que cet examen exigera de la part du comité. Nous sommes impatients de prendre connaissance de votre rapport et d'en intégrer les résultats au moment de la rédaction de la loi.

Vous avez devant vous une ébauche. Nous pourrions vous exposer toute la structure de la loi, mais le ministre y voit peut—être quant à lui l'occasion d'adopter une nouvelle Loi sur la citoyenneté. C'est là pourquoi les documents ont été rédigés dans l'intention de définir les questions clé.

Au début, on présente différentes questions qui ont trait à la valeur qu'on accorde à la citoyenneté de même qu'à la visibilité de celle—ci; on aborde ensuite différentes question d'ordre administratif.

J'invite Naheed Israeli, qui dans ce dossier s'occupe de la question de la politique à adopter, de vous présenter les trois premiers points. Ensuite, Norman Sabourin, qui s'occupe quant à lui de la gestion du programme, vous parlera des questions précises qui se posent relativement à la structure de la loi et des décisions qu'il faut prendre pour les régler.

Si vous avez des questions à poser à un moment ou l'autre, n'hésitez pas à le faire, ou si des membres du comité souhaitent que nous revenions ou apportions d'autres documents, nous le ferons bien volontiers.

Pour terminer, je tiens à dire que le ministère est disposé à aider le comité de toutes les façons possibles. Si vous vous rendez compte qu'il vous faudrait d'autres documents—des comparaisons ou des compilations statistiques internationales—nous ne pouvons pas vous garantir de vous les fournir du jour au lendemain mais nous nous efforcerons de le faire. Nous avons déjà travaillé avec l'attachée de recherche; nous travaillons très bien ensemble et nous pouvons lui fournir toute l'aide que vous pourrez juger utile.

Merci.

La présidente: Merci.

Mesdames et messieurs, les questions clés se trouvent à l'onglet 2. Avez-vous des questions au sujet de ces questions?

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Pouvons-nous poser des questions au sujet de la loi existante?

La présidente: Je suppose que si c'est pour préciser une des questions dont nous traiterons, monsieur Hanger, c'est possible.

Mr. Hanger: I think it probably applies to the new one, too.

Actually, I have several questions. One of them is in reference to part I, subsection 5(3): "The Minister may, in his discretion, waive on compassionate grounds" cases dealing with people—

Mr. Assadourian: Madam Chair, I didn't follow. Where?

Mr. Hanger: It's in the Citizenship Act itself, part I, paragraph 5(3)(a). It deals with granting citizenship. I gather, just looking over paragraphs (d) and (e), that paragraph (d) has to do with having an adequate knowledge of one of the official languages and paragraph (a) refers to knowledge of Canada and the responsibility and privileges of citizenship where waivers can be issued. I'm wondering how many waivers have been issued within the last year.

Mr. Norman Sabourin (Chief, Program Management, Citizenship, Department of Citizenship and Immigration): I could obtain exact numbers, but the figure probably hovers between 3,000 and 4,000 in one year. I could certainly talk briefly about how the waivers are—

Mr. Hanger: Yes, please do.

• 1150

Mr. Sabourin: Briefly, the present minister has determined that people of a certain age, generally 60 years of age or over, should be given a lot of latitude to meet the requirements. So a waiver is often granted to people in that age group.

Second, for any person who suffers from a medical condition, a disability that would impair their ability to acquire the knowledge or language skills, there will be a waiver given on the basis of a medical opinion.

Mr. Hanger: I know the interview regarding these two particular points is one on one until. . . I gather a change is going to take place here, but it's a one—on—one basis with the citizenship judge, is it not? What do you expect will change, having a classroom setting with one person talking to I don't know how many in a room? Is there going to be an adequate evaluation?

The Chairman: Mr. Hanger, this is one of the issues that has been identified and it's one we're going to want to have the witnesses talk about when they come, to offer us suggestions. It will be up to this committee at that time to recommend how we would like to see it change.

If you look at page 4 under "Citizenship Strategy", you will see under "D. Issue: Citizenship Knowledge Criteria", there is the current program status according to this act. The questions listed there are the ones we are going to be asking the witnesses to address.

Mr. Hanger: Can I refer to another section of the act right now?

The Chairman: Sure. We'll make sure it's in the issues document so that it does get covered.

[Traduction]

M. Hanger: Je pense que ma question a aussi trait à la nouvelle loi.

En fait, j'ai plusieurs questions à poser. La première a trait à la partie 1, paragraphe 5(3): «Pour des raisons d'ordre humanitaire, le ministre a le pouvoir discrétionnaire d'exempter» dans tous les cas. . .

M. Assadourian: Madame la présidente, je n'ai pas suivi. c'est où?

M. Hanger: Dans la loi sur la citoyenneté, partie I, alinéa 5(3)a). Il est question de l'octroi de la citoyenneté. Je constate, à regarder les alinéas d) et e), que l'alinéa d) porte sur la connaissance suffisante de l'une des langues officielles du Canada et que l'alinéa e) a trait à la connaissance suffisante du Canada et des responsabilités et avantages conférés par la citoyenneté. Je me demande bien combien de dispenses on a accordé l'année dernière.

M. Norman Sabourin (chef, gestion du programme, Citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Je pourrais vous foumir le nombre exact, mais je puis dire qu'on en accorde de 3 000 à 4 000 par an. Je pourrais exposer brièvement comment les dispenses sont...

M. Hanger: Oui, s'il-vous-plaît.

M. Sabourin: Le ministre a décidé qu'il fallait faire montre de beaucoup plus de latitude en ce qui a trait au respect des exigences par les gens d'un certain âge; il s'agit généralement de gens de 60 ans ou plus. C'est pourquoi une dispense est souvent accordée aux gens qui ont dépassé la soixantaine.

Deuxièmement, dans le cas d'une personne qui souffre d'une maladie ou est handicapée, qui réduit sa capacité d'apprendre une autre langue ou de l'utiliser, une dispense est accordée moyennant la présentation d'un avis médical.

M. Hanger: Je sais que l'entrevue, en ce qui a trait à ces deux points particuliers, se fait en tête à tête jusqu'à ce que...je suppose qu'il y aura un changement à cet égard, mais c'est un entretien seul à seul avec le juge de la sécurité, n'est-ce pas? À votre avis, qu'est-ce qui changera, on aura une sorte de salle de classe où le préposé s'adressera à je ne sais pas combien de gens qui s'y trouveront? Est-ce qu'il y aura une évaluation convenable?

La présidente: Monsieur Hanger, c'est là une question qui a été mises en lumière et nous demanderons aux témoins d'en parler quand ils comparaîtront, pour nous faire des suggestions. Il appartiendra au comité, en temps opportun, de recommander le changement qu'il jugerait bon d'apporter.

Si vous regardez à la page 4, sous le titre «Une stratégie pour la citoyenneté», vous verrez «D. Point: Connaissances de la citoyenneté», on expose la situation actuelle sous le régime de cette loi. Les questions qui y sont énumérées sont celles que nous allons proposer aux témoins.

M. Hanger: Puis-je aborder maintenant une autre disposition de la loi?

La présidente: Certainement. Nous allons nous assurer que cela se trouve dans le document des questions afin qu'on en traite.

Mr. Hanger: It is regarding renunciation of citizenship, and again on part II, the loss of citizenship, section 9, part II:

The Minister may, in his discretion, waive on compassionate grounds the requirements of paragraph 1(c) or (d)"

Again, the subject not residing in Canada and paragraph (c) being "is not under a disability"—he can waive on those grounds. Is that going to change under the new act?

The Chairman: Is that one addressed in the issues document? I see "Loss of Citizenship".

Mr. Hanger: That's what I am asking.

The Chairman: That also is identified as an issue on page 6, where it says: "Current Program Status: Citizenship may be lost in two ways:". They are listed there, and there is a brief comment on the context and the questions again that we'll be asking of the witnesses as they come forward: "In what other circumstances might persons lose Canadian citizenship?"

Mr. Hanger: I guess my question, when we come up to the specifics, will be to ask just how many times a section like that is si l'on invoque souvent cette disposition. utilized.

Mr. Sabourin: It's highly exceptional. Renunciation cases are very few, at most a couple of hundred in a year, and the discretion is exercised in very rare cases.

I am not sure, but the version you have may be inaccurate, because section 9 was amended in a small way to change the definition of disability and replace it with where the person:

is not prevented from understanding the significance of renouncing citizenship by reason of the person having a mental disability

Mr. Hanger: I have the act that was presented here. Was there a change in it since then?

Mr. Sabourin: Yes.

Mr. Hanger: I'll leave my questions until a little later, then.

The Chairman: Mr. Hanger, are you satisfied that the issues you have raised are in the issues document and will be addressed by witnesses?

Mr. Hanger: I have others but, yes, they will be raised.

The Chairman: On the second round. That will be fine.

Mr. Assadourian and then Mr. Bryden.

Mr. Assadourian: On page 1, under definitions, the word "citizen" means "a Canadian citizen", is that right? It's the very first page.

Mr. Sabourin: Yes.

• 1155

Mr. Assadourian: We know we have two kinds of citizens, those who were born here and those who were not born here and have become naturalized citizens. It seems to me-and correct me if I'm wrong—that the program you have for citizenship is only for those new Canadians. You make the assumption that those who were born here know everything. Am I right?

[Translation]

M. Hanger: C'est au sujet de la répudiation de la citoyenneté, et toujours à la Partie II, perte de la citoyenneté, article 9, Paragraphe

Pour des raisons d'ordre humanitaire, le ministre a le pouvoir discrétionnaire d'exempter les non-mineurs des conditions prévues aux alinéas (1)c) ou d).

L'alinéa d) précise que le citoyen ne réside pas au Canada, et l'alinéa c) qu'il «n'est pas frappé d'incapacité»—le ministre peut accorder une dispense pour ces motifs. Est-ce que cela va changer dans la nouvelle loi?

La présidente: Est-ce qu'il en est question dans le document contenant les questions? Je vois «Perte de la citoyenneté».

M. Hanger: C'est justement ce que je demande.

La présidente: Cela figure aussi comme question à la page 6, où c'est écrit: «Situation actuelle: La citoyenneté peut être révoquée de deux façons». Elles sont énoncées, et il y a un bref commentaire sur la situation, de même que les questions que nous poserons aux témoins quand ils comparaîtront: «Dans quelles autres circonstances une personne devrait-elle perdre la citoyenneté canadienne?»

M. Hanger: Quand nous en arriverons aux détails, je demanderai

M. Sabourin: C'est vraiment exceptionnel. Les cas de répudiation sont très rares, il y en a tout au plus deux ou trois cents par an, et il est très rare que le ministre exerce ce pouvoir discrétionnaire.

Je ne sais pas, mais je crois que la version que vous avez n'est peut-être pas à jour. L'article 9 a en effet été modifié légèrement pour changer la définition d'incapacité et la remplacer par une disposition qui traite d'une personne qui:

n'est pas incapable de saisir la portée de répudier sa citoyenneté en raison d'une déficience mentale.

M. Hanger: J'ai la loi qu'on nous a remise. L'a-t-on modifiée depuis?

M. Sabourin: Oui.

M. Hanger: Je réserve donc mes questions pour plus tard.

La présidente: Monsieur Hanger, pensez-vous que les questions que vous avez soulevées figurent dans le document des questions et seront abordées par les témoins?

M. Hanger: J'ai d'autres questions, mais, oui, elles seront posées.

La présidente: Au deuxième tour. Ca ira.

Monsieur Assadourian suivi de monsieur Bryden.

M. Assadourian: À la page 1, dans les définitions, le mot «citoyen» signifie «un citoyen canadien», n'est-ce pas? C'est à la toute première page.

M. Sabourin: Oui.

M. Assadourian: Nous savons qu'il y a deux sortes de citoyens, ceux qui sont nés ici et ceux qui sont nés ailleurs et ont été naturalisés Canadiens. Il me semble—et reprenez-moi si je me trompe—que le programme de la citoyenneté ne concerne que les nouveaux Canadiens. On suppose que ceux qui sont nés ici sont au courant. Ai-ie raison?

Mr. Sabourin: No. In terms of the rationale you're automatically a citizen, but the program itself deals with all citizens. Numerous Canadians apply to get proof of Canadian citizenship, for example. There are about 50,000 people a year who apply just to get proof of citizenship. Some are naturalized and some are born here.

Another aspect of the program is where people conduct searches. They do searches to find historical documents; it's a program of a general nature as well.

We have the specific naturalization provisions, of course. As a program, we also have the reaffirmation ceremony that you took part in during National Citizenship Week. During that week 18,000 other Canadians—some naturalized, some born here—took part in those particular programs.

So the naturalization provisions are there for one group of people. But citizenship itself is. . .

Mr. Assadourian: Okay. If you are born here and you want to get your certificate, do they ask you any questions?

Mr. Sabourin: No.

Mr. Assadourian: Why not? That's what I'm saying; you assume I know everything because I was born here. Half of the people don't know who their member of Parliament is, for example, but they expect new Canadians to know who their member of Parliament or the premier or the Prime Minister or the mayor is. Don't you think there are two standards there?

Mr. Sabourin: I think it is up to the committee to make that decision. The act stipulates that a person born here is a Canadian.

The Chairman: Should we revoke their citizenship? You can't answer that question? I think that's a really valid point.

Mr. Assadourian: If you're going to change this, you might as well change everything.

Mr. Richard Nolan (Registrar, Citizenship, Department of Citizenship and Immigration): There have been policy discussions at some point on removing the knowledge requirement for citizenship and leaving it as a pure residence test. But that's a question the committee has to answer. I can tell you what the law is right now, but the policy options are up to you.

Mr. Assadourian: Thank you.

Mr. Bryden: There's a Senate report on citizenship that came out last year. I'm sure you must be familiar with it. Was that document helpful to you and are you looking to this committee to do something quite different from what's contained in that document?

Ms Chapman: The document is very helpful to us; it provides us with very useful information. We're not looking to this committee to necessarily come up with something completely different.

That being said, this is a different group of people with a different set of responsibilities and we would anticipate that you would bring a different set of priorities to the issue. We're looking to this committee to give us solid recommendations on the full range of issues of interest to the committee.

[Traduction]

M. Sabourin: Non. On obtient la citoyenneté canadienne du fait d'être né au Canada, mais le programme s'adresse à tous les citoyens. De nombreux Canadiens demandent une preuve de leur citoyenneté, par exemple. Chaque année, environ 50 000 requérants présentent une demande pour obtenir une preuve de leur citoyenneté. Certains ont été naturalisés et d'autres sont nés ici.

Le programme est aussi utile pour ceux qui font des recherches. Ce sont des gens qui font des recherches pour trouver des documents historiques; c'est un programme de nature générale.

Nous avons des dispositions qui portent spécifiquement sur la naturalisation. Pour ce qui est du programme, nous avons aussi une cérémonie de réaffirmation de la citoyenneté, à laquelle vous avez assisté pendant la Semaine nationale de la citoyenneté. Au cours de cette semaine, 18 000 autres Canadiens—certains naturalisés, certains nés ici—ont participé à ces programmes.

La procédure de naturalisation vise un groupe de gens. Mais la citoyenneté proprement dite est. . .

M. Assadourian: C'est bien. Si on est né ici et qu'on veut obtenir son certificat, est—ce qu'on nous pose des questions?

M. Sabourin: Non.

M. Assadourian: Pourquoi pas? C'est bien ce que je dis: on suppose que je sais tout parce que je suis né ici. La moitié des gens ne savent pas qui est leur député, par exemple, alors qu'on demande aux nouveaux Canadiens de connaître leur député, ou le premier ministre de la province ou le premier ministre du Canada ou le maire de leur ville. Est—ce qu'on ne se sert pas là de deux poids et deux mesures?

M. Sabourin: Je pense que c'est au comité d'en juger. Aux termes de la loi, une personne née ici est Canadienne.

La présidente: Devrions-nous les priver de leur citoyenneté? Vous ne pouvez pas répondre à cette question? Je pense que c'est un argument très valable.

M. Assadourian: Si vous changez cela, alors autant tout changer.

M. Richard Nolan (greffier, Citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Il y a eu à un moment donné des discussions d'ordre politique sur la possibilité de supprimer l'exigence relative aux connaissances pour l'octroi de la citoyenneté et de ne conserver que l'exigence de résidence. C'est une question à laquelle le comité doit répondre. Je peux vous dire quelle est la loi en ce moment, mais c'est vous qui décidez des orientations politiques.

M. Assadourian: Merci.

M. Bryden: Un rapport sénatorial sur la citoyenneté a paru l'année dernière. Je suis sûr que vous êtes au courant. Ce document vous a-t-il été utile et attendez-vous du comité quelque chose d'assez différent de ce que contient ce document?

Mme Chapman: Ce rapport nous est très utile; il nous fournit des renseignements très précieux. Nous ne nous attendons pas à ce que le comité produise quelque chose de complètement différent.

Cela dit, vous formez un groupe différent avec un mandat différent et nous nous attendrions à ce que vous proposiez un ensemble différent de priorités. Nous attendons du comité qu'il présente de solides recommandations sur tout l'éventail des questions qui l'intéressent.

Mr. Bryden: Now, in your experience—I'm sure you've been through this process before or for quite a number of years—

Ms Chapman: I could address that. This is an interesting experience for us.

As you may know, in the previous Parliament we undertook a review of the Immigration Act and there were major revisions made to that legislation. The approach was quite different from this one. It was different in that we did not go to a committee. The minister of the day did not go to the standing committee and ask its members for input. He did not go to Canadians and ask them for input.

Rather, the minister of the day concluded that he wanted to have the department develop proposals for his review, which he then brought forward to Parliament. Indeed, that bill was not brought forward to the standing committee itself; it went to a committee that was brought together for the purposes of dealing with the legislation.

So that is my most recent experience, and it was very different from this one.

This minister has taken the view that the committee should have an opportunity to bring a valuable perspective to the issue. It's a very good opportunity to have the committee reach out to Canadians in a way that is different from what the department itself could do.

Mr. Bryden: Thank you. I very much appreciate those remarks.

To pursue exactly what you're saying, I would like to get some sense from you—if you have the freedom to express an opinion—as to what kind of witnesses... We had a discussion at the last meeting and decided that rather than go the route of this Senate committee and deal only with expert witnesses—sociologists, lawyers and that sort of person—it might be useful to go to cultural figures, to talk to entertainers, artists and people who reflect the country culturally, and have them give us input.

• 1200

Would you care to comment on that as a possible option? Would you like that approach?

Ms Chapman: This will be a personal opinion. I think that's all I can offer; it's not an issue I've discussed with the minister.

Personally I think it's a valuable approach. I think the experts have one perspective, they've done one type of analysis; cultural figures can clearly bring a different perspective. To that end, we did suggest some cultural figures in the list we provided to you. There was Mr. Neil Bissoondath, who's an author, and also Mr. Tomson Highway, who's a playwright. This information is on the top of page 14, on the copy that I have.

We thought the committee might wish to consider that approach. From my personal perspective, I would be very pleased if that were a perspective the committee brought to the issue.

The Chairman: So a kind of category of great Canadians.

[Translation]

M. Bryden: D'après votre expérience—je suis certain que ce processus vous est familier ou que vous le connaissez depuis des années...

Mme Chapman: Je peux répondre. C'est pour nous une expérience intéressante.

Vous savez sans doute qu'au cours de la dernière législature, nous avions entrepris un examen de la Loi sur l'immigration et d'importantes modifications y ont été apportées. L'approche était assez différente de celle-ci. Elle différait en ce sens que nous n'avons pas comparu devant un comité. Le ministre d'alors ne s'est pas adressé au comité permanent et n'a pas demandé leur avis à ses membres. Il ne s'est pas adressé aux Canadiens pour leur demander leur avis.

Au lieu de cela, le ministre d'alors aurait voulu que le ministère élabore des propositions et les lui soumette pour qu'il les présente ensuite au Parlement. Il va sans dire que le comité permanent n'en a pas été saisi; le projet de loi a été renvoyé à un comité qui avait été constitué pour étudier le projet de loi.

Voilà donc l'expérience la plus récente que j'ai eue, et c'était une situation très différente de celle-ci.

Le ministre actuel estime pour sa part que le comité doit avoir l'occasion d'offrir une perspective intéressante sur la question. Il est très bon que le comité s'adresse aux Canadiens autrement que le ministère pourrait le faire.

M. Bryden: Merci. Je prends bonne note de ces observations.

Pour faire suite à ce que vous dites, j'aimerais que vous me donniez une idée—s'il vous est permis d'exprimer un avis—du genre de témoins... Nous en avons discuté à la dernière séance et avons décidé qu'au lieu de suivre l'exemple du comité sénatorial qui n'a entendu que des témoins experts—des sociologues, des avocats et des témoins de ce genre—il pourrait être bon d'inviter des personnalités du monde de la culture, de parler à des gens du monde du spectacle, des artistes et des gens qui reflètent la culture canadienne, de les inviter à parler de ces questions.

Pourriez—vous nous parler d'une solution possible? Souhaiteriez—vous qu'on adopte cette approche?

Mme Chapman: Je donne ici une opinion personnelle. Je pense que c'est tout ce que je peux offrir. Je n'en ai pas discuté avec le ministre.

Personnellement, je pense que c'est une approche intéressante. Les experts voient les choses d'une façon, ils ont fait un type d'analyse; des personnalités de la communauté culturelle peuvent certainement donner un autre son de cloche. À ce propos, nous avons effectivement proposé certains noms sur une liste que nous vous avons remise. Il y a M. Neil Bissoondath, qui est un écrivain, et M. Tomson Highway, qui est un dramaturge. Vous trouverez cela en haut de la page 14, sur la copie que j'ai.

Nous avons pensé que le comité pourrait envisager de retenir cette approche. Pour ma part, je serais ravie si le comité envisageait la question sous cet angle.

La présidente: On ferait donc appel à un ensemble d'éminents Canadiens.

Mr. Bryden: Yes. If I may express a reaction to that, I myself think I could do without most of the academics and educators and concentrate solely on people like Stompin' Tom Connors, and there are some very fine Quebec entertainers, as well as authors and artists. I don't think they're very well represented in this debate, to my knowledge, at any time.

The Chairman: Does anyone else wish to respond to or make suggestions for anything in tab 2, from the department? The people from the department have not just included the issues, as you can see, but have also identified the issues for us and suggested a possible process, on page 11.

Mr. Knutson: You said we could talk about anything within tab

The Chairman: Yes, tab 2 is the department's contribution to our briefing notes. There are witnesses they have suggested there. . .

Mr. Knutson: Can we talk about the list?

The Chairman: Any questions you might have, by all means.

Mr. Knutson: For them or for the group?

The Chairman: Do you want to move on, committee? Are we ready to talk about witnesses?

Yes, go ahead.

Mr. Knutson: I think we should ask Pierre Trudeau to come.

The Chairman: Okay. If there's general agreement that the committee would like to hear from Pierre Trudeau...

Mr. Knutson: I'll invite him.

The Chairman: Yes, right, we'd invite him. Is there general agreement? Members of the committee, Pierre Trudeau has been suggested. Is he a witness that...?

Mme Dalphond-Guiral: Madame la présidente, je ne connais pas très bien ce Comité. Quand quelqu'un propose un témoin, est-ce qu'on peut obtenir de cette personne les raisons qui l'amènent à demander la présence d'un tel témoin ou est-ce que ça ne se fait pas?

The Chairman: Members of the committee, I'll address this matter in just a minute.

Mr. Knutson has expressed an interest in our next meetings. Perhaps what we can do is go through this and see if there is anyone we can agree on immediately. Then we can schedule those people, at least for our next couple of weeks, to make sure we get going. Then we'll follow up.

Is there general agreement, for instance, that we see the federal ministers?

Mr. Knutson: That's fine. Let's deal with the easy stuff first.

Mr. Assadourian: We just make a list, right?

The Chairman: Yes. Is it agreed that we see the four ministers? Is it necessary, in your view, to see the four federal ministers?

[Traduction]

M. Bryden: Oui. Si vous me permettez d'ajouter quelque chose à ce sujet, je pense pour ma part que je pourrais me passer du témoignage de la plupart des universitaires et des gens du monde de l'enseignement pour concentrer toute mon attention sur celui de gens comme Stompin' Tom Connors. Il y a aussi au Québec des artistes de la scène, de même que des auteurs et d'autres artistes qui sont vraiment admirables. À ma connaissance, je ne pense pas qu'ils aient jamais été très bien représentés dans ce débat.

La présidente: Quelqu'un veut—il ajouter quelque chose ou faire des propositions au sujet du libellé correspondant à l'onglet 2, dans le document du ministère? Les responsables du ministère ne sont pas contentés d'inclure les questions, comme vous pouvez le voir, mais ils nous les ont expliquées et ont proposé des solutions, à la page 11.

M. Knutson: Vous avez dit que nous pouvions parler de tout point abordé dans le document correspondant à l'onglet 2.

La présidente: Oui, l'onglet 2 correspond au document du ministère dans notre manuel d'information. Ils y ont suggéré des noms de témoins...

M. Knutson: Pouvons-nous parler de la liste?

La présidente: Vous pouvez poser toutes les questions que vous voulez, bien sûr.

M. Knutson: À eux ou au groupe?

La présidente: Pouvons-nous poursuivre, mesdames et messieurs les membres du comité? Sommes-nous prêts à parler des témoins?

Oui, parlons-en.

M. Knutson: Je pense que nous devrions inviter Pierre Trudeau.

La présidente: Très bien. Sommes-nous d'accord pour que le comité entende le témoignage de Pierre Trudeau...

M. Knutson: Je vais l'inviter.

La présidente: Oui, bon, nous l'inviterions. Sommes-nous d'accord? Mesdames et messieurs les membres du comité, on a proposé le nom de Pierre Trudeau. Est-ce un témoin qui...?

Mrs. Dalphond-Guiral: Madam Chairman, I'm not very familiar with this Committee. When someone suggests a witness, can we ask of that person the reason why he requests the presence of that witness or is it something that is not done?

La présidente: Membres du comité, je vais y revenir dans un instant.

M. Knutson s'interroge au sujet de nos prochaines séances. Peut-être pouvons-nous nous occuper de cela et voir si nous pouvons nous entendre immédiatement sur certains noms. Nous pourrions alors fixer les dates de comparution, au moins pour les séances des deux ou trois prochaines semaines, pour être certains de bien démarrer nos travaux. Ensuite nous poursuivrons.

Sommes-nous d'accord, par exemple, pour faire comparaître les ministres fédéraux?

M. Knutson: C'est bien. Réglons d'abord les points faciles.

M. Assadourian: Nous ne faisons qu'une liste, n'est-ce pas?

La présidente: Oui. Sommes-nous d'accord pour convoquer les quatre ministres? Est-il nécessaire, à votre avis, de convoquer les quatre ministres fédéraux?

Mr. Hanger: Yes, I agree.

Mr. Assadourian: Can I also add Lucien Bouchard, Leader of the Opposition, to the list?

The Chairman: Could we deal with one thing at a time? Is there general agreement that we'll see if we can schedule the four ministers? Mr. Hanger agrees. The Bloc members agree. Do the Liberal members agree?

[Translation]

M. Hanger: Oui, je le pense.

M. Assadourian: Puis-je aussi ajouter Lucien Bouchard, le chef de l'opposition?

La présidente: Pourrions-nous traiter d'une seule chose à la fois? Êtes-vous d'accord pour que nous décidions si nous pouvons convoquer les quatre ministres? M. Hanger est d'accord. Les membres du Bloc québécois sont d'accord. Les membres du parti ministériel sont-ils d'accord?

• 1205

Mr. Assad (Gatineau — La Lièvre): Could I have some clarificaministers mentioned here, or did they express a wish to come before

The Chairman: The department has suggested that they could bring value to the work we're doing. They would have a perspective that's of value for us to hear in our deliberations.

Mr. Hanger: I think it's a good idea.

The Chairman: Mr. Assad, is that. . .?

Mr. Assad: That's okay, if that's what they want.

Mr. Assadourian: On the federal level, could we have Lucien Bouchard, Leader of the Opposition, to appear as a witness?

The Chairman: Is there general agreement?

An hon, member: No. An hon, member: Yes.

Mr. Assadourian: Why not?

An hon. member: He doesn't believe in it.

Mr. Assadourian: How do you know? Mr. Hanger: I think it's a good idea.

The Chairman: Order, please.

Members of the committee, can I just express what I think is important here. I guess I don't want to see someone make a suggestion in this committee and then this committee say no, yes, no and get into a debate. If we've agreed on the four ministers, perhaps we could make suggestions, refer this to our steering committee, where we're all represented, and we can deal with it in that way.

Mr. Assadourian: Why don't we just refer the whole thing to a steering committee, then?

The Chairman: All right, we agreed on the four ministers.

Mr. Assadourian: Excuse me, I mentioned Lucien Bouchard and there's agreement on having Lucien Bouchard. At least four people want Lucien Bouchard to appear.

The Chairman: We're not going to do it without a vote.

Mr. Assadourian: But who's opposing it?

M. Assad (Gatineau — La Lièvre): Puis-je avoir une précision? tion here? Is it our suggestion to bring before the committee the four Est-ce le comité qui propose de convoquer les quatre ministres à témoigner, ou bien les ministres ont-ils demandé eux-mêmes à comparaître?

> La présidente: Le ministère a signalé qu'ils pourraient nous aider dans notre travail. Leurs points de vue pourraient nous être utiles.

M. Hanger: À mon avis, c'est une bonne idée.

La présidente: Monsieur Assad, êtes vous. . .?

M. Assad: Très bien, si c'est ce qu'ils veulent.

M. Assadourian: À l'échelon fédéral, pourrions-nous convoquer Lucien Bouchard, le chef de l'Opposition, à venir témoigner?

La présidente: Tout le monde est-il d'accord?

Une voix: Non. Une voix: Oui.

M. Assadourian: Pourquoi pas?

Une voix: Il ne croit pas à la citoyenneté canadienne.

M. Assadourian: Comment le savez-vous?

M. Hanger: À mon avis, c'est une bonne idée.

La présidente: À l'ordre.

Puis-je dire une chose qui me semble importante? Je ne voudrais pas qu'on entame un débat si tout le monde n'est pas d'accord à propos de certaines choses qui sont proposées. Si nous sommes d'accord pour entendre les quatre ministres en question, nous pourrions peut-être demander au comité-directeur, où tous les partis sont représentés, de prendre une décision.

M. Assadourian: Pourquoi ne pas demander au comité-directeur de tout décider, alors?

La présidente: Très bien, nous sommes d'accord pour entendre les quatre ministres.

M. Assadourian: Excusez-moi, mais j'ai mentionné le nom de Lucien Bouchard et le comité est d'accord pour l'entendre. Au moins quatre d'entre nous veulent convoquer Lucien Bouchard à témoigner.

La présidente: Nous n'allons pas en décider sans mettre la question aux voix.

M. Assadourian: Qui s'y oppose?

Mr. Knutson: I am.

Mr. Assadourian: Which one?

Mr. Bryden: I'm not opposing it.

Mr. Assadourian: Nobody is opposing it.

Mr. Knutson: All right, I'll consent.

Mr. Assadourian: We want Lucien Bouchard to come and explain what it means to him to be a Canadian citizen.

Mr. Knutson: Fine, I'll consent, if that's the only Bloc...

The Chairman: All right, we agreed to see—

Mr. Assadourian: Let him come and explain.

Mr. Knutson: I won't block consensus.

Mr. Assadourian: Good, thank you very much. So we have Lucien Bouchard coming here as a witness.

The Chairman: Yes.

Madeleine.

Mme Dalphond-Guiral: La question que je pose à mon vis-à-vis, et je répète la même à celui qui est à sa droite, est: quelle est la raison qui motive la demande de faire participer M. Bouchard à ce Comité? Je n'ai pas eu de réponse pour M. Trudeau, mais comme je suis logique, je pose ici la même question.

Mr. Assadourian: Can I explain that?

Mme Dalphond-Guiral: Ça dépend de madame la présidente.

The Chairman: I think he will be invited. It's the wish of this committee that he be invited.

Mr. Bryden.

Mr. Bryden: I think it would only be correct to also invite Mr. Manning.

Mr. Assad: Absolutely.

Mr. Bryden: These are two people who lead important parties in the Parliament of Canada, who have a particular vision of Canada.

Mr. Hanger: Excellent idea.

Mr. Bryden: I think it is entirely appropriate for them to appear before this committee or at least to be asked to appear before this committee.

The Chairman: Members of the committee, I'll certainly go along with your wishes, of course, but I would ask that you consider that the two people you have just mentioned are leaders of parties that are represented here. Perhaps their vision could be represented by members of their parties who are here.

Would you also like to include Mr. Chrétien, the leader of the government?

Mr. Assadourian: Excuse me, can I elaborate on that? On your point that they have representatives on this committee, I agree with you, but these ministers also have representatives: Sergio Marchi, Lloyd Axworthy, Michel Dupuy—

[Traduction]

M. Knutson: Moi.

M. Assadourian: Qui?

M. Bryden: Je ne m'y oppose pas.

M. Assadourian: Personne ne s'y oppose.

M. Knutson: Très bien, je vais donner mon consentement.

M. Assadourian: Nous voulons que Lucien Bouchard vienne expliquer au comité ce que cela signifie pour lui que d'être citoyen canadien.

M. Knutson: Très bien, je vais donner mon consentement si c'est le seul représentant du Bloc. . .

La présidente: Très bien, nous sommes d'accord pour entendre...

M. Assadourian: Qu'il vienne nous expliquer son point de vue.

M. Knutson: Je ne ferai pas obstacle à l'unanimité.

M. Assadourian: Très bien, merci beaucoup. Nous allons donc inviter Lucien Bouchard à venir témoigner.

La présidente: Oui.

Madeleine.

Mrs. Dalphond—Guiral: The question I would like to ask to the member opposite and to the member sitting to his right is this: what is the reason behind the request for having Mr. Bouchard appear before the Committee? I did not get an answer for Mr. Trudeau, but, being a logical person, I am asking the same question in this case.

M. Assadourian: Puis-je expliquer la chose?

Mrs. Dalphond-Guiral: It is up to Madam Chair.

La présidente: Je pense qu'il sera invité. C'est ce que le comité souhaite.

Monsieur Bryden.

M. Bryden: À mon avis, il serait normal à ce moment-là d'inviter aussi M. Manning.

M. Assad: Absolument.

M. Bryden: Ce sont les dirigeants de partis importants au Parlement du Canada et ils ont une vision particulière du Canada.

M. Hanger: Excellente idée.

M. Bryden: À mon avis, il conviendrait parfaitement qu'ils témoignent devant notre comité ou du moins qu'ils y soient invités.

La présidente: Bien sûr, je suis tout à fait d'accord pour accéder aux désirs du comité, mais je vous demande de ne pas oublier que ces deux députés—là sont les dirigeants de partis qui sont déjà représentés au comité. Peut—être que les membres de leurs partis qui siègent ici pourraient faire valoir cette vision particulière.

Voudriez-vous aussi inviter M. Chrétien, le chef du gouvernement?

M. Assadourian: Puis-je vous donner mon avis là-dessus? Je suis bien d'accord que les autres partis sont représentés au comité, mais les ministres sont aussi représentés, et je parle de Sergio Marchi, de Lloyd Axworthy, de Michel Dupuy...

Mr. Hanger: That should be sufficient.

An hon. member: Therefore we'll exclude them.

Mr. Assadourian: Because they have a certain number of votes, they represent a certain mentality and a certain majority and I think they should be given a chance to explain themselves to this committee.

The Chairman: Members of the committee, is there agreement, then, that we invite Mr. Manning and Mr. Bouchard?

Mr. Bryden: Yes.

Mr. Assad: Yes.

The Chairman: From what you've said, because the government is well represented by the ministers who are coming forward, it's not necessary to invite Mr. Chrétien—

Mr. Assadourian: The Prime Minister, no.

The Chairman: —keeping in mind that everyone is welcome to make a written submission.

So that's generally agreed? Madeleine, that's satisfactory?

Mme Dalphond-Guiral: Oui.

The Chairman: Mr. Hanger?

Mr. Hanger: Yes, satisfied.

The Chairman: All right, members of the committee, moving right along, we come to educators.

Mr. Bryden: Madam Chair, I would like to express quite a bit of dissatisfaction with the list as it stands here. I would recommend that if there is consensus on my earlier suggestion, we look to cultural figures as an alternative to academics and educators, we strike a subcommittee of maybe three people—representing all three parties here—and come up with a new list, which might include appropriate cultural figures.

I think this subcommittee could review the groups that deal with technical questions, like the Canadian Bar Association. They will no doubt have specialized input. But I think we can replace—

The Chairman: So you're basically looking for an addition?

• 1210

Mr. Bryden: No, I'd like to eliminate all academics and educators. They were covered by the Senate committee that heard the issue of citizenship a year ago. I see no advantage in covering the same ground.

What I would like to do is have a small subcommittee review everyone else, from federal officials right on down, and come up with a new list, which we can review, for the next meeting of the committee. I think we'll probably find considerably more consensus.

I point out, with all due respect, that this list has been prepared by staff, when I really think the list this committee deals with should be prepared by the committee.

[Translation]

M. Hanger: Cela devrait suffire.

Une voix: Nous allons donc les exclure.

M. Assadourian: Comme ils ont voix au chapitre et représentent une certaine mentalité et la majorité à la Chambre, il me semble que nous devrions leur permettre d'expliquer leurs points de vue au comité.

La présidente: Les membres du comité sont—ils d'accord pour que nous invitions M. Manning et M. Bouchard à témoigner?

M. Bryden: Oui.

M. Assad: Oui.

La présidente: D'après ce que vous avez dit, comme le point de vue du gouvernement sera bien représenté par les ministres qui viendront témoigner, il n'est pas nécessaire d'inviter M. Chrétien...

M. Assadourian: Pas le premier ministre.

La présidente: . . . même s'il est tout à fait libre de présenter un mémoire écrit, comme n'importe qui.

Est-ce que tout le monde est d'accord? Est-ce que cela vous va, Madeleine?

Mrs. Dalphond-Guiral: Yes.

La présidente: Monsieur Hanger?

M. Hanger: Oui.

La présidente: Très bien, membres du comité, nous passons maintenant aux éducateurs.

M. Bryden: Madame la présidente, je tiens à vous dire que je ne suis pas vraiment satisfait de la liste qui nous a été présentée. Si tout le monde est d'accord pour accepter ce que j'ai proposé tantôt, nous pourrions inviter les représentants du monde de la culture plutôt que des universitaires et des éducateurs et que nous formions un sous—comité de trois membres, un de chaque parti, pour dresser une nouvelle liste qui comprendrait le nom de représentants appropriés du monde de la culture.

Le sous-comité pourrait aussi examiner les témoins que nous pourrions entendre parmi les groupes qui s'occupent de questions techniques, comme l'Association du Barreau canadien. Ils auront sans doute des renseignements spécialisés à nous fournir. Je crois toutefois que nous pourrions remplacer. . .

La présidente: Vous voulez donc ajouter une catégorie?

M. Bryden: Non, je voudrais éliminer tous les universitaires et éducateurs. Ils ont été entendus par le comité du Sénat qui a examiné la question de la citoyenneté il y a un an. Je ne vois pas l'utilité de refaire le même travail.

Ce que je propose, c'est qu'un petit sous—comité examine toutes les autres possibilités, à partir des fonctionnaires fédéraux, et dresse une nouvelle liste que nous pourrons examiner à la prochaine séance du comité. À mon avis, ce sera probablement plus facile de s'entendre à ce moment—là.

Je signale fort respectueusement que la liste actuelle a été dressée par le personnel et qu'elle devrait à mon avis être dressée par le comité.

The Chairman: Members of the committee, I would like to bring an item to your attention, then we'll certainly discuss the suggestion by Mr. Bryden.

I would like to bring to your attention the fact that there are those organizations, groups, and individuals out there that are looking forward to being part of this process. We have have received requests to be heard, actually, from the Immigration Law Section of the Canadian Bar Association, from the Democracy Education Network, from the Nova Scotia Teachers Union and, again, from the Canadian Citizens Federation. There are groups who have requested to be heard. Then we'll move to those after we deal with this list, if that's all right.

But is there general agreement that we exclude academics from this debate, as suggested?

Mr. Hanger: I have to basically agree with Mr. Bryden. I think his suggestion is a very good one and valid, although I wouldn't want to totally exclude every academic and every educator.

In addition to the suggestions made by Mr. Bryden, I would like to see people who have immigrated to this country and have been here for perhaps 20 or 30 years, some of whom are Canadian citizens now, make presentations as to their viewpoints. All we've got on the list are special interest groups and there's a long list of them. Their viewpoints will unfortunately be very much one—sided, I think. I'd like to hear from those who are Canadian citizens, who immigrated here and contributed, perhaps more so than some of these groups.

I'm supporting Mr. Bryden's suggestion—

The Chairman: With reservations. You'd like some academics included.

Mr. Hanger: Yes, but very few.

Mr. Bryden: The subcommittee would deal with that aspect. If we have agreement to strike a subcommittee to prepare a list, which will come back here, then we can discuss that. I presume you'd want to be on that subcommittee.

Mr. Hanger: I would.

Mr. Bryden: Either you or your colleagues would like to. Just three people, and we'd be able to solve the matter in one shot.

Mme Dalphond-Guiral: Je pense que c'est intéressant qu'un sous-comité regarde cela de façon équilibrée. Par contre, je trouve important qu'on puisse entendre des experts. Je comprends que ces experts ont été entendus au comité du Sénat, mais c'est une chose de parler devant les Sénateurs et c'est autre chose que de répondre aux questions d'élus qui voient effectivement tout ce qui touche l'immigration, les nouveaux citoyens. J'aurais quant à moi beaucoup de réserve à dire qu'on exclut les experts. Moi, ça me dérangerait. Je ne veux pas leur donner toute la place, mais je pense qu'ils doivent y être au même titre que les gens qui sont devenus Canadiens par choix et dont la réalité quotidienne fait preuve du fait qu'ils sont Canadiens.

[Traduction]

La présidente: Je voudrais signaler une chose aux membres du comité, après quoi nous discuterons certainement de la proposition de M. Bryden.

Je tiens à vous signaler que les organismes, groupes et particuliers dont le nom figure sur la liste sont ceux qui veulent participer à notre examen. Nous avons reçu des demandes en vue d'être invités à témoigner de la section du droit de l'immigration de l'Association du Barreau canadien, du Democracy Education Network, du Nova Scotia Teachers Union et aussi de la Canadian Citizens Federation. Ce sont les groupes qui ont demandé de venir témoigner. Nous discuterons donc de la possibilité d'entendre ces groupes une fois que nous aurons décidé que faire de cette liste, si vous êtes d'accord.

Le comité est-il d'accord pour exclure les universitaires de nos audiences, comme l'a proposé M. Bryden?

M. Hanger: Je suis essentiellement d'accord avec M. Bryden. Je trouve que c'est une très bonne suggestion, même si je ne veux pas exclure automatiquement tous les universitaires et tous les éducateurs.

En plus des témoins proposés par M. Bryden, je voudrais entendre des gens qui ont émigré au Canada il y a peut-être 20 ou 30 ans, y compris des gens qui sont maintenant citoyens canadiens, pour qu'ils puissent exprimer leurs points de vue devant le comité. Pour l'instant, la liste ne contient que les noms de groupes qui ont des intérêts particuliers et ils sont très nombreux. Malheureusement, j'ai l'impression que leurs points de vue seront très biaisés. Je voudrais aussi entendre l'avis d'immigrants qui sont maintenant citoyens canadiens et qui ont peut-être fait une contribution plus importante que certains de ces groupes.

Je suis d'accord avec la proposition de M. Bryden. . .

La présidente: Avec certaines réserves. Vous voudriez entendre quelques universitaires aussi.

M. Hanger: Oui, mais seulement quelques-uns.

M. Bryden: Le sous—comité pourrait en décider. Si nous sommes d'accord pour former un sous—comité qui nous proposerait une liste de témoins possible, nous pourrions en discuter à ce moment—là. J'imagine que vous voudriez faire partie du sous—comité.

M. Hanger: En effet.

M. Bryden: Vous-même ou un de vos collègues en ferait partie. Il n'y aurait que trois personnes qui pourraient régler la question facilement.

Mrs. Dalphond-Guiral: I think that it would be interesting for the subcommittee to take a balanced view. However, I believe that it is important for us to hear also specialists. I understand that these experts were also heard by the Senate Committee, but it is one thing to speak before Senators and another one to answer the questions of elected representatives who have to look at all the aspects of immigration and who also represent new citizens. For my part, I would be very reluctant to exclude the experts. That would bother me. I do not want to hear academics only, but I think that they should be heard just as much as those who have become Canadian citizens by choice and who give evidence of being Canadians in their daily lives.

Mr. Assadourian: On one point of clarification, with regard to federal officials from, say, Citizenship and Immigration, am I right to assume that these include the citizenship judges, too?

Mr. Nolan: If you wanted the senior judge to come to the committee, I'm sure she'd be very open to doing so.

Mr. Assadourian: I would appreciate that because, after all, he or she may have some input.

Mr. Nolan: Oh, yes. They would be very open, I do believe. I don't speak for the judges, but I'm sure the senior judge is very cooperative and she'd appear at any point.

Mr. Assadourian: Can we include the citizenship judges?

The Chairman: Is that a name you'd like to include for consideration?

Mr. Assadourian: The senior citizenship judge, yes.

On the other point about the subcommittee, I am concerned about it for the reason that I don't know what it is going to do. When we set up a subcommittee, I think we also have to tell them what to do. We can't just set up a subcommittee and tell them to go and change the list from top to bottom; we have to have some say in it.

1215

Mr. Bryden: We just had that say right here. I think that has already been expressed.

Mr. Assadourian: Are you going to change the Sergio Marchi/Lloyd Axworthy schedule?

Mr. Hanger: No.

The Chairman: No, what I understand, Mr. Assadourian, is that we have agreed to have the four ministers, we've agreed to invite the leaders of the two official parties, and all others are under consideration.

Mr. Assadourian: In other words, the academic people and educators will be considered by the subcommittee, that's all.

The Chairman: I've also heard people say we've agreed we need a category of great Canadians, including literary—

Mr. Assadourian: All right.

The Chairman: —and we also need a category for individuals who have immigrated to Canada over the past 20 years. We also might look at a citizenship court judge. I think that covers it, right?

There was one suggestion by Madeleine that we might include members of Parliament, although you might consider that they will be involved in the drafting; at least, they will be involved as it works its way through Parliament.

Do I have agreement on that so far, members of the committee? We haven't really dealt with the issue of who makes these decisions. I might suggest it would be wise to consider the steering committee. The steering committee is already in place. We would invite all members. But that is one way we can get general agreement by both official parties—

[Translation]

M. Assadourian: Je voudrais une précision. Si nous attendons des fonctionnaires fédéraux du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, par exemple, ai—je raison de croire que nous entendrons par le fait même les juges de la citoyenneté?

M. Nolan: Si vous vouliez convoquer la juge-en-chef, je suis certain qu'elle accepterait volontiers.

M. Assadourian: Je le voudrais bien parce que je suis certain que le ou la juge aurait quelque chose à nous dire.

M. Nolan: Certainement. Je suis convaincu que les juges accepteraient volontiers d'exprimer leur opinion. De toute façon, je suis sûr que la juge-en-chef serait tout à fait d'accord pour venir témoigner n'importe quand.

M. Assadourian: Pourrions-nous inclure les juges de la citoyenneté?

La présidente: Est-ce quelqu'un que vous proposez d'inclure?

M. Assadourian: Oui, la juge-en-chef de la citoyenneté.

L'autre chose qui m'inquiète au sujet du sous-comité, c'est que je ne sais pas ce qu'il ferait. Si nous formons un sous-comité, nous devons aussi lui dire ce qu'il doit faire. Nous ne pouvons pas tout simplement créer un sous-comité et lui demander de changer la liste du début à la fin. Nous devons avoir notre mot à dire.

M. Bryden: Nous venons de donner notre avis. Il me semble que c'est déjà fait.

M. Assadourian: Allez–vous changer les arrangements pour Sergio Marchi et Lloyd Axworthy?

M. Hanger: Non.

La présidente: Si j'ai bien compris, monsieur Assadourian, nous avons accepté d'entendre les quatre ministres et d'inviter les chefs des deux Partis officiels de l'opposition et toutes les autres possibilités sont encore à l'étude.

M. Assadourian: Autrement dit, le sous-comité prendra la décision au sujet des universitaires et des éducateurs.

La présidente: J'ai aussi entendu certains membres du Comité dire que nous avons accepté de créer une catégorie pour des grands Canadiens, y compris des auteurs...

M. Assadourian: Très bien.

La présidente: . . . et nous devons aussi créer une catégorie pour des gens qui ont immigré au Canada depuis vingt ans. Nous pourrions aussi entendre un juge de la citoyenneté. Est—ce tout?

Madeleine avait proposé d'inclure aussi des députés, même si l'on peut considérer qu'ils participeront à notre travail, du moins pendant l'étude au Parlement.

Le Comité est-il d'accord jusque là? Nous n'avons pas encore déterminé qui pendra ces décisions. Ce serait peut-être une bonne idée de décider qui fera partie du Comité directeur. Le Comité directeur existe déjà. Nous pourrions inviter tous les membres du Comité à notre réunion. Ce serait une façon d'obtenir l'accord de tous les Partis officiels. . .

Mr. Assadourian: What decision, on who is to be invited?

The Chairman: Yes. I think we've got the good broad categories—

Mr. Assadourian: That's what we're doing now, aren't we?

The Chairman: Well, the steering committee... It's agreed we can't cover it all, because we don't have names—we need to be more inclusive—of great Canadians, individuals, etc. We need to get additional names. I think that as long as we get our first week or two, we will have a little bit of time to work on the more detailed ones so we can have all this agreed to, such as citizenship court judges.

I'm sorry, Mr. Assad, it is your turn.

M. Assad: Je voulais juste mentionner que la recommandation de notre collègue ici était d'éliminer quelques... Ce ne sont pas vraiment des experts, mais plutôt des groupes de pression. Et c'est pour cette raison que l'on voudrait limiter le nombre.

Je suis d'accord avec notre collègue d'en face, que cela prendrait des experts. Je connais des avocats qui travaillent uniquement dans l'immigration, et qui connaissent la loi d'une façon incroyable. Je pense qu'on pourrait peut-être inviter un ou deux avocats connus dans le domaine, qui pourraient contribuer beaucoup à ce Comité.

The Chairman: Mr. Assad, I certainly do agree with you. There is a group who call themselves the Canadian Bar Association, which is a group of lawyers who deal in citizenship law. Is that what you're meaning, to make sure that perspective and expertise is brought to us?

Mr. Assad: Right. I assume they're going to send somebody who practises immigration law.

The Chairman: Who is an expert.

Mr. Assad: Right.

The Chairman: That's acceptable to you. Mr. Hanger, certainly that's a perspective you would like to see as well.

Mr. Hanger: Certainly I think we should hear from some of the experts as well.

Mr. Bryden: Madam Chairman, I would prefer that the subcommittee I proposed not be the steering committee, simply because the steering committee is a structured committee concerned with agenda. What I had in mind was an informal committee that certainly would have to be represented by one person from each party here but could, of course, have anyone else come. For this type of list to occur, it needs to be debated in an informal context in which ideas can ebb and flow, whereas it's very difficult in a structured format.

So I would prefer that, and we could do it any time.

The Chairman: Is there general agreement that we—

[Traduction]

M. Assadourian: À quel sujet, pour décider qui sera invité à témoigner?

La présidente: Oui. Je pense que nous sommes d'accord sur des catégories générales...

M. Assadourian: C'est ce que nous faisons maintenant, n'est-ce pas?

La présidente: Eh bien, le Comité directeur... Nous sommes d'accord que nous ne pouvons pas tout décider parce que nous n'avons pas de liste de noms suffisamment complète de grands Canadiens, de particuliers et ainsi de suite. Nous avons besoin de plus de noms. À mon avis, tant que nous avons suffisamment de témoins à entendre pendant les quelques première semaines, nous aurons assez de temps pour dresser une liste plus détaillée, par exemple, pour les juges de la citoyenneté.

Excusez-moi, monsieur Assad, c'est votre tour.

Mr. Assad: I simply wanted to mention that the recommendation of our colleague was to eliminate certain... They are not really experts, but rather pressure groups. This is why we wanted to limit their number.

I quite agree with my colleague opposite that we would have to hear some experts. I know some lawyers who work only in immigration law and who are extremely knowledgeable. We could perhaps invite a few well–known lawyers in this field and they could make a useful contribution to the Committee.

La présidente: Je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur Assad. Il y a un groupe d'avocats spécialisés en Droit de la citoyenneté à l'Association du Barreau canadien. Est—ce ce groupe—là que vous voudriez entendre pour être certains que nous pourrons profiter des connaissances de ces gens—là?

M. Assad: En effet. J'imagine que l'Association nous enverra quelqu'un qui se spécialise dans le Droit de l'immigration.

La présidente: Un expert, quoi.

M. Assad: Oui.

La présidente: Nous sommes d'accord. C'est certainement le genre de témoignage que vous voudriez aussi entendre, monsieur Hanger.

M. Hanger: Je suis certainement d'accord pour entendre le point de vue de certains experts aussi.

M. Bryden: Madame la présidente, je préférerais que le sous-comité dont je parlais tantôt ne soit pas le Comité directeur simplement parce que le Comité directeur est un comité organisé qui s'occupe du programme du Comité. Je songeais davantage à un comité non-officiel qui compterait un représentant de chacun des Partis, mais bien sûr, n'importe quel autre membre du Comité pourrait aussi être là. Pour dresser une telle liste, nous devons en discuter entre nous et avoir une échange d'idées sans la moindre restriction, ce qui est très difficile à faire lors d'une réunion structurée.

Je préférerais donc que nous procédions de cette façon et nous pourrions nous réunir n'importe quand.

La présidente: Est-ce que tout le monde est d'accord pour. . .

Mr. Bryden: No, not this afternoon, no.

The Chairman: —strike a committee? Each caucus would choose one person to represent them in a subcommittee to review. Is that generally agreed?

Mr. Knutson: No. I think we should-

The Chairman: This person needs to be available soon to do this. Mind you, we have to develop our list first, so I'm sure it would be early next week.

• 1220

Mr. Knutson: Can I give you a counter–proposal? As John said, anyone can come. I think he may have said that.

Mr. Bryden: Yes, I did, just as long as it's three.

Mr. Knutson: So we're throwing it out to anyone who's interested to come.

The Chairman: Oh yes, I think we need to include everyone.

Mr. Bryden: Yes, I just don't want to do it in a structured way.

Mr. Knutson: [Technical Difficulty—Editor] . . .then have one representative from each party.

Mr. Bryden: A minimum of one representative, so that all three parties have an opportunity to be equally represented.

The Chairman: I guess the terms of reference for this committee would be two weeks.

Mr. Assadourian: Two weeks would be too much.

The Chairman: One week.

Mr. Bryden: Next meeting.

Mr. Assadourian: Next Tuesday.

Mr. Bryden: Yes, next Tuesday.

The Chairman: Everybody who cares can put names forward for the committee to consider. Is that generally agreed?

Some hon. members: Agreed.

Mme Dalphond-Guiral: Je comprends, certes, puisque vous parlez dans votre langue sans aller trop vite; mais je peux peut-être manquer des choses. Si je comprends bien, on parle de la composition du sous-comité qui devrait avoir au moins une personne de chacune des formations; mais quelqu'un suggère que tout le monde puisse participer, si on le désire.

J'ai des réserves à faire sur ce point. On veut que ce sous—comité soit efficace, et arrive à présenter une liste équilibrée de gens qui peuvent répondre à nos interrogations et nous aider. Je ne pense pas que ce soit très fonctionnel d'inviter toutes les personnes intéressées.

Si l'objectif du sous—comité est effectivement d'arriver à un consensus avec un nombre raisonnable et intéressant de gens, ici j'ai un problème avec cette idée. Je n'ai pas de problème, par contre, avec le fait que les gens viennent s'asseoir et écouter.

[Translation]

M. Bryden: Non, pas cet après-midi.

La présidente: . . . former un comité? Chaque parti choisirait un représentant pour faire partie de ce sous-comité. Est-ce que tout le monde est d'accord?

M. Knutson: Non. Je pense que nous devrions. . .

La présidente: Il faudrait que les membres de ce sous-comité soient disponibles sous peu. Nous devons d'abord dresser une liste, mais je suis certaine que le comité se réunirait au début de la semaine prochaine.

- M. Knutson: Puis-je proposer autre chose? Comme John l'a dit, n'importe qui pourrait assister à la réunion. Je pense que c'est bien ce qu'il a dit.
 - M. Bryden: Oui, pourvu qu'il y ait trois personnes.
- M. Knutson: Tous ceux que cela intéresse pourraient être là, donc?

La présidente: Oui, je pense que tous les membres doivent être invités.

- M. Bryden: Oui, mais je ne veux pas que ce soit une réunion structurée.
- M. Knutson: [Difficultés techniques—Rédacteur] . . . à ce moment—là, nous pourrions avoir un représentant de chaque parti.
- **M.** Bryden: Au moins un représentant pour que les trois partis puissent être représentés également.

La présidente: J'imagine que ce comité serait mandaté pour deux semaines.

M. Assadourian: C'est trop long.

La présidente: Une semaine.

M. Bryden: Lors de la prochaine séance.

M. Assadourian: Mardi prochain, donc.

M. Bryden: Oui, mardi prochain.

La présidente: Tous ceux qui veulent le faire pourront proposer des noms au Comité. Est-ce que tout le monde est d'accord?

Des voix: D'accord.

Mrs. Dalphond-Guiral: I can certainly understand, since you are not speaking English too fast, but I might miss something. If I understand correctly, we are talking about the makeup of the subcommittee which would include at least one representative from each party, but someone has suggested that anyone could participate if they so desire.

I have some reservations. We want the subcommittee to be effective and to come up with a balanced list of people who will be able to answer our questions and to help us. I do not believe that it would be a good idea to invite everyone who might be interested.

If the objective of the committee is indeed to agree on a reasonable number of interesting witnesses, I have a problem with what has been suggested. However, I have no objection to having everyone come and listen to the proceedings.

Mr. Bryden: Madam Chairman, I think it must be made very clear that the subcommittee has only been struck to make recommendations. The intention of the subcommittee is only to make recommendations; the committee actually makes the decisions. So the only reason for inviting as many people as would like to come is so that everyone feels they can have an input. I'm very much in favour of having Stompin' Tom Connors appear as a witness, if he would, and other people might have similar thoughts. It's just to try to have it as open and as efficient as possible.

Mrs. Dalphond-Guiral: I understand what you mean.

The Chairman: But it will be the committee that makes the decision.

Mr. Bryden: This committee.

The Chairman: This committee here, we here.

Mrs. Dalphond-Guiral: Yes, I understand that's really the way to act, but if the subcommittee has to take two weeks to think and have hearings, I think it's going to be too long. If I'm sitting there thinking I'll have an input on that subcommittee, I have to speak a little bit, not only smile, you know. If there are 40 people who want to speak, it's quite hard to have a subcommittee acting. . .well, not too fast but as fast—

The Chairman: I understand your points on efficiency.

Members of the committee, if we can work through our agenda we may even have half an hour here and now to go in camera at the end of this session to fill in the blanks. Are there any perspectives missing here?

If there are no other speakers, there is one that I think is really important to hear from on the Citizenship Act, and that is the provincial ministers who have citizenship—related responsibilities, especially in the provinces of Quebec, British Columbia and Ontario, because they are the ones who receive. . .

Mr. Hanger: [Inaudible—Editor]

The Chairman: Yes, I understand that, but we're trying to agree. It hasn't been brought up before. Is there agreement that we would invite the three provincial counterparts with responsibility for citizenship?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: So we have a good start. From what I understand we've agreed to, we will have the federal ministers and the provincials who are responsible for citizenship, and we will invite the two leaders of the parties. Have I missed anyone else to whom we have agreed and who can now be scheduled?

• 1225

Mr. Hanger: Madam Chairman, I'm wondering about including a member from Canada Health.

The Chairman: Keeping in mind that these are citizenship issues, and the issues we are dealing with are outlined—

[Traduction]

M. Bryden: Madame la présidente, il faut bien préciser que le sous-comité ne ferait que formuler des recommandations. C'est la seule chose qu'il ferait; c'est le Comité qui prendrait la décision. Si nous invitions tous ceux que cela intéresse à assister à la discussion, c'est simplement pour que tous puissent participer. Je voudrais bien entendre comme témoin Stompin' Tom Connors s'il est d'accord pour venir et d'autres députés auront peut-être aussi des noms à proposer. Je veux simplement que la discussion soit aussi ouverte et utile que possible.

Mme Dalphond-Guiral: Je comprends ce que vous voulez dire.

La présidente: Mais ce sera le Comité qui décidera.

M. Bryden: Le Comité principal.

La présidente: Le Comité principal, c'est-à-dire nous tous.

Mme Dalphond-Guiral: Je suis d'accord que c'est la bonne façon de procéder, mais si le sous-comité doit mettre trois semaines à réfléchir, je pense que ce serait trop long. Si je pense que je peux participer à la discussion du sous-comité, je devrai parler un peu et ne pas me contenter de sourire. S'il y a quarante personnes qui veulent la parole, ce sera très difficile pour le sous-comité d'agir, non pas trop rapidement, mais aussi rapidement. . .

La présidente: Je comprends ce que vous dites au sujet de l'efficacité.

Si nous pouvions en finir avec l'ordre du jour pour aujourd'hui, nous pourrions même avoir une demi heure immédiatement pour nous réunir à huis clos à la fin de la réunion d'aujourd'hui. Y a-t-il quelque chose qui nous empêche de le faire?

Si personne d'autre ne veut la parole, je tiens à signaler qu'il y a un autre point de vue important que nous devrions entendre relativement à la Loi sur la citoyenneté, en l'occurrence celui des ministres provinciaux chargés des questions relatives à la citoyenneté, surtout les ministres du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario parce que ce sont eux qui reçoivent. . .

M. Hanger: [Inaudible—Rédacteur]

La présidente: Oui, je sais, mais nous essayons de nous mettre d'accord. Personne n'a parlé de cette possibilité jusqu'ici. Le Comité est—il d'accord pour que nous invitions les trois ministres provinciaux qui s'occupent de citoyenneté?

Des voix: D'Accord.

La présidente: C'est un bon début. Nous sommes d'accord, je pense, pour entendre les ministres fédéraux et les ministres provinciaux qui s'occupent de questions reliées à la citoyenneté et pour inviter les chefs des deux Partis de l'opposition. Ai-je oublié des témoins sur qui nous nous sommes mis d'accord et pour qui nous pouvons maintenant fixer une date?

M. Hanger: Madame la présidente, on pourrait peut-être inviter un témoin de Santé Canada.

La présidente: Vu que nous traitons de questions reliées à la citoyenneté et de questions qui sont définies...

Mr. Hanger: We have somebody from Human Resources, Canadian Heritage, and Foreign Affairs and International Trade. We have Keith Spicer from the CRTC—why he's coming, I don't know.

The Chairman: The only ones we've agreed to are the ones you mentioned.

Mr. Hanger: Why is he on the list?

The Chairman: For our consideration.

Mr. Hanger: Okay, but have somebody from Canada Health.

The Chairman: Members of the committee, is there agreement to invite someone from Canada Health?

Mme Dalphond-Guiral: Je comprends l'idée d'inviter quelqu'un de la Santé, surtout dans le contexte actuel où on fait face à des problèmes sérieux. Je pense que ce serait une bonne idée, même si cela fait cinq représentants du gouvernement.

The Chairman: Perhaps, Mr. Hanger, you could give us some rationale as to why, what expertise they could provide that relates to the Citizenship Act and these discussions here.

Mr. Hanger: I think it's always good to know what evaluation there is. It should be somebody from Canada Health or from the health section of the immigration department, that area, so that we can evaluate any reports they have. I'm interested in knowing what the health issues are surrounding citizenship.

Mr. Assadourian: I don't think we need to call the health officials here for this session on citizenship because we assume that once they become an immigrant, they have cleared every medical factor involved in it. But when it comes to the immigration issue, I agree with my colleague that we should call on the health department officials. But for citizenship, it's just education. There isn't a medical situation there.

The Chairman: Any other discussion or decisions?

Mr. Bryden: Madam Chair, we talked about a subcommittee. Can we leave the membership of witnesses to that subcommittee? I don't know whether we quite agreed on how that subcommittee should be struck, but it should be the business of the subcommittee to do the preliminary examination—

The Chairman: I've listened to Madeleine in terms of the urgency of providing enough names that we've agreed on to the clerk so that those arrangements can be made, because we need to give people lead time. So if there are no objections, it's my hope that we can get enough names that we've agreed on so that it can be done. There will still be an opportunity because I think the committee could look at notable Canadians, great Canadians. We need to look a little further in terms of individuals. But I think there are some that we can make a decision on now, and perhaps we could move—

[Translation]

M. Hanger: Nous avons des témoins de Ressources humaines, de Patrimoine Canada, des Affaires extérieures et du Commerce extérieur. Nous entendrons Keith Spicer du CRTC, et je ne vois vraiment pas pourquoi.

La présidente: Les seuls témoins sur qui nous nous sommes mis d'accord sont ceux que vous avez mentionnés.

M. Hanger: Pourquoi son nom figure-t-il sur la liste?

La présidente: C'est un nom qui nous a été proposé.

M. Hanger: Très bien, mais nous devrions entendre quelqu'un de Santé Canada.

La présidente: Les membres du comité sont-ils d'accord pour inviter un représentant de Santé Canada?

Mrs. Dalphond-Guiral: I understand why we would invite someone from Canada Health, especially in the present situation when we are facing serious problems. I think that this would be a good idea, even though it would make five representatives from the government.

La présidente: Monsieur Hanger, vous pourriez peut-être nous expliquer pourquoi vous voulez inviter un représenant de Santé Canada et ce qu'il pourrait nous dire qui soit relié à la Loi sur la citoyenneté et à nos délibérations

M. Hanger: Il me semble que c'est toujours une bonne idée de bien connaître la situation. Nous devrions entendre un représentant de Santé Canada ou des services de santé du ministère de l'Immigration ou bien d'autres services pour qu'ils puissent nous fournir tous les renseignements qu'ils peuvent avoir. Moi, je m'intéresse aux questions de santé qui sont reliées à la citoyenneté.

M. Assadourian: À mon avis, ce n'est pas nécessaire de faire venir des gens des services de santé pour cette étude de la citoyenneté parce que, une fois qu'un immigrant devient citoyen canadien, nous devons supposer qu'il satisfait à tous les critères médicaux. Par ailleurs, quand nous étudierons les questions reliées à l'immigration, je suis bien d'accord pour entendre les gens du ministère de la Santé. Pour ce qui est de la citoyenneté, cependant, cela ne touche que l'éducation. Il n'y a pas de considération médicale.

La présidente: Y a-t-il autre chose?

M. Bryden: Madame la présidente, nous avons parlé de former un sous-comité. Peut-on laisser le sous-comité décider quel genre de témoins nous entendrons? Je ne sais pas si nous sommes tout à fait d'accord sur la façon de former le sous-comité, mais c'est lui qui devrait faire un examen préliminaire. . .

La présidente: Madeleine a déjà signalé qu'il était urgent de fournir au greffier la liste des noms sur lesquels nous nous sommes mis d'accord pour qu'on puisse prendre les dispositions nécessaires vu qu'il faut donner un préavis suffisant à nos témoins. Si personne n'a d'objections, il me semble que nous pouvons nous mettre d'accord sur suffisamment de noms pour procéder de cette façon. Nous pourrions encore ajouter d'autres témoins parce que le comité songera aussi à inclure des Canadiens très connus. Nous devons réfléchir davantage aux particuliers que nous entendrons. Il me semble cependant que nous pouvons nous mettre d'accord tout de suite sur certains témoins et nous pourrions peut-être...

Members of the committee, is there anyone else you think we might all agree on?

Mr. Knutson: I'd like to suggest the Canadian Association for Social Studies.

The Chairman: Members of the committee, if you recall, in our work plan these two were going to look at language and education. That work is incredibly important, but with regard to drafting the legislation and providing information to the department, we've chosen to leave that to phase two.

Mr. Bryden: Madam Chairman, I have an excellent suggestion in terms of getting us moving along quickly. You mentioned earlier that you have a list of people who have asked.

The Chairman: Yes. Is there anybody on this list?

Mr. Bryden: Why don't we just give that to the clerk right now?

The Chairman: Good.

Mr. Bryden: It gives him a start. We certainly wouldn't want to deny anyone who wants to appear before the committee. Then we can go to our subcommittee and come back with recommendations at the next meeting.

I agree with my colleague *d'en face* that it's very important to move quickly.

Mme Dalphond-Guiral: Merci.

The Chairman: Good suggestion.

These are the requests we have received to date. The first request is from the Immigration Law Section of the Canadian Bar Association, Mr. Howard Greenberg. Is there agreement? Agreed. That will give us a good start.

• 1230

There was a request from Democracy Education Network—that sounds like the fall—helping Canadians learn skills of democracy. That's an education issue. We'll write to them, thank them for their offer, and suggest that we'll deal with that in the fall.

Canadian Association for Social Studies, through a committee on effective Canadian citizenship education—again, that's education, and we'll let them know we're anxious to hear them in the fall.

The Canadian Citizenship Federation—

Ms Margaret Young (Committee Researcher): They should be asked to span both phases. I would think that if they're asked to bring their comments forward on the Citizenship Act they would be able to do that and you wouldn't want to preclude them from talking about citizenship promotion and education, because that is a major interest of theirs.

Phase one and phase two, if I could just take the liberty, Madam Chairman, are not watertight compartments. There will be some overlap, but regarding those groups that are identifiable as being only phase two, I think it would be appropriate to defer them, particularly given the time constraints. They should be asked to bridge both.

[Traduction]

Y a-t-il d'autres témoins sur qui vous pensez que nous pourrions nous mettre d'accord?

M. Knutson: Je voudrais proposer l'Association canadienne des sciences humaines.

La présidente: Si les membres du comité se rappellent bien, nous avions décidé dans notre plan de travail d'entendre ces deux groupes quand nous examinerions la langue et l'enseignement. C'est un travail extrêmement important, mais nous avions décidé que cela ferait partie de la deuxième étape et non pas de notre examen de la loi et des renseignements que nous fournirions au ministère.

M. Bryden: Madame la présidente, j'ai une excellente suggestion pour nous aider à aller plus vite. Vous avez dit tantôt que vous aviez une liste de témoins qui ont été invités à comparaître.

La présidente: Oui. Avez-vous quelqu'un à ajouter à la liste?

M. Bryden: Pourquoi ne pas remettre la liste au greffier immédiatement?

La présidente: Très bien.

M. Bryden: Cela lui donnera un point de départ. Nous ne voulons pas refuser à quiconque voudrait comparaître devant le comité la possibilité de le faire. Nous pourrions ensuite siéger en sous—comité pour formuler les recommandations à propos de notre prochaine réunion.

Je suis d'accord avec ma collègue d'en face que nous devons nous hâter.

Mrs. Dalphond-Guiral: Thank you.

La présidente: C'est là une bonne suggestion.

Voici les demandes que nous avons reçues jusqu'ici. La première vient de la section du droit de l'immigration de l'Association du Barrreau canadien, de M. Howard Greenberg. Est-ce que tout le monde est d'accord? Très bien. Cela nous donne un bon point de départ.

Nous avons reçu une demande du Democracy Education Network, apparemment pour l'automne, au sujet de la façon d'aider les Canadiens à faire l'apprentissage de la démocratie. C'est relié à l'éducation. Nous écrirons à ce groupe pour le remercier de son offre et nous lui signalerons que nous étudierons cette question l'automne prochain.

La «Canadian Association for Social Studies», par l'entremise d'un comité qui s'occupe de l'éducation en matière de civisme au Canada—c'est aussi relié à l'éducation. Nous ferons donc savoir à ce groupe que nous l'entendrons volontiers l'automne prochain.

La Fédération canadienne du civisme. . .

Mme Margaret Young (recherchiste du Comité): On devrait demander à ce groupe de participer aux deux étapes de notre étude. Il me semble que, si nous lui demandons de donner son avis sur la Loi de la citoyenneté, il pourrait le faire, ce qui ne nous empêcherait pas d'entendre son point de vue sur la promotion du civisme et sur l'éducation puisque ces questions l'intéressent beaucoup.

Si vous me permettez de faire une observation, Madame la présidente, l'étape un et l'étape deux ne sont pas entièrement séparées. Il y aura un certain chevauchement, mais je pense que ce serait une bonne chose d'attendre à plus tard pour entendre les groupes qui s'intéressent uniquement à l'étape deux, surtout vu les délais qui nous sont fixés. Ce groupe pourrait faire le pont.

The Chairman: Thank you. Is that agreed?

Mr. Knutson: [Inaudible—Editor]

The Chairman: Yes, because they'll have information for us on the act.

Canadian Ethnocultural Council—this is not a request to speak. It's a letter, just a notice.

Mr. Assadourian: Excuse me. We proposed that name as an elective at the last meeting.

The Chairman: Yes. Right now Mr. Bryden has suggested we deal with those who have asked to speak. We've now completed all those who have asked to speak. Is there anyone else you think we can agree on? In terms of academics, is there anyone there?

Mr. Bryden: Madam Chair, let's leave that. We've already decided we're going to discuss this in a subcommittee. Please leave it to the subcommittee. Otherwise we'll never leave this particular issue.

The Chairman: All right, we're leaving it to the subcommittee. Academics and educators will be the fall, but they could perhaps review that too. Agreed. And/or notable Canadians and any group that hasn't yet been asked. Is that agreeable? Is everyone clear on what we have agreed to?

Mr. Knutson: Is the issue of the composition of the subcommittee an issue?

The Chairman: That is an issue, and I think we should deal with it. Members of the committee, I'm going to suggest that anyone who knows an individual or an organization who really believes the individual or organization could add value to the work we're doing should be sure to hand that name, and just a bit of a background, to whatever committee we're about to set up.

Now, Mr. Bryden, would you make your suggestion again?

Mr. Bryden: I would like to move that a subcommittee be set up to consider witnesses for the citizenship discussion we have here, and that subcommittee should consist of a member of the two parties opposite. I suppose, to be consistent with the committee as struck here, there probably ought to be two Liberals, one Bloc, one Reform as the basic—

Mr. Assadourian: A 3:1:1 ratio.

Mr. Bryden: 2:1:1.

Mr. Assadourian: 3:1:1.

Mr. Bryden: Well, whatever you want.

The Chairman: Could I suggest that it be one of each and the chair?

Mr. Bryden: Yes. That's all right.

Mr. Assadourian: Because this committee reflects the House of Commons distribution and the subcommittee has to reflect the distribution of this committee, I think 3:1:1 is the appropriate ratio to go.

[Translation]

La présidente: Merci. Le comité est-il d'accord?

M. Knutson: [Inaudible—Rédacteur]

La présidente: Oui, parce qu'ils pourraient nous fournir des renseignements au sujet de la loi.

Le Conseil ethnoculturel du Canada. Ce n'est pas une demande à comparaître. C'est simplement une lettre, un avis.

M. Assadourian: Excusez-moi, mais nous avons proposé ce nom comme possibilité à la dernière réunion.

La présidente: Oui. Pour l'instant, monsieur Bryden a proposé que nous commencions par les groupes qui ont demandé de comparaître. Nous avons maintenant terminé avec ce premier groupe de témoins. Y a-t-il d'autres témoins sur qui nous pouvons nous mettre d'accord? Y a-t-il quelqu'un d'autre du côté des universitaires?

M. Bryden: Tenons-nous en à ceux-là, Madame la présidente. Nous avons déjà décidé d'en discuter au sous-comité. Laissons le sous-comité s'en occuper. Sinon, la discussion n'en finira jamais.

La présidente: Très bien, nous allons laisser le sous-comité en décider. Nous entendrons les universitaires et les éducateurs à l'automne, mais le sous-comité pourra peut-être aussi dresser une liste. Très bien. Il y a maintenant les Canadiens bien connus et tout autre groupe qui n'a pas encore été invité à comparaître. Est-ce que tout le monde est d'accord? Est-ce que tout le monde comprend ce que nous avons convenu de faire?

M. Knutson: Devons-nous discuter de la composition du sous-comité?

La présidente: Je pense que nous devrions en discuter. Je vais proposer aux membres du comité que tous ceux qui sont au courant d'un particulier ou d'un organisme qui pourrait contribuer à notre travail devrait communiquer ce nom ainsi que quelques renseignements pertinents au sous—comité que nous sommes sur le point d'établir.

Monsieur Bryden, voulez-vous faire votre proposition encore une fois?

M. Bryden: Je propose qu'un sous—comité soit établi pour voir quels témoins nous pourrions entendre dans le cadre de nos délibérations sur la citoyenneté et que ce sous—comité comprenne un membre de chacun des deux partis d'en face. J'imagine que, pour refléter la structure du comité principal, il faudrait probablement deux Libéraux, un représentant du Bloc et un représentant du Parti de la réforme...

M. Assadourian: Ce serait un rapport 3 à 1 à 1.

M. Bryden: 2 à 1 à 1.

M. Assadourian: 3 à 1 à 1.

M. Bryden: Ma foi, comme vous voulez.

La présidente: Puis-je proposer qu'il y ait un représentant de chaque parti plus le président?

M. Bryden: Oui, c'est très bien.

M. Assadourian: Comme la structure du comité principal reflète la structure de la Chambre des communes et que le sous—comité doit refléter la structure du comité principal, il me semble approprié d'avoir un rapport de 3 à 1 à 1.

The Chairman: That's the exact composition of our steering committee. Why would we not use our steering committee, again with everybody being welcome to be there and to offer suggestions, and it will come back to this committee for the decision?

Mme Dalphond-Guiral: Je pense qu'il y a des règles qui sont très claires, qui sont établies et qui visent à respecter la proportionnalité. Par ailleurs, le rôle de ce sous-comité est de permettre au Comité d'être efficace, alors je pense qu'en termes de maturité collective, on pourrait très bien choisir que pour une fois, on ait un sous-comité dans lequel il y a un membre de chacune des formations politiques et que chacun de ces membres fera un travail de qualité professionnelle. Je veux dire que je pense que ce serait déjà comme un pas en avant, en tout cas, sur le plan d'une collaboration efficace.

Mr. Assadourian: With 3:1:1, I think we will have good cooperation. It will not be a stalemate.

The Chairman: What have we agreed to?

Mr. Knutson: We haven't.

The Chairman: Does anyone offer any suggestions?

Mr. Knutson: I'll make a motion.

• 1235

The Chairman: We have a motion on the floor. Would you read the motion, Mr. Clerk?

The Clerk of the Committee: I don't have it in writing, but if Mr. Bryden wants to. . .

Mr. Bryden: I suggest a compromise. I suggest the subcommittee, as I described, be struck. It has no power; it has power only for recommendations, and nothing more than that. That's in the interests of the concerns put forward by my colleague, that the composition of the subcommittee consists of one of each of the parties opposite and two Liberals so that the majority situation reflected in the committee at large is reflected in the subcommittee.

Personally I don't see why this makes much difference either way, but if this is a way of getting this subcommittee struck efficiently, let's do it.

The Chairman: Is there general agreement?

Mr. Assadourian: Can I ask for clarification from the clerk? Is there a rule, regulation, or anything that indicates what kind of subcommittees we could have in terms of ratios or proportion?

The Clerk: No, there isn't. That's the committee's decision. Committees are masters of their own procedures. In that respect it can create subcommittees for working purposes.

The Chairman: Is there general agreement? The decision will be made—

Mr. Knutson: Are you calling the question? Let's call a vote.

[Traduction]

La présidente: C'est exactement la composition de notre comité directeur. Pourquoi ne pas charger le comité directeur de cet examen? Tous les membres du comité pourraient assister à la réunion et faire des suggestions, après quoi le comité directeur pourrait faire rapport au comité principal qui prendrait la décision finale.

Mrs. Dalphond-Guiral: I believe that there are rules which are very clear and well-established concerning proportionality. On the other hand, the job of this subcommittee would be to help the Committee to work efficiently. I therefore believe that, in view of our collective maturity, we could easily decide that, for once, we would have a subcommittee made up of one member of each of the political parties and that all of these members would do a professional job. In my opinion, this would already be a step forward, at least as far as working in a true spirit of cooperation.

M. Assadourian: Je pense que nous pourrons bien collaborer avec une proportion de 3 à 1 à 1. Il n'y aura pas d'impasse.

La présidente: Qu'avons-nous convenu?

M. Knutson: Nous n'avons rien convenu.

La présidente: Quelqu'un veut-il proposer quelque chose?

M. Knutson: Je vais présenter une motion.

La présidente: Une motion a été proposée et je prie le greffier de la lire.

Le greffier du Comité: Je ne l'ai pas par écrit, mais si monsieur Bryden. . .

M. Bryden: Je suggère un compromis. Je suggère que l'on établisse un sous-comité comme celui que j'ai décrit; le comité n'aurait aucun pouvoir sauf celui de faire des recommandations, rien de plus. Et pour tenir compte des préoccupations de mes collègues, le sous-comité se composerait d'un membre de chaque parti de l'Opposition et de deux Libéraux, ce qui refléterait la situation majoritaire des Libéraux au sein du comité.

Personnellement je ne vois pas quelle différence cela pourrait faire, mais si, en procédant de cette façon, on peut mettre sur pied un sous-comité qui fonctionnera de façon efficace, très bien.

La présidente: Sommes-nous tous d'accord?

M. Assadourian: Pourrais-je avoir quelques précisions du greffier? Prévoit-on dans les règlements ou autre part quel doit être le rapport entre les membres des différents partis au sein d'un sous-comité?

Le greffier: Non. C'est au comité de décider. Les comités sont maîtres de leurs propres procédures et peuvent créer des sous—comités pour les aider dans leur travail.

La présidente: Sommes-nous tous d'accord? La décision sera prise...

M. Knutson: Êtes-vous en train de mettre la question aux voix? Passons au vote.

The Chairman: I thought we were trying to work by consensus, but okay. We have a motion on the floor.

Motion agreed to

The Chairman: Perhaps each party could let us know who is going to be represented on that. That committee will meet on Monday.

Mr. Bryden: Faster than that.

The Chairman: We can pick a time. Before we leave today, let's pick a time.

Mrs. Dalphond-Guiral: I have to get back. I'm not very competent, but I'm able to listen and to speak a little bit.

Concerning Christiane and Mr. Nunez, I don't know when they will come back. If it is on Monday and they are not available, maybe I can participate in that subcommittee with great pleasure. I will learn a lot of things about that type of committee.

Mr. Hanger: All suggestions now will be forwarded to the subcommittee.

Mr. Bryden: Yes.

Mr. Hanger: Okay, fair enough. That's all I wanted to know.

The Chairman: Leave me your preferences. If you want to look at these lists and prefer to pass those on as well. . .

Mr. Hanger: Okay, but we're not going to discuss it any further here this morning?

The Chairman: No. I would really like to move on. Members of the committee, this is only one phase of the work we've agreed to do.

If I can just find it in this book here, we're going to talk a little bit about soliciting input from Canadians. It's on page 11.

Members of the committee, our researcher has identified a concern. I'm going to ask her to express it to you and ask for your opinions, and hopefully we'll get a resolution.

Ms Young: The department has prepared a very helpful issues paper for the committee.

Mr. Hanger: Very helpful.

Ms Young: Witnesses will be asking, if they haven't already, to participate in the study, but they always want to know exactly what the frame of reference is for the committee and what the committee's interested in.

I would suggest the government document would be an ideal thing to send out to witnesses. It's commonly done and it's entirely appropriate. However, I would suggest the document should be modified slightly by taking off the material at the back end, in particular the list of suggested witnesses. That's unnecessary.

I see that the officials are nodding in agreement with that.

I would also suggest, in the interest of sending out the most succinct delineation of the issues as possible, that you could also drop the references to the Australian experience. As for the letter from the minister to the chair, I'll leave it up to you. It can either go or not. It seems to me it's covered in the front part of the paper. That would leave basically the first 11 pages, which would be an excellent document to send to witnesses.

[Translation]

La présidente: Je croyais qu'on allait essayer de fonctionner par consensus, mais si vous y tenez. Une motion a été proposée.

La motion est adoptée

La présidente: Chaque parti pourrait peut-être nous faire savoir quels seront ses représentants au sein du sous-comité. Le comité se réunira lundi.

M. Bryden: Plus tôt serait préférable.

La présidente: Nous pourrons choisir la date avant de nous quitter.

Mme Dalphond-Guiral: Je ne suis pas très compétente mais je peux écouter et parler un peu.

En ce qui concerne Christiane et M. Nunez, je ne sais pas quand ils seront de retour. Si la réunion a lieu lundi et s'ils ne sont pas disponibles, je serai ravie de participer aux travaux du sous-comité, j'apprendrai beaucoup.

M. Hanger: Toutes les suggestions seront communiquées au sous-comité.

M. Bryden: Bien.

M. Hanger: Parfait, c'est tout ce que je voulais savoir.

La présidente: Dites-moi ce que vous préférez. Si vous voulez consulter les listes et les transmettre. . .

M. Hanger: Très bien, mais nous n'allons donc pas discuter davantage de cette question ici ce matin?

La présidente: Non. Je voudrais passer à autre chose. Il ne s'agit que d'une des questions sur lesquelles nous nous sommes entendus.

Si je peux me retrouver dans le document, nous allons parler maintenant de la consultation des Canadiens. C'est à la page 12.

Notre chargé de recherches a identifié un problème, j'espère que nous pourrons le résoudre et je vais lui demander de vous en parler.

Mme Young: Le ministère a préparé un document d'orientation très utile pour le comité.

M. Hanger: Très utile en effet.

Mme Young: Des témoins demanderont, s'ils ne l'ont déjà fait, de participer à l'étude, mais ils veulent toujours savoir exactement quel est le mandat du comité et quelles sont les questions qui l'intéressent particulièrement.

Je pense qu'il serait excellent d'envoyer ce document aux témoins, chose que l'on fait généralement et qui est tout à fait appropriée. Je propose toutefois de modifier légèrement le document pour en supprimer certaines parties, vers la fin, en particulier la liste proposée des témoins. Il n'est pas nécessaire de fournir cette liste.

Il me semble que les fonctionnaires sont d'accord, si je comprends bien leur signe d'assentiment.

Je propose en outre de laisser tomber la référence à l'expérience australienne, afin de délimiter la question le plus possible. Quant à la lettre du ministre au président, je vous laisse le soin de décider. Elle pourrait figurer dans le document ou non. Il me semble que cela figure déjà au début du document. Il resterait donc 12 pages d'un document excellent que l'on pourrait envoyer aux témoins.

The Chairman: Is that agreed, members of the committee?

Some hon. members: Agreed.

• 1240

The Chairman: Now page 11. We need some discussion on public meetings. We recently got our witnesses and how we're going to handle the hearings before the committee, but we haven't talked much about a video-conference, the electronic media, and the print media. Perhaps we can do a round and have some general discussions on how you would like to see us proceed—if you'd like to see us do so - with regional video-conferencing in the major centres on these issues to try to reach grass-roots Canadians in their homes.

Mr. Knutson: I have no opinion.

Mr. Assadourian: Video-conferencing in three cities-Montreal, Toronto, and Vancouver—only, rather than going to small centres here and there, because that's where our urban population is, more or less. . .

The Chairman: A nose is out of joint. You've missed Maritimers. Maybe we could ask the department what regions it relates to, because that might be helpful.

Have you got five districts?

Ms Chapman: Currently we have five districts—or we're in the process of having five districts. That's probably the better way of saying it. That would be one way of doing it.

One of the things the committee will have to look into is the availability of video-conferencing facilities and access to them. We have some research on this. I don't have it at hand, but I could provide it. Also, the Library of Parliament might have access to such

The Chairman: In terms of the five regions -

Ms Chapman: In terms of the five regions: British Columbia, the prairie region, Ontario, Quebec, and the Atlantic.

Mr. Assadourian: Yes, sure.

The Chairman: Then each of those divisions also would have a good idea of who would want to input from those regions.

Is it generally agreed that we should do some video-teleconferencing on the Citizenship Act in the regions, taking into consideration, of course, availability? We have budgeted for it.

Mr. Hanger: I'll just seek a little bit of clarification on exactly what video-teleconferencing is.

Ms Chapman: The approach we've used is one where committee members would be in a room and they would be available to the community through a video facility. So it would be interactive video, much as it would be if you were on a telephone line on a conference call. The difference is that you can see each other. The quality of the equipment varies and leads to some differences in availability of voice and image, but the experience that we've had with it has been very positive.

[Traduction]

La présidente: Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

La présidente: Passons à la page 13. Nous devrions avoir des discussions au sujet des réunions publiques. Nous avons parlé des témoins et de la question des audiences, mais nous n'avons pas parlé beaucoup de la question des vidéosconférences, média électroniques et journaux. Nous pourrions peut-être passer quelque temps à discuter de façon générale de la façon dont nous pourrions procéder, et c'est une suggestion seulement—en ce qui concerne les vidéos-conférences dans les grands centres afin de pouvoir rejoindre les Canadiens et Canadiennes chez eux.

M. Knutson: Je n'ai pas d'opinion à formuler.

M. Assadourian: Il devrait y avoir des vidéos-conférences dans trois villes, Montréal, Toronto et Vancouver seulement, et il faudrait éviter les petits centres par ci par là. En effet, c'est dans les grands centres que se trouve la population urbaine.

La présidente: Je vois des remous car vous avez oublié les Maritimes. Nous pourrions peut-être demander aux représentants du ministère comment se fait la répartition; cela pourrait en effet être

S'agit-il de cinq districts?

Mme Chapman: À l'heure actuelle, il y en a cinq—en fait il faudrait dire qu'il va y en avoir cinq très bientôt. On pourrait procéder donc sur cette base.

Le comité devra envisager la question de la disponibilité et de l'accès aux installations de vidéos-conférences. Nous avons fait quelques recherches à ce sujet. Je n'ai pas la documentation ici, mais je pourrais vous la fournir. La Bibliothèque du Parlement a peut-être accès à ce genre de renseignements.

La présidente: À propos des cinq régions. . .

Mme Chapman: Oui, il y a les cinq régions: la Colombie-Britannique, les Prairies, l'Ontario, le Québec et l'Atlantique.

M. Assadourian: Oui, bien sûr.

La présidente: Les citoyens de ces provinces auraient une bonne idée de la participation régionale.

Est-on généralement d'accord pour dire que si c'est possible, on procéderait à des vidéos-conférences à propos de la Loi sur la citoyenneté dans les différentes régions? C'est ce que nous avons prévu au budget.

M. Hanger: Je voudrais quelques précisions sur ce que cela signifie. Qu'entend-on exactement par vidéo-conférence?

Mme Chapman: Eh bien, les membres du comité se trouveraient dans une salle et pourraient correspondre avec les gens des différentes collectivités grâce aux installations vidéos; cela se ferait dans un mode interactif exactement de la même façon que si vous procédiez à une conférence téléphonique, avec la seule différence que vous pourriez vous voir. La qualité de l'équipement varie et la transmission de la voix et de l'image n'est donc pas uniforme, mais de façon générale l'expérience

video-conference room in the locale-for example, in Vancouver—is difficult. You have to restrict the number of people. That's one difficulty we've had.

Another approach, in addition to video-conferencing, that the committee might wish to consider is cable channels. There is the opportunity to use cable channels, which are very broadly available and often will have the programs available and often repeated so that the community becomes more aware of them. The hearings of the committee could therefore be televised.

Whether or not the committee travelled would not be an issue in those cases.

From our point of view, video-conferencing is best when you have a relatively small group, not more than, say, 30 people, whose views you want. For example, if you had a group of outstanding Canadians, perhaps in British Columbia, then you might want to bring those outstanding Canadians together in a situation there, rather than bringing them into Ottawa or having the committee travel there. You could interact with that group through the video-conferencing facility.

The Chairman: So video-conferencing is interactive-

Ms Chapman: Yes, it is.

The Chairman: —whereas a lot of the cable TV is limited even in audience.

• 1245

Ms Chapman: If I might respond to that, depending on the arrangement you have with the cable company, one possibility is that the program actually be the hearing itself and they could film the actual hearing and the witnesses you had. That would allow you to transmit information to a broad audience, and it would give you an opportunity to suggest to them that they provide you with written briefs and materials.

That doesn't mean you have an interaction with the audience per se. What it does mean is that a broad range of Canadians get to see the work of the committee and understand the kinds of issues you're dealing with, and therefore you're more likely to get input from the general Canadian public.

Mr. Knutson: My concern is that we're going to decide to do video-conferencing and then we'll agree on the mechanics, and that will drive the process, rather than starting with considering whether there is a group we want to meet with. There's a risk that we're going to get into a fairly complicated procedure.

I don't have any difficulty with video-conferencing if at some point someone could show me that it's needed and it's going to be helpful to the process, and that the benefits outweigh the costs. I would leave the decision to this steering to cancel it if it becomes apparent that there's too much cost, there's not a real benefit, that the process is getting overly complicated, we don't have an natural group to talk to in Montreal, Vancouver or Toronto, and that it's dragging the process.

[Translation]

The constraint is that to get large numbers of people into the que nous en avons faite a été très positive. Le seul problème c'est qu'il est difficile de rassembler un nombre important de gens dans les salles de vidéo-conférence, par exemple à Vancouver. Il faut restreindre le nombre de participants. Nous en avons fait l'expérien-

> En plus des vidéos-conférences, le comité pourrait vouloir envisager la possibilité de transmission grâce à la câblodistribution. C'est un système qui est disponible dans de très nombreux endroits et les émissions peuvent être retransmises très souvent, ce qui sensibilise davantage la population. Les audiences du comité pourraient donc être télévisées.

Que le comité voyage ou non, ce ne serait donc pas un problème.

les vidéos-conférences avis, particulièrement lorsque vous voulez entendre le point de vue de groupes assez restreints, c'est-à-dire ne dépassant pas 30 personnes. Si vous aviez par exemple un groupe de Canadiens particulièrement valables que vous voudriez entendre en Colombie-Britannique, vous préféreriez peut-être les rassembler dans leur province plutôt que de leur demander de se déplacer à Ottawa pour venir témoigner. La vidéo-conférence conviendrait particulièrement dans ce cas.

La présidente: Dans le cas des vidéos-conférences, il s'agit d'un mode interactif...

Mme Chapman: Oui.

La présidente: . . . alors que dans la câblodistribution l'auditoire est assez limité.

Mme Chapman: Si vous me permettez d'intervenir, tout dépend de ce que l'on conclut comme entente avec les compagnies de câblodistribution. Elles pourraient par exemple filmer l'audience elle-même et l'audition des témoins, et ensuite transmettre à un large public. Vous pourriez suggérer aux témoins de vous fournir leurs documents et mémoires par écrit.

Cela ne signifie pas que vous entrez en contact avec l'auditoire en tant que tel, mais simplement qu'un grand nombre de Canadiens et Canadiennes de tous les secteurs peuvent voir le comité à l'oeuvre, comprendre le genre de questions dont on discute; en procédant de cette façon, on a plus de chances de voir participer le grand public.

M. Knutson: Je crois qu'il faudrait d'abord décider si l'on veut procéder par vidéo-conférence et par la suite se mettre d'accord sur la façon de faire au lieu de se demander s'il y a un groupe que nous voudrions rencontrer. Cela risquerait de devenir assez compliqué.

Les vidéos-conférences ne me posent aucun problème, pourvu que quelqu'un puisse me prouver qu'elles sont nécessaires, qu'elles seront utiles dans le cadre de notre étude et que les avantages l'emportent sur les coûts. Je suis prêt à laisser entre les mains du comité de direction le soin de décider de ne pas avoir de vidéos-conférences si celles-ci sont trop coûteuses, si elles n'offrent pas de réels avantages, si le processus est trop compliqué, si nous n'avons pas de groupes qui voudraient nous parler à Montréal, Vancouver, Toronto bref donc si cela ralentit le processus.

Mr. Hanger: Madam Chair, I'm not sure of the costs involved in this type of process. I think it can be very effective. I'm wondering if it might not work in the area of the questioning of witnesses, for instance if they're at the other end of the country, rather than having them here. This could apply to a panel of witnesses. It would be something we could discuss and examine. It's just a thought.

The Chairman: Yes. I understand the concern we've all got with time. There is so little time, but I feel a real need on behalf of Canadians to speak to this issue. I really think that the department, certainly all the regions, would have good lists of people whom we should hear, who want to contribute to this particular piece of legislation, and I would like to see us move on teleconferencing. There was a suggestion by Mr. Knutson that this is something the steering committee could look into and come forward to this committee with a plan that's costed.

Mr. Knutson: No. I'd just leave it to you to make the decisions. If the subcommittee in its wisdom decides to go ahead, that's fine with me. You don't need to bring it back to the main group. Or if you decide to kill the idea, that's fine with me too. You don't need to bring it back to the main group.

The Chairman: But you'd like the steering committee to look at it and recommend-

Mr. Knutson: No, more than recommend, decide.

The Chairman: We have to adopt its report. My understanding is the steering committee doesn't have -

Mr. Knutson: We could delegate this.

The Chairman: Do you delegate decisions?

The Clerk: No. It has to be adopted by the main committee.

The Chairman: What direction would the department, or whoever's going to help us here, need in order to put together teleconferencing in small groups of 30 where we get input in five

Ms Chapman: Madam Chair, following up on Mr. Bryden's suggestion, we could suggest there are groups that l'a d'ailleurs suggéré, nous pourrions suggérer certains groupes might be appropriate for such a discussion in each of the regions, and then committee members could decide whether or not they felt comfortable with that. At the same time we could find the relevant information on the video-conferencing costs in each of the regions, and also availability, and get back to the committee. In that way we would put together a kind of a package for you, and the committee could consider whether or not it was helpful.

The Chairman: Is it being really unreasonable to ask for that by next Thursday or Friday, let's say, if we had a steering committee meeting? I guess it would be good to have a decision made before we break for our parliamentary—

1250

Ms Chapman: I will make every effort to make it by that time. The difficulty is that it's neither a policy issue nor an operations issue. I'm loath to commit my colleagues to things that I'm not sure they can deliver. I will make the effort to put it together. If I cannot get back to you with this material, then I will provide you with that information by tomorrow.

[Traduction]

M. Hanger: Madame la présidente, je ne suis pas sûre des coûts que tout cela pourrait représenter. Je pense que les vidéos-conférences peuvent être très efficaces. Je pense que cela convient lorsque l'on veut questionner des témoins qui se trouvent à l'autre bout du pays, plutôt que de les faire venir ici. Nous pourrions nous adresser à un groupe de témoins choisis. Nous pourrions donc envisager cette possibilité.

La présidente: Oui. Je comprends que nous sommes tous pressés par le temps. Toutefois, je crois que les Canadiens et Canadiennes voudraient certainement discuter de cette question. Je crois que le ministère aurait effectivement de très bonnes listes de témoins éventuels à nous proposer dans toutes les régions; par conséquent, je voudrais que l'on procède par télé-conférence. M. Knutson a proposé que le comité de direction étudie cette question et qu'il donne à ce comité-ci une idée de ce que cela pourrait coûter.

M. Knutson: Non, je vous laisse le soin de prendre la décision. Si le sous-comité, dans sa sagesse, décide d'aller de l'avant, très bien. Il n'a pas besoin de soumettre cette question au comité plénier. Par ailleurs, si vous décidez qu'il ne s'agit pas là d'une bonne idée, cela me conviendra également, et j'estime que vous n'avez pas besoin de présenter à nouveau cette question au comité plénier.

La présidente: Mais vous voudriez que le comité de direction étudie la question et recommande. . .

M. Knutson: Qu'il décide, au lieu de se contenter de recomman-

La présidente: Nous devons adopter son rapport, et si je comprends bien, le comité de direction n'a pas. . .

M. Knutson: Nous pourrions déléguer la décision au comité.

La présidente: Est-ce possible?

Le greffier: Non. C'est au comité plénier qu'il incombe de prendre la décision.

La présidente: Quelle directive devrait-on donner au ministère ou aux personnes qui nous prêteront main forte pour organiser des télé-conférences avec des petits groupes de 30 personnes dans les cinq régions du pays?

Mme Chapman: Madame la présidente, comme M. Bryden avec lesquels nous pourrions discuter de ces questions dans différentes régions; par la suite, les membres du comité pourraient décider si cela leur convient. Nous pourrions, en même temps nous renseigner sur le coût des vidéos-conférences dans chacune des régions et la disponibilité de ce système et en faire rapport au comité. Vous nous diriez alors si cela vous convient.

La présidente: Serait—il déraisonnable de demander que cela soit fait lors d'une séance du comité de direction, disons jeudi ou vendredi prochain? Il serait bon qu'une décision soit prise avant le congé parlementaire...

Mme Chapman: Je ferai tout mon possible pour que cela soit prêt alors. La difficulté, est qu'il ne s'agit ni d'une question de politique ni de fonctionnement. Je n'aime pas m'engager pour mes collègues à faire quelque chose qu'ils ne pourront peut-être pas faire. Je vais faire tout mon possible, et si je ne peux obtenir ces renseignements, je vous le dirai demain.

The Chairman: That would be great.

I liked your idea about putting great Canadians in one region...but my preference would be—and I guess, committee, we need to consider this—that, no matter if it's here at a formal hearing or if it's teleconferencing, we should have a balanced group. We shouldn't treat one particular group differently from another group. If we meet in the regions, then we should have all our groups—you know, the great Canadians...

Mrs. Dalphond-Guiral: The small ones.

The Chairman: Yes. Rather than separating them, I think there's value to be had by them being together and making their suggestions and comments together. If that's generally agreeable, then I think that's something we could work. Each region has its own artists, experts, etc.

Mr. Bryden: I have two very quick suggestions building on what you just said. This might be an opportunity to teleconference with school children in the various regions. I would love to take this to the schools. If in your deliberations you could consider that possibility, it would be wonderful to take it to schools in various parts of the country.

I don't know who would inquire into this, but we might be able to get some coordination with cable television in the various regions. If you're going to teleconference, then cable television has all the facilities and they're always looking for opportunities to use these in a constructive fashion. I don't know who should take the initiative on that, but I put that out.

The Chairman: Your idea about including kids is really valuable. They've got some great ideas on citizenship, the rights and responsibilities, and they study it. I'm wondering if we couldn't include kids in the regions, ask a school group or a scout group that could be kind of our witness in the region. I'm not sure that we have the people power to go to schools. Our timeframe is short.

Mr. Bryden: It would be funny to order them to appear.

The Chairman: So ask, ask, ask. Anyway, those are good suggestions, committee.

What about lead-up? Would anyone here like to be part of some regional promotion?

For instance, if we do a teleconferencing session in Montreal, would there be interest in perhaps two of this committee being in Montreal prior to it in order to develop some interest in this particular issue, to do a talk—line show or something along those lines? I was thinking of two by two. There are eleven of us and five regions; that makes one visit each to do some promotion of the teleconferencing session.

Mr. Hanger: Has it been decided that we are going to do teleconferencing?

The Chairman: No, but if we're going to do it, then it would seem to me that it would be good to promote it.

Mr. Hanger: Yes, certainly.

[Translation]

La présidente: Ce serait parfait.

J'aime bien cette idée de rassembler des Canadiens et Canadiennes importants... mais personnellement je préférerais que ce soit avec un groupe varié, que nous ayons des audiences ordinaires ou que nous procédions par téléconférence. Il ne faudrait pas faire de distinctions entre les différents groupes. Si nous avons des consultations dans les différentes régions, il faudrait avoir des représentants de tous les groupes—pas seulement les Canadiens et Canadiennes importants...

Mme Dalphond-Guiral: Les petites gens aussi.

La présidente: Oui. Et au lieu d'entendre chaque groupe isolément, il serait bon d'entendre leurs suggestions et commentaires en même temps. Si tout le monde est d'accord, je crois que nous pourrions procéder de cette façon. Chaque région a ses artistes, ses spécialistes, etc.

M. Bryden: Deux brèves suggestions qui découlent de ce que vous venez de dire. Il serait peut—être bon d'avoir une téléconférence avec les écoliers de différentes régions. Je voudrais bien que cela se fasse de cette façon. Si, au cours de vos délibérations, vous pouviez envisager une telle possibilité, ce serait vraiment exceptionnel. Les écoliers et écolières de différentes régions du pays pourraient ainsi être consultés.

Sans doute faudrait—il aussi se renseigner sur la possibilité de coordonner cela avec les entreprises de câblodistribution des différentes régions. Si l'on va procéder par téléconférence, ces entreprises disposent de toutes les installations voulues et sont d'ailleurs toujours à la recherche d'occasion, Je ne sais qui devrait prendre l'initiative; c'est une simple suggestion que je fais.

La présidente: Cette idée de faire participer les enfants est vraiment très bonne. Ils ont d'excellentes idées sur la citoyenneté, les droits et obligations des citoyens et ils étudient ces questions à l'école. Nous pourrions peut-être donc inclure des enfants, demander à des groupes scolaires ou des groupes de scouts de témoigner. Je ne suis pas sûr que nous ayons le personnel voulu pour nous rendre dans les écoles. De plus, notre temps est limité.

M. Bryden: Ce serait amusant de les obliger à comparaître.

La présidente: Allez-y! Il s'agit là de bonnes suggestions.

Que dire de la promotion? Qui aimerait participer à celle-ci dans les régions?

Ainsi, si nous faisions une téléconférence avec Montréal, y aurait-il deux membres du comité qui seraient intéressés à en faire la promotion, en participant par exemple à une ligne ouverte ou d'une autre façon? Je pensais que deux membres du comité pourraient se charger de la promotion dans les différentes régions. Il y a onze membres au comité et cinq régions, ainsi, à raison de deux membres par région, on pourrait s'occuper de la promotion des téléconférences.

M. Hanger: A-t-on décidé que l'on procéderait par téléconférence?

La présidente: Non, mais si nous procédions de cette façon il me semble qu'il serait bon d'en faire la publicité.

M. Hanger: Certainement.

The Chairman: I just want to see, if we do the teleconferencing, if there is interest in this group in...

Mr. Hanger: That's got some merit. Yes, I think so. That would be a good promotional aspect.

The Chairman: You have some reservations, as well.

Mr. Bryden: No, the teleconferencing is a good idea. As I mentioned, you could wrap it in with cable television again. I have no further comment.

The Chairman: Is that all the direction the department, the clerk, and the researcher need? Did all of you get everything you needed out of this session?

Mr. Bryden: While we have the witnesses here, can we sum up with a nice question for them?

The Chairman: On this, or do you want a new issue? Have we finished our business of the day? Oh no, we haven't. We have one thing before, a new item, which is our working group on immigration issues. That's number 4 on our—

Mr. Bryden: But, Madam Chairman,-

The Chairman: Oh, you mean on this issue? I'm sorry.

Mr. Bryden: —I want to stay with citizenship, if I may.

The Chairman: Okay, go ahead.

Mr. Bryden: While we're on this, I wonder if you would care to comment from a departmental perspective on why you think the Citizenship Act needs to be revised. What's the problem?

• 1255

Mr. Nolan: I'll speak from the technical side. It's been since 1977 that there's been a major change in the act. In that period of time, if you look at some of the issues, you can see some of them in terms of integrity, residence, or quality of what you'd want in a citizenship act, but they are really not there. Probably the major driving force is the fact that a person can be in the country for less than three days and get their citizenship. It's something I think we all find offensive, but it's now allowable under the act.

There are a few things highlighted in the materials. As we go through them, we'll give you some of the stories and we'll highlight how personally we do feel about even the technical changes. It's hard to believe you get emotional about technical changes, but you know there are stories behind these suggested changes. I think we can add the colour for you. You'll understand the real concerns of even us on the technical side about some of these changes.

Mr. Knutson: You raised the point of the passport babies. Is it out of the question to retroactively take citizenship away from the passport babies for the last five years?

[Traduction]

La présidente: Si nous procédons par téléconférence, je voudrais savoir qui dans ce groupe...

M. Hanger: Cela a du bon. Ce serait une bonne façon de faire la publicité.

La présidente: Mais vous n'êtes pas tout à fait sûr?

M. Bryden: Pas du tout, les téléconférences sont une bonne idée. Comme je l'ai dit, vous pourriez aussi faire intervenir la câblodistribution. Je n'ai pas d'autres commentaires à faire.

La présidente: Est—ce que nous avons donné au ministère, au greffier et aux attachés de recherche tous les renseignements nécessaires à leur travail?

M. Bryden: Pendant que nous avons les témoins, pourrions–nous résumer en leur posant une question intéressante?

La présidente: À ce sujet ou au sujet d'autre chose? Avons-nous terminé l'ordre du jour? Non, nous n'avons pas terminé, il y a une nouvelle question dont nous devons débattre, le groupe de travail sur l'immigration. C'est le numéro 4...

M. Bryden: Mais, madame la présidente. . .

La présidente: Vous voulez parler de cette question? Je m'excuse.

M. Bryden: . . .je voudrais que l'on s'en tienne à la question de la citoyenneté si c'est possible.

La présidente: Très bien, allez-y.

M. Bryden: Je tiens à ce que le ministère nous dise pourquoi il estime que la Loi sur la citoyenneté doit être modifiée. Quel est le problème?

M. Nolan: Je vais aborder l'aspect technique de la question. Il n'y a pas eu de modification majeure à la loi depuis 1977. Au cours de cette période, on s'est posé des questions concernant l'intégrité du système, la question de la résidence, la qualité de la Loi sur la citoyenneté. On s'est rendu compte qu'il y avait des lacunes. La raison principale pour laquelle on veut changer la loi est qu'on s'est rendu compte qu'une personne peut se trouver dans le pays pendant moins de trois jours et obtenir la citoyenneté. Nous trouvons tous cela choquant, j'en suis sûr, mais c'est permis aux termes de la loi actuelle.

Les documents mettent l'accent sur différentes questions. Au fur et à mesure que nous les passerons en revue, nous vous donnerons des exemples concrets et nous vous expliquerons notre façon de réagir face à ces changements techniques. Il est difficile de croire que l'on puisse être émotif quand on parle de considérations techniques, mais il faut être au courant des cas concrets qui nécessitent les changements proposés. Je crois que nous pourrons vous faire comprendre de quoi il s'agit. Vous serez alors en mesure de comprendre les préoccupations que nous avons.

M. Knutson: Vous avez parlé de la question de ces bébés qui détiennent un passeport canadien, serait—il possible de supprimer rétroactivement ces citoyennetés qui ont été accordées au cours des cinq dernières années?

Mr. Nolan: I'm not a lawyer. . .well, I am a lawyer, but I'm not a constitutional lawyer or an expert on government. Retroactive law is generally considered offensive, although we obviously do it in income tax -

Ms Chapman: And in the Immigration Act.

Mr. Nolan: - and in the Immigration Act. It has been done, but you should refer to your counsel about that. There has been retroactive legislation. I can say that.

Mr. Knutson: Who's my counsel?

Mr. Nolan: The parliamentary counsel.

Ms Young: He's talking to me.

Mr. Knutson: Can you check it out?

Mr. Nolan: Yes.

Mr. Knutson: I know you're a lawyer. I'm just kidding.

Mr. Nolan: There are a lot of lawyers, but none of them wants to give you an opinion. That's unusual.

Mr. Hanger: I'm coming to the fraudulent use of documents and the like. What proposals are going to be made to maybe enforce this pouvoir faire en matière d'application? Je sais que cela figure déjà, type of section? I know it's in there already, is it not? However, it seems as though it's...

Mr. Nolan: There are obviously undertakings in terms of government, the enforcement of documents, and the fraudulent use of documents. However, in terms of the Citizenship Act, we suggest the penalties are far too weak at this point in time, and they should be increased.

The Chairman: Members of the committee, that wraps up the part on citizenship.

We have one other bit of unfinished business. I'm assuming you've all received our Immigration Consultations 1994. This is a wonderful document and it will be very useful for all of us in our ridings. I really commend the department on it.

We had agreed in our earlier work plan to take part as interested volunteers in the working groups now meeting. If you refer to this you will see there are nine working groups, and some of them are under way now. I would like to know from each of you now, so we can get information to you on these working groups, what particular issues you would like to be involved in with the working committee.

Mr. Knutson: Right now?

The Chairman: Yes, because we've been anxiously waiting. We've been browbeating the department to hurry up so we can make these decision.

I'd like to be part of issue two. Maybe I can review these for you.

The first issue is this: what is the vision of Canada we seek to support through immigration? That one has no working committee around it at this time. Perhaps the work we do here is going to provide some answers to that one.

[Translation]

M. Nolan: Je ne suis pas avocat... c'est-à-dire je ne suis pas spécialisé en droit constitutionnel même si je suis avocat et je ne suis pas spécialisé en matière gouvernementale. De facon générale on n'aime pas adopter une loi qui soit rétroactive même si c'est ce qui se passe dans le cas de l'impôt sur le revenu.

Mme Chapman: Et de la Loi sur l'immigration.

M. Nolan: . . . et de la Loi sur l'immigration. Cela s'est fait, mais il faudrait poser la question à votre avocat.

M. Knutson: Oui est-il?

M. Nolan: Je veux parler du conseiller parlementaire.

Mme Young: Il me parle en ce moment.

M. Knutson: Pourriez-vous vérifier?

M. Nolan: Oui.

M. Knutson: Je sais que vous êtes avocat; je dis cela pour rigoler.

M. Nolan: Il y a beaucoup d'avocats, mais il en a aucun qui veuille vous donner un avis. Ce n'est pas normal.

M. Hanger: Au sujet des documents frauduleux, que va-t-on mais il semble...

M. Nolan: Le gouvernement a pris certaines initiatives en matière de documents frauduleux. Cependant, nous estimons que les peines pour infractions à la Loi sur la citoyenneté ne sont pas assez sévères. Il faudrait les rendre plus sévères.

La présidente: Je tiens à signaler aux membres du comité que ça termine la partie de notre examen sur la citoyenneté.

Nous avons une autre question que nous n'avons pas réglée. Je suppose que vous avez tous reçu les documents de consultation sur l'immigration 1994. Il s'agit d'un document exceptionnel qui sera très utile dans nos circonscriptions. Je félicite le ministère de l'avoir préparé.

Nous nous étions mis d'accord pour participer en tant que volontaires intéressés au groupe de travail. Il y en a neuf dont certains ont déjà commencé leurs travaux à l'heure actuelle. Je voudrais connaître les questions qui vous intéressent afin que nous puissions vous faire parvenir des renseignements sur les différents groupes.

M. Knutson: Tout de suite?

La présidente: Oui, nous attendons impatiemment votre réponse. Nous avons forcé le ministère à se dépêcher afin que nous puissions savoir exactement ce que nous voulions faire.

Je voudrais participer au groupe de travail numéro 2. Je pourrais peut-être les passer en revue.

La première question est la suivante: Quelle vision du Canada voulons-nous soutenir par notre politique d'immigration? Aucun groupe de travail ne se penche sur cette question à l'heure actuelle. Peut-être le travail que nous ferons au comité permettra-t-il de répondre à cette question.

The second issue: what criteria should we set for selecting immigrants in order to achieve our social and economic objectives? That's the one I'm signing on for.

The third issue: how should Canada meet its humanitarian obligations?

Is there any interest in issue two?

Mrs. Dalphond-Guiral: I am interested.

The Chairman: Now, there's an active new community member.

Mrs. Dalphond-Guiral: I imagine everybody here is very surprised about that interest.

Mr. Knutson: I'm interested in it. too.

The Chairman: I have one word of caution, members of the committee. What we've committed to with the department is that we will be active, participating members in these working groups. So you do need to consider your time as well.

Mr. Hanger, which two are you interested in?

Mr. Hanger: Just issue two.

Mr. Assadourian: Issues 3 and 4, please. I think they go together anyway.

The Chairman: I guess it would be Madeleine or someone from your group.

Mrs. Dalphond-Guiral: I can't answer for them.

The Chairman: Maybe you could talk to them about it and advise us which ones the Bloc would like to be involved in.

Mrs. Dalphond-Guiral: Okay.

The Chairman: Mr. Assadourian, I have three: humanitarian and immigration-

Mr. Assadourian: And international cooperation. Maybe you could join these two together. Am I right? Can they be joined together?

Ms Chapman: At the moment they are operating as two separate working groups. I think the results of them will get merged at the end, but I think for the time being we are operating them as separate.

The Chairman: Next is three and four.

Mr. Knutson: Three.

Mr. Hanger: Seven.

Mr. Assad: If I have to pick one, it would be five.

The Chairman: You don't have to. Don't feel obligated.

Mr. Assad: I'll say five.

The Chairman: Maybe we could just sign Mrs. Hayes on for eight and ten. That'll teach her not to miss.

[Traduction]

La question numéro 2 est la suivante: Quels critères de sélection devrions-nous établir pour atteindre nos objectifs sociaux et économiques? C'est à ce groupe que je m'inscris.

La troisième question est la suivante: Comment le Canada doit-il s'acquitter de ses obligations d'ordre humanitaire envers les réfugiés?

Y a-t-il quelqu'un qui s'intéresse à la question numéro 2?

• 1300

Mme Dalphond-Guiral: Cela m'intéresse.

La présidente: Voilà un nouveau membre actif.

Mme Dalphond-Guiral: Je suppose que tout le monde est très surpris d'apprendre que cela m'intéresse.

M. Knutson: Je m'intéresse à cette question, moi aussi.

La présidente: Un mot de mise en garde: nous nous sommes engagés auprès du ministère à être des membres actifs de ces groupes de travail. Il faut donc que les membres du comité tiennent compte du temps dont ils disposeront.

Monsieur Hanger, lequel de ces deux groupes vous intéresse?

M. Hanger: Le groupe numéro 2.

M. Assadourian: Passons aux questions 3 et 4 s'il vous plaît. Je pense qu'il faut les envisager ensemble.

La présidente: Ce sera Madeleine ou quelqu'un d'autre de votre groupe.

Mme Dalphond-Guiral: Je ne puis répondre pour eux.

La présidente: Peut-être pourriez-vous leur parler et nous dire à quel groupe le Bloc voudrait participer.

Mme Dalphond-Guiral: Très bien.

La présidente: Monsieur Assadourian: la question numéro 3 porte sur les obligations d'ordre humanitaire et porte sur l'immigration. . .

M. Assadourian: Et la coopération internationale. Vous pourriez peut-être relier les deux questions. Pourriez-vous le faire?

Mme Chapman: Pour le moment il s'agit de deux groupes de travail distincts. Je suppose qu'en fin de compte, on regroupera ces questions, mais pour le moment il s'agit de deux groupes distincts.

La présidente: Il y a ensuite les questions 3 et 4.

M. Knutson: Trois.

M. Hanger: Sept.

M. Assad: Si je dois choisir un groupe, ce sera le groupe numéro 5.

La présidente: Vous n'êtes pas obligé d'en choisir un, ne vous sentez pas obligé de le faire.

M. Assad: Allons-y pour le numéro 5.

La présidente: Nous pourrions peut-être inscrire M^{me} Hayes d'office pour les groupes 8 et 10. Cela lui apprendra à ne pas s'absenter.

Mr. Hanger: Did you record my issue 7 also, Madam Chair?

The Chairman: Yes.

I'll just go over it briefly to make sure I didn't miss anybody: For issue 2, I have Mr. Hanger and myself. For issue 3, Madeleine expressed an interest and will let us know which ones the Bloc are interested in, and I also have Mr. Assadourian and Mr. Knutson. I have Mr. Assadourian on issue 4, international cooperation, and Mr. Assad on integration, issue 5. I have nobody for improved coordination. On issue 7, protecting Canadian society, there is Mr. Hanger. On issue 8, economic benefits is an important one for those of you who haven't volunteered yet.

Mrs. Dalphond-Guiral: I'm sure we will have someone.

Mr. Bryden: Is issue 2 one that is still open?

The Chairman: There are two of us on issue 2.

Mr. Hanger: Madam Chair, if you want to take me off issue 2 and place me on issue 1, I will be—

The Chairman: There is no working group around issue 1, and perhaps the department can address that one. Do you want further information?

Mr. Bryden: I have a point of order. Can I suggest we release our witnesses? We are now on immigration issues and I think we've passed the point where they need to be here. I'm sure they would like to go to lunch or do other constructive things.

The Chairman: Good point. We appreciate the input. It's been extremely valuable.

Thank you very much for bringing that up, Mr. Bryden.

Mr. Hanger, you were making changes.

Mr. Hanger: You were saying there is no group for issue 1.

The Chairman: There's no working group around it because it was felt that issue would be addressed in the citizenship review and others. That was the explanation I got.

Mr. Knutson, did you pick one?

Mr. Knutson: I did. You can put me in issue 8, if you are looking for extras. I said issue 3, refugees.

The Chairman: The Bloc will let me know where they want to take part. Issue 10, policy development, is a good one.

That takes care of this outstanding work. Perhaps I'll send a letter outlining who is going to take part. Can I then leave it to the department to notify. . .?

• 1305

Ms Chapman: I can take the list back with me now and make you aware as soon as possible, but it would be useful to have a formal listing in case I've missed somebody's name.

[Translation]

M. Hanger: Avez-vous noté que la question 7 m'intéresse madame la présidente?

La présidente: Oui.

Je vais reprendre brièvement pour être sûre que je n'oublie personne: Question numéro 2, monsieur Hanger et moi-même. Numéro 3, Madeleine a exprimé son intérêt et nous fera savoir les questions qui intéressent les représentants du Bloc. J'ai également le nom de messieurs Assadourian et Knutson. J'ai le nom de M. Assadoudrian pour la question numéro 4, coopération internationale et M. Assad intégration; je n'ai personne pour l'amélioration de la coordination. Au sujet de la question numéro 7, protection de la société canadienne, j'ai le nom de M. Hanger. Au sujet de la question 8, avantages économiques, personne ne l'a choisie, mais c'est une question importante qui pourrait convenir à quelqu'un qui n'a encore rien choisi.

Mme Dalphond-Guiral: Je suis sûre qu'il y aura des volontaires.

M. Bryden: Est–ce qu'il y a encore de la place au groupe numéro 2?

La présidente: Il y a déjà deux volontaires.

M. Hanger: Madame la présidente, si vous voulez supprimer mon nom à la question 2 et l'inscrire à la question 1, je. . .

La présidente: On n'a pas établi de groupe de travail pour la question 1. Le ministère pourrait peut-être donner des explications. Voulez-vous plus de renseignements?

M. Bryden: J'invoque le Règlement. Puis-je suggérer de libérer les témoins? Nous sommes en train de parler de questions de l'immigration et je ne crois pas qu'il soit nécessaire pour eux d'être ici. Je suis certain qu'ils voudraient bien aller manger ou faire quelque chose de positif.

La présidente: Excellente idée. Nous apprécions votre contribution qui est extrêmement valable.

Je vous remercie de faire cette suggestion monsieur Bryden.

Monsieur Hanger, vous vouliez procéder à un changement.

M. Hanger: Vous avez dit qu'il n'y avait pas de groupe de travail pour la question numéro 1.

La présidente: Il n'y a pas de groupe de travail pour la simple raison que l'on pensait que cette question serait étudiée lors de l'examen de la question de la citoyenneté etc. C'est du moins l'explication qu'on m'a donnée.

Monsieur Knutson, avez-vous choisi un groupe?

M. Knutson: Oui. Vous pouvez m'inscrire au groupe 8 si vous n'avez personne. J'avais donné mon nom pour la question 3, la question des réfugiés.

La présidente: Le Bloc me fera savoir à quel groupe il tient à participer. La question 10 qui porte sur l'élaboration de la politique, est intéressante.

Cela règle donc le travail en suspens. Je vous enverrai sans doute une lettre indiquant la participation. Pourrai—je laisser au ministère le soin d'aviser. . . ?

Mme Chapman: Je peux reprendre la liste maintenant et vous mettre au courant le plus tôt possible, mais il serait utile d'avoir une liste officielle au cas où j'aurais omis le nom de quelqu'un.

I've started to meet some of the groups that will be meeting shortly. I think we should probably be able to get back to you by Monday or Tuesday with a schedule of all the upcoming meetings.

Mr. Hanger: I'd like to make a change if I could: issue 3 and issue 7.

The Chairman: Issues 3 and 7 as opposed to 2 and 7. This sounds like a betting establishment.

Members of the committee, we have taken care of all our issues, except Mr. Bryden had an issue under new business.

Mr. Bryden: I had a motion before and I can go ahead with that motion, but since the session has been long, I'm quite happy to postpone my motion to the next meeting. It's not one of urgency and I think we've covered enough ground already.

The Chairman: Let the minutes show the motion has been made. If you will restate it, someone can move postponement. Do you want it on the record?

Mr. Bryden: My motion was to strike a-

The Chairman: We didn't accept the motion. It hasn't been made. Please make the motion and—

Mr. Bryden: Let's leave it until the next meeting, if that's all right with everyone.

The Chairman: First, Mr. Assadourian, let us have him make the motion and we'll know what we are dealing with.

Mr. Bryden: I will make the motion that we strike a subcommittee to deal with the report on future estimates, but I don't see any need to discuss it right now.

The motive for striking the subcommittee is that I don't want to leave the report on the future estimates to see it drop off the table. All the other committees are doing reports on future estimates and it's a way of showing we have gained something from the witnesses we've heard.

I do not want to interfere with a very intense schedule for the debate on the Citizenship Act, so I would like to see a subcommittee struck to examine the various proposals or recommendations for a report on future estimates. We can then come back to this committee with the consensus on those points we would like to put before this committee, if we get any consensus. It is just a mechanism to save time.

The Chairman: The motion is accepted. Could we have a motion to postpone to the next meeting?

Mr. Knutson: So moved.

The Chairman: We're not going to deal with this today.

Mrs. Dalphond–Guiral: Can you repeat that motion for me? I'm not sure I understood everything.

The Chairman: Would you repeat the motion?

Le greffier: Je peux le dire en français si vous voulez.

Mme Dalphond-Guiral: C'est extraordinaire! Un cadeau!

[Traduction]

J'ai commencé à consulter certains des groupes que nous rencontrerons bientôt. Je pense que nous serons probablement en mesure de vous remettre lundi ou mardi un calendrier de toutes les prochaines réunions.

M. Hanger: Je voudrais apporter un changement, si possible: fascicule 3 et fascicule 7.

La présidente: Fascicules 3 et 7 au lieu de 2 et 7. On dirait que nous sommes au casino.

Mesdames et messieurs, je crois que nous avons tout réglé, sauf que monsieur Bryden avait un nouveau point à l'ordre du jour.

M. Bryden: J'avais déposé une motion que je peux présenter maintenant, mais puisque la séance a été longue, je suis tout disposé à attendre à la prochaine réunion. Il n'y a pas urgence et je crois que nous avons déjà assez travaillé pour aujourd'hui.

La présidente: Faites en sorte que la motion figure au compte rendu. Si vous voulez la reformuler, quelqu'un pourra proposer de la reporter. Voulez-vous qu'elle figure au compte rendu?

M. Bryden: Ma motion visait à...

La présidente: Nous n'avons pas accepté la motion. Elle n'a pas été faite. Veuillez énoncer votre motion, après quoi. . .

M. Bryden: Attendons à la prochaine réunion, si tout le monde est d'accord.

La présidente: Premièrement, M. Assadourian, laissons-le présenter sa motion et nous saurons à quoi nous en tenir.

M. Bryden: Je propose de créer un sous-comité pour étudier le rapport sur les budgets futurs, mais je ne vois pas la nécessité d'en discuter tout de suite.

Je propose de créer un sous—comité, c'est que je ne veux pas que le rapport sur les budgets futurs soient laissés de côté et tombent dans l'oubli. Tous les autres comités font des rapports sur les futurs budgets et c'est peut—être une façon de démontrer que nous avons appris quelque chose des témoins que nous avons entendus.

Je ne tiens pas à nuire à un calendrier très serré pour le débat sur la Loi sur la citoyenneté, et je voudrais donc que l'on crée un sous—comité qui serait chargé d'étudier les diverses propositions ou recommandations en vue d'un rapport sur les futurs budgets. On pourrait ensuite revenir au comité plénier et dégager un consensus sur les points que nous voudrions voir mis à l'ordre du jour du comité, s'il y a consensus. C'est simplement une manière de gagner du temps.

La présidente: La motion est acceptée. Quelqu'un voudrait-il proposer d'en reporter le débat à la prochaine séance?

M. Knutson: J'en fais la proposition.

La présidente: Nous n'allons donc pas en discuter ce matin.

Mme Dalphond-Guiral: Pourriez-vous répéter cette motion à mon intention? Je ne suis pas bien sûre d'avoir tout compris.

La présidente: Voudriez-vous répéter la motion?

The Clerk: I can read it in french if you want.

Mrs. Dalphond-Guiral: How extraordinary! What a godsend!

Le greffier: M. Bryden propose la création d'un sous—comité pour examiner les recommandations possibles concernant les crédits budgétaires étudiés par ce Comité.

Mrs. Dalphond-Guiral: Okay. I am not interested in the money. I have trouble with money.

The Chairman: We won't tell your constituents.

Mrs. Dalphond-Guiral: That's why I don't understand.

Motion agreed to

Mr. Assadourian: I would like to suggest, Madam Chairman, that you be a member of the subcommittee we struck earlier to review the names of the witnesses, simply because you are the chairman. I think you should be part of that subcommittee. So there would be two members of the committee, you and one member from the opposition parties, for a total of five members.

The Chairman: Is that agreed? Should we do that by motion?

The Clerk: We should vote on that.

The Chairman: Would you repeat that one more time?

Mr. Assadourian: I move that the chairman of the committee be a member of the subcommittee to review the list of witnesses regarding academic educators.

Mr. Bryden: No, it is not this.

The Chairman: There were a few more than that.

• 1310

Mr. Assadourian: Yes, review the list, except for those we agreed on previously.

The Chairman: To be composed of five members—the chairman, two Liberals, one Bloc and one Reform—

Mr. Bryden: I think we're all agreed.

The Chairman: —and report back to the committee.

Motion agreed to

The Chairman: The committee is adjourned.

[Translation]

The Clerk: Mr. Bryden moved that a subcommittee be struck to review possible recommendations concerning the estimates examined by this committee.

Mme Dalphond-Guiral: Bon. Puisqu'il est question d'argent, cela ne m'intéresse pas. J'ai des problèmes de ce côté-là.

La présidente: Nous ne le dirons pas à vos électeurs.

Mme Dalphond-Guiral: C'est pourquoi je n'avais pas compris.

La motion est adoptée

M. Assadourian: Je voudrais proposer, madame la présidente, que vous soyez membre du sous—comité que nous avons créé tout à l'heure en vue de passer en revue les noms des témoins, simplement parce que vous êtes présidente. Je trouve que vous devriez faire partie de ce sous—comité. Il y aurait donc deux membres du comité, vous—même et un représentant des parties d'opposition, pour un total de cinq membres.

La présidente: Est-ce convenu? Devrait-on en faire l'objet d'une motion?

Le greffier: Nous devrions voter là-dessus.

La présidente: Voudriez-vous répéter la motion?

M. Assadourian: Je propose que la présidente du comité soit membre du sous-comité chargé d'examiner la liste des témoins au sujet des professeurs.

M. Bryden: Non, ce n'est pas celle-là.

La présidente: Il y en a eu plusieurs autres.

M. Assadourian: Oui, passer la liste en revue, à l'exception des noms sur lesquels nous nous sommes déjà mis d'accord.

La présidente: Un comité devant être composé de cinq membres, la présidente, deux Libéraux, un du Bloc et un de la Réforme...

M. Bryden: Je crois que nous nous sommes mis d'accord.

La présidente: . . . et ce sous-comité fera rapport au comité

La motion est adoptée

La présidente: La séance est levée.



MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Lettermall Port payé
Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Citizenship and Immigration:

Richard Nolan, Registrar, Citizenship;

Norman Sabourin, Chief, Program Management, Citizenship;

Laura Chapman, Director General, Policy and Program Development

Naheed Israeli, Senior Policy Officer, Settlement and Program Development Policy.

TÉMOINS

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Richard Nolan, greffier, Citoyenneté;

Norman Sabourin, chef, Gestion du programme, Citoyenneté;

Laura Chapman, directrice générale, Élaboration de la politique et des programmes;

Naheed Israeli, agente principale de la politique, Politique de l'établissement et de développement des programmes.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Governmen Publication

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 11

XCIF - M71

Thursday, May 12, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 11

Le jeudi 12 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Committee on

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

n accordance with Standing Order 108(2) and the En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Règlement Committee's decision of Thursday April 21st, 1994, a study of he Citizenship Act

CONCERNANT:

et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la Loi sur la citoyenneté



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel
Vice-Chairmen: Ovid Jackson
Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Marie Carrière

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Marie Carrière

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 12, 1994

(19)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 9:38 o'clock a.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Member present: Julian Reed for Mark Assad.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Pursuant to its Order of Reference under Standing Order 108(2), (see Issue No. 6, April 21st, 1994), concerning a review of the Citizenship Act, the Committee proceeded to the consideration of its future business.

The Chair presented the First Report of the Sub-Committee on Witnesses (Citizenship Act) which reads as follows:

1. That the Standing Committee approve the invitation of the following witnesses to appear before the Committee:

The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration; The Honourable Lloyd Axworthy, Minister for Human Resources Development; The Honourable Michel Dupuy, Minister of Canadian Finestone, Secretary of Heritage: Sheila (Multiculturalism) (Status of Women); Keith Spicer, Chair, CRTC; Richard Cashen, CTC; Honourable Pierre Trudeau; Lucien Bouchard; Preston Manning; Senator Noel Kinsella, Chair, Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology; William Kaplan, University of Ottawa; Darlene Johnston, University of Ottawa; William Kymlicka, University of Ottawa; Dr. Rais Kahn, University of Winnipeg; Neil Bissoondath, Author; Tomson Highway, Playwright; Margaret Atwood; Kurt Browning; Pierre Berton; Stompin'Tom Connor; Douglas Coupland; Céline Dion; Allan Fotheringham; Karen Kain; Betty Kennedy; Pete McGarvey; Kim Mitchell; Anne Murray; Mordecai Richler; Brad Roberts (Crash Test Dummies); David Suzuki; Mr. Dressup; Sharon, Lois, and Bram; Miriam Bedard; Jean Beliveau; Peter Gzowski; Peter C. Newman; Farley Mowat; Leonard Cohen; Laurier Lapierre; Bill Reid; Tony Onley; The Honourable David Lam, Lieutenant Governor of B.C.; Canadian Advisory Council on the Status of Canadian Citizenship Federation; "Table de Council of Immigrant Serving Agencies; Concertation des Organismes de Montréal au Service des Réfugiés, Inc."; Scouts Canada; Girl Guides; Canadian Canadian Bar Association; Ethnocultural Council; National Organization of Immigrant and Visible Minority Women of Canada; National Action Committee on the Status of Women; Assembly of First Nations; Native Council of Canada; Native Women's Association of Canada; "Fédération des communautés francophones et acadiennes"; Monarchist League; Canadian Human Rights Commission; Inuit Tapirisat; Working Level Passport /

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 12 MAI 1994

(19)

[Traduction]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 9 h 38, dans la salle 208 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: Julian Reed pour Mark Assad.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement (voir le fascicule nº 6 du 21 avril 1994), le Comité discute de ses travaux relatifs à la révision de la Loi sur la citovenneté.

La présidente présente le Premier rapport du Sous-comité des témoins (Loi sur la citoyenneté), dont le texte suit:

1. Que le Comité permanent permette que l'on invite les témoins suivants à comparaître devant lui:

L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration; L'honorable Lloyd Axworthy, ministre du Développement des ressources humaines; L'honorable Michel Dupuy, ministre du Patrimoine d'État Sheila Finestone, Secrétariat canadien: (Multiculturalisme) (Condition féminine); Keith Spicer, Président, CRTC; Richard Cashen, CTC; L'honorable Pierre Trudeau; Lucien Bouchard; Preston Manning; Noel Kinsella, Sénateur, Président, Comité permanent sénatorial sur les affaires social, la science et la technologie; William Kaplan, Université d'Ottawa; Université William Johnston, d'Ottawa; Kymlicka, Université d'Ottawa; Rais Kahn, Université de Winnipeg: Neil Bissoondath, écrivain; Tomson Highway, écrivain de théâtre; Margaret Atwood; Kurt Browning; Pierre Berton; Stompin'Tom Connor; Douglas Coupland; Céline Dion; Allan Fotheringham; Karen Kain; Betty Kennedy; Pete McGarvey; Kim Mitchell; Anne Murray; Brad Roberts. «(Crash Richler: Dummies)»; David Suzuki; Mr. Dressup; Sharon, Lois, et Bram; Miriam Bédard; Jean Béliveau; Peter Gzowski; Peter C. Newman; Farley Mowat; Leonard Cohen; Laurier Lapierre; Bill Reid; Tony Onley; L'honorable David Lam, Lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique; Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme; Fédération canadienne du civisme; «Western Council of Immigrant Serving Agencies»; Table de Concertation des Organismes de Montréal au Service des Réfugiés, Inc.; Scouts Canada; Guides Canada; Conseil ethnoculturel du Canada; Association du Barreau canadien; Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada; Comité canadien d'action sur le statut de la Assemblée des premières nations; Conseil femme: national des autochtones du Canada; Association des du Canada; Fédération autochtones femmes

Citizenship Officer; Norman Ouck; Social Studies Teachers; and Representatives from Veterans' and Volunteer Groups.

- That the Standing Committee limit the payment of travelling expenses to not more than one (1) witness from any group appearing before the Committee during its study of the Citizenship Act.
- 3. That the Standing Committee allocate one half (1/2) hour for each witness or witness group appearing before the Committee of which up to 10 minutes will be set aside for their presentation and the balance for questioning by members.
- 4. That, within time constraints, every effort be made to accommodate future witnesses who come forward wishing to appear before the Committee during its review of the Citizenship Act and that the Chair be empowered to authorize the invitation of future witnesses after consultation with members.

On motion of Mr. Knutson, it was agreed,—That the First Report of the Sub-Committee on Witnesses (Citizenship Act) be concurred in.

On Motion of Mr. Jackson, it was agreed, — That, in relation to its hearings on the Citizenship Act, the Committee advertise on the Parliamentary Channel and through Canada Newswire.

- —That May 25, be the deadline for witnesses to indicate to the Committee that they wish to be heard and/or submit a brief.
- —That the Committee undertake to hold televideoconferences during the weeks of May 30 and June 6, 1994; that the centres include Halifax, Montréal, Toronto, Edmonton and Vancouver and other centres if interest warrants; and that the Committee seek the permission of the House for the necessary staff to travel.

Mr. Jackson moved, — That, in relation to its hearings on the Citizenship Act, the Committee retain the Services of Scott Reid of Consultation Communications to assist in its review of the Citizenship Act from May 13 to June 23, 1994 for an amount not to exceed \$5,000.00 (hourly rate not to exceed \$85.57 and a daily rate not to exceed \$599.00)

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to on the following division:

YEAS: 6

NAYS: 4

At 10:35 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

communautés francophones et acadiennes; «Monarchist League»; Commission canadienne des droits de la personne; «Inuit Tapirisat»; «Working Level Passport/Citizenship Officer»; «Social Studies Teachers»; Norman Ouck, (ancien juge à la Citoyenneté); et Représentants de «Volunteer and Veterans Association»

- 2. Que le Comité permanent rembourse les frais de déplacement d'un (1) seul témoin par groupe qui comparaîtra devant lui aux fins de son examen de la Loi sur la citoyenneté.
- Que le Comité permanent accorde une demi-heure à chaque témoin ou groupe de témoins, dix (10) minutes devant être réservées à la déclaration liminaire et vingt (20) aux questions des membres du Comité.
- 4. Que, dans la mesure où le temps le permettra, le Comité fasse l'impossible pour entendre les personnes susceptibles de vouloir témoigner devant lui dans le cadre de son examen de la Loi sur la citoyenneté, et que le président du Comité soit autorisé à permettre que l'on invite d'autres témoins, après consultation de ses membres.

Sur motion de Gar Knutson, il est convenu — Que le Premier rapport du Sous-comité des témoins (Loi sur la citoyenneté) soit adopté.

Sur motion de Ovid Jackson, il est convenu — Qu'à l'occasion de son examen de la Loi sur la citoyenneté, le Comité annonce la tenue de ses audiences sur la Chaîne parlementaire et Canada Newswire.

- Que la date limite pour faire connaître son intention d'être entendu ou de soumettre un mémoire, soit fixée au 25 mai.
- Que le Comité tienne des vidéoconférences au cours des semaines du 30 mai et du 6 juin; que les endroits soient Halifax, Montréal, Toronto, Edmonton et Vancouver et d'autres villes, au besoin; que le Comité demande à la Chambre d'autoriser les déplacements du personnel requis.

Ovid Jackson propose — Que pour les fins de l'examen de la Loi sur la citoyenneté, le Comité retienne les services de Scott Reid, de Consultation Communications, du 13 mai au 23 juin 1994, pour l'aider dans ses travaux, la rétribution ne devant pas dépasser 5 000 \$ (taux horaire maximal, 85.57 \$; taux journalier maximal, 599 \$).

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée:

POUR: 6;

CONTRE: 4.

À 10 h 35, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Patricia Steenberg

La greffière du Comité

Clerk of the Committee

Patricia Steenberg

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, May 12, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 12 mai 1994

• 0937

The Chairman: Members of the committee, we have a quorum.

As you can see from our agenda, we have really two purposes today. One is to consider the subcommittee on witnesses report, to include perhaps in that any additional ones we may have missed, and to ensure it's complete. The second order of business of course is the revised work plan and the motions we will need to implement it.

I'd ask you to take a look at the first report of the subcommittee on witnesses and make sure all the names you wanted are there. If there are any additional ones, now is the time.

Ms Clancy (Halifax): Thank you, Madam Chair. Actually in the meeting we attended earlier this morning, a name came up that I should have thought of and didn't. Given the time constraints and everything, I'm happy, one way or the other. I will just bring forward the name of the National Black Coalition.

The Chairman: I'm sure Madam Clerk has that.

Ms Clancy: Do you have on your list the National Black Coalition?

The Chairman: We'll add that-

Ms Clancy: I just want to make sure we have the race and gender balance, that's all. Whatever you decide to do is fine with me. I just want to make sure the balance is there.

The Chairman: Are there any other additional names you would like to add to the witness list? Mr. Assadourian, followed by Mrs. Gagnon.

Mr. Assadourian (Don Valley North): May I make a correction? The name MacGarvey is misspelled. It should be "Mc" rather than "Mac". It's number 12, I believe, under notable Canadians—Pete McGarvey.

The Chairman: Ms Gagnon, with Mr. Nunez, has suggested the addition of Simon Langlois, Fernand Dumont, Daniel Latouche, Guy Laforest, Jacques Dufresne. We've also added the organizations listed there. Are there any others?

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du comité, il y a quorum.

Comme vous pouvez le voir, l'ordre du jour comporte deux points. Premièrement, l'étude du rapport du sous-comité sur les témoins; il s'agira notamment d'examiner d'autres aspects qui nous ont peut-être échappé, et de nous assurer que nous avons fait le tour de la question. Deuxièmement, nous allons nous pencher sur le plan d'action révisé et sur les motions nécessaires pour le mettre en oeuvre.

Je vous invite à lire le premier rapport du sous-comité sur les témoins pour vous assurer que tous les noms que vous avez proposés y figurent. Si vous avez d'autres témoins à proposer, c'est le moment de le faire.

Mme Clancy (Halifax): Merci, madame la présidente. À la réunion de ce matin, on a mentionné un nom auquel j'aurais dû penser. En raison des contraintes de temps et ainsi de suite, je suis contente, d'une manière ou d'une autre. Je propose donc la Ligue nationale des Noirs du Canada.

La présidente: Je suis sûre que madame la greffière en a pris bonne note.

Mme Clancy: Cette association fait-elle partie de la liste?

La présidente: Nous allons l'y inscrire. . .

Mme Clancy: Je veux juste m'assurer que les races et les sexes soient équitablement représentés, c'est tout. Je respecterai votre décision, Mon seul souci, c'est l'équité.

La présidente: Y a-t-il d'autres noms que vous aimeriez ajouter à la liste des témoins? Monsieur Assadourian, suivi de M^{me} Gagnon.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Si vous permettez, je vais faire une rectification. Il y a une faute d'orthographe dans le nom MacGarvey. Il faut écrite «Mc» au lieu de «Mac». Je crois qu'il s'agit du numéro 12 dans la liste des notables canadiens—Peter McGarvey.

La présidente: M^{me} Gagnon et M. Nunez ont proposé que l'on ajoute à la liste les noms suivants: Simon Langlois, Fernand Dumonts, Daniel Latouche, Guy Laforest et Jacques Dufrey. Nous avons aussi ajouté les organisations figurant dans cette liste. Y en a-t-il d'autres?

• 0940

Mr. Assadourian: In the last meeting we discussed the possibility of having this list translated beforehand, because I have difficulty getting French.

Mrs. Gagnon (Québec): It's the name of the organizations, the name of the people—

M. Assadourian: À la dernière réunion, nous avons discuté de la possibilité de faire traduire cette liste à l'avance, car j'ai du mal à obtenir la version française.

Mme Gagnon (Québec): Ce sont les noms des organisations et des personnes...

The Chairman: It's unfortunate. I think the clerk can do that when she includes it in the report, if that's acceptable to all.

Mr. Assadourian: Just keep that it mind for next time.

Mrs. Gagnon: I will translate that immediately.

Mr. Assadourian: No, no, next time—don't worry.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): I wasn't aware we could still add names to the list. I do have some but there not written or typed on a sheet for me to hand out.

The Chairman: That's fine. Just read them to us and make sure we spell them correctly.

Mr. Hanger: I have a Ms Joan Pierre. She's a representative of the black community in Toronto. I have a phone number.

The Chairman: Perhaps you could pass that on to the clerk.

Mr. Hanger: I have one other, Michael Bliss.

An hon. member: A reporter.

Mr. Hanger: He's a University of Toronto professor. I thought we would include his name on there.

An hon. member: Are you his friend?

The Chairman: Order, please.

An hon. member: I know him. He's a fellow historian and he's no better than I am.

Some hon. members: Oh, oh!

The Chairman: Members of the committee, I remind you that we decided to be very liberal about how we do this and be very inclusive, so we are including these.

Mr. Hanger: There is also Mr. T.J. Bennett, also from Toronto; Mrs. Ruth Williams of Toronto; and Barry Cooper, a political science professor at the University of Calgary.

The Chairman: Any other additions?

Ms Clancy: This is not an addition, just a correction, Madam Chair. Richard Cashen is with the CTC, the Canadian Transport Commission, not the CRTC.

The Chairman: I think we need a comedian or two to lighten this up a little.

Mr. Hanger: I nominate Mr. Bryden.

The Chairman: Funny haw, haw, not funny peculiar.

Ms Clancy: I mentioned Mary Walsh from St. John's, Newfoundland, of *This Hour Has 22 Minutes* and *Codco*.

The Chairman: I don't know—The Royal Canadian Air Farce.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): Remember Wayne & Shuster? We have one of the team left. They were probably the greatest Canadian comedians at one time. It would be very remiss not to invite him.

[Translation]

La présidente: C'est dommage. Je pense que la greffière va faire traduire la liste avant de l'inclure dans le rapport, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

M. Assadourian: Ce serait bon d'y penser, pour la prochaine fois.

Mme Gagnon: Je vais m'en occuper immédiatement.

M. Assadourian: Non, la prochaine fois—ne vous en faites pas.

M. Hanger (Calgary Nord-Est): J'ignorais que nous pouvions encore ajouter des noms à la liste. J'en ai quelques-uns, mais je ne les ai pas écrits ou tapés sur une feuille pour vous les remettre.

La présidente: Ça va. Lisez-les simplement et assurez-vous que l'orthographe est juste.

M. Hanger: Il y a M^{me} Joan Pierre, qui représente la communauté noire de Toronto. J'ai son numéro de téléphone.

La présidente: Veuillez le communiquer à la greffière.

M. Hanger: Il y a aussi M. Michael Bliss.

Une voix: Un journaliste.

M. Hanger: Il est professeur à l'Université de Toronto. J'ai pensé qu'il pourrait faire partie de la liste.

Une voix: Êtes-vous son ami?

La présidente: À l'ordre, s'il vous plaît.

Une voix: Je le connais. Il est historien comme moi et il n'est pas meilleur.

Des voix: Oh, oh!

La présidente: Chers collègues, je vous rappelle que nous avons décidé d'être très tolérants dans notre façon de procéder et de recevoir le plus grand nombre de témoins possible, nous acceptons donc ces noms.

M. Hanger: Il y a aussi M. T.J. Bennett, également de Toronto; M^{me} Ruth Williams de Toronto; et M. Barry Cooper, professeur des sciences politiques à l'Université de Calgary.

La présidente: Y en a-t-il d'autres?

Mme Clancy: Non, madame la présidente, mais j'aimerais faire une rectification. M. Richard Cashen travaille à l'Office national des transports, et non pas au CRTC.

La présidente: Je pense que nous avons besoin d'un comique ou deux pour détendre un peu l'atmosphère.

M. Hanger: Je propose M. Bryden.

La présidente: Très drôle. Ha ha ha!

Mme Clancy: J'ai mentionné M^{me} Mary Walsh de St. John's, Terre-Neuve, qui joue dans *This Hour Has 22 Minutes* et dans *Codco*.

La présidente: Connais pas — The Royal Canadian Air Farce.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Vous vous souvenez de Wayne & Shuster? L'un des membres du duo vit encore. Ils étaient probablement les meilleurs comédiens canadiens à un moment donné. Ce serait vraiment dommage de ne pas l'inviter.

The Chairman: Members, this is the last call.

Mr. Hanger: Ted Byfield.

The Chairman: That would be interesting.

Mr. Bryden: Yes, I think that would make for an interesting witness.

The Chairman: I have one other. I hate to do this to you Madam Clerk: k.d. lang, a good Albertan.

Some hon. members: Hear, hear!

Mr. Bryden: Who is k.d. lang?

The Chairman: My son wants Roch Voisine.

Mme Gagnon: Je pense qu'il y a des artistes québécois qui sont plus représentatifs, comme Pauline Julien et Gilles Vigneault.

It's more representative.

The Chairman: What we had determined was that we would try to be inclusive and that we would welcome all.

Mrs. Gagnon: You put Pauline Julien and Gilles Vigneault and André Gagnon.

• 0945

The Chairman: Is he related? They may not all come. This is an invitation.

Are we happy with our new list, our liberal, inclusive list?

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): I wouldn't mind having David Frum. With the entertainers and the people from the arts community, I am concerned. This isn't a game. This isn't our way to have ourselves amused. I'm wondering if we may not have too many. That element needs to be represented, but I do think we have to look at it with care in that we want the total perspective and the total spectrum of Canadians.

The Chairman: Your comments are certainly well taken. As well, we will be providing each of these people who come to speak with the framework, the discussion paper here in the book. I think they will all have a good, clear picture that they' re not here with the purpose of entertaining but providing us with background.

Mrs. Hayes: I want to go on record that this is a very serious thing.

Ms Clancy: Just so the record reflects it, the position of artists—my having come off two years on the communications and culture committee—is very serious in this country, particularly in the light of citizenship. I assure you that a great number of these people will be unavailable. Three or four on the list are on tour and will probably be unavailable.

The expression, in my view, of citizenship is very well expressed from the point of view of both national and regional endeavour in this country. I can tell you that when we did the constitutional report we were keen to invite as many Canadians artists as possible. It's not a question of being entertained. I've met all these people. I can stay home. They really do have a very strong and deeply invested interest in Canadianism.

[Traduction]

La présidente: Chers collègues, veuillez proposer un dernier nom

M. Hanger: Ted Byfield.

La présidente: Ce serait intéressant.

M. Bryden: En effet; je pense qu'il serait un témoin intéressant.

La présidente: J'en ai un autre. Sauf votre respect, madame la greffière, je propose k.d. lang, une bonne ressortissante de l'Alberta.

Des voix: Bravo.

M. Bryden: Qui est k.d. lang?

La présidente: Mon fils veut Roch Voisine.

Mrs. Gagnon: I think there are some Quebec artists who are more representative, like Pauline Julien and Gilles Vigneault.

Ils sont plus représentatifs.

La présidente: Nous avions décidé d'être généreux et d'inclure tout le monde.

Mme Gagnon: Inscrivez donc Pauline Julien, Gilles Vigneault et André Gagnon.

La présidente: Est-ce de la parenté? Ils pourraient ne pas venir tous. Il s'agit d'une invitation.

Sommes-nous satisfaits de notre nouvelle liste libérale et généreuse?

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): J'inviterais volontiers M. David Frum. En ce qui concerne les artistes, cela m'inquiète. Il ne s'agit pas d'un jeu. Nous ne sommes pas là pour nous amuser. Je me demande si nous n'en avons pas trop. Certes, les artistes doivent être représentés, mais je pense que nous devons faire attention dans la mesure où nous voulons une perspective globale et une représentation de toutes les couches de la population canadienne.

La présidente: Nous prenons bonne note de vos observations. Nous fournirons également à chacun de ces témoins le cadre du débat, c'est-à-dire le document de travail que nous avons ici. Je pense qu'ils comprendront clairement qu'ils ne viennent pas ici pour nous amuser mais pour nous informer.

Mme Hayes: Veuillez inscrire au procès-verbal qu'il s'agit là d'une question très sérieuse.

Mme Clancy: À cet égard, la position des artistes—et j'ai siégé pendant deux ans au comité des communications et de la culture—est très sérieuse dans ce pays, surtout en ce qui concerne la citoyenneté. Je vous assure que bon nombre de ces gens—là ne seront pas disponibles. Trois ou quatre d'entre eux sont en tournée et ne pourront peut—être pas témoigner.

À mon avis, la citoyenneté canadienne s'exprime très bien à l'échelle tant nationale que régionale. Je puis vous dire qu'en rédigeant le rapport constitutionnel, nous avons tenu à inviter autant d'artistes canadiens que possible. Il ne s'agit pas de se divertir. J'ai rencontré tous ces artistes. Je peux rester chez moi. Leur attachement au Canada est vraiment très solide et profond.

Mr. Bryden: I would like to reinforce exactly what Ms Clancy says. All artists are a very serious component of our national culture, and I can't think of any group that can better express the concept of citizenship and express it well. If "well" should be in terms of enjoyable as opposed to stuffy, then so be it. If you want to see the other perspective, I refer to the Senate's report on citizenship, which dealt only with academics and intellectuals. I think you'll see that we are on the right course. If you want to go the other way, you can look at that report.

Mrs. Hayes: To close on this, I accept what the members are saying. I share much of that same opinion. Again, I don't want this to be an elitist witness group. We're talking about famous people, whether they be academics or entertainers or whatever. I'm saying we need Canadian input. We need ordinary Canadian input to our committee and I hope that will be allowed in all our discussions.

The Chairman: Madam Clerk has also brought forward a very good point, which is that we all need to do some work within our different party caucuses as well as our regional caucuses to talk about this citizenship, what we're doing here, what our goals are, and let people know we need to hear from Canadians on the rights and responsibilities as well as the privileges and the values. We need the input of all to come forward with a balanced report.

So if there are no further comments or suggestions. . .

Mr. Hanger: I have one other suggestion: Mr. William Wen from the Chinese community in Toronto.

The Chairman: Also, we will be advertising on the parliamentary channel soon, so we will be receiving requests.

Mme Gagnon: Puis—je poser une question, madame la présidente? Sur la liste des témoins, est—ce qu'on peut ajouter des noms, parce qu'on ne sait pas si les gens vont accepter ou pas? On pourrait ajouter des noms au fur et à mesure que les gens donnent un réponse négative.

• 0950

On n'a pas assez de gens qui représentent nos régions. Donc, on va pouvoir vous en suggérer?

The Chairman: It is our hope to accommodate anyone who makes a request to be heard. It is now going to be advertised on the parliamentary channel. If you know of someone and you think they would be good and we should hear their perspective, by all means encourage them to write and ask to be heard.

Members of the committee, if you would just quickly look over the first report. We will need a motion to adopt the subcommittee on witnesses report.

Mr. Bryden: It says first report, but I was under the impression this subcommittee was a one-time thing. I don't think we will have to strike this subcommittee again, will we?

The Chairman: My understanding is that the subcommittee is to deal with the further witnesses. There may be a need to call it again for a specific purpose.

[Translation]

M. Bryden: Je voudrais abonder dans le même sens que M^{me} Clancy. Tous les artistes constituent un élément très important de la culture nationale, et aucun groupe n'exprime mieux notre citoyenneté que ces demiers. Si cette expression est plus divertissante qu'ennuyeuse, tant mieux. Si vous voulez avoir une autre perspective, je vous renvoie au rapport sénatorial sur la citoyenneté, qui reflète uniquement l'opinion des universitaires et des intellectuels. À mon avis, vous verrez que nous sommes sur la bonne voie. Si vous voulez adopter une autre démarche, vous pouvez lire ce rapport.

Mme Hayes: Pour clore cette question, j'accepte ce que disent mes collègues. Je partage la plupart de leurs opinions. Une fois de plus, je ne veux pas que nous soyons élitistes dans le choix des témoins. Nous parlons ici de personnes célèbres, que ce soient des universitaires, des artistes ou d'autres personnes. Il faut que les Canadiens s'expriment. Nous voulons que le citoyen ordinaire participe à nos délibérations, et j'espère qu'il en sera ainsi.

La présidente: Madame la greffière a aussi soulevé un point très important, à savoir que nous devons tous faire avancer ce dossier dans les caucus de nos partis et de nos régions, en parlant de la citoyenneté, de ce que nous faisons ici, de nos objectifs; faisons savoir aux gens que nous voulons entendre l'opinion des Canadiens sur les droits et les responsabilités, ainsi que sur les privilèges et les valeurs. Nous avons besoin de la participation de tous pour produire un rapport équilibré.

S'il n'y a pas d'autres commentaires ou suggestions. . .

M. Hanger: J'ai un autre témoin à proposer: M. William Wen de la communauté chinoise de Toronto.

La présidente: Bientôt, nous allons aussi diffuser des annonces au canal parlementaire; nous allons donc recevoir des demandes.

Mrs. Gagnon: May I ask a question, Madam Chairman? Could we add some names on the list of witnesses, because we do not know if people will accept the invitation or not? We could add names as negative replies come in.

We do not have enough people representing our regions. Will we then be able to propose more names?

La présidente: Nous espérons recevoir toute personne qui en fait la demande. Nous allons maintenant diffuser les annonces au canal parlementaire. Si vous connaissez quelqu'un qui pourrait être un bon témoin et dont l'opinion pourrait nous intéresser, veuillez les encourager à nous écrire pour demander à comparaître.

Chers collègues, veuillez parcourir rapidement le premier rapport du sous-comité sur les témoins. Nous aurons besoin d'une motion pour l'adopter.

M. Bryden: On parle du premier rapport, mais j'avais l'impression que ce sous—comité cesserait d'exister une fois sa tâche accomplie. Allons—nous le remettre sur pied?

La présidente: Je crois qu'il va s'occuper des témoins ultérieurs. Il pourrait être nécessaire de le convoquer à nouveau à des fins précises.

Mr. Bryden: So we just leave it there?

The Chairman: Perhaps we will leave it in place while we review the Citizenship Act, in case we need it.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): What is the motion, please?

The Chairman: It is a motion to adopt the report.

Mr. Knutson: I will move to adopt the report.

The Chairman: Is there any discussion?

Motion agreed to

Moving right along, we have our revised work plan. I will briefly review it. It has been worked out with the clerk. The week of May 9, this week, we will approve our revised work plan, pass a motion to hire public relations support, pass a motion to advertise on the parliamentary channel and Canada Newswire. The week of May 16 we will begin our advertising on the parliamentary channel and seek out a level of witness interest. We have suggested May 25 as the deadline for indicating interest in appearing or submitting a brief.

Mrs. Hayes: I am missing the documentation on this.

The Chairman: The revised work plan? Do members have a copy? It should be in your packet.

Madam Clerk, it seems we don't have copies for everybody. I was under the assumption all of us had copies. How many do not have copies? You should have the revised work plan, the hearings plan, and the proposed motions in both official languages.

Mme Gagnon: Est-ce que c'est cette motion-là qui vient d'être acceptée?

La présidente: Non.

Mme Gagnon: Quand est-ce qu'on va voter pour cette motion-là?

The Chairman: That is what we are dealing with now. First we are going to go over the work plan and then we will go over the motions. Everyone will then have an opportunity to speak.

Does everybody have them now?

Mrs. Hayes: I have one sheet at this point in time.

The Chairman: You have the revised work plan but not the hearings or the proposed motions.

Mr. Knutson: Are we going to firm up our meeting schedule with dates, times and rooms? Are we going to do that today?

The Chairman: I think we have the hearings plan here. We certainly discussed that.

Mr. Knutson: Have we decided whether we're going 12 hours a week or 40 hours a week?

The Chairman: We will deal with that in a minute. We will give the clerk a minute.

[Traduction]

M. Bryden: Allons-nous donc le maintenir?

La présidente: Nous allons peut-être le conserver pendant l'étude de la Loi sur la citoyenneté, au cas où nous en aurions besoin.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Quelle est la motion, s'il vous plaît?

La présidente: Il s'agit d'une motion pour adopter le rapport.

M. Knutson: Je propose l'adoption du rapport.

La présidente: Des commentaires?

La motion est adoptée

Passons maintenant à notre plan d'action révisé. Je vais vous en donner les grandes lignes. Nous l'avons élaboré avec la greffière. La semaine du 9 mai, c'est-à-dire cette semaine, nous allons approuver notre plan d'action révisé, adopter une motion pour embaucher un relationniste, adopter une motion pour diffuser les annonces sur la chaîne parlementaire et à Canada News Wire. La semaine du 16 mai, nous commencerons notre publicité sur la chaîne parlementaire pour stimuler l'intérêt des témoins. Nous avons proposé le 25 mai comme date limite pour signifier l'intention de comparaître ou de déposer un mémoire.

Mme Hayes: Je n'ai pas la documentation à ce sujet.

La présidente: Le plan d'action révisé? Les députés en ont-ils un exemplaire? Vous devriez en avoir un dans votre trousse.

Madame la greffière, il semble qu'il n'y en a pas pour tout le monde. Je pensais que nous en avions tous. Combien de personnes n'en ont pas? Vous devriez avoir le plan d'action révisé, le programme des audiences et les motions proposées dans les deux langues officielles.

Mrs. Gagnon: Is that the motion that was just carried?

The Chairman: No.

Mrs. Gagnon: When are we going to vote on that motion?

La présidente: C'est ce que nous allons voir maintenant. Tout d'abord, nous allons parcourir le plan d'action, et ensuite, nous passerons aux motions. À ce moment-là, tout le monde aura l'occasion d'intervenir.

Tous les députés ont-ils reçu les documents maintenant?

Mme Hayes: En ce moment-ci, j'ai une feuille.

La présidente: Vous avez le plan d'action révisé, mais pas le programme des audiences ni les motions proposées.

M. Knutson: Allons-nous finaliser notre programme de réunion avec les dates, les heures et les salles? Allons-nous le faire aujourd'hui?

La présidente: Je pense que nous avons le programme des audiences ici. Nous en avons certainement discuté.

M. Knutson: Avons-nous décidé si nous aurons des semaines de 12 heures ou de 40 heures?

La présidente: Nous allons y arriver dans un instant. Donnons un peu de temps à la greffière.

Everybody has everything now, the revised work plan, hearings work plan, proposed motions.

Mr. Knutson has just asked the question in terms of the specific days. Do we have those, Madam Clerk? The clerk has to speak through me. I am listening and I am going to say what she says.

• 0955

The days are Tuesday, Wednesday and Thursday of all three weeks, with the exception of Wednesday mornings.

Mr. Knutson: How many hours?

The Chairman: That will depend on the number of witnesses we have wanting to come forward, but do reserve three days. We also booked Wednesday evenings. So it is all day on Tuesdays and Thursdays. On Wednesdays it is from 3:30 p.m. after Question Period through the evening. That is for the three weeks.

On teleconferencing, we have set it up specifically for June 7 and June 9. We can add to that if necessary.

Ms Clancy: I have briefings on Thursdays normally in the 9:30 a.m. to 11:30 a.m. period. Given the interests of time and everything, with your permission and that of the rest of the committee, I would arrange for a substitute for those sessions rather than take off that time, if that's all right with you.

The Chairman: Yes, I appreciate that. Many of us possibly will have things interfering. I would ask that each and every one of you make your best effort to be here for this. I know it's very concentrated in three weeks, but please, everyone, make your best effort to be here. I think that's the best way to get the job done.

Members of the committee, we have the revised work plan. Are there any questions on the revised work plan? Mr. Knutson, we will be getting to your specific question later. We arranged it yesterday. It's just not part of the pack, but it will be.

Mr. Nunez (Bourassa): Are we going to vote?

The Chairman: We will get to it. I will give you lots of warning.

On the hearings plan, this is the suggestion. These are basically our three weeks. The week of May 23, 1994, will be the Ottawa hearings on Tuesday, Wednesday, Thursday. The weeks of May 30 and June 6, 1994, the Ottawa hearings continue and videoconferencing from the five regions and elsewhere if there's a lot of interest. For example, if there is a lot of interest out of St. John's or Winnipeg, we can do quite a quick teleconferencing session.

The week of June 13, 1994, is when our poor researcher chinks into gear. That week we draft, revise and translate our report. The week of June 20, 1994, we finalize, print and table the report.

Members of the committee, in order to implement the revised work plan and the hearings. . . Mr. Nunez.

M. Nunez: J'aimerais parler de la semaine du 9 mai où il est indiqué que «Le comité doit adopté une résolution pour embaucher une firme de relations publiques.» Nous, du Bloc québécois, nous sommes contre l'embauche d'une firme de

[Translation]

Maintenant, vous avez tous les documents: le plan d'action révisé, le programme des audiences et les motions proposées.

M. Knutson vient de poser une question sur les dates précises. E avons-nous, madame la greffière? La greffière doit parler par mo intermédiaire. Je l'écoute et je vais vous rapporter ce qu'elle a dit.

Nous allons nous réunir le mardi, le mercredi et le jeudi au cou des trois semaines, sauf les mercredis matins.

M. Knutson: Pendant combien d'heures?

La présidente: Cela dépendra du nombre de témoins qu voudront comparaître, mais veuillez réserver trois jours. Nous avor aussi réservé les mercredis soir. Les mardis et les jeudis, no audiences dureront toute la journée. Les mercredis, elles commence ront à 15h30, après la période des questions, et se termineront dar la soirée. Les audiences dureront trois semaines.

Quant aux vidéoconférences, elles sont prévues les 7 et 9 juin Nous pourrons en ajouter si cela est nécessaire.

Mme Clancy: Habituellement, j'ai des séances d'information le jeudis entre 9h30 et 11h30. En raison des contraintes de temps autres, avec votre permission et celle des autres membres du comit je me ferai remplacer aux audiences si vous n'y voyez pa d'inconvénients.

La présidente: Oui, je comprends. Bon nombre d'entre nou auront peut-être d'autres engagements. Je demanderai à chacu d'entre vous de faire tout son possible pour participer aux audience Je sais que les trois semaines sont très chargées, mais je vous exhor à tout faire pour être présents. À mon avis, c'est la meilleure façc de faire le travail.

Chers collègues, nous avons le plan d'action révisé. Avez-voi des questions à ce sujet? Monsieur Knutson, nous en viendrons votre question plus tard. Hier, nous avons pris des dispositions à c sujet. Tout n'est pas réglé, mais ça le sera.

M. Nunez (Bourassa): Allons-nous voter?

La présidente: Nous y arriverons. Je vous en informerez bien l'avance.

Voici le programme des audiences que nous proposon Comme nous l'avons dit, elles dureront trois semaines. Il semaine du 23 mai 1994, elles se tiendront à Ottawa les mardi mercredis et jeudis. Les semaines du 30 mai et du 6 juin 199 les audiences se poursuivront à Ottawa et il y aura des vidéoconfe rences, notamment avec les quatre régions s'il y a beaucou d'intérêt. Par exemple, si les gens de St. John's ou de Winnipeg soi très intéressés, nous pouvons organiser rapidement une vidéoconfe rence.

La semaine du 13 juin, notre pauvre attaché de recherche mettra au travail. Nous allons rédiger, réviser et traduire not rapport. La semaine du 20 juin, nous allons finaliser, imprimer déposer le rapport.

Chers collègues, afin de mettre en oeuvre le plan d'action révis et le programme des audiences. . . Monsieur Nunez.

Mr. Nunez: I would like to speak about the week of the ninth. It is indicated that the committe must adopt a resolution to hire a public relations firm. Bloc quebecois members oppor the hiring of the public relations firm. We have said it in the

relations publiques. Nous l'avons dit en Chambre. Il faut éviter les House. We must avoid useless expenses. I believe there are dépenses inutiles. Il y a, je pense, au ministère de l'Immigration des agents en communications qui peuvent faire ce travail. Nous allons voter contre cette partie du plan.

The Chairman: Mr. Nunez, can I interrupt here? Can we just finish off the work plan and the hearings, and then we will move to the motions. Everybody will have an opportunity to speak for or against the motions.

Are there any questions on the hearings plan or the revised work plan? Okay, we are settled.

Members of the committee, in order to implement what we have just agreed to, these are the proposed motions. I'm advised by our clerk that we need a motion to adopt the revised work plan.

• 1000

Ms Clancy: I so move.

Motion agreed to

The Chairman: Let's move to the proposed motions. These are what we feel we need in order to implement the work plan.

Mr. Jackson (Bruce—Grev): I'll make the motion, Madam Chair, to get it on the floor for discussion.

I'd like to say to the committee that we could adopt the whole thing or, if there are disputes, we'll just pull the ones that we have disputes

I would make the motion that the committee approve the following items, future business in relation to the hearings on the Citizship Act. If there are specific ones that people want to vote on. . .the ones we have concurrence on, we will vote on them all. Then we'll pull the ones where there is a dispute and debate them.

The Chairman: That's fair. Members of the committee, we now have all four of these motions moved.

Are there any motions that you would like or that there is some dissent on?

Mr. Jackson: Madam Chair, if you don't mind, we'll pull the ones there are disputes on and we'll just vote on the other ones first.

The Chairman: Yes, right.

Mr. Nunez, you would like us to remove from this vote. . .?

Mr. Nunez: The last paragraph.

The Chairman: Members of the committee, we're voting on one, two, and three bullets. Is there anyone who wishes to speak for or premières motions. Êtes-vous pour ou contre ces dernières... against the first three bullets?

Motion agreed to

The Chairman: I would ask our vice-chairman to move the last one and speak to it, and then we'll allow debate.

Mr. Jackson: I move that the committee retain the services of Scott Reid of Consultation Communications to assist in its review of the Citizenship Act from May 13 to June 23, 1994, for an amount not to exceed \$5,000, hourly rate not to exceed \$85.57 and a daily rate not to exceed \$599.

[Traduction]

communications officers in the Department of Immigration who are able to do this work. We are going to vote against this part of the plan.

La présidente: Monsieur Nunez, si vous permettez, je vais vous interrompre. Finissons-en d'abord avec le plan de travail et les audiences, et ensuite, nous passerons aux motions. À ce moment-là, tous les députés auront l'occasion de se prononcer pour ou contre les motions.

Y a-t-il des questions sur le programme des audiences ou sur le plan d'action révisé? Très bien, c'est réglé.

Chers collègues, afin de mettre en oeuvre les mesures que nous venons d'adopter, voici les motions qui ont été proposées. La greffière m'apprend que nous avons besoin d'une motion pour adopter le plan d'action révisé.

Mme Clancy: Je propose la motion.

La motion est adoptée

La présidente: Passons aux motions proposées. Elles décrivent ce qu'il faut faire selon nous pour mettre en oeuvre le plan d'action.

M. Jackson (Bruce—Grey): Madame la présidente, je propose qu'on ouvre le débat sur les motions.

Je suggère de les adopter toutes ou, si tout le monde n'est pas d'accord, de discuter uniquement de celles qui sont contestées.

Je proposerai donc que le comité approuve les travaux futurs relatifs aux audiences concernant la Loi sur la citoyenneté. S'il y a des motions précises sur lesquelles les députés veulent voter. . . nous voterons globalement sur celles qui font l'unanimité. Ensuite, nous débattrons de celles qui sont contestées.

La présidente: C'est une bonne idée. Chers collègues, les quatre motions sont maintenant proposées.

Y a-t-il des motions faisant l'objet d'un désaccord?

M. Jackson: Madame la présidente, si vous permettez, nous mettrons de côté celles qui sont contestées et nous voterons d'abord sur les autres.

La présidente: Très bien.

Monsieur Nunez, voulez-vous soustraire une motion au vote. . .?

M. Nunez: Le dernier paragraphe.

La présidente: Chers collègues, nous allons voter sur les trois

La motion est adoptée

La présidente: J'invite le vice-président à proposer la dernière motion et à la présenter; ensuite, nous en débattrons.

M. Jackson: Je propose que le comité retienne les services de Scott Reid de Consultation Communications pour aider à l'examen de la Loi sur la citoyenneté du 13 mai au 23 juin 1994, pour un montant maximal de 5 000\$, à un tarif horaire maximal de 85,57\$ et un tarif journalier maximal de 599\$.

The reason I am supporting this motion, Madam Chair, is that I feel time is of the essence. In cases where we have committees such as these, notwithstanding the fact that there may be some resources, which Mr. Nunez has alluded to, I think you have to get some central person with some kind of expertise to collate the thing for you. Unless a good case can be made that we could find such a person within the confines of some other place, I think it would help us enormously.

M. Nunez: Encore une fois, je me prononce vigoureusement contre l'embauche de cette firme en communications. C'est une question de principe. Nous allons toujours nous opposer à l'embauche de firmes en communications pour notre Comité, parce que c'est une dépense inutile. Vous, qui avez fait des coupures dans beaucoup de budgets sociaux, pourquoi voulez-vous dépenser de l'argent inutilement?

Je répète aussi que le ministère de l'Immigration a des experts en communications, et ce sont eux qui devraient nous aider ici dans nos travaux. Je me demande encore une fois quelle est cette firme, et si le propriétaire est un ami du parti au pouvoir? On va recommencer à argumenter pour savoir si on va embaucher cette firme ou une autre.

Je pense qu'on va créer un précédent très dangereux si on commence à embaucher des firmes de l'extérieur. J'aimerais, s'il y a un vote, que ce soit un vote enregistré et qu'il soit clairement indiqué que le Bloc québécois s'oppose à cette embauche. Et je voudrais aussi que le vote soit fait par appel nominal.

Mme Clancy: Madame la présidente, j'accepte avec respect la décision de mon collègue; mais,

I want to say, first of all, that I support very strongly what the vice-chair, Mr. Jackson, has said, that time is of the essence. Communicating the message of those of us on the committee who have a deep and heartfelt commitment to citizenship is something that we may need a little assistance with.

With my own background in both broadcasting and communication, I have a great deal of respect for people who are experts in the field. I know Mr. Reid. Mr. Reid is a fine young man with expertise in this area.

We want to make sure that our message gets out as well as it can. I am sure our colleagues on the other side will not be without assistance in putting out their message. I think we would be extremely lucky to have the services of Mr. Reid. I can tell you we will be voting for it on this side.

• 1005

Mr. Nunez: Is he a Liberal?

Ms Clancy: I haven't asked him. I don't generally ask people their political. . .

The Chairman: Mr. Nunez, that's not appropriate.

Ms Clancy: I know lots of people, Mr. Nunez. Some are Liberal, some are Bloc members.

The Chairman: Order, please.

[Translation]

Madame la présidente, j'appuie cette motion parce que le facteur temps est essentiel. Quand nous avons des comités comme celui-ci, en dépit du fait qu'il pourrait y avoir des ressources comme l'a dit M. Nunez, je pense qu'il nous faut quelqu'un qui possède le savoir-faire nécessaire pour dépouiller tout cela. À moins de démontrer clairement que nous pourrions trouver une telle personne ailleurs, je pense que cela nous aiderait énormément.

Mr. Nunez: Once again, I am strongly opposed to the hiring of this communications' firm. It is a matter of principle. We will always be opposed to the hiring of communications' firms by our committee because it is a useless expense. Why do you want to waste money when you have cut many social programs?

I also repeat that there are communications experts in the Department of Immigration, and it is them who should help us in this work. Once again, I wonder who that firm is and if it's owner is a friend of the ruling party. We will start to argue again about whether we should hire this firm or another one.

I think we are going to create a very dangerous precedent if we start hiring outside firms. If there is a vote, I would like it to be registered and I want the record to state clearly that the Bloc québécois is opposed to this hiring. And I would also like the vote to be recorded.

Ms Clancy: Madam Chair, with respect, I accept my colleague's decision; however,

Tout d'abord, je dirai que j'appuie sans réserve l'assertion du vice-président, M. Jackson, selon laquelle le facteur temps est essentiel. Afin de communiquer le message des membres du comité qui ont des convictions profondes en matière de citoyenneté, nous pourrions avoir besoin d'un peu d'aide.

Compte tenu de mon expérience en radiodiffusion et en communication, j'ai beaucoup de respect pour les spécialistes dans ce domaine. Je connais M. Reid. M. Reid est un jeune professionnel ayant de l'expérience dans la matière.

Nous voulons nous assurer que notre message passe le mieux possible. Je suis sûre que nos collègues d'en face ne manqueront pas d'aide pour faire passer leur message à eux. Je considère que nous avons beaucoup de chance de pouvoir compter sur les services de M. Reid. Je peux vous affirmer que nous allons voter pour cette motion de ce côté—ci.

M. Nunez: Est-ce qu'il est libéral?

Mme Clancy: Je ne lui ai pas posé la question. De manière générale, je ne demande pas aux gens quelle est leur allégeance...

La présidente: Monsieur Nunez, cette question est déplacée.

Mme Clancy: Je connais beaucoup de gens, monsieur Nunez. Il y en a qui sont libéraux, d'autres qui sont membres du Bloc québécois.

La présidente: Un peu d'ordre, s'il vous plaît.

Ms Clancy: Sorry, Madam Chair.

Mrs. Hayes: Actually, I saw everybody wearing a button yesterday, Liberals, with my name on it. That's good.

I would like to support my Bloc colleague, actually. The more I hear of the discussion here, the more I wonder about the need for a communications person. Time is of the essence—I would agree with the vice—chairman—for us to do our work. Whether we need to spend money promoting that work. . . I think that's the business of citizenship. We looked at the promotion of citizenship in the fall. That's what we're about here, to make citizenship stronger, not our work on it, shall we say.

The question is where the expertise and the help will come from for our committee. I look at our researcher, Margaret, and I have full confidence in her work from what we've seen to this point. I think she does excellent work and is an excellent support to us, as is our clerk, besides the staff that's available through the department. I would also strongly state that we are against hiring unnecessary personnel on top of the work of the committee. I would vote against this motion.

Mr. Hanger: I, too, am at a loss to see why we need an outside consultant. I concur with Ms Hayes regarding our researcher. I believe that will accomplish what we need to do. I have the view that the use of an outside consultant will just sort of hasten the review, maybe not particularly for the benefit of the committee. I personally think we should be going through this matter quite thoroughly, even if it's on a section—by—section basis.

Mr. Bryden: As a person with long experience with the media, I really don't see why we need anyone to interpret to the media what this committee does. I find myself supporting my colleagues opposite.

Mr. Nunez: Thank you very much.

Mr. Bryden: Not at all.

Mr. Assadourian: I think we really need someone experienced, simply because of the fact that of the ten members here, only one has some experience on how to run this thing. I don't have experience, anyway. Having someone with experience, such as this person Scott, I think we'll do our job much better, so we don't have undue delays in our deliberations. Plus, if we do the job professionally, that will save us money too in the long run.

I would really support this motion. I ask my colleagues to support it and everybody else on the other side, because we have to get going. We have a very tight schedule and if you want to meet this, it has to be done fairly fast-track.

The Chairman: Mrs. Gagnon and then, members, I would like the opportunity to speak as well.

[Traduction]

Mme Clancy: Excusez-moi, madame la présidente.

Mme Hayes: D'ailleurs, j'ai vu hier que tout le monde, des libéraux, portaient un macaron sur lequel était écrit mon nom. Ça fait plaisir.

Je vais enfin me prononcer dans le même sens que mon collègue du Bloc. Plus je vous entends parler ici, et plus je me demande si nous avons vraiment besoin d'un spécialiste des communications. Le temps presse—je suis d'accord sur ce point avec le vice—président—et nous avons beaucoup de travail à faire. Devons—nous consacrer de l'argent à promouvoir ce travail. . . Je crois que c'est le rôle du secteur de la citoyenneté. Nous nous sommes penchés sur la promotion de la citoyenneté à l'automne. Notre rôle, ici, c'est de renforcer la notion de citoyenneté et non pas de promouvoir notre travail.

Pourquoi ne pourrait—on pas compter sur le savoir—faire et sur l'aide qui se trouvent au sein même de notre comité. Nous avons ici notre attachée de recherche, Margaret, et je lui fais pleinement confiance après l'avoir vu travailler jusqu'à présent. Je considère qu'elle fait un excellent travail et qu'elle nous aide grandement, et on peut en dire autant de notre greffière ainsi que du personnel que le ministère met à notre disposition. Je tiens aussi à réaffirmer avec vigueur que nous ne sommes pas favorables à l'engagement d'un personnel inutile qui fait double emploi avec les effectifs du comité. Je vais voter contre cette motion.

M. Hanger: Moi aussi, j'ai du mal à comprendre pourquoi nous avons besoin d'un consultant de l'extérieur. J'ai la même opinion que M^{me} Hayes au sujet de notre attaché de recherche. Je considère que cela suffit à nos besoins. À mon avis, le recours à un consultant de l'extérieur ne va faire qu'accélérer l'examen de la loi, ce qui ne sera pas nécessairement à l'avantage du comité. Je suis persuadé pour ma part qu'il nous faut étudier ce texte de très près, même si ce doit être article par article.

M. Bryden: J'ai une grande expérience des médias, et je ne vois pas vraiment pourquoi nous aurions besoin de quelqu'un qui se ferait l'interprète auprès des médias de ce que fait le comité. Je me retrouve du même avis que mes collègues d'en face.

M. Nunez: Merci beaucoup.

M. Bryden: Ce n'est rien.

M. Assadourian: Je crois que nous avons en fait bien besoin d'une personne expérimentée, tout simplement parce que sur les dix membres ici présents, il n'y en a qu'un qui ait quelque expérience de ces choses. Ce n'est pas mon cas de toute façon. Si nous pouvions compter sur quelqu'un d'expérimenté comme ce Scott, je crois que nous ferions mieux notre travail sans que cela retarde nos délibérations. De plus, si nous faisons les choses de manière professionnelle, nous économiserons de l'argent à long terme.

Je suis tout à fait en faveur de cette motion. Je demande à tous mes collègues et aux membres du parti d'en face de m'appuyer, parce qu'il faut avancer. Nous avons un calendrier très chargé et si nous youlons respecter les délais, il nous faut procéder rapidement.

La présidente: Je donne la parole à M^{me} Gagnon. Puis, si les membres du comité me le permettent, j'aimerais pouvoir à mon tour intervenir.

Mme Gagnon: Je voulais dire que je m'opposais, moi aussi, à l'embauche d'une firme privée pour faire la promotion de notre Comité. Je pense que madame la greffière fait bien le travail et je ne vois pas les raisons qui nous amèneraient à faire une dépense. Nous sommes en pleine récession, en pleines coupures budgétaires et je pense qu'on devrait se limiter au personnel qui s'est joint à notre équipe pour faire en sorte que le Comité fonctionne bien.

• 1010

Mr. Knutson: It appears to me the Bloc position is that an outside employee or contractor, whether it's public relations or whatever, is always a waste of money or an unneeded expenditure. I'm not sure it's appropriate to make such a hard-and-fast generalization.

I look at our work plan, at the number of things we're going to do and the mechanics involved in setting up teleconferencing in various locations—and if we're going to spend the money on teleconferencing we need people to show up. All of this to me, with the shortness of time, seems like a huge task. Consequently I think it makes sense to have someone as an employee of the committee, so to speak, and that's why I would support this. Again I'd ask my colleagues, both in the Liberal Party and not in the Liberal Party, to support this as well.

The Chairman: Thank you, Mr. Knutson.

I'm sorry, Ms Gagnon. Did I not give you an opportunity to speak?

Mrs. Gagnon: Yes, but after—

The Chairman: Okay. We've had one round. I would like an opportunity to speak and then if you wish a further round we can Je vais prendre la parole maintenant et, si vous désirez bénéficier certainly do that.

I'm feeling that perhaps I haven't explained very clearly what the role of this person is. We as a committee have said it's very important to get input from the regions. That is a very difficult thing for our clerk and our researcher here. This has been suggested, actually, in consultation with them.

It's a matter of time. We're trying to pull together some incredible resources in a very short period of time, so it's my view this is really a needed function. I can understand the reluctance, because money is important and we all want to spend it wisely, but keep in mind we're not intending to do any advertising at all.

I guess in the olden days there used to be moneys spent on advertising, but what we're looking for in essence, and what this person can help us with, is free advertising. He can be in touch with each of the regions, perhaps line up some open-line shows and make sure people in the regions understand and are aware this is what we're doing and what they have to say is important.

So I think it must be understood our researcher and our clerk neither have the time nor the expertise. They've made that clear to us. Their jobs are quite different from this.

[Translation]

Mrs. Gagnon: I would like to say that I am opposed, too to hiring a private company to promote the work of our committee. I think our clerk is doing a good job and I don't see why we should make these kinds of expenses. We are in the middle of a recession, with a lot of budget cuts, and I think we should limit ourselves to the personnel who joined our team to ensure our committee is working well.

M. Knutson: J'ai l'impression que le Bloc considère systématiquement que l'engagement d'un employé ou d'un entrepreneur de l'extérieur, que ce soit dans le domaine des relations publiques ou autre, revient toujours à gaspiller de l'argent ou à faire une dépense inutile. Je ne crois pas qu'il soit légitime de faire des généralisations aussi sommaires.

Je regarde notre plan de travail, le nombre de choses que nous avons à faire et la coordination sur place que va nécessiter l'organisation de téléconférences en différents endrois-et si nous consacrons de l'argent aux téléconférences, nous aurons besoin de gens qui y assistent. Tout cela, ajouté au manque de temps, fait que la tâche est énorme. Par conséquent, cela me paraît logique que nous puissions compter sur quelqu'un qui soit en quelque sorte l'employé du comité, et c'est pourquoi j'appuie cette motion. Une fois de plus, je demande à mes collègues, qu'ils soient ou non du Parti libéral, de l'appuyer eux aussi.

La présidente: Merci, monsieur Knutson.

Excusez-moi, madame Gagnon. Ne vous ai-je pas donné la possibilité d'intervenir?

Mme Gagnon: Oui, mais après...

La présidente: Très bien. Nous avons déjà fait un premier tour. ensuite d'un deuxième tour, je n'en vois pas l'inconvénient.

J'ai l'impression que je n'ai peut-être pas bien expliqué le rôle de la personne que nous voulons engager. Notre comité a déclaré qu'il était très important de prendre le pouls des régions. Ce n'est pas là une tâche facile pour notre greffière et pour notre attaché de recherche. Cette proposition a été arrêtée en fait après les avoir consultés.

Tout revient au temps qui nous est imparti. Nous essayons dans un délai très limité de rassembler des ressources considérables, et c'est pourquoi, à mon avis, ce poste est vraiment nécessaire. Je comprends vos hésitations, parce que l'argent est un facteur important et nous voulons le dépenser intelligemment, mais n'oubliez pas que nous n'avons aucunement l'intention de faire de la publicité.

Je suppose qu'anciennement, on consacrait de l'argent à la publicité, mais ce que cette personne va nous aider à obtenir, en fait, c'est de la publicité gratuite. Ce consultant va rester en contact avec chacune des régions, nous trouver éventuellement des émissions de ligne ouverte, et s'assurer que tout le monde dans les régions est bien au courant de ce qui se passe et que chacun sait bien que ce qu'il a à dire est important.

Il faut donc bien comprendre à mon avis que ni notre attaché de recherche, ni notre greffière n'ont le temps ou la compétence voulu pour ce faire. Les deux nous l'ont dit clairement. Leur travail n'a rien à voir avec ça.

The other point I'd like to bring forward, Mr. Nunez, is in response to what you suggested. I agree we could find the expertise within the department, but I think what's important to understand here is we are independent of the department. It's important to have someone who works for us with this kind of expertise and who will do this committee's work.

So it's my hope you will reconsider. We couldn't go very far in advertising with \$5,000. This person is connected across the country and can in a moment arrange media discussions for each and every one of us. If we plan to promote what we're doing here, I think it's vital this person be on-side.

Are we going to start the second round?

Mr. Jackson: I'd like to speak on the first round, Madam Chair, f you don't mind.

The Chairman: All right, Mr. Jackson has yet to speak. We'll do our first round and then we will do a second round.

Mrs. Hayes: He started the first round.

Mr. Jackson: I am the author of the motion.

The Chairman: Actually, she's right. He's to close.

• 1015

Mr. Jackson: Under normal circumstances, I speak in the end. We're having one round and I'm going to be very short. I'm not going to take a lot of time. I have been away for three weeks. I'm not up to speed on the political stripes of this consultant, etc., and I'm going on a certain amount of faith here that we're getting a competent person to accomplish a particular task in a fashion that will benefit this committee. I would be disappointed if this person had those kinds of leanings. That's where I'm coming from.

From my position and experience I think we need this kind of person. I've done a lot of studies and wrote my own strategic plan for the city of Owen Sound. You go to the library and read and whatever. I know in the end we are very busy people and we need somebody we can go to—hopefully it'll be the whole committee—to collate the information.

I hope we're not taking the clerk's or this person's recommendation as our recommendation. If we don't like it, we'll throw it back and ask him or her to change it, but that's where I'm coming from.

Mr. Hanger: I just have a point of clarification. I understood this individual was going to be looking at the act itself, or is this strictly dealing with the communication? Maybe you could explain it further for me

The Chairman: He's simply here to help us arrange the teleconferencing, link us into media, see if we can get free promotion through open—line shows, and those kinds of things. It's very different from what we expect our clerk and our researchers to do.

[Traduction]

J'aimerais dire aussi une autre chose, monsieur Nunez, en réponse à ce que vous avez proposé. Je conviens qu'on pourrait trouver le savoir-faire nécessaire au sein du ministère, mais il est important de bien comprendre à mon avis que nous sommes indépendants du ministère. Il est important d'avoir quelqu'un à notre service qui possède ce genre de compétence et qui va se charger de faire le travail du comité.

J'espère donc que vous reviendrez sur votre décision. On n'obtiendrait pas grand-chose avec 5 000\$ de publicité. Cette personne a des relations dans tout le pays et peut à tout moment organiser pour chacun d'entre nous des discussions avec les médias. Si nous envisageons de faire la promotion de nos travaux, je crois qu'il est fondamental de pouvoir compter sur cette personne.

Pouvons-nous commencer le deuxième tour?

M. Jackson: J'aimerais intervenir lors du premier tour, madame la présidente, si vous le permettez.

La présidente: En effet, M. Jackson n'as pas encore pris la parole. Il va clore le premier tour, puis nous passerons au deuxième tour.

Mme Hayes: C'est lui qui a commencé le premier tour.

M. Jackson: Je suis l'auteur de la motion.

La présidente: Enfin, elle a raison. C'est lui qui doit clore le débat.

M. Jackson: Dans les circonstances normales, j'interviens à la fin. Nous avons un tour à faire et je serai très bref. Je ne vais pas vous prendre trop de temps. J'ai été absent trois semaines. Je ne sais pas exactement quelle est la couleur politique de ce consultant, par exemple, et je vais faire en quelque sorte ici un acte de foi en estimant que nous allons engager une personne compétente chargée d'exécuter une tâche bien précise pour le plus grand profit du comité. Je serais désolé que cette personne ait le genre d'allégeance que vous lui prêtez. Voilà ce que j'en pense.

D'après ce que je sais, nous avons besoin de ce genre de personne. J'ai procédé à de nombreuses études et j'ai rédigé mon propre plan stratégique pour ce qui est de la ville d'Owen Sound. Il faut se rendre à la bibliothèque et lire un tas de choses. Je sais que nous sommes tous très occupés et nous avons besoin de quelqu'un sur qui compter—j'espère que ce sera l'ensemble du comité—pour rassembler l'information.

J'espère que nous ne ferons pas nôtres les recommandations de la greffière ou de cette personne. Si elles ne nous plaisent pas, nous les rejetterons et nous demanderons qu'elles soient modifiées, mais voilà ce que j'en pense.

M. Hanger: Juste une petite précision. Je pensais que cette personne allait se pencher sur la loi elle-même, mais est-ce qu'elle va s'occuper strictement de communications? Vous pourriez peut-être me dire plus précisément ce qu'il en est.

La présidente: Il va simplement nous aider à organiser les téléconférences, à entrer en communications avec les médias, à voir si nous pouvons obtenir une promotion gratuite dans les émissions de lignes ouvertes, des choses comme ça. C'est très différent du travail que nous demandons à notre greffière et à nos attachés de recherche.

Mr. Assadourian: It is a maximum of \$5,000.

Mr. Bryden: I thank you for your clarification. I remain adamantly opposed to hiring any communication consultant. It may be construed as putting a spin on what we do here, in any sense whatsoever. However, if a communication consultant genuinely represents this entire committee and facilitates our ability to do our job as a committee, then of course I'm in favour of it.

The tenor of the discussion at the start of this conversation on the subject seemed to be directing us toward a type of communications consulting person I would totally oppose. If it's defined as someone who represents the entire committee, who is there to merely facilitate our ability to get out and let the country know we are doing our task, then I have no objection.

Mr. Hanger: I hope you wouldn't either, because that covers the

Mrs. Haves: I thank the committee for clarifying the role of this communications person as opposed to promotion. It is actually to get the witnesses we need.

As I look around this committee, I see people from each of the regions. Obviously we've reached this point with some contact with the media in our area. I would suggest there's a possibility that each of us could take on a certain area and facilitate that area for communications. I would throw that out as a suggestion to the committee

Without the total cooperation of the committee and its staff to do that, I would find it necessary to go with this, because we are in a very tight time line. We could have someone from Ontario, someone from the Maritimes, someone from Quebec, and someone from B.C. contact the local authorities. There is a broadcast organization with one number you can call to ask how we can get this message to each of our areas. We could do that if each one of us took that on.

The Chairman: I think that's an excellent suggestion. The intent is, of course, to talk with the regions, so each of us could promote what we're doing here.

M. Nunez: Pour nous, madame la présidente, c'est une question de principe. On est contre l'embauche de firmes de consultants parce que nous considérons que ce sont des dépenses inutiles et parce qu'il y a eu trop d'abus dans le passé. Pendant la période du gouvernement progressiste-conservateur, c'était incroyable. Il y avait des firmes de consultants partout dans les ministères et on embauchait énormément d'amis. Je ne pense pas que c'est la bonne voie à suivre pour le Parti libéral aujourd'hui.

• 1020

Qu'on soit indépendant du ministère, je suis tout à fait d'accord. aussi; parce que tout ce que vous faites ici, c'est dire oui au ministre.

Ensuite, il n'est pas nécessaire d'avoir ces consultants parce que c'est un sujet très important, et que les journalistes vont être ici. Ce sont eux qui se chargeront de la communication et de la promotion. J'aimerais que vous me disiez le contraire,

[Translation]

M. Assadourian: Il touchera au maximum 5 000\$.

M. Bryden: Je vous remercie pour ces éclaircissements. Je reste résolument opposé à ce que l'on engage un consultant en communications. On peut y voir un élément qui influence nos travaux, d'une manière quelconque. Toutefois, si ce consultant en communications représente véritablement le comité dans son ensemble et lui permet de mieux faire son travail, j'y suis alors totalement favorable.

Selon ce qui ressortait de nos discussions au départ, il semblait que nous nous orientions vers un type de consultant en communications auquel je m'oppose totalement. Si par contre on définit cette personne comme quelqu'un qui représente l'ensemble du comité, qui est là simplement pour nous aider à nous faire connaître et à faire savoir au pays quelle est notre tâche, je n'ai plus alors aucune objection.

M. Hanger: Je l'espère moi aussi parce que c'est bien là de quoi il s'agit.

Mme Hayes: Je remercie le comité d'avoir précisé le rôle de ce spécialiste des communications en l'opposant aux activités de promotion. Il s'agit en fait de faire venir les témoins dont nous avons besoin.

En faisant le tour des membres de ce comité, je vois qu'il y a des gens qui viennent de toutes les régions. Il est clair qu'au niveau où nous sommes parvenus, nous avons un certain nombre de contacts avec les médias dans notre région. À mon avis, chacun a la possibilité de travailler dans son secteur cette question des communications. C'est une proposition que je fais au comité.

Sans la collaboration pleine et entière du comité et de son personnel sur ce point, j'estimerais qu'il est nécessaire d'adopter la formule proposée, parce que les délais sont très courts. Nous pourrions demander à un ressortissant de l'Ontario, à un ressortissant des Maritimes, à un ressortissant du Québec et à un ressortissant de la Colombie-Britannique de contacter les pouvoirs locaux. Il y a une organisation de radio-télédiffusion avec un numéro que l'on peut appeler pour savoir comment faire passer ce message dans chacune de nos régions. Nous pourrions y parvenir si chacun de nous faisait sa part.

La présidente: Je considère que c'est une excellente proposition. Le but est bien entendu de communiquer avec les régions pour que chacun d'entre nous puisse promouvoir nos travaux.

Mr. Nunez: For us, Madam Chair, it's a question of principle. We are against the hiring of consultant firms because we think it's a waste of money and we had too many abuses in the past. Under the Progressive Conservative government, it was unbelievable. They had consultant firms everywhere in the department and they hired a lot of friends. I don't think it's the right course for the Liberal Party today.

We must be independent from the department, I totally agree. But Et j'aimerais que vous soyez plus indépendant de votre ministre, I'd like you to be more independent from your minister, too; for everything you're doing here is to say yes to the minister.

> Secondly, it's unnecessary to have all those consultants because it's a very important subject and all the reporters will be here. They'll take charge of the communication and the promotion. I wish it were not so, but this firm is owned by a

mais cette firme appartient à un libéral, d'après nos renseignements. Et nous avons ici M. John Bryden qui est journaliste et qui pourrait beaucoup nous aider. Je ne comprends pas sa volte—face.

Enfin, je pense qu'on a une greffière et une recherchiste qui peuvent nous aider. On ne voit donc pas la nécessité d'embaucher quelqu'un de l'extérieur et encore une fois, j'aimerais que notre position qui est ferme, soit enregistrée.

The Chairman: Mr. Nunez, I might just add that Mr. Reid worked for the finance committee, and it's my understanding that the Bloc members of the GST finance committee were very satisfied with his work and saw value.

Mr. Nunez: So we have two checks, then.

The Chairman: By all means, because I think it's important. This is a person we respect and who has the expertise to do the job.

Ms Clancy: I basically would reiterate what I said before.

As someone said to me yesterday in caucus, never apologize for something that's not your fault. I think the chair did a wonderful job of explaining this in the beginning. Her further explanation was even better, but I don't think you need to fault yourself in any way. I think that Mr. Reid is a proven consultant. We need the consultant, so let's have the vote. Thank you, Madam Chairman.

Mme Gagnon: J'aimerais soulever un point sur la façon dont on a fait le choix. Il n'y a pas eu d'appel d'offres, ni de consultation auprès de nous. Si cette personne est engagée, comment imaginer que cette personne est représentative de nos régions? Je me pose cette question sur la transparence et je pense qu'on essaie de m'imposer un choix.

Je ne doute pas que cette firme soit une firme compétente mais, comme membre du Comité, je suis une personne démocratique et j'ai l'impression que l'on m'impose un choix alors que je devrais participer au processus de décision, sans me faire imposer quoi que ce soit.

Je suis contre cette motion et c'est un deuxième point que je voulais apporter. Je me demande qui est cette personne, si elle est bilingue? Et quand je dis bilingue, c'est parfaitement bilingue. Est—ce qu'elle a la connaissance des médias en région? C'est très important. Nous sommes ici aussi pour refléter le mandat que les électeurs nous ont donné. Pour se conformer à la Loi sur la citoyenneté, on a des messages à livrer. Et j'en ai un sur la façon dont on a fait ce choix, madame la présidente.

The Chairman: Mrs. Gagnon, I can certainly respond as to how this person was selected. We felt that we may have a need for a consultant, so the moneys were put in the budget. We have a very short timeframe. I asked around as to who has the expertise, knowledge, understanding, and, generally, the support of those committees he has worked for. I also spoke with the clerk and researcher and met with Mr. Reid. It's my firm belief that he will represent this whole committee well.

[Traduction]

Liberal, we are told. And we have here Mr. John Bryden, who is a journalist and could be a great help. I don't understand his change of mind.

Finally, I think we have a clerk and a researcher who could help us. So I don't see why we should hire someone from the outside, and again I would like our position, which is firm, to be put on the record.

La présidente: Monsieur Nunez, puis—je ajouter que M. Reid a travaillé pour le comité des finances et que si les renseignements sont bons, les membres du Bloc au sein du comité des finances, qui étudie la TPS, ont été très satisfaits de son travail et en on vu l'intérêt.

M. Nunez: Nous avons donc deux références.

La présidente: Absolument, parce que je crois que c'est important. C'est une personne pour laquelle nous avons du respect et qui a les compétences nécessaires pour le travail.

Mme Clancy: Je répéterai essentiellement ce que j'ai dit tout à l'heure.

Comme quelqu'un me l'a dit hier à la réunion du groupe parlementaire, ne vous excusez jamais lorsque ce que vous avez fait n'est pas de votre faute. Je crois que la présidente a parfaitement expliqué toute l'affaire dès le départ. Sa deuxième explication est encore meilleure, mais il faut absolument pas qu'elle ait le sentiment d'avoir commis la moindre faute. Je considère que M. Reid est un consultant qui a fait ses preuves. Nous avons besoin d'un consultant, passons donc au vote. Merci, madame la présidente.

Mrs. Gagnon: I'd like to raise a point on the way the choice was made. There was no tender and we were not consulted. If this person is hired, how could we say he is representative of our regions? I am wondering about transparency and I feel that someone is trying to impose a choice on me.

I have no doubt this firm is a competent firm but, as a member of the committe, I am a democratic person and I feel this choice is being forced on me, while I should participate in the decision-making process without having anything imposed on me.

I am against this motion, this is my second point. I am wondering who is this person, is he bilingual? And when I say bilingual, I mean perfectly bilingual. Does he have knowledge of the medias in the regions? It's very important. We are here to act on the mandate the electorate gave us. To be true to the Citizenship Act, we have messages to deliver. And I have one on the way we made this choice, Madam Chair.

La présidente: Madame Gagnon, je peux certainement vous donner des réponses en ce qui a trait à la façon dont cette personne a été choisie. Nous avons pensé qu'il nous fallait un consultant et nous avons donc prévu les crédits correspondants dans notre budget. Nous avions très peu de temps devant nous. Nous avons demandé autour de nous pour savoir qui avait les compétences, les connaissances et la compréhension nécessaires et que pouvaient de manière générale recommander des comités qui en connaissaient le travail. J'ai aussi parlé à la greffière et à l'attaché de recherche et j'ai rencontré M. Reid. Je suis fermement convaincue qu'il va très bien représenté l'ensemble du Comité.

Mrs. Hayes: Madam Chairman, I need some advice from the chair, if I could. I would like to amend, move, or whatever, and ask the committee members whether they would be willing to take this—next week is an off week and we will be in our regions—to their regions and arrange for media exposure in their regions. Can that be put to a vote? Could I move that?

The Chairman: There's a motion on the floor. We need to deal with this motion.

Mr. Jackson: No, she could make her amendment and then-

Mrs. Hayes: This would be an amendment to the motion. This should be addressed and then that will determine how the motion goes. To my mind, this is something that will affect the motion.

• 1025

The Chairman: Would you suggest your amendment and then I'll rule on it. What is your amendment? Right now what we're dealing with is the motion that the committee retain the services of Scott Reid of Consultation Communications to assist in its review of the Citizenship Act from May 13 to June 23. Then we have the amount. How are you amending that?

Mrs. Hayes: I don't know if this qualifies for an amendment.

The Chairman: It may be a separate motion.

Mr. Jackson: Can I add something?

The Chairman: No.

Mrs. Hayes: To go on with that motion would be excluding the possibility of the members doing it themselves, so I am moving that the members do the promotion in their region on their own to save the expense and the possible appearance of partisanship given this motion.

The Chairman: I understand. Mrs. Hayes, that's contrary. You can't have an amendment that's contrary. So we will deal with the motion before us.

Mr. Bryden: Very briefly, Madam Chair, through you to Mr. Nunez, I think it has been established here now that we're talking not about somebody who is going to represent this committee to the press. We're talking about someone who is a media consultant only, and that is a specialized skill. It's somebody who is going to make contacts on behalf of this entire committee and make sure we get the attention we require in doing our task. That is an entirely different thing in comparison to what would otherwise be a legitimate concern on your part.

I also say, in addition, that we have to have a situation in which the chair has an opportunity to take some action, otherwise we'll get nowhere.

Finally, I'll say that \$5,000 isn't a lot of money at all. I think this, as defined now, is a very legitimate expense.

[Translation]

Mme Hayes: Madame la présidente, j'ai besoin de votre avis s vous me le permettez. J'aimerais déposer un amendement, une motion ou toute autre chose de cet ordre pour demander aux membres du comité s'ils sont prêts à aller présenter ce projet dans leurs régions—la semaine prochaine nous allons ajourner nos travaux et nous serons dans nos régions—et à s'organiser pour entrer en communication avec les médias dans leurs régions. Est—ce que je peux mettre cela aux voix? Est—ce que je peux déposer cette motion?

La présidente: Il y a déjà une motion qui a été déposée. Nous devons d'abord nous en occuper.

M. Jackson: Non, elle pourrait déposer son amendement e ensuite...

Mme Hayes: Il s'agirait d'un amendement à la motion. Or pourrait se prononcer sur celui-ci et on déciderait ensuite du sort de la motion. À mon avis, c'est quelque chose qui a trait à la motion.

La présidente: Voulez-vous proposer votre amendement et je me prononcerai ensuite à son sujet. Quel est votre amendement? Poul l'instant, la motion que nous avons devant nous vise à autoriser le comité à retenir les services de Scott Reid de Consultation Communications pour que ce dernier aide le comité, du 13 mai au 23 juin, à revoir la Loi sur la citoyenneté. Il y a ensuite le montant. Quel amendement apportez-vous?

Mme Hayes: Je ne suis pas sûre qu'on puisse le considérer comme un amendement.

La présidente: Ça peut être un motion distincte.

M. Jackson: Puis-je ajouter quelque chose?

La présidente: Non.

Mme Hayes: Si l'on adoptait cette motion, on exclurait la possibilité que les membres puissent s'en charger eux-mêmes, et je propose donc que les membres du comité fassent eux-mêmes la promotion dans leur région pour éviter les frais et l'apparence éventuelle de partisanerie que revêt la motion qui nous est présentée

La présidente: Je comprends. Madame Hayes, c'est un amendement qui s'oppose à la motion. Vous ne pouvez pas présenter ur amendement qui s'y oppose ainsi. Nous allons donc traiter de la motion que nous avons devant nous.

M. Bryden: Deux mots à l'intention de M. Nunez, madame la présidente, par votre intermédiaire. Je crois que l'on a maintenant établi ici qu'il ne s'agit pas de quelqu'un qui doir représenter notre comité devant la presse. Nous parlons de quelqu'un qui est exclusivement consultant auprès des médias et il s'agit—là d'une compétence spécialisée. C'est quelqu'un qui va prendre des contacts au nom de l'ensemble du comité et qui va s'assurer que nous recevons toute l'attention que notre tâche mérite C'est bien différent du rôle qui semble tellement vous inquiéter, à juste titre.

Je dois ajouter qu'il nous faut donner à la présidence la possibilité d'agir, sinon nous n'irons nulle part.

Enfin, je dirais que 5 000\$, ce n'est vraiment pas grand-chose Une dépense de cette ampleur, telle qu'elle vient d'être définie, me paraît tout à fait légitime.

The Chairman: Mr. Jackson, to close if necessary.

Mr. Jackson: In closing, I think the general object is to get the thing tied together. This thing shouldn't end up in a political kind of discussion. I'll talk to Sharon after about how she could have gotten her point across.

Mrs. Hayes: Tell me now.

The Chairman: She can still make her motion.

Mrs. Haves: You force me to vote no right now.

The Chairman: Speak to the motion, Mr. Jackson.

Mrs. Hayes: I would perhaps vote yes if we did the other vote.

The Chairman: The motion is before us. We are ready for the vote.

Motion agreed to: yeas 6; nays 4

Mme Gagnon: Je pense qu'on n'a pas de mandat précis. On vote pour quelque chose que vous nous suggérez; je veux bien croire que vous êtes de bonne foi. M. Bryden a essayé de nous expliquer le mandat du groupe de consultants, et M. Jackson aussi; mais pour moi, c'est...

The Chairman: Mrs. Gagnon, I'm going to interrupt here. This issue has been dealt with. I will offer one—

Mme Gagnon: J'aurais au moins fait valoir mon point.

The Chairman: The motion has been carried. Usually you don't debate a motion after it's passed. I understand that you're not happy about it.

Mrs. Hayes, if you have a motion you would like to present in terms of what you would like to see happen...

Mrs. Hayes: With deference, Madam Chairman, I think what I would move would be duplicating what has already been decided. I would move that the members go to their region, contact the media in that region and arrange through broadcasting agencies the same thing we've just decided.

The Chairman: Whatever region you're in, probably Vancouver, do you see some value in working with this media consultant to be sure that you've got everybody, that the message is clear? Do you see yourself as working with this person?

Mrs. Hayes: Well, now that we've hired this person, I see that his job is doing what I was offering to do. Certainly I'll cooperate, but I would have made his job unnecessary if I had been allowed to do what I wanted to do.

Mr. Assadourian: One point, please; nobody is stopping any one of us from working in our own constituency to promote this idea.

The Chairman: No, I think that's understood.

Mr. Assadourian: That will be complementing the work we do here.

[Traduction]

La présidente: Monsieur Jackson, pour mettre fin au débat si nécessaire.

M. Jackson: Pour terminer, je crois que le but est, de manière générale, d'agir tous de concert. Il ne faut pas que nous tombions dans un débat politique. Je parlerai tout à l'heure à Sharon pour lui expliquer comment elle aurait dû faire passer son message.

Mme Hayes: Dites-le moi tout de suite.

La présidente: Elle peut toujours déposer sa motion.

Mme Hayes: Vous me forcez à voter non, maintenant.

La présidente: Dites-nous ce que vous avez à dire au sujet de la motion, monsieur Jackson.

Mme Hayes: J'aurais peut-être voté oui si nous avions organisé l'autre vote.

La présidente: La motion a été déposée. Nous sommes prêts à voter.

Motion adoptée: six voix pour et quatre voix contre

Mrs. Gagnon: I don't think we have any specific mandate. We are voting on something you are suggesting; I want to believe you are acting in good faith. Mr. Bryden tried to explain to us the order of reference of the consulting group, and Mr. Jackson too; but as far as I am concerned, it's...

La présidente: Madame Gagnon, je dois vous interrompre ici. La question a été réglée. Je vais offrir une. . .

Mrs. Gagnon: At least, I could state my point.

La présidente: La motion a été adoptée. Généralement, on ne débat pas d'une motion une fois qu'elle a été adoptée. Si je comprends bien, vous n'en êtes pas satisfaite.

Madame Hayes, si vous avez une motion à déposer au sujet de ce que vous aimeriez voir. . .

Mme Hayes: Je vous fais respectueusement remarquer, madame la présidente, qu'à mon avis, ma motion va faire double emploi avec ce qui vient d'être décidé. Je propose que les membres du comité retournent dans leur région, y contactent les médias et prennent des dispositions avec les organismes de radio et de télévision exactement comme nous venons de le décider.

La présidente: Quelle que soit la région qui est la vôtre, probablement Vancouver, voyez-vous quelque intérêt à collaborer avec ce consultant auprès des médias pour vous assurer que vous n'avez oublié personne, que le message est bien clair? Est-ce que vous envisagez de coordonner vos efforts avec cette personne?

Mme Hayes: Eh bien, puisque nous avons maintenant engagé cette personne, je constate que son travail est de faire ce que je proposais que nous fassions. Je vais bien sûr collaborer, mais j'aurais rendu sa tâche superflue si l'on m'avait laissé faire ce que je proposais.

M. Assadourian: Juste une petite chose, si vous me le permettez; personne n'empêche qui que ce soit d'entre nous de travailler dans sa propre circonscription pour promouvoir cette idée.

La présidente: Non, je pense que tout le monde l'a compris.

M. Assadourian: Ça ne fera que compléter le travail que nous faisons ici.

The Chairman: That's certainly understood and Mrs. Hayes, of course, will work in her constituency because she cares.

[Translation]

La présidente: Tout le monde le comprend, évidemment, et M^{me} Hayes ne va pas manquer d'oeuvrer dans sa circonscription parce que le sujet l'intéresse.

• 1030

M. Nunez: J'aimerais que notre position soit enregistrée clairement.

The Chairman: It is recorded.

M. Nunez: Deuxièmement, j'aimerais avoir un curriculum vitae de M. Scott Reed et la description de ses fonctions.

The Chairman: I'll arrange a meeting if you'd like it.

An hon. member: Absolutely.

The Chairman: Members of the committee, I think we have completed our agenda. Can the clerk tell us if this is true?

Mr. Knutson: Can I raise an issue?

The Chairman: This is future business, I guess.

Mr. Knutson: This is on the issue of hearing from non-stellar Canadians, or people who are not famous. I'd be happy to strike a small subcommittee to go to maybe St. Thomas, Ontario—

Ms Clancy: Hey, what a great town.

Mr. Knutson: —or Vancouver. We could go to two towns and just put up a sign. We could go to a shopping mall or something —

Mrs. Hayes: Burnaby, Coquitlam.

Mr. Knutson: They should be randomly picked, but I think we should do it.

The Chairman: Go to the local shopping centres.

Ms Clancy: Come to Halifax.

Mr. Knutson: Do you want to come?

The Chairman: Members of the committee, I think that's a very valuable suggestion. I've spoken to most of you and you do want to be part of what's happening in the regions to make sure this is successful.

Would it be of value to meet with the steering committee again? Everybody is welcome. The steering committee will meet with Mr. Reid to discuss ways to work together to ensure the Citizenship Act gets a review from all the people, notable and otherwise, in the regions.

Is that generally agreed? I don't think we have to do that by motion. However, we do need to determine when to do this. We're disappearing for a week, so can we do this in the next day or so? Does everyone have their calendars?

Ms Clancy: Why don't we invite our colleagues to the convention, Madam Chair?

Mr. Nunez: I'd like our position to be clearly on the record.

La présidente: Elle est enregistrée.

Mr. Nunez: Secondly, I'd like to have the curriculum vitae of Mr. Scott Reed and his job description.

Le président: J'organiserai une rencontre si vous le voulez.

Une voix: Il le faut.

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du comité, je crois que nous en avons terminé avec notre ordre du jour. La greffière peut-elle nous le confirmer?

M. Knutson: Puis-je intervenir sur un point?

La présidente: Il s'agit, j'imagine des travaux futurs du comité.

M. Knutson: C'est au sujet de l'audition de Canadiens qui sont de simples citoyens, qui ne sont pas célèbres. J'aimerais que l'on mette sur pied un petit sous—comité qui se rendrait, par exemple, à St. Thomas, en Ontario. . .

Mme Clancy: Eh, c'est une belle petite ville.

M. Knutson: ...ou à Vancouver. Nous pourrions nous rendre dans deux localités et mettre simplement un panneau. Nous pourrions nous installer dans un centre commercial ou quelque chose...

Mme Hayes: Burnaby, Coquitlam.

M. Knutson: On pourrait les tirer au sort, mais je pense que c'est une chose à faire.

La présidente: Allez dans les centres commerciaux de la localité

Mme Clancy: Venez à Halifax.

M. Knutson: Vous voulez y aller?

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du comité, je pense que c'est là une proposition très intéressante. J'ai parlé à la plupart d'entre vous et vous voulez tous participer à ce qui va se passer dans les régions pour garantir la réussite de notre entreprise.

Serait-il bon de réunir à nouveau le comité directeur? Tout le monde est le bienvenu. Le comité directeur se réunira en présence de M. Reid pour discuter du travail que l'on peut faire ensemble pour s'assurer que la Loi sur la citoyenneté sera passée en revue par tous les gens, notables et simples citoyens, dans les régions.

Sommes—nous d'accord sur le principe? Je ne crois pas qu'il faille pour cela une motion. Il nous faut cependant déterminer quand nous allons le faire. Nous allons disparaître pendant une semaine, et je me demande si ça ne pourrait pas se faire demain ou quelque chose comme ça? Est—ce que tout le monde a son calendrier?

Mme Clancy: Pourquoi n'invitons—nous pas nos collègues at congrès, madame la présidente?

The Chairman: They might think they have a better use for their time.

Ms Clancy: I heard Mr. Hanger was taking out a membership anyway.

An hon. member: He may well.

The Chairman: He's very liberal.

Members of the committee, I am told-

Mr. Assadourian: What about immigration?

The Chairman: I don't think I can be there at 4:30 p.m. I think I have a justice meeting. If we could find a room, the feeling is that he could be here at 4:30 p.m.

An hon. member: Who?

The Chairman: Scott Reid.

Mrs. Hayes: The Reform representation flies out at 5 p.m., so it would have to be before we leave or something—

Mr. Jackson: You guys are gone at 3 p.m.

Mrs. Hayes: We're gone at 4 p.m.

The Chairman: It would have been nice to have this to go back with, because you have the week.

Here's a new thought, thanks to our clerk. We can do the press release that the world has been anxiously awaiting, including us, and put together a kind of communications plan to fax to you in your offices in the ridings.

Ms Clancy: Put it together with some background information.

The Chairman: I think it's important for him to précis the backgrounder that was provided with good, solid questions. Is that agreeable?

It looks like it's impossible. The Reform members are going to be gone by 4 p.m.

Ms Clancy: We're tied up.

The Chairman: We will send you, in your ridings, a rough outline of a communications plan and how to go about it. It'll be the first thing on our agenda when we first come back.

Ms Clancy: What about Scott's CV and stuff, as well?

The Chairman: We'll have Scott's CV. Then you can check him out.

Mr. Bryden: I think it's important to make sure that mandate is defined. We should all receive a copy of that mandate. If we had seen that mandate in the first place, we wouldn't have had the discussion.

[Traduction]

La présidente: Il se peut qu'ils aient pensé à une meilleure façon d'employer leur temps.

Mme Clancy: J'ai entendu dire que M. Hanger prenait de toute façon une inscription pour devenir membre.

Une voix: C'est bien possible.

La présidente: Il est très libéral.

Les membres du comité, me dit-on...

M. Assadourian: Que fait-on au sujet de l'immigration?

La présidente: Je ne crois pas que je puisse y être à 16h30. Je crois que j'ai une réunion de la justice. Si nous pouvons trouver une salle, on peut penser qu'il pourrait être là à 16h30.

Une voix: Oui?

La présidente: Scott Reid.

Mme Hayes: La délégation réformiste a un vol à 17 heures et il faudrait donc que ce soit avant que nous partions ou quelque chose...

M. Jackson: Vous allez être partis à 15 heures.

Mme Hayes: Nous serons partis à 16 heures.

La présidente: Ce serait bien que ce soit prêt avant votre départ, car vous auriez alors toute la semaine.

Notre greffière a une nouvelle idée. Nous pourrions diffuser le communiqué que le monde entier attend avec impatience, et nous aussi, et mettre sur pied un plan de communication quelconque que nous pourrions vous faire parvenir par télécopieur dans vos bureaux de circonscription.

Mme Clancy: Accompagné d'une documentation.

La présidente: Je crois qu'il est important qu'il fournisse avec la documentation des questions pertinentes et judicieuses. Cela vous convient?

J'ai l'impression que c'est impossible. Les membres du Parti réformiste seront partis à 16 heures.

Mme Clancy: Nous sommes coincés.

La présidente: Nous vous ferons parvenir, dans vos comtés, les grandes lignes d'un plan de communication et la façon de s'en servir. Ce sera le premier point à notre ordre du jour lorsque nous reviendrons.

Mme Clancy: Et qu'allons—nous faire au sujet du CV de Scott et des autres renseignements?

La présidente: Nous aurons le CV de Scott. Vous pourrez alors faire les vérifications qui s'imposent.

M. Bryden: Je crois qu'il est important de s'assurer que son mandat est bien défini. Nous devrions tous recevoir une copie de ce mandat. Si nous avions pris connaissance de ce mandat dès le départ, nous n'aurions pas eu toute cette discussion.

Mr. Nunez: I would like to get copies of the press release and the CV. Also I want to thank you for sending me a copy of the letter you CV. J'aimerais aussi que vous me fassiez parvenir une copie de la

[Translation]

M. Nunez: J'aimerais recevoir une copie du communiqué et du lettre que vous avez envoyée.

• 1035

The Chairman: That's it. Thank you, committee. We are adjourned.

La présidente: C'est parfait. Je remercie le comité. La séance est levée.





Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermall

Poste-lettre

8801320 Ottawa

ff undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



Governmen Publication

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 12

Tuesday, May 24, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 12

Le mardi 24 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

In accordance with Standing Order 108(2) and the En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Règlement Committee's decision of Thursday April 21st, 1994, a study of the Citizenship Act

CONCERNANT:

et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la Loi sur la citoyenneté

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Patricia Steenberg

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 24, 1994 (20)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 3:40 o'clock p.m. this day, in Room 705, La Promenade, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: As Individuals: Bernard Poirier; Ralph Anderson; Eileen MacLennan. From the Department of Citizenship and Immigration: Cam Dawson, Director, Integration and Citizenship Policy Division; Norman Sabourin, Chief, Program Management, Citizenship Registration.

In accordance with Standing Order 108(2) the Committee proceeded to the consideration of the Citizenship Act Review. (See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, April 21st, 1994, Issue No. 6)

Bernard Poirier made a statement and answered questions.

Ralph Anderson made a statement and answered questions.

Eileen MacLennan made a statement and answered questions.

Cam Dawson made an opening statement and with the other witness answered questions.

At 5:35 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Maija Adamsons

Committee Clerk

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 24 MAI 1994 (20)

[Traduction]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 15 h 40, dans la salle 705 de l'immeuble La Promenade, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: À titre personnel: Bernard Poirier; Ralph Anderson; Eileen MacLennan. Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: Cam Dawson, directeur, Politique de citoyenneté et d'intégration; Norman Sabourin, chef, Gestion des programmes, Enregistrement de la citoyenneté.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 108 du Règlement, le Comité entame l'étude de la Loi sur la citoyenneté (voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 21 avril 1994, fascicule nº 6).

Bernard Poirier fait un exposé et répond aux questions.

Ralph Anderson fait un exposé et répond aux questions.

Eileen MacLennan fait un exposé et répond aux questions.

Cam Dawson fait un exposé puis, avec l'autre témoin, répond aux questions.

À 17 h 35, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Greffière de comité

Maija Adamsons

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 24, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 24 mai 1994

1535

The Chairman: I call our first meeting on citizenship review to order.

We have the very good fortune today to have with us Mr. Poirier. Mr. Poirier is now retired. He has worked for many years doing legal research. During the 1950s he was an executive assistant to two ministers, the Hon. Paul Comtois, Minister of Mines and Technical Surveys, and the Hon. Raymond O'Hurley, Minister of Defence. He speaks seven languages, and has travelled the country widely as the child of a military family. Mr. Poirier also does volunteer work on behalf of the Red Cross.

Welcome, Mr. Poirier, to our committee. We look forward to your presentation.

M. Bernard Poirier (présentation individuelle): Madame la présidente, membres du Comité, tout d'abord je vous prie de vous sentir libre de vous adresser à moi dans l'une ou l'autre des deux langues officielles.

I am flattered to have been invited to appear before this committee. It all started with my letter to Mr. MacQueen of Southam News. It obviously caught your eye, and no doubt it forms part of your documentation. Therefore, I shall refrain from referring to it or reading it. However, on February 1 I also wrote to the minister in somewhat the same vein, and I will table a copy of that letter if it is your wish. Both sum up my feelings rather nicely, and cover what I consider evidently are the pivotal points on citizenship and immigration.

However, I do have some thoughts that go more deeply into what appears—and I lay emphasis on the word "appears"—to be a problem in the light of comments made by various and sundry in the media recently. Some of these thoughts are contained in my manuscript "Whence my Land, Whither my Country". It is not yet published. Nonetheless, I am leaving a copy with the committee clerk. Copies may be made, providing you give me the proper credits. I refer to two pages in there, 94 and 122. They are marked. Those are specific comments that I have insofar as citizenship and immigration are concerned.

As I said, I must emphasize the word "appear", in that my first—hand knowledge of immigration is limited. In this respect I wonder how much I can provide this committee, considering that limitation, along with the lack of time to prepare. As you know, I was called on Friday, and I haven't got all my good books on citizenship and immigration readily at hand. However, I will do my best. With that in mind, I would prefer that this exercise be considered a dialogue between ourselves rather than an official presentation on my part.

La présidente: La séance est ouverte. C'est la première d'une série portant sur l'examen de la Loi sur la citoyenneté.

Nous avons le grand plaisir d'accueillir M. Poirier. Maintenant à la retraite, M. Poirier a travaillé pendant de nombreuses années dans le domaine de la recherche juridique. Durant les années cinquante, il a été le chef de cabinet de deux ministres, l'honorable Paul Comtois, ministre des Mines et des Levés techniques et de l'honorable Raymond O'Hurley, ministre de la Défense. Il parle sept langues. Fils de militaire, il a eu l'occasion de voyager partout au pays avec sa famille. M. Poirier fait également du bénévolat pour la Croix-Rouge.

Bienvenue, monsieur Poirier, à cette séance du comité. Il nous tarde de vous écouter.

Mr. Bernard Poirier (Individual Presentation): Madam Chairman, members of the committee, First of all, please do feel free to address me in one or the other official languages.

Je suis flatté d'avoir été invité à comparaître au comité. Tout a commencé par cette lettre que j'ai envoyée à M. MacQueen de Southam News. Elle a sans doute retenu votre attention et vous devez certainement l'avoir dans votre dossier. Je ne vais donc pas m'y reporter, ni la lire. Toutefois, le 1er février, j'avais aussi envoyé au ministre une lettre rédigée dans le même esprit et je vais en déposer une copie si vous le souhaitez. Ces deux lettres résument assez bien ma pensée et j'y traite de ce qui me semble être les questions fondamentales qui se posent en matière de citoyenneté et d'immigration.

Cependant, j'ai réfléchi de façon un peu plus approfondie à ce qui semble—et j'insiste sur le mot «semble»—être un problème, compte tenu des observations faites récemment par tout un chacun dans les médias. J'expose certaines de ces réflexions dans mon manuscrit intitulé «Whence my Land, Whither my Country», lequel n'a pas encore été publié. Néanmoins, j'en laisse un exemplaire avec la greffière du comité. On peut le copier, dans la mesure où l'on m'en reconnaît la paternité. Je vous renvoie à deux pages de ce manuscrit, les pages 94 et 122. Elles portent une annotation et renferment les observations expresses que je tiens à faire en ce qui concerne la citoyenneté et l'immigration.

Comme je vous le disais, je dois mettre l'accent sur le mot «semble», étant donné que la connaissance de première main que j'ai de l'immigration est quand même limitée. C'est pourquoi, je me demande dans quelle mesure je peux être utile au comité, sans parler du peu de temps que j'ai eu pour me préparer. Comme vous le savez, on m'a appelé vendredi et je n'avais pas à portée de main tous mes bons ouvrages sur la citoyenneté et l'immigration. Je ferai quand même de mon mieux. Cela étant dit, je préfèrerais engager un dialogue plutôt que de vous présenter un exposé formel.

[Traduction]

1540

Inasmuch as I am told I have 10 minutes to get the ball rolling, I will set up my points very briefly, after which you might come back to any of them if you so wish. On that basis I would submit that a logical approach is to determine the problem areas and then eliminate them if we can. If this sounds too fundamental I think we should always keep in mind that very often the obvious escapes us.

I have selected some of the problem areas. Most fundamental and something non-historians might miss is that over a period of 400 years, from 1534 to 1945, we have developed a way of life that has become quite distinctive. Since 1945—that's less than 50 years, one-tenth of the original period of the development—we've had an influx of immigrants, and I for one get the impression my lifestyle is being changed. Now, this is something I think is fundamental. You have people who have been resident of a given area for a long, long time and then you get some people who are different. They are different, and sometimes thank God for those differences, but it does give the impression that our lifestyle is being changed, without our consent and in a manner that gives the appearance—again, the appearance—that what is happening is that those who have been here are losing control.

Here I've put in brackets "topics of discussion", which I deal with in my letter and which I think I deal with in a quite balanced manner—the matter of turbans, the matter of schools, religion in schools, the matter of taxis, and this is a strange one, and demonstrations in front of embassies.

Secondly, we are seeing many of these changes being brought about through claims of rights, which in fact are not rights. Indeed in actual practice, as well as in the minds of many, these things become abuses. Also in many respects the "rights syndrome" is what has gone beyond our control. I would submit to you it is based largely on Sartre's existentialism, and the east European nihilism philosophies of the 1800s. In essence, there are only very few rights as such, as might be recognized for example in Rousseau's *Social Contract*. Society, on the other hand, accords privileges in proportion to those obligations undertaken by the citizen as well as the giving up of certain liberties, and this is what I think we do not seem to be willing to do.

Thirdly, minority groups are quick to form and appear—the word "appear" again—to take every possible advantage of our social net. To a certain extent I don't agree with that social net, but that's another question altogether. It is very easy therefore to get the impression, in large part, because of prime time and prime space in the media, that these groups and individuals therefrom are stealing our jobs, commit most crimes, and are the abusers of the system. These are questions that arise. It's not a statement I'm making. It's just a question I'm raising.

Comme on m'a informé que je n'avais que 10 minutes pour lancer le débat, je vais exposer très brièvement ce que j'ai à dire, après quoi vous voudrez peut-être revenir sur certains points si vous le souhaitez. Je dirais d'abord que la méthode logique, consiste d'abord à repérer les domaines qui présentent des problèmes pour essayer ensuite, si on le peut, de les régler. Cela peut paraître bien simpliste, mais il ne faut pas oublier que bien souvent l'évidence même nous échappe.

J'ai relevé certains de ces domaines. Ce qu'il faut bien savoir, et que les non-historiens peuvent oublier, c'est que sur 400 ans, soit de 1534 à 1945, nous nous sommes forgé un mode de vie passablement distinctif. Depuis 1945—soit en moins de 50 ans, ce qui représente le dixième de la période initiale de notre histoire—nous avons reçu un flot d'immigrants et, pour ma part, j'ai l'impression que mon style de vie s'en est trouvé changé. Or c'est quelque chose que j'estime fondamental. Il y a des gens qui résident à un endroit donné depuis très très longtemps et voilà qu'arrivent d'autres qui sont différents. Ils le sont et, parfois, je remercie le Ciel pour cela, mais l'impression demeure que notre style de vie change sans notre consentement et d'une manière qui donne l'impression—je dis bien, l'impression—que ceux qui étaient là au tout début n'ont plus la situation en main.

J'ai mis ici entre parenthèses des «sujets de discussion» dont je traite dans ma lettre et je pense l'avoir fait de façon assez équilibrée—la question des turbans, celle des écoles, de la religion dans les écoles, la question des taxis qui est étonnante et celle des manifestations devant des ambassades.

Deuxièmement, on constate qu'un bon nombre de ces changements sont le résultat de revendications de droits qui en fait n'en sont pas. Il est bien certain que dans les faits, de même que dans l'esprit d'un bon nombre de gens, ces pratiques deviennent abusives. En outre, à bien des égards, ce que j'appelle le «syndrome de la revendication de droits» nous échappe à l'heure actuelle. Je dirais qu'il s'inspire en grande partie de l'existentialisme de Sartre et des philosophies nihilistes de l'Europe de l'Est des années 1800. En réalité, il n'existe que très peu de droits en tant que tels, au sens que leur attribuait par exemple Rousseau dans le «Contrat social». La société, en revanche, accorde des privilèges en fonction des obligations qu'acceptent d'assumer les citoyens et en échange de certaines libertés, et c'est précisément ce que nous ne semblons pas disposés à faire.

Troisièmement, les groupes minoritaires se forment rapidement et semblent—j'emploie de nouveau le mot «semblent»—profiter au maximum de notre filet de sécurité sociale. Je n'approuve pas entièrement ce filet de sécurité, mais c'est une tout autre question. On peut très facilement avoir l'impression, en grande partie à cause du temps d'antenne qu'on leur accorde aux heures de grande écoute et des articles qui leur consacrent les médias, que ces groupes et individus venus d'ailleurs nous volent nos emplois, commettent la plupart des délits et sont ceux qui abusent du système. Ce sont là des questions qui se posent. Je ne prends pas position. Je soulève simplement un point.

Where refugees are concerned our laws appear to be like a sieve and Canada the blotter of the universe. Now, that's pretty heavy on one side. To counter that I would offer some considerations. To have a successful program it must not only be right, it must appear to be right; I think this is a saying that is quite well known to you. Whatever must be done to clean up the situation, however, we realize cannot be done overnight, and this is why whenever I'm asked the question, I feel there should be a moratorium of some kind on immigration and refugees.

Almost every day we hear of one or another being discovered with a criminal record or some other undesirable characteristic. Canada is not a safe haven. I am confident that many other Canadians feel the same way. It is quite possible we hear of only the worst, and that would be most unfortunate and I think it's true, but even those do not represent the totality of the failures. That I can vouch for from personal experience. In brackets is a story I will tell you if you so wish.

• 1545

Secondly, we do need immigrants. Many bring with them very desirable characteristics. They are industrious. They do not steal our jobs. I do not agree with the statement that they come here and take away what we have. Our own people all too often feel too far above them—the jobs, that is, not the immigrants.

Many immigrants bring with them traditional family values that some of our own majority groups are in the process of destroying, thanks to the philosophies mentioned above. In that context, one very fundamental question is why are there two sexes in the first place?

Thirdly, are not some of the abuses due to bureaucratic incompetence and special prerogatives? You, as the government and lawmakers, but most importantly as our representatives, have every right—I would say even a sworn duty—to make things right. There is nothing stopping this committee from taking bureaucratic or even judicial incompetence to task.

Fourth and last, as in the case of joining a very select group—and I think we Canadians are quite a select group—we must insist that any applicant adopt the Canadian way of life. That principle is not new. Norway has it.

Lest I be misunderstood, I turn to the third paragraph of my letter of April 21 to Mr. MacQueen. In order to be on the record, I would like to read that particular paragraph to you. I say in that letter: "Language, religion, and culture is the

[Translation]

En ce qui concerne les réfugiés, nos lois semblent être une véritable passoire et le Canada, le déversoir du reste du monde. Le fardeau est assez inégal pour nous. Pour remédier à la situation, j'aimerais faire état de certaines considérations. Pour qu'un programme réussisse, il doit non seulement être juste mais aussi sembler l'être; c'est là une expression qui vous est bien connue. Ce qu'il faut pour assainir la situation, cependant, nous le savons, ne peut pas se faire du jour au lendemain, et c'est pourquoi, chaque fois qu'on me pose la question, je suis enclin à penser qu'en matière d'immigration et d'admission de réfugiés il faudrait imposer un moratoire.

Il ne se passe presque pas un jour sans qu'on entende parler de quelqu'un à qui on a découvert un dossier criminel ou quelque autre caractéristique indésirable. Le Canada n'est pas un refuge. Je suis persuadé que beaucoup d'autres Canadiens sont de cet avis. Il est bien possible que nous n'entendions parler que des pires cas—ce serait très regrettable et je pense que c'est vrai—mais même ceux—là ne représentent pas tous les échecs. Je peux du reste en témoigner pour en avoir fait personnellement l'expérience. Dans les parenthèses que j'ai faites, je me réfère à une anecdote que je vous raconterai si vous le voulez.

Deuxièmement, nous avons bel et bien besoin d'immigrants. Un grand nombre d'entre eux possèdent des caractéristiques très désirables. Ils sont industrieux. Ils ne nous prennent pas nos emplois. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que les immigrants viennent ici pour nous enlever ce que nous avons. Nos propres concitoyens estiment trop souvent être bien au—dessus—de ces emplois, je veux dire, pas des immigrants.

De nombreux immigrants préservent ici les valeurs familiales traditionnelles que certains éléments de nos propres groupes majoritaires sont en train de détruire, grâce aux idées qu'ils propagent et dont je parlais tout à l'heure. À ce propos, une question tout à fait essentielle est celle de savoir pourquoi tout d'abord il y a deux sexes?

Troisièmement, certains abus ne sont-ils pas dus à l'incompétence de l'administration et à des prérogatives spéciales? Vous, en tant que membres du gouvernement et que législateurs, mais d'abord et avant tout en tant que représentants de la population, avez tout à fait le droit—et je dirais même que vous en avez le devoir de par votre assermentation—de corriger la situation. Rien n'empêche le comité de réprimander l'administration et même le système judiciaire pour leur incompétence.

Quatrièmement et pour terminer, comme cela se fait quand on adhère à un groupe très sélect—et je pense que nous Canadiens formons un groupe assez sélect—nous devons insister pour que tous les requérants adoptent le mode de vie canadien. Le principe n'est pas nouveau. La Norvège l'applique déjà.

De peur d'être mal compris, je me reporte au troisième paragraphe de ma lettre du 21 avril à M. MacQueen. Pour que ce passage figure au compte rendu, j'aimerais vous le lire. Je disais dans ma lettre ce qui suit: «la langue, la religion et la

responsibility of my family"—I am speaking for myself—"and I am free to pursue as a Canadian those areas openly". At one time the Ukrainians were not at liberty to show their culture or what have you in western Canada. Certainly the French-Canadians had some difficulties in Ontario.

So I am free to pursue those areas, but at my expense. If I wish to do so, I should pay for it, in provincially approved private schools if I prefer. Similarly, while I respect the dress and customs of others, I shall not impose my own or expect others to impose theirs, which are not part of the fundamental Canadian history and heritage. That is the 400 years I was talking to you about at the very beginning, the meld of French and Anglo—Saxon.

I think we should insist on a clean background, both legal and physical. We must revise our social net so that there is a contract to prevent abuse, in large part by our own, and thereby remedy the immigrant refugee reputation.

The refugee deserves every consideration on a prima facie basis. I agree with that. Our compassion belies the greatest loopholes in the system. But herein lies the true social contract. An unknown knocks on the door. We open the door, but do we give him access to the whole house? I think you would probably be the first to say no, we have to know this person first.

Citizenship and immigration also touches many other elements of government. It is not an entity unto itself. Any corrective measures deemed necessary might well involve External Affairs, Justice, Labour, and Health and Welfare, among others. Any corrective action should not be done in isolation, nor can it continue on the path of individual priority over the good of the whole.

Networking—and this is something I had quite a bit of difficulty with when I was part of the Solicitor General's department in the 1970s—an exchange of information between departments, was a no-no. I think that it should now be a given.

Madam Chairman, members of the committee, once again I'd like to express my appreciation for the opportunity to speak to you. I trust that my comments will be taken in the spirit in which they were offered.

The Chairman: Thank you, Mr. Poirier. There are questions.

M. Nunez (Bourassa): D'abord, je regrette qu'ayant un nom français, vous ayez cru utile de ne pas vous adresser en partie en français, sauf pour les salutations au Comité.

• 1550

Deuxièmement, je vous dis que je ne partage pas du tout votre philosophie et vos vues sur l'immigration et sur les réfugiés. Ce que nous voulons ici, comme Comité, c'est de savoir si une valeur fondamentale du Canada c'est la générosité et la compassion. C'est cela que je n'ai pas vu dans votre discours.

[Traduction]

culture sont du ressort de ma famille»—je parle pour moi—«et en tant que Canadien, je suis libre de les pratiquer ouvertement». À une certaine époque, les Ukrainiens n'étaient pas libres de faire montre de leur culture ou de quoi que ce soit d'autre dans l'Ouest du Canada. On sait bien aussi que les Canadiens français ont connu des difficultés en Ontario.

Je suis donc libre de promouvoir ma langue, ma religion et ma culture, à mes frais bien entendu. Si tel est mon choix, je dois le payer en recourant à des écoles privées autorisées par la province si je préfère. De la même manière, tout en respectant le code vestimentaire et les coutumes d'autrui, je n'impose pas les miens ni ne m'attends à ce que d'autres m'imposent les leurs, qui ne font pas partie de l'histoire du Canada ni de ses traditions. Je pense ici au 400 ans d'histoire dont je vous parlais au début, au mélange de français et d'anglo—saxon.

Je pense que nous devrions insister sur des antécédents irréprochables, tant sur le plan juridique que physique. Nous devons revoir notre filet de sécurité social de manière qu'il y ait un contrat visant à prévenir les abus, en grande partie attribuables aux nôtres, et protéger ainsi la réputation des réfugiés et des immigrants.

De prime abord, les réfugiés méritent toute notre considération. Je suis d'accord là-dessus. Notre compassion occulte les plus grandes lacunes du système. Mais c'est là que se situe le véritable contrat social. Un inconnu frappe à la porte. On ouvre, mais est-ce qu'on le laisser aller partout dans la maison? Je pense que vous seriez sans doute les premiers à dire non, qu'il faut d'abord savoir à qui on a affaire.

La citoyenneté et l'immigration concernent également de nombreuses autres instances gouvernementales. Il ne s'agit pas là d'un secteur isolé. Toute mesure correctrice jugée nécessaire pourrait très bien mettre en cause les ministères des Affaires étrangères, de la Justice, du Travail, de la Santé et du Bien-être social, parmi d'autres. Toute mesure de cet ordre ne devrait pas être prise isolément, pas plus qu'elle ne peut continuer à privilégier l'individu au détriment de l'intérêt général.

Le réseau d'information—et c'est là quelque chose qui m'a causé bien des difficultés quand j'ai travaillé au ministère du Solliciteur général dans les années soixante—dix—l'échange d'information entre ministères, était interdit. Je pense que cela devrait maintenant aller de soi.

Madame la présidente, mesdames et messieurs, je vous remercie encore une fois de m'avoir invité à prendre la parole devant le comité. J'espère qu'on aura bien saisi dans quel esprit j'ai tenu ces propos.

La présidente: Merci, monsieur Poirier. Des membres veulent vous poser des questions.

Mr. Nunez (Bourassa): First of all, I find unfortunate that having a French surname you thought advisable not to speak French in part of your presentation, except for your greetings to the committee.

Secondly, I can tell you that I do not share at all your philosophy and your views on immigration and refugees. What we are trying to determine here, as a committee, is whether generosity and compassion are fundamental values of Canada. That is what I did not find in your speech.

Vous qui avez servi la nation et avez eu des postes importants, i'aimerais vous poser une première question: Selon vous, doit-on continuer oui ou non à accueillir des immigrants et des réfugiés au Canada?

M. Poirier: M. Nunez, à la page 4, je dis très ouvertement que le tout de même pas une porte ouverte.

M. Nunez: Ce n'est pas une porte ouverte, il y a beaucoup de contraintes.

M. Poirier: Je dis que, au tout début, j'ai souligné l'apparence. Vous me demandez, en ma qualité de Canadien, ce que je pense de quelque chose. Je me base sur ce que je lis, sur ce que je vois à la télévision, sur ce que j'entends. Est-ce la faute des médias? Est-ce la faute de la loi? Est-ce la faute de la bureaucratie? C'est moi qui soulève la question, peut-être pour vous sensibiliser à l'impression que nous, Canadiens, avons de ce qui se

M. Nunez: Je suis légalement Canadien, M. Poirier. Vous n'avez pas répondu à ma question. Doit-on accueillir des immigrants et des réfugiés? Dans quel sens? Quel nombre? Constituent-ils un apport pour la société canadienne et, au Québec, pour la société québécoise?

M. Poirier: Je vous le dis carrément. Les réfugiés et les immigrants ont apporté quelque chose de très désirable au Canada, mais peut-être pour vous répondre plus carrément en ce qui concerne les chiffres, en ce qui concerne les articles précis de la loi. . . Excusez-moi, j'ai été pris au dépourvu. J'ai été convoqué vendredi, M. Nunez, je n'ai pas eu la chance d'étudier la loi, je le ferai avec grand plaisir si vous me reconvoquez à une autre date.

Entre-temps, je vous dis carrément ouvrons la porte, ne donnons pas accès à une personne que nous ne connaissons pas, ne lui donnons pas accès à toute la maison. Autrement dit, procédons avec précaution, ce qui ne semble pas se faire dans le moment.

The Chairman: Thank you, Mr. Poirier.

Members of the committee, I might just mention to you that this is a review of the Citizenship Act. We are not really discussing immigration as such here.

Mrs. Hayes.

Mrs. Hayes (Port Moody-Coquitlam): I was very interested to hear and read your report, Mr. Poirier. I would like to make some comments on it.

Many of the things you have said are things that I have heard, not just from you but from many people, particularly when you outlined some of the thoughts on the responsibilities versus the rights syndrome. I think as a committee and as people who are looking at what's happening in our country, we have to be aware of that distinction. Certainly in Canada and in citizenship we have to be aware of that. I think good Canadians are ones who have rights but also recognize responsibilities, whether they be new Canadians or old Canadians. I think that's very important to our discussion.

The Chairman: Is your question what he sees as the responsibilities?

[Translation]

You who served the nation and held important positions, I would like to ask you a first question: In your view, should we, yes or no. continue to admit immigrants and refugees in Canada?

Mr. Poirier: Mr. Nunez, on page 4, I say quite openly that the réfugié mérite prima facie toute considération et que le Canada n'est refugee deserves every consideration on a prima facie basis but Canada after all is not an open door.

Mr. Nunez: It is not an open door, there are many constraints.

Mr. Poirier: I say that, at the very beginning, I stressed the word "appear". You ask me, as a Canadian, what I think of something. I rely on what I read, on what I see on TV, on what I hear. Is it the fault of the media? Is it the fault of the legislation? Is it the fault of the bureaucracy? I am the one raising the question, maybe to make you aware of the impression we, Canadians, have of what is going on.

Mr. Nunez: Legally I'm a Canadian, Mr. Poirier. You did not answer my question. Should we admit immigrants and refugees? In what sense? How many of them? Do they contribute to Canadian society and, in Quebec, to Quebec society?

Mr. Poirier: I say it very plainly. Refugees and immigrants have brought something very desirable to Canada, but to give you a clearer answer in terms of numbers, in terms of the specific sections of the Act-I am sorry, I was taken off guard. I was called Friday, Mr. Nunez, I did not have time to study the Act, I will be very pleased to do it if you ask me to appear again on another

In the meantime, I say very clearly let's open the door, but we should not give access to someone we do not know, we should not give him access to the whole house. In other terms, let us be cautious, which does not seem to be the case at the present time.

La présidente: Merci, monsieur Poirier.

Mesdames et messieurs, j'aimerais vous rappeler que nous examinons la Loi sur la citovenneté. Nous ne discutons pas à proprement parler de l'immigration.

Madame Hayes.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai entendu votre exposé et lu votre rapport, monsieur Poirier. J'aimerais faire quelques observations à ce sujet.

J'ai déjà entendu un bon nombre des choses que vous avez dites, non pas simplement par vous, mais par bien d'autres personnes, surtout quand vous avez exposé certaines idées au sujet des responsabilités par opposition au syndrome de la revendication de droits. Je pense qu'en tant que comité et que citoyens qui observent ce qui se passe dans le pays, nous devons être conscients de cette distinction. Il est bien certain qu'au Canada, en matière de citoyenneté, nous devons l'être. Je pense que les bons citoyens sont ceux qui ont des droits, mais qui reconnaissent leurs responsabilités, qu'il s'agisse de Néo-canadiens ou de Canadiens de longue date. Je pense que cette distinction est très importante pour notre discussion.

La présidente: Est-ce que vous lui demandez en quoi consistent, selon lui, les responsabilités des citoyens?

Mrs. Hayes: No, I am just showing what I agree with.

As I say, what you are saying is what I hear a lot of Canadians say. You say you feel that some of the changes, some of the things now in place, have happened without your consent.

Mr. Poirier: Not my personal consent, but without the collective consent of the Canadian population.

Mrs. Hayes: Again I would agree with you. Do you have suggestions? If things happen without their consent, it separates the Canadian people from their country. I really feel this is—

The Chairman: I guess that is what we are trying to do here.

• 1555

Mrs. Hayes: Yes. My question to our witness is how do you feel Canadians can plug into the feeling that these things are done with their consent? How can they own what is happening?

Mr. Poirier: If you have a piece of legislation that has been well publicized and that not only the members of this committee obviously, but the members of the House have had an opportunity of discussing with their electors, with their constituents. I am not now trying to say that we should go back and have the constituent assembly, but I am sure you have also heard of that term being used more and more often right now.

With communications being as easy as they are, the wise member of Parliament will certainly go back to his constituents and say this is what we are proposing—what do you think?

One of the aspects of the question that Mr. Nunez was putting to me before is if I agree that we need these people to come in. I am saying yes, but let us not open the door without knowing whom we are inviting into the house to start with.

One of the elements in citizenship—Here we are getting into the act, and again I apologize that I have not had a chance to look at the act itself. I am a lawyer—

The Chairman: No apologies are necessary.

Mr. Poirier: No, but I would have liked to do so in order to give you something possibly a little bit more toothy.

I would say why not this moratorium? If you do not have a moratorium, then have a section in the act that says that you are going to be in a "holding tank" for a number of days or weeks or months, until we can have a look at your background and check you out. That is the concept I have, rather than just saying that there is an open door.

I am told that there is no open door. Well, if there is no open door that is fine, but then let us know that it is not an open door. We certainly get the impression it is.

Mrs. Hayes: Could I just clarify? I am going to the general as opposed to the refugee system, because we are not talking about refugees or whatever.

[Traduction]

Mme Hayes: Non, je dis simplement sur quoi je suis d'accord avec le témoin.

Comme je le disais, vous avez exprimé ce que j'ai entendu dire par bien des Canadiens. Vous avez l'impression que certains changements, certaines choses qui se passent, sont survenus sans votre consentement.

M. Poirier: Je ne parle pas de mon consentement personnel, mais du consentement collectif de la population canadienne.

Mme Hayes: Encore là, je suis d'accord avec vous. Avez-vous des suggestions à faire? Tout ce qui se fait sans le consentement des Canadiens tend à les aliéner de leur pays. J'ai vraiment l'impression que c'est...

La présidente: C'est précisément ce que nous essayons de faire ici.

Mme Hayes: Oui. La question que je voudrais poser à notre témoin est la suivante: d'après vous, comment pourrait-on donner au Canadiens le sentiment que ces choses se font avec leur consentement? Que peut-on faire pour qu'ils se sentent partie prenante?

M. Poirier: En ayant une loi qui a fait l'objet d'une vaste campagne d'information et que non seulement les membres de ce comité, mais aussi les députés de la Chambre des communes, auront eu l'occasion de discuter avec leurs électeurs, avec leurs commettants. Je ne me fais pas l'écho de ceux qui préconisent la création d'une assemble constituante, mais je suis sûr que c'est une expression que vous entendez de plus en plus souvent à l'heure qu'il est

Les communications étant aujourd'hui tellement faciles, un député avisé ira voir ses électeurs et leur dira: voici ce que nous proposons, qu'en pensez-vous?

M. Nunez m'a demandé, entre autres choses, si je suis d'accord pour dire que nous avons besoin de ces immigrants. J'en conviens, mais n'ouvrons pas la porte sans savoir à qui nous donnons accès à notre foyer.

L'un des éléments de la citoyenneté... Cela nous ramène à la loi, et je m'excuse encore une fois de n'avoir pas eu le temps de la lire. Je suis avocat...

La présidente: Vous n'avez pas à vous excuser.

M. Poirier: Non, mais j'aurais bien aimé avoir le temps de la lire afin de pouvoir vous proposer quelque chose d'un peu plus étoffé.

Pourquoi ne pas imposer un moratoire? À défaut, incluez dans la loi une disposition permettant de retenir une personne pendant un certain nombre de jours, de semaines ou de mois, le temps que nous fassions enquête à son sujet et que nous vérifiions ses antécédents. C'est ce que je propose, au lieu de simplement ouvrir toute grande la porte.

On me dit que la porte n'est pas ouverte. Et bien, si c'est le cas, tant mieux, mais alors montrez—nous qu'elle ne l'est pas. Nous avons certainement l'impression qu'elle l'est.

Mme Hayes: Puis-je apporter une précision? Je pose des questions d'ordre général qui n'ont pas trait à l'accueil des réfugiés, car ce n'est pas de cela que nous discutons.

Mr. Poirier: Yes.

Mrs. Hayes: For Canadians, both the ones who are coming in and the ones who are here, to feel they own the system, you are saying that legislators should be more in tune with them, perhaps starting with a moratorium. Let us stop, let us look at what we have, and then let us go on from there. Is that what you are saying?

Mr. Poirier: In the last 20 years the pace has picked up to such an extent that just about everybody, including yourselves and everybody in the House, is out of breath. The thing is that it is time just to pause a little bit, to take a deep breath and look at what we have.

Madam Chairman, you are saying that this has more to do with citizenship. I have an awful lot less to say about citizenship than I do about people coming in. What is scaring Canadians is the numbers that are coming in, and whether it is justified. I don't know.

The Chairman: Mr. Poirier, you might not be aware, but there is a consultation program going on now about immigration issues. If you contacted your member of Parliament, then they would be able to provide you with a booklet that outlines all the issues. And that is fine that we are having an ongoing dialogue with Canadians on immigration issues as well.

Mr. Poirier: I am glad to hear that, but I think that right now my member of Parliament is tired of getting letters from me.

Mr. Bryden (Hamilton — Wentworth): Mr. Poirier, do you have any thoughts about the concept of dual citizenship? Would you care to comment on that?

Mr. Poirier: Two members of my family are Canadian and American. I think it is fine. They still have the choice at 21 of opting for one or the other. Well, maybe not any more; you see, I have not had a look at the act.

At one time—I shall preface this comment by the words "at one time"—if I had served under the American flag, I would have lost my Canadian citizenship. I do not know if that still holds, but I know that we have had a lot of people who have served with the American forces in Vietnam. They have served elsewhere with other countries. I have no problems with that.

Mr. Hanger (Calgary Northwest): Mr. Poirier, I certainly agree with much of what you have recorded here. I appreciate your opinion.

Do you believe there is a Canadian culture? Is the culture we have as Canadians worth protecting? When newcomers come here, should they be following this Canadian culture as required by whatever shapes it?

• 1600

Mr. Poirier: They need not be required to follow it. I think they should respect it and not try to change it. It is something that goes back 400 years, at least in my mind, in my opinion.

There is a law case involving the RCMP, which you are well aware of —

[Translation]

M. Poirier: Oui.

Mme Hayes: Vous dites que pour que les Canadiens, à la fois ceux qui arrivent et ceux qui sont déjà ici, sentent que le système leur appartient, il faudrait que les législateurs se mettent sur la même longueur d'onde qu'eux en commençant, par exemple, par imposer un moratoire. Arrêtons—nous, faisons le point de la situation et, à partir de cela, décidons ce que nous voulons faire à l'avenir. Est—ce bien ce que vous dites?

M. Poirier: Au cours des 20 dernières années, le rythme s'est tellement accéléré qu'à peu près tout le monde est essouflé, y compris vous-même et tous les autres députés. Il est temps de s'arrêter un peu, de respirer profondément et de voir quelle est la situation.

Madame la présidente, vous avez dit que vous étudiez plus particulièrement la citoyenneté. J'ai bien moins de choses à dire sur la citoyenneté qu'au sujet des gens qui arrivent au Canada. Ce qui fait peur aux Canadiens c'est le nombre des arrivants et ils se demandent s'il se justifie. Je ne le sais pas.

La présidente: Monsieur Poirier, vous ne le savez peut-être pas, mais un programme de consultation est en cours sur les questions d'immigration. Si vous communiquez avec votre député, il pourra vous fournir un livret qui décrit ces questions. Et il est bon d'avoir en même temps un dialogue continu avec les Canadiens au sujet de l'immigration.

M. Poirier: Je suis ravi de l'entendre, mais je pense que, pour le moment, mon député en a assez de recevoir des lettres de moi.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Monsieur Poirier, avezvous des idées sur la notion de double citoyenneté? Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. Poirier: Deux membres de ma famille sont à la fois canadiens et américains. Je pense que c'est très bien. À 21 ans, ils pourront choisir l'une ou l'autre citoyenneté. Et bien, peut-être que ce n'est plus le cas; vous voyez, je n'ai pas lu la loi.

À une époque—et je souligne les mots «à une époque»—j'aurais perdu ma citoyenneté canadienne si je m'étais enrôlé dans l'armée américaine. Je ne sais pas si c'est toujours le cas, mais je sais que beaucoup de Canadiens ont servi dans les Forces américaines au Viêt—man. Ils ont servi ailleurs, dans d'autres pays. Je n'ai pas d'objection à cela.

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Monsieur Poirier, je suis certainement d'accord sur la plupart des points que vous avez exposés dans ce texte. J'apprécie votre opinion.

Croyez-vous qu'il y a une culture canadienne? Croyez-vous que cette culture mérite d'être protégée? Lorsque de nouveaux venus arrivent ici, devraient-ils être tenus d'adopter la culture canadienne, quelque forme qu'elle revête?

M. Poirier: Il n'est pas nécessaire de les y obliger. Je pense qu'ils doivent la respecter et ne pas essayer de la changer. C'est quelque chose qui remonte à 400 ans; du moins c'est mon avis.

Il y a une poursuite mettant en cause la GRC, dont vous êtes certainement au courant?

Mr. Hanger: Yes.

Mr. Poirier: —and that is part of the picture.

In the backgrounder here there is one word that I highlighted. It says "To address these concerns the committee will hold hearings, explore a number of fundamental questions, including...", and in the very first subparagraph in the last line you have "identified to properly reflect the diversity of all Canadians". I know what is meant, but I think that is part of the problem.

You, sir, are a Canadian. You, madam, are a Canadian. You are a Canadian, and I am a Canadian, but what is my ancestry belongs to me. Let me have my association. Let me have my cultural groups. Let me develop my own entity as myself, but first and foremost I am a Canadian. I am not a French Canadian. I am not an Irish Canadian. I am not a Scot Canadian. I am a Canadian. I think that is the magic word that should be developed in saying there is no diversity. We are all Canadians.

Mr. Hanger: I know there is much discussion centring around just what is a Canadian.

Mr. Poirier: Yes.

Mr. Hanger: I feel that just what is a Canadian is fairly well defined. However, there are many in our country who do not feel that a Canadian's culture is that clearly defined and who want to look at more of a multicultural process to things, which seems to be driving much of our immigration and citizenship policies. Do you have, in your own mind, a definition of just what is a Canadian?

Mr. Poirier: I am probably your best example. I was born in Ottawa. I was raised in Quebec City in the shadows of the walls of the Citadel, and I am back here. Français, anglais—I am Canadian.

The Chairman: Mr. Poirier, I want to go back to Mrs. Hayes' questions. You talked in your speech about rights, but I didn't hear very much about responsibilities. What are the responsibilities of Canadians as you see them?

Mr. Poirier: That, I think, Madam Chairman, would require a study of the act to identify where there might be some lacunas. Let us face it—respect of the law, respect of one's individuality, respect for the majority, these are obligations. Participate in Red Cross, participate in community activities, participate in your own community activities if you happen to have a community activity which is ethnic, but also in the overall community activity as it may be.

Certainly the one thing that I find really underlines this is when we go on Major's Hill Park on July 1 and you actually see Canada. Everybody is there. They are all putting on their little show. They are proud of it. This is Canada. Why emphasize the diversity when you have all of this in one area and everybody gets along? We are all eating ice cream and hot dogs.

The Chairman: Mr. Poirier, thank you very much for appearing before the committee. We appreciate a copy of your book and your presentation.

[Traduction]

M. Hanger: Oui.

M. Poirier: Et cela fait partie de la question.

Dans la note d'information que j'ai ici, il y a un mot que j'ai souligné. On lit ceci: «Pour répondre à ces préoccupations, le Comité tiendra des audiences, explorera un certain nombre de questions fondamentales, y compris...», et dans le tout dernier paragraphe, à la dernière ligne, vous dites «identifiés de façon à bien refléter la diversité de tous les Canadiens». Je sais ce que cela veut dire, mais je pense que cela fait partie du problème.

Vous, monsieur, êtes canadien. Et vous, madame, êtes canadienne. Vous êtes canadiens, je le suis aussi, mais mon ascendance ne regarde que moi. Laissez-moi avoir mon association, mes groupes culturels. Laissez-moi forger ma propre identité. Mais d'abord et avant tout, je suis canadien. Je ne suis pas canadien français, ni canadien irlandais, ni canadien écossais. Je suis Canadien. Je pense que c'est le mot magique qu'il faut souligner pour dire qu'il n'y a pas de diversité. Nous sommes tous canadiens.

M. Hanger: Je sais qu'il y a beaucoup de discussions sur ce qui définit un Canadien.

M. Poirier: Oui.

M. Hanger: Je pense que l'identité canadienne est déjà assez bien définie. Toutefois, de nombreuses personnes dans notre pays ne croient pas que la culture canadienne le soit clairement et elles privilégient un processus plus multiculturel, ce qui semble orienter bon nombre de nos politiques en matière d'immigration et de citoyenneté. Avez-vous en tête une définition de ce qu'est au juste un Canadien?

M. Poirier: J'en suis probablement le meilleur exemple. Je suis né à Ottawa. J'ai grandi à Québec à l'ombre des murs de la Citadelle et je suis de retour dans ma ville natale. Français, Anglais—je suis Canadien.

La présidente: Monsieur Poirier, j'aimerais revenir aux questions que vous posait M^{me} Hayes. Dans votre exposé, vous parlez des droits, mais vous n'avez pas beaucoup parlé des responsabilités. D'après vous, quelles sont celles des Canadiens?

M. Poirier: Pour répondre à cette question, madame la présidente, je pense qu'il faudrait que j'étudie la loi afin d'en déterminer les lacunes s'il en est. Regardons les choses en face: nos obligations consistent à respecter la loi, l'individualité de chacun et la volonté de la majorité. Participez aux activités de la Croix Rouge, à celles de votre communauté, ou de votre propre collectivité si vous appartenez à un groupe ethnique, mais participez aussi aux activités de l'ensemble de la collectivité.

D'après moi, ce qui illustre cela le mieux c'est lorsque nous nous retrouvons au parc Major's Hill le 1^{er} juillet. C'est là que nous voyons le vrai visage du Canada. Tout le monde est là. On fait son petit numéro et on en est fier. C'est ça le Canada. Pourquoi souligner la diversité lorsque nous avons tout cela dans une région et que tout le monde s'entend? Nous mangeons tous de la crème glacée et des hot dog ce jour-là.

La présidente: Monsieur Poirier, je vous remercie beaucoup d'avoir comparu devant notre comité. Nous vous remercions pour l'exemplaire de votre livre et pour votre exposé.

Mme Gagnon (Ouébec): Puis-je poser une question?

The Chairman: I am sorry, Mrs. Gagnon. I usually let all questioners precede me.

Mme Gagnon: M. Poirier, la citoyenneté canadienne doit-elle comprendre l'existence de deux peuples fondateurs et la dualité linguistique comme valeur, et ces deux éléments sont-ils plus importants que le multiculturalisme?

• 1605

M. Poirier: Je crois que le multiculturalisme, actuellement, est un guet-apens.

It is a red herring.

indiqué. Je trouve que c'est dommage, mais il faut faire très attention. En ce qui concerne les deux peuples fondateurs, au tout début, j'ai dit que c'était une question fondamentale, quelque chose que les non-historiens auraient peut-être échappé. Au cours d'une période de 400 ans, de 1534 à 1945, il s'est développé quelque chose.

Les premiers 250 ans c'était aux Français et la suite, aux Anglais. Les deux ont développé quelque chose et, par la suite, bien sûr, il y a eu des affrontements. Par exemple, on peut citer 1837, Cependant, à la suite de ces affrontements, il y a quand même eu une espèce d'entente. C'est ce qui est la fondation, la nature de la citoyenneté canadienne.

Va-t-on forcer les immigrants à adopter un mode de vie différent? Qu'on ne les force pas, mais qu'au moins on leur demande de respecter ce qui est en place. Même s'ils veulent développer leurs écoles, leur culture, leur langue, etc., qu'on ne les empêche pas, qu'on leur donne la liberté.

Comme je l'ai dit en anglais, comme Canadiens, nous ressentons assez souvent une crainte qu'il y ait d'autres citoyens qui viennent chez nous pour changer un mode de vie qui dure depuis 400 ans.

Mme Gagnon: Le processus d'accession à la souveraineté tient-il compte de ces deux éléments? Que l'on pense à ce qui est arrivé dernièrement alors que des immigrants susceptibles de venir au Canada se faisaient dire que le critère d'admissibilité au Canada était la connaissance de la langue anglaise. Donc, je pense qu'on n'en a pas tenu compte. Cela s'est passé à l'ambassade du Canada en Pologne.

M. Poirier: Au Canada on a la langue française ou la langue anglaise. Quant à moi, c'est l'une ou l'autre.

Mme Gagnon: Je pense qu'on a omis de parler d'un deuxième critère car, si l'on vient au Québec, la connaissance du français est nécessaire. On donne alors une autre réalité du Canada, une image du Canada anglais au dépend de la partie française du Canada.

M. Poirier: Chère madame, il y a énormément de lacunes et je pense que c'est ce que le Comité est en train de résoudre. Si j'ai pu vous donner quelques indices de ce que le commun des mortels, si vous voulez, le Canadien errant ressent, j'ai atteint mon but. Je vous en remercie infiniment.

The Chairman: We appreciated your presentation today. Thank you.

[Translation]

Mrs. Gagnon (Québec): May I ask a question?

La présidente: Je m'excuse, madame Gagnon. D'habitude, je laisse tous les autres poser leurs questions avant moi.

Mrs. Gagnon: Mr. Poirier, should Canadian citizenship include the existence of two founding nations and linguistic duality as a value, and are these two elements more important than multicultura-

Mr. Poirier: Actually, I believe that multiculturalism is a trap.

C'est un faux-fuvant.

C'est bien, mais pas comme politique nationale comme je l'ai It's fine, but not as a national policy as I have indicated. I find that it is unfortunate, but we have to be very careful. As far as the two founding nations are concerned, I said at the very beginning, that it was a fundamental issue, something that might have escaped non-historians. Over a period of 400 years, from 1534 to 1945, something has developed.

> The first 250 years were under the French regime and after that, under the English. Both of them developed something and afterwards, obviously, there were conflicts. I could mention 1837 as an example. However, following these conflicts, there was nonetheless some kind of agreement. That is the basis, the nature of Canadian citizenship.

> Will we force immigrants to adopt a different lifestyle? Let's not force them, but we should at least ask them to respect what exists. Let's not prevent them from developing their own schools, their own culture, their own language, etc. Let's give them the freedom to do

> I said in English that as Canadians, we often fear that other citizens come to our country to change a lifestyle that goes back 400

> Mrs. Gagnon: Does the process of accession to sovereignty take these two elements into account; I'm thinking of what happened recently when immigrants wishing to come to Canada were told that in order to be admitted they had to know English. So, I think that that is not being taken into account. It happened at the canadian embassy in Poland.

> Mr. Poirier: In Canada, we can speak French or English. I speak

Mrs. Gagnon: I think that a second criteria was omitted, because someone coming to Quebec needs to know French. So we are painting a different reality, we are portraying Canada as being English, to the detriment of the French speaking segment of the population.

Mr. Poirier: Dear Madam, there are a great deal of shortcomings and I think that is what this committee is trying to solve. If I was able to give you some idea of what the man in the street, the average Canadian, if you will, feels, then I have reached my objective. Thank you very much.

La présidente: Nous vous savons gré de l'exposé que vous nous avez fait aujourd'hui. Merci.

Our next presenter is Mr. Ralph Anderson. Welcome, Mr. Anderson is a computer consultant, a programmer and analyst with Veritaaq Technology House. Did I pronounce that correctly, Mr. Anderson? It is a medium-sized, high-technology firm. He has offered a suggested preamble.

We look forward to your comments, Mr. Anderson.

Mr. Ralph Anderson (Individual Presentation): Madam Chairman, hon. members of Parliament and of the committee, I will just read what I have here. I am not too good at off-the-cuff speaking.

It was nice to be asked, first by Mr. MacQueen in the newspaper, and now by this committee. First impressions are important, and I have found that a minute or two or a couple of hundred words is often all the time and voice you will get to establish a common bond, goodwill, and the foundation of trust with the people you meet.

The words that brought me here were composed with this in mind. I look back on the words that I chose and I stand beside them and with them. They are a part of what I am. Now that I am here, I hope you can listen for a few minutes more to some background and some supporting thoughts.

• 1610

I was born in Canada. I am married. My wife and I have a five-year-old daughter and a three-year-old son. Perhaps my age and my family, combined with my observation of national and world events over the last 20 years, have increased the value I place on my citizenship.

As a boy I knew the names of some politicians. Diefenbaker, Pearson, and Douglas were great Canadians. They were men with vision, determination, and they made the effort on behalf of the people. I would not question their loyalty. I honour their dedication and their sacrifice.

Members of Parliament by their action or lack of it have the first and clearest opportunity to live up to the responsibilities of citizenship. I still look to them for the heroic examples of caring, commitment, and sacrifice for the good of the country.

As one, each of us is broken from time to time. We take the easy out. We bend to convenience and we lose our resolve. Surely this is only human, and every time we fail we need our country to be there with our collective resolve. We need the protection of its size, the laws of agreed—upon values, and the firm enforcement of these when necessary.

We live in a democracy that should exercise majority rule in the best interests of ensuring long-term peaceful coexistence and economic prosperity for its people. Each of us must do our part. We need positive encouragement.

[Traduction]

Notre prochain témoin est M. Ralph Anderson. Bienvenue, monsieur Anderson. Monsieur Anderson est un analyste, programmeur et conseiller en informatique auprès de la Société Veritaaq Technology House. Aie-je bien prononcé le nom de l'entreprise, monsieur Andserson? Il s'agit d'une moyenne entreprise de haute technologie. Notre témoin a offert un projet de préambule.

Nous avons hâte d'entendre vos observations, monsieur Anderson.

M. Ralph Anderson (présentation individuelle): Madame la présidente, députés et membres du comité, je vais simplement vous lire ce que j'ai préparé. Je ne sais pas très bien improviser.

J'ai été ravi d'être invité, d'abord par le journaliste M. MacQueen et, maintenant, par votre comité. Les premières impressions sont importantes et je me suis rendu compte que, très souvent, nous n'avons qu'une minute ou deux ou quelque centaines de mots pour établir des liens avec les personnes que nous rencontrons, pour susciter leur bonne volonté et pour jeter les bases d'une relation de confiance.

Les paroles qui m'ont valu d'être invité ici ont été composées dans cet esprit. Je repense aux termes que j'ai choisis et je les maintiens et les confirme. Ils font partie de ce que je suis. Maintenant que je suis ici, j'espère que vous m'accorderez quelques minutes de votre attention pour vous faire part de quelques antécédents et réflexions à l'appui de mes propos.

Je suis né au Canada. Je suis marié. Ma femme et moi avons une fille de 5 ans et un fils de 3 ans. Peut-être que mon âge et ma famille et le fait d'observer les événements nationaux et mondiaux depuis 20 ans ont renforcé la valeur que j'attache à ma citoyenneté.

Lorsque j'étais enfant, je connaissais le nom de quelques hommes politiques. Diefenbaker, Pearson et Douglas étaient de grands Canadiens. Ces hommes avaient une vision, de la détermination et ils agissaient au nom du peuple. Je ne mets pas en doute leur loyauté. J'honore leur dévouement et leurs sacrifices.

Par leurs actions ou leurs omissions, les députés sont mieux placés que quiconque pour assumer les responsabilités que comporte la citoyenneté. Je me tourne encore vers eux pour trouver des exemples héroïques d'attention, d'engagement et de sacrifice dans l'intérêt du pays.

Chacun d'entre nous a de temps à autre des faiblesses. Nous optons pour les solutions de facilité. Nous cédons à la loi du moindre effort et nous perdons notre détermination. Après tout, nous sommes humains et chaque fois que nous échouons, nous devons pouvoir compter sur notre pays et sur notre volonté collective. Nous avons besoin de la protection du nombre, des lois fondées sur des valeurs communes et sur l'application ferme de ces lois lorsque cela est nécessaire.

Nous vivons dans une démocratie où la règle de la majorité doit prévaloir dans l'intérêt supérieur de la coexistence pacifique et de la prospérité économique à long terme. Chacun de nous doit faire sa part. Nous avons besoin d'encouragement positif.

Citizenship gives us the rights of access to education to ensure opportunity, health care to increase productivity, and social assistance in our times of need. It gives us an extraordinary freedom of speech and the broadest range of cultural diversity. I would not want this to change.

If we take on the responsibility, if we stop making excuses and looking for someone or something else to blame, if we fix some of our long-standing inequalities and if we commit our efforts to our home front, if we practise a little more of what we preach, then we will be the envy of other nations and hopefully the model of a great civilization.

Great civility needs justice, accountability, and a visible strength in its citizenship, and we have to defend what is all too easily taken for granted and in moments of neglect taken away.

The Chairman: Ms Clancy.

Ms Clancy (Halifax): Mr. Anderson, thank you very much for your contribution. I was particularly taken by your comments about peaceful coexistence and your comments with regard to the rights of access in our society.

As we look at the new citizenship act and as we look at what we as a committee would like to recommend in the drawing of a new citizenship act, is there any one thing you would like to see in the sense of a preamble or something you think has been missing in the make—up of those things that are the outward trappings but nonetheless very important to Canadian citizenship, that you would like to see as a Canadian citizen and as the father of a family?

Mr. Anderson: Well, I believe in my piece of paper that went to Mr. MacQueen and made it to the newspaper, I tried to pare it down to a manageable mouthful. I tried to drop a lot of the negativity that was in there. What I do when I try to compose these things or to write my thoughts down is I get mountains of pages written and then it's a matter of saying, well, you have to turn the phrase.

In looking back at it, I feel I said a lot of the things that had to be said. As I read that, I say this is what I want to measure up to. Not that I can be it every day, but it's a responsibility to step forward when your country calls, when it's needed, and even in the community, in the family, and when you are on the streets.

Ms Clancy: So we should be setting an ideal to shoot for.

Mr. Anderson: Well, not an impossible target.

Ms Clancy: No.

• 1615

Mr. Anderson: As I said in my cover letter to Mr. MacQueen, I wanted to keep the words simple so that possibly children or high school children and new immigrants, who may or may not have a difficulty with the language, can recognize these words and the value. I tend to use a lot of multi–syllable things and people get bored with it pretty quickly. So I tried to keep it down but use as many powerful words as I could to say that if you measure up to this it is an honour to be compatriots together.

[Translation]

La citoyenneté nous donne le droit d'accès à l'éducation pour élargir nos horizons, aux soins de santé pour accroître notre productivité et à l'assistance sociale lorsque nous sommes dans le besoin. Elle nous accorde une extraordinaire liberté de parole et une large diversité culturelle. Je ne voudrais pas que cela change.

Si nous assumons nos responsabilités, si nous cessons de nous trouver des excuses et de chercher des boucs émissaires, que nous effaçons certaines inégalités qui perdurent et consacrons nos efforts chez nous; si nous mettons un peu plus souvent en pratique ce que nous prêchons, alors nous serons l'envie des autres nations et, je l'espère, l'exemple d'une grande civilisation.

Un grand civisme repose sur la justice, la responsabilité et la force visible des citoyens et nous devons défendre ce que nous tenons trop facilement pour acquis et ce qui peut nous être enlevé dans nos moments de négligence.

La présidente: Madame Clancy.

Mme Clancy (Halifax): Monsieur Anderson, merci infiniment pour votre contribution. J'ai été particulièrement frappée par vos propos sur la coexistence pacifique et par vos observations sur les droits d'accès dans notre société.

Comme vous le savez, nous étudions la Loi sur la citoyenneté afin de pouvoir faire des recommandations pour une nouvelle mesure législative. En tant que citoyen canadien et père de famille, aimeriez-vous nous suggérer un préambule ou quelque signe extérieur, mais néanmoins très important, de la citoyenneté canadienne et qui, d'après vous, aurait été omis?

M. Anderson: Et bien, dans le texte que j'ai envoyé à M. MacQueen et qui a été publié dans le journal, j'ai tenté de résumer tout cela en quelques mots. J'ai voulu laisser de côté tout ce qui était négatif. Lorsque j'essaie de rédiger de tels textes ou d'exprimer mes pensées, j'écris des pages et des pages, puis je m'attarde à trouver la bonne formule.

Lorsque j'y repense, j'estime avoir dit bien des choses qui devaient être dites. En me relisant, je me dis que c'est l'idéal que je vise. Je sais que je ne peux pas être à la hauteur tous les jours, mais je me dois de répondre à l'appel lorsque mon pays, ou même ma collectivité ou ma famille ont besoin de moi.

Mme Clancy: Alors nous devrions nous fixer un idéal.

M. Anderson: Et bien, ce n'est pas une cible impossible.

Mme Clancy: Non.

M. Anderson: Comme je le disais dans la lettre qui accompagnait le texte envoyé à M. MacQueen, j'ai choisi à dessein des mots simples pour que même des enfants ou des étudiants du secondaire et des nouveaux immigrants qui ne connaissent peut-être pas très bien notre langue, puissent comprendre ces termes et les valeurs qu'ils reflètent. J'ai tendance à utiliser des mots polysyllabiques et les gens s'en lassent très rapidement. Alors, j'ai essayé d'utiliser des mots simples, mais aussi puissants que possible pour dire que si l'on est à la hauteur de cet idéal, alors ce sera un honneur de vous avoir pour compatriotes.

Ms Clancy: Thank you very much, Mr. Anderson.

The Chairman: Members of the committee, I will just bring to your attention that the suggested preamble is part of the package that has been suggested by Mr. Anderson.

Mr. Bryden: I take it you are an anglophone as opposed to a francophone. Am I correct in that assumption?

Mr. Anderson: Yes. I spent most of my life just down the road here around Ottawa. My parents are from Alexandria and the Hawkesbury area.

Mr. Bryden: Oh, wonderful. Just a very simple question. Do you believe that the concept of two founding nations should be confirmed in any rewording of the Citizenship Act? Is this a concept you agree with?

Mr. Anderson: I suppose. I think they can be recognized and acknowledged. That is our heritage, our history of the physical country. I really tend to lean towards a multicultural UN sort of tolerance of diversity.

I don't quite have my thoughts straight on all of that rather big issue. We are certainly coming to a bit of a critical point in time. I will work on that.

Mr. Bryden: Thank you.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): Mr. Anderson, I want to thank you for your presentation as well. You did a very good job.

I would like to go from the broader philosophical question to something more specific and get your opinion on the oath, if you don't mind.

Mr. Anderson: The oath of allegiance.

Mr. Knutson: Yes. I will read it to you. The oath as it stands now says:

I swear (or affirm) that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty Queen Elizabeth the Second, Queen of Canada, Her Heirs and Successors, and I will faithfully observe the laws of Canada and fulfil my duties as a Canadian citizen.

If you were asked, would you suggest that we change that?

Mr. Anderson: I guess you would like to know what the duties were before you signed something. It is certainly a traditional my-country-right-or-wrong, which sometimes gets you in over your head.

Mr. Knutson: What about the issue of swearing allegiance to the Queen?

Mr. Anderson: I personally don't have a difficulty with it. I think it might be, again, antiquated to a point where there will be resentment against it. We could modernize it. We could just keep it in terms of respect for country. But I haven't been too concerned with that either.

Mr. Knutson: Okay.

Mrs. Hayes: There are some interesting ideas in your presentation and I would like to zero in on a couple of things.

First of all, you mentioned that we need the protection of the laws of agreed-upon values within our country. Which values as a citizen do you feel are Canadian values? Can you define what those might be?

[Traduction]

Mme Clancy: Merci infiniment monsieur Anderson.

La présidente: Je signale aux membres du Comité que le projet de préambule de M. Anderson se trouve dans les documents qui vous ont été remis.

M. Bryden: Je présume que vous êtes anglophone et non francophone. Ai-je raison?

M. Anderson: Oui. J'ai passé presque toute ma vie tout près d'Ottawa. Mes parents sont originaires de la région d'Alexandria et de Hawkesbury.

M. Bryden: Oh, formidable. J'ai une question toute simple à vous poser. Croyez-vous que le concept des deux peuples fondateurs doit être réaffirmé dans une nouvelle version de la Loi sur la citoyenneté? Est-ce un concept sur lequel vous êtes d'accord?

M. Anderson: Je pense qu'on peut le reconnaître. Cela fait partie de notre héritage, de l'histoire objective de ce pays. En fait, je penche plutôt vers le multiculturalisme et une tolérance onusienne, si i'ose dire, de la diversité.

Je ne sais trop que penser de cette question assez vaste. Il est clair que nous arrivons à un moment critique de notre histoire. Je vais y réfléchir.

M. Bryden: Merci.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Monsieur Anderson, je tiens à vous remercier pour votre exposé. Vous avez fait du bon travail.

J'aimerais passer des grandes questions philosophiques à quelque chose de plus précis. J'aimerais que vous me disiez, si vous le voulez bien, ce que vous pensez du serment.

M. Anderson: Le serment d'allégeance.

M. Knutson: Oui. Je vais vous le lire. En voici la version actuelle:

Je jure (ou déclare solennellement) que je serai fidèle et que je proterai sincère allégeance à Sa Majesté la Reine Elizabeth Deux, Reine du Canada, à ses héritiers et successeurs et je jure d'observer fidèlement les lois du Canada et de remplir loyalement mes obligations de citoyen canadien.

Est-ce que vous proposeriez que nous modifiions ce serment?

M. Anderson: Je pense qu'il faudrait savoir quelles sont les obligations avant de signer quoi que ce soit. Ce serment reflète certainement le sentiment traditionnel «mon pays à tort ou à raison», ce qui peut parfois nous placer dans des situations délicates.

M. Knutson: Que pensez-vous du fait de jurer allégeance à la Reine?

M. Anderson: Personnellement, cela ne me pose pas de problème. Je pense que c'est peut-être dépassé au point de susciter du ressentiment chez certains. Nous devrions moderniser le serment et nous contenter de parler du respect envers le pays. Mais je ne me suis pas tellement préoccupé de cette question non plus.

M. Knutson: Très bien.

Mme Hayes: Il y a des idées intéressantes dans votre exposé et j'aimerais m'attarder sur certaines d'entre elles.

Premièrement, vous mentionnez que nous avons besoin de la protection de lois fondées sur des valeurs communes. En tant que citoyen, quelles sont d'après vous les valeurs canadiennes? Pouvez-vous nous les définir?

Mr. Anderson: The big thing I think is when we live together and we have a sense of justice and a sense of fair play. When you get betrayed or you feel grievously wronged by society, and that justice is not done... You have this shared set of common values and you say we are not going to do this and we are not going to do that, and we can get along. Then when someone messes with that and you just give them a little slap on the wrist, it's—We need the enforcement. We need the protection we agreed to.

• 1620

There have been a lot of things in the news in the last few years that just rub a lot of people the wrong way. Year after year you become more of a cynic, less receptive to a community of spirit and cooperation, and you snap back at people. You show less respect on the elevator. If you are into the chauvinist thing, you might refuse to open a door for a woman who is carrying something.

There is common courtesy. We have to get along. It's necessary.

Mrs. Hayes: Is what you are saying uniquely Canadian? I am looking for a Canadian identity, How would you define a Canadian?

Mr. Anderson: We have had a couple of hundred years of relative abundance when we always had the space. We're not laboratory rats, that once we get too crowded we start biting and beating up on each other. Maybe we are coming to a bit of a squeeze. The world feels to be getting smaller and people are on our doorstep.

If we're not careful, if we don't recognize the problems of the world let alone our little problems—which we want to make pretty big but in comparison to what is going on elsewhere, they are pretty small—and if we can't talk it over before things get out of hand, then it's—It's just something we have to work with in words before we get too far along. It's confusing.

M. Nunez: Nous avons deux témoins qui ne parlent que l'anglais et deux documents produits seulement en anglais. Nous allons donc protester car, ici, c'est la loi du bilinguisme qui doit s'appliquer. J'espère que vous allez prendre les mesures qui s'imposent pour nous présenter des documents en français également.

Cela dit, je suis d'accord avec certaines de vos affirmations très humanistes comme le droit à l'éducation, à la santé et au bien-être social. Par contre, dites-moi qu'elle est la différence entre un Canadien et un Américain? Tout ce que vous avez dit s'applique également aux États-Unis.

Mr. Anderson: I think that a lot of Americans would like to live up to and claim what we have here in Canada.

M. Nunez: Il y a également des Canadiens qui veulent habiter là-bas, ils s'en vont en Floride.

The Chairman: Let's allow Mr. Anderson to answer completely.

M. Nunez: Il y a des médecins et des infirmières qui veulent aller travailler là-bas.

[Translation]

M. Anderson: Pour vivre ensemble, je pense que le plus important est d'avoir le sens de la justice et de l'équité. Lorsqu'on est trahi ou que l'on se sent grièvement lésé par la société et que justice n'est pas faite... Nous avons un ensemble de valeurs communes; nous acceptons de ne pas faire certaines choses et cela nous permet de nous entendre. Lorsque quelqu'un enfreint ces règles et que nous nous contentons de le réprimander, c'est... Les lois doivent être appliquées. Nous avons besoin de la protection sur laquelle nous nous sommes entendus.

Ces dernières années, les médias ont fait état de bien des choses qui irritent un grand nombre de personnes. Année après année, nous devenons un peu plus cyniques, un peu plus réfractaires à l'idée d'une collectivité empreinte d'esprit de coopération et nous devenons impatients avec les autres. Nous faisons preuve d'un peu moins de respect dans les ascenseurs. Si vous êtes chauvin, vous refusez peut-être d'ouvrir la porte à une femme qui porte quelque chose.

Il ne faut pas oublier les règles de la simple courtoisie. Nous devons nous entendre. On n'échappe pas à cette nécessité.

Mme Hayes: Ce que vous décrivez là, est-ce typiquement canadien? Je cherche à découvrir l'identité canadienne. Comment définissez vous un Canadien?

M. Anderson: Pendant quelque deux cents ans, lorsque nous avions suffisamment de place, nous avons joui d'une abondance relative. Nous ne sommes pas des rats de laboratoire qui lorsqu'ils sont trop tassés, commençent à mordre et à se frapper les uns les autres. Nous commençons peut-être à être un peu trop à l'étroit. Le monde semble rétrécir et les gens se pressent sur notre seuil.

Si nous ne sommes pas prudents, si nous ne reconnaissons pas les problèmes mondiaux, sans parler de nos propres petits problèmes—que nous avons parfois tendance à exagérer mais qui sont bien peu de choses comparés à ce qui se passe ailleurs—si nous ne pouvons pas en discuter avant que les choses nous échappent, alors...C'est quelque chose qu'il faut régler par la parole avant que les choses n'aillent trop loin. Ce n'est pas simple.

Mr. Nunez: We have two witnesses who speak only English and two documents submitted in English only. So, we feel we must protest, because the bilingualism legislation should apply here. I hope that you will take the necessary measures in order that documents be presented to us in French also.

That being said, I agree on some of your very humanistic statements like the right to education, to health services and to social assistance. But, tell me what is the difference between a Canadian and an American? Everything you have said could also apply to the United States.

M. Anderson: Je pense que beaucoup d'Américains nous envient ce que nous avons ici au Canada.

Mr. Nunez: There are also Canadians who want to live there, who move to Florida.

La présidente: Donnons à M. Anderson le temps de compléter sa réponse.

Mr. Nunez: There are doctors and nurses who want to go and work in the U.S.

The Chairman: Mr. Nunez, let's give the opportunity to Mr. Anderson to respond fully.

Mr. Anderson: I watch TV from American sources and I even watch the American news from time to time. It is disappointing to see them condone what they do and how they are allowed to have and promote the attitude that winning is everything. It doesn't really matter to them how much you do wrong in between as long as you come out on top.

• 1625

I take the most recent example of Mr. Nixon's death and how he was praised and honoured. They had these interviews with the man on the street and they were crying over their unfortunate president. What he did in the early 1970s was a crime. It is a betrayal of everything that even the Americans should have held up. For their immediate successor to give him amnesty and for every American in his death ignoring what he has done to the integrity of his nation... I don't want that here.

I think that is the difference. The Americans love winners, and they'll forgive just about anything if you're the one on top. I think we would like to think that we reward or recognize the effort, the good conscience, the good intentions and not just the result.

The Chairman: Thank you, Mr. Anderson. Any further questions? Mr. Nunez.

M. Nunez: Voyez-vous une différence entre le peuple anglophone et le peuple francophone au Canada? Pour vous c'est la même chose?

The Chairman: Are there similarities or just differences?

M. Nunez: La différence, la similarité! La comparaison!

Mr. Anderson: I have worked with a lot of French Canadians, people from Trois Rivières and up towards Quebec City in the last 10 to 15 years in the consulting business in the government, not only government employees but also employees of the company I work with. They are remarkably similar and they have the same values. They have the same hope for the country. They are genuinely nice people.

M. Nunez: Je vous suggère d'aller au Québec afin de connaître un peu plus ce qui s'y passe là.

The Chairman: Mr. Nunez, I feel it important that I respond on the record. When we have presenters come to us, they bring us copies of their notes and oftentimes they are in only one official language. I want to assure you that we will have these translated for you. But I would like to suggest that it is not fair to expect the presenters to bring copies in an official language. It puts an undue burden on them.

Thank you very much, Mr. Anderson, for your presentation. It has been most helpful. Your preamble is very interesting.

Mr. Bryden: You are missing a questioner.

Mr. Hanger: We are not on the second round yet.

[Traduction]

La présidente: Monsieur Nunez, donnez à M. Anderson le temps de terminer sa réponse.

M. Anderson: Je regarde des émissions de télévision américaines et parfois même les émissions de nouvelles américaines. C'est décevant de les voir justifier ce qu'ils font et de constater qu'on leur permet de croire et de faire croire que ce qui compte, c'est uniquement de gagner. Peu leur importe ce que vous pouvez faire de mal à condition que vous en sortiez gagnant.

Je pense à l'exemple récent du décès de M. Nixon et à la façon dont on l'a louangé et honoré. On a interviewé des gens dans la rue qui pleuraient le départ de leur regretté président. Ce qu'il a fait au début des années soixante-dix est effrayant. C'est trahir tout ce à quoi même les Américains auraient dû tenir. Que son successeur immédiat lui ait donné l'amnistie et que tous les Américains, au moment de sa mort, en viennent à oublier comment il a compromis l'intégrité de sa nation. . . Je ne veux pas de cela ici.

Je pense que c'est là la différence. Les Américains aiment les gagnants, ils pardonnent tout pourvu qu'on se hisse au sommet. Je pense que, quant à nous, nous aimons à penser que nous récompensons ou reconnaissons les efforts, la bonne conscience, les bonnes intentions et pas simplement les résultats.

La présidente: Merci, monsieur Anderson. Avez-vous d'autres questions?

Mr. Nunez: Do you see a difference between the English-speaking people and the French-speaking people in Canada. For you, it is the same thing?

La présidente: Y a-t-il des similitudes ou seulement des différences?

Mr. Nunez: The difference, the similarity! The comparison!

M. Anderson: J'ai travaillé avec beaucoup de Canadiens français, des gens de Trois-Rivières et des alentours de la ville de Québec, au cours de ces 10 à 15 dernières années, dans le domaine de la consultation pour le compte du gouvernement; il ne s'agissait pas seulement de fonctionnaires mais aussi d'employés de l'entreprise pour laquelle je travaille. Ils sont étonnamment semblables et partagent les mêmes valeurs. Ils ont les mêmes espoirs pour leur pays. Ce sont vraiment des gens biens.

Mr. Nunez: I suggest to you to go to Quebec to know a little bit more what is going on there.

La présidente: Monsieur Nunez, je pense qu'il est important que je prenne maintenant la parole. Quand des témoins comparaissent, ils nous apportent leurs notes et bien souvent elles ne sont rédigées que dans une des langues officielles. Je peux vous assurer que nous les ferons traduire. J'aimerais cependant dire qu'on ne peut s'attendre à ce que les témoins apportent des versions bilingues. C'est trop leur demander.

Merci beaucoup, monsieur Anderson, pour votre exposé. Il nous a été très utile. Votre préambule est très intéressant.

M. Bryden: Vous avez oublié quelqu'un.

M. Hanger: Nous n'en sommes pas encore au deuxième tour.

The Chairman: Oh, I am sorry. Mr. Hanger, followed by Mr. Bryden.

Mr. Hanger: I would like to thank you, Mr. Anderson, for appearing before the committee.

I will quote part of the bottom paragraph of your statement: "Great civility needs justice, accountability and a visible strength in citizenship to defend that which is all too easily taken for granted...". Do you feel there is a concern here that some of these matters aren't being adhered to, like justice and accountability and that strength? If so, where are we lacking and what should we as a committee even look at as far as statements to others or newcomers coming to the country? Where should we be directing our attention?

Mr. Anderson: That's a tough one. I tend to string these things together rather ferociously.

Mr. Hanger: I guess I ask you that because I detect in your statement here that there is a feeling that this isn't happening. Then I look at your previous statement: "then we shall be the envy of other nations, and hopefully the model of a great civilization".

Mr. Anderson: A lot of this and the other piece of paper... As soon as people read a sentence, I hope they start to say, oh, he means this, or maybe they can come to an association, which I would be... It might be inflammatory to bring out the specifics then, and once you get into the details it becomes a dog's breakfast. You just keep on going.

• 1630

On the last part, yes, I think we have coasted a long time and that the children of the 1960s and 1970s have reaped enormous benefit from the efforts of the people who built the country up from the end of World War II.

I am forty now, and I am starting to realize what we have. Things are getting away on us. Things are changing and we have to pay attention and at least acknowledge that they are changing.

Mr. Hanger: In the sentence prior to those I just read, there is the sense that we should be committing our efforts to our home front. I think what you are trying to say here is that we have some things we had better start looking after.

Mr. Anderson: Yes. If we go running off to another country and say do what we do, and we have the French-English situation that is difficult and complex, some people elsewhere would say that we haven't done very well on that. The treatment of the aboriginals—I call them Indians—at times has been less than honourable and less than something we can be proud of. There are a lot of things to put right.

Every Canadian who is in a position to do something about it cannot just say "I'll do it tomorrow", or "My boss won't let me", or something. We have to start living by what we believe in and stand a little taller and stay up a little longer against people who just want it to be convenient and let things slide.

[Translation]

La présidente: Je m'excuse. M. Hanger, suivi de M. Bryden.

M. Hanger: Je tiens à vous remercier, monsieur Anderson, d'avoir comparu devant le Comité.

Je cite ici un passage du dernier paragraphe de votre exposé: «La civilité véritable a besoin de justice, de responsabilité et dépend de la capacité marquée des citoyens de défendre ce qu'on tient trop facilement pour acquis...». Estimez-vous qu'on s'inquiète du fait qu'on ne souscrive pas à certaines de ces valeurs, comme la justice, la responsabilité et cette capacité dont vous parlez? Si c'est le cas, en quoi sommes-nous fautifs et, en tant que Comité, que devrions-nous viser en ce qui a trait aux attentes dont on peut faire part aux autres ou aux nouveaux venus? Sur quoi devrions-nous faire porter notre attention?

M. Anderson: C'est une question difficile. J'ai tendance à relier ces choses avec pas mal de férocité.

M. Hanger: Si je vous pose la question, c'est parce qu'en écoutant votre exposé j'ai eu l'impression que ce n'est pas ce qui se passe. Eh puis je regarde votre déclaration précédente: «alors nous ferons l'envie des autres nations, et serons, espérons—le un modèle de grande civilisation».

M. Anderson: Une bonne partie de ceci et l'autre texte... Dès que les gens lisent une phrase, j'espère qu'ils commencent à en saisir la signification ou peut-être qu'ils peuvent adhérer à une association, ce que je serais... Mes propos seraient peut-être considérés comme incendiaires si j'entrais dans les détails, car dès qu'on le fait ça a l'air de Dieu sait quoi. On se contente de continuer.

Pour ce qui est de la dernière partie, oui, je pense que nous avons parcouru pas mal de chemin et que les enfants des années soixante et soixante—dix ont largement bénéficié des efforts de ceux qui ont bâti le pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

J'ai 40 ans maintenant, et je commence à me rendre compte de ce que nous avons. Les choses commencent à nous échapper. Les temps changent et nous devons faire attention et au moins nous rendre compte que les choses changent.

M. Hanger: Dans la phrase juste avant celles que je viens de lire, on a l'impression que nous devrions concentrer nos efforts chez nous. Je pense que ce que vous essayez de nous dire, c'est que nous jouissons de certaines choses dont nous aurions intérêt à commencer à nous occuper.

M. Anderson: Oui. Si nous nous précipitons dans d'autres pays pour leur dire de faire ce que nous faisons, alors que nous avons cette situation du français et de l'anglais, qui est difficile et complexe, certains là—bas nous diront que nous n'avons pas si brillamment réussi. La façon de traiter les Autochtones—je les appelle les Indiens—a parfois beaucoup laissé à désirer et il n'y a pas de quoi nous enorgueillir. Il y a bien des torts à redresser.

Tout Canadien en mesure de faire quelque chose à ce sujet ne peut pas se contenter de dire qu'il s'en occupera demain ou que son patron ne le laisse pas faire, ni invoquer d'autres prétextes. Nous devons commencer à vivre selon nos croyances, nous montrer un peu plus fermes et résister un peu plus à ceux qui cherchent simplement la commodité et qui se contentent de laisser aller les choses.

Mr. Hanger: Do you feel there is a sense of urgency?

Mr. Anderson: In a way, but we have seen how things can just lie dormant for tens of years. I would like to make it urgent. We do have limited resources, and we have to timetable things. It is going to take time.

Mr. Hanger: Thank you.

Mr. Jackson (Bruce—Grey): Mr. Anderson, I detect that you're having the same kind of problem a lot of us are having—I am not certain if it is a global phenomenon—with the way people behave and the general coming apart of the family and this type of thing.

Inferred in what you are saying here is that perhaps citizenship should be mandated and taught. So I would like to pick your brain, so to speak, and find out what your thoughts are with regard to how... This is a lofty idea you have here, and it is not easily attainable.

I used to be a mayor—I keep referring to it and everybody says that they don't want to hear about that—and I had the girl guides coming to me and and they had to pass the citizenship test and do some things.

As far as I know—and we have said it around this table—sometimes new citizens know more about this country than the people who are born here. I do not know if that is missing from the curriculum. Do you have any thoughts on that?

Mr. Anderson: I have given some thought to the educational system—the separate and public schools and the teaching of religion in one and the neutrality of the other.

If I had one suggestion to make on the teaching of citizenship, I would like to say that each community, subject to the requests of the parents basically, be allowed to set aside one hour or one class a week for the community to provide volunteer teachers to give a history of our nation, an ethnic survey of cultures, or, if there is enough of a particular culture, they should be allowed to advance their history and their tradition in an elective class to the students directed to that class. That includes the religion or history of the nation, a cultural lesson, or a citizenship thing. It should be elective, and the parents, hopefully asking the students a little bit, could elect which one their student would attend.

• 1635

Mr. Jackson: I submit to you that that happens right now. The problem is that not everybody gets it. Therein lies the dilemma.

Mr. Bryden: Mr. Anderson, I would like first to thank you for appearing before this committee at this early stage, because we are on a quest for something that is very elusive. I get the impression that you are very much an ordinary Canadian who would like to speak to that.

I am very impressed by the way you speak from the heart, so I would like to ask you a question of the heart. That question is, would you die for your country?

[Traduction]

M. Hanger: Estimez-vous qu'il y a urgence?

M. Anderson: Dans un sens, mais nous avons vu que les choses peuvent couver pendant des dizaines d'années. J'aimerais qu'on considère la situation comme urgente. Nous avons des ressources limitées et nous devons prévoir un plan. Il faudra du temps.

M. Hanger: Merci.

M. Jackson (Bruce—Grey): Monsieur Anderson, je crois sentir que vous êtes préoccupé comme beaucoup d'entre nous—je ne sais pas si c'est un phénomène général—par la façon dont les gens se comportent et par l'effritement général de la famille, par ce genre de choses.

On peut déduire de ce que vous avez dit qu'il y aurait peut-être lieu de prévoir un enseignement de la citoyenneté. J'aimerais savoir à quoi vous pensez, quelles sont vos idées en ce qui concerne la façon dont. . . Vous avez là une excellente idée, qui n'est pas facilement réalisable.

J'ai été maire—je reviens toujours là-dessus et tout le monde me dit qu'on ne veut pas en entendre parler—mais des jeunes filles du mouvement des Guides venaient me voir et me disaient qu'elles devaient réussir un test sur la la citoyenneté et participer à certaines activités.

À ce que je sache—et nous l'avons d'ailleurs dit ici—il arrive que de nouveaux citoyens en sachent plus au sujet du Canada que des gens nés ici. Je ne sais pas si cet enseignement fait défaut. Avez-vous des idées à ce sujet?

M. Anderson: J'ai réfléchi au système d'éducation—aux écoles séparées et aux écoles publiques, à l'enseignement de la religion dans l'un et à la neutralité de l'autre.

Si j'avais un conseil à donner au sujet de l'enseignement de la citoyenneté, j'aimerais dire que toute communauté, sous réserve essentiellement des demandes des parents, devrait être autorisée à réserver une heure ou une classe par semaine pour que des enseignants bénévoles de la communauté enseignent l'histoire de notre nation, présentent un exposé des cultures ethniques, ou, s'il n'y a pas un nombre suffisant de représentants d'une culture donnée, ils devraient être autorisés à faire connaître leur histoire et leur tradition dans un cours facultatif s'adressant aux étudiants qui s'y présentent. Je pense à la religion ou à l'histoire de la nation, à une leçon sur la culture, ou à un cours sur la citoyenneté. Ce devrait être facultatif. Les parents pourraient alors consulter leurs enfants et faire un choix.

M. Jackson: C'est ce qui se passe déjà à l'heure actuelle, selon moi. Malheureusement, cela ne se passe pas partout. Voilà le problème.

M. Bryden: Monsieur Anderson, je tiens tout d'abord à vous remercier de votre comparution lors de cette étape préliminaire des travaux du Comité. Nous tentons de cerner une réalité plutôt impalpable et j'ai l'impression que vous êtes tout à fait le genre de Canadien ordinaire qui aurait des choses à dire à ce sujet.

Vous laissez parler votre coeur et cela m'impressionne grandement. J'aimerais donc vous poser une question qui exige une réponse qui vient du coeur. Et cette question est la suivante: seriez-vous prêt à mourir pour votre pays?

Ms Clancy: But you don't have to, not here.

Mr. Anderson: That is something that didn't quite make it to the pages of the newspaper. There is a sentence and a half of my statement, of my preamble as it were, that didn't make it to the paper, and that was to come to the help of my country when they call, but also to do what has to be done when push comes to shove.

If we do everything that I'd like us to do within Canada, then we won't be pushing too hard and there probably won't be a shove. Unfortunately, there are countries in the world and things that go on in the world where they have no intention of being that tolerant, that patient, that understanding, and they do tend to shove. If it comes to that and if our government and our people have done everything possible—in other words, we don't want a Chamberlain and appeasement at all costs—then I'll be there.

I can say that now that I'm 40 and maybe I'll be a 4–F. That's fine, but I hope to be consistent with my children. They'll know where I stand on just about everything, and hopefully they'll take some of that, that the country is important and some of us have to die for it on the front lines.

Mr. Bryden: Thank you for that most eloquent reply.

The Chairman: I guess that falls under the auspices of one of the hypothetical questions the Prime Minister spoke to today in Question Period.

I too thank you for your presentation, Mr. Anderson. The preamble that is being suggested here is wonderful and it refers almost totally not to rights but to responsibilities of citizenship. It is extremely well done. Thank you very much.

Mr. Anderson: Thank you.

The Chairman: We now have Eileen MacLennan. She is a physiotherapist. She was born in India and immigrated to Canada from Britain, settling in Ottawa. She has worked for many years with the Ottawa Civic Hospital, from where she recently retired.

Welcome, Mrs. MacLennan.

Ms Eileen MacLennan (Individual Presentation): I must apologize to the members of the Bloc that my brief is in English.

My letter to Mr. MacQueen was written with some thought. This was written in great haste because only on Friday was I asked to produce it. I will read you what I have written as an immigrant.

On immigration, first of all, immigrants should be welcomed and told that they must be prepared to uphold and respect the laws and values of this country. They should be very clearly warned that any abuse of the system or services, any criminal offence, will result in their deportation.

Sponsors should be responsible for the support of their nominees should they be insolvent.

[Translation]

Mme Clancy: Mais vous n'êtes pas obligé de le faire, surtout pas ici et maintenant.

M. Anderson: Voilà un aspect qui n'a pas transpiré dans les journaux. Il y a un passage de ma déclaration, de mon préambule, que les journaux n'ont pas relevé. Il y était question de mon engagement à répondre à l'appel de mon pays, mais également de faire tout ce qu'il faudrait pour lui au cas où les choses tourneraient au vinaigre.

Si les choses évoluent comme je le souhaite au Canada, nous n'aurons pas à vivre de crises trop graves et les choses ne tourneront pas au vinaigre. Il existe malheureusement dans le monde des pays où l'on n'a pas du tout l'intention de faire preuve de tolérance, de patience et de compréhension, où l'on a tendance à avoir recours à la manière forte. Mais si cela doit arriver et si notre gouvernement et notre population ont tout fait pour éviter le pire—autrement dit, nous n'avons pas à imiter Chamberlain et à vouloir la paix à tous prix—alors on pourra compter sur moi.

J'ai beau jeu de dire cela aujourd'hui puisque j'ai 40 ans et que je suis probablement inapte au service. Fort bien, mais j'espère transmettre mes valeurs à mes enfants. Ils connaîtront mon point de vue sur à peu près tout et j'espère qu'ils s'en inspireront, qu'ils comprendront que leur pays est important et que certains d'entre nous sont appelés à donner leur vie pour lui.

M. Bryden: Je vous remercie de cette réponse fort éloquente.

La présidente: Je suppose que cette question tombe dans la catégorie des questions hypothétiques dont le premier ministre a parlé aujourd'hui durant la période des questions.

Moi aussi je tiens à vous remercier de votre exposé, monsieur Anderson. Le préambule proposé est merveilleux. Il met presque exclusivement l'accent sur les responsabilités et non sur les droits du citoyen. C'est très bien écrit. Merci beaucoup.

M. Anderson: Je vous remercie.

La présidente: Nous accueillons maintenant Eileen MacLennan elle est physiothérapeute. Elle est née en Inde et a résidé au Royaume-Uni avant d'immigrer au Canada. Elle s'est établie à Ottawa. Elle a travaillé durant de nombreuses années à l'hôpital Civic d'Ottawa, d'où elle a pris sa retraite dernièrement.

Bienvenue, madame MacLennan.

Mme Eileen MacLennan (présentation individuelle): Je prie les députés du Bloc de m'excuser que mon mémoire ne soit qu'en anglais.

J'ai rédigé ma lettre à M. MacQueen après y avoir assez mûrement réfléchi. Elle a toutefois été rédigée à la hâte puisqu'on ne me l'a demandée que vendredi. Je vous lirai ce que j'ai écrit à titre d'immigrante.

En matière d'immigration, tout d'abord, on doit accueillir les immigrants en leur disant qu'ils doivent être disposés à défendre et à respecter les droits et les valeurs de ce pays. Il faut leur dire très clairement que tout abus du système ou des services et que toute infraction criminelle entraînera leur expulsion.

Les parrains doivent être responsables d'assumer la charge de ceux qu'ils parrainent dans la mesure où ces derniers sont insolvables.

A stringent medical exam used to be a condition of admission. This I know from my own experience. TB, HIV positive, and hepatitis B are potentially lethal. Are they included in current medical criteria?

Citizenship—again, it is only my personal opinion; it's what it means to me. I wrote to Mr. MacQueen my reasons for feeling this way. It means to me the right to live in a wonderful country. It also obliges me to support it financially and morally.

I do not cross-border shop. If possible, I buy Canadian. I argue heatedly with those who cannot wait for this country to become a part of the U.S. I treat all others as I expect to be treated by them.

• 1640

When I think of Canadian identity I see not people but the land, Canada, most of which I have seen. It is mine, and I will do anything to preserve it from desecration.

Perhaps the very lack of a discernible identity could be our greatest asset. A gentle, decent people living with the traditional, if muted, goodness and contentment of family values do not make news. Our tradition as peacekeepers bears this out.

These are the rights to which immigrants, would—be citizens, should be asked to aspire, with the responsibility to ensure them. With any luck new citizens could teach the rest of us lessons that we seem to have forgotten.

Personally, because I do not have to conform to a specific pattern or identity, I feel I have been able to fulfil my potential as an individual. This is also the reason this non-brief does not conform to any given guidelines.

Citizenship versus other forms of residency: It used to be five years before citizenship was granted. If by that time one is not prepared to become a Canadian, why stay here?

Thank you.

The Chairman: Thank you.

Mrs. Hayes: Thank you, Mrs. MacLennan, for your brief. It is very interesting.

I notice you say "I treat all others as I expect to be treated by them". You mention that in your first paragraph on citizenship. This is a question specific to what we will be looking at in our committee. Do you feel that someone born here but whose parents are from another country should have Canadian citizenship? Would you expect that in another country?

Ms MacLennan: I think they should have a choice of citizenship, but I don't think, unless it has changed even in Canada, you wouldn't.

[Traduction]

L'examen médical rigoureux doit être au nombre des conditions d'admission. Je parle ici d'expérience. La tuberculose, le VIH et l'hépatite B peuvent être mortels. Font-ils partie des critères médicaux actuels?

La citoyenneté... ici, évidemment, il s'agit de mon opinion personnelle, du sens que cela peut avoir pour moi. J'ai expliqué mes sentiments à ce sujet dans ma lettre à M. MacQueen. Pour moi, la citoyenneté est synonyme du droit de vivre dans un pays merveilleux. Cela veut dire aussi l'obligation de contribuer à ce pays sur le plan matériel et spirituel.

Je ne vais pas faire mes courses aux États-Unis. Dans la mesure du possible, j'achète des produits canadiens. J'ai des discussions animées avec ceux qui n'attendent rien d'autre que de voir ce pays devenir une partie des États-Unis. Je traite tout le monde de la façon dont je m'attends à être traitée en retour.

Pour moi, l'identité canadienne n'évoque pas des gens mais plutôt un territoire, le Canada, dont j'ai parcouru à peu près tous les recoins. Il est à moi et je suis prête à tout faire pour éviter qu'il ne soit profané.

Il se peut que l'absence d'une identité clairement définie soit justement le principal atout dont nous disposions. La douceur, la droiture la bonté discrète et traditionnelle, le culte des valeurs familiales, voilà bien peu de choses à se mettre tous la dent pour un journaliste. Ces valeurs sont pour moi conformes à notre tradition de gardien de la paix.

Voilà donc les droits auxquels les immigrants, les citoyens en puissance, doivent être invités à aspirer, tout en assumant la responsabilité qui les garantit. Et il n'est pas interdit de croire que les nouveaux citoyens puissent nous enseigner des leçons que nous semblons avoir oubliées.

Pour ma part, du fait que je ne suis pas obligée de me conformer à un modèle défini ou à une identité, j'estime avoir été en mesure de réaliser mon potentiel d'individu. Voilà justement pourquoi mon mémoire anti-mémoire ne se veut conforme à aucune norme établie.

Pour ce qui est du statut que confère la citoyenneté, par rapport à d'autres formes de résidence, je vous dirai ce qui suit. Par le passé, la citoyenneté n'était accordée qu'après cinq ans. Si, après cette période, une personne n'est pas disposée à devenir citoyenne du Canada, alors pourquoi resterait—elle ici?

Merci.

La présidente: Merci.

Mme Hayes: Je vous remercie, madame MacLennan, de votre mémoire. Il est fort intéressant.

Vous nous avez dit: «Je traite tout le monde de la façon dont je veux être traitée en retour». C'est dans votre premier paragraphe au sujet de la citoyenneté. Ce principe est tout à fait pertinent pour certaines questions sur lesquelles notre Comité va se pencher. Croyez—vous que nous devrions accorder la citoyenneté canadienne à une personne qui est née ici mais dont les parents viennent d'un autre pays? Vous attendriez—vous à cela dans un autre pays?

Mme MacLennan: Je crois que le gens dans ce cas devraient avoir le choix de citoyenneté, mais je ne crois pas que cela se fasse, même au Canada.

Mrs. Hayes: Maybe more specifically, someone who is here for a visit and if their child is born in Canada—

Ms MacLennan: Well, if their child is born in Canada they are Canadians, aren't they?

Mrs. Hayes: With the present regulations they are, and that is something we'll be looking at. Is that something you would expect if you had a child in, I don't know, Hong Kong, that the child would be a Hong Kong citizen?

Ms MacLennan: They would have that option, yes.

Mrs. Hayes: The waiting period for Canadian citizenship right now is three years—

Ms MacLennan: I know.

Mrs. Hayes: —as opposed to five. Is the three-year waiting period long enough, in your opinion, or do you feel that five is a better—

Ms MacLennan: It is possible. I would have been prepared to become a Canadian in three, but if somebody is not quite prepared, then okay. But by five years you should have established some sort of idea of whether you want to stay here. I don't agree with an awful lot of things the Americans do, but they do demand, don't they, that if you are not an American citizen you don't have rights? I would think citizenship would hopefully ensure that you would be loyal to the country.

Mrs. Hayes: For yourself it was a five-year waiting period?

Ms MacLennan: It was five, yes.

Mrs. Hayes: And you felt that was appropriate for yourself.

Ms MacLennan: It was, ves.

Mr. Knutson: I would like to ask your opinion on the oath.

Ms MacLennan: I thought that would arise. Could I spare you the trouble by saying I am not a monarchist?

Mr. Knutson: Would you recommend that we change the oath? Would you like me to read it to you?

Ms MacLennan: I heard you the last time you read it.

As I am not a monarchist, I think it no longer is relevant that the Queen should be mentioned, because I think this is a stumbling-block for a lot of would-be Canadians.

Mr. Knutson: So you would recommend we take the Queen out of the—

Ms MacLennan: I recommend that the lawmakers would decide on this.

Mr. Knutson: We're the lawmakers.

Ms MacLennan: I know. That's why I am putting it back to you.

Mr. Knutson: How about if we swore allegiance to the Constitution?

[Translation]

Mme Hayes: Prenons un cas plus précis, par exemple celui d'une personne en visite au Canada et dont l'enfant naît au Canada...

Mme MacLennan: Eh bien, si l'enfant naît au Canada, alors il est Canadien, n'est-ce pas?

Mme Hayes: C'est le cas, en effet, selon la réglementation actuelle. Nous allons nous pencher sur cette question. Est—ce à cela que vous vous attendriez? Par exemple, si vous aviez un enfant disons à Hong Kong, vous attendriez—vous à ce que l'enfant soit un citoyen de Hong Kong?

Mme MacLennan: À ce que le choix existe oui.

Mme Hayes: La période d'attente pour le droit de citoyenneté canadienne est de trois ans à l'heure actuelle...

Mme MacLennan: Je sais.

Mme Hayes: . . . et non pas de cinq ans. La période d'attente de trois ans est-elle suffisante, selon vous, ou pensez-vous plutôt qu'elle devrait être de cinq ans. . .

Mme MacLennan: C'est possible. J'aurais été prête à devenir citoyen canadien en trois ans mais, dans le cas d'une personne qui n'est pas tout à fait prête, alors c'est fort bien. Mais, au bout de cinq ans, la personne devrait en mesure de décider si elle souhaite rester ici. Je suis loin d'être d'accord avec tout ce que font les Américains mais n'est—ce pas vrai que, chez eux, celui qui n'a pas la nationalité américaine n'a pas de droits? Il me semble que la citoyenneté doit constituer une sorte de garantie que la personne est loyale au pays.

Mme Hayes: Dans votre cas la période d'attente a été de cinq ans?

Mme MacLennan: De cinq ans, en effet.

Mme Hayes: Et vous estimez que cela convenait, dans votre cas?

Mme MacLennan: Oui.

M. Knutson: J'aimerais avoir votre opinion au sujet du serment.

Mme MacLennan: Il me semblait bien que cette question serait abordée. Puis-je vous faciliter la tâche en vous déclarant que je ne suis pas monarchiste?

M. Knutson: Recommanderiez-vous que le serment soit modifié? Voudriez-vous que je vous le lise?

Mme MacLennan: Je vous ai déjà entendu le lire.

N'étant pas monarchiste, je ne crois plus qu'il soit pertinent de mentionner le nom de la Reine, qui suscite certaines difficultés pour bon nombre de Canadiens en puissance.

M. Knutson: Vous recommandez donc que nous laissions tomber la Reine. . .

Mme MacLennan: Je recommande que les législateurs se prononcent sur la question.

M. Knutson: Nous sommes les législateurs.

Mme MacLennan: Je sais. Voilà pourquoi je vous confie cette question.

M. Knutson: Que diriez-vous d'un serment d'allégeance à la Constitution?

Ms MacLennan: I think that would be relevant, certainly.

Mr. Knutson: And the laws of Canada.

Ms MacLennan: Yes.

Mr. Knutson: Thank you.

[Traduction]

Mme MacLennan: Ce serait certainement opportun, d'après moi.

M. Knutson: Et aux lois du Canada.

Mme MacLennan: Oui.

M. Knutson: Merci.

• 1645

Mr. Bryden: Would you have been prepared to renounce your previous citizenship in order to become a Canadian citizen?

Ms MacLennan: I had dual citizenship, British and Canadian. I chose not to renew my British citizenship.

Mr. Bryden: But if you were actually required to renounce it, would you be prepared to renounce your British citizenship in order to be a Canadian citizen?

Ms MacLennan: Yes, I am a Canadian.

Mr. Bryden: Thank you. Do you have any difficulty with the concept of two founding cultures, the francophone culture and the anglophone culture?

Ms MacLennan: No. I think it's part of the fact that this is a very special country because there are two founding cultures.

Mr. Bryden: Thank you.

Ms Clancy: I wanted to make a point. Don't get me wrong, I just wanted to set the record straight that in the United States landed immigrants and others are covered by constitutional rights as well, as they are in Canada. That's just a small point.

Ms MacLennan: Okay. I'm sorry about that.

Ms Clancy: That's okay. In the second instance, I wanted to tell you that my grandfather would agree with you on the monarchist thing. I can't make a comment on it, but my name is Clancy.

Ms MacLennan: That is the comment.

Ms Clancy: Mrs. MacLennan, I wonder if you would have any suggestions for us. One of the things we are looking at is not textbooks exactly, but materials to be used with people becoming Canadian citizens. In other words, it would be something for new Canadians coming into the process, but we would also always keep in mind our own constitutional imperatives about getting involved in education, perhaps having something available for the use of the provinces in their education departments. In your experience, are there things that you have found fall short of your expectations, or, because of your experience, are there things that you would tell us to add, in the way of materials? Just anything that strikes you.

Ms MacLennan: That's a very large question. Do you mean learning about the country? Can I narrow that down a bit?

M. Bryden: Auriez-vous été disposé à renoncer à votre citoyenneté antérieure pour devenir citoyen canadien?

Mme MacLennan: Je jouissais de la double citoyenneté, britannique et canadienne. J'ai choisi de ne pas renouveler ma citoyenneté britannique.

M. Bryden: Mais si vous l'aviez encore et que l'on exigeait de vous de renoncer à votre citoyenneté britannique pour prendre la citoyenneté canadienne, seriez-vous disposé à le faire?

Mme MacLennan: Oui. Je suis canadienne.

M. Bryden: Merci. L'idée de deux cultures fondatrices, la culture francophone et la culture anglophone, vous posent-elles problème?

Mme MacLennan: Non. Justement, le fait de deux cultures fondatrices fait du Canada un pays tout à fait particulier.

M. Bryden: Merci.

Mme Clancy: Sans vouloir vous offenser, je tenais à dire qu'aux États-Unis les immigrants reçus et les autres immigrants sont également protégés par des lois constitutionnelles, tout comme ils le sont au Canada. Je tenais à le souligner avec tout le respect que je vous dois.

Mme MacLennan: D'accord. Je m'excuse à ce sujet.

Mme Clancy: C'est très bien. Également, je tenais à vous dire que mon grand-père serait d'accord avec vous pour ce qui est de la monarchie. Je n'ai pas de commentaire à faire là-dessus, sauf pour dire que mon nom est Clancy.

Mme MacLennan: Voilà un commentaire qui se passe de commentaire.

Mme Clancy: Madame MacLennan, vous auriez peut-être des propositions utiles à nous faire. Nous nous intéressons notamment, non pas à des manuels tout à fait, mais à des contenus qui pourraient servir à informer des gens qui sont en voie de devenir des citoyens canadiens. Autrement dit, il s'agirait de renseignements à fournir à ceux qui s'apprêtent à devenir de nouveaux Canadiens. Évidemment, il faudrait tenir compte du partage des compétences en matière d'éducation selon la constitution et peut-être donc prévoir du matériel qui servirait aux ministères de l'Éducation des provinces. D'après votre expérience, avez-vous constaté des lacunes à cet égard ou souhaiteriez-vous nous donner des conseils qui pourraient nous permettre d'enrichir ce qui existe déjà?

Mme MacLennan: La question est vaste. Parlez-vous de familiarisation avec la réalité canadienne? Est-ce que je pourrais la circonscrire un peu?

Ms Clancy: Yes, learning about the country, but in the broadest sense, whether we would be talking about text referring to geography or literature or—

Ms MacLennan: I think this goes back to the education system. I understand that children can drop history and geography, so there is no real necessity for even Canadian children to learn.

Ms Clancy: Part of the difficulty is that we don't have any control over that. As you know, education is very much in the provincial purview.

Ms MacLennan: Yes, I know.

Ms Clancy: In that case, would you say that there should be a course in Canadian history, or something like that?

Ms MacLennan: I would say yes, because I was lucky enough to have that at the University of Ottawa. If I had not had that, I would have felt I knew less about the country and about its history.

Ms Clancy: Thank you.

The Chairman: Ms MacLennan, I have a few questions. The way it works now is that there are credits given for residency in Canada prior to applying and so on. There is I guess quite a formula. I am wondering what you think we should do in terms of a person being required to reside here before becoming eligible. What should be the length of time?

Ms MacLennan: I think long enough for them to know the country, however long that takes. I think they should understand what Canada is about before they—

The Chairman: Before they make the choice?

Ms MacLennan: So there again I think we are getting back to a fair length of time.

The Chairman: We were talking a minute ago about the oath. What should an oath include? Is there anything that should specifically be there?

Ms MacLennan: Oh, dear, you can see that I'm not a lawmaker or a legal thinker. I think anything that would make them good citizens of Canada should be included—for instance, adherence to the laws, adherence to Canadian non—identity, all those family values and things like that should be included.

The Chairman: Okay. Thank you very much.

• 1650

Mr. Hanger: This is a question relating to one Mr. Bryden had. There is another side to this issue of two founding peoples in Canada, as opposed to a confederation of provinces. And this is of course that the two founding race principle was attempted early in Canada's history but literally failed. The resulting process that came out of the ashes was a confederation of regions or of provinces. I am just wondering how you feel about that particular point. Looking at the two, which one would you favour, so to speak?

[Translation]

Mme Clancy: Oui, il s'agit d'apprendre à connaître le pays, mais d'une façon très générale; il pourrait s'agir de textes sur la géographie ou la littérature ou...

Mme MacLennan: Cela revient finalement à parler de notre système d'enseignement. D'après ce que je sais, les enfants peuvent abandonner l'histoire et la géographie, de sorte que même les enfants canadiens n'ont pas vraiment besoin de connaître ces sujets.

Mme Clancy: Justement, une partie de la difficulté tient au fait que nous n'exerçons aucune compétence à cet égard. Comme vous le savez, l'éducation relèvement nettement des provinces.

Mme MacLennan: Oui, je le sais.

Mme Clancy: Diriez-vous donc qu'il faudrait un cours d'histoire du Canada, ou quelque chose du genre?

Mme MacLennan: Je dirais que oui, puisque j'ai moi-même eu la bonne fortune d'en suivre un à l'Université d'Ottawa. Sans cela, il me semble que j'en aurais moins su au sujet de ce pays et de son histoire.

Mme Clancy: Merci.

La présidente: Madame MacLennan, j'ai quelques questions. D'après la façon dont les choses fonctionnent actuellement, certains crédits de résidence au Canada sont accordés avant même que la personne ne fasse sa demande et ainsi de suite. Tout cela obéit à une formule fort complexe. Je me demande quelle est votre opinion au sujet de la durée de résidence qui pourrait rendre une personne admissible au Canada. Quelle devrait en être la durée?

Mme MacLennan: Le temps qu'il faut pour que ces personnes connaissent le pays, il me semble. Je crois qu'elles devraient comprendre la réalité canadienne avant de...

La présidente: Avant de faire le choix?

Mme MacLennan: Il s'agit donc d'une durée assez longue.

La présidente: Nous parlions tout à l'heure du serment. Que devrait comprendre le serment? Y a-t-il certains aspects précis qu'il devrait viser?

Mme MacLennan: Oh mon Dieu, vous pouvez bien voir que je ne suis pas ni législateur ni grand juriste. Il me semble que le serment doit viser tout ce qui est susceptible de faire de ces personnes de bons citoyens du Canada—par exemple, le respect des lois, l'appartenance à la non-identité canadienne, les valeurs familiales et autres principes du genre.

La présidente: D'accord. Je vous remercie beaucoup.

M. Hanger: Ma question n'est pas sans rapport avec celle de M. Bryden. Il y a une autre facette de cette question des deux peuples fondateurs au Canada, par opposition à une confédération de provinces. Évidemment, je veux parler du fait que, assez tôt dans l'histoire du Canada, on a tenté de faire valoir le principe des deux peuples fondateurs, mais que la tentative s'est avérée un échec. Comme aboutissement, on a vu naître une confédération de régions ou de provinces. Je me demande quelle est votre opinion à ce sujet. Lequel des deux principes préférez—vous?

Ms MacLennan: Can I understand the last part of your question? Which should I favour, the provincial or the. . .?

Mr. Hanger: Well, there is the two founding races aspect, which was tried in Canada in its early history but which was not successful. However, what came out of that was a confederation, the confederation of provinces, which is basically the way we have been going. However, there is an effort to change that again. Which one would you look at more favourably between the two—the founding races aspect or the confederation of provinces?

Ms MacLennan: The confederation of provinces.

The Chairman: Mr. Bryden.

Mr. Bryden: I asked a similar question to the previous person and I would like to ask it of you as well, and it's your opinion. Is Canada worth dying for?

Ms MacLennan: Yes.

Mr. Bryden: Thank you.

Ms MacLennan: I'd rather live for it, though.

Mr. Bryden: Yes.

The Chairman: A much better idea. Thank you very much, Mrs. MacLennan. We appreciate your taking the time to join us with your expertise.

Ms MacLennan: Thank you.

The Chairman: Members of the committee, we'll now hear from the department—Mr. Cam Dawson, Ms Naheed Israeli, and Mr. Norman Sabourin.

Mr. Dawson will provide us with a few opening comments and then be open to questions in terms of the issues that will need resolving over these public hearings. Mr. Dawson.

Mr. Cam Dawson (Director, Integration and Citizenship Policy Division, Department of Citizenship and Immigration): Thank you, Madam Chair.

I will keep my remarks fairly short. I thank the committee for the opportunity to appear before it. I think the challenge the committee has is substantial and very daunting. I think, as outlined in the document we prepared for the committee based on our previous research of material and initiatives around citizenship, there are some very key questions the committee will have to examine.

For example, how can the value and visibility of Canadian citizenship be enhanced? I think most Canadians feel very proud to be Canadian, but we don't do it in a demonstrative way as do some other countries. I think that's something we might like to look at encouraging—are there some ways the committee can do that?

I think there is a particular challenge to come up with some kind of...whether it is possible to create a preamble that would be meaningful to Canadians? Similarly, is there an oath we could all agree upon as Canadians that would be meaningful to us and of use to us?

[Traduction]

Mme MacLennan: Je ne comprends pas la dernière partie de votre question? Qu'est-ce que je dois favoriser, les provinces ou le...?

M. Hanger: Eh bien, l'idée des deux peuples fondateurs a été mise à l'essai au Canada, assez tôt dans l'histoire du pays, mais cela n'a pas réussi. Cependant, il en est ressorti l'idée de confédération, de confédération de provinces, et c'est ce qui correspond à l'évolution par la suite. Cependant, certains voudraient des changements. Quel est le principe que vous favoriseriez, celui des peuples fondateurs ou celui d'une confédération de provinces?

Mme MacLennan: La confédération de provinces.

La présidente: Monsieur Bryden.

M. Bryden: J'ai posé cette question à la personne qui vous a précédée et j'aimerais vous la poser à vous également. À votre avis, vaut—il la peine de mourir pour le Canada?

Mme MacLennan: Oui.

M. Bryden: Merci.

Mme MacLennan: Par contre je préférerais vivre pour le Canada

M. Bryden: Certes.

La présidente: L'idée est bien meilleure. Je vous remercie beaucoup, madame MacLennan. Nous vous remercions d'avoir pris la peine de nous faire partager votre compétence.

Mme MacLennan: Merci.

La présidente: Chers collègues, nous allons maintenant entendre les représentants du Ministère: M. Cam Dawson, M^{me} Naheed Israeli et M. Norman Sabourin.

M. Dawson nous livrera quelques commentaires d'introduction, puis nous passerons aux questions portant sur tous les grands aspects que nous aurons à aborder au cours de ces audiences publiques. Monsieur Dawson.

M. Cam Dawson (directeur, Direction générale de l'intégration et de la politique de la citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Merci, madame la présidente.

Je serai bref. Je remercie le Comité de l'occasion qui m'est donnée de comparaître devant lui. Je dois dire tout d'abord que je crois que le Comité a un grand défi à relever. Comme nous l'avons précisé dans le document que nous avons préparé à votre intention à partir de nos résultats de recherches antérieures et de nos initiatives en matière de citoyenneté, le Comité aura à se pencher sur des questions tout à fait cruciales.

Par exemple, comment peut—on accroître la valeur et la visibilité de la citoyenneté canadienne? Je crois que la plupart des Canadiens sont très fiers de l'être, mais nous ne manifestons pas notre fierté de façon aussi visible que les habitants de certains autres pays. Je crois que nous pourrions chercher à susciter l'expression de cette fierté—comment le Comité pourrait—il le faire?

Il me semble particulièrement important de formuler un préambule qui aurait un sens pour les Canadiens. Dans la même veine, y aurait—il un serment au sujet duquel tous les Canadiens pourraient s'entendre, un serment qui voudrait dire quelque chose et qui nous serait utile?

Promotion and education is an area where the government has traditionally undertaken a number of initiatives. The committee can look at whether there are other means to foster a greater sense of value and visibility for Canadian citizenship.

I think those are some of the significant challenges the committee faces and we would be glad to respond to any questions you might have that would help the committee in understanding the citizenship process as it is now and some of the other issues around Canadian citizenship that are seen from the bureaucratic perspective.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Dawson.

Members of the committee, Mr. Dawson is referring to tab two in your book. There are extra copies for those of you who haven't brought them with you.

Any questions of Mr. Dawson? Members of the committee, I think what is clear here is there are some good solid key questions here that will be very helpful when it comes time to talk to our witnesses in terms of a preamble, determining values, and the oath of citizenship and citizenship knowledge.

• 1655

Mr. Knutson: I'll just run through a couple of these. Take the preamble to the possible new Citizenship Act. It would be my sense that there is probably one already written—it may be in the Canada clause—so we really do not have to come up with anything brand-new. Would that be your reading on it as well?

Mr. Dawson: I believe there have been other initiatives and attempts in the past. The committee might want to look at those.

I do not think anybody has been successful in creating one that has generated widespread acceptance, but I think the elements of what might go into a preamble have been attempted before.

Mr. Knutson: In the issue of the oath, do you think that is a can of worms worth opening?

Mr. Dawson: From the department's side, I do not know that we could add much to that. Again, you recognize that it is complex and that other efforts have been done. There are many differing views on the role of the Queen in the oath, for example. Should there be a reference to God? There are many issues. I do not think we could solve the problem. Many others have tried.

Mr. Knutson: Let me ask you a more technical question concerning birth on Canadian territory. Are you familiar roughly with the number of jurisdictions where you do not have the automatic right to citizenship if you are born there? Are there many countries? It is not an automatic thing?

Mr. Norman Sabourin (Chief, Program Management, Citizenship Registration, Department of Citizenship and Immigration): Most jurisdictions do not extend an automatic right to citizenship by birth on the soil. There are just a few countries that have a fully automatic right as we have in Canada. One is the United States.

[Translation]

Le gouvernement a déjà adopté de nombreuses initiatives par le passé en matière de promotion et d'éducation. Le Comité pourrait étudier s'il existe d'autres moyens grâce auxquels on pourrait favoriser une valorisation et une visibilité accrues de la citoyenneté canadienne

Voilà, selon moi, certains des défis importants que doit relever le Comité et nous nous ferons un grand plaisir de répondre à toutes vos questions en matière de citoyenneté, tant pour ce qui est du processus actuel d'accès à la citoyenneté que d'autres questions connexes, dans leur perspective bureaucratique.

La présidente: Je vous remercie beaucoup, monsieur Dawson.

Membres du Comité, M. Dawson vous renvoie à l'intercalaire deux de votre livre. Il en existe d'autres exemplaires pour ceux parmi vous qui n'ont pas le leur.

Les membres ont-il des questions à poser à M. Dawson? Madame et messieurs les membres du Comité, il me semble évident que nous avons devant nous d'excellentes questions qui nous seront très utiles lorsque nous aborderons avec nos témoins des sujets comme le préambule, les valeurs canadiennes, le serment de citoyenneté et les connaissances générales en matière de citoyenneté.

M. Knutson: Je passe en revue certaines questions. Prenons le préambule à l'éventuelle nouvelle Loi sur la citovenneté. J'ai comme l'impression qu'il existe déjà un texte-peut-être dans la clause Canada-de sorte que nous n'avons pas à pondre quelque chose d'entièrement nouveau. Est-ce votre avis également?

M. Dawson: Je crois qu'il y a eu par le passé d'autres initiatives, d'autres tentatives. Le Comité pourrait vouloir en prendre connaissance.

Je ne crois pas qu'on ait réussi à formuler un préambule qui ait été adopté d'emblée par tout le monde, mais je crois qu'on a déjà formulé les grands éléments de ce que pourrait contenir un préambule.

M. Knutson: Sur la question du serment, pensez-vous qu'il vaille la peine d'ouvrir cette boîte de Pandore?

M. Dawson: Dans l'optique des gens du ministère, je ne crois pas que nous pourrions ajouter grand-chose. Ici encore, il faut reconnaître la complexité de la question et le fait que d'autres tentatives ont été faites. Les opinions sont partagées, par exemple, au sujet du rôle de la Reine par rapport au serment. Faut-il par ailleurs faire allusion à Dieu? Il y a diverses questions. Je ne crois pas que nous puissions jamais résoudre le problème. Bien d'autres ont tenté de le faire.

M. Knutson: Permettez-moi de vous poser une question peu technique au sujet des personnes nées sur le territoire canadien. Avez-vous une idée, ne serait-ce qu'approximative, du nombre de pays où la citoyenneté n'est pas automatiquement liée au fait d'y être né? Y en a-t-il beaucoup? N'est-ce pas automatique?

M. Norman Sabourin (chef, Gestion des programmes, Enregistrement de la citoyenneté, ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Dans la plupart des pays, le fait de naître sur le territoire du pays ne confère pas automatiquement la citoyenneté au titre du «droit de sol». Il n'existe qu'un petit nombre de pays où ce droit est appliqué, comme c'est le cas au Canada. Je pense notamment aux États-Unis.

Mr. Knutson: Are we talking about fewer than half a dozen others?

Mr. Sabourin: I would think so. Certainly none of the other industrialized countries have an unrestricted right to citizenship by birth on the soil.

Mr. Knutson: Therefore, if we did this, we would just be making our laws consistent with what other countries already do anyway, in general?

Mr. Sabourin: Yes.

Mr. Knutson: That is all I have.

Ms Clancy: Thank you very much. Following along that same line, what is the practice in other countries with regard to the children of refugees and/or people awaiting refugee or immigrant status? Is it just the same thing? If a child is born, then that child just becomes part of the package?

Mr. Sabourin: I think specifically the rights to citizenship accrue at the time of the birth; the status of the parents is a determinant. For example, in Britain, if you are not the equivalent of what is a permanent resident here, then there is no right to citizenship for that child.

Ms Clancy: That is what I am saying. There is no difference between being in a country on a visitor's visa and awaiting a change of status.

Mr. Sabourin: That is certainly my understanding for Britain and very likely for Australia as well. I do not have specifics for a host of countries.

Ms Clancy: What is the U.S. experience? What do they do there?

Mr. Sabourin: There is a constitutional provision in the U.S. that guarantees citizenship by birth on the soil. There have been some attempts in the past to try to restrict it, but they have not been successful.

Ms Clancy: The Scandinavian countries do not have it either.

Mr. Sabourin: I could not tell you. I would be happy to look into it.

Ms Clancy: It would be nice if you could. Thank you.

Mr. Bryden: I'm still on the same issue because it is a very interesting one. Can you explain to the committee how this privilege has been abused in Canada?

I was out in B.C. recently and it was certainly explained to me what the problem is. However, I think it should go on the record from you. Why is it a problem to have a blanket right to citizenship because you are born in this country?

Mr. Sabourin: I do not have exact figures or very deep knowledge on the matter. I think one of the problems is that certainly the federal government does not have any clear statistics on what is happening in each of the provinces with regard to the status of the parents at the time of the birth of a child.

[Traduction]

M. Knutson: Et les autres pays se compteraient sur les doigts d'une main?

M. Sabourin: Je le pense bien. Il est certain qu'aucun des autres pays industrialisés ne reconnaît le droit du sol de façon inconditionnelle.

M. Knutson: Par conséquent, en agissant de la sorte, nous ne ferions que rendre nos lois conformes à celles de la plupart des autres pays, n'est—ce pas?

M. Sabourin: En effet.

M. Knutson: C'est tout pour moi.

Mme Clancy: Dans la même veine, quelle est la pratique dans les autres pays au sujet des enfants de réfugiés ou de personnes en attente du statut de réfugié ou d'immigrant reçu? La règle est-elle la même? Si un enfant nait, est-ce qu'il vient tout simplement s'ajouter à sa famille?

M. Sabourin: À mon avis les droits de citoyenneté sont conférés au moment de la naissance; le statut des parents est déterminant à cet égard. Au Royaume-Uni par exemple si les parents n'ont pas le statut équivalant à celui de résident permanent au Canada, alors l'enfant n'acquiert pas de droit de citoyenneté.

Mme Clancy: C'est bien ce que je disais. Qu'on soit dans un pays à titre de visiteur muni d'un visa ou qu'on y soit en attente d'un changement de statut, c'est du pareil au même.

M. Sabourin: C'est certainement le cas, à ma connaissance, au Royaume-Uni et, très probablement, en Australie également. Les détails me manquent pour un grand nombre de pays.

Mme Clancy: Et pour ce qui est des États-Unis, quelle est la façon de faire?

M. Sabourin: Aux États-Unis, une disposition constitutionnelle garantit la citoyenneté par droit du sol. Les tentatives déployées dans le passé pour limiter ce droit n'ont pas été fructueuses.

Mme Clancy: Ce n'est pas non plus le cas pour les pays Scandinaves.

M. Sabourin: Je ne suis pas en mesure de vous répondre. Je me ferais un plaisir de me renseigner.

Mme Clancy: Je vous serais reconnaissante de le faire. Merci.

M. Bryden: Je poursuit sur la même question puisqu'elle me paraît fort intéressante. Pouvez-vous expliquer au Comité en quoi on a pu abuser de ce privilège au Canada?

Je me suis rendu en Colombie-Britannique dernièrement et on m'a certainement expliqué le problème en long et en large. Cependant, il me semblerait utile de consigner au procès-verbal une déclaration de votre part à ce sujet. En quoi est-il problématique d'accorder d'une façon générale le droit de citoyenneté aux enfants qui naissent au Canada.

M. Sabourin: Je ne dispose ni de chiffres exacts ni de connaissance approfondie en la matière. Il me semble que le problème a trait en partie au fait que le gouvernement fédéral ne dispose pas de données statistiques fiables pour chaque province au sujet du statut des parents au moment de la naissance d'un enfant.

In my personal view, the issue has been overblown by the media. Certainly a recent article I read in a Vancouver newspaper claimed there was in fact a very small number of births in that province of British Columbia from mothers who were here as visitors or without an actual right of permanent residence in Canada. That was based on statistics obtained from I believe the health ministry in British Columbia. They keep tabs on who is eligible for medical coverage and who isn't.

• 1700

Mr. Bryden: Can you explain in a little more detail how this has an impact on immigration and the family class? Some of us may not have read the same newspaper articles. I certainly don't keep track of B.C. newspapers.

Mr. Sabourin: The allegations of abuse centre primarily on the fact that once a child has acquired citizenship automatically, clearly that child has the full rights of any citizen, including charter rights of entering and leaving Canada. There is an unresolved issue before the courts as to what that means for the parents of the child. If the child has a right to remain in Canada, should not the parents be allowed to remain in Canada as well in the best interests of the child? I think that's unresolved before the courts at this time, but the argument has been made by parents of children who are citizens that they should have the right to remain here in the best interests of the child.

Mr. Bryden: Is this a large problem in the United States, which has a similar situation? I presume this has appeared here as a concern because it is a concern to the department. You may think that the media is overblowing it, but nevertheless it has appeared here as something we should examine. I would like to get a grasp of the problem.

Mr. Sabourin: I am not sure to what extent it is a problem in the United States. I don't know. I think it's felt to be incongruous that somebody who is here illegally, for example, who should not be here and who comes here for the strict purpose of having a child, should then have citizenship rights extended to that child. I think that is felt to be incongruous.

Mr. Bryden: Can we talk a bit about dual citizenship? I know it's very *passé* as a concept, but are there any countries that require single citizenship, or is multi-citizenship the norm around the world?

Mr. Sabourin: I think it's more and more the norm. If it's not the norm for all countries, there has been a trend in recent years for it to be the norm in legislations of other countries. Probably it's primarily a recognition that it's very difficult to enforce and be certain of whether or not a country's national has acquired the nationality of another country.

For example, if we were to require that a person not have another nationality in order to obtain Canadian citizenship or to retain it, it would be very difficult to establish with certainty whether or not a person had the nationality of another country.

[Translation]

À mon avis, les médias ont monté la question en épingle. D'après un article que j'ai lu récemment dans un journal de Vancouver il y aurait en Colombie-Britannique un très petit nombre de naissances de mères qui étaient au Canada à titre de visiteurs ou qui n'avaient pas de droit de résidence permanent au Canada. Je crois que le journal fondait son affirmation sur des statistiques obtenues auprès du ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, qui répertorie l'admissibilité à l'assurance médicale.

M. Bryden: Pouvez-vous nous expliquer de façon un peu plus détaillée en quoi cela se répercute sur l'immigration et sur la catégorie de la famille? Certains d'entre nous n'ont peut-être pas lu les mêmes articles de journaux. Pour ma part, je ne lis par régulièrement les journaux de la Colombie-Britannique.

M. Sabourin: Dans la mesure où l'on parle d'abus, c'est surtout en raison du fait qu'une fois que l'enfant a acquis automatiquement la citoyenneté il a évidemment tous les droits de citoyen, y compris ceux conférés par la Charte qui ont trait à l'entrée du Canada et à la sortie. Pour ce qui est de savoir quelles sont les implications pour les parents de l'enfant, les tribunaux n'ont pas encore tranché. Si l'enfant a le droit de rester au Canada, ses parents ne devraient—ils pas être autorisés à y rester également dans l'intérêt de l'enfant? Les tribunaux n'ont pas encore tranché, mais les parents d'enfants qui sont citoyens ont soutenu qu'ils devraient avoir le droit de rester ici dans l'intérêt de leur enfant.

M. Bryden: Ce problème a-t-il beaucoup d'ampleur aux États-Unis, un pays où la même situation existe? Je suppose que le problème s'est posé ici parce que il constitue effectivement un problème pour le ministère. Vous pouvez bien dire que les médias en ont exagéré l'importance, mais il n'en reste pas moins qu'il nous a été soumis et que nous devons l'étudier. Il me semble important de bien en saisir toutes les dimensions.

M. Sabourin: Je ne sais pas jusqu'à quel point cela pose problème aux États-Unis. Je l'ignore. Je crois qu'il semble plutôt étrange pour certains que quelqu'un qui est au Canada illégalement, qui ne devrait pas être ici et qui n'y est que pour avoir un enfant puisse voir cet enfant bénéficier des droits de citoyenneté. Je crois que certains trouvent cela plutôt incongru.

M. Bryden: J'aimerais aborder brièvement la question de la double citoyenneté. La notion est plutôt dépassée, je le sais, mais existe—t—il des pays qui exigent la citoyenneté unique ou bien la citoyenneté multiple constitue—t—elle la norme un peu partout dans le monde?

M. Sabourin: C'est de plus en plus la norme, je crois. Ce n'est peut-être pas la norme partout, mais la plupart des pays ont eu tendance à adopter des mesures législatives en ce sens au cours des dernières années. Si ces pays agissent de la sorte, c'est peut-être surtout pour reconnaître qu'il est extrêmement difficile de contrôler la nationalité d'origine d'une personne qui devient citoyen d'un pays tiers

Par exemple, si nous exigions qu'une personne ne soit citoyenne d'aucun autre pays comme condition d'obtention ou de maintien de la citoyenneté canadienne, il serait très difficile de déterminer avec certitude si elle était citoyenne d'un autre pays.

Mr. Bryden: Are there any situations around the world in which a country—and I think India may be an example—does forbid dual nationality? Isn't India a case in point where you have to renounce your Indian citizenship if you take up Canadian citizenship? Am I erroneous there?

Mr. Sabourin: I think there are loss provisions in India, that one can lose certain citizenship rights if one voluntarily acquires another nationality. Although I'm not the expert on that, it's my general understanding that there are certain rights that accrue only to nationals in India, so you could jeopardize certain of these rights by acquiring another nationality.

Mr. Bryden: Are there any instances where to be a citizen of a particular country, you cannot be a citizen of another country but you could be a citizen of other countries? In other words, are there any countries in the world that you know of in which dual nationality is forbidden with respect to certain countries?

Mr. Sabourin: I don't know. I can certainly find out.

Mr. Bryden: I would be very curious. I know it seems a bit obscure, but I'm interested.

• 1705

The Chairman: Do you want a report back on the countries that allow dual citizenship?

Mr. Bryden: Yes. It is a very interesting issue I would like to explore. If you could direct me to some useful departmental reading j'aimerais creuser. Si vous aviez des livres là-dessus au ministère, on that, I would be happy to avail myself of those resources.

Mr. Hanger: Dealing with the knowledge and language evaluation methods, I'm still not clear how the new process is going to work in a classroom-style evaluation. I know the judges will not be around any longer to question in a one-on-one type of interview. I am just wondering how much more intense the classroom-style interview will be to gain the necessary knowledge to determine whether or not the applicant or individual is qualified, so to speak.

Mr. Sabourin: I do not know what the final outcome of the new process will be. Presently, the pilot projects are not really pilot any more. There is an initiative underway to facilitate testing of applicants in groups, and the format of the questions asked of the applicants has been devised in collaboration with citizenship judges. They seek to establish, as best as possible in that kind of setting, what the knowledge and language levels of the applicants are.

It's obviously not perfect and I think a lot of refinements are going to have to be made to the process before it can entirely take over from the existing process of interviews with the judge.

Mr. Hanger: I understand interpreters are present, at least, to speak with the judges during the interview and help the applicant.

[Traduction]

M. Bryden: Y a-t-il d'autres pays-et l'exemple de l'Inde me vient à l'esprit-qui interdisent la double nationalité? L'Inde n'est-elle justement pas un pays qui exige de ses ressortissants qu'ils renoncent à la citoyenneté indienne s'ils souhaitent adopter la citoyenneté canadienne? Est-ce que je me trompe?

M. Sabourin: Je crois qu'il existe en Inde certaines dispositions selon lesquelles le fait d'adopter volontairement une autre nationalité entraîne la perte de certains droits de citoyenneté. Sans être un expert en la matière, je crois comprendre qu'il y a en Inde certains droits dont ne jouissent que ceux qui sont des citoyens indiens, de sorte que le fait d'acquérir une autre nationalité risquerait de compromettre certains de ces droits.

M. Bryden: Existe-t-il des pays où la citoyenneté est conditionnelle au fait de ne pas être citoyen de certains pays en particulier? Autrement dit existe-t-il des pays, à votre connaissance, où la double nationalité est interdite dans la mesure où elle vise certains

M. Sabourin: Je ne le sais pas. Je puis certainement vous trouver la réponse.

M. Bryden: Je suis très curieux de la connaître. Je sais que ma question n'est pas d'une importante transcendante, mais la réponse m'intéresse néanmoins.

La présidente: Voulez-vous qu'on vous adresse un rapport sur les pays qui permettent la double citoyenneté?

M. Bryden: Oui, car c'est une question intéressante que je serais heureux de pouvoir les consulter.

M. Hanger: Revenons aux méthodes d'évaluation des connaissances et de la langue: je ne comprends toujours pas comment vous allez pouvoir faire cette évaluation dans un milieu de type scolaire. Je sais qu'il n'y aura plus de juge pour interroger personnellement les candidats. Je me demande si l'entrevue de cadre scolaire permettra d'en savoir assez sur le candidat pour déterminer s'il est qualifié ou non.

M. Sabourin: Je ne sais quel sera le résultat final. Actuellement, on ne peut plus vraiment parler de projet-pilote dans tous les cas, puisque l'on a déjà lancé une initiative destinée à faciliter l'examen collectif des candidats, initiative pour laquelle les questions à poser aux candidats ont été conçues en collaboration avec les juges de la citoyenneté. Ces questions permettront d'établir, dans la mesure où l'entrevue collective le permet, quelles sont les connaissances linguistiques et générales des candidats.

Cette solution n'est évidemment pas parfaite, et il faudra sans doute beaucoup de rajustements avant que ce type d'entrevue puisse entièrement remplacer les entrevues des juges.

M. Hanger: Mais, que je sache, il y a des interprètes qui sont présents en cours des entrevues et qui peuvent aider les candidats à communiquer avec les juges, n'est-ce-pas?

Mr. Sabourin: Presently, the knowledge and language requirequestions regarding knowledge of Canada, responsibilities of citizenship and so on in any language through an interpreter. Evaluating the applicant's knowledge of the language has to be done, of course, in one of the official languages.

Mr. Hanger: Are there any stringent standards, or is it basically up to the discretion of the judge?

Mr. Sabourin: There are some standards established by the minister, but historically there have been discrepancies between individual judges. One of the minister's objectives is to achieve a very standard and objective manner of assessing applicants across the board.

Mr. Hanger: Will that be done in a classroom style?

Mr. Sabourin: Yes. I think that is probably the best and most efficient way to do it.

Mr. Dawson: One of the benefits of having created the Department of Citizenship and Immigration is we now have the potential to look at the linkage between language required of Canadian citizens and language required of newcomers to Canada. I think it is an important area the committee will want to look at. From the language training side of immigration, we are receiving many complaints because of a backlog of Canadian citizens who are unable to communicate in one of the official languages and under current policy are now ineligible for basic language training.

There is also the question of the impacts people without language skill have on social agencies throughout Canada. I think it's an important consideration for the committee.

Mrs. Hayes: This actually more or less follows up on Mr. Hanger's question. The same sorts of things are of concern to me in the integrity of the citizenship process.

It's my understanding that the language and knowledge competency is waived for those over 65 years of age and there is some movement toward generally reducing that to 60 years of age. Would anyone like to comment on that?

Mr. Sabourin: There is discretionary power given to the minister to waive those requirements. Currently, the language and knowledge requirements for applicants who are 60 years of age and over are generally being waived.

Mrs. Hayes: The present age is 60?

Mr. Sabourin: Yes.

• 1710

Mrs. Hayes: Okay, that was my understanding. This came from personal discussion with some citizenship court judges, and they are seeing an increasing number of immigrants who don't have the language capacity in either official language. They see this coming through towards the citizenship boundary three years down the road. They see this trend as perhaps taking the system to almost a mail-in. After three years you fill out a little quiz, send it in and voilà, you're a citizen. Is that a potential of [Translation]

M. Sabourin: Actuellement, les tests de connaissances générales ments are two distinct requirements. An applicant can answer the et les tests de connaissances linguistiques sont deux choses distinctes. Tout candidat peut répondre aux questions de connaissances générales sur le Canada et aux questions de citoyenneté dans sa langue, par le biais d'un interprète. Mais il est évident que pour évaluer les connaissances linguistiques du candidat, il faut le faire dans l'une ou l'autre des deux langues officielles.

> M. Hanger: Les normes appliquées sont-elles très strictes ou la décision est-elle laissée à la discrétion du juge?

> M. Sabourin: Le ministre a fixé des normes, mais il y a toujours eu des divergences dans la façon dont les juges les appliquaient. Le ministre a notamment pour objectif d'en arriver à une méthode normalisée et objective d'évaluation des candidats, peu importe le

> M. Hanger: Et cela se fera au cours d'une entrevue en table de classe?

> M. Sabourin: En effet, car c'est sans doute la meilleure facon et aussi la plus efficace d'y parvenir.

> M. Dawson: La création du nouveau ministère de la Citoyenneté de l'immigration a eu notamment comme avantage de nous permettre de faire le lien entre les connaissances linguistiques exigées des citoyens canadiens et celles que l'on exige des nouveaux arrivants au Canada. Voilà une question qui devrait intéresser le comité. En effet, pour ce qui est de la formation linguistique des immigrants, nous recevons de nombreuses plaintes parce que de plus en plus de nouveaux citoyens canadiens sont incapables de communiquer dans l'une ou l'autre des langues officielles et que, en vertu de la politique actuelle, ils ne sont plus admis à la formation linguistique de base.

> Le Comité ne devrait pas oublier non plus que les nouveaux citoyens qui ne parlent aucune des deux langues officielles sont un fardeau énorme pour les organismes sociaux du Canada.

> Mme Hayes: Dans le même ordre d'idée que celui suivi par M. Hanger, j'ai moi aussi certaines inquiétudes au sujet de l'intégrité du processus d'accession à la citoyenneté.

> Si j'ai bien compris, on n'impose aucun critère de connaissances linguistiques et générales aux immigrants de plus de 65 ans, et on songe même à ne pas en imposer non plus à ceux de 60 ans et plus. Est-ce vrai?

> M. Sabourin: Le ministre a toute discrétion pour décider de ne pas imposer ces critères. Il est vrai qu'actuellement, on n'impose aucune connaissance linguistique et générale au candidat de 60 ans

Mme Hayes: Donc, ctuellement, c'est à partir de 60 ans? M. Sabourin: Oui.

Mme Hayes: Donc, j'avais bien compris. Lors de conversations que j'avais eues avec certains juges des cours de citoyenneté, ceux-ci m'avaient avoué que de plus en plus d'immigrants ne possédaient aucune connaissance linguistique dans l'une ou l'autre des langues officielles. Or, ce phénomène se répercute trois ans plus tard, au moment où ces gens demande de la citoyenneté. D'après les juges, l'accession à la citoyenneté se fait presque sur demande postale: après trois ans

the system? These are people who have worked in the system and they see this as the direction we are going. Could I have a comment?

Mr. Sabourin: I have had to give an awful lot of thought to possible schemes, bearing in mind the minister's announcement there were going to be no new citizenship judges appointed and in his hope there would be a new Citizenship Act with a new administrative scheme in place.

We've looked at all sorts of options. Certainly the mail—in approach is often looked at as very efficient, but in all the schemes we've examined we've always identified the need to have at least one point of contact in a personal interview, even if it is very brief. At the very minimum this would be to establish the identity of the applicant and to ensure the applicant is not prohibited from obtaining citizenship by virtue of the prohibitions in the act. This could also possibly be to ensure the applicant has a minimum language level.

But these are all schemes that are being worked out as we going along, bearing in mind language and knowledge are ideally going to be assessed fully through objective mechanisms.

Mrs. Hayes: So is it a possibility there could be a mail-in application in the future?

Mr. Sabourin: We have mail-in applications now. It's a very efficient method for the applicant to provide an application in the system.

The notion of simply mailing in a form and receiving a citizenship certificate back by mail I don't think will ever wash. I don't think it can adequately ensure the integrity of the system, and it would also rob the one component seen as very important, I think, by everyone including the minister, which is the citizenship ceremony.

Mrs. Hayes: With the system the minister has just introduced is there a personal interview in that process?

Mr. Sabourin: Presently the act and the regulations require each and every applicant to appear before a citizenship judge.

Mrs. Hayes: That's the old system.

Mr. Sabourin: That's the requirement presently.

Mrs. Hayes: But that's being phased out because citizenship court judges are being phased out.

Mr. Sabourin: Yes.

Mrs. Hayes: In the system we're moving towards with the citizenship court judges removed, is there a personal interview?

Mr. Sabourin: I think there has to be. What we have identified to date is there has to be at minimum one point of contact. What the nature of the intercourse between the applicant and the official is going to be I'm not sure, because if you have an objective method of assessing language and knowledge perhaps the only thing left to assess is the actual identity of the applicant and a couple of specific technical points regarding the application of the act.

[Traduction]

de présence au Canada, il suffit de répondre à un petit questionnaire, à le renvoyer et vous recevez en échange votre certificat de citoyenneté par la poste. Pensez-vous que cette façon de faire a un avenir? Je vous rappelle que ce sont les juges qui sont au coeur même du système qui ont constaté cette tendance. Qu'en pensez-vous?

M. Sabourin: J'ai beaucoup réfléchi à différents scénarios possibles, sans oublier que le ministre a annoncé la nomination de nouveaux juges de la citoyenneté et a dit espérer l'adoption d'une nouvelle loi sur la citoyenneté assortie de nouvelles règles administratives.

Nous avons étudié plusieurs options dont celles de l'envoi postal qui était bien sûr la plus efficace. Toutefois, dans tous les scénarios envisagés, nous avons toujours cru nécessaire d'avoir au moins un contact personnel avec le candidat, si bref fut-il. Cette entrevue personnelle servirait au moins à établir l'identité de la personne et à s'assurer que rien ne l'empêche d'obtenir la citoyenneté et qu'elle ne contrevient à aucune des dispositions de la loi. Cette entrevue permettrait également de s'assurer que le candidat a un minimum de connaissances linguistiques.

Nous continuons à nous pencher sur ces divers scénarios, sans oublier que les connaissances générales linguistiques devraient, idéalement, être évaluées de façon objective.

Mme Hayes: Vous entrevoyez donc la possibilité qu'un jour on puisse faire une demande de citoyenneté par la poste?

M. Sabourin: On peut déjà nous en faire la demande par la poste. C'est d'ailleurs une façon très efficace pour un candidat de faire ouvrir un dossier.

Mais je ne pense pas que l'on arrive jamais à l'envoi par courrier du certificat de citoyenneté sur simple demande postale. En effet, cela ne protègerait en rien l'intégrité du système et léserait même le candidat en faisant disparaître une des facettes les plus importantes pour tous, y compris le ministre, à savoir la cérémonie de citoyenneté.

Mme Hayes: Dans ce que propose le ministre, a-t-on maintenu l'entrevue personnelle?

M. Sabourin: La loi et les règlements portent actuellement que chaque candidat doit comparaître devant un juge de la citoyenneté.

Mme Hayes: Ça, c'était le cas autrefois.

M. Sabourin: C'est ce qui se fait aujourd'hui.

Mme Hayes: Mais cela se fait de moins en moins étant donné qu'il y a de moins en moins de juges de cours de citoyenneté.

M. Sabourin: En effet.

Mme Hayes: Dans ce que l'on propose, étant donné la suppression plus ou moins complète des juges de la citoyenneté, prévoit—on néanmoins de maintenir l'entrevue personnelle?

M. Sabourin: Il le faut. Nous avons constaté à ce jour qu'il faut au moins un contact personnel. Quant à savoir quelle nature exacte devrait avoir ce contact entre le candidat et le représentant du gouvernement, cela n'est pas encore déterminé; une fois que vous avez déterminé les connaissances générales et linguistiques, il ne vous reste peut—être plus qu'à vérifier l'identité du candidat et vérifier un ou deux autres détails techniques ayant trait à l'application de la loi.

The notion of a traditional interview of fifteen minutes in which a lot of questions are asked to find out if the person speaks the language and knows about citizenship in Canada I think is being phased out.

The Chairman: Mrs. Hayes, do you feel like your question has been answered? Can I just try this one more time? It's my understanding the citizenship court judge system we have in place by law is still being followed. Is that true or false?

Mr. Sabourin: That's correct.

The Chairman: Okay. Does that answer the question?

Mrs. Hayes: Will it be next year when that's phased out, though? That's my question.

The Chairman: The parliamentary secretary wishes to respond to this question.

Ms Clancy: When the judge's term runs out and no new judge is appointed, which can happen before the new act comes in, the clerk of the court or whatever—I forget the exact title but I can tell you the name of the person in Halifax—will take on that same job, basically. The act will be followed by a citizenship court judge or a bureaucrat in the office. The same process will be followed until the new act... In Windsor last week there was no judge, so they brought in a judge from Halifax to sit for two weeks.

• 1715

Mrs. Hayes: But that is going to become more and more of a problem.

Ms Clancy: That is why it will probably be done by a bureaucrat.

Mrs. Hayes: What you just said contradicts what I just heard, that there will not be a 15-minute interview in the new process. You are saying there is, because somebody else does it.

Ms Claney: No, that is not what I said. I said that until the new act is proclaimed, the old act will be followed. Where there is no judge—because the judge's position or term has run out and the judge is gone—a new judge will not be appointed. Either they will bring a judge from somewhere else, or another person like the bureaucrat in the citizenship court will do the job.

Mrs. Hayes: So in the new system there will be a classroom situation—

Ms Clancy: I don't know yet. It has not passed yet.

The Chairman: Excuse me, perhaps we could ask Ms Clancy to undertake to come back on that. The question from Mr. Nunez was about who the witness was.

Ms Clancy: Perhaps we could be a little less inflexible. If you want the answer, that is the answer.

Mr. Sabourin: Madam Chairman, I do not want to obfuscate the issue, but maybe part of the problem is that many different initiatives have been undertaken at the minister's direction to address the present problems. Some of these

[Translation]

On fait de moins en moins d'entrevues traditionnelles d'une quinzaines de minutes au cours desquelles on posait au candidat beaucoup de questions pour savoir s'il parlait l'une ou l'autre des langues officielles et pour savoir quelles notions il avait acquises sur la citoyenneté canadienne.

La présidente: Madame Hayes, a-t-on répondu à votre question? Puis-je intervenir de nouveau à mon tour? Que je sache, la loi stipule toujours qu'il faut passer devant les juges des cours de citoyenneté, n'est-ce pas?

M. Sabourin: C'est exact.

La présidente: Bien. Cela répond à votre question?

Mme Hayes: Mais je voudrais savoir quand on supprimera les juges. L'année prochaine, par exemple?

La présidente: La secrétaire parlementaire veut vous répondre.

Mme Clancy: Si le mandat d'un juge arrive à terme avant la promulgation de la nouvelle loi, on ne nommera pas de juge pour le remplacer, mais c'est le greffier du tribunal—j'oublie son titre exact mais je peux vous dire exactement qui occupe ce poste à Halifax—qui le remplacera dans ses fonctions. La loi sera donc appliquée à la lettre que ce soit par un juge ou par un fonctionnaire de la Cour de la citoyenneté, tant que la nouvelle loi n'aura pas été promulguée. Ainsi, la semaine demière, comme il n'y avait aucun juge à Windsor, on a fait venir un juge de Halifax pour siéger à sa place pendant deux semaines.

Mme Hayes: Mais il y aura de moins en moins de juges.

Mme Clancy: Voilà pourquoi on aura sans doute recours à un fonctionnaire de la Cour.

Mme Hayes: Mais ce que vous dites contredit ce que l'on vient de nous expliquer, à savoir que l'on supprimera les entrevues d'une quinzaine de minutes avec les candidats. Vous, vous prétendez qu'il y a toujours entrevue, mais qu'elle est effectuée par quelqu'un d'autre.

Mme Clancy: Non, je n'ai pas dit cela. J'ai dit simplement que tant que la nouvelle loi n'est pas promulguée, c'est l'ancienne loi qui s'applique. Si un juge quitte ses fonctions ou que son mandat vient à terme, on ne nommera pas d'autre juge pour le remplacer. On pourra, soit faire venir un juge d'ailleurs, soit demander à un fonctionnaire de la Cour de la citoyenneté d'occuper ses fonctions.

Mme Hayes: Donc, avec la nouvelle loi, il suffira d'une entrevue collective. . .

Mme Clancy: Nous n'en savons rien car elle n'a pas encore été adoptée.

La présidente: Nous pourrions peut-être demander à M^{me} Clancy de reprendre cette question plus tard. M. Nunez se demandait qui était le témoin aujourd'hui.

Mme Clancy: Inutile de monter sur vos grands chevaux. Vous avez demandé une réponse, et je vous l'ai donnée.

M. Sabourin: Madame la présidente, je ne voudrais pas tout embrouiller, mais le problème vient sans doute notamment du fait que plusieurs initiatives ont été lancées à la demande du ministre dans le but de régler les problèmes actuels. Certaines

initiatives are strictly administrative in nature, some are dependent upon changes to the citizenship regulations, and some will only take place once the Citizenship Act is amended. So all sorts of steps are being followed.

The Chairman: Mr. Sabourin, could you clarify exactly that? I think that is Mrs. Hayes' question. If you could bring to our next meeting which ones are being served by maintaining the Citizenship Act as is, and which ones have been changed to a new system—I think that is what is not clear.

Mr. Sabourin: Would you like-

The Chairman: It would be with regard to the citizenship ceremony, the interview and the judges in particular.

Mr. Sabourin: Would you like a prepared submission?

The Chairman: A one-pager would be fine. Clarification in a one-pager so we will have it as information—that would be helpful.

M. Nunez: Merci, madame la présidente. Je vous dirai, encore une fois, que ce n'est pas moi qui ait commencé la période des questions que je trouve très importante, car il s'agit de fonctionnaires du ministère. J'ai plusieurs questions à vous poser. C'est pour cela que je réclame le droit de parole depuis longtemps.

Tout d'abord, est-il vrai que vous menez une étude et un examen de la Loi sur la citoyenneté au sein du ministère?

M. Sabourin: Monsieur Nunez, cela fait sûrement depuis 1978 que la loi est étudiée de part et d'autre. Chacune de ses dispositions est sujette à examen au fur et à mesure que la jurisprudence de la Cour fédérale se développe et au fur et à mesure que des instances sont faites par divers groupes concernant certains aspects de la loi qu'on estime inadéquats ou injustes, etc.

M. Nunez: Répondez directement. Actuellement, procédez-vous à une étude de la législation? Avez-vous des suggestions car le ministre a dit qu'il avait demandé aux fonctionnaires de mener une étude parallèle aux consultations du Comité? Répondez clairement, s'il vous plaît.

M. Sabourin: Monsieur Nunez, je travaille avec le greffier de la citoyenneté canadienne et mon groupe de travail et moi-même avons une large expertise de la Loi sur la citoyenneté. Nous sommes en mesure de fournir au Ministre, et même aux membres de votre Comité, des réponses sur les aspects de la loi que nous estimons inadéquats.

• 1720

Quant à savoir si, actuellement, on a un rapport concernant une critique de la loi, la réponse est non, il n'y en a pas. Procédons—nous à une étude de la loi? Nous sommes constamment en train d'étudier la loi.

M. Nunez: J'aimerais que vous vous mettiez d'accord avec votre ministre, car il nous dit que son ministère mène une étude parallèle. J'ai lu cela. La prochaine fois, je vous amène le document.

M. Sabourin: Eh bien, je n'essaie pas. . .

Mr. Nunez: Did you read that, Mary?

[Traduction]

de ces initiatives étaient purement administratives, d'autres dépendaient des modifications apportées aux règlements sur la citoyenneté, et d'autres encore ne s'appliqueront qu'une fois la Loi sur la citoyenneté amendée. Voilà l'explication des différentes initiatives.

La présidente: Justement, monsieur Sabourin, pourriez-vous nous les préciser? Je crois que c'est ce que M^{me} Hayes voulait savoir. La prochaine fois, pourriez-vous nous dire quelles initiatives s'inscrivent dans la foulée de la Loi actuelle sur la citoyenneté et lesquelles s'inscriraient dans le cadre d'une nouvelle loi. Ce n'est pas très clair pour nous.

M. Sabourin: Voudriez-vous. . .

La présidente: C'est la cérémonie de citoyenneté, l'entrevue et particulièrement le sort des juges qui nous intéressent.

M. Sabourin: Voudriez-vous un rapport écrit?

La présidente: Une page suffirait pour nous donner tous les renseignements utiles.

Mr. Nunez: Thank you, Madam Chairman. Unfortunately, I was not the first speaker at this round of questioning of our present witnesses. I have several questions to put to the departmental officials and that is why I have been vehemently asking for the floor.

First, is it true that the Department is studying and reviewing the Citizenship Act?

Mr. Sabourin: Mr. Nunez, the Act has certainly been reviewed here and there since 1978. Each one of the provisions in the legislation is reviewed progressively as the case law of the Federal Court develops and as different groups make presentations on certain aspects of the legislation that they can consider to be unfair or inadequate.

Mr. Nunez: Please give me a straight answer. Are you presently reviewing the legislation? Since the Minister said that he had asked his officials to review the Act at the same time that the committee was entering into consultations, do you have any suggestions to make? Would you please give us a clear answer.

Mr. Sabourin: Mr. Nunez, I have been working hand in hand with the Clerk of Canadian citizenship and my task force and myself have a very large expertise on the Citizenship Act. We are therefore able to tell the Minister and members of the committee which aspects of the legislation we believe are inadequate.

Now, if you want to know if we have presently writen a report on the legislation, the answer is no. On the other hand, we are continuously reviewing the Act.

Mr. Nunez: You might want to clear this up with your minister, because he told us that the department was doing its own review. I read that somewhere, and I should bring you the reference next time.

Mr. Sabourin: I am not trying to. . .

M. Nunez: Et vous, madame Clancy, l'avez-vous lu aussi?

Ms Clancy: I'm not the witness. You go right ahead, Osvaldo.

Mr. Nunez: Okay.

The Chairman: We need some clarification. My understanding is the department has always said it will do in parallel the studies that relate to the administration. This committee is being asked its thoughts and opinions on policy, which is a legislator's responsibility. Certainly the administration should and could and is doing a parallel study on the administrative procedures. That was my understanding.

Mr. Nunez: Yes, I think so.

The Chairman: What is wrong with that? That made good sense to me, Mr. Nunez.

Mr. Nunez: You are refusing to deny or to affirm this.

M. Sabourin: Non. Pas du tout, monsieur Nunez. Ce que je tente de vous dire, c'est que mon travail consiste à constamment étudier la loi et de suggérer des révisions possibles. C'est cela mon travail.

M. Nunez: Pouvons-nous avoir accès. . .

The Chairman: Mr. Nunez, can I ask you to allow a full answer? That will probably be more helpful.

M. Sabourin: Je disais simplement que c'est notre fonction d'étudier constamment la loi. Le document que vous avez devant vous, par exemple, est un des documents qui a été préparé dans le cadre des études que nous menons à l'égard de la loi. Je ne tente pas de vous cacher quoi que ce soit. Nous sommes prêts pour n'importe quoi; plus tôt, M. Bryden a demandé des renseignements sur les lois étrangères quant à la nationalité et nous sommes en mesure de les obtenir, car nous avons cette expertise-là. Nous ne cachons pas de brique qu'on ne veut pas montrer à qui que ce soit. Ces renseignements-là sont disponibles à quiconque en fait la demande.

The Chairman: Mr. Nunez, as I recall, it was we who asked the department to frame the issues for us to make sure that we do have before the Canadian public the issues that we want answers to, and that's the reason we have this before us.

M. Nunez: Si vous avez des documents, des études, des rapports, j'aimerais que le Comité y ait accès, car doubler le travail du Comité, et c'est ce que vous faites, c'est inacceptable. En fait, on devrait travailler ensemble et non pas chacun de son côté.

Pouvez-vous nous éclairer et nous dire s'il y a plus de Canadiens qui demandent la citoyenneté américaine que d'Américains qui demandent la citoyenneté canadienne? Êtes-vous au courant de cela?

M. Sabourin: Je n'ai pas la réponse. Je peux tenter de vous l'obtenir. On peut certainement obtenir le nombre de personnes naturalisées au Canada qui étaient d'allégeance américaine au moment de l'obtention de leur citoyenneté. Je ne suis pas certain qu'on puisse obtenir. . .

M. Nunez: Si c'est plus facile pour vous, peut-être pourriez-vous nous dire s'il y a plus de Canadiens qui déménagent aux États-Unis que d'Américains qui déménagent au Canada? Serait-il plus facile pour vous d'obtenir ces renseignements?

Mr. Nunez: It might be easier Canadians that move to the United to Canada. Would that be easier?

[Translation]

Mme Clancy: Ce n'est pas moi qui suis à la table des témoins. Adressez-vous aux témoins, monsieur Nunez.

M. Nunez: Bien.

La présidente: Ce n'est pas clair. J'ai toujours cru que le ministère faisait en parallèle des études qui avaient trait aux questions administratives. Notre Comité, quant à lui, doit émettre ses opinions quant à la politique, puisque c'est là la raison d'être du législateur. Si j'ai bien compris, il va de soi que le ministère effectue une étude parallèle sur les procédures administratives.

M. Nunez: En effet, je le crois.

La présidente: Qui a-t-il de mal à cela? Cela me semble parfaitement justifié, monsieur Nunez.

M. Nunez: Mais vous refusez de le confirmer ou de l'affirmer.

Mr. Sabourin: Certainly not, Mr. Nunez. My point is that it is my job to review continuously the legislation and to suggest possible amendments.

Mr. Nunez: Can we have access. . .

La présidente: Monsieur Nunez, laissez donc répondre le témoin. Ce serait plus utile.

Mr. Sabourin: My point was simply that it is our job to review continuously the legislation. For instance, the report that you have received is one of the documents that has been prepared during one of our reviews of the legislation. We're not trying to hide anything. We are prepared to review anything. Some time ago, Mr. Bryden asked us for some information on foreign legislation dealing with dual nationality and we have the expertise to obtain that kind of information. We are not trying to hide anything from anyone. All the information is readily available to whomever wants to see it.

La présidente: Monsieur Nunez, que je sache, c'est le Comité qui a demandé au ministère de nous exposer les grands enjeux de la question pour que nous sachions exactement ce que nous voulons faire explorer; et tout cela se trouve dans le document qu'on nous a fait parvenir.

Mr. Nunez: I would like the committee to have access to any document, study or report that you might have done, because it is totally unacceptable that the department should cover the same ground as the committee. We should be working hand in hand and not overlapping each other.

Could you tell us if there are more Canadians that are asking for American citizenship than Americans that are asking for Canadian citizenship? Would you have the figures?

Mr. Sabourin: No, I do not but I can get them for you. We can certainly get for you the number of people who were American citizens at the time they obtained their Canadian citizenship. But I am not sure that we can get. . .

Mr. Nunez: It might be easier for you to tell us if there are more Canadians that move to the United States than Americans who move to Canada Would that be easier?

M. Sabourin: Je vais tenter d'obtenir ce genre de renseignements.

The Chairman: Thank you, Mr. Nunez.

Mr. Nunez: Last question.

The Chairman: Okay, quickly. There are three of us left who have not had our questions asked.

M. Nunez: Le serment d'allégeance pose beaucoup de problèmes, dans mon cas tout particulièrement. Nous sommes la minorité.

A voice: You can't change it.

- M. Nunez: Existe-t-il une autre législation où les serments d'allégeance, qui causent des problèmes à des citoyens en particulier, pourraient être prêtés sur une base volontaire? Connaissez-vous de telles législations? Connaissez-vous des cas?
- M. Sabourin: Mise à part la possibilité de faire une affirmation solennelle plutôt que de prêter serment, je ne connais pas d'autres lois qui permettent le serment de façon optionnelle.

• 1725

- M. Nunez: Vous-même, comment réagiriez-vous si je vous disais que je suis prêt à faire d'autres affirmations? Vous, dans votre cas particulier, comment verriez-vous ça si je vous demandais que je suis prêt à faire d'autres affirmations solennelles, mais pas avec ce texte-ci?
- M. Sabourin: Mon point de vue personnel n'est pas très important, mais je peux vous dire qu'il y a une personne qui n'est pas à l'aise pour prêter le serment d'allégeance à Sa Maiesté et qui a décidé de demander aux tribunaux de trancher en sa faveur. La cause est toujours devant les tribunaux.
 - M. Nunez: Quel tribunal? La Cour suprême?

The Chairman: Members of the committee, I have two quick questions before the second round.

Concerning birth on Canadian territory—and this might be a solution to derivative citizenship as well, where a child gets the Canadian citizenship from a parent or grandparent who is Canadian but the child is born abroad—has there been any consideration of a child taking on the citizenship of the parent as opposed to where the child is born?

Mr. Sabourin: I am not sure I understand the question. Is this for children born in Canada?

The Chairman: Yes, for children born in Canada, if their parents are here but they are not Canadian citizens—either their parents are here by visa or their parents are here as landed. Has any consideration been given to having the child assume the citizenship of the parent?

Mr. Sabourin: It's a very interesting question. Whether or not the child takes on the citizenship of the parents would be dependent on the country of which the parents are citizens. It's a very important question, because if a provision were enacted to restrict the right to citizenship to children born in Canada of a permanent resident—and I read the bill with great interest there would also have to be a provision regarding the possibility of stateless children. There would have to be a lot of allowances

[Traduction]

Mr. Sabourin: We will try to obtain that information for you.

La présidente: Merci, monsieur Nunez.

M. Nunez: Une dernière question.

La présidente: Soyez bref, car trois autres personnes veulent poser des questions.

Mr. Nunez: The Oath of Allegiance is a problem for some of us, and for me particularly. We are a minority.

Une voix: Vous n'y pouvez rien.

Mr. Nunez: Would you know if in any other legislation it is possible for certain citizens to swear the Oath of Allegiance on a voluntary basis? Are you aware of any such cases?

Mr. Sabourin: Apart from the possiblity of making a solemn declaration rather than taking the Oath, I do not know of any other legislation which would allow to take the Oath on an optional basis.

Mr. Nunez: How would you react yourself if I told you that I was ready to make a solemn declaration? How would you personally react if I told you that I was ready to make an oath but not to read this

Mr. Sabourin: My personal point of view is irrelevant: but I can tell you that there is already one individual who feels uneasy about taking the oath of allegiance to Her Majesty and who have decided to asked the courts to settle the matter, which the courts have not done yet.

Mr. Nunez: Is it the Supreme Court?

La présidente: Madame et messieurs du Comité, j'ai deux petites questions à poser moi-même avant le deuxième tour.

Au sujet de la naissance en territoire canadien, j'ai peut-être une solution à proposer au problème de la citoyenneté acquise indirectement, c'est-à-dire la citoyenneté canadienne d'un enfant né à l'étranger mais acquise par le biais d'un parent ou d'un grand-parent de citoyenneté canadienne: a-t-on jamais songé à donner à un enfant la nationalité du parent plutôt que de lui donner la nationalité du lieu où il est né?

M. Sabourin: Si je vous ai bien compris, vous parlez des enfants nés au Canada?

La présidente: En effet, je songe aux enfants nés au Canada dont les parents n'ont pas la nationalité canadienne mais se trouvent au Canada soit grâce à un visa quelconque soit parce qu'ils sont des immigrants recus. A-t-on jamais songé à donner à l'enfant la nationalité du parent?

M. Sabourin: C'est une question très intéressante. Cela dépendrait évidemment du pays dont les parents sont des ressortissants. C'est très important, car si l'on devait dans une disposition limiter le droit à la citoyenneté des enfants nés au Canada de résidents permanents—et j'ai lu le projet de loi avec le plus grand intérêt—il faudrait également inclure une disposition prévoyant la possibilité qu'il y ait des enfants apatrides. Mais il faudrait aussi que la disposition soit

made in this kind of provision to ensure that if a child cannot obtain the citizenship of another country, we would automatically grant citizenship.

The Chairman: Do we know now which countries will accept and which will not?

Mr. Sabourin: Generally it's a case-by-case thing, because even if a person was born in a certain country they may or may not have the citizenship of that country. It would have to be a case-by-case determination.

The Chairman: My last question is on the derivative citizenship. Is this a usual practice, conferring Canadian citizenship on children born abroad to Canadian citizens through second and third generation? Do we have many cases like that?

Mr. Sabourin: Internationally?

The Chairman: Yes.

Mr. Sabourin: It's a very widely enacted practice. A lot of countries in fact grant citizenship primarily through the blood but not through the soil. Most countries choose one or the other, whereas in Canada we have both. Being more liberal in our legislation, we grant citizenship through both means.

The Chairman: Thank you. Mr. Bryden, followed by Mr. Hanger.

Mr. Bryden: I have more a request than a question. I would like you to see if you could get a legal opinion for me that will help in my deliberations. The question on which I would like the legal opinion is this: when the citizens of part of a country decide to secede from the rest of the country, is this in law a renunciation of citizenship?

The Chairman: I would have to ask if it is usual or if it is done that a member of the committee asks for a legal opinion from a department.

Ms Clancy: Usually they ask through the Library of Parliament.

Mr. Sabourin: It's not for me to say who the legal opinion should come from, but I would say generally, although I am not entitled to provide legal opinions, that secession of state is such an extremely complex issue that I doubt very much we would get a remotely clear legal opinion on the issue.

The Chairman: Let's ask the Library of Parliament.

• 1730

Mr. Bryden: I could ask the Library of Parliament—I have that opportunity—but these are the experts, if I may say so, and they can frame the question more appropriately than I can.

I realize that this is a complex issue. I presume that you are tracking situations such as what happened in Czechoslovakia because it is a country that split up. Are the Slovaks automatically members of the Czech state and are the Czechs automatically members of the Slovakian state? This is a good example.

There must be patterns around the world that you can examine or give me an opinion on. I could go to the Library of Parliament and examine it myself, but I am sure you have your own resources. If there is some commentary in law, I would appreciate receiving that and also whether the Citizenship Act or any Canadian laws govern this in any way.

[Translation]

suffisamment souple pour faire en sorte que l'enfant qui ne peut obtenir la citoyenneté d'un autre pays obtiendra d'office la citoyenneté canadienne.

La présidente: Savez-vous quel pays accepte ce genre de situation?

M. Sabourin: Il s'agit d'habitude de cas ponctuels, car même si l'on est né dans un pays donné, on n'en a pas nécessairement la nationalité. Les décisions doivent se prendre au cas par cas.

La présidente: Dernière question au sujet de la citoyenneté acquise indirectement. Est-ce la pratique de conférer la citoyenneté canadienne aux enfants nés à l'étranger de citoyens canadiens, même s'ils sont de seconde ou de troisième génération? Est-ce que cela se fait ailleurs?

M. Sabourin: À l'échelle internationale?

La présidente: Oui.

M. Sabourin: C'est une pratique très généralisée. La plupart des pays considèrent que la citoyenneté doit s'accorder en vertu des liens de sang, et non pas en vertu du droit de sol. Dans la plupart des pays c'est soit l'un soit l'autre, mais au Canada on applique les deux principes. Comme notre loi est plus libérale, nous accordons la citoyenneté dans les deux cas.

La présidente: Merci. Monsieur Bryden, suivi de M. Hanger.

M. Bryden: J'ai une demande à faire plutôt que d'une question à poser. J'ai besoin d'une opinion juridique pour me guider dans ma réflexion. Voici ce que j'aimerais savoir: lorsque le citoyen d'un pays décide de se séparer du reste du pays, la loi stipule—t—elle qu'il lui faut renoncer à sa citoyenneté?

La présidente: Je ne sais s'il est de coutume pour un membre d'un Comité de demander à un fonctionnaire une opinion juridique.

Mme Clancy: Cela se fait d'habitude par le biais de la bibliothèque du Parlement.

M. Sabourin: Ce n'est pas à moi de décider auprès de qui vous devriez aller chercher votre opinion juridique, mais je dois préciser que je ne suis pas habilité à fournir d'opinions juridiques; de toute façon, la scission d'un État est à ce point complexe que je doute que vous ayez jamais l'unanimité chez les juristes là—dessus.

La présidente: Adressons-nous à la bibliothèque du Parlement.

M. Bryden: Je peux bien m'adresser à la bibliothèque du Parlement, mais notez bien que ce sont des experts qui pourraient beaucoup mieux que moi formuler la question.

Je sais bien que c'est une affaire des plus complexes. J'imagine que vous suivez de près ce qui se passe en Tchécoslovaquie depuis que le pays s'est divisé. Ainsi, les slovaques sont-ils d'office membres de l'État tchèque et vice versa?

Il y a certainement des tendances dans le monde que vous pouvez suivre. Je pourrais évidemment faire les recherches moi-même à la bibliothèque du Parlement, mais vous avez vous-même vos propres documentalistes. S'il existe des avis juridiques, j'aimerais bien qu'on m'en fasse tenir copie; et j'aimerais savoir si la Loi sur citoyenneté ou tout autre loi du Canada en fait mention d'une quelconque façon.

Mr. Sabourin: I was just going to say briefly that it is not in any legislation in Canada. I will be happy to bring your request to our senior counsel and see how he responds.

Mr. Hanger: There is a statement in the Citizenship Act that prohibits citizenship if you have been involved in criminal activity or have been convicted. I find that to be at odds with the charter. An individual can commit a crime in Canada. He can be granted permanent status in spite of the fact that he has committed a serious crime and yet citizenship will be granted to him because of the charter.

It is good to have all these nice statements in an act when you cannot even enforce them. So why provide them? Why not make a blanket statement saying that the charter rules and whatever comes out of the charter is basically what we will be acting on?

Mr. Sabourin: I believe, although I am not certain, that the issue was brought before the courts and it is not a charter contravention to restrict certain individuals from acquiring citizenship on a rational basis.

The Chairman: Thank you. The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Sabourin: J'allais dire brièvement que cela ne se trouve dans aucune loi du Canada. Mais je demanderai à notre conseiller juridique principal ce qu'il en pense.

M. Hanger: La Loi sur la citoyenneté stipule que vous ne pouvez obtenir la citoyenneté canadienne si vous avez déjà été impliqué dans une activité criminelle quelconque ou si vous avez déjà été condamné, ce qui va à l'encontre de la charte. Si quelqu'un commet un crime au Canada, on peut lui accorder le statut de résident permanent même s'il a commis un crime grave, et on va même jusqu'à lui accorder la citoyenneté grâce aux droits que la charte lui confère.

Pourquoi tous ces voeux pieux dans une loi si on ne peut les mettre en pratique? Pourquoi ne pas dire tout simplement que c'est la Charte qui a la primauté et que toutes les décisions seront prises en fonction de la Charte?

M. Sabourin: Sauf erreur, je crois que la question a été portée devant les tribunaux et que le fait d'empêcher certaines personnes d'obtenir la citoyenneté canadienne, pour des raisons parfaitement raisonnables, ne contrevient aucunement à la Charte.

La présidente: Merci. La séance est levée.

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port pavé

Lettermail

Poste-lettre

B801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

As Individuals:

Bemard Poirier.

Ralph Anderson.

Eileen MacLennan.

From the Department of Citizenship and Immigration:

Cam Dawson, Director, Integration and Citizenship Policy Division;

Norman Sabourin, Chief, Program Management, Citizenship Registration.

TÉMOINS

À titre personnel:

Bernard Poirier.

Ralph Anderson.

Eileen MacLennan.

Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

Cam Dawson, directeur, Division de la politique de citoyenneté et d'intégration;

Norman Sabourin, chef, Gestion des programmes, Enregistrement de la citoyenneté.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



Governmen Publication

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 13

Wednesday, May 25, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 13

Le mercredi 25 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

In accordance with Standing Order 108(2) and the Committee's decision of Thursday April 21st, 1994, a study of the Citizenship Act

CONCERNANT:

En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Règlement et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la Loi sur la citoyenneté

APPEARING:

The Honourable Sergio Marchi Minister of Citizenship & Immigration

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Sergio Marchi Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Patricia Steenberg

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 25, 1994 (21)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 3:41 o'clock p.m. this day, in Room 701, La Promenade, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Member present: George Kirkby for Sarkis Assadourian.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Appearing: The Honorable Sergio Marchi, Minister of Citizenship & Immigration.

Witness: From the Department of Citizenship and Immigration: V. Peter Harder, Deputy Minister.

In accordance with Standing Order 108(2) the Committee resumed consideration of the Citizenship Act Review. (See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, April 21st, 1994, Issue No.6)

The Minister made a statement and with V. Peter Harder from the Department of Citizenship and Immigration answered questions.

At 5:28 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

EVENING SITTING

(22)

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 7:08 o'clock p.m. this day, in Room 701, La Promenade, the Chair, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Acting Member present: Gurbax Mahli for Sarkis Assadourian.

Other Member present: Jag Bhaduria.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: Individuals: Laurier LaPierre; Margaret Osbaldeston; The Hon. Senator Noël A. Kinsella. From the Young Ambassadors: Alan Yu; Lica Chui; Pamela Au; Patrick Lum.

In accordance with Standing Order 108(2) the Committee resumed consideration of the Citizenship Act Review. (See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, April 21st, 1994, Issue No. 6)

Laurier LaPierre made a statement and answered questions.

Margaret Osbaldeston made a statement and answered questions.

The Honourable Senator Noël A. Kinsella made a statement and answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 25 MAI 1994 (21)

[Traduction]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 15 h 41, dans la salle 701 de l'immeuble La Promenade, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: George Kirby pour Sarkis Assadourian.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Comparaît: L'hon. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Témoin: Du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration: V. Peter Harder, sous-ministre.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 108 du Règlement, le Comité entame l'étude de la Loi sur la citoyenneté (voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 21 avril 1994, fascicule nº 6).

Le ministre fait une déclaration puis, avec V. Peter Harder, de la Citoyenneté et de l'Immigration, répond aux questions.

À 17 h 28, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

SÉANCE DU SOIR

(22)

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 19 h 08, dans la salle 701 de l'immeuble La Promenade, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Membre suppléant présent: Gurbax Mahli pour Sarkis Assadourian.

Autre député présent: Jag Bhaduria.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: À titre personnel: Laurier LaPierre; Margaret Osbaldeston; l'hon. sénateur Noël A. Kinsella. Des Jeunes ambassadeurs: Alan Yu; Lica Chui; Pamela Au; Patrick Lum.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 108 du Règlement, le Comité entame l'étude de la Loi sur la citoyenneté (voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 21 avril 1994, fascicule nº 6).

Laurier LaPierre fait un exposé et répond aux questions.

Margaret Osbaldeston fait un exposé et répond aux questions.

L'hon. sénateur Noël A. Kinsella fait un exposé et répond aux questions.

Alan Yu, Lica Chui, Pamela Au and Patrick Lum from the Young Ambassadors made statements and answered questions.

At 9:30 o'clock p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

Alan Yu, Lica Chui, Pamela Au et Patrick Lum, des Jeunes ambassadeurs, font des exposés et répondent aux questions.

À 21 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

Patricia Steenberg

La greffière du Comité

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, May 25, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 25 mai 1994

• 1540

The Chairman: Members, I call our meeting to order. Today we have the good fortune to have with us the Minister of Citizenship and Immigration.

As you know, this committee very willingly took on the daunting task of reviewing the Citizenship Act. We're quite pleased and proud that we're one of the first to have this opportunity prior to the actual drafting of the legislation.

Our three weeks of public hearings should provide Canadians with an opportunity to have input into what our Citizenship Act should be, prior to even the drafting. I know this committee has worked hard over the past little while to prepare these public hearings, working with our clerk and our researcher.

We look forward to continuing and to providing you, Mr. Minister, with some valuable input to drafting of the legislation.

Hon. Sergio Marchi (Minister of Citizenship and Immigration): Thank you very much, Madam Chair, members. Let me express my thanks and appreciation on behalf of the government for picking up that daunting task, as you described it moments ago, of fashioning not only an amended Citizenship Act but also probably helping to pioneer a new Citizenship Act in terms of an act that's in keeping with the aspirations of a modern—day Canada.

I appreciate and respect the fact that it's not an easy undertaking, but I think it's an undertaking that generally speaking will be highly positive, highly welcomed and highly appreciated once the government, after your report, introduces the appropriate legislation in the House of Commons.

I'm happy to be with you this afternoon to go over perhaps some of the personal thoughts I have in terms of the challenge before you.

First, as I've mentioned to you in the past, the Citizenship Act is 20 years old. With the exception of some minor technical amendments, it's been an act that virtually has gone unchanged. As the world changes and as Canada changes, so must her laws. The Citizenship Act is no exception. So I think it's very timely.

Second, I think the citizenship process has been highly overburdened. As you know, I've tried to move it into a more administrative function. I've proposed the elimination of citizenship court judges. The system has imposed on them—it was not of their own choosing—a process that took a long time. We were essentially adding 10,000 new applicants per month on a backlog of more than 250,000.

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du Comité, nous allons commencer. Nous avons la chance d'avoir aujourd'hui parmi nous le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Comme vous le savez, notre Comité s'est très volontiers chargé de la tâche exigeante qu'est la révision de la Loi sur la citoyenneté. Nous sommes très heureux et fiers d'être parmi les premiers à qui cette possibilité est offerte avant que la loi ne soit effectivement rédigée.

Nos trois semaines d'audiences publiques devraient permettre aux Canadiens de nous dire comment ils envisagent la Loi sur la citoyenneté, avant même qu'elle ne soit rédigée. Je sais que notre Comité a travaillé fort ces derniers temps pour préparer ces audiences publiques en collaboration avec notre greffière et notre attaché de recherche.

Nous avons hâte de poursuivre notre tâche et de vous fournir, monsieur le ministre, des données importantes pour la rédaction de la loi.

L'honorable Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Merci beaucoup, madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité. Permettez-moi de vous exprimer les remerciements du gouvernement pour vous être chargés de cette tâche exigeante, comme vous l'avez qualifiée il y a quelques instants, qui consistera non seulement à donner forme à une loi modifiée sur la citoyenneté, mais aussi à être parmi les premiers à proposer une nouvelle loi sur la citoyenneté qui corresponde aux aspirations du Canada d'aujourd'hui.

Je sais parfaitement que ce n'est pas là tâche facile, mais je crois que de façon générale cette entreprise sera très positive, très bien accueillie et très appréciée lorsque le gouvernement présentera la loi appropriée à la Chambre des communes, à la suite de votre rapport.

Je suis heureux d'être parmi vous cet après-midi pour exprimer quelques-unes de mes idées personnelles sur le défi que vous allez devoir relever.

Tout d'abord, comme je vous l'ai déjà dit, la Loi sur la citoyenneté a 20 ans. À l'exception de quelques petites modifications techniques, elle est restée à peu près inchangée. Mais le monde change, le Canada change et la législation doit également changer. La Loi sur la citoyenneté n'y fait pas exception. Cette révision est donc tout à fait opportune.

Deuxièmement, je pense que le processus est surchargé. Comme vous le savez, j'ai essayé d'en faire une fonction plus administrative. J'ai proposé l'élimination des juges de la citoyenneté. Le système leur a imposé—ce ne sont pas eux qui l'ont choisi—un processus très long. Nous ajoutons à peu près 10 000 nouvelles demandes par mois alors qu'il y a déjà un retard accumulé de 250 000 demandes.

It was unacceptable that in my city and riding, for instance, it would take an applicant up to 2.5 years from the time someone applied to the time someone swore an oath. Clearly those times are too long. We want to ease the burden of obtaining citizenship, especially when people have an appetite of wanting to become fully part of the Canadian family.

Finally, I think in going through the changes and amending the Citizenship Act, we can also rekindle our love affair of country. I don't say that to sound corny. I say that because I truly believe it. There's some truth in the fact that people do have a desire for Canadian symbols that draw us together and express Canadianism, that define us as Canadians, as all one Canadian family.

Although each member of the family is different and unique and particular and has different moods and shapes and sizes and colours, I think there is an appetite for having symbols that unite us. Without overstating the case, a new Citizenship Act can certainly be one of those symbols. We should not underestimate this third element that's out in the country.

The history of the Citizenship Act has been a very progressive and generous one. It's one that promotes a vision of citizenship for all Canadians. It celebrates our accomplishments and gives us hope for our future.

I believe the Citizenship Act as it's written today is highly technical. It lacks feeling. It lacks a sense of passion. It lacks a sense of poetry. It is essentially a document of naturalization. I believe Canadians believe the Citizenship Act should go beyond the mere technicality of saying who is a citizen and who is not, who is eligible to be a citizen, what is the process. Therefore I think the task before you is certainly to add that poetry and help the government develop that new Citizenship Act.

I have a couple of ideas before going to your concerns and your questions. One would be to work on a preamble that would essentially talk about the Canadian values as you see them, as Canadians coming before this committee see them. I don't think it should be impossible to add values such as our rights and responsibilities as citizens in a preamble.

The oath talks about fulfilling my duties as a Canadian citizen and yet the act is completely silent on what those duties are. Let's take a look at those duties, rights, responsibilities and obligations.

Bilingualism should be a Canadian value enshrined in that preamble. Other values inscribed in that preamble should be multiculturalism, the respect for the rule of the law of our Canadian justice system, our support for freedom and democracy, the equality of men and women—and this is something we should not take for granted because we have people coming to this country from countries where that is not the case. In fact some of them are coming to this country because they are being discriminated against based on gender persecution. Many individuals who don't come to this country based on persecution nonetheless have different standards depending on whether you are a man or a woman. That is not a

[Translation]

Il est inacceptable que dans ma propre ville, dans ma propre circonscription, par exemple, il faille deux ans et demi entre le moment où un requérant présente une demande et celui où il prête serment. C'est évidemment beaucoup trop long. Nous voulons alléger les démarches pour l'obtention de la citoyenneté, surtout lorsque les intéressés veulent vraiment devenir membres à part entière de la famille canadienne.

Enfin, je crois qu'avec ces changements et avec la modification de la Loi sur la citoyenneté, nous pouvons aussi raviver l'amour de la patrie. Je ne dis pas cela pour paraître naif. Je le dis parce que je le crois vraiment. Il est en partie vrai que l'on souhaite avoir des symboles canadiens qui nous rassemblent et nous permettent d'exprimer notre canadianité, de nous définir en tant que Canadiens, en tant que membres d'une seule et même famille canadienne.

Bien que chaque membre de la famille soit différent, unique et spécial, bien qu'il ait des humeurs, une apparence, une taille et une couleur différents, tous recherchent des symboles qui les rassemblent. Sans exagérer, une nouvelle Loi sur la citoyenneté peut certainement constituer l'un de ces symboles. Il ne faut pas sous—estimer ce troisième élément qui existe dans notre pays.

L'histoire de la Loi sur la citoyenneté s'est faite de façon très progressive et elle révèle une certaine générosité. Elle pousse à concevoir la citoyenneté pour tous les Canadiens. Elle reconnaît nos réalisations et nous donne de l'espoir pour l'avenir.

• 1545

Je crois que la Loi sur la citoyenneté, dans son libellé actuel, est très technique. Il y manque les sentiments, la passion, la poésie. Il s'agit essentiellement d'un document de naturalisation. Il me semble que les Canadiens croient que la Loi sur la citoyenneté devrait aller au—delà des simples questions techniques constituant à dire qui est citoyen canadien et qui ne l'est pas, qui a le droit de devenir citoyen et quelles sont les démarches à suivre pour obtenir la citoyenneté. J'estime donc que votre tâche consiste à ajouter une certaine poésie et à aider le gouvernement à mettre au point la nouvelle Loi sur la citoyenneté.

J'ai quelques idées à vous soumettre avant de répondre à vos inquiétudes et à vos questions. Je verrais bien un préambule dans lequel on parlerait des valeurs canadiennes telles que vous les concevez, telles que les Canadiens qui comparaissent devant le Comité les conçoivent. Il ne devrait pas être impossible d'ajouter des valeurs comme nos droits et nos responsabilités de citoyens dans un préambule.

Le serment parle de remplir ses devoirs de citoyen canadien; or la loi reste muette sur ces devoirs. Essayons donc de préciser quels sont ces devoirs, ces droits, ces responsabilités et ces obligations.

Le bilinguisme devrait être une valeur canadienne qui figure dans le préambule. Les autres valeurs qui devraient également y figurer sont le multiculturalisme, le respect pour la primauté du droit du système de justice canadien, notre défense de la liberté et de la démocratie, l'égalité des hommes et des femmes—et ce n'est pas quelque chose qu'il faut tenir pour acquis car bon nombre de personnes qui arrivent au Canada viennent de pays où ce n'est pas le cas. Certaines viennent en fait chez nous parce qu'elles ont fait l'objet d'une discrimination et de persécutions en raison de leur sexe. De nombreuses autres personnes, qui ne viennent pas dans notre pays parce qu'elles ont été persécutées, ont cependant des normes différentes pour

Canadian value we embrace. We embrace equality between men and women. Other values are our recognition and contribution of aboriginal peoples and the way we resolve our disputes in a non-violent manner in terms of Canadian history.

Those are some of the values that come to my mind when we talk of a preamble to enshrine as a prelude—some of those Canadian values that define Canadianism.

I think a preamble could serve two purposes. First, it would provide a vision of the shared values of Canadians with equal rights and responsibilities for all citizens. Second, it can provide in simple, accessible, meaningful language the essence of our citizenship law for all Canadians.

I think that's why we should get away from the technicality aspect alone, because when people look to their preamble or to their Citizenship Act or to their oath, which I will come to in a moment, it has to mean something for them. They have to understand what they are reading. They have to see themselves in what they're reading in the Citizenship Act. So those are the two purposes of a preamble.

There also needs to be poetry in the preamble, and that's why I'm very pleased you are going to ask our poets and our artists and our writers to give us their perspective on a preamble or on a Citizenship Act or on an oath.

The Australians did that when they revised their citizenship laws, and I think if we want to add poetry, what better place to start than by asking Canadian artists and poets to offer their good work and their creative juices, as it were, as an expression of sentiments expressed by Canadians for their country.

I would ask you to be sensitive to being poetic as a means of being passionate about one's country because it's okay to be emotional about one's country and it's okay to wave the flag, in my estimation.

• 1550

There are also non-legislative initiatives and programs—in the areas of citizenship education and promotion—that this committee may want to address after the June date for your report. I've had many school administrators, school board trustees and teachers suggest we promote citizenship through the schools and through the education system.

One sometimes hears the criticism that we learn about everybody else's history, laws and way of life but not our own. I think the initiatives I've just mentioned are in keeping with the promotion of citizenship.

Another non-legislative area would be a citizenship charter. I would envision a citizenship charter as a non-legal document that would really promote and define not only the values of Canadians but also address the duties and obligations our current oath talks about.

When they participate in citizenship ceremonies, in addition to giving citizenship certificates or a Canadian pin—as important as those are—it would be good for a minister of citizenship and immigration and members of Parliament also to pass on this

[Traduction]

les hommes et pour les femmes. Ce n'est pas une valeur canadienne. Nous sommes pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Parmi nos autres valeurs, on peut également citer notre reconnaissance des peuples autochtones et de leur apport, mais aussi notre manière non violente de régler nos différends, comme le révèle l'histoire canadienne.

Voici quelques—unes des valeurs qui me viennent à l'esprit lorsque j'envisage un préambule que l'on puisse faire figurer dans la loi à titre de prélude: certaines de ces valeurs canadiennes qui définissent la canadianité.

Je crois qu'un préambule aurait deux objectifs. Tout d'abord, il donnerait une idée des valeurs que partagent les Canadiens ainsi que des droits et des responsabilités qu'ont tous les citoyens. Ensuite, il peut donner dans un langage simple, facile à comprendre l'essence de notre Loi sur la citoyenneté pour tous les Canadiens.

Voilà pourquoi nous devrions nous écarter de l'aspect purement technique car le préambule ou la Loi sur la citoyenneté, ou encore le serment, sur lequel je reviendrai dans un instant, doivent avoir un sens. Il faut que les gens comprennent ce qu'ils lisent. Il faut que ce qu'ils lisent dans la Loi sur la citoyenneté reflète ce qu'ils sont. Voilà donc les deux objectifs du préambule.

Il faut aussi de la poésie dans le préambule et c'est pourquoi je suis très heureux de voir que vous allez demander à nos poètes, à nos artistes et à nos écrivains de nous donner leur avis sur le préambule, sur la Loi sur la citoyenneté ou sur le serment.

C'est ce qu'ont fait les Australiens lorsqu'ils ont révisé leur législation relative à la citoyenneté, et je crois que si nous voulons ajouter un peu de poésie, on ne peut guère mieux commencer qu'en demandant aux artistes et aux poètes canadiens d'offrir leurs bons offices et leur créativité pour exprimer ce que ressentent les Canadiens pour leur pays.

Je vous demanderai donc d'être sensibles à la poésie car c'est un moyen de montrer sa passion pour son pays. J'estime en effet qu'il est tout à fait légitime que notre pays suscite des émotions en nous, qu'il est légitime d'agiter son drapeau.

Il y a aussi des initiatives et des programmes non législatifs—dans le domaine de l'éducation sur la citoyenneté et de la promotion de la citoyenneté—que le Comité pourrait envisager après la remise du rapport en juin. J'ai rencontré bon nombre d'administrateurs scolaires, de commissaires et de conseillers scolaires et d'enseignants qui ont suggéré de favoriser la citoyenneté dans le cadre des écoles et du système éducatif.

On se plaint parfois de ce que l'on apprend l'histoire, les lois et le mode de vie de tous les autres pays, mais pas du nôtre. Je crois que les initiatives dont je viens de parler vont dans le sens des mesures en faveur de la citoyenneté.

On pourrait également avoir une charte de la citoyenneté. Je verrais très bien une charte de la citoyenneté qui ne soit pas un document légal et qui encouragerait et décrirait vraiment non seulement les valeurs canadiennes, mais les devoirs et les obligations dont parle notre serment actuel.

Lors des cérémonies de citoyenneté, en plus de donner un certificat de citoyenneté et une épinglette canadienne—sans toutefois nier leur importance—il serait bon que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et que les députés

citizenship charter to promote the kinds of values and obligations their new country expects of new citizens. It would demonstrate that the country gave people an opportunity to come here and now she expects us to stand on guard for her. I think a charter can establish that.

A charter can also be passed out at schools and distributed by NGOs. In other words, let's put some of these obligations to paper. Let's incorporate them into a charter, if you will, and let's promote that in the same way we present the other certificates during citizenship celebrations. It can strengthen everyone's participation, clarify what is expected of citizens and clarify and define what is expected of citizenship in our country.

It can also be given out overseas, I think I mentioned that while I was in the U.K., I sat in on a number of interviews for individuals wanting to come to this country. Our visa officers did a great job.

Maybe one of the things they haven't done—because sometimes there isn't the time to do it in a compressed 30-minute, 20-minute or 15-minute interview—is to give them a sense of what Canada is about, not only to say they have earned points for this or that but also to give them a sense of the country they want to go to, of the values of Canada.

There are different views of Canada in different parts of the world and on different days. A charter can therefore be an easy document to transmit to people who want to come here. I don't think we should miss the opportunity to promote those values and obligations.

We should also look at the citizenship oath. I realize this is a sensitive issue. Some individuals may ask whether we are suggesting we not swear allegiance to the Queen. I'm not advocating we remove the allegiance to the Queen. I'd like to hear what the committee will hear and report in its final document. But I believe we can also swear allegiance to the country. I also believe an oath ought to be done in very clear, understandable language.

I met with the High Commissioner of Australia the other day and his country just went through this exercise. In fact this year they amended their oath. Listen to the two versions. This was the "before" version. It's very similar to ours:

I swear by almighty God that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty, Elizabeth the Second, Queen of Australia, Her heirs and successors according to law, and that I will faithfully observe the laws of Australia and fulfil my duties as an Australian citizen.

Their new oath, approved in January of this year, reads as follows:

From this time forward, under God, I pledge my loyalty to Australia and its people, whose democratic beliefs I share, whose rights and liberties I respect, and whose laws I will uphold and obey.

There is a world of difference between the two versions. Australians decided to pull their from oath "to Her Majesty, Elizabeth the Second", but apart from that, the language is clean, clear and understandable.

[Translation]

transmettent également une charte de la citoyenneté pour encourager chez les nouveaux citoyens les valeurs et les obligations qu'ils devront respecter parce que ce sont celles de leur nouveau pays. On montrerait ainsi que notre pays a donné à ces gens la possibilité de venir et qu'il s'attend maintenant à ce qu'on le défende. Je crois qu'une charte pourrait jouer ce rôle.

On pourrait également distribuer cette charte dans les écoles et par l'entremise des ONG. Autrement dit, couchons sur le papier certaines de ces obligations. Intégrons—les à une charte, par exemple, et donnons—lui autant d'importance que les certificats que l'on remet au cours des cérémonies de citoyenneté. Ce document permettrait une participation renforcée, et expliquerait plus précisément ce que l'on attend des citoyens et ce que signifie la citoyenneté dans notre pays.

On pourrait aussi distribuer ce document à l'étranger. Je crois l'avoir indiqué lorsque je me trouvais au Royaume Uni où j'ai participé à plusieurs entrevues de personnes qui souhaitaient venir dans notre pays. Nos agents de visa faisaient un excellent travail.

Mais ce qu'ils n'ont peut-être pas fait—parce qu'ils n'en ont pas toujours le temps au cours d'une petite entrevue de 30, 20 ou 15 minutes—c'est de donner à ces personnes une idée de ce qu'est le Canada, pas seulement de leur dire combien de points ils ont obtenu pour telle ou telle chose, mais aussi pour leur donner une idée du pays où ils veulent aller, une idée des valeurs du Canada.

La façon dont on conçoit le Canada dans les différentes régions du monde et selon les époques n'est pas toujours identique. Une charte constituerait donc un document pratique à remettre à ceux qui veulent venir ici. On ne devrait pas manquer cette occasion de faire valoir ces valeurs et ces obligations.

On devrait aussi étudier le serment de citoyenneté. Je sais que c'est une question délicate. Certains peuvent se demander si nous sommes en train de proposer de ne pas jurer allégeance à la Reine. Je ne suis pas pour la suppression de l'allégeance à la Reine. J'aimerais savoir ce que le Comité va entendre au cours de ces audiences et ce qu'il dira dans son rapport final. Mais je crois que nous pouvons aussi jurer allégeance au pays. J'estime que le serment devrait être écrit dans une langue très claire et très compréhensible.

J'ai rencontré le haut-commissaire australien récemment et son pays vient de procéder à ce changement. Le serment a en fait été modifié cette année. Je vais vous donner les deux versions. Il y a la première version qui est très semblable à la nôtre:

Je jure par le Dieu tout-puissant fidélité et sincère allégeance à Sa Majesté la Reine Élizabeth Deux, Reine d'Australie, à ses héritiers et successeurs comme le veut la loi, et je jure d'observer fidèlement les lois australiennes et de remplir loyalement mes obligations de citoyen australien.

Le nouveau serment qui a été adopté en janvier demier est le suivant

Avec l'aide de Dieu, je m'engage à être désormais loyal envers l'Australie et son peuple, dont je partage les croyances démocratiques, dont je respecte les droits et les libertés, et dont je soutiens et observe les lois.

La différence est énorme entre les deux versions. Les Australiens ont décidé de retirer de leur serment «à Sa Majesté la Reine Élizabeth Deux», mais en dehors de cela, le langage est précis, clair et compréhensible.

[Traduction]

• 1555

I don't know what members think, but sometimes when I go to the ceremonies, they're very moving. The citizenship swearing-in ceremonies are tremendously moving.

But you know, when you look into the eyes of the people holding up their right hands, coming from 18, 19 or 20 different countries, particularly those who have just applied after three years, you wonder in the words they read whether there's a connection, whether they understand them, or whether they're passionate enough.

In the Australian review, I think they had their eye on making that language more connective to the person swearing the oath. Our oath is very similar. Currently, it says, as you all know:

I swear (or affirm) that I will be faithful and bear true allegiance to Her Majesty Queen Elizabeth the Second, Queen of Canada, her heirs and successors, and that I will faithfully observe the laws of Canada and fulfil my duties as a Canadian citizen.

Essentially it's an oath of the Commonwealth countries, basically a standard approach. The Australians have moved on an Australian oath. I am suggesting that I think there is room for renewal in terms of our oath for the reasons I've mentioned.

I also think we need to move on other fronts. I know our department is working on these and I ask the committee to struggle with some of the issues and give us your verdict as well with respect to improving the fairness and integrity of the new act, ending certain discriminatory provisions of the current legislation, and eliminating inconsistencies and anomalies.

For instance, as I mentioned before, if you're a Canadian couple and you give birth in France, your child is Canadian. If you're in France adopting a child, your child is not Canadian until that child has gone through the citizenship process here at home.

I believe we should put children on an equal playing field. I think Canadian couples should not be treated differently because they have adopted. Once the international adoption is confirmed, my personal feeling is they should be Canadian children like children naturally born of Canadian parents while abroad.

The other question, which I think is a sensitive one, is whether it ought to be automatic that anyone born in this country is considered a Canadian citizen. There are pros and cons. There are two schools of thought. There are those who are saying it should. I believe we and the United States of America are the only countries that recognize that. I may stand corrected. Our research assistant may have other information, but I think it's our two countries.

Many other countries impose that at least one of the two parents of the child ought to have resident status. Some countries impose both.

I think we need to take a look at that and determine what is in the best interests of Canada, in terms of the integrity of the Citizenship Act and fairness of the Citizenship Act.

Je ne sais ce qu'en pensent les membres du Comité, mais il m'arrive de trouver ces cérémonies très émouvantes lorsque j'y participe. Je trouve les cérémonies de prestation de serment de citoyenneté terriblement émouvantes.

Vous savez, lorsqu'on regarde dans les yeux ces gens qui lèvent la main droite, et qui viennent de 18, 19 ou 20 pays différents, surtout ceux qui ont fait leur demande après trois années de séjour au Canada, vous vous demandez si les mots qu'ils lisent ont une signification, s'ils les comprennent ou s'ils ressentent une émotion suffisante.

Je crois que dans la révision australienne, on a cherché à rapprocher le langage du serment de la personne qui le prononce. Le nôtre est très semblable. Vous le connaissez tous; il est ainsi libellé:

Je jure fidélité et sincère allégeance à Sa Majesté la Reine Elizabeth Deux, Reine du Canada, à ses héritiers et successeurs et je jure d'observer fidèlement les lois du Canada et de remplir loyalement mes obligations de citoyen canadien.

Il s'agit d'un serment des pays du Commonwealth conçu selon les mêmes lignes. Les Australiens ont décidé d'adopter un serment australien. Il me semble qu'il est possible de changer le libellé de notre serment pour les raisons que j'ai indiquées.

Je crois aussi qu'il nous faut agir à d'autres égards. Je sais que notre ministère y travaille et j'ai demandé au Comité de s'occuper de certaines de ces questions et de nous donner son verdict également pour ce qui est d'améliorer l'équité et l'intégrité de la nouvelle loi, de mettre fin à certaines dispositions discriminatoires de la législation actuelle et d'éliminer les incohérences et les anomalies.

Je vais vous donner un exemple. Lorsqu'un couple canadien met au monde un enfant en France, celui-ci est Canadien. Lorsque vous êtes en France et que vous adoptez un enfant, celui-ci ne devient Canadien qu'après être passé par tout le processus de demande de citoyenneté ici au Canada.

Je crois qu'il faudrait que les enfants aient les mêmes chances. J'estime que les couples canadiens ne devraient pas être traités différemment parce qu'ils ont adopté un enfant. Une fois que l'adoption internationale est confirmée, j'estime que ces enfants devraient être Canadiens au même titre que les enfants naturels qu'ont les parents canadiens à l'étranger.

L'autre question, qui me semble délicate, est de savoir si toute personne née dans notre pays devrait être automatiquement considérée comme citoyenne canadienne. Il y a le pour et le contre. Il y a deux écoles de pensée. Il y a ceux qui estiment que ce devrait être le cas. Je crois que nous sommes les seuls avec les Etats-Unis à l'admettre. Il est possible que je me trompe. Notre attaché de recherche a peut-être d'autres renseignements, mais je crois que nos deux pays sont dans ce cas.

De nombreux autres pays imposent qu'au moins l'un des deux parents de l'enfant ait le statut de résident. Certains pays exigent que les deux l'aient.

Je crois qu'il nous faut étudier la question pour voir ce qui est dans l'intérêt du Canada s'agissant d'intégrité et d'équité de la Loi sur la citoyenneté.

The other issue, which is also sensitive, is revocation of citizenship. I believe you may have heard from some people on when you can lose citizenship. Now it's essentially limited to two general areas. One is if the person has been fraudulent in one's application, which is to say if they have misled Canada on their application form to be a citizen or if they have been fraudulent on their identity or on their background. Having committed a misleading act, that can be cause for a stripping of citizenship.

The other case is in terms of war crimes. We've had two cases, one confirmed and one ongoing. That process is led, in part, by the Minister of Justice and the Department of Justice in investigating those individuals. Then, based on the recommendation of the Minister of Justice and his or her officials, they can recommend to the Minister of Citizenship that citizenship be taken away from that individual.

• 1600

I know some people around this table have had some concerns the revocation should be extended to other areas. It's a fair question to ask what is the extent of that revocation. What is the balance between integrity of citizenship and what that means—there ought not be abuse and the values enshrined in citizenship should not be undermined—and the fairness under our judicial system of imposing a stripping of citizenship?

Another area is dual citizenship. Again, there are two schools of thought. There are some who say we should have one flag and one citizenship, that you should not have Canadian citizenship if you have a citizenship to another country. The other school of thought is that it doesn't undermine your faith in Canada by having a second citizenship. The global village is here and therefore all of us become a little more citizens of the world.

Which school of thought is correct? I'd like to have this committee press that question to a number of our witnesses to see what the feeling is. I think logistically it would be difficult to go to the one citizenship, because there is an exhaustive list of countries that have dual citizenship.

But in the case of India, for instance, as soon as you take Canadian citizenship you lose your right to have Indian citizenship. I think Switzerland or Sweden is in the same situation. What we're asking this committee is ought Canada to be in that situation, too? Upon getting Canadian citizenship should you forfeit the other? It's a sensitive issue but I think it's an issue we need to deal with, struggle with and then make a recommendation on.

Those are some of the issues I wanted to put before you.

Finally, I'd like to say to you it's not only a question of citizenship. As we go through the consultative process on immigration, ultimately having that fall conference, the work this committee will do on the citizenship front and the report you will submit will very much lend themselves to helping that immigration consultative work, especially on the first working group that tries to define the values inherent in Canadian immigration programming. I think a lot of that work can be

[Translation]

Une autre question également délicate est celle de la révocation de la citoyenneté. J'imagine que vous avez entendu parler de certains cas où l'on peut perdre la citoyenneté. Cela est essentiellement limité à deux domaines généraux. Tout d'abord, si la personne a fait une fausse déclaration dans sa demande, c'est-à-dire qu'elle a trompé le Canada dans sa demande de citoyenneté ou si elle a fait une fausse déclaration concernant son identité ou ses antécédents. Une fausse déclaration peut entraîner la révocation de la citoyenneté.

L'autre cas est celui des crimes de guerre. Nous en avons eu deux, l'un a été confirmé, l'autre n'a pas encore été réglé. Dans ce cas, c'est notamment le ministre de la Justice et le ministère de la Justice qui mènent les enquêtes. Ensuite, selon les recommandations du ministre de la Justice ou de ses représentants, on peut recommander au ministre de la Citoyenneté de retirer la citoyenneté canadienne à cette personne.

Je sais que certains autour de la table se sont demandés s'il n'y aurait pas lieu d'élargir la révocation à d'autres domaines. Il est bon de se demander jusqu'où peut aller la révocation. Où est l'équilibre entre l'intégrité et la citoyenneté et ce que cela signifie—on ne devrait pas abuser du système et on ne devrait pas aller à l'encontre des valeurs inhérentes à la citoyenneté—et l'équité, en vertu de notre système judiciaire, d'imposer la révocation de la citoyenneté?

Il y a aussi la double citoyenneté. Là encore il y a deux écoles de pensée. Certains disent qu'on devrait avoir un seul drapeau et une seule citoyenneté, qu'on ne devrait pas avoir la citoyenneté canadienne si on a la citoyenneté d'un autre pays. L'autre école de pensée veut que cela ne compromette pas votre foi dans le Canada que d'avoir une deuxième citoyenneté. Nous sommes à l'époque du village global et nous devenons tous un peu plus citoyens du monde.

Quelle école de pensée est la bonne? J'aimerais que le Comité pose la question à plusieurs témoins pour voir quelle est leur opinion. Je crois qu'en pratique il serait difficile d'opter pour une seule citoyenneté étant donné que de très nombreux pays admettent la double citoyenneté.

Mais dans le cas de l'Inde par exemple, si vous prenez la citoyenneté canadienne, vous perdez votre citoyenneté indienne. Je crois que c'est la même chose pour la Suisse ou la Suède. Nous demandons au Comité si le Canada devrait opter pour cette solution. En devenant citoyen canadien, devriez-vous renoncer à votre autre citoyenneté? C'est une question délicate, mais je crois qu'il faut l'étudier et bien la peser avant de faire une recommandation.

Ce sont là quelques-unes des questions que je voulais vous soumettre.

Enfin, j'aimerais vous dire que ce n'est pas uniquement une question de citoyenneté. Tandis que nous procédons à des consultations pour l'immigration, qui se termineront par la conférence de l'automne, le travail du Comité sur la citoyenneté et le rapport qu'il présentera contribueront énormément aux consultations sur l'immigration, surtout pour le premier groupe de travail qui tente de définir les valeurs inhérentes aux programmes d'immigration canadienne. Je crois que votre

done by this committee through the process of rediscovering our love comité peut faire une grande partie de ce travail en essayant de affair with Canada.

I end my comments on that note, having raised a few issues. I thank vou once again. I would hope the committee-give a day here and there—can come in at the end of June or in early July so the government may have this report. I would certainly hope it would use the report in a positive way to formulate a bill, which I would have intentions of putting to the House of Commons when we return in the

I thank you for your work, and I think the reaction so far has been positive in terms of people being creative about how they get recommendations and ideas to this committee. A number of media people have started a writing campaign, I think that's positive. A number of schools have started their projects. So the magic of your committee is already working.

The Chairman: Thank you, Minister Marchi.

Members of the committee, we have three leftovers from yesterday. Shall we grant them first questions? They were Mr. Hanger, Mr. Knutson and Mr. Bryden, who's not here.

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Mr. Minister, I'm curious about a question I actually started yesterday. It was never answered. It was dealing with changes to an act like the Citizenship Act, keeping in mind the sections are there for a reason and there has to be some mechanism to have enforcement of the various sections within an act. This obviously has been on your mind.

1605

I'm curious about one section in particular, when it deals with outsiders who have come here and have been granted landed immigrant status and citizenship, and then it's discovered they have a shady past and have been involved in things that wouldn't be a credit to our country. Would there be quick action from your government to ensure that these people would be revoked, that there would be a revocation and no interference in that type of a process?

Mr. Marchi: Moments ago I put the whole issue of revocation on the table, so I certainly would want to hear from the committee. My intention today was to be careful not to be seen to be dictating, but on the other hand I want you to know some of the issues that I think we need to struggle with. This is one of those areas. I don't know which specific acts you are referring to in terms of doing something untoward, but we have to remember that we also have the Immigration Act, whereby individuals who do certain things are liable to removal and deportation as landed residents.

Once people are conferred citizenship, what is their status if they commit a serious crime? Is that what you're asking?

Mr. Hanger: Either that or it's discovered afterward that he or she was involved in a matter such as war crimes or-

[Traduction]

retrouver notre amour pour le Canada.

Je terminerai sur cette note, après avoir soulevé ces quelques questions. Je vous remercie encore une fois, J'espère que le Comité parviendra à présenter son rapport au gouvernement fin juin ou début juillet. Je suis sûr que ce rapport sera utilisé à bon escient pour rédiger le projet de loi que j'ai l'intention de présenter à la Chambre des communes à la rentrée parlementaire, cet automne.

Je vous remercie de votre travail. Je crois que les réactions ont jusqu'ici été positives et que l'on a fait preuve de créativité pour ce qui est d'obtenir des recommandations et des idées à l'intention du Comité. Plusieurs journalistes ont lancé une campagne pour obtenir des articles. C'est un élément positif. Plusieurs écoles ont lancé des projets. La magie du Comité fait donc déjà son oeuvre.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Marchi.

Mesdames et messieurs les membres du Comité, nous avons trois personnes qui restent sur la liste d'hier. Allons-nous leur accorder de poser les premières questions? Il s'agit de MM. Hanger, Knutson et Bryden qui n'est pas ici.

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Monsieur le ministre, j'aimerais revenir sur une question que j'ai en fait commencé à poser hier. Je n'ai pas eu de réponse. Elle concernait les changements apportés à une loi comme la Loi sur la citoyenneté, sachant que les articles qui y figurent sont là pour une raison et qu'il faut un mécanisme d'application des dispositions de la loi. Vous y avez de toute évidence pensé.

Il y a un article qui m'intéresse en particulier. Il s'agit des gens qui sont venus ici et ont obtenu le statut d'immigrant recu et la citoyenneté et au sujet desquels ont découvre par la suite qu'ils ont un passé douteux ou qu'ils ont participé à des choses qui ne feraient pas honneur à notre pays. Notre gouvernement agirait-il rapidement pour faire en sorte que l'on retire la citoyenneté à ces personnes, pour qu'il y ait révocation de la citoyenneté et que personne n'intervienne dans le processus?

M. Marchi: Il y a quelques instants, je vous ai soumis le problème de la révocation. Je serais donc tout à fait prêt à écouter ce que le Comité a à en dire. J'ai essayé aujourd'hui de faire preuve de prudence et de ne pas trop vous dicter la conduite à suivre, mais je tiens par ailleurs à ce que vous soyez au courant des quelques questions qu'il nous faut étudier. La révocation en est une. Je ne sais de quels actes précis vous voulez parler quand vous parlez de quelque chose de fâcheux, mais il ne faut pas oublier que nous avons également la Loi sur l'immigration qui prévoit que ceux qui commettent certains actes sont passibles d'un renvoi ou d'une expulsion en tant que personne ayant obtenu le droit d'établissement.

Une fois qu'ils ont obtenu la citoyenneté, quel est leur statut lorsqu'ils commettent un crime grave? Est-ce là la question que vous posez?

M. Hanger: C'est bien cela mais également si l'on découvre par la suite que la personne a participé à un crime de guerre par exemple...

Mr. Marchi: If it's war crimes, Mr. Hanger, the lead is the Department of Justice war crimes investigative unit. It is the Minister of Justice who has the obligation to make specific recommendations to the Minister of Citizenship and Immigration to revoke citizenship.

I've made the point before that if those recommendations come to me, I will consider the full weight of the law in applying revocation of citizenship. We've done it successfully once before and it can be done again.

Secondly, in terms of a committing a crime in Canada, one has to be a bit sensitive. If you're a citizen and you commit a crime a year later, are you saying that individual should have their citizenship revoked? Are you saying if you were born here and commit a crime, you should retain your citizenship because you got it automatically rather than through adoption?

I believe that would land us in very difficult circumstances. I don't think we can have a two-tier system of justice for citizens. Once we are conferred citizenship, one of the values is that we're all equal under the law, and I think we have to respect that.

Mr. Hanger: Waht about prior to the granting of citizenship?

Mr. Marchi: When you're a landed resident...this has been raised. I wish to bring some amendments to the House to address some of the cases that I think we can learn from. If someone commits a serious act of criminality and the Department of Citizenship and Immigration can move on the person's removal or deportation, that will continue to happen.

The other area that I think is a new twist, and I will be looking at it as we go through these amendments, is that sometimes immigration is over here and citizenship processing is over there. Sometimes as the citizenship processing moves forward it doesn't know there may be an ongoing immigration inquiry. The question we need to ask ourselves is whether it would be fair to stop the citizenship processing of anyone who is subject to an immigration inquiry until that inquiry has settled, one way or the other, the situation that has been brought to bear against that individual.

I think that's a fair question and I think there should be a linkage. Obviously it is more difficult to deal with an individual after he's become a citizen, and I think an immigration inquiry is serious enough to suspend the citizenship process until we've settled that individual's situation.

• 1610

Mr. Hanger: One of the questions I am often asked is that after an individual has been granted permanent status—there are several cases where that has happened in the short period of time you have been Minister of Citizenship and Immigration—and they make application for citizenship, given the fact that they are or have been involved in serious criminal activity in the country, and maybe have done some time, yet have been granted permanent status, do they have that right of application to citizenship?

[Translation]

M. Marchi: S'il s'agit de crimes de guerre, monsieur Hanger, c'est la section des enquêtes sur les crimes de guerre du ministère de la Justice qui s'en charge. C'est le ministre de la Justice qui a l'obligation de faire des recommandations précises au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration pour révoquer la citoyenneté.

J'ai déjà dit que si on me fait ce genre de recommandations, je donnerais tout son poids à la loi pour appliquer la révocation de la citoyenneté. Nous l'avons déjà fait une fois et nous pouvons le faire encore.

Deuxièmement, pour ce qui est de commettre un crime au Canada, il faut faire attention. Si une personne obtient la citoyenneté canadienne et commet un crime un an plus tard, voulez-vous dire qu'il faudrait lui retirer sa citoyenneté? Voulez-vous dire que si vous êtes né ici et que vous commettez un crime, vous devriez garder votre citoyenneté parce que vous l'avez obtenue automatiquement plutôt que par adoption?

Cela nous mettrait dans une situation très difficile. Je ne crois pas que l'on puisse avoir un double système de justice pour les citoyens. Une fois que l'on a obtenu la citoyenneté canadienne, nous sommes tous égaux devant la loi et je crois qu'il nous faut respecter cette valeur.

M. Hanger: Et si le crime a été commis avant l'obtention de la citoyenneté?

M. Marchi: Lorsque vous êtes résident ayant obtenu le droit d'établissement... la question a été posée. Je souhaite proposer quelques amendements à la Chambre pour résoudre certains cas qui peuvent nous servir de leçon. Si quelqu'un commet un crime grave et que le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration peut renvoyer ou expulser ces personnes, cela continuera à se produire.

Il y a un autre problème et je l'envisagerai dans le cadre des amendements. Parfois, la procédure d'immigration se passe dans un endroit et la demande de citoyenneté ailleurs. Il se peut que ceux qui s'occupent de la demande de citoyenneté ne savent pas que les services d'immigration mènent une enquête sur l'intéressé. Il faut nous demander s'il est juste d'interrompre le processus de demande de citoyenneté d'une personne qui fait l'objet d'une enquête de l'Immigration jusqu'à la conclusion de l'enquête, quels que soient ses résultats, quel que soit l'acte que l'on impute à l'intéressé.

C'est une question qu'il est juste de se poser et je crois que les deux choses devraient être liées. Il est bien sûr plus difficile de régler le problème une fois que la personne a obtenu la citoyenneté canadienne et je crois qu'une enquête de l'Immigration est suffisamment grave pour que l'on suspende le processus de demande de citoyenneté en attendant le règlement de l'affaire.

M. Hanger: On me demande souvent si une fois qu'une personne a obtenu le statut de résident permanent—plusieurs cas se sont posés depuis que vous êtes devenu ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—et qu'elle demande la citoyenneté, étant donné que cette personne a participé à des activités criminelles graves dans notre pays et qu'elle a peut-être passé un certain temps en prison, et bien qu'on lui ait malgré tout accordé le statut de résident permanent, a-t-elle le droit de présenter une demande de citoyenneté?

Mr. Marchi: If they have done some time in. . .?

Mr. Hanger: Canada, yet they have still been granted or allowed permanent status.

Mr. Marchi: But what did they do in Canada while they were here?

Mr. Hanger: It could be anything from robbery to whatever the case may be, perhaps a violent crime.

Mr. Marchi: Essentially we can move to remove that individual. We can then go to the IAD. The IAD may have given humanitarian and compassionate discretion to either stay or overturn the deportation order, in which case that individual would not have any barriers to go to citizenship.

What I am saying in the hook—up is that if there is an immigration inquiry, that should stop the citizenship processing until that inquiry is settled. I'm not presuming anybody's guilty before that inquiry has taken place.

Second, in terms of the serious criminality situation, I would hope that in a few weeks we will be able to take a look at some of the amendments I will propose to zero in on the real problematic cases, how we can better deal with those at immigration inquiry stage as opposed to a citizenship stage later to prevent that type of serious criminal from slipping through and then taking advantage of our citizenship laws.

The Chairman: Thank you, Mr. Hanger.

Members, let's try to keep our questions and answers within five minutes. If we have time we can do a second round.

Next is Mr. Knutson.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): I would like to ask a broader question about changing the oath. My understanding was that the issue of changing the oath in Australia was quite divisive. It was fairly controversial there. It was a major election issue.

Given the national unity issue in Canada right now and certain irritants in both English and French Canada, just that the issue exists, is it possible that by raising the issue of the oath and perhaps not having the Queen in it we might be agitating certain forces in English Canada? This wouldn't be helpful as a strategy in terms of broader Canadian unity, given the potential of a referendum in a couple of years.

Mr. Marchi: First, I'm not advocating that we remove the oath to Her Majesty. I'm suggesting that the oath can and does require some renewal. I think that's a fair statement.

Second, with the Australians certainly the whole role of the monarchy was at issue in the campaign as opposed to just the oath. I think the oath was one aspect of a much larger and broader issue. In the campaign they questioned the whole role of the monarchy vis-à-vis Australia.

[Traduction]

- M. Marchi: Et qu'elle a passé un certain temps en prison où?
- M. Hanger: Au Canada et pourtant on lui a accordé le statut de résident permanent.
- M. Marchi: Mais qu'a-t-elle fait au Canada depuis qu'elle y est arrivé?
- M. Hanger: Cela peut aller du vol à n'importe quoi d'autre, peut-être à un crime avec violence.
- M. Marchi: Vous pouvez commencer la procédure de renvoi pour cette personne. Nous pouvons ensuite aller devant la section d'appel de l'immigration. Celle-ci peut avoir invoqué des raisons humanitaires pour suspendre les procédures judiciaires en matière d'immigration ou pour casser l'ordonnance d'expulsion, auquel cas rien ne s'oppose à ce que la personne fasse une demande de citoyenneté.

Il me semble qu'il devrait y avoir un lien, qu'une enquête de l'immigration doit entraîner l'interruption de la demande de citoyenneté en attendant les résultats de l'enquête. On ne peut conclure à la culpabilité de quelqu'un avant l'enquête.

Deuxièmement, pour ce qui est des crimes graves, j'espère que dans quelques semaines nous pourrons étudier les amendements que je vais proposer pour régler les cas problématiques, pour essayer de voir comment traiter ceux qui font l'objet d'une enquête de l'immigration plutôt que d'attendre l'étape suivante, celle de la citoyenneté, pour éviter que ce genre de criminels dangereux passent au travers des mailles du filet et se prévalent ensuite de notre Loi sur la citoyenneté.

La présidente: Merci, monsieur Hanger.

Chers collègues, tâchons de nous en tenir à cinq minutes pour les questions et réponses. S'il nous reste du temps, nous pourrons prévoir une deuxième série de questions.

C'est à M. Knutson.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): J'aimerais poser une question plus générale sur le changement du serment. Je crois qu'en Australie les avis étaient très partagés là—dessus. La question a donné lieu à controverse. La question a été largement traitée pendant la campagne électorale.

Étant donné que nous avons actuellement un problème d'unité nationale au Canada et certains irritants aussi bien au Canada anglais que français, du simple fait que le problème existe en soulevant la question du serment et en voulant peut-être supprimer la mention de la Reine, n'allons—nous pas provoquer des remous au Canada anglais? Ce ne serait pas une stratégie très judiciaire pour la question plus générale de l'unité canadienne étant donné qu'un référendum pourrait avoir lieu dans les prochaines années.

M. Marchi: Pour commencer, je ne préconise pas la suppression du serment à Sa Majesté. Je dis simplement que le serment peut et doit être remis à jour. Je crois que c'est tout à fait légitime.

Ensuite, pour ce qui est des Australiens, c'est le rôle de la monarchie dans son ensemble qui a été remis en question lors de la campagne électorale; il ne s'agissait pas uniquement du serment. Celui-ci n'était qu'un aspect d'un problème beaucoup plus vaste. On a remis en question tout le rôle de la monarchie à l'égard de l'Australie.

I'm certainly not advocating that. The Queen is enshrined as part of our Constitution. What I am asking is whether there is room to also renew the oath to Canada in a language that I think is in better keeping with new citizens, as well as old citizens, in understanding to what it is we are swearing an oath.

Mr. Knutson: On that same point, though, if we raise the issue, which I guess already has been raised, we change the oath, we leave the Queen in, we might risk offending certain forces in Quebec, for example, as well as other parts of Canada, but Quebec specifically, which wouldn't be helpful in the national unity debate. If we take the Queen out, then we risk offending certain forces. It might be better just to leave the question aside.

• 1615

Mr. Marchi: If you find that is a verdict of the witnesses who come before you, then clearly that's something on which the committee will have to come to a decision. I believe as citizenship minister I would be misleading the committee and the public if I said I didn't think the oath needed renewal. Just in terms of the language and of the feeling of connection between new citizen and country, I think our oath is a bit distant, so I'm being honest on the aspect of the oath. If I were to ignore it, I'd be equally responsible.

I think there is need for renewal. I don't see renewal as a necessary equation of divisiveness. I think there's enough latitude there to reform and renew, as well as pay homage to our traditions as a country.

Mr. Knutson: Let me ask a fairly technical question. We've been given a brief by the department. Can I assume that this is a checklist also of what you'd like us to look at? It talks about the preamble, the oath of citizenship, as well as a number of other issues, including residency requirements.

Mr. Marchi: It's a checklist, but it should be made very clear that it's not an exhaustive checklist. If the committee wishes to add to that checklist or suggest that we not touch items on that checklist, that's completely within your mandate.

This is one checklist from the committee chair. I was asked to provide some of the things that come to mind when we want you to sit down and look at the whole Citizenship Act. So we put thoughts on paper.

M. Nunez (Bourassa): Monsieur le ministre, j'ai écouté avec attention votre exposé. Nous sommes d'accord sur plusieurs sujets concernant les délais pour obtenir un passeport au Canada. C'est incroyable: deux ans et plus. Sur la suppression de la citoyenneté également, nous sommes d'accord.

Nous reconnaissons que le rôle de ce Comité est d'examiner la législation concernant la citoyenneté. Mais nous trouvons que ce n'est pas le moment. Je déplore que vous ayez demandé au Comité d'examiner cette législation à la veille d'une élection au Québec, voire à la veille d'un référendum qui aura lieu probablement l'année prochaine. C'est une question très litigieuse et il va y avoir une grande controverse.

[Translation]

Ce n'est pas ce que je préconise. La Reine fait partie de notre Constitution. Je demande simplement s'il est possible de remettre à jour le serment au Canada dans une langue qui soit mieux comprise des nouveaux citoyens, aussi bien que des citoyens de plus longue date, afin qu'ils sachent à qui ils prêtent serment.

M. Knutson: Sur cette même question cependant, si nous soulevons la question, ce qui je crois a déjà été fait, nous modifions le serment en laissant l'allégeance à la Reine. Nous risquons d'offenser certains groupes au Québec, par exemple, ainsi que dans d'autres régions du Canada, mais au Québec plus particulièrement, ce qui serait malencontreux pour notre débat sur l'unité nationale. Si nous supprimons la mention de la Reine, alors nous risquons d'offenser d'autres groupes. Il vaudrait peut-être mieux laisser la question de côté.

M. Marchi: Si vous voyez que c'est le verdict des témoins qui viennent comparaître, alors il est évident que le Comité devra prendre une décision sur ce point. Pour moi qui suis ministre de la Citoyenneté, ce serait induire le Comité et le public en erreur que de dire qu'il n'est pas nécessaire de renouveler le serment. En effet, pour ce qui est de la langue et du sentiment d'appartenance du nouveau citoyen au pays, je trouve que notre serment est un peu distant et je préfère le dire clairement. Si je n'en parlais pas, je serais tout aussi responsable.

Je crois donc qu'il faut renouveler le texte, mais cela ne doit pas être synonyme de division. Je crois que nous avons suffisamment de latitude pour modifier et renouveler le texte tout en rendant hommage aux traditions de notre pays.

M. Knutson: Je voudrais vous poser une question assez technique. Le ministère nous a remis un mémoire. Puis-je considérer qu'il s'agit d'une liste de tous les éléments que vous souhaitez que nous étudions? On cite le préambule, le serment de citoyenneté et plusieurs questions dont les exigences concernant la résidence.

M. Marchi: C'est effectivement une liste, mais vous devez savoir qu'elle n'est pas exhaustive. Si le Comité souhaite y ajouter des éléments ou préfère ne pas toucher à certaines des questions mentionnées, il est parfaitement habilité à le faire.

Cette liste vient de la présidente du Comité. On m'a demandé d'indiquer les questions que j'aimerais que vous abordiez lorsque vous allez entreprendre l'étude de toute la Loi sur la citoyenneté. Nous avons donc mis nos idées par écrit.

Mr. Nunez (Bourassa): Mister Minister, I listened very carefully to your presentation. We agree on several issues regarding the waiting period to obtain a passport in Canada. It is unbelievable, two years and more. We also agree on the removal on citizenship.

We recognize that this committee is entrusted with examining the citizenship legislation. But we feel this is not the right time to do so. I regret that you asked the Committee to study this legislation on the eve of provincial elections in Quebec, if not on the eve of a referendum which will probably be held next year. This is a very controversial question and there will be a huge debate.

Pourquoi avez-vous choisi ce moment-là? Vous n'avez pas mentionné la question du Québec, une société distincte. Est-ce que vous reconnaissez qu'il y a un problème aujourd'hui au Canada et qu'il est impossible de parler d'une identité canadienne, du fait qu'il y a deux peuples au Canada, qu'il y a deux pays au Canada?

Comment est-ce que vous voulez qu'on examine cette question et qu'on arrive à se mettre d'accord, ici, au sein du Comité?

Pourquoi avoir choisi ce moment-là? Ce n'est pas une priorité au Québec. Moi, dans mon comté, il n'y a personne qui me dise qu'il faut améliorer ou modifier la législation sur la citoyenneté. Il y a eu un congrès du Parti libéral, et presque personne n'était intéressé par cette question. Est-ce que vous voulez embarrasser le Bloc québécois? Pourquoi voulez-vous discuter, à ce moment précis, de l'identité canadienne et des valeurs du Canada?

Mr. Marchi: I think you're far too insecure as a party if you think that I worry at nights about how to embarrass the Bloc Québécois. I think you do a good enough job on your own without any assistance from me.

First, the drive to reform the Citizenship Act, let me reassure you, Mr. Nunez, does not come from any desire on my part to embarrass the Bloc. Two, no, I don't see two countries in Canada. You asked "Don't you know?" I guess I don't know that there are two countries. I still see one country. There is no incompatibility, however, in seeing one country—

Mr. Nunez: Who are the two founding nations of this country?

The Chairman: Mr. Nunez, order, please. Would you kindly allow the minister to finish his answer.

Mr. Marchi: You asked me if I knew there were two countries in Canada. I responded by saying no, I don't know, because I believe there is one country in Canada.

Mr. Nunez: Which are the two founding nations in this country?

The Chairman: Mr. Nunez.

Mr. Marchi: As we sit and debate today, there is one country. It is not incompatible or inconceivable that there be a fierce loyalty to one's region, to one's province. I don't take that right and beauty away from our country for any province, whether it's the province you come from, Quebec, where my in-laws live, or whether it's the east coast or the west coast.

• 1620

So I see this as a strength and not a divisionary tactic.

Third, you ask, why now? You say right now is not the right moment. Perhaps you can tell me after I've answered your question when you think the right moment may be. Let me give you my answer.

I am Minister of Citizenship and Immigration. As you know, immigration certainly takes up a lot of time in the media, in the House of Commons, and in my work. But I have made a very conscious effort to say I'm not going to abandon citizenship because immigration is the menu of the day for most of the week. There were—

[Traduction]

Why now? Why did you choose that moment? You didn't mention the Quebec issue, the distinct society issue. Do you recognize there is a problem in Canada today and that it is impossible to speak about a Canadian identity because there are two people in Canada, there are two countries in Canada?

How do you want us to study this issue and to come to an agreement, here, within the Committee?

Why now? This is not a priority in Quebec. For me, in my riding, no one is telling me that the citizenship legislation needs to be improved or amended. There was a Liberal Party Convention and almost nobody was interested in this issue. Are you trying to embarass the Bloc québécois? Why do you want, at this very moment, to discuss Canadian identity and Canadian values.

M. Marchi: Je crois que vous manquez vraiment d'assurance dans votre parti si vous croyez que je perds le sommeil à me demander comment embarrasser le Bloc québécois. Je crois que vous vous débrouillez très bien tout seul sans avoir besoin de mon aide.

Premièrement, que je vous rassure, monsieur Nunez, ce n'est pas pour embarrasser le Bloc que j'envisage une réforme de la Loi sur la citoyenneté. Deuxièmement, non, je ne vois pas deux pays au Canada. Vous me demandez si je reconnais qu'il y a deux pays, et bien, non, je n'en vois toujours qu'un. Cependant, il n'y aucune incompatibilité entre le fait de voir un pays...

M. Nunez: Qui sont les deux peuples fondateurs de ce pays?

La présidente: Monsieur Nunez, à l'ordre, s'il vous plaît. Pourriez-vous permettre au ministre de terminer sa réponse.

M. Marchi: Vous m'avez demandé si je savais qu'il y avait deux pays au Canada. Je vous ai répondu que non, je ne le pensais pas, parce que pour moi, il n'y a qu'un seul pays au Canada.

M. Nunez: Quels sont les deux peuples fondateurs de ce pays?

La présidente: Monsieur Nunez.

M. Marchi: Aujourd'hui, pendant que nous discutons ici, il y a un seul pays. Ce n'est pas incompatible, et il n'est pas inconcevable que l'on soit jalousement fidèle à sa région ou à sa province. Cela fait partie des droits et de la beauté de notre pays et de toutes les provinces, il n'est pas question de le nier, que ce soit la province d'où vous venez, le Québec, où habitent mes beaux-parents, ou que ce soit la côte-est ou la côte-ouest.

Pour moi, c'est plutôt une source de force que de division.

Troisièmement, vous demandez, pourquoi avoir choisi ce moment? Vous dites qu'il est mal choisi. Vous pourrez peut-être m'expliquer lorsque j'aurai répondu à votre question quel serait le bon moment d'après vous. Laissez-moi vous répondre.

Je suis ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Vous savez que l'immigration prend beaucoup de temps dans les médias, à la Chambre des Communes et dans mon travail. Mais j'ai délibérément décidé de ne pas abandonner la citoyenneté parce que l'immigration est continuellement à l'ordre du jour. Il y avait. . .

Mr. Nunez: Why are you spending \$1 million outside of Parliament to consult people, not here in the committee?

The Chairman: Order, please, Mr. Nunez. Order, please.

Mr. Marchi: —two issues on citizenship when I got briefed on my very first briefing. One was on the whole question of the processing, and we've tried to clean that up. I think it's been well received. All you have to do is read the media from all over the country and you will conclude that.

Secondly, the Citizenship Act as written clearly cried out for reform. I'm not afraid of giving reform a chance to flourish on the Citizenship Act side as well. So I believe the moment is right.

By the way, that's a different kind of "reform".

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Marchi: On a different level, I think in fact the time is absolutely right when some people may question our security as a nation and who we are. I think this is an excellent time to rediscover and re—emphasize who we really are and how proud we are about being Canadian.

The Chairman: Mr. Nunez, you have one very short question and a very short answer. Then we'll put you down for the second round.

M. Nunez: Est—ce que c'est un monologue ou bien un dialogue, madame la présidente? Parce que nous avons aussi des points de vue et nous voulons les exprimer. Nous sommes l'Opposition officielle et nous devons pouvoir nous exprimer, n'est—ce pas?

Vous avez mentionné qu'il faut développer l'éducation civique sur les grandes valeurs canadiennes présumées. Mais est-ce que vous savez que l'éducation est du domaine provincial, que ce n'est pas le fédéral mais le gouvernement de chaque province qui doit administrer l'éducation?

Mr. Marchi: Oh, I certainly know how it works. I know education is within the provincial sphere. What I'm telling you, though, is that I didn't go looking in the schools to see if they would like this.

I'm basically telling the committee that I've had many a representation, as Minister of Citizenship portfolio, from school trustees, principals, teachers, people I've met at citizenship ceremonies in the school, telling me in front of the whole assembly that the ceremony was absolutely marvellous. We've done these out west, in Montreal, across the country, and they ask why we don't have something in the schools that speaks to what we just did for a couple of hours in front of our kids.

So what I am saying is that something could be conceived not as an override or undermining the provincial spheres but in concert with our provincial counterparts, to see if there is some room to inject the whole value of citizenship at the heart of our kids' activity.

The ceremonies in front of the school kids, I can tell you quite frankly, were tremendous experiences for the kids who have never been to a citizenship ceremony in their lives and who really responded in flying colours during that Citizenship Week, which should be repeated every week of the year.

[Translation]

M. Nunez: Pourquoi dépensez-vous un million de dollars en dehors du Parlement pour consulter la population au lieu que ce soit fait ici au Comité?

La présidente: À l'ordre, monsieur Nunez. À l'ordre, s'il vous plaît.

M. Marchi:...deux questions sur la citoyenneté lors de ma toute première séance d'information. Il s'agissait d'une part du traitement, et nous avons essayé de rectifier la situation. Je crois que les mesures prises ont été bien accueillies. Vous n'avez qu'à lire les reportages présentés par les médias dans tout le pays pour vous en convaincre.

Deuxièmement, la Loi sur la citoyenneté actuelle a vraiment besoin d'être refondue. Je n'ai pas peur de parler de réforme à propos de la Loi sur la citoyenneté également. Je crois donc que le moment est bien choisi.

Au fait, il s'agit d'un autre genre de «réforme».

Des voix: Oh, oh.

M. Marchi: À un autre niveau, je crois qu'en fait le moment est parfaitement choisi puisque certains peuvent avoir des doutes sur la sécurité et l'identité du pays. Je crois que le moment est très bien choisi pour redécouvrir notre identité et mettre à nouveau l'accent sur notre fierté d'être Canadien.

La présidente: Monsieur Nunez, vous avez droit à une très brève question et à une très brève réponse. J'inscrirai ensuite votre nom pour le deuxième tour.

Mr. Nunez: Is this a monologue or a dialogue, Madam Chair? Because we also have some points of view we would like to express. We are the Official opposition and as such, we should be able to express ourselves, shouldn't we?

You mentioned that we should develop citizenship education on the so-called great Canadian values. But do you know that education is part of provincial jurisdiction, and that it is not the federal government but provincial governments in each province who should administer education?

M. Marchi: Oh, je sais très bien comment fonctionne le système. Je sais que l'éducation relève des provinces. Mais je ne suis pas allé voir dans les écoles si cela leur plairait.

Je dis simplement au Comité que, puisque je détiens le porte-feuille de la citoyenneté, j'ai reçu de nombreux commentaires de la part de conseillers scolaires, de directeurs d'école, d'enseignants, de personnes que j'ai rencontrées à des cérémonies de citoyenneté dans les écoles, pour me dire, devant toute l'assemblée que la cérémonie était absolument merveilleuse. Nous avons fait cela dans l'Ouest, à Montréal, dans tout le pays, et l'on m'a demandé pourquoi il n'y avait pas un programme dans les écoles pour expliquer aux enfants, en une heure ou deux, ce que l'on venait de faire.

Il serait donc possible d'envisager une formule, sans empiéter sur le territoire provincial mais en accord avec nos homologues provinciaux, afin d'intégrer les valeurs fondamentales de la citoyenneté aux activités de nos enfants.

Je dois vous dire que les cérémonies organisées devant les enfants des écoles ont été une expérience extraordinaire pour ceux qui n'avaient jamais assisté à ce genre de cérémonie de leur vie et ils ont extrêmement bien réagi pendant cette semaine de la citoyenneté qui devrait se répéter finalement toutes les semaines de l'année.

The Chairman: Thank you.

Mr. Nunez: I have several questions. Will there be a second round?

The Chairman: Yes, there will be round two.

Ms Clancy (Halifax): Mr. Minister, thank you for your comments. With regard to the review you're asking the committee to do, and I liked in particular your comment about a love affair with citizenship, I am presuming that in this overview what we should be looking at is how citizenship relates to all Canadians, not just new Canadians, not just those people seeking to become citizens.

[Traduction]

La présidente: Merci.

M. Nunez: J'ai plusieurs questions. Y aura-t-il un deuxième tour?

La présidente: Oui, il y en aura un.

Mme Clancy (Halifax): Monsieur le ministre, je vous remercie de vos observations. En ce qui concerne l'examen que vous demandez au Comité d'entreprendre, et j'ai particulièrement apprécié ce que vous avez dit à propos de votre amour de la citoyenneté, je suppose que nous devrions essayer de voir dans quelle mesure la citoyenneté concerne tous les Canadiens, pas seulement les néo-Canadiens ou ceux qui souhaitent devenir citoyens canadiens.

• 1625

You talked a little bit about the citizenship courts and I wonder if you might perhaps tell the committee a bit about your experience of what you see in the citizenship courts as you go across the country.

Mr. Marchi: I think that's a very good point. One of the things that took place during Citizenship Week was not only the oath of citizenship by our newest citizens but also, subsequent to that in all the occasions I was present, a second oath, which was a reaffirmation by all the people in the room. So initially it was just the 100, 60, 50 or 40 new citizens who stood up, raising their right hand, and then it was the entire assembly who went through that.

The object of that exercise was exactly as you've basically said—not to take citizenship for granted. There is a lesson for all of us when we attend those citizenship ceremonies. We have to remember what it means to be Canadian and the joy that brings us, despite the challenges in our neighbourhoods and across the country. That's why one of the major initiatives on the processing side is to push the ceremonies of the courts out into the communities, because if it happens on a grand scale two things will happen.

First, people will be exposed to our new citizens, our newcomers. There is in some quarters a sense of, well, who are these people? Are they like us? Can they become Canadians? In seeing those individuals in the flesh I think it breaks down the walls of misconceptions about people. I think it makes it a celebration when you go to a cultural centre, a school or a church basement. The councillor is there, the ratepayer president is there, organizations are there, someone donates the bread to make the sandwiches, the cookies, the coffee or the pop.

Neighbours of the citizens, if it's in the evening, will say, for instance, why not go to St. Jude's school tonight, where at citizenship court Bob is becoming a new citizen. They'll go take a look and take the kids with them. So it becomes a community celebration, and those walls hopefully will be aided to come down just a wee bit.

Vous avez un peu parlé des cours de citoyenneté et vous pourriez peut-être expliquer un peu au Comité ce que vous avez pu observer dans ces cours que vous avez vus dans les différentes régions du pays.

M. Marchi: C'est une excellente remarque. En effet, pendant la semaine de la citoyenneté, il y a eu non seulement le serment de citoyenneté prêté par les nouveaux citoyens mais aussi, après toutes les cérémonies auxquelles j'ai assisté, un deuxième serment, sorte de réaffirmation prononcée par toutes les personnes présentes dans la salle. C'était donc d'abord les 100, 60, 50 ou 40 nouveaux citoyens qui se levaient et levaient la main droite, puis l'ensemble de l'assemblée.

L'objet de l'exercice était exactement ce que vous avez expliqué—de ne pas prendre la citoyenneté à la légère. Ces cérémonies de citoyenneté représentent une leçon pour nous tous. Nous devons nous rappeler de ce que signifie le fait d'être Canadien et penser à la joie que cela nous procure, malgré les difficultés qui se présentent dans nos quartiers et dans tout le pays. C'est pourquoi, en ce qui a trait au traitement, l'une des principales mesures est d'éloigner les cérémonies des cours pour les rapprocher des collectivités, parce que si cela se fait à grande échelle, il y aura un double effet.

Premièrement, la population se trouvera en présence de nos nouveaux citoyens, des nouveaux venus. On se demande parfois: «Qui sont ces gens? Sont—ils comme nous? Peuvent—ils devenir Canadiens?» Si l'on voit ces personnes en chair et en os, je pense que les préjugés ont tendance à s'effacer. On va dans un centre culturel, une école ou un sous—sol d'église pour une célébration. Le conseiller est là, le président est là, les organisations aussi, quelqu'un fait don du pain pour faire les sandwiches, des biscuits, du café ou des boissons gazeuses.

Si c'est le soir, les voisins vont se dire par exemple, pourquoi ne pas aller à l'école St-Jude ce soir, où Bob va devenir citoyen devant une cour de citoyenneté. Ils vont aller voir en amenant les enfants. La cérémonie devient alors une fête communautaire et on peut espérer que cela contribuera à effacer un peu les préjugés et à rapprocher les gens.

Second, when the person brings the family to see Bob become a new citizen, whether they know it or not, they, too, reaffirm their citizenship. It makes us reflect for that one hour in our busy days to give thanks to what we have as a country despite our problems, because sometimes we don't do that often enough. That whole process is ultimately a reaffirmation of our citizenship and it rekindles certain things.

I took my parents to one ceremony and it brought memories back of when they did it—of the fears they had when they went before the citizenship court judge and how things had progressed since that day. I think it's that process we can recharge and reinvigorate.

So yes, you're absolutely right. A revised Citizenship Act is not only for new citizens, it's for citizens.

Ms Clancy: Thank you, Mr. Minister.

Thank you, Madam Chair.

The Chairman: Next is Mrs. Hayes.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): Thank you, Madam Chair.

Thank you for coming today. I appreciate the chance to direct some questions. I have some comments on how you started out and some of the vision you've shared.

At the beginning of your address you mentioned the department is moving to change the process of citizenship to more of an administrative function to clear the backlog and such. That would be the charge of the department, according to some of the announcements you've made recently.

Our committee, on the other hand, is charged with moving more in the direction of poetry and passion with the act. I see in those two directions some danger and I'm wondering what your comment might be.

As we remove, say, the personality of judges... Even the nuances in talking individually to different people and finding out what people are about can be a very enlightening experience as opposed to seeing someone on a piece of paper, for instance.

Even though Canadians, as you said, must see themselves in the words of the Citizenship Act, they also must trust the process. They must trust the process. I would like to know your comments on that.

As we look at the Citizenship Act will the very process be defined so that we have confidence in it and Canadians have confidence in it, so that it doesn't become a meaningless exercise, so that we have more than administration and more than poetry and passion, so that we have something people can depend on?

Mr. Marchi: I would hope that would be the end product. When I was being briefed on the citizenship dossier, I saw two things coming at me. I saw an act that was silent on a number of fronts, that didn't answer the questions being raised. Then

[Translation]

Deuxièmement, lorsque quelqu'un vient avec sa famille voir Bob devenir un nouveau citoyen, il réaffirme aussi sa citoyenneté, même s'il ne s'en rend pas compte. Cela nous amène à réfléchir, pendant cette heure prise sur notre journée chargée, pour rendre grâce de ce que nous avons dans ce pays malgré nos problèmes, parce que nous avons tendance à ne pas le faire suffisamment. Tout ce processus est finalement une réaffirmation de notre citoyenneté et il fait renaître certaines choses.

J'ai amené mes parents à une cérémonie et cela leur a rappelé ce qu'ils avaient éprouvé à ce moment-là eux-mêmes—les craintes qu'ils avaient eues lorsqu'ils ont comparu devant le juge de la cour de citoyenneté et toute l'évolution depuis ce jour-là. C'est un processus qui nous redonne force et vigueur.

Donc, oui, vous avez absolument raison. La nouvelle Loi sur la citoyenneté ne serait pas seulement pour les nouveaux citoyens mais bien pour tous les citoyens.

Mme Clancy: Merci, monsieur le ministre.

Merci, madame la présidente.

La présidente: Nous avons maintenant Mme Hayes.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Merci, madame la présidente.

Merci d'être venu aujourd'hui. Je suis heureuse de pouvoir vous poser quelques questions. Je voudrais dire quelques mots sur vos remarques du début et sur la vision dont vous nous avez fait part.

En commençant votre exposé, vous avez dit que le ministère allait modifier le processus de citoyenneté pour en faire une fonction plus administrative afin d'accélérer le traitement des dossiers en retard. C'est ce dont va se charger le ministère d'après ce que vous avez annoncé récemment.

Par ailleurs, le Comité, quant à lui, est plutôt chargé de la dimension poésie et passion de la loi. Je vois dans ces deux directions un certain danger et je me demande ce que vous en pensez.

• 1630

Si l'on supprime, disons, la personnalité des juges... Même toutes les nuances dont on prend conscience lorsqu'on parle individuellement à différentes personnes, en apprenant à les connaître, peuvent être très enrichissantes, beaucoup plus que si l'on voit simplement des renseignements sur une feuille de papier, par exemple.

Même si, comme vous l'avez dit, les Canadiens doivent se voir dans le texte de la Loi sur la citoyenneté, ils doivent aussi avoir confiance dans le processus. Il le faut absolument. J'aimerais avoir vos commentaires à ce sujet.

En examinant la Loi sur la citoyenneté, allons—nous nous pencher sur le processus de façon à nous sentir en confiance, de même que les Canadiens afin que l'exercice ne perde pas tout son sens, qu'il n'y ait pas seulement des formalités administratives et de la poésie et de la passion, et que les gens puissent véritablement compter sur ce processus?

M. Marchi: J'aimerais que ce soit le produit final. Lors des séances d'information sur le dossier de la citoyenneté, je me suis rendu compte de deux choses. D'une part que la loi était muette sur plusieurs sujets et ne répondait pas aux questions soulevées.

there was the whole question of citizenship processing. I received complaints from all sides of the House from members of Parliament saying it was insane, their constituents were waiting x amount of time.

I concluded that in the spirit of parliamentary reform, a committee certainly could get the opinions of Canadians and would be well suited to do the amendments on the Citizenship Act, the reference to poetry and passion, as you put it. I think that's a better way to lead as opposed to a minister presenting a bill and saying those are his or her views of Canadians values, the values they want to enshrine, as opposed to going through a committee, which will have touched base with all of the country to try to fashion a ribbon of consensus on what are those values and responsibilities.

What do we say on the whole question of the adoption anomaly? What do we say about people who are born here—automatic or non-automatic? Those are questions we need Canadians to help us answer.

On the process side, I didn't want not to address and clean up the processing until we had defined the poetry and passion. That is to say, I think I could and did move on how to facilitate a speedier processing of citizenship. Even then a number of changes will require legislative amendments.

For instance, there's the elimination of citizenship court judges. I announced and am committed to not reappointing any new citizenship judges. To do that, however, technically I still have to have an amendment to the act. Those kind of amendments will still be coming forward in the fall so that there is nothing untoward in terms of hiding things.

The changes we made on processing were in three stages. There were the legislative changes, i.e., the elimination of the citizenship court judges, which we need to do by legislation, and administrative and regulatory changes, which I thought Canadians deserved very quickly as opposed to waiting until the poetry and passion side was finished.

So I am asking the committee to do half of the equation. The other half I've certainly started on the road. I thought it was a priority for me to do that.

Mrs. Hayes: Okay.

Something that I feel we have to do is to make sure Canadians value their citizenship. It isn't an automatic—three years, five years, whatever it is. I assume the waiting period is another thing you want this committee to look at. It wasn't mentioned today.

At the end of that period do we have some word from you to say that a person with that waiting period will not simply be moved through paperwork and emotion to become a citizen?

Mr. Marchi: Oh, I see what you're saying. You're asking if people still have to earn their citizenship.

Mrs. Hayes: Yes.

Mr. Marchi: Absolutely.

[Traduction]

Ensuite, il y avait toute la question du traitement de la citoyenneté. J'ai reçu des plaintes de députés de tous les côté de la Chambre, me disant que c'était de la folie que certains de leurs commettants attendaient tant de temps.

J'en ai conclu que dans l'esprit de la réforme parlementaire, il serait bon qu'un comité demande leur avis aux Canadiens et se penche sur les amendements à la Loi sur la citoyenneté, sur ce qui touche la poésie et la passion, comme vous l'avez dit. Je trouve qu'il vaut mieux procéder de cette façon plutôt que d'avoir un ministre qui présente un projet de loi en disant que c'est son interprétation des valeurs canadiennes, des valeurs qu'il faut enchâsser, alors qu'un comité qui aura pris contact avec le public dans toutes les régions sera beaucoup mieux à même de parvenir à un consensus sur ces valeurs et ces responsabilités.

Que dire sur la question de l'anomalie concernant les adoptions? Que dire à propos des personnes nées ici—automatique ou pas automatique? Nous avons besoin de l'aide des Canadiens pour répondre à ces questions.

Pour ce qui est du traitement, je n'ai pas voulu essayer de modifier les méthodes employées tant que l'on n'avait pas défini la poésie et la passion. En fait, il m'a semblé possible de faciliter et d'accélérer le processus de citoyenneté, et c'est ce que j'ai fait. Même si un certain nombre de changements exigeront des amendements législatifs.

Il y a par exemple l'élimination des juges de la cour de citoyenneté. J'ai annoncé que je n'allais pas nommer de nouveaux juges de citoyenneté et je me suis engagé à le faire. Mais techniquement, il faudrait pour cela un amendement à la loi. Ces amendements seront présentés à l'automne de sorte que tout sera en règle et apparent.

Les changements apportés au traitement sont de trois ordres. D'une part les changements législatifs, c'est-à-dire l'élimination des juges de la cour de citoyenneté, qui appelle des modifications législatives, et ensuite les changements administratifs et réglementaires, que les Canadiens méritaient d'avoir très rapidement, sans attendre que le travail sur la poésie et la passion soit terminé.

Je demande donc au Comité de s'occuper de la moitié de l'équation. Pour l'autre moitié, j'ai déjà lancé la machine. J'ai considéré que c'était une priorité pour moi.

Mme Hayes: D'accord.

À mon avis, il faut veiller à ce que les Canadiens attachent une grande valeur à leur citoyenneté. Ce ne doit pas être quelque chose d'automatique—au bout de trois ans, cinq ans, peu importe. Je suppose que vous voulez que le Comité étudie également la question de la période d'attente. Nous n'en avons pas parlé aujourd'hui.

À la fin de cette période, pouvez-vous nous assurer que la personne ayant attendu le temps voulu n'obtiendra pas la citoyenneté d'une façon purement administrative?

M. Marchi: Oh, je vois ce que vous voulez dire. Vous vous demandez si les gens devront toujours gagner leur citoyenneté en quelque sorte.

Mme Hayes: Oui.

M. Marchi: Absolument.

Mrs. Hayes: How can you assure us of that?

Mr. Marchi: Right now 95% of all applicants become citizens. On the processing side I concluded that we were spending too much money and too much time to say yes.

So when I say we should make the process more administrative I'm not saying we're going to make it absolutely easy and automatic for everybody to come in. I'm saying we're going to take a little more common sense approach.

• 1635

Right now, for instance, we impose on one judge to meet with one applicant at a time. So how many applicants can any good judge see on any good day? It was creating a backlog. There was no group testing.

Then there was the inconsistency. One judge could ask what is the name of the prime minister, then your father can go to another judge and that judge will ask when did Canada join the UN. That's a little tougher question. So there was the inconsistency.

Now we've moved to a test of 20 questions on paper, and the passing grade is 12. We can do it in a group setting as opposed to one on one. So I'm trying to make the process a lot more expeditious and economical without lowering the threshold of one having to know about this country and about earning it.

I think the only area of exception that I made is whether it is feasible and right to go from age 65 to 60 in terms of basically making it automatic on that citizen at that age. I think that is a fair question and I think it's a fair leap to take.

Above and beyond that, individuals will have a speedier application process. We're going to change it. Before, you even had to make an appointment to get an application form. So that took time. Then you had to see one judge and that took time. Then you had to wait to see that judge again to get your oath and that took time. So we're trying to make the system more efficient without diluting the meaning of citizenship—absolutely not.

The Chairman: Next is Mr. Bryden followed by Mr. Jackson. That'll complete the first round.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): It's difficult to have a citizenship debate without putting it at least a little bit in the context of our current political situation. I refer here to two particular concepts, that of sovereignty association and that of separatism. These words have both been used in the context of what some of the Bloc members are interested in.

I've asked this opinion of departmental staff in the previous round, but I'd like to put the question to you—

Mr. Marchi: Yes, I'm willing to die for my country.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Bryden: Well, I was going to ask that. I've asked them if they're willing to die for their minister. . .

[Translation]

Mme Hayes: Comment pouvez-vous nous en assurer?

M. Marchi: Actuellement, 95 p. 100 de toutes les personnes présentant une demande deviennent des citoyens. Sur le plan du traitement, j'ai trouvé que nous consacrions trop de temps et trop d'argent à dire oui.

Ainsi, lorsque je dis que le processus devrait être plus administratif, je ne dis pas que nous allons accéder facilement et automatiquement à toutes les demandes. En somme, nous allons faire preuve d'un peu plus de bons sens dans notre approche.

Actuellement, par exemple, nous exigeons qu'un juge ne rencontre qu'un seul candidat à la fois. Combien de candidats un juge peut—il voir en une journée? Cela créait un retard. Il n'y avait pas d'épreuves de groupe.

Il y avait également le manque d'uniformité. Un juge pouvait demander le nom du premier ministre, et votre père peut passer devant un autre juge qui va lui demander à quelle date le Canada est entré aux Nations Unies. C'est une question nettement plus difficile. Il y avait donc un manque d'uniformité.

Nous sommes maintenant passés à une épreuve en 20 questions écrites pour laquelle la note de passage est de 12. Cela peut se faire en groupe plutôt qu'individuellement. J'essaie donc de rendre le processus plus expéditif et économique sans pour autant abaisser le seuil des connaissances requises au sujet du pays et de ce que l'on doit faire pour gagner sa citoyenneté.

Je n'ai fait qu'une seule exception, en ce qui concerne l'obtention automatique de la citoyenneté à partir d'un certain âge, et j'ai demandé s'il était faisable et normal de faire passer cet âge de 65 à 60 ans. Je crois qu'il est bon de se poser la question et que c'est un changement qui peut être apporté.

En dehors de cela, le processus de demande sera plus rapide. Nous allons le modifier. Auparavant, il fallait même prendre rendez-vous pour obtenir un formulaire de demande, ce qui prenait du temps. Il fallait ensuite voir un juge, ce qui prenait encore du temps. Puis, il fallait attendre de revoir ce juge pour prêter serment, ce qui prenait encore un peu de temps. Nous essayons de rendre le système plus efficace sans dévaloriser la citoyenneté—absolument pas.

La présidente: J'ai ensuite M. Bryden suivi de M. Jackson, ce qui mettra fin au premier tour.

M. Bryden (Hamilton — Wentworth): Il est difficile d'entreprendre un débat sur la citoyenneté sans le placer au moins un peu dans le contexte de la situation politique actuelle. Je pense à deux notions particulières, celle de la souveraineté—association et celle du séparatisme. Ces deux termes ont été utilisés dans le cadre des questions de prédilection du Bloc québécois.

J'ai demandé leur avis aux fonctionnaires du ministère lors de questions précédentes, mais je voudrais vous poser la question à vous...

M. Marchi: Oui, je suis prêt à mourir pour mon pays.

Des voix: Ho, ho.

M. Bryden: Et bien, j'allais vous le demander. Je leur ai demandé s'ils étaient prêts à mourir pour leur ministre. . . .

Mr. Marchi: Oh, no, that's going too far.

Mr. Bryden: Anyway, I would like to ask you a question indirectly related to that. Specifically, if people in part of a country decide to secede from the rest of the country, in your opinion is that a renunciation of citizenship?

To show you where I'm going on this, I had asked some earlier questions about dual nationality. It would appear to me that in a sovereignty association situation, you would have the option of dual nationality. But in a separation situation—again, this is only an opinion you can offer and I appreciate that—is this a renunciation of Canadian citizenship?

Mr. Marchi: That's a tough question, but I also say it is a hypothetical question and our Prime Minister advised the House the other day that perhaps it would be best to stay away from hypothetical questions. I believe Canada will be one unified country; therefore, that's a question I'd rather not venture into. I don't think there will be the need to.

Mr. Bryden: That's fine.

Mr. Jackson (Bruce — Grey): Mr. Minister, thanks for giving us this can of worms. It reminds me of the philosophical book I've read, The Concept of Mind, by Gilbert Ryles, where a fellow went into the university and looked at the science lab and he looked at the faculty of education and he looked at the faculty of medicine. Then he came out and said: But where is the university?

To some degree, that is in this Canadian debate. We are perceived by others outside our country as being a caring people, people with values and beliefs for the rule of law and the golden rule. Mind you, some people say the golden rule is he who gets the gold makes the rules.

The Chairman: Is there a question here?

1640

Mr. Jackson: Yes. We're dealing with a philosophical discussion here, so if I digress a little bit, Madam Chair, it probably could be quelques digressions, madame la présidente, je pense que c'est excused.

In the preamble we are going to address—because, as you rightly point out, there are some changes in terms of who we are—I guess we'd say something to the effect that maybe Canada is a country of two founding nations with a belief in the rule of law, etc.

As I'm sitting here, I'm remembering that sometimes out of the mouth of kids comes some good. So we might have challenged some school kids.

Part of what you want to do with this citizenship issue is to highlight it just to reflect. . . We're not having a nationalistic type of debate here because if you have too much nationalism, the situation becomes problematic.

I sense that what you are saying is that you feel passionate about this country, the same as I do. Sometimes we don't reflect that. We're kind of blasé about Canadian citizenship.

You're saying that when a person receives Canadian citizenship, when it's awarded to them-and this is going to be done not through the judges but through a system involving prominent Canadians—each time that happens we should maybe spend some time and just reflect on what kind of a country we have.

[Traduction]

M. Marchi: Oh, non, c'est aller trop loin.

M. Bryden: Ouoiqu'il en soit, je voudrais vous poser une question qui est indirectement liée à celle-là. Plus précisément, considérez-vous que si la population d'une partie du pays décidait de se séparer du reste du pays, elle renoncerait à sa citoyenneté?

Pour que vous sachiez où je veux en venir, je vous précise que j'ai déjà posé des questions au sujet de la double nationalité. Il me semble qu'avec une formule de souveraineté-association, il y aurait une possibilité de double nationalité. Mais dans le cas d'une séparation-bien sûr, vous pouvez seulement me donner une opinion, je le sais bien-peut-on considérer qu'il s'agit d'une renonciation à la citoyenneté canadienne?

M. Marchi: C'est une question difficile, mais j'ajouterai également une question hypothétique et notre premier ministre nous a dit à la Chambre l'autre jour qu'il vaudrait peut-être mieux éviter les questions hypothétiques. Je crois que le Canada sera un pays uni; c'est donc une question sur laquelle je préfère ne pas m'aventurer. Je ne crois pas que ce sera nécessaire.

M. Bryden: C'est très bien.

M. Jackson (Bruce—Grey): Monsieur le ministre, je vous remercie de nous avoir donné cette boîte de Pandore. Cela me rappelle un ouvrage philosophique que j'ai lu The Concept of Mine, de Gilbert Ryles, dans lequel un homme va à l'université et examine le laboratoire de sciences, puis la faculté d'éducation et la faculté de médecine. Il sort ensuite en disant: mais où est l'université?

Dans une certaine mesure, cela fait partie du débat canadien. Nous sommes considérés à l'étranger comme un peuple bienveillant, attaché à ses valeurs et croyant au droit et à la règle d'or. Attention, certaines disent que selon la règle d'or, c'est celui qui a l'or qui édicte les règles.

La présidente: Est-ce une question?

M. Jackson: Oui. Nous avons un débat philosophique et si je fais excusable.

Dans le préambule que nous allons étudier—parce que, comme vous le faites remarquer à juste titre, il y a des changements concernant notre identité-je pense que nous devrions dire que peut-être le Canada a été créé par deux peuples fondateurs voulant faire régner le droit, etc.

En parlant ainsi, je me souviens que la vérité sort parfois de la bouche des enfants. Nous aurions peut-être dû poser la question à des écoliers.

En fait, vous voulez finalement donner du relief à la question de la citoyenneté simplement pour... Il ne s'agit pas d'un débat du genre nationaliste parce que s'il y a trop de nationalisme, la situation devient problématique.

Je comprends que vous ayez un amour passionné pour ce pays, tout comme moi. Parfois, nous ne le montrons pas. Nous sommes assez blasés au sujet de la citoyenneté canadienne.

Vous dites que lorsqu'une personne obtient la citoyenneté canadienne, lorsqu'elle lui est accordée—et cela va se faire non pas par l'intermédiaire de juges mais dans le cadre d'un système faisant appel à d'éminents Canadiens-chaque fois que cela se produit, nous devrions passer un peu de temps à réfléchir au genre de pays que nous avons.

I'm just trying to have a sense that this is part of the direction you're trying to focus on.

Mr. Marchi: Yes, I feel that sometimes internationally we have very much gained from our middle-of-the-road, neutral, honest brokers approach.

It's worked well for us. We are respected the world over. We have a great deal of power from playing that role. Many times we can make things happen whereas other countries that take a different tack can't. I think that chemistry has worked well internationally.

At home, though, there is some room for a little more flag-waving because we have every right and every reason to wave that flag.

Sometimes I look to our neighbours to the south. We occasionally all get a feeling when we go there that there's a flag on every lawn or that they really value their Americanism and how they promote it. Some people may say it's promoted too much, too aggressively.

But at home, even though our Canadian psyche is such that we are people of moderation, there is every reason to celebrate citizenship and the things we have as Canadians, irrespective of the challenges.

There are some Canadians who are going through tough times. We know about that because there are people in our ridings who remind us of that when we meet them at constituency day appointments and they put the problems on the table. But all countries have them.

Beyond that, though, we have something special going here. Sometimes you can look at a glass that has some water in it. Should we be a people who says the glass is half-empty or should we be a people who says if we get another inch we're at the brim?

So it's a question of philosophy, approach and the attitudes you have. I find strength in our citizenship, which is Canadian but is rooted in every corner of the world.

Some people may see that citizenship and the roots in many parts of the world as a weakness. I see it instead as a strength. It depends on your philosophical bent, I suppose, as you said.

So I'd rather try to move the country into saying hold on, sure we have some tough problems, but in this global village of ours we have an incredible strength in Canadians whose roots touch every part of the world.

One strength is that we are an international country. We are Canadians but an international country. We can put that internationalism to work for us in a big way. I'm not only talking of diplomacy or culture but also of economics, which can bring gains and advantages to Canada.

So I want to have a sense that Canadians can feel excited and emotional about that and they can see that as a glass that is almost full as opposed to a glass, on the negative side, that is half-empty. I want a citizenship that embraces us all.

Someone talked about a citizenship for all. There is a history to Canada. There is clearly a French fact and a in this country. There also happens to be an aboriginal fact in

[Translation]

Je veux en fait être sûr que c'est bien cette orientation que vous souhaitez adopter.

M. Marchi: Oui, je trouve que parfois, au plan international, nous avons beaucoup gagné grâce à notre approche neutre d'intermédiaires raisonnables cherchant le juste milieu.

Cela a été très bénéfique pour nous et nous sommes respectés dans le monde entier. Ce rôle nous a donné beaucoup de pouvoir. Nous arrivons parfois à faire bouger les choses alors que d'autres pays ont une approche différente et n'y parviennent pas. Je pense que cette alchimie a donné de bons résultats à l'échelle internationale.

Par contre, chez-nous, nous pourrions brandir un peu plus notre drapeau parce que nous en avons tout à fait le droit et nous avons toutes les raisons de le faire.

Prenons nos voisins du Sud. Nous avons l'impression lorsque nous allons là-bas qu'il y a un drapeau sur chaque pelouse et que l'on tient beaucoup à l'américanisme et à sa promotion. Certains trouvent d'ailleurs que c'est excessif et trop agressif.

Mais ici, même si étant Canadiens, nous sommes un peuple de modération, nous avons toutes les raisons de fêter notre citoyenneté et tout ce que nous avons en tant que Canadiens, quelles que soient les difficultés à surmonter.

Il y a des Canadiens qui vivent des moments difficiles. Nous le savons parce que les habitants de nos circonscriptions nous le rappellent lorsque nous les rencontrons lors des journées que nous leur consacrons et qu'ils viennent nous exposer leurs problèmes. Mais c'est vrai pour tous les pays.

Néanmoins, par ailleurs, nous avons beaucoup de chance. C'est comme lorsqu'on regarde un verre contenant de l'eau. Sommesnous un peuple qui considère le verre à moitié vide ou qui dit au contraire qu'avec un pouce de plus, il serait plein à ras bord?

Tout dépend donc de la philosophie, de l'approche et des attitudes de chacun. Pour moi, notre citoyenneté est une force, en ce qu'elle est canadienne mais elle a des racines dans tous les coins du monde.

Pour certains, cette citoyenneté et le fait qu'elle ait des racines dans tous les pays du monde constitue une faiblesse. Pour moi, c'est une force. Je suppose que tout dépend de la philosophie de chacun, comme vous l'avez dit.

Je préférerais donc que chacun se dise qu'il faut tenir bon, malgré les difficiles problèmes que nous pouvons avoir, mais puisque le monde est un village global, ces racines qui touchent tous les coins du monde sont en fait une force inégalable pour les Canadiens.

Notre force est d'être un pays international. Nous sommes Canadiens mais nous sommes un pays international. Cet internationalisme peut nous être extrêmement utile. Je ne pense pas seulement à la diplomatie ou à la culture mais aussi à l'économie, car nous pouvons en tirer d'immenses avantages pour le Canada.

Je veux donc que les Canadiens soient passionnés et touchés par cela et qu'ils considèrent que le verre est presque plein plutôt qu'à moitié vide. Je veux une citoyenneté qui nous englobe tous.

Quelqu'un a parlé d'une citoyenneté pour tous. Le Canada a une histoire. Il y a bien sûr le fait français, le merveilleux fait wonderful French fact in this country. There is an English fact français, dans ce pays. Il y a le fait anglais. Il y a aussi le fait autochtone dans ce pays. Il se trouve qu'il y a aussi des gens qui

this country. There also happens to be individuals who are neither of the three, who are also Canadians and a fact of Canadianism as well. That is the Canadian family. That is the inclusiveness that I think our Citizenship Act should speak to. The history is clear, but an act should not only celebrate its history but also anticipate its future by bringing everybody together.

Mr. Jackson: It's direct, Madam Chair.

Mr. Marchi: These philosophical questions are tough.

Mr. Jackson: Part of our function, I guess, is education. You can't really do citizenship without education. I notice in some of our briefing notes there are people right across Canada who are prepared to write a curriculum.

Inherent in what we're going to do, then, there are going to be some moneys for training. As my good friend Mr. Nunez has said, education is in the purview of the provinces. Notwithstanding that, they do get the funds from us, and in terms of what we're trying to do we are trying to educate people about the geography of the country and the topography and the history, the good athletes we've had, the good people like Dr. Bethune, or Billy Bishop, or what have you. There are Canadians who are prominent in the world and in various aspects of life.

Would the education be part of the citizenship thing? Where does that money come from? I think education is part of what we have to do. I think all our people, not only the immigrants but also people who are here already, would have to take some citizenship, and I know that we would try to highlight that notwithstanding the fact that it's in the provinces' jurisdiction.

Mr. Marchi: Rather than approaching it from a purely curriculum viewpoint. I think we should look at how we can promote citizenship and its values through our young Canadians, our youth and tomorrow's leaders. Obviously education is an area of concern. There is a lack of resources to do a lot of things a lot of people would like done through education. I don't want to overly complicate the situation.

All I'm saying is, based on the representations I've received from people involved in the business of education, I think there is room for citizenship promotion among youngsters, among young Canadians, to sensitize them at an earlier stage about this country and their citizenship. Sometimes you sense that youngsters aren't as aware as they ought to be. That's how it's been communicated to me. So in that spirit, without looking at curriculum and high dollars and cents, I think that is the way we should go.

Secondly, and I touched upon this in my last visit, is to try to see the kind of materials that go out across the country on citizenship, not on immigration but on citizenship, in terms of materials that residents can learn from en route to passing their exams and becoming citizens. There are inconsistent materials around, and there are some that are badly taught. That would be another challenge, to try to bring some degree of consistency to the materials that people use to prepare themselves for the les documents que les gens utilisent pour se préparer à

[Traduction]

n'appartiennent à aucun de ces trois peuples, qui sont aussi Canadiens et qui font aussi partie de la réalité canadienne. C'est cela, la famille canadienne. C'est cette inclusivité dont il faudrait parler dans notre loi sur la citoyenneté. L'histoire est claire, mais une loi ne doit pas seulement célébrer les faits historiques, elle doit aussi préparer l'avenir en favorisant l'union.

• 1645

M. Jackson: C'est direct, madame la présidente.

M. Marchi: Ce sont là des questions philosophiques délicates.

M. Jackson: Nous avons également un rôle éducatif. On ne peut pas vraiment s'occuper de citoyenneté sans faire un travail d'éducation. J'ai remarqué dans les notes d'information qu'on nous a remises qu'il y a, dans tout le Canada, des gens qui sont prêts à préparer un programme d'enseignement.

Il découlera donc de ce que nous allons faire des fonds pour la formation. Comme l'a dit mon cher ami, M. Nunez, l'éducation relève de la compétence des provinces. Néanmoins, les provinces reçoivent pour cela des fonds du fédéral, et nous devons essayer, pour notre part, d'éduquer la population sur la géographie du Canada, sa topographie et son histoire, de faire connaître les grands athlètes que nous avons eus, les héros comme le docteur Bethune, Billy Bishop, ou d'autres. Il y a des Canadiens imminents dans de nombreux domaines.

Le volet éducation fera-t-il partie du dossier citoyenneté? D'où viendra cet argent? J'estime que l'éducation doit faire partie intégrante de notre mission. Toute la population, pas seulement celle des immigrants, mais aussi ceux qui sont déjà ici, devraient suivre certains cours de civisme, et je sais que nous allons essayer de souligner cet aspect, même s'il relève de la compétence des provinces.

M. Marchi: Plutôt que de songer à un programme d'enseignement, à strictement parler, je préférerais que l'on cherche à voir comment on peut promouvoir la citoyenneté et ses valeurs auprès des jeunes Canadiens, de nos leaders de demain. Bien entendu, l'enseignement est un problème. Nous n'avons pas suffisamment de ressources pour faire tout ce que bien des gens voudraient voir faire dans ce domaine. Je ne veux pas compliquer la situation à l'excès.

Je veux dire tout simplement que d'après ce que m'ont dit des gens qui travaillent dans le domaine de l'enseignement, il doit être possible de faire la promotion de la citoyenneté auprès des enfants et des jeunes Canadiens, pour les sensibiliser dès leur plus jeune âge à leur pays et à leur citoyenneté. On se rend compte parfois que les jeunes n'en ont pas autant conscience qu'ils le devraient. C'est ce qu'on a dit. C'est dans cet esprit-là, sans parler d'un programme d'enseignement et de sommes importantes, qu'il faudrait agir.

Deuxièmement, et j'en ai déjà parlé un peu lors de ma dernière visite, il y a la question des documents qui sont distribués dans tout le pays sur la citoyenneté-non pas sur l'immigration, mais sur la citoyenneté-et qui sont remis aux résidents qui se préparent pour leurs examens de citoyenneté. Il n'y a pas toujours uniformité dans ces documents et certains sont mal préparés. Voilà un autre défi: essayer d'uniformiser

ultimate visit to the citizenship court judge and now, under our new system, to the court system that will be rendering a passing or failing grade on their exams.

Mme Gagnon (Québec): Monsieur le ministre, comment conciliez-vous multiculturalisme et la reconnaissance de trois peuples fondateurs? Cela peut paraître comme la banalisation ou l'homogénéisation des différentes réalités de ces trois peuples. Je pense que c'est perçu ainsi par les francophones et les anglophones, également.

Mr. Marchi: I believe multiculturalism is not an interference with bilingualism or with the recognition of the French fact or French culture. In terms of official bilingualism, I believe Canadians of neither English nor French persuasion by clearly a large majority supported the move to official bilingualism; therefore, they're our allies, in terms of how you phrase the question. I think multiculturalism is a very close ally of bilingualism.

• 1650

Two, in addition to that I think multiculturalism is an expression that has officially radiated provincial and municipal expressions of multiculturalism through race relations committees, that when you come to this country, Canada does not ask that you leave your cultural suitcases at Customs Canada, that the forces at play that have shaped you the individual for the first 10, 15, 20, 30 years of your life is part of who you are.

It's part of a mature country that recognizes that. No dictatorship, however mean or evil, can remove who you are from your gut. Therefore, multiculturalism is an expression of that.

Obviously then, with citizenship we go beyond that and say that who you are is appreciated and valued and that we don't want to take it away. Then there is the citizenship part in terms of the obligations and duties and rights of citizenship, and obviously we need to defend and protect Canada.

I think multiculturalism has taken a tough rap for a lot of problems that shouldn't be parked on the doorstep of multiculturalism.

No one has been able to tell me where we would be as a country, particularly during some tough economic times, where we would be without having had the soothing influence of a multicultural policy for the last 20-odd years, in terms of providing the glue for the tolerance and the understanding of Canadians among other Canadians whose colours and religions may be different.

Other societies that don't have a multiculturalism policy have had very troubling and divisive race relations problems. We haven't seen that in our country, thank God. I don't hope to see that in our country, and I think multiculturalism deserves a pat on the back rather than a kick in the behind for also having played that role.

Lastly, multiculturalism sometimes is the butt of many problems that are attached to its doorstep, and yet people from other parts of the world see multiculturalism as an international country, as a wonderful experience and experiment. That goes back to the whole sense of feeling proud of some of the institutions that are clearly and uniquely Canadian.

[Translation]

comparaître devant le juge de la citoyenneté ou, selon le nouveau régime, devant la cour de la citoyenneté qui déterminera s'ils ont réussi ou non leurs examens.

Mrs. Gagnon (Québec): Minister, how do you reconcile multiculturalism and the recognition of three founding nations? It might seem that the different realities of these three nations are being stripped of their specificity, blended into one homogenous mass. That is, I think, how francophones perceive it, and anglophones too.

M. Marchi: À mon avis, le multiculturalisme n'entrave en rien le bilinguisme ou la reconnaissance du fait français ou de la culture française. En ce qui concerne le bilinguisme officiel, je dirais que les Canadiens qui ne sont d'origine ni anglaise ni française ont dans leur très vaste majorité appuyé la politique de bilinguisme officielle; ils sont par conséquent nos alliés dans le contexte que vous soulevez. Le multiculturalisme est à mes yeux un très proche allié du bilinguisme.

Deuxièmement, le multiculturalisme est une expression qui a crée des expressions officielles du multiculturalisme provinciales et municipales par la création de comités des relations raciales qui indiquent clairement que le Canada ne demande pas aux immigrants d'abandonner leurs bagages culturels au poste de douane; que les forces qui vous ont façonnés pendant les 10, 15, 20 ou 30 premières années de votre vie font partie de votre personne.

Reconnaître cette réalité, c'est le trait d'un pays mûr. Aucune dictature, aussi cruelle ou maléfique soit-elle ne peut vous enlever votre identité. C'est ce qu'exprime la politique de multiculturalisme.

Il est donc bien entendu que sur le plan de la citoyenneté, nous allons au-delà, en montrant que nous apprécions et reconnaissons ce qu'ils sont et en leur montrant que nous ne voulons pas les dépouiller de leur identité. Il y a aussi, dans la citoyenneté, l'aspect des obligations, des devoirs et des droits du citoyen, et, bien sûr, la nécessité de défendre et de protéger le Canada.

On a injustement attribué au multiculturalisme un grand nombre de problèmes dont il n'est pas du tout responsable.

Personne n'a su me dire où en serait notre pays, surtout lorsqu'il traverse des périodes de grande austérité économique, sans l'influence apaisante qu'a eu la politique multiculturelle au cours des 20 dernières années, pendant lesquelles elle a fourni le ciment de la tolérance et de la compréhension entre les Canadiens de couleurs et de religions différentes.

D'autres sociétés qui n'ont pas de politique multiculturaliste ont connu des problèmes graves dans leurs relations raciales. Dieu merci, nous n'avons pas connu cela. J'espère que nous ne le verrons jamais, et j'estime que le multiculturalisme mérite d'être encouragé plus que blâmé pour le rôle qu'il a joué.

Enfin, on attribue parfois toutes sortes de défauts au multiculturalisme alors qu'à l'étranger, il est perçu comme une expérience enrichissante. Et cela nous ramène encore une fois à ce sentiment de fierté que nous procurent certaines institutions clairement et spécifiquement canadiennes.

The Chairman: Members, before we start our next round I have a couple of questions. I'll see how I can do in five minutes.

Minister Marchi, I was discussing this with a very thoughtful young man the other day. It's generally agreed, I think, that one of the best things about citizenship is that sense of belonging we all get.

His suggestion or comment was that if we try to define values and rights and responsibilities in a citizenship charter or an oath with terms such as "multicultural", "aboriginal", "distinct society", it may make some feel marginalized by that and in a sense not belonging.

I just wonder if you've given any thought to that at all, that the wording that could be used or might be used would have a divisive effect instead of creating a sense of belonging.

Mr. Marchi: I think I'd rather err on the side of being inclusive. I recall that when we talked constitutionally about fundamental characteristics, one of the problems was that the French and English fact was in the second clause of the constitutional amendment and then because it was omitted it was placed back in. The whole reference to aboriginal and Canadians who were not English, French, or aboriginal was over here.

I think that caused some problems for some people who saw themselves at the back of the constitutional bus, so they asked where they were in this constitution. I don't want to dispute the history of how our country is built, but they also believe that constitutions are about something that also gives shape to the future. So the problem constituted there was omission, Madam Chair. Through omission there was the feeling of a second standard of citizenship and of place and belonging.

• 1655

So their belonging was questioned by being omitted, and therefore I would rather err on the side of a number of values that are clearly part of Canadian life and express them unashamedly up front as simply and as powerfully as we can.

I don't think that is a greater risk. In fact, I think going the other way is a far greater risk.

The Chairman: I don't want you to think I'm getting hypothetical here, but if, after our consultations with Canadians, there seems to be no ribbon of consensus, which we all want, would you be disappointed if this committee did not favour a preamble, a citizenship charter?

Mr. Marchi: I was asked to basically share with you some of the things I personally believe need grappling with. I've listed those. It's for the committee to dispose of them. I don't come here dictating what the committee ought to do. I think you've had plenty of manoeuvrability and latitude on that from my officials and myself. We've been very sensitive to allow the committee to define the playing space.

Some of the issues are important, I think, because I've heard about them in the first six months of being in the job. The idea of a charter may not have been expressed to me by

[Traduction]

La présidente: Mesdames et messieurs, avant de passer au tour suivant, je souhaiterais poser quelques questions. Je vais essayer de me limiter à cinq minutes.

Monsieur le ministre, l'autre jour, je parlais de cette question avec un jeune homme très sérieux. On s'entend généralement pour dire que l'un des grands atouts de la citoyenneté, c'est le sentiment d'appartenance qu'elle procure.

Il pensait, pour sa part, qu'en essayent de définir les valeurs, les droits et les responsabilités dans une charte de la citoyenneté, ou dans un serment qui inclurait des termes comme «multicuturel», «autochtone», «société distincte», certains risquent de se sentir marginalisés, exclus.

Je me demandais si vous aviez pensé au fait que le libellé choisi pourrait avoir cet effet marginalisateur au lieu de donner un sentiment d'appartenance.

M. Marchi: Si je dois faire erreur, je préfère que ce soit dans le sens de l'inclusion. Je me souviens que dans le contexte du débat constitutionnel, quand nous avons parlé de caractérisques fondamentales, il v avait eu un problème parce que la réalité francophone et anglophone avait été mentionnée dans la deuxième partie de l'amendement constitutionnel et puis, après avoir été omise, elle a été réinsérée. Quant aux peuples autochtones et aux Canadiens qui ne sont d'origine ni anglaise, ni française, ni autochtone, ils venaient beaucoup plus loin.

Certains, qui avaient le sentiment d'être ainsi relégués à l'arrière plan, l'ont mal pris et ont demandé quelle place leur faisait cette constitution. Je ne conteste aucunement l'histoire de la naissance du pays, mais les constitutions doivent aussi contribuer à façonner l'avenir. Le problème provenait donc d'une omission, madame la présidente. Cette omission avait donné à certains le sentiment d'être des citoyens de deuxième classe.

En omettant de les mentionner, on mettait en doute leur appartenance; c'est pourquoi je préfère pécher par excès en étalant fièrement un certain nombre de valeurs qui font clairement partie de la réalité canadienne.

Je ne crois que cela présente un plus grand risque. De fait, il me semble que l'autre solution présente beaucoup plus de risques.

La présidente: N'allez pas croire que je me lance dans des débats hypothétiques, mais si après avoir consulté les Canadiens, nous nous apercevons que ce consensus que nous souhaitons tous n'existe pas, seriez-vous déçu que le Comité ne recommande pas un préambule, une charte de la citoyenneté?

M. Marchi: On m'a demandé de vous faire part de certaines questions qui, d'après moi, doivent être réglées. Je les ai mentionnées. Libre au Comité d'en disposer. Je ne suis pas venu ici vous dicter votre conduite. Je crois que mes collaborateurs et moi-même vous avons laissé toute latitude. Nous avons vraiment tenu à laisser le Comité libre de décider de ce qu'il va faire.

Certaines de ces questions me paraissent importantes parce que je les ai souvent entendu soulever dans les six premiers mois de mon mandat. L'idée de la charte ne m'a peut-être pas someone actually telling me to do a charter, but you meet a été présentée telle quelle, mais on rencontre un groupe ici, une

group here, you run into a person there, or you meet someone in the airport lobby. They'll tell you that what we're missing is the responsibility aspect of it, the obligations, and that we should do something about it.

So those things don't just hatch one morning while you're showering or shaving, although sometimes you get great inspirations when you're in the shower, shaving, putting on your make—up, or whatever. Other Canadians have led me to put these things on the agenda.

Will I be disappointed? No. I think this is a tough job and—

The Chairman: You're saying that we'll hear what you heard and that it can be done.

Mr. Marchi: If this is the position of the committee, then I will try to respect that.

The Chairman: I had two other questions, but I'll go to the end of the line like everybody else. One was on minister's discretion and how it's defined and the other on how 'resident' is defined.

Mr. Nunez: You probably will be a little disappointed,

parce que je trouve que ça va être très difficile d'obtenir un consensus au sein de ce Comité sur le préambule. On a déjà étudié un préambule de la Constitution à d'autres occasions et on a échoué. Enfin, je ne pense pas que l'on puisse trouver un terrain d'entente entre le Canada anglais et le Canada français en ce moment, en particulier à cause des trop grandes divergences de vues.

Personnellement, monsieur le ministre, je ne suis pas d'accord en ce qui concerne l'urgence que vous voulez donner à l'examen de cette question, aujourd'hui. Combien d'années la Confédération a-t-elle vécu sans loi sur la citoyenneté?

The Chairman: Mr. Nunez, that question has been answered by the minister in terms of the reason why. Do you have another one?

M. Nunez: Oui, oui, I have another one. Vous n'avez pas répondu. Bref!

Mr. Marchi: I can repeat it, with your indulgence.

The Chairman: It's just that it sure would be nice to have a new question.

M. Nunez: Je vais passer à une autre question pour faire plaisir à M^{me} la présidente, parce que je ne voudrais pas partir en guerre tout de suite avec elle.

Monsieur le ministre, vous avez dit, à une autre occasion, que vous aviez demandé à votre ministère d'examiner la Loi sur la citoyenneté. Est—ce que vous pouvez nous dire aujourd'hui s'il y a eu des des études de faites ou qui sont en train de se faire sur ce sujet au sein de votre ministère?

• 1700

Mr. Marchi: I'll ask my deputy minister to answer that.

Mr. Peter Harder (Deputy Minister, Department of Citizenship and Immigration): We've provided you with a strategy document, prepared by the department, which outlines some of the questions. At this stage the department has not

[Translation]

personne là, un électeur dans un hall d'aéroport. Tout le monde vous dit que dans cette question de citoyenneté, on oublie trop les responsabilités, les obligations, et qu'il faut faire quelque chose.

Ces idées-là ne vous viennent pas subitement à l'esprit sous la douche ou devant le miroir, même s'il est vrai qu'en prenant sa douche, en se rasant ou en se maquillant, on peut parfois avoir des inspirations soudaines. Si j'ai mis ces questions au programme, c'est parce que d'autres Canadiens m'y ont incité.

Serais-je déçu? Non. C'est là une tâche difficile et. . .

La présidente: Vous voulez dire que nous entendrons les mêmes choses que vous et que cela doit être possible.

M. Marchi: Si c'est ce que souhaite le Comité, j'essaierai de respecter sa position.

La présidente: J'ai deux autres questions, mais j'attendrai mon tour, comme tout le monde. La première concerne le pouvoir discrétionnaire du ministre et sa définition, et la deuxième porte sur la définition du terme «résident».

M. Nunez: Vous serez probablement un peu déçue,

because I feel it will be extremely difficult for this committee to arrive at a concensus on a preamble. We have already looked on various occasions at a constitutional preamble without success. In any case, I don't think it will be possible for English Canada and French Canada to arrive at an agreement at this time, particuarly given the great differences of opinion.

Personally, Minister, I don't share your sense of urgency in regard to this issue. How many years has Confederation gone on without Citizenship Act?

La présidente: Monsieur Nunez, le ministre a déjà répondu à cette question en expliquant son raisonnement. Avez-vous une autre question?

Mr. Nunez: Yes, yes I have another one. You didn't answer. In any case!

M. Marchi: Avec votre permission, je peux répéter ma réponse.

La présidente: Il serait pourtant bien agréable d'entendre une question inédite.

Mr. Nunez: I will ask another question to please our Chairperson, because I would not want to start a conflict with her right away.

Minister, you said on another occasion that you had asked your department to review the Citizenship Act. Can you tell us today if any studies have been completed or are on-going on this issue within the Department?

M. Marchi: Je vais demander au sous-ministre de répondre à cette question.

M. Peter Harder (sous-ministre, Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration): Nous vous avons remis un document, préparé par le Ministère, qui explique la stratégie et décrit quelques unes des questions que vous avez soulevées. Le

done any exhaustive work on what legislative amendments would be part of a package for the fall. That work is presently under way, but in a sense we're awaiting the work of the committee to be an input into that.

We are examining, for example, the issue the chair raised, residency, to ensure that residency in the Citizenship Act is similar with residency and complementary in understanding to residency in the Immigration Act.

There are those kinds of issues. But it would be presumptuous of us to assume where the committee will come out on some of the issues that are of a greater weight.

What we are struggling with, of course, is to have the regulations necessary to implement an administrative regime, and what legislative changes are required from the whole policy statement, which the minister has outlined already, with respect to abolishing judges and how you do that. It's a very narrow aspect. There are no proposals presently in any report.

M. Nunez: Est-ce que vous ne voyez pas un dédoublement de travail et de fonctions entre le ministère et ce Comité?

M. Harder: Non, pas du tout. Je pense que le but est de s'assurer que le Comité examine quelques questions très importantes concernant la citoyenneté; le point de vue du Comité sera important pour le Ministère quand nous prendrons connaissance de votre étude. Nous tenons à l'utiliser pour élaborer un projet de loi à l'automne. C'est un processus normal qu'il faut suivre avant de déposer un projet de loi.

M. Nunez: Ma prochaine question est la demière. Vous savez, monsieur le ministre, qu'il y a des centaines de milliers d'immigrants et de résidents permanents qui ne deviennent jamais citoyens canadiens, y compris beaucoup d'Italiens dans mon comté d'Alma. Comment expliquez—vous ce phénomène? Qu'est—ce que vous auriez fait pour promouvoir la citoyenneté parmi ces milliers de personnes au Canada qui ne veulent pas devenir citoyens canadiens? C'est un problème, n'est—ce pas?

Mr. Marchi: There's nothing more disquieting sometimes, especially on campaigns, when we all go door-to-door. It's not because of the political party we happen to represent.

When people, whether they be Canadians of Italian ancestry, or Canadians of Spanish ancestry, or whatever cultural background, say to us that they'd love to vote for us, or they'd like to defeat us, but they can't because they're not a citizen, my next question is always to ask how long they've been in the country. When they answer that they've been here for 20 to 22 years, I ask them why, for God's sake, they haven't stepped forward.

You get a whole array of different answers. For example, they came from a certain country. Then I tell them there's dual citizenship. Or some people are scared of the citizenship court judge, from what they see in a judge based on where they're coming from. In one country it was corrupt, it was the actual justice system that made them flee, so they conjure up all sorts of things. Other people are embarrassed. Or people say they went once but failed, and won't go again. Or else their wife went, she passed, he failed, and he feels terrible. Or they say they never had the time to go, they were busy at work and never took the time. I say Canada's worth four hours of one day to go. You get a variety of answers.

[Traduction]

Ministère n'a pas jusqu'ici fait d'étude approfondie sur le genre de modifications législatives qui seront présentées à l'automne. Ce travail est actuellement en cours, mais dans un certain sens, nous attendons de pouvoir y intégrer les résultats des travaux du Comité.

Nous nous penchons, par exemple, sur la question de la résidence, qu'a mentionné la présidente, afin de nous assurer que le concept de résidence dans la Loi sur la citoyenneté soit en harmonie avec le concept de résidence dans la Loi sur l'immigration.

Voilà quelques éléments de la problématique. Mais il serait présomptueux de notre part de devancer les conclusions du Comité sur certaines des questions plus importantes.

Bien entendu, nous devons mettre en place les règlements nécessaires à l'application du régime administratif, et nous devons avoir les modifications législatives nécessaires pour assurer la mise en oeuvre de l'énoncé de politique, qu'a déjà décrit le ministre, touchant à l'abolition des juges. C'est un aspect très limité. Il n'y a actuellement pas de propositions là—dessus dans aucun rapport.

Mr. Nunez: You don't forsee any overlap between the work and the role of the Department and our committee?

Mr. Harder: Not at all. I think that the object is to insure that this committee examines some very fundamental issues regarding citizenship; the conclusions of the Committee will be taken very seriously by the Department when your study is completed. We intend to use it in developing a bill in the fall. It is the normal process to be followed before tabling a bill.

Mr. Nunez: This will be my last question. As you know, Minister, hundreds of thousands of immigrants and residents never become Canadian citizens, and that includes many Italians in my riding of Alma. How do you explain that? What would you do to promote citizenship amongst those thousands of people who do not wish to become Canadian citizens? It is a problem, isn't it?

M. Marchi: Rien n'est plus troublant parfois, surtout en campagne électorale, quand nous faisons du porte à porte. Cela n'a rien à voir avec le parti politique que je représente.

Quand les gens, qu'ils soient d'origine italienne, espagnole ou autres, nous disent qu'ils aimeraient beaucoup voter pour nous, ou voter contre nous, mais qu'ils ne le peuvent pas parce qu'ils ne sont pas citoyens canadiens, je leur demande toujours depuis combien de temps ils sont au Canada. Quand ils me disent qu'ils sont ici depuis 20 ou 22 ans, je ne peux m'empêcher de leur demander pourquoi, au nom du ciel, ils n'ont pas demandé la citoyenneté.

Les réponses sont très variées. Il y a ceux qui viennent d'un certain pays, ce à quoi je réponds qu'il est possible d'avoir la double citoyenneté. Il y a ceux qui ont peur du juge et de la cour de la citoyenneté à cause de ce qu'ils ont connu dans leur pays d'origine. Certains ont fui leur pays justement à cause du régime judiciaire, et l'idée du juge suscite en eux toutes sortes de sentiments. D'autres sont gênés. Certains nous disent qu'ils ont essayé mais n'ont pas réussi l'examen et ils ne veulent plus se présenter. Ou bien leur épouse à réussi et ils ont échoué et ils en sont terriblement gênés. Ou encore, ils n'ont pas le temps, ils ont trop de travail. Je leur répond que le Canada vaut bien qu'on lui sacrifie quatre heures un jour. Il y a toutes sortes de réponses.

[Translation]

• 1705

I hope therefore that not only the minister but all of us as Canadian members of Parliament would seek occasions to promote citizenship.

That's why when we push citizenship outside the courts, where people see it, feel it and touch it, hopefully for those people who've been in this country for 25 or 30 years and really don't have a good reason why they haven't stepped forward, maybe that promotion will help just a little bit.

Maybe they will say, you know, God, that was a nice ceremony. Those people must feel like a million bucks, so why don't we fill out an application, too? If we can move one person to do that, that's also citizenship promotion.

Finally, I've been a firm advocate of always saying residents should be involved here. Sometimes different countries of the world come here, do their politicking and want to give votes to people of various persuasions, votes in campaigns thousands of miles away.

In my Italian—Canadian community I've always been against that. How can you have someone from Toronto vote on a political process in the Italy you left 25 years ago, on current issues and politicians you don't know? Is that simply to maintain and prop up a political party that some immigrants are perhaps more in concert with?

My attitude always has been that this is their country, this is where the future of their kids are, and therefore like hell am I going to promote voting thousands of miles away.

First I'm going to get them to become citizens, vote here, get involved here and in their community.

So I do that, but this is not just a function of the minister. It is a collective function of Parliament as well.

That's why I think it is urgent that citizenship also be given equal weight with immigration. That's why we're moving. I think the time is right to hit at the problem you've just raised.

Mr. Hanger: I am going to ask the question Mr. Nunez has been trying to ask, and I've been waiting for a definite answer too. Mr. Nunez, of course, is maybe asking for another reason than the one that motivates me to raise it.

Mr. Minister, you say the Citizenship Act is crying out for change. People, on the other hand, are crying out for action from this government.

We're concentrating on an act that really could be placed on the back-burner, instead of dealing with immigration policy enforcement and other matters that are much more pressing and that people want you and this government to deal with.

I'm wondering why we're spending all our time trying to redefine and review an act that could be done at a less pressing time instead of dealing with the real issues we're faced with right now in this country.

That's the message I'm getting from many people across the country, not just in my own riding.

J'espère donc que non seulement le ministre, mais tous les députés du Parlement canadien chercheront l'occasion de promouvoir la citoyenneté.

C'est pour cela qu'en organisant les cérémonies de citoyenneté en dehors des cours, là où les gens peuvent les voir, y participer, en ressentir l'émotion, nous espérons que ceux qui habitent ce pays depuis 25 ou 30 ans et qui n'ont vraiment aucune bonne raison de ne pas en être devenus citoyens seront encouragés à le faire.

Ils se diront peut-être: quelle belle cérémonie! Ces gens-là doivent être bien contents, pourquoi n'en ferai-je pas autant? Si nous pouvons amener une seule personne à le faire, c'est aussi de la promotion.

Enfin, j'ai toujours été fermement convaincu que les résidents permanents doivent participer à la vie du pays. Certains pays essaient de venir faire de la politique ici et voudraient que les gens puissent voter dans des élections qui ont lieu à des milliers de kilomètres d'ici.

Je me suis toujours élevé contre ce système au sein de ma propre collectivité italo-canadienne. Comment une personne de Toronto qui a quitté l'Italie depuis 25 ans peut-elle aller voter sur des questions d'actualité et des personnalités politiques dont elle ne sait rien? Le but est-il simplement de soutenir un parti politique dont certains immigrants se sentent peut-être plus proches?

J'ai toujours estimé que leur pays est ici, que l'avenir de leurs enfants est ici, et que je ne vais certainement pas les encourager à aller voter à des milliers de kilomètres d'ici.

Tout d'abord, je vais les encourager à devenir citoyens canadiens, à voter ici, à participer à la vie du pays et de la collectivité.

C'est ce que je fais, mais ce n'est pas seulement une responsabilité de ministre. C'est là aussi le rôle du Parlement dans son ensemble.

C'est pourquoi il me paraît urgent de donner à la citoyenneté autant de poids que l'immigration. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'agir. Le moment me semble venu de nous attaquer au problème que vous venez de soulever.

M. Hanger: Je vais poser la question que M. Nunez a essayé de poser, et à laquelle j'attends moi aussi une réponse précise. Bien entendu, M. Nunez la pose peut-être pour une tout autre raison que moi.

Monsieur le ministre, vous dites qu'il est urgent de modifier la Loi sur la citoyenneté. La population, par ailleurs, estime qu'il est urgent que le gouvernement fasse quelque chose.

Nous sommes en train de consacrer des énergies à une loi qui pourrait facilement attendre, au lieu de nous attaquer au problème d'application des règlements de l'immigration et autres sujets beaucoup plus pressants pour vous et pour votre gouvernement, aux yeux de la population.

Je me demande pourquoi nous passons tout notre temps à essayer de redéfinir et de refondre une loi qui pourrait très bien attendre, au lieu de nous attaquer aux vrais problèmes que connaît actuellement le pays.

C'est ce que me disent bien des gens, pas seulement dans ma propre circonscription, mais un peu partout au pays.

The Chairman: Mr. Hanger, I think—

Mr. Hanger: That is something he addressed right at the very beginning and I-

The Chairman: —it's important to note here that this committee. almost by unanimous vote, adopted our work plan, which stated clearly-

Mr. Hanger: Fair enough, Madam Chair.

The Chairman: —that immigration issues would be dealt with in the fall, after the public consultations. So having given—

Mr. Hanger: I beg to differ with the chair in the sense that the minister himself said this act is crying out for change. I'm begging to ask him why-

The Chairman: What I'm saying is that this committee determined its own work plan based on the interests and information from all members, including the minister.

Now, having said that, Mr. Minister...

Mr. Marchi: Look, I don't approach it that way. I don't think it's right to say citizenship, take a back burner. You know, it's only citizenship, it's not on the front-

Mr. Hanger: I'm talking about what is pressing.

Mr. Marchi: —pages of The Calgary Herald, so if it's not on the front pages of The Calgary Herald, it must not be important.

Mr. Nunez: In the red book?

Mr. Marchi: I'm saying citizenship ought to be treated a little more significantly. I want to be the Minister of Citizenship and Immigration. I haven't been asked to be only the Minister of Immigration.

On the immigration front, I find it passing strange that you're suggesting our government has been quiet on the immigration front. We have just unleashed a consultative process that is unprecedented since the 1976 green paper. We are trying to bring in people—as you have said in the House of Commons on a number of occasions—who have traditionally been on the outside looking in. So that consultation process is moving along.

1710

This committee has been invited to participate on the 10 working groups we're looking at, 10 specific issues we need to get right. I've extended an invitation to MPs by sending a kit to every office. We're getting requests by members of Parliament for more copies, so members of Parliament can also take the leadership in their own backyards.

I've extended an invitation to this committee to participate in the fall conference, which will be a conference on dealing with a consensus.

I would like to advocate a debate in the House of Commons before we do the levels. This would be just like we did the budget, just like we did on cruise missiles, peacekeeping, NATO airstrikes, foreign policy, defence policy. This would be a one-day debate in the House of Commons before we introduced the levels.

[Traduction]

La présidente: Monsieur Hanger, il me semble. . .

M. Hanger: Le ministre en a parlé tout au début et je...

La présidente: . . . important de rappeler que ce Comité a adopté presque à l'unanimité son plan de travail, où il était dit clairement. . .

M. Hanger: Vous avez raison, madame la présidente.

La présidente: . . . qu'on examinerait les questions de l'immigration à l'automne, après avoir tenu des consultations publiques. Par conséquent...

M. Hanger: Permettez-moi de ne pas partager votre point de vue, puisque le ministre lui-même a dit qu'il était urgent de changer la Loi. Je voudrais lui demander pourquoi?

La présidente: Je veux dire simplement que le Comité a lui-même arrêté son plan de travail en fonction des intérêts et de l'information de tous les membres, y compris le ministre.

Cela dit, monsieur le ministre...

M. Marchi: Je ne vois pas du tout la chose ainsi. Je ne crois pas qu'on puisse dire que la citoyenneté n'est pas une question d'actualité. Ce n'est que la citoyenneté, cela ne fait pas la...

M. Hanger: Je parle de ce qui est urgent.

M. Marchi: . . . manchette du Calgary Herald, et si cela n'est pas en première page du Calgary Herald, cela ne doit pas être bien important.

M. Nunez: Est-ce dans le Livre rouge?

M. Marchi: Je veux dire que la citoyenneté mérite qu'on lui accorde un peu plus d'importance. Je suis le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. On ne m'a pas confié que le portefeuille de l'immigration.

En ce qui concerne l'immigration, je trouve pour le moins étrange que vous avanciez que notre gouvernement n'a rien fait sur ce front. Nous venons de lancer un processus de consultation comme on n'en avait pas vu depuis le Livre vert de 1976. Nous essayons de faire participer des gens qui—comme vous l'avez dit vous-même à la Chambre des Communes à maintes occasions-traditionnellement ont été laissés sur la touche. Ce processus de consultation est en route.

Votre Comité a été invité à participer aux dix groupes de travail que nous envisageons sur les dix questions précises que nous voulons résoudre. J'ai invité les députés à participer en leur envoyant à chacun une trousse d'information. Certains nous ont demandé de leur en faire parvenir d'autres exemplaires, ce qui montre qu'ils peuvent prendre eux-mêmes l'initiative dans leur circonscription.

J'ai invité votre Comité à participer à la conférence qui aura lieu à l'automne et qui aura pour but de rechercher un consensus.

J'aimerais proposer un débat à la Chambre avant de fixer les niveaux. Comme nous le faisons pour le budget, comme nous l'avons fait à propos des missiles de croisière, des opérations de maintien de la paix, des raids aériens de l'OTAN, de la politique étrangère ou de la politique de défense, nous pourrions avoir un débat d'une journée à la Chambre avant d'arrêter les niveaux.

We have moved on work permits. We have moved on our red book commitments in terms of the levels in family class. We have issued reports on business class and the IRB. We have made appointments to the board that the press secretary to your leader said are good, are commitments with good—quality appointments.

We are going to move on a bill that targets the problematic cases that give black eyes to people. I've moved very quickly on that. That doesn't come just from the Just Desserts. I've been working on that with a number of people in my department. I've consulted outside.

There will be some major amendments and some minor amendments in terms of house cleaning. But hopefully the package by the time it reaches the House will speak to the concern you and all of us have in terms of those who abuse us. I will have that in the House of Commons before we break for the summer.

So I'm not hiding away on immigration. I'm not saying this committee be diverted while we steal the shop somewhere. This is upfront.

I'm also taking risks. We both know that in terms of the consultative process. I'm prepared to hear the voices, whether they're voices of moderation or extreme. Those voices will be heard. This is until June, I also might add, on the citizenship front.

I think it's good when our committees get involved in helping to draft a bill, as opposed to a House of Commons being given a bill all the time. It's a parliamentary forum. It's participation of members of Parliament. It's members of Parliament being able to draft and be involved in drafting of the laws. I thought that's what the Reform Party stood for. So that's a role in citizenship.

Mr. Hanger: It's a major change.

Mr. Marchi: No one's denying what you can do on immigration. I asked this committee to take a specific reference on the phony consultants industry. That's a heck of an issue out there that I still hear about from members of Parliament.

Yesterday I met another group of parliamentarians who were going on about the consultants. That's a specific reference. I think, without prejudicing anything, there's a possibility for a unanimous report from this committee on phony consultants. They're cheating people. I'm not saying consultants are bad people. I'm saying some of the phony ones are not brought to justice, either because the refugees or claimants or immigrants can't afford to take the law in their own hands or because they're not regulated. So that's one area.

I've also asked about child caregivers, otherwise known as nannies. There may be areas of improvement there.

I've suggested some references for this committee to sink its teeth into. Don't look at me. You're the committee. You can do a number of individual references.

[Translation]

Nous avons pris des mesures concernant les permis de travail. Nous avons pris des dispositions, comme nous nous y étions engagés dans le Livre rouge, à propos de la catégories des familles. Nous avons présenté des rapports sur la catégorie des entrepreneurs et sur la CISR. Nous y avons fait des nominations qui ont été bien accueillies par le secrétaire de presse de votre propre leader.

Nous allons présenter un projet de loi qui touche les cas difficiles, ceux qui irritent vraiment les gens. Nous avons réagi très rapidement. Et ce n'est pas seulement à cause d'incidents comme celui du restaurant Just Deserts. Je me penche sur cette question avec un certain nombre de mes collaborateurs au sein du Ministère. J'ai également consulté à l'extérieur.

Nous entendons présenter des amendements importants, et quelques autres plus mineurs, à des fins d'intendance. Mais nous espérons que lorsqu'il arrivera à la Chambre, ce projet de loi proposera des solutions aux problèmes que vous percevez, et que nous percevons tous, en ce qui concerne les abus. J'entends déposer ce projet de loi à la Chambre avant le congé d'été.

Je ne me détourne donc pas de l'immigration. Mon intention n'est pas de détourner l'attention du Comité pendant que nous filons avec la caisse. Nous ne cachons rien.

Je prends aussi des risques. Nous savons tous deux que la consultation présente des risques. Je suis prêt à entendre tout le monde, les voix modérées comme les opinions extrêmes. Tout le monde sera entendu, jusqu'au mois de juin en ce qui concerne la citoyenneté.

C'est une bonne chose, à mon sens, que les comités participent dès l'étape de l'élaboration d'un projet de loi, au lieu que ces projets de lois soient déposés directement à la Chambre des Communes. C'est une tribune parlementaire. Elle permet à tous les députés de participer aux débats et à l'élaboration des lois. Il me semblait que c'était ce que préconisait le Parti réformiste. C'est un des rôles à jouer dans le domaine de la citoyenneté.

M. Hanger: C'est un changement de taille.

M. Marchi: Personne ne prétend qu'il n'y ait rien à faire du côté de l'immigration. J'ai demandé à ce Comité d'entreprendre une étude sur les faux consultants. C'est là un gros problème dont me parlent encore beaucoup les députés.

Hier encore, j'ai rencontré un groupe de parlementaires qui se plaignaient des consultants. C'est là un ordre de renvoi très précis. Sans vouloir préjuger de quoi que ce soit, il devrait être possible au Comité de rédiger un rapport unanime sur les faux consultants. Ils trompent les gens. Je ne veux pas dire que les consultants soient des gens malhonnêtes. Mais il y a de faux consultants qui échappent à la justice, soit parce que les réfugiés ou les immigrants n'ont pas les moyens de se mettre sous la protection de la loi, soit parce qu'il n'y a aucune réglementation en la matière. Voilà un domaine d'action possible.

Je vous ai également demander d'examiner la question des gardiennes d'enfants, ou «nannies». Il y aurait probablement des améliorations à apporter de ce côté—là.

J'ai suggéré à ce Comité d'en faire l'étude. Ne vous tournez pas vers moi. C'est à vous de décider ce que vous voulez faire. Il y a plusieurs possibilités.

I thought, though, that while this exhaustive consultative process that involves this committee is moving, we would be ahead of the game if we could also do the citizenship piece at the same time, rather than re—inventing the waterfront.

I think there is plenty of action on both sides of the ledger.

The Chairman: Next up is Mrs. Hayes, Mr. Knutson and Mr. Bryden. We will have to be quick. I think the bells will ring any moment.

Mrs. Hayes: Just to comment, you were saying that Canadians are excited about their country. I would like to think that's the case.

In the last few minutes you've given a litany of the things your party has done. I maybe could mention that I'm not sure Canadians are excited right now.

Today's paper says our families are the poorest they've been since the Depression. We have an economic debt in one report that puts us 46th in the world, next to Burundi. We have Canadians who perceive that our immigration rates are too high, according to polls.

• 1715

I've talked to people. You mentioned multiculturalism a few minutes ago. There are Canadians, including from the multicultural committee, who would take exception to what you said about Canadians demanding they leave their suitcase at the border. They don't feel that way. These are Canadians who say no, we're asking people to bring their suitcase in, open the suitcase up and we'll fill it with clothes from ragged Canadians who are already here, both multicultural and whatever.

There is a perception out there that these things are not working, so I would say when we go to define some of these things in our citizenship program we have to be careful. I'll take this point to a specific question.

When we look at witnesses in this committee who come to talk about the Citizenship Act we're to look at, would you put more weight on a witness from, shall we say, the artistic community, or on ordinary Canadians? As to this list of things I say may be a problem in our country, those two groups might have different looks at those very issues. Which are more important to our committee to hear from?

Mr. Marchi: You mentioned a number of concerns I'm not going to dispute. Are there concerns over the debt situation of our country? Yes. Are there concerns over unemployment and poverty? Absolutely, I'm not trying to equate the importance of different issues.

I believe there is one overriding concern that led to the election of our party as government, and it's the economic one. I think in the end we will be judged bad, good or indifferent on how Canadians perceive our ability to deliver on the whole economic hope—jobs and growth.

I think there's another secondary issue of integrity and leanness of government, how government institutions have been handled and how the governed feel about their government. I think that's a second large issue, which your party speaks to,

[Traduction]

Mais il me semblait que pendant que ce processus de consultation approfondi, auquel participe le Comité, est en cours, il serait utile de mener parallèlement le dossier de la citoyenneté, plutôt que de vouloir tout réinventer.

Il me semble qu'il y a beaucoup de pain sur les deux planches.

La présidente: Ce sera maintenant le tour de M^{me} Hayes, suivie de MM. Knutson et Bryden. Il va falloir aller vite. La sonnerie devrait retentir d'un moment à l'autre.

Mme Hayes: Vous disiez que les Canadiens sont enthousiastes à propos de leur pays. J'aimerais le croire.

Vous venez de nous réciter une litanie des réalisations de votre Parti. Permettez-moi de vous dire que je ne suis pas si sûre que les Canadiens soient vraiment enthousiasmés en ce moment.

On pouvait lire dans le journal d'aujourd'hui que les familles canadiennes n'ont jamais été aussi pauvres depuis la grande crise. Notre dette, d'après un rapport, nous place au 46e rang avec le Burundi. D'après les sondages, des Canadiens estiment que les niveaux d'immigration sont trop élevés.

J'ai parlé à des gens. Il y a quelques minutes, vous avez mentionné le multiculturalisme. Certains Canadiens, entre autres ceux qui font partie de la collectivité multiculturelle, auraient du mal à accepter ce que vous avez dit à propos des bagages qu'on leur demanderait de laisser à la frontière. Ce n'est pas leur sentiment. Ces Canadiens—là disent non, nous demandons aux immigrants d'entrer avec leur bagage, d'ouvrir leur valise pour que nous puissions la remplir des haillons des Canadiens qui sont déjà ici, d'origine multiculturelle ou autre.

On a le sentiment, dans la population, que ces politiques n'ont pas donné les résultats espérés, et que par conséquent, en définissant un programme de la citoyenneté, il faut se montrer prudent. J'en viens à une question précise.

À propos des témoins qui viendront devant ce comité pour parler de la Loi sur la citoyenneté, pensez-vous que nous devions accorder davantage d'importance aux représentants des milieux artistiques, par exemple, ou aux Canadiens moyens? Sur les questions qui à mon sens sont perçues comme un problème dans le pays, ces ceux groupes pourraient avoir des avis très différents. Lequel des deux notre comité devrait—il entendre surtout?

M. Marchi: Vous avez mentionné un certain nombre de problèmes que je n'ai pas l'intention de nier. La dette du pays est-elle préoccupante? Oui. Le chômage et la pauvreté sont-ils préoccupants? Sans aucun doute. Mon intention n'est pas de juger de l'importance de questions très différentes.

Notre parti a été élu pour une raison prépondérante: l'état de l'économie. Au bout du compte, les Canadiens nous jugeront bien ou mal, sur ce que nous aurons réussi à faire sur le front économique: l'emploi et la croissance.

Il y a un autre élément important, cependant, qui est celui de l'intégrité du gouvernement et du régime d'austérité au sein du gouvernement, de l'administration des institutions gouvernementales et du sentiment qu'ont les gouvernés à

and it's important. But by and large it's the economy. I understand that, our government understands that and the Prime Minister has reiterated that is priority number one, no ifs, ands or buts.

But I am Minister of Citizenship and Immigration. This is the Standing Committee on Citizenship and Immigration. In those two portfolios I have the duty to move in areas I think are of concern. I believe there are two issues: citizenship processing and the Citizenship Act. That doesn't mean the things Paul Martin does or doesn't do are any less important or more important than these.

I'm doing my job in the mandate given to me by the Prime Minister. That doesn't detract from what I believe are the answers to job creation or debt concern. I know the people in my riding are fundamentally concerned about how the bread and butter is going to be placed on their tables, but I have the mandate of one ministry and I'm going to do the best I can.

Mrs. Hayes: The question I came to at the end of my list was who would you think are the most valuable witnesses to our committee, those from the artistic community or those from the Canadian population in general?

Mr. Marchi: The clear answer is both. I think it makes sense when we're looking for poetry to ask some of our artists. I also think they're ordinary Canadians. Some complain they're too ordinary—they don't sell enough books or they don't get enough money or assistance to make their movies or publish their books. So some of them complain about being very ordinarily treated.

I don't think it detracts from having people come forward and help with the writing of a document and then having the common, average Canadian you spoke of. I think you started that yesterday.

We all get driven by average Canadians and that's what we shouldn't lose sight of. What makes the history of a country and gives countries momentum is not necessarily the great acts you and I do in the House of Commons or when the reporter says Sharon Hayes asked a great question of the minister and he absolutely fumbled. The acts of a country that give history a momentum are the individual acts of decency that are done, not with any motivation in mind, but are just the acts of citizens. We should draw great strength from that.

• 1720

because this is their country as much as it is the artist's. But why should I decide that one class of Canadians can come and the other, because of what their job or profession is, can't? I think both have a chance to contribute and both should.

Mr. Knutson: I would like to make an opening comment. It of Canada is basically one of tolerance.

One of the things that struck me while I was campaigning was that whether I knocked on a Palestinian's door or the door of somebody from Israel, basically they lived together. The one thing the ethnics have often taught me is that when you come

[Translation]

l'égard de leur gouvernement. C'est là un deuxième aspect très important, qui préoccupe aussi votre parti. Mais l'économie est la préoccupation prépondérante. J'en suis conscient, notre gouvernement en est conscient et le premier ministre a répété que c'est là sa toute première priorité, sans contredit.

Mais pour ma part, je suis ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Ce comité est le Comité permanent sur la citoyenneté et l'immigration. Au sein de ces deux portefeuilles, j'ai le devoir d'agir dans les domaines qui me paraissent importants. Il y a à mon sens deux grands secteurs: le traitement des demandes de citoyenneté et la Loi sur la citoyenneté. Cela ne veut pas dire que tout ce que fait ou ne fait pas Paul Martin soit plus ou moins important.

Je fais mon travail dans le contexte des responsabilités que m'a confiées le premier ministre. Cela ne change rien à mes convictions en matière de création d'emplois ou de réduction de la dette. Je sais que les gens de ma circonscription s'inquiètent avant tout de savoir comment ils vont nourrir leurs familles, mais on m'a confié un portefeuille, et j'entends faire de mon mieux dans ce contexte-là.

Mme Hayes: Je vous ai également demandé qui, d'après vous, seraient les témoins les plus intéressants pour notre comité: les porte-parole des milieux artistiques ou des Canadiens moyens?

M. Marchi: Les deux, bien sûr. Quand on veut de la poésie, il me paraît logique de s'adresser à des artistes, qui sont d'ailleurs aussi des Canadiens ordinaires. Certains se plaignent d'être trop ordinaires, de ne pas vendre suffisamment de livres, de ne pas recevoir suffisamment de subventions pour faire des films ou publier. Certains se plaignent effectivement d'être traités de la manière la plus ordinaire.

Rien ne nous empêche d'inviter des gens à nous aider à rédiger un document, et de faire participer aussi les Canadiens moyens dont vous parliez. C'est ce que vous avez commencé à faire hier.

Il ne faut pas perdre de vue que ce qui nous mène, c'est le Canadien moyen. Ce qui fait l'histoire d'un pays, ce qui donne aux nations leur élan, ce n'est pas nécessairement les grands gestes que vous et moi faisons à la Chambre des communes, ou le fait qu'un journaliste ait pu dire: Sheron Hayes a posé une excellente question au ministre et il a pataugé. Les actes qui donnent de l'élan à l'histoire d'un pays sont les actes individuelles de générosité qui sont faits spontanément par des citoyens sans aucune arrière-pensée. Nous devrions en retirer une grande force.

So I think those Canadians have every right to come to this table, Je pense donc que ces Canadiens et ces Canadiennes ont tout à fait le droit de s'asseoir à cette table puisque le pays leur appartient autant qu'aux artistes. En vertu de quoi pourrait-on dire qu'une catégorie de Canadiens peut venir et qu'une autre ne le peut pas à cause de son métier ou de sa profession? Je pense que ces catégories peuvent et doivent apporter chacune leur contribution.

M. Knutson: Je voudrais commencer par une déclaration qui n'a doesn't relate to my question, but I think the defining characteristic rien à voir avec ma question: je pense que ce qui caractérise fondamentalement le Canada, c'est la tolérance.

> Une des choses qui m'ont frappé au cours de la campagne électorale, c'est que, que je frappe à la porte d'un Palestinien ou d'un Israélien, les deux vivaient en fait ensemble. Ce que je constate souvent auprès des populations ethniques, c'est que,

here you leave the conflict behind. If you walk into an Irish bar, you quand on vient ici, on laisse les conflits derrière soi. Quand on entre don't hear the politics of Ireland discussed in an Irish bar. They don't want you to bring it up, because they want it left behind. That doesn't relate at all to the question I'm going to ask, but I felt like saying it, so I did.

On the issue of passport babies, we had a note from our esteemed researcher that it was roughly 400. I don't know if that has been confirmed by the department. Is that a big deal?

Mr. Marchi: Your first point triggered one point. You're absolutely right when you talk about doors. I hate to get into this, but while we are all passing along stories—and that's part of the exercise, and I realize the time—the first door I ever knocked on as a candidate in 1984 was initially a terrible experience.

This gentleman came out and asked who I was. I told him my name, and that I was a Liberal candidate looking for his support. The guy looked at me. He said his parents had been dead for 30 years and they would turn over in their graves if they thought he would vote for me. He'd noticed my name, and that it probably was Italian. That was the first door!

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Marchi: You know, all our political parties teach us one thing. When you meet someone like that, keep moving.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Marchi: But being of Italian background and being stubborn, I stayed there. I asked him, since I'd lost his vote, who he was going to vote for. He said it was none of my business. I said he was absolutely right, but what the hell, I'd lost his vote, why didn't he rub it in all the way? He said he was going to vote Conservative. I asked him if he knew who the Conservative candidate was. He said no. I told him it was Franco Di Giorgio.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Marchi: He asked me if I thought I was some kind of smart-ass. I said no, I was just telling him who the candidate was. He said for the first time in his life he was going to vote socialist. He was voting NDP. I asked him if he knew who his NDP candidate was. He said no, and he didn't want to know. I said tough—he was going to find out. The candidate's name was Bruno Pasquantonio.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Marchi: I told him he couldn't get any more Italian than that—but other than voting communism or spoiling his ballot, did he want to give me five minutes?

[Traduction]

dans un bar irlandais, on n'y entend pas parlé de l'avis politique en Irlande. Personne ne veut en parler, parce qu'on veut laisser cela derrière soi. Cela n'a rien à voir avec la question que je vais poser, mais j'avais envie de vous le dire.

En ce qui concerne les cas de citovenneté accordée aux bébés nés au Canada de parents étrangers, notre recherchiste nous indique qu'il y en a eu environ 400. Je ne sais pas si cela a été confirmé par le ministère. Est-ce que c'est beaucoup?

M. Marchi: Votre première remarque m'a fait penser à quelque chose. Vous avez tout à fait raison quand vous parlez du porte à porte. Je n'aime guère aborder cela, mais puisque nous racontons des anecdotes—et cela fait partie du jeu, mais je me rends compte qu'il est tard—la première fois que j'ai frappé à la porte d'un électeur lorsque j'étais candidat en 1984 a été d'abord quelque chose de très désagréable.

Un homme est sorti et m'a demandé qui j'étais. Je lui ai dit mon nom, indiquant que j'étais un candidat libéral qui sollicitait son appui. Il m'a regardé et m'a dit que ses parents, qui étaient morts depuis 30 ans, se retourneraient dans leurs tombes s'ils pensaient qu'il allait voter pour moi. Il avait remarqué mon nom et s'était dit qu'il était sans doute d'origine italienne. C'était la première porte à laquelle je frappais!

Des voix: Oh, oh.

M. Marchi: Vous savez que tous les partis politiques conseillent la même chose: quand on rencontre quelqu'un comme cela, on continue son chemin.

Des voix: Oh, oh.

M. Marchi: Mais étant d'origine italienne et plutôt têtu, je suis resté. Puisque j'avais perdu son vote, je lui ai demandé pour qui il allait voter. Il a dit que cela ne me regardait pas. Je lui ai dit qu'il avait tout à fait raison, mais que, à tout prendre, puisque j'avais perdu son vote, pourquoi ne pas remuer le fer dans la plaie? Il m'a dit qu'il allait voter pour les conservateurs. Je lui ai demandé s'il savait le nom du candidat onservateur. Il m'a dit non. Je lui ai dit qu'il s'appelait Franco Di Giorgio.

Des voix: Oh, oh.

M. Marchi: Il m'a demandé si je voulais faire le malin. Je lui ai dit que non et que je lui disais seulement comment s'appelait ce candidat. Il m'a alors dit que, pour la première fois de sa vie, il allait voter socialiste, pour le NPD. Je lui ai demandé s'il connaissait le nom du candidat NPD. Il m'a dit que non et que cela ne l'intéressait pas. Je lui ai dit que, tant pis pour lui, j'allais lui donner ce nom. Ce candidat s'appelait Bruno Pasquantonio.

Des voix: Oh, oh.

M. Marchi: Je lui ai dit qu'il ne pouvait pas trouver de nom plus italien et je lui ai demandé si, plutôt que de voter pour les communistes ou de détruire son bulletin de vote, il ne voulait pas m'accorder cinq minutes.

Do you know what? He invited me and my wife, who was with me, inside. We went inside. This is the other thing they teach you, to be quick. At our first door we went in for a cup of tea. Can you imagine? We sat down, came out five minutes later and the guy asked for a sign to put on his lawn.

You talk about tolerance—absolutely. But do you know what? There might not have been the tolerance had he not been exposed-and the key word is exposed-to a younger Canadian who happened to be of Italian heritage but who spoke English like his son, probably went to the same school as his son, had a lot of hang-ups and warts like his son, but there wasn't any evil there. Once exposed to the facts, tolerance takes over, and understanding. That was my first door.

I'm sorry, I'm digressing.

Is it a big deal for the baby thing? No, I don't think it is a terribly big deal, but I think it's a fair question to say that if kids are born here, ought they to be automatically Canadian citizens? If we settle that question one way or another, I think it will be better, because there are some people who accuse individuals of leveraging their kids, whether it is to stay here as a refugee or on humanitarian and compassionate grounds. In how many cases that happens, I can't tell you. I don't want to divide that from the legitimate cries of a mom or dad wanting to stay here because their kids obviously are born here, whether they're three months or three years old.

I think it's a fair question to ask whether it ought to be automatic. If it is, let's leave it that way and go forward. Or should we say that one or two parents need residency status, so that for the few cases where that leveraging happens, that is not done?

• 1725

The Chairman: Thank you. That looks like all of the questions.

Mr. Marchi, we appreciated your comments and we look forward to talking to Canadians over the next three weeks to see if we can get some answers that might help you.

Mr. Marchi: Thank you, and I'm sorry for being late.

The Chairman: That's quite all right. We managed to get all those questions answered.

We are adjourned.

EVENING SITTING

• 1908

The Chairman: I call this meeting to order.

Members of the committee, we received word that there is a group of young ambassadors here in the city. There's a group of young people, some born here, some immigrants from China.

[Translation]

Eh bien, figurez-vous qu'il nous a invités, ma femme qui m'accompagnait et moi, à entrer dans sa maison, ce que nous avons fait. Une autre chose qu'on enseigne aux candidats, c'est de ne pas perdre de temps. À la première porte à laquelle nous avons frappé, nous sommes entrés pour prendre une tasse de thé, vous rendez-vous compte! Nous nous sommes assis et cinq minutes plus tard, quand nous sommes repartis, le type nous a demandé de mettre un panneau sur sa pelouse.

Vous parlez de tolérance, vous avez tout à fait raison, mais il faut ajouter que ce monsieur n'aurait pas été aussi tolérant s'il n'avait pas été exposé-c'est cela qui compte-à un jeune Canadien d'origine italienne mais qui parlait anglais comme son fils et qui était peut-être allé dans la même école que son fils et qui avait des blocages et des défauts comme son fils, mais il n'y avait rien de mal là-dedans. Quand on se trouve devant les faits, c'est la tolérance qui l'emporte et la compréhension. C'était la première fois que je frappais à la porte d'un électeur.

Excusez-moi, je sors du sujet.

Et cette affaire des bébés est-elle un gros problème? Non, je ne crois pas, mais il est néanmoins juste de se demander, lorsqu'un enfant naît ici, devrait-il automatiquement devenir citoyen canadien? Il vaudrait mieux régler cette question d'une façon ou d'une autre parce qu'il y a des gens qui accusent certaines personnes d'utiliser leur enfant pour rester ici comme réfugié ou pour invoquer des raisons humanitaires ou de compassion. Je ne peux pas vous dire dans combien de cas cela se produit. Je ne veux pas faire de distinction entre ce cas et les prières légitimes d'une mère ou d'un père qui veulent rester ici puisque leurs enfants sont nés ici, qu'ils aient trois mois ou trois ans.

Il me parait juste de se demander si cela devrait se faire automatiquement. Si c'est le cas, laissons le système en place et passons à autre chose. Devrait-on dire plutôt qu'un des parents ou les deux doivent être résidents afin qu'il ne soit plus possible d'utiliser ainsi des enfants, même si cela n'arrive que rarement?

La présidente: Merci. Je crois qu'il ne reste plus de questions.

Monsieur Marchi, nous vous remercions de vos commentaires et nous avons hâte de rencontrer des Canadiennes et des Canadiens au cours des trois prochaines semaines pour voir si nous pourrons obtenir des réponses susceptibles de vous aider.

M. Marchi: Merci, et excusez-moi de mon retard.

La présidente: Cela ne fait rien. Nous avons pu obtenir des réponses à toutes ces questions.

La séance est levée.

SÉANCE DU SOIR

La présidente: La séance est ouverte.

Je signalerai aux membres du comité que nous avons appris la présence en ville d'un groupe de jeunes ambassadeurs; ce sont de jeunes gens, dont certains sont nés ici alors que d'autres They all call Canada home. They range in ages from 16 to 22. ont émigré de Chine. Tous vivent au Canada et ils ont entre 16

They're all from British Columbia and they wish to address the committee. I realize this is rather late, but if the committee agrees we could hear them after our last speaker. They're here; they're prepared to speak. They sound like a group of fine young people. If that's agreeable we'll see them after.

Members of the committee, we also have the good fortune of having Mr. Laurier LaPierre here. Mr. LaPierre was educated at the University of Toronto and he received his PhD in history in 1962. He taught French and Canadian Studies at the University of Western Ontario, at Loyola College in Montreal, and at McGill. He came to national prominence, as we all know, as co-host of *This Hour Has Seven Days*, a controversial show in the mid-1960s. In addition to a range of other media work, he's been a host of a daily television show in Vancouver and has published numerous popular and scholarly articles.

Welcome, Mr. LaPierre. We're delighted you took the time to come and share your view on Canadian citizenship with us.

Mr. Laurier LaPierre (Individual Presentation): Madame la présidente, thank you very much. That you remember Seven Days, Madam—you were just a child—

The Chairman: Ah, how kind of you. We like him already.

Mr. LaPierre: —and therefore it is just a fleeting fancy. However, it was important, I suppose, in its time.

Je vous remercie de m'avoir invité. Je ne représente personne. Je n'ai même pas les moyens de vous présenter 35 copies, comme on me l'a demandé,

but you've been kind enough to photocopy them for me.

Je voudrais vous dire que j'ai lu avec intérêt les questions qui ont été posées sur le communiqué que vous avez émis. Malheureusement, je ne suis pas capable de répondre à toutes les questions parce que je ne suis pas un avocat et parce que je n'ai pas les connaissances nécessaires. Je ne suis qu'un simple habitant de la Beauce. J'ai la sagesse que mes père et mère m'ont transmise.

• 1910

I must say also, Madam, that I find it somewhat ironical that we should be having this study session largely because every day I hear from you people that my country is on the brink of disaster, that it is about to be destroyed brutally and violently, that my country is bankrupt, that the institution that I cherish of bilingualism and multiculturalism is on the block, that I am not a nation, that I am not a country, that I am here floating in the land of the Klingons. And on this day, the last day on which Star Trek is to be broadcast, the most civilized television program ever made after Seven Days, I find it somewhat ironical that I should be here.

However, since I never miss an opportunity to speak about the great value to mankind and to the inhabitants of this country, of this great magnificent country that is Canada, I have, therefore, no hesitation in accepting your invitation.

[Traduction]

et 22 ans. Ils viennent tous de Colombie—Britannique et souhaiteraient prendre la parole devant le comité. Je me rends compte qu'il est déjà tard mais, si le comité est d'accord, nous pourrions les entendre après notre dernier intervenant. Ils sont ici et sont prêts à prendre la parole. Je crois que c'est un groupe de jeunes gens très biens. Si cela vous convient, nous pourrons les voir après.

Mesdames et messieurs les membres du comité, nous avons également la chance d'avoir M. Laurier LaPierre avec nous ce soir. M. LaPierre a fait ses études à l'Université de Toronto où il a obtenu un doctorat en histoire en 1962. Il a enseigné le français et les études canadiennes à l'Université Western Ontario, au Collège Loyola à Montréal et à McGill. Comme nous le savons tous, il est devenu célèbre dans le pays entier en tant que coprésentateur de *This Hour Has Seven Days*, une émission très controversée du milieu des années soixante. En plus de beaucoup d'autres activités médiatiques, il a animé une émission quotidienne de télévision à Vancouver et il a publié de nombreux articles populaires ou savants.

Monsieur LaPierre, je vous souhaite la bienvenue. Nous sommes ravis que vous ayez pris le temps de venir nous faire part de votre conception de la citoyenneté canadienne.

M. Laurier LaPierre (présentation individuelle): Madame la présidente, je vous remercie beaucoup. Comment pouvez-vous vous souvenir de Seven Days, madame, vous n'étiez qu'une enfant...

La présidente: Ah, comme vous êtes aimable. Nous vous aimons déjà beaucoup.

M. LaPierre: ...c'est donc juste une idée en passant. Néanmoins, c'est une émission qui a sans doute eu une certaine importance à l'époque.

I thank you very much for your invitation, I'm not talking on behalf of anybody. I cannot even afford to give you 35 copies of my notes as I was asked to do,

mais vous avez eu l'amabilité de les photocopier pour moi.

I must say that I read with interest the questions mentioned in your press release. However, I am not able to answer all questions since I am not a lawyer and I don't have the necessary knowledge. I'm just a simple citizen from the Beauce. I only possess the wisdom that I inherited from my father and my mother.

Je dois également dire, madame, qu'il me parait quelque peu paradoxal que nous ayons cette séance de réflexion, ne serait—ce que parce que j'entends tous les jours les gens ici dire que nous sommes au bord de la catastrophe, que notre pays va être détruit brutalement et violemment, qu'il est en faillite, que des institutions auxquelles j'attache beaucoup de prix comme le bilinguisme et le multiculturalisme sont condamnées, que je ne constitue pas une nation, ni un pays et que je flotte quelque part dans le monde des Klingons. Alors, aujourd'hui, le jour où va être diffusé le demier épisode de *Star Trek*, la meilleure émission de télévision après *Seven Days*, je trouve que ma présence ici est quelque chose de cocasse.

Néanmoins, puisque je ne rate jamais une occasion de parler de l'importance que revêt notre pays, ce merveilleux pays qu'est le Canada, pour l'humanité et pour ses habitants, je n'ai donc pas hésité à accepter votre invitation.

Even though my heart is full of anxiety and great pain, I would like you so much, as the elected people of my country and the stewards of my inheritance, to get your act together, and realize that you have been given a great, great, great instrument, and the Canadian people have been given a great, great instrument in order to ensure their lives, that of their children, and in more ways than one the future of mankind, in peace and harmony, and I have come to tell you that.

I have come to tell you, now that I'm entering almost old age, that this country has been good to me. I have occupied it since the middle of the seventeenth century. That's a long time. Because of the native blood that flows in me, I have occupied it for almost 25,000 years. That's a long time. That's a long time to be on the land of Canada.

When Jacques Cartier encountered the first Mohawk in 1534, the Mohawk said "Kanata con"—"Come to my village". Canada is a village, a beautiful, magnificent, glorious village, and the value of it lies in that.

You've asked me if you should have a preamble to the Citizenship Act. Please do not. Please do not have a preamble, because it will be written in some dreadful legalese jargon and bureaucratic nonsense, and the only people who will profit from it are the lawyers. Please do not do that.

What you should have, however, is a solemn declaration about Canadian citizenship, and it should be written in a language that is noble, uplifting, sensual, that makes us feel good and happy and energized to be Canadians. Invite the artists of Canada to write it for you.

We have great poets in every conceivable language of the world. Invite them to write this preamble. Just give them instruction as to what it should say. What it should say is that we Canadians, et Canadiens, take great pride in the following: We who live in Canada choose freely to live together, to maintain harmony among ourselves as individuals and communities of individuals, to build together a just society that meets our needs and is no threat to anyone, to do great things together and to help mankind. That is a definition of a country, and that is what we are.

Tell them to write that we take great pride in being

une nation; une nation peut-être pas comme les autres, mais une nation quand même. Nous avons un territoire que nous occupons depuis 25 000 ans, qui est à nous et qui nous est sacré. Nous possédons une merveilleuse histoire dans laquelle nous pouvons tous nous retrouver. Nous avons des langues, des coutumes, des traditions et des cultures à travers lesquelles nous nous exprimons. Nous nous sommes dotés d'institutions que nous avons créées et qui s'accordent bien avec notre caractère national. Et, au-delà de tout cela, nous partageons un vouloir-vivre collectif qui est avec nous depuis l'aurore de notre histoire.

• 1915

C'est cela, une nation, et nous en sommes une. Que la déclaration formelle le dise avec fierté. Qu'elle dise aussi qu'ici, au Canada, nous bâtissons notre unité nationale dans la diversité.

[Translation]

Même si mon coeur est plein d'inquiétude et de douleur, j'aimerais bien qu'en tant que représentants élus de mon pays et gardiens de mon héritage, vous parveniez à vous entendre et à vous rendre compte que nous avons reçu un merveilleux instrument et que la population du Canada a reçu un merveilleux instrument garant d'une vie de paix et d'harmonie pour ses membres et leurs enfants et, à bien des égards, pour l'avenir de l'humanité; voilà ce que je suis venu vous dire.

Je suis venu vous dire que, maintenant que j'approche de la vieillesse, je constate que mon pays a été bon pour moi. Je l'occupe depuis le milieu du XVIIe siècle. Cela fait donc longtemps. Avec le sang indigène qui coule dans mes veines, je l'occupe depuis près de 25 000 ans. Cela fait longtemps. Cela fait longtemps que je suis sur le territoire canadien.

Lorsque Jacques Cartier est arrivé en 1534, le premier Mohawk qu'il a rencontré lui a dit «Kanata con», «Viens dans mon village». Le Canada est un village, un beau village, un village magnifique, glorieux et c'est ce qui fait sa valeur.

Vous m'avez demandé si vous devriez ajouter un préambule à la Loi sur la citoyenneté. Je vous en prie, ne le faites pas. N'y ajoutez pas un préambule, parce qu'il sera écrit dans un horrible jargon juridique plein d'absurdités bureaucratiques et les seuls gens qui en tireront profit seront les avocats. Je vous en prie, ne le faites pas.

Il faudrait par contre prévoir une déclaration solennelle au sujet de la citoyenneté canadienne et la rédiger dans un style noble, digne, sensuel, qui nous rende heureux et fiers d'être Canadiens. Invitez les artistes canadiens à le faire pour vous.

Nous avons de grands poètes dans toutes les langues imaginables du monde. Invitez-les à rédiger ce préambule. Indiquez-leur seulement ce qu'il devrait contenir; c'est à dire que nous autres, les Canadiens et les Canadians, sommes très fiers des choses suivantes: nous qui vivons au Canada avons choisi librement de vivre ensemble, de faire régner l'harmonie entre nous aussi bien au niveau individuel que collectif, de construire ensemble une société juste répondant à nos besoins et ne menaçant personne, et de faire de grandes choses ensemble et de venir en aide à l'humanité. C'est une définition d'un pays et c'est bien ce que nous sommes.

Dites-leur d'écrire que nous sommes très fiers d'être

a nation; it may be a nation that's different from other nations, but it is a nation nevertheless. We have a land that we have been occupying for 25,000 years, that belongs to us and that is sacred to us. We have a marvelous history where we all recognize ourselves. We have languages, customs, traditions and cultures through which we express ourselves. We gave ourselves some institutions that we created and that are in conformity with our national character. Furthermore, beyond all this, we share a common will to live together that has been with us since the beginnings of our history.

That's what a nation is all about and we are a nation. The formal declaration should state it very proudly. It should also indicate that here, in Canada, we build our national unity on diversity.

This is why this unity in diversity is the cornerstone of Canada. This is why in Canada you will find representatives of every conceivable language, culture, religion, race, and colour to be found on earth. This is the refuge of mankind. My country is the refuge of mankind for 25,000 years. If that is not an historical fact of great importance, nothing else is.

This search for unity in diversity, and the coming of the peoples of the planet unto my country is not going to stop, for in that lies the future of Canada as it determined its past. Tell them that we live, and we give ourselves with great pride, a federalism that is so elastic that it can adjust to almost every conceivable permutation, and that with great success this federalism has permitted us to reconcile diverse regions and diverse cultural communities within the bosom of a single state.

Tell them that we take pride in governing ourselves as individuals and as diverse communities in accordance with the rights and freedoms we enunciate in the Canadian Charter of Rights and Freedoms. Tell them that we express our living together in two languages. And stop fighting bilingualism! You're destroying this country. Stop it. Once and for all, stop it! And the same for multiculturalism. Stop it, because you are debunking,

vous dénigrez les institutions du Canada, et c'est fort dangereux pour le feeling of appartenance

that is so important for us to have.

We express our living together with our violence, verbal or otherwise. In doing this, we do so in two languages, making ourselves moral guarantors of the survival of our two official languages and of the cultures which they necessarily convey. Without the assistance of the other we would have a very hard time to survive.

We make a commitment, tell them with pride, to each other to respect and tolerate one another's culture and ancestral characteristics, and to support and make ample room for them in our national identity as long as they are in accord with our national values and character. Tell them that.

Tell them that we have also great pride. I've identified our national values as being belief in equality and fairness and democracy, belief in consultation and dialogue, belief in accommodation and tolerance, belief in supporting diversity,

compassion et générosité, et préservation de la beauté naturelle du Canada. Nous sommes fiers d'être les artisans de la liberté, de la paix et de la non-violence dans le monde.

Tell them that.

Finalement, tell them que nous, les citoyens et citoyennes du Canada, acceptons librement toutes nos responsabilités civiques, qui sont de protéger notre patrimoine et notre territoire, de participer aux affaires de l'État, de contribuer positivement à notre société, d'essayer de vivre pleinement les valeurs qui nous définissent, de préserver notre culture, d'enrichir notre vie sociale et économique, de nous entraider, de défendre les intérêts du Canada et d'aider l'humanité.

[Traduction]

Voilà pourquoi l'unité dans la diversité est la pierre angulaire du Canada. Voilà pourquoi, au Canada, on trouve des gens qui représentent toutes les langues, les cultures, les religions, les races et les couleurs existant à la surface de la terre. Le Canada est le refuge de l'humanité. Mon pays est le refuge de l'humanité depuis 25 000 ans. Peut—on trouver un fait historique plus important que cela?

Cette recherche de l'unité dans la diversité et cet afflux de représentants des peuples de la planète dans mon pays ne vont pas s'arrêter, car c'est de cela que dépend l'avenir du Canada, de la même façon que c'est ce qui en a déterminé le passé. Dites—leur que nous vivons dans un système fédéraliste dont nous sommes très fiers et qui est si souple qu'il peut répondre à pratiquement n'importe quelle permutation et que ce fédéralisme nous permet de concilier des régions et des communautés culturelles très diverses au sein d'un seul État.

Dites—leur que nous sommes fiers de respecter individuellement et collectivement les droits et libertés dont fait état la Charte canadienne des droits et libertés. Dites—leur que nous exprimons notre vie commune en deux langues. Et cessez de lutter contre le bilinguisme! Vous détruisez notre pays. Cessez de le faire une fois pour toutes! Il en va de même pour le multiculturalisme; cessez de l'attaquer, parce que vous dénigrer

you are debunking the Canadian institutions, and this jeopardizes greatly the feeling of belonging

qui est si important pour nous.

Notre vie commune se traduit également dans notre violence, verbale ou autre. Le faisant en deux langues, nous nous portons ainsi moralement garants de la survie de nos langues officielles et des cultures que celles—ci transmettent nécessairement. Sans l'aide de l'autre, chacune aurait bien du mal à survivre.

Dites-leur avec fierté que nous nous sommes engagés mutuellement à respecter et à tolérer nos cultures et nos caractéristiques ancestrales respectives, à les appuyer et à leur faire toute la place voulue dans notre identité nationale pour autant qu'elles soient compatibles avec les valeurs et le caractère de notre nation. Voilà ce que vous devez leur dire.

Dites-leur que nous avons également une grande fierté. J'ai dit que nos valeurs nationales reflétaient le fait que nous croyons en l'égalité, l'équité et la démocratie, en la consultation et le dialogue, en le compromis et la tolérance, en l'encouragement de la diversité et

compassion and generosity, and preserving Canada's natural beauty. We're proud to show the world the way to freedom, to peace and to the rejection of violence.

Voilà ce qu'il faut leur dire.

Tell them finally that as Canadian citizens, we freely accept all our civic responsibilities which are to protect our heritage and our territory, to take part in the affairs of the nation, to make a positive contribution to our society, to try to experience the values that define what we are, to preserve our culture, to enrich the social and economic aspects of life, to help each other, to stand up for Canada's interests and to help mankind.

If you ask me to whom this solemn declaration should apply, I would tell you that it should apply to every citizen and every resident in Canada and it should not be applicable only to the newcomers.

You have also asked for other tools, d'autres outils.

J'ai pensé, dans mon vieil âge, à une dizaine de choses dont je vais vous faire part, si vous me le permettez, madame la présidente.

• 1920

Je crois que toutes les décisions et toutes les actions de l'État fédéral et des États provinciaux devraient se faire au nom du Canada. Je le répète: au nom du Canada.

Deuxièmement, je crois qu'en tant que chef d'État de mon pays, le gouverneur général devrait devenir le gardien bien visible des valeurs du Canada. Afin que la population ne croie pas que tout cela est arrangé avec le gars des vues, il faudrait qu'il soit élu par un collège électoral national et représente toutes les régions et couches de notre société.

Thirdly, there should be two basic oaths in Canada: the oath of citizenship and the oath for serving, the oath of office.

The oath of citizenship should say something like "I, Laurier LaPierre, do"—and I do, I do, I do, I do—"solemnly swear allegiance to Canada and declare myself willing to adhere to the values of Canada. Furthermore, I swear to uphold the Constitution of Canada with its Charter of Rights and Freedoms, to preserve the territorial integrity of my country and to discharge the responsibilities of a citizen of Canada with honesty and respect for the rights of others".

No one seeking citizenship in this country should be dispensed from taking this oath. It should be mandatory that all those who hold a public office and/or the public trust take this oath as well, and it should also be the central element in our Canada Day celebrations.

The second oath is the oath of office. Get rid of the one that is now there. It is absolutely meaningless. This should be taken by everybody anywhere in Canada and in every jurisdiction: "I, Laurier LaPierre, solemnly swear to uphold the Constitution of Canada, to preserve the territorial integrity of my country, to discharge the duties entrusted to me with honesty and respect for the rights of the people and to promote the interests of Canada and its inhabitants".

Fourthly, there should not be any form of dual citizenship in Canada. One is enough.

Cinquièmement, la Loi sur la citoyenneté devrait obliger toutes les autorités impliquées dans l'immigration à faire en sorte que les immigrants soient instruits sur le Canada, son peuple, les éléments de sa nationalité, les valeurs et principes de la société et les droits et responsabilités du citoyen avant qu'ils n'arrivent au Canada.

Since Canadian ceremonies are by far the most boring on the planet—there is nothing more boring than a Canadian national ceremony—I would like you, Madam, and the Parliament to order that the entire sessional ceremonial,

[Translation]

Si vous me demandez mon avis, je vous dirai que cette déclaration solennelle devrait s'appliquer à tous les citoyens et tous les résidents du Canada et non pas seulement aux nouveaux arrivants.

Vous avez également demandé qu'on propose d'autres outils.

In my old age I have thought of approximately ten different things that I shall share with you, if I may do so, Madam Chair.

I think that all decisions and actions by the federal and provincial jurisdictions should be taken on behalf of Canada. I repeat: on behalf of Canada.

Secondly, I believe that as the head of state of my country, the Governor General should become highly visible in his role of guardian of Canadian values. In order for the population not to think that there has been some arrangement made behind the scenes, he should be elected by a national electoral college representing all regions and all orders of our society.

Troisièmement, il devrait exister au Canada deux serments fondamentaux, le serment de citoyenneté et le serment d'entrée en fonction, le serment d'office.

Le serment de citoyenneté devrait dire quelque chose comme «je, Laurier LaPierre, prête solennellement—oh combien!—allégeance au Canada et je me déclare prêt à adhérer aux valeurs du Canada. En outre, je jure de défendre la Constitution du Canada et sa Charte des droits et libertés, de préserver l'intégrité du territoire de mon pays et de m'acquitter de mes responsabilités en tant que citoyen du Canada avec honnêteté et dans le respect des droits d'autrui».

Aucune personne demandant la citoyenneté de notre pays ne pourrait être dispensé de ce serment. Toute personne occupant un poste public ou investit d'une responsabilité publique devrait également prêter ce serment qui devrait être l'élément clé de nos célébrations à l'occasion de la Fête du Canada.

Le deuxième serment serait le serment d'office. Débarrassons-nous de celui qui existe actuellement et qui ne veut rien dire. Le texte suivant devrait être prononcé par tous dans toutes les régions du Canada, à tous les paliers: «Je, Laurier LaPierre, jure solennellement de défendre la Constitution du Canada, de préserver l'intégrité du territoire de mon pays, de m'acquitter des tâches qui me sont confiées avec honnêteté et dans le respect des droits de la population et de servir les intérêts du Canada et de ses habitants».

Quatrièmement, il ne devrait exister aucune sorte de double citoyenneté au Canada. Une seule suffit.

Fifthly, the Citizenship Act should make it mandatory for all authorities dealing with immigration to ensure that immigrants learn about Canada, its people, the components of its nationality, values and principles of our society and the rights and responsibilities of a Canadian citizen before they come to Canada.

Étant donné que les cérémonies canadiennes sont, de loin, les plus ennuyeuses de la planète—il n'y a rien de plus ennuyeux qu'une cérémonie nationale canadienne—j'aimerais que le Parlement et vous-même, madame la présidente,

swearing-in of a new government, which is the epitome of boredom; the opening of Parliament; the opening of the term of the Supreme Court; the signing of the declaration of important laws, particularly the revamped Citizenship Act; the ceremonies of July 1; the swearing-in ceremonies of new Canadians; and as many other occasions as it is humanly possible to devise should be revamped completely to speak to Canadians about themselves and to reflect who they are.

Seven, the context of citizenship and the living of it may be described as civics. Civics must be taught. By the way, Canadians take great pride in being ignorant about their country. They don't teach history and geography even in the schools of Canada, so you can well imagine how the process happens when they grow up.

Civics must be taught. Parliament should encourage and give instructions for the production of varied multimedia tools that would permit young people and not-so-young ones to learn about their country and what we are about as a people. Thus, Canadians of all ages would be proud of being Canadians. They would know how they are governed and where their rights and responsibilities are, and they would understand the values inherent in Canadian citizenship and would therefore be in a better position to uphold them.

Vous devriez aussi encourager les politiciens, les gens des médias et les pundits à cesser de dénigrer le Canada, ses principes et ses valeurs, son histoire et ses institutions.

De plus en plus, vous devriez aussi encourager les Canadiens à mieux se connaître, à faire ample place aux droits des individus et des communautés et à respecter leur raison d'être.

As members of Parliament, you are the stewards of Canada, and I'm old enough to tell you that. Because of that obligation, the overall welfare of Canada and its very survival should be a non-partisan affair.

1925

Today, Madam, we have the scandalous spectacle of provincial premiers who take Canada for dead and who are now already beginning to pick up the pieces like vultures; of politicians who, in the Parliament and legislatures of my country question seriously certain basic values that Canada has given to itself; of people essentially who want to break it up and who sit in the Parliament of my country.

All democracy suggests that we should have freedom, and I respect that. I respect the people who have elected all of you, and I agree and accept their wisdom. But I would like you to bear in mind that Canadians have only one instrument to achieve not only their economic well-being but to be themselves on the planet, to accomplish a standard of living of high proportion, and of art and of culture, and the only instrument that they have in Canada is Canada. And if every day when they wake up, some yahoo, some twit, has denigrated it, degraded it to a non-entity and a non-reality, you just sit there and you say to yourself, "What the hell are they doing, and why are they doing it?"

[Traduction]

particularly in the installation of the Governor General; the ordonniez une refonte totale de tout le cérémonial officiel du Canada, notamment en ce qui concerne l'intronisation du gouverneur général, l'assermentation des membres d'un nouveau gouvernement-qui est le comble de l'ennui-, l'ouverture du Parlement, l'ouverture de la session de la Cour suprême, la signature officielle des lois importantes, en particulier la nouvelle version de la Loi sur la citoyenneté, les cérémonies du 1er juillet, l'octroi de la citoyenneté aux Néo-Canadiens, et toutes sortes d'autres événements importants; les Canadiennes et les Canadiens pourraient peut-être mieux s'y retrouver.

> Septièmement, tout ce qui entoure la citoyenneté et ce qu'elle représente concrètement pour chacun constitue ce que l'on peut appeler les sciences civiques. Il faut les enseigner. Signalons en passant que les Canadiens sont très fiers de ne pas connaître leur pays. On n'enseigne ni l'histoire ni la géographie dans les écoles canadiennes, on peut donc s'imaginer ce qui se passe quand les gens deviennent adultes.

> Il faut enseigner les sciences civiques. Le Parlement devrait encourager et guider la préparation de divers instruments multimédias permettant aux jeunes et aux moins jeunes de mieux connaître leur pays et de savoir ce que nous représentons en tant que peuple. Les Canadiennes et les Canadiens, quel que soit leur âge, seraient alors fiers de leur pays. Ils sauraient comment ils sont gouvernés, quels sont leurs droits et leurs devoirs et ils comprendraient les valeurs inhérentes à citoyenneté canadienne, ce qui leur permettrait de mieux pouvoir les défendre.

> You should also encourage the politicians, media people and other pundits to stop putting down Canada, its principles and its values, its history and its institutions.

> You should also encourage Canadians to gradually learn more about themselves, to allow for the rights of individuals and communities and to respect the reasons for their existence.*hf

> En tant que députés, le sort du Canada est entre vos mains, et je suis assez vieux pour pouvoir vous dire une telle chose. Compte tenu de cette obligation, le bien-être global du Canada et sa survie elle-même devraient se situer au-dessus des partis.

> Aujourd'hui, madame la présidente, nous voyons le spectacle scandaleux de premiers ministres provinciaux qui croient que le Canada est déjà mort et qui commencent déjà à s'en partager les restes comme des vautours; le spectacle de politiciens qui, au Parlement et dans les assemblées législatives du pays, remettent sérieusement en cause certaines valeurs fondamentales que s'était donné le Canada; de personnes qui veulent en fait la scission de mon pays et qui siègent en son Parlement.

> La notion de démocratie implique celle de liberté, ce que je respecte. Je respecte les gens qui vous ont élus, vous tous, et j'accepte leur sagesse. Vous ne devez cependant pas oublier que les Canadiennes et les Canadiens ne disposent que d'un instrument non seulement pour atteindre le bien-être économique, mais également pour trouver leur place sur cette planète, pour atteindre un niveau de vie très élevé et s'épanouir sur le plan artistique et culturel; cet instrument unique, c'est le Canada. Or, si chaque matin, quand nous nous réveillons, nous entendons un rustre, un imbécile, le dénigrer, l'abaisser à une non-entité, à quelque chose d'irréel, nous commençons à nous dire: «Que diable font-ils donc et pourquoi le font-ils?»

I talk about a Canada channel, which we need, but I don't need to bore you with that.

I think finally that Parliament should decree a celebration of citizenship and of Canadian values to be held on July 1 in the year 2000 as a national and international *fin de siècle* extravaganza to mark the beginning of the new millennium. We haven't had a party in this country, *madame la présidente*, since 1967, and this is why we're all bitchy.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. LaPierre: So let us have a party.

En conclusion, madame la présidente, je voudrais vous dire qu'il y a des Bilodeau, des LaPierre, des Gosselin et des Godbout sur cette terre d'Amérique qu'on appelle le Canada depuis 1634 et 1650. Mes pères et mes mères ont traversé ce pays de fond en comble. À la fin du XVIIe siècle, pas même 50 ans après leur arrivée, ils s'étaient donné un empire qui allait de la Baie d'Hudson au golfe du Mexique, et de l'Atlantique au pied des Rocheuses. Avec leur sang, leurs pleurs, ils ont arrosé ce pays. Et avec d'autres individus venus de partout sur la terre, ils ont aidé à le bâtir et à en faire un des grands édifices de l'humanité. Je suis l'héritier de cela.

Je suis aussi l'héritier, madame la présidente,

of the fact that through the turmoil of living on the land and conquering it, we have also conquered ourselves. I am, therefore, the heir to an astonishing moment in the history of mankind where people came together and built a unity and diversity with greater successes than failures. I am the inheritor of that, and so are my children. I am also, Madam, the inheritor of the second largest country in the world. That's my inheritance, that's the inheritance of my children and of their children in perpetuity.

This, Madam, is not an insignificant little country. This is the prototype of the countries of the political ensemble of the second millennium. The world will come here to find out the experience that we have had in order to learn, so that the Bosnias and the Northern Irelands and the Palestines will not take place any more, and children will grow up in harmony and not worry whether they have to wear a turban or not, or that some guy is going to call them a frog, and so that in peace and harmony we will demonstrate to the world that we can live. This is the lesson of Canada. This is the value of its citizenship. This is the mission of its future. Vive le Canada, and merci.

J'ai parlé trop longuement, comme je le fais toujours.

The Chairman: No, no. We're all just wondering who gets to speak next. Thank you very much, Mr. LaPierre. That was very moving. Now the dialogue. We'll start with Mr. Bryden.

• 1930

Mr. Bryden: I was very interested in your comments about not having dual citizenship, which is a position with which I sympathize greatly. Would you care to elaborate on that, why you think it would be best for Canadians not to welcome what is sort of universally accepted as dual nationality, why it might be better to consider ourselves as single?

[Translation]

J'ai déjà parlé d'une chaîne de télévision canadienne dont nous avons besoin, mais je ne veux pas vous ennuyer avec cela.

Je pense finalement que le parlement devrait décider de célébrer la citoyenneté et les valeurs du Canada le premier juillet de l'an 2000 dans une grande fête nationale et internationale de fin de siècle marquant l'avènement du nouveau millénaire. Nous n'avons pas eu de grande fête dans notre pays, madame la présidente, depuis 1967, voilà pourquoi nous sommes tous de mauvaise humeur.

Des voix: Oh, oh.

M. LaPierre: Alors, faisons la fête.

To conclude, Madam, I want to tell you that there have been Bilodeaus, LaPierres, Gosselins and Godbouts in this part of America we call Canada since 1634 and 1650. My ancestors crisscrossed this land from one end to the other. By the end of the seventeenth century, less than 50 years after their arrival, they had given themselves an empire that extended from Hudson Bay to the Gulf of Mexico, and from the Atlantic Ocean to the foothills of the Rockies. They shed their blood and their tears on this country. Together with other individuals coming from every part of the world, they helped build this country, making it one of the great achievements of mankind. That's what I have inherited.

I am also the heir, Madam Chairman,

du fait que, à travers l'agitation de la vie dans ce pays et de sa conquête, nous avons également réussi la conquête de nousmêmes. Je suis donc l'héritier d'un moment étonnant de l'histoire de l'humanité où des gens se sont réunis pour construire une unité et une diversité et où les réussites l'ont emporté sur les échecs. Voilà ce dont je suis l'héritier, tout comme mes enfants. Je suis aussi, madame la présidente, l'héritier du deuxième plus grand pays du monde. Voilà mon héritage, voilà celui de mes enfants et, jusqu'à la fin des temps, celui de leurs enfants.

Madame la présidente, nous ne vivons pas dans un petit pays insignifiant. Il est le modèle de ce que seront les pays au cours du deuxième millénaire. Du monde entier, on viendra ici tirer des leçons de notre expérience pour éviter la répétition des événements qu'on a connus en Bosnie, en Irlande du Nord ou en Palestine. Les enfants grandiront dans l'harmonie sans se demander s'ils devront ou non porter un turban, sans craindre qu'on ne les traite de «frog», montrant ainsi au reste du monde que nous pouvons vivre dans la paix et l'harmonie. Voilà la leçon du Canada. Voilà la valeur de sa citoyenneté. Voilà la mission qui l'attend. Vive le Canada et merci.

I talked too much, as always.

La présidente: Non, non. Nous sommes simplement en train de nous demander qui va intervenir maintenant. Merci beaucoup, monsieur LaPierre. Votre intervention était très émouvante. Passons maintenant au dialogue, en commençant par M. Bryden.

M. Bryden: J'ai trouvé très intéressants vos commentaires négatifs en ce qui concerne la double citoyenneté, ce avec quoi je suis tout à fait d'accord. Pourriez-vous nous préciser pourquoi, à votre avis, le Canada devrait rejeter ce que l'on appelle dans le monde entier la double nationalité, et pourquoi nous devrions nous contenter d'une seule?

Mr. LaPierre: I was told last night that in France my friend Sheila Marie Cook, who was bom in France and was a French lady, at 18 years of age had to make a choice between Canadian citizenship and her French citizenship. She chose to be a Canadian. Had she been a man, she would have been able to keep both. I found that rather idiotic; however, the French never cease to amaze me.

Some hon, members: Oh, oh!

Mr. LaPierre: Then I said to myself: now, why do I say that? Canada is really, in the sense of the countries of the world, very young. We are attempting here to do something that no one else has done in the history of the world, which is to build essentially a unity in diversity. Generally, governments build unities in uniformity and they go out of their way to see to it that uniformity is applied. We don't do that. We want very badly to reconcile, as I have said.

It seems to me, in order to be able to zero in on us, to zero in on our country, we are tom by the United States. If I were to ask you what television programs you have seen recently, 95% of them would be American, etc. So we are tom by this.

I think a statement must be made for our own sense of security and appartenance, and a statement made that we are not divided among all kinds of jurisdictions, but only with ourselves. We should do that, and I don't think that's a tremendous burden to carry.

I don't want to be a citizen of any country other than this one. Even if I were born somewhere else and I had Canadian citizenship automatically, I would chose this one. The people who come here from all over the world don't want to continue to be the citizens of where they came from. That's why they come here: in order to be citizens of this immense, magnificent country.

Mr. Bryden: In your opinion, if people of a country decide to secede from the country, is this in effect a renunciation of citizenship?

Mr. LaPierre: Yes.

Mrs. Hayes: With your value, obviously, of the citizenship of Canadians, how would you feel about someone who is a non-citizen or a non-resident having a child here and that child being a Canadian citizen? Do you have an opinion on that process, on that right of a person?

Mr. LaPierre: I read that in the documents that the clerk of the committee was so kind as to send me, and I really didn't understand what it meant. On the other hand, I am told, particularly in this province where I have my spiritual being, British Columbia, that many people come there in order to be able to have a child and then go back to their other country.

The suggestion has been made in one of the documents that one should assume that citizenship. You don't deny it, but it's not automatic. So at some point or other, maybe when the child is capable of making that decision—"I want to be a Canadian, mother, and assume my citizenship"—I think that is feasible. It does not contradict the dual citizenship principle that I have just enunciated.

I am not a lawyer. I'm no constitutionalist. In these days when international law seems to be almost the obsession of everybody, I do not know what it says.

[Traduction]

M. LaPierre: J'ai appris hier soir que, en France, mon amie Sheila Marie Cook, qui était née en France et était de nationalité française, a dû choisir à l'âge de 18 ans entre sa citoyenneté canadienne et sa citoyenneté française. Elle a choisi le Canada. Si elle avait été un homme, elle aurait pu garder les deux. J'ai trouvé cela plutôt idiot, mais les Français me surprendront toujours.

Des voix: Oh, oh!

M. LaPierre: Je me suis alors demandé pourquoi. Par rapport aux autres pays du monde, le Canada est en réalité très jeune. Nous essayons ici de faire quelque chose que personne n'a encore fait dans toute l'histoire du monde, nous voulons en fait construire l'unité dans la diversité. En général, les gouvernements font l'unité dans l'uniformité et ils font de leur mieux pour tout uniformiser. Pas nous. Nous cherchons désespérément à tout concilier, comme je l'ai dit.

Il me semble que, pour arriver à nous concentrer sur nous—mêmes et sur notre pays, nous devons nous arracher à l'étreinte des États—Unis. Si je vous demandais quelles émissions de télévision vous avez vues récemment, 95 p. 100 de celles que vous citeriez seraient américaines. Ce genre de choses nous déchire.

Je pense que nous devons exposer clairement notre propre sentiment de sécurité et d'appartenance en disant que nous ne sommes pas divisés entre de nombreux paliers de gouvernements, mais que nous formons une vaste communauté. Nous devrions le faire et je ne crois pas que ce soit un prix trop lourd à payer.

Je ne voudrais pas avoir d'autre citoyenneté que celle du Canada. Même si j'étais né ailleurs et que j'aie automatiquement la citoyenneté canadienne, c'est elle que je choisirais. Les gens qui viennent ici de toutes les parties du monde ne veulent pas conserver leur citoyenneté d'origine. C'est pour cela qu'ils sont venus: pour devenir citoyens de cet immense et magnifique pays.

M. Bryden: À votre avis, si des habitants d'un pays décident de se séparer de celui-ci, renoncent-ils à leur citoyenneté?

M. LaPierre: Oui.

Mme Hayes: Vu l'importance que vous accordez de toute évidence à la citoyenneté canadienne, que pensez-vous de la possibilité pour un enfant né au Canada de parents non citoyens ou non résidents d'être citoyen Canadien? Que pensez-vous d'un tel système, d'un tel droit?

M. LaPierre: J'ai lu cela dans les documents que la greffière du Comité a eu l'amabilité de me transmettre et je n'ai pas vraiment compris ce que cela voulait dire. On me dit par ailleurs, surtout dans la province qui est ma patrie spirituelle, la Colombie-Britannique, que beaucoup de gens viennent ici pour avoir un enfant et ensuite retourner dans leur autre pays.

Un de ces documents recommande que l'on accorde la citoyenneté dans un tel cas. On ne devrait pas la refuser, mais pas non plus l'accorder automatiquement. Ainsi, à un moment donné, lorsqu'il est en mesure de prendre une telle décision, l'enfant pourrait décider de devenir Canadien et d'assumer sa citoyenneté; cela me paraît faisable. Cela n'est pas en contradiction avec le principe que j'ai énoncé au sujet de la double citoyenneté.

Je ne suis ni un juriste, ni un constitutionnaliste. À notre époque où presque tout le monde semble obsédé par le droit international, je ne le connais pas du tout.

Ms Clancy: Words cannot really adequately say thank you for your statement earlier. It was much needed and much appreciated.

What would you do if we were to take your solemn declaration and make it the preamble, and not let lawyers get at it at all? Would you have an objection?

Mr. LaPierre: Last night I was discussing that with some friends of mine. We came to my house and had a barbecue in the rain, in order to be able to prepare myself for this-which is in a sense a difficult moment, since after all you are elected by the people and I do not wish to induce you into any form of error and to be immoral in the process. So I invited some friends. A lawyer who was there said, "Look, the problem is that if it is a preamble, it will be subject to judicial interpretation. Therefore I think it should be a solemn declaration by itself." I took this kind of advice, because it seemed to me valid.

Ms Clancy: That's a very good point. I thank you for it. We will take it under advisement.

You talked about the need for celebration, and this is something the minister has mentioned several times as well, the fact that it's time for a love affair with citizenship in this country. You explained that very well to us here tonight. Do you think the solemn declaration would be something, for example, that could be hanging in classrooms across this country?

Mr. LaPierre: Everywhere. I think we should have a little card made so that you could carry it in your wallet. I have no doubt about that at all. I think we have to use things that may appear to twit the irrationalists, instruments and means that tend to be perhaps quétaines, but which are nevertheless of immense value.

Yes, I see that. I see that in the schools. I see us all on July 1-I could design you ceremonies, Madam, that would be so magnificent that everybody in this country would just sit there. Just read a beautiful declaration with O Canada playing in the background and everybody will be in tears. Everybody's always in tears when they hear O Canada anyhow. It would be so magnificent. That's another matter. On July 1, I think we should all repeat it.

I must tell you, Madam, one of the strokes of genius the minister has had-whom I do not know at all from Adam and Eve-was to get rid of these silly citizenship judges and take the people of the Order of Canada to do. . . I think this is brilliant. It's a stroke of genius. The man should be given the order of something or other. It's simply brilliant. He is a man, isn't he?

Ms Clancy: Yes. Absolutely, yes, definitely.

Mr. LaPierre: Mr. Marchi. He is brilliant. I don't mean that. . . simply magnificent. I think it should be done. I think we should remove the black robes and get on with it. Let's celebrate.

[Translation]

Mme Clancy: De simples mots ne peuvent pas suffire à exprimer ma reconnaissance pour les propos que vous avez tenus. Ils étaient très nécessaires et nous les avons vivement appréciés.

Que feriez-vous si nous utilisions votre déclaration solennelle comme préambule, en empêchant les juristes d'y toucher? Auriezvous une objection à cela?

M. LaPierre: J'en parlais hier soir avec des amis. Nous avons fait un barbecue chez moi, sous la pluie, pour m'aider à préparer mon intervention-ce qui est quelque chose d'assez délicat puisque, après tout, vous êtes les élus du peuple et je ne voudrais pas vous induire le moins du monde en erreur ou manquer à mes devoirs moraux. J'avais donc invité quelques amis. Un avocat qui était là m'a dit que, s'il s'agissait d'un préambule, il serait sujet à des interprétations judiciaires. Il conseillait donc de s'en tenir plutôt à une déclaration solennelle. J'ai accepté son conseil parce qu'il m'a paru valable.

• 1935

Mme Clancy: C'est une observation très pertinente et je vous remercie de l'avoir faite. Nous y réfléchirons.

Vous avez mentionné qu'il nous fallait célébrer et c'est quelque chose que le ministre a évoqué également plusieurs fois, le fait qu'il est temps que nous ayons avec la citoyenneté dans ce pays une histoire d'amour. Vous avez fort bien illustré cela ce soir. Pensez-vous que la déclaration solennelle soit quelque chose qui, par exemple, devrait être accrochée aux murs des salles de classe du Canada?

M. LaPierre: Partout. À mon avis, nous devrions avoir une petite carte que nous pourrions mettre dans notre portefeuille. Je n'ai aucun doute là-dessus. Je pense que nous devrions avoir recours à des moyens qui peuvent sembler être faits pour taquiner les esprits irrationnels, des moyens et des instruments qui peut-être ont tendance à être quétaines mais qui, en dépit de cela, ont énormément

Oui, je vois fort bien cela. Je vois cette déclaration dans les écoles. Je nous vois tous le 1er juillet-et je pourrais vous organiser des cérémonies, madame, qui seraient si magnifiques que tout le monde en resterait bouche bée. Il suffirait de lire une belle déclaration alors qu'en sourdine on jouerait Ô Canada et tout le monde serait en larmes. Nous sommes tous en larmes de toute facon lorsque nous écoutons Ô Canada. Ce serait magnifique. Mais cela dépasse le sujet de notre discussion. Le 1er juillet, nous devrions tous répéter cette déclaration, à mon avis.

Je dois vous dire, madame, que le ministre-que je ne connais ni d'Êve, ni d'Adam, a eu un trait de génie lorsqu'il a proposé de se débarrasser de ces ridicules juges de la citoyenneté et de les remplacer par des gens qui ont été décorés de l'Ordre du Canada pour... je pense qu'il s'agit d'une idée brillante. C'est un trait de génie. On devrait décorer cet homme de l'Ordre de ceci ou de celà. C'est tout simplement une idée brillante. C'est un homme, n'est-ce

Mme Clancy: Oui. Absolument, définitivement.

M. LaPierre: M. Marchi est un homme brillant. Je ne veux pas dire que... c'est tout simplement magnifique. Je pense que cela devrait être fait. Nous devrions nous débarrasser de ces longues robes noires et commencer à célébrer.

Ms Clancy: If I might just make a comment in closing, one of the people we need to get involved in this is yourself, and I hope you will.

Mr. LaPierre: I just want to do ceremonies.

Ms Clancy: Oh, yes, absolutely. That's what I mean.

Mr. LaPierre: I admire Mr. Chrétien so very much and I know most of the members of this cabinet, because I'm old enough to know practically everybody in this country. Here was an important moment in the history of my country. After an election there is the swearing in. It took place at 11 o'clock in the morning. Who in the hell... It only suits les habitudes. It's 8 a.m. in British Columbia, for God's sake. What is it—two or three hours in the Maritimes? People are working. Why isn't it at night?

Ms Clancy: That's right.

Mr. LaPierre: Why is it in what must be one of the ugliest rooms in Canada? Why? Why must it be like that? Why can there not be fanfare? Why do the cameras have to be there? Whenever a member sits to sign the thing, his ass is up in the air. Why, why...? There is no reason for that at all. You should make the National Arts Centre the ceremonial centre of Canada, if you're looking for a mission for the National Arts Centre.

The Chairman: Are there any other questions for Mr. LaPierre? Mr. Assad.

Mr. Assad (Gatineau—La Lièvre): Mr. LaPierre, I'm glad you brought forth the idea that too many people ignore the fact that Canada has had an experience sans précédent dans l'histoire de l'humanité, whereby we took all peoples and we brought them together. Now, we don't know the final result of this grand experience. But we should remember that it is unprecedented in the history of mankind. You take peoples from all over the world and you try to inculcate the values that we have.

One of the values—and I'd like your opinion—we've developed, and which I think we have every right to be proud of, is the philosophy that we are our brother's keeper. If I am ill, I have access to medical attention and so does my neighbour. I have access to education and so has every one of my neighbours. If my neighbours are prosperous, chances are I will be, or my children. If my neighbours are poor, chances are I'm going to be poor, or my children.

Cela, c'est notre conception du Canada, et c'est pour cela qu'on aime tellement notre pays. Il y a de la diversité et on a des divergences d'opinion, mais cela ne nous empêche pas, après avoir vécu tant d'années ensemble, de continuer.

• 1940

Il y a un seul élément de votre opinion qui m'inquiète. On a évolué dans une société qui avait beaucoup de tolérance, mais il y a beaucoup de gens de notre pays qui s'inquiètent des inégalités. Je ne veux pas aborder un autre sujet, mais il me semble qu'il faudrait faire des réformes pour regagner la fierté de notre pays. Il y en a qui croient qu'à cause de la façon dont notre système de taxation est fait,

[Traduction]

Mme Clancy: Permettez-moi de faire une simple observation en terminant: vous faites parties des personnes dont nous devrions nous assurer le concours et j'espère que vous accepterez.

M. LaPierre: Il n'y a que les cérémonies qui m'intéressent.

Mme Clancy: Oh oui, bien sûr. C'est ce que je voulais dire.

M. LaPierre: J'admire tellement M. Chrétien et je connais la plupart des membres de son Cabinet, car je suis assez vieux pour connaître pratiquement tout le monde dans ce pays. Et voilà que c'était un moment important dans l'histoire de mon pays. Après une élection, il y a une assermentation. Cela a eu lieu à 11 heures le matin. Qui diable... C'est simplement à cause des habitudes. Pour l'amour du ciel, il est 8 heures du matin en Colombie-Britannique et dans les Maritimes quelle heure est-il—deux ou trois heures? Les gens travaillent. Pourquoi cela n'a-t-il pas lieu dans la soirée?

Mme Clancy: C'est juste.

M. LaPierre: Pourquoi cela doit—il se passer dans l'une des salles les plus laides du Canada? Pourquoi? Pourquoi doit—on procéder ainsi? Pourquoi cela ne se fait—il pas en fanfare? Pourquoi y a—t—il des caméras? Chaque fois qu'un député s'asseoit pour signer le fameux document, il a le derrière en l'air. Pourquoi, pourquoi. . .? Il n'y a véritablement aucune raison à tout cela. On devrait faire du Centre national des arts l'endroit où se tiennent toutes les cérémonies au Canada, et voilà une mission toute trouvée pour le Centre national des arts.

La présidente: Quelqu'un a-t-il d'autres questions à poser à M. LaPierre? Monsieur Assad.

M. Assad (Gatineau-La Lièvre): Monsieur LaPierre, je suis heureux que vous ayez souligné un fait que trop de gens ignorent, c'est que l'expérience du Canada, celle qui nous a fait accueillir tous et chacun et les rassembler, est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Bien sûr, nous ne savons pas quel sera le résultat final de cette expérience grandiose. Mais nous devrions nous rappeler que cela—accueillir des gens venus des quatre coins du monde et essayer de leurs inculquer les valeurs que nous avons—est sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Une de ces valeurs—et j'aimerais avoir votre opinion à ce propos—dont, à mon avis, nous avons tout lieu d'être fiers repose sur le principe philosophique selon lequel nous sommes le gardien de notre frère. Si je suis malade, je peux avoir accès à des services médicaux, tout comme mon voisin. Je peux m'instruire et chacun de mes voisins peut également le faire. Si mes voisins sont prospères, il y a des chances que je le sois aussi, ainsi que mes enfants. Si mes voisins sont pauvres, il y a des risques que je le sois aussi, ainsi que mes enfants.

This is how we see Canada and this is why we love our country so much. Diversity and differing opinions exist but this does not prevent us, after so many years together, from going on.

Only one element in your views concerns me. We have developed in a society which was very tolerant, but many people in our country are concerned about inequities. I do not want to raise another issue, but it seems to me that reforms are needed so that we can once again be proud of our country. Some believe that because of the way the tax system is structured,

there's been a division. Our middle class is dwindling. I think this has been one of the factors—but not the only one—for the loss of pride in this country. We are seeing a concentration of wealth. Many people feel as if they're on the outside looking in. That worries me.

I think some of those elements have to be corrected to bring back the prosperity, pride, and feeling that this was the greatest country in the world.

Mr. Bryden: It is.

Mr. LaPierre: One of the problems I have is that often you people don't encourage me. If I hear that word "deficit" mentioned once again, I'm going to scream. In fact, I have already done so. The word "deficit" has had the result of bringing everybody down.

We've had problems before in our country of all kinds of magnitude. We didn't keep on saying oh no; we proceeded out of the spirit of the land. We are a frontier people. We're barely out of the frontier. What if the barn burned down? I remember being with Robert Cliche in Saint-Joseph-de-Beauce and we organized a corvée because some guy's barn had burned down. We all went to build it and all the rest of it.

There have been moments of great collaboration in our history. We're probably the only country in the world that says, as a condition of citizenship and for the existence of the country, that the wealth shall be redistributed through equalization payments and all the rest of it. I think that's a very noble thing to do.

I do not know whether the rate of taxation is too high. I do not know that. I pay my taxes in instalments. I travel across this country up and down all the time. In fact, my children say that I live at 40,000 feet. I find that Canadians are not unwilling to pay taxes. They just need to know where it is it's going. The way it's presented to them, with this immense chart with little red blocks here and little blue blocks there and 10% here, is not enough. They want to know where every cent goes. If taxes are going to be increased, they also want to know that. They wouldn't mind paying a greater percentage in their taxes for education, health, the poor, or for anything else.

Joey Smallwood, of blessed memory, said he entered into Confederation in 1948–49 because he had one vision. The vision was that a child born in a fisherman's cove on the coast of Labrador would have the same chance to a good life as the child born at the same time in one of the houses of Outremont, Westmount, or Rosedale or Shaughnessy. I think that is so beautiful. I don't think we should ever ever prevent ourselves from doing that.

Times are tough. I accept that. A lot of people are unemployed, but who has attempted to galvanize the spirit of Canadians at this time of crisis? Nobody. We did it in the First World War. We did it in the Second World War. We did it a lot in the Depression. Nobody has attempted to galvanize us.

[Translation]

cela crée des divisions. La classe moyenne est de moins en moins nombreuse. Je pense que cela a été l'un des facteurs—mais non le seul—qui a attaqué le sentiment de fierté que nous avons envers notre pays. Nous constatons qu'il y a une concentration de la richesse. Bien des gens ont le sentiment d'être enfermés dehors. Cela m'inquiète.

À mon avis, des corrections s'imposent pour ramener la prospérité, la fierté et le sentiment que ce pays était le meilleur au monde.

M. Bryden: Il l'est.

M. LaPierre: Un des problèmes auxquels je dois souvent faire face c'est que je n'ai guère d'encouragement de la part de gens comme vous. Si j'entends encore une fois le mot «déficit», je vais crier. De fait, je l'ai déjà fait. Ce mot a réussi à déprimer tout le monde.

Nous avons connu dans ce pays des problèmes de toute envergure. Nous ne nous sommes pas contentés de dire: oh mon Dieu; nous nous sommes inspirés de l'esprit qui habite notre territoire. Nous sommes des pionniers qui avons fait reculer les frontières. En vérité, cette époque n'est pas si loin. Une grange brûlait: et puis après? Je me souviens de m'être trouvé avec Robert Cliche à Saint-Joseph-de-Beauce et nous avons organisé une corvée car la grange d'un des gars des environs avait brûlé. Nous y sommes tous allés pour la reconstruire et tout remettre en place.

Notre histoire est jalonnée d'exemples de collaboration magnifique. Nous sommes probablement le seul pays du monde où la redistribution de la richesse par le biais de paiements de péréquation, entre autres, est une des conditions que doivent accepter les citoyens et sur laquelle repose l'existence du pays. À mon avis, cela est très noble.

Je ne sais pas si le taux d'imposition est trop élevé. Je n'en sais rien. Je paye mes impôts par acomptes provisionnels. Je voyage continuellement à travers le pays. De fait, mes enfants prétendent que je vis à 40 000 pieds au-dessus du sol. D'après moi, les Canadiens ne refusent pas de payer des impôts. Ils veulent juste savoir ce que l'on en fait. Si on leur présente un immense graphique avec de petits blocs colorés en rouge, d'autres colorés en bleu et des 10 p. 100 ici et là, ce n'est pas suffisant. Ils veulent savoir où va chacun de leurs sous. Si les impôts doivent augmenter, ils veulent aussi être tenus au courant. Cela ne les dérangerait pas si un pourcentage plus élevé des impôts qu'ils doivent verser allait à l'éducation, à la santé, aux pauvres, etc.

Joey Smallwood, que Dieu ait son âme, disait qu'il s'était joint à la Confédération en 1948–1949 parce qu'il avait une vision. Sa vision c'était qu'un enfant né dans un petit village de pêcheurs sur la côte du Labrador aurait dans la vie les mêmes chances de s'en sortir qu'un enfant né à la même époque dans l'une des maisons d'Outremont, de Westmount, de Rosedale ou de Shaughnessy. Pour moi, c'est magnifique. Je ne pense pas que nous devrions jamais nous priver de pouvoir faire cela.

Les temps sont durs. Je m'en rends compte. Bien des gens sont au chômage, mais qui a essayé de galvaniser l'âme des Canadiens en ce temps de crise? Personne. C'est ce qui s'est passé au moment de la Première guerre mondiale, et puis encore au moment de la Deuxième guerre mondiale. Au moment de la Dépression, cela était évident. Personne n'a tenté de nous galvaniser.

Everyone goes out of their way to tell us we're bankrupt and we live beyond our means like a bunch of idiots and all the rest of it. However, no one has said "The country is in trouble, guys. It was good to you when you needed it. Now the country needs you."

• 1945

Where is the beauty of words? Where is the expression of the sense and magnitude of this country that enobles the human spirit? It's not there.

The Prime Minister tries, and he tries with such nobility and greatness that history will record it. I'm not making a political statement here. I've never voted Liberal in my life, and I'm not about to start in my dotage—or maybe I should start in my dotage, but that's another matter. The point I'm trying to make is that he tries. He may not do it as beautifully as Lysiane Gagnon would have him do it. He may do it in a French that is often considered by the twitty aristocrats and notables of Quebec as being not the real French that the real people speak in Outremont when they go to these chic little restaurants on Saint-Denis. He may not speak English the way the better elements of society would want him to speak, but the people understand him. The people understand him, therefore that's to the good.

I thank you very much for having asked me to come, and I wish you the very best in your deliberations. This is a very important moment in the history of our country and in the daily living of our country.

Vive le Canada, madame.

The Chairman: Thank you very much, Mr. LaPierre.

Members of the committee, we now have Mrs. Margaret Osbaldeston. She is a citizenship court judge. She's very affectionately known in Edmonton by all new Canadians as Judge O.

I've had the good fortune of attending some of the citizenship ceremonies Judge O officiated at, first as an alderman with the City of Edmonton and now as an MP. Welcome.

Her Honour Judge Margaret Osbaldeston (Citizenship Court): Before I read my presentation I would just like to say I am humbled by the honour I have been given to be here today. I just received the main package of the mission of this committee in the hotel tonight when I got in. I read it before I came over and it's overwhelming. I sense I didn't really pick up on the true depth of the mission of this committee. I nonetheless feel very compelled to read my brief to you, and as a citizen of Canada I'm honoured to be here.

I'd like to take this opportunity to thank the chairperson, Ms Judy Bethel, member of Parliament for Edmonton East, and the members of this standing committee for the privilege of appearing before you.

[Traduction]

Tout le monde nous dit et nous répète que nous sommes en faillite et que, pauvres idiots que nous sommes, nous vivons au-dessus de nos moyens, etc, etc. Toutefois, personne n'a dit: «Hé, les gars, le pays va mal. Il a été généreux avec vous lorsque vous en aviez besoin. Maintenant le pays a besoin de vous.»

Qu'a-t-on fait de la beauté des mots? Qu'a-t-on fait de ceux qui expriment le sentiment que nous avons de ce pays et de sa grandeur et qui anoblissent l'âme humaine? On les trouve nulle part.

Le premier ministre essaie, et il essaie avec tant de noblesse et de grandeur que l'histoire s'en souviendra. Ce n'est pas là une déclaration politique. Je n'ai jamais voté libéral de ma vie et je ne vais pas commencer maintenant que je retombe en enfance-ou peut-être, devrais-je commencer maintenant que je retombe en enfance, mais là n'est pas la question. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'il essaie. Il peut fort bien ne pas le faire aussi parfaitement que Lysiane Gagnon le voudrait. Il peut le faire dans un français que les crétins d'aristocrates et de notables du Québec ne considèrent pas comme le vrai français que parlent ceux qui se prennent pour de vrais francophones, les gens d'Outremont qui fréquentent les petits restaurants chics de la rue Saint-Denis. Il peut ne pas s'exprimer en anglais de la façon dont le voudraient les meilleurs éléments de notre société, mais les gens le comprennent. Et si les gens le comprennent, il en sortira quelque chose de bon.

Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître et tous mes voeux vous accompagnent au cours de vos délibérations. C'est un moment très important pour l'histoire de notre pays et pour la façon dont nous vivons notre quotidien.

Long live Canada, Madam.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur LaPierre.

Mes chers collègues, nous entendrons maintenant M^{me} Margaret Osbaldeston. Elle est juge au Bureau de la citoyenneté. À Edmonton, tous les nouveaux Canadiens l'appellent affectueusement juge O.

J'ai eu la bonne fortune d'assister à certaines des cérémonies de remise de certificats de citoyenneté présidées par juge O., tout d'abord lorsque j'étais conseillère municipale à la Ville d'Edmonton et maintenant, à titre de députée. Bienvenue.

Son honneur la juge Margaret Osbaldeston (Bureau de la citoyenneté): Avant de commencer à lire mon exposé, je tiens à dire combien je me sens humble devant l'honneur que l'on m'a fait en m'invitant à comparaître ici aujourd'hui. Lorsque je suis arrivée à l'hôtel ce soir, j'ai reçu la documentation expliquant la mission du Comité. Je l'ai lu avant de venir et je me suis rendue compte que je n'avais pas vraiment apprécié la tâche colossale et la véritable profondeur de la mission confiée au Comité. Malgré cela, je sens que j'ai l'obligation de vous lire mon exposé et, en tant que citoyenne du Canada, c'est un honneur pour moi d'être ici.

J'aimerais saisir cette occasion pour remercier la présidente, madame Judy Bethel, députée d'Edmonton-Est, ainsi que les membres du Comité permanent, de m'avoir accordé le privilège de comparaître.

I come before you as a Canadian citizen who loves her country with a deep and emotional passion. You, the members of this committee, have been entrusted by our minister, the Hon. Sergio Marchi, with an exciting and vital task as you lay the foundation for not only the legal aspects of a Citizenship Act, but just as importantly, the philosophy of a nation and its people.

The act should clearly define how that philosophy relates to the rights and responsibilities of Canadian citizenship. The requirements for citizenship should be such as to reflect the justice, the fairness and the compassion of a nation that is one of the most respected nations in the world.

• 1950

Briefly, I would share with you why this review is so important to me personally. I was born during the now famous Great Depression of the prairies in the 1930s. My grandparents had come west before the turn of the century, which was before Alberta became a province. My ancestors had lived in the Parry Sound region of Ontario for some three generations. My parents farmed in rural Alberta and continued to clear land for the grain–farming operation, land that my husband and son–in–law still farm today.

My father died at a relatively young age in 1961 still trying to financially recover from the Depression. However, he and my mother instilled in their children a value for family, community, and country. They taught me there was only one God, and that each human being, regardless of our heritage, was absolutely equal in God's sight. From my family and that rural community where I lived until six years ago, I learned from real life experience that citizenship is at the heart of the family, a community, and the country.

But this word "citizenship", what does it really mean in the context of a nation? First, I believe citizenship is 24 hours of each day of our lives. It is a sense of belonging, a membership, if you will. Citizenship is, as members, how we interact within the family circle, as neighbours, as community participants, in our day—to—day professions, as students, employees, employers, etc.

Nine years ago I was given the tremendous honour and privilege, and certainly the responsibility, of serving my country as a judge of the Citizenship Court of Canada. I did not accept immediately. I asked myself, my family, and friends what did I have to offer to those who would come before me seeking citizenship. After much soul—searching I reached the conclusion. If I could help those people understand how important they would be in this country and how important this country would be to them, I could, in some small way, contribute. I accepted the challenge, and in the past nine years literally thousands have come before me.

In the hearing part of the process, we have shared a very special few moments at a very important time in their lives. On behalf of Canada I have approved the largest percentage of the applications. Many tears of joy and outbursts of emotion are

[Translation]

Vous avez devant vous une citoyenne canadienne qui aime son pays avec passion, une passion profonde et intense. Quant à vous, en tant que membres du Comité, notre ministre, l'honorable Sergio Marchi vous a confié la tâche passionnante et vitale de jeter les fondations du cadre juridique que constitue une loi sur la citoyenneté, mais également, ce qui est aussi important, de la philosophie d'une nation et de son peuple.

La loi devrait clairement définir la façon dont cette philosophie est liée aux droits et responsabilités découlant de la citoyenneté canadienne. Les conditions posées pour obtenir la citoyenneté devraient refléter la justice, l'équité et la compassion d'une nation qui est parmi les plus respectées du monde.

J'aimerais brièvement vous dire pourquoi cet examen a tant d'importance pour moi sur le plan personnel. Je suis née pendant la fameuse grande dépression qui a frappé les Prairies dans les années trente. Mes grands-parents étaient arrivés dans l'Ouest avant le début du siècle, c'est-à-dire à une époque où l'Alberta n'était pas encore une province. Pendant trois générations environ, mes ancêtres avaient vécu dans la région de Parry Sound, en Ontario. Mes parents avaient une ferme dans la campagne albertaine et ils ont continué à défricher des terres pour la production des céréales, des terres que mon mari et mon gendre exploitent encore aujourd'hui.

Mon père est mort relativement jeune, en 1961, et il essayait encore de se remettre financièrement de la dépression. Toutefois, ma mère et lui ont réussi à inculquer à leurs enfants la valeur que représente une famille, la collectivité et le pays. Ils m'ont appris qu'il n'y avait qu'un seul Dieu et que chaque être humain possède absolument les mêmes droits devant Dieu. Au sein de ma famille et de la collectivité rurale où j'ai vécu jusqu'à ce que je la quitte il y a six ans, j'ai appris, grâce à ce que j'ai vécu, que la citoyenneté est au coeur de la famille, de la collectivité et du pays.

Mais le mot lui-même, citoyenneté, que signifie-t-il véritablement dans le contexte d'une nation? Tout d'abord, je crois qu'être citoyen marque notre vie quotidiennement, 24 heures par jour. C'est avoir le sentiment d'appartenir, d'être membre, si vous voulez. Être citoyen définit la façon dont nous agissons envers les autres, au sein du cercle familial, en tant que voisins, en tant que membres d'une collectivité, dans notre vie professionnelle au jour le jour, en tant qu'étudiants, employés, employeurs, etc.

Il y a neuf ans, j'ai eu le grand honneur et le privilège-et certainement la responsabilité-de servir mon pays à titre de juge du Bureau de la citoyenneté du Canada. Je n'ai pas accepté immédiatement. Je me suis demandé ce que j'avais à offrir à ceux qui comparaîtraient devant moi pour tenter d'obtenir la citoyenneté, et j'ai également interrogé ma famille et mes amis. Après un long examen de conscience, j'en suis arrivée à la conclusion suivante: si je pouvais aider ces gens-là à comprendre leur importance au sein de ce pays et vice-versa, à mon humble manière je pourrais apporter une contribution. J'ai accepté ce défi et au cours des neuf dernières années, ce sont littéralement des milliers de gens qui ont comparu devant moi.

Au cours des audiences qui font partie du processus, nous avons partagé des moments très précieux à un carrefour de leurs vies. Au nom du Canada, j'ai approuvé le plus haut pourcentage des demandes. On peut voir couler bien des larmes de joie et

displayed as they hear they will be citizens of one of the most respected countries in the world. I have always been adamant that the people I have seen in my hearing are those who come before me in court because of the bond that has developed in that hearing.

Citizenship is legally belonging to a country, and in my view should be conferred by the state. Anything less could lessen the value of the acquisition of that precious membership and that moment when they can finally say "I am a Canadian".

The hearing is a unique opportunity to discuss this commitment they are about to make to Canada. Citizenship is not a convenience; it is a commitment to a country. Granted. many rights and privileges go along with that decision to seek citizenship. However, we can only enjoy our rights and privileges if we accept responsibility. Freedom demands a corresponding measure of personal responsibility. You know and I know that if we were to list the responsibilities of life we would literally fill a book. However, in the context of citizenship, some of the responsibilities that have made Canada one of the most respected countries in the world are that our loyalty must be with this country.

• 1955

We must obey the laws of this land, respect public and private property, respect the rights of others, care for this Canada's heritage and support Canada's ideals. These responsibilities that I have just named are contained within the oath of citizenship. However, whether we are born in Canada or choose to be a citizen, we must accept these basic responsibilities.

We can turn our televisions on at news time and readily see countries where no one obeys the laws, no one respects private and public property, and no one respects the rights of others.

These basic responsibilities certainly ensure that we are able to enjoy a very special quality of life in this country. Those ideals we speak of in the oath-you can call them ideals or values or whatever—in my view are the very essence of our citizenship.

I believe our geographical location is largely responsible for those ideals, the attitude of people. When immigrants first started coming to this vast, cold country they did not come to the comfortable country we enjoy today. They very soon realized that if they were to survive and not perish they would have to work together and care deeply about each other. As they had come from many different countries, they had to respect each other. They did, and they along with our indigenous people laid a very firm foundation for the country we enjoy today.

Each generation continued to respect, care, and work together, and not only to care about people in this country but indeed care about our fellow human beings throughout the whole world. That is why today the Canadian passport is one of travers le monde. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui le

[Traduction]

voir se manifester bien des émotions lorsqu'on leur annonce qu'ils vont être citoyens d'un des pays les plus respectés du monde. J'ai toujours insisté pour que les personnes que j'ai vues en audience soit celles que je reçois en cour à cause du lien profond s'est créé lors de cette audience.

Être citoyen signifie appartenir légalement à un pays et, à mon avis, il appartient à l'État de conférer ce droit. Confier cela à toute autorité inférieure diminuerait la valeur de cette précieuse adhésion et la signification profonde du moment où ils peuvent finalement dire: «je suis Canadien».

L'audience donne une occasion unique de parler des engagements qu'ils sont sur le point de prendre vis-à-vis du Canada. Être citoyen n'est pas une commodité; c'est prendre un engagement vis-à-vis d'un pays. Bien sûr, bien des droits et des privilèges découlent de cette décision de vouloir obtenir la citoyenneté. Toutefois, nous ne pouvons profiter de nos droits et de nos privilèges que si nous acceptons les devoirs qui les accompagnent. La liberté ne peut exister que si elle s'accompagne d'un sentiment de responsabilité personnelle tout aussi important. Vous savez, comme moi, que si nous devions faire la liste des responsabilités que nous avons dans la vie, cela prendrait un livre. Toutefois, dans le contexte de la citoyenneté, parmi les responsabilités qui ont fait du Canada l'un des pays les plus respectés du monde, on trouve l'obligation de loyauté envers ce pays.

Nous devons obéir aux lois de ce pays, respecter la propriété publique et privée, respecter les droits des autres, prendre soin de l'héritage que nous lègue le Canada et appuyer ses idéaux. Les responsabilités que je viens de citer font partie du serment de citoyenneté. Toutefois, que nous soyons nés ici ou que nous ayons choisi de devenir citoyens, nous devons accepter ces responsabilités fondamentales.

Lorsque nous allumons la télévision à l'heure des nouvelles, il est facile de constater qu'il y a des pays où personne ne respecte les lois ni la propriété privée et publique ni les droits d'autrui.

Ce sont ces responsabilités fondamentales qui nous assurent certainement de pouvoir profiter dans ce pays d'une qualité de vie toute spéciale. Les idéaux dont on parle dans le serment-on peut parler d'idéaux ou de valeurs, peu importe-représentent à mon point de vue l'essence de la citoyenneté.

Je crois que notre situation géographique est en grande partie responsable du fait que nous ayons ces idéaux, de l'attitude des gens. Lorsque les immigrants ont commencé à arriver dans ce vaste et froid pays, ils n'y ont pas trouvé le confort dont nous pouvons jouir aujourd'hui. Ils ont très rapidement réalisé que pour survivre, pour ne pas périr, il fallait qu'ils travaillent ensemble et qu'ils veillent mutuellement à leur bien-être. Étant donné qu'ils venaient de bien des pays différents, il fallait qu'ils se respectent mutuellement. C'est ce qu'ils ont fait et, avec nos peuples autochtones, ils ont jeté les fondations extrêmement solides d'un pays où nous pouvons aujourd'hui profiter de la vie.

Chaque génération a continué de respecter les autres, de veiller à leur bien-être et de travailler ensemble, tout en se souciant aussi, d'ailleurs, du sort de nos frères humains à

sought-after passports in the world. It's not because it's any fancier or bigger than any other. It's because we care, we respect, and we are willing to work together.

As we talk about citizenship in this Canadian family, in my view these are the basic ideals that in 127 short years have made Canada one of the most desirable countries of the world in which to live.

As I explore with you the fundamental questions you are considering, I would suggest that to include a preamble in the Citizenship Act certainly sets the basis for what that act contains. However, the vast majority of our population will never read that act, and in my view we have to ensure all Canadians consider and are aware of our values as a nation and how they affect each one of us in our day-to-day lives as citizens of this country.

Each one of us should understand and acknowledge that the richness of our diverse cultures certainly contributes to the quality of life in Canada. Our diversity has been one of the basic fundamental reasons for Canada's stature in the global community.

We have people from practically every country in the world living side by side in peace. As I comment in my court ceremonies, what an example of love and understanding.

I have shared with you what I believe are our common values that all Canadians enjoy. However, the sense of belonging, the opportunity to participate fully, and the many privileges we enjoy as citizens very definitely distinguish citizenship from other categories of residency.

I see people who have been residents of a country all their lives but are stateless because of the values and principles of that country. They have, in their words, never belonged to a country. They have never been citizens and are stateless. They are the ones who can tell from experience what distinguishes citizenship from other categories of residency.

2000

The general principles that should guide the development of our new Citizenship Act are so very important to the continuation of a basic philosophy of a nation and its people, as each of us contributes to the continuation of building this country. The new act must make citizenship a meaningful and a valued membership. The criteria should require adherence to our laws, and guard our ideals, so that it restricts any attempt to lessen or demean the value of Canadian citizenship.

[Translation]

the most welcomed passports, and continues to be one of the most passeport canadien fait partie de ceux qui ouvrent le plus de portes et qui continue d'être l'un des passeports les plus recherchés du monde. Ce n'est pas parce qu'il est plus beau ni plus grand que tout autre. C'est parce que nous avons le souci d'autrui, nous nous respectons les uns les autres et nous sommes disposés à travailler ensemble.

> Lorsqu'on parle de citoyenneté au sein de la famille canadienne, ce sont là, à mon avis, les idéaux fondamentaux qui, en seulement 127 années, ont fait du Canada l'un des pays où l'on désire le plus

> Puisque i'explore avec vous les questions de fond que vous devez prendre en considération, je me permets de suggérer qu'ajouter un préambule à la Loi sur la citoyenneté permet certainement de donner un fondement au contenu de cette loi. Toutefois, la majeure partie de la population ne lira jamais cette loi et, à mon avis, nous devons nous assurer que tous les Canadiens connaissent et prennent en considération les valeurs que nous défendons en tant que nation, ainsi que la façon dont cela nous affecte tous, à titre de citoyens de ce pays, dans notre vie quotidienne.

> Chacun d'entre nous devrait comprendre et admettre que la richesse qui vient de la diversité de nos cultures contribue certainement à la qualité de la vie au Canada. La place qu'occupe le Canada dans la communauté mondiale est fondamentalement due à cette diversité.

> Il y a chez nous des gens qui viennent de pratiquement tous les pays du monde et qui vivent en paix les uns avec les autres. Comme je le dis au cours des cérémonies que je préside, quel exemple d'amour et de compréhension mutuelle.

> Je vous ai fait part de ce que je crois être les valeurs communes dont profitent tous les Canadiens. Toutefois, le sentiment d'appartenance, la possibilité de participer pleinement et tous les privilèges dont nous pouvons jouir à titre de citoyens sont sans aucun doute les éléments qui permettent de faire une distinction entre la citoyenneté et tout autre statut de résident.

> Je rencontre des gens qui ont été résidents d'un pays pendant toute leur vie mais qui sont en fait apatrides à cause des valeurs et des principes que l'on défend dans ce pays. Pour employer leurs propres mots, ils n'ont jamais appartenu à un pays. Ils n'ont jamais été citoyens, ce sont des apatrides. Ce sont ces gens-là qui peuvent dire, d'après leur expérience personnelle, ce qui fait la distinction entre la citoyenneté et tout autre statut.

> Les principes généraux qui devraient guider l'élaboration de notre nouvelle Loi sur la citoyenneté sont extrêmement importants pour assurer la continuité de la philosophie fondamentale d'une nation et de son peuple, étant donné que chacun d'entre nous contribue au développement de ce pays. La nouvelle loi doit faire de la citoyenneté une adhésion qui a une signification importante et à laquelle on accorde une grande valeur. Les critères devraient stipuler qu'il faut respecter nos lois et défendre nos idéaux afin de déjouer toute tentative pour affaiblir ou déprécier la valeur de la citoyenneté canadienne.

To conclude my presentation, I say to you, as I have said to many people, that my concerns for the changes come right from my heart, and they have absolutely nothing to do with my employment as a citizenship judge. I welcome change, and if we are to progress as a nation, many changes must be made.

Having said that, our citizenship is one of Canada's most precious commodities and it is the citizenship that the largest percentage of the world population would give their very souls for. Anything that we would do or legislate that may lessen the meaning of that citizenship, especially in the process of the acquisition and indeed for each of us, would, in my mind, be a great disservice to those generations of people who have built this country to its current level of excellence as the world's multicultural country, the shining star in the galaxy of nations, not a perfect country but certainly one of the best.

I thank you deeply for allowing me this honour and indeed privilege of sharing some of my personal feelings for our citizenship and the new act. By working together we will ensure that each one of us may proudly proclaim, "I am a Canadian". I thank you.

On the next three pages... At the last minute I included photocopies of three pages of material that came to my office last Friday. I had been out at Athabasca in rural Alberta and presided at a court. This young reporter from *The Athabasca* Advocate came into that court, and you could tell very well that he was there because the editor had sent him and that it had nothing to do with him wanting to be there. He came into the courtroom and said to the clerk of the court that he'd like to have an interview with me afterwards. I certainly was happy to oblige.

Scott sent this to me in his own writing and enclosed an editorial that he had been prompted to write that wasn't meant to be done, plus his account of that ceremony. It's so interesting. You'd only have to see Scott to realize that everything was just all of a sudden going through his head—what's happening here. He absolutely made a 360-degree turn. His editorial is priceless, as he says for the first time in his life he heard the words to *O Canada*. I left that for you to read at a future time. I thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Judge O.

Members of the committee, if you have questions. . . We'll start with Ms Clancy.

Ms Clancy: May I call you Judge O also?

Judge Osbaldeston: Everybody does - my best friends.

Ms Clancy: I can understand why.

I want to say that when I became parliamentary secretary to the minister, I didn't realize I was going to have to starting charging up Kleenex as expenses. But I find I've become more and more moved.

[Traduction]

En guise de conclusion, je vous dis à vous, comme je l'ai dit à bien des gens, que les préoccupations que je peux avoir à propos des changements à la loi sont affaire de sentiments personnels et n'ont rien à voir avec mes fonctions de juge de la citoyenneté. J'accueille favorablement le changement et, si nous voulons progresser en tant que nation, de nombreux changement devront être faits.

Cela dit, la citoyenneté est l'une des denrées les plus précieuses du Canada et pour l'avoir la majeure partie de la population mondiale vendrait son âme. Tout ce que nous pourrions faire ou toute mesure législative qui déprécierait la valeur de cette citoyenneté, notamment en ce qui concerne le processus à suivre pour l'acquérir—et d'ailleurs, à nos yeux à tous—ne ferait pas justice, à mon avis, aux générations qui nous ont précédés et qui ont permis à ce pays de se ranger parmi les plus grands États multiculturels du monde, d'être une étoile au firmament des nations, un pays qui n'est peut-être pas parfait mais qui est certainement parmi les meilleurs.

Je vous remercie du fond du coeur de m'avoir accordé l'honneur et le privilège de partager avec vous certains de mes sentiments personnels à propos de la citoyenneté et de la nouvelle loi. Si nous travaillons ensemble, nous pouvons nous assurer que chacun d'entre nous peut proclamer avec fierté, «Je suis Canadien». Merci.

Dans les trois pages suivantes... À la dernière minute, j'ai inclus des photocopies d'un document de trois pages que j'ai reçu à mon bureau vendredi dernier. J'étais allée à Athabasca, dans la campagne albertaine pour présider une audience. Un jeune journaliste envoyé par le Athabasca Advocate s'est présenté et l'on pouvait tout de suite voir qu'il était là parce que le rédacteur en chef l'y avait envoyé et qu'il n'avait pas véritablement envie d'être présent. Il est entré dans la salle et a dit au greffier qu'il aimerait m'interviewer par la suite, ce que j'ai accepté avec plaisir.

Scott m'a envoyé ce document écrit de sa propre main et il a joint un éditorial qu'il avait été poussé à écrire alors que cela n'était pas prévu, ainsi qu'un reportage sur la cérémonie. C'est fort intéressant. Si vous aviez pu voir Scott, vous pourriez réaliser ce qui s'est tout d'un coup passé dans sa tête—mais que se passe—t—il donc ici? Il a changé du tout au tout. Son éditorial n'a pas de prix, comme il le dit, pour la première fois de sa vie, il a entendu les paroles de *O Canada*. Je vous ai laissé cela pour que vous puissiez le lire plus tard. Je vous remercie beaucoup.

La présidente: Merci beaucoup, juge O.

Mes chers collègues, si vous avez des questions. . . Commençons par M^{me} Clancy.

Mme Clancy: Puis-je vous appeler aussi juge O?

La juge Osbaldeston: Tout le monde le fait—mes meilleurs amis.

Mme Clancy: Je peux comprendre pourquoi.

Je tiens à dire que lorsque je suis devenue secrétaire parlementaire du ministre, je ne savais pas que je j'allais devoir inclure des Kleenex dans mes dépenses. Toutefois, je suis de plus en plus souvent émue.

I think tonight we've heard something. We heard Mr. LaPierre before you, who brings both *le coeur du Québec* and the lotuses of British Columbia in his showmanship. From you we hear a form of prairie pragmatism that I think is very much representative of millions of Canadians who feel as you do, and may I say it's been a privilege and an honour to hear your presentation.

I want to say—I suspect I know the answer, but I think it bears repeating—do you think this review of the Citizenship Act is important?

• 2005

Judge Osbaldeston: It is so important and so long overdue. That's what I said. As a Canadian who has a deep passion for this country, yes, it's needed, and there are many changes. As I say, if we are to progress, we need change. Out of this exercise and you people meeting, our minister and the legal people will come up with a statement that will be so profound and so much more up to date, the way we all feel. Yes, it's very needed.

Mr. Malhi (Bramalea—Gore—Malton): Should the minister retain the power to waive either the language requirement or the knowledge of Canada requirement?

Judge Osbaldeston: From being with people through this number of years, I hope that we shall maintain some requirement of knowledge and language. As I have said to people who come before me, it's not going to help me and we're not trying to punish people, but it equips you for being able to cope in the Canadian community. Maybe that's the only time someone will say that we need to have a little bit of basic knowledge of one of our official languages or a basic knowledge of the country. It's not too much to ask for their good—not for us or for the legislators or for anyone else. As they move into the Canadian community, unless they have a basic understanding of language, a basic understanding of the country, it's not easy for them. So I do feel, yes, that there should be a requirement for language and knowledge.

Mr. Malhi: Some of the older people come in their 50s and 60s and they have a problem with the language. What do you think about that?

Judge Osbaldeston: I know. I guess I've been accused... I've had very quickly to get a line between compassion and the law in my nine years, and I certainly sympathize 100% with those people. I encourage the families to talk to them a little bit in one of the languages. It's not easy. If I went to China, then I probably would have to learn a little bit of Chinese in order to communicate. And language comes very slowly to me; I'm a slow learner when it comes to languages. I would have to make that attempt.

[Translation]

Je pense que ce soir nous avons entendu quelque chose d'important. Avant vous, nous avons écouté M. LaPierre qui, avec son sens de la mise en scène, nous a offert à la fois le coeur du Québec et les lotus de Colombie-Britannique. Et vous, vous nous apportez une forme de pragmatisme typique des Prairies mais qui, je pense, représente des sentiments que vous partagez avec des millions de Canadiens et je dois dire que cela a été pour moi un privilège et un honneur de vous entendre.

Je voudrais vous demander—je soupçonne que vous connaissez la réponse, mais cela vaut la peine de la répéter—pensez-vous que cet examen de la Loi sur la citoyenneté soit important?

La juge Osbaldeston: Cela est si important et il y a si longtemps que cela aurait dû être fait. Je l'ai déjà dit mais en tant que Canadienne qui a pour son pays une passion profonde, oui, c'est nécessaire et il y a de nombreux changements à apporter. Comme je l'ai noté, si l'on veut progresser, il faut faire des changements. Cet exercice ainsi que vous audiences vont permettre à notre ministre et à ses légistes d'élaborer un texte d'une plus grande profondeur et beaucoup plus à jour, qui représentera nos sentiments à tous. Oui, c'est très nécessaire.

M. Malhi (Bramalea—Gore—Malton): Est—ce que le ministre devrait toujours avoir la possibilité d'autoriser une dérogation aux exigences linguistiques ou aux conditions régissant la connaissance du Canada?

La juge Osbaldeston: D'après l'expérience que j'ai pu acquérir après toutes ces années passées parmi ces gens-là, j'espère que l'on maintiendra certaines exigences concernant la connaissance du Canada et des langues officielles. Comme je l'ai dit à ceux qui se présentent devant moi, moi, cela ne m'apporte rien et nous n'essayons pas de punir les gens, mais cela vous prépare mieux à vous débrouiller au sein de la collectivité canadienne. Il se peut fort bien que ce soit le seul moment où quelqu'un leur dira qu'il faut avoir certaines connaissances de base de nos langues officielles et de notre pays. Ce n'est pas trop demander et c'est pour leur bien-pas pour notre bien à nous, ni pour celui de ceux qui ont fait les lois, ni pour qui que ce soit d'autre. Au moment où ils vont s'intégrer à la collectivité canadienne, s'ils n'ont pas une connaissance de base de la langue, une certaine compréhension du pays, ils n'auront pas la vie facile. Donc, oui, je crois qu'il devrait y avoir une exigence en matière de langues et de connaissance du pays.

M. Malhi: Certaines personnes qui arrivent ont 50 ou 60 ans et la langue leur pose un problème. Que pensez-vous de cela?

La juge Osbaldeston: Je sais. Je présume que l'on m'a accusée... Il a très vite fallu au cours de ces neuf années que je fasse la distinction entre la compassion et le droit et je sympathise certainement à 100 p. 100 avec ces gens—là. J'encourage les familles à leur parler un peu dans l'une de nos langues officielles. Ce n'est pas facile. Si j'allais en Chine, il faudrait probablement que j'apprenne un peu de chinois afin de pouvoir communiquer. Et pour ce qui est des langues, je n'apprends pas vite. Il faudrait que je fasse un effort.

I've been thankful that Canada is a compassionate country. We didn't like to make it open knowledge in the community, but any time people really had a problem and I felt there had been an attempt by the family to help them, I wrote and asked the minister to waive the requirements of language and knowledge, and I said that the family had helped them. This country has been a compassionate one, and 99 times out of 100 those people had citizenship.

Mrs. Hayes: Thank you for your presentation. It was very good. It's nice to see a face on a position that we've heard about and to know that it's people like yourself who new citizens have seen actually as a representative of our country. So I thank you.

On the last page of your brief, you actually say that "Anything we would do or legislate that may lessen the meaning of that citizenship, especially in the process of acquisition..." You are probably aware of recent changes to the citizenship procedure—

Judge Osbaldeston: Yes.

Mrs. Hayes: —and you might have some ideas of what may come in the future.

Judge Osbaldeston: Yes.

Mrs. Hayes: Do you have any specifics that you would warn us against, or any worries of things that have already happened that you could warn us about?

Judge Osbaldeston: I'm looking forward with anticipation to these changes. We haven't experienced them yet in Edmonton. We hear rumours coming from every corner of the country right now. It will be interesting.

My hearings have been so important to me, and I guess I've been used across the country in helping to train new citizenship judges in the hearings. It's a very unique opportunity for the person seeking citizenship and myself to express our feelings about the country, about the reason they're becoming citizens. I've had to learn to control my emotions, as I'm doing right now, because people who choose to become citizens of this country are absolutely making a commitment. They come with a conscientious, heart-felt decision to do that.

• 2010

We can say all the glorious things about Canada. It's the greatest country in the world. It's the luckiest country in the world.

Ms Clancy: Hear, hear.

Judge Osbaldeston: People choose this country and add to our communities and it is just overwhelming to me. I just wish every Canadian had the opportunity I've had to sit with people who choose Canada in those very important moments in their lives. I guess that's why some of my very best friends now are what I refer to as "my citizens". I've become so involved in appreciating them, what they bring to this country and what they'll do for this country.

[Traduction]

J'ai eu de la chance car le Canada est un pays où l'on fait preuve de beaucoup de compassion. Nous ne voulions pas que cela se sache trop dans la collectivité, mais chaque fois que des gens avaient un véritable problème et que j'estimais que la famille avait fait des efforts pour les aider, j'ai écrit au ministre pour lui demander une dérogation aux exigences concernant la langue et la connaissance du pays en faisant état de l'aide fournie par la famille. Ce pays s'est montré capable de compassion et dans 99 cas sur 100, ces gens—là ont obtenu la citoyenneté.

Mme Hayes: Je vous remercie d'être venue présenter votre exposé. Il était excellent. C'est bien de pouvoir mettre un visage sur une prise de position dont nous avions entendu parler et de savoir que ce sont des gens comme vous qui représentent notre pays auprès des nouveaux citoyens. Je vous remercie.

À la dernière page de votre mémoire, vous dites que «tout ce que nous pourrions faire ou toute mesure législative qui déprécierait la valeur de cette citoyenneté, notamment en ce concerne le processus suivi pour l'acquérir...» Vous êtes sans doute au courant des changements que l'on a récemment apportés à la procédure d'acquisition de la citoyenneté...

La juge Osbaldeston: Oui.

Mme Hayes: . . . et vous devez avoir une idée des modifications qui pourraient être apportées à l'avenir.

La juge Osbaldeston: Oui.

Mme Hayes: Y a-t-il des points précis que vous nous déconseilleriez d'adopter, ou y a-t-il des incidents qui ce sont déjà produits et qui vous préoccupent au point que vous pourriez nous mettre en garde?

La juge Osbaldeston: J'attends avec impatience de voir ces changements. Cela ne s'est pas encore manifesté à Edmonton. Nous entendons actuellement des rumeurs qui viennent de tous les coins du pays. Ce sera intéressant.

Mes audiences ont revêtu pour moi une grande importance et l'on a utilisé mes services dans tout le Canada pour participer à la formation de nouveaux juges de la citoyenneté et leur apprendre comment tenir des audiences. C'est une occasion unique pour la personne qui a fait une demande de citoyenneté et pour moi-même d'exprimer nos sentiments à propos du pays, et d'expliquer les raisons de devenir citoyen. J'ai dû apprendre à maîtriser mes émotions, comme je le fais actuellement, parce que les gens qui deviennent citoyens de notre pays prennent un véritable engagement. C'est une véritable décision en leur âme et conscience.

On peut dire de bonnes choses du Canada. C'est le plus beau pays du monde. C'est un pays béni.

Mme Clancy: Bravo!

La juge Osbaldeston: Les immigrants choisissent notre pays et viennent grossir nos collectivités. Pour moi, c'est très émouvant. J'aimerais que tous les Canadiens aient l'occasion comme moi de rencontrer ces nouveaux Canadiens à un moment aussi important de leur existence. C'est probablement pour cette raison que certains de mes meilleurs amis, je les appelle désormais «mes citoyens». J'ai appris à les connaître et à apprécier ce qu'ils apportent à notre pays et ce qu'ils sont prêts à faire pour lui.

It might work without that hearing. We mustn't proceed without caution. We mustn't be afraid to change that road we feel might be the best. We might have to make a little detour. You people in this room probably know more about how it's working out in Mississauga court. It's going to be very quickly working across Canada. I'm not quite sure of how that will work. It might work better. I want to make sure people understand I'm ready to move forward with change, change for the better.

Mrs. Hayes: How do you feel about dual citizenship? You obviously feel very proud of Canadian citizenship.

Judge Osbaldeston: I'm very proud. I see people who have wrestled with that and I think of our good friends in the United States. Some have been led to Canada for no other reason than family or just to cross that border. I thought to myself, as they struggled with that decision before their country allowed it, if my life led me to the United States for whatever reason, boy, would it be hard to give up my Canadian citizenship. I didn't have to flee my country. I didn't have to do anything. I can see how they feel, but I don't know how you serve two countries either. That's something members of my personal family have often talked about.

Why dual citizenship? Why would you want it? Maybe somebody who has it can tell me why they'd want it. I'm not threatened by it, but I'm not sure what purpose it serves.

Mr. Nunez: I will be speaking in French.

Vous avez parlé avec émotion. J'apprécie cela. Vous avez mentionné plusieurs fois les idéaux canadiens, mais je n'ai pas bien compris quels étaient ces idéaux.

Judge Osbaldeston: I thought I'd mentioned those ideals. I believe our ideals and values are based on the fact that we care about one another in this country. We are willing to work together, as we are around this table. We are willing to respect each other, and not only willing, we do respect each other. I think the ideals of Canadianism are based on the fact that we care about our fellow human beings throughout this whole world.

As I said in my presentation, I had to ask myself why Canada is like that with those ideals and values. As I said, I believe our geographical location—as frivolous as it may seem—has helped us.

As a people, we care about each other. There are exceptions. There are always exceptions. Basically, philosophically, Canadians care. We respect each other and we want and are willing to work together.

M. Nunez: Que pensez-vous de la suppression des juges de la citoyenneté?

• 2015

Judge Osbaldeston: I have no problem with that. Again, as I say, let's progress cautiously. It could very well be more meaningful.

[Translation]

Il est bien possible que l'on aboutisse au même résultat sans cette audience. Mais il faut quand même être prudent. Il ne faut pas avoir peur de changer, même si le chemin que nous empruntions jusqu'à maintenant semblait être le meilleur. Nous allons peut-être faire un petit détour. Les personnes présentes ici savent probablement comment fonctionne la cour de Mississauga. Très bientôt, nous allons appliquer la même formule dans l'ensemble du Canada. Je ne sais pas ce que cela donnera. Les résultats seront peut-être meilleurs. Je veux que les gens comprennent que je suis prête pour le changement, pour un changement positif.

Mme Hayes: Que pensez-vous de la double citoyenneté? Vous êtes manifestement très fière d'être citoyenne canadienne.

La juge Osbaldeston: J'en suis très fière en effet. Je connais des gens qui sont aux prises avec cette question et je pense en particulier à nos amis Américains. Certains d'entre eux sont venus au Canada pour des raisons autres que familiales ou touristiques. En voyant les Américains qui étaient confrontés à cette décision avant que leur pays n'accepte la double nationalité, je me disais que ce serait vraiment difficile pour moi d'abandonner ma citoyenneté canadienne si je devais un jour, pour une quelconque raison, immigrer aux États—Unis. Je n'ai pas eu à fuir mon pays. Je n'ai rien eu à faire. Je comprends ce qu'ils peuvent ressentir mais, je ne sais pas comment on peut servir deux pays à la fois. C'est un sujet dont on parle souvent dans ma famille.

Pourquoi la double nationalité? Quelle en est l'utilité? Une personne qui jouit de ce statut pourra peut-être répondre à mes questions. Je ne me sens aucunement menacée, mais je n'en vois pas vraiment l'utilité.

M. Nunez: Je vais parler français.

You spoke with emotion. I appreciate that. You mentioned several times Canadian ideals, but I didn't get what they were.

La juge Osbaldeston: Je pensais les avoir mentionnés. Au Canada, nos idéaux et nos valeurs sont fondés sur un esprit de solidarité. Nous sommes prêts à travailler ensemble, comme autour de cette table. Le respect mutuel est important. Les idéaux canadiens se fondent sur l'esprit de solidarité avec tous nos frères humains de la planète.

Comme je l'ai dit dans mon exposé, je me suis demandée pourquoi le Canada a choisi ces idéaux et ces valeurs. Mon explication pourra paraître fantaisiste, mais je pense que notre situation géographique y est pour quelque chose.

Les Canadiens se sentent solidaires les uns les autres. Il y a des exceptions. Il y a toujours des exceptions. Mais, de manière générale, sur le plan philosophique, les Canadiens se soutiennent mutuellement. Ils se respectent et ils veulent collaborer les uns avec les autres.

Mr. Nunez: What do you think of the abolition of citizenship judges?

La juge Osbaldeston: Je n'y vois aucun problème. Mais, encore, il faut être prudent. Il se pourrait très bien que la nouvelle procédure soit plus chargée de signification.

I am a good close friend of the former judge in Edmonton, Una MacLean-Evans. Maybe people around this table know her. We keep in touch. She's been questioning this change herself and wondering whether it's right or not. We talked together for many hours in the last couple of months and over the last nine years. I think both of us look to see change. That's why I wanted to make sure you people in this room knew very well that I'm not protecting my job. I almost quit last fall. I had a personal tragedy. However, it's not citizenship judges who are at stake right now, but citizenship.

Mr. Nunez: Did you mention that sometimes you refuse the application for citizenship?

Judge Osbaldeston: Yes.

Mr. Nunez: Why?

Judge Osbaldeston: It's because they do not meet the requirements of the Citizenship Act. As I said earlier, I have a hard time because I have to come down that line between compassion and the law. However, first, they could have had an indictable offence that prohibits them from applying for citizenship for three years from the date of that indictable offence. So if, on their application, they say they were convicted a year ago, I will have to say to them that I cannot approve their application because of the requirements of the act: residency, language, and knowledge. Very seldom in my hearings has it been language and knowledge.

Mr. Nunez: Finally, what do you think about the aspirations of the Quebec people?

Judge Osbaldeston: Don't ask me that. I love my Quebec. There's nothing more precious in this country than Quebec. We need Quebec. I have as great a love for Quebec as I have for my next-door neighbour back in Edmonton. Whatever the people of Quebec decide, I can't change that. We need them. Canada needs them.

Mr. Nunez: Thank you.

The Chairman: I have just one question. I'd be interested in your views on the oath and what new Canadians feel about the oath. Do they have any difficulties with it or sensitivities to it? Do you see any changes that we might consider making?

Judge Osbaldeston: Yes. As a person who respects the monarchy, I do think we need change in that. I don't say we have to ignore the fact that we're a sovereign nation. I don't say that at all. However, as it is worded today, it seems like too much is focused on that. I do feel that it needs rewriting and a focus on Canadian and Canada. In the same context, I'm not saying we should ignore the fact that we are a sovereign nation.

The Chairman: It could undergo some change?

Judge Osbaldeston: Absolutely. I believe that, yes.

The Chairman: Members of the committee, I hear no more questions.

[Traduction]

Je suis une très bonne amie de l'ancienne juge d'Edmonton Una MacLean-Evans. Il y a peut-être des gens ici qui la connaissent. Nous nous parlons régulièrement. Elle a beaucoup réfléchi à ce changement et se demande s'il serait positif ou non. Nous en avons parlé longuement au cours des deux mois écoulés et depuis neuf ans. Je pense que nous sommes toutes deux en faveur du changement. C'est pourquoi je voulais vous dire que je ne suis pas ici pour protéger mon emploi. J'ai d'ailleurs failli donner ma démission l'automne dernier pour des raisons personnelles. Cependant, ce ne sont pas les juges de la citoyenneté qui sont mis en cause, actuellement, mais plutôt la citoyenneté elle-même.

M. Nunez: Vous arrive-t-il parfois de refuser la citoyenneté à quelqu'un.

La juge Osbaldeston: Oui.

M. Nunez: Pourquoi?

La juge Osbaldeston: Je refuse la citoyenneté aux personnes qui ne répondent pas aux critères de la Loi sur la citoyenneté. C'est très difficile pour moi, comme je l'ai dit tout à l'heure, car je dois trouver le juste équilibre entre la compassion et la loi. Cependant, il y a le cas des personnes qui ont commis un acte criminel et qui ne peuvent, pour cette raison, faire une demande de citoyenneté que trois ans après. Si elles indiquent dans leur demande que seulement une année s'est écoulée depuis la perpétration de cet acte criminel, je dois leur dire que leur demande est irrecevable en raison des critères de la loi: résidence, langue et connaissances. Il m'est très rarement arrivé d'invoquer les critères de langue et de connaissances.

M. Nunez: Enfin, que pensez-vous des aspirations du peuple québécois?

La juge Osbaldeston: Ne m'en parlez pas. J'adore le Québec. Pour moi, il n'y a rien de plus précieux au Canada que le Québec. Nous avons besoin du Québec. J'aime autant le Québec que mon voisin le plus proche à Edmonton. Ça, on ne pourra pas le changer, quel que soit le choix des Québécois. Nous avons besoin d'eux. Le Canada a besoin d'eux.

M. Nunez: Merci.

La présidente: J'ai une question à vous poser. J'aimerais connaître votre point de vue sur le serment et vous demander ce qu'en pensent les nouveaux Canadiens. Est—ce que le serment leur pose des difficultés ou les dérange? Est—ce qu'il y a des changements que vous aimeriez y apporter?

La juge Osbaldeston: Oui. Je respecte la monarchie, mais je pense que nous devons modifier le serment. Je ne dis pas que nous devons négliger le fait que nous sommes un État souverain. Ce n'est pas du tout ce que je veux dire. Mais, le libellé actuel semble trop insister là—dessus. À mon avis, il faudrait modifier le serment et mettre l'accent sur les Canadiens et le Canada. En revanche, je ne dis pas que nous devons négliger le fait que nous sommes un État souverain.

La présidente: On pourrait donc le modifier?

La juge Osbaldeston: Absolument. Je crois que oui.

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du Comité, je crois qu'il n'y a plus de question.

Thank you very much, Judge O. That was wonderful of you to take your time to share with us your experiences.

Judge Osbaldeston: It was my privilege.

The Chairman: Members of the committee, our next witness is Senator Noël Kinsella. Senator Kinsella was born—I won't say when—in Saint John, New Brunswick. He has been educated in Dublin, Oxford, Paris, Munich and Rome.

I think what is most relevant to us is that he is the chair of the Senate Standing Committee on Social Affairs, Science and Technology. In December 1991 the Senate gave the committee a reference to examine and report on the concept, development, and promotion of Canadian citizenship. That report was tabled in the spring of 1993, and we have a copy of that. We felt it was very important to invite Senator Kinsella here today because he can share with us what he heard through many hearings on some of the same material we're covering.

Welcome, Senator.

• 2020

Senator Noël A. Kinsella (New Brunswick): Thank you very much.

Madam Chair, Parliamentary Secretary, distinguished members of this House committee, let me begin by saying that I am both pleased and honoured to appear before the Standing Committee of the House of Commons on Citizenship and Immigration. I believe that your decision to undertake a review of the principles and the rights and responsibilities fundamental to a Canadian concept of responsible citizenship to be timely and needed and therefore an excellent undertaking.

As the chair has just mentioned, last May I had the privilege of tabling in the Senate a report of a study on the concept, development, and promotion of Canadian citizenship, conducted by the Senate Standing Committee on Social Affairs, Science and Technology. Our study and report were entitled "Canadian Citizenship: Sharing a Responsibility". I'd commend to hon. members and the research staff not simply the report, but the evidence, which is all recorded in the proceedings of the committee. We did, Madam Chair, have excellent testimony. As with all reports, you can't capture every word that we hear, but it is my opinion that you will find a tremendous body of original data on Canadian citizenship of recent vintage there.

Let me make a few comments. It's not often that senators come to committees of the House, but I'm pleased to come and be with you on this particular topic because prior to responding to the summons of the Governor General to sit in the Senate I served as the associate under–secretary of state and was involved in the establishment of the Department of Multiculturalism and Citizenship. By the way, remuneration of a deputy minister is much better than it is of a senator or member of the House of Commons, or parliamentary secretary. Why we make these changes, God only knows.

[Translation]

Merci beaucoup madame la juge. C'est vraiment extraordinaire que vous ayez pu venir nous faire part de votre expérience.

La juge Osbaldeston: C'est moi qui vous remercie.

La présidente: Mesdames et messieurs les membres du Comité, notre prochain témoin est le sénateur Noel Kinsella. Le sénateur Kinsella est né à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick—je ne vous dirai pas quand. Il a fait des études à Dublin, Oxford, Paris, Munich et Rome.

Mais, ce qui nous intéresse le plus, c'est qu'il est président du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie. En décembre 1991, le Sénat a ordonné au Comité d'examiner la notion, le développement et la promotion de la citoyenneté canadienne. Le Comité a produit son rapport au printemps 1993. Nous avons un exemplaire de ce rapport. Nous estimons qu'il était très important d'inviter le sénateur Kinsella à venir nous faire part des témoignages qu'il a pu entendre au cours des nombreuses audiences consacrées au même thème que les nôtres.

Sénateur, nous vous souhaitons la bienvenue.

Le sénateur Noël A. Kinsella (Nouveau-Brunswick): Merci beaucoup.

Madame la présidente, monsieur le secrétaire parlementaire, mesdames et messieurs les membres de ce comité de la Chambre, permettez-moi de dire tout d'abord que je suis ravi et honoré de comparaître devant le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration. J'estime que votre décision d'entreprendre un examen des principes, des droits et des responsabilités inhérents à la notion canadienne de citoyenneté responsable est tout à fait utile et opportune. Cette initiative me paraît excellente.

Comme la présidente l'a mentionné, j'ai eu le privilège, au printemps dernier, de présenter au Sénat le compte rendu de l'étude que le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a consacré à la notion, au développement et à la promotion de la citoyenneté canadienne. Notre étude et notre rapport s'intitulaient «La citoyenneté canadienne: une responsabilité à partager». J'invite les honorables membres du comité et le personnel de recherche à prendre connaissance du rapport et des témoignages qui sont tous consignés dans les procès—verbaux du comité. Nous avons, madame la présidente, entendu d'excellents témoignages. Il est impossible de transcrire la totalité des témoignages dans un rapport, mais je pense que notre rapport contient une quantité impressionnante d'observations formulées par des citoyens canadiens de fraîche date.

Permettez-moi de présenter quelques commentaires. Il n'arrive pas souvent que des sénateurs viennent témoigner devant les comités de la Chambre. C'est un plaisir pour moi d'aborder ce sujet avec vous, étant donné qu'avant d'être nommé sénateur par le gouverneur général, j'ai été sous-secrétaire d'état adjoint et ai participé à la création du ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Incidemment, un sous-ministre est beaucoup mieux payé qu'un sénateur ou un député ou un secrétaire parlementaire. Dieu seul sait pourquoi nous acceptons de tels changements!

As you know, we've only had Parliament address a complete citizenship bill twice, the first one in the late 1940s and the second time in 1976, so I heard Ms Clancy's question of an earlier witness and I certainly would agree that it's very timely that you are reviewing the act.

Might I suggest as a member of the other chamber that if you get to the stage of recommending to the government and the government accepts the idea of a new bill, this would be the ideal type of legislation that would lend itself to pre-study by our chamber, which is the process that occurs after first reading of a bill that's introduced in the House of Commons.

One of the questions that is asked is simply what is it about our Canadian citizenship that is so exceptional? Well, as we all know, for some nations citizenship means nothing more than paying taxes, obeying the law, and perhaps voting at election time, if elections occur at all. In contrast with the Canadian experience, the people of these nations enjoy what I would describe as only marginal citizenship.

The Canadian approach to citizenship reflects the will of the people who hold this most treasured of titles that your witnesses have been testifying about. We are and have always been a nation of many communities. We remain, in my view, a nation of many communities and many cultures.

More than anything else, the world knows who we are by what we stand for, and while the values underlying our citizenship are common to many democratic nations, in Canada we express them in a way that is uniquely our own. They are our highest ideals, ideals which define our citizenship and which lead us to excellence.

What are these ideas? Equality of opportunity is one of the ideas, social justice, human rights and fundamental freedoms, harmony and diversity, our sense of community. These are familiar phrases in the vocabulary of a distinctly Canadian citizenship.

• 2025

It is curious that our Canadian Charter of Rights and Freedoms only attributes three of the rights uniquely to Canadian citizens. Section 3 of the charter, the right to vote, is attributed to Canadian citizens. The section that deals with the right to leave Canada and to enter Canada only applies to Canadian citizens, and minority language rights apply only to Canadian citizens.

This speaks volumes when you reflect on it, because all the other human rights we, as Canadian citizens, share with everybody else. It seems to me that helps us conceptualize that the old idea of citizenship being based upon the nation state of the 18th century is long gone by the board. This is one of the things that we learned as we listened to witnesses last year.

These values that we've mentioned... People question whether there are distinctly Canadian values. I've mentioned just a few of them. I believe they are the foundation upon which we continue to build Canada. They are a continuing source of renewal to the prevailing spirit of fairness that is Canada's true hope.

[Traduction]

Comme vous le savez, ce n'est que la deuxième fois que le Parlement est amené à examiner un projet de loi complet sur la citoyenneté. La première fois, c'était à la fin des années quarante et la deuxième en 1976. Ayant entendu la question qu'a posée M^{me} Clancy à un témoin précédent, je peux affirmer que l'examen de cette loi est tout à fait opportun.

Si vous recommandez au gouvernement de déposer un nouveau projet de loi et que le gouvernement accepte votre recommandation, je peux vous dire, en tant que membre de la Chambre haute, que ce serait le type de projet de loi qui se prêterait à merveille à un examen préliminaire par notre Chambre. L'examen préliminaire suit la première lecture d'un projet de loi déposé à la Chambre des communes.

On peut se demander exactement ce que la citoyenneté canadienne a de si exceptionnel. Être citoyen de certains pays, ce n'est guère plus que de payer des impôts, respecter la loi et peut-être voter aux élections, quand il y en a. Par comparaison avec la situation canadienne, les citoyens de tels pays ne jouissent que d'une citoyenneté marginale.

L'approche canadienne à l'égard de la citoyenneté reflète la volonté des personnes qui viennent témoigner devant vous leur fierté d'être des citoyens canadiens. Nous sommes et nous avons toujours été une nation composée de plusieurs communautés. À mon avis, nous continuons d'être une nation faite de plusieurs communautés et plusieurs cultures.

Mais surtout, le monde connaît le Canada et sait ce qu'il représente. Et si les valeurs qui soutendent notre citoyenneté sont communes à de nombreux pays démocratiques, le Canada sait les exprimer de manière tout à fait originale. Ce sont nos idéaux les plus élevés, des idéaux qui définissent notre citoyenneté et qui nous conduisent vers l'excellence.

Quels sont ces idéaux? L'égalité des chances, la justice sociale, les droits humains et les libertés fondamentales, l'harmonie et la diversité, notre sens de la collectivité sont au nombre de ces idéaux. Ces termes font partie du vocabulaire de la citoyenneté canadienne.

Il est curieux que notre Charte canadienne des droits et libertés ne réserve que trois droits uniquement aux citoyens canadiens. L'article 3 de la charte confère le droit de vote aux citoyens canadiens seulement. L'article relatif au droit de sortir et d'entrer au Canada ne s'applique qu'aux citoyens canadiens, tout comme les droits concernant les minorités linguistiques.

Cela dit beaucoup de chose, quand on y pense, car tous les autres droits nous les partageons avec les autres, en tant que citoyens canadiens. À mon avis, cela nous aide à comprendre que la vieille notion de citoyenneté fondée sur le principe de l'état—nation du 18e siècle est depuis longtemps dépassée. C'est une des choses qui nous est apparue au cours de nos audiences, l'an dernier.

Les gens se demandent si les valeurs que nous avons mentionnées sont des valeurs typiquement canadiennes. Nous en avons simplement évoqué quelques—unes. À mon avis, ce sont les fondations sur lesquelles nous continuons d'édifier le Canada. Ces valeurs sont une source permanente de renouvellement pour l'esprit d'équité qui représente l'espoir véritable du Canada.

Canadian citizenship is based on a solid historic commitment to a number of these common values, to democracy and human rights, to the rule of law, to peace, order and good government, to a mixed economy of public and private enterprise, to personal responsibility for the public good, to religious, personal, and cultural freedom, to public as well as voluntary care for the sick and the disabled, refugees, and newcomers, the unemployed and the deprived. These non–negotiable ideals and values, regardless of current general unease, remain an expression of solidarity of a people and their belief and reliance on democratic principles basic to the Canadian experience of some 126 years' standing.

Our Canada is paradoxically both a new and youthful country of boundless opportunities and at the same time one of the older parliamentary democracies in the world. Our values have a long history. Our ideals are the cornerstone of an old parliamentary democracy that is paradoxically also a youthful country.

Our past and present have always stood firmly on the side of human dignity, freedom and democracy. This is the Canadian experience that upon reflection speaks louder than a citizenship based on a given ideology flowing from clear and definite text, the Declaration of Independence or the Gettysburg Address, the allegiance to the flag and by rough but rewarding pursuits of free enterprise and personal wealth.

It is paradoxical again that our Charter of Rights and Freedoms, which we've embraced in recent times and constitutionalized, predicates these rights and freedoms to people beyond Canadian citizens. In other republics and in other countries that's not the experience. Democracy and freedom are not, however, without their daily challenges. If we fail to accept our individual responsibilities as citizens of Canada we fail democracy itself.

Many of my friends outside of Canada describe us as a solution looking for a problem, and how often I find that to be a description of what we are about from time to time. However, our citizenship, as that in other countries, is framed by the ideals within the social context of that community, but it is realized only through action.

• 2030

I would hope you'll have an opportunity to reflect upon what it means to be an active Canadian citizen, that active citizenship that speaks to the 27 million of us—the naturalization issues that were the main thrust of the Citizenship Act of the late 1940s and 1970s, the technical amendments that are necessary in the modernization. But the Citizenship Act that I would hope we will see some day, promised for years, will be one that will have a strong, active promotional component that speaks to the 27 million of us.

Unless you believe that Canadian citizenship or the citizenship in any other society is an innate idea that we are born with—and very few Cartesians are left—we learn.

[Translation]

La citoyenneté canadienne se fonde sur un solide engagement historique à l'égard d'un certain nombre de ces valeurs communes, la démocratie et les droits de la personne, la règle de droit, la paix, l'ordre et un bon gouvernement, un équilibre entre les entreprises publiques et privées, la responsabilité personnelle à l'égard du bien public, la liberté religieuse, personnelle et culturelle, les soins publics et bénévoles aux malades et aux handicapés, aux réfugiés et aux nouveaux arrivants, aux chômeurs et aux démunis. Ces idéaux et valeurs non négociables, indépendamment du malaise général qui règne actuellement, demeurent l'expression de la solidarité d'un peuple et de sa confiance dans les principes démocratiques sur lesquels se fonde le Canada depuis 126 ans.

Paradoxalement, le Canada est à la fois un pays neuf et jeune, dont les possibilités sont illimitées, et une des plus anciennes démocraties parlementaires du monde. Nos valeurs sont anciennes. Nos idéaux constituent la pierre angulaire d'une ancienne démocratie parlementaire qui est également un pays en pleine jeunesse.

Aujourd'hui comme hier, le Canada prend position pour la dignité humaine, la liberté et la démocratie. À réflexion, la citoyenneté canadienne est supérieure à toute autre citoyenneté fondée sur une idéologie découlant d'un texte clair et définitif comme la Déclaration d'indépendance ou le discours de Gettysburg, lallégeance au drapeau et un idéal caractérisé par l'implacable mais gratifiante libre entreprise et l'enrichissement personnel.

Il semble encore paradoxal que la Charte des doits et libertés que nous avons adoptée et constitutionnalisée depuis peu, ne reconnaisse pas ces droits et libertés uniquement aux citoyens canadiens. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays ou d'autres républiques. Cependant, la démocratie et la liberté apportent leur lot de difficultés quotidiennes. En refusant d'assumer nos responsabilités personnelles de citoyens canadiens, mous manquons à nos obligations à l'égard de la démocratie elle—même.

Aux yeux de plusieurs de mes amis non—Canadiens, le Canada est une solution à la recherche d'un problème. De temps en temps, je suis de leur avis. Toutefois, comme dans les autres pays, notre citoyenneté s'appuie sur les idéaux du contexte social de la collectivité, mais ne se concrétise que dans l'action.

J'espère que vous aurez la possibilité de réfléchir à ce que c'est d'être un citoyen canadien actif, à la notion de citoyenneté active, qui concerne 27 millions d'entre nous, aux questions de naturalisation et à l'orientation principale de la Loi sur la citoyenneté de la fin des années quarante et soixante—dix, ainsi qu'aux modifications techniques que sa modernisation rend nécessaire. Mais la Loi sur la citoyenneté qu'on nous promet depuis des années et qui deviendra un jour, je l'espère, réalité, contiendra une disposition ferme de promotion active qui sera claire pour les 27 millions de Canadiens.

À moins que vous ne soyez d'avis que la citoyenneté canadienne ou celle d'un autre pays relève de quelque chose d'inné chez l'être humain—mais il reste très peu de cartésiens.

One of the discoveries that our Senate committee learned through its work was that the state of Canadian citizenship education in this country is unfortunately very poor. This was the testimony of professors of education, who are training the teachers in the universities, and teachers themselves from several parts of Canada. It's something we have to get around. We have to respond to this.

A friend of mine suggested to me the other day, regarding the tragedy of violence in Canadian society and on the streets, and various solutions that we try to develop to respond to that, that if perhaps we gave a little bit of focus in our training and development on Canadian citizenship and the affront to our responsibility and duties as citizens, the affront to the civic commonweal of violence, that if perhaps a little bit of the resources applied to promoting responsible citizenship and showing how violence, in all of its various forms, is an attack on the very integrity of citizenship and of society, we might be making a major contribution.

I, like other witnesses, could make a number of exhortatory and poetic responses to you, and I'd be happy to do this, but given the hour of the day and wanting to make the suggestion that we try to get this down to the level of practicality in what parliamentarians can do, I would envisage, for what it's worth, a new Canadian Citizenship Act. This, yes, would deal with the naturalization technical amendments requirements. It, yes, would also have a preamble. Given the work that was done on a federal and provincial basis that led to the proposed Canada clause, plus what other poets can bring forward, certainly there would be a statement by way of a preamble. But in my view there has to be a strong promotional mandate responsibility in the act, given either directly to the minister responsible or to a vehicle that the minister might develop, or indeed the idea of a Canadian citizenship council itself that would have the mandate to promote Canadian citizenship and Canadian citizenship education at all levels, the formal school level and the informal levels.

In conclusion, unless we believe that Canadian citizenship is something whereby, when you're born in the country or you come here and make a decision, you magically have a sense of what the social enterprise is about, we have to learn this. The evidence we heard is that we're not doing a very good job in this country in promoting it.

With that, Madam Chair, I'll be happy to entertain questions from your colleagues.

• 2035

The Chairman: Thank you very much, Senator Kinsella. Certainly the study you did is an important one.

I note your interest in citizenship education because of the nine recommendations in your report all but three refer to citizenship education. This committee also puts quite an importance on citizenship education. It's part of our work plan to put together a subcommittee in the fall to study exactly that—citizenship education in terms of promotion. So I sense that committee may wish to call on you at that time.

Ms Clancy: Senator Kinsella, I want to thank you for your presentation tonight.

[Traduction]

Notre Comité sénatorial a découvert entre autres, au cours de ses travaux, que l'instruction civique est malheureusement très négligée au Canada. C'est ce que nous ont dit, dans plusieurs régions du Canada, des professeurs d'éducation qui forment des maîtres dans des universités et des enseignants eux-mêmes. C'est une question que nous devons examiner. Nous devons lui trouver une réponse.

Un de mes amis me disait l'autre jour en parlant du terrible phénomène de la violence dans la société canadienne et dans nos rues et des divers moyens que nous mettons en oeuvre pour y répondre, qu'on ferait peut-être un grand pas vers une solution si l'on mettait un peu plus l'accent sur l'instruction civique dans nos programmes de formation et de développement, sur l'affront de la violence à nos responsabilités et nos obligations de citoyens, ainsi qu'aux biens publics, et si l'on consacrait une petite partie de nos ressources à la promotion d'un civisme responsable et à faire la démonstration que la violence sous toutes ses formes s'attaque à la fibre même de la citoyenneté et de la société.

J'aimerais moi aussi, comme certains témoins, me lancer dans des envolées lyriques et poétiques, mais compte tenu de l'heure, et souhaitant que nous gardions les pieds sur terre, comme les parlementaires savent le faire, je propose une nouvelle Loi sur la citoyenneté canadienne. Cette loi tiendrait des modifications compte techniques en naturalisation. Elle aurait certainement un préambule, étant donné la réflexion que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont consacrée au projet de clause Canada, sans compter la contribution d'autres poètes. Mais d'après moi, il faut que la loi confère un mandat clair de promotion, soit au ministre directement concerné, soit à un organe que le ministre pourra mettre sur pied, une sorte de conseil canadien de la citoyenneté dont la mission serait d'encourager le civisme et l'instruction civique au Canada, à tous les échelons, sur les bancs de l'école et dans des cadres moins structurés.

En conclusion, la citoyenneté canadienne est une vertu qui s'acquiert et non pas une qualité qui serait innée ou qui serait accordée comme par magie à tous ceux qui décident de prendre la nationalité canadienne. D'après les témoignages que nous avons entendus, les efforts de promotion que nous faisons au Canada ne sont pas très convaincants.

Je suis maintenant prêt, madame la présidente, à répondre aux questions de vos collègues.

La présidente: Merci beaucoup, sénateur Kinsella. L'étude que vous avez faite est certainement importante.

Je note votre intérêt pour l'instruction civile puisque c'est le thème de vos recommandations, à l'exception de trois d'entre elles. Nous prévoyons justement de mettre sur pied à l'autonome un sous-comité qui sera chargé d'étudier la promotion du civisme. J'ai l'impression que ce comité fera appel à vous à ce moment-là.

Mme Clancy: Sénateur Kinsella, je vous remercie pour l'exposé que vous nous avez présenté ce soir.

I want to say quickly—lest you feel a poetic binge coming on—that anyone who has the dual heritage of Ireland and the Maritimes can be as poetic and emotional as anybody else. So don't worry. I know what you're capable of doing in that sense.

I don't know if you were here when Mr. LaPierre testified. I really hadn't thought about it myself, but I just remembered that I'm against preambles for the very reason he mentioned, which is that they would have to be cited by judges.

I think that what we are looking for here in the sense of a preamble is... Would it only be that we had a Thomas Jefferson floating around to write us something comparable to the Declaration of Independence.

He talked about the solemn declaration, and I wonder what your opinion is on that.

Senator Kinsella: My opinion is that they didn't do too bad a job in the Canada clause in the Charlottetown Accord, and it had the benefit of federal-provincial participation in it.

As an educator, I think preambles are very helpful. The last witness said that very few people will read the act, but a preamble allows you to have something that can be put on the school wall and that people can more easily relate to.

It's not necessary, not at all. What's necessary is to understand civic etiquette and to understand the importance of the rule of law. It speaks better to an attack on violence and crime than anything else.

Ms Clancy: There's one other question I wanted to ask about your report. You distinguished in that report between civic commitments and civic dispositions in relation to good citizenship. Can you just elaborate on what that means?

Senator Kinsella: I'd have to reflect on that, so I'll not try. . .

Ms Clancy: That's fine. Thank you.

Mr. Jackson: Senator Kinsella, since you've travelled this path before, I'd like to pick your brains.

There's a perplexing thing that happens. In the United States, for example, Los Angeles is suing the federal government because there is a law saying that when a foreigner comes in and has a child, that person automatically becomes an American citizen. As a result, they go across the border and can come back and go to school and are entitled to a lot of different benefits that cost money.

In our Citizenship Act, currently, a person born here becomes a Canadian citizen as well. The complication is that some people do use that and come here to have the child. We're grappling with the idea of whether we should make it a requirement that one person or both persons should have Canadian citizenship in order for the child to be a Canadian. I sense from the staff that it's not as easy as we think it is. We think that if it's a political irritant when people come to our shores and have a child, we could make a ruling against that. What are your thoughts with regard to that matter?

[Translation]

Je peux vous dire tout de suite, au cas où vous vous sentiez en mal de poésie, qu'un fils de l'Irlande et des Maritimes comme vous a tout à fait le droit de laisser parler ses émotions. Soyez donc assuré, je sais de quoi vous êtes capable quand il s'agit d'envolées lyriques.

Je ne sais pas si vous étiez présent lorsque M. LaPierre a présenté son témoignage. Je n'y avais jamais pensé auparavant, mais j'avoue que je suis moi aussi contre les préambules pour la raison même qu'il a mentionnée, à savoir qu'ils doivent être précités par les juges.

Ce que nous voulons, en fait de préambule. . . Il nous faudrait un Thomas Jefferson pour nous composer quelque chose qui ressemblerait à la déclaration d'indépendance.

Il a parlé de déclaration solennelle. Je me demande ce que vous en pensez.

Le sénateur Kinsella: Je pense que la clause Canada contenue dans l'entente de Charlottetown n'était pas si mal. Et c'était une collaboration fédérale-provinciale.

En tant qu'éducateur, je pense que les préambules sont très utiles. Le dernier témoin nous a dit que très peu de gens liraient la loi. En ce sens, le préambule permet de disposer d'un texte plus parlant pour la majorité des gens, que l'on peut afficher au mur.

Le préambule n'est absolument pas nécessaire. Ce qui est nécessaire, c'est de comprendre l'étiquette civique et l'importance de la règle de droit. C'est ce qu'il y a de mieux pour exprimer la volonté de lutter contre la violence et la crime.

Mme Clancy: J'ai une autre question concernant votre rapport. Vous faites la distinction entre les engagements civiques et les qualités civiques chez un bon citoyen. Pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par là?

Le sénateur Kinsella: Il faudrait que j'y réfléchisse. Je ne peux vous répondre maintenant. . .

Mme Clancy: Très bien. Je vous remercie.

M. Jackson: Sénateur Kinsella, puisque ces enjeux vous sont familiers, j'aimerais vous poser quelques questions stimulantes.

Il se passe des choses étranges. Aux États-Unis, par exemple, la municipalité de Los Angeles poursuit le gouvernement fédéral en raison de la loi portant que l'enfant né aux États-Unis d'une personne étrangère obtient automatiquement la citoyenneté américaine. Ces personnes peuvent donc traverser la frontière et fréquenter les écoles américaines. Elles ont droit également à toutes sortes de prestations coûteuses.

Aux termes de la loi canadienne sur la citoyenneté, une personne née au Canada obtient elle aussi la citoyenneté canadienne. Le problème, c'est que certaines personnes d'origine étrangère viennent délibérément au Canada pour accoucher. On se demande s'il ne faudrait pas exiger qu'un parent ou même les deux soient citoyens canadiens pour que l'enfant né au Canada obtienne la citoyenneté canadienne. La réaction du personnel me porte à croire que ce n'est pas aussi simple que cela. Nous pensons toutefois qu'on pourrait imposer certaines conditions pour empêcher des personnes de venir donner naissance à leur enfant au Canada. Qu'en pensez-vous?

Senator Kinsella: I think that one would want to be very, very careful because there's such a multiplexity of circumstances that people find themselves in that one would not be able to, at least in my view, have a citizenship act that is creating a hardship. I have no difficulty with the concept of dual citizenship,

[Traduction]

Le sénateur Kinsella: Je pense qu'il faut être extrêmement prudent, car les situations que vivent les gens sont si complexes qu'il faudrait éviter que la Loi sur la citoyenneté soit cause de souffrance. La notion de double citoyenneté ne me pose aucun problème.

2040

Mr. Jackson: Short answer, good.

Mr. Knutson: I'm just following up on that. If someone comes over from another country solely for the purpose of having their baby here, pays the hospital charges, the baby is born here and then they take the baby back to that other country, do you think the baby should in fact be a Canadian, entitled to go to university here, and to come back whenever they want?

Senator Kinsella: I should think that the immigration laws should be able to take care of that. The mother coming to give birth in Canada, one would have to examine the nature of the immigration status that the mother has coming here—

Mr. Knutson: They could be visitors.

Senator Kinsella: A visitor's visa.

Mr. Knutson: Maybe not under visa. They would be a visitor. There are about 400 a year. Some people think it is not a big deal and some people think it is.

Senator Kinsella: My advice would be to ask someone like Richard Nolan, the registrar of Canadian citizenship and promotion, and his people as to what their real day-to-day experience is.

Mr. Knutson: Okay. I was wondering if we could talk for a minute about the oath.

Senator Kinsella: Yes.

Mr. Knutson: One school of thought is that it's kind of pledging allegiance to the Queen.

Senator Kinsella: Yes. Just on that particular point, many of us are surprised to learn that the Parliament of Canada is composed of three parts and the participation of each part must be involved before a law can be passed by the Parliament. Those three parts, of course, are the House of Commons, the Senate, and the Crown. So the Crown is part and parcel of our parliamentary system of democracy. I have no difficulty with the oath as it is presently worded because for me the Crown, the Queen, is an integral part of Parliament, and of course at the provincial level the Crown is an integral part of the legislative assembly in the passage of provincial laws.

So one is dealing with. . . This is not cosmetics, this speaks to our system, our system of government. My counsel on that would be to tread with a great deal of caution.

M. Nunez: Vous êtes sénateur. Vous parlez français, n'est-ce pas?

Le sénateur Kinsella: Qui.

M. Nunez: Vous parlez du Canada comme d'un pays démocratique. Quant à moi, tous les pays démocratiques ont un Sénat élu. C'est incroyable, mais quand je suis venu ici il y a 20 ans. . .

M. Jackson: C'est une réponse brève, très bien.

M. Knutson: Dans le même ordre d'idées, prenons le cas d'une personne qui viendrait au Canada uniquement pour donner naissance à son enfant, qui paierait les frais d'hôpitaux et qui repartirait ensuite dans son pays. Pensez-vous que l'enfant devrait être Canadien et devrait avoir le droit d'étudier à l'université au Canada et de revenir quand bon lui semblerait?

Le sénateur Kinsella: Voilà quelque chose que les lois de l'immigration devraient pouvoir réglementer. Tout dépend du statut d'immigrant de cette mère venue donner naissance à son enfant au Canada...

M. Knutson: Supposons qu'elle soit en visite.

Le sénateur Kinsella: Avec un visa de visiteur.

M. Knutson: Une personne en visite, sans même un visa. Il y en a environ 400 chaque année. Certains pensent que cela n'a aucune importance, mais d'autres y voient un problème.

Le sénateur Kinsella: Je vous conseillerais de communiquer avec le Greffier de la citoyenneté canadienne, Richard Nolan et son personnel, afin de savoir comment ces questions sont réglées dans la pratique.

M. Knutson: Très bien. Pouvons-nous pendant quelques instants parler du serment?

Le sénateur Kinsella: Certainement.

M. Knutson: Certains y voient un serment d'allégeance à la Reine.

Le sénateur Kinsella: En effet. À ce titre, beaucoup d'entre nous sont surpris de constater que le Parlement du Canada est composé de trois éléments qui doivent chacun être consultés avant qu'une loi puisse être adoptée. Ces trois éléments sont la Chambre des communes, le Sénat et la Couronne. Par conséquent, la Couronne fait bel et bien partie de notre démocratie parlementaire. Le serment, tel qu'il est libellé actuellement, ne me pose aucun problème, parce que la Couronne, c'est-à-dire la Reine, fait partie intégrante du Parlement. À l'échelon provincial, la Couronne fait partie intégrante du processus législatif pour l'adoption des lois provinciales.

Ce n'est donc pas un détail, cela fait partie intégrante de notre régime gouvernemental. À mon avis, c'est une question qu'il faut traiter avec une grande prudence.

Mr. Nunez: You are a senator. You speak French, don't you?

Senator Kinsella: Yes.

Mr. Nunez: You present Canada as a democracy. For me, democracies have an elected Senate. It is incredible, but when I arrived 20 years ago. . .

The Chairman: Mr. Nunez, we are discussing the Citizenship Act and —

M. Nunez: Madame, les institutions parlementaires font partie du pays et de la démocratie.

Ms Clancy: No, she's right.

M. Nunez: Si vous me le permettez. . .

The Chairman: Mr. Nunez, ask the question.

M. Nunez: Non, vous n'allez pas me censurer. Je veux poser une question. . .

Ms Clancy: Yes, you can.

M. Nunez: . . . qui se pose dans tous les pays démocratiques. Dans tous les pays démocratiques, madame, on a le droit de se poser des questions quand le Sénat n'est pas élu. Comment expliquez-vous qu'au Canada, pays démocratique, le Sénat ne soit pas élu?

• 2045

The Chairman: Mr. Nunez, this is not the place.

Senator Kinsella, we've asked you here to witness on the Citizenship Act and your work on the Citizenship Act.

Le sénateur Kinsella: Je n'ai aucune difficulté à répondre, madame la présidente. C'est une question intéressante. En fait, c'est une question très importante.

M. Nunez: J'apprécie cela, mais cela ne fait pas l'affaire de la présidente et elle n'est pas contente.

Le sénateur Kinsella: Monsieur le député, premièrement, comme vous le savez, en Angleterre, la mère de tous les parlements, la deuxième chambre n'est pas élue.

M. Nunez: Mais aux États-Unis?

Le sénateur Kinsella: Oui, mais vous avez commencé par une hypothèse disant qu'ici, au Canada. . .

Je suis complètement d'accord sur l'idée que nous devons avoir un Sénat élu au Canada. C'est la raison pour laquelle j'ai fait la bataille pendant le référendum national. Heureusement, nous avons gagné au Nouveau-Brunswick—je suis un sénateur du Nouveau-Brunswick—, mais malheureusement, nous avons perdu dans les autres coins du pays.

Cependant, la réalité actuelle est que nous avons un Parlement composé par trois partis et. . .

The Chairman: Senator Kinsella, I really must interrupt here.

Mr. Nunez, we have a group waiting. They are here to speak on the Citizenship Act, as is Senator Kinsella. If you have discussions on the Senate I am sure he would agree to meet with you at some other time. We are here to discuss the Citizenship Act.

M. Nunez: Mais, madame, la démocratie, c'est l'élection par le peuple de tous les législateurs et parlementaires.

The Chairman: If you have any questions, Mr. Nunez, on the Citizenship Act. . .

[Translation]

La présidente: Monsieur Nunez, le débat porte sur la Loi sur la citoyenneté...

Mr. Nunez: Madam, parliamentary institutions are part of the country and of the democracy.

Mme Clancy: Non, elle a raison.

Mr. Nunez: Would you allow me. . .

La présidente: Posez votre question M. Nunez.

Mr. Nunez: You can't prevent me from asking a question. . .

Mme Clancy: Certainement que si!

Mr. Nunez: I want to ask a question that applies to all democratic countries. In a democracy, madam, a non-elected Senate is certainly open to questions. How can you explain that in a democratic country like Canada the Senate is not elected?

La présidente: Monsieur Nunez, ce n'est pas l'endroit.

Sénateur Kinsella, nous vous avons demandé de venir témoigner au sujet de la Loi sur la citoyenneté à laquelle vous avez consacré une étude.

Senator Kinsella: Madam Chairman, I have no problem in answering this question. It's an interesting question. In fact, it is a very important question.

Mr. Nunez: I appreciate that, but the chair doesn't seem very

Senator Kinsella: As a Member of Parliament, you know that in England, the mother of all Parliaments, the second House is not elected.

Mr. Nunez: Yes, but what about the United States?

Senator Kinsella: Alright, but you started with the assumption that here in Canada. . .

I fully agree with you that we should have an elected Senate in Canada. I campaigned about that during the national referendum. In New Brunswick, we won—I am a senator from New Brunswick—, but unfortunately we lost in the other regions of the country.

However in the present situation, Parliament is made up of three parties and...

La présidente: Sénateur Kinsella, je dois vous interrompre.

Monsieur Nunez, il y a un groupe qui attend. Le sénateur Kinsella est avec nous pour parler de la Loi sur la citoyenneté. Si vous avez des questions à poser sur le Sénat, je suis sûre que vous pouvez demander au sénateur de vous rencontrer à un autre moment. Nous sommes ici pour parler de la Loi sur la citoyenneté.

Mr. Nunez: But Madam, democracy means that legislators and parliamentarians have to be elected by the public.

La présidente: Monsieur Nunez, si vous avez des questions à poser sur la Loi sur la citoyenneté...

M. Nunez: Vous êtes très intolérante, madame. Moi, j'écoute tout le monde. Nous sommes plus tolérants que vous. Quand j'écoute, je suis très tranquille.

Parlons de la dualité canadienne. Monsieur le sénateur, reconnaissez-vous qu'il y a deux peuples fondateurs de la Confédération? Pourquoi n'avez-vous pas mentionné la réalité québécoise dans votre discours?

Le sénateur Kinsella: Le Nouveau-Brunswick a reconnu constitutionnellement les deux communautés linguistiques, française et anglaise, l'année passée, et le Parlement a adopté un amendement à la Constitution afin de reconnaître les deux communautés linguistiques chez nous. J'espère qu'un jour, les autres provinces, y inclus la vôtre, vont suivre le bon exemple du Nouveau-Brunswick.

M. Nunez: Pourquoi y a-t-il des francophones qui sont allés aux Nations Unies pour se plaindre du fait que leurs droits étaient bafoués ici, au Canada?

Le sénateur Kinsella: J'ai moi-même porté plainte contre le Canada devant les Nations Unies. J'ai moi-même déposé la plainte Lovelace pour combattre la discrimination contre les femmes autochtones.

Comme je l'ai dit dans mon discours, le Canada est un pays jeune, et nous devons continuer de le bâtir et trouver les modèles nécessaires dans la vie moderne. En même temps, nous avons une expérience de 126 ans. Nous sommes une solution. Pourquoi cherchons—nous un problème?

Mme Clancy: Très bien! Bravo!

M. Nunez: On ne le cherche pas. Il y a un problème au Canada, et il faut le solutionner. On ne peut pas se le cacher. Il y a une réalité ici, au Canada: il y a le Québec et le Canada anglais. Il faut reconnaître cela.

Le sénateur Kinsella: C'est bien reconnu.

Mrs. Hayes: I have just two brief questions, hopefully. You mentioned that citizenship values or ideals would include religious, personal and voluntary freedoms, I think. I forget the third one, but if there are different types of freedoms, does one overtake the other if they come in conflict?

Senator Kinsella: I think one often finds there's a competition among rights. There's a competition, very often, among the economic, social and cultural rights and individual rights as some would call them.

We recognize the right to education. Canada is a high contracting party to the international covenant on economic, social and culture rights where we recognize the right to education. We also recognize the right to health.

[Traduction]

Mr. Nunez: You are very intolerant, Madam. We are more tolerant than you. For my part, I keep quiet and listen when people speak.

Let's talk about Canadian duality. Do you acknowledge, Senator, that there are two founding peoples in the Confederation? Why didn't you mention the Quebec reality in your presentation?

Senator Kinsella: Last year, the province of New Brunswick officially recognised in the Constitution the two linguistic communities, French and English, and Parliament passed an amendment to the Constitution in order to recognise those two linguistic communities in our province. I hope that one day the other provinces, including yours, will follow the good example set by New Brunswick.

Mr. Nunez: Why did some francophones complain at the United Nations that their rights were not respected in Canada?

Senator Kinsella: I did myself lodge a complaint against Canada at the United Nations. I lodged the Lovelace complaint to fight discrimination against Native women.

As I said in my presentation, Canada is a young country. We must continue building it and finding the models we need in modern life. At the same time, we have an experience that is 126 years old. We are a solution. Why are we looking for a problem?

Ms Clancy: Hear, hear!

Mr. Nunez: We are not looking for a problem. There is a problem in Canada and we have to solve it. You cannot ignore the Canadian reality: there is Quebec and English Canada. This is a fact that you have to acknowledge.

Senator Kinsella: This reality is well known.

Mme Hayes: J'ai deux questions qui, j'espère, seront brèves. Vous avez mentionné les valeurs ou idéaux civiques qui comprennent la liberté de religion et la liberté personnelle. J'ai oublié la troisième, mais s'il y a différents types de liberté, laquelle l'emporte sur l'autre en cas de conflit?

Le sénateur Kinsella: Il arrive souvent que les droits entrent en conflit. Il arrive très souvent par exemple que les droits économiques, sociaux et culturels entrent en conflit avec ce qu'on pourrait appeler les droits individuels.

Nous reconnaissons le droit à l'éducation. Le Canada est un des premiers signataires de la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels, qui reconnaît le droit à l'éducation. Nous reconnaissons également le droit à la santé.

• 2050

We all understand that these rights are "programmatic" rights, that they require the programs of the state in order to give them any meaning, any flesh, whereas a right like the right to freedom of movement is self-executory. If we don't interfere with those fundamental traditional rights, they will be enjoyed.

Nous savons tous que ces droits sont le fait de «programmes»; que sans les programmes de l'État, ils n'ont aucun sens, aucune force, contrairement à un droit comme le droit à la liberté de circulation qui va de soi. Si nous n'entravons pas ces droits traditionnels fondamentaux, chacun pourra en jouir.

In the development of the freedom of education, and in the freedom of health, there's a competition. The minister of health, who usually is the program proponent of a given government, no doubt has competition with the minister of public instruction, so in that sense I think it's healthy and natural that we accept that there is a competition in the order of rights, which is not to deny any of the rights as rights.

Mrs. Hayes: I'll leave it at that.

In your report you said one of the obvious ways to promote citizenship is to remove barriers to participation. Can you explain what barriers you referred to, and how that could be accomplished?

Senator Kinsella: Very definitely what we were focusing on were barriers like racism, sexism, those kinds of barriers, which stand in the place of the enjoyment of full citizenship and being able to participate in the building of a nation, being able to participate and contribute to the common weal of the community, notwithstanding the colour of one's skin or the gender of the individual. I think we've had a long history in the struggle combating racism and sexism, and we've been learning. We've learned a great deal, and we've learned from others. Our history proves that we have been a willing student to learn, and to learn from others.

The kind of racism that was rampant and a barrier to participation twenty years ago is not there today. A lot of that didn't happen without a whole determined program by the state—by the federal government, by the provincial governments—to sensitize, or desensitize as they say. It seems to me that's the ongoing process. That, in the wide sense of the term, is what public education is all about.

The point I want to make is that if we don't study citizenship, our Canadian citizenship within our context, and identify the obstacles and the barriers that are set in the way, most often systemically or unintentionally. ..there's no ill-will, but ways we have done things have had the effect of excluding people, excluding Canadians. For example, Canadians with disabilities for years have been excluded, and some might say, never intentionally, with ill-will. No one ever thought about it. Now we've been sensitized to that and we're responding. We have the work of governments on understanding how illiteracy is a barrier or an obstacle to full citizenship participation. It's those kinds of barriers I am talking about.

Mrs. Hayes: Is that more or less the complete list? You've mentioned about four.

Senator Kinsella: I think others will be identified.

Mr. Hanger: Senator, I appreciate your coming to our committee and addressing us. I have a question that relates to the role that you played in establishing—under the Conservative government, I gather—the Department of Multiculturalism and Citizenship. I'm curious why those two were sort of amalgamated or placed in the same ministry. You suggest this, too, I notice in your report here.

[Translation]

Il y a par contre une concurrence en ce qui concerne le développement de la liberté d'éducation ou du droit à la santé. Le ministre de la Santé, dont émanent généralement les programmes pour un gouvernement donné, est bien sûr en concurrence avec le ministre chargé de l'enseignement public et dans ce sens, je crois qu'il est sain et naturel de reconnaître qu'il y a une certaine concurrence dans l'ordre des droits, sans nier pour autant que ce sont des droits à part entière.

Mme Hayes: Je vais en rester là.

Vous avez dit dans votre rapport que pour promouvoir la citoyenneté, il fallait commencer par supprimer les obstacles à la participation. Pouvez-vous nous expliquer à quels obstacles vous faites allusion et nous dire comment cela pourrait être fait?

Le sénateur Kinsella: Nous pensions particulièrement à des obstacles comme le racisme, le sexisme, à ce genre d'obstacles, qui empêchent certaines personnes de profiter pleinement de leur citoyenneté et de particper à l'édification du pays, de contribuer à la richesse de la collectivité, indépendamment de la couleur de la peau ou du sexe. Voilà longtemps que nous combattons le racisme et le sexisme et nous avons beaucoup appris. Nous avons beaucoup appris et les autres nous ont enseigné beaucoup de choses. Notre histoire montre que nous avons été un bon élève, désireux d'apprendre et de tirer parti de l'enseignement des autres.

Le racisme qui sévissait il y a vingt ans et qui empêchait la participation à l'époque n'est plus là aujourd'hui. Toute cette évolution a nécessité un programme délibéré au niveau de l'État, du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, pour sensibiliser ou désensibiliser, comme on dit. Il me semble que cela fait parti du processus permanent. Finalement, au sens plus large du terme, c'est cela l'éducation publique.

Je voulais dire que si l'on n'étudie pas la citoyenneté, la citoyenneté canadienne dans son contexte, et si l'on n'identifie pas les obstacles et les barrières qui obstruent le chemin, généralement, accidentellement ou du fait du système... il n'y a pas de mauvaise volonté, mais nous avons fait les choses de telle façon que les Canadiens se sont parfois trouvés exclus. Par exemple, pendant des années, les Canadiens handicapés ont été exclus et certains diront que cela n'a jamais été fait intentionnellement ou par mauvaise volonté. Personne n'y avait jamais songé. Nous avons maintenant été sensibilisé à cela et nous agissons en conséquence. Les gouvernements ont effectué des travaux pour comprendre dans quelle mesure l'analphabétisme était un obstacle ou une barrière à la pleine participation. C'est à ce genre d'obstacle que je pense.

Mme Hayes: Votre liste est-elle à peu près complète? Vous en avez cité environ quatre.

Le sénateur Kinsella: Je crois que les autres seront mentionnés.

M. Hanger: Sénateur, je vous remercie d'être venu à notre comité. J'ai une question sur le rôle que vous avez joué dans l'établissement—à l'époque du gouvernement conservateur, je suppose—du ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Je me demande pourquoi ces deux composantes ont été réunies au sein d'un même ministère. Je vois que vous abordez également cette question dans votre rapport ici.

Senator Kinsella: Are you asking me the history of-

Mr. Hanger: I'm kind of curious, more on the multicultural side, official multiculturalism. Do you view it as being successful or not successful? How does it really fit into the role of citizenship here?

• 2055

Senator Kinsella: At first I thought your question was about the machinery of government, which you can machinate in a variety of ways. But in regard to the principle, I think that we've done extremely well in Canada. So many countries have looked to Canada and have studied our approach to diversity, to multiculturalism. It's a terrible word, many will say, and it's a hard word, but the reality is that we were able to capture that in section 27 of our Charter of Rights and Freedoms. So we have constitutionalized the reality that Canada has been and is a multicultural society and that for all the rights and freedoms in the charter the courts must interpret them in a manner that is consistent with that multicultural heritage.

Then Parliament passed—I can't remember the year, perhaps a couple of years ago—the Canadian Multiculturalism Act, which was a statutory promotional piece of legislation. There are many other ways of continuing that work.

Many witness who came to our committee last year didn't like the title "the Department of Multiculturalism and Citizenship". They thought that it should have been called the Department of Citizenship and Multiculturalism. I think that the government of the day and the present government did the right thing by having a Department of Canadian Heritage and thereby solved the problem.

I think we've made significant progress in Canada in terms of recognizing the richness of our diversity. For example, we don't have to look at our multicultural languages as heritage languages. These are the trading languages of the world, and when you look at it that way, we see—and people are seeing—the richness, in economic terms as well as in social terms, of what we have done in this country.

Mr. Hanger: Looking at a Canadian, whether someone who was born here or emigrated here, I kind of wonder about the emphasis—and certainly this is the feedback I've been getting from many people—just being on a Canadian citizen rather than stressing and in a way protecting the cultural aspect of the newcomer, apart from what he may want to choose. I understand that the government should allow a person to live their cultural ideals, if they so desire, without being restricted. But it seems to me that we have a citizen, all right, of Canada but now he becomes, for example, a Vietnamese Canadian or an African Canadian.

Senator Kinsella: I think we all agree that when one's ethnic origin is a barrier to participation, we reject that. There's common ground on that.

[Traduction]

Le sénateur Kinsella: Me demandez-vous de vous faire l'historique de...

M. Hanger: Je suis un peu curieux, surtout en ce qui concerne le côté multiculturel, le multiculturalisme officiel. Pensez-vous que l'expérience a été une réussite ou un échec? Comment cela rejoint-il le rôle de la citoyenneté ici?

Le sénateur Kinsella: J'avais cru tout d'abord que votre question portait sur les rouages du gouvernement, qu'on peut organiser de bien des façons. Mais en ce qui concerne ce principe, je pense que vous avons très bien réussi au Canada. De nombreux pays se sont tournés vers le Canada et ont étudié notre façon de concevoir la diversité, le multiculturalisme. Bien des gens trouvent que c'est un mot terrible, un mot dur, mais le fait est que nous avons pu inclure cette réalité à l'article 27 de notre Charte des droits et libertés. Notre constitution reflète donc le fait que le Canada a été et est toujours une société multiculturelle et que les tribunaux doivent interpréter tous les droits et toutes les libertés prévues dans la Charte de façon conforme à ce patrimoine multiculturel.

Le Parlement a ensuite adopté—je ne me souviens pas en quelle année mais c'était il y a quelques années peut-être—la Loi sur le multiculturalisme canadien qui vise à promouvoir le multiculturalisme par voie législative. Il y a beaucoup d'autres façons de poursuivre ce travail.

Bon nombre des témoins qui ont comparu devant notre Comité l'an dernier n'aimaient pas le nom du ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté. Ils estimaient que le ministère aurait plutôt dû s'appeler «ministère de la Citoyenneté et du Multiculturalisme». Je pense que le gouvernement de l'époque et le gouvernement actuel ont choisi la bonne solution en créant le ministère du Patrimoine canadien; ils ont ainsi réglé le problème.

À mon avis, nous avons réalisé des progrès considérables au Canada dans le sens de la reconnaissance de la richesse que nous procure notre diversité. Par exemple, nous n'avons pas à considérer nos langues multiculturelles comme des langues patrimoniales. Ce sont des langues dans lesquelles se font les échanges dans le monde entier et, quand on regarde les choses de cette façon, on se rend compte—et les gens s'en rendent bien compte—de la richesse de ce que nous avons fait dans notre pays, en termes économiques autant que sociaux.

M. Hanger: Quand on regarde ce qu'est un Canadien, qu'il soit né ici ou qu'il ait immigré, je me demande parfois si nous ne devrions pas mettre l'accent—et c'est certainement ce que bien des gens m'ont dit—sur le simple fait d'être citoyen canadien plutôt que d'insister sur l'appartenance culturelle des nouveaux venus et de la protéger en quelque sorte, quels que soient les choix qu'il veut faire. Je comprends que le gouvernement devrait permettre aux gens de vivre leurs idéaux culturels, s'ils le veulent, sans restriction. Mais il me semble que les gens ne se contentent pas d'être citoyens du Canada, mais qu'ils se considèrent souvent comme des Canadiens vietnamiens ou comme des Canadiens africains.

Le sénateur Kinsella: Nous sommes tous d'accord pour dire que l'origine ethnique ne doit pas faire obstacle à la participation. Tout le monde s'entend là-dessus.

There have been different schools of thought advancing the argument that maybe the accent should not be placed on the state funding or helping given ethnocultural communities. I don't think that debate has been concluded yet, but there you have it.

The Chairman: Does that answer your question, Mr. Hanger?

Mr. Hanger: Basically, it does.

[Translation]

Il y a toutefois différentes écoles de pensée, selon lesquelles il ne faudrait pas mettre l'accent sur le financement ou l'aide accordée aux communautés ethno-culturelles. Je pense que le débat n'est pas encore terminé, mais la question se pose.

La présidente: Est-ce que cela répond à votre question, monsieur Hanger?

M. Hanger: En gros, oui.

• 2100

The Chairman: Senator Kinsella, I found your report really quite interesting, but one of the witnesses suggested that having shared values was not enough, because it doesn't necessarily lead to shared identities required for citizenship. You have suggested that citizenship should therefore be used to promote an active, critical participation in public affairs as the best method of promoting that sense of belonging that is so vital to citizenship.

What do you mean by active, critical participation?

Senator Kinsella: This is what the educators who came to us were saying, that rather than trying to list even all the values... My view is that I can name a lot of values off, as you can, and I have no hesitation that we do have values and they're concrete, they're solid and there is a history to them, but other values develop as society develops. Rather than going by that route, the educators were suggesting to us that we must train, we must educate Canadians to be critical in thinking about Canadian society, about their civic life. Sometimes it involves simple things such as how I make a presentation to the municipal council, what I should say when I bump into the councillor or the alderperson, how I should write a letter to the judge or to the minister or to the member of Parliament—things as simple as that. Well, there you go.

If we are successful in becoming more critical about our civic life, then the educators feel confident that the well-trained mind will be able to ask the right questions and we don't have to package everything with all the answers at the front end. I tend to believe that they were right and that we need to be promoting in our universities Canadian citizenship education, as we need to have the people who leave the universities and go into the schools as teachers trained to be able to teach this material.

Mr. Jackson: You said that the Crown is part and parcel of our parliamentary assembly. I wonder if it wouldn't be inherent if the preamble read... Since the Constitution includes the Queen, if we mentioned the Constitution, would that obviate or eliminate that reference to the Queen?

Senator Kinsella: I leave the organization to drafters, but the principle is clear and firm that Parliament is composed of those three elements, whether the incumbent is a queen or a king or something else.

La présidente: Sénateur Kinsella, j'ai trouvé votre rapport très intéressant, mais un des témoins a laissé entendre qu'il ne suffit pas d'avoir des valeurs communes, parce que cela ne mène pas nécessairement à l'idée commune nécessaire pour créer une véritable citoyenneté. Vous avez dit pour votre part qu'il faut par conséquent se servir des activités liées à la citoyenneté pour promouvoir une participation active et critique aux affaires publiques, qui serait le meilleur moyen de promouvoir ce sentiment d'appartenance qui est au coeur de la citoyenneté.

Qu'entendez-vous par «participation active et critique»?

Le sénateur Kinsella: C'est ce que nous ont dit les témoins des milieux de l'éducation, c'est à dire que plutôt que d'essayer d'énumérer toutes les valeurs... Je peux énumérer beaucoup de ces valeurs, tout comme vous, et je n'hésite pas à affirmer que nous avons des valeurs bien concrètes, des valeurs solides fondées sur une longue histoire, mais il y a d'autres valeurs qui se développent au fur et à mesure que la société évolue. Plutôt que de choisir cette voie, ces témoins du monde de l'éducation nous ont dit que nous devions inciter les Canadiens à réfléchir de façon critique à la société canadienne et leur vie civique. Cela peut inclure des choses aussi simples que la façon de présenter un exposé devant le conseil municipal, les choses à dire quand on rencontre un conseiller municipal, la façon d'écrire à un juge, à un ministre ou à un député. Ce sont des choses aussi simples que celles—là. Voilà une partie de la réponse.

Ces témoins étaient d'avis que si nous réussissons à adopter une démarche plus critique au sujet de notre vie civique, et si nous sommes bien formés, nous pourrons poser les bonnes questions et que nous n'aurons pas à présenter des réponses toutes faites à toutes ces questions. Je suis porté à croire que ces témoins ont raison et que nous devons promouvoir dans nos universités la sensibilisation à la citoyenneté canadienne; il faut aussi que les gens qui sortent de l'université et qui se dirigent vers l'enseignement puissent à leur tour dispenser une formation de ce genre.

M. Jackson: Vous avez dit que la Couronne fait partie intégrante de notre assemblée parlementaire. Je me demande si cela ne serait pas implicite si le préambule se lisait. . . Puisque qu'il est question de la Reine dans la Constitution, est—ce qu'une mention relative à la Constitution ne nous permettrait pas de laisser tomber cette référence à la Reine?

Le sénateur Kinsella: Je laisse aux rédacteurs le soin d'organiser tout cela, mais le principe est très clair: le Parlement se compose de ces trois éléments, que ce soit une reine, un roi ou quoi que ce soit d'autre qui représente la Couronne.

The Chairman: Senator Kinsella, thank you very much. We appreciate your coming on short notice and being so flexible in terms of timing for us.

Senator Kinsella: Good luck in your work, and don't forget that idea of a pre-study if you have legislation.

The Chairman: Well, we think we're pre-pre-studying, because we get to do this all over again when it's drafted and comes back.

Members of the committee, we now have the Young Ambassadors. We are really fortunate that they were here in town and asked to speak to us. They are a group of 15 Chinese–Canadian youths, aged 16 years to 22 years. They have backgrounds ranging from Canadian–born to more recent immigrants from Taiwan and Hong Kong. Their collective aim is to initiate and further any dialogue that contributes to the ultimate goal of encouraging all Canadians, especially today's youth, to become active and educated participants in Canada's affairs. They are from British Columbia, and we welcome them here tonight.

Would those of you who are going to make a presentation come forward? It looks like a cooperative effort to me. Welcome.

• 2105

Ms Lica Chui (Young Ambassadors Project, Chinese Canadian Association of Public Affairs): Thank you for your introduction, and I hope to elaborate a little on why we are here tonight.

We arrived on Saturday and we found out about the standing committee yesterday, so we tried to prepare as best we could to attend this evening.

We're mainly going to present a cross-section of the Chinese-Canadian youths from Vancouver. We have two Canadian-born. I was born in Mississauga, Ontario. We also have two foreign-born. So what we will present to you is a personal view on the citizenship issue and share with you some of our views. Also, we are going to try to limit our monologue to two minutes because we have another appointment to attend to.

My name is Lica and I was born in Canada. I have been involved in the political process for a while. I became involved in school, actually. Why I came tonight was to talk about the idea of a preamble. I feel that a preamble is necessary because most Canadians when they come here do not realize what their social duties are or their responsibilities. Through a preamble, the government could effectively tell an immigrant what their social responsibility is.

What does it mean to be a Canadian? It means that you have the freedom of speech and thought. It means that there is equality. There is racial harmonization. I believe these are very important parts, yet when a new immigrant comes to

[Traduction]

La présidente: Sénateur Kinsella, je vous remercie beaucoup. Nous sommes reconnaissants d'être venu si nous ne vous avons donné qu'un court préavis et de vous être montré aussi souple pour accorder votre calendrier au nôtre.

Le sénateur Kinsella: Je vous souhaite bonne chance dans vos travaux, et n'oubliez pas l'idée d'un examen préliminaire si vous avez un projet de loi.

La présidente: Eh bien, nous avons l'impression de faire aujourd'hui un examen préliminaire à l'examen préliminaire, parce que nous allons revenir sur tout ceci une fois que le projet de loi aura été rédigé.

Mesdames et messieurs les membres du comité, nous entendrons maintenant les Jeunes Ambassadeurs. C'est vraiment une chance pour nous qu'ils soient ici aujourd'hui et qu'ils aient demandé à comparaître devant nous. Il s'agit d'un groupe de 15 jeunes Canadiens d'origine chinoise, âgés de 16 à 22 ans. Certains d'entre eux sont nés au Canada, alors que d'autres ont immigré plus récemment de Taïwan et de Hong Kong. Ils veulent ensemble lancer et promouvoir un dialogue visant en définitive à encourager tous les Canadiens, et surtout les jeunes, à participer activement et en toute connaissance de cause aux affaires du Canada. Ces jeunes viennent de Colombie-Britannique, et nous leur souhaitons la bienvenue ce soir.

Ceux d'entre vous qui vont prendre la parole voudraient-ils approcher s'il vous plaît? J'ai l'impression qu'il s'agit d'un effort coopératif. Bienvenue.

Mme Lica Chui (Projet Jeunes Ambassadeurs, Chinese Canadian Association of Public Affairs): Merci de votre présentation, je voudrais vous expliquer tout d'abord brièvement pourquoi nous sommes ici ce soir.

Nous sommes arrivés samedi et nous avons appris l'existence du Comité permanent hier; nous avons donc essayé de nous préparer le mieux possible pour être ici ce soir.

Nous voulons d'abord et avant tout vous présenter un échantillon de Jeunes Canadiens d'origine chinoise venant de Vancouver. Deux d'entre nous sont nés au Canada. Je suis née Mississauga, en Ontario. Et deux autres sont nés à l'étranger. Nous allons donc vous présenter un point de vue personnel sur la question de la citoyenneté et vous faire part de nos opinions. Nous allons essayer de limiter notre monologue à deux minutes parce que nous avons un autre rendez-vous.

Je m'appelle Lica et je suis née au Canada. Je m'intéresse depuis un certain temps à la politique. Cela a commencé à l'école, en fait. Si je suis ici ce soir, c'est pour vous parler de l'idée d'un préambule. À mon avis, ce préambule est nécessaire parce que la plupart des Canadiens, quand ils arrivent ici, ne sont pas conscients de leurs obligations sociales ou de leurs responsabilités. Grâce à un préambule, le gouvernement pourrait facilement dire aux immigrants quelles sont leurs responsabilités sociales.

Qu'est-ce que cela signifie d'être Canadien? Cela signifie la liberté de parole et de pensée. Cela signifie aussi l'égalité et l'harmonie raciale. Je pense que ce sont des éléments très importants, et pourtant quand un nouvel immigrant arrive au

Canada... For example, my parents were born elsewhere and they immigrated, and my aunts and uncles as well. They were not told what it means to be a Canadian citizen. They just were told, essentially, pass the tests, pay the taxes, and that's it.

Even in school... I was entirely schooled in English but I never really knew what it meant to be a Canadian citizen. I learned it over the years through contacts, through experiences, through friends. But I do think that the government should take an active part in putting this area into the act.

I guess that will be it for my part and I will introduce you to Alan.

Mr. Alan Yu (Young Ambassadors Project, Chinese Canadian Association of Public Affairs): My name is Alan Yu. I am an engineering student at UBC. I came from Hong Kong seven years ago to this great country, which I love very much.

I knew nothing about Canada before I immigrated here and I have been struggling through all these years to try to fulfil my duties as a Canadian citizen—trying to work it out practically.

After all these years of searching and wondering, I notice that being a Canadian is not only to live here, to pay taxes and buy Canadian products; I understand that I have the responsibility to participate in the society, to care about the community, and to contribute my effort to the benefit of this country, like every other Canadian does. This is also the reason why I am now in Ottawa and trying to learn more about Canadian politics.

I guess most of the immigrants to Canada have gone through the same struggle as mine—not only youths, but also other age groups, such as my grandmother. I have seen her go through the same process of struggle during her days in Canada.

My grandmother is 77 years old. She came to Canada three years ago from Hong Kong because there was nobody taking care of her back there. Her first few years in Canada were very horrible because she doesn't speak English and didn't understand what people were saying, so the only thing she could do was to stay home, and that's all she has. She always wants to go back to Hong Kong because it's so boring here, because she has nowhere to go. But as the day for her citizenship interview was approaching she was worried, because if she did not understand English and didn't know anything about Canada she wouldn't be able to get through the test. So from that time she started to go to English classes to try to learn English, and to participate in community events and to know more about Canada.

Because of that her life changed. She now goes to the community centre every day by bus, a 15-minute bus ride, and she even has to get a transfer. She now knows simple English. She can answer the telephone. She likes to live in Canada now

[Translation]

Canada... Par exemple, mes parent sont nés ailleurs et ils ont immigré ici, tout comme mes oncles et mes tantes. Mais on ne leur pas expliqué ce que c'est, un citoyen canadien. On leur a seulement dit, en gros, de passer leur examen, de payer leurs impôts, et c'est tout.

Même à l'école... J'ai fait toutes mes études en anglais, mais je n'ai jamais vraiment appris ce que cela signifie que d'être citoyen canadien. Je l'ai appris au fil des années par mes contacts personnels, par mes expériences, par mes amis. Mais je pense que le gouvernement devrait chercher activement à inclure cette question dans la loi.

C'est tout ce que j'avais à vous dire; je vous présente maintenant Alan.

M. Alan Yu (Projet Jeunes Ambassadeurs, Chinese Canadian Association of Public Affairs): Je m'appelle Alan Yu et je suis étudiant en génie à UBC. Je suis arrivé de Hong Kong il y a sept ans pour habiter dans votre grand pays, que j'aime beaucoup.

Je ne connaissais rien du Canada avant d'immigrer ici et, depuis toutes ces années, je me suis posé beaucoup de questions sur ce que je devais faire pour respecter mes obligations en tant que citoyen canadien, d'un point de vue concret.

Après toutes ces années de tâtonnements et d'interrogations, je me rends compte qu'un Canadien, ce n'est pas seulement quelqu'un qui habite ici, qui paie ses impôts et qui achète des produits canadiens; je sais que j'ai la responsabilité de participer à la vie de la société, de me préoccuper de ma collectivité et de contribuer à la prospérité de ce pays, comme tous les autres Canadiens. C'est également pour cette raison que je suis aujourd'hui à Ottawa et que j'essaie d'en apprendre davantage sur la politique canadienne.

Je suppose que la plupart des immigrants qui sont venus au Canada sont passés par les mêmes étapes que moi—pas seulement les jeunes, mais aussi ceux des autres groupes d'âge, comme ma grand-mère. Je l'ai vue vivre les mêmes difficultés depuis son arrivée au Canada.

Ma grand-mère a 77 ans. Elle est arrivée au Canada il y a trois ans, en provenance de Hong Kong, parce qu'il n'y avait personne là-bas pour s'occuper d'elle. Ses premières années ici ont été tout à fait horribles parce qu'elle ne parle pas anglais et qu'elle ne comprenait pas ce que les gens disaient; elle devait donc se contenter de rester à la maison, c'est tout ce qu'elle pouvait faire. Elle voulait toujours retourner à Hong Kong parce qu'elle s'ennuyait ici, parce qu'elle ne pouvait aller nulle part. Mais, au fur et à mesure que le jour de l'entrevue approchait, pour son examen de citoyenneté, elle a commencé à s'inquiéter parce qu'elle ne comprenait l'anglais et qu'elle ne savait rien du Canada; elle n'aurait donc pas pu réussir l'examen. Donc, elle a commencé à ce moment-là à suivre des cours d'anglais pour essayer d'apprendre cette langue et pour pouvoir participer à la vie de la collectivité et en savoir davantage sur le Canada.

À partir de ce moment-là, sa vie a changé. Elle va maintenant au centre communautaire tous les jours, en autobus; c'est un trajet de 15 minutes, et elle doit même faire une correspondance. Elle connaît maintenant des rudiments

because she has something to do, and she loves this country. I would say if there is no citizenship interview she will not have this chance to get into Canada because there is no pushing power behind her.

• 2110

I heard on the news recently there would be some changes in the immigration law, that if a person is over 60 years of age there would be no citizenship interview for them, and they would automatically get through the application. I think this is not a good change. Obviously the standard of future citizens would be lowered because they don't have to get through all the tests, and there is no intention behind them to know about Canada if there is not a test or if there is no interview at all.

Because of the degrading of the standards, I think there would be more racism against new immigrants, because they won't speak English, they don't know about Canada, and they are not acting like other Canadians. It would be very natural for people here to hate them.

I think that not only youths or young persons have to learn English and speak English and to know about Canada, but also seniors, because they are also Canadian and would like to participate in this country. And the country needs them. Therefore, I hereby sincerely urge you not to cancel the citizenship interview or test for senior persons. Thank you.

Ms Pamela Au (Young Ammbassadors Project, Chinese Canadian Association of Public Affairs): First I'd like to talk about my background. I'm a 16-year-old student in grade 11 in high school. I originally was born in Kwangju in China and emigrated here 14 years ago with my family. I feel that over the years I've learned how to be a real Canadian.

I was small when I participated in the citizenship process. I wasn't really sure what was going on because I was very young. All I know is that I was dressed up nicely and taken to a citizenship court, and I participated in singing a song. That's basically what I remember. But over the years I have learned what it means to be a Canadian, what it means to be a citizen and to belong to a society, not just be a Chinese Canadian but to be a real Canadian in every sense of the word.

Recently I've heard through the news, through my friends and talking with friends about my age, that there might be a possibility of having a written test for citizens or prospective citizens. I'm really deeply concerned about this, because I still have some relatives who are in the process of becoming citizens and they're about 55 or 53—they're my aunt and uncle—and if there was a written test I don't think they would be able to handle it very well because they're getting rather old, compared to how old I am.

I don't think they would be able to learn a written language that easily. Even though I was born in China, I can't write Chinese because it's very difficult, but I can speak fluently. That's why I think with an interview, even though they would not be able to write out answers they would be able to answer questions, because with human contact it's much easier to get your point across.

[Traduction]

d'anglais. Elle peut répondre au téléphone. Et elle est contente de vivre au Canada parce qu'elle a quelque chose à faire, et elle aime beaucoup le pays. Je pense que si elle n'avait pas dû se présenter à cette entrevue, elle n'aurait pas eu cette chance de s'intégrer au Canada parce que rien ne l'y aurait poussée.

J'ai entendu récemment aux informations que la Loi sur l'immigration serait modifiée et que les gens de plus de 60 ans n'auraient plus à se présenter à une entrevue pour obtenir leur citoyenneté; leur demande serait acceptée automatiquement. Je pense que ce n'est pas une bonne chose. Il est certain que la qualité des citoyens futurs en souffrira parce qu'ils n'auront pas à subir tous ces tests et que rien ne les incitera à se renseigner sur le Canada s'il n'y a pas d'examen ou d'entrevue à passer.

À cause de cet abaissement des normes, je pense qu'il pourrait y avoir plus de racisme à l'égard des nouveaux immigrants parce qu'ils ne parlent pas l'anglais, qu'ils ne connaissent pas le Canada et qu'ils ne se comportent pas comme les autres Canadiens. Il serait tout à fait naturel que les gens d'ici les haïssent.

Je pense que les jeunes ne sont pas les seuls à devoir apprendre l'anglais et à devoir se renseigner sur le Canada; les personnes plus âgées doivent le faire aussi parce qu'elles sont canadiennes elles aussi et qu'elles veulent participer à la vie du pays. Et le pays a besoin d'elles. Par conséquent, je vous demande sincèrement de ne pas annuler l'entrevue ou l'examen de la citoyenneté pour les personnes âgées. Merci.

Mme Pamela Au (Projet Jeunes Ambassadeurs, Chinese Canadian Association of Public Affairs): Je voudrais tout d'abord vous dire quelques mots sur mes origines. J'ai 16 ans et j'étudie en 11e année, à l'école secondaire. Je suis née à Kwangju, en Chine, et j'ai immigré ici il y a 14 ans avec ma famille. Avec les années, j'ai appris comment vivre comme une vraie Canadienne.

J'étais toute petite quand j'ai participé à la cérémonie par laquelle je suis devenue citoyenne. Je ne comprenais pas très bien ce qui se passait parce que j'étais très jeune. Tout ce que je sais, c'est qu'on m'a bien habillée et qu'on m'a emmenée à une cour de la citoyenneté, où j'ai chanté une chanson avec les autres. C'est à peu près tout ce dont je me rappelle. Mais au fil des années, j'ai appris ce que cela signifie d'être Canadienne, ce que cela signifie d'être citoyenne et d'appartenir à une société, d'être non seulement une Canadienne d'origine chinoise, mais une vraie Canadienne dans tous les sens du terme.

J'ai entendu récemment aux nouvelles, et en parlant avec des amies de mon âge, qu'il pourrait y avoir un examen écrit pour les citoyens, ou plutôt les aspirants citoyens. Cela m'inquiète beaucoup parce qu'il y a quelques—uns de mes parents qui ne sont pas encore citoyens; ils ont autour de 53 ou 55 ans—il s'agit de mon oncle et de ma tante—et, s'il y avait un examen écrit, je ne pense pas qu'ils réussiraient très bien parce qu'ils sont assez âgés, par rapport à moi.

Je ne pense pas qu'ils soient capables d'apprendre facilement à écrire une autre langue. Même si je suis née en Chine, je n'écris pas le chinois parce que c'est très difficile, mais je le parle couramment. C'est pourquoi les entrevues sont préférables; même si les candidats ne sont peut-être pas capables d'écrire les réponses, ils peuvent répondre aux questions parce qu'il est beaucoup plus facile de se faire comprendre quand il y a un contact humain.

When it's just ABC, with multiple choice it is very hard to show what you know and to show your opinions. I'm just really deeply concerned that, if there is a written test, a lot of people who should be admitted or should become citizens would not be allowed an opportunity to become citizens. They would be denied this opportunity to experience what I have experienced, especially since a lot of my friends and a lot of my family are still in the process of becoming citizens.

Now I'd now like to introduce Patrick Lum.

Mr. Patrick Lum (Young Ambassadors Project, Chinese Canadian Association of Public Affairs): Hello. My name is Patrick Lum. My age is 22 years old. I was born in Canada, in Vancouver, B.C. I've lived in Vancouver all of my life. I want to get away from the immigration process because I've actually never experienced it. My dad immigrated to Canada about 35 or 40 years ago.

• 2115

He came to Canada \$2,000 in debt, in the money of those days, not knowing a single word of English. He took it upon himself to learn English. He now speaks it very fluently, and I've been lucky enough to live in that family and become a very active Canadian, not only in my family, not only in my community and not only in student politics, but in every aspect of my life.

I want to say that in terms of a preamble, I think it's very useful. In a sense it would be a mission statement on behalf of the ministry of heritage as to what they think not only immigrants but all Canadians should fulfil as Canadians.

The point I want to stress is that immigrants are not the only ones to have a lock on not being active, critical participants in public affairs, as Senator Kinsella mentioned. There are many, many Canadian-born minorities as well as official majorities who are not active participants.

Having a preamble that's very ambling and long and running will not help that cause. The preamble I would recommend to be short, concise, to the point, simply a mission statement of what all Canadians should be. The fact it is there would be an emphasis and a stress to new immigrants as to what they should strive to achieve, whether it is possible or not.

My father was lucky enough to actually have achieved that goal in his lifetime, but he is in a minority. The majority of immigrants have to leave that task to their children and grandchildren. They will try, even if they are not successful, to pass that torch onto their children and pass that training onto their children.

I was not quite sure what Senator Kinsella was trying to get at but he was trying to emphasize the point of education. What I want to say is the mandate of this ministry and the mandate of this committee is not education. Education can only be taken so far.

We cannot take every single one of the 27 million Canadians by the hand and tell them what it is to be a Canadian. It has to be something that comes from the heart. It has to come from personal initiative. As a result, I think we have to look beyond immigrants and simply look in a broader sense at what it means to be a real Canadian. Thank you.

[Translation]

Mais s'il faut simplement indiquer A, B ou C, pour répondre à des questions à choix multiples, il est très difficile de montrer ce qu'on sait et de faire connaître ses opinions. C'est donc une question qui me préoccupe profondément parce que, s'il y avait un examen écrit, bien des gens qui devraient être admis ou qui devraient devenir citoyens ne le pourraient pas. On les priverait alors de la possibilité de connaître ce que j'ai connu, et cela m'inquiète surtout parce que j'ai beaucoup d'amis et beaucoup de membres de ma famille qui ne sont pas encore citoyens.

Je voudrais maintenant vous présenter Patrick Lum.

M. Patrick Lum (Projet Jeunes Ambassadeurs, Chinese Canadian Association of Public Affairs): Bonjour. Je m'appelle Patrick Lum et j'ai 22 ans. Je suis né au Canada, à Vancouver, en Colombie-Britannique, où j'ai habité toute ma vie. Je ne vous parlerai pas du processus d'immigration parce que je ne l'ai jamais connu personnellement. Mon père a immigré au Canada il y a 35 ou 40 ans à peu près.

Il est arrivé au Canada avec 2 000\$ de dettes, ce qui était beaucoup pour l'époque, sans connaître un seul mot d'anglais. Et il s'est fait un point d'honneur d'apprendre l'anglais. Il le parle maintenant tout à fait couramment, et j'ai eu la chance de vivre dans cette famille et de devenir un Canadien très actif, pas seulement dans ma famille et dans ma collectivité, pas seulement en politique

À mon avis, un préambule serait très utile. En un sens, il s'agirait d'un énoncé de mission pour le ministère du Patrimoine au sujet de ce que tous les Canadiens devraient viser, qu'ils soient immigrants ou non.

étudiante, mais dans tous les aspects de ma vie.

Je tiens à insister sur le fait que les immigrants ne sont pas les seuls à ne pas participer activement, et dans une perspective critique, aux affaires publiques, comme le sénateur Kinsella l'a mentionné. Il y a beaucoup de Canadiens d'origine, qu'ils soient membres d'une minorité ou d'une des majorités officielles qui ne participent pas activement à la vie publique.

Un préambule très long et dilué ne serait pas très utile. Je recommande plutôt un préambule court, concis, une sorte d'énoncé de mission de ce que tous les Canadiens devraient être. Sa simple présence permettrait de faire comprendre aux nouveaux immigrants l'objectif vers lequel il devraient tendre, qu'il leur soit possible ou non de l'atteindre.

Mon père a eu la chance de réaliser cet objectif de son vivant, mais il y a une minorité d'immigrants qui y arrivent. La majorité doivent laisser cette tâche à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Même s'ils ne réussissent pas eux-mêmes, ils essaient de passer le flambeau à leurs enfants, et de leur transmettre cette formation.

Je n'ai pas très bien saisi où le sénateur Kinsella voulait en venir, mais il a insisté sur la question de l'éducation. Mais à mon avis, le mandat du Ministère et celui de votre comité, ce n'est pas l'éducation, parce que l'éducation a ses limites.

Nous ne pouvons pas prendre les 27 millions de Canadiens par la main et leur dire ce que c'est d'être Canadien. C'est quelque chose qui doit venir du coeur, et chacun doit le faire de sa lui-même. Donc, je pense qu'il faut aller au-delà de la question des immigrants et essayer de définir dans un sens plus général ce que c'est que d'être un vrai Canadien. Merci.

The Chairman: Thank you, Patrick, well done. Mr. Jackson has a question and Mr. Nunez. Anyone else?

Mr. Lum: I'd just like to say that our time is running short, so-

Mr. Jackson: Actually, mine is just a comment. I want to thank you all for coming, but through these hearings we've been hearing that one of the investments, and I think the minister probably made that statement, was not necessarily in the first generation, it's in the second generation. You are a perfect example. Though you are a visible minority, you are a Canadian. I hope that people still don't ask you where you come from. You are a Canadian.

Mr. Lum: I come from the land of the Vancouver Canucks.

Some hon. members: Hear, hear.

The Chairman: Mr. Nunez, followed by Ms Clancy.

M. Nunez: Je vous remercie pour votre exposé. J'apprécie beaucoup les contributions de la jeunesse. Je pense qu'on va se rencontrer à Montréal samedi prochain.

Vous voulez promouvoir le dialogue, et je trouve cela très intéressant. Vous faites partie d'une minorité; moi aussi. Je suis un immigrant comme plusieurs d'entre vous. Cependant, j'ai une expérience différente parce que je suis venu au Québec. Si j'étais venu à Vancouver, je penserais probablement comme vous, mais j'ai décidé d'être solidaire des aspirations du peuple québécois.

Hong Kong et Taïwan faisaient partie de la Chine, mais un jour, vous avez décidé de devenir un pays. Le Québec veut la même chose.

Avez-vous entendu parler du Québec, société distincte et société francophone en Amérique du Nord? Qu'est-ce que vous connaissez de la réalité québécoise?

Mr. Lum: Should I speak to that?

Ms Chui: I can comment as well. But go ahead first.

• 2120

Mr. Lum: As to Quebec being a distinct society, it's in the media a lot. The media is a Canadian process and what you read in Ontario and Quebec is also in Vancouver.

Quebec is a distinct society. I have not been to Quebec. I will be there in less than 48 hours. I have heard that it is a very interesting place—Montreal, especially.

The points that francophones and the Québécois bring up are very valid. But I would beg to argue with you that each part of Canada is distinct in its own way.

On the lower mainland of British Columbia, we have a very significant Chinese-Canadian population made up of very recent immigrants, later immigrants, and many generations of Canadian-born immigrants. So even within our own Chinese community we have subcultures and they are very distinct from each other.

[Traduction]

La présidente: Merci, Patrick, et bravo. M. Jackson a une question et M. Nunez également. Y a-t-il quelqu'un d'autre?

M. Lum: Je voudrais simplement vous signaler que nous n'avons pas beaucoup de temps, donc. . .

M. Jackson: En fait, je n'ai pas de question à poser, mais seulement un commentaire à faire. Je vous remercie tous d'être venus; tout au long de nos audiences, nous avons entendu dire—et je pense que le Ministre l'a dit lui aussi—qu'il ne faut pas nécessairement investir dans la première génération, mais dans la deuxième. Vous en êtes un exemple parfait. Même si vous appartenez à une minorité visible, vous êtes Canadien. J'espère que les gens ne vous demandent plus d'où vous venez. Vous êtes Canadien.

M. Lum: Je viens du pays des Canucks de Vancouver.

Des voix: Bravo!

La présidente: Monsieur Nunez, suivi de M^{me} Clancy.

Mr. Nunez: Thank you for your presentation. I appreciate very much the contributions of our youth. I think we will meet again in Montreal next Saturday.

You want to promot dialogue and I find that very interesting. You are part of a minority; so am I. I am an immigrant like several of you. However, my experience is different because I have chosen to come to Quebec. If I had gone to Vancouver, I would probably think the same way as you, but I have decided to share the aspirations of the people of Quebec.

Hong Kong and Taiwan were a part of China, but you have decided at a certain point to become a distinct country. Quebec wants to do the same.

Have you heard about Quebec, a distinct French speaking society in North America? What do you know about the Quebec reality?

M. Lum: Devrais-je répondre à cette question?

Mme Chui: Je voudrais faire un commentaire moi aussi. Mais allez-y d'abord.

M. Lum: Pour ce qui est du caractère distinct de la société québécoise, les médias en parlent beaucoup. Or, les médias couvrent l'ensemble du Canada, et nous pouvons lire à Vancouver la même chose que vous, en Ontario et au Québec.

Le Québec est une société distincte. Je n'y suis jamais allé, mais je vais y être dans moins de 48 heures. On m'a dit que c'était un endroit très intéressant, surtout Montréal.

Les arguments que les francophones et les Québécois présentent sont tout à fait valables. Mais à mon avis toutes les régions du Canada ont leur caractère distinct.

Dans la région du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, nous avons une très importante population de Canadiens d'origine chinoise; il y a parmi ces gens des immigrants de fraîche date, d'autres qui sont arrivés il y a un certain temps et plusieurs générations de descendants d'immigrants, qui sont nés au Canada. Donc, même au sein de notre communauté chinoise il y a des sous-cultures qui sont très différentes les unes des autres.

I believe that by coming to Ottawa and by going to Montreal tomorrow, we'll basically have a better grasp of how distinct each part of Canada really is. I think that distinctness makes up Canada to a certain extent.

Mme Chui: Moi, je parle français. J'ai étudié cette langue il y a huit ans et j'espère pouvoir la pratiquer demain à Montréal.

What I would like to say is that I am interested in the Quebec culture. From Vancouver it is difficult to fully appreciate it, but I took the initiative to take French lessons at the Alliance Française during all my high school years. This was not in the high school environment but outside of my school. It was done on my own time. I just wanted to let you know that I do appreciate the Quebec culture.

Ms Clancy: I just want to say to all of you and your compatriots that you make me very proud to be a Canadian. I'm very proud of those of you who chose Canada in this generation and I'm very proud of those of you whose parents chose Canada, as did my forebears.

I think that the people who brought you here should be equally proud, as should your parents. I hope that you tell them how well you brought your message to this committee.

To those of you who were worried about the changes in the Citizenship Act with regard to what might happen to your terribly elderly aunts and uncles—can they still walk?—I want to say, please don't worry.

I don't know if you heard Judge O from Edmonton. She talked about language requirements and the fact that whatever the final system is, there will always be flexibility. One of the things the minister did mention was the Order of Canada recipients taking over for judges in certain capacities.

So I wouldn't worry about that. We'll make sure that the act is compassionate and fair.

Mrs. Hayes: I also would like to welcome you here. I also am from the Vancouver area and am somewhat familiar with the community and some of the community organizations you're involved with.

Pamela, as you were giving your presentation you mentioned that you learned to be a Canadian as you grew up. In some ways what you young people have said speaks louder about being a Canadian than what I hear from some other young people. What was it that taught you to be a Canadian?

Ms Au: When I was really young, I didn't really know the difference between Canadian and American. I just knew that I lived in this place. I wasn't really sure of who I was.

I had conflicts sometimes while I was growing up between my parents trying to make me retain my Chinese culture and at the same time not being isolated from the main society. They want me to be able to stay in Canada and have the option of going back to Asia—to be able to survive in both societies and not be forced to abandon one. I think when I was very young I really resisted this because I wanted to be rather like my Caucasian friends, my Canadian—born friends who spoke perfect English. I just wanted to be like them.

[Translation]

Grâce à notre séjour à Ottawa et à Montréal, dès demain, nous allons pouvoir mieux comprendre à quel point chaque région du Canada est différente des autres. Je pense que ce sont ces différences qui font que le Canada est ce qu'il est, jusqu'à un certain point.

Ms Chui: I speak French. I have studied that language eight years ago and I hope to be able to practice it tomorrow in Montreal.

Ce que je veux vous dire, c'est que la culture québécoise m'intéresse beaucoup. De Vancouver, il est difficile de l'apprécier vraiment, mais j'ai pris l'initiative de suivre des cours de français à l'Alliance française pendant toutes mes années à l'école secondaire. Ce n'était pas à l'école même, mais à l'extérieur, dans mes temps libres. Je voulais simplement vous souligner que j'apprécie beaucoup la culture québécoise.

Mme Clancy: Je tiens à vous dire, à vous tous et à vos compatriotes, que vous me rendez très fière d'être Canadienne. Je suis très fière de ceux d'entre vous qui ont choisi le Canada personnellement, et de ceux dont les parents ont choisi le Canada, tout comme mes ancêtres.

Je pense que les gens qui vous ont amené ici doivent être fiers eux aussi, et vos parents également. J'espère que vous leur raconterez comment vous avez bien transmis votre message au comité.

Pour ceux d'entre vous qui s'inquiètent des changements qui pourraient être apportées à la Loi sur la citoyenneté et des conséquences que cela pourrait avoir sur vos oncles et vos tantes terriblement âgés—est—ce qu'ils peuvent encore marcher?—Je tiens à vous dire que vous n'avez pas à vous inquiéter.

Je ne sais pas si vous avez entendu les propos de la juge O; d'Edmonton. Elle a parlé des exigences linguistiques et du fait que, quel que soit le système adopté en définitive, il y aura toujours une certaine souplesse. Le ministre a également mentionné le possibilité que les récipiendaires de l'Ordre du Canada remplacent les juges dans certaines fonctions.

Donc, je ne m'inquiéterai pas à ce sujet-là. Nous allons nous assurer que la loi est juste et humaine.

Mme Hayes: Je voudrais moi aussi vous souhaiter la bienvenue. Je viens de la région de Vancouver, tout comme vous, et je connais assez bien la collectivité et certaines des organisations communautaires dont vous vous occupez.

Pamela, vous avez mentionné dans votre présentation que vous avez appris à être Canadienne, tout en grandissant. À certains égards, ce que vous nous avez dit au sujet de l'identité canadienne en dit beaucoup plus long que ce que d'autres jeunes nous disent. Qu'est-ce qui vous a appris à être Canadienne?

Mme Au: Quand j'étais très jeune, je ne savais pas vraiment la différence entre les Canadiens et les Américains. Tout ce que je savais, c'est que j'habitais ici, mais je ne savais pas très bien qui j'étais.

J'ai vécu certaines contradictions puisque mes parents voulaient me voir conserver ma culture chinoise, sans pour autant m'isoler de la société en général. Ils voulaient que je puisse rester au Canada ou choisir de retourner en Asie, que je sois en mesure de survivre dans les deux sociétés sans être obligée d'en abandonner une. Quand j'étais très jeune, je résistais vraiment à leurs pressions parce que je voulais plutôt ressembler à mes amis blancs, qui étaient nés au Canada et qui parlaient parfaitement l'anglais. Tout ce que je voulais, c'était d'être comme eux.

[Traduction]

• 2125

As I grew up I learned that just because you're Caucasian doesn't mean you're Canadian. Many times I have met people who have emigrated from other European countries and they are not Canadian-born.

I feel to be Canadian means to be able to retain your own background. You don't have to actively try to be Canadian or what you think is Canadian. I think what it means to be Canadian is to retain your own sense of your culture, your background and at the same time be able to relate to two societies.

We're different from the Americans in the sense that we're not in one big melting pot. Everyone isn't trying to be the same, but everyone has to contribute his or her own culture and at the same time be able to relate to mainstream society, and not be isolated and segregated from the rest of Canada. Everyone has to be aware of what's happening in Canada, such as the Quebec issue and issues like that.

Mrs. Hayes: Just to expand a little more on what you have said, would it be more important to call yourselves Chinese Canadians or Canadians? Which term would you choose? I've heard both tonight actually. Is there a preference you have as young people?

Ms Chui: I like the term "Canadian", and then "of Chinese descent or heritage".

Mr. Lum: For me, it really comes down to the situation. If I'm travelling abroad there's no point in bringing up the fact that I'm Chinese Canadian. Obviously I'm of Chinese descent. I'm a Canadian.

If there's a discussion in an educational or multicultural atmosphere or what not and if it's relevant, then I will say I'm either a Canadian of Chinese descent or a Chinese Canadian or what not, but otherwise I'm a Canadian. I'm Canadian—born and I'm a Canadian.

The Chairman: I just have one question. I would be interested in your thoughts on dual citizenship. When you or your family assumed Canadian citizenship, what were your thoughts in terms of letting go of the citizenship of your former country?

Mr. Yu: Maybe I could make some points. I came from Hong Kong and have a very traditional Chinese background. Before I came I intended to study Chinese literature in university, but obviously I don't have the chance here.

I cannot let go of my Chinese background because I'm so much a Chinese person. When I came here I learned to be a Canadian. I found out lots of good things about Canada and now I'm proud to be a Canadian, but I'll never forget my Chinese origin because I came from China. I have Chinese blood, my parents are Chinese and my descendants will also be Chinese, but they will all be Canadian.

I think I would reflect on the two cultures I have and renew my mind-set so I could have a new mind-set about what I am in Canada.

Mais plus tard j'ai appris que les Blancs n'étaient pas nécessairement tous Canadiens. J'ai bien souvent rencontré des gens qui avaient émigrés d'autres pays européens et qui n'étaient pas nés au Canada.

Pour moi, être Canadienne, c'est pouvoir conserver ses propres origines. Il n'est pas nécessaire d'essayer activement d'être Canadien ou de correspondre à l'idée qu'on se fait des Canadiens. Je pense que, être Canadien, c'est conserver sa propre culture, ses propres antécédents, tout en étant capable d'établir des liens avec deux sociétés.

Nous sommes différents des Américains en ce sens que nous ne sommes pas tous fondus dans le même creuset. Nous n'essayons pas d'être tous pareils, mais nous devons tous apporter notre propre culture, tout en étant capable d'établir des liens avec le courant principal de la société canadienne, sans nous sentir isolés ou séparés du reste du Canada. Tout le monde doit être au courant de ce qui se passe au Canada, par exemple de la question québécoise.

Mme Hayes: Pour faire suite à ce que vous avez dit j'aimerais savoir si vous jugez plus important de vous qualifiez de Canadien d'origine chinoise, ou tout simplement de Canadien? Quel est le terme que vous préférez? J'ai en fait entendu les deux ce soir. Vous, les jeunes, avez-vous une préférence?

Mme Chui: J'aime à dire que je suis «Canadienne», et ensuite «d'ascendance ou de culture chinoise».

M. Lum: Pour moi, tout dépend vraiment de la situation. Si je suis à l'étranger, il ne sert à rien de souligner que je suis un Canada d'origine chinoise. Il est évident que je suis d'ascendance chinoise. Mais je suis Canadien.

En revanche, dans un débat sur l'éducation ou le multiculturalisme, par exemple, et que ce détail a son importance, je dirais que je suis Canadien d'ascendance chinoise ou d'origine chinoise, ou quelque chose du genre; mais autrement, je suis un Canadien. Je suis né au Canada et je suis Canadien.

La présidente: Je voudrais vous posez une question. J'aimerais savoir ce que vous pensez de la double citoyenneté? Quand vous et votre famille avez pris la citoyenneté canadienne, qu'est ce que vous pensiez d'abandonner la citoyenneté de votre ancien pays?

M. Yu: J'aimerais faire quelques observations à ce sujet. Je viens de Hong Kong et j'ai été élevé à la chinoise, de façon très traditionnelle. Avant de venir ici je voulais étudier la littérature chinoise à l'Université, mais je n'en ai évidemment pas eu la chance ici.

Je ne peux pas me défaire de mes origines chinoises parce que c'est une partie intégrante de moi-même. Quand je suis venu ici, j'ai appris à être Canadienne. Je me suis rendu compte que le Canada avait beaucoup d'avantages et je suis fière aujourd'hui d'être Canadienne, mais je n'oublierai jamais mes origines chinoises parce que je viens de Chine. J'ai du sang chinois, mes parents sont Chinois et mes descendants vont également être Chinois, mais ils vont aussi être Canadiens.

Je pense qu'il me faudra réfléchir à mes deux cultures et changer ma mentalité pour développer une nouvelle mentalité plus conforme à ce que je suis au Canada.

The Chairman: Do you have two citizenships now?

Mr. Yu: No. I'm purely a Canadian. I hold a Canadian passport.

The Chairman: Was it frightening to let go of your Chinese citizenship when you assumed the Canadian citizenship?

Mr. Yu: Actually it was not that frightening because there's a term, and I wonder if you've heard it before—it's "cultural Chinese". Being Chinese doesn't mean holding a Chinese passport, as I have never held a Chinese passport before; I held a Hong Kong British passport. To be a "cultural Chinese" is quite different from holding a Chinese passport. It wasn't hard to let go of my Hong Kong citizenship because it didn't mean anything to me. I was even happier to receive my Canadian identity.

• 2130

The Chairman: Thank you very much. There are no further questions. Patrick, Pamela, Alan, and Lica, we really appreciate your time tonight. We hope you have fun wherever you're going.

Ms Chui: Thank you for your time.

The Chairman: Thank you very much.

Members of the committee, I guess we reconvene tomorrow at 10 a.m. Is that true? It is on this floor. We have it narrowed down to this floor.

Ms Clancy: Is it 9:30 a.m. or 10 a.m.?

The Chairman: It is at 10 a.m.

The meeting is adjourned.

[Translation]

La présidente: Avez-vous les deux citoyennetés à l'heure actuelle?

M. Yu: Non. Je suis purement Canadien. Je détiens un passeport Canadien.

La présidente: Est-ce que vous aviez peur d'abandonner votre citoyenneté chinoise quand vous avez pris la citoyenneté canadienne?

M. Yu: En fait, je n'ai pas eu tellement peur parce qu'il existe quelque chose qu'on appelle être «de culture chinoise»; je ne sais pas si vous avez déjà entendu l'expression: être Chinois, ce n'est pas nécessairement avoir un passeport chinois. Je n'en ai jamais eu; j'avais un passeport brItannique puisque je viens de Hong Kong. Être «de culture Chinois», ce n'est pas du tout la même chose que de détenir un passeport chinois. Je n'ai pas trouvé difficile de perdre ma citoyenneté de Hong Kong parce qu'elle ne voulait rien dire pour moi. J'étais bien plus heureux de recevoir ma nouvelle identité canadienne.

La présidente: Merci beaucoup. Nous n'avons pas d'autres questions. Patrick, Pamela, Alan et Lica, nous vous remercions d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer ce soir. Nous espérons que vous allez bien vous amuser là où vous allez.

Mme Chui: Merci d'avoir pris le temps de nous entendre.

La présidente: Merci beaucoup.

Mesdames et messieurs, les membres du comité, je pense que nous nous réunirons à nouveau demain à 10 heures. C'est bien cela? La séance aura lieu à cet étage—ci; l'étage au moins est assuré.

Mme Clancy: C'est à 9h30 ou à 10 heures?

La présidente: A 10 heures.

La séance est levée.



MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Citizenship and Immigration:

V. Peter Harder, Deputy Minister.

Individuals:

Laurier LaPierre:

Margaret Osbaldeston;

The Hon. Senator Noël A. Kinsella.

From the Young Ambassadors:

Alan Yu:

Lica Chui;

Pamela Au:

Patrick Lum.

TÉMOINS

Du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration:

V. Peter Harder, sous-ministre.

À titre personnel:

Laurier LaPierre:

Margaret Osbaldeston;

L'hon, Senateur Noël A. Kinsella.

De Les Jeunes Ambassadeurs:

Alan Yu:

Lica Chui:

Pamela Au:

Patrick Lum.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

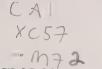
If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



HOUSE OF COMMONS

Issue No. 14

Thursday, May 26, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 14

Le jeudi 26 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Governme Publicatio

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

In accordance with Standing Order 108(2) and the En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Règlement Committee's decision of Thursday April 21st, 1994, a study of et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la the Citizenship Act

CONCERNANT:

Loi sur la citoyenneté

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Patricia Steenberg

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 26, 1994 (23)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 10:05 o'clock a.m. this day, in Room 705, La Promenade, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

Other Members present: Pat O'Brien and John O'Reilly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: As Individual: Judge Elizabeth Willcock. From the Canadian Citizenship Federation: James Larson, President; Yvonne Kerr, Past-President; Diana Togheri; Eric L. Teed.

In accordance with Standing Order 108(2) the Committee esumed consideration of the Citizenship Act Review. (See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, April 21st, 1994, Issue No. 6)

Judge Elizabeth Willcock made a statement and answered questions.

James Larson, Yvonne Kerr and Diana Togheri made statements and with the other witness from the Canadian Citizenship rederation answered questions.

At 11:13 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 MAI 1994 (23)

[Traduction]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 10 h 05, dans la salle 705 de l'immeuble La Promenade, sous la présidence de Judy Bethel (*présidente*).

Membres du Comité présents: Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Autres députés présents: Pat O'Brien et John O'Reilly.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: À titre personnel: Elizabeth Willcock, juge. De la Fédération canadienne de la citoyenneté: James Larson, président; Yvonne Kerr, ancien président; Diana Togheri; Eric Teed.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 108 du Règlement, le Comité entame l'étude de la Loi sur la citoyenneté (voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 21 avril 1994, fascicule nº 6).

La juge Elizabeth Willcock fait un exposé et répond aux questions.

James Larson, Yvonne Kerr et Diana Togheri font un exposé et, avec l'autre témoin de la Fédération de la citoyenneté, répondent aux questions.

À 11 h 13, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Patricia Steenberg

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]
Thursday, May 26, 1994

1

The Chairman: We do have a quorum so we will call this meeting to order. We have a daunting task—to review the Citizenship Act.

We have the good fortune today to have our senior citizenship judge, Elizabeth Willcock.

Ms Willcock.

Her Honour Judge Elizabeth Willcock (Senior Citizenship Judge, Court of Canadian Citizenship: Thank you, Madam Chairman.

I want to thank the committee for inviting me to be here this morning.

Cela me fait plaisir d'être ici aujourd'hui pour vous parler d'un sujet qui est très important pour moi et pour nous tous: la citoyenneté canadienne.

First of all I'd like to commend the minister, the Hon. Sergio Marchi, for so quickly dealing with amending the Citizenship Act. It is well overdue. I know I speak on behalf of my colleagues when I say to you many of the recommendations in the proposed amendments have their complete support.

I come before this committee this morning as the senior citizenship judge for Canada. There are 47 citizenship judges who preside in 31 courts across this land. In a normal year we meet with well over 100,000 people. By reason of this, it has been given to us to have a special understanding of a very special group of people: people who choose Canada.

• 1005

For the sense of belonging, they come to be part of the Canadian family. Their coming to Canada is an affirmation of hope and confidence, an assertion of the potential to achieve dreams, and a recognition that a free society is one ripe with opportunities for individuals and communities. It is also an assertion that they see in Canada the potential—not always present elsewhere, and not always perfectly realized here—for a tolerant, caring society that not only accepts but cherishes diversity. In short, they come seeing a Canada that many of us born here can all too easily lose sight of and take for granted.

Seeing ourselves and seeing Canada as others see us should be a reminder of the good fortune that providence has bestowed upon us. It should also serve to call us back to our own best selves.

I am reminded the the experience that every citizenship judge knows and shares. At virtually every court—and I usually do at least two courts a week—there will be at least one Canadian—born guest who will say they've never been so proud to be a Canadian. Every Canadian should attend a citizenship court.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] Le jeudi 26 mai 1994

• 1004

La présidente: Nous avons le quorum et nous pouvons donc commencer. Nous entreprenons un énorme travail—la révision de la Loi sur la citoyenneté.

Nous avons la chance d'accueillir aujourd'hui le juge principal de la citoyenneté, M^{me} Elizabeth Willcock.

Madame Willcock.

Son honneur la juge Elizabeth Willcock (juge principal de la Citoyenneté, Cour de citoyenneté canadienne): Merci, madame la présidente.

Je tiens à remercier le comité de m'avoir invitée à venir ce matin.

It is a pleasure for me to be here today to talk about a topic which is very important for me and for all of us: the Canadian citizenship.

Tout d'abord, je voudrais féliciter le ministre, l'honorable Sergio Marchi, d'avoir entrepris si rapidement de modifier la Loi sur la citoyenneté. Il fallait le faire depuis longtemps. Je peux vous dire au nom de mes collègues qu'ils sont entièrement favorables à de nombreuses recommandations contenues dans les modifications proposées.

Je comparais ce matin devant le comité en tant que juge principal de la Citoyenneté au Canada. Il y a 47 juges de citoyenneté qui président 31 cours au Canada. Au cours d'une année normale, nous voyons nettement plus de 100 000 personnes, ce qui nous a permis de connaître particulièrement bien un groupe de personnes très spécial: celles qui choisissent le Canada.

Pour ce qui est de l'appartenance, ces personnes entrent dans la famille canadienne. En venant au Canada, elles affirment leur espoir et leur confiance, leur capacité à réaliser leur rêve et elles reconnaissent qu'une société libre est une société qui offre de multiples possibilités à l'individu et aux collectivités. Elles confirment également qu'elles voient au Canada—ce que l'on ne trouve pas toujours ailleurs et qui n'est pas toujours parfaitement en place ici—la possibilité de vivre dans une société tolérante et bienveillante qui non seulement accepte mais aussi cultive la diversité. Bref, elles voient un Canada que beaucoup d'entre nous qui sont nés ici perdent trop facilement de vue et considèrent comme normal.

Lorsque nous nous voyons nous-mêmes et nous voyons le Canada avec les yeux des autres, nous devrions nous rappeler de la chance que la Providence nous a donnée. Cela devrait aussi nous inciter à donner le meilleur de nous-même.

Je pense à une expérience que connaissent et partagent presque tous les juges de la citoyenneté. Pratiquement à chaque audience—et j'en ai au moins deux par semaine—il y a au moins un invité né au Canada qui déclare n'avoir jamais été aussi fier d'être Canadien. Tous les Canadiens devraient assister aux audiences des cours de citoyenneté.

Yesterday afternoon in Winnipeg an RCMP corporal—we always have an RCMP officer at the court—came to me after the court and said that was the first time he had attended a court. He's been in the service many years, but has never been assigned to a court. He said he had to wipe away a tear and that he had a lump in his throat.

So I think it's important that we understand the symbolic meaning of those citizenship court ceremonies. Indeed, if every Canadian could see their country as new Canadians see it, they would thank God for their good fortune. Canadians, including new Canadians, believe deeply that equality and fairness are fundamental values by which they should be governed, personally as well as politically and institutionally.

A belief in equality and fairness is born of Canadians' recognition of their own diversity. Canada is a country built by aboriginal peoples and by successive waves of immigrants who have sought freedom from restrictions or hunger, escaping old repressions or searching for new opportunities, and respect for diversity has been one of the hallmarks of Canadian identity.

The proposal that we include a preamble to the Citizenship Act ought rightly to commend our widest support. The characteristics and values that it is suggested should be reflected in such a preamble go to the very heart of what it is to be a Canadian. They also go to the very heart of what has drawn millions of people to our shores—equality, faimess, openness, tolerance, justice and rule of law. They speak to the most fortunate and favoured of peoples.

Thirty years ago the late W.L. Morton, one of the most distinguished historians, addressed an American audience on the subject of Canadian identity. He said:

Not life, liberty and pursuit of happiness but peace, order and good government are what the national Government of Canada guarantees. Under these, it is assured life, liberty and happiness may be achieved, but by each according to his taste. For the society of allegiance admits of a diversity that the society of compact does not, and one of the blessings of Canadian life is that there is no Canadian way of life, much less two, but a unity admitting of a thousand diversities.

Unity admitting of a thousand diversities is a key notion. Any true understanding of Canada and the preamble, though employing different language, should be reflective of that understanding.

The proposal of replacing citizenship acquisition with an administrative process rather than a quasi-judicial one demands your serious consideration. Whatever consideration you make, I hope attaining Canadian citizenship remains the model so highly regarded the world over.

In this regard I would like to bring to your attention recommendations made by Dr. Sharon Sutherland in a study commissioned a few years ago. I would like to suggest that if you have not seen Dr. Sutherland's report, it would be worth while to review it. I ammentioning just a few of her recommendations, but they are numerous and very appropriate.

[Traduction]

Hier après-midi à Winnipeg, un caporal de la GRC —nous avons toujours un officier de la GRC aux audiences —est venu me voir après pour me dire que c'était la première fois qu'il assistait à cette cérémonie. Il était depuis plusieurs années à la GRC mais n'avait jamais été affecté à la cour de citoyenneté. Il m'a dit qu'il avait dû essuyer une larme et qu'il avait la gorge nouée.

Il est donc important que nous nous rendions compte de l'importance symbolique de ces cérémonies à la cour de citoyenneté. Si les Canadiens pouvaient voir leur pays comme les Néo-canadiens le voient, ils remercieraient le ciel de leur bonne fortune. Les Canadiens de souche et les nouveaux Canadiens également sont profondément convaincus que l'égalité et la justice sont des valeurs fondamentales selon lesquelles ils devraient être gouvernés, aussi bien au plan personnel que politique et institutionnel.

C'est parce que les Canadiens reconnaissent leur propre diversité qu'ils croient à l'égalité et à la justice. Le Canada est un pays bâti par les peuples autochtones et par les vagues successives d'immigrants venus ici pour se libérer des restrictions ou de la faim, pour échapper à la répression ou chercher de nouvelles possibilités, et le respect de la diversité est l'une des caractéristiques essentielles de l'identité canadienne.

Nous devrions largement appuyer la proposition visant à inclure un préambule dans la Loi sur la citoyenneté. Les caractéristiques et les valeurs que l'on propose d'énoncer dans ce préambule sont au coeur même de l'identité canadienne. Elles sont aussi à la base de ce qui a attiré des millions de personnes sur nos rives—l'égalité, la justice, l'ouverture d'esprit, la tolérance, la justice et le droit. Elles s'appliquent au peuple le plus fortuné et le plus favorisé d'entre les peuples.

Il y a trente ans, feu W.L. Morton, l'un des historiens les plus éminents, a prononcé une allocution au sujet de l'identité canadienne devant un public américain et a dit alors:

Ce n'est pas la vie, la liberté et la recherche du bonheur que garantit le gouvernement national du Canada mais la paix, l'ordre et la bonne administration. Dans ces conditions, la vie, la liberté et le bonheur sont assurés, mais pour chacun selon ses goûts. En effet, la société d'allégeance admet une diversité que n'admet pas une société fondée sur un contrat et l'une des bénédiction de la vie canadienne est qu'il n'y a pas un mode de vie canadien unique, encore moins deux, mais une unité admettant un millier de diversités.

La notion d'une unité admettant un milieu de diversité est fondamentale. Elle est essentielle à la compréhension du Canada et doit se retrouver, bien que dans un langage différent, dans le préambule.

La proposition visant à remplacer le processus quasi judiciaire d'acquisition de la citoyenneté par une procédure administrative exige une étude attentive. Quelles que soient vos conclusions, j'espère que la citoyenneté canadienne conservera le grand respect qu'on lui accorde dans le monde entier.

À cet égard, je voudrais également attirer votre attention sur les recommandations présentées par M^{me} Sharon Sutherland dans une étude demandée il y a quelques années. D'ailleurs, si vous n'avez pas vu le rapport de M^{me} Sutherland, il serait bon que vous l'examiniez. Je cite seulement quelques—unes de ses recommandations, mais elles sont nombreuses et très pertinentes.

[Translation]

• 1010

Dr. Sutherland states:

It has been suggested that the judge's role could be abolished; and that the knowledge and language tests could be administered by citizenship court officers, following on which the oath of citizenship could be administered by a notary. In this model, judges' salaries would be saved (although the notary would require resources, and certainly more officers would be required if the knowledge and language tests were to continue to be administered in a personal interview).

If one accepts the list of basic functions, one can observe that the legal requirements would be met under this proposal and the refused applicant's right of appeal could be properly notified. There would, however, be no controls on the officer's discretion, and non–incremental change in a system currently so devoted to quality control and verification and the symbolic functions encouraging integration and commitments of the applicant to Canada would be largely lost.

Another recommendation would be a variation in which officials would execute all the processes except for the administration of the oath and the conferring of citizenship. This would be done by members of Parliament. This model again lacks effective controls on the use of discretion by officials. Another difficulty is that the involvement of members of Parliament might lessen their effectiveness as ombudsman figures. Who would act as champions of refused applicants, who can now and in fact do on occasion present themselves to members of Parliament? Further, the model suggests the time of members of Parliament is a free resource, which of course all of you know emphatically is not the case.

Changes need to be introduced. We need to do things better. We need to be more effective, but the integrity of the process must be maintained. At the present time the vast majority of applicants have come to Canada in 1990. Surely this is not an unusual hardship.

The delay in certain metropolitan areas, especially in Metropolitan Toronto, has caused a problem for some. The court, however, tries whenever possible to priorize special need cases.

J'aimerais terminer en vous répétant ce que j'ai dit à maintes reprises aux nouveaux citoyens lors de cérémonies de la citoyenneté canadienne. Le plus beau cadeau qu'un pays puisse offrir, c'est celui de la citoyenneté. Le processus d'octroi de la citoyenneté est source d'enseignement, tant pour celui qui l'accorde que pour celui qui le reçoit. En faisant le don de la citoyenneté, le Canada opte pour la transparence. Il prend parti pour la diversité, qu'il exprime par sa race, sa couleur, l'âge, le sexe, la religion, la culture ou les convictions. Il offre à autrui la possibilité de partager les idéaux dont nous voulons vivre et par lesquels nous voulons nous laisser guider: les principes de liberté et d'égalité, un régime de droit et des procédures équitables répondant aux valeurs démocratiques.

Mme Sutherland dit ceci:

On a proposé d'abolir le rôle du juge et de confier le soin des agents de la cour de la citoyenneté de faire passer le examens de connaissances et de langue, le serment de citoyenneté pouvant ensuite être prêté devant un notaire Cette formule permettrait d'éliminer le salaire des juges (bien que des ressources soient nécessaires pour le notaire et qu'il faudrait vraisemblablement un plus grand nombre d'agents si les examen de connaissances et de langue se faisaient toujours dans le cadre d'une entrevue personnelle).

Si l'on accepte la liste de fonctions de base, on constate que cette proposition permettrait de satisfaire aux exigences de la lo et d'informer comme il se doit le candidat refusé de son droi d'appel. Par contre, il n'y aurait aucun contrôle sur le pouvoi des agents et les changements intervenant dans un système actuellement tellement axé sur le contrôle de la qualité et le vérification et l'on perdrait en grande partie les fonctions symboli ques encourageant l'intégration et le sens de l'engagement envers le Canada chez les candidats.

Il y a une autre recommandation qui serait une variante de la première et dans laquelle les agents exécuteraient toutes le procédures en dehors de la prestation de serment et de l'octro de la citoyenneté, qui seraient confiées à des députés. Le encore, il est impossible de véritablement contrôler l'utilisation que font les agents de leurs pouvoirs. En outre, si les députés interviennent directement, ils risquent de perdre de leur efficacité en tant qu'ombudsman. Qui seraient alors les champions des candidats refusés qui peuvent actuellement se présenter eux—mêmes aux députés, comme ils le font d'ailleurs parfois? De plus, on semble considérer dans ce modèle que le temps des députés est une ressource gratuite, ce qui bien sûr est bien loir d'être le cas, comme vous le savez parfaitement.

Il faut apporter des changements et mieux faire les choses. Nous devons être plus efficaces, mais il est impératif de conserve l'intégrité du processus. À l'heure actuelle, dans leur grande majorité, les candidats sont arrivés au Canada en 1990. On ne peu donc pas parler dans ce cas de délais inacceptables.

Dans certaines régions métropolitaines, particulièrement dans le grand Toronto, les retards ont suscité certaines difficultés. Cepen dant, la cour essaye dans toute la mesure du possible de donner le priorité aux personnes ayant des besoins particuliers.

I would like to conclude by repeating what I've said many times to the new citizens at the Canadian citizenship ceremonies. The most beautiful present that a country can offer is that of citizenship. The process of granting citizenship is source of learning, as much for the person giving it as for the one who receives it. By giving its citizenship, Canada opts for transparency. It takes position in favour of diversity which i expressed by race, colour, age, sex, religion, culture or beliefs. Other people are given the opportunity to share the ideals according to which we want to live and by which we want to be guided: the principles of freedom and equality, rule of law and of fair process i accordance with democratic values.

L'honneur et la dignité de la citoyenneté canadienne nous appartiennent. J'espère que vous allez bien les sauvegarder.

These I suggest are amongst the primary defining characteristics of Canada and of Canadian citizenship. They are part of our inheritance from the past. They are surely central to what we wish to pass on to those who will follow us.

This committee is charged with the great responsibility of assisting in preserving and strengthening an enviable citizenship process, one that is admired the world over. I wish you well in your deliberations.

Unfortunately I was not able to deal with the questions provided, as I did not receive any of the information. I dealt with the preamble because I knew that issue was going to be discussed, and also with the role of the citizenship judges, which of course is close to my heart.

The Chairman: That's fine, Judge Willcock. We recognize all the information didn't get to you, but we can probably get some good answers from you with questions.

Members of the committee, are there questions?

Ms Clancy.

Ms Clancy (Halifax): Thank you very much, Judge Willcock. I apologize for being slightly late. I was at a briefing.

I'm not quite certain, because I was reading the French copy. You're not under the misapprehension that we would be planning to do away with the citizenship courts, with the ceremonies? I just wanted to make sure I was reading...you're on page 6, your second paragraph. We're not, I want to assure you that we're not quite as—

• 1015

Judge Willcock: I would hope not. It is my understanding that there are two courts, the court in Montreal and the court in Calgary, where physical facilities are being looked at. There it's being said that courtrooms are not needed any more.

Ms Clancy: Yes, that's right.

Judge Willcock: Now, I think the logistics, particularly in large metropolitan areas, of having to do all the courts outside would be enormous for the staff. When you think of it, in Toronto we do courts every day of several hundred people; 1,000 people a week become citizens in Metropolitan Toronto. The logistics of doing those courts in public places on an ongoing basis can cause some difficulty in planning.

Ms Clancy: True, but not to get into a debate or anything, part of the commitment on our behalf is that we want to bring these out of the courtrooms. I'm not familiar with the physical set—up in Toronto, but, for example, the physical set—up in Halifax is utterly not conducive to bringing the community in. You can't get a place to park and it's on the side of the steepest hill in the city with the steepest hills in the country. It has wheelchair access, but only if you can get down the hill. We

[Traduction]

The honour and the dignity of Canadian citizenship belong to us. I hope that you will preserve them.

Voici d'après moi les principales caractéristiques qui définissent le Canada et la citoyenneté canadienne. Elles font partie de notre héritage et sont au coeur de ce que nous voulons transmettre à ceux qui nous succéderons.

Le comité a une grande responsabilité à assumer puisqu'il doit préserver et renforcer ce processus de citoyenneté que l'on nous envie et qui est admiré dans le monde entier. Tous mes voeux de succès vous accompagnent dans vos délibérations.

Malheureusement, je n'ai pas été en mesure de répondre à vos questions parce que je n'ai pas reçu les renseignements voulus. J'ai parlé du préambule parce que je savais que la question allait être discutée, de même que du rôle des juges de citoyenneté, qui bien sûr me touche de près.

La présidente: C'est très bien, madame le juge. Nous savons effectivement que vous n'avez pas reçu tous les renseignements, mais vous pourrez certainement répondre aux questions que nous allons vous poser.

Mesdames et messieurs les membres du comité, avez-vous des questions?

Madame Clancy.

Mme Clancy (Halifax): Merci beaucoup, madame le juge. Excusez-moi de ce léger retard, mais j'étais à une séance d'information.

Je ne suis pas très sûre de ce que je vais dire parce que je lisais l'exemplaire français. J'espère que vous ne croyez pas à tort que nous envisageons de supprimer les cours de citoyenneté et les cérémonies. Je voulais être sûre de ce que je lisais. . . à la page 6, au deuxième paragraphe. Ce n'est pas le cas. Je vous assure que nous ne sommes pas. . .

La juge Willcock: J'espère que non. Je crois qu'il y a deux cours, celle de Montréal et celle de Calgary, où l'on examine les installations. On dit que les salles d'audiences ne sont plus nécessaires.

Mme Clancy: Oui, c'est vrai.

La juge Willcock: Sur le plan logistique, surtout dans les grandes régions métropolitaines, je crois qu'il serait très difficile pour le personnel de tenir toutes les audiences à l'extérieur. Sachez qu'à Toronto, nous avons tous les jours plusieurs centaines de personnes; il y a 1 000 nouveaux citoyens par semaine dans le grand Toronto. La planification logistique peut être extrêmement difficile si l'on veut organiser ces audiences dans des lieux publics de façon régulière.

Mme Clancy: C'est vrai, mais sans vouloir lancer une polémique sur ce point, je dirais simplement que nous tenons à faire sortir ces cérémonies des salles d'audiences. Je ne connais pas très bien les locaux utilisés à Toronto mais à Halifax, par exemple, les salles ne se prêtent vraiment pas à la participation de la collectivité. Il est impossible de stationner et c'est à côté de la colline la plus raide de la ville, qui a déjà les collines les plus escarpées du pays. L'accès est prévu pour les fauteuils

have all those problems, whereas if we put it in the St. Patrick's High School gymnasium or places like that, we think—and these are the things we're hearing across the country.

I wanted to reassure you that moving it out of a certain physical space doesn't mean we would not be... WE are very, very keen to continue the very kind of thing you spoke so movingly about.

The Chairman: Do you have another question, Ms Clancy?

Ms Clancy: I do, Madam Chair, thank you.

Where would you put the review of the act in a question of importance to the way the country works?

Judge Willcock: Of course I have my bias in that area, because to me it's extremely important that the act... We've been talking about a new Citizenship Act since I became a citizenship judge nine years ago. There are housekeeping changes that need to be made, and there are fundamental changes that need to be made, particularly in the area of residency. My colleagues and I have constantly discussed that with members of Parliament.

There is no question that there is an abuse of the residency problem, and it needs to be addressed. Since the Federal Court decision by Mr. Justice Thurlow...certainly the language of the act needs to be amended to deal with that situation. My understanding is that the intent of the act is not now being followed.

Ms Clancy: My second question is with regard to the preamble, and I appreciate your comments very much there. We had an amazing—I was going to say "intervention", which is the word we use in the House—presentation by Laurier LaPierre last night. One of the things he said, from having talked to a lawyer—and as a lawyer this concerns me too—is whether a preamble, in the somewhat unlikely event of major litigation on the act, could be read in the context of the rest of the act. We may not want it to be. I think we need a Thomas Jefferson of our own, if you will, to give us something like this—and we probably have them.

One of the things Mr. LaPierre suggested was that a solemn declaration, which could be appended to the act and could hang in school rooms or be on cards to give to people, could incorporate the things you have suggested in the preamble. Would you see any difficulty if we went one way or the other?

Judge Willcock: No, I don't. I know this has always been a problem. It was discussed in the late 1980s when we first started talking about a preamble. At that time the lawyers at Justice told us to be very careful, to be cautious, because it could cause us some serious problems down the road. So, yes, it is important that it be dealt with, but how it's dealt with. . . I think we need a statement.

Ms Clancy: Exactly, exactly. Thank you very much, Judge Willcock.

[Translation]

roulants, mais seulement une fois que l'on a réussi à descendre le colline. Tous ces problèmes ne se poseraient pas si les cérémonies se déroulaient dans le gymnase de St. Patrick's High School ou dans des endroits du même genre—et c'est ce que l'on nous dit un per partout dans le pays.

Je tiens à vous rassurer, ce n'est pas parce que les cérémonies se dérouleraient dans d'autres locaux... Nous tenons vraiment à continuer à faire ce dont vous nous avez parlé de façon si émouvante

La présidente: Avez-vous une autre question, madame Clancy

Mme Clancy: Oui, madame la présidente, merci.

Sur quels points envisageriez-vous la révision de la loi et fonction des questions importantes pour le fonctionnement du pays'

La juge Willcock: Bien sûr, je suis de parti pris à ce suje parce que, pour moi, il est extrêmement important que la loi... Il est question de renouveler la Loi sur la citoyenneté depuis que je suis devenue juge de la citoyenneté, il y a neur ans. Il faut apporter des changements mineurs mais aussi des changements fondamentaux, particulièrement en ce qui concerne la résidence. Mes collègues et moi en avons discuté régulièrement avec les députés.

Il est évident que l'on abuse du problème de résidence et il fau s'en occuper. Depuis l'arrêt de la Cour fédérale rendu par le juge Thurlow...le texte de la loi doit absolument être modifié pour régle ce problème. Je crois d'ailleurs que l'on ne respecte pas l'esprit de la loi.

Mme Clancy: Ma deuxième question porte sur le préambule et je vous remercie vivement de vos commentaires à ce sujet. Nous avons entendu hier soir une extraordinaire—j'allais dire «intervention», comme nous le disons à la Chambre—communication de Laurier LaPierre. Il se demandai entre autres choses, après avoir consulté un avocat—et en tan qu'avocate, cela me préoccupe également—si, au cas per probable où la loi serait contestée, le préambule pourrait être interprété en fonction du reste de la loi. Ce n'est pas nécessairemen ce que nous voulons. Il nous faudrait un Thomas Jefferson à nous, s j'ose dire, pour nous donner quelque chose de ce genre—et il y er a sans doute.

M. LaPierre disait également que l'on pourrait intégrer ce que vous avez proposé pour le préambule dans une déclaratior solennelle qui pourrait être annexée à la loi et affichée dans les salles de classes ou reprises sur des cartes que l'on distribuerait aux gens Pensez—vous qu'il pourrait y avoir des problèmes si l'on choisissai une formule plutôt que l'autre?

La juge Willcock: Non. Je sais que cela a toujours posé un problème. La question a été soulevée à la fin des années 1980 lorsqui nous avons commencé à discuter de l'idée du préambule. À l'époque, les avocats du ministère de la Justice nous ont dit d'êtr très prudents, de faire très attention, parce que nous risquion d'avoir de graves problèmes par la suite. Donc, oui, il faut le faire mais comment le faire. . . Je crois qu'il nous faut une déclaration.

Mme Clancy: Exactement, exactement. Merci beaucoup, mada me le juge.

The Chairman: Members, maybe I should mention to you that I'm remiss. The clerk asked me to be sure to let you know we have to be out of this room by 11 a.m., so at exactly 10:30 a.m. we will hear from the others. We are in a bit of a hurry, so if you can keep your questions short and answers succinct, we would appreciate it.

M. Nunez (Bourassa): Merci pour votre présentation. Parlezvous à titre personnel ou si vous avez consulté vos collègues juges de la citoyenneté avant de préparer votre présentation?

• 1020

La juge Willcock: Malheureusement non. J'ai été invitée seulement jeudi soir de la semaine passée. C'était une semaine de congé. Je n'ai donc pas eu l'occasion de consulter mes collègues, mais plusieurs de mes recommandations portent sur des choses dont on a parlé plusieurs fois. Je ne crains donc pas d'avoir dit des choses auxquelles mes collègues ne donneraient pas leur appui.

M. Nunez: Concernant la suppression du poste de juge de la citoyenneté, je n'ai pas bien compris votre position. Êtes-vous contre ou pour?

La juge Willcock: Je sais qu'il doit y avoir des changements. Il m'est difficile de parler de ce sujet. Naturellement, j'ai bien aimé ce que j'ai fait pendant neuf ans. J'espère que cela a été important. J'espère que les gens qui sont passés devant la cour dont j'étais la présidente en ont gardé des souvenirs très importants.

Je pense que c'est le processus qui est important. Nous n'avons peut-être pas besoin de juges, mais si tout ce travail est confié à des fonctionnaires, on pourrait avoir des problèmes.

Dans son rapport, M^{me} Sutherland parle beaucoup de cela. Il serait peut-être bon de prendre en considération les craintes qu'elle exprime. Elle ne vient pas du même endroit que moi. Ses suggestions sont peut-être plus indépendantes que les miennes.

M. Nunez: Dites-vous que si c'est un fonctionnaire qui prend la décision, la personne n'aura pas droit à une révision judiciaire?

La juge Willcock: En ce moment, on est en train de faire des changements avant même que la loi soit changée. On fait des tests écrits. Cela peut être fait par les fonctionnaires. Je n'ai pas de mal à accepter cela. Je pense que c'est quelque chose qu'on aurait dû faire il y a longtemps.

Cependant, je pense qu'il est important qu'il y ait un juge—
le titre n'est pas important pour moi—ou quelqu'un qui va
parler à ces gens-là pour leur expliquer l'importance de la
citoyenneté, ainsi que les responsabilités et privilèges de la
citoyenneté. Il arrive souvent aussi que des gens aient des
problèmes criminels. Quand ils sont devant le juge, on leur
demande s'ils ont eu des problèmes avec la loi. Ils n'ont rien dit
de cela au fonctionnaire, mais quand ils sont devant quelqu'un
qui a de l'autorité, ils disent: Oui, j'ai eu des problèmes. Cela n'arrive
pas souvent, mais cela arrive parfois.

On aurait peut-être besoin d'avoir un système qui ne soit pas seulement un système administratif.

M. Nunez: Il y a plus de 200 000 dossiers en retard. Est—ce que les juges à la citoyenneté ont joué un certain rôle là—dedans, parce qu'ils n'étaient pas disponibles? Pourquoi faut—il parfois plus de deux ans pour obtenir le certificat de citoyenneté?

[Traduction]

La présidente: Je dois signaler aux membres du comité que j'ai omis quelque chose. La greffière m'a demandé de vous dire sans faute que nous devions libérer cette salle pour 11h. Nous allons donc entendre les autres témoins à 10h30 précises. Nous sommes un peu pressés et je vous demande donc par conséquent d'être brefs dans vos questions et succincts dans vos réponses.

Mr. Nunez (Bourassa): Thank you for your presentation. Do you speak on your own behalf or did you consult the other citizenship judges before preparing your presentation?

Judge Willcock: Unfortunately no. I was only invited on Thursday night last week. We were not working on that week and I was unable to consult with my colleagues, but several of my recommendations deal with things we have talked about many times. So, I am sure that I didn't say anything which my colleagues wouldn't support.

Mr. Nunez: With respect to doing away with the citizenship judge position, I didn't quite understand your position. Are you for or against?

Judge Willcock: I know that changes are needed. It is difficult for me to speak about this issue. Of course, I liked what I've been doing for nine years and I hope it was important. I hope that the people who appeared before the court I was presiding have kept very important memories.

I think that the process is important. We may not need judges but if all this work is entrusted to officials, we might have some problems.

In her report, Dr. Sutherland talks a lot about this. It might be a good idea to consider the fears that she raises. She doesn't come from the same place I do and her suggestions might be more independent than mine.

Mr. Nunez: Are you saying that if the decision is made by an official, the person will not be entitled to a judicial revision?

Judge Willcock: At this time, we are making changes even before the Act is changed. There are written tests. This could be done by officials, I have no problem with this. I think this is something we should have done a long time ago.

I think however that it is important to have a judge—the title is not important for me—or someone to speak to these people to explain to them the importance of citizenship as well as the responsibilities and priviledges of citizenship. It also happens that people have criminal problems. When they are before the judge, they are asked whether they have had problems with the law. They didn't say anything about this to the officer, but when they are before someone in authority, they say: Yes, I have had problems. This doesn't happen very often, but sometimes it does.

We may also need a system that wouldn't be only an administrative system.

Mr. Nunez: The backlog represents more than 200,000 files. Were the citizenship judges partly responsible for that, because they were not available? Why do you need sometimes more than two years to obtain the citizenship certificate?

La juge Willcock: Je peux vous dire que dans le moment, les juges font habituellement 30 auditions par jour. Je commence à 8h30 le matin. Certains jours, tout va très bien. J'avais mes 30 auditions à faire hier. Hier après-midi, j'avais deux cas que je ne pouvais pas approuver. À ce moment-là, cela prend plus de temps. Il faut s'assurer qu'on leur donne toutes les chances possibles de démontrer qu'ils ont les connaissances nécessaires et qu'ils connaissent la langue. J'avais un cas de résidence.

Alors, on fait 30 auditions par jour. On n'y a arrive pas à Toronto. On aura des problèmes à Montréal parce qu'il nous manquera deux juges cet été. À Vancouver, on aura des problèmes parce qu'il nous manque des juges.

The Chairman: I think we all recognize there are difficulties and the department is working to address them.

Ms Hayes.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): I have a follow—up on what was being said. You've been a citizenship court judge for nine years, and I notice in your briefing it says there are about 100,000 being processed a year at the present time. I'm looking at the immigration numbers from 1990 on and we have 250,000 people coming through the system, which funnels into 100,000 a year. I can see a problem.

This must have been an issue before the recent changes. Was there another proposed way of handling that backlog? From the indications I have, it was in two or three centres where the problem was most apparent. Would you have suggested another way of handling it? I don't want to put words in your mouth, but there was a problem coming up in any case. How would it have been dealt with otherwise?

• 1025

Judge Willcock: I think the idea of having the written test, which is a pilot project that started in Mississauga a few months ago, would probably resolve much of the problem. As I said, our mandate was 25 hearings a day. They are now doing close to 60 a day. Under those circumstances we would normally be able to handle the numbers coming in with the number of judges we had at the beginning of the year, which was 53, I believe. As a matter of fact, we might be able to deal with fewer judges.

At the present time, we are bringing a wonderful judge from Halifax who just spent two weeks in Windsor for us. We will move judges around from areas where they are not busy to be able to handle the problem.

However, the problem that's been created is not necessarily the problem of the judges. For three years there was a serious problem in Sydney, which was our headquarters with the certificates. There was a backlog in Sydney. For weeks I would have judges across the country who had no hearings because there were no certificates in the court. This went on for several years.

[Translation]

Judge Willcock: At the present time, judges have around thirty hearings per day. I start at 8:30 in the morning. On some days, everything goes very well. I had my 30 hearings yesterday Yesterday afternoon, I had two cases which I couldn't approve and then, you need more time. You have to be sure that you give the candidates all possible chances to show that they have the necessary knowledge and know the language. I had a residency case.

So, we have thirty hearings a day. It is impossible in Toronto and we'll have problems in Montreal because we'll be short of two judges this summer. In Vancouver, we will have problems as well because some judges are missing.

La présidente: Nous savons tous qu'il y a des problèmes et le ministère essaie de les régler.

Mme Hayes.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Je voudrais reveni sur ce qui vient d'être dit. Vous êtes juge de la citoyenneté depuis neuf ans et je vois ici dans les renseignements qu'on traite enviror 100 000 cas par an actuellement. D'après les chiffres de l'immigration à partir de 1990, je vois que 250 000 personnes entrent dans le système alors qu'il n'en sort que 100 000 par an. Il va y avoir ur problème.

Cela doit avoir été une source de difficultés avant les changements récents. A-t-on envisagé une autre solution pour traiter les dossiers en retard? D'après ce que l'on m'a dit, le problème était particulièrement crucial dans deux ou trois centres. Auriez-vous proposé une autre solution? Je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit, mais on voyait venir le problème. Comment aurait-on pu le régler autrement?

La juge Willcock: Je crois que l'idée de faire subir des examens écrits au demandeur, un projet-pilote qui a été mis sur pied à Mississauga il y a quelques mois, contribuerait grandement à résoudre le problème. Comme je l'ai dit, notre objectif était d'examiner 25 demandes par jour. Nous en examinons maintenant près de 60. Dans ces circonstances, nous serions normalement capables de traiter le volume de demandes que nous recevons avec le nombre de juges que nous avions au début de l'année, qui était de 53 je crois. En fait, nous pourrions peut-être faire le travail avec moins de juges.

Nous sommes en train de faire venir un juge formidable de Halifax, qui vient tout juste de passer deux semaines à Windsor Nous allons faire appel aux services de juges de différentes régions qui ne sont pas très occupés, pour venir à bout de ce problème.

Toutefois, le problème qui a été créé n'est pas nécessairemen celui des juges. Pendant trois ans, nous avons éprouvé de sérieux problèmes à Sydney, où se trouve notre bureau de délivrance des certificats. Il y avait un arriéré à Sydney. Pendant des semaines j'avais des juges dans toutes les régions du pays qui ne tenaien aucune audience, faute de certificats de citoyenneté. Cette situation a duré pendant plusieurs années.

That problem has now been resolved. Sydney is working very effectively. However, all those certificates that have been sitting there for years are now in the courts, so the backlog has moved to the courts. However, we're dealing with them.

I had hearings this week. Of the some sixty people I handled, three had come to Canada before 1990.

We are serving people very well. Even in Toronto, Vancouver, and Montreal, the vast majority of those people have not been in Canada longer than five years.

As I said, we have to do things better, and we have to be more efficient. The written tests are something we should have initiated. It was initiated by the judges and the manager in Mississauga, where there was an enormous problem. It's working, and we are now implementing that across the country.

Mrs. Hayes: However, you would maintain that the personal contact should still be there. Can it be done with fewer people?

Judge Willcock: It should be someone in authority. If we really mean what we say, that citizenship is the greatest gift a country can give, then it should be done with a very symbolic sense that this process is important, you are important to us, and, hopefully, Canada's important to you.

Mrs. Hayes: You did mention the residency and the problems it has created. What would your recommendations be in terms of the residency period in citizenship?

Judge Willcock: I'm not sure whether it's in the material you've received, but one of the documents of the proposed amendments has three years of residency out of the last four years with an absence of 90 days per year. In society today, people travel and have families, so that physical residence is important, but there should be a generous allowance for people to be able to travel.

My one concern is an area that has not been dealt with. I haven't seen it in the amendments. It concerns people who are not living in Canada. We're getting more and more of them. There are people who have lived in Canada and decide to go back to the United States or Hong Kong. However, before they go, they want to become Canadians. They make application for citizenship. They sell their house. They leave their job. Then they move back to Ohio. We send them a notice and they appear for their citizenship. They pass, but we say to them they're not residing in Canada, and they go to the Immigration people because our act refers to the Immigration Act. They say they still have a returning resident permit.

So we're caught in a bind. They don't live in Canada, but the act says they must be a resident of Canada. This is happening on an ongoing basis. It's something that wasn't a problem until a few years ago, but it is now. I have three this week: one from Hong Kong and two from the United States.

[Traduction]

Le problème a maintenant été réglé. Le bureau de Sydney fonctionne très bien. Toutefois, tous ces certificats qui sont restés là pendant des années se trouvent maintenant entre les mains des cours, de sorte que ce sont elles maintenant qui ont accumulé un arriéré. Toutefois, nous nous occupons de la situation.

J'ai tenu des audiences cette semaine. Sur les quelque 60 personnes que j'ai interrogées, trois étaient venues au Canada avant 1990.

Nous offrons un très bon service. Même à Toronto, à Vancouver et à Montréal, la grande majorité de ces personnes sont au Canada depuis moins de cinq ans.

Comme je l'ai dit, nous devons améliorer notre façon de faire les choses, nous devons être plus efficaces. Nous aurions dû avoir recours aux examens écrits. Cette mesure a été instituée par les juges et le directeur à Mississauga, où il y avait un énorme problème. Le système fonctionne, et nous sommes en train de l'implanter dans toutes les régions du pays.

Mme Hayes: Toutefois, il faudrait maintenir le contact personnel. Peut—on le faire avec moins de gens?

La juge Willcock: Il faudrait confier cette tâche à une autorité compétente. Si l'on croit sincèrement que la citoyenneté est le plus grand cadeau qu'un pays peut faire à une personne, il faudrait lui faire comprendre, de manière symbolique, que ce processus est important, que nous accordons à cette personne une grande importance et que nous espérons qu'elle aussi attache une grande importance au Canada.

Mme Hayes: Vous avez parlé de critères de résidence et des problèmes qu'ils soulèvent. Quelle devrait être, à votre avis, la durée de la résidence?

La juge Willcock: Je ne sais pas s'il se trouve dans la documentation que vous avez reçue, mais un des documents décrivant les modifications proposées fait état de trois ans de résidence sur quatre, avec une absence de 90 jours par année. Dans la société d'aujourd'hui, les gens voyagent et ont des familles, de sorte que la résidence physique est importante. Toutefois, il faudrait prévoir des modalités généreuses pour permettre aux gens de voyager.

Il est une question qui n'a pas été abordée. Je ne la vois pas dans les modifications proposées. Elle concerne les gens qui ne vivent pas au Canada. Ils sont de plus en plus nombreux. Il y a des gens qui après avoir vécu au Canada ont décidé de retourner aux États—Unis ou à Hong Kong. Toutefois, avant de partir, ils veulent devenir citoyens canadiens. Ils présentent une demande. Ils vendent leur maison et ils quittent leur emploi. Ils déménagent ensuite en Ohio. Nous leur envoyons un avis et ils se présentent à l'audience en vue d'obtenir leur citoyenneté. Ils réussissent l'entrevue, mais lorsque nous leur objectons qu'ils ne résident pas au Canada, ils s'adressent aux responsables de l'Immigration parce que notre loi renvoie à la Loi sur l'immigration. Ils affirment qu'ils ont toujours leur permis de retour pour résident permanent.

Nous sommes donc coincés. Ils ne vivent pas au Canada, mais la loi dit qu'ils doivent résider au Canada. Ces cas sont très fréquents. Ce n'était pas un problème jusqu'à il y a quelques années, mais ça l'est maintenant. J'en ai eu trois cette semaine: un de Hong Kong et deux des États—Unis.

Mrs. Hayes: Just to clarify, these people have the three years of residency—

Judge Willcock: They have the three years of residency.

Mrs. Hayes: —and they move out just before they apply for citizenship. This seems peculiar.

Judge Willcock: They say they're moving out and going back, but before they go, as a safeguard, they get their citizenship. It's not a residency problem, but it's probably a year that they've been gone and they have no intention of coming back. However, they won't say that.

Take the one I had this week who came from from Hong Kong. Before he left he went to Immigration and said he wanted a returning resident permit. Immigration said no because he had been gone too long. He applied for citizenship and went back to Hong Kong. He's working over there. He flew back this week for his hearing. I said he didn't live here. They're not stamping passports, so he came in as a visitor, but it's not marked in his passport.

It's a problem in many areas of the country.

of citizenship, that literally devalues citizenship.

Mrs. Hayes: So if this committee's charge is to look at the value

Judge Willcock: Exactly.

The Chairman: Thank you very much, Judge Willcock.

Members of the committee, it is now 10:30 a.m. and we have our next presentation.

We have Mr. Bryden and Mr. Knutson left. Perhaps they could be first with our next witness. That's the best we can do.

Mr. Bryden (Hamilton—Wentworth): Oh, no, I have to ask a question here, Madam Chairman. I have a very specific question for the witness.

The Chairman: Yes. We have to be out of the room at 11 a.m. and we need to give a fair—

Mr. Bryden: I appreciate that. I will forgo a question perhaps in the next round, with the next witness, but I would like to follow up on this matter.

The Chairman: Members of the committee, I appeal to you. We need to deal with our witnesses in a timely matter.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): Let him ask his question.

Mr. Bryden: I would like to follow up on the question that was asked just prior to this, on residency. I would like to ask you whether the concept of dual nationality is relevant to this aspect. Would you recommend that citizenship be Canadian citizenship only and we not allow dual nationality, as one way to combat this problem, possibly?

[Translation]

Mme Hayes: Si j'ai bien compris, ces gens ont accumulé troi années de résidence...

La juge Willcock: Ils ont accumulé leurs trois années de résidence.

Mme Hayes: . . . et ils déménagent juste avant de demander let demande de citoyenneté. Ça me paraît étrange.

La juge Willcock: Ils disent qu'ils déménagent et qu'il retournent dans leur pays, mais avant de partir, comme mesure de précaution, ils obtiennent leur citoyenneté. Ce n'est pas un problème de résidence, mais ils ont probablement quitté le pays depuis un a et n'ont aucunement l'intention de revenir. Toutefois, ils ne le diser pas.

Je me suis occupée cette semaine du dossier de quelqu'u qui venait de Hong Kong. Avant de quitter, il s'est rendu a service d'Immigration et a dit qu'il voulait un permis de retou pour résident permanent. Les agents d'Immigration lui ont d non parce qu'il était parti depuis trop longtemps. Il a présenté un demande de citoyenneté et est retourné à Hong Kong. Il travaill là—bas. Il est revenu cette semaine pour son audience. Il a dit qu'il n vivait pas ici. Les autorités ne visent pas les passeports, de sorte qu'est venu ici comme visiteur, mais cela n'est pas indiqué sur so passeport.

C'est un problème qui se pose dans de nombreuses régions d pays.

• 1030

Mme Hayes: Donc, si le mandat de ce comité est d'examiner le valeurs propres à la citoyenneté, voilà qui dévalue littéralemer celles-ci.

La juge Willcock: Exactement

citoyenneté?

La présidente: Merci beaucoup, juge Willcock.

Mesdames et messieurs, il est maintenant 10h30 et nous allon entendre nos prochains témoins.

- M. Bryden et M. Knutson n'ont pas encore pris la parole. Il pourrront peut-être commencer à interroger notre prochain témoir C'est le mieux qu'on puisse faire.
- M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Non non, j'ai un question à poser, madame la présidente. J'ai une question précise poser au témoin.

La présidente: Oui. Nous devons quitter la pièce à 11 heures (nous devons donner la chance. . .

M. Bryden: Je le sais. Je laisserai passer mon tour avec prochain témoin, mais j'aimerais poursuivre la discussion sur c sujet.

La présidente: Je fais appel aux membres du comité. Not devons avoir le temps d'interroger tous nos témoins.

M. Knutson (Elgin-Norfolk): Laissez-lui poser sa question

M. Bryden: J'aimerais revenir à la question qu'on venait to juste de vous poser, sur la résidence. J'aimerais vous demander si concept de la double citoyenneté est pertinent dans ce cas—Croyez—vous que l'on pourrait peut—être venir à bout de ce problèn en attribuant uniquement la citoyenneté canadienne et non la doub

Judge Willcock: No, I don't think that is practical. It was changed in 1977 because we had no control over it. We may decide that we would allow dual nationality, but other countries will not allow it. We might say a person can keep the nationality of their other country, while other countries might say they can't. So technically speaking we have no control over the situation.

It does help some people, for financial reasons, to be able to have dual citizenship. It doesn't really cause a problem. Most people who become citizens are proud to be Canadian and love it.

Mr. Bryden: They are proud to be Canadian but are not willing to give up their previous nationality or citizenship. Is that what I understand? Some people have testified that they would be willing to renounce their other citizenship in order to become Canadians, and you don't feel that this is a—

Judge Willcock: I don't think it is a major issue that should cause us to deal with and create a problem that doesn't exist. Being a Canadian is what matters. Hopefully all the 200,000 people who become Canadians this year will feel the same way. Basically they do. Some of them may keep their dual citizenship for financial reasons. In some cases it's a need. But for most people it's not an issue.

Mr. Bryden: With regard to your Hong Kong example, surely if that person wasn't allowed to have dual nationality you would not have the problem of this person working in Hong Kong and seeking citizenship in Canada.

Judge Willcock: He would still be able to work in Hong Kong, so it wouldn't be an issue or a problem. He could work in Hong Kong.

Mr. Bryden: As a Canadian.

Judge Willcock: You don't have to be a citizen. He wants to be a Canadian citizen because he wants to be able to move here in a few years if he... But he doesn't want to contribute to Canada now; he's not paying his fair share. He's over enjoying all the benefits of Hong Kong and he can come back someday when it suits him.

Mr. Bryden: Yes, I see.

Judge Willcock: Thank you, Madam Chair.

The Chairman: Judge Willcock, I too have questions I didn't have the opportunity to ask, as did Mr. Knutson. If we asked you our questions quickly could we impose upon you to send us back a quick little note in answer to those questions? Would you write us back and advise us on the questions we ask now?

Judge Willcock: Yes, certainly. I'd be pleased to respond to any other questions.

The Chairman: That would be wonderful. Thank you. That would help us.

[Traduction]

La juge Willcock: Non, ce ne serait pas pratique. Des changements ont été apportés en 1977 parce que nous n'exercions aucun contrôle sur cette question. Nous pouvons peut-être décider d'attribuer la double nationalité, mais d'autres pays ne le feront pas. Nous pouvons peut-être permettre à une personne de garder sa nationalité, mais d'autres pays lui diront qu'elle ne peut pas le faire. Donc, du point de vue technique, nous n'exerçons aucun contrôle là-dessus.

Certaines personnes trouvent utile, pour des raisons financières, d'avoir la double citoyenneté. Cela ne constitue pas vraiment un problème. La plupart des gens qui obtiennent leur citoyenneté sont fiers d'être des Canadiens.

M. Bryden: Ils sont fiers d'être Canadiens mais ils ne sont pas disposés à renoncer à leur autre citoyenneté. Ai-je bien compris? Certains ont déclaré être prêts à renoncer à leur autre citoyenneté pour devenir des Canadiens, et si vous ne croyez pas que cela...

La juge Willcock: Je ne crois pas que cela constitue une source de préoccupation majeure et que nous devrions nous attaquer à un problème qui n'existe pas. Ce qui compte, c'est d'être un citoyen canadien. J'espère que les 200 000 personnes qui vont recevoir leur citoyenneté canadienne partagent ce point de vue. En fait, elles le partagent. Certaines vont garder leur double citoyenneté pour des raisons financières. Dans certains cas, c'est un besoin. Mais pour la plupart des gens, cela ne constitue pas un problème.

M. Bryden: En ce qui concerne la personne qui venait de Hong Kong, si cette personne n'était pas autorisée à garder la double citoyenneté, vous n'auriez pas ce problème, alors que vous savez que cette personne travaille à Hong Kong et demande à devenir citoyen canadien.

La juge Willcock: Elle pourrait continuer de travailler à Hong Kong, de sorte que cela ne poserait pas de problème. Elle peut travailler à Hong Kong.

M. Bryden: En tant que citoyen canadien.

La juge Willcock: Vous n'êtes pas obligé d'être un citoyen. Cette personne veut devenir Canadienne parce qu'elle veut pouvoir s'installer ici dans quelques années si... mais pour l'instant elle ne veut pas contribuer à la société canadienne; elle n'assume pas sa juste part de responsabilité. Elle est là—bas en train de profiter des avantages que procure la ville de Hong Kong, et elle peut revenir s'installer ici, quand cela lui convient.

M. Bryden: Oui, je vois.

La juge Willcock: Merci, madame la présidente.

La présidente: Juge Willcock, j'ai moi aussi des questions que je n'aurai pas l'occasion de vous poser, comme ce fut le cas pour M. Knutson. Si nous vous posions nos questions rapidement, pourrions-nous vous demander de nous envoyer une brève réponse? Est-ce que vous répondriez par écrit aux questions que nous allons maintenant vous poser?

La juge Willcock: Certainement. Je me ferai un plaisir de répondre à toutes vos questions.

La présidente: Ce serait merveilleux. Merci, ce serait très utile.

Mr. Knutson, your questions.

Mr. Knutson: I'll put my question in writing. It's just for the opinion on the oath.

Judge Willcock: All right.

The Chairman: I took to heart what you mentioned in terms of personal interview and the symbolic functions of the citizenship court and I would really appreciate receiving suggestions from you on a process.

You suggested one here that wouldn't work. But like Mr. Nunez, I would like you—if you had an opportunity to discuss this with other citizenship court judges—to perhaps suggest to us a process for conferring citizenship that allows for personal interviews, perhaps on specific occasions, and ensures a symbolic function. If you could provide a suggestion it would be very helpful to the committee.

Judge Willcock: I would be pleased to. The judges will be meeting in Ottawa on June 9 and 10, during our annual meeting. That can be a topic of one of our sessions.

The Chairman: We would certainly appreciate hearing the results of those discussions.

• 1035

Mr. Nunez: Could you provide a copy of the written test on citizenship for the members of the committee?

The Chairman: We can get that from the department. We will make sure you get that.

Thank you for your good words.

We now have James Larson, Diana Togheri, and Yvonne Kerr from the Canadian Citizenship Federation.

Members of the committee, we only have 20 minutes, so I would your cooperation in hearing this presentation and asking questions quickly.

Mr. James Larson (President, Canadian Citizenship Federation): I will be very brief and then Diana Togheri will make the presentation.

Diana Togheri is from Hudson, Quebec. She is a past president of the Canadian Citizenship Federation, formerly a Canadian citizenship court judge, was formerly a counsellor of the Town of Hudson, and is active in the administration of scouting and political management.

Yvonne Kerr is an Ottawa resident and is a past president of the Canadian Citizenship Federation, was formerly a Canadian citizenship court judge, and has long-time political involvement and participation in community activities.

I am president of the Canadian Citizenship Federation, past president of the Calgary Citizenship Council, past president of the Calgary Ethnic Association, senior associate of the Calgary Stampede, and I served 35 years in a career capacity with Citizenship and Immigration on the immigration side.

[Translation]

Monsieur Knutson, vos questions.

M. Knutson: Je soumettrai ma question par écrit. Je voudrai seulement le point de vue du témoin sur la question du sermen d'allégeance.

La juge Willcock: Très bien.

La présidente: J'ai pris à coeur ce que vous avez dit au sujet de entrevues personnelles et des fonctions symboliques que remplit la Cour de la citoyenneté. J'aimerais recevoir vos suggestions au suje du processus qu'il faudrait mettre sur pied.

Vous avez laissé entendre que cela ne fonctionnerait pas. Mai comme M. Nunez, j'aimerais vous demander—si vous ave l'occasion d'en discuter avec d'autres juges de la citoyenneté—d nous proposer un processus d'attribution de la citoyenneté qu comprendrait des entrevues personnelles, peut—être dans de circonstances particulières, et qui permettrait à la Cour de remplir ur rôle symbolique. Si vous pouvez nous faire une suggestion, cel aidera grandement le comité.

La juge Willcock: Avec plaisir. Les juges se rencontreront of tawa les 9 et 10 juin, au cours de notre assemblée annuelle. Copourrait être un de nos sujets de discussion.

La présidente: Nous serions fort heureux d'avoir les résultats de ces discussions.

M. Nunez: Pourriez-vous fournir aux membres du comité un copie de l'examen écrit?

La présidente: Nous pouvons l'obtenir du ministère. Nous vou l'obtiendrons.

Merci pour vos bonnes paroles.

Nous avons maintenant le plaisir d'accueillir James Larson Diana Togheri et Yvonne Kerr de la Fédération canadienne de la citoyenneté.

J'aimerais informer les membres du comité qu'il ne nous resti plus que 20 minutes. Je vous demande donc d'écouter cet exposé e de poser vos questions rapidement.

M. James Larson (président, Fédération canadienne de la citoyenneté): Je serai très bref et Diana Togheri présentera ensuit son exposé.

Diana Togheri est originaire d'Hudson, au Québec. Elle a déjà ét présidente de la Fédération canadienne de la citoyenneté, juge de l citoyenneté et conseiller de la ville d'Hudson. Elle s'occup activement de scoutisme et participe à des activités politiques.

Yvonne Kerr est une résidente d'Ottawa. Elle a déjà été président de la Fédération canadienne de la citoyenneté et juge de l citoyenneté. Elle participe depuis longtemps à des activité politiques et communautaires.

En ce qui me concerne, je suis le président de la Fédération ancien président du Conseil de la citoyenneté de Calgary et de l'Association des groupes ethniques de Calgary, et associé principa du Calgary Stampede. J'ai travaillé pendant 35 ans dans le domain de la citoyenneté et de l'immigration, mais surtout du côté col'immigration.

I'll turn it over to Diana to make our presentation.

Ms Diana Togheri (Canadian Citizenship Federation): Madam Chairman, before I begin our presentation, I'd like to make a couple of preliminary comments.

First, we were guaranteed half an hour, and I'd like to exercise that because I think we have some things to say. We have made a number of presentations to government over the past 14 years. If you're interested in our work, these can be made available to you.

Eric Teed, a member of our committee from Saint John, New Brunswick, has just arrived.

I'd like to take this opportunity to make clear that the Canadian Citizenship Federation does not represent any special interest group of any sort. We have no axes to grind and no interests to serve except a passionate belief in, devotion to and pride in our Canadian citizenship as well as the privileges and rights we gain and the responsibilities to it that all of us carry throughout our lives.

For Mrs. Kerr and myself, our terms as citizenship judges were a period of great trust conferred upon us by Canada. It was a time that served to enhance our pride in being Canadian and to daily remind us of the importance and value of the status of citizenship, and the hearings and ceremonies that take place when status is achieved. At the same time, we believe we had positive and lasting influence on the literally thousands of people who came before us.

There are other topics besides those that were in your discussion paper that we would like to point out later on, not the least of which is dual citizenship.

In accordance with a request from the Minister of Citizenship and Immigration, the standing committee has undertaken this review of principles and rights and responsibilities fundamental to a Canadian concept of responsible citizenship. It is in this context that we have sought leave to appear before you today to make this preliminary written statement and submission for the committee's consideration.

• 1040

The Citizenship Federation emerged in its current structure in 1968 as the successor to the Canadian Citizenship Council, which had its roots in the beginning of Canadian citizenship in 1947. The federation's membership reaches across Canada and comprises federation chapters, local councils and organizations promoting citizenship and multiculturalism at local, provincial and national levels, as well as individual members.

The mission statement of the federation is as follows: The Canadian Citizenship Federation is a national, independent, non-profit organization that promotes Canadian citizenship. It seeks to define and strengthen responsible Canadian citizenship within our multicultural heritage.

Throughout its history the federation has been asked to participate in the development of policies, programs, procedures and legislative/regulatory requirements related to the granting, administration and strengthening of Canadian citizenship. This

[Traduction]

Je laisse maintenant la parole à Diana.

Mme Diana Togheri (Fédération canadienne de la citoyenneté): Madame la présidente, avant de commencer mon exposé, j'aimerais faire quelques remarques préliminaires.

D'abord, on nous avait garanti une période d'une demi-heure, et j'espère que nous disposerons de tout ce temps parce que nous avons des choses à vous dire. Nous avons présenté plusieurs mémoires au gouvernement au cours des 14 dernières années. Nous pouvons vous les fournir, si cela vous intéresse.

Eric Teed, qui fait partie de notre comité de Saint John, au Nouveau-Brunswick, vient d'arriver.

J'aimerais profiter de cette occasion pour préciser que la Fédération canadienne de la citoyenneté ne représente pas un groupe d'intérêts particuliers. Nous ne cherchons pas à servir nos propres intérêts. Nous sommes très fiers de notre citoyenneté canadienne; nous y attachons une très grande importance, ainsi qu'aux privilèges, aux droits et aux responsabilités conférés notre vie durant par la citoyenneté.

Pour M^{me} Kerr et moi-même, notre nomination au poste de juge de la citoyenneté témoignait de la grande confiance que nous conférait le Canada. Cette période nous a permis de renforcer le sentiment de fierté que nous éprouvons en tant que Canadien et nous a rappelé tous les jours l'importance et la valeur de la citoyenneté, de même que des audiences et des cérémonies qui se déroulent lors de l'attribution de la citoyenneté. Parallèlement, nous croyons avoir exercé une influence positive et permanente sur les milliers de personnes qui se sont présenté devant nous.

Nous aimerions aborder plus tard d'autres sujets qui ne figurent pas dans votre document d'étude, à commencer par celui de la double citoyenneté.

Conformément à la demande du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, le comité permanent a entrepris d'examiner les principes, les droits et les responsabilités s'attachant à une citoyenneté responsable. C'est dans ce contexte que nous avons demandé à comparaître devant vous aujourd'hui pour soumettre à l'examen du comité un exposé préliminaire.

La Fédération de la citoyenneté, qui a été restructurée en 1968, est le successeur du Conseil canadien de la citoyenneté, dont les origines remontent aux débuts de la citoyenneté canadienne, en 1947. La fédération compte des membres dans toutes les régions du Canada; elle est formée de chapitres, de conseils locaux et d'organisations qui font la promotion de la citoyenneté et du multiculturalisme aux paliers local, provincial et national, de même que de particuliers.

L'énoncé de mission de la fédération est le suivant: la Fédération canadienne de la citoyenneté est un organisme national, indépendant et sans but lucratif qui fait la promotion du civisme. La fédération a pour but de définir et de consolider une citoyenneté canadienne responsable dans le cadre de notre patrimoine multiculturel.

Au cours de son histoire, la fédération a été invitée à participer à l'élaboration de politiques, de programmes, de procédures et de mesures législatives et réglementaires ayant trait à l'attribution, à l'administration et à la consolidation de la

participation has resulted in a number of appearances, as I mentioned earlier, before House of Commons committees, Senate committees and departmental task forces on various matters related to Canadian citizenship.

The purpose of this presentation is threefold: to provide the committee with some preliminary views with respect to the questions that have been placed before us for consideration; to identify other key questions related to the principles, rights and responsibilities fundamental to a Canadian concept of responsible citizenship; and to provide the committee with an outline of the process the federation is undertaking to contribute to the development of a new Canadian Citizenship Act.

The Canadian Citizenship Federation welcomes the minister's initiatives to improve the act as one of the many steps required to enhance the value of Canadian citizenship within Canada. In fact the federation has been a major advocate of change to the act since the mid–1980s. A detailed analysis of the issues is being developed and we would expect this information to be available to the minister, the committee and departmental officials within the next several weeks.

The federation has serious concerns about the committee's timetable for reporting the questions that have been presented for consideration. It is our fervent hope the commitment of the minister and the committee to the improvement of the Canadian Citizenship Act will ensure non-profit, voluntary organizations are allowed sufficient time to prepare thoughtful presentations.

For today we will offer some preliminary thoughts on matters that have been placed before the committee for consideration.

I'll pass to my colleague, Mrs. Kerr.

Ms Yvonne Kerr (Canadian Citizenship Federation): Thank you very much.

We have taken your citizenship strategy, which we received, and have gone through it very faithfully clause by clause. If you have the patience and if we have the time, we'll enunciate what we gathered for your benefit and our own.

How might the value and visibility of Canadian citizenship be enhanced? The issue is the preamble to the new Citizenship Act. The question is would the inclusion of a preamble in a new Citizenship Act reinforce the symbolic value of Canadian citizenship?

The Canadian Citizenship Federation supports the concept of a preamble, but it is suggested that the preamble not focus on the symbolic value of Canadian citizenship. The preamble should focus on the real value of our partnership, which is citizenship—the diversity that defines it; the integrity and flexibility that strengthen it; the tradition in constitution, law, order and democracy that supports it; and the generosity and compassion of spirit that express it.

The preamble should also reflect that the Citizenship Act is based on a sacred trust between Canadian society and those having a birthright to citizenship, between Canadian society and those who are Canadian by choice, and between Canadian society and those who now or in the future apply for Canadian citizenship.

[Translation]

citoyenneté canadienne. Grâce à cette participation, là fédération a comparu à plusieurs reprises, comme je l'ai dit plus tôt, devant des comités de la Chambre et du Sénat et des groupes de travail ministériels chargés d'étudier diverses questions reliées à la citoyenneté canadienne.

Le présent exposé vise trois buts: fournir au comité notre point de vue préliminaire sur les questions dont nous avons été saisis, cerner les autres questions-clé relatives aux principes, droits et responsabilités qui se rattachent au concept de citoyenneté canadienne responsable; et fournir au comité les grandes lignes des mesures prises par la fédération pour contribuer à l'élaboration d'une nouvelle loi canadienne sur la citoyenneté.

La Fédération canadienne de la citoyenneté applaudit à la décision du ministre d'améliorer la loi. Cette initiative s'inscrit parmi les nombreuses mesures qui sont requises pour renforcer la valeur de la citoyenneté canadienne au Canada. En fait, la fédération réclame depuis le milieu des années quatre-vingts de nombreux changements à la loi. Une analyse détaillée est en voie d'être préparée. Le document devrait remis au ministre, au comité et aux fonctionnaires dans les semaines à venir.

La fédération s'inquiète du délai fixé par le comité pour le dépôt d'un rapport sur les questions soumises à son examen. Nous espérons que le ministre et le comité, qui se sont engagés à améliorer la Loi canadienne sur la citoyenneté, accorderont aux organismes bénévoles, sans but lucratif, suffisamment de temps pour bien préparer leurs exposés.

Aujourd'hui, nous désirons vous donner notre point de vue préliminaire sur les questions dont a été saisi le comité.

Je donne la parole à ma collègue, Mme Kerr.

Mme Yvonne Kerr (Fédération canadienne de la citoyenneté): Merci beaucoup.

Nous avons examiné de très près votre stratégie sur la citoyenneté, que nous avons reçue. Si vous avez la patience nécessaire et si nous en avons le temps, nous vous ferons part des conclusions que nous avons tirées.

Comment peut—on renforcer la valeur de la citoyenneté canadienne? Il est question ici du préambule de la nouvelle Loi sur la citoyenneté. Est—ce que l'ajout d'un préambule dans la nouvelle loi renforcerait la valeur symbolique de la citoyenneté canadienne?

La Fédération canadienne de la citoyenneté est d'accord avec l'idée d'inclure un préambule. Toutefois, ce dernier ne devrait pas mettre l'accent sur la valeur symbolique de la citoyenneté canadienne, mais plutôt sur la véritable valeur de notre partenariat, qui est la citoyenneté—la diversité qui la définit; l'intégrité et la souplesse qui la renforcent; la tradition qui existe dans la constitution, les lois, l'ordre et de la démocratie; la générosité et la compassion qui la sous-tendent.

Le préambule devrait également préciser que la Loi sur la citoyenneté repose sur la confiance sacrée qui existe entre la société canadienne et les Canadiens de naissance, entre la société canadienne et les citoyens qui deviennent Canadiens par choix, et entre la société canadienne et ceux qui demandent, ou demanderont, à devenir citoyens canadiens.

What other legislative or non-legislative approaches could be used to achieve this goal? The Canadian Citizenship Federation has argued for decades without success that budgetary allocations within the department should include program initiatives for the development and promotion of Canadian citizenship. It is simply not believable in the current atmosphere of program restraint, reductions in transfer payments and cuts to funding for non-profit organizations that this kind of initiative would have the required funding support.

[Traduction]

Quelles autres mesures législatives ou non peut-on utiliser pour atteindre cet objectif? La Fédération canadienne de la citoyenneté demande depuis des décennies, mais sans succès, que le ministère prévoit dans son budget des fonds pour mettre sur pied des programmes de promotion de la citoyenneté canadienne. Il est difficile de croire durant cette période caractérisée par des coupures de dépenses, des réductions dans les transferts de paiement et dans le financement des organismes sans but lucratif, que ce genre d'initiative reçoive le soutien financier voulu.

• 1045

The federation does not believe that a state of mind or a feeling of belonging can be legislated in a citizenship act. However, it is possible to use legislation to set requirements that non-legislative initiatives can build on.

The federation will be proposing a number of measures within federal jurisdiction. These include expanded use of provisions provided for under the Citizenship Act—for example, proofs of Canadian citizenship; revisions to other federal statutes, for example, the Election Act; and non-legislative initiatives, that is, revisions to the Canadian census questionnaire.

Together these measures are intended to allow the federal government to lead by example in establishing the value and enhancing the importance of Canadian citizenship.

In fostering Canadian citizenship values, we question what kind of educational and promotional initiatives would foster an appreciation of citizenship as a common and unifying bond among all citizens.

The federation believes the Government of Canada should affirm its responsibility for the promotion of citizenship in the new act. This could set the tone for the future development of Canadian citizenship and the necessary funding support.

The federal government could use its role and mandate to prepare people to qualify for citizenship by developing multi-media materials that could be attractive and applicable for wider application

How might a mutual accommodation between citizens and their society be fostered? The proposed process through which citizenship is granted must be seen to be balanced in terms of the various stakeholders in the sacred trust, giving all stakeholders a vested interest in the process.

The federation will be proposing a number of measures to revise the citizenship process, in an effort to make the process more accountable to all the stakeholders, more accessible to the community, more visible, and more closely linked to the federal institutions and statutes. These include statutory reporting requirements to parliament—for instance, an annual report on the administration of citizenship; revisions to the role, mandate and appointment process for judges; and revisions to the application review process for each stage from application to appeal.

D'après la fédération, il n'est pas possible de consacrer un état d'esprit ou un sentiment d'appartenance dans une loi sur la citoyenneté. Toutefois, il est possible d'utiliser une loi pour fixer des objectifs qui peuvent être atteints par des moyens non législatifs.

La fédération proposera plusieurs mesures qui relèvent de la compétence fédérale. Celles-ci comprennent un recours accru aux dispositions de la Loi sur la citoyenneté—par exemple, preuves de la citoyenneté canadienne; des révisions d'autres lois fédérales, par exemple, la Loi électorale; ainsi que des initiatives non législatives, comme des modifications au questionnaire de recensement.

Ensemble, ces mesures permettront au gouvernement fédéral de montrer la voie en établissant la valeur et l'importance de la citoyenneté canadienne.

Pour ce qui est d'assurer la promotion des valeurs de la citoyenneté canadienne, nous nous demandons quel genre de programme d'éducation et de promotion contribuerait à faire de la citoyenneté un lien qui unit tous les citoyens.

La fédération considère que le gouvernement du Canada devrait réaffirmer ses responsabilités à l'égard de la promotion de la citoyenneté dans la nouvelle loi. Il serait ainsi possible d'assurer la promotion du civisme dans les années à venir et de prévoir les fonds nécessaires pour le faire.

Le gouvernement fédéral pourrait se servir de son rôle et de son mandat pour préparer les personnes qui présentent une demande de citoyenneté en concernant des trousses d'information multi-media qui pourraient être intéressant et utilisé à d'autres fins.

Comment peut-on encourager la reconnaissance mutuelle entre les citoyens et leur société? Le processus proposé, par lequel la citoyenneté est attribuée, doit être équilibré et tenir compte des divers intervenants, leur donner l'occasion de particper directement au processus.

La fédération proposera plusieurs mesures pour revoir le processus de citoyenneté, et dans le but de le rendre plus pertinent, plus accessible à la communauté, plus visible, et plus étroitement lié aux institutions et lois fédérales. Parmi les mesures proposées, mentionnons des dispositions de loi prévoyant la présentation de rapports au Parlement—par exemple, un rapport annuel sur l'administration de la citoyenneté; des modifications apportées au rôle, au mandat et au processus de nomination des juges; des modifications au processus d'examen des demandes à chacune des étapes, depuis la présentation de la demande jusqu'à l'appel.

Should young people have more opportunities to learn civics, and by what means? The federation fully supports the principle of increasing civics and other Canadian citizenship education opportunities. However, the federation believes the federal government should lead by example and demonstrate an enhanced importance for Canadian citizenship within federal jurisdiction before delving into multi-jurisdictional issues.

Would a citizens charter that identifies the key principles of responsible citizenship, which are held in common by Canadians, be a useful educational and informational tool? The federation does not support the notion of a new citizenship charter as a tool for either unifying or informing Canadian citizens. The case for the charter has not been convincing.

On the issue of the oath of citizenship, we question whether the present oath of citizenship be changed to reflect contemporary Canadian realities and, if so, how? The federation believes the new act should specifically require the taking of the oath rather than simply implying that it is a requirement. New citizens are undertaking a legal commitment to Canada, and that commitment is properly set out in the oath that is presently stipulated as a schedule to the act.

The federation strongly believes that the Canadian Constitution is not a buffet. No, it's not a buffet of principles where you wade in and adopt what is appealing on an individual or group basis and dismiss that which you find to be distasteful for your purposes.

In terms of the contemporary Canadian realities, Canada remains a constitutional monarchy. If and when we as a Canadian society agree to change that constitutional provision, then the oath should reflect that change.

• 1050

Ms Togheri: What degree and type of language knowledge is essential to responsible citizenship? The federation believes strongly that adequate language knowledge should mean the ability to use one of Canada's official languages in order to communicate at a level that will allow the person to function for himself or herself in the community.

What level of knowledge should be expected of citizenship applicants? The federation also believes strongly that adequate knowledge—and I'm referring to paragraph 5(1)(d) of the act—should mean some basic understanding of the type of political system and its structure in Canada, the right to vote or not to vote without discrimination, and some idea of Canada's political geography and historical base.

Expecting and demanding less language and knowledge competency marginalizes the applicant and would leave the new citizen vulnerable economically, politically and socially. It would have the effect of restricting a person from the full exercise of rights and responsibilities of Canadian citizenship in our Canadian community.

Birth on Canadian territory: Should the current practice of extending an automatic right to Canadian citizenship as a result of being born on Canadian territory be dependent on one of the parents being a permanent resident, or a citizen, unless the child would otherwise be stateless?

[Translation]

Devrait—on donner aux jeunes plus d'occasions de se familiariser avec leurs devoirs civiques et par quels moyens? La fédération est entièrement d'accord avec l'idée d'accroître le nombre de programmes d'instruction civique. Toutefois, la fédération estime que le gouvernement fédéral devrait donner le ton et accorder une place encore plus grande à la citoyenneté canadienne dans ses activités avant de s'attaquer à des questions qui relèvent de plusieurs compétences.

Est-ce qu'une charte des citoyens qui permettant de cerner les principes-clé de la citoyenneté responsable, que partagent les Canadiens, pourrait constituer un outil d'information et d'instruction utile? La fédération n'est pas d'avis qu'une nouvelle charte de la citoyenneté contribuerait à consolider les liens qui unissent les Canadiens ou à mieux informer ces derniers. Les arguments en faveur d'une telle charte ne sont pas convaincants.

Sur la question du serment de citoyenneté, nous nous demandons si le serment actuel peut être modifié pour refléter les réalités canadiennes contemporaines et, dans l'affirmative, comment? D'après la fédération, la nouvelle loi devrait obliger les nouveaux citoyens à prêter le serment de citoyenneté, et non pas laisser simplement entendre qu'il faut le faire. Les nouveaux citoyens s'engagent à observer les lois du Canada, et cet engagement est défini dans le serment d'allégeance qui figure à l'annexe de la loi.

La fédération croit fermement que la Constitution canadienne n'est pas un amalgame de principes qu'un particulier ou un groupe peut adopter à sa convenance, tout en rejetant ceux qui ne lui conviennent pas.

En ce qui concerne les réalités canadiennes contemporaines, le Canada demeure une monarchie constitutionnelle. Le serment d'allégeance pourrait être modifié lorsque la société canadienne acceptera de changer ce statut.

Mme Togheri: Quel degré et quel genre de connaissances linguistiques sont essentiels pour un civisme responsable? La Fédération est convaincue qu'une connaissance linguistique suffisante devrait correspondre à la capacité d'utiliser l'une des langues officielles du Canada de manière à communiquer à un niveau permettant de fonctionner au sein de la collectivité.

Quel niveau de connaissances devrait être exigé des demandeurs de citoyenneté? La Fédération est également convaincue qu'une connaissance suffisante—et je me reporte à l'alinéa 5(1)(d) de la Loi—suppose une compréhension élémentaire du genre de système et de structure politique qui existe au Canada, du droit de vote sans discrimination, ainsi qu'une certaine notion de la géographie politique et de l'histoire du Canada.

Le fait de s'attendre à un degré moindre de connaissances linguistiques et autres connaissances et de ne pas exiger davantage marginalise le requérant et rendrait le nouveau citoyen vulnérable aux plans économique, politique et social. Cela aurait pour effet de restreindre l'exercice des droits et des responsabilités afférentes à la citoyenneté canadienne dans notre collectivité canadienne.

Naissance en territoire canadien: L'usage actuel qui consiste à attribuer un droit automatique à la citoyenneté canadienne du fait de la naissance en territoire canadien devrait—il dépendre du statut de résident permanent, ou de citoyen, de l'un des parents, à moins que l'enfant ne soit autrement apatride?

The federation agrees the first concern has to be ensuring that the child is not stateless and that the child is a citizen of another country. The federation recognizes the growing concern with the current system, specifically with respect to refugees, but also including people in Canada on temporary visas. However, the process might be used to compromise immigration and refugee policy. The federation will consult on this proposal and report back to you in its detailed brief.

I might say this is a very complex subject and not one just to throw around in a committee.

The Chairman: We certainly recognize that and I would like to offer one thought. That is, we have an opportunity here to be involved prior to the drafting of legislation. There will be opportunities in the fall as well. So this isn't the last time we'll have a conversation.

Ms Togheri: Thank you, Madam Chair.

Should the practice of conferring Canadian citizenship on children born abroad to Canadian citizens be restricted to the first generation only? The federation supports in principle the proposed restriction on granting Canadian citizenship to successive generations born abroad, subject again to a commitment to avoid creating a stateless status situation for the children, which is also quite possible.

Knowledge and language evaluation methods: What objectives might govern the use of standardized evaluation procedures in the citizenship process? The federation regrets the minister's decision to pre-empt the consultation process with respect to eliminating citizenship judges. Over the years, these judges generally have been responsible ambassadors of Canadian citizenship. Through their initiative, the citizenship process has been brought out into the community where it belongs—in schools, towns, city halls, hospitals, service clubs.

Also, they have brought the community into the citizenship courts, with voluntary organizations hosting receptions to welcome new Canadians. The federation recognizes there have been major inconsistencies in the hearing process for applicants, and proposals will be presented to deal with this issue without abandoning the hearing process.

The federation has concerns about alternative testing that would not lower standards or disadvantage many applicants. Here I note that literacy...we don't want to develop a system where there is nothing but a literacy test. Perhaps you do, but we think that would be fundamentally very, very wrong.

The average hearing lasts between 10 and 15 minutes. Any reasonable form of standardized testing will still require evaluation. It is not clear to the federation how a cost-benefit is achieved by focusing on an alternative method of delivering the questions rather than on the content of the questions and answers that are required.

[Traduction]

La Fédération convient qu'il faut tout d'abord faire en sorte que l'enfant ne soit pas apatride et que l'enfant soit citoyen d'un autre pays. La Fédération admet que le système actuel pose de plus en plus de problèmes, notamment en ce qui concerne les réfugiés, mais aussi les détenteurs de visas temporaires. Toutefois, le processus pourrait être utilisé dans le but de mettre en péril la politique en matière d'immigration et de réfugiés. La Fédération se propose de consulter à ce sujet et vous présentera un rapport sous forme de mémoire détaillé.

Je dois dire qu'il s'agit d'un sujet fort complexe dont il ne suffit pas de débattre en comité.

La présidente: Nous en sommes parfaitement conscients et j'aimerais vous indiquer que nous avons la possibilité ici d'intervenir avant la rédaction de la loi. D'autres occasions seront également offertes cet automne. Ce n'est donc pas la dernière fois que nous nous parlons.

Mme Togheri: Merci, madame la présidente.

L'usage qui consiste à attribuer la citoyenneté canadienne aux enfants nés à l'étranger de parents citoyens canadiens devrait—il se limiter à la première génération seulement? La Fédération appuie en principe la restriction proposée en matière d'attribution de la citoyenneté canadienne aux générations successives nées à l'étranger, dans la mesure où là encore, on prenne l'engagement d'éviter de créer une situation où les enfants seraient apatrides, ce qui est également fort possible.

Méthodes d'évaluation des connaissances et des capacités linguistiques: Quels pourraient être les objectifs des modalités normalisées d'évaluation adoptées dans le processus de citoyenneté? La Fédération déplore la décision prise par le ministre d'empiéter sur le processus de consultation en ce qui concerne l'élimination des juges de la citoyenneté. Au fil des ans, ces juges ont généralement été des ambassadeurs responsables de la citoyenneté canadienne. Grâce à leur initiative, le processus de citoyenneté a été ramené, comme il se doit, au sein de la communauté—dans les écoles, les villes, les mairies, les hôpitaux, les clubs philanthropiques.

Ils ont également amené la collectivité au sein des cours de citoyenneté, des organismes bénévoles se chargeant des réceptions d'accueil des néo-Canadiens. La Fédération admet que le processus d'audition des requérants a présenté de graves contradictions et présentera des propositions visant à régler cette question sans toutefois abandonner le processus d'audiences.

La Fédération s'inquiète au sujet de tests de rechange qui n'abaisseraient pas le niveau et ne désavantageraient pas de nombreux requérants. Je remarque ici que l'alphabétisme — nous ne voulons pas d'un système où il ne resterait qu'un test mesurant le niveau d'alphabétisme. C'est peut—être ce que vous voulez, mais nous pensons que ce serait là faire fausse route.

En général, une audience dure de 10 à 15 minutes. Toute forme raisonnable de test normalisé nécessitera toujours une évaluation. La Fédération ne voit pas clairement en quoi il est rentable de s'attarder sur une nouvelle façon de poser les questions plutôt que sur le contenu des questions et sur les réponses attendues.

The federations also has grave concerns about citizenship reverting to an administrative procedure initially. Order of Canada recipients may be enthusiastic about presiding over citizenship ceremonies. However, scheduling different Order of Canada presenters for every court across the country on a weekly basis will soon become unmanageable.

It is also not clear how the circuit courts would work in this context.

Ms Kerr: What kind of appeal mechanism might be appropriate to an administrative process for citizenship determination? The federation does not support the notion that we have or should ever have simply an administrative process for citizenship determination. citoyenneté soit simplement réduite à un processus administratif.

• 1055

However, the federation does support revisions to the appeal process and acknowledges the burden placed on the Federal Court as a result of the automatic right to appeal.

The federation has over the years advocated a judicial review process involving senior citizenship judges. An interesting alternative to consider might be an appeal process involving Parliament.

In what other circumstances might persons lose Canadian citizenship? The federation supports the current provisions of the act. The proposed changes do not appear to contribute to the overall integrity of citizenship and could create some ambiguity, depending on what sections of the act were used to grant citizenship in the first instance; e.g., subsections 5(3) and 5(4).

What citizenship requirements should apply to former citizens seeking to regain Canadian citizenship? The federation supports the current provisions of the act.

Should the minister's and/or the Governor in Council's discretion be retained or restricted? The federation has consistently supported the current provisions of the act and the exceptional situations, which should be considered before invoking these discretionary powers.

To date these provisions have rarely applied. Such applications have been based on a responsible interpretation of the act. However, the department has confirmed that the minister and/or the Governor in Council is about to invoke these provisions to allow a massive amnesty from the requirements of the act to clear an administrative backlog at the pre-hearing stages of the process.

The proposed ground for invoking subsection 5(4) is undue hardship resulting from the delay in processing the applications.

The Canadian Citizenship Federation views this amnesty as an unfortunate abuse of the intent of the discretionary authority accorded by the act. Subsection 5(4) is the only section that allows for every step in the process to be bypassed, including the restrictions applied to criminal and security measures.

[Translation]

La Fédération s'inquiète également fortement du fait que la citoyenneté puisse être ramenée à une procédure administrative. Il est vrai que les récipiendaires de l'Ordre du Canada sont toujours enthousiastes à l'idée de présider des cérémonies de remise de certificats de citoyenneté. Toutefois, il va devenir très vite impossible d'établir un calendrier permettant à de tels récipiendaires de l'Ordre du Canada de participer à des cérémonies hebdomadaires dans toutes les cours du pays.

La Fédération ne voit pas non plus comment les cours itinérantes fonctionneraient dans un tel contexte.

Mme Kerr: Quel genre de mécanisme d'appel conviendrait à un processus administratif relatif à la détermination de la citoyenneté? La Fédération s'élève contre le fait que la détermination de la

Toutefois, la Fédération est en faveur de la révisions du processus d'appel et reconnaît le fardeau imposé à la Cour fédérale par suite du droit automatique d'appel.

Au fil des ans, la Fédération a défendu le processus de révision judiciaire mettant en jeu des juges supérieurs de la citoyenneté. Un processus d'appel appelant la participation du Parlement serait une solution de rechange intéressante.

Dans quelles autres circonstances pourrait-on perdre la citoyenneté canadienne? La Fédération appuie les dispositions actuelles de la Loi. Les changements proposés ne semblent pas contribuer à l'intégrité générale de la citoyenneté et pourraient créer une ambiguïté, dépendant des dispositions de la Loi qui seraient invoquées pour attribuer la citoyenneté en premier lieu; par exemple, les paragraphes 5(3) et 5(4).

Quelles exigences en matière de citoyenneté devrait-on imposer aux anciens citoyens qui souhaitent recouvrer la citoyenneté canadienne? La Fédération appuie les dispositions actuelles de la Loi.

La discrétion du ministre ou du Gouverneur en Conseil devraitelle être maintenue ou limitée? La Fédération a toujours appuyé les dispositions actuelles de la Loi et les situations exceptionnelles à considérer avant d'invoquer ces pouvoirs discrétionnaires.

Jusqu'à présent, ces dispositions ont rarement été utilisées. De telles demandes se fondent sur une interprétation responsable de la Loi. Toutefois, le ministère a confirmé que le ministre ou le Gouverneur en Conseil sont sur le point de se prévaloir de ces dispositions dans le cadre d'une amnistie générale dans le but d'absorber un arriéré administratif aux étapes du processus précédant l'audience.

Les difficultés excessives découlant du retard dans le traitement des demandes seraient la raison retenue pour se prévaloir du paragraphe 5(4).

Selon la Fédération canadienne de la citoyenneté, une telle amnistie représente une mauvaise interprétation de l'intention du pouvoir discrétionnaire prévu par la Loi. Le paragraphe 5(4) est le seul article qui permette de contourner chaque étape du processus, y compris les restrictions relatives aux mesures criminelles et de sécurité.

The federation views this approach as an imprudent and unacceptable breach of trust with Canadian citizens and Parliament. The precedent created by this decision in and of itself suggests that for the protection of Canadian citizens, the discretionary power vested with the Governor in Council might be more appropriately given to Parliament.

Are there other circumstances under which a person should be prevented from obtaining citizenship? The federation supports the current provisions of the act. Any expansion of these provisions would have to be consistent with the presumption of innocence. However, the process could reasonably be suspended if there is an unresolved charge pending.

What additional offences should be included in a new citizenship act? The federation supports changes to the act that would make the offences in the act more consistent with the offences cited for defrauding and abusing the immigration process and that the penalties should be reconciled accordingly.

Ms Togheri: How might a new act protect against adoptions of convenience while equalizing the treatment of children adopted by and children born to Canadians abroad? The federation acknowledges the inequities in the act with respect to adoption but sees certain risks in bypassing the Immigration Act.

The current act provides the minister or the Governor in Council with the discretion to waive requirements that would result in undue hardship to a child or stateless status for that child. Opening up the act may in fact result in inequities in the immigration process.

Anomalies and Inequities: What other basis of discrimination should be eliminated? The federation does not support extending the time limit imposed by the act for persons born to Canadian mothers before 1977.

It is neither unusual nor unreasonable to impose time limits on grandfather clauses in Canadian law. Such an approach was used to remove the right to vote from British subjects in the early 1970s.

The federation supports in principle the extension of citizenship rights for persons born to Canadian fathers before 1977, with an appropriate grandfather clause. However, the federation would caution that paternity out of wedlock is not always documented or easily established or acknowledged. The provision would have to include certain safeguards to ensure it is not used to make unsubstantiated claims that would create other obligations for named fathers under Canadian law or result in an attractive mechanism for bypassing the immigration process.

[Traduction]

Selon la Fédération, il s'agit d'une attitude imprudente ainsi que d'un abus de confiance inacceptable des citoyens canadiens et du Parlement. Le précédent créé par cette décision laisse supposer qu'en ce qui concerne la protection des citoyens canadiens, il vaudrait mieux transférer au Parlement le pouvoir discrétionnaire actuellement accordé au Gouverneur en conseil.

Y a-t-il d'autres circonstances dans lesquelles il faudrait refuser d'attribuer la citoyenneté canadienne? La Fédération appuie les dispositions actuelles de la loi. Toute expansion de la portée de ces dispositions devrait être compatible avec la présomption d'innocence. Toutefois, le processus pourrait être raisonnablement interrompu en cas d'inculpation en instance.

Quelles autres infractions faudrait—il inclure dans une nouvelle Loi sur la citoyenneté? La Fédération appuie les changements à la Loi rendant les infractions plus compatibles avec les infractions de fraude et de détournement du processus d'immigration; les peines devraient être révisées en conséquence.

Mme Togheri: Comment une nouvelle Loi pourrait-elle empêcher les adoptions de convenance tout en rendant équitable le traitement des enfants adoptés par des Canadiens à l'étranger et des enfants nés de parents canadiens à l'étranger? La Fédération reconnaît les injustices de la loi en ce qui concerne l'adoption, mais pense que le fait de contourner la Loi sur l'immigration comporte certains risques.

La Loi actuelle accorde au ministre ou au Gouverneur en conseil le pouvoir discrétionnaire de renoncer aux exigences qui pourraient entraîner des difficultés excessives pour un enfant ou encore rendre l'enfant apatride. Élargir la loi pourrait en fait entraîner des injustices dans le processus de l'immigration.

Anomalies et injustices: quel autre motif de discrimination faudrait-il éliminer? La Fédération ne croit pas qu'il soit nécessaire de repousser la limite de temps imposée par la Loi dans le cas de personnes nées de mère canadienne avant 1977.

Il n'est pas inhabituel ni déraisonnable de limiter dans le temps le maintien des avantages acquis en droit canadien. C'est ce genre d'approche qui a été adoptée pour retirer le droit de vote aux sujets britanniques au début des années soixante—dix.

La Fédération appuie en principe l'attribution des droits de citoyenneté aux personnes nées de père canadien avant 1977, sous réserve d'une clause appropriée du maintien des avantages acquis. Toutefois, la fédération prévient que la paternité en dehors des liens du mariage n'est pas toujours documentée ou facilement établie ou reconnue. Il faudrait que la disposition renferme certaines mesures de protection afin qu'elle ne puisse pas être utilisée pour faire des revendications injustifiées qui créeraient d'autres obligations pour les pères reconnus en vertu de la loi canadienne ou qu'elle ne devienne un moyen un peu trop commode de contourner le processus d'immigration.

• 1100

What retrospective provision should be included in the new legislation? The federation would support a provision that allowed those applications in progress at the time of promulgation to proceed to their conclusion under the terms of the existing act.

Quelle disposition rétroactive faudrait—il inclure dans la nouvelle loi? La fédération appuierait une disposition qui permettrait la poursuite du traitement des demandes en cours au moment de la promulgation, et ce aux termes de la loi actuelle.

Ms Kerr: As to residency requirements, how many years should a person be required to reside in Canada before becoming eligible to apply for citizenship? The federation supports the residency requirements of the current act. However, without changing the residency requirement for qualifying for citizenship, the new act could allow an applicant who feels ready in terms of language and knowledge to apply for citizenship after two years.

This could allow some of the other requirements for citizenship to be met concurrently with residency and reduce the delay in obtaining citizenship once the residency requirement has been met. In this context the security clearance should not proceed until after the residency requirement has been met.

How should "reside" be defined? The federation supports a more definitive definition of "residency" but cautions the definition should not be so rigid that it cannot accommodate reasonable absences.

Should a new act eliminate the half-time credit, and if not, for whom should it be retained? The federation would support the elimination of half-time credits from the act. This provision adds undue complexity to the process without contributing to defining the applicant's attachment to Canada.

Ms Togheri: The Canadian Citizenship Federation has undertaken a process to participate in the development of a new Citizenship Act. Consultations with members of the federation are proceeding and the results of these discussions will be provided to the minister and members of the committee in the form of a more detailed discussion paper. We expect this paper to be available some time in the middle of the summer.

The federation would encourage the committee to recommend to the minister he introduce a white paper for extensive public consultation prior to proceeding with the new Citizenship Act. This would provide the opportunity for all stakeholders to join with Parliament in the development of the new act and focus people across Canada on the value of Canadian citizenship. In other words, the process should become the process the minister appears to be so keen on.

These are the conclusions we have drawn today: As Canadian citizens each of us and all of us together must exercise our duty as custodians of citizenship. The minister has properly placed great emphasis on the integrity of the citizenship process. The federation firmly believes integrity must be based on the consistent and fair application of accepted standards. Compassion can only contribute to those standards, whereas convenience disguised as compassion can only detract from the value of citizenship that is achieved through those standards.

The Canadian Citizenship Federation thanks you for this opportunity to present our views with respect to the important questions that have been raised in the working paper. We look forward to contributing further to the process of developing a new Citizenship Act.

[Translation]

Mme Kerr: Au sujet des critères de résidence, combien d'années une personne devrait—elle avoir vécu au Canada avant de demander la citoyenneté? La fédération appuie les critères de résidence de la loi actuelle. Toutefois, sans changer les critères de résidence pour l'obtention de la citoyenneté, la nouvelle loi pourrait autoriser un requérant qui se sent prêt au plan linguistique et des connaissances de demander la citoyenneté au bout de deux ans.

Cela permettrait de répondre à d'autres exigences en matière de citoyenneté en même temps que l'on est en train de satisfaire les critères de résidence, ce qui diminuerait le temps nécessaire à l'obtention de la citoyenneté une fois les critères de résidence respectés. Dans ce contexte, les démarches d'attestation de sécurité ne devraient pas se poursuivre tant que les critères de résidence n'ont pas été satisfaits.

Comment devrait—on définir le verbe «résider»? La fédération appuie une définition plus précise de «résidence», mais elle avertit que la définition ne devrait pas être trop stricte, pas au point de ne pas permettre des absences de durée raisonnable.

La nouvelle loi devrait—elle éliminer les crédits comptabilisés à demi-temps et, dans la négative, pour qui faudrait—il le maintenair? La fédération serait en faveur de leur élimination car ils compliquent inutilement le processus sans contribuer à définir l'attachement du requérant au Canada.

Mme Togheri: La Fédération canadienne de la citoyenneté s'est lancée dans un processus de participation à l'élaboration d'une nouvelle Loi sur la citoyenneté. Des consultations avec les membres de la fédération sont en cours et les résultats de ces discussions seront transmis au ministre et aux membres du Comité sous forme de document de travail plus détaillé. Nous pensons que ce document sera prêt au milieu de l'été.

La fédération encourage le Comité à recommander au ministre de présenter un Livre blanc pour consulter le public avant de rédiger la nouvelle Loi sur la citoyenneté. Cela donnerait l'occasion à tous les intéressés de participer à la préparation de la nouvelle loi et d'attirer l'attention de tous les Canadiens sur la valeur de la citoyenneté canadienne. En d'autres termes, le processus devrait être précisément celui auquel le ministre semble tellement tenir.

Telles sont nos conclusions aujourd'hui: chacun de nous doit exercer son devoir de citoyen. Le ministre a mis, comme il se doit, l'accent sur l'intégrité du processus de la citoyenneté. La fédération est convaincue que cette intégrité doit se fonder sur une application cohérente et juste des normes acceptées de tous. La compassion ne fera que contribuer à de telles normes, tandis que les expédients, sous des allures de compassion, ne peuvent que saper la valeur d'une citoyenneté obtenue de la sorte.

La Fédération canadienne de la citoyenneté vous remercie de lui avoir donné l'occasion de présenter ses vues à l'égard de ces importantes questions soulevées dans le document de travail. Nous désirons poursuivre notre participation davantage au processus de création d'une nouvelle Loi sur la citoyenneté.

Madam Chairman, that is the end of our formal presentation today. I don't know whether my colleague Mr. Teed would have anything to add. We've had a brief consultation with him and have made a submission, which is included in this. He may have something to add.

J'aimerais simplement dire que ni le temps ni nos ressources financières ne nous ont permis de faire les traductions nécessaires pour les députés. C'est bien regrettable, mais le gouvernement a peut-être les moyens de le faire. Merci.

The Chairman: Thank you very much for that presentation. It certainly answers all of the questions we asked in our brief, and for that we are most grateful.

As you're aware, this is an ongoing process, so we can look forward to your more detailed brief in July. I appreciate your taking the time for that.

• 1105

There are questions. Members of the committee, we have very graciously been allowed an additional five minutes, but I would state to you that this is not our last conversation. Please ask your questions quickly. We hope the answers are brief.

Mr. Knutson.

Mr. Knutson: I want to reiterate that I think you've done an excellent job. Thank you for a very concise and thorough presentation

How would you feel if we took out the reference to the monarchy in the oath and replaced it with an allegiance to the Constitution of Canada as an implied reference to the monarchy?

Ms Togheri: I'll pass to my colleague Mr. Teed. This is an area of great concern to him. I think he could perhaps explain some things to you.

Mr. Eric L. Teed (Canadian Citizenship Federation): Madam Chairman, with all respect, I think it would be fundamentally wrong. Canada, whether we like it or not, is a constitutional monarchy.

A voice: I like it.

Mr. Teed: When you give an oath of allegiance to the Queen of Canada, in effect you're giving it to the country. I hate the concept of a non-entity.

Obey the laws of Canada. It makes good sense. I don't know if MPs take it or not, but it's certainly in the citizenship end that maybe you should take an oath of allegiance to the Queen and to obey the laws of Canada. Taking an oath to Canada—and heaven knows what it is, though we like to think we know what it is—I think is wrong.

Mr. Knutson: How about an oath to the Constitution?

[Traduction]

Madame la présidente, c'est ainsi que se termine notre présentation aujourd'hui. Je ne sais pas si mon collègue, M. Teed, a quelque chose à ajouter. Nous l'avons brièvement consulté et nous avons fait une présentation qui est incluse dans cet exposé. Il se peut qu'il ait quelque chose à ajouter.

I would like to simply say that neither time nor the financial ressources available have allowed us to do the necessary translations for the members. This is very unfortunate, but the government can perhaps afford to do it. Thank you.

La présidente: Merci beaucoup de votre présentation qui apporte certainement une réponse à toutes les questions que nous avions posées dans notre mémoire. Nous vous en sommes fort reconnaissants.

Comme vous le savez, ce processus est continu et nous serons heureux de lire votre mémoire plus détaillé en juillet. Je vous remercie d'y consacrer le temps nécessaire.

Nous en arrivons aux questions. Membres du comité, on nous a généreusement accordé cinq minutes de plus, mais je tiens à dire que ce n'est pas là notre dernière conversation. Veuillez poser vos questions rapidement. Et espérons que les réponses seront brèves.

Monsieur Knutson.

M. Knutson: Je tiens à redire que vous avez fait un excellent travail. Merci beaucoup de nous avoir fait un exposé aussi concis et complet.

Que serait votre sentiment si l'on supprimais la référence à la monarchie dans le serment pour la remplacer par une déclaration d'allégeance à la Constitution du Canada qui sous—entendrait une allégeance à la monarchie?

Mme Togheri: Je vais laisser mon collègue, M. Teed, répondre à cette question, car c'est un domaine qui l'intéresse beaucoup. Je pense qu'il aurait peut-être des choses à vous expliquer.

M. Eric L. Teed (Fédération canadienne de la citoyenneté): Madame la présidente, sauf votre respect, je pense qu'il ne faudrait surtout pas s'y prendre de cette façon. Que cela nous plaise ou non, le Canada est une monarchie constitutionnelle.

Une voix: Très bien!

M. Teed: Lorsque vous prêtez allégeance à la Reine du Canada, en fait c'est une expression d'allégeance au pays. Je déteste le concept d'une non-entité.

Il faut respecter les lois du Canada. C'est élémentaire. Je ne sais pas si les députés sont d'accord, mais c'est certainement aux fins de la citoyenneté que l'on doit peut-être prêter serment d'allégeance à la Reine et jurer de respecter les lois du Canada. Prêter serment d'allégeance au Canada—et Dieu seul sait ce que cela représente, bien que nous aimons à penser que nous le savons—revient, à mon avis, à faire fausse route.

M. Knutson: Que pensez-vous d'un serment à l'égard de la Constitution?

Mr. Teed: What is a constitution? Canada has a written and an unwritten constitution. To swear to a constitution is to make an oath to a non-entity. To swear to obey laws people understand, but it means nothing to swear to a nothing. You don't feel it in your heart. What's a constitution? That's even worse than a country, whatever a country is.

A voice: Wow!

Mr. Knutson: All right, thank you.

The Chairman: You asked, Mr. Knutson.

Mr. Jackson.

Mr. Jackson (Bruce—Grey): Diana, again, on behalf of the group—and they've said this already—you've done an excellent job. Obviously you did your homework and you did answer the questions, which is what Madam Chair is always trying to get.

I note with interest that on page 13 you said "clearance should not proceed until after the residential requirement has been met". I guess this would probably eliminate one of the problems we've been having when people are in the country without having a residency and might have committed a crime. Is that one of the primary reasons you did that?

Ms Togheri: Exactly.

Mr. Jackson: Also, you were going to work to speed the process up to two years. That may involve, according to your experience, a person who was born here and is coming back. They wouldn't need to have the five years and that type of stuff.

Ms Togheri: That's a different story altogether. That's resumption of citizenship, so the residency does not apply at that point.

Mr. Jackson: I have one other question for you.

I think we all know education is extremely important and we can't get around educating people. Each generation has to be reinforced about the laws of the land, the duality of the country, its geography and history and all that type of stuff. There's always a problem when you talk about federal and provincial responsibility in regard to education. My question to you is in regard to this education.

Somebody mentioned yesterday life's experiences are a very important thing. With my experience as a former mayor, I know good communities have good volunteer services, whether they are the candy-stripers at a hospital, the volunteers for the Red Cross or what have you. I wonder what your thoughts are about that in regard to citizenship. I noticed you said we have to fund these things if we want them to happen. Would that be a focus in education that might round people off better and make them better citizens?

Ms Togheri: I think you'll notice initially in our presentation we mentioned the concept of voluntary organizations.

I'll pass to my colleague Mr. Teed.

Mr. Teed: We have to realize we have a big country one area is quite different from another. I come from a section of the Maritimes where citizenship courts until now have had individual oath swearing, and we've had 20 or 30 at a time. For

[Translation]

M. Teed: Qu'est—ce qu'une constitution? Le Canada a une constitution écrite et une constitution non écrite. Déclarer son allégeance à une constitution revient à prêter serment à l'égard d'une non—entité. Jurer que l'on va respecter la loi est plus facile à comprendre, mais prêter allégeance à rien, cela ne veut rien dire. Cela n'évoque rien dans le coeur. Qu'est—ce qu'une constitution? C'est encore pire qu'un pays, en supposant même qu'on sache ce qu'est un pays.

Une voix: Ca alors!

M. Knutson: Très bien, merci.

La présidente: Vous avez posé la question, monsieur Knutson.

Monsieur Jackson.

M. Jackson (Bruce—Grey): Diana, au nom du groupe—et on l'a déjà dit—vous avez fait un excellent travail. Vous vous êtes de toute évidence bien préparée et vous avec répondu aux questions, ce que recherche toujours madame la présidente.

J'ai remarqué avec intérêt qu'à la page 13 vous déclarez que l'attestation de sécurité ne devrait pas se faire avant que les critères de résidence aient été respectés. J'imagine que cela éliminerait probablement l'un des problèmes que nous connaissons lorsque des gens se trouvent dans le pays sans permis de résidence alors qu'ils ont peut-être commis un crime. Est-ce là l'une des principales raisons de votre recommandation?

Mme Togheri: Exactement.

M. Jackson: Vous dites également que vous allez vous efforcer d'accélérer le processus jusqu'à deux ans. D'après votre expérience, cela vise les personnes nées ici et qui reviennent. Ils n'auraient pas à résider pendant les cinq ans, etc.

Mme Togheri: C'est quelque chose de tout à fait différent. Il s'agit de la réintégration dans la citoyenneté; la résidence n'entre pas en ligne de compte à ce moment—là.

M. Jackson: J'ai une autre question à vous poser.

Je pense que pour nous tous, l'éducation est quelque chose d'extrêmement important et qu'il faut éduquer les gens. Chaque génération doit connaître les lois du pays, sa dualité, sa géographie, son histoire et tout ce genre de chose. On se heurte toujours à un problème lorsque l'on parle de la responsabilité fédérale et provinciale à l'égard de l'éducation. Ma question porte sur ce genre d'éducation.

Quelqu'un a mentionné hier que les expériences de la vie sont quelque chose de très important. Compte tenu de mon expérience d'ancien maire, je sais que les collectivités exemplaires ont de bons services de bénévoles, qu'il s'agisse des bénévoles à l'hôpital, des bénévoles de la Croix Rouge, etc. Je me demande ce que vous en pensez dans le contexte de la citoyenneté. Vous avez dit, je crois, qu'il fallait financer ces services si l'on veut qu'ils existent. Cela pourrait—il être un thème d'éducation susceptible de rendre les gens meilleurs et d'en faire de meilleurs citoyens?

Mme Togheri: Vous remarquerez sans doute que nous parlons dans notre présentation du concept des organismes bénévoles.

Je vais céder la parole à mon collègue, M. Teed.

M. Teed: Il ne faut pas oublier que notre pays est immense et que chacune de ces régions diffère de l'autre. Je viens d'une région des Maritimes où, jusqu'à présent, les cours de la citoyenneté faisaient prêter serment à chaque personne

some unknown reason they suddenly said we're going to have a mass oath swearing, which personally I don't see the need for. I can see if you had 300 you might have to do it in a block, but certainly 20 people should be individual.

Education is a matter of the province, but citizenship is controlled by Parliament. You can set whatever standards of education you want. Let's not take it for granted; education varies across the country. You can still go to university in Quebec with grade 11. You can't in New Brunswick, and Ontario's even worse. So don't say you're going to play on education. I frankly don't understand why you don't set criteria and say you must learn this, this and this, and then let them meet the criteria. That to my mind is education.

• 1110

The Chairman: Members of the committee, we will have to adjourn now.

Mr. Larson and Mrs. Kerr, would you be amenable to having committee members contact you about the contents of the brief if they need to?

Ms Kerr: Madam Chairman, I would like your indulgence for 30 seconds, because I have one question that has not been raised in either the minister's questions or in the committee's working paper, and hat's the issue of dual citizenship. I want to say this because I think t will have extreme value in its impact if it's taken and studied closely.

We feel this is a critical question at this time in our history, and we will be looking at the different aspects of that question in our detailed brief. However, it has significant consequences in ight of Quebec's hypothetical discussion on separation, and this is another reason why we believe the minister should be introducing a white paper as the next step in this process, thereby ensuring wider public consultation before proceeding to legislation that would be treate a new Citizenship Act.

The Chairman: Thank you.

Members of the committee, I apologize to those of you who have not had the opportunity.

This meeting is adjourned.

[Traduction]

individuellement; il y en avait 20 ou 30 en même temps. Pour une raison quelconque, il a soudain été décidé de faire prêter serment de manière collective, ce dont personnellement je ne comprends pas la raison. Je peux le comprendre dans le cas où 300 personnes doivent prêter sement; mais il reste que dans le cas de 20 personnes seulement chacune devrait prêter serment individuellement.

L'éducation relève de la province, tandis que la citoyenneté relève du Parlement. Vous pouvez fixer les normes d'éducation que vous voulez. Ne prenons pas l'éducation pour acquise; elle varie d'une région à l'autre du pays. On peut encore être admis à l'université au Québec après une 11e année. Ce n'est pas possible au Nouveau-Brunswick et encore moins en Ontario. Ne dites donc pas que vous allez avoir une influence sur l'éducation. Franchement, je ne comprends pas pourquoi on ne fixe pas tout simplement des critères d'apprentissage. C'est ainsi que je vois l'éducation.

La présidente: Membres du Comité, nous devons lever la séance maintenant.

Monsieur Larson et madame Kerr, vous conviendrait—il que les membres du Comité communiquent avec vous à propos du contenu du mémoire, s'ils en éprouvent le besoin?

Mme Kerr: Madame la présidente, voudriez-vous bien m'accorder 30 secondes de plus, car j'ai une question qui n'a pas été soulevée ni dans les questions du ministre ni dans le document de travail du Comité; c'est la question de la double citoyenneté. Je tiens à la poser, car je pense qu'elle aura un impact important et qu'elle mérite réflexion.

Nous pensons qu'il s'agit d'une question essentielle à ce stade-ci de notre histoire et nous l'aborderons sous divers aspects dans notre mémoire détaillé. Toutefois, elle a des conséquences importantes à la lumière de l'hypothèse de la séparation du Québec et c'est une autre raison pour laquelle nous croyons que le ministre devrait déposer un Livre blanc comme prochaine étape du processus, permettant ainsi une plus vaste consultation du public avant de passer à la rédaction d'une nouvelle Loi sur la citoyenneté.

La présidente: Merci.

Membres du Comité, je m'excuse auprès de ceux qui n'ont pas eu la possibilité de poser des questions.

La séance est levée.

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retoumer cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

As Individual:

Judge Elizabeth Willcock.

From the Canadian Citizenship Federation:

James Larson, President:

Yvonne Kerr, Past-President;

Diana Togheri:

Eric Teed.

TÉMOINS

À titre personnel:

Elizabeth Willcock, Juge.

De la Fédération canadienne de la citoyenneté:

James Larson, président;

Yvonne Kerr, ancien président;

Diana Togheri;

Eric Teed.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 - m 7.1

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 15

(A 1

XC57

Tuesday, May 31, 1994

Chairperson: Judy Bethel

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 15

Le mardi 31 mai 1994

Présidente: Judy Bethel

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de la Committee on

Citizenship and **Immigration**

Citoyenneté et de l'immigration

RESPECTING:

In accordance with Standing Order 108(2) and the En conformité au paragraphe 2 de l'article 108 du Règlement Committee's decision of Thursday, April 21st, 1994, a study of the Citizenship Act

CONCERNANT:

et à la décision du Comité du jeudi 21 avril 1994, étude de la Loi sur la citoyenneté

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING COMMITTEE ON CITIZENSHIP AND IMMIGRATION

Chairperson: Judy Bethel

Vice-Chairmen: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Members

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Associate Members

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION

Présidente: Judy Bethel

Vice-présidents: Ovid Jackson

Osvaldo Nunez

Membres

Mark Assad Sarkis Assadourian John Bryden Mary Clancy Christiane Gagnon Art Hanger Sharon Hayes Gar Knutson—(11)

Membres associés

Jay Hill Simon de Jong John Loney

(Quorum 6)

La greffière du Comité

Patricia Steenberg

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 31, 1994 (24)

[Text]

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 9:40 o'clock a.m. this day, in Room 701, La Promenade, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Art Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: As Individuals: Gary Caldwell; Rais A. Khan, PH.D. From the Canadian Citizenship Consultants: Judge (Ret.) Alex M. Campbell, Director.

In accordance with Standing Order 108(2) the Committee resumed consideration of the Citizenship Act Review. (See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, April 21st, 1994, Issue No. 6)

The Chair presented the Fourth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

- 1. That the Clerk ensure all witnesses are provided with a copy of the Citizenship Review strategy paper prepared by the Department of Citizenship and Immigration.
- 2. That the amended schedule for Standing Committee's hearings on the Citizenship Review, during the week of June 6, 1994, be: Tuesday, June 7: 8:30 a.m. to 3:00 p.m. and 4:00 p.m. to 6:30 p.m.; Wednesday, June 8: 3:30 p.m. to 6:00 p.m. and 7:00 p.m. to 9:00 p.m.; and Thursday, June 9: 8:30 a.m. to 3:00 p.m. and 4:00 p.m. to 6:30 p.m.
- 3. That Friday, May 27, 1994 be the deadline for deciding on televideoconferencing during the week of May 30, 1994 and that Wednesday, June 1, 1994 be the deadline for deciding on televideoconferencing during the week of June 6, 1994.
- 4. That the televideoconferencing schedule for the five regional centres be as follows: Halifax: Tuesday, June 7, 1994 from 8:30 a.m. to 10:00 a.m.; Edmonton: Tuesday, June 7, 1994 from 11:00 a.m. to 12:30 p.m.; Vancouver: Tuesday, June 7, 1994 from 1:30 p.m. to 3:00 p.m.; Montreal: Thursday, June 9, 1994 from 9:00 a.m. to 11:30 a.m. and Toronto: Thursday, June 9, 1994 from 12:30 p.m. to 3:00 p.m.
- 5. That the Chair would send a letter to all MPs advising them of the Committee's Citizenship Review and that the letter should identify those key issues and questions outlined in the Department's Citizenship Review strategy paper.
- 6. That the staff of the Committee may approach the types of witnesses that the Committee has identified as wanting to hear, on its behalf.

After debate, the question being put on the Report, it was agreed

The Chair presented the Fifth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

1. That item numbered 4 of the Fourth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure sould read as follows:

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 31 MAI 1994 (24)

[Traduction]

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 9 h 40, dans la salle 701 de l'immeuble La Promenade, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Sarkis Assadourian, Judy Hanger, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: À titre personnel: Gary Caldwell; Rais A. Khan. De Canadian Citizenship Consultants: Juge (retr.) Alex M. Campbell, directeur.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 108 du Règlement, le Comité entame l'étude de la Loi sur la citoyenneté (voir les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 21 avril 1994, fascicule nº 6).

Le président présente le Quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure dont le texte suit:

- 1. Que le greffier s'assure que chaque témoin recoive un exemplaire de la Stratégie pour la citoyenneté publié par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.
- 2. Que le programme d'audiences (révisé) du Comité pour la semaine du 6 juin 1994 soit le suivant: le mardi 7: de 8 h 30 à 15 heures, et de 16 heures à 18 h 30; le mercredi 8: de 15 h 30 à 18 heures, et de 19 heures à 21 heures; le jeudi 9: de 8 h 30 à 15 heures, et de 16 heures à 18 h 30.
- 3. Que le vendredi 27 mai soit la date limite pour décider de la tenue de vidéoconférences pendant la semaine du 30 mai, et que le mercredi 1er juin soit la date limite pour ce qui est de la semaine du 6 juin.
- 4. Que le programme des vidéoconférences pour les cinq centres régionaux soit le suivant: Halifax, mardi 7 juin, de 8 h 30 à 10 heures; Edmonton, mardi 7, de 11 heures à 12 h 30; Vancouver, mardi 7, de 13 h 30 à 15 heures; Montréal, jeudi 9 juin, de 9 heures à 11 h 30; Toronto, jeudi 9, de 12 h 30 à 15 heures.
- 5. Que le président envoie une lettre à tous les députés pour les aviser de l'étude entreprise par le Comité en leur soulignant les grands enjeux et questions clés déterminés dans le document du ministère.
- 6. Que le personnel du Comité communique avec les diverses catégories de témoins que les membres désirent entendre.

Après débat, le rapport est mis aux voix et adopté.

Le président présente le Cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure dont le texte suit:

1. Que le texte de l'article 4 du quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit le suivant:

That the Televideoconferencing schedule for the five regional centres be as follows: Halifax and Vancouver, Tuesday, June 7, 1994; Edmonton, Wednesday, June 8, 1994; and Toronto and Montreal, Thursday, June 9, 1994.

2. That in regards to its Citizenship Review, the Chair be empowered after consultations, to add further sessions, as deemed necessary.

And debate arose thereon.

Mr. Hanger moved that the Report be amended by deleting the period at the end of item numbered 2 and adding the following:

"but that the total number of videoconferencing sessions be limited to six.'

After debate, the question being put on the amendment, it was, by a show of hands, negatived: Yeas: 3; Nays: 4.

And the question being put on the Report, it was, by a show of hands, agreed to: Yeas: 4; Nays: 1.

By unanimous consent, it was agreed, — That the brief of Toni Onley be printed in this day's issue as having been read.

Gary Caldwell made a statement and answered questions.

Rais A. Khan made a statement and answered questions.

Alex M. Campbell made a statement and answered questions.

At 11:38 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Patricia Steenberg

Clerk of the Committee

AFTERNOON SITTING (25)

The Standing Committee on Citizenship and Immigration met at 3:37 o'clock p.m. this day, in Room 701, La Promenade, the Chairman, Judy Bethel, presiding.

Members of the Committee present: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson and Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Margaret Young, Research Officer.

Witnesses: From Green & Spiegel: Stephen W. Green, Barrister and Solicitor. From the Monarchist League of Canada: Garry Toffoli, Dominion Officer & Ontario Chairman and Dr. Richard Toporoski, Toronto Officer of the League.

In accordance with Standing Order 108(2) the Committee resumed consideration of the Citizenship Act Review. (See 1994, Issue No. 6)

Stephen W. Green made a statement and answered questions.

Garry Toffoli made a statement and with Richard Toporoski answered questions.

Que le programme de vidéoconférences pour les cinq centres régionaux soit: Halifax et Vancouver, le mardi 7 juin 1994; Edmonton, le mercredi 8 juin 1994; Toronto et Montréal, le jeudi 9 juin 1994.

2. Que relativement à son étude sur la citoyenneté, la présidente soit autorisée, après consultation, à ajouter des séances supplémentaires, selon les besoins.

Un débat s'ensuit.

M. Hanger propose que le rapport soit modifié en ajoutant ce qui suit à la fin de l'article 2:

« mais que le nombre total de vidéoconférences ne dépasse pas

Après débat, l'amendement mis aux voix à main levée, est rejeté par 4 voix contre 3.

Après débat, le rapport mis aux voix à main levée, est adopté par 4 voix contre 1.

Du consentement unanime, il est convenu — Que le mémoire de Toni Onley soit inséré dans le fascicule d'aujourd'hui comme s'il avait été lu.

Gary Caldwell fait un exposé et répond aux questions.

Rais A. Khan fait un exposé et répond aux questions.

Alex M. Campbell fait un exposé et répond aux questions.

À 11 h 38, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Patricia Steenberg

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration se réunit à 15 h 37, dans la salle 701 de l'immeuble La Promenade, sous la présidence de Judy Bethel (présidente).

Membres du Comité présents: Mark Assad, Sarkis Assadourian, Judy Bethel, John Bryden, Mary Clancy, Christiane Gagnon, Sharon Hayes, Ovid Jackson, Gar Knutson, Osvaldo Nunez.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Margaret Young, attachée de recherche.

Témoins: De Green & Spiegel: Stephen W. Green, avocat. De la Ligue monarchiste du Canada: Garry Toffoli, agent national et président pour l'Ontario; Richard Toporoski, agent pour Toronto.

Conformément au paragraphe (2) de l'article 108 du Règlement, le Comité entame l'étude de la Loi sur la citoyenneté (voir Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, April 21st, les Procès-verbaux et témoignages du jeudi 21 avril 1994, fascicule no 6).

Stephen W. Green fait un exposé et répond aux questions.

Garry Toffoli fait un exposé puis, avec Richard Toporoski, répond aux questions.

At 5:16 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

À 17 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Maija Adamsons

Greffière de comité

Committee Clerk

Maija Adamsons

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 31, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 31 mai 1994

• 0938

The Chairman: Members of the committee, we have a quorum, so the meeting is called to order. We will deal first with the fourth and fifth reports of the Subcommittee on Agenda and Procedure. If you will look at the information provided to you, we need a motion to approve the reports. Are there any questions or comments?

Mr. Hanger (Calgary Northeast): Are you referring to the teleconferencing?

The Chairman: The fourth report, Mr. Hanger, is here before us. What we discussed is listed right there in the report, and we did talk about the teleconferencing. We determined what the schedule would be.

• 0940

Mr. Hanger: Madam Chair, what is the number of witnesses we will be speaking to in the teleconferencing? I know there was a budget for, say, ten, but you were informing me yesterday that there are now only five.

The Chairman: As you can see here, in number 4, we have agreed to teleconference to five centres. We felt that there may be interest in other parts of the country; if there was enough specific interest in an area of the country, then we should also provide them with teleconferencing.

To date the clerk tells me there is interest in one area of the country—I think it's Newfoundland—so there might be a sixth. It looks like there are five now and perhaps one more, a sixth.

Mr. Hanger: What would the price of those six be?

The Chairman: How much did we estimate per city? The cost of the airfare, two nights' accommodation for one staff member for each destination... That's not before us right now, Mr. Hanger.

Mr. Hanger: I just wanted to clarify our position and possibly even amend the motion to the point where we take no more than we have on our plate right now.

The Chairman: My concern is that we have asked people to let us know if they would like to be part of the public hearings, and if there is quite a number from anyone... There appears to be some interest from St. John's as well. The feeling among the committee members at the time we made this decision was that all Canadians, other than the five regions...

Ms Clancy (Halifax): There are others, too.

The Chairman: There is one that we know of, perhaps two, but you're right. Next week is teleconferencing week so I would imagine that would be it. That's really not before us now. It was a decision taken, I guess, in the third report.

La présidente: Chers collègues, nous avons le quorum, la séance est donc ouverte. Nous allons d'abord nous pencher sur les quatrième et cinquième rapports du Sous-comité du programme et de la procédure. Si vous voulez bien examiner les textes qu'on vient de vous remettre, il nous faut une motion portant approbation des rapports. Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Hanger (Calgary-Nord-Est): Vous parlez des téléconférences?

La présidente: Vous avez le quatrième rapport devant vous, monsieur Hanger. Le sujet de discussion est indiqué dans le rapport, et nous avons en effet parlé de téléconférences. Nous avons arrêté le calendrier des téléconférences.

1940

M. Hanger: Madame la présidente, combien de témoins allons-nous entendre aux téléconférences? Je sais qu'on avait un budget pour une dizaine, mais vous me disiez hier qu'il n'y en a maintenant que cinq.

La présidente: Comme vous pouvez le voir ici, au numéro 4, nous nous sommes entendus pour tenir des téléconférences dans cinq centres. Nous avons pensé que d'autres régions du pays pourraient s'intéresser à la question; si nous jugions qu'il y avait suffisamment d'intérêt dans l'une de ces régions, nous tiendrions alors une téléconférence.

La greffière me dit que jusqu'à présent, une seule région du pays a exprimé son intérêt—je crois que c'est Terre-Neuve—il pourrait donc y en avoir une sixième. Il semble donc qu'il pourrait y avoir cinq téléconférences, et peut-être une autre de plus, une sixième.

M. Hanger: Combien en coûterait-il pour ces six téléconférences?

La présidente: Combien il en coûterait par ville? Le coût de l'avion, deux nuits à l'hôtel pour un membre du personnel dans chaque ville... Nous n'avons pas encore ces chiffres, monsieur Hanger.

M. Hanger: Je voulais seulement clarifier notre position et peut-être même proposer un amendement à la motion pour bien indiquer que nous avons déjà les bras pleins.

La présidente: Ce qui me préoccupe, moi, c'est que nous avons demandé aux gens de nous faire savoir s'ils voulaient prendre part aux audiences publiques, et s'il y en a beaucoup dans une ville... On semble exprimer de l'intérêt à St. John's aussi. Le sentiment des membres du comité au moment où nous avons pris cette décision était que tous les Canadiens, autres que ceux qui sont dans les cinq régions...

Mme Clancy (Halifax): Il y en a d'autres aussi.

La présidente: Il y a une ville dont nous sommes sûrs, peut-être deux, mais vous avez raison. La semaine prochaine est la semaine des téléconférences, et j'imagine que nous entendrons tout le monde à ce moment-là. Il ne s'agit pas vraiment de ça aujourd'hui. La décision a été prise, je crois, dans le troisième rapport.

Mr. Hanger: I appreciate that, but I believe that all of the coordinators, the party whips, have been notified regarding the expenditure here, have they not?

The Chairman: Yes.

Mr. Hanger: If it was already decided and cast in stone, why bother? That's \$26,000 to listen to ten people.

The Chairman: The whips were notified because it's important that it be dealt with by the House leaders today so that the staff can get to those centres and arrange the five teleconferencings. That's why the whips were requested.

That's really not before us, Mr. Hanger. It has been determined. If you would like to amend one of these reports with the addition "that an upper limit", you are certainly free to do that.

Mr. Hanger: I would like to make that amendment.

The Chairman: All right. I guess it would be to the fifth report. Let's work through this quickly. To limit the number of teleconferencing sites to...

Mr. Hanger: At present what is it-six?

The Chairman: There's talk of a seventh now as well. The clerk advises that there is another. Oh, I'm sorry, there's just the one other, St. John's.

Mr. Hanger: At present there are six.

The Chairman: Yes, six. Members of the committee, is there any discussion?

Ms Clancy: What's going on?

The Chairman: There has been an amendment to the fifth report that limits the number of teleconferencing sites to six.

Just to refresh your memories, we put in a budget for up to ten because we didn't know at that time if more cities would be interested. Mr. Hanger is suggesting that given the late day, late in the week, we limit it to six. We have heard from the clerk that there is one other centre, St. John's, that is interested.

Mr. Hanger, would you like to speak to your amendment?

• 0945

Mr. Hanger: Certainly. I think that in view of the cost—and we do have a variety of individuals from across the country—six would be sufficient. I think the committee should also consider costs at this time, regardless of the fact that ten initial sites were passed.

Ms Clancy: First of all, the fifth report says five and we are ncreasing it to six. Is that correct?

The Chairman: No. The third report, which is not before us, had a budget in it for between five and ten sites.

Ms Clancy: What I'm trying to find out is that since the fifth report says five and Mr. Hanger says six, does the committee want o increase it to six?

[Traduction]

M. Hanger: Je comprends cela, mais je crois que tous les coordonnateurs, ou whips des partis, ont été informés des dépenses que nous allons faire, n'est-ce pas?

La présidente: Oui.

M. Hanger: Si tout est déjà gravé dans le marbre, pourquoi s'en faire? Il en coûtera 26 000\$ pour écouter 10 personnes.

La présidente: Les whips ont été informés parce qu'il fallait absolument obtenir l'autorisation des leaders parlementaires aujourd'hui pour que le personnel puisse se rendre dans ces centres et organiser les cinq téléconférences. C'est pourquoi on a informé les whips.

Mais il ne s'agit pas vraiment de cela, monsieur Hanger. La décision a déjà été prise. Si vous voulez proposer un amendement à l'un de ces rapports en ajoutant la mention «avec un plafond de», vous êtes parfaitement libre de le faire.

M. Hanger: J'aimerais proposer cet amendement.

La présidente: Très bien. Je crois qu'il s'agira du cinquième rapport. Expédions cela tout de suite. Pour limiter le site des téléconférences à. . .

M. Hanger: Combien y en a-t-il à présent. . . six?

La présidente: On parle aussi d'une septième. La greffière me dit qu'il y en aurait une autre. Ah, désolé, il n'y en a qu'une de plus, à St. John's.

M. Hanger: À l'heure actuelle, il y en a six.

La présidente: Oui, six. Chers collègues, la discussion est ouverte?

Mme Clancy: Qu'est-ce qui se passe?

La présidente: On propose un amendement au cinquième rapport qui aurait pour effet de limiter à six le nombre de sites de téléconférences.

Pour vous rafraîchir la mémoire, je signale que nous avons prévu un budget pour dix témoins parce que nous ne savions pas à ce moment-là si d'autres villes exprimeraient leur intérêt. M. Hanger propose qu'on se limite à six villes étant donné que la journée achève, étant donné que la semaine achève. La greffière vient de nous dire qu'un autre centre a exprimé son intérêt, St. John's.

Monsieur Hanger, voulez-vous défendre votre amendement?

M. Hanger: Volontiers. Je crois qu'en raison du coût—et nous allons entendre toutes sortes de personnes des quatre coins du pays—, six téléconférences seraient suffisantes. Je crois que le comité doit également tenir compte du coût maintenant, même si on s'est entendu au départ sur dix sites.

Mme Clancy: Tout d'abord, le cinquième rapport dit cinq téléconférences et nous allons porter cela à six. Est-ce exact?

La présidente: Non. Le troisième rapport, que nous n'avons pas devant nous aujourd'hui, proposait un budget pour cinq à dix sites.

Mme Clancy: Ce que je veux savoir, c'est étant donné que le cinquième rapport dit cinq et M. Hanger dit six, le comité veut-il porter cela à six?

Are we amending the fifth report or the third report?

The Chairman: Ms Clancy, item number one of the fifth report simply states dates.

Ms Clancy: It says "five regional centres".

The Chairman: Yes. It lists the dates for them.

Ms Clancy: Then what is actually happening here? We're amending the third report, not the fifth.

The Chairman: It is in order to amend.

Ms Clancy: I didn't say that it wasn't. I just want to know what we're amending.

The Chairman: We're amending a previous decision for between five and ten.

Ms Clancy: Which report?

The Chairman: It was in the third report.

Ms Clancy: We don't have the third report in front of us.

The Chairman: No, that decision has been taken. This decision—

Ms Clancy: How can we amend the third report if the decision has been taken?

The Chairman: It's in order to amend, Ms Clancy. You can speak for or against.

Ms Clancy: I'd like to get some clarification. I want to know what I'm amending before I—

The Chairman: Before us are the fourth and fifth reports.

Ms Clancy: So we're amending the fifth report.

The Chairman: We're amending the fifth report to limit the number to six. You can speak for or against.

Ms Clancy: No, I still need clarification. This is the fifth report. Am I correct?

The Chairman: Yes.

Ms Clancy: In item 1, the second paragraph—

The Chairman: This would be in item 3.

Ms Clancy: There is no item 3.

Mr. Knutson (Elgin—Norfolk): I think we're amending the second paragraph.

The Chairman: This is number 3.

Ms Clancy: But there is no 3, so you can't be amending—

The Chairman: Yes, you can amend a report by adding number 3.

Ms Clancy: I'm trying to get that clarification, Madam Chair.

The Chairman: We're not changing anything that's there.

[Translation]

Modifions-nous le cinquième ou le troisième rapport?

La présidente: Madame Clancy, l'article 1 du cinquième rapport ne fait que mentionner les dates.

Mme Clancy: On dit «cinq centres régionaux».

La présidente: Oui. On y donne les dates pour chaque centre.

Mme Clancy: Mais qu'est-ce qu'on fait ici? Nous modifions le troisième rapport, et non le cinquième.

La présidente: Un amendement est recevable.

Mme Clancy: Je n'ai pas dit que ce n'était pas recevable. Je veux seulement savoir quel rapport nous modifions.

La présidente: Nous modifions la décision des cinq à dix.

Mme Clancy: Dans quel rapport?

La présidente: C'était dans le troisième rapport.

Mme Clancy: Nous n'avons pas le troisième rapport devant nous.

La présidente: Non, cette décision a déjà été prise. Cette décision. . .

Mme Clancy: Comment pouvons-nous modifier le troisième rapport si la décision a déjà été prise?

La présidente: Un amendement est recevable, madame Clancy. Vous pouvez vous prononcer pour ou contre.

 $\boldsymbol{\mathsf{Mme}}$ Clancy: J'aimerais des clarifications. Je veux savoir ce que je modifie avant de. . .

La présidente: Vous avez devant vous les quatrième et cinquième rapports.

Mme Clancy: Nous modifions donc le cinquième rapport.

La présidente: Nous modifions le cinquième rapport afin de limiter le nombre de téléconférences à six. Vous pouvez vous prononcer pour ou contre.

Mme Clancy: Non, j'ai encore besoin qu'on m'explique. Il s'agit du cinquième rapport. Est—ce bien cela?

La présidente: Oui.

Mme Clancy: À l'article 1, deuxième paragraphe. . .

La présidente: Ce serait à l'article 3.

Mme Clancy: Il n'y a pas d'article 3.

M. Knutson (Elgin—Norfolk): Je crois que nous modifions le deuxième paragraphe.

La présidente: C'est l'article 3.

Mme Clancy: Mais il n'y a pas d'article 3, donc vous ne pouvez modifier. . .

La présidente: Oui, vous pouvez modifier le rapport en ajoutant l'article 3.

Mme Clancy: C'est ce que je voulais savoir, madame la présidente.

La présidente: Nous ne changeons rien au texte que nous avons.

Ms Clancy: Number 3 would say that we limit it to six, whereas we have a schedule for five. It just looks sort of silly.

Mr. Hanger: I would be more than happy to leave it at five and we'll pass that report as such.

The Chairman: These are the ones we are doing. They're not the ones we're not doing.

Members of the committee, this is not a big deal. We've set a budget for between five and ten. Our budget had been approved by this committee. Mr. Hanger is simply asking that it be limited to six because that is all the interest that's out there. This is not a big deal. It is not likely that we'll have anyone-

Ms Clancy: I just want it clear. You can't amend something that's not there. If we're adding something by way of amendment, that's fine. That's all I want to know. Then I'd like to see what it says.

Mr. Knutson: What we're doing is adding a line to paragraph 2 of the fifth report that limits your discretion to add sessions to six teleconferences.

Mr. Hanger: I find that acceptable.

The Chairman: Does anyone else want to speak for or against the amendment?

Mr. Jackson (Bruce-Grey): Madam Chair, I think we're going about it the wrong way. We said that we wanted to include everybody and we said that we have an upper limit of spending. Was that \$26,000 used by Mr. Hanger the correct figure?

The Chairman: Yes.

Mr. Jackson: Mr. Hanger is probably thinking that he could shave some money off that. So you actually agreed on two things. You agreed that you'd have up to ten and you agreed that the limit would e \$26,000.

To me, the intent was to include as many Canadians as possible, otwithstanding the fact that we may not get a whole lot of people. We're trying to be frugal. You've indicated that there's only going o be one staff member, so there is that person's accommodation. We vanted to make sure they could get here and that it didn't put any ndue hardship on them. So I would leave it the way it is.

The Chairman: So you're speaking against.

Mr. Jackson: Yes.

M. Nunez (Bourassa): Je vais appuyer la motion. Je pense que six ncluses dans les consultations.

• 0950

Il y a également le problème des coûts. Le temps est venu de rendre une décision. Six téléconférences me semblent suffisantes.

Amendment negatived

The Chairman: The amendment is lost on the main motion.

This motion is on the adoption of the fourth and fifth reports.

[Traduction]

Mme Clancy: À l'article 3, on dirait que nous limitons le nombre de téléconférences à six, alors qu'on en prévoyait cinq. Ça m'a l'air un peu ridicule.

M. Hanger: Je serais plus qu'heureux qu'on en reste à cinq et qu'on adopte le rapport tel quel.

La présidente: Il s'agit de celles que nous allons faire. Il ne s'agit pas de celles que nous ne ferons pas.

Chers collègues, ce n'est pas grand-chose. Nous avons prévu un budget pour cinq à dix téléconférences. Le budget a été approuvé par le comité. M. Hanger demande seulement qu'on s'en tienne à six parce qu'on n'a pas exprimé plus d'intérêt en région. Ce n'est pas grand-chose. Il est improbable qu'on ait d'autre monde. . .

Mme Clancy: Je veux seulement que ça soit clair. On ne peut pas modifier quelque chose qui n'existe pas. Si nous ajoutons une mention par voie d'amendement, d'accord. C'est tout ce que je veux savoir. Ensuite je veux savoir ce que ça dit.

M. Knutson: Ce que nous faisons, c'est ajouter une ligne au deuxième paragraphe du cinquième rapport qui limiterait le nombre de téléconférences à six.

M. Hanger: Je trouve ça acceptable.

La présidente: Quelqu'un d'autre veut-il se prononcer pour ou contre l'amendement?

M. Jackson (Bruce - Grey): Madame la présidente, je crois que nous nous égarons. Nous avons dit que nous voulions inclure tout le monde et nous avons dit que nous avions un budget limité. Le chiffre de 26 000\$ cité par M. Hanger était-il exact?

La présidente: Oui.

M. Jackson: M. Hanger croit peut-être que nous pourrions économiser un peu d'argent ici. Vous vous êtes donc entendus sur deux choses. Vous vous êtes entendus sur une limite de 10 et vous vous êtes entendus sur une limite de 26 000\$,

Dans mon esprit, on voulait inclure le plus grand nombre possible de Canadiens, en dépit du fait que nous n'allions pas entendre tout le monde. Nous tâchons d'être économes. Vous avez dit qu'on n'enverrait qu'un seul membre du personnel, il n'y aura donc qu'une seule chambre d'hôtel. Nous voulons nous assurer que notre personnel pourra aller dans les centres et que cela n'exigera pas trop d'eux. Je m'en tiendrai donc à la résolution que nous avons.

La présidente: Donc vous êtes contre.

M. Jackson: Oui.

Mr. Nunez (Bourassa): I will support the motion. I think that six eléconférences, c'est suffisant. Toutes les régions du Canada seront teleconferences is enough. All regions of Canada will be included in the consultations.

> There is also the cost factor. The time has come to make a decision. Six teleconferences seems enough to me.

L'amendement est rejeté

La présidente: L'amendement à la motion principale est rejeté.

La motion-ci porte sur l'adoption des quatrième et cinquième rapports.

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: Members of the committee, we have now passed our two reports. We have three witnesses today, but before we hear from them, I'd just like to mention that we invited Toni Onley—

Mr. Nunez: May I make a point of order?

The Chairman: Yes.

M. Nunez: J'ai déjà demandé, au début des audiences, qu'on travaille dans les deux langues officielles du Canada. On vient encore de recevoir des mémoires en anglais seulement. Je sais que cela ne dépend pas des témoins, ce n'est pas leur responsabilité, mais c'est la responsabilité du Comité de nous fournir des mémoires dans les deux langues officielles.

Donc, je demande à la présidente et à la greffière, d'aviser les témoins de nous faire parvenir leurs mémoires suffisamment à l'avance pour deux raisons: la première, c'est pour la traduction et la deuxième, c'est pour mieux nous préparer, car parfois, on n'a pas le temps de lire les mémoires qu'on doit traiter ici.

The Chairman: Mr. Nunez, it's my understanding that the clerk does ask for them, but it's very, very difficult. We do request that they provide us with a brief prior to appearing, and the clerk's office tries their level best to get those soon enough so that we can have them translated. But I think we need to keep in mind that many of these people are individuals and they don't get their briefs done until the last minute. I'm not sure we can make much difference. We do ask, and I think most give their best efforts. The clerk's office does ask for translations as soon as possible; it's just very difficult.

I don't know what the solution is. We certainly wouldn't want to limit people from coming forward simply because they're not able to...

Toni Onley is an artist we had asked to appear before the committee. Certainly he wanted to be here, but he was not able to be here. He sent us a written submission and I was wondering if the committee might give its consent to have the text included in today's transcript as if it were read.

Ms Clancy: I so move.

The Chairman: This is the document and there is a French translation for this one, Mr. Nunez.

All right, it has been received.

Members of the committee, there are some very good words in this. I do hope you'll have time to read them.

There is a motion by Ms Clancy.

Mr. Nunez: What is the motion?

The Chairman: The motion is that the brief of Toni Onley be printed in this day's issue as having been read. There is a translation of the brief for you. He wasn't able to be here. He wanted to be here. This motion is asking that these words be included, as if he were here and read it.

[Translation]

Des voix: D'accord.

La présidente: Chers collègues, nos deux rapports sont maintenant adoptés. Nous allons entendre trois témoins aujourd'hui, mais avant de leur céder la parole, je tiens seulement à mentionner que nous avons invité Toni Onley...

M. Nunez: J'aimerais invoquer le Règlement.

La présidente: Oui.

Mr. Nunez: I have already asked, at the beginning of our hearings, that we work in both official languages of Canada. But again the briefs that we have just received are in English only. I know it's not the witnesses' fault, it's not their responsibility, but it is the responsibility of the committee to provide us with briefs in both official languages.

So I would like the Chair and the Clerk to ask witnesses to send in their briefs in advance for two reasons: first, it's for the translation and second, we want to be better prepared because sometimes we don't have the time to read all the briefs that we have to deal with here.

La présidente: Monsieur Nunez, je crois savoir que la greffière demande en effet qu'on lui envoie les mémoires à l'avance, mais c'est très, très difficile. Oui, nous demandons aux témoins de nous envoyer leurs mémoires à l'avance, et le bureau de la greffière fait de son mieux pour les avoir le plus vite possible afin de les faire traduire. Mais je crois qu'il nous faut garder à l'esprit le fait que nombre de ces personnes sont des particuliers et qu'ils ne peuvent achever leurs mémoires qu'à la dernière minute. Je ne crois pas que nous pouvons faire beaucoup plus. Nous demandons aux témoins de collaborer, et je crois que la plupart font de leur mieux. Oui, la greffière demande à recevoir les traductions le plus vite possible; c'est seulement très difficile.

J'ignore quelle est la solution. Chose certaine, nous ne voulons pas empêcher les gens de témoigner simplement parce qu'ils ne peuvent...

Toni Onley est un artiste que nous avons invité à témoigner. Il voulait venir, oui, mais il n'a pas pu. Il nous a envoyé un texte et je voulais savoir si le comité consentait à ajouter ce mémoire au procès—verbal d'aujourd'hui comme si on l'avait lu.

Mme Clancy: J'en fais la proposition.

La présidente: Voici le document et il est traduit en français, monsieur Nunez.

Tout le monde l'a reçu, très bien.

Chers collègues, ce texte contient d'excellentes idées. J'espère que vous aurez le temps de le lire.

Nous avons une motion de Mme Clancy.

M. Nunez: Quelle est la motion?

La présidente: On propose que le mémoire de Toni Onley soit ajouté au procès—verbal d'aujourd'hui comme s'il avait été lu. Vous avez la traduction du mémoire. Il n'a pas pu assister à cette réunion. Il voulait être ici. Cette motion demande que ce texte soit inclus, comme s'il avait été ici pour le lire.

[Traduction]

• 0955

M. Nunez: Je suis d'accord pour l'inclure dans nos procèsverbaux, mais je ne pense pas que ça devrait être la norme. Ça devrait être seulement dans des cas exceptionnels; parce que si quiconque nous envoie des textes, nous devons pouvoir interroger ces personnes, ou faire des commentaires. Si les gens ne viennent pas, on ne peut le faire. C'est comme si un témoin qui doit comparaître devant le juge ne venait pas; sa preuve ne serait pas très forte.

The Chairman: You are going to support this one, though?

Mr. Nunez: Yes.

Ms Clancy: While I understand Mr. Nunez's position, given the exigencies of time and also given the fact that with a number of committees in the past, certain people have been unable to come and they have been unable to get teleconferencing and that sort of thing, it's not an unusual or—I promise you, Mr. Nunez—a subversive idea. It happens quite frequently in most committees.

Motion agreed to

Statement by Mr. Toni Onley (Individual Presentation):

Chairman, Standing Committee on Citizenship and Immigration:

Dear Sir,

By expressing their talents to the very best of their ability, the artists and writers of Canada exemplify the very best qualities of citizenship through their art, and against all odds create what little cultural image Canada enjoys.

We have traded away Canadian culture in a free trade agreement, and what is left of Canadian publishing and the visual arts we torture with the slow death of the GST. Our national cultural agencies like the CBC, the Canada Council, Telefilm, and the National Film Board, we are starving to death with a steady withdrawal of funding year by year. All this at a time when a country like Ireland is encouraging artists to their shores by offering them tax—free status!

I have just returned from England where we are seen more and more as a cultural backwater. How can a country be taken seriously when the national images we create for ourselves is of Mounties, and Inuit fishing through a hole in the ice? Our heroes are hockey stars, not artists. Our artists are forming a thin red line across this country and fighting a rearguard action against the enemy within. They express the real "spirit and meaning of citizenship" in the very best sense.

We have too few artists and too many generals. Where are our future artists going to come from when our "back to basics" curricula do not include art. Our children are not being prepared to be Canadian citizens with a knowledge and pride in the achievements of our artists and writers—our stories, our myths, our paintings, our music. Our children are being prepared instead to be part of an Orwellian universe in which its citizens have no roots, no culture shared.

Mr. Nunez: I agree to have it read into the record, but I don't think this should be standard practice. It should only be done in exceptional cases, because if people send us briefs, we should be able to question them and make comments. If they don't come here, we can't do that. It's as if the witness who is to appear before a judge doesn't show up. His evidence would not count for very much.

La présidente: Mais vous allez quand même appuyer cette demande?

M. Nunez: Oui.

Mme Clancy: Je comprends bien la position de M. Nunez, mais étant donné les contraintes de temps et le fait que par le passé certaines personnes n'ont pu comparaître devant un comité que ce soit en personne ou par téléconférence, cette pratique n'est ni inhabituelle ni sournoise, monsieur Nunez. Cela arrive assez fréquemment dans la plupart des comités.

La motion est adoptée

Déclaration de M. Toni Onley (présentation individuelle):

Président du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration

Monsieur,

En exprimant au mieux leurs talents et leurs aptitudes, les artistes et les écrivains canadiens manifestent par leur art ce qu'il y a de mieux dans la citoyenneté et, contre vents et marées, créent le peu d'images culturelles dont peuvent jouir les Canadiens.

Nous avons marchandé notre culture canadienne pour un accord de libre-échange et nous soumettons à la torture de la mort lente qu'est la TPS, ce qui reste des publications canadiennes et des arts visuels. Nous affamons nos organismes culturels nationaux, comme la SRC, le Conseil des arts du Canada et l'Office national du film, en réduisant leurs subventions année après année. Et cela au moment où un pays comme l'Irlande encourage ses artistes en les exemptant d'impôt!

Je reviens justement d'Angleterre où nous sommes de plus en plus perçus comme un bled culturel. Comment un pays peut-il être pris au sérieux si les images qu'il projette de lui-même sont les policiers à cheval et les Inuit pêchant dans un trou sur la glace? Nos héros sont des joueurs de hockey plutôt que des artistes; nos artistes forment une mince ligne rouge d'un bout à l'autre du pays et ils livrent un combat d'arrière-garde contre un ennemi du dedans. Ils expriment la véritable «signification de la citoyenneté», au meilleur sens du terme.

Nous avons trop peu d'artistes et trop de généraux. D'où viendront nos artistes, à l'avenir, si nos programmes d'études, axés sur le retour aux matières de base, ne font aucune place aux arts. Nous ne préparons pas nos enfants à devenir des citoyens canadiens qui soient au courant et fiers des réalisations des artistes, écrivains, contes, mythes, peinture et musique de leur pays. Nos enfants sont plutôt préparés à s'intégrer dans un univers orwellien dans lequel les citoyens n'ont ni racine ni culture à partager.

Not to be over-pessimistic, I would like to hold out one hope; that is, in a democracy, an individual can make a difference. I would not have believed this 10 years ago. At that time, visual artists, writers and musicians were not recognized in Canadian tax law as farmers and fishermen were. We were simply small business with "no reasonable expectation of profit". All that has now changed, and my part in bringing about that change I look upon as one of the responsibilities of citizenship—to take part in effecting change without fear, that is what democracy is all about.

It may appear that I have strayed from the subject of ''identifying the principles, rights and responsibilities fundamental to the concept of Canadian citizenship'', but, from my point of view as an artist, I see clearly my rights and responsibilities. Fundamentally I have a responsibility to make this country a better place in which to live and work for myself and others, and to fight against the devolution of cultural values now being practised by faceless in people in all levels of government.

They will thankfully all be forgotten by history. As my friend George Woodcock pointed out in the Art of being Canadian:

We look to the novels of Dickens and Flaubert, to the paintings of Turner and Cézanne, not to the speeches of Gladstone and Clemenceau, when we set out to evoke the real spirit of England and France in the 19th Century.

Artists provide the glue that strengthens the bonds that unite all Canadians. Artists are today Canada's richest untapped resource ready for others to use in creating a wonderful image of ourselves abroad, as countries like France, Italy and Japan have done for centuries.

An American friend said to me recently on her visit to Canada: you have such wonderful artists in this country, why have I not heard of them before?

The very best American artists are national heroes and treasures and form a large part of the American identity. We in Canada agonize over our lack of identity, when this problem will take care of itself if we care for those who create that identity—the painters through their images, the poets and prose writers through their myths; that are so different from political reality that only concerns itself with "bottom line", as Woodcock points out.

I am proud of my Canadian citizenship because I have been able to identify with Canada through my paintings of our landscape from B.C. to the Maritimes and to the arctic.

This I have been able to share with a growing number of Canadians and many outside of Canada. I wish more of my fellow citizens could experience this feeling of shared experience.

Sincerely,

Toni Onley

Landed Immigrant, 1948

[Translation]

Par crainte de devenir trop pessimiste, j'aimerais conserver une espérance, celle disant que, dans une démocratie, un individu peut encore changer quelque chose. Je ne l'aurais pas cru il y a seulement 10 ans. À ce moment-là, le régime fiscal canadien ne reconnaissait aucun statut aux artistes, écrivains et musiciens, comme il le faisait pour les pêcheurs et les agriculteurs. Nous n'étions qu'une petite entreprise «offrant peu de possibilité de rendement». Tout cela a maintenant changé, et j'estime que ce que j'ai pu faire pour favoriser ce changement est une des responsabilités de la citoyenneté—faire sa part sans crainte de provoquer le changement; c'est la nature même de la démocratie.

En apparence, je me suis peut-être éloigné du sujet, c'est-à-dire «déterminer les principes, les responsabilités et les droits fondamentaux liés à la notion de citoyenneté canadienne», mais, de mon point de vue d'artiste, je vois clairement mes droits et responsabilités. Fondamentalement, j'ai la responsabilité de faire de ce pays un meilleur endroit où vivre et travailler, pour moi-même et les autres, et de lutter contre la dévolution des valeurs culturelles qui se pratique dans l'anonymat à tous les échelons de l'administration gouvernementale.

L'histoire, Dieu merci, oubliera les responsables, comme le faisait remarquer mon ami George Woodcock dans son livre intitulé *Art of being Canadian*:

Quand nous cherchons à évoquer l'Angleterre et la France du XIX^e siècle, nous pensons aux romans de Dickens et de Flaubert et aux peintures de Turner et de Cézanne, non pas aux discours de Gladstone et de Clémenceau.

Les artistes sont le ciment qui renforce les liens qui unissent tous les Canadiens. Les artistes sont, de nos jours, la ressource canadienne la plus riche et la moins exploitée, prête à être utilisée par Ottawa pour projeter à l'étranger une merveilleuse image de nous-mêmes, comme l'ont fait pendant des siècles des pays comme la France, l'Italie et le Japon.

Un ami américain me disait récemment à l'occasion d'une visite au Canada «Vous avez des artistes extraordinaires dans ce pays, comment se fait—il que je n'en ai pas entendu parler auparavant?»

Les meilleurs artistes américains sont des héros et des trésors nationaux et représentent une partie importante de l'identité américaine. Au Canada, nous nous tourmentons à la recherche de notre identité, alors que ce problème n'en serait pas vraiment un si nous nous occupions de ceux qui créent cette identité: les peintres par leur imagerie, les poètes et les romanciers par leurs mythes, tous ceux dont la réalité est si différente de celle de la réalité politique qui, comme le faisait remarquer Woodcock, se préoccupe uniquement du minimum.

Je suis fier de ma citoyenneté canadienne parce que j'ai pu m'identifier au Canada par le biais de mes tableaux de nos paysages, de la Colombie-Britannique aux Maritimes et jusqu'à l'Arctique.

J'ai pu partager cela avec un nombre croissant de Canadiens et un bon nombre de personnes à l'extérieur du Canada. Je souhaite qu'un plus grand nombre de mes concitoyens fassent l'expérience d'un pareil partage.

Sincèrement,

Toni Onley

Immigrant reçu, 1948

The Chairman: Members of the committee, we now have as our witness Mr. Gary Caldwell. Welcome, Mr. Caldwell.

Mr. Caldwell received his BA from York University. He has taught sociology for nine years at Bishop's University and he has been a senior researcher for the Institut québécois de recherche sur la culture. Since 1992 he has been writing and farming in Quebec, where he has lived since 1971.

M. Gary Caldwell (présentation individuelle): Messieurs, madame, je suis honoré d'être ici. Pour moi, c'est un devoir et un honneur de témoigner devant le Parlement du Canada. Je sais que le sujet est très difficile et effectivement, la question de la citoyenneté canadienne est très ambiguë. Moi, par exemple, je suis né au Canada, mais je ne suis pas né citoyen canadien. On a tendance à oublier que la citoyenneté canadienne n'existait pas avant 1947. Je suis né sujet britannique, et je suis fier d'être né citoyen britannique et je reste loyal à la Couronne en droit au Canada et en droit au Québec, selon l'endroit où on demeure, parce que je demeure au Québec.

Je vais parler 15 minutes. Je vais faire ma présentation en français et je serai heureux de répondre en anglais aux questions posées en anglais. J'ai lu les notes préparées à l'intention des témoins. Je m'excuse du fait que je n'ai pas de mémoire. Effectivement, avec 24 heures d'avis, j'ai su vendredi dernier que je serais témoin devant ce Comité. Et hier à 16 heures, je plantais encore des piquets dehors.

Je vais parler de la question de la substance de la citoyenneté canadienne, des menaces qui guettent cette substance et des recommandations que j'aimerais vous faire.

Pour moi, la citoyenneté canadienne ne relève pas des valeurs telles que égalité, démocracie et liberté. Ces valeurs-là sont des valeurs de la civilisation occidentale et maintenant d'une partie du monde. Ce sont des valeurs qui font en sorte que nous soyons citoyens du monde. Ce ne sont pas ces valeurs qui font qu'on est citoyen canadien. Ces valeurs sont d'un autre ordre. Ce sont des valeurs de civilisation auxquelles adhèrent des Français, des Britanniques et des Américains.

Ce qui est la substance de notre citoyenneté, c'est ce qui est particulier à notre expérience historique, comme entité politique, mettant en pratique ces valeurs. La substance de notre citoyenneté, c'est ce qui est spécifique à l'expérience politique canadienne.

• 1000

Pourrait—on spécifier ou nommer cette spécificité? Une de ces spécificités sont nos institutions parlementaires britanniques. Une autre, c'est la constitution non écrite. Nous sommes une monarchie constitutionnelle. Nous ne sommes pas une république. Au Canada et, dans mon cas, au Québec, il y a un parlement qui représente la continuité et la transcendance de l'État, une transcendance peu évidente, par exemple, dans cette salle. La seule place où je vois les mots «Chambre des communes», c'est sur le sac de plastique dans la poubelle.

Nous sommes également une confédération de sociétés qui pré-existaient la Confédération pour la plupart. L'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Colombie-Britannique, ne sont pas des créatures de l'État central. C'était des sociétés qui existaient en tant que colonies sous la Couronne, qui se sont confédérées, et qui maintiennent une continuité qui se poursuit.

[Traduction]

La présidente: Chers collègues, notre prochain témoin est M. Gary Caldwell. Bienvenue, monsieur Caldwell.

M. Caldwell est bachelier ès arts de l'Université York. Il a enseigné la sociologie pendant 9 ans à l'Université Bishop's et il a été recherchiste principal à l'Institut québécois de recherche sur la culture. Depuis 1992, il écrit et exploite une ferme au Québec, où il habite depuis 1971.

Mr. Gary Caldwell (Individual Presentation): Ladies and gentlemen, it's an honour for me to be here. It is a duty and an honour for me to speak before the Parliament of Canada. I know that the subject is a difficult one and indeed, the question of Canadian citizenship is very ambiguous. For example, I was born in Canada, but I was not born a Canadian citizen. We tend to forget that Canadian citizenship did not exist before 1947. I was born a British subject, I'm proud to have been born a British subject and I remain loyal to the Crown in right of Canada and in right of Quebec, depending of where I live, because I live in Quebec.

I will speak for 15 minutes. I will make my presentation in French but I will be pleased to answer in English if anyone puts a question to me in that language. I read the notes prepared for witnesses. I apologize for not having a brief. With 24 hours notice, I found out last Friday that I would be a witness before this committee. Yesterday at four p.m. I was still outside planting fenceposts.

I will discuss the substance of Canadian citizenship, threats to that substance and recommendations that I would like to make.

To my mind, Canadian citizenship is not a matter of values such as equality, democracy and freedom. Those are the values of Western civilization now shared by part of the world. They are values that mean we are citizens of the world. They are not the values that make us Canadian citizens. Those values are of a different order. They are the values of civilization adhered to by the French, the British and the Americans.

The substance of our citizenship is what is specific to our historical experience as a political entity putting those values in practice. The substance of our citizenship is what is specific to Canadian political experience.

Can this specificity be made clear? Our British parliamentary institutions constitute one of these distinctive features, another being the unwritten constitution. We are a constitutional monarchy, not a republic. In Canada and in my case, in Quebec, there is a parliament representing the continuity and the transcendence of the State, a transcendence that is not particularly visible in this room. The only place where I see the "House of Commons" written is on the plastic garbage bags.

We are also a confederation of societies that, for the most part, were already in existence before Confederation. Ontario, New-Brunswick and British-Columbia are not creatures of the central State, they were already societies existing as Crown colonies, they joined Confederation and the continuity is still there.

Nous jouissons également d'un héritage privilégié de deux grandes traditions culturelles et européennes. C'est l'héritage des deux nations fondatrices. Il existe également, chez nous, un concept de loyauté un peu particulier, qui est un produit de notre expérience, de notre culture politique. Ce concept de loyauté a deux volets. D'abord, il y a l'obligation de voir à l'actualisation de nos libertés. Je n'insiste pas, mais on ne peut pas évacuer l'histoire aussi vite. Pour moi, ces libertés sont des libertés britanniques. Elles sont maintenant des libertés canadiennes. Cependant, d'une part, on insiste pour que ces libertés soient actualisées et, d'autre part, on assume la responsabilité du maintien et de la conservation de nos institutions politiques.

C'est donc cela que je suggérerais comme spécificité du contenu de la citoyenneté canadienne. Quelles sont les menaces qui guettent cela?

Madame la présidente, je tente de respecter les quinze minutes que me sont allouées.

Il y a la tentation d'une Constitution écrite. Par exemple, le *Canada Act* de 1982 et la Charte qui sont des erreurs de parcours comme il y en a eu d'autres au Canada, et comme il y en a dans toutes les sociétés. La logique de la constitution écrite n'est pas compatible avec nos institutions parlementaires de type britannique.

Il y a la désacralisation de l'État, à laquelle je faisais allusion plus tôt. Par exemple, il y a cette salle, ce que l'on fait maintenant, sauf pour le fait que je parle en français, cela aurait pu se dérouler à Miami.

On a évacué tous les symboles de la Couronne, sans avoir et c'est cela le problème—mis d'autre chose à leur place, sauf la feuille d'érable. Le résultat, c'est qu'on arrive au lowest common denominator. Le Château Laurier a une place spéciale dans mon imagination et j'y ai passé la nuit. Je ne l'avais jamais fait auparavant. Le Château Laurier a été dénudé de toute référence historique canadienne. Sauf le buste de Sir Wilfrid Laurier, il n'y a rien de notre histoire qui reste dans le Château Laurier. Et le restaurant s'appelle Wilfrid's. Sir Wilfrid Laurier était heureux d'être né sujet britannique et de mourrir sujet britannique. Personnellement, je n'aurai pas ce plaisir.

Cela a comme résultat qu'on arrive au lowest common denominator. Il y a l'illusion qu'en enlevant ces symboles de la continuité et de la transcendance de l'État, on n'offense pas d'autres personnes. Cependant, le problème, c'est qu'il reste un vide et l'illusion que ce vide peut rester. Ce n'est pas le cas, le vide sera remplacé par autre chose. Actuellement, pour une certaine jeunesse, les symboles qui ont une contuinité et une transcendance sont Esso, Ford ou d'autres, car cela n'a pas changé. Je n'arrive pas à suivre le logo de Postes Canada. Au moins, quand j'étais jeune, c'était le courrier de la Reine ou du Roi. Maintenant, on a un logo neutre.

Un autre exemple, c'est la question des uniformes militaires. Je défis quiconque, à plus de cinquante pieds, de distinguer l'uniforme militaire canadien de ceux d'autres pays de l'Occident.

1005

Il y a une autre chose qui nous guette. C'est la doctrine de l'égalité des provinces, c'est le révisionnisme. Les provinces n'ont jamais été égales et c'est pour cela que la Confédération est une confédération. C'est articulé en fonction des inégalités des provinces.

[Translation]

We also have the special inheritance of two great European cultural traditions, the heritage of the two founding nations. Likewise, we have a rather special concept of loyalty, the product of our experience and our political culture. There are two aspects to this. First, the obligation to ensure that our freedoms are updated. I do not intend to dwell on the point but we cannot so easily rid ourselves of our history. I consider these freedoms to be British freedoms and they are now Canadian freedoms. On the one hand these freedoms must be brought into line with our present day society and on the other hand, we must take responsibility for maintaining and preserving our political institutions.

These are what I would describe as features specific to Canadian citizenship. What are the threats?

Madam Chairman, I'll try to limit myself to the 15 minutes allocated.

There is the temptation of a written constitution. For example, the 1982 *Canada Act* and the Charter are minor setbacks like others that have occurred in the country and that can be found in all societies. The logic of a written constitution is not compatible with our British-style parliamentary institutions.

There is a desacralization of the State, something I previously referred to. For instance, other than the fact that I'm speaking French, there is nothing in this room to distinguish what is taking place here from something happening in Miami.

All the symbols of the Crown have been removed without—and that is where the problem lies—finding anything else to replace them except for the maple leaf. This brings us down to the lowest common denominator. The Château Laurier occupies a special place in my imagination and I spent the night there. It was the first time. The Château Laurier has been stripped of any reference to the Canadian historical experience. Except for the bust of Sir Wilfrid Laurier, there is nothing of our history reflected in the Château Laurier. And the restaurant is called Wilfrid's. Sir Wilfrid was happy to be born a British subject and to die one. I personally will not have this pleasure.

So as I said, we are brought down to the lowest common denominator. There is an illusion that by removing the symbols of the continuity and the transcendence of the State, we will cause offense to no one. But the problem is that a vacuum has been created along with the illusion that this vacuum can continue. But that is not so, the vacuum will be replaced by something else. Right now, for some of our young people, the symbols representing a certain continuity and transcendence are Esso, Ford and others of that type that have not changed. I can't keep up with the logo of Canada Post. At least when I was young, it was the Royal Mail. Now we have a neutral logo.

Military uniforms are another example. I defy anyone to distinguish a Canadian military uniform from that of any other Western country from a distance of 50 feet.

There's another pitfall waiting for us, namely the doctrine of the equality of the provinces, a type of revisionism. The provinces have never been equal and that is why the Confederation is a confederation. It is based on the inequality of the provinces.

Il y a également la tentation d'une nationalité canadienne. Nous sommes citoyens d'un pays qui renferme plusieurs nations et, avec la flexibilité de nos institutions, on est capable de s'adapter pour intégrer d'autres nations tout comme nous sommes en train de le faire avec les nations amérindiennes.

Il y a également le problème de la double citoyenneté. Personne n'a pu démentir mon affirmation que rien n'empêche un citoyen américain de devenir premier ministre du Canada, en autant qu'il soit citoyen canadien. Avec la double nationalité, surtout la double nationalité canado—américaine, on fait fi d'un des constats de notre histoire. Le Canada a été fondé comme entité politique pour que des sociétés, notamment une société d'inspiration britannique, une société d'inspiration française, puissent vivre ensemble à l'écart de l'Amérique. C'est pour cela que le Canada existe.

Donc, la double citoyenneté canado-américaine soulève ce problème. Il y a peut-être devant moi, dans mon Parlement, des gens d'une allégeance partagée. Il y en a peut-être parmi vous qui sont citoyens américains.

La dernière menace, c'est l'assimilation des droits des citoyens à ceux des non-citoyens. On a tendance à vouloir dire que les immigrants non citoyens ont les mêmes droits que les citoyens. C'est mélanger une hiérarchie de valeurs. Être citoyen canadien, cela implique des droits que n'ont pas les non-citoyens, mais cela implique aussi les responsabilités dont seuls les citoyens peuvent s'acquitter.

Donc, je résume les menaces en deux problèmes: l'échec de la transmission de notre culture politique—combien de gens savent, par exemple, comme c'est si bien dit dans l'édition de 1973 de l'annuaire officiel du Canada, que la partie la plus importante de notre constitution est non écrite—et aussi, une certaine orthodoxie néo-libérale de valeurs qui n'admettent pas l'existence d'une hiérarchie dans les valeurs, ce qui nous amène à cette situation où nos valeurs, par exemple, l'ordre public, ne peuvent plus se réaliser. La société civile est menacée parce qu'on insiste sur des valeurs tellement abstraites qu'on ne peut pas les articuler et les réaliser dans le concret.

Je termine avec des recommandations.

Premièrement, qu'on garde la couronne comme symbole de la continuité et de la transcendance de l'État canadien et des États à l'intérieur de la Confédération, comme l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Québec, que nous appelons la couronne canadienne à Ottawa, la couronne québécoise à Québec, et la couronne ontarienne à Toronto, selon le cas.

Deuxièmement, qu'on insiste sur nos institutions parlementaires d'inspiration britannique non républicaine.

Troisièmement, qu'on insiste sur la nature confédérale.

Quatrièmement, qu'on insiste sur le concept de loyauté dans le serment. Le mot «allégeance» est un terme périmé car cela suppose une obligation forcée. Loyauté dans notre tradition suppose une adhésion volontaire. Il faut qu'on parle de loyauté à la Constitution canadienne pour que les immigrants maîtrisent suffisamment cette constitution, qu'ils soient en mesure d'accueillir cette culture politique qui fait en sorte qu'une constitution est vivante, et qu'on remette la période de

[Traduction]

There's also the temptation of Canadian nationality. We are the citizens of a country containing several nations and the flexibility of our institutions makes it possible for us to adapt and integrate other nations, as we are in the process of doing with the Amerindian nations.

Then there is the problem of dual citizenship. No one has been able to disprove my claim that nothing prevents an American citizen from becoming Prime Minister of Canada provided he is a Canadian citizen. Dual citizenship, particularly the combination United States—Canada, goes entirely against the thrust of our history. The reason for Canada's foundation as a political entity was to enable a society of British tradition and a society of French tradition to live together outside the United States. That is the reason for Canada's existence.

So dual Canadian—American citizenship raises this problem. There may be people in this room, representatives in our Parliament, who do have a shared allegiance. Some of you may even be American citizens.

The final danger is the equation of citizens' rights with those of non-citizens. It is often thought that immigrants who are not citizens have the same rights as citizens. Such thinking is an example of confusion in the order of values. Canadian citizenship implies rights that are not enjoyed by non-citizens but it also involves responsibilities that are also limited to citizens.

I would sum up the two main threats as follows: the failure to pass on our political culture—for example, how many people know the fact that is so well expressed in the 1973 edition of the Canada yearbook, namely that the most important part of our Constitution is the unwritten part—as well as a certain neoliberal orthodoxy that does not acknowledge the existence of a hierarchy of values, resulting in a situation where some of our values such as public order can no longer be implemented. Civil society in under threat because of the great insistence on values that are so abstract that they cannot be articulated and given concrete form.

I'd like to conclude with some recommendations.

First, the Crown should be retained as a symbol of the continuity and the transcendence of the Canadian State and the States within the Confederation, such as Ontario, British Columbia and Quebec, referred to as the Crown in right of Canada in Ottawa, the Crown in right of Quebec in Quebec City, the Crown in right of Ontario in Toronto and so forth.

Secondly, we should stress the importance of our parliamentary institutions of British and non-republican inspiration.

Third, the confederal nature of our country should be emphasized.

Fourth, emphasis should be given to the notion of loyalty in the oath. The word "allegiance" is an outmoded term because it implies an obligation under force. In our tradition, loyalty implies voluntary adherence. We should have the concept of loyalty to the Constitution of Canada so that immigrants have an adequate understanding of this Constitution and are in a position to adapt to this political culture that makes the practice of such a Constitution possible and the residency period should

temps à cinq ans. Je crois que c'est une erreur de la réduire à trois ans.

Cinquièmement, qu'on insiste sur les différences des droits entre citoyens et non citoyens—des immigrants non citoyens sont des citoyens en attente—et que l'on restreigne l'accès aux postes électifs au Canada à ceux qui sont citoyens canadiens.

• 1010

Je vous remercie, mesdames et messieurs.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Caldwell. That's very interesting information for us.

We have time for questions. We'll start with Mr. Bryden.

Mr. Bryden (Hamilton — Wentworth): I'm sorry, Mr. Caldwell. I came in halfway through your presentation. I regret that, but I think I may have come in at the part that interests me most. It is the concept of dual nationality. I understand from your remarks that you're not in favour of dual citizenship as a concept.

Mr. Caldwell: No. I think citizenship is the concretization in the nitty-gritty of our political experience of these values, but this concretization implies a nation state. A nation state cannot be led or administered by people who have a shared allegiance. That is why, for instance, I am preoccupied with the 1982 Canada Act and the charter. They initiated a drift away from allegiance and loyalty to the Crown. I think double nationality is a problem.

Mr. Bryden: One of my colleagues facing me here has suggested that in a hypothetical situation, were Quebec to separate, that Quebecers should continue to enjoy dual citizenship. This is not something you would agree with.

The Chairman: Mr. Bryden, excuse me. We really shouldn't be getting into hypotheses.

Mr. Bryden: Okay. Let me phrase it in another way, then. If we look to the European example or historic examples, do you think it's practical for countries such as Czechoslovakia, which is split into two states now. Is this a situation in which one would expect to have dual citizenship?

Mr. Caldwell: If Madam Chairman will allow, I think I'll reply to the first question. Although it's hypothetical, at least it's cast in terms of our Canadian political experience.

I would argue that this is what may well happen. If English Canada continues to separate from Canada, Quebec may remain with Canadian citizenship. The other provinces may wish to create a citizenship in the republic of Canada. In Quebec, we'll retain our citizenship in the monarchy of Canada. You may prefer to call it Quebec. I would prefer to call it what remains of Canada.

I'm quite overwhelmed by the revisionism taking place in English Canada. For instance, in the Canada Act, the Parliament of Canada renamed the British North America Act. The British North America Act no longer exists. It's called the Constitution Act, 1867. That is a kind of revisionism or a treason to history that I don't think you can get away with in the long term.

[Translation]

be increased to five years. I think it was a mistake to reduce it to three years.

Fifth, the differences in the rights of citizens and non-citizens should be emphasized—immigrants who are not citizens are citizens in waiting—and access to elected positions in Canada should be restricted to Canadian citizens.

Thank you, ladies and gentlemen.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Caldwell. Vous venez de nous faire un exposé très intéressant.

Il nous reste maintenant du temps pour les questions. Nous commençons par M. Bryden.

M. Bryden (Hamilton—Wentworth): Je m'excuse, monsieur Caldwell, d'avoir raté le début de votre exposé, mais je suis peut-être arrivé au moment où vous abordiez la question qui m'intéresse le plus. Il s'agit de la double nationalité. Si j'ai bien compris ce que vous avez dit, vous êtes contre la double citoyenneté.

M. Caldwell: Non. À mon avis, la citoyenneté concrétise l'expérience politique que nous avons de ces valeurs, mais cette concrétisation suppose l'existence d'un État-nation. Or, l'État-nation ne peut pas être dirigé ou administré par des gens qui ont une allégeance partagée. C'est pourquoi la Charte et la Loi constitutionnelle de 1982 me préoccupent. C'est à partir de leur adoption que nous avons commencé à nous éloigner de l'allégeance et de la loyauté envers la Couronne. Je crois que la double nationalité pose un problème.

M. Bryden: Un de mes collègues qui est assis en face de moi ici prétend que, dans le cas hypothétique de la séparation du Québec, les Québécois devraient continuer à jouir de la double citoyenneté. Si je comprends bien, vous ne seriez pas d'accord avec lui.

La présidente: Excusez-moi, monsieur Bryden. Nous ne devrions pas nous laisser aller à discuter de cas hypothétiques.

M. Bryden: D'accord. Dans ce cas, permettez-moi de formuler ma question autrement. À la lumière du modèle européen et de divers modèles que nous propose l'histoire, croyez-vous que la double citoyenneté serait quelque chose de pratique pour des pays comme la Tchécoslovaquie, qui est maintenant divisée en deux États? Serait-on en droit de s'attendre à avoir la double citoyenneté?

M. Caldwell: Si madame la présidente le veut bien, je préfère répondre à la première question. Quoique hypothétique, ce cas s'inscrit au moins dans notre expérience politique canadienne.

Je soutiens pour ma part que c'est peut-être bien ce qui se produira. Si le Canada anglais continue à se dissocier du Canada, le Québec pourrait être le seul à conserver la citoyenneté canadienne. Les autres provinces voudront peut-être créer un nouveau statut de citoyens de la république du Canada. Au Québec, nous conserverons notre statut de citoyens de la monarchie canadienne. Vous préféreriez peut-être désigner cette entité comme le Québec, mais, pour ma part, je préférerais la désigner comme ce qui resterait du Canada.

Je suis bouleversé par le révisionnisme que l'on pratique au Canada anglais. Ainsi, dans la Loi constitutionnelle, le Parlement du Canada a rebaptisé l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cet acte n'existe plus. On le désigne maintenant comme la Loi constitutionnelle de 1867. Par ailleurs, révisionnisme ou trahison envers l'histoire ne sauraient avoir cours très longtemps.

In my debates and participation in debates in Quebec and in the Parliament of Quebec, I continue to refer to the British North America Act and to the Constitution and, previous to that, to the Quebec Act and to the Constitution Act of 1791.

I was struck, for instance, that the Parliament of Quebec went to great pains to commemorate the bicentennial of the Constitution Act that created the National Assembly. Ontario, for some reason, had overlooked this.

I'm sorry,

je suis en train de détourner un peu votre question, mais au moins j'y I seem to be distorting your question a bit, but I at least answered it. ai répondu.

Mr. Assadourian (Don Valley North): Do you make a distinction between a citizen and a naturalized citizen?

Mr. Caldwell: No. That is part of the values of the western world and part of the Canadian experience. Once you become a citizen—it doesn't matter where you were born-then you are equal in all respects.

I do make a difference between the person who has citizenship and the person who hasn't. For instance, take a landed immigrant who has been here for 30 years and is not a citizen, or someone who arrives and, according to a certain liberal ethic, has an automatic right to medical insurance and social insurance. These are humanitarian measures, but they're not rights.

Mr. Assadourian: You mentioned in your brief that you would like to retain the reference to a monarchy in the oath.

Mr. Caldwell: To the Crown, yes.

• 1015

Mr. Assadourian: Would you oppose adding the words "Canada united and indivisible" to the oath?

Mr. Caldwell: Yes, because Canada is a confederation. Canada is not united and indivisible. Canada was created by a federation of pre-existing societies. We tend to forget this.

New Brunswick was one of the most vibrant societies in the western world. New Brunswick was a leading power in terms of naval construction. New Brunswick acquiesced in joining the confederation to participate in a political entity that would allow New Brunswick—as it later did Newfoundland—to stand apart from America. They had a choice and it was a very difficult choice. Some may feel that they made the wrong choice, but they chose Canada—Newfoundland—because it would allow them to continue to exercise their nationality, which they suspected they could not do in America—with reason, I think.

So I would resist that because it's not part of the political culture of a constitutional monarchy. Our state is not a civic religion. It's a different order of values. I think we are erring in following what is essentially the republican logic.

[Traduction]

Dans les discussions et les débats auxquels je participe au Québec et au Parlement du Québec, je continue à parler de l'Acte de l'Amérique du Nord et de la Constitution et, avant cela, de l'Acte de Québec et de l'Acte constitutionnel de 1791.

Ainsi, j'ai été frappé par le fait que le Parlement du Québec se soit donné beaucoup de peine pour commémorer le bicentenaire de l'Acte constitutionnel qui a créé l'Assemblée nationale. L'Ontario, pour une raison qui m'échappe, a passé l'événement sous silence.

Je suis désolé.

M. Assadourian (Don Valley-Nord): Faites-vous une distinction entre les citoyens et les citoyens naturalisés?

M. Caldwell: Non. Cela fait partie des valeurs du monde occidental et de l'expérience canadienne. Quand on devient citoyen—peu importe son pays d'origine—on est, à tous les égards, sur un pied d'égalité avec tous les autres citoyens.

Je fais toutefois la distinction entre ceux qui sont devenus citoyens et ceux qui ne le sont pas devenus. Prenez, par exemple, le cas de l'immigrant reçu qui est ici depuis 30 ans et qui n'est pas devenu citoyen ou encore celui de l'immigrant qui, dès qu'il arrive ici, selon une certaine éthique libérale, a automatiquement le droit à l'assurance-maladie et à l'assurance sociale. Il s'agit là, non pas de droits, mais de mesures humanitaires.

M. Assadourian: Vous avez dit dans votre exposé que l'on devrait continuer de professer son allégeance à la monarchie dans le serment que l'on prête.

M. Caldwell: Son allégeance à la Couronne, oui.

M. Assadourian: Vous opposeriez-vous à ce qu'on ajoute au serment les mots «le Canada uni et indivisible»?

M. Caldwell: Oui, parce que le Canada est une confédération. Le Canada n'est pas uni et indivisible. Le Canada est le résultat de la fédération de sociétés pré-existantes. Nous avons tendance à l'oublier.

La société néo-brunswickoise était l'une des sociétés les plus dynamiques du monde occidental. Le Nouveau-Brunswick était une puissance importante dans le domaine de la construction navale. En se joignant à la confédération, le Nouveau-Brunswick a voulu faire partie d'une entité politique qui lui permettrait-comme ce fut le cas plus tard pour Terre-Neuvede se distinguer des États-Unis. C'est un choix qu'il a été très difficile de faire. Certains estiment peut-être que la décision qu'ils ont prise n'était pas la bonne, mais ils-les gens de Terre-Neuve-ont choisi de faire partie du Canada parce que cela leur permettrait de continuer à jouir de leur nationalité, nationalité qu'il leur aurait été impossible de conserver, pensaient-ils-avec raison, à mon avis -- s'ils s'étaient joints aux États-Unis.

Alors, je m'opposerais à une telle mention qui, à mon avis, est incompatible avec la culture politique d'une monarchie constitutionnelle. Chez nous, l'État n'est pas une religion. Les valeurs sont d'un autre ordre. Je crois que nous nous trompons en adoptant une logique qui est essentiellement républicaine.

For instance, in Ouebec I am making all possible efforts to convince people that republicanism would serve badly either Quebec in Canada, or Quebec with the rest of Canada having separated; that parliamentary institutions and constitutional monarchy resulted in Quebec's survival; and that it is important we not acquiesce in this republican temptation. It's not because there is anything intrinsically bad about republicanism. The fact is that the great republic was invented before us and we decided to stand apart.

I know that this is very little glorious...and that for people who come to Canada from other political cultures wanting to participate in a new nationality, it's difficult to understand but the essential fact of the Canadian experience is that we have one choice and that is to be American or not to be American. That is dictated by our geopolitical experience in that we live on the doorstep of the greatest and most dynamic power in human history.

Mr. Hanger: I would like to thank you, Mr. Caldwell, for your emphasis on duty and loyalty. I find that very fitting.

A decision was made in 1985 to basically allow non-citizens the same rights as citizens, with the exception of voting. Do you think it's morally correct to restrict non-citizens?

Mr. Caldwell: Yes, definitely. This raises the question of hierarchy of values. I think that it's the result of what I call neo-liberal orthodoxy, this sloppiness, to think that morality is one and the same and universal and doesn't express itself or articulate itself differently in the religious sphere and in the political sphere. We cannot believe that we're all citizens of the world and at the same time insist on the importance of making this distinction between citizens and non-citizens. Yes, I think it is correct to deny non-citizens the rights and privileges of citizens.

I think that history will judge us severely if we continue on the path you have signalled began in 1985. What will eventually happen is that because there is no social cohesion, our civil society will disintegrate and no one will enjoy these liberties, either citizens or non-citizens. The first people to blame us will be the citizens who have come to Canada to enjoy these liberties and see them slipping through their fingers. They see that they are not safe in their homes, and they will say to us "You were the trustees of Canadian civil society and you allowed us to slip into chaos." I agree that was a mistake.

[Translation]

Ainsi, je déploie tous les efforts possibles au Québec pour convaincre les gens que le républicanisme ne servirait pas l'intérêt du Québec, que la province continue à faire partie du Canada ou qu'elle se retrouve seule, le reste du Canada ayant décidé de se séparer; que ce sont les institutions parlementaires et la monarchie constitutionnelle qui ont assuré la survie du Québec; et qu'il est important de ne pas succomber à la tentation du républicanisme. Ce n'est pas que le républicanisme soit intrinsèquement mauvais. C'est tout simplement que la grande république avait déjà été inventée et que nous avons décidé de nous en démarquer.

Je sais que cela peut sembler très peu glorieux, et même difficile à comprendre pour ceux qui ont délaissé d'autres cultures politiques afin de s'installer au Canada et de participer à une nouvelle nationalité, mais le fait est que le facteur déterminant de l'expérience canadienne, c'est que nous avons à choisir entre deux possibilités: être Américains ou ne pas être Américains. Cela s'explique par notre expérience géopolitique, par le fait que nous vivons aux côtés de la plus grande et de la plus dynamique puissance de toute l'histoire de l'humanité.

M. Hanger: Je tiens à vous remercier, monsieur Caldwell, d'avoir insisté sur le sens du devoir et la loyauté. Ce sont là des valeurs très importantes à mon avis.

En 1985, il a été décidé d'accorder aux non-citoyens les mêmes droits qu'aux citoyens, exception faite du droit de vote. Croyezvous qu'il soit moralement justifié de restreindre les droits des non-citoyens?

M. Caldwell: Oui, absolument. Cette question m'amène à vous parler de la hiérarchie des valeurs. À mon avis, ce manque de rigueur nous conduit à penser que la moralité ne comporte pas de nuances, qu'elle est universelle et qu'elle ne s'articule pas différemment selon qu'il s'agit de la sphère religieuse ou de la sphère politique. Si nous sommes persuadés d'être tous, autant que nous sommes, citoyens du monde, nous ne pouvons pas, dans le même souffle, insister sur l'importance de la distinction à faire entre les citoyens et les non-citoyens. Il n'y a rien de mal, à mon avis, à refuser aux non-citoyens les droits et privilèges des citoyens.

L'histoire nous jugera sévèrement si nous continuons dans la voie où, comme vous l'avez dit, nous nous sommes engagés en 1985. À mon avis, le manque de cohésion sociale conduira inéluctablement à la désintégration de notre société civile, de sorte que personne, ni les citoyens ni les non-citoyens, ne jouira de ces libertés. Les premiers à nous blâmer seront les citoyens qui sont venus au Canada pour jouir de ces libertés et qui constatent qu'elles sont en train de leur glisser entre les doigts. Ils se rendent compte qu'ils ne sont plus en sécurité dans leurs foyers, et ils nous diront: «Vous êtes les gardiens de la société civile canadienne et vous n'avez rien fait pour empêcher que nous sombrions dans le chaos». Je suis d'accord pour dire que c'était là une erreur.

• 1020

Without presuming anything with regard to any deputy, I think certain reaction in western Canada to the amorphous state

Sans vouloir prêter des intentions à quelque député que ce soit, je considère que la réaction que suscite dans l'Ouest du in which we have allowed ourselves to slip with regard to Canada l'état amorphe dans lequel nous nous sommes laissé citizenship is a healthy one. I must admit that, not having been sombrer en ce qui concerne la citoyenneté me paraît saine.

to Ottawa for years, coming to the Château Laurier, I challenge you N'étant pas venu à Ottawa depuis des années, je me suis retrouvé au to find, except for the bust of Sir Laurier, what reflects our Canadian political heritage. I was offended by the name of the restaurant, Wilfrid's.

The Chairman: Well, there you go.

Mr. Hanger: So I agree. Thank you very much. That's fine for

Ms Clancy: I just want to put on record that I like the name of the restaurant and also that the Château Laurier was not a government institution the last time I checked.

Would you not think, Mr. Caldwell, that it's good for a country to evolve, and that Canada, having nine million Canadians who are not of that somewhat misnamed British descent, has a right to see the country evolve in a way that might not be absolutely on-line with a constitutional monarchy? Let me be quick to add that I believe in a constitutional monarchy. I like the way it works, but I think there is a Canadian way to deal with a constitutional monarchy.

I would like to mention not just the nine million Canadians who are of neither British nor French descent, but also the fact that even within those so-named British-descended persons, there are persons like myself, whose ancestors came here 366 years ago to get away from the exigencies of the British Crown.

So is not the evolution of a particularly, and perhaps peculiarly, Canadian constitutional monarchy something that is both vibrant and good?

Mr. Caldwell: Yes, and I would argue that it is precisely parliamentary institutions that have allowed us to evolve. However, we have to be careful that we don't allow the logic of these institutions to slip away from us. For instance, with the Canada Act of 1982, we are now in a situation in which it is almost impossible to amend our Constitution.

I would argue that it is my loyalty... You'll notice that I referred to British participation in this political order and I referred to British subjects, not British by racial descent. There are all kinds of British subjects who are not Anglo-Saxons, who are not French. I would argue that it is participation in this order of political institution that allows us precisely the flexibility and adaptation that allows us to reinvigorate Canadian society, that will allow us to respond adequately to the question of native peoples. It is precisely this character that allowed Canada this, and it is a character that doesn't exist in a republican regime where all these cultural particularities have to be melted into a civic religion and they effectively disappear.

So my response is that it's the genius of these institutions that allowed, for instance, Quebec to survive.

[Traduction]

Château Laurier où tout ce que j'ai pu trouver comme reflet de notre héritage politique canadien c'est un buste de Sir Wilfrid Laurier. J'ai été choqué de voir que l'on avait donné au restaurant le nom Wilfrid's.

La présidente: Que voulez-vous?

M. Hanger: Je suis d'accord avec vous. Merci beaucoup. C'est tout ce que j'ai comme questions pour le moment.

Mme Clancy: Je tiens à faire savoir que, pour ma part, j'aime bien le nom de ce restaurant et je vous ferai remarquer, par ailleurs, que, à ma connaissance, le Château Laurier n'est pas une institution du gouvernement.

Ne pensez-vous pas, monsieur Caldwell, qu'un pays doit évoluer et que les 9 millions de Canadiens qui ne sont pas d'ascendance britannique-désignation mal choisie à mon avisont le droit de voir le Canada évoluer dans une voie qui pourrait ne pas coller parfaitement à sa tradition en tant que monarchie constitutionnelle? Je m'empresse d'ajouter que je crois en la valeur de notre monarchie constitutionnelle. J'aime bien la façon dont elle fonctionne, mais j'estime qu'il y a une façon canadienne d'évoluer en tant que monarchie constitutionnelle.

Je tiens à souligner, non seulement l'existence de ces neuf millions de Canadiens qui ne sont d'ascendance ni britannique ni française, mais aussi le fait que même parmi ces soi-disant Canadiens d'ascendance britannique, il se trouve des personnes comme moi dont les ancêtres sont venus ici il y a 366 ans pour échapper à l'emprise de la Couronne britannique.

Alors, ne croyez-vous pas qu'il est bon et que c'est un signe de dynamisme que le Canada évolue, en tant que monarchie constitutionnelle, dans un sens qui lui est propre?

M. Caldwell: Oui, et je vous dirai que ce sont précisément les institutions parlementaires qui nous ont permis d'évoluer. Cependant, il nous faut prendre garde de ne pas perdre la logique de ces institutions. Je vous donne un exemple: depuis l'adoption de la Loi constitutionnelle de 1982, il est devenu presque impossible de modifier notre constitution.

Je vous dirai que c'est ma loyauté... Vous aurez remarqué que j'ai parlé de la participation britannique à cet ordre politique et que j'ai parlé, non pas de personnes d'origine raciale britannique, mais bien de sujets britanniques. Il y a plein de sujets britanniques qui ne sont ni anglo-saxons, ni français. Selon moi, c'est justement notre participation à cette institution politique qui nous donne la souplesse et la capacité d'adaptation qui nous permet de revigorer la société canadienne et qui nous permettra de trouver une réponse convenable à la question des peuples autochtones. C'est précisément cette caractéristique qui nous a permis d'évoluer comme nous l'avons fait, et c'est une caractéristique que l'on ne retrouve pas dans un régime républicain où toutes les particularités culturelles se fondent en une religion civique et disparaissent ni plus ni moins.

En réponse à votre question, je soutiens donc que c'est le génie de ces institutions qui a permis, par exemple, au Québec de survivre.

I know it's conventional to say that our record with regard to native peoples was disastrous, but nonetheless treaties were made between nations that existed here with the British Crown and these treaties are being upheld, after a period of a certain negligence, by Canadian courts. Our record in that respect is not all that dastardly.

The point is that our parliamentary institutions of British inspiration allow this adaptation, but if we let slip the genius of the institutions we might find ourselves in a situation of backlash—which is in part what is happening in western Canada—which might result in the disintegration of the political entity. Then we would be no further ahead.

Ms Clancy: There must be risks too. Would you agree?

Mr. Caldwell: Yes.

M. Nunez: J'ai trouvé intéressant votre exposé. Merci d'avoir fait votre présentation entièrement en français. C'est le premier cas depuis qu'on a commencé ces audiences. Naturellement, pour ma part, je ne suis pas du tout d'accord avec votre position sur la monarchie, mais je pense que c'est un sujet qui divise beaucoup les Canadiens.

Les anglophones sont plutôt, je pense, sympathiques à la monarchie, mais les francophones, ce sont surtout des républicains. Et en ce qui me concerne, je suis républicain.

• 1025

Je pense que les monarchies sont en décadence un peu partout dans le monde et même qu'elles disparaissent. En ce qui concerne la nationalité canadienne, et j'ai trouvé ça intéressant, vous avez dit que vous ne croyez pas à la doctrine de l'égalité des provinces, et qu'il n'y a pas une nationalité canadienne mais plusieurs. Est—ce que vous pouvez élaborer à ce sujet?

M. Caldwell: Oui, pour moi le Canada, et je le répète, c'était une Confédération qui, sous l'égide de la Couronne, permettait la conservation des nationalités différentes. Et le Québec est un cas notable. L'Acte du Québec de 1774, et on le sait maintenant par les études de Lawson.

in his book, *The Imperial Challenge: Quebec and Britain in the Age of American Revolution*. The English political class decided after a debate of some seven, eight or nine years that Quebec society was worth conserving. It wanted to avoid the Irish error of the Protestant ascendancy. So Quebec was made possible and could continue

comme une nation. Et Henri Bourassa croyait fermement au fait que le Québec était une nation à l'intérieur de la Couronne. Tout ce que la Couronne nous demandait c'était d'être loyal au niveau politique. On pouvait continuer d'être catholique—on n'avait pas besoin d'être protestant—et on pouvait continuer d'avoir notre culture, mais la Couronne n'exigeait pas une adhérence à une religion civique comme l'exige une république.

[Translation]

Je sais qu'il est courant de dire que nous avons eu tous les torts à l'endroit des peuples autochtones, mais il n'en reste pas moins que des traités ont été conclus entre les nations qui étaient au Canada et la Couronne britannique et que ces traités, après avoir été en quelque sorte négligés pendant un certain temps, sont maintenant confirmés par les tribunaux canadiens. Notre feuille de route n'est pas aussi désastreuse qu'on le prétend.

Le fait est que ce sont nos institutions parlementaires d'inspiration britannique qui ont permis cette adaptation, mais si nous nous éloignons du génie de ces institutions, nous pourrions nous retrouver face à un mouvement de ressac—c'est en partie ce qui se passe actuellement dans l'ouest du Canada—qui risque de conduire à la désintégration de l'entité politique que nous constituons. Nous ne serions alors pas plus avancés.

Mme Clancy: Il doit sûrement y avoir des risques aussi, n'est-ce pas?

M. Caldwell: Oui.

Mr. Nunez: I found your presentation most interesting. Thank you for having made it entirely in French. It's the first time this has happened since our hearings began. Of course, I totally disagree with your position on the monarchy, but I think that is a very divisive issue for Canadians.

I think anglophones tend to be rather sympathetic to the monarchy, whereas most francophones are republicans. I am myself a republican.

I think monarchies are in decline throughout the world and are disappearing. I found your comments about Canadian nationality interesting; you said that you do not believe in the doctrine of the equality of the provinces and that there is not one Canadian nationality but several. Could you elaborate a bit on this?

Mr. Caldwell: Yes, in my view Canada is a confederation allowing for the retention of different nationalities under the Crown. And Quebec is a notable case. The 1774 Quebec Act, as is made clear in Lawson's studies,

dans son livre, The Imperial Challenge: Quebec and Britain in the Age of American Revolution, il montre que la classe politique britannique a décidé après un débat de sept, huit ou neuf ans que la société québécoise valait la peine d'être conservée. Elle voulait éviter l'erreur irlandaise de la suprématie des protestants, alors le Québec a pu continuer

as a nation. Henri Bourassa was convinced that Quebec was a nation under the Crown. The only thing required by the Crown was political loyalty. It was possible to remain a catholic—protestantism was not imposed—and to retain one's culture; the Crown did not demand the adherence to a civic religion as is the case for a republic.

Alors, c'est la raison pour laquelle je dis que cet effort néo-libéral qui vient aussi de l'Ouest, de l'Université de Calgary par exemple, quand des gens comme Ferguson et d'autres écrivent et disent que la société québécoise était libérale, amène à penser que le Canada est une nation. Je ne le crois pas. Nous sommes un pays dans lequel il y a des nations et pour moi, il y a une nation québécoise.

Mme Gagnon (Québec): Pour faire suite à votre exposé, j'aimerais avoir votre opinion sur le multiculturalisme. Comment on arrive à concilier multiculturalisme et la reconnaissance des peuples fondateurs au Canada?

M. Caldwell: Je ne pense pas qu'on puisse le faire. Pour moi, le multiculturalisme est une sorte d'indication de la culture politique et cela va nous amener, et c'est un peu implicite dans mes remarques, au lowest common denominator qui va nous poser un gros problème et qui peut nous être fatal.

Le multiculturalisme, au niveau philosophique, en termes de philosophie politique, est une aberration. Il n'y a pas de société multiculturelle. Il y a toujours une culture dominante et c'est une illusion de penser qu'en mettant toutes les cultures sur un pied d'égalité, il n'y aura rien qui domine. Ce qui domine, c'est la culture continentale. Je faisais allusion à ça par rapport à ce qui reste dans la conscience des jeunes. Ce qui reste c'est Ford, Esso, qui font partie de la culture qui est dominante et non pas multiculturelle. Je ne crois pas que ce soit conciliable.

Le multiculturalisme était conciliable sous la Couronne, mais on devait tous appartenir à la même culture politique, à la même Couronne. C'est ça qui rendait possible l'existence de ces cultures différentes, mais vouloir en faire une doctrine officielle, et ériger le multiculturalisme au niveau de la culture politique, c'est une erreur.

Mr. Jackson: Mr. Caldwell, I appreciate what you've said. Part of what I heard in your message was that you had to know who you are.

Mr. Caldwell: When I'm loyal.

Mr. Jackson: Yes. You need some semblance of what the country is about and you want to know where you are going. You tend to think that if we disperse the energies and directions by trying to rewrite some of the history, then a person really doesn't know where to go and it becomes very perplexing. It makes a society come apart.

• 1030

Mr. Caldwell: Yes. It has a sentiment of being dispossessed. I feel I was dispossessed.

Mr. Jackson: I appreciate that. As a former high school teacher, I know that you have some students who have six or seven relationships. That's very disconcerting because they have to try to please everyone. Each one is a little different and they are really mixed up. To some extent that gives the same kind of impression.

Mr. Caldwell: Would you agree that the lowest common denominator sets in?

Mr. Jackson: Oh, yes. I know we're diverting a little bit, but there have been situations where there was a good school and the kids were doing extremely well. They decided to bus the bad kids to the good school. Guess what happened? Okay, I appreciate it.

[Traduction]

That is why I refer to the neo-liberal perspective that is also found in the West, in the University of Calgary for example, with people like Ferguson and others writing that Quebec society was a liberal one, leading to the view that Canada is a nation. I do not believe that to be true. We are a country containing more than one nation and in my view, there is a Quebec nation.

Mrs. Gagnon (Québec): I'd like to hear your opinion on multiculturalism. How can multiculturalism be reconciled with the recognition of the founding peoples of Canada?

Mr. Caldwell: I don't think it can. I see multiculturalism as in indicator of the state of our political culture and as was implicit in my remarks, I think it will bring us to the lowest common denominator, it will be a big problem and may prove to be fatal.

From the point of view of political philosophy, multiculturalism is an aberration. There are no multicultural societies. There is always a dominant culture and it is an illusion to think that putting all cultures on an equal footing will avoid this situation. The dominant culture will be the continental one. I refer to that in my remarks about the perception of young people. What remains in their minds are the symbols of Ford and Esso, signs of the dominant culture and not the multicultural one. I don't think the two can be reconciled.

Multiculturalism was possible under the Crown but the political culture was the same for everyone under the same Crown. That is what made possible the existence of these different cultures. But it is a mistake to set up multiculturalism as an official political doctrine.

M. Jackson: Monsieur Caldwell, j'apprécie vos propos. Si je vous ai bien compris, vous disiez, entre autres, que l'on doit être conscient de son identité.

M. Caldwell: Par l'affirmation de sa loyauté.

M. Jackson: Oui. Il faut avoir une certaine idée du sens du pays et de la direction que l'on veut suivre. Vous semblez dire que, si nous dispersons nos énergies et que nous perdons notre chemin en essayant de récrire en quelque sorte l'histoire, les gens ne sauront plus où ils s'en vont et ils deviendront très perplexes. C'est ce qui conduit à la désintégration d'une société.

M. Caldwell: En effet. C'est comme si l'on était dépossédé. Je me sens moi-même dépossédé.

M. Jackson: C'est quelque chose que je peux comprendre. Ayant enseigné au secondaire, je sais que les étudiants ont parfois à traiter avec six ou sept professeurs différents. C'est très déconcertant pour eux parce qu'ils doivent essayer de plaire à tous ces profs. Chacun a ses particularités, et les étudiants ne savent plus très bien ce qu'on l'on attend d'eux. C'est un peu comme ce que vous venez de décrire.

M. Caldwell: Seriez-vous d'accord pour dire que c'est le plus bas dénominateur commun qui s'installe?

M. Jackson: Tout à fait. Je sais que nous nous éloignons un peu du sujet, mais je songe au cas d'une école en particulier où les jeunes réussissaient très bien. On est allé chercher des élèves médiocres que l'on a amenés par autobus à cette bonne école et vous pouvez imaginer la suite. Alors, oui, je comprends.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Caldwell. You've offered us some very interesting comments and thoughts. I appreciate your taking the time to appear before us.

Mr. Caldwell: Thank you for the honour.

The Chairman: Members of the committee, we now will hear from Dr. Rais Khan. Dr. Khan is a political scientist who received his PhD from the University of Michigan in 1965. He has authored a political science text and has published numerous articles and commentaries.

You were a professor at the University of Winnipeg for 27 years and were chair of your department for 10 years. Welcome, Dr. Khan.

Dr. Rais Khan (Individual Presentation): Madam Chairman, allow we to express my appreciation to the committee for the opportunity to make an appearance and express my views on some features of the Citizenship Act.

Let me state at the outset, because very often it causes confusion in the minds of some people, that I'm not here today to represent anybody, nor am I associated with any ethnic organization or political party. My views are strictly my own, those of an ordinary Canadian, albeit a first-generation, concerned with the issues relative to citizenship and its impact on the larger society.

The Canadian Citizenship Act, as the committee well knows, has not been updated since its inception in 1974. Over the last two decades, however, several of its provisions have become outdated and irrelevant to the needs of the contemporary Canadian society. Several of its provisions, such as determination of the requirement for eligibility for citizenship, the automatic appeal process, the residence requirement and the so-called half-time credit, have lately come under scrutiny and need to be reviewed and revised.

During the time allowed me for representation, I would like to focus on two issues: the need to insert a preamble in a new or revised act, and the need to change the present oath of citizenship to reflect contemporary realities. Other issues could perhaps be raised through questions and answers later on in the session.

Four years ago in a Cairo hotel an advertisement in *The Arab Times*, an English-language newspaper published in Kuwait, caught my attention. It was an advertisement from a private Canadian immigration consultant encouraging citizens of Arab countries to apply for immigration to Canada. The advertisement drove home the erroneous perception of Canadian immigration policy and citizenship requirements held by prospective immigrants and often promoted by self-seeking private immigration consultants.

The advertisement started by emphasizing the very generous nature of Canadian immigration policy and the opportunities that the different levels of government in the country make available to new Canadians to preserve, protect, and promote

[Translation]

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Caldwell. Vous nous avez présenté des réflexions et des observations très intéressantes. Je vous sais gré d'avoir pris le temps de comparaître devant nous.

M. Caldwell: Merci de m'avoir fait l'honneur de m'entendre.

La présidente: Messieurs et mesdames les membres du Comité, nous accueillons maintenant M. Rais Khan. M. Khan est un politicologue qui a reçu son doctorat de l'Université du Michigan en 1965. Il est l'auteur d'un manuel de sciences politiques et il a publié de nombreux articles et commentaires.

Vous avez enseigné à l'Université de Winnipeg pendant 27 ans et vous avez été chef du Département de sciences politiques pendant 10 ans. Soyez le bienvenu, monsieur Khan.

M. Rais Khan (présentation individuelle): Permettez-moi, madame la présidente, de dire au Comité comme je suis reconnaissant de cette occasion qui m'est donnée de comparaître devant vous et de vous faire part de mes vues sur certains aspects de la Loi sur la citoyenneté.

Je vais tout d'abord préciser, pour éviter toute méprise à ce sujet, que les vues que je présente ici aujourd'hui n'engagent que moi et que je ne me suis associé à aucun organisme ethnique ni à aucun parti politique. Je suis simplement ici pour vous présenter mes vues en tant que Canadien ordinaire, quoique de première génération, qui s'intéresse aux questions relatives à la citoyenneté et à leurs incidences sur l'ensemble de notre société.

La Loi sur canadienne sur la citoyenneté, comme le savent très bien les membres du Comité, n'a pas été mise à jour depuis qu'elle a été adoptée en 1974. Au cours des 20 dernières années, plusieurs de ses dispositions sont devenues désuètes et ne répondent plus du tout aux besoins de la société canadienne contemporaine. La validité de plusieurs dispositions, comme celle concernant les critères d'admissibilité à la citoyenneté, la procédure d'appel automatique, les exigences en matière de résidence et les crédits de résidence à temps partiel, étant mises en question ces derniers temps, il convient de les examiner et de les modifier.

Pendant le temps qui m'est alloué, je porterai mon attention sur deux questions: la nécessité d'inclure un préambule dans la Loi, qu'elle soit modifiée ou refaite du tout au tout, et la nécessité de modifier l'actuel serment de citoyenneté pour tenir compte des réalités contemporaines. Nous pourrons peut-être aborder d'autres questions pendant la période de questions qui suivra mon exposé.

Il y a quatre ans, dans un hôtel du Caire, une annonce parue dans *The Arab Times*, journal de langue anglaise publié au Koweït, a attiré mon attention. Il s'agissait d'une annonce faite par un expert-conseil canadien en matière d'immigration qui encourageait les citoyens de pays arabe à demander de pouvoir émigrer au Canada. L'annonce confirmait la perception erronée de la politique canadienne en matière d'immigration et des conditions d'obtention de la citoyenneté qui est répandue parmi ceux qui souhaitent émigrer chez nous et qui sont souvent encouragés par les conseillers privés en immigration qui cherchent leur propre intérêt.

Dans cette annonce, on insistait d'abord sur le caractère très généreux de la politique canadienne en matière d'immigration et sur les moyens mis en oeuvre par les divers paliers de gouvernement du Canada pour aider les nouveaux Canadiens à

the old country culture. It went on to point out that the Governor General of Canada was a Ukrainian, the Prime Minister an Irishman, one provincial premier was a Dutchman, while another was Lebanese. One could not help wondering why there were no qualified Canadians to occupy these important positions.

• 1035

To a large extent the current Citizenship Act indirectly and inadvertently promotes such an interpretation. The act lays down the criteria for Canadian citizenship and explains the procedures one must follow in order to acquire it. In doing so, the act reduces Canadian citizenship to a narrowly defined legal status, tied to a parchment officially known as the certificate of citizenship. Once that is done, a citizen can continue to remain and identify as Ukrainian, Irish, Dutch, Lebanese, or any other background. This may be an exaggeration, but is not very far from the general attitude of new, and many not so new, Canadian citizens.

The act by default undermines, or at the very least minimizes, the significance of being a Canadian. To begin with, the existing legislation is totally devoid of any statement about the common principles, values, rights and responsibilities associated with being a Canadian citizen. It neglects to emphasize that Canadian citizenship is a privilege that entails responsibilities.

On becoming a citizen, one buys into the values of the community. Citizenship implies a sense of belonging to a community, loyalty to its laws, and pride in being a part of it. A citizen not only benefits from what the community has to offer, but is also expected to actively contribute to its improvement. Citizenship, in essence, is an implicit contract between the individual and the community. Both have obligations to each other. It is just as important for the community to adopt the new citizen as it is for the new citizen to demonstrate to the community, both in words and deeds, that he or she is one of them.

The inclusion of a preamble in the Citizenship Act could correct this glaring omission, and indeed would be quite timely. At a time when we preach to others observance of fundamental rights, values of democracy and the rule of law, we must also reiterate these to our own citizens.

The preamble could verbalize a suggestion from the standing committee's document, "A Citizenship Strategy", the common principles, values, rights and responsibilities fundamental to Canadian citizenship, respect for the rule of law and the equality of individuals, and support for freedom and democracy.

But perhaps more importantly, the preamble should capture the image of Canada depicted by Professor Reginald Bibby of the University of Lethbridge in his book *The Mosaic Madness*, published in 1990. If I may be allowed to quote a brief passage from it:

[Traduction]

préserver, à protéger et à promouvoir la culture de leur pays d'origine. On poursuivait en disant que le gouverneur général du Canada était d'origine ukrainienne, que le premier ministre fédéral était irlandais, que le premier ministre d'une province était hollandais et qu'un autre était libanais. Le lecteur ne pouvait s'empêcher de se demander pourquoi on n'avait pas pu trouver de Canadiens compétents pour occuper ces postes influents.

Dans une large mesure, l'actuelle Loi sur la citoyenneté encourage indirectement pareille interprétation, sans que ce soit intentionnel. La loi fixe les critères d'accession à la citoyenneté canadienne et explique la procédure à suivre pour obtenir la citoyenneté. Ce faisant, elle ramène la citoyenneté canadienne à un statut juridique défini de façon très étroite, accordé par un document officiellement connu comme le certificat de citoyenneté. Une fois ce certificat obtenu, le citoyen peut continuer de s'identifier comme Ukrainien, Irlandais, Hollandais, Libanais ou que sais—je encore. J'exagère peut—être, mais je crois décrire l'attitude généralement répandue parmi les nouveaux citoyens canadiens et aussi parmi beaucoup de citoyens de longue date.

La loi, par défaut, mine, ou à tout le moins minimise, la valeur que l'on attache au fait d'être canadien. Tout d'abord, l'actuelle loi ne contient aucune déclaration sur les principes, les valeurs, les droits et les responsabilités qui se rattachent au statut de citoyen canadien. Elle ne précise pas que la citoyenneté canadienne est un privilège qui comporte certaines responsabilités.

Quand on devient citoyen, on adhère aux valeurs de la société dans laquelle on vit. Devenir citoyen, c'est professer son sentiment d'appartenance à la société dans laquelle on vit, sa loyauté envers les lois de cette société et sa fierté d'en faire partie. Être citoyen, c'est non seulement pouvoir bénéficier de ce que la société a à offrir, mais c'est aussi contribuer de façon active au mieux-être de cette société. La citoyenneté est essentiellement un contrat implicite entre le citoyen et la société dans laquelle il vit. L'un et l'autre ont des obligations réciproques. Tout comme la société a le devoir d'adopter le nouveau citoyen, le nouveau citoyen a le devoir de montrer à la société, par ses paroles et par ses gestes, qu'il en fait partie.

L'inclusion d'un préambule dans la Loi sur la citoyenneté permettrait de corriger cette omission flagrante et arriverait à point nommé. À une époque où nous prêchons à d'autres le respect des droits fondamentaux, l'importance des valeurs démocratiques et la primauté du droit, il conviendrait de réitérer ces principes à l'intention de nos propres citoyens.

On pourrait reprendre dans le préambule la suggestion faite par le Comité permanent dans son document intitulé «Une stratégie pour la citoyenneté», où il est question des principes, des responsabilités, des valeurs et des droits inhérents à la citoyenneté canadienne, du respect de la règle de droit et de l'égalité des individus ainsi que de l'appui à la liberté et à la démocratie.

Mais, de façon encore plus importante peut-être, le préambule devrait refléter la vision du Canada peinte par le Professeur Reginald Bibby, de l'Université de Lethbridge, dans son livre *The Mosaic Madness*, publié en 1990. Si vous me le permettez, je vous en lis un court extrait:

The vast majority of our parents, grandparents, and great grandparents came to Canada not to live out the old life here, but to find a new life, one much better than what they had known in the countries of their birth.

They, and so many other hundreds of thousands of immigrants came to Canada because they had a dream of a better life. Historically, there is perhaps no single characteristic more common among those varied new arrivals than that dream. Our relatives who preceded us from Britain and France, from the rest of Europe and Asia and Africa and the Americas, came because they saw hope of better things. It is not an exaggeration to say that the dream of a better life is the very source of our cultural diversity.

That dream needs to be reemphasized in our time. We, like they, want to stay alive and live well. That's why it's so important that we resolve the issue of coexistence, so that we...can give our energies to pursuing the best existence possible in this land.

Our cultural diversity is one of our richest assets. Our dream of well-being—along with a willingness to work for it—is a goal that brings cohesion to that diversity. Social sanity lies in refocussing on the dream that created a multinational Canada.

• 1040

In addition, a new oath of citizenship should be developed to reinforce the preamble. I'm aware I am stepping on controversial grounds and am in direct debate with the witness who preceded me, but in any case I'll say my piece. The present oath is at best archaic. It is a legacy of different times. Without entering into the larger debate about the relevance of the monarchy, it is for a new Canadian, as well as for a large number of old Canadians, at best a remote and distant institution. Most do not understand let alone appreciate the constitutional niceties of the British monarchy also being the Canadian monarchy.

If a preamble is intended to emphasize Canadian values, then the oath should emphasize a Canadian identity with which the citizen could identify. A revised version of the oath of citizenship could read as follows—and I personally prefer the word "swear" because "affirm" sounds a little too weak: "I swear that I will be faithful to Canada and the Constitution of Canada, and that I will faithfully observe the laws of Canada and fulfil my duties as a Canadian citizen."

In short, the new oath should reflect not only a sense of pride but perhaps even a dash of national chauvinism. Those sentiments should condition the first official utterance of a new Canadian.

Thank you, Madam Chair.

[Translation]

La grande majorité de nos parents, grands-parents et arrièregrands-parents sont venus au Canada, non pas pour reprendre ici la vie qu'ils avaient dans leur pays d'origine, mais pour y trouver une nouvelle vie, une vie bien meilleure que celle qu'ils avaient connue dans leur pays d'origine.

Comme des centaines de milliers d'autres immigrants, ils sont venus au Canada parce qu'ils rêvaient d'une vie meilleure. Tout au long de notre histoire, cette caractéristique est peut-être celle que l'on retrouve le plus souvent parmi les immigrants qui sont venus chez nous de divers pays. Nos ancêtres, qui sont venus ici de la Grande-Bretagne et de la France, des autres pays d'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et des Amériques, sont venus ici dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Il n'est pas exagéré de dire que l'espoir d'une vie meilleure est au coeur même de notre diversité culturelle.

Le moment est venu d'insister de nouveau sur ce rêve. Tout comme nos ancêtres, nous voulons continuer à vivre ici et à bien y vivre. C'est pourquoi il est tellement important que nous réglions la question de la coexistence, pour que nous... puissions consacrer nos énergies à assurer notre mieux—être à tous.

Notre diversité culturelle est un de nos meilleurs atouts. Notre rêve de mieux-être — de même que la volonté que nous avons de travailler à sa réalisation — est un objectif qui cimente cette diversité. Pour assurer la survie de notre société, nous devons nous reconcentrer sur ce rêve qui nous a conduits à un Canada multinational.

En outre, il faudrait élaborer un nouveau serment de citoyenneté qui vienne renforcer le préambule. Je sais que je m'aventure ici sur un terrain controversé et que je diverge radicalement d'opinion avec le témoin qui m'a précédé, mais je tiens néanmoins à dire ce que j'ai à dire. Le mieux que l'on puisse dire de l'actuel serment, c'est qu'il est archaïque. Le serment est un legs d'une époque révolue. Sans vouloir m'engager dans le débat plus large au sujet de la place de la monarchie dans notre société moderne, je vous dirai qu'aux yeux du nouveau Canadien que je suis, ainsi qu'aux yeux de bon nombre de Canadiens de souche, la monarchie est une institution qui a très peu de résonance. La plupart ne comprennent pas les raffinements constitutionnels qui font que la monarchie est aussi la monarchie canadienne, et ils sont encore moins à même de les apprécier.

Si nous avons un préambule qui insiste sur les valeurs proprement canadiennes, le serment devrait alors insister sur ce qui constitue l'identité canadienne et qui évoquerait quelque chose pour le citoyen. Le nouveau serment de citoyenneté pourrait être libellé en ces termes—et, pour ma part, je préfère le serment comme tel à l'affirmation solennelle, qui me semble un peu faible: «Je jure fidélité au Canada et à la Constitution canadienne et je jure d'observer fidèlement les lois du Canada et de remplir loyalement mes obligations de citoyen canadien.»

Bref, le nouveau serment devrait non seulement refléter un sentiment de fierté, mais peut-être même dénoter un soupçon de chauvinisme national. La première déclaration officielle d'un nouveau Canadien devrait être marquée par des sentiments de ce genre.

Merci, madame la présidente.

The Chairman: Thank you very much, Dr. Khan.

Members of the committee, we have Mr. Knutson, Ms Bethel, Mr. Hanger and Mr. Bryden left over from last time. If it's all right with you we'll allow them questions.

Mr. Knutson.

Mr. Knutson: I just have a minor point on the issue of swearing or affirming. A Mennonite mentioned to me the other day that it's against their religion to swear. Their word is their bond, so they affirm. I think we should allow the option.

Dr. Khan: Personally, I am against swearing. I've always told my children a person who swears is the example of a weak mind trying to express itself.

Some hon. members: Oh, oh!

Dr. Khan: In any case I was using the word "swear" in the context of taking an oath. We take an oath when we go to court; we take an oath when we are sworn in. I was using the word "swear" in that sense.

Mr. Knutson: I was using the word in the same sense you're using it. A Mennonite wouldn't want to swear allegiance.

A voice: We don't in the courts, either.

Mr. Bryden: Yes, but they don't vote, either.

Mr. Knutson: They do vote.

Dr. Khan: I'm not particular about the word "swear". What I mean is there should be something that in effect tells them with a bang, so to speak, that when one becomes a Canadian citizen one is taking on not only a privilege but responsibilities that are serious, meaningful and need to be fulfilled. Whether we use the word "swear" or devise some other way to express that sentiment is not really important.

The Chairman: Mr. Khan, what is your view on dual citizenship? Should we allow it?

Dr. Khan: In one word, Madam Chairperson, no. Dual citizenship, as the gentleman before me suggested, creates divided loyalties. We have enough examples in this country of people with divided loyalties. We have examples of Canadian citizens, regardless of their cultural background, not allowed to serve as a part of the armed forces in the Middle East if they happen to be Jewish or Arab. To me, when one becomes a Canadian citizen one undertakes to do one's best in the service of the new country. That desire to serve the new country develops a split personality if one has divided loyalties.

Quite apart from this is the fact that it is also inconvenient for the individual. In the case of dual citizenship, the Government of Canada is not as effective in looking after the interest of a Canadian citizen who happens to have run afoul of the law in the other country of which he or she is a citizen.

• 1045

It is both from the point of view of the individual citizen as well as from the point of view of the state that dual citizenship is not only an administrative problem, but it undermines the government's ability to protect the citizen. But for me, the most important concern is that dual citizenship inevitably creates divided loyalties.

[Traduction]

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Khan.

Messieurs et mesdames les membres du Comité, il nous reste M. Knutson, M^{me} Bethel, M. Hanger et M. Bryden qui avaient demandé à prendre la parole au dernier tour. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous leur permettrons de vous poser des questions.

Monsieur Knutson.

M. Knutson: J'ai une petite observation à faire au sujet du choix entre le serment et l'affirmation solennelle. Un Mennonite m'a dit l'autre jour que sa religion lui interdit de jurer. Les Mennonites n'ont qu'une parole, alors ils optent pour l'affirmation solennelle. Je crois qu'il faudrait leur laisser le choix.

M. Khan: Pour ma part, j'estime que ce n'est pas bien de jurer. J'ai toujours dit à mes enfants que les jurons sont le moyen d'expression des esprits faibles.

Des voix: Oh. oh!

M. Khan: En tout cas, j'ai utilisé le mot «jurer» dans le contexte de la prestation d'un serment. Nous prêtons serment quand nous nous présentons devant un tribunal. Nous prêtons serment quand nous sommes assermentés. C'est dans ce sens que j'utilise le terme.

M. Knutson: J'utilise le terme dans le même sens que vous. Un Mennonite préfère ne pas jurer allégeance.

Une voix: Nous ne le faisons pas non plus devant les tribunaux.

M. Bryden: D'accord, mais ils ne votent pas non plus.

M. Knutson: Si, ils votent.

M. Khan: Je ne tiens pas particulièrement au mot «jurer». Je trouve simplement que le serment devrait être formulé en des termes percutants, pour que la personne qui accède à la citoyenneté canadienne se rende compte qu'elle assume non seulement un privilège mais aussi des responsabilités sérieuses dont elle doit s'acquitter. L'important, c'est d'exprimer ce sentiment, peu importe les mots que l'on utilise.

La présidente: Monsieur Khan, que pensez-vous de la double citoyenneté? Devrait-on permettre la double citoyenneté?

M. Khan: En un mot, madame la présidente, non. La double citoyenneté, comme l'a dit le témoin qui m'a précédé, engendre une loyauté partagée. Nous avons suffisamment d'exemples au Canada de personnes dont la loyauté est partagée. Nous avons des exemples de citoyens canadiens qui, indépendamment de leurs antécédents culturels, n'ont pas le droit de servir dans les forces armées au Proche-Orient, s'ils sont Juifs ou Arabes. À mon avis, quand on devient citoyen canadien, on s'engage à faire de son mieux pour servir son nouveau pays. Ce désir de servir le nouveau pays conduit à des troubles de personnalité chez celui dont la loyauté est partagée.

Il en résulte aussi des inconvénients pour la personne qui a la double nationalité. Le gouvernement du Canada ne peut pas aussi bien veiller aux intérêts des citoyens canadiens ayant une double citoyenneté et qui ont des démêlés avec la justice de leur pays d'origine.

La double citoyenneté ne pose pas uniquement un problème de nature administrative, tant pour les intéressés que pour l'État, mais elle empêche le gouvernement de protéger correctement le citoyen. Mais ce qui m'inquiète le plus, c'est que la double citoyenneté donne inévitablement lieu à une loyauté partagée.

The Chairman: You mention residence requirement as something that needs work on. How would you define residency?

Dr. Khan: I am in favour of the idea that a part of the residency requirement should be continuous stay, physical presence, in the country. I take it that residency requirement is intended to allow the prospective citizen the time to become acculturated to the Canadian society, how the society lives, how it does things, how the system runs. Those periodic absences when one comes and stays for a week to satisfy the legal requirement, but goes away and does most of whatever one does elsewhere, does not really give the prospective citizen the opportunity to educate himself or herself about the new society.

The Chairman: Do you have any advice on specifics?

Dr. Khan: I think that the requirement of three continuous years of residence, as it stands now, is perhaps a reasonable expectation.

The Chairman: With absences of. . .?

Dr. Khan: With short absences for holidays, for business purposes... There are occasions when absences are necessary, but barring that, it is not inconceivable for a prospective citizen to manage three continuous years of stay in the country considering how important it is for the individual to become a Canadian citizen. In fact, if a prospective citizen cannot manage to spend three consecutive years in the country of which he becomes a citizen, I would doubt that person's sincerity about that status.

The Chairman: We know that there are many landed residents—immigrants—who maintain that status for 15, 20, 30, 40 years. Should there be a limit to landed immigrant status?

Dr. Khan: Do you mean a maximum of-

The Chairman: Before they choose whether to become a Canadian.

Dr. Khan: I never thought about it. I think the minimum requirement is reasonable, but the maximum is...to a certain extent the case could be made that it is an individual choice. On the other hand, the case could also be made that the state must be sure where you stand in relation to Canada and elsewhere. I wouldn't be averse to the idea of some reasonable maximum being established, but I have not given much thought to the idea, frankly.

Mr. Hanger: I would like to ask you about multiculturalism as it fits into this Canadian citizenship policy. Should we be emphasizing more of a Canadian culture per se? You alluded to it to some degree in your initial comments. Or should we maintain a multicultural directive or position?

Dr. Khan: Let me draw your attention to that ad in the newspaper I was talking about. After having said that all important Canadian officeholders were not really Canadians, it went on to suggest that the Government of Canada provides financial assistance, and therefore one does not have to give up one's culture or way of living or way of doing things after becoming Canadian.

[Translation]

La présidente: Vous avez dit qu'il fallait retravailler la condition de résidence. Comment définiriez—vous la résidence?

M. Khan: Je suis favorable à l'idée selon laquelle la condition de résidence doit en partie correspondre à un séjour prolongé, à une présence physique au pays. J'estime que la condition de résidence a pour objet de permettre au citoyen en puissance d'avoir le temps de s'imprégner de la culture canadienne, de savoir comment évolue notre société, comment se déroulent les choses et comment fonctionne le système. Les absences prolongées de ceux qui ne passent qu'une semaine au Canada pour satisfaire les exigences légales, mais qui passent le plus clair de leur temps hors du pays, ne donnent pas vraiment la possibilité au futur citoyen de découvrir sa nouvelle société.

La présidente: Avez-vous un conseil quelconque à donner?

M. Khan: J'estime que la condition actuelle de résidence, qui est fixée à trois ans, est raisonnable.

La présidente: Avec des absences de. . .?

M. Khan: Moyennant de vraies absences pour vacances ou affaires... Il est des occasions où les absences sont nécessaires mais, hormis cela, il n'est pas déraisonnable de demander à un futur citoyen de s'arranger pour passer trois années sans interruptions dans son pays d'adoption, si l'on songe à l'importance que revêt la citoyenneté canadienne pour ce genre de personne. En fait, je douterais de la sincérité d'un futur citoyen si celui-ci ne parvenait pas à passer trois années consécutives au pays.

La présidente: De nombreux résidents reçus, ou plutôt immigrants reçus, conservent ce statut pendant 15, 20, 30, voire 40 ans. Devrait—on adopter une durée limite pour le statut d'immigrant reçu?

M. Khan: Vous voulez dire un maximum de...

La présidente: Avant que ces personnes ne doivent opter pour la citoyenneté canadienne.

M. Khan: Je n'y ai jamais vraiment pensé. Je pense qu'il est raisonnable d'imposer une durée minimale, quant à un maximum... dans une certaine mesure, on pourrait toujours soutenir que c'est au choix de chacun. D'un autre côté, on pourrait également dire que l'État doit savoir quelle est la position de ces gens par rapport au Canada et par rapport à d'autres pays. Je ne serais pas contre l'idée d'imposer un maximum raisonnable, mais, pour être franc avec vous, je n'y ai pas vraiment pensé.

M. Hanger: Je vais vous poser une question à propos du multiculturalisme et de la façon dont il s'imbrique dans la politique canadienne en matière de citoyenneté. Devrait—on plus insister sur une culture purement canadienne, comme vous en avez parlé, dans une certaine mesure, dans vos remarques liminaires? Ou devrait—on maintenir une optique, une orientation typiquement multiculturelle?

M. Khan: Revenons—en à cette publicité dans le journal dont je vous parlais. Après avoir précisé que tous les titulaires de charges canadiennes importantes ne sont pas vraiment des Canadiens, elle se poursuit en indiquant que le gouvernement du Canada apporte son appui financier et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de renoncer à sa culture ni à son mode de vie d'origine, une fois qu'on est devenu Canadien.

I think that is sending the wrong message to a prospective Canadian. It is in effect saying that you can be a Canadian and yet you do not have to be a Canadian. You can have the legal status of Canadian citizenship, yet at the same time, you do not necessarily have to contribute to anything that makes a Canadian. Not only do you not have to do it, in fact, the government subsidizes you for not doing it. The government subsidizes you for not being a Canadian and maintaining your status.

[Traduction]

Personnellement, j'estime que, ce faisant, on adresse un message erroné aux futurs Canadiens. C'est comme si on leur disait qu'ils peuvent être des Canadiens sans pour autant être Canadiens. On va vous donner en toute légalité la citoyenneté canadienne mais, par ailleurs, vous ne devrez pas forcément contribuer à quoi que ce soit qui fait qu'un Canadien est un Canadien. Et non seulement vous n'aurez pas à le faire mais, en plus, le gouvernement vous soutiendra pour ne pas le faire. Le gouvernement vous aidera financièrement pour vous permettre de ne pas vraiment devenir Canadien et de conserver votre statut.

• 1050

I think that's divisive; that goes against the grain of community-building. It is one thing to allow individuals the freedom to maintain their own cultural background if they so desire. That's their personal affair. But I think the responsibility of the state is to build a unified, integrated community. Providing assistance to Canadian citizens from other backgrounds to maintain those backgrounds and not become a part of the mainstream of society is, on the one hand, doing a disservice to the community as a whole. On the other hand, it is doing a disservice to the individual by saying, look, you can sit on the periphery of the mainstream, but for whatever reason, you do not have to be a part of the mainstream and you should not be a part of the mainstream.

Multiculturalism as a demographic characteristic of the Canadian society is undeniable. Canada has always been multicultural, from its very inception—the aboriginal population, the French Canadians, the English Canadians, and all the immigrants who came later on. Multiculturalism as an official policy, however, in which a government subvention is given to various cultural groups to maintain, preserve, protect and promote one's cultural background, as the Canadian Multiculturalism Act says, is something quite different. That is something I think is undesirable. Multiculturalism as a policy has gone in a direction it was not intended to go. I could speculate as to the possible reasons, but I don't think this is either the time or the place to do it.

Mr. Hanger: In your oath you speak of the Canadian identity, that there should be an oath to emphasize Canadian identity with which the citizens could identify. The previous speaker spoke of symbols that are being removed from our historical culture and not being replaced. What could be replaced here? What could we replace as symbols to sort of bring people together when these matters have been removed?

Dr. Khan: I agree with the previous speaker that many of the symbols have been removed. The symbol of the royal mail has been removed, and at one time there was talk about removing the word "Royal" from the Royal Canadian Mounted Police. It's not so much a matter of removing as a matter of emphasizing. If in the process of emphasizing something that is desirable and necessary, something has to be removed, I would say that is a desirable decision.

J'estime qu'il s'agit à d'un élément qui divise, qui empêche les gens d'adhérer à notre société. C'est une chose que de permettre aux néo-Canadiens de conserver leur culture, s'ils le veulent. Après tout cela les regarde. Mais j'estime que l'État a la responsabilité de bâtir une société intégrée, unifiée. Si l'on vient financièrement en aide aux néo-Canadiens pour leur permettre d'entretenir leur bagage culturel et de ne pas pleinement adhérer à la tradition canadienne, alors on dessert la société canadienne en général. D'un autre côté, on ne rend pas non plus service à ces gens parce que non seulement on leur permet de rester en marge de la tradition canadienne mais, en plus, on leur dit que pour quelque raison que ce soit ils n'ont pas à adhérer à cette tradition ni à s'y intégrer.

Il est indéniable que le multiculturalisme est une caractéristique démographique de notre société. Le Canada a toujours été une société multiculturelle puisque les autochtones, les Canadiens français, les Canadiens anglais et tous les immigrants qui sont venus par la suite y ont toujours cohabité. Cependant, en vertu de la politique officielle sur le multiculturalisme, le gouvernement accorde des subventions aux différents groupes culturels pour leur permettre, comme l'indique la loi, de conserver, de préserver, de protéger et de promouvoir leur culture d'origine, ce qui est quelque chose de tout à fait différent. Cela, j'estime que ce n'est pas souhaitable. La politique sur le multiculturalisme a pris une orientation que l'on ne voulait pas au début. Je pourrais me hasarder à vous en donner des raisons possibles, mais j'estime que c'est ni le moment ni l'endroit pour le faire.

M. Hanger: Vous recommandez que le serment d'allégeance insiste davantage sur la notion d'identité canadienne, de cette identité dans laquelle les citoyens pourraient se reconnaître. Le témoin précédent a parlé des symboles de notre culture traditionnelle qui ont été retirés sans être remplacés. Par quoi pourrait—on les remplacer? Quels autres symboles pourrait—on adopter pour rassembler les gens, alors même que d'autres symboles d'unification ont été supprimés?

M. Khan: Je conviens, avec le témoin précédent, que de nombreux symboles ont été supprimés. C'est, par exemple, le cas de la poste royale et, à un moment donné, il a même été question de supprimer l'adjectif «royal» de la Gendarmerie royale du Canada. Mais il n'est pas tant question ici de retirer des symboles que d'insister sur d'autres aspects. Mais, si pour insister sur quelque chose qui est souhaitable et nécessaire, il faut retirer quelque chose, alors j'estime que c'est la bonne décision à prendre.

What we have to emphasize is a Canadian symbol rather than a symbol that has been adopted but nonetheless is remote and distant. Citizens, new and old, find it difficult to identify with something that one cannot see, something that one does not have to deal with in one's everyday life, something that is more glamour than reality. In that sense, emphasizing the Canadian symbol, the Canadian grand seal, the status of the Governor General—Canada and the symbols of Canada need to be re—emphasized.

I agree with the member of Parliament who said earlier that societies must evolve. We must also evolve in the process of evolving. It may be a bad analogy, but some reptiles are known to shed their whole skin in order to develop new skins. Old leaves die out in order for new leaves to grow. Old people die in order that new generations and children find a place. That applies to societies as well. In the process of growing, developing, evolving, improving, some of the old things that have ceased to be relevant or meaningful have to be set aside in preference to those that are relevant and meaningful.

Mr. Bryden: I would like to comment on your remark about multiculturalism, just to say that I have a riding that has a huge ethnic, urban population. During the campaign I certainly encountered your view with respect to multiculturalism among the ethnic groups, that it should be a freedom rather than an official policy. So it's just interesting.

• 1055

In that context, I'd like to tap your expertise. The previous witness made a statement that I found fascinating. He said Canada wasn't a nation; Canada was a country of nations. When we're talking about multiculturalism, we turn the question around about our founding heritage, which is French and English. He spoke of a country of nations, which included Quebec as a nation and perhaps western Canada as a nation, and so forth.

I wondered if you could comment on whether this, in your sense of the language of political science, is essentially the definition of sovereignty association? Is a country that is a nation of nations in fact a country that has sovereignty association?

Dr. Khan: From my limited expertise, let me draw your attention to the situation in the United States prior to the 1874 confederation, when the various states of the United States were governed by what were known as the Articles of Confederation. In those Articles of Confederation there was a loose central government. That central government was totally dependent upon the financial support of the states for its existence. The result was that the Articles of Confederation and the political entity governed by them became impossible. The decision was made to develop a set of laws that would promote a more integrated community, rather than the very loose kind of arrangement that existed.

[Translation]

Nous devons mettre en relief un symbole canadien actuel, plutôt qu'un symbole ancien et distant. Les citoyens et les néocitoyens ont de la difficulté à s'identifier à quelque chose qu'ils ne peuvent voir, avec lequel ils n'ont pas affaire quotidiennement, à un symbole de prestige et d'éclat plutôt que réel. C'est dans ce sens qu'il convient de faire ressortir une symbolique canadienne, de rechercher un cachet canadien, de mettre en valeur le grand sceau du Canada, le statut du gouverneur général, bref d'insister sur le Canada et sur les symboles du Canada.

Je suis d'accord avec le député qui a dit plus tôt que les sociétés doivent évoluer. Mais nous devons également évoluer en regard du processus d'évolution. Mon exemple ne sera peut-être pas du meilleur ton, mais c'est ce qui se passe quand des reptiles muent, et qu'ils se font une nouvelle peau. Les vieilles feuilles tombent des arbres pour permettre à de nouvelles de pousser. Les personnes âgées meurent pour laisser la place aux nouvelles générations, aux enfants qui viennent. Eh bien, la même chose est vraie dans le cas des sociétés. Dans une société qui mûrit, se développe, évolue, s'améliore, il faut laisser de côté les vieux attributs qui ne sont plus pertinents pour leur préférer ceux qui sont beaucoup plus actuels et significatifs.

M. Bryden: je voudrais dire quelques mots à propos de votre remarque au sujet du multiculturalisme, car il se trouve que ma circonscription est composée d'une importante population urbaine d'origine ethnique. Lors de la campagne électorale, j'ai rencontré plusieurs personnes, parmi les groupes ethniques,qui partageaient votre point de vue au sujet du multiculturalisme, à savoir qu'il vaudrait mieux le libéraliser que d'en faire une politique officielle. Tout cela pour dire que cette question est intéressante.

Eh bien, s'agissant de multiculturalisme, j'aimerais m'éclairer à votre lanterne. Le témoin précédent a fait une déclaration que j'ai trouvée fascinante. Il a dit que le Canada n'était pas une nation, mais plutôt un pays fait de nations. Quand on parle de multiculturalisme, on tourne toujours autour de l'héritage des pères fondateurs, soit les Français et les Anglais. Il a donc parlé d'un pays fait de nations, notamment le Québec et peut-être même l'Ouest du Canada, et les autres parties du pays.

Pourriez-vous nous dire, d'après ce que vous comprenez de la dialectique politique, si cette définition correspond essentiellement à celle de souveraineté-association? Est-ce qu'une nation composée de plusieurs nations est un pays où règne la souveraineté-association?

M. Khan: Eh bien, je sais peu de choses sur le sujet, mais j'attirerais votre attention sur la situation des États-Unis avant la confédération de 1874, quand les divers États américains étaient régis par ce qu'on appelait à l'époque les Articles de la Confédération. Eh bien, ces Articles prévoyaient l'existence d'un vague gouvernement central qui dépendait entièrement de l'appui financier des États. Résultat: les Articles de la Confédération et l'entité politique qu'ils régissaient ont abouti à un cul-de-sac. Les Américains ont alors décidé d'arrêter un ensemble de lois qui favoriserait l'instauration d'une société intégrée et qui s'éloignerait donc du genre d'arrangements ouverts qui avaient existé jusqu'alors.

I would also draw your attention to the experiment being done in Europe at the moment, the European Community. The European Community idea is more than a sovereignty association. I think one of the reasons they are having so much difficulty in trying to promote it is that the European Community idea, as I understand it, is the idea of developing a unified Europe, with a common armed force and a common foreign policy and, as things develop, perhaps a greater and more highly integrated European Community.

The idea of sovereignty association goes against the grain of what constitutes an integrated, unified community, unless there are certain understandings of who does what and has ultimate responsibility for doing those things and is finally accountable for doing those things—a political partnership.

A political partnership in the best of circumstances is difficult to implement. A political partnership of the nature of a sovereignty association, where the division of powers and responsibilities is at best hazy and amenable to fairly easy misunderstandings and controversies, is far more difficult to implement. But at the same time, quite apart from everything else, in my judgment a sovereignty association does not promote an integrated community.

Whether you call it a nation or whether you call it a community is not that important. Communities that are based on immigration have always found it difficult to evolve into nations. The Americans, the Australians and the New Zealanders are examples, and South Africa is perhaps a more extreme example, and we are an example here.

Mr. Assadourian: I have one quick question. I noticed you changed the oath. I asked the previous witness if he would agree to the words "Canada is indivisible and united". Would you agree with that?

Dr. Khan: Yes, I would. The idea is to emphasize Canadian unity. The words are not important; it's the sentiment. Whatever appropriate words are found to express that sentiment are perfectly acceptable.

M. Nunez: Concernant la double citoyenneté, je pense qu'elle est en expansion dans le monde. Il y a de plus en plus de pays qui la reconnaissent, et l'enlever aujourd'hui ce serait aller contre l'histoire.

• 1100

Ma question concerne le serment dans lequel vous avez enlevé toute référence à la reine, et c'est déjà un progrès. Mais en ce qui concerne la monarchie, est—ce que vous êtes d'accord, parce que ce n'est pas très clair dans votre papier? Est—ce que vous êtes pour ou contre? Est—ce que la monarchie n'est pas un élément qui divise les Canadiens?

Dr. Khan: I, like everybody else in Ottawa, hesitate to enter into a discussion of the "C-word".

An hon. member: Hear, hear.

Dr. Khan: But from the context of the C-word, I would think the monarchy is an anomaly, from my personal point of view. To my knowledge there are three countries that still recognize the Crown as a symbol of their statehood: Australia,

[Traduction]

J'attire également votre attention sur l'expérience qui se déroule actuellement en Europe: je veux parler de la Communauté européenne. L'idée de la Communauté va bien au-delà de la souveraineté-association. L'une des raisons pour lesquelles les Européens ont tant de difficultés à promouvoir cette idée d'une communauté, d'après ce que je crois comprendre, tient au fait qu'ils visent une Europe unifiée, ayant des forces armées et une politique étrangère communes et peut-être même, à la longue, une véritable société européenne intégrée.

Or, l'idée même de souveraineté-association est contraire à tout ce qui peut constituer une société intégrée, unifiée, sauf si l'on s'entend sur un partage clair des responsabilités et sur la notion de reddition de comptes, et l'on parle alors d'un partenariat politique.

Malheureusement, dans le meilleur des cas, il est difficile de mettre en oeuvre un partenariat politique. Et c'est d'autant plus difficile quand on a affaire à une souveraineté—association où la répartition des pouvoirs et des responsabilités est vague et qu'elle risque fort de donner lieu à des controverses et à des malentendus. Par ailleurs, et même si l'on fait fi de tout le reste, j'estime que la souveraineté—association ne favorise en rien l'instauration d'une société intégrée.

Ainsi, peu importe que l'on parle de nation ou de société. Les sociétés qui dépendent de l'immigration ont toujours eu beaucoup de difficultés à devenir des nations. Les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en sont des exemples, tout comme nous. Il y a aussi l'Afrique du Sud, qui est sans doute un exemple extrême.

M. Assadourian: J'ai une brève question à poser. J'ai remarqué que vous proposez une modification du serment. J'ai demandé au témoin précédent s'il serait d'accord pour qu'on ajoute: «le Canada est indivisible et uni». Seriez-vous d'accord avec cela vous-même?

M. Khan: Oui. Il est question de renforcer la notion d'unité canadienne. Les mots ne sont pas importants, c'est le sentiment qu'ils le communiquent qui compte. Alors, tous les mots qui permettront d'exprimer ce genre de sentiment sont tout à fait acceptables.

Mr. Nunez: I think that dual citizenship is more and more commun throughout the world. There are more and more countries that do recognize that type of status and removing that today would be going against a historical current.

My question deals with the oath that you stripped of all references to the Queen, which is a progress in itself. But as to monarchy, do you agree with it, because this is not clear in your written presentation? Are you in favor of it or against it? Don't you think that monarchy is dividing Canadians?

M. Khan: Eh bien, comme tout le monde à Ottawa, j'hésite, moi aussi, à utiliser ce mot qui commence par «c» et qu'il ne faut pas prononcer.

Une voix: Bravo!

M. Khan: Mais, dans le contexte de ce mot qu'il ne faut pas prononcer, j'estime que la monarchie est une anomalie. À ma connaissance, trois pays seulement reconnaissent encore la royauté comme un symbole de leur souveraineté: l'Australie, la

Australians are trying to get out of it. New Zealand cannot be far away. In Britain a lot of people are rethinking the institution of the monarchy itself, which would then probably leave us the only country that recognizes the British monarchy or the monarchy as the symbol of our statehood. I find that situation somewhat anomalous. But again, as I said, that's a larger, complicated debate.

What I would like to see is the emphasis of Canada in the oath of citizenship. Members of the House of Commons have changed their oath of office. If the members of the House of Commons can change their oath of office and emphasize the Canadian identity, I see no reason why new citizens should not be sworn in on the same basis.

The Chairman: Dr. Khan, thank you very much for your contribution. Certainly your expertise, be it from your profession or from your private life, is valuable to us and I thank you for that.

Members of the committee, we'll hear next from Alex Campbell, from the Canadian Citizenship Consultants. Mr. Campbell heads a private company in Toronto called Canadian Citizen Consultants and provides citizenship-related services to those who need assistance in applying for Canadian citizenship. He's a retired judge of the Citizenship Court and a former coordinator of citizenship judges in Toronto. We welcome you, Mr. Campbell, and look forward to your comments.

Mr. Alex Campbell (Director, Canadian Citizenship Consultants): Thank you very much, Madam Chairman. Ladies and gentlemen, good morning, and bonjour too. Thank you very much for the privilege of allowing me to appear before you this morning.

Did you all receive eight pages from the clerk? Thank you very much indeed.

Upon preparing this dissertation I noticed the heading for my file was "Cit Stand Comm". Since you've been sitting for quite a while, if you wish to stand, please do so.

Here is an abridged background on why I'm here. I think you can briefly read that. I'm a university graduate with two degrees, a teacher of public school, high school, college level, a business executive, municipal politician, Citizenship Court judge. I was the head of the Toronto Court, ten judges, for two years; leader of the North Pole exploration flight; founder and director of a new company called Canadian Citizenship Consultants.

I wish to bring my experience in citizenship to this hearing in the hope that it will assist the standing committee in meeting its objective of a new and revised Citizenship Act.

What should the Citizenship Act do for Canada? The Citizenship Act should set the standards and goals on which all Canadians citizens and those wanting to achieve citizenship should be based. It should include all citizens, not just new

[Translation]

New Zealand, and Canada—and of course Great Britain. The Nouvelle-Zélande et le Canada, à part bien sûr la Grande-Bretagne. Les Australiens veulent s'en débarrasser, les Néo-Zélandais ne devraient pas tarder à les imiter et nombreux sont les Britanniques qui remettent en question la monarchie en tant qu'institution, auquel cas nous serions le dernier pays à reconnaître la monarchie britannique ou à conserver la monarchie en tant qu'un de nos symboles de pays souverain. Selon moi, cette situation est anormale. Mais, je le répète, nous avons affaire à un débat beaucoup plus vaste et complexe.

> Personnellement, je souhaiterais qu'on insiste beaucoup plus sur la notion de Canada dans le serment de citoyenneté. Si les députés fédéraux ont pu changer leur serment d'allégeance, pour insister sur la notion d'identité canadienne, je ne vois aucune raison pour laquelle les Néo-Canadiens ne pourraient pas recevoir leur citovenneté sur les mêmes base.

> La présidente: Merci de votre intervention, monsieur Khan. Sachez que tout ce que vous venez de nous dire nous sera très utile, qu'on l'attribue à la profession que vous exercez ou à vos intérêts dans la vie privée. Je vous en remercie.

> Mesdames et messieurs les membres du Comité, nous allons à présent entendre Alex Campbell, qui représente Canadian Citizenship Consultants. M. Campbell dirige une firme privée de Toronto qui s'appelle Canadian Citizenship Consultants et qui offre des services en matière de citoyenneté à tous et celles qui ont besoin d'aide dans leur demande d'obtention de la citoyenneté canadienne. M. Campbell est juge à la retraite de la Cour de la citoyenneté et il est ancien coordonnateur des juges de la citoyenneté à Toronto. Je suis heureux de vous accueillir parmi nous, monsieur Campbell, et j'ai hâte de vous entendre.

> M. Alex Campbell (administrateur, Canadian Citizenship Consultants): Merci beaucoup, madame la présidente. Bonjour et good morning, mesdames et messieurs. Merci beaucoup de m'avoir accordé ce privilège de comparaître devant vous ce matin.

> Est-ce que la greffière vous a remis à toutes et à tous mon mémoire de huit pages? Merci beaucoup.

> En préparant ce texte, je remarquais que mon fichier, en référence à votre Comité, était intitulé «Comité permanent de la citoyenneté», et comme je ne voudrais quand même pas vous obliger à prendre racine, ne vous gênez surtout pas pour moi si vous voulez vous dégourdir les jambes.

> Je me propose tout d'abord de rapidement vous expliquer la raison de ma présence ici. D'ailleurs, vous pourrez en prendra rapidement connaissance à la lecture du mémoire. Je détiens deux diplômes universitaires, j'ai enseigné dans le système public, dans des écoles secondaires et au niveau collégial, j'ai été cadre d'entreprise, je fais de la politique municipale et j'ai été juge à la Cour de la citoyenneté. J'ai dirigé pendant deux ans la Cour de Toronto, composée de 10 juges; j'ai dirigé le vol d'exploration dans le Pôle Nord et je suis fondateur et directeur d'une nouvelle entreprise appelée Canadian Citizenship Consultants.

> Je désire faire part de mon expérience en matière de citoyenneté au Comité permanent dans l'espoir de l'aider à respecter ses objectifs dans le cadre de l'étude de la Loi sur la citoyenneté.

> À quoi devrait servir la Loi sur la citoyenneté au Canada? Eh bien, elle devrait fixer les normes et les objectifs sur lesquels devraient se fonder tous les Canadiens et Canadiennes en puissance. Elle devrait concerner l'ensemble des citoyens et pas

citizens. The act should stand alone and not rely on or piggyback from other acts. The act should have its own residency definition, not that of the Immigration Act. It can refer to other acts, but not specific sections—for example, the Criminal Code, Contraventions Act, etc.

I might point out the reason for that is when you rely on other acts and they make a change in the other act, they don't take you into consideration. It may be good for Immigration to change their act, but not good for Citizenship, which is relying upon that section.

• 1105

The act should be a partner in the Charter of Rights and Freedoms and set out the duties, responsibilities, and obligations of a model citizen. I'd like to add that it should be a sister act to the Immigration Act. The new act should not take a 180-degree turn from the present act, but should phase in moderately with the present act.

The backgrounder I was given from the committee's mission brings up the question of whether a preamble to the Citizenship Act reinforces the value of citizenship. Preambles are like mission statements in that they have both a wide use positively, and no use at all. There are companies with brilliant mission statements that have gone under and there are those without that are extremely prosperous.

If a brilliant preamble in everyday language could be originated in such a form that it could be readily recalled by all citizens, there certainly would be an advantage.

Possibly the preamble could contain a slogan or catchy motto within its wording. Parents could ask their children whether they want to grow up to be Canadian citizens, and then quote the preamble. Judges could ask defendants if they consider themselves to be good citizens as set out in the act, and then quote the preamble. Teachers could stress the preamble as a way of life to be followed, which would help students chart a course in today's precarious life. A preamble could be a strong guiding light. What an excellent exercise it would be for students across the nation to devise one.

At present, there are four designations of persons living in Canada and taking part in the day—to—day life of this country. They are native, legally non—immigrant, permanent resident—quite often referred to as landed immigrant, and citizen.

I've drawn up a little chart that shows the fine line between permanent resident, landed immigrant and citizen. I've listed the categories as: pays taxes, provincial health service, unemployment insurance, Canada Pension Plan, vote, old age and so on, free to travel, conscription—I'm not quite sure why I put that in, but it's there—and sponsors. SR, by the way, stands for some restrictions. These are by no means all the categories, but you can see that the line between landed immigrant or permanent resident and citizen is very narrow.

[Traduction]

seulement les Néo-Canadiens. Elle devrait être indépendante et ne pas dépendre d'autres lois. Elle devrait comporter sa propre définition de résidence, et pas reprendre celle de la Loi sur l'immigration. Certes, elle doit toujours faire référence à d'autres lois, mais pas à des articles particuliers—par exemple, elle pourrait faire allusion au Code criminel, à la Loi sur les contraventions, etc.

En effet, si l'on se fie au contenu d'autres lois mais qu'on modifie ces lois, on risque de ne pas prendre en considération le point de vue de la citoyenneté. Ainsi, il peut être valable de changer la Loi sur l'immigration, mais pas celle de la citoyenneté, qui le serait automatiquement si l'article cité en référence était modifié.

La loi devrait être conforme aux dispositions de la Charte sur les droits et libertés et préciser les devoirs, responsabilités et obligations du citoyen modèle. Je tiens à ajouter qu'elle doit être associée à la Loi sur l'immigration. Elle ne doit pas constituer un virage à 180 degrés par rapport à la loi actuelle, mais représenter une évolution par rapport à celle-ci.

Dans les notes d'information qu'on m'a remises, on demande si le préambule de la Loi sur la citoyenneté pourrait permettre de renforcer la valeur de la citoyenneté. Les préambules s'apparentent aux énoncés de mission en ce sens qu'on peut soit les appliquer largement et de façon positive, soit ne pas les appliquer du tout. Des entreprises ont fait faillite, même si leur énoncé de mission était excellent, et d'autres qui n'en avaient pas ont prospéré.

Il est évident qu'on pourrait tirer avantage d'un brillant préambule, articulé dans une langue quotidienne et rédigé de façon à ce que tout le monde puisse facilement se le rappeler.

Un tel préambule pourrait renfermer un slogan ou une devise accrocheur. Quand ils demanderaient à leurs enfants s'ils veulent être citoyens canadiens quand ils seront grands, les parents pourraient citer le préambule. Quand il demanderait à un accusé s'il estime être un bon citoyen en regard de la loi, le juge pourrait citer le préambule. L'enseignant pourrait insister sur le préambule en le présentant comme un modèle de vie à suivre, sur lequel les élèves pourraient s'appuyer tout au long de leur cheminement dans le genre de vie précaire que nous vivons aujourd'hui. Un préambule pourrait donc agir comme ferme directif et quel excellent exercice cela pourrait être, pour nos élèves, que d'essayer d'en imaginer un.

À l'heure actuelle, on a regroupé en quatre catégories les personnes qui participent quotidiennement à notre société. Il s'agit des autochtones, des non-immigrants acceptés, des résidents permanents—qu'on appelle souvent les immigrants reçus—et des citoyens.

J'ai dressé un tableau qui fait ressortir les nettes distinctions entre résidents permanents, immigrants reçus et citoyens. J'ai fondé mon jugement sur plusieurs catégories: paiement d'impôts, services provinciaux de santé, assurance—chômage, Régime de pensions du Canada, droit de vote, Sécurité de la vieillesse et autres, liberté de déplacement, conscription—je ne sais pas exactement pourquoi j'ai mis cela ici, mais ça y est—et parrainage. Soit dit en passant, «SR» est l'abréviation de «some restrictions», c'est-à-dire «moyennant certaines restrictions». Cette liste de catégories n'est pas exhaustive, mais comme vous pouvez le constater, la différence entre immigrants reçus ou résidents permanents et citoyens est très mince.

Many PRs have lived good lives without making the move to become citizens. In many of these cases, it appears people feel the payment of taxes gives them equal rank with citizens, and they quote that many people don't vote anyway. Also, they ask whether their votes would count.

The question is whether the category of citizen should be strengthened. I feel a committee should be set up in conjunction with other departments to explore whether some of the rights and privileges should be moved up to citizenship. I think you might look at possibly government jobs almost exclusively for citizens, sponsorship of a new permanent resident, and tighter travel restrictions on permanent residents.

I conducted over 15,000 hearings during my term as a judge. It certainly seemed to me that the prime factors in becoming a Canadian citizen were passports, jobs, and freedom from being deported. It seemed that voting and being a candidate were farther down the list.

The act should show the way for present—day citizens and those seeking citizenship to be aware of and keep up with the following: fluency in one or both of the official languages; learning about Canada's history, geography, justice system, environment, economics, democracy, morals, diversity, etc.; taking part in community affairs; being a volunteer; and being part of building a new nation that respects diversity, the law, etc.

What about the oath? I find the misinformation about the oath unbelievable. First, the Queen of Canada is chosen by the Government of Canada, not the Government of Great Britain or anybody else. If we wish to make Prince Charles the King of Canada, we may do so, or we may even appoint a citizen of Canada to be Queen or King. Until we fully remove the total monarchial system, the Queen should remain as part of the oath.

However, as time progresses it would appear popular at this renewal of the act to change the positioning of the Queen in the oath. For example: "I swear"—or affirm—"that I will be faithful and bear true allegiance to Canada and Her Majesty, Queen Elizabeth II, the Queen of Canada, and that I will faithfully observe the laws of Canada and fulfil my duties as a Canadian citizen. This change in oath is written only to show the positioning of the reference to the Queen. The oath needs a little jazzing up as well.

• 1110

I might also point out that I think the oath should be standard across the country. I don't think that Parliament should have one oath, somebody else another oath, and so on. I think we should devise an oath that can be used by everybody and that everybody is comfortable with.

Regarding problems with the present act, the act should stand alone and not depend on other acts, as I mentioned before.

[Translation]

Nombreux sont les résidents permanents qui ont vécu une excellente vie sans avoir eu à devenir citoyens. La plupart des gens qui se trouvent dans cette situation semblent estimer que le fait de payer des impôts les met au même rang que les citoyens et ils soutiennent que la plupart des Canadiens ne votent pas, de toute façon. Ils vont même jusqu'à se demander si leur suffrage pourrait compter.

La question est donc de savoir s'il faut renforcer cette catégorie de citoyens. Je crois qu'il y aurait lieu de mettre sur pied un comité interministériel qui serait chargé d'étudier dans quelle mesure il convient de porter les droits et les privilèges des résidents permanents au niveau de ceux des citoyens. On pourrait envisager de limiter aux seuls citoyens les emplois dans la fonction publique, la possibilité de parrainer un nouveau résident permanent et le droit de s'absenter librement du pays.

Durant mon mandat de juge, j'ai effectué plus de 15 000 entrevues. Il m'a semblé évident que les principales raisons qui poussent les gens à demander la citoyenneté canadienne sont l'obtention du passeport, la possibilité d'avoir un emploi et l'élimination de tout risque de se faire déporter. Par contre, le fait de pouvoir voter semble arriver tout à fait en bas de liste.

La loi doit préciser aux citoyens actuels et potentiels qu'ils se doivent de respecter plusieurs conditions: connaissance approfondie de l'une ou des deux langues officielles ou des deux; connaissance de l'histoire, de la géographie, du système juridique, de l'environnement, de la diversité, de l'économie, de la démocratie et de l'ordre moral du Canada, etc.; participation aux affaires communautaires; bénévolat et participation à l'édification d'une nouvelle nation respectant la diversité, la loi, etc.

Voyons à présent le serment d'allégeance. C'est incroyable de voir à quel point les gens sont mal informés au sujet de ce serment. Tout d'abord, le souverain du Canada est choisi par le gouvernement du Canada, et non par celui de la Grande-Bretagne, ni par qui que ce soit d'autre. Si nous voulons que le Prince Charles devienne le roi du Canada, nous pouvons le faire ou nous pouvons même nommer une personne de citoyenneté canadienne roi ou reine de notre pays. Tant que le système monarchique n'aura pas été entièrement supprimé, l'allusion à la reine doit faire partie intégrante du serment ou de l'affirmation solennelle.

Par contre, comme il faut être de son temps, on pourrait profiter de cette refonte de la loi pour décaler cette allusion à la Reine dans le serment, par exemple: «Je jure fidélité et sincère allégeance au Canada et à Sa Majesté la Reine Elizabeth II, Reine du Canada, que j'observerai fidèlement les lois du Canada et que je remplirai loyalement mes obligations de citoyen canadien.» Dans cet exemple de serment, seule l'allusion à la Reine a été décalée. En outre, il faudrait un petit peu rajeunir ce serment.

Je me dois également d'ajouter qu'il ne devrait exister qu'un seul serment d'allégeance en usage partout au pays. Je ne crois pas qu'il devrait exister un certain serment d'allégeance au niveau fédéral, un autre ailleurs, et ainsi de suite. Nous devrions composer un serment qui puisse être utilisé par tout le monde et que tout le monde serait disposé à accepter.

Pour ce qui est des problèmes que présente la loi actuelle, j'estime, comme je le disais plus tôt, qu'elle doit être autonome et ne dépendre d'aucune autre loi.

I think this one is fairly strong, and a lot of people feel strongly about this—citizenship at birth should be sanguine. If either parent is a permanent resident or citizen, the child may become a Canadian citizen regardless of the country of birth. Being born in Canada does not qualify one for citizenship if the parents are not permanent residents or citizens. In other words, coming to Canada to have your child so that it would be a Canadian citizen and then going back to your former country would be stopped.

All decisions decreed by the act must have a mechanism of appeal and review. Such appeals should be handled within the act and not by the Federal Court. I attend all the Federal Court hearings. They are very expensive, and I think they can be done within the act by persons mentioned in the act.

All jurisprudence, as exemplified by previous decisions of the Federal Court, will stand where it has bearing upon the new act.

The appeal committee should consist of two outsiders and an *amicus curiae*, who, I think, should be a lawyer. The reason I say an appeal committee is that mistakes are going to be made. Everybody makes mistakes and we need to recognize this.

The act needs teeth. In the present act the judge has no way of verifying facts presented by the applicant other than if the information in doubt is criminal in nature. In many instances the judge needs a person such as a crown attorney to assist in investigative work. A person comes in and says "I live here and you sent me the information here." But they don't live there. They may not even live in Canada. How does a person decide whether they live in Canada? It's very difficult.

I have found that the criminal section is adequate to control unwanted persons from becoming citizens yet still allow persons to pay their debt to society and achieve citizenship. As a judge, I found no difficulty with the criminal part.

There are a few glitches in there, Madam Chairman. I think that in Alberta most charges are indictment. Indictment under the Citizenship Act is the strongest, where you're barred for three years. So there are very few summary charges in there. Also in the system, the Crown decides in many cases whether you can be tried summarily or by indictment. So that is a problem.

I suggest that possibly certain cases could be stayed. If a person is charged and may have to wait a year before they find out whether they're innocent or guilty, I think their citizenship position should be stayed until that decision is made.

[Traduction]

Je suis, par ailleurs, intimement convaincu, comme bien d'autres, que la citoyenneté à la naissance doit être donnée par le sang. Si l'un ou l'autre des deux parents est résident permanent ou citoyen canadien, alors l'enfant doit pouvoir recevoir sa citoyenneté canadienne à la naissance, peu importe le pays où il naît. Par contre, si les parents ne sont pas résidents permanents ni citoyens, le fait de naître au Canada pour un enfant ne doit pas lui donner automatiquement droit à la citoyenneté. Autrement dit, il ne faut plus qu'il soit possible, pour des parents, d'avoir un enfant en sol canadien pour qu'il ait la citoyenneté, pour retourner ensuite dans leur pays d'origine.

Toutes les décisions décrétées par la loi doivent s'accompagner d'un mécanisme d'appel et de révision. Tous ces appels doivent pouvoir être entendus en regard de la loi et ne pas nécessiter un pourvoi en cour fédérale. J'assiste à toutes les audiences de la Cour fédérale; elles reviennent très cher et je pense que les personnes mentionnées dans la Loi pourraient très bien s'acquitter de cette tâche.

La jurisprudence, comme l'ont fait ressortir les décisions antérieures de la Cour fédérale, serait valable dans le mesure où elle a une incidence sur la nouvelle loi.

Le comité d'appel devrait être composé de deux personnes de l'extérieur et d'un intervenant bénévole qui, selon moi, devrait être avocat. Si je parle de comité d'appel, c'est qu'immanquablement des erreurs seront commises. Tout le monde fait des erreurs et il convient de le reconnaître.

Il faut «outiller» la Loi. À l'heure actuelle, les juges n'ont pas la possibilité de vérifier les faits qui leur sont soumis par les demandeurs, sauf si le renseignement remis en question est de nature criminelle. Dans bien des cas, les juges ont besoin d'être assistés, par exemple par un procureur de la Couronne, pour mener leur enquête. Il y a des gens qui se présentent et qui disent «j'habite là, vous n'avez qu'à m'envoyer les renseignements là-bas», mais voilà, ce n'est pas là qu'ils habitent. Ils peuvent même ne pas résider au Canada. Et comment peut—on déterminer si telle ou telle personne réside ou non au Canada? C'est très difficile.

J'estime que l'article sur les dispositions criminelles est suffisant pour empêcher les personnes indésirables de prendre la citoyenneté tout en permettant tout de même à d'autres de payer leur dette envers la société canadienne et d'obtenir leur citoyenneté par la suite. En ma qualité de juge, je n'ai rien à redire sur cette partie de la Loi.

Par contre, madame la présidente, il y a ici quelques points durs. Prenons le cas de l'Alberta où, si je ne m'abuse, la plupart des condamnations se font sur acte d'accusation. Or, d'après la Loi sur la citoyenneté, l'acte d'accusation est la formule d'inculpation la plus grave qui empêche l'inculpé de prétendre à la citoyenneté pendant trois ans. On a donc très peu affaire à des mises en accusation par procédure sommaire. En outre, c'est la Couronne qui, dans bien des cas, décide si vous devez être inculpé par procédure sommaire ou par acte d'accusation. C'est donc un problème.

Je recommande en outre qu'il soit possible de suspendre les demandes, dans certains cas. En effet, si une personne est accusée ou si elle doit attendre un an avant de savoir si elle est innocente ou coupable, je crois que sa demande de citoyenneté devrait être suspendue en attendant que la décision soit rendue.

More has been written, spoken, argued, and appealed about paragraph 5(1)(c) of the act than any other section. The big question is whether to use a system that counts days of physical presence in Canada. A counting system is like hiring persons based solely on their IQ rating—you're never sure you're getting the right person. Under the present system a person who is over 60 years of age, has been in Canada 1,095 days, has never left the country, has never mixed with fellow Canadians in any way, can't speak English or French, and knows nothing about Canada is automatically passed.

The easiest method for judges to administer is a type of physical presence on Canadian soil. The number-counting system is extremely difficult to verify. Persons going to Hong Kong using their Hong Kong citizen plastic card may never have a stamp in their passport showing that they have left Canada. I am frequently asked whether they have to declare it if an absence is not shown in their passport. The answer is yes, but I may not see them again.

Persons arriving from a foreign destination may stop over, for example, in Miami and then proceed to Canada, telling the immigration officer they have spent a few days in Florida on holiday, when in essence they could have been away for a year.

The easiest system to administer is not the best system. It is like painting by numbers. People are not numbers. One of the most discouraging statements by judges who have not approved an applicant is when the judge sincerely reports that someone would make an outstanding citizen, but. Here again the arithmetic day—count has blocked a quality applicant from becoming a citizen.

Under a new system, I strongly believe that a somewhat more liberal, subjective approach can be very effective. Rather than granting citizenship solely by the number of days that might be spent sleeping in Canada, quality time in Canada is important.

• 1115

I want to divert from that very quickly. Some people would come before you and just slouch and say, "I don't know why I'm here. Are you going to ask me some questions?" Their T-shirt says, "To hell with the cops". This is a citizen? They need everything else. One that grabs me a little bit, which I don't like very much—they come in and it says "I love New York".

The new act should have its own residency delineation. We talked about that.

As for the ceremony, the person conducting this segment should be a permanent part of the process—no amateurs. People have spoken to the ceremony and it has been disastrous because they don't understand.

[Translation]

On a beaucoup écrit, parlé et argué à propos de l'alinéa 5(1)c). La grande question est de savoir s'il faut utiliser un système de comptabilisation des jours effectivement passés au Canada. L'utilisation d'un barème de ce genre revient à la même chose qu'engager des candidats sur la seule foi de leur QI: on ne peut avoir la certitude qu'on engage la personne qu'il faut. Dans le système actuel, une personne qui a plus de 60 ans, qui est au Canada depuis 1 095 jours, qui n'a jamais quitté le pays, qui ne s'est jamais mêlée aux Canadiens, qui ne parle ni l'anglais ni le français et qui ne sait rien du Canada, obtient automatiquement sa citoyenneté.

La méthode qui est la plus simple à administrer pour les juges est celle qui est fondée sur une présence effective sur le sol canadien. En effet, des citoyens de Hong Kong peuvent se rendre dans leur pays d'origine, en présentant uniquement leur carte plastique de citoyen à la frontière, sans faire tamponner leur passeport, ce qui aurait été leur seule preuve de leur sortie du territoire canadien. Les gens me demandent souvent s'ils doivent déclarer les absences qui n'apparaissent pas dans leur passeport. Je leur réponds que oui, mais je peux fort bien ne plus les revoir par la suite.

Par ailleurs, des personnes en provenance d'une certaine destination à l'étranger peuvent très bien s'arrêter à Miami, par exemple, avant de rentrer au Canada et déclarer à notre agent d'immigration qu'elles viennent de passer quelques jours de vacances en Floride, alors qu'en fait elles peuvent très bien avoir été absentes du pays pendant une année complète.

Le système le plus simple à administrer n'est pas le meilleur. Pour l'instant, c'est un peu comme si on faisait du coloriage par numéro, mais les gens ne sont pas des numéros. Ce qu'il y a de plus décourageant, c'est quand on voit des juges qui rejettent une candidature, mais qui déclarent en toute honnêteté que la personne aurait pu faire un citoyen hors pair. Dans ce cas, la simple application d'un barème aura empêché une personne de qualité d'obtenir sa citoyenneté canadienne.

Je suis convaincu que l'on gagnerait, dans le nouveau système, à adopter une approche plus libérale, plus subjective. Ainsi, plutôt que d'accorder la citoyenneté sur la seul foi du nombre de nuits passées à dormir au Canada, on pourrait porter un jugement sur la qualité du temps passé au pays.

Je veux ouvrir une petite parenthèse très rapide. Il y a des gens qui se présentent devant vous en se traînant les pieds et qui viennent vous dire: «Je ne sais pas ce que je fais ici, est—ce que vous allez me poser des questions?» Sur leur T—shirt, on peut lire «À bas les flics». C'est ça un citoyen canadien? Non, il leur faut autre chose. L'un des T—shirts qui m'irritent le plus c'est celui sur lequel on peut lire «I love New York».

Cette nouvelle loi devrait préciser ses propres conditions de résidence. Mais nous en avons déjà parlé.

La personne chargée de la cérémonie doit remplir ce genre de fonction de façon permanente, et ne pas être un amateur. Il y a des gens qui ont pris la parole au cours de ces cérémonies et ça a tourné au désastre, parce qu'elles ne comprenaient pas ce dont il était question.

I remember when I was at one ceremony, persons wanted to welcome. They were very sincere. Some of these people had been here for 3 years and some had been here for 25 years. This person got up and said, "We have four seasons in Canada and they're lovely seasons". I was just about ready to dive under the desk. She didn't realize that some of these people had been here for a quite long time.

These people should be well trained. They should be similar to motivational speakers who have had thorough training and have had time to comprehend the importance of the ceremony.

The ceremony should be secular, non-ethnic, and on neutral premises. I wouldn't like to see us going back to the idea of church basements again, because that would cause a lot of problems.

In this international, global, free-trading society, it is still very important to attract competent businessmen and women to play a part in the Canadian economic scene.

Two examples are a person who used truck motors and one who ships textiles to Montreal. I just put these in because I will explain about that. I spoke to one person and I asked what business he was in. He said he was in the export—import business. I said, "Well, so is everybody." I asked him what he imported, and he said that he imports textiles quite often, ladies' clothing and so on. I asked him where they were made. He said Hong Kong, Singapore and so on. I asked him what he exports, and he said textiles. Textiles? I asked him where he exports to, and he said Hong Kong. I mean, we have things made in Canada and he sells them to Hong Kong. Yes. I asked him what he sells. He said designer pyjamas for children. Nobody in Hong Kong makes designer pyjamas for children. He has them made in Montreal and sells them in Hong Kong. What Canadian would pick that one up?

I spoke to another person. I asked him what business he was in, and he said he was in the used truck business. I asked him what he does with the used trucks, and he said that he buys the motors and has them reconditioned and "marinized" in Canada and sells them to fleets of fishermen in Southeast Asia. This again is something we'd never know. They are the people who are opening the new markets, the Pacific Rim, that fellow Canadians would not know about.

This completes my prepared address. I hope that in some way it will be beneficial to your arriving at a new and better Citizenship Act.

Thank you for allowing me to appear before you. If you have any questions, I'll be most pleased to answer them to the best of my ability.

[Traduction]

Il y a des gens qui veulent prononcer des mots de bienvenue, et qui le font de façon très sincère. Ils s'adressent à des néo—Canadiens qui, pour certains, sont là depuis 3 ans mais, d'autres, le sont depuis 25 ans. Je me rappelle ce cas où, dans son mot d'accueil, la personne a déclaré: «Nous avons quatre saisons absolument adorables au Canada». J'étais prêt à disparaître sous mon bureau. Elle ne s'était même pas rendue compte que plusieurs des gens qu'elle avait en face d'elle étaient au Canada depuis longtemps déjà.

Ces personnes devraient être bien formées. Elles devraient être de véritables motivateurs qui aient appris le déroulement de la cérémonie et qui aient eu le temps d'en appréhender toute l'importance.

La cérémonie doit être laïque et à caractère non ethnique, et elle doit se dérouler dans des locaux neutres. Je détesterais qu'on en revienne à la mentalité de sous=sol d'église, qui nous a occasionné tant de difficultés.

Dans le monde dans lequel nous vivons, où les échanges sont libres et où nos sociétés s'internationalisent, il est encore très important de pouvoir attirer des hommes et des femmes d'affaires aptes à jouer un rôle sur la scène économique canadienne.

À ce sujet, j'ai deux exemples à vous citer: tout d'abord celui d'une personne qui faisait dans la revente de moteurs de camions usagés et, une autre, qui était dans le commerce du textile à Montréal. Je vais vous expliquer pourquoi je vous cite ces exemples. Un jour, j'ai demandé ce qu'elle faisait à une personne que je recevais. Elle a déclaré qu'elle était dans l'import-export. «Bien sûr», lui ai-je répondu, «comme tout le monde!» Je lui ai alors demandé ce qu'elle importait au juste et j'ai appris qu'il s'agissait de tissus, de vêtements pour femmes, etc. Ces tissus venaient notamment de Hong Kong et de Singapour. Mais quand je lui ai demandé ce qu'elle exportait, et qu'elle m'a répondu des tissus, alors là je me suis étonné et j'ai voulu savoir vers quels pays elle exportait ces tissus. Hong Kong! Eh bien voilà que nous faisons des choses, ici au Canada, et que nous pouvons les vendre à Hong Kong. Mais oui! Quand j'ai demandé à cette personne de quoi il s'agissait au juste, elle m'a répondu que c'était des pyjamas de designer pour enfants. Personne à Hong Kong ne fait de pyjamas de designer pour enfants. Ce genre de pyjamas est fabriqué à Montréal et on les vend à Hong Kong. Quel Canadien aurait donc pu penser à cela?

Quant à l'autre personne, elle m'a appris qu'elle achetait des moteurs de camions d'occasion et qu'elle les adaptait pour la marine au Canada avant de les vendre aux flottes des pêcheurs des pays de l'Asie du Sud-Est. Voilà une autre chose que j'ignorais. Voici des gens qui nous ouvrent de nouveaux marchés, dans les pays de la ceinture du Pacifique, dont nos compatriotes canadiens ignorent tout.

Voilà, j'en ai terminé avec mon exposé. J'espère que, d'une certaine façon, il vous sera utile dans votre travail d'amélioration de la Loi sur la citoyenneté.

Merci de m'avoir permis de comparaître devant vous. Si vous avez des questions, je serai très heureux d'y répondre, au mieux de mes connaissances.

I have put in a few little addendums that you can look over. I know that you don't have much spare time, but if you do, they deal with some topics that have come up. I would just like to say, too, that if there are any other committees, if you wish to call on me I would certainly like to put in my experience on appeals, residency, and the ceremony. As a judge, I think I trained about 18 or 19 judges in various areas, of which one was the ceremony.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Campbell. We'll now have questions from the committee.

Mr. Bryden: Mr. Campbell, it's nice to see you again. I was the journalist on the North Pole exploration flight.

Mr. Campbell: Yes, you were! I'm glad to see you back.

Mr. Bryden: It's a small world indeed.

One of the previous witnesses spoke about the preamble and suggested that perhaps we should do without one because it might be interpreted by the courts and might restrict the act and cause us difficulties. Can you comment on that?

Mr. Campbell: The only thing I can say is that it should be fairly bland. It should be an uplifting type of thing rather than something that you can take to the court and say, "I should. . .because of this".

Mr. Bryden: It doesn't define the act so much as it defines the spirit of the act, is that what you're saying?

• 1120

Mr. Campbell: Yes, that's correct. For one thing, if nothing else it gets people thinking about what it's like to be a Canadian, the advantages—it's the number one country.

Mr. Bryden: We've heard from quite a number of witnesses now, and all of them without exception have spoken against dual nationality. The one exception was another Citizenship Court judge who commented that to have anything other than the concept of dual nationality would be impossible to administer.

Can you comment on that, first, on two aspects? One, do you feel that dual nationality is something we must have, or would you prefer that we write it out of the act? And is it something that's impossible to administer?

Mr. Campbell: The last is quite correct because one never knows. Wasn't it Mordecai Richler who was caught? If you're a Canadian citizen and take the U.S. oath, you automatically give up any allegiance to any other country, king, queen and so on. So you basically, unbeknownst to anybody else, give up your Canadian citizenship because you have renounced it.

I don't see it as a problem. Some people undoubtedly consider it an advantage. I think it can stand now. There are two allegiances—your allegiance is split—but no, I don't see it, Mr. Bryden.

[Translation]

J'ai ajouté quelques addenda, que je vous invite à consulter. Je sais que vous n'avez pas beaucoup de temps libre, mais si vous prenez le temps de les lire, vous constaterez qu'ils portent sur certains sujets dont il a déjà été question. Par ailleurs, s'il devait y avoir d'autres comités de ce genre, je vous invite à ne pas hésiter à faire appel à moi pour que je vienne vous parler de l'appel, des conditions de résidence et de la cérémonie de remise des certificats de citoyenneté. Quand j'étais juge, j'ai certainement dû former 18 ou 19 de mes collègues, à différentes choses, notamment à propos de la cérémonie.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Campbell. Nous allons à présent passer aux questions du Comité.

M. Bryden: Je suis heureux de vous revoir, monsieur Campbell. J'étais le journaliste qui a couvert le vol d'exploration du Pôle Nord.

M. Campbell: Je m'en souviens! Je suis heureux de vous revoir.

M. Bryden: Le monde est vraiment petit!

L'un des témoins qui vous a précédé nous a dit que nous ne devrions pas mettre de préambule dans la loi, parce que les tribunaux risqueraient de l'interpréter comme limitant la portée de celle-ci, ce qui nous occasionnerait certaines difficultés. Qu'en pensez-vous?

M. Campbell: Tout ce que je puis dire, c'est que ce préambule devrait être relativement neutre. Ce devrait plutôt être une déclaration stimulante qu'un énoncé qu'on invoquerait devant les tribunaux, comme s'il s'agissait d'une clause exécutoire.

M. Bryden: Autrement dit, ce que vous nous dites, c'est que le préambule ne devrait pas tant définir la loi que l'esprit de la loi, n'est-ce pas?

M. Campbell: Oui, c'est exact. D'un côté, ça oblige au moins à réfléchir à ce que signifie être Canadien, aux avantages que cela comporte—c'est le pays qui vient en tête de liste.

M. Bryden: Nous avons maintenant entendu de nombreux témoins et tous sans exception ont pris position contre la double nationalité. La seule exception a été celle d'un juge de la citoyenneté qui a indiqué qu'il serait impossible d'administrer toute autre idée que la double nationalité.

Pouvez-vous tout d'abord nous dire ce que vous pensez des deux aspects de la question? Premièrement, estimez-vous que nous devons avoir la double nationalité ou préféreriez-vous qu'on la fasse disparaître de la loi? Deuxièmement est-ce impossible à administrer?

M. Campbell: Pour la deuxième question, oui, c'est tout à fait vrai car on ne sait jamais. N'est-ce pas Mordecai Richler qui s'est fait prendre? Si vous êtes citoyen canadien et que vous prononcez le serment américain, vous renoncez automatiquement à toute allégeance à un autre pays, à un roi, à une reine, etc. Ainsi, sans que personne d'autre ne le sache, vous perdez votre citoyenneté canadienne parce vous y avez renoncé.

Je ne crois pas que ce soit un problème. Certains estiment que c'est en fait un avantage. Je pense que ça s'explique. Vous avez deux allégeances—votre allégeance est divisée—mais non, quant à moi, je ne vois pas où est le problème, monsieur Bryden.

Mr. Bryden: You see retaining the concept of multinationality so you can be a citizen of Canada and other countries.

Mr. Campbell: Yes.

Mr. Knutson: I just want to take you back to a point you made on page 5 about counting how many days someone spends in the country. You believe strongly that a more liberal, subjective approach can be very effective. Can you expand on that?

Mr. Campbell: I think probably the example of certain people who just cannot... The travelling salesman who is going around the world or the captain of a ship is never going to become a citizen. He's going to spend maybe six weeks in Canada and the rest on his oil tanker going around the world. The travelling businessman is doing a lot for Canadian society.

I just hate to turn some people down. That's the worst of it. Professors are turned down because they haven't had enough time or they've been on some dig in a foreign country doing that kind of work for a Canadian group. He doesn't make the 1,095 days, but he's been part of Canada, working for Canada. I think it has to be much more subjective. This person is doing something for Canada although his feet aren't touching Canadian soil. That's the idea, though.

Mr. Knutson: What would your criteria be then?

Mr. Campbell: It's subjective. I think there are going to have to be some general guidelines drawn out as to why certain people can...and I think the Federal Court has done a very good job in that. The instances of the jurisprudence in the past have been quite strong on that, for and against, so you have to go through those again. But definitely not just numbers—as I say, the person, the grandparent who gets stuck in a back room for 193 days comes out and becomes a citizen—that's numbers. That's what numbers do for you.

We can pick the proper people who will be able to define whether his person is contributing to Canada, rubbing shoulders, being a part of it, even though they've only been here for maybe 600 or 700 days. They're part of it, they've fitted in.

Mr. Knutson: "We" being who?

Mr. Campbell: They are the people who are going to be the idjudicators or judges or whatever you're going to call them.

Mr. Assadourian: On page 3 you describe some conditions for new immigrants to become citizens. When you go and take the oath you are asked who is the Governor General, who is the Prime Minister, the mayor, MP, alderman or what have you. When I campaigned in 1993, many Canadian—born citizens didn't know who he Governor General was.

First, would you put in the requirement for those Canadian-born itizens? Secondly, in regard to the oath, would you agree with me o include the words "united and indivisible Canada"?

[Traduction]

M. Bryden: Vous retenez donc l'idée de la nationalité multiple qui fait que vous pouvez être Citoyen canadien et Citoyen d'autres pays.

M. Campbell: Oui.

M. Knutson: J'aimerais revenir sur un point qui figure à la page 5 de votre texte et qui concerne le nombre de jours qu'une personne passe dans le pays. Vous êtes certain qu'on pourrait envisager cela de façon plus libérale, plus subjective. Pourriez-vous préciser?

M. Campbell: Il y a simplement l'exemple de certaines personnes qui ne peuvent tout simplement pas... Le voyageur de commerce qui parcourt le monde ou le capitaine d'un bateau ne vont jamais devenir citoyens. Ce demier va peut-être passer six semaines au Canada et le reste du temps sur son pétrolier à parcourir le monde. Le voyageur de commerce fait beaucoup pour la société canadienne.

Je déteste refuser des gens. C'est la pire de choses. On refuse des professeurs parce qu'ils n'ont pas passé suffisamment de temps au pays ou parce qu'ils ont été faire une fouille dans un pays étranger pour un groupe canadien. Il n'a pas accumulé les 1 095 jours, mais il faisait tout de même partie du Canada, il travaillait pour le Canada. Je crois qu'il faut que ce soit beaucoup plus subjectif. Cette personne fait quelque chose pour le Canada même si elle n'est pas sur le sol canadien. Voilà, en gros, ce que je pense.

M. Knutson: Dans ce cas, quels seraient vos critères?

M. Campbell: C'est subjectif. Il faudra qu'il y ait des directives générales qui indiquent pourquoi certaines personnes peuvent... et je pense que la Cour fédérale a fait un très bon travail à cet égard. Les cas de jurisprudence que l'on a eus dans le passé constituaient des décisions précises, pour ou contre, et il faut donc les revoir. Mais il ne faut certainement pas se limiter aux chiffres—comme je l'ai dit, la personne, le grand-parent qui reste caché dans une pièce pendant 193 jours et qui sort, devient citoyen canadien—c'est ce que font les chiffres.

On peut choisir les personnes qui seront à même de dire si quelqu'un apporte quelque chose au Canada, se mêle à la population, fait partie de la société, même si la personne en question n'est là que depuis 600 ou 700 jours, par exemple. Elle fait partie du groupe, elle s'est intégrée.

M. Knutson: Qui est ce «on»?

M. Campbell: Ce sont ceux qui seront les juges, quel que soit le nom qu'on leur donne.

M. Assadourian: Vous donnez à la page 3 certaines conditions permettant aux nouveaux immigrants de devenir citoyens. Lorsque vous allez prêter serment, on vous demande qui est le gouverneur général, qui est le premier ministre, qui est le maire, qui est votre député, qui est votre conseiller municipal, etc. Pendant la campagne électorale de 1993, j'ai rencontré de nombreux citoyens nés au Canada qui ne savaient pas qui était le gouverneur général.

Pour commencer, exigeriez-vous une telle chose des citoyens nés au Canada? Deuxièmement, en ce qui concerne le serment, seriez-vous d'accord avec moi pour ajouter l'expression «Canada uni et indivisible»?

Mr. Campbell: I mentioned the word "motto" about the oath. I think something like that could definitely come in. This is where I think that's important. In the preamble I'd like to see a motto. We've lived with "peace, order and good government" and "united from sea to sea" and "indivisible" and so on.

Yes, I would. I'm not saying that's the word, but I quite agree with you. I would like something on everybody's lips, less than 15 words. They can quote it. It is a real goal to shoot for and be like. I'm not smart enough to make it up, but I think some people are.

• 1125

Mr. Assadourian: How about the answer to my first question? What kind of program would you put in place to educate locally born Canadians?

Mr. Campbell: Certainly that's the job of the schools. I presume people who are born in Canada will probably be brought up in Canada, will grow up in Canada. I think this is something for the schools, and that's why I mentioned to the teachers that the preamble and slogans would be very important as a goal for them. As to testing, are you suggesting we test—

Mr. Assadourian: No, I just wondered if there is some kind of program, what you would suggest. Schooling is one—

Mr. Campbell: Yes, this is where it has to be.

M. Nunez: Vous dites que le juge devrait avoir les moyens de vérifier si tout ce qui est dit par le demandeur de citoyenneté, est vrai ou pas. Et vous dites que vous devriez avoir quelqu'un pour vous aider.

Est—ce que vous savez qu'on a supprimé les juges pour la citoyenneté et qu'il y a un retard de plus de 200 000 dossiers parce qu'il n'y a plus de juges pour examiner les dossiers? À l'avenir, il y aura des tests écrits. Est—ce que vous êtes d'accord avec la proposition du ministre, M. Marchi?

Mr. Campbell: I prefer to speak in English. My French was good about four or five years ago, but it has sort of slackened off.

Yes, I am quite aware of the fact. I am in the courts, not every day, but almost every day with clients. I am quite aware. I think they're down from 54 to 34 judges as their term expires.

The question is—and it is a problem—are we going to let people in who shouldn't be in or are we going to check them?

Mr. Nunez: It was already checked when he applied for the—

Mr. Campbell: No, no, it wasn't checked.

Mr. Nunez: It was.

Mr. Campbell: No, I'm sorry. It was just the fact—the person puts down an address, and who's to check that it's his address? He may have lived there three years ago and he may be living in Singapore or Germany or wherever he is now, and

[Translation]

M. Campbell: J'ai parlé de «devise» au sujet du serment. On pourrait certainement ajouter quelque chose de ce genre. C'est à ce niveau que c'est important. J'aimerais qu'il y ait une devise dans le préambule. Nous avons accepté «la paix, l'ordre et le bon gouvernement» et «uni d'un océan à l'autre» et «indivisible», etc.

Je serais donc favorable à une telle idée. Je ne dis pas que ce devrait être cette expression—là, mais j'accepte le principe. J'aimerais une expression de moins de 15 mots qui serait sur les lèvres de tout le monde, qu'on pourrait citer. C'est l'objectif qu'on devrait viser et qui devrait plaire. Je ne suis pas suffisamment intelligent pour formuler cette expression, mais je crois qu'il y a des gens qui le sont.

M. Assadourian: Et ma première question? Qu'en pensez-vous? Quel genre de programme mettriez-vous en oeuvre pour éduquer les Canadiens nés au pays?

M. Campbell: C'est une tâche qui revient aux écoles. J'imagine que ceux qui naissent au Canada vont être élevés au Canada, vont grandir au Canada. Je pense donc que cette tâche revient aux écoles et c'est pourquoi j'ai indiqué aux enseignants que le préambule et le slogan constituent un objectif très important pour eux. Pour ce qui est d'évaluer, suggéreriez—vous que l'on évalue. . .

M. Assadourian: Non, je me demandais simplement s'il existe un programme quelconque et quelle est votre suggestion. Les écoles constituent une réponse. . .

M. Campbell: Oui, c'est à ce niveau que ça doit se faire.

Mr. Nunez: You say that the judge should have the means to check whether the statements of the citizenship applicant are true or not. And you say that you should have somebody to help you.

Do you know that we have done away with the judges for citizenship and that there is a backlog of more than 200,000 applications because there are no more judges to review the files? From now on, there will be written tests. Do you agree with Minister Marchi's proposal?

M. Campbell: Je préfère parler en anglais. Mon français n'était pas mauvais il y a quatre ou cinq ans, mais il s'est en quelque sorte détérioré.

Je suis parfaitement au courant de la chose. Je rencontre des demandeurs aux diverses cours pratiquement chaque jour. Je le sais donc très bien. Je crois que les juges sont passés de 54 à 34 au fur et à mesure que leur mandat arrivait à échéance.

Reste à savoir—et cela constitue un problème—si nous allons laisser entrer des gens qui ne devraient pas y être autorisés ou si nous allons procéder à des vérifications?

M. Nunez: L'intéressé à déjà fait l'objet d'une vérification lorsqu'il a demandé à...

M. Campbell: Non, non, il n'a pas fait l'objet d'une vérification.

M. Nunez: Si.

M. Campbell: Non, je regrette. Il s'agit d'un simple fait la personne indique une adresse et qui va vérifier que c'est bien son adresse? Il peut très bien y avoir vécu il y a trois ans et vivre maintenant à Singapour, en Allemagne ou n'importe où

he puts this down as his address. Who checks? Nobody. He hasn't ailleurs et il donne cette ancienne adresse comme son adresse been in Canada, shall we say, for maybe a year or so, and he's got this as his address. Nobody can check. The criminal ones you can turn back to the RCMP.

I know within the last month of two or three people where I wouldn't take their case. I just said, you don't live in Canada. I said, you have an address here; who's that? They say, oh, that's my friend, he takes all my mail and sends it to me. How are they going to check that he doesn't live there?

Your question is about the 200,000 or so that are behind. I quite agree they're behind, but are we going to let the others slip through?

Mr. Hangar: That was partially my question too. Just how effective do you think this new process is going to be? Classroomstyle instruction, questioning, as opposed to one-on-one, which I understand is how it is done right now—I wonder if it's going to be that effective.

Secondly, will the ceremony be conducted in the fashion that it is right now? I think there is an importance attached to the ceremony.

Mr. Campbell: If I may comment on your first part, right now they are giving people a written test. That system is in the Toronto area and is going quite well. Approximately 80%, I think, are passing, showing they have a knowledge of Canada's geography, history, how to vote, rights and privileges, and the parliamentary system.

The reason is that rather than doing it all one-on-one, taking a written test can actually clear out quite a few people. Then they go and see the judge just to make sure they can speak English or French properly. The reason for that is there are some people who for some reason have got through the test and passed. There are 20 questions and they've answered 15 correctly; that means they are on a pass list, but their language is very weak. If they go to see the judge, he says, right, good day, how are you? Nice to talk with you. Where do you live? What's your name? There are some very quick questions you can ask. Well, your English is fine. Go and see them and you'll become a citizen. They'll give you a card.

• 1130

It's an experimental system. I think it's going all right now. If you don't pass, you go back to the old system where the judge asks you a series of 20 or 30 questions or ally in a period of about five, six, eight minutes to find out whether you've done your homework and so on.

For the ceremony, the minister has suggested people in the Order of Canada. I think that's fine, but let's not pick the Toronto area and say we have 25 people who could conduct the ceremony. I think the ceremony is great. I think you should get it down to maybe about 10 or 12. It can involve the Order of Canada, whatever you wish. However, you have to train them well because they have to know who they're talking to.

[Traduction]

actuelle. Qui vérifie? Personne. Il n'est pas venu au Canada depuis un an, par exemple, et c'est ce qu'il nous donne comme adresse. Personne ne peut vérifier. Les criminels, vous pouvez les renvoyez à la GRC.

Il y a deux ou trois personnes au cours du mois dernier que j'ai refusé d'aider. J'ai simplement dit, vous n'habitez pas au Canada. Je leur ai dit, vous avez une adresse ici, qui y vit? Ils m'ont dit, c'est mon ami, il reçoit tout mon courrier et me le renvoie. Comment va-t-on vérifier que le demandeur ne vit pas ici?

Votre question porte sur les 200 000 demandes qui attendent. C'est vrai que nous avons accumulé du retard, mais devons-nous laisser les autres passer à travers les mailles du filet?

M. Hangar: C'était en partie ma question aussi. Pensez-vous que le nouveau système soit efficace? Une instruction de type salle de classe, une interrogation au lieu d'une entrevue de personne à personne, qui est ce qui se produit à l'heure actuelle, je crois - je me demande si ça va être efficace.

Deuxièmement, la cérémonie va-t-elle se dérouler de la même façon que maintenant? Je crois qu'on accorde une certaine importance à la cérémonie.

M. Campbell: Si vous me permettez de répondre à votre première question, à l'heure actuelle, on fait passer un test écrit. Ce système existe dans la région de Toronto et il donne de très bons résultats. Je crois que près de 80 p. 100 des candidats réussissent parce qu'ils ont montré qu'ils connaissaient la géographie et l'histoire du Canada, qu'ils savent comment on vote, qu'ils connaissent les droits et les privilèges canadiens et le système parlementaire de notre pays.

Si on a opté pour cette méthode, c'est parce qu'au lieu d'avoir une entrevue de personne à personne, en faisant passer un test écrit, on peut accepter un assez grand nombre de candidats. Ils vont ensuite trouver le juge qui va simplement vérifier qu'ils sont capables de s'exprimer en français ou en anglais. On a choisi cette solution parce qu'il y a certaines personnes qui ont réussi au test. Sur 20 questions elles ont pu répondre à 15 avec exactitude; cela veut dire qu'elles sont sur une liste de candidats reçus, mais leurs connaissances linguistiques sont très faibles. Si ces personnes vont trouver un juge, celui-ci va leur dire: «Bonjour, comment allez-vous? Je suis heureux de vous rencontrer. Où habitez-vous? Comment vous appelez-vous?» Ce sont de petites questions que l'on peut poser. Et le juge de dire: «Votre anglais est bon. Allez à tel ou tel bureau et vous allez devenir citoyen canadien. On va vous donner une carte.»

C'est un système expérimental. Il fonctionne bien pour l'instant, me semble-t-il. Si vous ne réussissez pas l'examen,on revient à l'ancien système selon lequel le juge vous pose une série de 20 ou 30 questions oralement en cinq ou huit minutes pour essayer de voir si vous avez appris votre leçon.

Pour la cérémonie, le ministre a proposé des gens qui sont membres de l'Ordre du Canada. Je pense que c'est une bonne idée, mais ne choisissons pas la région de Toronto en disant que 25 personnes peuvent procéder à la cérémonie. Je crois que la cérémonie est une bonne chose. Je pense que 10 ou 12 personnes suffiraient. On peut demander aux membres de l'Ordre du Canada, par exemple. Mais il faut les former car ils doivent savoir à qui ils s'adressent.

With a lot of these people, for instance, their English is quite weak, so you can't rattle on like I rattle on. You have to speak very slowly. You have to be careful. You have to speak in some very large words because you're talking to professors, and you have to speak in five—and six—letter words because you're talking to some people at the grade 5, 6, or 7 level. Maybe it's less than that.

I think it's a real art. People have come to me and said I gave them their certificate. They're so happy and they remember what I said. I think that's important.

The Chairman: Mr. Campbell, I just had one question here about your comments on the oath. This is at the bottom of page 3, where you are saying that the Queen of Canada is chosen by the Government of Canada. That's not my understanding. My understanding is that the Crown of Great Britain is the one.

Mr. Campbell: Maybe we differ. I think we have the choice of who we can choose.

The Chairman: That's the BNA Act of 1867, which is really the constitution.

Mr. Campbell: I'll stand corrected if-

The Chairman: Perhaps we could ask our researcher to clarify that for us and provide you with the information.

Mr. Campbell: I'm sorry. I remember going over this at one time when the oath had come up and so on.

The Chairman: We'll check that, if that's all right with you.

Mr. Campbell: All right. Let me know, too, will you please?

The Chairman: Yes, we will certainly advise you.

I wonder if you could define residency for us. Give us something succinct and concrete in terms of who you would consider to be a resident, as it should be.

Mr. Campbell: I guess that's the \$64,000 question, isn't it? What is residency?

The Chairman: Can you define it for us?

Mr. Campbell: No, I can't reel off what I think residency is. What is residency under the act?

The Chairman: No, not according to the act, but what you think it should be.

Mr. Campbell: It's a person who doesn't leave or remain outside of Canada with the intention of abandoning Canada. That's what it is today. In other words, anyone who abandons Canada is not a resident. That's right from section 24 of the Immigration Act.

It's very difficult. I have great respect for a person who is here today, Mr. Green, who will speak on residency. He is much more versed than I am. He will speak on residency as per the Income Tax Act, the Immigration Act, the family act and a few other things like that.

[Translation]

Il arrive souvent, par exemple, que ces personnes ne parlent pas bien anglais et il vaut mieux ne pas leur tenir un long discours comme je le fais en ce moment. Il faut parler très lentement. Il faut faire attention. Il faut utiliser de très longs mots lorsque vous vous adressez à des professeurs et choisir des mots de cinq ou six lettres lorsque vous parlez à des personnes qui ont le niveau d'instruction de la cinquième, sixième ou septième année, ou peut-être moins.

C'est tout un art. Certaines personnes sont venues me trouver en me disant que c'est moi qui leur avais remis leur certificat de citoyenneté. Elles s'en souviennent avec plaisir et se rappellent de ce que je leur ai dit. Je crois que c'est important.

La présidente: Monsieur Campbell, j'avais une question à vous poser sur ce que vous avez dit au sujet du serment. Cela figure au bas de la page 3. Vous dites que la Reine du Canada est choisie par le gouvernement du Canada. Ce n'est pas ce que je pense. Je crois que c'est la Couronne de Grande—Bretagne qui le fait.

M. Campbell: Peut-être que nous ne sommes pas d'accord. Je crois que nous pouvons choisir qui nous voulons.

La présidente: Cela figure dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 qui est en fait la Constitution.

M. Campbell: Vous pourrez me corriger si. . .

La présidente: Peut-être pourrions-nous demander à notre attaché de recherche de voir ce qu'il en est et de nous en informer ensuite.

M. Campbell: Je regrette. Je me souviens avoir vérifié au moment où il avait été question du serment.

La présidente: Nous allons vérifier, si vous le voulez bien.

M. Campbell: Très bien. Soyez assez aimable pour me dire ce qu'il en est.

La présidente: Certainement.

Pourriez-vous nous préciser ce qu'est un résident, nous dire de façon concrète et brève qui peut à votre avis être considéré comme un résident.

M. Campbell: J'imagine que c'est la question à 64 000\$. Qu'est-ce qu'un résident?

La présidente: Pourriez-vous nous donner une définition?

M. Campbell: Non, je peux vous débiter ma conception du résident. Qu'est-ce qu'un résident en vertu de la loi?

La présidente: Non, non pas en vertu de la loi, mais selon vous.

M. Campbell: C'est une personne qui ne quitte pas le Canada ou qui ne réside pas hors du Canada avec l'intention d'abandonner le Canada. C'est ce qu'est un résident aujourd'hui. Autrement dit, quiconque abandonne le Canada n'est pas un résident. Cela figure précisément à l'article 24 de la Loi sur l'immigration.

C'est très difficile. J'ai beaucoup de respect pour un personne qui est ici aujourd'hui. Il s'agit de M. Green qui va vous parler des résidents. Il connaît beaucoup mieux la question que moi. Il va vous en parler en fonction de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur l'immigration, de la législation sur la famille et de quelques autres documents du même genre.

Quite a few of the different acts have their own residency. It will have to be done, let me put it that way.

The Chairman: We were just looking for your advice, but you don't have to answer any question.

Mr. Campbell: We know what residency is. Are you really being part of Canada? Are you contributing and adding to our life and so on? This is important. Do you really feel you're part of this? Gee, it's good to have you as a Canadian.

The Chairman: Someone suggested three years and never out of the country for longer than 90 days.

Mr. Campbell: No, that's terrible. You're going to cut out great people, such as assistant professors.

• 1135

The Chairman: I appreciate that.

On behalf of the committee, thank you very much for your contribution to this very difficult task of ours. We appreciate your being here.

I think that's all our work for today. We will meet again at 3:30 p.m. in this room.

Mr. Knutson: Can I raise a point on something about the scheduled witnesses? On June 7 we have General Lewis MacKenzie, then June Callwood and Mary Jo Leddy. I'm wondering if we can give MacKenzie 45 minutes.

June Callwood and Mary Jo Leddy are coming together, are they?

The Chairman: My understanding from the clerk is that June Callwood and Mary Jo Leddy will come together, but we will assign them an hour. Your request is to offer Lewis MacKenzie an hour? Should we try to move him up to 4 p.m.?

He said half an hour is sufficient. He doesn't know how many questions we'll have. The clerk has suggested 45 for each of those two blocks. Is that reasonable?

Mr. Knutson: That's fine.

The Chairman: Is that agreeable, members of the committee, to assign each of them 45? We'll leave it to the clerk's discretion as to how she amends it.

Mr. Assadourian: Can I also suggest to everybody that we increase question period from 15 minutes to half an hour for us?

The Chairman: Is that the wish?

Mr. Assadourian: If you ask two questions, then 15 minutes are gone.

The Chairman: Yes. That was a decision we took earlier.

Mr. Assadourian: At the time, we took the decision of 15 minutes, but now we don't have as many witnesses as we were expecting.

[Traduction]

On donne dans plusieurs lois une définition différente du résident. Il va falloir étudier la question.

La présidente: Nous voulions simplement avoir votre avis, mais vous n'êtes pas obligé de répondre aux questions.

M. Campbell: Nous savons ce que c'est qu'un résident. Faites—vous vraiment partie du Canada? Apportez—vous quelque chose au Canada? C'est important. Pensez—vous vraiment faire partie de notre société? Alors, nous sommes heureux que vous soyez Canadien.

La présidente: Quelqu'un a dit qu'il fallait avoir vécu trois ans au Canada et ne pas avoir quitté le pays pour plus de 90 jours pendant cette période.

M. Campbell: Non, c'est affreux. Vous fermez la porte à des personnes importantes comme les maîtres—assistants.

La présidente: Je comprends.

Au nom du Comité, je vous remercie de nous avoir aidé dans cette tâche si difficile. Nous vous sommes reconnaissants d'être venu.

Je crois que c'est tout pour l'instant. Nous devons nous retrouver à 15h30 dans cette salle.

M. Knutson: Puis-je poser une question sur les témoins prévus? Le 7 juin, nous recevons le général Lewis MacKenzie, June Callwood et Mary Jo Leddy. Serait-il possible d'accorder 45 minutes au général MacKenzie?

June Callwood et Mary Jo Leddy doivent venir ensemble, n'est-ce pas?

La présidente: D'après ce que m'a dit la greffière, je crois que June Callwood et Mary Jo Leddy viennent ensemble, et nous leur accorderons une tranche horaire. Vous demandez qu'on accorde une heure à Lewis MacKenzie? Devrait—on le faire venir plus tôt, à 16 heures?

Il a dit qu'une demi-heure suffirait. Il ne sait pas combien de questions nous avons à lui poser. La greffière a proposé 45 minutes pour chacune de ces deux tranches horaires. Cela vous paraît-il raisonnable?

M. Knutson: C'est bien.

La présidente: Chers collègues, êtes-vous d'accord pour accorder 45 minutes dans les deux cas? Nous laissons à la greffière le soin de voir quelles modifications elle va apporter.

M. Assadourian: Puis—je aussi proposer à tout le monde qu'on augmente la période de questions de 15 à 30 minutes?

La présidente: Est-ce ce que souhaite le Comité?

M. Assadourian: Si nous posons deux questions, les 15 minutes sont passées.

La présidente: Oui. C'est une décision que nous avions prise plus tôt.

M. Assadourian: Nous avions opté alors pour 15 minutes, mais il se trouve que nous n'avons pas autant de témoins que prévu.

The Chairman: The clerk tells me we will have just about all of these spaces filled. She has actually requested more time.

If it's agreeable to the members we'll adjourn this meeting and have just a general discussion. Is that agreeable?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: This meeting is adjourned.

AFTERNOON SITTING

• 1536 The Chairman: I'll call our meeting to order.

I'd just like to mention, members of the committee, for your own information, we will have a teleconference from St. John's. The city expressed quite a bit of interest. If you want to mark your schedule you were given this morning, it will be on Wednesday, June 8, 12 p.m. to 2:15 p.m.

Our witness is Mr. Stephen Green from Green & Spiegel. Mr. Green is an immigration lawyer with the Toronto firm I mentioned. He submitted a substantial brief, which you all have. He's going to present it in 15 minutes.

Mr. Stephen W. Green (Barrister and Solicitor, Green & Spiegel): I would first like to express appreciation for being here, and I hope I'll be able to provide you with some insight into citizenship.

It is my intention to deal with the residency requirements of the present Citizenship Act as well as the procedures dealing with appeals in relation to those applicants that have been refused a grant of citizenship under the act.

Under paragraph 5(1)(c) of the Citizenship Act, "The Minister shall grant citizenship to any person who...has been lawfully admitted to Canada for permanent residence..." Such person must not have ceased to be a permanent resident pursuant to section 24 of the Immigration Act and has "within the four years immediately preceding the date of his application, accumulated at least three years of residence in Canada".

The term "residence", however, has never been clearly defined in the act and thus citizenship judges have had to turn to the federal courts of Canada to provide assistance as to what the term "residence" actually means.

In 1978 the Federal Court of Canada really had its first opportunity to advise Canada as to what residence means. It was a case called Papadogiorgakis, and the then associate Chief Justice Thurlow accepted the idea that one need not be physically present in Canada for the three–year period in order to accumulate at least three years of residence in Canada.

He went on to state that "residence" and "resident" in the new Citizenship Act:

are not strictly limited to physical presence in Canada throughout the period as they were in the former statute but can include, as well situations in which the person concerned has a place of abode to a sufficient extent to demonstrate the reality of his residing there during the material period even though he was away from it for part of the time.

[Translation]

La présidente: La greffière me dit que toutes ces tranches horaires seront remplies. Elle a même demandé à disposer de temps supplémentaire.

Chers collègues, si vous êtes d'accord, nous allons interrompre la séance pour avoir une discussion générale. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

La présidente: La séance est levée.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

La présidente: La séance est ouverte.

Chers collègues, je tiens à vous informer que nous allons avoir une téléconférence avec St. John's. Cette ville a manifesté un certain intérêt pour la question. Si vous voulez l'inscrire sur l'emploi du temps qui vous a été donné ce matin, cela se passera mercredi 8 juin de 12 heures à 14h15.

Notre témoin est M. Stephen Green du Cabinet Green & Spiegel. M. Green est avocat spécialisé dans les questions d'immigration avec le Cabinet de Toronto que je viens de citer. Il a présenté un mémoire assez important que vous avez tous. Il va nous l'exposer en 15 minutes.

Me Stephen W. Green (avocat, Green & Spiegel): Je tiens tout d'abord à vous exprimer mes remerciements pour m'avoir permis de comparaître et j'espère pouvoir vous donner quelques idées sur la citoyenneté.

J'ai l'intention de traiter des exigences en matière de résidence qui figurent dans la Loi sur la citoyenneté actuellement en vigueur ainsi que des procédures d'appel dont disposent les demandeurs à qui on a refusé la citoyenneté en vertu de la loi.

Aux termes de l'alinéa 5(1)c) de la Loi sur la citoyenneté: Le ministre attribue la citoyenneté à toute personne qui...: c) a été légalement admise au Canada à titre de résident permanent, n'a pas depuis perdu ce titre en application de l'article 24 de la Loi sur l'immigration, et a, dans les quatre ans qui ont précédé la date de sa demande, résidé au Canada pendant au moins trois ans en tout.

Le terme «résident», n'a toutefois jamais été clairement défini dans la loi et les juges de la citoyenneté ont du se référer à la Cour fédérale du Canada pour savoir ce que le terme «résident» signifie en réalité.

En 1978, la Cour fédérale du Canada a eu pour la première fois l'occasion de préciser ce que signifiait «résident». Il s'agissait de l'affaire Papadogiorgakis et Me Thurlow, alors juge en chef adjoint, a accepté l'idée qu'il n'était pas nécessaire d'être physiquement présent au Canada pendant la période de trois ans pour avoir résidé au Canada pendant au moins trois ans en tout.

Il indique ensuite que le terme de "résident" de la nouvelle Loi sur la citoyenneté

ne s'applique pas strictement à la présence physique de cette personne au Canada pendant toute cette période, comme c'était le cas avec la loi précédente, mais peut également s'appliquer à des situations où la personne concernée a un lieu de résidence qui constitue une preuve suffisante de la réalité de sa résidence dans le pays pendant la période pertinente, même s'il était sorti du pays pendant une partie de ce temps.

He further concluded that the question of residence was:

Chiefly a matter of degree to which a person in mind and fact settles into or maintains or centralizes his [or her] ordinary mode of living in Canada.

Thus the associate chief justice removed from the Citizenship Act the necessity of a numbers—crunching game and presented citizenship judges with a test that required them to look into each applicant's intentions and their particular situation.

• 1540

As a result of that decision a great trilogy of cases evolved. Now, the courts have various indicia that they will look at to see whether or not a person is a resident of Canada. Citizenship judges look at such things as whether or not an individual has filed income tax on a residential basis, whether or not they have bank accounts, social insurance numbers, health coverage under the various provinces and so on.

During the past number of years, however, there has been a tendency among some of the Federal Court judges to place a more restrictive interpretation of the term "resident" for the purposes of citizenship. Federal Court judges seem to be reviewing past liberal interpretations with respect to the residence test and are now introducing a more physical presence test.

The lack of consensus that has evolved over the term "residence" has provided great confusion and, in the extreme, even chaos to those individuals who are contemplating applying for Canadian citizenship. All business communities rely on stability and certainty and it just does not appear within the Citizenship Act.

In determining the definition of residence I suggest one look to other federal and provincial statutes in order to see how those acts deal with the residence requirement. It is my submission that most acts dealing with the residence requirement seem to adopt an ordinarily residence test. This can be found within the Income Tax Act, within the Family Allowance Act, and the Health Insurance Act of Ontario.

By adopting an "ordinarily resident" test, it is my submission that Canada will be able to acquire those individuals who best exemplify excellent candidates for citizenship. If a stringent physical residency test becomes a requirement of citizenship, Canada will lose excellent candidates who would have otherwise been eligible to apply for citizenship if an ordinarily residence test is adopted.

By far those classes of persons who would most significantly be affected and, in my respectful submission, contribute greatly to Canada are business persons and scholars. With respect to business persons, I submit that while international trade and business relations have always been important to Canada's economic development, only recently has their importance been reflected in the area of citizenship and immigration law.

Since the inception of Canada's business immigration program in 1986, unprecedented numbers of business persons have come to Canada, not only to make investments and set up entrepreneurial enterprises but with the intention of making Canada their home for their families.

[Traduction]

Il conclut en outre que le fait d'être «résident»

dépend en fait essentiellement de la mesure dans laquelle la personne établie au Canada, conserve ou centralise sa vie courante au Canada, dans son esprit ou dans les faits.

Le juge en chef adjoint enlève donc à la Loi sur la citoyenneté la nécessité de faire des calculs et offre aux juges de la citoyenneté un critère fondé sur les intentions de chaque demandeur ainsi que sur sa situation particulière.

À la suite de cette décision, trois autres cas sont apparus. Maintenant, les tribunaux ont divers indices qui leur permettent de savoir si une personne peut être considérée ou non comme résidant au Canada. Les juges de la citoyenneté vont essayer de savoir si l'intéressé a fait une déclaration d'impôt sur le revenu à titre de résidant, s'il a des comptes bancaires, s'il a un numéro d'assurance sociale, s'il bénéficie de l'assurance-maladie provinciale, etc.

Ces dernières années, les juges de la Cour fédérale ont cependant eu tendance à interpréter le terme «résident» de façon plus restrictive dans l'optique de la citoyenneté. Les juges de la Cour fédérale semblent revenir sur les interprétations plus libérales faites dans le passé en ce qui concerne le titre de «résident» et sont en train d'adopter un critère de présence qui repose davantage sur la présence physique.

L'absence de consensus quant à la signification du titre de «résident» a entraîné une grande confusion dans l'esprit des personnes qui envisagent de demander la citoyenneté canadienne. Les milieux d'affaires comptent tous sur la stabilité et la certitude, et cela n'apparaît tout simplement pas dans la Loi sur la citoyenneté.

Pour arriver à définir «résident», je suggère de consulter les autres lois fédérales et provinciales pour voir quel traitement elles réservent aux exigences concernant la «résidence». Je dirais que la plupart des lois qui traitent des exigences relatives à la «résidence» semblent prévoir un critère de résidence habituelle. C'est le cas de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur l'assurance—maladie de l'Ontario.

En prévoyant le critère de «résidence habituelle», il me semble que le Canada pourra accepter ceux qui sont d'excellents candidats à la citoyenneté. Si pour devenir citoyens, il faut respecter le critère de la résidence physique stricte, le Canada perdra d'excellents candidats qui auraient pu autrement se voir attribués la citoyenneté si l'on avait adopté le critère de la résidence habituelle.

Les catégories de personnes qui seraient le plus touchées, me semble-t-il, et qui pourraient apporter beaucoup au Canada, sont les hommes d'affaires et les universitaires. Pour les premiers, je crois que si le commerce international et les relations commerciales ont toujours été importantes pour le développement du Canada, ce n'est que récemment que leur importance se retrouve dans le domaine de la citoyenneté et de l'immigration.

Depuis l'entrée en vigueur du Programme canadien d'immigration des gens d'affaires en 1986, ils ont été plus nombreux que jamais à venir dans notre pays, non seulement pour investir et créer des entreprises dynamiques, mais également avec l'intention de faire du Canada le domicile de leur famille.

Inherent in the operation of much of Canada's business is the requirement that they travel abroad for a variety of reasons. Travel may be necessary to seek new products, to find markets for Canadian goods, and sometimes as a result of joint manufacturing and other ventures. Multinational corporations are premised on the ability of persons to move across borders to maximize the reach of their business. We must open our minds to truly accepting what international trade is all about and not just look interprovincially.

Canada has not been unaffected by the emergence of a global economy, as the North American Free Trade Agreement has shown us. We are constantly hearing of members of our Parliament travelling abroad to foster the growth of Canadian business. As a result, mobility has become the central theme in world economics. Jobs emerge in one area and may move to another region in order to quickly adapt to rapid fluctuations in the level and patterns of demand. Tied to the concept of mobility, therefore, is the requirement of citizenship.

Business persons who have been admitted to Canada as permanent residents must adapt to the global environment in Canada. While they can continue to do what is necessary to ensure that maximum benefits are realized for Canada through the payment of taxes, the creation of employment, and opening of new international alliances, they are penalized, I submit to you, if they are unable to attain Canadian citizenship.

• 1545

One may respond that business persons are unaffected by the residency requirement under the Canadian Citizenship Act by their ability to return to Canada with a returning resident permit issued by the immigration authorities. The issue of such a returning resident permit, which protects one's immigration, involves a process that is quite cumbersome. It can take up to three to six months to actually receive a returning resident permit.

The rules governing the issuance of a returning resident permit are restrictive and the application process is fraught with bureaucratic delay and inconsistency. This therefore greatly hinders the mobility of many permanent residents within Canada. This simply is not sufficient to protect the mobility rights of business persons who are permanent residents in Canada and dissuades them from grasping many opportunities because of their need to fulfil their residency requirements.

The privileges and entrepreneurial benefits accorded to Canadian citizens internationally are immense. Holding Canadian citizenship commands respect and trust, which are conducive to furthering economic relations in any country. However, these benefits are denied to business persons though they are representing the interests of Canada economically abroad.

Individual business persons who acquire Canadian citizenship in an attempt to develop business for Canada on an international level are ambassadors of trade and commerce for Canada. In my opinion, through the adoption of an ordinarily

[Translation]

La plupart des activités commerciales au Canada exigent que l'on voyage à l'étranger pour diverses raisons. Il est peut-être nécessaire de voyager pour rechercher de nouveaux produits, pour trouver des marchés pour des articles canadiens, et parfois à cause de co-entreprises de fabrication ou autres. Les multinationales dépendent de la capacité de leurs représentants à traverser les frontières pour maximiser la portée de leur entreprise. Nous devons avoir l'esprit plus large et accepter vraiment tout ce que suppose le commerce international et ne pas nous limiter aux échanges interprovinciaux.

Le Canada n'a pas échappé aux effets de l'émergence d'une économie mondiale comme l'a montré l'Accord de libre-échange nord-américain. Nous entendons constamment parler de députés qui vont à l'étranger pour favoriser la croissance des entreprises canadiennes. De ce fait, la mobilité est le thème principal de l'économie mondiale. Des emplois sont créés dans une région et peuvent devoir être transférés dans une autre région pour permettre de s'adapter rapidement aux fluctuations fréquentes des niveaux et des tendances de la demande. Les exigences en matière de citoyenneté sont donc liées à cette idée de mobilité.

Les entrepreneurs qui ont été admis au Canada à titre de résidents permanents doivent s'adapter à l'environnement mondial du Canada. S'ils peuvent continuer à faire le nécessaire pour réaliser des recettes maximum pour le Canada grâce au paiement des impôts, à la création d'emplois et à la constitution de nouvelles alliances internationales, ils sont pénalisés, à mon avis, s'ils ne peuvent obtenir la citoyenneté canadienne.

On pourrait être tenté de répondre que les entrepreneurs ou les gens d'affaires ne sont pas touchés par les exigences relatives au statut de «résident» prévues dans la Loi sur la citoyenneté canadienne parce qu'ils ont la possibilité de revenir au Canada avec un permis de retour pour résidents permanents délivré par les services d'immigration. Pour obtenir ce permis, afin de protéger son statut d'immigrant, il faut passer par un processus assez lourd. L'obtention du permis peut prendre de trois à six mois.

Les règles qui régissent la délivrance de ce permis sont restrictives et le processus de demande est alourdi par les retards et les incohérences de la bureaucratie. Cela réduit nettement la mobilité de nombreux résidents permanents du Canada. Ce n'est tout simplement pas suffisant pour protéger le droit à la mobilité des gens d'affaires qui sont des résidents permanents du Canada et cela les dissuade de saisir de nombreuses occasions que de devoir répondre aux exigences relatives à la «résidence».

Les privilèges et les avantages sur le plan des affaires accordés aux citoyens canadiens à l'échelle internationale sont énormes. La citoyenneté canadienne suscite respect et confiance et cela permet d'améliorer les relations économiques dans n'importe quel pays. Toutefois, ces avantages sont refusés aux gens d'affaires alors même qu'ils représentent les intérêts économiques du Canada à l'étranger.

Les entrepreneurs et gens d'affaires qui acquièrent la citoyenneté canadienne pour mener des activités commerciales à l'échelle internationale pour le Canada sont des ambassadeurs commerciaux de notre pays. À mon avis, l'adoption du critère de

resident test, Canada's economic future will be enhanced. Business persons will not become prisoners within Canada's borders and will actively pursue even greater business opportunities no matter where they will arise.

Similar considerations should be extended to students who are permanent residents of Canada and who, in order to attain their educational goals, must also leave Canada. Colleges and universities around the world recognize the significant contribution that foreign students make through a collaborative effort with domestic students. Exchange programs and scholarships to study abroad are representative of this desire by educational institutions to acquire insight and knowledge of foreign students. Canada also benefits from the knowledge that students bring back from abroad.

Nor should academics who go abroad to conduct research be penalized for their inability to accumulate appropriate residence. Many students from Canada who go abroad influence research, open up academic and business opportunities for other Canadians to reap and also garner political respect for their work as Canadians.

It is a great honour to all Canadians when something of great importance to the world has been discovered by a Canadian, whether inside or outside Canada. However, the lack of guaranteed re—entry to Canada and the inability to accumulate enough time in Canada under the residency requirement is an important factor that hinders the pursuit of academic excellence for many Canadian students. This problem can only worsen under the current legislation, given the number of immigrants entering Canadian schools each year.

I will just give you one example, the multinational business person who comes to Canada as an entrepreneur. He has conditions imposed upon him that he must establish a business and create a job; and he does so. He provides work for Canadians in our economy but maintains his multinational business enterprises abroad.

Because of his international involvement, he cannot meet the residency test under Canadian citizenship law. However, a permanent resident who arrives in Canada, who for whatever reason remains on welfare for three years, will have no problem meeting the residency tests for citizenship. Obviously there is something wrong with that.

With respect to the present appeal procedures, I'd like to review with you my submissions with respect to changes. Under section 14 of the Citizenship Act, the minister or an applicant may appeal the decision of a citizenship judge who has not approved an application for citizenship.

Appeals under this section normally go to the Federal Court of Canada and it is considered a new trial, a trial *de novo*. As such, the Federal Court hears and considers all the evidence as though the applicant was starting for the first time. Therefore if there are any changes in circumstances with respect to the applicant, the Federal Court must listen to them.

[Traduction]

résidence habituelle ne peut que servir l'avenir économique du Canada. Les gens d'affaires ne deviendront pas prisonniers des frontières canadiennes et pourront profiter de possibilités commerciales encore plus grandes où qu'elles se présentent.

Il en est de même pour les étudiants qui sont résidents permanents du Canada et qui, pour terminer leurs études, doivent également quitter le Canada. Les collèges et les universités du monde entier reconnaissent l'apport important des étudiants étrangers grâce à leur collaboration avec les étudiants du pays. Les programmes d'échange et les bourses pour aller étudier à l'étranger témoignent de ce désir des établissements d'enseignement de profiter des idées et des connaissances des étudiants étrangers. Lorsque les étudiants reviennent, le Canada profite également des connaissances qu'ils ont ainsi acquises à l'étranger.

On ne devrait pas non plus pénaliser les universitaires qui sont à l'étranger pour faire des travaux de recherche parce qu'ils n'ont pas résidé dans notre pays suffisamment longtemps. Bon nombre d'étudiants qui quittent le Canada pour aller à l'étranger influencent la recherche, ouvrent des voies universitaires et commerciales qui profiteront à d'autres Canadiens et suscitent le respect politique pour leur travail en tant que Canadiens.

C'est un grand honneur pour tous les Canadiens lorsqu'une découverte importante pour le monde est faite par un Canadien, que ce soit au Canada ou dans un autre pays. Mais le fait qu'ils n'ont pas la garantie de pouvoir revenir au Canada et qu'ils n'ont pas résidé suffisamment longtemps au Canada pour répondre aux exigences relatives à la résidence est un facteur important qui empêche de nombreux étudiants canadiens de viser l'excellence universitaire. Et ce problème ne peut qu'empirer avec la législation actuelle étant donné le nombre d'immigrants qui entrent dans les écoles canadiennes chaque année.

Je vais vous donner un exemple, celui de l'homme d'affaires international qui vient au Canada à titre d'entrepreneur. Il doit respecter certaines conditions: il a l'obligation de fonder une entreprise et de créer des emplois, et c'est ce qu'il fait. Il fournit du travail à des Canadiens, ce qui profite à l'économie canadienne, tout en maintenant ses entreprises multinationales à l'étranger.

En raison de ses activités internationales, il ne peut pas respecter le critère de résidence en vertu de la Loi canadienne sur la citoyenneté. Or, un résident permanent qui arrive au Canada et qui pour une raison quelconque touche le bien—être social pendant trois ans n'aura aucun problème à respecter le critère de résidence en vue d'obtenir la citoyenneté. Il est clair que quelque chose ne va pas du tout dans ce système...

Pour ce qui est de la procédure actuelle, j'aimerais revenir sur les changements que je propose dans mon mémoire. En vertu de l'article 14 de la Loi sur la citoyenneté, le ministre ou un demandeur peut en appeler de la décision d'un juge de la citoyenneté qui a rejeté sa demande de citoyenneté.

Les appels interjetés en vertu de cet article sont normalement acheminés à la Cour fédérale du Canada et sont considérés comme de nouveaux procès, des procès *de novo*. De ce fait, la Cour fédérale entend toute la preuve et l'étudie comme si l'intéressé présentait sa demande pour la première fois. Ainsi, s'il y a des changements de situation pour le demandeur, la Cour fédérale doit en prendre connaissance.

In my opinion this appeal process is inefficient and too costly for Canadians to sustain. The Federal Court is not the appropriate forum to bring an application for review of a citizenship judge.

• 1550

I would propose the following:

First is that mail-in centres be established to determine eligibility for citizenship, and I understand that some are being experimented with now within Metropolitan Toronto.

Requests for all hearings to be made on the mail-in application form: Where a request for an oral hearing has been made, or one has been mandated due to a failure in a written test, an adjudicator would administer an oral test.

Adjudicators could be appointed under a new citizenship system, or the task of adjudicators could be performed by the present adjudicators who are working under the immigration system. The latter group are already highly trained individuals and would perhaps be appropriate to hear citizenship hearings. I put to you a warning, however, that if we do accept adjudicators who are presently working under the immigration system, they must be properly trained with respect to citizenship because as it presently stands they are dealing totally in an enforcement mode system.

While oral tests are unnecessary for particular applicants, written tests should otherwise be administered. Once a person passes a written test, that person would appear before an adjudicator and take the oath of Canadian citizenship. If that person fails an oral test, however, an appeal would lie to a new citizenship board.

Appeals to the citizenship board would be made on any grounds and this would take the form of a new trial. Any changes in circumstances or evidence could be brought before the board. Board members under this model could be made up of persons currently sitting as citizenship judges, but appointed on a per diem basis as statistics show there are very few actual appeals.

A full-time chairperson should be a member, in my respectful submission, of the provincial bar where that centre is located.

In the alternative, appeals could be brought to the appeal division of the immigration board that presently exists today. The appeal division is a worth while option to consider in light of the relatively few appeals that may occur each year with respect to citizenship.

The savings that could be realized under each model, in my opinion, are substantial.

Access to the Federal Court would still exist, however, with respect to judicial review. It is time to streamline the citizenship process and make it work in conformity and in conjunction with similar institutions in Canada.

I submit that a transitional provision should also be included in the new or revised Citizenship Act to take all of the present and existing appeals in the Federal Court to a new board.

[Translation]

À mon avis ce processus d'appel est inefficace et trop coûteux pour que le Canada le maintienne. La Cour fédérale n'est pas l'instance voulue pour présenter une demande de révision de la décision d'un juge de la citoyenneté.

Voici donc ce que je propose.

Il faudrait premièrement ouvrir des centres chargés de recevoir les demandes de citoyenneté expédiées par la poste et de les examiner; il semble d'ailleurs y avoir actuellement une expérience en cours en ce sens dans la région métropolitaine de Toronto.

Toutes les demandes d'audiences devraient figurer sur le formulaire envoyé par la poste; lorsqu'une audience aurait été demandée, ou aurait été rendue nécessaire par suite d'un échec à l'examen écrit, un arbitre ferait passer un examen oral.

Il serait possible de nommer les arbitres en vertu d'un nouveau système de citoyenneté ou de confier ces tâches aux arbitres qui travaillent actuellement pour l'immigration. Ce sont des gens qui ont déjà une bonne formation et qui pourraient être bien placés pour entendre les audiences de citovenneté. J'ajouterais toutefois à cela une mise en garde, c'est à dire que si nous avons recours aux arbitres qui travaillent actuellement dans le système de l'immigration, il faudrait leur donner une formation sur la citoyenneté car, pour le moment, leur tâche consiste uniquement à faire respecter la loi.

Bien que les examens oraux soient inutiles pour certains requérants, il faudrait faire passer un examen écrit aux autres. Une fois que le requérant aurait réussi son examen écrit, il comparaîtrait devant un arbitre et prêterait serment en tant que citoyen canadien. Mais si cette personne échouait à l'examen oral, elle pourrait interjeter appel devant le nouveau conseil de la citovenneté.

Les appels soumis à ce conseil de la citoyenneté pourraient reposer sur n'importe quel motif; il s'agirait en quelque sorte d'un nouveau procès. Tout changement dans la situation ou dans les preuves à soumettre pourrait être présenté au conseil. Selon ce modèle, le conseil pourrait se composer de personnes qui siègent actuellement comme juges de la citoyenneté, mais auxquelles ont ferait appel au besoin seulement puisque les statistiques montrent que les cas d'appels sont en fait très peu nombreux.

La personne qui occuperait la présidence de ce conseil à plein temps devrait être membre, à mon humble avis, du barreau de la province où se trouverait le centre.

Il serait également possible de charger de ces appels la division des appels de la commission d'immigration actuelle. Il s'agit d'une option intéressante étant donné le nombre relativement peu élevé d'appels qui pourraient être interjetés chaque année au sujet de la citovenneté.

À mon avis, chacun de ces modèles pourrait permettre de réaliser des économies substantielles.

Il serait toujours possible de demander une révision judiciaire à la Cour fédérale. Il est temps de simplifier le processus de citovenneté et de le rendre compatible avec les institutions similaires du Canada.

À mon avis, il faudrait également inclure une disposition de transition dans la nouvelle Loi sur la citoyenneté, ou dans sa version révisée, pour que tous les appels déjà soumis à la Cour fédérale soient transmis au nouveau conseil.

Those are my submissions. Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Green.

Mr. Bryden: Thank you very much for that presentation. You bring new focus on a particular aspect of the debate that interests me a great deal, especially the whole question of what being a Canadian means to the ability to do business abroad.

Let me put one point to you. We've heard a lot earlier about how citizenship should be something that reflects one's loyalty to one's country, one's dedication and so on. Do you think that the obvious enhancement of one's ability to do business abroad is sufficient reason to seek Canadian citizenship?

Mr. Green: I believe the fact that people have to travel abroad to do business is an important aspect with respect to their doing business and that they would actually stop doing business, because citizenship is such an important concept to them. If a physical presence test were adopted, they would actually stay in Canada and would limit their abilities to expand Canadian business opportunities.

Mr. Bryden: I'm not thinking of the residency here, I'm just thinking of the concepts. You raise an issue about the very practical value of citizenship as opposed to its symbolic or its intrinsic value. Your view is the fact that it enhances a person's ability to do business, that is, someone can be from another country and they can see—quite obviously, we've heard this before—if they become a Canadian citizen they have a tremendous advantage in selling products abroad. The products may not even be made in this country.

I just ask you—this is an issue question and I don't think it has any simple right or wrong—do you feel this is sufficient reason to grant citizenship? If somebody, by virtue of his citizenship, can make millions and millions of dollars both for himself and maybe for other countries and possibly also for Canada, is that reason enough to give him citizenship, or to want to do so?

• 1555

Mr. Green: No, I'm not saying that business is the only reason to grant someone citizenship. But I think it's important to recognize that just because someone may be off doing business does not mean he's not contributing to Canada in other ways.

If he became a Canadian he certainly would take part in the voting process, and he would contribute to Canada through volunteering and through becoming part of Canadian society. Business is just one aspect, and I submit to you that such a person would also take part in many other aspects. But we shouldn't hinder him if he must go abroad.

Mr. Bryden: So you would expect him to do so.

Mr. Green: Yes.

[Traduction]

Voilà ce que je recommande. Merci.

La présidente: Merci beaucoup, monsieur Green.

M. Bryden: Je vous remercie beaucoup de votre présentation. Vous apportez au débat un nouvel angle qui m'intéresse beaucoup, en particulier toute la question des avantages de la citoyenneté canadienne pour les gens qui veulent faire affaire à l'étranger.

Je voudrais vous poser une question. On nous a longuement parlé plus tôt du fait que la citoyenneté devrait refléter la loyauté des gens envers leur pays, leur attachement à ce pays, et ainsi de suite. Pensez-vous que les avantages évidents, du point de vue du commerce international, soit une raison suffisante pour demander la citoyenneté canadienne?

Me Green: À mon avis, le fait que les gens doivent aller à l'étranger pour faire des affaires constitue un aspect important de cette activité commerciale, et ils cesseraient probablement de faire des affaires parce que la citoyenneté est très importante pour eux. Si on les obligeait à répondre à des critères relatifs à leur présence physique au pays, ils resteraient au Canada et cela réduirait les possibilités d'expansion d'entreprises canadiennes.

M. Bryden: Je ne veux pas parler de la question de la résidence, mais seulement de concepts généraux. Vous avez évoqué la valeur purement pratique de la citoyenneté, par opposition à sa valeur symbolique ou intrinsèque. Vous dites que la citoyenneté peut aider les gens à faire des affaires; autrement dit, quelqu'un qui vient d'un autre pays peut se rendre compte c'est assez évident, et nous l'avons déjà entendu dire qu'en devenant citoyen canadien, il pourra beaucoup plus facilement vendre ses produits à l'étranger. Et il pourrait même s'agir de produits qui ne seraient pas fabriqués ici.

Tout ce que j'aimerais savoir et il s'agit d'une question théorique, à laquelle il n'y a probablement pas de réponse simple c'est si vous jugez que c'est une raison suffisante pour accorder la citoyenneté. Si quelqu'un peut, grâce à sa citoyenneté, faire des millions de dollars tant pour lui que pour d'autres pays, et peut-être aussi pour le Canada, est-ce que c'est une raison suffisante pour lui accorder cette citoyenneté, ou pour vouloir le faire?

Me Green: Non, je n'ai pas dit que les affaires étaient la seule raison pour laquelle il faudrait accorder la citoyenneté à quelqu'un. Mais je pense qu'il est important de reconnaître que, simplement parce quelqu'un est à l'étranger pour ses affaires, cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne contribue pas autrement à la vie canadienne.

Si cette personne devenait canadienne, elle participerait certainement aux élections et contribuerait à la vie du Canada en faisant du travail bénévole et en s'intégrant à la société canadienne. Les affaires ne sont qu'un aspect de l'activité humaine, et il me semble que des gens de ce genre participeraient aussi à la société de bien d'autres façons. Mais nous ne devrions pas leur mettre des bâtons dans les roues si elles doivent aller à l'étranger.

M. Bryden: Donc, vous vous attendriez à ce que cette personne y aille.

Me Green: Oui.

Mr. Bryden: What I'm driving at is that we've certainly heard testimony here that people have taken out citizenship for reasons of convenience and indeed probably don't even spend any time in Canada. An earlier witness commented about people from Hong Kong who only come over here to take the oath, then go back to Hong Kong to trade, which is an issue of some interest.

Let me just take the issue one step further. I take it that your reply is that we shouldn't grant citizenship purely for convenience.

Mr. Green: No, absolutely not.

Mr. Bryden: We should expect some contribution. Let me go further, if I may, Madam Chairman.

I'm most interested in your remarks on how valuable it is to trade to be a Canadian. Can you rate us, on a worldwide basis, in terms of the economic value of being a Canadian citizen, and possibly give us some reflections on the cause of that value? Is it because Canada is this grand, unified land, if you will, with this great potential? Is that what gives us the economic clout as citizens, not trading partners?

Mr. Green: I certainly rate us as number one. I've had the opportunity to travel a great deal with respect to my immigration practice. As soon as anyone finds out that I am a Canadian, their eyes open wide.

The respect granted, be it for our respect for everyone's background in Canada or, as we heard before, our multicultural policy, which many people abroad certainly respect, or for our business acumen, our educational institutions, or just the whole concept of what Canada is, opens tremendous doors for everyone abroad.

I make a concerted effort to wear a Canadian pin so they will know I am Canadian. Doing so opens doors for people because there's tremendous respect. Our banking institutions are respected.

Ms Clancy: Especially in the Caribbean.

Mr. Green: It's just the respect that comes with it.

Mr. Bryden: Just following on all this, would you see a businessman who is seeking Canadian citizenship renouncing his previous nationality, as was the practice in the United States? The Americans used to have a practice whereby if someone took the oath of citizenship in the United States it included a renunciation of previous citizenship. Would you see that as a practical thing to occur here in Canada?

Mr. Green: Absolutely not. I believe in dual citizenship. We heard this morning about a person's ability to support Canada and how they can only do that if they really are a Canadian and do not have another nationality. But I think you have to look at the other areas of why people keep their citizenship.

India is a wonderful example, where, if you have a couple, generally only one of the spouses will become a Canadian citizen because in India, if you have dual nationality, you will lose all your land if both members of the couple become

[Translation]

M. Bryden: Ce que je veux dire, c'est que nous avons entendu dire ici que certaines personnes prennent la citoyenneté canadienne pour des raisons de commodité et qu'elles ne passent probablement pas beaucoup de temps au Canada. Un autre témoin nous a déjà expliqué comment certaines personnes de Hong Kong viennent ici seulement pour prêter serment, et retournent ensuite à Hong Kong pour y faire du commerce; c'est une question intéressante.

J'aimerais pousser le débat un peu plus loin. Si j'ai bien compris, d'après votre réponse, vous dites que nous ne devrions pas accorder la citoyenneté pour de simples raisons de commodité.

Me Green: Non, absolument pas.

M. Bryden: Nous devrions nous attendre à une certaine contribution. J'aimerais pousser un peu plus loin, si vous me le permettez, madame la présidente.

Vos remarques sur l'intérêt de la citoyenneté canadienne pour le commerce m'ont beaucoup intéressé. Pouvez-vous nous dire, à l'échelle mondiale, quelle pourrait être la valeur économique de la citoyenneté canadienne et nous expliquer si vous le pouvez de quoi découle cette valeur? Est-ce parce que le Canada est un grand pays unifié, si vous voulez, qui présente un excellent potentiel? Est-ce que c'est ce qui nous donne notre prestige économique en tant que citoyens et non comme partenaires commerciaux?

Me Green: Je nous placerais certainement au premier rang. J'ai eu l'occasion de voyager beaucoup pour m'occuper d'affaires d'immigration. Dès que les gens se rendent compte que je suis Canadien, ils ouvrent grand les yeux.

Le respect qu'on nous accorde, que ce soit en raison des origines de tous les Canadiens ou, comme nous l'avons déjà entendu dire, de notre politique de multiculturalisme, que bien des gens respectent beaucoup à l'étranger, ou que ce soit grâce à notre sens des affaires, à nos établissements d'enseignement ou tout simplement à ce que représente le Canada de façon générale, ce respect donc, nous ouvre bien des portes à l'étranger.

Je fais un effort conscient pour porter une épinglette représentant le Canada pour bien montrer que je suis Canadien. Cela m'ouvre des portes parce que notre pays est très respecté. Nos institutions bancaires sont respectées.

Mme Clancy: Surtout aux Antilles.

Me Green: C'est simplement une question de respect.

M. Bryden: Sur le même sujet, pensez-vous qu'un homme d'affaires cherchant à devenir citoyen canadien serait prêt à renoncer à sa nationalité précédente, comme cela se faisait aux États-Unis? Les Américains obligeaient à une certaine époque les nouveaux citoyens des États-Unis à renoncer à leur citoyenneté précédente. Pensez-vous que ce serait possible ici au Canada?

Me Green: Absolument pas. Je crois à la double citoyenneté. Nous avons entendu quelqu'un dire ce matin qu'on ne peut appuyer pleinement le Canada que si on est véritablement Canadien et si on n'a pas d'autres nationalités. Mais je pense qu'il faut examiner les autres raisons pour lesquelles les gens conservent leur citoyenneté.

L'Inde en est un exemple typique; dans le cas des couples, il y a généralement un des conjoints seulement qui devient citoyen canadien parce qu'en Inde, quand on a une double nationalité, on perd toutes ses terres, et c'est ce qui se passerait si les deux

Canadian citizens. So it has nothing to do with whether they will promote Canada or whether their allegiance is to Canada. There are other practical reasons—business reasons—and all other kinds of reasons.

I don't know if this concept of giving up your previous citizenship from another country just has to do with your allegiance and whether you do have allegiance to Canada. I submit to you that people who have dual nationality have allegiance to this country, but they're keeping their other citizenship for other reasons. For those from India it's because they don't want to lose their land. They may be the chairman of a board and must be a citizen of that other country.

The United States has recognized that and does permit dual citizenship, provided you keep on filing your U.S. tax returns. There are many people now who are dual citizens of the United States and Canada.

Mr. Bryden: Madam Chairman, may I have your indulgence for just one hypothetical question?

The Chairman: We have actually dealt with this business. I'll give time for a hypothetical. Let's hear it.

Mr. Bryden: Given what you've just said, would you feel, then, that in the case of, say, there being a portion of a country that wished to separate from the rest of the country, that country should then enjoy the trade and business benefits of the citizenship of that country from which the portion separated, as well as the citizenship of the country it has now become?

Mr. Green: Yes.

Mr. Bryden: You do? How very interesting. Thank you very much.

• 1600

Mr. Knutson: To get back to your point about residency, I think the presumption is that if someone comes from a foreign land they need to spend time here to be inculcated with our values—our sense of what a country is and our sense of what community is. If they merely take out the bare minimum of a residency and spend all their time in other countries then there hasn't been a process of their being Canadianized.

Notwithstanding that they might make a contribution through business or other means, I think the sense in the community is that unless you're here you're not being Canadianized. I think people generally want to have a sense that there is some basic, minimum commonality before somebody's allowed to become a Canadian citizen. My first question is would you agree with that?

Also, could we solve this problem of residency if we said we'll leave it open—ended as to how long you have to get your citizenship, but you have to at least spend, say, 500 days here, or 3 years? So whether it takes you 6 years or 10 years to spend 500 days here, at the end of that period, when you have spend a minimum amount of time on Canadian soil, you could apply for citizenship. Would that be a hindrance to doing business?

[Traduction]

conjoints devenaient citoyens canadiens. Donc, cela n'a rien à voir avec l'allégeance de ces gens, ni avec le fait qu'ils feront ou non la promotion du Canada. Il y a d'autres raisons pratiques—des raisons commerciales, par exemple.

Je ne sais pas si cette obligation d'abandonner sa citoyenneté précédente, celle d'un autre pays, a quelque chose à voir avec l'allégeance au Canada. À mon avis, les gens qui ont la double nationalité sont attachés à notre pays, mais ils conservent leur autre citoyenneté pour d'autres raisons. Dans le cas de ceux qui viennent de l'Inde, c'est parce qu'ils ne veulent pas perdre leur terre. Il peut s'agir par exemple du président d'un conseil d'administration qui doit être citoyen de l'autre pays.

Les États-Unis le reconnaissent et permettent la double citoyenneté, à condition de continuer à produire des déclarations d'impôt aux États-Unis. Il y a bien des gens aujourd'hui qui sont à la fois citoyens des États-Unis et du Canada.

M. Bryden: Madame la présidente, me permettez-vous de poser une petite question hypothétique?

La présidente: Nous avons en fait déjà étudié cette question. Je vais vous laisser le temps de formuler votre hypothèse. Allez-y.

M. Bryden: Étant donné ce que vous venez de dire, êtes-vous d'avis que, si par exemple une partie d'un pays souhaitait se séparer du reste de ce pays, les gens de cette nouvelle entité devraient bénéficier des mêmes avantages commerciaux liés à la citoyenneté du pays dont cette entité s'est séparée, tout autant qu'à la citoyenneté du nouveau pays créé de cette façon?

Me Green: Oui.

M. Bryden: Vraiment? Voilà qui est très intéressant. Merci beaucoup.

M. Knutson: Pour en revenir à votre observation sur la résidence, je pense que cette obligation repose sur la présomption selon laquelle une personne qui arrive d'un pays étranger doit passer un certain temps ici pour s'imprégner de nos valeurs, de notre perception de ce qu'est le pays et la communauté. Si les gens ne respectent que le strict minimum des exigences relatives à la résidence et s'ils passent tout leur temps dans d'autres pays, ils ne peuvent pas être canadianisés de cette façon.

Quelle que puisse être leur contribution, dans les affaires ou autrement, il me semble que la plupart des gens estiment que, si l'on n'est pas sur place on ne peut pas être canadianisé. J'ai l'impression que la population veut en général avoir l'impression que nous avons un minimum de choses en commun avec les gens avant de leur permettre de devenir citoyens canadiens. J'aimerais donc savoir tout d'abord si vous êtes d'accord.

Par ailleurs, est-ce que nous pourrions résoudre ce problème de résidence si nous évitions de fixer un délai précis pour l'obtention de la citoyenneté mais que nous exigions par exemple que les requérants aient passé 500 jours ici, ou trois ans? Donc, les gens pourraient demander leur citoyenneté une fois qu'ils auraient passé 500 jours ici, que cela leur prenne six ans ou dix ans, mais ils devraient passer un minimum de temps en terre canadienne. Est-ce que cela serait un obstacle aux affaires?

Mr. Green: With respect to your first question, certainly being in Canada may assist you in becoming Canadianized, but I don't think it's a requirement to become Canadianized. I ask many of my friends could you please tell me what are the rights and responsibilities of a Canadian citizen? They've lived here all their lives and they don't know.

So I don't agree you must live here physically to understand and become Canadianized. You can do that by doing business, by partaking in various activities Canada is involved in or by reading. But certainly there may be some physical requirements. I'm not saying you shouldn't spend any time here. An ordinarily resident test would look at how much time you've spent here. I don't agree you have to be physically in Canada.

With respect to a specific number, I don't agree with just picking 500 or 600 days out of the year. For example, what if you are a student? How could you tell someone no, you only have 600 days you must spend here? What if you're a businessman and your meeting happens to be longer or your business travels are longer? There's no specific time factor with respect to business.

I think this is a wonderful example. Many of you are from other parts of Canada. If we were to assume you were a resident of your previous locality, be it from Edmonton or wherever, are you any less a resident of Edmonton if you spend two, three, four, five or six months in Ottawa? I would ask you to go ahead and apply that to the same position we have here today. I think it's exactly the same.

Mr. Knutson: Let me give you an example of what it means to become Canadianized. Maybe you disagree with this, but it's certainly my sense that if you come, say, from a certain part of the world where there's a fair bit of conflict, when you come here you leave that conflict behind. That's a great Canadian tradition.

If you come from Ireland you don't bring the Irish conflict here. If you come from the Middle East you don't bring the Middle East conflict here. If you come from India you don't bring their conflicts here. That's an expectation Canadians have of our immigrants. I think that's part of an immigrant becoming Canadianized if, by chance, they come from a land where there's a fair bit of conflict. I think living here physically is part of that.

My riding would worry that if I spent too much time in Ottawa I would become part of the culture here and would lose touch with what's there.

So yes, there is an inculcation of culture when you live in different places. While it might be vague and difficult to ascertain, I think there is a Canadian identity. You're asking if there is a Canadian identity and, if there is, do we care whether our immigrants adopt it?

[Translation]

Me Green: Pour répondre à votre première question, il est certain que le fait d'être présent au Canada peut contribuer à la canadianisation, mais je pense que ce n'est pas absolument nécessaire que les gens soient canadianisés. Très souvent, quand je demande à mes amis de me dire quels sont les droits et les responsabilités des citoyens canadiens, ils ne le savent pas, et pourtant ils ont passé toute leur vie ici.

Donc, je ne suis pas d'accord pour dire qu'il faut être ici physiquement pour comprendre le Canada et pour être canadianisé. Il est possible d'y arriver en faisant des affaires, en participant à différentes activités auxquelles le Canada participe ou en lisant. Mais il serait certainement possible d'imposer certaines exigences au sujet de la présence physique. Je ne dis pas qu'il ne devrait pas être nécessaire de passer du temps ici. Pour déterminer si quelqu'un réside habituellement au Canada, il faudrait examiner combien de temps cette personne a passé ici. Mais je ne suis pas d'accord pour dire qu'elle devrait physiquement se trouver au Canada.

Pour ce qui est de fixer un chiffre précis, je ne suis pas d'accord non plus pour dire qu'il faudrait par exemple 500 ou 600 jours, sur tant d'années. Par exemple, que faites—vous des étudiants? Comment pourriez—vous dire à quelqu'un qu'ils doivent passer 600 jours ici? Que faites—vous des gens d'affaires qui devraient s'absenter pour une réunion ou pour un voyage d'affaires qui se prolongerait? Il n'y a pas d'échéancier précis dans le monde des affaires.

Je pense que nous avons ici un excellent exemple de ce que je veux dire. Bon nombre d'entre vous viennent d'autres régions du Canada. En supposant que vous soyez résident de la localité où vous vous trouviez auparavant, par exemple Edmonton, est—ce que vous cesseriez d'être un résident d'Edmonton si vous passiez deux, trois, quatre, cinq ou six mois à Ottawa? Je vous demande donc de considérer les exigences de résidence de la même façon. C'est exactement la même chose à mon avis.

M. Knutson: Je vais vous donner un exemple de ce que cela signifie être canadianisé. Vous ne serez peut-être pas d'accord avec moi sur ce point, mais il me semble que les gens qui viennent par exemple de régions du monde où il existe des conflits assez graves laissent ces conflits derrière eux quand ils arrivent ici. C'est une merveilleuse tradition canadienne.

Si vous arrivez d'Irlande, vous n'apportez pas le conflit irlandais avec vous. Si vous arrivez du Moyen-Orient, vous ne transportez pas le conflit du Moyen-Orient ici. Et si vous venez d'Inde, vous n'apportez pas avec vous les conflits des Indiens. C'est une des choses que les Canadiens attendent de leurs immigrants. Je pense qu'il s'agit d'un des éléments de la canadianisation des immigrants qui viennent de pays marqués par les conflits. Et le fait de vivre ici physiquement est un élément de ce processus.

Les gens de ma circonscription s'inquiéteraient si je passais trop de temps à Ottawa parce que je finirais par m'intégrer à la culture d'ici et par perdre contact avec ce qui se passe là-bas.

Donc, on finit effectivement par s'imprégner d'une culture quand on vit dans un endroit différent. Elle est peut-être vague et difficile à définir, mais je pense qu'il y a effectivement une identité canadienne. Vous nous demandez s'il y en a une et, en supposant que oui, nous soucions-nous de voir nos immigrants l'adopter?

Mr. Green: I'm certainly promoting this ordinarily resident test. I think you have to look at everyone's particular situation. You can't pick a number. Each individual person is different and you have to look at them as an individual. If you look statistically at how many residence problems there are with respect to citizenship, I submit to you that the number is very, very small, yet the contribution these people make to Canada is significant.

• 1605

I don't like putting a specific number on it. You have to look at each individual case. This morning there was a talk about whether we should have the schools teach children about what it means to be a Canadian. Yes, I think that's an important part, and I even go back further for new immigrants to Canada. I think there is an obligation for Canada to sit down with the new immigrants before they enter Canada, put them through a course, and tell them what the values of Canada are—tell them about Canada.

I can't tell you how many of our clients come to Canada, land on our shores, and wonder what they do now. It is a tremendous fault within our system. If we were in a position to let potential immigrants know about Canada, tell them about its start, right from the beginning, then I submit to you that our community would be much greater.

The Chairman: There is already some of that happening now.

Mrs. Hayes (Port Moody—Coquitlam): Thank you for your comments.

You stated that the contribution of individuals has been significant. I have a couple of more or less brief questions.

Can you comment on the success of our entrepreneurial program? You must be advised of it. Also, what is your opinion of the abuses hat have happened in that in the past?

Mr. Green: With respect to the success of the entrepreneurial program, speaking in general terms, I think it has been a success. Sure, there are problems in every system, but I think generally the entrepreneurial program has been a good program and I think Canada has reaped tremendous benefits.

If you look at the immigrant-receiving provinces that receive the majority of business immigrants, you can see that those provinces are eally the last to be hit by the recession because of the immigrants who had come.

With respect to the abuse, I really don't think it is that ampant. I think the majority of immigrants who come here are espectful of our system. They are terrified of our system, ecause a lot of them come from countries where there is unrested they don't want to take the chance of being unscrupulous. They enerally will follow the letter of the law with respect to fulfilling their conditions and going ahead and meeting their investment bligations here.

Mrs. Hayes: More specifically, have any of your clients been ccused of abuse of the system?

[Traduction]

Me Green: Je suis certainement favorable à l'application d'un critère sur la résidence habituelle. Mais je pense qu'il faut étudier la situation de chacun individuellement. On ne peut pas fixer un chiffre. Tous les cas sont différents et il faut les étudier individuellement. Je suis certain que, si on examinait les statistiques sur le nombre de problèmes de résidence qui se posent au sujet de la citoyenneté, ce serait minime, et pourtant ces gens—là apportent une contribution importante au Canada.

Je n'aime pas fixer de chiffres précis. Il faut tenir compte de chaque cas individuellement. Il y a eu ici ce matin une discussion quand à savoir si les écoles devraient enseigner aux enfants ce que cela signifie d'être Canadien. Je pense que c'est effectivement un élément important et j'irais même plus loin pour les nouveaux immigrants qui arrivent au Canada. Je pense que le Canada a le devoir d'offrir un cours aux futurs immigrants avant qu'ils n'arrivent au Canada et de leur apprendre quelles sont les valeurs canadiennes, de les informer sur le Canada.

Nous avons je ne sais combien de clients qui arrivent au Canada et qui se demandent ce qu'ils doivent faire ensuite. C'est une lacune très grave de notre système. Si nous pouvions faire connaître le Canada aux immigrants potentiels, leur raconter notre histoire depuis les débuts, il me semble que notre communauté en serait grandie.

La présidente: Cela se fait déjà dans une certaine mesure.

Mme Hayes (Port Moody—Coquitlam): Je vous remercie de vos commentaires.

Vous avez dit que la contribution des immigrants est importante. Je voudrais vous poser quelques questions plus ou moins brèves.

Pouvez-vous nous parler du succès de notre programme d'entrepreneurs immigrants? Vous devez certainement le connaître. J'aimerais aussi avoir votre opinion sur les abus qui se sont produits à cet égard dans le passé.

Me Green: En ce qui concerne le programme des entrepreneurs immigrants, je pense que c'est un succès de façon générale. Il y a bien sûr des problèmes dans tous les systèmes, mais je pense qu'en gros, le programme des entrepreneurs immigrants était un bon programme et que le Canada en a tiré d'immenses avantages.

Si vous regardez les provinces qui ont reçu la majorité des gens d'affaires immigrants, vous constaterez que ce sont celles qui ont le moins souffert de la récession grâce à l'arrivée de ces immigrants.

Pour ce qui est des abus, je ne pense vraiment pas que le problème soit aussi sérieux qu'on le dit. J'ai l'impression que la majorité des immigrants qui arrivent ici respectent notre système. En fait, ils sont terrifiés parce que beaucoup d'entre eux viennent de pays où il y a des troubles, et ils ne veulent pas courir de risques en étant malhonnêtes. Ils suivent généralement la loi à la lettre pour répondre à toutes les conditions qui leur sont imposées et respecter leurs obligations en matière d'investissement.

Mme Hayes: Plus précisément, avez-vous déjà eu des clients qui étaient accusés d'avoir abusé du système?

Mr. Green: Absolutely none. From what I understand, in all of Canada, of the individuals who came in on a conditional visa in 1992, the Government of Canada has only 129 applicants against whom they have contemplated taking action. When you look at the 250,000 immigrants we supposedly take in every year, 129 is very small.

Mrs. Hayes: How many of those would be in the entrepreneurial class?

Mr. Green: I am not too sure of the figures, but I certainly know it is available.

Mrs. Hayes: What is your opinion of the checks and balances on information of outside sources of income, for instance? If someone comes into this country and we expect them to do business here, how do we know how much business they are doing elsewhere, what right do we have to know, and what right do we have to share in some of that income?

Mr. Green: I think that's an excellent question. The many, many new immigrants to Canada are not educated enough with respect to our revenue system, our tax system. Far too few understand that once they become permanent residents of Canada, they are subject to the same tax requirements as I am.

Quite candidly, subject to whatever is permissible under the Income Tax Act with respect to offshore trusts, with respect to any type of tax credits, they are subject to paying the same taxes that I and you are supposed to pay.

With respect to hiding income, well, do Canadians who were bom here hide their income? It is an enforcement type of situation. I don't know how prevalent it is, whether it is any more prevalent with new immigrants than it is with Canadians.

Mrs. Hayes: Could part of the immigration process be to guarantee that there is some kind of agreement between Canada and the countries these entrepreneurs are accepted from, some sort of information—sharing? Likely that is where their business will be.

Mr. Green: I guess the situation comes down to the majority of the capitalistic societies, true capitalism. I guess Hong Kong is a wonderful example. If you were to tap into Hong Kong's revenue system, you would see that the wealthiest business people pay no tax. The enforcement of many other countries' tax system is almost negligible, so I don't think looking at a foreign country's enforcement of taxes and seeing if they collect

taxes will assist Canada in any way.

I do know that Canada Immigration is presently looking at, when assessing an entrepreneur's entry, whether or not they are actually doing business in Canada and whether or not they are filing their income tax. If you have a businessman who comes into Canada supposedly creating jobs and doing all kinds of business in Canada, hopefully he will be earning some income and they will then go ahead and connect with Revenue Canada. But again, there are all kinds of privacy legislation problems even among the various departments within Canada that prevent them from sharing information.

[Translation]

Me Green: Absolument aucun. D'après ce qu'on m'a dit, sur toutes les personnes entrées au Canada avec un visa conditionnel en 1992, le gouvernement du Canada n'a envisagé des poursuites que contre 129 requérants. Si on considère que nous acceptons paraît—il 250 000 immigrants par année, 129, ce n'est vraiment pas beaucoup.

Mme Hayes: Combien de ces gens pourraient se trouver dans la catégorie des entrepreneurs immigrants?

Me Green: Je ne suis pas certain des chiffres, mais je suis sûr qu'ils sont disponibles.

Mme Hayes: Que pensez-vous des restrictions relatives à l'accès à l'information sur les sources extérieures de revenu, par exemple? Si quelqu'un arrive au pays et si nous nous attendons à ce qu'il fasse des affaires ici, comment pouvons-nous savoir quel est son chiffre d'affaires à l'étranger, quel droit avons-nous de le savoir et d'avoir accès aux renseignements sur ce revenu?

Me Green: Je pense que c'est une question très intéressante. Les nombreux nouveaux immigrants qui arrivent au Canada ne connaissent pas assez bien notre régime fiscal. Il y en a trop peu qui comprennent que, une fois qu'ils seront résidents permanents du Canada, ils seront assujettis aux mêmes exigences que moi sur le plan fiscal.

C'est bien simple; sous réserve de ce que la Loi de l'impôt sur le revenu autorise au sujet des fiducies à l'étranger et aux crédits d'impôt de tout genre, ces gens doivent payer les mêmes taxes que vous et moi.

En ce qui concerne la possibilité de cacher des revenus, eh bien il faut savoir si les Canadiens qui sont nés ici le font parfois. Il s'agit simplement d'appliquer la loi. Je ne sais pas quelle est la fréquence du problème et si c'est pire dans le cas des nouveaux immigrants que dans le cas des Canadiens.

Mme Hayes: Est-ce qu'il serait possible, dans le cadre du processus d'immigration, de garantir qu'il existe une certaine entente entre le Canada et les pays d'où viennent les entrepreneurs, au sujet du partage de l'information? C'est normalement dans ces pays-là que les gens font leurs affaires.

• 1610

Me Green: Je suppose que la situation se présente dans la majorité des sociétés capitalistes, vraiment capitalistes. J'imagine que Hong Kong en est un excellent exemple. Si vous alliez étudier le régime fiscal à Hong Kong, vous verriez que les gens d'affaires les plus riches ne paient pas d'impôts. La perception des impôts de nombreux autres pays est tout à fait négligeable; donc, je ne pense pas qu'il soit utile pour le Canada d'aller voir si ces autres pays perçoivent des impôts.

Je sais toutefois qu'Immigration Canada examine actuellement, quand elle évalue les demandes présentées par des entrepreneurs, si ces gens font des affaires au Canada et s'ils présentent une déclaration d'impôt sur le revenu. Si un homme d'affaires vient au Canada censément pour créer des emplois et pour faire toutes sortes d'affaires ici, il faut espérer qu'il aura un certain revenu et qu'il communiquera avec Revenu Canada. Mais là encore, il y a toutes sortes de problèmes posés par les lois sur la protection de la vie privée, même entre les divers ministères canadiens, qui les empêchent de divulguer cette information.

The fact that Hong Kong is going to let you look at who has paid taxes and what the tax of each person is, I don't think it is possible. Quite candidly, the enforcement of tax collection in Hong Kong is non-existent.

As for new immigrants who come from Russia, how can we go ahead and ensure that taxes are being collected in Russia? As for South Africa, supposedly no money is permitted to leave South Africa, yet we have a huge South African entrepreneur program. One of the requirements is that you have the ability to create business opportunities in Canada. How did you get this money out to Canada? You've violated South African law. You can't take money out.

I don't think we can work in conjunction with other tax departments because their systems are on a totally different level from ours.

M. Nunez: Merci pour votre exposé que je trouve très intéressant; je partage surtout votre interprétation très libérale dans le bon sens du terme, du concept de résidence et de la double citoyenneté. Je suis d'accord avec la réponse que vous avez donnée à mon collègue Bryden, à savoir que les jeunes avocats ont des idées plus ouvertes.

Concernant la résidence, si vous croyez qu'on doit être plus libéral dans le bon sens du terme concernant les hommes d'affaires, on doit appliquer le même concept à tout le monde, et pas seulement aux hommes d'affaires, n'est-ce pas?

Mr. Green: I think if we adopt an ordinarily resident test, it would take in everyone. We would not have to say a special test for business persons, a special test for scholars. You should be aware that Australia is contemplating doing that. If an ajudicator or a citizenship judge in Australia is satisfied that a person has travelled abroad and there has been a significant contribution to the well-being of Australia, they waive the residency requirements.

I think if we adopt an ordinarily resident test, the business person would fall within it, the scholar would fall within it, the person who actually physically resides here would fall within it. There is tremendous jurisprudence with respect to "ordinarily resident" within the Income Tax Act, within many, many acts. I don't think we would have to make a special category for business persons.

M. Nunez: À propos de l'exigence des trois ans de résidence pour devenir citoyen canadien, est-ce que vous croyez que c'est suffisant, ou si cela devrait être moins ou plus que trois ans?

Mr. Green: I am quite happy with the three—year provision now. The only problem I see is the fact that they can only look at four years. I can give you a very perverse example of a gentleman who was in Canada for 20 years. He went to primary and secondary school here. He then went to the University of Toronto, graduated from the University of Toronto and for the next four years was studying at MIT in Massachusetts. The citizenship judge refused that application because he or she felt the person was not a resident according to the Citizenship Act.

[Traduction]

Quant à savoir si Hong Kong vous permettrait d'aller voir qui a payé des impôts, et combien, je ne pense pas que ce soit possible. Il ne faut pas se le cacher, les mécanismes de perception des impôts à Hong Kong sont à peu près inexistants.

Dans le cas des nouveaux immigrants qui arrivent de Russie, comment pourrions-nous aller nous assurer qu'ils ont payé des impôts en Russie? Et dans le cas des Sud Africains, il n'est pas censé être permis de sortir de l'argent d'Afrique du Sud, et pourtant nous avons de très nombreux entrepreneurs sud africains qui participent au programme. Une des exigences de ce programme, c'est qu'il faut être en mesure de susciter des occasions d'affaires au Canada. Mais comment ces gens-là ont-ils fait pour apporter cet argent au Canada? Ils ont violé la loi sud-africaine, qui leur interdit de sortir de l'argent.

Donc, je ne pense pas qu'il soit possible de travailler en collaboration avec d'autres services du revenu parce que leurs régimes sont tout à fait différents du nôtre.

Mr. Nunez: Thank you for a most interesting presentation; I especially agree with your very liberal in the right sense of the word of the concepts of residency and dual citizenship. I agree with the answer you gave my colleague, Mr. Bryden, about young lawyers being more open-minded.

On that residency question, if you think we should be more liberal again in the right sense of the word, towards business people, shouldn't we apply the same concept to everybody, and not only to business people?

Me Green: Je pense que si nous adoptons un critère relatif à la résidence habituelle, il s'appliquera à tout le monde. Nous n'aurions pas à appliquer un critère particulier pour les gens d'affaires et un autre pour les universitaires. Vous devez bien vous rendre compte que l'Australie songe à appliquer un critère de ce genre. Si un arbitre ou un juge de la citoyenneté en Australie se rend compte qu'une personne a voyagé à l'étranger mais qu'elle contribue de façon significative aux intérêts de l'Australie, il peut lever les exigences portant sur la résidence.

Je pense que si nous adoptons un critère sur la résidence habituelle, il s'appliquera aux gens d'affaires tout autant qu'aux universitaires et à ceux qui habitent réellement ici. Il y a une jurisprudence volumineuse au sujet de la définition de l'expression «résidence habituelle» au sens de Loi de l'impôt sur le revenu et de très nombreuses autres lois. Je ne pense pas que nous devrions créer une catégorie particulière pour les gens d'affaires.

Mr. Nunez: Concerning the three year residency requirement to acquire Canadian citizenship, do you think it is sufficient or if it should be shorter, or longer?

Me Green: Je suis assez satisfait de la disposition actuelle sur les trois ans. Le seul problème que j'y vois, c'est le fait que cette période ne peut s'étendre que sur quatre ans. Je vais vous donner un exemple très paradoxal d'un monsieur qui a habité au Canada pendant vingt ans. Il a fait ses études primaires et secondaires ici. Il est ensuite allé à l'Université de Toronto, dont il a obtenu un diplôme, après quoi il a étudié pendant quatre ans au MIT dans le Massachusetts. Le juge de la citoyenneté a refusé sa demande parce qu'il estimait que ce monsieur n'était pas un résident au sens de la Loi sur la citoyenneté.

That case was, of course, appealed and the Hon. Justice Rothstein said there is something perverse in the situation that someone could spend 20 years of their life in Canada and because they went away for four years shouldn't be granted citizenship. Again, that was overturned and that person became a citizen.

So I do like the three—year requirement. Perhaps, though, it should be expanded as three years within a certain period of time.

• 1615

You must also understand that the majority of individuals who become Canadian citizens were previously permanent residents. You should get the resident's questionnaire that all applicants fill out when they see a judge. One of the questions is asked is "Why did you come to Canada as a permanent resident?" Ninety—nine percent of my clients respond they did so to become a Canadian citizen. So the process starts right at the beginning.

Other countries are reducing the residency requirements, and there's a great deal of competition out there for people. So unfortunately I don't think that I as a Canadian can stand on my high horse and say we're wonderful, everyone is going to come to us. Australia now is trying to bring in as many people as they can.

With respect to our immigration numbers, we have targets of 250,000; I believe we were 40,000 short last year. So the numbers are not as great. Immigration is tremendously down around the world for whatever reasons, economic. . . Other countries are maybe providing better opportunities for individuals. So it's important to understand that there's a highly competitive market for those skilled immigrants.

M. Nunez: Ce concept de résidence parfois, comme vous dites, ce n'est pas bon; comme député, je connais le cas d'une personne à Montréal qui a vécu ici dix ans, qui n'est pas citoyen canadien. Elle s'est absentée pour plus de six mois et n'a pas pu entrer au Canada. Elle est encore à l'extérieur pour faire une demande pour pouvoir immigrer. C'est un des problèmes.

Il y a un autre problème: vous dites que la double citoyenneté est à la hausse, n'est-ce pas? Dans plusieurs pays, on la reconnaît de plus en plus. C'est cela que vous disiez?

Mr. Green: Yes. With respect to your comment of 6 months, that has to do with immigration law. The present act states that anyone who is outside of Canada for more than 183 days in a 12-month period is deemed to have abandoned Canada.

However, you should know that the present section dealing with that has actually been deleted from the present Immigration Act. It has not been proclaimed yet, and there is terrible uncertainty out there as to whether or not returning resident permits that protect you for that 6-month period are in existence.

So even immigration now is beginning to recognize the global economies and that people have to travel. They have three options they're looking at that will permit people to actually travel more extensively and will not be as restrictive, in order to compete with other governments.

[Translation]

L'affaire a évidemment été portée en appel, et l'honorable juge Rothstein a jugé qu'il n'était pas normal que quelqu'un se voit refuser la citoyenneté après avoir passé vingt ans au Canada, simplement parce qu'il s'était absenté pendant quatre ans. Donc, la décision originale a été renversée, et ce monsieur est devenu citoyen.

Donc, j'aime bien cette exigence de trois ans. Mais il faudrait peut-être l'étendre sur une plus longue période

Vous devez comprendre également que la majorité des gens qui deviennent citoyens canadiens étaient auparavant des résidents permanents. Vous devriez vous procurer le questionnaire que tous les résidents qui demandent la citoyenneté doivent remplir quand ils rencontrent un juge. On leur demande notamment pourquoi ils sont venus au Canada à titre de résident permanent. Quatre-vingt-dixneuf pour cent de mes clients répondent que c'était en vue de devenir citoyen canadien. Donc, le processus commence dès le début.

Il y a d'autres pays qui réduisent leurs exigences en matière de résidence, et il y a beaucoup de concurrence pour attirer des gens. Donc, malheureusement, je ne pense pas que nous, Canadiens, puissions dire avec arrogance que nous sommes merveilleux et que tout le monde va venir chez nous. L'Australie essaie actuellement d'attirer le plus de gens possible.

En ce qui concerne notre immigration, nous avons un objectif de 250 000 personnes. Je pense que nous avons accueilli 40 000 immigrants de moins que cela l'année dernière. Donc, les chiffres ne sont pas tellement élevés. L'immigration est nettement à la baisse dans le monde entier pour toute sorte de raisons, économiques ou. . . Il peut y avoir d'autres pays qui offrent de meilleures possibilités aux gens. Donc, il est important de comprendre qu'il y a beaucoup de concurrence pour attirer des immigrants qualifiés.

Mr. Nunez: As you said, that residency concept is not always good; as a member of Parliament, I know someone in Montreal who has lived here for ten years and who is not a Canadian citizen. She went away for more than six months and could not come back to Canada. She is still out of the country to present an application so that she can immigrate. It is a problem.

There is also another problem: you are saying that dual citizenship is more and more common, isn't it? In several countries, it is more and more recognized. Is that what you were saying?

Me Green: Oui. Ce que vous avez dit au sujet des six mois se rapporte à la Loi sur l'immigration, qui stipule actuellement que quiconque s'absente du Canada pendant plus de 183 jours, sur une période de 12 mois, est présumé avoir abandonné le pays.

Vous devez toutefois savoir que l'article qui porte sur les cas de ce genre a été supprimé dans la Loi sur l'immigration actuelle. Cette nouvelle loi n'a pas encore été mise en vigueur, et il est très difficile de savoir avec exactitude s'il existe vraiment des permis de retour grâce auquel les gens sont protégés pour cette période de six mois.

Donc, les services d'immigration eux-mêmes commencent maintenant à reconnaître que l'économie mondiale a évolué et que les gens doivent se déplacer. Ils étudient actuellement trois options qui permettront aux gens de voyager davantage et qui ne seront pas aussi restrictives, pour pouvoir faire concurrence à d'autres gouvernements.

The Chairman: Could you really define clearly for me what you mean by "ordinarily resident"?

Mr. Green: Okay. To me "ordinarily resident" means that someone has centralized their ordinary way of living in Canada. You have to look at the various indices of what that person has.

You can't say you're a resident because you have this, this or that; you have to look at the whole situation. If someone has filed income tax on a residential basis, they're telling Revenue Canada they're a resident of Canada and Revenue Canada is accepting them. They have residential bank accounts, their children go to school here, they have everything in Canada; however, they may have to travel abroad for other reasons. I would say that person is ordinarily resident.

The Chairman: You're suggesting there be some definition of ordinarily resident within the act that would include...

Mr. Green: I think there is enough jurisprudence out there right now, under the Income Tax Act and also within the Federal Court, which deals with citizenship, to cover that.

I can even go further with the "snowbird" example. Many Canadians go down to Florida for five or six months a year. Are those people ordinarily resident? I would argue that yes, they are. They're down there, they're staying in hotels, they're eating in restaurants, but back in Canada they have a home, they file their taxes.

The Chairman: The other question I have relates to people who are in Canada for long periods of time—legally landed immigrants. Should there be any length of time in which they choose whether to become Canadian? Should there be a cap on that? Have you ever done any thinking on that?

• 1620

I didn't have much sympathy for the person who was resident in Canada for 20 years—actually living here—and was out of the country for two or three years as a student. Why didn't he take out citizenship prior to. . .?

Mr. Green: I don't know his particular situation, but you have to look at the reason why a person may not have taken out citizenship. Again, an Indian national is a perfect example. They don't want to lose their land.

The Chairman: Except you just said they have dual citizenship. They can be a resident of this country and also. . .

Mr. Green: What I'm saying is that if an Indian national acquires Canadian citizenship, they will lose their rights to hold land in India. So you will find that many times for a couple, one of the spouses will never acquire Canadian citizenship. They will be a landed immigrant all their life. I don't think you could say they're...

The Chairman: You've mentioned India twice. I would think if you really are choosing Canada in which to acquire citizenship, to give up or to sell your land in your prior country wouldn't be that difficult. Perhaps if those decisions are hard to make—

[Traduction]

La présidente: Pouvez-vous me dire exactement ce que vous entendez par «résidence habituelle»?

Me Green: D'accord. À mon avis, quelqu'un a sa «résidence habituelle» au Canada si c'est là que sont concentrées ses activités courantes. Il faut tenir compte des différents aspects de ce que fait une personne.

Vous ne pouvez pas dire que vous êtes résident parce que vous avez ceci, ceci ou cela. Il faut tenir compte de l'ensemble de la situation. Si quelqu'un fait une déclaration d'impôt à titre de résident, il déclare en fait à Revenu Canada qu'il est résident du Canada et Revenu Canada l'accepte. Cette personne peut avoir des comptes en banque, ses enfants peuvent aller à l'école ici et tout son actif peut se trouver au Canada, mais elle peut avoir à voyager à l'étranger pour d'autres raisons. Je dirais que cette personne a sa résidence habituelle au Canada.

La présidente: Vous proposez d'inclure dans la loi une définition de la résidence habituelle qui engloberait. . .

Me Green: Je pense qu'il existe une jurisprudence suffisante à ce sujet-là, en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, et par suite des décisions de la Cour fédérale, qui s'occupe de la citoyenneté.

J'irais même plus loin en vous citant l'exemple des «snowbirds». Bien des Canadiens vont passer cinq ou six mois par année en Floride. Est-ce que ces gens-là ont leur résidence habituelle au Canada? Je dirais que oui. Ils vont là-bas, ils restent à l'hôtel, ils mangent au restaurant, mais ici au Canada, ils ont une maison et ils paient des impôts.

La présidente: Mon autre question porte sur les gens qui sont au Canada depuis longtemps, c'est-à-dire les immigrants ayant obtenu le droit d'établissement. Faudrait-il limiter la période à laquelle ils ont droit pour décider s'ils veulent devenir Canadiens? Devrait-il y avoir un plafond à cet égard? Avez-vous réfléchi à la question?

Cette personne qui avait résidé au Canada pendant 20 ans—qui vivaient effectivement ici—et qui est allée étudier ailleurs pendant deux ou trois ans ne m'a pas inspiré beaucoup de sympathie. Pourquoi n'est-elle pas devenu citoyenne avant de...?

Me Green: Je ne sais pas quelle était sa situation personnelle, mais il faut considérer les raisons éventuelles pour lesquelles quelqu'un ne devient pas citoyen. Encore une fois, l'exemple parfait, ce sont les ressortissants de l'Inde. Ils ne veulent pas perdre leurs droits à leurs terres.

La présidente: Sauf que vous venez de dire qu'ils ont la double citoyenneté. Ils peuvent être résidants de ce pays et aussi. . .

Me Green: Ce que je veux dire, c'est que si un ressortissant de l'Inde devient citoyen canadien, il perdra ton droit de posséder des terres en Inde. C'est la raison pour laquelle bien souvent, dans un couple, l'un des conjoints ne deviendra jamais citoyen canadien. Ainsi, un des deux restera immigrant admis toute sa vie. Je ne pense pas que vous puissiez dire que cette personne. . .

La présidente: Vous avez mentionné l'Inde deux fois. Pour moi, si vous avez réellement choisi le Canada comme pays dont vous voulez devenir citoyen, cela ne devrait pas être si difficile d'abandonner ou de vendre les terres que vous possédez de votre pays d'origine. Peut-être que si ces décisions sont si difficiles à prendre. . .

Mr. Green: But the question I would ask is—

The Chairman: —India really is their home.

Mr. Green: I don't think you could say that person is any less patriotic perhaps than a natural—born Canadian, because their reason has nothing to do with patriotism. It just has to do with money, no other reason.

The Chairman: Good answer. Exactly. That's the bottom line

Mr. Green: Yet there are certain privileges they do not have as Canadian citizens.

The Chairman: And there are certain privileges they would want-

Mr. Green: Right.

The Chairman: —to be landed, and they basically have the very same privileges.

Mr. Green: Well, I've heard that today. There are certainly many distinctions as far as... Their right to travel is limited if they're not a Canadian citizen. Their right to receive special grants and scholarships is restricted, their right to run and their right to vote does not exist. There certainly are many differences between a Canadian and a landed immigrant. They can be immediately removed from Canada for criminal activities.

The Chairman: If their country will take them back.

Is there anyone else who has questions? Mr. Bryden, second round.

Mr. Bryden: I'm just absolutely, superbly fascinated by this concept of citizenship for financial convenience. You gave us the analogy of how it's very important for people who have another nationality to gain Canadian citizenship for economic reasons. I accept that point.

But Canada is the seventh of the G-7 nations. Would you recommend that Canadian businessmen seek American citizenship for similar economic, financial and trading gain?

Mr. Green: Please don't misunderstand me. I'm not saying people become Canadians only for economic gain. I'm saying that people who travel abroad are contributing to Canada as a nation and bringing business to Canada. They aren't becoming Canadian just so they can make money.

Mr. Bryden: But Canadians travel abroad too. They might also want to do deals.

Mr. Green: Yes.

Mr. Bryden: Presumably by your scenario it would be very wise for them to take out citizenship in the various countries with which they're going to be dealing. I'm sure under your suggestion they can contribute to those countries. If they have a condominium in Florida, they can contribute and even pay taxes in the United States, be American citizens for convenience.

[Translation]

Me Green: Mais la question que je poserais est que. . .

La présidente: . . . c'est que leurs véritables racines sont en Inde.

Me Green: Je ne pense pas que vous puissiez dire que ces gens—là sont moins patriotes que les Canadiens nés ici, car les raisons qu'ils invoquent pour agir de la sorte n'ont rien à voir avec le patriotisme. C'est juste une question d'argent, un point c'est tout.

La présidente: Bonne réponse. C'est tout à fait cela. C'est cela, le facteur décisif.

Me Green: Et pourtant il y a certains privilèges dont jouissent les citoyens canadiens que ces personnes n'ont pas.

La présidente: Et il y a certains privilèges qu'elles aimeraient avoir. . .

Me Green: Exactement.

La présidente: ... à titre d'immigrants reçus, et ce sont fondamentalement les mêmes privilèges que ceux des citoyens.

Me Green: Je sais, c'est un argument que j'ai entendu aujourd'hui. Il y a certainement de nombreuses distinctions en ce qui concerne. . . Si ces gens ne sont pas citoyens canadiens, ils n'ont pas la même latitude pour s'absenter du pays. Ils ne peuvent, au même titre, prétendre obtenir certaines subventions et bourses d'études et, dans les élections, ils n'ont pas le droit ni d'être candidats ni de voter. On ne peut mettre en doute qu'il y a de nombreuses différences entre un Canadien et un immigrant admis. Ces derniers peuvent être déportés immédiatement du Canada s'ils sont reconnus coupables d'activités criminelles.

La présidente: Si leur pays d'origine veut bien les reprendre.

Quelqu'un d'autre a-t-il des questions à poser? Monsieur Bryden, pour la deuxième ronde.

M. Bryden: Je suis absolument fasciné que l'on puisse lier la citoyenneté à des avantages financiers. Vous nous avez donné une analogie pour expliquer pourquoi il est très important, pour certaines personnes qui possèdent une autre nationalité, de devenir citoyens canadiens pour des raisons économiques. J'accepte cela.

Mais le Canada est la septième des nations du G-7. Recommanderiez-vous aux hommes d'affaires canadiens de chercher à obtenir la citoyenneté américaine pour en retirer des avantages semblables sur le plan économique, financier et commercial?

Me Green: Je vous en prie, ne vous méprenez pas sur le sens de mes propos. Je ne dis pas que les gens deviennent canadiens uniquement parce qu'ils en retirent des avantages économiques. Mais je prétends que ceux qui voyagent à l'étranger apportent une contribution à la nation qu'est le Canada et favorisent les échanges commerciaux avec notre pays. Ils ne deviennent pas citoyens canadiens uniquement pour faire de l'argent.

M. Bryden: Mais les Canadiens voyagent à l'étranger également. Eux aussi peuvent fort bien vouloir faire du commerce.

Me Green: Oui.

M. Bryden: Selon le principe que vous avancez, il serait sans doute fort sage qu'ils deviennent citoyens de divers pays avec lesquels ils vont faire des affaires. Si l'on poursuit votre raisonnement, je suis sûr qu'ils peuvent apporter une contribution à ces pays—là. S'ils ont un condominium en Floride, ils peuvent apporter une contribution et même payer des impôts aux États—Unis, être citoyens américains parce que cela leur est utile.

Is this not where your position takes us? It's probably advantageous for Canadians to become Americans.

Mr. Green: No. I don't want you to misunderstand me. I'm saying it benefits Canada just as much as the person and I'm saying that I as a Canadian would want to facilitate the scholar and the business person to contribute to Canada.

I'm not saying we have to look at that individual. I'm saying look at what it does for Canada.

Mr. Bryden: Given that—and I'm fascinated by your reply—you also said a little earlier that you would support in principle that a people who secede from the major portion of a country retain their previous citizenship. Don't you see a contradiction there between retaining previous citizenship for financial gain under those circumstances and contributing to the very country that you renounced? Isn't there some sort of problem there?

Mr. Green: If I were to agree with you that we should not permit the people of a province to keep their citizenship if they were to secede from Canada. . I'm concerned that if I did not agree with you it would affect the other areas. It is just like in the common law where we have a situation where someone goes to trial and everyone rants and raves and says, my God, this is a terrible decision. But in the whole sphere we say thank God we have that decision because it protects the individual rights of someone in the future.

• 1625

So I don't know if I made myself clear in that regard.

Mr. Bryden: I think you have. I think it goes back to the point you made to Madam Chairman, that in this case money talks. Money is the bottom line in this situation, money not only retained by this portion of the country that might separate but the economic consequences that may be part of it. So I do feel it is a large contradiction when you say it should be more than a matter of financial convenience, that you should contribute to the country.

Finally, I take it you feel that to reject a country, to separate is not a renunciation of citizenship, that you can have your cake and eat it too?

Mr. Green: I'll think about that and get back to you.

Mr. Bryden: Thank you, that's fine.

The Chairman: Thank you, Mr. Green. Your brief was very comprehensive and we are fortunate to have it.

Mr. Green: Thank you.

The Chairman: Next are Garry Toffoli and Dr. Richard Toporoski of the Monarchist League of Canada.

The Monarchist League of Canada was formed in 1970. It has over 20 branches across Canada and it has a membership of diverse ethnic, political, religious and occupational backgrounds.

[Traduction]

N'est-ce pas là où l'on aboutit, si l'on suit votre raisonnement? C'est probablement tout à l'avantage des Canadiens de devenir Américains.

Me Green: Non. Je ne veux pas que vous interprétiez mal mes propos. Je dis que le Canada, tout comme la personne concernée, en tire des avantages et qu'en ce qui me concerne, en tant que Canadien, je voudrais qu'il soit plus facile pour le savant et l'homme d'affaires d'apporter une contribution au Canada.

Je ne dis pas que c'est l'individu lui-même qu'il faut considérer, mais plutôt ce qu'il peut apporter au Canada.

M. Bryden: Cela dit—et je dois dire que votre réponse me fascine—vous avez déclaré un peu plus tôt que vous seriez en faveur du principe selon lequel un peuple qui se sépare du reste d'un pays pourrait conserver son ancienne citoyenneté. Ne voyez—vous pas là une contradiction et qu'il est impossible dans ces circonstances de conserver son ancienne citoyenneté pour en retirer des avantages financiers et apporter une contribution à ce même pays dont vous vous êtes séparé? N'y a-t-il pas là un petit problème?

Me Green: Si j'étais d'accord avec vous et si je disais que nous ne devrions pas permettre aux habitants d'une province de conserver leur citoyenneté au cas où ils se sépareraient du Canada... Si je n'étais pas d'accord avec vous, je craindrais que cela ne rejaillisse sur les autres cas. C'est exactement comme en common law; dans un cas donné, on décide que quelqu'un va subir un procès et tout le monde tempête et fulmine en disant, mon Dieu, c'est terrible. Mais si l'on considère les choses dans leur ensemble, on dit heureusement que cette décision a été prise parce que cela protège les droits individuels de quelqu'un d'autre à l'avenir.

Je ne sais pas si j'ai rendu ma position plus claire sur ce point.

M. Bryden: Je pense que oui. À mon avis, cela revient à ce que vous avez di à madame la présidente, dans ce cas-là, c'est une question d'argent. Le facteur essentiel dans ces circonstances, c'est l'argent, non seulement l'argent qui est conservé par cette région du pays qui pourrait se séparer, mais aussi les conséquences économiques qui pourraient en découler. Il y a donc à mon avis une contradiction de taille dans vos propos lorsque vous prétendez que ce serait plus qu'une question d'avantages financiers, qu'il s'agirait aussi d'apporter une contribution au pays.

En fin de compte, d'après ce que je comprends, vous estimez que rejeter un pays, s'en séparer, ne constitue pas une renonciation à la citoyenneté, que l'on peut avoir le beurre et l'argent du beurre?

Me Green: Il faut que je réfléchisse avant de vous répondre.

M. Bryden: Merci, ça va.

La présidente: Merci, monsieur Green. Nous avons de la chance d'avoir eu un mémoire aussi exhaustif que le vôtre.

Me Green: Merci.

La présidente: Les prochains témoins sont Garry Toffoli et M. Richard Toporoski de la la Ligue monarchique du Canada.

La Ligue monarchique du Canada a été fondée en 1970. Elle compte plus de 20 filiales dans tout le Canada et elle regroupe des adhérents dont l'origine ethnique, les convictions politiques et religieuses ainsi que les activités professionnelles sont fort différentes.

Mr. Garry Toffoli (Dominion Officer and Ontario Chairman, Monarchist League of Canada): Madam Chairman and members of the committee, the Monarchist League of Canada welcomes this opportunity to appear before your committee to discuss the oath of citizenship and the question of whether there should be a preamble in the Citizenship Act defining Canadian citizenship.

The league has submitted a written brief for your consideration, accompanied by submissions on the history and nature of those and the essential relationship of the Crown to pluralism in Canada. I would like to present a synopsis of that brief, and then Dr. Toporoski and I will make ourselves available for any questions you may have.

First, it is the league's belief that the relationship of Canadians to their sovereign, as expressed in the oath of citizenship, is at the heart of our constitutional life. Therefore alternations to the oath of citizenship or attempts to define what a Canadian or Canadian citizenship is constitutes a reopening of the Canadian constitutional debate.

The Citizenship Act, as ordinary legislation, may indeed require administrative updating or changes to deal with the application of the law to certain persons or in certain circumstances. However, the oath of allegiance within the oath of citizenship predates Confederation, was part of the Confederation arrangements and expresses Canadians' constitutional relationship to the person and office of the Queen.

Any fundamental addition or subtraction from the oath, therefore, might well constitute an alteration to the office of the Queen and require the unanimous consent of the provinces, even if attempted through what would normally be ordinary parliamentary legislation. It certainly would constitute a moral alteration to the Constitution if the oath were changed.

Similarly, creating a legal definition of Canadian or Canadian citizenship based on the values people hold, when none has existed before or since Confederation, also changes the moral grounding of the Constitution and the nature in terms of Canadians' relationship as individuals and members of communities to the Canadian state.

• 1630

The Monarchist League of Canada supports the position of the Prime Minister of Canada, who has stated that his government does not intend to change the Constitution and does not wish to reopen the debate. The league therefore opposes any change to the oath of citizenship or the addition of any definition of Canadian citizenship. They are implicit constitutional changes.

The league also opposes such changes for another equally important reason: there is no need for change, no problem to resolve.

[Translation]

M. Garry Toffoli (agent du Dominion et président de la branche ontarienne, Ligue monarchique du Canada): Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du comité, la Ligue monarchique du Canada se réjouit d'avoir l'occasion de comparaître devant le comité afin de discuter du serment de citoyenneté et de la possibilité d'inclure un préambule à la Loi sur la citoyenneté pour définir ce que l'on entend par citoyennté canadienne.

La ligue a transmis un mémoire écrit accompagné de documents sur l'historique et la nature des deux questions que je viens d'évoquer, ainsi que sur la relation fondamentale entre la Couronne et le pluralisme canadien. Je me propose de vous résumer ce mémoire, après quoi, M. Toporoski et moi-même seront à votre disposition pour répondre à vos questions.

Tout d'abord, la Ligue est convaincue que la relation des Canadiens avec leur souveraine telle qu'elle est exprimée dans le serment de citoyenneté, est la pierre angulaire de notre Constitution. Par conséquent, toute modification au serment de citoyenneté ou toute tentative visant à définir ce qu'est un Canadien ou ce qu'est la citoyenneté canadienne conduit nécessairement à rouvrir le débat sur la Constitution canadienne.

Il se peut fort bien que la Loi sur la citoyenneté, comme toute autre mesure législative, doivent faire l'objet de mise à jour ou de modifications administratives afin de prendre en compte l'application de la loi à certaines personnes ou à certaines circonstances. Toutefois, le serment d'allégeance qui fait partie du serment de citoyenneté date d'avant la Confédération, faisait partie des dispositions prises au moment de la Confédération et exprime la relation constitutionnelle des Canadiens avec la personne de la Reine et la fonction qu'elle occupe.

Par conséquent, si l'on ajoute ou si l'on supprime les éléments fondamentaux du serment, cela peut fort bien représenter une modification à la fonction que remplit la Reine et requérir le consentement unanime des provinces, même si l'on envisage de prendre cette mesure par le biais de ce qui serait normalement une disposition législative ordinaire sanctionnée par le Parlement. Si le serment était révisé, cela constituerait certainement une modification de la Constitution sur le plan moral.

Parallèlement, établir une définition légale de ce que l'on entend par Canadien ou par citoyenneté canadienne, en se fondant sur les valeurs reconnues par la population, alors qu'une telle définition n'a jamais existé avant ou depuis la Confédération, modifie les raisons d'ordre moral sur lesquelles s'appuie la Constitution ainsi que la nature de la relation entre les Canadiens, en tant qu'individus et membres de collectivité, et l'État canadien.

La Ligue monarchiste du Canada appuie la position du premier ministre du Canada qui a déclaré que son gouvernement n'avait pas l'intention de modifier la Constitution et ne souhaite pas rouvrir les débats. Par conséquent, la ligue s'oppose à tout changement au serment de citoyenneté ainsi qu'à l'ajout de toute définition de la citoyenneté canadienne. Il s'agirait de changements constitutionnels implicites.

La ligue s'oppose également à de telles modifications pour une autre raison tout aussi importante: aucun changement n'est requis et il n'y a aucun problème à résoudre.

There are five basic principles from which I think a discussion of Canadian citizenship begins: Canada is a constitutional monarchy; the Canadian state is personified in the person of the Queen of Canada; a monarchical people have collective and individual personal relationships to their sovereign; as I mentioned, there is no constitutional agenda to change the nature of the Canadian state as described in those first three points; and finally, the Citizenship Act and oath should reflect the constitutional nature of Canada.

We believe the current oath does so. It is an excellent oath and cannot be improved upon. We believe in a free and pluralistic monarchy such as Canada, there should not be an attempt to define legally what a Canadian is by stating values that Canadians must hold. If this committee implements a definition of what a Canadian is, a standing committee on un–Canadian activities will not be far behind.

One may think this will not happen. Canadians believe in freedom and individual and collective rights. But as is well-known, such committees on un-American activities exist in our American neighbour, which also genuinely professes a belief in freedom and rights.

The difference between our two democracies is not that Canadians are morally superior people but that, as the western Canadian historian W.L. Morton said, our democracy is based on allegiance to a monarch and the Americans' is based on a covenant. We do not want or need a Canadian covenant.

The Canadian citizenship oath includes three parts: loyalty to the person of the Queen of Canada; agreement to observe the laws of Canada; and agreement to fulfil the duties of citizenship.

These constitute what a state has the right to demand of its citizens. We have elaborated in our brief on why this is so, but to summarize, the citizenship oath is not a one—way oath but a reciprocal oath, as all oaths of loyalty should be.

At her coronation, the Queen took an oath to the Canadian people. People take an oath to the Queen in return. It is a mutual recognition of rights and duties. Canadians should not and must not be made to take an oath to any entity that cannot reciprocate. That includes a constitution, the country or the flag, none of which are living persons. Only a living person can respond to an oath, and that is the genius of our system of government, that the state is personified through a living monarch.

The state also has the right to demand that citizens observe the law, but not to demand that they endorse the law. For example, in Canadian royal proclamations of laws, Canadians are only required "to take notice [of the law] and to govern themselves accordingly". Significantly, we are not required to express our support for, belief in, or endorsement of the law or the values behind it.

[Traduction]

À mon sens, tout débat sur la question de la citoyenneté canadienne devrait s'appuyer sur cinq principes fondamentaux: le Canada est une monarchie constitutionnelle; c'est la Reine du Canada qui personnifie l'État canadien; dans une monarchie, le peuple a une relation personnelle, à titre collectif et à titre individuel, avec sa souveraine; comme je l'ai indiqué, il n'est pas prévu de modifier la Constitution qui définit la nature de l'État canadien tel qu'illustré par les trois premiers principes que j'ai cités; et enfin, la Loi sur la citoyenneté et le serment devraient refléter la nature constitutionnelle du Canada.

À notre avis, c'est ce que fait le serment actuel. Sa formulation est excellente et l'on ne peut y apporter des améliorations. Nous sommes convaincus que, dans une monarchie libre et pluraliste comme le Canada, on ne devrait pas tenter de définir légalement ce qu'est un Canadien en précisant les valeurs qui doivent être les siennes. Si ce comité devait donner une définition de ce qu'est un Canadien, on assisterait très vite à l'établissement d'un comité permanent sur les activités anti-canadiennes.

On peut penser que cela n'arrivera jamais. Les Canadiens chérissent la liberté et les droits individuels et collectifs. Mais, comme tout le monde le sait, il existe chez notre voisin du Sud—qui affirme aussi, en toute bonne foi, croire à la liberté et aux droits—, des comités sur les activités anti-américaines.

Ce qui fait la différence entre nos deux démocraties, ce n'est pas que les Canadiens soient un peuple supérieur sur le plan moral mais c'est que, comme l'a dit l'historien canadien de l'Ouest, W.L. Morton, notre démocratie est fondée sur une allégeance à un monarque alors que la démocratie américaine est fondée sur un pacte. Nous ne voulons pas d'un pacte canadien et nous n'en avons pas besoin.

Notre serment de citoyenneté comporte trois parties: loyauté envers la Reine du Canada promesse d'observer les lois du Canada et promesse de remplir les obligations de citoyen canadien.

Cela constitue ce qu'un État est en droit de demander de ses citoyens. Nous avons approfondi dans notre mémoire les raisons pour lesquelles il en est ainsi mais, pour résumer, le serment de citoyenneté n'est pas un engagement à sens unique, mais une promesse mutuelle, comme devrait l'être tout serment de loyauté.

Au moment de son couronnement, la Reine a fait un serment au peuple canadien. Les gens prêtent serment à la Reine en retour. Il s'agit de reconnaître mutuellement que l'on a certains droits et certains devoirs. On ne devrait pas et l'on ne doit pas obliger les Canadiens à prêter serment à une entité qui n'est pas en mesure de prendre un engagement réciproque. Cela comprend la constitution, le pays ou le drapeau qui ne sont ni les uns ni les autres des personnes de chair et d'os. Seule une personne physique peut s'engager en retour lorsqu'on lui prête serment, et c'est là le génie de notre système de gouvernement car l'État est personnifié par un monarque bien vivant.

L'État a également le droit d'obliger ses citoyens à observer la loi, mais non de l'avaliser. Par exemple, dans les proclamations royales des lois canadiennes, on demande simplement aux Canadiens de «prendre acte». Il est significatif que nous ne soyons pas obligés ni d'appuyer ni d'avaliser la loi ou les valeurs sur lesquelles elles reposent, ni d'y croire.

Finally, citizens are required to do their duty, as that is from time to time legitimately defined by Parliament, bearing in mind that it is predicated, through the Queen's coronation oath, on the Queen and her ministers, servants and agents acting in her name doing their duty as well, and not asking that which cannot lawfully be exacted from the people. Reciprocal duties are the surest guarantee of reciprocal rights.

But apart from these ancient and legitimate requirements, we oppose the definition of Canadian citizenship based on supposedly shared values or beliefs. We believe it is impossible to produce a definition that will encompass all of the values of all Canadians. Anything less than that would be worse than no definition.

There are more than 28-million definitions of what is a Canadian. They are all valid. A single definition, by its nature, not only includes what it mentions but also excludes what it does not mention. It is inherently totalitarian by claiming to express the totality of the country's identity and requiring adherence.

To include specific values in the definition not only would exclude those holding minority views from implementing their views in public policy, which is legitimate in a democracy where the majority views prevail, but it also would deny the minorities their very existence as part of the society. Expressing their views could, and probably would, be seen as opposing Canada itself.

• 1635

The expression "Her Majesty's Loyal Opposition" not only exists in Parliament but applies to elements in society as a whole and would be endangered by a definition of Canadianism, which would in reality only be a definition of the majority view.

The terms of citizenship are those principles a country puts beyond debate. If you create a definition of citizenship expressing certain values you'll be placing those values beyond legitimate debate and questioning. That is wrong. Society must feel it is free to question those values.

Canadian citizens are defined by who they are—subjects of the Queen of Canada—not by what they think or believe, which is their own business. Canadian citizenship is implemented through the existence of common institutions created under the Crown that serve all Canadians and may evolve over time. It does not need a covenant of words to give it life.

We wish to make two final points. The discussion paper on citizenship places much emphasis on the changes made to the citizenship oath in Australia, replacing "the Queen" with "the country". This is an entirely inappropriate model to refer to because the current Australian government hopes to convert Australia from a monarchy to a republic and introduced the change in citizenship as part of this agenda. It is openly and intentionally a republican citizenship oath, designed for a

[Translation]

Enfin, on s'attend à ce que les citoyens fassent leur devoir, comme cela est légitimement défini à l'occasion par le Parlement, sans oublier que, en vertu du serment prêté par la Reine le jour de son couronnement, il est entendu que la Reine, ses ministres, ses préposés et ceux qui agissent en son nom font également leur devoir, et sans aller au-delà que ce que l'on peut légalement demander aux citoyens de faire. Les devoirs réciproques représentent la garantie la plus sûre des droits réciproques.

Même si l'on ne tenait pas compte de ces considérations anciennes et légitimes, nous nous opposerions à la définition de la citoyenneté canadienne fondée sur des valeurs ou des croyances présumément partagées. Nous estimons qu'il est impossible de donner une définition qui comprendra toutes les valeurs que reconnaissent tous les Canadiens. Et une définition qui ne comprendrait pas tout cela serait pire que de ne pas avoir de définition du tout.

Il y a plus de 28 millions de définitions de ce que l'on entend par Canadien. Elles sont toutes valables. Une seule définition, par sa nature même, est une formulation d'où est exclue tout ce qui n'y est pas mentionné. C'est une forme de totalitarisme car l'on prétend exprimer l'identité du pays dans sa totalité et demander aux gens de s'y conformer.

Si l'on incluait dans la définition des valeurs précises, non seulement on empêcherait la prise en compte, dans la politique publique, des idées de ceux qui défendent le point de vue d'une minorité—ce qui est légitime dans une démocratie où c'est l'opinion de la majorité qui l'emporte—mais on priverait les minorités d'exister en tant que parties intégrantes de la société. On pourrait en effet considérer, et c'est probablement ce qui se passerait, que l'expression de leurs points de vue est un acte manifestant leur opposition au Canada lui—même.

L'expression «la loyale opposition de Sa Majesté» n'est pas seulement employée au Parlement, mais elle s'applique à d'autres éléments dans la société en général et serait compromise par une définition de la canadianité qui, en réalité, ne représenterait qu'une majorité.

Ce qui définit la citoyenneté, ce sont les principes qu'un pays juge indiscutables. Établir une définition de la citoyenneté qui exprime certaines valeurs équivaudrait à rejeter la possibilité qu'elles soient remises en question et fassent l'objet d'un débat légitime. C'est un tort. La société doit se sentir libre de remettre ses valeurs en question.

Les citoyens canadiens se définissent par ce qu'ils sont—des sujets de la Reine du Canada—et non par ce qu'ils pensent ni ce qu'ils croient, car cela ne regarde qu'eux. La citoyenneté canadienne trouve son expression dans l'existence d'institutions communes qui ont été établies par la Couronne pour servir tous les Canadiens et qui peuvent évoluer avec le temps. Il n'est pas nécessaire d'avoir un pacte pour concrétiser par des mots la citoyenneté.

Nous voudrions faire deux dernières observations. Le document de travail sur la citoyenneté met l'accent sur les changements apportés au serment de citoyenneté en Australie, où l'on a remplacé «Reine» par «pays». C'est un modèle auquel il est tout à fait inapproprié de se référer, car le gouvernement australien actuel espère faire de l'Australie une république et les changements concernant la citoyenneté font partie de cette initiative. Ce serment est ouvertement et intentionnellement un

republic and intended to weaken the existing monarchy in preparation for the changes. It is a political act opposed by those in Australia who support the monarchy, including the official opposition.

The Government of Canada, on the other hand, has no intention of turning Canada into a republic. The Prime Minister has stated publicly on several occasions his personal and his government's political support for the Canadian monarchy. Any such change would of course again require a constitutional amendment, which the Prime Minister has said he is not interested in.

The Australian government has declared an assault on its monarchy. Following their example in altering the citizenship oath would constitute a similar assault on the Canadian monarchy by the Canadian government, and the Canadian people would regard it as such. That is not what the government intends and it is not what this committee should recommend.

The discussion paper also makes reference to current realities. Current reality in Canada in the fundamental sense is no different from past reality in Canada. Canada is a constitutional monarchy with a very diverse population, as it has always been. The existing citizenship oath completely reflects and expresses that reality.

Current realities in terms of social or political values are by their nature transitory and should not be used to define citizenship. Citizenship is about eternal or at least long-term realities. Because these are few and hard to give permanent expression to, the fewer included in the formulation of citizenship itself the better. That is the beauty of our current oath.

Leave current realities to the court of Parliament, where they belong. Do not let them intrude into the court of citizenship, where they do not belong. We have a fine oath of citizenship, appropriate for a North American monarchy, expressing our distinctiveness from our neighbour and fully contemporary yet faithful to our ancient traditions. It cannot be improved by being changed but it could be seriously impaired.

There should be no definition of Canadian citizenship based on values included in the Citizenship Act, because all who adhere to the current requirements of citizenship should be free to define what a Canadian is by the ways in which they choose to live their lives and contribute to Canada. There is more eloquent poetry in that than there could ever be in words on a page.

The Monarchist League therefore submits to this committee it should recommend no changes to the oath of citizenship and no preamble or value—based definition of Canadian citizenship.

Where perhaps greater effort might be put is in the question of education, which I know the committee will be considering later in its deliberations. I think that is where there is room for much work and perhaps for the committee to

[Traduction]

serment de citoyenneté républicain destiné à être expliqué par une république et qui a pour objet d'affaiblir l'importance de la monarchie et de faire place aux changements. C'est une initiative politique à laquelle s'oppose ceux qui, en Australie, soutiennent la monarchie, y compris l'opposition officielle.

De son côté, le gouvernement du Canada n'a aucunement l'intention de faire de notre pays une république. Le premier ministre a déclaré publiquement en plusieurs occasions que lui-même et son gouvernement appuyaient la monarchie canadienne. D'ailleurs, tout changement de ce type ne pourrait évidemment se faire que par le biais d'un amendement constitutionnel, et le premier ministre a déclaré que cela ne l'intéressait pas.

Le gouvernement australien cherche à attaquer la monarchie. Si nous suivions son exemple et si nous modifiions le serment de citoyenneté, cela signifierait que le gouvernement canadien attaque de la même façon la monarchie et la population canadienne le considérerait de cette façon. Ce n'est pas l'intention du gouvernement et ce n'est pas non plus ce que le Comité devrait recommander.

Le document de travail fait également état de la conjoncture actuelle. La conjoncture actuelle au Canada, si l'on s'en tient à la définition fondamentale de cette expression, n'est pas différente de ce qu'elle était auparavant. Le Canada est une monarchie constitutionnelle et sa population est fort diverse, comme cela a toujours été. Le serment de citoyenneté utilisé actuellement reflète et exprime complètement cette réalité.

Si, par conjoncture actuelle, on entend des valeurs sociales ou politiques, celles—ci sont par nature transitoires et l'on ne devrait pas les utiliser pour définir la citoyenneté. Ce qui définit la citoyenneté, ce sont des réalités éternelles ou du moins à long terme. Étant donné qu'il y en a peu et qu'il est difficile de les exprimer de façon permanente, moins on en inclura dans la définition de la citoyenneté, mieux cela vaudra. C'est ce qui fait la beauté du serment actuel.

Laissez la conjoncture actuelle au Parlement, car c'est son affaire. Ne permettez pas que cela soit mêlé à la question de la citoyenneté, car cela n'a rien à voir. Nous avons un serment de citoyenneté qui est excellent, qui est fort bien adapté à une monarchie nord-américaine, qui exprime ce qui nous distingue de notre voisin et qui est pleinement contemporain tout en respectant nos anciennes traditions. Le modifier ne l'améliorera pas, mais risquera de l'affaiblir sérieusement.

On ne devrait pas inclure dans la Loi sur la citoyenneté une définition de la citoyenneté canadienne fondée sur des valeurs, car tous ceux qui, actuellement, respectent les obligations qui découlent de la citoyenneté devraient être libres de donner leur propre définition de ce qu'est un Canadien par la façon dont ils choisissent de vivre et de contribuer à leur pays. Tous les mots que l'on pourrait coucher sur une page ne permettraient pas d'exprimer de manière plus éloquente et plus poétique ce qu'est la citoyenneté.

La Ligue monarchique propose donc à ce comité de ne recommander aucun changement au serment de citoyenneté et de ne pas inclure un préambule ou une définition de la citoyenneté canadienne fondée sur des valeurs.

Il serait peut-être préférable de mettre davantage l'accent sur l'éducation, une question que le Comité, je le sais, va considérer plus tard au cours de ses délibérations. À mon avis, c'est dans ce domaine qu'il reste beaucoup à faire et le Comité

engage organizations such as the Monarchist League and many other pourrait envisager avoir recours à des organismes comme la Ligue organizations to explain to and inform new and old Canadians of the importance of our institutions and the role our institutions play in Canadian citizenship.

On that line, after the hearing I would like to leave with the committee a poster we've produced on the Canadian monarchy, showing the relationship between our monarchs and their role in Canadian history. It has our French line, our British line and our Canadian line since Confederation, and also information on the importance of the monarchy. We think that is the area that concentration of citizenship should be, because, frankly, the people who receive the education, are free to accept or reject certain aspects of what they are told about Canada. There's freedom involved and how people relate to that, and that's where the emphasis should be placed, rather than in creating legal restrictions and definitions of what is a Canadian.

Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Toffoli.

We have questions, starting with Mr. Bryden and Mr. Knutson.

Mr. Bryden: I must say I have great sympathy to the idea of retaining the monarch as the head of state for Canada. However, I would like to point out to you that I also have a problem with it as it pertains to the oath of citizenship.

As I think the world does, I have great admiration for Queen Elizabeth II. She has been a very fine monarch all these years. But I might have some problems with the succession of Prince Charles, who has been subject to the most salacious scandal. What will happen is that the oath will not remain the same. It automatically changes and then it will be changing to "I will be faithful and bear true allegiance to His Majesty, King Charles III," I presume, "of Canada".

Would you care to comment on that? Is this not a problem with the position of the monarchy?

Mr. Toffoli: No, I don't think it's a problem. On page 4 of our written brief, I think we tried to address that—not that specific question. The point is that the Queen is an objectively precise figure. Loyalty is owed to the Queen as Queen of Canada, not because of her personal virtues. Let's not deal even with the succession, let's deal with the Queen.

We may all feel the Queen is a most admirable and wonderful person; I certainly do. But my loyalty to the Queen as a Canadian is owed to her as Queen of Canada, as the embodiment of the state. That is quite separate from what I think about her as a person. It is a bonus that I think she is a spectacularly marvellous person. I mean, that's great. I would quite agree with you, we probably share those views of the Queen. But that is irrelevant, I think, to the point of owing loyalty to the Queen. It's an objective[Translation]

monarchique et bien d'autres pour sensibiliser les anciens et nouveaux Canadiens et leur expliquer l'importance de nos institutions et du rôle qu'elles jouent par rapport à la citoyenneté canadienne.

Dans cette optique, j'aimerais laisser au Comité après la séance une affiche que nous avons produite qui illustre la relation entre nos souverains et leur rôle dans l'histoire du Canada. On y retrouve la lignée française, la lignée britannique et la lignée canadienne depuis la Confédération et il y a également des informations sur l'importance de la monarchie. En ce qui concerne la citoyenneté, nous estimons que c'est sur cet aspect que l'on devrait mettre l'accent car, en toute franchise, les gens qui bénéficient de ce programme d'éducation sont libres d'accepter ou de rejeter certains aspects des informations qu'on leur donne à propos du Canada. On laisse les gens libres et c'est sur ce point que l'on devrait insister plutôt que d'instaurer des restrictions légales et des définitions de ce que l'on entend par être canadien.

1640

Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur Toffoli.

Certains membres du Comité veulent poser des questions, et nous commencerons par M. Bryden et M. Knutson.

M. Bryden: Je dois dire que je penche beaucoup en faveur de l'idée de garder le monarque comme chef d'État au Canada. Toutefois, je dois vous dire que cela me pose également un problème en ce qui concerne le serment de citoyenneté.

Comme tout le monde, j'ai beaucoup d'admiration pour la Reine Elizabeth II. Elle a été, pendant toutes ces années, un monarque de premier plan. Mais il se pourrait que j'aie quelques problèmes avec son successeur, le Prince Charles, qui a été au centre d'un scandale tout à fait immoral. Le serment ne restera pas ce qu'il est actuellement. Il change automatiquement et l'on devra dire «Je jure fidélité et sincère allégeance à Sa Majesté, le roi Charles III», je suppose, «du Canada».

Pouvez-vous me dire ce que vous en pensez? Est-ce que cela ne pose pas un problème en ce qui concerne la position de la monarchie?

M. Toffoli: Non, je ne pense pas que cela fasse problème. À la page 4 de notre mémoire, je pense que nous avons essayé de traiter ce sujet-sans répondre à cette question précise. Ce qui est important, c'est que la Reine est une personnalité définie objectivement. Nous devons être loyaux envers la Reine, parce qu'elle est la souveraine du Canada, et non pour ses qualités personnelles. Ne parlons même pas de son successeur, tenons-nous-en à la Reine.

Nous pouvons tous penser que la Reine est la personne la plus admirable et la plus merveilleuse; c'est en tout cas ce que je pense moi. Mais ma loyauté envers la Reine en tant que Canadien, je la lui dois à titre de Reine du Canada, car c'est la personne qui représente l'État. Cela n'a rien à voir avec ce que je pense d'elle sur le plan personnel. C'est un avantage de plus si je pense que c'est une personne qui est sans conteste merveilleuse. Je veux dire, c'est parfait. Je suis d'accord avec vous, nous avons probablement la même opinion de la Reine. Mais, à mon avis, cela n'a absolument aucun rapport avec ma loyauté envers la Reine. C'est quelque chose d'objectif...

Mr. Bryden: What about Charles, though? I have no problem with the Queen.

Mr. Toffoli: Yes, but the point I'm making is that whatever the monarch is, whatever you feel about that monarch as a person, is not what's at issue in terms of your... Loyalty is not a case of, I am loyal to the Queen's views on corgis, or I am loyal to the Queen's views on social policies, or I will be loyal to the Prince of Wales' views, when he's king, on architecture. That's not the oath one is taking. One is taking an oath to the person of the Queen simply by virtue of her existence.

Mr. Bryden: I do appreciate that distinction, that it's the figure, but one also has to look at this practically because this oath is what is being said not by people like myself who were born in Canada and acquired citizenship that way but by immigrants from other lands. If Charles is the person they are taking the oath to, they must have certain reservations, surely, about taking an oath of allegiance to someone who has become, shall we say, a world-class—I hate to use the word—but a world-class twit. This is a problem.

Mr. Toffoli: Obviously we disagree about the Prince of Wales, our views of the Prince of Wales.

Mr. Bryden: Do we?

Mr. Toffoli: Again, I don't see that as a problem. One is taking an oath to the monarch of a country. The personal attributes... I think one's assuming too much if you assume that immigrants have these views. We're engaging in assumptions, which is part of the point we don't want to make in citizenship, that you're looking beyond the oath the people take and what's in their hearts. I think it's very difficult and dangerous for any of us to do that and I think that's an example of it.

• Mr. Bryden: If I may, Madam Chairman, I have one other question. I'd like to take it in another dimension, if I may.

Still on the oath and preamble and that kind of thing, one of the things that I personally feel is missing from all that I read is an acknowledgement that we are more than subjects of Her Majesty. We're also subjects of a national tradition that has involved two great founding cultures. I speak here of our French and our English—speaking heritage.

Would you not think, given that societies ought to evolve and we ought to evolve in our sense of self, that there is a place at least to acknowledge our French and English heritage in something like the oath?

Mr. Toffoli: I think it is acknowledged. I'll let Dr. Toporoski add to this in a minute, but one thing I'd like to say, first of all, is that the Queen is descended, both in her person and in the institution that she embodies, of our French as well as our British heritage. Our French tradition is as monarchical as our British tradition. The French regime was a monarchical regime. The Queen is a direct descendant of St. Louis, and the Cross of St. Louis is the Quebec flag—

[Traduction]

M. Bryden: Mais qu'en serait-il avec Charles? Je n'ai aucun problème avec la Reine.

M. Toffoli: Bien sûr, mais ce que je veux dire c'est que quel que soit le monarque, quelque opinion que vous ayez sur le monarque du point de vue personnel, ce n'est pas ce qui compte en ce qui concerne votre... Être loyal ne veut pas dire partager le goût de la Reine pour les corgis, ni ses opinions en ce qui concerne les politiques sociales ni se dire que, lorsqu'il sera roi, on épousera le point de vue du Prince de Galles sur l'architecture. Ce n'est pas ce genre de serment que l'on prête. On prête serment à la Reine simplement parce que c'est elle qui occupe cette fonction.

M. Bryden: Je comprends bien la distinction, je comprends qu'il s'agit de la personnalité, mais il faut également considérer cela du point de vue pratique, car ce serment est prononcé non par des gens comme moi qui sont nés au Canada et qui sont citoyens de cette façon mais par des immigrants qui arrivent d'autres pays. Si c'est à Charles qu'ils doivent prêter serment, il vont sans aucun doute hésiter quelque peu à jurer allégeance à quelqu'un qui est devenu, disons, bien que j'hésite à utiliser ce mot, un idiot de première classe. C'est un problème.

M. Toffoli: Il est évident que nous n'avons pas le même opinion du Prince de Galles.

M. Bryden: Ah bon?

M. Toffoli: Encore une fois, je ne vois pas en quoi cela poserait un problème. On prête serment au monarque d'un pays. Les qualités personnelles... Je pense que c'est aller trop loin de supposer que les immigrants ont ce genre d'opinion. Nous faisons des hypothèses et c'est exactement ce que nous ne voulons pas faire en ce qui concerne la citoyenneté, c'est-à-dire préciser le serment que doivent prêter les gens et leur mettre dans la bouche des mots qui ne correspondent pas à leur sentiment. À mon avis, il est pour nous très difficile voire très dangereux de procéder ainsi et je pense que nous venons d'en voir un exemple.

M. Bryden: Si vous me le permettez, madame la présidente, j'ai une autre question à poser. J'aimerais, si possible, passer à un autre plan.

Toujours en ce qui concerne le serment et le préambule et ce genre de chose, personnellement, il me semble que dans tout ce que je lis il manque quelque chose pour reconnaître que nous sommes plus que des sujets de Sa Majesté. Nous sommes aussi les produits d'une tradition nationale qui est le fruit des deux grandes cultures fondatrices. Je veux parler de notre héritage francophone et anglophone.

Ne pensez-vous pas, étant donné que les sociétés et l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes doivent évoluer, qu'il ne faudrait pas au moins reconnaître que notre héritage est français et anglais dans un document comme le serment?

M. Toffoli: Je pense qu'on le fait. Je vais laisser M. Toporoski ajouter quelques mots dans une minute, mais j'aimerais dire, tout d'abord, que la Reine représente notre héritage français aussi bien que notre héritage britannique, que ce soit sur le plan personnel ou par le biais de l'institution qu'elle incarne. Dans nos racines historiques, on retrouve la monarchie du côté français comme du côté britannique. Le régime français était monarchique. La Reine descend en ligne directe de St-Louis et la croix de St-Louis se retrouve sur le drapeau du Québec...

Mr. Bryden: I'm an historian. I know the-

Mr. Toffoli: -so I don't see there's a distinction between two persons ---

1645

Mr. Bryden: My problem is that the oath before me does nothing to acknowledge that we are more than a country derived from a British heritage. No matter what you say, a person coming to this without a knowledge of history would make assumptions about Canada based on the oath, assumptions that I would be the first to agree with my colleagues about.

Mr. Toffoli: Perhaps this is where the education work is needed.

Mr. Bryden: It ignores the French fact of Canada.

Dr. Richard Toporoski (Toronto Officer, Monarchist League of Canada): Where is there any English fact in this oath? The oath is taken to Her Majesty, Queen Elizabeth II, the Queen of Canada. People go through some sort of educational process in becoming citizens, and they find out something about our history and how we came to acquire our Queen. It doesn't say that she is the Queen of Great Britain or the Queen of the United Kingdom.

Mr. Knutson: If I were to take an oath of allegiance—I'm not talking about a citizenship oath, but what those words mean. To me they suggest that person has some power or authority or that I would follow orders, but when we take an oath of allegiance to the Queen, I don't think anyone would argue that she any particular power or authority. It's purely as a figurehead.

Dr. Toporoski: The league has often made the distinction between power and authority. It is the Queen's authority which is exercised in terms of power by responsible ministers. We the voters are the people who ultimately determine who the Queen's administrators are. If you feel there is no value in a figure of authority, I suppose you are suggesting that power should be exercised in a naked sort of fashion without anything to legitimize it, to justify it or to stand there as a safeguard in case power is exercised unlawfully.

To use the Australian example in 1975, the Governor General believed power was being used unlawfully and he stopped them from doing that. The Australian people agreed that power was being exercised unlawfully and kicked that government out in the next election.

Mr. Toffoli: Again, the first oath is the coronation oath of the Queen to us, her people. The Queen has bound herself and committed herself to govern her peoples according to their respective laws and customs, and to govern her people well. When members of Parliament and members of cabinet take their oaths, they take them to the Queen precisely because they are the Queen's ministers.

The Queen has bound herself to us, so we have an obligation given to us by the Queen. You give your obligation to the Queen, and through that process you serve us as people. So it's not a matter of whether the Queen personally exercises the [Translation]

M. Bryden: Je suis historien. Je connais le...

M. Toffoli: ...je ne vois donc aucune distinction entre deux personnes...

M. Bryden: Pour moi, le problème c'est que le serment que j'ai devant moi ne reconnaît en rien qu'il y a plus dans notre pays qu'un héritage britannique. Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais quelqu'un qui arrive dans ce pays sans en connaître l'histoire ferait certaines hypothèses à propos du Canada en se fondant sur le serment. Là-dessus, je serais le premier à reconnaître que mes collègues ont raison.

M. Toffoli: C'est peut-être là qu'il faudrait faire un effort de sensibilisation.

M. Bryden: Le serment fait fi du fait français au Canada.

M. Richard Toporoski (représentant à Toronto, Ligue monarchique du Canada): En quoi est-ce que ce serment reflète le fait anglais? On prête serment à Sa Maiesté, la Reine Elizabeth II, Reine du Canada. On fournit certaines informations aux gens qui sont sur le point de devenir citoyens et ils apprennent quelques faits saillants de notre histoire, comment nous en sommes venus à avoir une reine. Le serment ne dit pas que c'est la Reine de Grande-Bretagne ni la Reine du Royaume Uni.

M. Knutson: Si je devais prêter un serment d'allégeance—je ne parle pas du serment de citoyenneté mais de ce que les mots représentent. Pour moi, cela signifie que la personne à qui je prête allégeance a un certain pouvoir ou une certaine autorité et qu'il va falloir que je suive des ordres. Mais lorsqu'on prête allégeance à la Reine, je ne pense pas que qui que ce soit puisse prétendre qu'il détient certains pouvoirs ou une certaine autorité. Il s'agit purement d'un symbole.

M. Toporoski: La ligue a souvent fait la distinction entre pouvoir et autorité. C'est l'autorité de la Reine qui s'exerce par le biais du pouvoir détenu par des ministres responsables. Nous, les électeurs, déterminons en fin de compte qui sont les administrateurs de la Reine. Si vous estimez que cela ne sert à rien d'avoir un symbole de l'autorité, je suppose que, pour vous, le pouvoir devrait s'exercer en quelque sorte dans le vide, sans rien pour le légitimer, le justifier, ni servir de garde-fou au cas où l'exercice de ce pouvoir dépasserait les limites de la loi.

Si l'on prend l'exemple de l'Australie, en 1975, le gouverneur général a estimé que le pouvoir exercé par le gouvernement dépassait les limites de la loi et il est intervenu. Le peuple australien a reconnu cet abus de pouvoir et a chassé le gouvernement en question lors des élections qui ont suivi.

M. Toffoli: Encore une fois, le premier serment est celui que nous prête la Reine, à nous, son peuple, le jour de son couronnement. La Reine s'est engagée à gouverner ses sujets en respectant leurs lois et leurs coutumes diverses et à le faire de son mieux. Lorsque les membres du Parlement et du Cabinet prêtent serment, c'est envers la Reine qu'ils s'engagent précisément parce qu'ils sont les ministres de la Reine.

La Reine s'est engagée vis-à-vis nous et nous avons donc une obligation envers elle. Les ministres s'engagent à respecter leurs obligations envers la Reine et, par ce biais, ils servent le peuple. La question n'est donc pas de savoir si la Reine exerce

power. As Richard said, the Queen is the embodiment of the authority that gives legitimacy to this Parliament meeting, and to all the laws that we must obey and be restricted and restrained by.

Mr. Knutson: Your argument is somewhat circular because it is by definition that all that happens.

Mr. Toffoli: Every society must have a basis of authority—

Mr. Knutson: Perhaps I could finish my point. In terms of the actual meaningful input that the Queen has on Canadian government, I would submit to you that it is zero. It's purely as a figurehead. What the cabinet is ultimately loyal to in a real and meaningful way are the Canadian people. It has nothing to do with the Queen.

Dr. Toporoski: The Governor General sends the Queen letters and tells her what is going on in this country. Would you be happy if she sent back messages to the Governor General suggesting that he should suggest various courses of action to his ministers? Would you object that she was interfering in Canadian life?

The Chairman: That sounds a little rhetorical. I thought we were asking the questions.

Mr. Knutson: As far as I know, she doesn't read the letters, nor do I—

Dr. Toporoski: How do you know she doesn't read the letters?

Mr. Knutson: —care if she reads the letters. She has no meaningful role in substance. I'm not talking about in form, and that is the difference between a figurehead and—

Mr. Toffoli: But surely form is important. Rather than being a figurehead, I would say the Queen is a comerstone upon which the entire edifice is based. The only reason people must take the instructions that Parliament gives is because Parliament has been convened by the Queen. You may think that is mere form, but form is not mere. Form is important. Sometimes the process is as important as the decisions. The government represents perhaps the majority. In our system often it doesn't represent even a majority of popular opinion in a country.

• 1650

What makes minorities respect the decision of the majority? Many factors are at play in a country. It is the monarchical nature of Canada that is at play in terms of how Canadians react to decisions, how Canadians react to each other, how a country operates. A monarchical system requires a monarch.

Mr. Knutson: By definition.

Mr. Toffoli: Yes. So you cannot separate the system from the monarch. You can say eliminate the Queen and everything will work just as it is now, but I don't think it will.

The historical experience in countries is that when they lop off the Queen, or the monarch of their country, the system doesn't work as it did before. It's not a mere thing of eliminating the Queen and everything will work. That's certainly not the historical experience.

[Traduction]

un pouvoir personnellement. Comme l'a dit Richard, la Reine incarne l'autorité qui rend légitime cette réunion parlementaire, ainsi que toutes les lois que nous devons respecter et qui restreignent notre liberté d'action.

M. Knutson: C'est un peu un cercle vicieux, car tout cela n'arrive qu'en vertu de certaines définitions.

M. Toffoli: Dans toute société, l'autorité doit s'appuyer sur. . .

M. Knutson: Peut-être pourriez-vous me laisser terminer? Si l'on parle d'une contribution substantielle et réelle de la Reine au gouvernement du Canada, je dirais qu'elle est nulle. Il s'agit uniquement d'un symbole. Au bout du compte, c'est envers nous, le peuple canadien, que le Cabinet doit se montrer véritablement loyal. Cela n'a rien à voir avec la Reine.

M. Toporoski: Le gouverneur général envoie des lettres à la Reine pour lui dire ce qui se passe dans ce pays. Aimeriez-vous qu'elle réponde au gouverneur général en lui disant de proposer à ses ministres d'agir de telle ou telle façon? Ne penseriez-vous pas que ce serait une ingérence dans la vie canadienne?

La présidente: C'est une question pour la forme et d'ailleurs, je pensais que c'était nous qui posions les questions.

M. Knutson: Elle ne lit pas les lettres, que je sache, et cela n'a pour moi...

M. Toporoski: Comment pouvez-vous affirmer qu'elle ne lit pas les lettres?

M. Knutson: . . . aucune espèce d'importance. Elle n'a aucun rôle concret qui ait une portée quelconque. Je ne parle pas de la forme et c'est toute la différence entre un symbole et. . .

M. Toffoli: Mais vous devez admettre que la forme est importante. Plutôt que de parler de symbole, je dirais que la Reine est la pierre angulaire sur laquelle repose tout l'édifice. La seule raison qui justifie que l'on doive respecter les directives émises par le Parlement c'est que ce Parlement a été convoqué par la Reine. Vous pouvez penser que tout cela, c'est pour la forme; mais la forme n'est pas sans importance. Parfois, la manière dont sont prises les décisions est aussi importante que les décisions elles-mêmes. Le gouvernement représente peut-être la majorité. Dans notre système, il ne représente souvent même pas l'opinion d'une majorité de citoyens.

Qu'est-ce qui amène les minorités à respecter les décisions que prennent la majorité? De nombreux facteurs sont en jeu dans un pays. C'est le caractère monarchique du Canada qui définit la façon dont les Canadiens réagissent aux décisions, dont ils se comportent les uns envers les autres, dont le pays fonctionne. Dans un régime monarchique, il faut un souverain.

M. Knutson: Par définition.

M. Toffoli: Oui. Le régime et le souverain vont donc de pair. Vous pouvez penser qu'en éliminant la Reine, tout va continuer de fonctionner comme avant, mais ce n'est pas mon avis.

Avec le recul de l'histoire, on constate que les pays qui se sont débarrassées de la monarchie ou de leur souverain, ne fonctionnent pas aussi bien qu'auparavant. Il ne suffit pas d'éliminer la Reine pour que tout fonctionne à merveille. Ce n'est certes pas ce que l'histoire nous enseigne.

Mr. Knutson: May I take a different tack, then. You mentioned that if we, either through the preamble or through the oath, somehow suggested certain values to Canadians, we might invite a committee on un–Canadian activities to sort out whether this person isn't really a Canadian.

Let's say we said it's one of the characteristics of Canadians that we're tolerant. We might have a committee that searched out intolerant people and said they weren't really Canadians—even though that in itself would be an intolerant exercise. By the same reasoning, then, in the oath as it sits now, because we're saying they have to faithfully observe the laws of Canada, couldn't we say by this same logic that lawbreakers are somehow un—Canadian?

Mr. Toffoli: There are certain basic principles, as we said, that the state has a right to expect of its citizens. One is loyalty to the state. Second is observance of the laws.

The types of values we're talking about not including are when you go beyond mere observance of the law. I'll pick, for example, two things that I personally do support, bilingualism and multiculturalism. Those are values that I happen to hold. But I also have many friends who don't support either of those. Some support one, some support the other. I don't think they're any less Canadian. I may think they are, in my opinion, hurting Canada or not hurting Canada or whatever, but they are still Canadians.

It's when you get beyond observing the law to saying you must endorse the law. If you say, for instance, Canadians embrace certain values—again, multiculturalism comes to mind, bilingualism comes to mind—and if you start saying Canadians must or should believe in these things, that this is what Canadians believe in, you're getting on dangerous ground. It's not because the values are bad. It's how it's going to be played out, how you enforce it.

A law is something specific. The law says if you go through a red light you can be charged, or if you commit certain crimes. But they're spelled out specifically. It's based on your actions, not necessarily on what you think.

So we have laws on human rights, which are the way we should deal with it. We have laws saying you can't discriminate against people in certain circumstances. That's what Parliament is there to do.

Mr. Knutson: But do you think the people living in Millhaven are less Canadian because they're lawbreakers?

Mr. Toffoli: They have forfeited certain rights.

Mr. Knutson: But citizenship isn't one of them.

Mr. Toffoli: They haven't lost their citizenship, but they are penalized for failing to observe the laws. People are penalized. We don't lose our citizenship for that.

[Translation]

M. Knutson: Laissez-moi aborder la question sous un angle différent. Vous avez signalé que si nous suggérions certaines valeurs aux Canadiens, dans la préambule ou le serment, nous pourrions inviter un éventuel comité à examiner les activités anti-canadiennes pour déterminer que tel ou tel citoyen n'est pas vraiment un Canadien.

Supposons que nous établissions que la tolérance est une valeur caractéristique des Canadiens, nous pourrions avoir un comité qui s'acharne à pourchasser les intolérants parce qu'ils ne feraient pas de vrais Canadiens—même si, ce faisant, ce comité ferait preuve d'intolérance. En vertu du même raisonnement, ne pourrions—nous pas dire aussi que ceux qui contreviennent à la loi ont un comportement anti—Canadien, puisque dans l'actuel serment d'allégeance on s'engage à observer fidèlement les lois du Canada?

M. Toffoli: Il y a certains principes de base, comme je le mentionnais, que l'État a le droit de demander à ses citoyens de respecter. L'un de ceux—là est la loyauté envers l'État. Le deuxième est le respect des lois.

Les valeurs qui, à notre avis, ne devraient pas être incluses sont celles qui vont au-delà du simple respect de la loi. Je vais vous citer en exemple deux valeurs auxquelles j'adhère personnellement: le bilinguisme et le multiculturalisme. Ce sont des valeurs auxquelles j'attache de l'importance. Mais j'ai aussi bien des amis qui n'admettent ni l'une ni l'autre. Certains sont d'accord avec le bilinguisme, d'autres avec le multiculturalisme. Je ne pense pas qu'ils sont moins Canadiens pour autant. Je suis libre de penser qu'ils font du tort au Canada, mais ce sont toujours des Canadiens.

C'est quand on va au-delà de la pure observation de la loi et qu'on exige du citoyen qu'il soit d'accord avec la loi que le problème se pose. Si, par exemple, à partir de la simple affirmation que les Canadiens adhèrent à certaines valeurs—là encore, le multiculturalisme et le bilinguisme nous viennent immédiatement à l'esprit—, on commence à dire que les Canadiens doivent ou devraient croire en ces valeurs, que ce sont celles dans lesquelles ils croient effectivement, on risque de s'avancer en terrain glissant. Non pas que ces valeurs sont mauvaises, mais c'est la façon dont on risque de les imposer qui est dangereuse.

La loi porte sur des points précis. La loi dit que celui qui brûle un feu rouge, qui commet un infraction quelconque, risque d'être mis en accusation. Les lois contiennent des énoncés précis. Elles décrivent des actes, mais elles ne reflètent pas nécessairement ce qu'on pense.

Nous avons donc des lois sur les droits de la personne, qui décrivent comment ces droits doivent être respectés. Nous avons des lois qui interdisent certaines formes de discrimination. C'est pour cela que le Parlement existe.

M. Knutson: Pensez-vous que les détenus de Millhaven sont moins Canadiens parce qu'ils ne respectent pas la loi?

M. Toffoli: Ils ont perdu certains droits.

M. Knutson: Mais pas leur citoyenneté.

M. Toffoli: Ils n'ont pas perdu leur citoyenneté, mais on leur a infligé une peine parce qu'ils n'ont pas observé la loi. Ils sont pénalisés. On ne perd pas sa citoyenneté pour ça.

But citizenship says you are obliged to...and then there are penalties. It establishes the point that perhaps you're leading to there, that if you break the law there are penalties for doing it.

What are the penalties? If you put it in that you must believe in certain things or be tolerant, there must be penalties if you don't. That's the point we're taking. If you put in certain values people must believe in and say those are requirements of citizenship, if people don't believe in them then the next step is that there will be penalties for not believing in them. If you don't observe the laws there are penalties for not observing the laws.

So the logical conclusion would be, yes, people will be penalized and made to suffer for not living up to whatever values are put down. That certainly is the experience of societies.

• 1655

Mrs. Hayes: I think what you've been mentioning right now answers one of the questions I had, and the concern of defining or including values that perhaps by themselves lead to a...what shall I say? The definition of those values can be very subjective, and then when someone tries to enforce them, where does that enforcement come from?

For instance, with multiculturalism, as Reformers we question the policies of multiculturalism even though we recognize we have a multicultural society. I think that is a case in point well taken and I appreciate your insight on that.

Do you think there's a place in this discussion for the oath, or the inclusion of a monarchy, or exclusion? Is there a place in this discussion for a referendum, to take it to the Canadian people to ask them how they feel about this?

Mr. Toffoli: I always have trouble with referenda, I must admit. Perhaps I will disagree with the Reform Party's views on this. I'm not sure exactly. I have trouble with referenda generally because, even if it's not written into it, there is a certain assumption that a referendum is once and for all. I think a referendum gives a point of view, a snapshot, at one time. But what happens a year later?

A case in point, if we can talk about our Australian cousins right now, is last summer when an opinion poll was taken that showed 70% of people in Australia wanted to abolish the monarchy, or something along that line. Two months later an opinion poll was taken to show that now the majority or plurality of people support the monarchy, and republicanism has become the minority position again.

I wasn't born in Italy, but my grandparents are from Italy. In my ancestral homeland they had a referendum on the monarchy, and I think the vote was taken by 2% on the whole question of the monarchy there. Then they passed that you can't have another referendum on the question, so that somehow the one referendum decides things for eternity.

Mrs. Hayes: Forever?

Mr. Toffoli: Forever, yes. It's illegal to have a referendum on restoring the monarchy in Italy.

[Traduction]

Mais la citoyenneté nous oblige à... et ensuite il y a les peines. Elle établit ce à quoi vous voulez peut-être en venir, que toute infraction à la loi donne lieu à l'imposition de peine.

Quelles sont ces peines? Si l'on dit que le citoyen doit croire en certaines valeurs ou être tolérant, on doit le pénaliser s'il n'y croit pas. C'est ce que nous pensons. Si l'on dit que les citoyens doivent croire en certaines valeurs pour mériter la citoyenneté, on doit les pénaliser s'ils n'y croient pas. Celui qui n'observe pas les lois s'expose à des pénalités.

Logiquement, on devrait donc en conclure que les citoyens seront pénalisés s'ils ne vivent pas en fonction des valeurs qui auront été énoncées. C'est ainsi que les sociétés se comportent.

Mme Hayes: Ce que vous venez tout juste de mentionner répond à l'une des questions que j'avais l'intention de vous poser, celle de définir ou d'inclure des valeurs qui pourraient en elles-mêmes mener à... Comment dire? La définition de ces valeurs peut être très subjective. En l'aucurrence, en vertu de quels principes peut-on en imposer le respect?

Prenez le cas du multiculturalisme, par exemple. Nous, les Réformistes, nous remettons en question la politique du multiculturalisme, même si nous reconnaissons que nous avons une société multiculturelle. Ce que vous avez dit est très juste et je trouve que vous avez de bons arguments à cet égard.

Estimez-vous que c'est le moment de discuter du serment d'allégence, du maintien ou de l'abolition de la monarchie? Ce débat est-il le moment approprié pour discuter de la tenue éventuelle d'un référendum, au cours duquel on demanderait aux Canadiens leur opinion sur ces questions?

M. Toffoli: J'ai toujours eu des réticences à propos des référendums, je dois l'admettre. Peut-être que je ne serai pas d'accord avec le Parti Réformiste à ce sujet. Je ne saurais trop le dire. Je ne suis pas trop en faveur des référendums en général, parce que même si on ne l'écrit pas expressément, on tient pour acquis que le résultat d'un référendum ne peut être remis en question. A mon avis, un référendum nous permet de vérifier un point de vue, au moment précis où on le tient. Mais qu'en sera-t-il dans un an?

On en a eu un bon exemple l'été dernier en Australie, si vous me permettez de parler de nos cousins australiens un instant, où l'on a constaté, après un sondage, qu'environ que 70 p. 100 des Australiens étaient en faveur de l'abolition de la monarchie. Deux mois plus tard, un autre sondage révélait qu'une majorité d'entre eux penchait plus pour le maintien de la monarchie, et que l'option républicaine était à nouveau minoritaire.

Je ne suis pas né en Italie, mais mes grands-parents sont d'origine italienne. Dans le pays de mes ancêtres, il y a eu un référendum sur la monarchie, et les vainqueurs l'ont emporté par 2 p. 100, je pense. Ensuite, on a décrété qu'il ne pouvait y avoir d'autres référendums sur la question, afin qu'elle soit tranchée une bonne fois pour toute.

Mme Hayes: Pour toujours?

M. Toffoli: Pour toujours, en effet. Il est maintenant illégal de tenir un référendum sur la restauration de la monarchie en Italie.

Mrs. Haves: That may be a reason to have referenda legislated.

Mr. Toffoli: If you're asking me whether the people should be involved in decisions like this, of course that's our system in one level. The parliamentary system supposes and assumes that Parliament can change its mind, and that a parliamentary decision is made one time and then in a couple of years Parliament changes its mind, and so on.

I think referenda have about them an aura that they're going to that really transcends all this. It may just be an aura rather than a

I rather like Edmund Burke's view when he talks about society as a partnership of the ages. I feel a certain obligation to the Fathers of Confederation and what they believed, as well as what we believe today and what people who are yet unborn in Canada will believe.

I have trouble on issues like the oath. The oath, as I said, pre-dates Confederation. It's been in our system, in our development, for 1,000 years and certainly throughout our history. I have trouble about how you word it.

It's a difficult question. In principle the people should have a say in these matters. I'm not sure if that's the right way to do it.

Mr. Jackson: Just for clarification in my mind as to what I've heard you say, I think I've heard you say that we have a constitutional monarchy versus a republic and that we have certain conventions and traditions that shape who we are.

You can't be a little bit pregnant. I mean, you can't experiment with something else without unravelling or taking apart this thing or reopening the constitutional debate.

You're saying that it's dangerous to talk about citizenship because it might be a figment of somebody's imagination, it might conjure up various kinds of things, and maybe it can't be defined. We are charged with having to review this act, and I'm certainly learning a lot as we listen to the various interventions. I have a sense, though, that the act has evolved by certain rulings of the court that we might incorporate in it. That would be normal, I guess, at this time as we update it. Notwithstanding the fact that we need a preamble, I have the sense there's not much we can change in that first ruling.

• 1700

Mr. Toffoli: Certainly administrative changes could be made as to how things apply, and I'm sure you'll be hearing from many groups about application of the law and what aspects of the act should be changed in that area. It's the fundamentals we feel are dangerous to tamper with or to alter, because "what is the definition of a Canadian" can open up an incredible debate.

I think we went through that in the Charlottetown hearings. In a way there was the same attempt there, and one group said yes, that's fine, but you haven't included us in this, and we want to be included. If you tried to include everybody, you'd wind up with a document that ran from Newfoundland to[Translation]

Mme Hayes: C'est peut-être pour cette raison qu'il faut avoir des lois référendaires.

M. Toffoli: Si vous me demandez si les citoyens devraient participer à ce genre de décision, évidemment, notre système le prévoit. Dans notre système parlementaire, on part du principe que le Parlement peut changer d'idée, qu'une décision prise à un moment donné peut être modifiée un ou deux ans plus tard, et ainsi de suite.

On se plaît à penser que les référendums ont pour vertu de régler settle the issue and somehow that one moment can decide an issue les questions une fois pour toute et que les décisions qui sont prises à l'issu des référendums transcendent vraiment tout. C'est peut-être bien plus une illusion qu'une réalité.

> Je préfère la perception d'Edmund Burke pour qui la société est un partenariat séculaire. Je me sens un peu investi du devoir de respecter les valeurs des Pères de la Confédération, de celles des citoyens d'aujourd'hui et de celles des citoyens de demain.

> Je ne sais trop quoi penser de certaines questions comme celle du serment d'allégence. Comme je le disais, ce serment date d'avant la Confédération. Il y a des serments d'allégence depuis des milliers d'années et son origine est certes très lointaine. Je ne sais trop comment il faudrait le formuler.

> C'est une question complexe. En principe, la population devrait pouvoir se prononcer sur ces questions, mais je ne sais pas si le référendum est le mécanisme approprié.

> M. Jackson: J'aimerais avoir une précision pour être sûr que je vous ai bien saisi. Je pense que vous avez dit que nous avions une monarchie constitutionnelle et non une république et que des conventions et des traditions étaient à l'origine de notre identité.

> Il ne peut y avoir de demi-mesure. Autrement dit, on ne peut se lancer dans quelque chose sans devoir se départir de certaines autres choses, ou sans ouvrir le débat constitutionnel.

> Vous dites qu'il est dangereux de parler de citoyenneté, car c'est un concept assez subjectif, qu'on ne saurait définir en conséquence et qui est peut-être indéfinissable. Nous avons été chargés de réviser cette loi, et j'en apprends beaucoup en écoutant les divers intervenants. J'ai l'impression que la loi a évolué sous l'effet de certaines décisions juridiques et nous aurions peut-être avantage à en tenir compte en reformulant la loi. Il serait normal de le faire, au moment où nous nous apprêtons à la moderniser. Même si nous avons besoin d'un préambule, j'ai le sentiment qu'il n'y a pas grand chose que nous pouvons changer dans cette première étape.

M. Toffoli: Il y aurait certainement des choses à changer relativement à l'administration de la Loi, je suis sûr que vous entendrez de nombreux témoins qui vous diront quels sont les aspects de l'application de la loi qu'il faut modifier. Ce sont les principes mêmes sur lesquels repose la Loi qu'il serait dangereux de modifier, car la définition de ce qu'est un Canadien pourrait susciter des débats incroyables.

Nous avons vu ce que cela a donné dans le cas des négociations de Charlottetown. D'une certaine façon, on peut dire que la démarche était semblable. Un groupe était d'accord, alors qu'un autre voulait faire inclure ceci et cela. Pour plaire à tout le monde, on a fini par avoir un document qui est passé de Terre-Neuve à...

Ms Clancy: Newfoundland.

Mr. Toffoli: See? We can't even-

Ms Clancy: That's not optional.

Mr. Toffoli: That's the very point, you see. Had I been defining what a Canadian is, I would have put in "Newfoundland" and then I would have been lambasted because I wouldn't even have gotten the pronunciation right. That's a Toronto accent, I guess.

The Chairman: I have a question for you, Mr. Toffoli. Your position seems to be so rigid and inflexible, and I guess it feels to me very much unlike a Canadian solution to a problem.

You talk about partnerships of the ages, and that's kind of how I feel too. My sense is taht there are many Canadians who aren't comfortable with the oath as it is. That makes me think maybe we should address the oath to see if there isn't some way we can draft it so it's acceptable and more people are comfortable with it.

On page 2 you talk about basing citizenship on values instead of allegiance and institutions. Why not "as well as"? Why can't we base citizenship on values as well as allegiance and institutions in the hope of giving more comfort to Canadians who are definitely not comfortable with the way it is? We want to see it evolve.

Dr. Toporoski: Could you be more specific about what they're not comfortable about?

The Chairman: I guess there are some who feel it's very limiting and monarchist in its nature. Is there anything else we can do? You've said no.

Dr. Toporoski: As Mr. Toffoli said, if you start trying to open this up to stating more things Canadians should do or should believe, then you get into the great conflict about what more things Canadians should believe and do.

The Chairman: I don't see it so much as a conflict as an open discussion where Canadians can come forward, and that's kind of what we're hoping to do here—to identify some themes we might include.

Mr. Toffoli: To answer that about rigidity, what we're saying and what the tradition has been is that you have a—I don't necessarily want to use the word 'minimum' but perhaps we can use it in this context—requirement. So you may say we're being rigid, but we're being rigid about the fact that we don't want the oath to become more rigid.

We're saying the oath has a certain minimum requirement and then it leaves the rest open to everyone. If you start putting more into it, you won't be making it more flexible; you'll be making it more rigid. You'll be saying in addition to this minimum, necessary and historically valid requirement we're going to add this, this and this to make it more flexible. It won't. We think it will make it more rigid.

The Chairman: I guess I don't buy your enforced values. Of course you can't enforce values but you can certainly aspire to them and you can certainly share them.

[Traduction]

Mme Clancy: On prononce Newfoundland.

M. Toffoli: Vous voyez? Nous ne pouvons même pas. . .

Mme Clancy: Mais on n'a pas le choix.

M. Toffoli: Voilà, on y est! Si j'avais voulu définir ce qu'est un Canadien, j'aurais mentionné Terre-Neuve et l'on m'aurait blâmé parce que je n'aurais pas correctement prononcer le nom de cette province en anglais. Ce doit être l'accent de Toronto.

La présidente: J'aurais une question à votre intention, monsieur Toffoli. Votre position semble rigide et inflexible et j'ai l'impression que votre solution n'est pas non plus très canadienne.

Vous avez parlé de partenariat séculaire, et c'est un peu comme ça que je sens les choses aussi. Je suis persuadée qu'il y a bien des Canadiens qui trouvent que le serment d'allégeance est un peu dépassé. Ça me laisse croire que nous devrions peut-être le reformuler pour le rendre acceptable pour que plus de gens en soient fiers.

À la page 2 de votre mémoire, il est question de citoyenneté fondée sur des valeurs plutôt que sur un serment d'allégeance et des institutions. Pourquoi ne combinerait—on pas ces deux réalités? Pourquoi ne pourrions—nous pas fonder la citoyenneté sur des valeurs ainsi que sur un serment d'allégeance et des institutions dans l'espoir que les Canadiens soient plus fiers de leur citoyenneté, ce qui n'est discutablement pas le cas à l'heure actuelle? Nous aimerions que les choses changent.

M. Toporoski: Pourriez-vous être plus précise en ce qui concerne les choses dont ils ne sont pas fiers?

La présidente: J'estime que la citoyenneté est trop contraignante et trop monarchiste, je pense. Pourrions—nous faire autrement? Vous estimez que non.

M. Toporoski: Comme M. Toffoli le disait, si on commençait à définir ce que les Canadiens devraient faire et les valeurs auxquelles ils devraient se rattacher, vous feriez naître toute une controverse à propos des valeurs qu'il faudrait ajouter.

La présidente: Je ne pense pas que cela puisse susciter autant de controverse que vous le dites; au contraire, cela pourrait mener à une discussion ouverte à laquelle les Canadiens pourraient participer, et c'est ce que nous espérons,—nous aimerions répertorier les thèmes qui pourraient être inclus dans le préambule.

M. Toffoli: Pour répondre à votre critique concernant la supposée rigidité de notre position, nous prétendons, et c'est ce qui a toujours été la tradition, qu'il doit y avoir une exigence minimale. Je crois que nous pouvons employer ce mot dans ce contexte. Peut-être avez-vous raison de trouver notre position rigide, car nous tenons à éviter que le serment d'allégeance devienne trop rigide.

Nous disons que le serment d'allégeance doit énoncer certaines valeurs minimales et laisser ensuite à chacun le soin d'adopter celles qui lui conviennent. Si vous commencer à y ajouter des valeurs, vous ne le rendrez pas plus souple; vous le rendrez plus rigide. Vous allez dire qu'en plus de ces exigences minimales nécessaires et historiquement valables, nous allons ajouter ceci et cela pour rendre le serment plus souple. Ce ne sera pas le cas. À notre avis, vous le rendrez encore plus rigide.

La présidente: Je pense que je n'endosse pas vos valeurs imposées. Évidemment, on ne peut imposer le respect des valeurs, mais on peut certainement espérer qu'on y aspire et qu'on les partage.

Mr. Toffoli: But the oath is something you are taking and committing yourself to. When I go into a court of law and promise to tell the truth, I'm not saying "I'm aspiring to tell the truth. I'll think about it. I hope I'll tell the truth when I get up there, but if I decide part way through maybe it's not such a good idea to tell the truth because it will get me in trouble or someone else in trouble...well, I aspire to it."

So that was the objective. That's not what an oath is about. An oath is a legal commitment. You are committing yourself.

• 1705

The Chairman: Okay, so if we leave this out of the oath, what about a preamble? Can we build some comfort with Canadians, all Canadians—new and those Canadian—born—in a preamble?

Mr. Toffoli: Again, we're referring back to the Charlottetown discussion.

The Chairman: No, I've heard that-

Mr. Toffoli: Yes, but I think that's exactly what would happen. You might put something into it that will make somebody feel more comfortable. Then someone else might think "That's not really all that important to me. If they're getting that, we want what we think is important."

That's what happens. That's exactly what happened in the Charlottetown agreement. People said "Okay, if you're going to put these rights in—

The Chairman: You've already answered that.

Mr. Toffoli: But I think that's the answer.

The Chairman: You don't think we can rise above?

Mr. Toffoli: Well, we haven't been able to yet and I don't see—

The Chairman: Something you're willing to give up?

Mr. Toffoli: Well, it's not a matter of giving up. I don't know whether it's a fruitful exercise or whether it's an exercise we should be pursuing.

I don't sit down with my family and try to define what my family is. We just go about living our lives. We have a sense of what that is, but I think if my immediate family and I sat down and tried to define our values and so on—

The Chairman: What's special about your family or what kinds of things you should celebrate, what similarities you have or—

Mr. Toffoli: Yes, but we don't try to write them down, because if we did, we'd probably start arguing "Well, no, that really isn't the most important." My sister might say "Well, no, this is more important." My mother might have her ideas of that and our cousins, etc. Certainly in my family we could not sit down and write it out, but that doesn't mean we don't get along with each other or fight each other. There's some things that are best not put in writing.

[Translation]

M. Toffoli: Mais le serment d'allégeance est un acte qu'on prête et par lequel on s'engage à quelque chose. Quand on me demande de jurer de dire la vérité en Cour, je ne dis pas: «j'aspire à dire la vérité. Je vais y penser. J'espère que je dirai la vérité quand je serai à la barre, mais si, en cours de route, je constate qu'il n'est pas avantageux pour moi de dire la vérité, car cela risque de me mettre dans l'embarras ou de mettre quelqu'un d'autre dans l'embarras—eh bien, je vais dire, j'y aspire».

Tel était l'objectif. Ce n'est pas ce que doit être un serment d'allégeance. Un serment d'allégeance est un engagement juridique. Il nous lie.

La présidente: Bien. Laissons pour un instant la question du serment d'allégeance et parlons du préambule. Pouvons-nous faire en sorte que les Canadiens, tous les Canadiens—de nouvelle souche et ceux qui sont nés ici—adhèrent au préambule?

M. Toffoli: Une fois de plus, cela nous ramène aux discussions de Charlottetown.

La présidente: Non, j'ai appris que. . .

M. Toffoli: Oui, mais je pense que c'est exactement ce qui se produirait. Vous pourriez y ajouter des éléments qui seraient acceptables pour certains. Quelqu'un d'autre pourrait dire: «Je ne trouve pas cet élément vraiment important. Si vous ajoutez cela, nous aimerions ajouter cet autre élément que nous jugeons important».

C'est ce qui arriverait. C'est exactement ce qui s'est produit dans le cas de l'entente de Charlottetown. Certains ont dit «Très bien, si vous insérez ces droits. . .

La présidente: Vous avez déjà donné cette réponse.

M. Toffoli: Mais je pense que c'est ainsi qu'il faut répondre.

La présidente: Vous ne pensez pas qu'on pourrait lever le débat?

M. Toffoli: Nous n'avons pas réussi à le faire auparavant, et je ne vois pas comment. . .

La présidente: Y a-t-il quelque chose auquel vous accepteriez de renoncer?

M. Toffoli: Il n'est pas question d'abandonner quoique ce soit. Je ne sais pas si nous nous adonnons à un exercice fructueux et s'il vaut la peine de poursuivre cette discussion.

Je ne m'assois pas avec ma famille pour essayer de définir ce qu'elle est. Nous vivons tout simplement. Nous avons une idée de ce qu'elle est, et je pense que si nous essayons de nous asseoir ensemble pour tenter de définir nos valeurs et ainsi de suite...

La présidente: Qu'y a-t-il de spécial à propos de votre famille ou de genre d'événement que vous devriez célébrer ensemble, des similitudes qui vous...

M. Toffoli: Oui, mais nous n'essayons pas de le mettre sur papier, car si nous le faisions, nous nous perdrions probablement en discussions inutiles. L'un dirait: «Non, cette valeur n'est pas vraiment celle qui est la plus importante». Ma soeur dirait: «Non, celle—ci est plus importante». Ma mère aurait d'autres idées ainsi que mes cousins et les autres. Il est clair que dans ma famille, il ne serait pas possible de mettre sur papier nos valeurs, mais cela ne veut pas dire que nous ne nous entendons pas bien ni que nous avons des discordes. Ce sont des choses qu'il vaut mieux ne pas mettre par écrit.

The Chairman: But how well do you know each other?

Mr. Toffoli: That's right. I think some things are better not put in writing. You can live things. If you try to write them down sometimes, you destroy. That's happened throughout history.

Mr. Bryden: I have to make a comment that may give you some comfort. I actually got into politics as a result of the namby–pamby language in the Charlottetown accord. I was very much against that kind of definition.

On the other hand, I don't feel that we necessarily can make no change to something like the oath. Let me ask you the important question. Do you see the oath as primarily something that is a legal entity or something that is symbolic? Do you make a distinction there?

Dr. Toporoski: Well, I think it's both. It's legal and it's symbolic.

I wonder if I could just go back a step and ask if many Canadians know what's in the preamble of the Charter of Rights and Freedoms or indeed what's in the preamble of the Bill of Rights. I'm not sure this is the way to get across Canadian values.

As Mr. Toffoli has pointed out, the oath binds us to very few legal things, to be loyal to our sovereign, to obey the laws and to be good citizens. So that's the legal part; that's all the symbolic part there needs to be.

Mr. Bryden: And that's precisely the point, isn't it? The oath has far more cogency than a preamble of anything.

Dr. Toporoski: Yes, yes, certainly.

Mr. Bryden: So if we're going to make a change—now you have said you're not particularly in favour of the change—the change ought to focus on the oath, where it would have the most impact, rather than on a preamble. Indeed some witnesses have suggested we shouldn't have any preamble whatsoever.

The oath is something else. What do you feel about that? Is that the way you would regard the situation?

Mr. Toffoli: That if you do change -

Mr. Bryden: It's the oath we should focus on if we're going to change at all.

Mr. Toffoli: Well, we don't feel we should change at all, but certainly the oath is the part that has the legal impact. Clearly the oath is what people are committing themselves to. Of the two, that's the area you have to be most careful about perhaps. I'd rather put it that way. What you put into the oath will restrict and bind people.

Mr. Bryden: If I may just carry on the thought, if somebody does not take the oath—say a cabinet minister, for example, who feels very strongly against the monarchy, particularly if it's Prince Charles, shall we say, or King Charles—if he decides he cannot take the oath, now that would bar him from his cabinet position—and rightly so in your opinion?

[Traduction]

La présidente: Mais vous connaissez-vous bien?

M. Toffoli: Je pense qu'il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas mettre par écrit. Les valeurs sont des choses qui se vivent. En essayant de les coucher sur papier, on risquerait de les détruire. Ça s'est déjà vu dans l'histoire.

M. Bryden: J'aimerais faire un commentaire qui vous mettra peut-être à l'aise. Je suis entré en politique à la suite de tout le verbiage qui a entouré l'entente de Charlottetown. J'étais absolument contre ce genre de définition.

D'un autre côté, je ne pense pas que nous puissions nous abstenir de changer le serment d'allégeance. Laissez-moi vous poser cette question importante. À vos yeux, le serment d'allégeance est-il principalement un document juridique ou une chose purement symbolique? Faites-vous ce genre de distinction?

M. Toporoski: Il est les deux. Il est à la fois juridique et symbolique.

J'aimerais revenir un peu en arrière et vous demander si bien des Canadiens savent ce que dit le préambule de la Charte des droits et libertés ou ce qu'il y a dans le préambule de la Déclaration des droits. Je ne pense pas que ce soit là la façon faire comprendre les valeurs canadiennes.

Comme M. Toffoli l'a souligné, le serment d'allégeance nous engage à très peu d'obligations juridiques, à être loyaux envers notre souverain, à obéir aux lois et à être de bons citoyens. Voilà pour le volet juridique, c'est aussi tout l'aspect symbolique qu'on doit trouver dans le serment.

M. Bryden: C'est ce qui est important, n'est—ce pas? Le serment a beaucoup plus de force que n'importe quel préambule.

M. Toporoski: Certainement.

M. Bryden: S'il devait y avoir des modifications—mais vous avez dit que vous n'étiez pas particulièrement en faveur des changements—c'est le serment lui—même qui devrait être modifié et non le préambule, car c'est le serment qui a le plus d'importance. Certains témoins disent même qu'il ne devrait pas y avoir de préambule du tout.

Le serment est autre chose. Qu'en pensez-vous? Est-ce ainsi que vous percevez cette situation?

M. Toffoli: Que si vous faites des changements...

M. Bryden: C'est au serment que nous devrions nous intéresser, s'il doit y avoir des changements.

M. Toffoli: Nous pensons qu'il ne devrait pas être modifié, mais indéniablement, c'est le serment qui est important juridiquement. C'est par le serment que les gens s'engagent. De ces deux éléments, c'est celui auquel il faudrait apporter le plus d'attention. C'est ce que je dirais. C'est le serment qui comporte des restrictions et des engagements.

M. Bryden: Dans cet ordre d'idée, si quelqu'un décidait de ne pas prêter le serment—un ministre, par exemple, qui serait vraiment contre la monarchie, en particulier si c'est le Prince Charles ou le Roi Charles qui régnait—cela devrait—il l'empêcher d'occuper sa fonction de ministre, à votre avis?

Mr. Toffoli: Yes.

Mr. Bryden: Then, as a last comment, would you not contemplate some change in which we might say, "in the Crown" instead of Her Majesty Queen Elizabeth II? You've already said several times that of course this is an institution embodied in a person so we are still swearing allegiance to an institution. You have said that it really doesn't matter whether that person has personal problems or not because it's the institution.

• 1710

So why can I not say the Crown instead of Queen Elizabeth II? to the body of law that was evolved not in Britain and not in France, but through two cultures in this land?

Dr. Toporoski: Part of that evolution has come from Britain and France-

Mr. Bryden: Yes, but it occurred here. The thing is, I—

Dr. Toporoski: It couldn't have occurred and wouldn't be complete, it wouldn't have any beginning, if it hadn't begun someplace else. It didn't start here on the basis of nothing.

Mr. Toffoli: There are two points that I think are worth responding to.

Mr. Bryden: Oh, thank you.

Mr. Toffoli: One, the oath is to the Queen of Canada, I mean, that is quite explicit. I think the question of Canadian laws is covered by the fact that it's not an oath to Queen Elizabeth II, Queen of Australia or whatever. It's to Queen Elizabeth II, Queen of Canada. That is already covered by this.

Second, we're back to our first principle, that our system is based on a personalization, the recognition that we are human beings dealing with other human beings. The Queen has taken an oath to us. We take an oath to the Oueen.

Why remove the personal side? That's important, because of the very point that it's a reciprocal oath. I don't say I, a Canadian, take this oath. I say I, Garry Toffoli, take this oath. I don't speak in an impersonal sense. So the recipient of the oath should not be impersonal, just as the Queen took her oath to the people.

Mr. Bryden: Can you comment on the other aspect a little bit?

Thank you for your remarks, by the way. I hadn't made up my mind, despite the question. I appreciate the point of view.

But I'm more keenly interested in the fact, and in somehow acknowledging, that something has happened in Canada between the time of Confederation, shall we say, and now, and the oath does not reflect it. The oath does not say anything or in any way address our dual culture, which has made us I think the most admired country in the world.

[Translation]

M. Toffoli: Oui.

M. Bryden: Enfin, et ce sera mon dernier commentaire, que penseriez-vous d'un changement qui nous amènerait à prêter serment «à la Couronne», plutôt qu'à Sa Majesté la Reine Elizabeth II? Vous avez déjà dit à maintes reprises que c'est une institution incarnée dans une personne. Nous jurerions donc encore allégeance à une institution. Vous avez déjà signalé qu'il importe vraiment peu que la personne ait des problèmes personnels, car c'est envers l'institution qu'on prête serment.

Pourquoi ne pourrait-on pas dire la Couronne au lieu de la Reine Why can I not add to the oath that I as a citizen feel some allegiance Elizabeth II? Pourquoi ne pourrais-je pas ajouter au serment qu'en tant que citoyen je jure fidélité à l'ensemble des lois qui a été élaboré non pas en Grande-Bretagne ni en France, mais ici grâce à nos deux cultures?

> M. Toporoski: Une partie de cette évolution nous vient de la Grande-Bretagne et de la France...

> M. Bryden: Oui, mais ces institutions sont nées là-bas. Il reste que je...

> M. Toporoski: Elle ne pourrait pas exister si elle n'était pas née quelque part, elle n'aurait pas de début, à supposer qu'il y a eu un début quelque part. Elles ne sont pas nées ici à partir de rien.

> M. Toffoli: Il y a deux points auxquels il vaudrait la peine de répondre, à mon avis.

M. Bryden: Oh, merci.

M. Toffoli: Premièrement, le serment est prêté à la Reine du Canada. C'est très clair. Le fondement sur lequel repose la loi canadienne vient du fait que le serment n'est pas prêté à la Reine Elizabeth II, en tant que Reine d'Australie. Il est prêté à la Reine Elizabeth II en tant que Reine du Canada. Cela est assez clair.

Deuxièmement, nous revenons à notre premier principe. Notre système est fondé sur la reconnaissance du fait que nous sommes des êtres humains qui ont affaire à d'autres êtres humains. La Reine nous jure fidélité. Nous jurons fidélité à la Reine.

Pourquoi supprimer le côté personnel? Il reste important, parce qu'il s'agit d'un serment réciproque. Je ne dis pas «moi, citoyen Canadien prête ce serment». Je dis: «moi, Garry Toffoli, prête ce serment». Je ne parle pas à la voix impersonnelle. Le destinataire du serment ne devrait donc pas être impersonnel, étant donné que la Reine prête serment à son peuple.

M. Bryden: Pourriez-vous nous dire brièvement ce que vous pensez de l'autre aspect?

À propos, je vous remercie des points de vue que vous avez exprimés. Mon idée n'était pas faite, même si la question est importante. Votre opinion m'est utile.

Mais ce qui m'intéresse surtout, c'est le fait, et particulièrement la reconnaissance, qu'il s'est passé des choses au Canada entre l'époque de la Confédération et maintenant, et il n'en est pas question dans le serment. Le serment ne mentionne en aucune manière notre dualité culturelle, qui a fait de nous, je pense, le pays le plus admiré au monde.

Mr. Toffoli: I would think what you're getting into there is the educational side, that if people do feel that way, the problem lies perhaps not with the institution or with the oath but with the lack of public information on the part of previous governments—and on the part of education, which falls under provincial jurisdiction, I agree—in making clear the role of the Queen of Canada in Canadian laws.

If there is a failing there, the answer to that is in education, not in changing the institution. The problem is not with the institution or with the idea or the concept. The problem is perhaps with the education.

Mr. Bryden: I just want to change the wording of the oath a little bit, not the institution.

The Chairman: Let me try.

Can you give me a succint answer on whether or not you would object to what I will suggest here? That is, we could include the existing oath and then add something like this: From this time forward, under God, I pledge my loyalty to Canada and its people, whose democratic beliefs I share, whose rights and liberties I respect, and whose laws I will uphold and obey.

Are any of those phrases in there objectionable to you or unenforceable, in your opinion?

Mr. Toffoli: Two come to mind right off the top. But I'd have to read the whole thing. I may be missing something in it.

The Chairman: It talks about beliefs being shared.

Mr. Toffoli: No, I was thinking of the first part, about being loyal to Canada.

The Chairman: And its people.

Dr. Toporoski: Is it the Australian pledge—

Mr. Toffoli: The problem is, what is Canada? How are you defining it? We're getting back to the minimum—

The Chairman: I understand that, but is there anything in there that you object to?

Mr. Toffoli: Right there—Canada. Canada to me means more than that to which one owes allegiance. I may love Canada. Canada to me means everything, from the land to the weather to the certain values I see in it. So I think Canada is too broad a concept.

Allegiance is strictly to, if you wish, the state, the personification of the state. Canada is too broad a term. You either limit it by saying it means only this—and then you limit the meaning of Canada unfairly—or if it means the broader sense. . . Canada can mean so many different things.

It's what I call a blank-cheque oath. Somebody else might substitute what I meant when I said Canada in that broad sense. They may say I meant all these things.

[Traduction]

M. Toffoli: À mon avis, vous touchez là au côté éducationnel de la question. Si les citoyens ont ce sentiment, le problème ne réside peut-être pas tellement dans l'institution ni dans la teneur du serment, mais dans le fait que les gouvernements précédents ne les ont pas suffisamment informés—j'admets que l'éducation relève des provinces—et n'ont pas très bien fait ressortir le rôle de la Reine du Canada dans l'élaboration des lois canadiennes.

S'il y a une lacune, la solution réside dans l'éducation et non dans la modification de l'institution. Le problème, ce n'est pas l'institution, pas plus que l'idée ou le concept. C'est peut-être un problème d'éducation.

M. Bryden: J'aimerais simplement modifier un peu le libellé du serment, non l'institution.

La présidente: Permettez-moi d'essayer.

Pourriez-vous me répondre brièvement si oui ou non vous vous opposez à ce que je vais vous suggérer? Autrement dit, nous pourrions inclure le serment actuel et ajouter quelque chose comme: À compter de ce jour je jure, devant Dieu, d'être loyal(e) au Canada et à son peuple, à ses valeurs démocratiques que je partage, à ses droits et libertés que je respecte et à ses lois que je jure de défendre et d'appliquer.

Y a-t-il dans ces expressions des éléments que vous ne trouvez pas acceptable ou applicable, à votre avis?

M. Toffoli: Il y en a deux qui me viennent immédiatement à l'esprit. Mais il me faudrait lire le texte en entier. Il y a peut-être quelque chose qui m'échappe.

La présidente: Il est question de valeurs qu'on partage.

M. Toffoli: Non, je songeais à la première partie, celle où il est question d'être loyal au Canada.

La présidente: Et à son peuple.

M. Toporoski: Est-ce le texte du serment australien. . .

M. Toffoli: Le problème, c'est de savoir ce qu'est le Canada? Comment le définissez-vous? Nous revenons aux exigences minimales. . .

La présidente: J'en suis consciente, mais y a-t-il des éléments avec lesquels vous n'êtes pas d'accord?

M. Toffoli: Juste ici—le mot Canada. Le Canada a une signification plus grande qu'une simple réalité à laquelle on prête allégeance. Je peux aimer le Canada. Le Canada, à mon avis, ça veut dire tout, à partir du territoire jusqu'à la température, et jusqu'aux valeurs qu'on y respecte. Donc, je pense que le Canada est une notion trop large.

L'allégeance est strictement envers l'État. L'État personnifié. Le Canada est un terme trop large. Ou bien on le limite en disant qu'il ne signifie que ceci ou cela—et c'est alors injuste—ou on lui donne un sens plus large. . . Le Canada peut signifier tellement de réalités différentes.

C'est ce que j'appellerais un serment en blanc. Quelqu'un d'autre pourrait y substituer ce que j'avais à l'esprit quand je disais «le Canada», dans ce sens large. On pourrait dire qu'il sous—entend toutes sortes d'autres réalités.

You're opening it up too much.

The Chairman: Thank you very much for your presentation. It's It's been most informative.

Members, if there is no other business, we're adjourned.

[Translation]

Votre notion est trop large.

La présidente: Je vous remercie de votre exposé. Il a été très much appreciated. We appreciate the brief. We all have a copy of it. utile. Nous vous remercions également pour votre mémoire. Nous en avons une copie. Il était des plus intéressant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.



MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port pavé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

ff undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré—Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

As Individuals:

Gary Caldwell:

Rais A. Khan, PH.D.

From the Canadian Citizenship Consultants:

Judge (Ret.) Alex M. Campbell, Director.

From Green & Spiegel:

Stephen W. Green, Barrister and Solicitor.

From the Monarchist League of Canada:

Garry Toffoli, Dominion Officer & Ontario Chairman:

Dr. Richard Toporoski, Toronto Officer of the League.

TÉMOINS

À titre personnel:

Gary Caldwell;

Rais A. Khan, «PH.D.»

Du «Canadian Citizenship Consultants»:

Juge (Ret.) Alex M. Campbell, directeur.

De «Green & Spiegel»:

Stephen W. Green, avocat.

Du «Monarchist League of Canada»:

Garry Toffoli, «Dominion Officer & Ontario Chairman»;

Dr Richard Toporoski, «Toronto Officer of the League».

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





